DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01A

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_401AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION A - N° **CD-2025/06/20-4/01A**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : JULLEMIER Denis

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : SEM - HABITAT 77
Approbation de l'opération de restructuration des capitaux propres de la SEM agréée logement social HABITAT 77

Depuis 2023, les étapes juridico-administratives et financières de transformation de l'office public HABITAT 77 en société d'économie mixte se sont poursuivies en perspective d'une fusion-absorption initialement projetée en 2024 toutefois reportée en 2025 pour des raisons techniques et opérationnelles.
En tant que collectivité de rattachement de l'OPH HABITAT 77 et actionnaire majoritaire de la SEM HABITAT 77, le Département doit se prononcer sur plusieurs dossiers afin que la réalisation de l'opération juridique puisse se concrétiser, à savoir :
- approbation de l'opération de restructuration des capitaux propres de la SEM agréée logement social HABITAT 77 (délibération A),
- approbation du transfert universel du patrimoine de l'OPH HABITAT 77 vers la SEM agréée logement social HABITAT 77 et approbation du traité de fusion et des opérations en capital (délibération B),
- entrée de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine et de la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne dans la SEM agréée logement social HABITAT 77 et impact sur la gouvernance de la SEM (délibération C),
- approbation de la convention de gestion du personnel détaché auprès du Département de Seine-et-Marne (délibération D),

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 225-138 et suivants du Code de commerce ;

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01A

Vu la délibération du Conseil départemental 28 septembre 2023 portant approbation des statuts et prise de participation du Département de Seine-et-Marne dans le capital social de la SEM Habitat 77,

Vu la délibération du Conseil départemental du 21 décembre 2023 portant approbation du pacte d'actionnaires ;

Vu l'avis des Commissions précitées,

Vu le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de réduction du capital social de la SEM HABITAT 77 motivée par des pertes par voie de réduction de la valeur nominale des actions de 100 euros à 95 euros sous la condition suspensive de l'augmentation du capital social à un niveau au moins égal à 225.000 euros ;

Article 2 : le projet d'augmentation du capital social de la SEM HABITAT 77 en numéraire réservée à ADESTIA d'un montant 11.305 euros par voie d'émission de 119 actions nouvelles de 95 euros de valeur nominale ;

Article 3 : d'autoriser en conséquence les représentants du Département de Seine-et-Marne dans les instances de la SEM HABITAT 77 à approuver les projets de réduction de capital social et d'augmentation du capital social susmentionnés et la modification statutaire concernant le montant du capital social subséquente auxdites opérations.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01A

M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01A

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01B

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_401BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION B - N° **CD-2025/06/20-4/01B**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : JULLEMIER Denis

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : SEM - HABITAT 77
Approbation du transfert universel du patrimoine de l'OPH HABITAT 77 vers la SEM agréée logement social HABITAT 77 et approbation du traité de fusion et des opérations en capital –

Depuis 2023, les étapes juridico-administratives et financières de transformation de l'office public HABITAT 77 en société d'économie mixte se sont poursuivies en perspective d'une fusion-absorption initialement projetée en 2024 toutefois reportée en 2025 pour des raisons techniques et opérationnelles.
En tant que collectivité de rattachement de l'OPH HABITAT 77 et actionnaire majoritaire de la SEM HABITAT 77, le Département doit se prononcer sur plusieurs dossiers afin que la réalisation de l'opération juridique puisse se concrétiser, à savoir :
- approbation de l'opération de restructuration des capitaux propres de la SEM agréée logement social HABITAT 77 (délibération A),
- approbation du transfert universel du patrimoine de l'OPH HABITAT 77 vers la SEM agréée logement social HABITAT 77 et approbation du traité de fusion et des opérations en capital (délibération B),
- entrée de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine et de la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne dans la SEM agréée logement social HABITAT 77 et impact sur la gouvernance de la SEM (délibération C),
- approbation de la convention de gestion du personnel détaché auprès du Département de Seine-et-Marne (délibération D),

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.411-2-1, II du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu les articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce ;

Vu l'article L. 225-204 du Code de commerce ;

Vu l'article L. 225-138 et suivants du Code de commerce ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 septembre 2023 portant approbation des statuts et prise de participation du Département de Seine-et-Marne dans le capital social de la SEM Habitat 77,

Vu la délibération du Conseil départemental du 21 décembre 2023 portant approbation du pacte d'actionnaires ;

Vu l'avis du Comité Économique et Social de l'OPH HABITAT 77 ;

Vu le rapport ci-avant et ses annexes,

Vu l'avis des Commissions précitées,

Vu le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver l'opération de fusion par voie d'absorption de l'OPH HABITAT 77 par la SEM agréée logement social HABITAT 77 en application de l'article L.411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation autorisant l'absorption d'un office public de l'habitat par une société d'économie mixte agréée en application de l'article L. 481-1 dudit code ;

Article 2 : d'approuver le projet de traité de fusion tel qu'annexé à la présente délibération et l'augmentation de capital subséquente à la fusion d'un montant de 282 150 380 euros au bénéfice du Département de Seine-et-Marne, portant le capital social de la SEM HABITAT 77 de 225.055 euros à 282 375 435 euros par la création de 2 970 004 actions nouvelles, étant rappelé que la valeur nominale d'une action s'élève à 95 euros ;

Article 3 : d'autoriser en conséquence les représentants du Département de Seine-et-Marne à l'assemblée générale de la SEM agréée logement social HABITAT 77 à approuver le projet de traité de fusion ;

Article 4 : d'approuver le projet de réduction de capital de la SEM HABITAT 77 d'un montant de 193.113.340 euros, qui sera intégralement supportée par le Département de Seine-et-Marne par voie d'annulation de 2.032.772 actions parmi les 2.971.624 actions du Département de Seine-et-Marne après apport de l'actif net de l'OPH, la somme correspondant à la réduction de capital étant portée dans un compte de réserves indisponibles utilisé notamment aux fins de reconstituer les subventions d'investissement de l'OPH HABITAT 77 dans les comptes de la SEM HABITAT 77 ;

Article 5 : d'autoriser en conséquence les représentants du Département à l'assemblée générale extraordinaire de la SEM HABITAT 77 à approuver ladite réduction de capital ;

Article 6 : d'approuver le projet d'augmentation de capital en numéraire de la SEM HABITAT 77 d'un montant de 36.000.060 euros par l'émission de 378.948 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 95 euros chacune, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'ADESTIA ;

Article 7 : d'autoriser en conséquence les représentants du Département à l'assemblée générale extraordinaire de la SEM HABITAT 77 à approuver l'augmentation de capital d'un montant de 36.000.060 euros de la SEM HABITAT 77 ;

Article 8 : d'approuver le projet de seconde augmentation de capital en numéraire de la SEM HABITAT 77 d'un montant de 4.000.000 euros par l'émission de 42.106 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 95 euros chacune, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'ADESTIA ; pour porter le capital social la SEM Habitat77 à 125.262.155 euros, divisé en 1.318.549 actions nominatives d'une valeur nominale de 95 euros chacune,

Article 9 : d'autoriser en conséquence le représentant du Département à l'assemblée générale extraordinaire de la SEM HABITAT 77 à approuver la seconde augmentation de capital d'un montant de 4.000.000 euros de la SEM HABITAT 77 ;

Article 10 : d'approuver le projet des statuts modifiés de la SEM agréée logement social HABITAT 77, tels qu'annexés à la présente délibération ;

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01B

Article 11 : d'autoriser en conséquence les représentants du Département à l'assemblée générale extraordinaire de la SEM agréée logement social HABITAT 77 à approuver les modifications apportées aux statuts (articles 6 et 16.1) de la SEM telles qu'annexés à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01B

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_401BH1-DE
Version du 7 mai 2025
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

PROJET DE TRAITE DE FUSION ENTRE

LA SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE « HABITAT 77 »
ET
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT « HABITAT 77 »

Version du 14 mai 2025

Entre les soussignés :

La société d'économie mixte HABITAT 77, société anonyme d'économie mixte agréée en application de l'article L. 481-1 du Code de la construction et de l'habitation, au capital social de 225.000 euros, dont le siège social est situé 10 avenue Charles Péguy, 77000 Melun, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Melun sous le numéro 922 557 699, représentée par son président directeur général, Jean-Marc CHANUSSOT, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du conseil d'administration du 30 juin 2025,

Ci-après désignée la « **SOCIETE ABSORBANTE** » ou la « **SEM** »,

D'UNE PART,

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (OPH) HABITAT 77, établissement public local à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 10 avenue Charles Péguy, 77000 Melun, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Melun sous le numéro 277 700 019, représenté par son directeur général Paul GIBERT, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 23 juin 2025,

Ci-après désignée l' « **OFFICE ABSORBE** » ou l'« **OPH** »,

D'AUTRE PART,

La SOCIETE ABSORBANTE et l'OFFICE ABSORBE étant ci-après désignés individuellement une « Partie » ou collectivement les « Parties ».

Préalablement au projet de fusion par absorption de l'OFFICE ABSORBE par la SOCIETE ABSORBANTE, objet du présent traité, il est exposé ce qui suit :

Version du 14 mai 2025

PLAN DU PROJET DE TRAITE

1. Principes et conditions générales de la fusion
2. Caractéristiques
   2.1. L'OFFICE ABSORBE
   2.2. La SOCIETE ABSORBANTE
   2.3. Liens entre la SOCIETE ABSORBANTE et la SOCIETE ABSORBEE
   2.4. Consultation des IRP
   2.5. Information des locataires des Parties
3. Motifs et buts de la fusion

I. EFFETS DE LA FUSION

ARTICLE 1. EFFETS DE LA FUSION - DATE D'EFFET DE LA FUSION ET COMPTES UTILISES POUR ARRETER LES CONDITIONS DE L'OPERATION
   1.1. Dissolution et transmission du patrimoine de l'OFFICE ABSORBE
   1.2. Sort des dettes, droits et obligations de l'OFFICE ABSORBE
   1.3. Date d'effet de la fusion du point de vue comptable et fiscal
   1.4. Comptes utilisés pour arrêter les conditions de l'opération

ARTICLE 2. METHODE D'EVALUATION UTILISEE POUR LA DETERMINATION DE LA PARITE D'ECHANGE

II. DESIGNATION ET EVALUATION DU PATRIMOINE TRANSMIS

ARTICLE 3. DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF
   3.1. Actif transmis au 31 décembre 2024
   3.2. Passif transmis au 31 décembre 2024
   3.3. Engagements hors bilan de l'OFFICE ABSORBE
   3.4. Opérations de la période intercalaire
   3.5. Actif net apporté

III. DISPOSITIONS GENERALES ET DECLARATIONS

ARTICLE 4. DECLARATIONS RELATIVES AUX BIENS ET DROITS TRASNFERES
   4.1. Concernant les droits incorporels transférés
   4.2. Concernant les biens et droits immobiliers
ARTICLE 5. PROPRIETE – JOUISSANCE
ARTICLE 6. CHARGES ET CONDITIONS
   6.1. En ce qui concerne la SOCIETE ABSORBANTE
   6.2. En ce qui concerne l'OFFICE ABSORBE

IV. REMUNERATION DES APPORTS

ARTICLE 7. DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE
ARTICLE 8. REGIME DES ACTIONS NOUVELLES
ARTICLE 9. PRIME DE FUSION
ARTICLE 10. AFFECTATION DE LA PRIME DE FUSION
ARTICLE 11. REDUCTION DE CAPITAL

Version du 14 mai 2025

V. DISSOLUTION SANS LIQUIDATION DE L'OFFICE ABSORBE

VI. CONDITIONS SUSPENSIVES ET DATE D'EFFET DIFFEREE

VII. DECLARATIONS FAITES AU NOM DE L'OFFICE ABSORBE

VIII. ENGAGEMENTS FISCAUX

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GENERALES
ARTICLE 13. IMPOT SUR LES SOCIETES : REGIME DE FAVEUR DE L'ARTICLE 210 A DU CGI
ARTICLE 14. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
ARTICLE 15. ENREGISTREMENT
ARTICLE 16. OPERATIONS ANTERIEURES

IX. DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17. REPRODUCTIONS DE TEXTES
ARTICLE 18. FORMALITES
ARTICLE 19. POUVOIRS

Version du 14 mai 2025

EXPOSE

1. Principes et conditions générales de la fusion

Le conseil d'administration de la SOCIETE ABSORBANTE et le conseil d'administration de l'OFFICE ABSORBE, réunis le 30 juin 2025 et le 23 juin 2025, ont arrêté les termes d'un projet de traité de fusion entre les Parties, qui sera effectuée par voie d'absorption de l'OFFICE ABSORBE par la SOCIETE ABSORBANTE, ainsi que le prévoit l'article L.411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

La fusion envisagée sera réalisée en application des dispositions suivantes :

- l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation qui dispose que :

> « *II.- Un office public de l'habitat peut, par voie de fusion ou de scission, transmettre son patrimoine à un ou plusieurs organismes mentionnés aux deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 411-2 et à l'article L. 481-1.*
>
> *La rémunération de la collectivité de rattachement de l'office public de l'habitat absorbé ou scindé en actions de la société bénéficiaire est fixée sur la base du rapport des capitaux propres non réévalués respectifs des organismes. »*

- les articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce applicables à la SOCIETE ABSORBANTE.

Dans ce cadre, l'OFFICE ABSORBE fera apport de l'ensemble de ses éléments d'actifs à la SOCIETE ABSORBANTE, à charge pour cette dernière de prendre en charge l'intégralité de son passif.

Si la fusion est réalisée :

- le patrimoine de l'OFFICE ABSORBE sera transmis à la SOCIETE ABSORBANTE dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion. Il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à l'OFFICE ABSORBE à cette date, sans exception,

- la SOCIETE ABSORBANTE sera débitrice des créanciers non obligataires de l'OFFICE ABSORBE en lieu et place de celui-ci, sans que cette substitution entraîne novation à leur égard.

2. Caractéristiques des Parties

2.1. L'OFFICE ABSORBE

L'OFFICE ABSORBE est un office public de l'habitat (OPH). Il a pour collectivité territoriale de rattachement le Département de Seine-et-Marne. Son siège social est situé 10 avenue Charles Péguy 77000 MELUN. Il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Melun sous le numéro 277 700 019.

En tant qu'organisme d'habitations à loyer modéré, l'OFFICE ABSORBE exerce les compétences définies aux articles L. 421-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Ses exercices sociaux commencent le 1er janvier et se terminent le 31 décembre de chaque année. Il est soumis à la comptabilité commerciale.

Au 31 décembre 2024, il détient et gère 17.933 logements locatifs sociaux répartis sur le Département de Seine-et-Marne, et plus précisément sur 100 communes, dont 34% en Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (6095 logements), 22 établissements publics de coopération intercommunale et 3 projets de renouvellement urbain. L'Office détient et gère également 190 locaux commerciaux et professionnels et 11.570 garages et parkings.

Au 31 décembre 2024, l'OPH emploie 333 personnes, dont 92 fonctionnaires et 2 contractuels de droit public.

2.2. La SOCIETE ABSORBANTE

2.2.1. Immatriculation

La SOCIETE ABSORBANTE est une société anonyme d'économie mixte locale agréée logement social au sens de l'article L. 481-1 du Code de la construction et de l'habitation.

La SOCIETE ABSORBANTE est régie par les dispositions des articles L.1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et des articles L.225-1 et suivants du Code de commerce.

Son siège social est situé au 10 avenue Charles Péguy – 77000 Melun et elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Melun sous le numéro 922 557 699.

2.2.2. Objet social

Il résulte de l'article 3 de ses statuts (*Objet*) que la SEM a pour objet :

1. De procéder à l'étude et à la construction, l'acquisition ou l'aménagement sur tous terrains d'immeubles collectifs ou individuels à usage principal d'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale et notamment d'immeubles bénéficiant de financements aidés par l'Etat,

2. De procéder à l'étude et à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement, de lotissement, de rénovation urbaine et de renouvellement urbain, de restauration immobilière et de traitement de l'habitat ancien, d'actions sur les quartiers dégradés et l'animation des politiques locales tant dans le domaine économique que dans celui de l'habitat, de procéder à toutes acquisitions de biens meubles et immeubles, au besoin par voie d'expropriation ou de préemption,

3. De procéder à l'étude et à la construction d'immeubles à usage de bureaux, de commerces, de locaux d'activités ou de locaux industriels destinés à la vente ou à la location,

4. De procéder à la mise en location ou en vente de ces immeubles, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens de ces immeubles,

5. De procéder à l'étude et à la construction ou l'aménagement sur tous terrains d'équipements publics ou privés complémentaires des activités visées au 1) 2) et 3) ci-dessus, ainsi qu'à l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens y compris la vente des ouvrages, immeubles et équipements réalisés,

6. D'exercer, à titre accessoire, l'activité d'Organisme de Foncier Solidaire tel que défini à l'article L. 329-1 du code de l'urbanisme, sous réserve d'être agréée à cet effet. L'exercice de ces activités se fait conformément aux dispositions des articles R. 329-1 et suivants dudit code,

7. De procéder à l'exploitation, la gestion, y compris en qualité de syndic et d'administrateur de biens, à l'entretien et à la mise en valeur par tous moyens des ouvrages et équipements réalisés par elle-même ou par un tiers.

Elle pourra en outre créer ou participer à la création de toute société et prendre des participations dans toute société existante, sous réserve de l'accord des assemblées délibérantes des Collectivités Territoriales actionnaires, dès lors que l'objet social de la société entrera dans le champ de compétence desdites collectivités et sera comparable ou complémentaire à celui de la Société.

La société exercera les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour autrui, elle exercera en particulier ces activités dans le cadre de conventions passées avec les collectivités territoriales et notamment dans le cadre de conventions de mandat, de prestations de services, d'affermage ou de concessions de services publics à caractère industriel et commercial.

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuant à sa réalisation.

2.2.3. Capital social

Au 31 décembre 2024, le capital social de la SOCIETE ABSORBANTE s'élève à 225.000 euros, divisé en 2.250 actions de même catégorie et d'une valeur nominale de 100 euros, intégralement libérées et composant l'intégralité du capital social de la SOCIETE ABSORBANTE.

Au 31/12/2024	Nombre d'actions	% du capital de la SEM
Département de Seine et Marne	1.620	72%
ADESTIA	630	28%
Total	**2.250**	**100%**

En 2025, la SOCIETE ABSORBANTE a procédé à une réduction de son capital social pour partie motivée par des pertes par diminution de la valeur nominale de son action de 100 (cent) euros à 95 (quatre-vingt-quinze) euros puis d'une augmentation de capital réservée à ADESTIA (actionnaire privé de la SOCIETE ABSORBANTE) d'un montant de

11.305 euros par voie d'émission de 119 nouvelles actions d'une valeur nominale de 95 euros.

Avant la réalisation de la fusion	Nombre d'actions	% du capital de la SEM
Département de Seine et Marne	1.620	68,4%
ADESTIA	749	31,6%
Total	**2.369**	**100%**

2.2.4. Durée

La SEM a été constituée pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés le 27 décembre 2022 soit jusqu'au 27 décembre 2121.

2.2.5. Effectif

Au 31 décembre 2024, la SEM n'emploie pas de salarié.

2.3. Liens entre les Parties

L'OFFICE ABSORBE n'ayant pas de capital social, les PARTIES n'ont aucun lien capitalistique.

Le Département de Seine-et-Marne, collectivité de rattachement de l'OFFICE ABSORBE, est actionnaire majoritaire de la SOCIETE ABSORBANTE.

La SOCIÉTÉ ABSORBANTE et l'OFFICE ABSORBÉ n'ont pas d'administrateur commun.

2.4. Consultation des IRP

Informé-consulté sur le présent projet de fusion, le Comité Social et Economique de l'OFFICE ABSORBE a émis un avis le 3 juin 2025.

La SOCIETE ABSORBANTE n'a pas d'instance représentative du personnel.

2.5. Information des locataires des Parties

En application de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties informeront leurs locataires du présent projet de fusion par courrier.

3. Motifs et buts de la fusion

L'OFFICE ABSORBE doit faire face à une raréfaction des financements, et en particulier publics ainsi qu'à des augmentations de ses charges, en raison notamment de l'impact de la réduction de loyer de solidarité mais également de l'augmentation des prix et du taux du Livret A ; malgré cela, l'OFFICE ABSORBE souhaite poursuivre d'importantes réhabilitations de son patrimoine tout en maintenant les capacités d'intervention nécessaires en production nouvelle et ce, afin de répondre aux demandes du Département.

L'OFFICE ABSORBE a validé un Plan Stratégique de Patrimoine (PSP) ambitieux pour la période allant de 2021 à 2030 portant principalement sur la réhabilitation (au niveau thermique) de son patrimoine vieillissant (6.000 logements à réhabiliter) et sur la construction de logements (2.500 - 3.000 logements sur cette période de dix années).

En vue de financer ce PSP, l'OFFICE ABSORBE a émis des titres participatifs souscrits par le Département et par la CDC-Banque des Territoires à hauteur, respectivement, de 5 millions d'euros et de 13,4 millions d'euros.

Néanmoins, l'OFFICE ABSORBE a souhaité étudier les autres moyens lui permettant d'améliorer ses capacités d'intervention, notamment en renforçant ses fonds propres.

Dans le cadre de ces réflexions, le conseil d'administration de l'OFFICE ABSORBE avait par délibération n°119-2021 du 13 décembre 2021 autorisé le lancement d'une étude sur les conditions et modalités selon lesquelles l'OFFICE ABSORBE pourrait fusionner avec une société d'économie mixte agréée pour la construction et la gestion de logements sociaux en application de l'article L. 481-1 du Code de la construction et de l'habitation, qui serait constituée à cet effet par le Département et un ou des partenaires susceptibles d'accompagner cette fusion par des apports en fonds propres.

Par la suite, au soutien de ces réflexions, le Département de Seine-et-Marne avait par délibération n°CD-2022/02/04-4/01 du 4 février 2022 décidé à l'unanimité « *de demander à Habitat 77 le lancement d'une réflexion concernant l'opportunité de transformer Habitat 77 en SEM immobilière et de soutenir ce projet* », dans l'objectif de :

- « *répondre aux ambitions du Département qui souhaite plus de réhabilitation et de construction que ne le prévoit le plan stratégique patrimonial ;*

- *améliorer la qualité de son patrimoine pour faire face aux défis à venir qui impliquent la recherche de nouveaux financements, pour ne pas continuer à dégrader sa situation financière et de trésorerie ;*

- *trouver des nouvelles ressources financières qui lui permettraient prioritairement de finir la remise à niveau de son patrimoine mais aussi d'augmenter son volume de production en accompagnant l'ensemble des territoires qui ont des besoins ;*

- *faire face à la rareté des financements publics et trouver les moyens de ses ambitions et de la pérennité de son modèle économique ;*

- *s'orienter vers un partenariat public-privé, notamment via l'entrée au capital d'un actionnariat privé pour faire évoluer l'Office Public de l'Habitat en Société d'Economie Mixte* ».

A l'issue de ces études, l'OFFICE ABSORBE avait confirmé son choix d'orienter les travaux vers la création d'une SEM qui absorberait l'OFFICE ABSORBE par voie de fusion, au regard notamment des avantages que présente une telle forme sociale : outil par nature contrôlé par les collectivités territoriales actionnaires, il permet en effet d'associer à son capital des partenaires privés tout en conservant une gouvernance publique. Au surplus, une SEM agréée de logement social dispose de droits à faire plus étendus que les organismes HLM, pouvant par exemple développer une offre de logements libres sous certaines conditions. Pour autant, une SEM agréée de logement

social est soumise aux mêmes règles de contrôle et d'agrément de leur activité que les autres organismes HLM.

C'est dans ce contexte que l'OFFICE ABSORBE avait lancé un appel à manifestation d'intérêt.

Le groupe CDC HABITAT, par sa filiale ADESTIA, avait présenté une proposition dans le cadre de cette consultation, et le Département et ADESTIA avaient convenu des opérations juridiques suivantes :

- souscription du Département de Seine et Marne au capital d'une société anonyme déjà constituée dénommée YSALIA 2 (dont ADESTIA est actionnaire), à hauteur de 72% de son capital social, qui interviendrait concomitamment à l'adoption par cette société de statuts de Société d'Economie Mixte et de la dénomination « HABITAT 77 », ladite souscription permettant de contribuer au relèvement de son capital social de 37.000 euros à 225.000 euros, requise pour les SEM immobilières en application de l'article L. 1522-3 du CGCT ;

- décision du conseil d'administration de la SOCIETE ABSORBANTE de solliciter l'agrément en vue de la construction et de la gestion de logements sociaux, en application de l'article L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation l'OFFICE ABSORBE ;

- après obtention de l'agrément, absorption de l'OFFICE ABSORBE par la SOCIETE ABSORBANTE et signature d'un pacte d'actionnaires entre le Département de Seine-et-Marne et ADESTIA, par lequel ADESTIA s'engage à souscrire à deux augmentations de capital de la Société d'un montant total 40.000.000 euros :

    - immédiatement après la fusion, une première augmentation de capital d'un montant de trente-six millions d'euros (36 000 000,00 €) dont dix-huit millions euros (18 000 000 €) seront libérés au moment de la souscription. Le surplus sera libéré selon les besoins du plan moyen terme (PMT) à raison, à titre prévisionnel, de quatre millions cinq cent mille euros (4 500 000 €) la 2ème, puis la 3ème et enfin la 4ème année du pacte d'actionnaires, étant rappelé qu'en tout état de cause, le surplus doit être libéré dans un délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive, c'est-à-dire au jour de l'établissement du certificat du dépositaire des fonds ;

    - une seconde augmentation de capital d'un montant de quatre millions d'euros (4 000 000 €) la cinquième année du pacte, intégralement libérée à la souscription, sous réserve que les investissements prévus sur la première période quinquennale du le PMT initial soient tenus. A défaut, cette augmentation de capital sera réalisée au cours de la seconde période quinquennale du pacte, en fonction des besoins du PMT actualisé qui sera alors annexé audit pacte.

Ainsi, la SOCIETE ABSORBANTE absorberait par voie de fusion l'OPH.

Version du 14 mai 2025

CECI EXPOSÉ, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I. EFFETS DE LA FUSION

ARTICLE 1. EFFETS DE LA FUSION - DATE D'EFFET DE LA FUSION ET COMPTES UTILISES POUR ARRETER LES CONDITIONS DE L'OPERATION

1.1. Dissolution et transmission du patrimoine de l'OFFICE ABSORBE

La fusion entraînera, à sa date de réalisation, la dissolution sans liquidation de l'OFFICE ABSORBE et la transmission universelle de son patrimoine à la SOCIETE ABSORBANTE, dans l'état où celui-ci se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion.

A ce titre, l'opération emportera transmission au profit de la SOCIETE ABSORBANTE de tous les droits, biens et obligations de l'OFFICE ABSORBE.

Si la transmission de certains biens se heurte à un défaut d'agrément de la SOCIETE ABSORBANTE ou à l'exercice d'un droit de préemption, elle portera sur les créances substituées ou sur le prix de rachat des biens préemptés.

1.2. Sort des dettes, droits et obligations de l'OFFICE ABSORBE

La SOCIETE ABSORBANTE sera débitrice de tous les créanciers de l'OFFICE ABSORBE en ses lieux et place et sera subrogée dans tous ses droits et obligations.

Elle prendra en charge les engagements donnés par l'OFFICE ABSORBE et elle bénéficiera des engagements reçus par lui, tels qu'ils figurent hors bilan dans ses comptes et ce, le cas échéant, dans les limites fixées par le droit positif.

1.3. Date d'effet de la fusion du point de vue comptable et fiscal et juridique

Les Parties sont convenues que la fusion aura un effet comptable et fiscal rétroactif au 1er janvier 2025.

En conséquence, **sur le plan comptable et fiscal**, toutes les opérations réalisées par l'OFFICE ABSORBE à compter du 1er janvier 2025 seront considérées de plein droit comme accomplies par la SOCIETE ABSORBANTE.

Sur le plan juridique, et pour mémoire, l'article L. 236-4 du Code de commerce dispose que : la date d'effet juridique ne peut être postérieure à la date de clôture de l'exercice en cours de la ou des sociétés bénéficiaires, en cas d'effet différé.

La fusion et la transmission universelle du patrimoine de l'OFFICE ABSORBE à la SOCIETE ABSORBANTE seront réalisées et effectives à la **Date de la Réalisation** ci-après convenue (cf. point VI ci-après) et au plus tard au **31 décembre 2025**.

1.4. Comptes utilisés pour arrêter les conditions de l'opération

La fusion sera réalisée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2024, date de clôture des derniers exercices sociaux de la SOCIETE ABSORBANTE et de l'OFFICE ABSORBE.

Les comptes de la SOCIETE ABSORBANTE ont été arrêtés par le conseil d'administration du 29 avril 2025 et ont été approuvés par son assemblée générale annuelle du 30 juin 2025.

Les comptes de l'OFFICE ABSORBE ont été approuvés par son conseil d'administration du 15 avril 2025.

ARTICLE 2. METHODE D'EVALUATION UTILISEE POUR LA DETERMINATION DE LA PARITE D'ECHANGE

Il résulte des dispositions de l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation que :

> *« La rémunération de la collectivité de rattachement de l'office public de l'habitat absorbé ou scindé en actions de la société bénéficiaire est fixée sur la base du rapport des capitaux propres non réévalués respectifs des organismes. »*

Ainsi, la rémunération de la collectivité de rattachement de l'OFFICE ABSORBE est établie en fonction des capitaux propres non réévalués respectifs des Parties.

II. DESIGNATION ET EVALUATION DU PATRIMOINE TRANSMIS

ARTICLE 3. DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'OFFICE ABSORBE apporte à la SOCIETE ABSORBANTE, sous les garanties ordinaires et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, l'ensemble des biens, droits et obligations, sans exception ni réserve, de l'OFFICE ABSORBE estimés à la date du 31 décembre 2024, avec les résultats actifs et passifs des opérations faites depuis le 1er janvier 2025 jusqu'à la date de la réalisation définitive de la fusion.

Conformément à l'article L. 411-2-1 du Code de la construction et de l'habitation et au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2015-04 du 4 juin 2015 relatif aux comptes annuels des organismes de logement social et plus particulièrement aux dispositions de l'article 141-2 dudit règlement applicable aux opérations de fusions et opérations assimilées, les apports de l'OFFICE ABSORBE dans le cadre de la fusion sont valorisés à leur **valeur nette comptable au 31 décembre 2024**, par dérogation aux dispositions de droit commun et quelle que soit la situation de contrôle avant et après l'opération et le sens de celle-ci. Cette valeur s'entend de leur valeur d'origine, déduction faite des amortissements ou provisions pour dépréciation comptabilisés chez l'OFFICE ABSORBE.

Version du 14 mai 2025

3.1. Actif transmis au 31 décembre 2024

Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif non limitatif, le patrimoine actif et passif de l'OFFICE ABSORBE devant être intégralement transféré à la SOCIETE ABSORBANTE dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion.

HABITAT77
13 avenue Charles Péguy
77000 MELUN
N° de Siret 27775001500015 - Code APE 6820 A

Exercice clos le : 31/12/2
Copyright © Sabla Développement

BILAN - ACTIF

Partie 2 - Fiche n°2.1.1

	N° de compte	ACTIF	Exercice 2024 BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	TOTAUX PARTIELS	Exercice 2023 NET
	1	2	3	4	5	6	7
ACTIF IMMOBILISE		**COMPTES DE CAPITAUX**				**0,00**	**0,00**
	109	Actionnaires : Capital souscrit - non appelé	0,00	0,00	0,00		0,00
		IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				**650 143,13**	**792 631,15**
	201	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00		0,00
	2082-2083-2084-2085	Baux long terme et droits d'usufruit	208 803,83	49 242,32	159 561,51		145 433,59
	203-205-206-207-2088-232-237	Autres (1)	3 529 724,70	3 039 143,08	490 581,62		647 197,56
	21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**				**771 919 666,34**	**789 883 770,96**
	2111	Terrains nus	416 200,38	0,00	416 200,38		417 716,88
	2112-2113-2115	Terrains aménagés, loués, bâtis	166 280 252,20	0,00	166 280 252,20		161 693 300,06
	212	Agencements et aménagements de terrains	1 015 670,80	931 651,60	84 019,20		93 499,02
	213 (sauf 21315 et 2135)	Constructions locatives (sur sol propre)	1 038 344 397,03	451 794 067,65	586 550 329,38		609 338 560,15
	214 (sauf 21415 et 2145)	Constructions locatives sur sol d'autrui	27 534 990,03	13 553 021,04	13 981 968,99		14 475 147,48
	21315-2135-21415-2145	Bâtiments et installations administratifs	6 151 582,66	3 279 633,00	2 871 949,66		2 010 094,76
	215-218	Instal. techniques, matériel et outillage, et autres immo. corp.	7 360 749,70	5 625 803,17	1 734 946,53		1 855 452,61
	221-222-223	Immeubles en location-vente, loc.attribution, affectation	0,00	0,00	0,00		**0,00**
	23	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS**				**65 954 886,07**	**61 028 534,28**
	2312	Terrains	20 035 404,40	0,00	20 035 404,40		27 891 929,66
	2313-2314-2318-235	Constructions et autres immobilisations corporelles en cours	45 581 509,91	990 308,38	44 591 201,53		32 754 536,50
	238	Avances et acomptes	1 328 280,14	0,00	1 328 280,14		382 068,12
		IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				**912 091,55**	**831 247,21**
	261-266-2675-2676	Participations - Apports, avances	406 551,62	0,00	406 551,62		403 760,00
	2671-2674	Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00		0,00
	272	Titres immobilisés (droits de créances)	0,00	0,00	0,00		0,00
	2741	Prêts participatifs	0,00	0,00	0,00		0,00
	278	Prêts pour accession et aux SCCC	0,00	0,00	0,00		(1 970,09)
	271-274 (sauf 2741)-275-2761	Autres	505 449,93	0,00	505 449,93		429 457,30
	2678-2768	Intérêts courus	0,00	0,00	0,00		0,00
		ACTIF IMMOBILISE (I	**1 318 699 567,33**	**479 262 870,24**	**839 436 697,09**	**839 436 697,09**	**852 536 183,60**
ACTIF CIRCULANT	**3 (net du 319, 339, 359)**	**STOCKS ET EN-COURS**				**1 497 779,65**	**1 128 689,59**
	31 (OHLM) / 38 (SEM)	Terrains à aménager	0,00	0,00	0,00		0,00
	33	Immeubles en cours	1 480 022,29	209 503,00	1 270 519,29		1 128 689,59
		Immeubles achevés :			0,00		
	35 sauf 358	Disponible à la vente	0,00	0,00	0,00		0,00
	358	Temporairement loués	0,00	0,00	0,00		0,00
	37	Imm. acq. par résolution de vente, adjudication ou garantie de rachat	0,00	0,00	0,00		0,00
	32	Approvisionnements	227 260,36	0,00	227 260,36		0,00
	409	**Fournisseurs débiteurs**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		CREANCES D'EXPLOITATION				**62 609 340,78**	**48 409 343,00**
		Créances clients et comptes rattachés (y compris 413) :			0,00		
	411	Locataires et organismes payeurs d'A.P.L	8 534 422,00		8 534 422,00		7 604 914,07
	412	Créances sur acquéreurs	0,00	0,00	0,00		0,00
	414	Clients - autres activités	0,00	0,00	0,00		0,00
	415	Emprunteurs et locataires-acquéreurs/attributaires	0,00	0,00	0,00		(58,34)
	416	Clients douteux ou litigieux	19 726 886,08	17 438 485,50	2 288 400,58		2 961 607,36
	418	Produits non encore facturés	3 744 691,53	0,00	3 744 691,53		2 785 650,84
	42-43-44 (sauf 441)-4675-4678	Autres	2 085 676,30	0,00	2 085 676,30		2 934 958,50
	441	Etats et autres collectivités publiques - Subventions à recevoir	45 956 150,37	0,00	45 956 150,37		32 143 170,57
		CREANCES DIVERSES (3)				**16 791 814,05**	**89 977,99**
	454	Sociétés Civiles Immobilières ou S.C.C.C	0,00	0,00	0,00		0,00
	451-458	Groupe, Associés-opérat. faites en commun et G.I.E	194 160,02	0,00	194 160,02		321 960,25
	46 (sauf 4611-4675-4678)	Débiteurs divers	17 092 103,66	501 724,81	16 590 378,85		(406 527,37)
	461 (sauf 4615)	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00		32 609,27
	4615	Opérations d'aménagement et de rénovation pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00		0,00
	455-4562	Autres	0,00	0,00	0,00		0,00
	478, 471 et 472 (OPH)	Autres comptes transitoires	7 275,18	0,00	7 275,18		141 935,84
	50	**Valeurs Mobilières de placement**	**24 000 000,00**	**0,00**	**24 000 000,00**	**24 000 000,00**	**0,00**
		DISPONIBILITES				**74 949 504,11**	**42 109 653,71**
	511	Valeur à l'encaissement	0,00		0,00		0,00
	515 (OPH)	Comptes au trésor	0,00		0,00		0,00
	516	Comptes de placement court terme	11 938 333,80		11 938 333,80		7 308 382,33
	5188	Intérêts courus à recevoir	0,00		0,00		0,00
	Autres 51	Banques, établissements financiers et assimilés	63 011 170,31		63 011 170,31		34 801 271,38
	53-54	Caisse et régies d'avance	0,00		0,00		0,00

Version du 14 mai 2025

COMPTES REGUL	486	Charges constatées d'avance		504 804,63		504 804,63	504 804,63	762 178,21
		ACTIF CIRCULANT	(II)	198 502 956,53	18 149 713,31	180 353 243,22	180 353 243,22	92 499 842,50
	481	Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III)	0,00		0,00	0,00	0,00
	169	Primes de remboursement des obligations	(IV)	0,00		0,00	0,00	0,00
	476	Différences de conversion Actif	(V)	0,00		0,00	0,00	0,00
		TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		1 517 202 523,86	497 412 583,55	1 019 789 940,31	1 019 789 940,31	945 036 026,10

SOIT, TOTAL DE L'ACTIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE : 1.019.789.940,31 EUROS.

3.2. Passif transmis au 31 décembre 2024

La SOCIETE ABSORBANTE prendra en charge et acquittera en lieu et place de l'OFFICE ABSORBE la totalité du passif de ce dernier en l'état, à la date de la fusion, le montant de ce passif dans les comptes au 31 décembre 2024 étant ci-après décrit à titre indicatif :

HABITAT77
10 avenue Charles Péguy
77936 MELUN
N° de Siret 27770001900015 - Code APE 6820 A

Exercice clos le : 31/12
Copyright © Sahos Développ

BILAN - PASSIF - AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

Partie 2 - Fiche n°2.2.1

	N° de compte	PASSIF			Exercice 2024 DETAIL	Exercice 2024 TOTAUX PARTIELS	Exercice 2023
	1	2			3	4	5
CAPITAUX PROPRES	10	**CAPITAL, DOTATIONS ET RESERVES**				64 044 529,10	61 436 149,06
	101-104-105	**Capital :**				0,00	0,00
	1011 (SEM)	Capital souscrit – non appelé			0,00		0,00
	10133-1014	Capital (actions simples)			0,00		0,00
	10134	Capital : actions d'attribution			0,00		0,00
	104	Primes d'émissions, de fusion et d'apport			0,00		0,00
	105	Ecarts de réévaluation			0,00		0,00
	102-103 (OPH)	**Dotation :**					
	102	Dotations			2 914,55		2 914,55
	103	Autres fonds propres- autres compléments de dotation,dons et legs en capital			0,00		0,00
	106	**Réserves :**					
	1061 (sociétés)	Réserve légale			0,00		0,00
	1063 (sociétés)	Réserves statutaires ou contractuelles			0,00		0,00
	1067 (OPH)	Excédents d'exploitation affectés à l'investissement			16 463 668,58		16 463 668,58
	10671	dont relevant du SIEG (depuis 2021)			0,00		0,00
	10683 (SEM)	Réserves - Activité agréée			0,00		0,00
	10685	Réserves sur cessions immobilières			44 981 530,36		42 373 150,32
	106851	dont relevant du SIEG (depuis 2021)			7 158 026,80		4 549 646,76
	10686 et 10688	Réserves diverses			2 596 415,61		2 596 415,61
	106881	dont relevant du SIEG (depuis 2021)			0,00		0,00
	11	**Report à nouveau (a)**			36 991 430,10	36 991 430,10	32 457 657,13
	(SEM)	dont relevant de l'activité agréée depuis 2016					
		dont relevant du SIEG (depuis 2021)					
	12	**Résultat de l'exercice (a)**			37 932 518,89	37 932 518,89	7 142 153,01
	(SEM)	dont relevant de l'activité agréée			0,00		
		dont relevant du SIEG (depuis 2021)			37 805 346,13		
			Montant brut	Insc.au résultat			
	13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	243 390 852,44	99 518 576,94	143 872 275,50	143 872 275,50	141 759 398,74
	14	**PROVISIONS REGLEMENTEES**				0,00	0,00
	145	Amortissements dérogatoires			0,00		0,00
	146 (sociétés)	Provision spéciale de réévaluation			0,00		0,00
		CAPITAUX PROPRES		(I)	282 840 753,59	282 840 753,59	242 795 357,94
	1671	**Titres participatifs**			18 400 000,00	18 400 000,00	18 400 000,00
		TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		(I bis)	18 400 000,00	18 400 000,00	18 400 000,00
		TOTAL FONDS PROPRES		(I et I bis)	301 240 753,59	301 240 753,59	261 195 357,94

Version du 14 mai 2025

PROV.	15	**PROVISIONS**		**11 298 330,01**	**13 218 453,79**
	151	Provisions pour risques	0,00		0,00
	1572	Provisions pour gros entretien	3 084 664,91		5 991 719,49
	153-158	Autres provisions pour charges	8 213 665,10		7 226 734,30
		TOTAL PROVISIONS (II)	**11 298 330,01**	**11 298 330,01**	**13 218 453,79**
DETTES		**DETTES FINANCIERES (1)**		**669 563 416,23**	**644 379 495,79**
	162	Participation des employeurs à l'effort de construction	44 871 476,86		42 327 518,30
	163	Emprunts obligataires	0,00		0,00
	164	**Emprunts auprès des Etablissements de Crédit**		**608 218 106,38**	
	1641	Caisse des Dépots et Consignations	496 954 857,51		437 462 894,24
	1642	C.G.L.L.S	0,00		0,00
	1647	Prêts de l'ex-caisse des prêts HLM	1 784 068,93		1 972 346,76
	1648	Autres établissements de crédit	109 479 179,94		133 600 686,86
	165	**Dépôts et cautionnements reçus :**		**6 114 665,15**	
	1651	Dépôts de garantie des locataires	6 101 676,83		6 063 700,31
	1654	Redevances (location-accession)	10 261,86		10 261,86
	1658	Autres dépots	2 726,46		2 726,46
		Emprunts et dettes financières diverses :		**10 359 167,84**	
	166-1673-1674-1677-1678	Participation (spécifique sociétés) - Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	(0,02)		6 999 999,98
	1675	Emprunts participatifs	0,00		0,00
	1676	Avances d'organismes HLM	(1,02)		(1,02)
	168 sauf intérêts courus et 278	Autres emprunts et dettes assimilées	1 970,09		0,00
	17 sauf intérêts courus-18	Dettes rattachées à des participations	0,00		0,00
	519	Concours bancaires courants	1 892,12		5 541 898,98
	1688 (sauf 16883) -1718-1748 -1788-5181	Intérêts courus	10 355 306,67		10 397 463,06
	16883	Intérêts compensateurs	0,00		0,00
	229	**Droits des locataires-acquéreurs, des locataires attributaires ou des affectants**		**0,00**	**0,00**
	2293	Droits des locataires attributaires	0,00		0,00
	2291-2292	Autres droits	0,00		0,00
	419	**Clients créditeurs**		**2 998 313,25**	**2 783 793,57**
	4195 et 415 et 4915	Locataires - Excédents d'acomptes	2 153 874,15		1 920 032,92
	Autres 419	Autres	844 439,10		863 760,65
		DETTES D'EXPLOITATION		**12 456 823,93**	**13 792 042,42**
	401-4031-4081-4088 partiel	Fournisseurs	9 601 053,91		10 742 168,26
	402-4032-4082-4088 partiel	Fournisseurs de stocks immobiliers	0,00		0,00
	42-43-44-4675	Dettes fiscales, sociales et autres	2 855 770,02		3 049 874,16
		DETTES DIVERSES		**6 531 739,19**	**3 475 600,93**
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés :			
	404-405-4084-4088 partiel	Fournisseurs d'immobilisations	6 473 950,03		3 249 050,87
	269-279	versements restant à effectuer sur titres non libérés	0,00		0,00
		Autres dettes :			
	4563 (sociétés)	Associés - Versements reçus sur augmentation de capital	0,00		0,00
	454	Sociétés Civiles Immobilières	0,00		0,00
	451-458	Groupes-Associés-opérations faites en commun et en G.I.E	0,00		0,00
	461 (sauf 4615)	Opérations pour le compte de tiers	0,00		49 215,80
	4615	Opérations d'aménagements	0,00		0,00
	455-457-46 (sauf 461 et 4675)-478-471 et 472	Autres	57 789,16		177 334,26
REGUL.		**Produits constatés d'avance**		**15 700 564,11**	**6 191 281,66**
	4871-4878	Au titre de l'exploitation et autres	15 700 564,11		6 191 281,66
	4872	Produits des ventes sur lots en cours	0,00		0,00
		TOTAL DETTES (III)	**707 250 856,71**	**707 250 856,71**	**670 622 214,37**
	477	**DIFFERENCES DE CONVERSION PASSIF (IV)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		TOTAL GENERAL (I+Ibis+II+III+IV)	**1 019 789 940,31**	**1 019 789 940,31**	**945 036 026,10**
		(a) Montant entre parenthèses lorsqu'il s'agit de pertes.			
		(1) Dont à plus d'un an.			
		(1) Dont à moins d'un an.			

SOIT, TOTAL DU PASSIF DONT LA TRANSMISSION EST PREVUE : 736.949.186,72 EUROS.

En tant que de besoin, la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers, lesquels sont tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

3.3. Engagements hors bilan de l'OFFICE ABSORBE

La liste des engagements reçus et donnés par l'OFFICE ABSORBE figure en **Annexe**.

3.4. Opérations de la période intercalaire

Ainsi qu'il le certifie, l'OFFICE ABSORBE n'a, depuis le 1er janvier 2025, réalisé aucune opération significative sortant du cadre de la gestion courante et en particulier, n'a cédé ou acquis aucun actif immobilisé dont la transmission donne lieu à des formalités de publicité particulière.

Il s'interdit jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, si ce n'est avec l'accord de la SOCIETE ABSORBANTE, d'accomplir des actes ou opérations de cette nature.

3.5. Actif net apporté

L'actif apporté étant évalué à un montant de **1.019.789.940.31 €**
et le passif à prendre en charge de **736.949.186,72 €**

il résulte que l'actif net à transmettre par l'OFFICE ABSORBE s'établit à : **282.840.753,59 €.**

Il est ici précisé qu'au 31 décembre 2024, des subventions d'investissements ont été accordées à l'OFFICE pour un montant brut de 243.390.852,44 euros rapportées pour partie au résultat à hauteur de 99.518.576,94 euros soit un montant net de 143.872.275,50 euros.

La présente fusion retenant les valeurs comptables dans les comptes au 31 décembre 2024 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de l'OFFICE ABSORBE, la SOCIETE ABSORBANTE, conformément aux prescriptions du BOFIP BOI-IS-FUS-30-20-20181003, reprendra à son bilan les écritures comptables de l'OFFICE ABSORBE (valeur d'origine, amortissements, dépréciations). Elle continuera de calculer les dotations comptables aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de l'OFFICE ABSORBE.

III. DISPOSITIONS GENERALES ET DECLARATIONS

ARTICLE 4. DECLARATIONS RELATIVES AUX BIENS ET DROITS TRANSFERES

4.1. Concernant les droits incorporels transférés

Une plus ample désignation des droits incorporels transférés figure en **Annexe**.

4.2. Concernant les biens et droits immobiliers

Une plus ample désignation, des biens et droits immobiliers apportés, recensés en annexe (**Annexe)** ainsi que leur origine de propriété seront établies dans l'acte de dépôt du traité de fusion au rang des minutes de Maître Maxime BERTIN, notaire, 3 place Chapu à Melun.

Les représentants légaux de la SOCIETE ABSORBANTE et de l'OFFICE ABSORBE, *ès-qualité*, s'engagent expressément concernant l'ensemble du patrimoine immobilier transféré à faire effectuer, le cas échéant, s'il y a lieu et en temps utile, toutes notifications, notamment celles nécessitées par l'existence éventuel de droits de préemption et toutes démarches auprès de toutes administrations, nécessitées par le transfert des immeubles appartenant à l'OFFICE ABSORBE au jour de la réalisation de la fusion.

L'OFFICE ABSORBE obtiendra en outre, après les en avoir informés, l'accord de ses cocontractants, qui auraient, le cas échéant, érigé la fusion en cause de résiliation des contrats en cours ou d'exigibilité anticipée des sommes dues.

ARTICLE 5 PROPRIETE – JOUISSANCE

Notamment sous les réserves ci-dessus, la SOCIETE ABSORBANTE aura la propriété et la jouissance du patrimoine qui lui sera transmis par l'OFFICE ABSORBE, y compris ceux des éléments qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité de l'OFFICE ABSORBE, à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion, et ce dans l'état où il se trouvera à cette date.

L'ensemble du passif de l'OFFICE ABSORBE à la date de réalisation définitive de la fusion, en ce compris toutes dettes et charges, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires, y compris les charges fiscales et d'enregistrement occasionnés par la dissolution de l'OFFICE ABSORBE seront supportés par la SOCIETE ABSORBANTE.

De convention expresse entre les Parties, la fusion prendra effet d'un point de vue comptable et fiscal, à compter rétroactivement du 1er janvier 2025.

Toutes les opérations actives et passives réalisées par l'OFFICE ABSORBE depuis cette date sont considérées comme ayant été accomplies pour le compte de la SOCIETE ABSORBANTE qui les reprendra dans ses comptes.

S'il venait à se révéler ultérieurement une différence en plus ou en moins entre le passif pris en charge par la SOCIETE ABSORBANTE au titre de la fusion et les sommes réclamées par les tiers, la SOCIETE ABSORBANTE serait tenue d'acquitter tout excédent de passif.

ARTICLE 6. CHARGES ET CONDITIONS

6.1 En ce qui concerne la SOCIETE ABSORBANTE

Pour les biens immobiliers apportés

La SOCIETE ABSORBANTE prendra les biens immobiliers apportés dans l'état où l'OFFICE ABSORBE les détient sans pouvoir exercer aucun recours contre ce dernier pour quelque cause que ce soit.

La SOCIETE ABSORBANTE souffrira les servitudes passives, grevant ou pouvant grever les immeubles dont dépendent les biens apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre l'OFFICE ABSORBE et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle de l'exécution ou de la résiliation de tous abonnements ou traités qui ont pu être contractés ou passés par l'OFFICE ABSORBE, notamment pour le service des eaux, du gaz, de l'électricité et du téléphone, dans les immeubles dépendant des biens apportés.

La SOCIETE ABSORBANTE acquittera, à compter du jour de son entrée en jouissance, toutes redevances et cotisations résultant des abonnements et traités précités, ainsi que les impôts, contributions et autres charges de toute nature grevant ou pouvant grever les biens apportés.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation des assurances contre l'incendie et autres risques contractés par l'OFFICE ABSORBE.

Pour les autres biens apportés et le passif pris en charge

La SOCIETE ABSORBANTE prendra les autres biens et droits à elle apportés dans l'état où le tout se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion sans pouvoir élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

Elle exécutera tous traités et conventions intervenus avec tous tiers, relativement à l'exploitation des biens et droits qui lui sont apportés, les accidents et autres risques, et tous abonnements quelconques qui auraient pu être contractés. Elle exécutera, notamment, comme l'OFFICE ABSORBE aurait été tenu de le faire lui-même, toutes les clauses et conditions jusqu'alors mises à la charge de l'OFFICE ABSORBE (**Annexe**).

En particulier, elle s'engage à reprendre les engagements souscrits par l'OFFICE ABSORBE lors de l'octroi des subventions d'investissements (**Annexe**).

La SOCIETE ABSORBANTE sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, parts sociales, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de l'OFFICE ABSORBE.

La SOCIETE ABSORBANTE supportera et acquittera, à compter du jour de la date de réalisation définitive de la fusion, tous les impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurance, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation des biens et droits objet de l'apport à titre de fusion.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

Elle sera tenue à l'acquit du passif pris en charge dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts, à l'exécution de toutes conditions d'actes d'emprunts ou de titres de créances pouvant exister dans les conditions où

l'OFFICE ABSORBE serait tenu de le faire, et même avec toutes exigibilités anticipées, s'il y a lieu (**Annexe**).

Elle poursuivra tous les contrats de travail en vigueur à la date de la réalisation de la fusion conclus par l'OFFICE ABSORBE en application des dispositions du code du travail. La liste du personnel figure en Annexe.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail, la SEM sera, par le seul fait de la réalisation de l'opération de Fusion, subrogée purement et simplement dans le bénéfice et la charge des dispositions des contrats de travail de droit privé existants au jour de la Date de la Réalisation définitive de la fusion de l'OPH. Concernant le personnel ayant le statut de fonctionnaire territorial, il serait intégré au Département de Seine-et-Marne qui deviendra leur entité de rattachement, et détaché auprès de la SEM sous contrat de droit privé.

La SOCIETE ABSORBANTE sera substituée à l'OFFICE ABSORBE dans les litiges et dans les actions judiciaires, tant en demande qu'en défense

6.2 En ce qui concerne l'OFFICE ABSORBE

Les apports faits à titre de fusion sont faits sous les seules charges et conditions de droit, et, en outre, sous celles qui pourraient figurer dans le présent acte.

L'OFFICE ABSORBE s'oblige à fournir à la SOCIETE ABSORBANTE tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

L'OFFICE ABSORBE s'oblige notamment à faire établir, à première réquisition de la SOCIETE ABSORBANTE, tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

L'OFFICE ABSORBE et son représentant s'obligent à remettre et à livrer à la SOCIETE ABSORBANTE aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, tous les biens et droits apportés à ce titre, ainsi que tous les titres et documents de toute nature s'y rapportant.

L'OFFICE ABSORBE et son représentant s'obligent à faire tout ce qui sera nécessaire pour permettre à la SOCIETE ABSORBANTE d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des prêts accordés à l'OFFICE ABSORBE.

En application d'un contrat d'émission de titres participatifs conclu entre l'OFFICE ABSORBE et la Caisse des dépôts et Consignations, l'OFFICE ABSORBE a émis des titres participatifs pour un montant nominal total de 18.400.000 € souscrits en totalité par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette dernière, en sa qualité de porteur unique des titres participatifs, a, dans les conditions prévues au Code de commerce, préalablement approuvé le présent projet de fusion.

Version du 14 mai 2025

IV. REMUNERATION DES APPORTS

ARTICLE 7. DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE

Comme précédemment indiqué, la rémunération de la collectivité de rattachement de l'OFFICE ABSORBE a été établie sur la base des capitaux propres non réévalués respectifs des Parties, suivant leurs comptes arrêtés à la date du 31 décembre 2024 soit :

- pour la SOCIETE ABSORBANTE, la somme de **214.273** euros ;

- pour l'OFFICE, la somme de **282 840 753,59** euros.

La SOCIETE ABSORBANTE émettra en conséquence au profit du Département de Seine-et-Marne, collectivité de rattachement de l'OPH ABSORBE, un nombre d'actions nouvelles égal à 2.970.004,13 (calculé comme suit : 282 840 753,59 / (214.273 / 2.250), arrondi, pour les besoins de l'opération, à 2.970.004 actions et augmentera son capital de 282.150.380 euros, eu égard à la nouvelle valeur nominale de l'action de 95 €. Le capital social de la SEM sera ainsi porté à 282.375.435 euros.

ARTICLE 8. REGIME DES ACTIONS NOUVELLES

Les actions nouvelles susvisées seront soumises à toutes les dispositions statutaires de la SOCIETE ABSORBANTE et entièrement assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits, quelle que soit la date de réalisation définitive de la fusion. Elles seront négociables dans les conditions prévues par la loi.

Toutes les actions bénéficieront de droits de vote identiques.

Les actions nouvelles de la SOCIETE ABSORBANTE seront immédiatement négociables dans les délais légaux. Elles seront réparties dans les proportions prévues ci-dessus et après l'accomplissement de toutes les formalités prévues par la loi ou par les textes réglementaires, par les mandataires désignés à cet effet par la SOCIETE ABSORBANTE.

ARTICLE 9. PRIME DE FUSION

Le montant de la prime de fusion, soit **690.373,59** euros, correspond à la différence entre :

- d'une part, la valeur nette du patrimoine transmis par l'OFFICE, soit 282 840 753,59 euros,
- et, d'autre part la valeur nominale des actions à créer à titre d'augmentation de capital de la SOCIETE ABSORBANTE, soit 282.150.380 euros.

La prime de fusion sera comptabilisée dans les capitaux propres de la SOCIETE ABSORBANTE.

ARTICLE 10. AFFECTATION DE LA PRIME DE FUSION

De convention expresse, la réalisation définitive de la fusion vaudra autorisation pour la SOCIETE ABSORBANTE de prélever sur la prime de fusion :

- le montant nécessaire pour porter le montant de la réserve légale à hauteur de 10 % du nouveau montant du capital social,
- le montant de tous frais, charges, impôts et droits relatifs à la fusion.

ARTICLE 11. REDUCTION DE CAPITAL ET AUGMENTATION DE CAPITAL

En application du pacte d'actionnaires signé entre le Département de Seine-et-Marne et ADESTIA le 27 septembre 2024 qui définit les principes et conditions devant régir leurs relations en qualité d'actionnaires de la société, et compte tenu en particulier de l'engagement pris par ADESTIA de souscrire à deux augmentations de capital réservées d'un montant total de 40.000.000 € de la SEM, il sera décidé consécutivement à la fusion une réduction de capital d'un montant de 193.113.340 euros par voie d'annulation de 2.032.772 actions sur les 2.970.004 actions nouvelles remises au Département de Seine-et-Marne au titre de la fusion.

Cette réduction de capital permettra :

- d'une part la reconstitution par la SOCIETE ABSORBANTE des subventions d'investissements existantes dans les comptes de l'OPH ABSORBE, soit 143.872.275,50 euros dans les comptes au 31 décembre 2024 et,
- d'autre part, de refléter l'accord intervenu entre le Département de Seine-et-Marne et ADESTIA concernant la ventilation du capital de la SOCIETE ABSORBANTE à concurrence de 69% pour le Département de Seine-et-Marne et de 31% pour ADESTIA.

  Ladite somme de 49.241.064,50 euros étant portée à un compte de réserves indisponibles.

Cette réduction du capital devant ramener le capital social de la SOCIETE ABSORBANTE de 282.375.435 euros à 89.262.095 euros.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIETE ABSORBANTE appelée à approuver la présente fusion et la réduction de capital précitée sera également appelée à décider une augmentation de capital en numéraire réservée à la société ADESTIA d'un montant de 36.000.060 € à libérer à la souscription à hauteur d'un montant de 18.000.030 €.

V. DISSOLUTION SANS LIQUIDATION DE L'OFFICE ABSORBE

L'OFFICE sera dissous sans liquidation à compter du jour de la Date de Réalisation définitive de la fusion.

VI. CONDITIONS SUSPENSIVES ET DATE D'EFFET DIFFEREE

La fusion projetée, décrite aux termes du présent projet de fusion, est subordonnée à la réalisation préalable et définitive des conditions suspensives suivantes :

- Approbation de la fusion par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne ;

- Approbation de la fusion par le conseil d'administration de l'OFFICE ABSORBE ;

- Approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la SOCIETE ABSORBANTE ;

La date d'effet au plan juridique de la fusion sera différée au dernier jour du mois de la réalisation de la dernière condition suspensive, étant précisé qu'il est souhaité qu'elle soit réalisée au 31 août 2025 (« Date de Réalisation »).

L'avis des domaines n'est pas requis pour les besoins de cette opération.

A défaut de réalisation le 31 décembre 2025 à 23h59 au plus tard desdites conditions, la présente convention de fusion sera considérée comme nulle, sans indemnité de part ni d'autre.

VII. DECLARATIONS FAITES AU NOM DE L'OFFICE ABSORBE

Monsieur Paul GIBERT, agissant en qualité de Directeur Général de l'OFFICE ABSORBE, déclare que l'OFFICE ABSORBE :

- est régulièrement propriétaire de l'ensemble des biens et droits immobiliers inscrits à l'actif de ses comptes sociaux ;

- n'a connaissance d'aucun évènement de nature à affecter de façon significative la valeur des immeubles lui appartenant ;

- n'a connaissance d'aucune situation relative à son patrimoine représentant un risque pour la sécurité des personnes et des biens ;

- n'est pas actuellement ni susceptible d'être ultérieurement l'objet de poursuites pouvant entraver l'exercice de son activité ;

- est en règle à l'égard de ses obligations fiscales et envers les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraite.

- utilise les immeubles conformément aux dispositions législatives et réglementaires, notamment, lorsqu'elles sont applicables, celles relatives aux habitations à loyer modéré, et spécialement, en matière d'hygiène, de sécurité, de salubrité et d'environnement ;

- tous les travaux ordonnés par une autorité administrative ont été effectués sur ces immeubles. Toutes autorisations administratives ou autres ont été obtenues.

VIII. ENGAGEMENTS FISCAUX

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GENERALES

Les représentants des Parties obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt

sur les sociétés et toutes autres impositions ou taxes et autres obligations résultant de la réalisation définitive de la fusion.

ARTICLE 13. IMPOT SUR LES SOCIETES : REGIME DE FAVEUR DE L'ARTICLE 210 A DU CGI

La SOCIETE ABSORBANTE et l'OFFICE ABSORBE entrent dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés et relèvent du régime fiscal spécifique aux organismes du logement social prévu par l'article 207-1-4° du Code Général des Impôts (CGI).

L'apport par l'OFFICE ABSORBE à la SOCIETE ABSORBANTE dans le cadre de la fusion, des actifs et passifs affectés aux activités exonérées de la première, n'entraîne aucune imposition au titre de l'impôt sur les sociétés. Elle se trouve exonérée de plein droit par l'effet de l'article précité, ainsi que le confirme la doctrine administrative (BOI-IS-CHAMP-30-30-10-20-20200330 n° 370).

Dès lors que les éléments apportés, qui étaient affectés au secteur taxable de l'OFFICE ABSORBE, seront affectés au secteur taxable de la SOCIETE ABSORBANTE, la présente fusion peut être placée pour ces éléments sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts, comme l'y autorise le BOFIP BOI-IS-FUS-10-20-20-20190109 paragraphe n°10 et le BOFIP BOI-IS-CHAMP-30-30-10-20-20200330 paragraphes n° 380 et suivants.

La fusion prenant effet du point de vue comptable et fiscal au 1er janvier 2025, les résultats bénéficiaires ou déficitaires de l'OFFICE ABSORBE depuis cette date jusqu'à la réalisation définitive de la fusion seront englobés dans le résultat de la SOCIETE ABSORBANTE.

Les soussignées, ès-qualité, déclarent soumettre la présente fusion au régime de faveur prévu à l'article 210 A du CGI.

A cet effet, la SOCIETE ABSORBANTE prend l'engagement :

- De reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez l'OFFICE ABSORBE et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la fusion ainsi que la réserve spéciale des plus-values à long terme de l'OFFICE ABSORBE et l'éventuelle réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation de cours ;

- De se substituer, le cas échéant, à l'OFFICE ABSORBE pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;

- De calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport ou des biens qui leur sont assimilés en application de l'article 210 A, 6 du CGI, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'OFFICE ABSORBE, à la date de prise d'effet de l'opération de fusion ;

- De réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du CGI, de l'OFFICE ABSORBE ;

- Les éléments de l'actif immobilisé étant transmis pour leur valeur nette comptable, la SOCIETE ABSORBANTE reprendra à son bilan les écritures comptables de l'OFFICE

ABSORBE (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation), conformément aux prescriptions rappelées dans le BOFIP BOI-IS-FUS-30-20-20190109 n°10 ;

- D'inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application de l'article 210 A, 6 du CGI, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'OFFICE ABSORBE. A défaut, la SOCIETE ABSORBANTE devra comprendre, dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération de fusion, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'OFFICE ABSORBE ;

- De procéder le cas échéant elle-même, conformément à l'article 42 septies du CGI, à concurrence de la fraction desdites sommes restant à taxer à la date d'effet de la fusion, à la réintégration des subventions d'équipement qu'avait obtenues l'OFFICE ABSORBE et dont la liste est annexée au présent traité. Elle s'engage à échelonner cette réintégration sur les durées prescrites par l'article 42 septies susvisé en fonction de la durée de réintégration résiduelle des subventions en cause, dont la liste, l'affectation et le montant lui sont mentionnés en annexe au présent traité ;

- De reprendre les engagements pris antérieurement par l'OFFICE ABSORBE à l'occasion de fusions ou opérations assimilées ;

- D'accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du CGI et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaitre, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III du CGI ;

- Et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies II du CGI.

ARTICLE 14. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'OFFICE ABSORBE déclare transférer purement et simplement à la SOCIETE ABSORBANTE qui sera subrogée dans tous ses droits et obligations, le crédit de taxe sur la valeur ajoutée dont elle disposera à la date où elle cessera juridiquement d'exister. La SOCIETE ABSORBANTE s'engage à adresser au service des impôts une déclaration faisant mention du présent traité de fusion et du montant du crédit de la TVA qui lui sera transféré.

La fusion, emportant transmission d'une universalité totale de biens et de services de la SOCIETE ABSORBEE au profit de la SOCIETE ABSORBANTE, est dispensée de taxation à la TVA, conformément à l'article 257 bis du CGI, dans la mesure où les Parties sont toutes deux assujetties et redevables de cette taxe.

Pour l'application de l'article 257 bis du CGI, la SOCIETE ABSORBANTE déclare avoir pour intention d'exploiter l'universalité de biens transmis du fait de la fusion.

En conséquence, les livraisons de biens et les prestations de services opérées à l'occasion de cette transmission sont dispensées de TVA lors de la présente fusion.

La SOCIETE ABSORBANTE, s'engage, s'il y a lieu, à opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité et qui auraient en principe incombé à la SOCIETE ABSORBEE si cette dernière avait continué à exploiter lui-même l'universalité.

La SOCIETE ABSORBANTE s'engage à satisfaire aux obligations déclaratives correspondantes.

La SOCIETE ABSORBANTE ainsi que la SOCIETE ABSORBEE s'engagent en outre à mentionner le montant total hors taxe de la transmission sur leurs déclarations de TVA respectives, souscrites au titre de la période au cours de laquelle la fusion est réalisée sur la ligne « Autres opérations non imposables ».

ARTICLE 15. ENREGISTREMENT

La présente fusion sera soumise à l'enregistrement, conformément à l'article 816 du CGI.

Le transfert des biens et droits immobiliers sera assujetti, en application de l'article 881 L I 1° du Code général des impôts, à la contribution de sécurité immobilière au taux réduit de 0,05 %.

ARTICLE 16. OPERATIONS ANTERIEURES

La SOCIETE ABSORBANTE reprendra à sa charge et/ou à son bénéfice tous les éventuels engagements fiscaux qui ont pu être souscrits par la SOCIETE ABSORBEE.

IX. DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17– REPRODUCTION DE TEXTES

Conformément à la législation en vigueur, il est ici rappelé les dispositions des articles L. 411-3 et L. 443-15-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Article L411-3 :

« Les dispositions du présent article sont d'ordre public et sont applicables aux logements appartenant ou ayant appartenu aux organismes d'habitations à loyer modéré, dès lors que ces logements ont été construits, acquis ou acquis et amélioré par lesdits organismes en vue de leur location avec le concours financier de l'Etat ou qu'ils ont ouvert droit à l'aide personnalisée au logement en application d'une convention prévue à l'article L. 353-14 conclue entre lesdits organismes et l'Etat.

Ces dispositions ne sont pas applicables :

- *aux logements vendus par les organismes d'habitations à loyer modéré en application du premier alinéa du II et des III et VI de l'article L. 443-11 ou du VI de l'article L. 353-15 ;*
- *aux logements vendus par les organismes d'habitations à loyer modéré à un organisme de foncier solidaire en application du premier alinéa du I de l'article L. 443-11 ;*

- *aux logements cédés ou apportés aux sociétés civiles immobilières régies par les articles L. 443-6-2 et suivants et devenus propriété d'un associé personne physique ;*
- *aux logements dont l'usufruit a été détenu temporairement par les organismes d'habitations à loyer modéré ;*
- *aux logements construits par les organismes d'habitations à loyer modéré dans le cadre d'un bail à construction ou d'un bail emphytéotique et devenus propriété du bailleur à l'expiration du bail ;*
- *aux lots acquis en vue de leur revente et situés dans les copropriétés qui font l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1, tels que précisés aux articles L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3.*

En cas de transfert de propriété, y compris en cas de cession non volontaire, ces logements restent soumis à des règles d'attribution sous condition de ressources et de fixation de loyer par l'autorité administrative dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat. Les locataires de ces logements bénéficient du droit au maintien dans les lieux en application de l'article L. 442-6.

Tout acte transférant la propriété ou la jouissance de ces logements ou constatant ledit transfert doit, à peine de nullité de plein droit, reproduire les dispositions du présent article. L'action en nullité peut être intentée par tout intéressé ou par l'autorité administrative dans un délai de cinq ans à compter de la publication de l'acte au fichier immobilier.

A la demande de tout intéressé ou de l'autorité administrative, le juge annule tout contrat conclu en violation des dispositions du présent article et ordonne, le cas échéant, la réaffectation des lieux à un usage d'habitation locative. »

Article L443-15-6 :

3Les organismes d'habitations à loyer modéré peuvent vendre leurs logements-foyers, définis à l'article L. 633-1, à d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, à des investisseurs en vue de la réalisation de logements étudiants, à des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux, à des collectivités territoriales ou à leurs groupements, à des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, à des organismes sans but lucratif bénéficiant de l'agrément relatif à la maîtrise d'ouvrage prévu à l'article L. 365-2 ou à d'autres organismes sans but lucratif. Pour pouvoir être cédé, un logement-foyer doit avoir été construit ou acquis depuis plus de dix ans par l'organisme d'habitations à loyer modéré, sauf lorsque la vente est conclue avec un autre organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ou avec un organisme sans but lucratif bénéficiant de l'agrément relatif à la maîtrise d'ouvrage prévu au même article L. 365-2.

Dans les communes de montagne classées station de tourisme, définies au titre de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, après avis conforme du conseil municipal de la commune concernée, les organismes d'habitations à loyer modéré peuvent vendre leurs logements-foyers mentionnés à l'article L. 633-1 du présent code de plus de trente ans à une société de droit privé, dès lors qu'il est constaté une inoccupation de plus de deux ans de ces logements et dès lors que la vente auprès des personnes morales mentionnées au premier alinéa du présent article est restée infructueuse. Cette faculté n'est pas ouverte aux communes auxquelles l'article L. 302-5 est applicable.

Les logements-foyers qui ont été construits, acquis ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'Etat ou qui ont ouvert droit à l'aide personnalisée au logement en vertu d'une convention prévue à l'article L. 831-1 demeurent soumis à des règles d'attribution sous conditions de ressources et à des règles de fixation de redevance par l'autorité administrative, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, pendant une période d'au moins dix ans à compter de leur cession par un organisme d'habitations à loyer modéré en application du premier alinéa du présent article.

Tout acte transférant la propriété ou la jouissance de ces logements ou constatant ledit transfert doit, à peine de nullité de plein droit, reproduire les dispositions du présent article. L'action en nullité

peut être intentée par tout intéressé ou par l'autorité administrative dans un délai de cinq ans à compter de la publication de l'acte au fichier immobilier ou de l'inscription au livre foncier.

A la demande de tout intéressé ou de l'autorité administrative, le juge annule tout contrat conclu en violation des dispositions du présent article et ordonne, le cas échéant, la réaffectation des lieux à un usage de logement-foyer.

En cas de cession conclue en application du premier alinéa, la fraction correspondante des emprunts éventuellement contractés pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration du logement-foyer vendu devient immédiatement exigible.

Toutefois, l'organisme d'habitations à loyer modéré peut continuer à rembourser selon l'échéancier initialement prévu les prêts comportant une aide de l'Etat, sous réserve que leur remboursement demeure garanti dans les conditions qui avaient permis l'obtention du prêt.

En outre, les emprunts peuvent être transférés aux personnes morales bénéficiaires des ventes mentionnées au premier alinéa, avec maintien des garanties y afférentes consenties par des collectivités territoriales, par leurs groupements ou par des chambres de commerce et d'industrie territoriales, sauf opposition des créanciers ou des garants dans les trois mois qui suivent la notification du projet de transfert du prêt lié à la vente.

En cas de vente d'un logement-foyer ayant fait l'objet de travaux d'amélioration financés avec l'aide de l'Etat depuis moins de cinq ans, l'organisme vendeur est tenu de rembourser cette aide.

Le surplus des sommes perçues est affecté en priorité au financement de programmes nouveaux de construction, à des travaux destinés à améliorer de façon substantielle un ensemble déterminé d'habitations ou à des acquisitions de logements ou de logements-foyers en vue d'un usage locatif.

Les dispositions du présent article sont applicables aux logements-foyers appartenant aux collectivités territoriales ou aux sociétés d'économie mixte et faisant l'objet d'une convention conclue en application de l'article L. 831-1 ainsi que, dans les départements d'outre-mer, aux logements-foyers appartenant aux collectivités territoriales ou aux sociétés d'économie mixte construits, acquis ou améliorés à l'aide de subventions de l'Etat ou de prêts aidés par l'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.3

ARTICLE 18. FORMALITES

La SOCIETE ABSORBANTE remplira toutes les formalités de publicités légales, accomplira les formalités de publicité auprès du service de la publicité foncière et, d'une manière générale, accomplira toutes les formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits qui lui sont apportés.

La SOCIETE ABSORBANTE fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès des administrations concernées, pour transférer à son nom les biens apportés.

ARTICLE 19. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour remplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, publications et autres.

Version du 14 mai 2025

En outre, les soussignés, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs à Maître Maxime BERTIN, notaire, 3 place Chapu à Melun, à l'effet d'établir tous actes complétifs ou rectificatifs d'erreurs ou d'omissions relatifs aux parties et aux biens et droits, notamment aux biens immeubles, apportés.

Fait à Melun,

Le _____

En quatre exemplaires.

_____	_____
Pour l'OPH HABITAT 77	**Pour la SEM HABITAT 77**
Paul GIBERT	Jean-Marc CHANUSSOT

ANNEXES :

Annexe : comptes annuels de l'OPH au 31 décembre 2024
Annexe : comptes annuels de la SEM au 31 décembre 2024
Annexe : Engagements « hors bilan » donnés et reçus par l'OPH au 31 décembre 2024
Annexe : liste du personnel de l'OPH
Annexe : liste des biens et droits immobiliers de l'OFFICE
Annexe : liste des baux de plus de 12 ans compris dans la fusion de l'OFFICE ABSORBE
Annexe : liste des contrats d'exploitation en cours de l'OFFICE ABSORBE
Annexe : liste des véhicules appartenant à l'OFFICE ABSORBE (le cas échéant)
Annexe : liste des immobilisations incorporelles de l'OFFICE ABSORBE
Annexe : liste des emprunts en cours de l'OFFICE ABSORBE
Annexe : liste des subventions de l'OFFICE ABSORBE
Annexe : liste des opérations significatives réalisées par l'OFFICE ABSORBE depuis le 1er janvier 2025 (le cas échéant)
Annexe : listes des subventions d'investissement sur ses logements non conventionnés, qui ne seraient pas totalement amorties (le cas échéant).

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_401BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

HABITAT 77, société d'économie mixte locale
au capital social de 125.262.155 euros
Siège social : 10 avenue Charles Péguy
77000 MELUN
922 557 699 RCS de Melun

STATUTS MODIF POST FUSION

STATUTS

Version du 7 mai 2025

PREMIERE PARTIE – FORME, OBJET, DENOMINATION, SIEGE ET DUREE

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé, entre les propriétaires d'actions dénommés ci-avant, une société anonyme d'économie mixte locale, régie par les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés anonymes, par les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1521-1 à L. 1525-3 et par les présents statuts, ainsi que par les dispositions des articles L.481-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

Dans ce qui suit, les collectivités territoriales et leurs groupements sont désignés par l'expression les « Collectivités Territoriales ».

ARTICLE 2 – DENOMINATION

*La dénomination de la Société est : « **HABITAT 77** ».*

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots **« SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE »** ou des initiales « **S.E.M.L**. » ainsi que visée dans la dénomination sociale ci-dessus et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

La société a pour objet :

1. De procéder à l'étude et à la construction, l'acquisition ou l'aménagement sur tous terrains d'immeubles collectifs ou individuels à usage principal d'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale et notamment d'immeubles bénéficiant de financements aidés par l'Etat,

2. De procéder à l'étude et à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement, de lotissement, de rénovation urbaine et de renouvellement urbain, de restauration immobilière et de traitement de l'habitat ancien, d'actions sur les quartiers dégradés et l'animation des politiques locales tant dans le domaine économique que dans celui de l'habitat, de procéder à toutes acquisitions de biens meubles et immeubles, au besoin par voie d'expropriation ou de préemption,

3. De procéder à l'étude et à la construction d'immeubles à usage de bureaux, de commerces, de locaux d'activités ou de locaux industriels destinés à la vente ou à la location,

4. De procéder à la mise en location ou en vente de ces immeubles, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens de ces immeubles,

5. De procéder à l'étude et à la construction ou l'aménagement sur tous terrains d'équipements publics ou privés complémentaires des activités visées au 1)

STATUTS MODIF POST FUSION

2) et 3) ci-dessus, ainsi qu'à l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens y compris la vente des ouvrages, immeubles et équipements réalisés.

6. D'exercer, à titre accessoire, l'activité d'Organisme de Foncier Solidaire tel que défini à l'article L. 329-1 du code de l'urbanisme, sous réserve d'être agréée à cet effet. L'exercice de ces activités se fait conformément aux dispositions des articles R. 329-1 et suivants dudit code.

7. De procéder à l'exploitation, la gestion, y compris en qualité de syndic et d'administrateur de biens, à l'entretien et à la mise en valeur par tous moyens des ouvrages et équipements réalisés par elle-même ou par un tiers.

Elle pourra en outre créer ou participer à la création de toute société et prendre des participations dans toute société existante, sous réserve de l'accord des assemblées délibérantes des Collectivités Territoriales actionnaires, dès lors que l'objet social de la société entrera dans le champ de compétence desdites collectivités et sera comparable ou complémentaire à celui de la Société.

La société exercera les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour autrui, elle exercera en particulier ces activités dans le cadre de conventions passées avec les collectivités territoriales et notamment dans le cadre de conventions de mandat, de prestations de services, d'affermage ou de concessions de services publics à caractère industriel et commercial.

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuant à sa réalisation.

ARTICLE 4 – COMPETENCE TERRITORIALE – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : **10 avenue Charles Péguy, 77000 MELUN.**

La Société étant agréée au titre de l'article L.481-1 du code de la construction et de l'habitation, elle peut intervenir sur le territoire de la Région Ile-de-France et sur les territoires des départements limitrophes à ladite région après accord de la commune d'implantation de l'opération.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 – DUREE

STATUTS MODIFIÉS POST FUSION

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par l'assemblée générale extraordinaire.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le conseil d'administration doit convoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. À défaut, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

DEUXIEME PARTIE – CAPITAL SOCIAL, APPORT ET ACTIONS

ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 125.262.155 euros.

Il est divisé en 1.318.549 actions nominatives d'une valeur nominale de 95 euros chacune.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve que les actions appartenant aux Collectivités Territoriales représentent toujours plus de 50 % du capital et au maximum 85 % de celui-ci, conformément aux articles L.1522-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

En représentation des augmentations de capital, il peut être créé des actions de priorité jouissant d'avantages par rapport à toutes autres actions, sous réserve des dispositions du code de commerce réglementant le droit de vote.

En cas d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 35 des présents statuts.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent mettre ou laisser à la disposition de la Société, toutes sommes produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.

Les Collectivités Territoriales actionnaires de la Société pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

STATUTS MODIF POST FUSION

Lors de la constitution de la société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée de la moitié au moins de la valeur nominale.

Dans les autres cas et en particulier lors des augmentations de capital en numéraire, les souscriptions d'actions sont obligatoirement libérées du quart au moins de la valeur nominale et le cas échéant de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans un délai de cinq (5) ans à compter soit de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, soit du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la Société un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité n'est applicable aux Collectivités Territoriales actionnaires que si elles n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face : l'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de cette séance.

ARTICLE 10 - DEFAUT DE LIBERATION

L'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le conseil d'administration est soumis aux dispositions des articles L. 228-27, L. 228-28 et L. 228-29 du code de commerce, sauf si cet actionnaire défaillant est une Collectivité Territoriale.

Dans ce dernier cas, il est fait application des dispositions de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales.

L'agrément du cessionnaire des actions vendues en application du présent article et des articles L. 228-27, L. 228-28 et L. 228-29 du code de commerce susvisés doit être donné conformément à l'article L. 228-24 du même code et à l'article 13 des présents statuts.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement ; la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part

STATUTS MODIF POST FUSION

proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

ARTICLE 13 – CESSION DES ACTIONS

Dans le cadre du présent article, les termes suivants, lorsqu'ils sont employés avec une lettre initiale majuscule, ont la définition indiquée ci-après :

Actions : désigne les actions émises ou à émettre par la Société, et tout droit ou titre représentatif d'une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ou donnant droit, de façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital ou des droits de vote de la Société, tous droits d'attribution ou de souscription, tout bon de souscription tels que présentement définis et, plus généralement, toute valeur visée au chapitre VIII du Livre deuxième du code de commerce qui viendrait à être émise par la Société.

Actionnaire : désigne toute personne détenant des Actions de la Société.

Cession : signifie :

- Toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit d'Actions de la Société, notamment sans que cette liste soit exhaustive, les cessions, échanges, apports en société, partage par suite de dissolution, fusions (notamment par voie de transmission universelle de patrimoine), scission, donations, adjudications, liquidations de communauté ou de successions, y compris en exécution d'une sûreté telle que le nantissement ;
- Tout démembrement de la propriété entre un ou plusieurs nus-propriétaires et un ou plusieurs usufruitiers et tout transfert portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres droits dérivant d'Actions (y compris tout droit de vote ou de percevoir un dividende) ;
- Toute renonciation à bénéficiaire dénommé ou non, ainsi que tout transfert de droit d'attribution ou droit préférentiel de souscription attaché à une Action ;
- Tout transfert d'Actions résultant de la réalisation d'une sûreté accordée par un Actionnaire à un tiers.

Les Actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

La Cession des Actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de

STATUTS MODIF POST FUSION

mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute Cession d'Actions de la Société, y compris entre actionnaires, est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions de l'article L. 228-24 du code de commerce.

A cet effet, le cédant doit notifier à la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'Actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du conseil d'administration, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande. Le conseil d'administration se prononce à la majorité de plus de la moitié des voix des administrateurs présents ou représentés.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les Actions soit par un Actionnaire ou par un tiers, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Si, à l'expiration du délai de trois (3) mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

La Cession des Actions appartenant aux Collectivités Territoriales doit, au préalable, être autorisée par décision de leurs organes délibérants en plus d'être soumise à l'agrément du Conseil d'administration.

ARTICLE 14 – FORME DES ACTIONS – COMPTABILITE-TITRES

Les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

Les actions appartenant aux collectivités territoriales font l'objet d'une ou plusieurs attestations d'inscription en compte de titres nominatifs.

La propriété des actions résulte de l'inscription sur un registre coté et paraphé tenu au siège de la société.

ARTICLE 15 - EMISSIONS D'AUTRES VALEURS MOBILIERES

L'émission d'obligations simples est décidée ou autorisée par l'assemblée générale ordinaire.

L'émission d'obligations convertibles en actions, d'obligations avec bons de

STATUT MODIFICATION

souscription d'actions et, d'une manière générale, de valeurs mobilières donnant droit, dans les conditions prévues par le code de commerce, à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, est de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

TROISIEME PARTIE – ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 16 – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 16.1. Les administrateurs

La Société est administrée par le conseil d'administration qui se compose de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation temporaire prévue par la loi en cas de fusion. Les Collectivités Territoriales détiennent toujours plus de la moitié des sièges d'administrateurs.

Toute Collectivité Territoriale a droit au moins à un représentant au conseil d'administration désigné en son sein par l'organe délibérant conformément aux articles L. 1524-5 et R. 1524-2 à R. 1524-6 du code général des collectivités territoriales.

La représentation de l'ensemble des Collectivités Territoriales ne doit pas dépasser la proportion de capital leur appartenant. Le nombre de ces représentants peut toutefois être arrondi à l'unité supérieure.

Si le nombre de dix-huit membres du conseil d'administration, prévu à l'article L. 225-17 du code de commerce, ne suffit pas à assurer la représentation directe des Collectivités Territoriales ayant une participation réduite au capital, celles-ci sont réunies en assemblée spéciale, laquelle aura droit à au moins un poste d'administrateur.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à onze (11) dont huit (8) pour les Collectivités Territoriales. Celles-ci répartissent entre elles les sièges qui leur sont globalement attribués, en proportion du capital qu'elles détiennent respectivement.

Le conseil d'administration est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

Les représentants des Collectivités Territoriales au conseil d'administration sont désignés par leur assemblée délibérante, parmi ses membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des Collectivités Territoriales au sein du conseil d'administration incombe à ces collectivités et groupements. Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux Collectivités Territoriales, membres de cette assemblée.

Les administrateurs autres que les Collectivités Territoriales sont nommés par

STATUTS MODIF POST FUSION

l'assemblée générale ordinaire.

Ces autres administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs lié à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Un administrateur personne physique ou le représentant d'une personne morale administrateur ne peut appartenir simultanément à plus de cinq (5) conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi, notamment au profit des administrateurs représentant des collectivités territoriales.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois (3) mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Si la société est agréée au titre de l'article L.481-1 du code de la construction et de l'habitation, son conseil d'administration comprend, outre les 11 administrateurs évoqués ci-dessus, des représentants des locataires, qui ne prennent pas part au vote sur les questions n'ayant pas d'incidence sur la gestion des logements conventionnés. Ces représentants sont élus dans les conditions définies à l'article R.481-6 du code de la construction et de l'habitation.

Article 16.2. Les censeurs

L'assemblée générale ordinaire peut nommer à la majorité des voix, pour une durée de trois ans renouvelable, un ou plusieurs censeurs choisis par les actionnaires ou en dehors d'eux et en dehors des membres du conseil d'administration.

Le nombre de censeurs ne peut excéder cinq (5).

Les censeurs assistent avec une voix consultative aux séances du conseil d'administration. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas voix délibérative.

Ils ne sont pas rémunérés.

STATUTS MODIFIÉS POST FUSION

Leur mission est de veiller spécialement à la stricte exécution des Statuts et à la préservation de l'intérêt social de la Société. Ils font bénéficier le conseil d'administration de leurs avis, de leur appui.

Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent leurs fonctions.

ARTICLE 17 – DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS ET LIMITE D'AGE

La durée des fonctions des administrateurs autres que ceux représentant les Collectivités Territoriales est de six (6) ans. Ils sont rééligibles.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le mandat des représentants des Collectivités Territoriales prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.
Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de celle-ci, le mandat des représentants des Collectivités Territoriales au Conseil d'administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes. A ce titre, le président sortant a le pouvoir de convoquer le conseil d'administration qui procèdera à l'élection du nouveau président. Les représentants sortants sont rééligibles.
En cas de vacance des postes réservés aux Collectivités Territoriales, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au conseil d'administration par l'assemblée qui les a désignés.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur autre que les Collectivités Territoriales, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions légalement et règlementairement prévues. Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

STATUTS MODIFIÉS PAR FUSION

Les représentants des Collectivités Territoriales doivent respecter la limite d'âge prévue à l'alinéa ci-dessus au moment de leur désignation. Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs qui peuvent demeurer en fonction au-delà de la limite d'âge légal (ou statutaire), si elles viennent à dépasser cet âge pendant leur mandat.

Ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire ou légale.

ARTICLE 18 - QUALITE D'ACTIONNAIRE DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs peuvent être actionnaires ou non de la société.

ARTICLE 19 - PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

Le président du conseil d'administration peut être soit une personne physique, soit une Collectivité Territoriale. Dans ce dernier cas, elle agit par l'intermédiaire d'un représentant qu'elle désigne pour occuper cette fonction.

Le président du conseil d'administration est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le conseil d'administration nomme s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du président, à présider la séance du conseil ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut se réunir afin de déléguer un administrateur dans les fonctions de président. La convocation doit alors être effectuée par un tiers au moins des membres du conseil d'administration. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le président ne peut être âgé de plus de 75 ans au moment de sa désignation. S'il vient à dépasser cet âge au cours de son mandat, il est déclaré démissionnaire d'office, sauf s'il est le représentant d'une Collectivité Territoriale.

Le conseil d'administration peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi même en dehors de ses membres.

STATUTS MODIFIÉS POST FUSION

Version du 7 mai 2025

ARTICLE 20 - REUNIONS ET DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sur la convocation de son président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Lorsque le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

L'ordre du jour, accompagné du dossier de séance, est adressé par courrier ou par mail à chaque administrateur dans la mesure du possible dans les cinq (5) jours francs au moins avant la réunion du conseil, permettant une étude préalable et avisée en vue de la tenue du conseil d'administration, sauf caractère d'urgence nécessitant l'inscription d'un point à l'ordre du jour à bref délai.

Le conseil d'administration peut également se réunir valablement sans préavis particulier si tous les membres en sont d'accord.

Hors le cas des réunions sollicitées par le directeur général ou par le tiers des administrateurs, le conseil d'administration pourra se saisir en séance de toute question intéressant la bonne marche de la Société. Ces nouveaux points ajoutés à l'ordre du jour devront être acceptés à la majorité des membres présents ou représentés.
Tout administrateur peut donner, par lettre, par télécopie ou par mail, pouvoir à l'un des administrateurs de le représenter à une séance du conseil d'administration, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul autre administrateur.

Le représentant d'une Collectivité Territoriale ne peut donner mandat qu'à un autre représentant d'une Collectivité Territoriale.

La présence effective de la moitié au moins des administrateurs est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations du conseil d'administration.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion par un moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'État.

Sauf dans les cas prévus par la loi et par les statuts, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un autre administrateur de deux voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

STATUT MODIF POST FUSION

Les représentants des Collectivités Territoriales siègent et agissent ès qualité avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres membres du conseil d'administration, tant vis-à-vis de la Société que vis-à-vis des tiers.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux (2) administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 21 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En application des dispositions de l'article L. 225-35 du code de commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le conseil d'administration, dans la limite de l'objet social :

- détermine les orientations de l'activité de la Société, et veille à leur mise en œuvre ;
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires la concernant.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toute décision qui limiterait les pouvoirs du conseil d'administration serait inopposable aux tiers.
Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le président ou le directeur général de la Société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et ce dans le respect des engagements de confidentialité auxquels est contrainte la Société.

Le conseil d'administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Il peut créer tout comité dans les conditions prévues par l'article R. 225-29 alinéa 2 du code de commerce.

Le conseil d'administration peut établir un règlement intérieur en vue de préciser et d'organiser les règles et modalités de fonctionnement du conseil d'administration et, le cas échéant, de ses comités.

STATUTS MODIF POST FUSION

Version du 7 mai 2025

ARTICLE 22 - DIRECTION GENERALE ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

Article 22.1. Modalités d'exercice

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Les représentants des Collectivités Territoriales ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, ni accepter de fonctions telles que celles de président du conseil d'administration ou de président assumant les fonctions de directeur général qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés.

La délibération du conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.
Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

Article 22.2. Direction Générale

En fonction du choix opéré par le conseil d'administration, la direction générale est assurée soit par le président, soit par une personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général. Lorsque le conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, ses limitations de pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le directeur général ne doit pas être âgé de plus de 65 ans. S'il vient à dépasser cet âge au cours de son mandat, il est réputé démissionnaire d'office, à moins que cette fonction soit assurée par une Collectivité Territoriale assurant également la présidence, auquel cas la limite d'âge s'apprécie lors de la nomination et le fait de l'atteindre en cours de mandat n'entraîne pas la démission d'office. Si le directeur général est également président du conseil d'administration, la limite d'âge applicable est celle de la présidence.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration, sur décision prise à la majorité simple des membres présents ou représentés. Lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de président du conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

STATUTS MODIF POST FUSION

Le directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

Article 22.3. Directeur Général Délégué

Sur proposition du directeur général, que cette fonction soit assumée par le Président du conseil d'administration ou par une autre personne, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques, chargées d'assister le directeur général avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le nombre maximum de directeurs généraux délégués est fixé à cinq.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués.

Envers les tiers, le ou les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du directeur général, les directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général.
Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur proposition du directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts. La limite d'âge prévue pour le directeur général s'applique dans les mêmes termes au directeur général délégué.

ARTICLE 23 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire. Le conseil d'administration répartit librement entre ses membres la somme globale allouée aux administrateurs.

La rémunération du directeur général et du ou des directeur(s) général (généraux) délégué(s) sont fixées par le conseil d'administration.

ARTICLE 24 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs, son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote égale ou supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire de la Société, la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

STATUTS MODIF POST FUSION

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la société et une autre entreprise si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du code civil ou des articles L. 225-1 et L. 226-1 du code de commerce.

Les commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'assemblée qui statue sur ce rapport.

La personne directement ou indirectement intéressée ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les conventions approuvées par l'assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude.

Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la société des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge de l'intéressé et, éventuellement, des autres membres du conseil d'administration.

Sans préjudice de la responsabilité de l'intéressé, les conventions visées ci-dessus conclues sans autorisation préalable du conseil d'administration, peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société.

L'action en nullité se prescrit par trois (3) ans à compter de la date de la convention. Toutefois, si la convention a été dissimulée, le point de départ du délai de la prescription est reporté au jour où elle a été révélée.

La nullité peut être couverte par un vote de l'assemblée générale intervenant sur rapport spécial des commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie. Les dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 225-40 sont applicables.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que des personnes morales, au directeur général, aux directeurs généraux délégués, ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 25 – ASSEMBLEE SPECIALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Les Collectivités Territoriales qui ont une participation au capital trop réduite ne leur permettant pas de bénéficier d'une représentation directe, même dans le cadre d'un

STATUTS MODIF POST FUSION

conseil d'administration comprenant dix-huit (18) membres, doivent alors se regrouper en assemblée spéciale pour désigner un mandataire commun.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque Collectivité Territoriale actionnaire y participant. Elle vote son règlement, élit son président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au conseil d'administration.

Une représentation à tour de rôle peut notamment être instituée entre les Collectivités Territoriales concernées, pour la désignation du (ou des) mandataire(s).

L'assemblée est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des Collectivités Territoriales actionnaire non directement représentée au conseil d'administration.

Chaque Collectivité Territoriale actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'elle possède dans la Société.

L'assemblée spéciale se réunit au moins une fois par an pour entendre le rapport de son (ou de ses) représentants sur convocation de son président :
- soit à son initiative,
- soit à la demande de l'un de ses représentants élu par elle au sein du conseil d'administration,
- soit à la demande d'un tiers au moins des membres détenant au moins le tiers des actions des Collectivités Territoriales membres de l'assemblée spéciale conformément à l'article R. 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 26 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale ordinaire désigne dans les conditions fixées aux articles L.823-1 et suivants du code de commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et, lorsque le commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six (6) exercices et sont toujours rééligibles.

En dehors des missions spéciales que leur confère le code de commerce, les commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par les textes en vigueur. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en même temps que les intéressés, à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute autre réunion du conseil.

ARTICLE 27 – REPRESENTANT DE L'ETAT ET INFORMATION

STATUTS MODIFIÉS POST FUSION

Les délibérations du conseil d'administration et des assemblées générales sont communiquées, dans le mois suivant leur adoption, au représentant de l'État dans le département du siège social de la Société, et ce à peine de nullité.

Il en est de même des contrats visés aux articles L. 1523-2 à L. 1523-4 du code général des collectivités territoriales ainsi que des comptes annuels et des rapports du commissaire aux comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État dans les conditions prévues par les articles L. 1524-2 du code général des collectivités territoriales et L. 235-1 du code des juridictions financières, entraîne une seconde lecture, par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale, de la délibération contestée.

ARTICLE 28 – DELEGUE SPECIAL

Toute Collectivité Territoriale ayant accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représentée au conseil d'administration, d'être représentée auprès de la Société par un Délégué Spécial désigné en son sein par l'assemblée délibérante de cette collectivité. Le Délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par le conseil d'administration de la Société.

Le délégué spécial est entendu par la Société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte à son mandant dans les conditions déterminées par l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales.

Les mêmes dispositions sont applicables aux Collectivités Territoriales qui détiennent des obligations des sociétés mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 2253-2 du code général des collectivités territoriales.
Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du Conseil d'administration.

ARTICLE 29 – RAPPORT ANNUEL DES ELUS

Les représentants des Collectivités Territoriales actionnaires de la Société doivent présenter au minimum une fois par an aux organes délibérants des collectivités dont ils sont les mandataires un rapport écrit sur la situation de la Société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

QUATRIEME PARTIE – ASSEMBLEES GENERALES ET MODIFICATIONS STATUTAIRES

ARTICLE 30 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

STATUTS MODIF POST FUSION

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux assemblées générales sans formalités préalables. Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

Les collectivités, établissements et organismes publics ou privés actionnaires de la Société sont représentés aux assemblées générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné, en ce qui concerne les Collectivités Territoriales, dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. La Société est alors tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur. Tout vote par correspondance parvenu à la Société au plus tard la veille de l'assemblée est pris en compte. Lors de la réunion de l'assemblée, la présence physique de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'elles soient actionnaires ou non.

ARTICLE 31 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration ou à défaut par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de tout intéressé en cas d'urgence ou d'un ou plusieurs actionnaires réunissant cinq pour cent (5 %) au moins du capital social.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les convocations sont faites par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier simple, adressé(e) à chacun des actionnaires quinze (15) jours au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'ordre du jour avec les projets de résolutions et toutes informations utiles.

Le président du conseil d'administration peut décider, lors de la convocation, de la tenue de l'intégralité de ces réunions par visioconférence et/ou utilisation de moyens de télécommunication ou que certains actionnaires pourront décider de participer à l'assemblée par utilisation de ces moyens. Ces moyens devront transmettre au

STATUTS MODIF POST FUSION

moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations. Le cas échéant, cette décision est communiquée dans la lettre de convocation. Les actionnaires qui participent aux assemblées par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions décrites ci-avant sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, pour les assemblées générales extraordinaires appelées à statuer sur les modifications statutaires, un ou plusieurs associés représentant au moins 25 % du capital social peuvent s'opposer à ce qu'il soit recouru exclusivement à ces modalités de participation. Ce droit d'opposition s'exerce après les formalités de convocation, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 32 – PRESIDENCE DES ASSEMBLEES GENERALES - BUREAU

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Sauf dans les cas où la loi désigne un autre président, l'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration. En son absence, elle est présidée par un administrateur désigné par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 33 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par le conseil d'administration.

Un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut valablement délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 34 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Article 34.1. Quorum et majorité à l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires présents, représentés ou ayant voté par

STATUTS MODIF POST FUSION

correspondance, représentant sur première convocation le cinquième au moins du capital social de la Société.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Article 34.2. Pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les Statuts.

Elle est réunie au moins une (1) fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

STATUTS MODIF POST FUSION

ARTICLE 35 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Article 35.1. Quorum et majorité à l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation le quart et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Lorsque l'assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorum et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes ni comme mandataires.

Article 35.2. Pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'opérations telles que les augmentations ou réductions de capital. Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf si le pays d'accueil a conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

Le conseil d'administration peut, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire, apporter les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

ARTICLE 36 – MODIFICATIONS STATUTAIRES

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une Collectivité Territoriale sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

ARTICLE 37 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

CINQUIEME PARTIE – EXERCICE SOCIAL, COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 38 - ANNEE SOCIALE

L'exercice social couvre douze (12) mois. Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 39 – COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Ils sont transmis au représentant de l'État, accompagnés des rapports des commissaires aux comptes, dans les quinze (15) jours calendaires de leur approbation par l'assemblée générale ordinaire de la Société.

ARTICLE 40 - BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

STATUTS MODIF POST FUSION

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé la dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L. 232-10 du code de commerce.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, le cas échéant diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires sous forme de dividendes.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

STATUTS MODIF POST FUSION

Version du 7 mai 2025

SIXIEME PARTIE – CAPITAUX PROPRES, DISSOLUTION, LIQUIDATION ET CONTESTATIONS

ARTICLE 41 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu de réunir une assemblée générale extraordinaire dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 42 – DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, ou par décision de l'actionnaire unique.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévus pour les assemblées générales ordinaires, soit par une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement.

La nomination du liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs et du directeur général, l'expiration de ces pouvoirs étant opposable aux tiers après publication de l'acte de nomination du ou des liquidateur(s).

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les actionnaires, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

STATUTS MODIFICATION

Version du 7 mai 2025

ARTICLE 43 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la compétence des tribunaux dont dépend le siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la Société.

***

STATUTS MODIF POST FUSION

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01C

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_401CH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION C - N° **CD-2025/06/20-4/01C**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : JULLEMIER Denis

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : SEM - HABITAT 77
Entrée de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine et de la Communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne dans la SEM agréée logement social habitat77 et impact sur la gouvernance de la SEM–

Depuis 2023, les étapes juridico-administratives et financières de transformation de l'office public HABITAT 77 en société d'économie mixte se sont poursuivies en perspective d'une fusion-absorption initialement projetée en 2024 toutefois reportée en 2025 pour des raisons techniques et opérationnelles.
En tant que collectivité de rattachement de l'OPH HABITAT 77 et actionnaire majoritaire de la SEM HABITAT 77, le Département doit se prononcer sur plusieurs dossiers afin que la réalisation de l'opération juridique puisse se concrétiser, à savoir :
- approbation de l'opération de restructuration des capitaux propres de la SEM agréée logement social HABITAT 77 (délibération A),
- approbation du transfert universel du patrimoine de l'OPH HABITAT 77 vers la SEM agréée logement social HABITAT 77 et approbation du traité de fusion et des opérations en capital (délibération B),
- entrée de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine et de la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne dans la SEM agréée logement social HABITAT 77 et impact sur la gouvernance de la SEM (délibération C),
- approbation de la convention de gestion du personnel détaché auprès du Département de Seine-et-Marne (délibération D),

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01C

Vu la délibération n°CD-2023/09/28-4/01 A du 28 septembre 2023 portant approbation des statuts et prise de participation du Département de Seine-et-Marne dans le capital social de la SEM Habitat 77,

Vu la délibération du Conseil départemental du 21 décembre 2023 portant approbation du pacte d'actionnaires ;

Vu l'avis des Commissions précitées,

Vu le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- Article 1 : D'approuver la cession d'une action par le Département de Seine-et-Marne au profit de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine au prix de sa valeur nominale (95 euros), la cession intervenant immédiatement après l'opération de fusion et les opérations en capital détaillées ci-avant, et sous condition suspensive de son agrément par le conseil d'administration de la SEM HABITAT 77 ;

- Article 2 : d'approuver la cession d'une action par le Département de Seine-et-Marne au profit de la Communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne au prix de sa valeur nominale (95 euros), la cession intervenant immédiatement après l'opération de fusion et les opérations en capital détaillées ci-avant, et sous condition suspensive de son agrément par le Conseil d'administration de la SEM HABITAT 77 ;

- Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil département ou toute personne habilitée à cet effet à signer les actes de cession d'action ou tout document en tenant lieu au profit des Communautés d'agglomération Melun Val de Seine et Paris Vallée de la Marne et d'engager toutes démarches nécessaires auxdites cessions ;

- Article 4 : d'approuver le projet d'avenant au pacte d'actionnaires tel qu'annexé à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01C

M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01C

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_401CH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°4/01C

PACTE D'ACTIONNAIRES RELATIF A HABITAT 77

AVENANT N°1

(1) LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

(2) ADESTIA

EN PRÉSENCE DE :

(3) HABITAT 77

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°4/01C

AVENANT N°1 AU PACTE D'ACTIONNAIRES

ENTRE :

(1) LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
Collectivité territoriale, ayant son siège à l'Hôtel du Département à Melun (77010), représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-François PARIGI,

*ci-après dénommée le « **Département de Seine-et-Marne** »*

ET :

(2) ADESTIA
Société par actions simplifiée, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 428 783 302, dont le siège social est sis 33, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris, représentée par son Président, CDC Habitat, elle-même représentée par sa Présidente, Madame Anne Sophie GRAVE, dûment habilité à l'effet des présentes,

*ci-après dénommée « **Adestia** »*

*Le Département de Seine-et-Marne et Adestia sont ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » et ensemble les « **Parties** ».*

EN PRÉSENCE DE :

(3) HABITAT 77,
Société d'économie mixte locale dont le siège social est situé à 10 avenue Charles Péguy à Melun (77000) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Melun sous le numéro 992 557 699, représentée par Monsieur Jean-Marc CHANUSSOT, en sa qualité de Président Directeur Général,

*ci-après dénommée indifféremment « Habitat 77 » ou la « **Société** »*

La Société intervient aux présentes pour accepter le bénéfice des droits qui lui sont consentis et les obligations mises à sa charge par le présent Pacte.

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°4/01C

EXPOSE

A. Habitat 77, anciennement dénommée société anonyme YSALIA 2, laquelle a adopté les statuts de société d'économie mixte et la dénomination sociale Habitat 77 mais aussi changé son siège social aux termes de son assemblée générale du 13 mars 2024, a vocation à absorber au cours de l'année 2025 par voie de fusion-absorption l'OPH Habitat 77.

B. Préalablement à l'opération de fusion-absorption, Habitat 77 a sollicité l'agrément logement social lequel a été délivré le 21 mars 2025.

C. Dans le cadre de l'instruction de la demande d'agrément prévue à l'article L. 481-1 du Code de la construction et de l'habitation, les services du ministère en charge du logement, autorité compétente pour délivrer un tel agrément, ont conditionné l'agrément à l'entrée au capital de la Société deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Les Parties se sont donc rapprochées et ont convenu que le Département de Seine-et-Marne cèderait une action à l'EPCI Melun Val de Seine et une action à l'EPCI Paris Vallée de la Marne, ce transfert étant effectif après réalisation de l'opération de fusion.

D. Les Parties ont conclu le 27 septembre 2024 un pacte d'actionnaires (le **Pacte**) qui définit les principes et conditions devant régir leurs relations en qualité d'Actionnaires de la Société.

E. Les Parties ont ainsi décidé de conclure le présent avenant (l'**Avenant n°1**) afin de modifier certaines stipulations du Pacte.

F. Dans le présent Avenant n°1, les termes dont la première lettre est en majuscule ont la signification qui leur est donné dans le Pacte, à moins de n'avoir expressément été définis autrement dans le présent Avenant n°1.

1. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4.1.1. DU PACTE

Les trois premiers alinéas de l'article 4.1.1. sont supprimés et remplacés par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Pendant la durée du Pacte, le Conseil d'Administration sera composé, outre les postes réservés aux représentants élus des locataires conformément aux dispositions des articles L. 481-6 et R. 481-6 du Code de la construction et de l'habitation, de onze (11) membres dans les conditions définies ci-après.

- *Sept (7) sièges sont réservés aux représentants du Département de Seine-et-Marne,*
- *Trois (3) sièges sont réservés aux personnes désignées parmi les candidats proposés par Adestia,*
- *Un (1) siège sera réservé au représentant de l'Assemblée spéciale au sein de laquelle seront représentés les deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) Melun Val de Seine et Paris Vallée de la Marne. »*

Le reste de la clause demeure inchangé.

2. PRISE D'EFFET DE L'AVENANT N°1

Le présent Avenant n°1 prend effet à la date d'entrée en vigueur du Pacte.

3. ABSENCE D'AUTRES MODIFICATIONS

Sauf modification expresse du présent Avenant n°1, toutes les stipulations du Pacte demeurent inchangées et en vigueur.

Le présent Avenant n°1 constitue un tout indivisible avec le Pacte et toute référence au Pacte doit être entendue comme étant une référence au Pacte tel qu'il a été modifié par cet Avenant n°1.

Les modifications du Pacte résultant de cet Avenant n°1 ne sont en aucun cas considérées comme constituant une novation des obligations des Parties en ce qui concerne le Pacte.

4. CLAUSES DIVERSES

4.1. Contestations et litiges

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Avenant n°1 sera, à défaut d'accord amiable, porté devant les tribunaux compétents du ressort de la Cour d'appel de Paris.

4.2. Election de domicile

Pour l'exécution du présent Avenant n°1 et de ses suites, les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs mentionnés dans la comparution.

4.3. Signature électronique

Le présent Avenant n°1 est signé au moyen du service DocuSign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Conformément à l'alinéa 4 de l'article 1375 du Code civil, l'Avenant n°1 est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacune des parties signataires directement par DocuSign, qui est en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique dans les conditions requises par l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Les parties signataires s'engagent à prendre toutes mesures adaptées pour garantir que la signature électronique de l'Avenant n°1 ne puisse être apposée que par leur représentant légal respectif ou par toute personne dûment habilitée à cet effet en vertu d'un pouvoir, tel que mentionné en en-tête des présentes.

Les Parties reconnaissent qu'ils procèdent à la signature électronique de l'Avenant n°1 en toute connaissance de cause de la technologie mise en œuvre et des modalités de celle-ci, et renoncent en conséquence à mettre en cause, dans le cadre de toute réclamation et/ou action en justice, la fiabilité de ladite solution de signature électronique et/ou la manifestation de leur volonté de contracter l'Avenant n°1 à ce titre.

Les Parties s'entendent de convention expresse pour désigner Paris (France) comme lieu de signature des présentes, la date de signature des présentes étant réputée être le _____ 2025, nonobstant d'éventuelles signatures électroniques apposées à des dates différentes.

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°4/01C

Département de Seine-et-Marne
Nom : _____
Fonction : _____

ADESTIA
Nom : CDC Habitat
Fonction : Président
Madame Anne Sophie GRAVE

HABITAT 77
Nom : Monsieur Jean-Marc CHANUSSOT
Fonction : Président Directeur Général

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01D

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_401DH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION D - N° **CD-2025/06/20-4/01D**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : JULLEMIER Denis

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : SEM - HABITAT 77
Approbation de la convention de gestion du personnel détaché auprès du Département de Seine-et-Marne –

Depuis 2023, les étapes juridico-administratives et financières de transformation de l'office public HABITAT 77 en société d'économie mixte se sont poursuivies en perspective d'une fusion-absorption initialement projetée en 2024 toutefois reportée en 2025 pour des raisons techniques et opérationnelles.
En tant que collectivité de rattachement de l'OPH HABITAT 77 et actionnaire majoritaire de la SEM HABITAT 77, le Département doit se prononcer sur plusieurs dossiers afin que la réalisation de l'opération juridique puisse se concrétiser, à savoir :
- approbation de l'opération de restructuration des capitaux propres de la SEM agréée logement social HABITAT 77 (délibération A),
- approbation du transfert universel du patrimoine de l'OPH HABITAT 77 vers la SEM agréée logement social HABITAT 77 et approbation du traité de fusion et des opérations en capital (délibération B),
- entrée de la communauté d'agglomération Melun Val de Seine et de la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne dans la SEM agréée logement social HABITAT 77 et impact sur la gouvernance de la SEM (délibération C),
- approbation de la convention de gestion du personnel détaché auprès du Département de Seine-et-Marne (délibération D),

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°CD-2023/09/28-4/01 A du 28 septembre 2023 portant approbation des statuts et prise de participation du Département de Seine-et-Marne dans le capital social de la SEM Habitat 77,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01D

Et celle n° CD-2023/12/21-4/23 du 21 décembre 2023 portant approbation du pacte d'actionnaires ;

Vu les statuts de la SEM HABITAT 77,

Vu l'avis du Comité social territoriale en date du 12 juin 2025,

Vu l'avis des Commissions précitées,

Vu le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens relative à la gestion des personnels détachés auprès du Département de Seine-et-Marne par HABITAT 77.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à la signer.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01D

Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/01D

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA SEM HABITAT 77

Entre:

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental dûment autorisé par la délibération du Conseil départemental n° xxx du 20 juin 2025 ci-après dénommé «le Département»,

D'une part,

L'Office public de l'habitat HABITAT 77, représenté par son Président Denis JULLEMIER, dûment habilité,

D'autre part,

Et enfin,

La Société d'Economie Mixte « HABITAT 77 », dont le siège se situe 10 avenue Charles Peguy, 77 000 à Melun, représenté par son Président, dûment habilité aux fins des présentes par Jean-Marc CHANUSSOT et ci-après dénommé « HABITAT 77»,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSÉ CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'OPH HABITAT 77 est un office public de l'habitat détenant plus de 18.000 logements et a arrêté un Plan Stratégique de Patrimoine ambitieux pour la période 2021-2030.

Logeant près de 46.000 seine-et-marnais, HABITAT 77 gérait, au 31 décembre 2023, 18.682 logements locatifs sociaux (dont 44 sont gérés pour le compte d'un tiers) sur 102 communes.
Outre la gestion de logements locatifs sociaux, l'Office public de l'habitat gère également 57 commerces, 1.044 logements-foyers au sein de 13 structures et 10.061 garages et places de stationnement. Son patrimoine locatif s'élevait donc, au 31 décembre 2023, à 19.949 équivalents logements.

Pour ce faire, l'OPH HABITAT 77 emploie 340 collaborateurs au 31 décembre 2024, dont plus du tiers sont affectés à la proximité.

HABITAT 77 doit faire face à une raréfaction des financements, en particulier publics, ainsi qu'à des augmentations de ses charges, en raison notamment de l'impact de la réduction de loyer de solidarité mais également de l'augmentation des prix et du taux du Livret A ; malgré cela, l'OPH souhaite poursuivre d'importantes réhabilitations de son patrimoine tout en maintenant les capacités d'intervention nécessaires en production nouvelle et ce, afin de répondre aux demandes du Département.

A l'issue de différentes études, HABITAT 77 a confirmé son choix de s'orienter vers la création d'une SEM qui absorberait l'OPH HABITAT 77 par voie de fusion, au regard notamment des avantages que présente une telle forme sociale. Cette SEM serait composée du groupe CDC HABITAT, par sa filiale

ADESTIA, du Département, de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine et de celle de Paris-Vallée de la Marne.

Cette transformation d'OPH en SEM conduit à la mutation des agents fonctionnaires d'Habitat77 vers le Département, puis de leur détachement vers la SEM à compter du 1er septembre 2025.

CECI EXPOSÉ, IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement et les participations financières établies entre Habitat 77 et le Département de Seine-et-Marne dans la gestion de carrière des agents fonctionnaires d'Habitat 77, qu'ils soient détachés auprès d'Habitat 77 ou qu'ils restent au Département.

ARTICLE 2: LE DROIT EN VIGUEUR ET LA SOLUTION RETENUE

La possibilité désormais précisée à l'article L. 411-2-1 du CCH qu'un OPH transmette son patrimoine à un ou plusieurs organismes a été consacrée par la loi ELAN, mais sans qu'un dispositif ne régisse spécifiquement le sort du personnel fonctionnaire employé par l'OPH.

Ainsi - alors que le texte de l'article L. 1224-3-1 du Code du travail pourrait permettre de gérer le sort du personnel contractuel de droit public au travers d'un transfert et d'une transformation des contrats de travail résultant de la reprise d'une activité d'une entité économique autonome - aucune disposition législative déjà existante ou issue de la loi ELAN ne permet en revanche d'envisager concrètement celui des fonctionnaires.

Par ailleurs, si l'on pouvait espérer que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique règle cette question, elle a prévu des détachements d'office dans son article 76 modifiant l'article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires mais seulement dans le cas d'un transfert d'activité dans le cadre d'un contrat, et pour la seule durée de celui-ci. Désormais indiqué dans le Code général de la fonction publique (CGFP), cet article1 dispose que :
« *[…] lorsqu'une activité d'une personne morale de droit public employant des fonctionnaires gérant un service public industriel et commercial, un fonctionnaire exerçant cette activité peut être détaché d'office, pendant la durée du contrat liant la personne morale de droit public à l'organisme d'accueil, sur un contrat de travail conclu à durée indéterminée auprès de l'organisme d'accueil*. ».

Pour les raisons ci-dessus évoquées, il a donc été envisagé avec le Département un dispositif de maintien du statut pour les fonctionnaires que comptera encore l'OPH à la date de la fusion et de maintien de l'emploi, au sein de la SEM.

Le Département a donc créé les emplois correspondant au grade des fonctionnaires actuellement en poste et à celui des fonctionnaires détachés ou en disponibilité afin qu'ils puissent continuer de bénéficier de ces positions. 98 emplois ont été créés en comité social territorial, puis en assemblée délibérante du Département pour accueillir au 1er septembre 2025 les agents fonctionnaires d'Habitat 77.

Ensuite, les fonctionnaires pourront s'ils le souhaitent, bénéficier d'un transfert au Département suivi pour les agents en poste actuellement d'un détachement d'une durée de cinq ans, renouvelable indéfiniment auprès de la SEM.

ARTICLE 3 : LA GESTION RESSOURCES HUMAINES DES AGENTS

Au 1er septembre 2025, 89 agents fonctionnaires issus de l'OPH Habitat 77 auront intégré les effectifs du Département. Les emplois créés au tableau des emplois, pour accueillir les agents fonctionnaires d'Habitat 77, seront supprimés au fur et à mesure des départs des agents, et ce quel qu'en soit le motif (retraite, mutation, …).

Un gestionnaire carrière paie du Département, sous la responsabilité de son chef de service de la sous-direction carrière et rémunération (SDCR), suivra la carrière des agents mutés au Département. Les dossiers administratifs des agents seront stockés à la DRH du Département. Ce gestionnaire carrière paie sera le référent des agents fonctionnaires d'Habitat 77.

Ce gestionnaire s'appuiera sur ses collègues de la SDCR et de la DRH pour traiter des différentes thématiques auxquelles seront confrontés les agents tout au long de leur carrière : gestionnaire santé, gestionnaire retraite, conseiller en évolution professionnelle,…

Ce gestionnaire aura deux catégories d'agents à gérer :

- Les agents détachés vers Habitat 77 : seuls les agents aptes pourront être détachés au 1er septembre 2025 auprès d'Habitat 77 SEM. Leur carrière de fonctionnaire sera gérée par le gestionnaire carrière paie de la DRH du Département et leur carrière en tant que salarié de droit privé par la DRH d'Habitat 77. Leur rémunération sera versée par Habitat 77 et dans les conditions définies contractuellement avec Habitat 77.
- Les agents fonctionnaires d'Habitat 77 ne pouvant pas être détachés au 1er septembre 2025, soit en raison de leur état de santé (Disponibilités pour raison de santé, Congés de maladie ordinaire continu de 3 mois, Congés de longue maladie, Congés de longue durée, Accidents de Service), soit de leur situation administrative (disponibilité, détachement vers un employeur autre qu'Habitat 77, refus de détachement..). Dans le premier cas, les agents resteront dans les effectifs du Département jusqu'à ce qu'ils soient aptes. Dans le second cas, le Département pourra prononcer de nouveaux détachements et de nouvelles disponibilités selon leur demande.

ARTICLE 4 : LES AGENTS DETACHES VERS LA SEM HABITAT 77

4.1 Déroulé de carrière

Les agents fonctionnaires en détachement continuent de bénéficier des droits à avancement : avancement d'échelon, avancement de grade, promotion interne. Ces évolutions de carrière du fonctionnaire n'entrainent aucune modification de la rémunération du salarié d'Habitat 77. Il en est de même si le salarié d'Habitat 77 connait une évolution de carrière : cela n'impacte pas la carrière en tant que fonctionnaire.

4.1.1 Avancement d'échelon

L'avancement d'échelon correspond au passage d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur dans le même grade. Il a lieu de manière continue ce qui exclut, bien entendu, toute possibilité de saut d'échelon. L'avancement d'échelon est accordé en fonction de la seule ancienneté.

L'avancement d'échelon se fait selon un cadencement unique.
La DRH du Département établira les arrêtés d'avancement d'échelon et les transmettra aux agents concernés pour signature. Un exemplaire signé devra être retourné par l'agent à son gestionnaire carrière paie de la DRH du Département pour mise à jour de son dossier administratif.

Un état prévisionnel annuel des avancements d'échelon sera transmis par la DRH du Département à la DRH d'Habitat 77 pour information en début d'année n. Les différents avancements effectués seront confirmés une fois par trimestre par la DRH du Département à la DRH d'Habitat 77.

4.1.2 Avancement de grade et promotion interne

Sauf disposition contraire du statut particulier, le fonctionnaire détaché bénéficie des mêmes droits à avancement que les membres du cadre d'emplois dans lequel il est détaché.

Sous réserve qu'ils lui soient plus favorables, il est tenu compte, dans le corps ou le cadre d'emplois de détachement du fonctionnaire, du grade et de l'échelon qu'il a atteints ou auxquels il peut prétendre dans son corps ou son cadre d'emplois d'origine.

Au sein du Département, la campagne d'avancement de grade et de promotion interne se déroule entre septembre et octobre de l'année n pour des nominations à compter du 1er janvier de l'année n+1. En amont du lancement de la campagne, la DRH du Département adressera à la DRH d'Habitat 77 la liste des agents promouvables.

Conformément aux dispositions des lignes directrices de gestion adoptées sur le volet carrière par le Département, la DRH du Département recueillera l'avis de la DRH d'Habitat 77 sur chacun des critères d'évaluation (le savoir être et le savoir-faire de l'agent sur la base de l'entretien d'évaluation de l'année n-1) et vérifiera que les missions exercées par l'agent correspondent au grade visé par l'avancement de grade ou la promotion interne. Les agents ayant reçu un avis favorable seront inscrits au tableau des agents promouvables et seront présentés aux réunions d'harmonisation qui se tiennent avec les organisations syndicales départementales et la direction générale.

En fin de campagne, la DRH du Département informera la DRH d'Habitat 77 des agents promus. Les agents promus recevront l'arrêté administratif actant de leur nouveau grade. Ils devront retourner un exemplaire signé de l'arrêté à la DRH du Département pour mise à jour de leur dossier administratif.

En cas de réussite par l'agent détaché d'un concours ou examen professionnel de la fonction publique territoriale, l'agent peut adresser un courrier à la DRH du Département pour solliciter sa nomination au grade, par mail à l'adresse suivante : laureatconcours@departement77.fr. Dans le cas d'une réussite à concours et si une période de stage est prévue par le statut particulier de son grade, à titre dérogatoire, l'agent sera autorisé à l'effectuer au sein d'Habitat 77 dans le cadre du poste occupé par celui-ci en tant que salarié.
Les agents sont inscrits au tableau des agents promouvables lorsque la nomination sur le nouveau grade est conditionnée à la réussite à examen professionnel.

4.1.3 Entretien annuel d'évaluation

Lorsqu'un agent est détaché hors fonction publique, le fonctionnaire est évalué par son administration d'origine au vu d'un rapport établi par son supérieur hiérarchique direct dans son organisme d'accueil. Ce rapport, rédigé après un entretien individuel, est transmis préalablement au fonctionnaire qui peut y porter ses observations. En l'absence d'évaluation professionnelle, le fonctionnaire est noté par son administration d'origine au vu de ce rapport.

La campagne d'entretien d'évaluation au Département se déroule de début décembre de l'année n au début du mois de mars de l'année n+1. La DRH du Département informera la DRH d'Habitat 77 du lancement de la campagne et celle-ci transmettra, avant la fin de campagne EAE, les rapports établis au titre de l'année n par les supérieurs hiérarchiques directs des agents détachés auprès d'Habitat77. Ces rapports seront conservés dans le dossier individuel de chaque agent.

4.2 Cotisations retraite CNRACL

Les agents seront détachés sur un emploi ne conduisant pas à pension CNRACL, car de droit privé. Aussi, leur affiliation auprès de la CNRACL est maintenue par le Département. Les retenues et contributions sont calculées sur le traitement afférant à l'emploi d'origine. Un bulletin de salaire sera calculé, édité et archivé mensuellement dans le dossier administratif des agents détachés. Un appel à cotisation trimestriel sera émis à l'encontre d'Habitat 77 afin qu'il rembourse les cotisations et contributions des agents détachés.

Habitat 77 prélèvera mensuellement sur les salaires des agents les cotisations CNRACL et transmettra les cotisations et contributions par virement à la paierie départementale. Un titre de recettes (P503) sera transmis au Département par la direction des finances.

4.3 Maladie

En cas d'arrêt maladie ordinaire ou de CITIS, les agents fonctionnaires détachés auprès d'Habitat 77 transmettent leur formulaire d'arrêt à la DRH d'Habitat 77.

A la date du 1er septembre, les CITIS en cours ou les rechutes de CITIS antérieur au 1er septembre 2025 par un agent fonctionnaire détaché auprès d'Habitat 77, seront pris en charge par Habitat 77.

4.4 Compte épargne temps (CET)

Les agents mutés au Département ont des compte épargne temps (CET) relevant de la fonction publique territoriale. Leur détachement auprès d'Habitat 77 ne permet pas le transfert du compte épargne temps, dans la mesure où la structure Habitat 77 relèvera du droit privé, et qu'aucune disposition à l'heure actuelle ne permet le transfert d'un CET de droit public.
Par conséquent, les CET préexistant au détachement resteront gérés par le Département. L'agent détaché ne pourra pas alimenter ce CET pendant la durée du détachement.
En revanche, il pourra utiliser des jours épargnés dans ce CET :

- Sous forme de congés :
  - ✓ Soit tout au long de son détachement : il devra alors recueillir l'avis favorable de la DRH d'Habitat 77 et de la DRH du Département ;
  - ✓ Soit au moment de son départ d'Habitat 77, sans quitter le Département : par exemple, l'agent met fin à son contrat de droit privé, il réintègre le Département pour ensuite partir en détachement ou en disponibilité. L'agent pose les jours de congés de son CET ou en demande une monétisation partielle ;
  - ✓ Soit au moment de son départ du Département : l'agent pose les jours de congés de son CET ou en demande une monétisation partielle.

- Dans le cadre des campagnes de monétisation du Département : le Département a permis la monétisation des jours de CET, dans la limite de 15 jours, ou leur conversion en point RAFP . Les agents détachés auprès d'Habitat77 recevront les mails d'information relatifs au lancement des campagnes de monétisation. Ils devront compléter le formulaire de demande de monétisation et le retourner avant la date limite par mail à : chronotime@departement77.fr.

Les jours de CET qui feront l'objet d'une monétisation par l'agent, soit dans le cadre d'une campagne de monétisation soit à l'occasion de son départ d'Habitat 77 ou du Département, feront l'objet d'une compensation financière par Habitat 77, sur la base du montant forfaitaire fixé par arrêté ministériel en vigueur au moment de la demande de l'agent.

Ces états de paiement seront établis une fois par an par la DRH du Département et adressés à la DRH d'Habitat 77.

4.5 Fin du détachement

4.5.1 A la fin du détachement

A l'issue du détachement de 5 ans, l'agent dont le détachement n'est pas renouvelé est réintégré dans son cadre d'emplois d'origine et réaffecté à la 1ère vacance ou création d'emploi dans un emploi correspondant à son grade au sein du Département.
Si l'agent refuse un emploi proposé, il est placé en disponibilité d'office pour une durée maximale de 3 ans, après avis de la CAP.
S'il n'y a pas d'emploi vacant correspondant à son grade, il est maintenu en surnombre pendant un an. Si à l'issue de ce délai il n'y a toujours pas d'emploi vacant, le fonctionnaire est pris en charge par le Centre de Gestion de Seine-et-Marne (catégories A, B ou C).

A l'issue du détachement de 5 ans, l'agent peut demander à renouveler pour une durée identique son détachement auprès d'Habitat 77. Il doit adresser un courrier recommandé 3 mois avant la fin de son détachement à son gestionnaire carrière paie de la DRH du Département. Ce dernier informera la DRH d'Habitat 77 de la demande de l'agent et recueillera son avis avant de rédiger le courrier de réponse à l'agent.

A l'issue du détachement de 5 ans, l'agent peut demander à intégrer Habitat 77. Il adresse un courrier à la DRH d'Habitat 77 pour solliciter son intégration au sein d'Habitat 77 et un courrier à la DRH du Département pour mettre fin à son détachement. Cette démarche entraine la fin du statut de fonctionnaire de l'agent.

4.5.2 De façon anticipée

Le Département ou Habitat 77 peut mettre fin au détachement avant le terme fixé par l'arrêté le prononçant.

Si l'agent commet une faute grave, il est mis fin immédiatement au détachement. L'agent est alors remis à la disposition du Département sans délai. S'il n'y a pas d'emploi vacant au sein du Département, il est placé en disponibilité d'office.

Si le Département souhaite mettre fin au détachement du fonctionnaire pour une raison autre que la faute commise dans l'exercice de ses fonctions, il doit adresser la demande de réintégration auprès d'Habitat 77 au moins 3 mois avant la date effective de cette dernière. L'agent est réintégré sur un emploi vacant correspondant à son grade.

Si Habitat 77 souhaite mettre fin au détachement du fonctionnaire pour une raison autre que la faute commise dans l'exercice de ses fonctions, l'agent réintègre le Département. La demande de réintégration au sein du Département doit être adressée par Habitat 77 à la DRH du Département au moins 3 mois avant la date effective de cette dernière.

En cas d'absence de vacance d'emploi correspondant au grade de l'agent au sein du Département, Habitat 77 doit continuer à rémunérer l'agent jusqu'à la date à laquelle le détachement devait normalement prendre fin.

Si l'agent demande à mettre un terme à son détachement avant le terme initialement prévu, il cesse d'être rémunéré si le Département ne peut le réintégrer immédiatement ; il est alors placé en disponibilité d'office jusqu'à ce qu'intervienne sa réintégration. Si celle-ci n'est pas intervenue à la date du terme initialement prévu, l'agent est alors réintégré dans les conditions prévues ci-dessus.

Il ne peut pas bénéficier des allocations chômage compte tenu de la privation volontaire de son emploi de détachement.

En cas d'inaptitude physique constatée sur ses missions exercées au sein d'Habitat 77, il sera mis fin au contrat de travail de l'agent dans le cadre d'une procédure de licenciement pour inaptitude physique. Cela entraine une réintégration au Département de Seine-et-Marne. L'aptitude de l'agent sera alors examinée au regard des fonctions qui pourront lui être proposées par le Département.

4.6 Retraite

L'agent qui remplit les conditions pour bénéficier d'un départ à la retraite formule sa demande 8 mois au minimum avant la date de départ envisagée à la DRH du Département uniquement pour sa retraite CNRACL. Il en informe également la DRH d'Habitat 77 pour l'organisation de son départ.
Il formule, le cas échéant, concomitamment sa demande aux autres caisses de retraite dont il relèverait (CNAV, MSA, RSI…).

4.6.1 Retraite progressive

Le décret relatif à la mise en place du dispositif de retraite progressive est paru au journal officiel le 11 août 2023 pour une mise en application au 1er septembre 2023.

Ce dispositif permet à un agent territorial en fin de carrière, dès lors qu'il remplit les conditions, de partir en retraite progressivement, c'est à dire de percevoir une partie de sa retraite de base tout en poursuivant son activité professionnelle à temps partiel (ou non complet), et ainsi d'acquérir des droits au titre de cette activité jusqu'à la liquidation de sa pension définitive.

La condition d'exercer une activité salariée à temps partiel comprise entre 50% et 90% d'un temps complet n'est pas exigée pour les personnes qui travaillent à temps non complet.
L'agent devra donc formuler à la fois une demande de mise à temps partiel à la DRH d'Habitat 77 et une demande de mise en retraite progressive à la DRH du Département qui se chargera d'établir le dossier auprès de la CNRACL.

Dès lors que les conditions sont remplies, c'est la date de présentation de la demande par la DRH du Département qui déterminera la date d'effet de la retraite progressive, à moins que la date d'effet demandée soit postérieure.

ARTICLE 5 : LES AGENTS MAINTENUS AU SEIN DU DEPARTEMENT

5.1 Pour des raisons liées à la santé

Les agents en disponibilités pour raison de santé, congés de maladie ordinaire continu de 3 mois, congés de longue maladie, congés de longue durée, accidents de service sont maintenus parmi les effectifs du Département jusqu'à ce qu'ils soient aptes à reprendre une activité ou en cas d'inaptitude reconnue, quitte le Département pour une retraite pour invalidité ou un licenciement pour inaptitude physique.

Dans ces cas, le gestionnaire carrière paie de la DRH du Département s'occupera du suivi de la carrière et de la situation médicale des agents. Ces agents seront rémunérés par le Département selon les dispositions règlementaires applicables et la délibération relative au RIFSEEP adoptée le 29 septembre 2022.

Les rémunérations versées pendant les périodes de congés maladie cités précédemment, les frais d'expertises médicales seront facturés à Habitat 77 à raison d'un état annuel établi au début de l'année n+1. Un titre de recettes sera émis à l'encontre d'Habitat 77 par la DRH du Département.

Dans le cas des agents logés, s'ils se trouvent en congé longue maladie ou longue durée, les agents auront été informés trois mois avant la date de leur affectation au département du fait qu'ils devront avoir libéré ledit logement à cette date.

Dès qu'un agent est apte à la reprise du travail, le gestionnaire carrière paie du Département en informe la DRH d'Habitat 77 pour organiser le détachement de l'agent au sein d'Habitat 77.
En cas de refus de l'agent d'être détaché auprès d'Habitat 77 pour occuper un poste adapté à sa santé et à son grade, le Département prendra acte de la démission de l'agent.

5.2 Pour des raisons liées à leur situation administrative (disponibilité, détachement, …)

Un agent fonctionnaire d'Habitat 77, OPH, peut être :

- en disponibilité de plein droit (raisons familiales, exercice d'un mandat d'élu local), discrétionnaire sous réserve des nécessités de service (convenances personnelles, création ou reprise d'entreprise, d'office ou dans l'attente d'une réintégration
- en détachement vers une autre fonction publique, une entreprise, …

Au 1er septembre 2025, ces agents restent agents du Département et leur carrière est prise en charge par le gestionnaire carrière paie de la DRH du Département.

A noter que dans le cas d'une disponibilité pour convenances personnelles, la durée maximale de ce type de disponibilité est de 5 ans renouvelables dans la limite de 10 ans pour l'ensemble de la carrière, à la condition que l'intéressé, au plus tard au terme d'une période de 5 ans de disponibilité, ait été réintégré au moins 18 mois continus dans la fonction publique.

L'agent qui souhaite renouveler sa disponibilité doit adresser un courrier à la DRH du Département 3 mois avant la fin de sa disponibilité.

Pour les fins de disponibilité, l'agent devra informer le Département de son souhait de mettre fin à sa disponibilité en respectant les délais de prévenance, indiqués dans l'arrêté de mise en disponibilité. Les conditions de réintégration se font conformément aux dispositions règlementaires, selon le type de disponibilité.

Dans le cas d'un détachement : à l'issue du détachement de 5 ans, l'agent dont le détachement n'est pas renouvelé est réintégré dans son cadre d'emplois d'origine et réaffecté à la 1ère vacance ou création d'emploi dans un emploi correspondant à son grade au sein du Département.
Si l'agent refuse un emploi proposé, il est placé en disponibilité d'office pour une durée maximale de 3 ans, après avis de la CAP.

S'il n'y a pas d'emploi vacant correspondant à son grade, il est maintenu en surnombre pendant un an. Si à l'issue de ce délai il n'y a toujours pas d'emploi vacant, le fonctionnaire est pris en charge par le Centre de Gestion de Seine-et-Marne (catégories B ou C) ou le CNFPT (catégorie A).

5.3 Pour refus d'être détaché auprès d'Habitat 77

L'agent peut refuser d'être détaché auprès d'Habitat 77. Dans ce cas, le Département lui proposera des postes en cohérence avec le grade qu'il occupe. En revanche, le Département ne garantit pas le niveau de rémunération de l'agent qu'il percevait en tant qu'agent d'Habitat 77, OPH.

En cas de prise en charge par le Centre de gestion de Seine-et-Marne, au terme du maintien en surnombre pendant un an par le Département, le fonctionnaire perçoit :

- 100% de sa rémunération correspondant à l'indice détenu dans son grade la première année.
- La rémunération est réduite de 10% chaque année suivante.

ARTICLE 6: DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est passée pour une durée de trois ans avec une prise d'effet au 1er septembre 2025 Elle peut être renouvelée par tacite reconduction pendant 3 ans dès lors qu'elle a fait l'objet avant son terme d'avenants à l'initiative de l'une ou l'autre des partie portants sur :

- Les éléments financiers ;
- Les modalités de collaboration.

Elle prendra fin automatiquement lorsqu'il n'y aura plus d'agents fonctionnaires, détachés vers la SEM.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant toute saisine de la juridiction compétente pour en connaître, à savoir le Tribunal administratif de Melun.

Le……

Pour le Département de Seine-et-Marne,
Son Président,
Jean-François PARIGI

Pour l'OPH Habitat 77
Son Président
Denis JULLEMIER

Pour la SEM HABITAT 77
Son Président
Jean-Marc CHANUSSOT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/02

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_402H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/02**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : ABREU Emma

OBJET : SEM - HABITAT 77 - Modification de la représentation du Département au Conseil d'administration

En tant que collectivité de rattachement de l'OPH HABITAT 77 et actionnaire majoritaire de la SEM HABITAT 77, le Département doit se prononcer sur la modification de la représentation du Département au Conseil d'administration de la SEM agréée logement social HABITAT 77.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°4/01 A du 28 septembre 2023 portant approbation des statuts et prise de participation du Département de Seine-et-Marne dans le capital social de la SEM Habitat 77,

Vu la délibération n°4/23 du 21 décembre 2023 portant approbation du pacte d'actionnaires,

Vu les statuts de la SEM HABITAT 77,

Vu l'avis de la Commission précitée,

Vu le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

D'approuver la désignation des personnes suivantes, en qualité de représentants du Département au conseil d'administration de la SEM agréée logement social HABITAT 77, à compter de la réalisation de la fusion-absorption entre l'OPH HABITAT 77 et la SEM HABITAT 77:

- Jean-Marc CHANUSSOT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/02

- Bouchra FENZAR-RIZKI
- Denis JULLEMIER
- Cindy MOUSSI-LE-GUILLOU
- Sandrine SOSINSKI
- Véronique VEAU
- Marie-Line PICHERY

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 39

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/02

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme GARREAU Isoline

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 7

M. Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein de la SEM Habitat 77

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI en sa qualité de représentante du Département au sein de la SEM Habitat 77

M. Denis JULLEMIER en sa qualité de représentant du Département au sein de la SEM Habitat 77

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU en sa qualité de représentante du Département au sein de la SEM Habitat 77

Mme Marie-Line PICHERY en sa qualité de représentante du Département au sein de la SEM Habitat 77

Mme Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein de la SEM Habitat 77

Mme Véronique VEAU en sa qualité de représentante du Département au sein de la SEM Habitat 77

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/03

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_403H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/03**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Appel à projets relatif au dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des allocataires du Revenu de Solidarité Active pour la période 2026/2028

Le Département assure l'orientation et l'accompagnement des Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA) conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF).

Pour mettre en place l'accompagnement des ARSA, le Département de Seine-et-Marne s'appuie sur un réseau de référents RSA, en son sein ou au sein de différentes structures partenaires. Leurs interventions sont sollicitées en fonction de la situation de l'allocataire et des freins repérés afin de garantir une prise en charge personnalisée et individualisée.

Ainsi, le Département de Seine-et-Marne a fait le choix de définir trois typologies de parcours :
- un accompagnement professionnel dont la mise en œuvre est assurée par France Travail,
- un accompagnement social réalisé par les travailleurs sociaux des Maisons Départementales des Solidarités (MDS),
- une modalité d'accompagnement socioprofessionnel.

Sur ce dernier volet, le choix du Département a été de faire appel par délégation à un réseau d'associations partenaires sélectionnées dans le cadre d'appels à projets successifs. Le précédent appel à projets étant arrivé à son terme, il vous est proposé de le renouveler.

La loi "pour le plein emploi" promulguée le 18 décembre 2023 est venue modifier le système en place en proposant de nouvelles modalités d'accompagnement des publics éloignés de l'emploi, qu'ils soient ARSA, jeunes ou demandeurs d'emploi et la mise en commun d'outils entre les partenaires du service public de l'insertion et de l'emploi : systèmes d'information, contrat d'engagement, sanctions ou encore mise en place d'heures d'activité.

Ainsi, le nouveau système mis en place suite à l'appel à projets devra permettre à la fois de capitaliser sur les résultats des précédentes périodes de conventionnement et les nouveaux impératifs fixés par la loi.
En synthèse, l'appel à projets propose :
- de renouveler le dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé pour la période 2026 - 2028,

- de dédier un financement prévisionnel maximum de 3 949 000 € à l'accompagnement socioprofessionnel des ARSA,
- de mobiliser 66 professionnels pour mettre en place cet accompagnement,
- de sanctuariser l'expérimentation réalisée en 2024, relative à la mise en place d'une phase de remobilisation à l'entrée dans le parcours,
- d'introduire la possibilité pour les Missions Locales de porter une référence RSA pour une partie du public jeune.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 3211-1 et L. 3211-2,

VU l'article L. 121-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif au rôle des départements dans la définition, la mise en œuvre et la coordination de la politique d'action sociale,

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 46, point d), 149,153, paragraphe 2, point a), 164, 175, paragraphe 3 et 349,

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus,

Vu le Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) no 1296/2013,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques de l'insertion,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), et notamment son article 78,

VU le décret n° 2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du revenu de solidarité active et portant diverses dispositions de coordination,

Vu le Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027,

Vu l'Accord de partenariat France 2021-2027 portant sur les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP du 2 juin 2022,

Vu le classement de la Région Ile-de-France dans la catégorie des régions « les plus développées » de l'Union Européenne avec un taux de cofinancement FSE+ pour la période 2021-2027 plafonné à 40 %,

Vu le courrier de M. le préfet d'Ile-de-France du 1er août 2022, notifiant au Département son statut d'unique organisme intermédiaire du FSE+ 2021-2027, et la dotation du FSE + correspondante,

Vu le Programme national FSE+ validé par la Commission européenne le 28 octobre 2022,

Vu la délibération du Conseil départemental du 15 décembre 2022 approuvant la demande de subvention globale FSE+ pour les années 2022 à 2027

Vu l'avis favorable du Comité régional de Programmation du 7 juin 2023 statuant sur la demande de subvention globale FSE+ présentée par le Département de Seine-et-Marne,

Vu la convention de subvention globale FSE+ octroyée au Département de Seine-et-Marne signée par le Préfet de Région le 21 juin 2023,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/03

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de cahier des charges pour l'appel à projets relatif au dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des Allocataires du Revenu de Solidarité Active.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à lancer l'appel à projets relatif au dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des allocataires du Revenu de Solidarité Active.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/03

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/03

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_403H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

Appel à projets 2026-2028

Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA)

INTITULÉ ET CODE : Ile-de-France_ CD77 OSH - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables ou des exclus. (IDF-OI1451)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Ile-de-France

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Seine-et-Marne

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental de Seine-et-Marne Service Mission Europe

Date de lancement de l'appel à projets : 21/06/2025
Date de clôture de l'appel à projets : 15/08/2025

Le Département de Seine et Marne se réserve la possibilité de prolonger cet appel à projets

Période de réalisation possible de l'opération : du 01/01/2026 au 31/12/2028
Durée minimum de l'opération : 12 mois
Durée maximum de l'opération : 36 mois

Montant total du soutien prévu : 3 949 000 €/an
Montant minimum de l'assiette éligible au FSE+ : 25 000 €
Taux d'intervention FSE+ maximum : 40 %

Toute demande incomplète à la date indiquée ci-dessus sera jugée irrecevable

I. Contexte de l'appel à projets

1) Contexte général

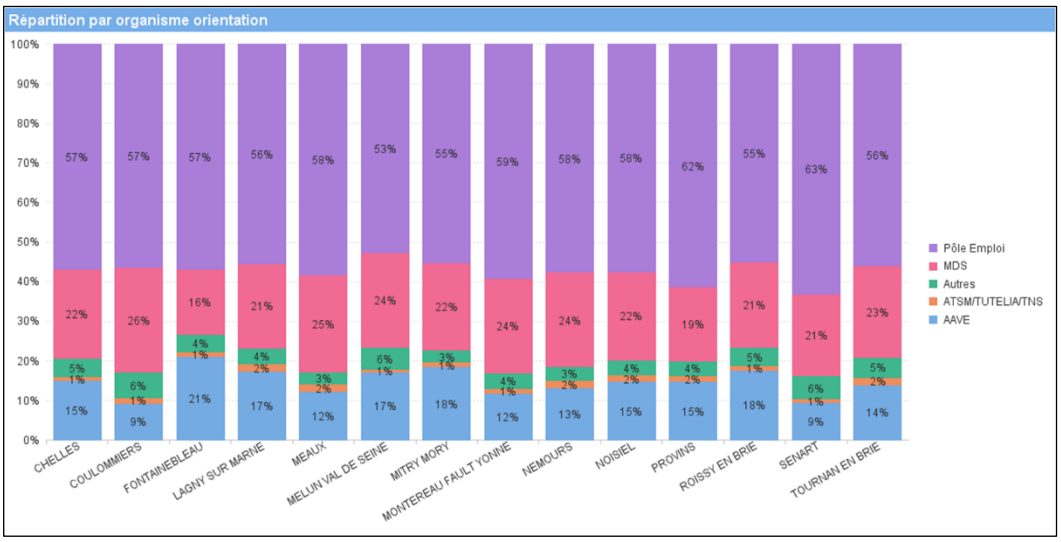
Conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), la mise en œuvre du revenu de solidarité active (RSA) relève de la responsabilité des Départements.

Le RSA a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, de lutter contre la pauvreté et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle. À ce titre, le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne attribue le revenu de solidarité active, versé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) ou la Mutualité Sociale Agricole (MSA). En décembre 2015, l'assemblée délibérante a adopté une politique dite du juste droit en matière d'attribution de cette allocation basée sur plusieurs axes forts qui réaffirmer notamment les droits et devoirs de l'allocataire du RSA.

En outre, l'article L. 262-27 du Code de l'action sociale et des familles dispose que « le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique (…) ». Ainsi et en application de la loi du 1er décembre 2008, les allocataires du revenu de solidarité active (ARSA) sont orientés, à leur entrée dans le dispositif, vers un référent unique en charge de la mise en place d'un accompagnement individuel personnalisé. Pour mettre cet accompagnement en place, le Département de Seine-et-Marne s'appuie sur un réseau de référents RSA en son sein ou au sein de différentes structures partenaires. Leur intervention est sollicitée en fonction de la situation de l'allocataire et des freins repérés afin de garantir une prise en charge personnalisée et individualisée. Ainsi, le Département de Seine-et-Marne a fait le choix de définir trois typologies de parcours :

- Un accompagnement professionnel dont la mise en œuvre est assurée par France Travail ;
- Un accompagnement social réalisé par les travailleurs sociaux des Maison Départementales des Solidarités (MDS)
- Une modalité d'accompagnement socioprofessionnel assuré par des associations partenaires faisant l'objet du présent appel à projets.

En mars 2025, 31 036 allocataires étaient présents dans le dispositif RSA Seine-et-Marnais, leur accompagnement était décomposé de la façon suivante :



La loi pour le plein emploi promulguée le 18 décembre 2023 est venue modifier le système en place en proposant de nouvelles modalités d'accompagnement des publics éloignés de l'emploi qu'ils soient ARSA, jeunes ou demandeurs d'emploi et la mise en commun d'outils entre les partenaires du service public de l'insertion et de l'emploi : systèmes d'information, contrat d'engagement, sanctions ou encore mise en place d'heures d'activité.

2) Contexte relatif à l'accompagnement socioprofessionnel territorialisé

Le Département s'appuie sur un réseau de partenaires associatif afin de déployer l'accompagnement socioprofessionnel depuis une trentaine d'années. Cet accompagnement socioprofessionnel est dit "territorialisé" car il est découpé selon la cartographie des Maisons Départementales des Solidarités (MDS) :



L'accompagnement socioprofessionnel territorialisé tel qu'il est porté aujourd'hui par les associations d'accompagnement vers l'emploi (AAVE) se décline de la façon suivante :

- Une file active de 120 suivis (à +/- 10 %) par référent ;
- Un accueil de proximité à raison d'un rendez-vous tous les deux mois minimum (en présentiel ou non) ;
- Un accompagnement combinant travail à la levée des freins et accompagnement vers l'emploi ;
- Un objectif de sorties dynamiques de 30% ;
- Un accompagnement limité à 36 mois avec une phase de remobilisation de 24 à 36 mois dit accompagnement différencié. L'accompagnement différencié correspond à un accompagnement renforcé à l'issue de 24 mois de parcours afin de travailler de façon intensive à la sortie de l'accompagnement AAVE.

Ainsi, la modalité d'accompagnement socioprofessionnelle permet de faire la jonction entre l'accompagnement social dispensé par les travailleurs sociaux du Département et l'accompagnement professionnel proposé par France Travail. Cet accompagnement repose sur un accompagnement individuel combiné à la mobilisation des actions d'insertion proposées par le Département et ses partenaires et à des temps collectifs.

Par ailleurs, la mise en place de parcours socioprofessionnels est encouragée dans le cadre de la loi « Plein Emploi » et l'État a attribué au Département des crédits afin de renforcer les moyens dédiés à ces accompagnements : ainsi le Département a expérimenté la mise en place de conseillers en insertion socioprofessionnelle dédiés au renforcement du collectif au sein des AAVE dédiés à la conception et l'animation d'ateliers collectifs (en complémentarité des offres locales), avec 3 objectifs principaux :

- Proposer des ateliers aux ARSA répondant aux besoins / freins repérés
- Mettre en mouvement les ARSA dès de début de leur parcours d'insertion
- Amorcer une montée en charge du nombre d'heures d'activité

Face à ces constats, le Département a la volonté de poursuivre la mise en œuvre de son dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des allocataires du RSA dans le cadre d'un nouvel appel à projets. Compte tenu des évolutions apportées au dispositif ces dernières années, notamment sur :

- Des niveaux de file active / ETP conforme à un objectif d'accompagnement renforcé ;
- Un meilleur ciblage du public orienté vers les AAVE ;
- Une animation renouvelée par le Département ;

Le Département sera particulièrement attentif dans le cadre du présent appel à projets à :

- La qualité et d'intensité d'accompagnement délivrée ;
- L''accès et le retour à l'emploi des allocataires du RSA au travers d'un accompagnement intensif dès l'entrée dans les files actives.

Enfin, dans le cadre de la Loi pour le Plein Emploi, de nouvelles modalités d'orientation ont ouvert la possibilité pour le Département d'orienter directement des jeunes ARSA vers les Missions Locales. Dans ce cadre, un axe spécifique de cet appel à projet vise le public jeune et la mise en place de parcours d'accompagnement socioprofessionnels au sein des Missions Locales.

En synthèse, le présent appel à projets s'inscrit dans la volonté du Conseil départemental de poursuivre le dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des publics concernés. En effet, un nombre croissant d'allocataires du RSA se trouvent dans des situations d'éloignement durable du marché du travail, qui affectent leurs compétences professionnelles et leur capacité à s'engager dans un parcours d'insertion pérenne. Il est donc nécessaire de continuer à mettre en œuvre un accompagnement socioprofessionnel adapté à leurs besoins, ainsi qu'aux ressources disponibles localement en Seine-et-Marne, qui puisse s'articuler avec l'offre de service d'insertion de droit commun. Par ailleurs, cette démarche participant à l'inclusion sociale et au retour à l'emploi durable des allocataires du revenu de solidarité active, le Département souhaite lancer cet appel à projets dans le cadre du fonds social européen (FSE). Depuis le 28 septembre 2015 le Département est devenu organisme

intermédiaire (OI) dans le cadre d'une délégation de gestion des crédits du FSE par l'État (subvention globale).

II. Contenu de l'appel à projet

A) Missions en lien avec le versement de l'allocation RSA

Les projets candidats devront mettre en œuvre les missions suivantes dans le cadre de la référence unique du Revenu de Solidarité Active (RSA) :

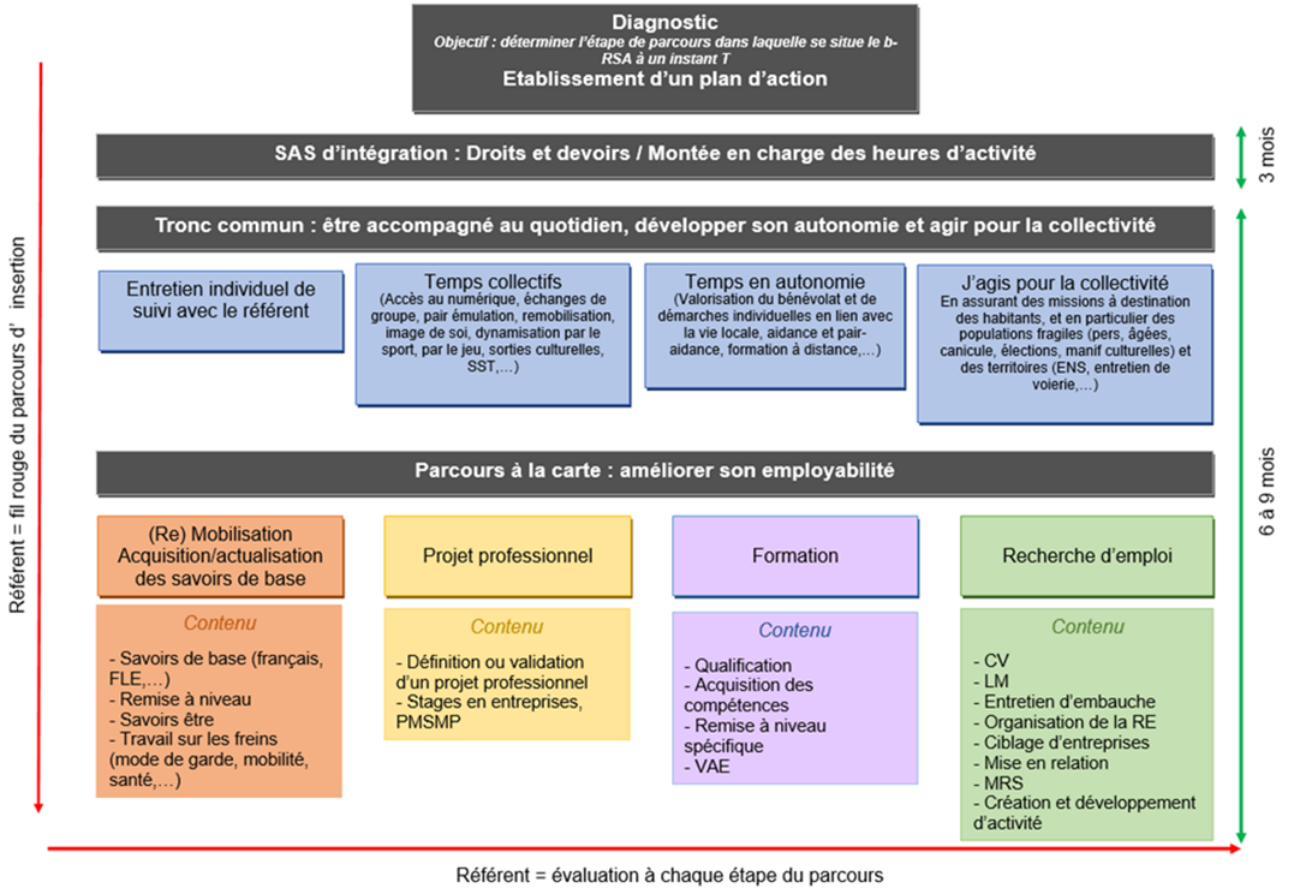
- *Information des allocataires* : dès l'entrée dans le dispositif d'accompagnement, informer les allocataires du RSA sur les droits et devoirs liés à cette aide publique, sur les modalités de l'accompagnement proposé ;
- *Diagnostic des situations individuelles* : diagnostiquer les besoins des allocataires du RSA et définir ainsi les potentiels et les freins à l'emploi des usagers ;
- *Parcours d'accompagnement* : définir avec l'usager un parcours d'accompagnement adapté à ses besoins, précisant les finalités ainsi que la temporalité de son suivi ;
- *Contractualisation* : assurer la formalisation des démarches d'insertion pour lesquelles l'allocataire du RSA s'engage et contractualiser chaque étape de parcours dans le cadre juridique du contrat d'engagement ;
- *Prescription* : proposer aux allocataires du RSA une prescription adaptée vers les outils d'insertion, soit du Département, soit de droit commun, soit interne ou partenarial et s'assurer de leur adhésion ainsi que de leur participation à l'action. En assurer le suivi et le bilan à la fin de l'action ;
- *Réorientation* : proposer la réorientation vers un autre référent unique lorsque nécessaire ;
- *Sanction* : proposer la suspension de l'allocation à l'équipe pluridisciplinaire du territoire concernée lorsque l'allocataire du RSA n'adhère pas aux démarches proposées et/ou ne respecte pas ses obligations ou ses engagements contractualisés.

B) Modalités d'accompagnement attendues

Dans ce contexte d'intervention, les projets déposés devront prévoir :

- La proposition d'une étape de diagnostic et d'évaluation des besoins lors du premier contact avec l'allocataire du RSA visant à projeter une démarche d'accompagnement, dans ce cadre l'utilisation des outils unifiés proposés dans le cadre de la Loi Plein emploi sera privilégiée ;
- Les modalités de contractualisation avec les allocataires du RSA en déclinant les démarches à réaliser ainsi que les temporalités en fonction de différentes étapes de parcours. L'enjeu est de contractualiser rapidement sous 1 mois après l'orientation et le plus massivement possible, en privilégiant les contrats courts (dans l'idéal 6 mois) ;
- La mise en place d'une phase de (re)mobilisation à l'entrée dans le parcours alliant des rendez-vous individuels et des temps collectifs afin de mettre en place un accompagnement renforcés sur les 3 premiers mois de parcours ;
- Les modalités d'accompagnement prévues tout au long du parcours tant sur le volet individuel que sur le volet collectif. À ce titre, une attention particulière sera portée à la façon dont les opérateurs envisagent de mobiliser les actions d'insertion proposées par le Département et ses partenaires et le développement de périodes de mise en situation en milieu professionnel ;
- Une réévaluation des objectifs d'accompagnement tous les 6 mois, avec une durée d'accompagnement envisagée de 24 mois maximum.

A titre d'illustration, le schéma ci-après présente différentes pistes de travail que les candidats pourront explorer :



C) Pilotage

Afin de contribuer au bon déroulement des projets, le Département de Seine-et-Marne propose de mettre à disposition ses outils en lien avec le RSA :

- Ses systèmes d'information afin de permettre le suivi des usagers accompagnés dans le cadre du RSA. Cette ouverture concerne uniquement les outils nécessaires au suivi de parcours de ces allocataires (logiciels métiers, espaces de partage de données…). Ainsi, les projets retenus devront ainsi assurer la saisie systématique et pour chaque personne accompagnée, des informations principales liées au parcours d'insertion (attribution du référent unique réalisant le suivi personnalisé, réalisation des rendez-vous, des étapes et des objectifs, proposition des sanctions) et à la fin d'accompagnement (lorsque la personne sort du dispositif RSA ou est réorientée) dans le logiciel du Département ou dans leur outil interne si celui communique avec le SI du Département via le Système d'Information Plateforme dont le déploiement est prévu dans le cadre de la Loi Plein Emploi.
- La capacité de prescrire des périodes de mise en situation en milieu professionnel dans le cadre d'une délégation de compétence du Département qui fera l'objet d'une convention spécifique.

L'animation du dispositif sera assurée par le Département qui organisera :

- Un comité de suivi départemental par an,
- Des points techniques réguliers
- Des rencontres techniques trimestrielles regroupant les différents porteurs

D) Modalités de suivi :

Pendant la réalisation du projet, l'activité sera suivie à partir des indicateurs suivants :

Indicateurs d'activité :

- Nombre de personnes orientées (flux mensuel) ;
- File active de suivi par territoire et par référent
- Nombre de rdv par équivalent temps plein (ETP) et délai moyen entre deux rendez-vous
- Nombre d'ateliers ou de rendez-vous collectifs
- Taux d'absentéisme aux rendez-vous

Indicateurs de résultat :

- Taux de référencement
- Taux de contractualisation
- Délais de contractualisation entre l'orientation et la signature du Contrat d'engagement professionnel
- Nombre de prescriptions sur les actions et les dispositifs mis à disposition par le Département
- Nombre de réorientations proposées à l'équipe pluridisciplinaire territoriale
- Nombre de suspensions proposées à l'équipe pluridisciplinaire territoriale
- Durée moyenne d'accompagnement

Indicateurs d'impact :

- Nombre et nature des sorties en emploi durable, emploi de transition, emplois aidés et formation.

III. Eligibilité des porteurs et des projets

A) Organismes bénéficiaires **:**

Le présent appel à projets s'adresse à tous les acteurs de l'emploi et de l'insertion mettant en œuvre des actions pour des personnes éloignées de l'emploi notamment les allocataires du RSA (associations, organismes de formation, fédérations, ou toutes autres structures intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle).

B) Public cible :

Allocataires du RSA résidant sur le département de Seine-et-Marne et orientés par le Département.

C) Territoire concerné :

Le territoire d'intervention concerné par l'appel à projets est l'ensemble du territoire de la Seine-et-Marne. Les projets candidats devront ainsi préciser le ou les territoire(s) d'intervention choisi(s) et pourront proposer d'intervenir sur plusieurs territoires.

Deux axes de candidatures sont proposés :

- Un axe autour de l'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des ARSA dont le découpage correspond aux territoires des MDS ;
- Un axe autour de l'accompagnement du public jeune ARSA dont l'accompagnement est assuré par les Missions Locales du territoire et dont le découpage correspond à celui des Missions Locales.

D) Période de réalisation

La période de réalisation devra être précisée dans la réponse des candidats et devra obligatoirement se situer entre le 1er janvier 2026 et le 31 décembre 2028.

Une convention initiale de 12 mois sera signée pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026 et pourra être prolongée deux fois par voie d'avenant.

E) Obligations de publicité :

Les porteurs de projets dont les dossiers seront retenus sont soumis à l'obligation de publicité du soutien du Conseil départemental notamment par l'apposition de ses logos sur les documents utilisés dans le cadre de l'opération et du FSE pour les porteurs retenus au titre de l'axe 1.

IV. Modalités de financement

A) Financement

Le financement des projets se décompose de la façon suivante :

Pour l'axe 1 : un financement de 56 500 € par ETP d'accompagnement pour un montant total global de 3 729 000 €.

Compte tenu des missions et des objectifs assignés à cet accompagnement, la capacité d'accompagnement est évaluée de la manière suivante sur chaque territoire de MDS :

- Un public potentiel à accompagner estimé à hauteur de 20 % des allocataires du RSA du territoire (soit 6 000 sur l'ensemble du département)
  - Un ratio d'accompagnement à hauteur de 105 suivis / ETP d'accompagnement (+ ou – 10%) devant permettre *1 rendez-vous tous les mois, alternant 1 rendez-vous physique tous les 2 mois, 1 rendez-vous téléphonique tous les 2 mois*
  - Des moyens humains dans le cadre de la mise en œuvre du volet collectif.

Ainsi, l'estimation du nombre de postes d'ETP nécessaires par territoire se décompose de la façon suivante :

Territoire	Nombre d'équivalents temps pleins dédiés à l'accompagnement individuel	Nombre d'équivalents temps pleins dédiés à l'accompagnement collectif	TOTAL
Chelles	3	1	**4**
Coulommiers	3	1	**4**
Fontainebleau	3	1	**4**
Lagny-sur-Marne	5	1	**6**
Meaux	5	1	**6**
Melun	8	1	**9**
Mitry-Mory	4	1	**5**
Montereau-Fault-Yonne	3	1	**4**
Nemours	2	1	**3**
Noisiel	4	1	**5**
Provins	3	1	**4**
Roissy-en-Brie	3	1	**4**
Sénart	3	1	**4**
Tournan-en-Brie	3	1	**4**
TOTAL	**52**	**14**	**66**

L'axe 1 est cofinancé par le Fonds Social Européen, les obligations relatives à ce cofinancement sont déclinées en annexe du présent appel à projets. Les projets comportant des dépenses de personnel et/ou de fonctionnement, et des dépenses de prestations (sans que ce soit le principal poste de dépenses), le forfait "40%" sera a priori privilégié dans le cadre de la demande de subvention mais les porteurs sont invités à se rapprocher de la Mission Europe pour toute demande complémentaire.

Pour l'axe 2 : un financement forfaitaire de 20 000 € maximum par territoire pour un montant global de 220 000 €.

Compte tenu des nouvelles modalités d'orientations prévues dans le cadre de la Loi pour le Plein Emploi, le Département peut orienter du public ARSA de moins de 26 ans directement vers les Missions Locales. À ce titre, il est à noter que l'accompagnement ne concerne pas l'ensemble des ARSA de moins de 26 ans du territoire concerné mais seulement certains profils dont la situation pourrait-être compatible avec un accompagnement par la Mission Locale.

Les modalités d'accompagnement correspondent aux attendus décrits de la partie "II-Contenu de l'appel à projets" du présent document.

Un volume annuel estimé à une centaine de jeunes par territoire est envisagé.

Cet axe ne fait pas l'objet d'un cofinancement du Fonds Social Européen, les modalités de candidatures sont précisées aux points suivants.

V. Contenu de la demande

A) Format de demande de financement :

Modalités de dépôt de la demande de subvention :

Pour l'axe 1

Les demandes doivent être saisies et transmises sur le portail dématérialisé "Ma Démarche FSE+" au cours de la période d'ouverture de l'appel à projets. Seules les demandes de financement déposées dans "Ma Démarche FSE+" avant la date de clôture soit avant le 15 août 2025 seront examinées. (Toute demande incomplète à la date indiquée ci-dessus sera jugée irrecevable) Les projets déposés par un consortium d'acteurs ne pourront pas être éligibles. Il convient de contacter la Mission Europe afin de définir le montage le plus adapté.

L'action ne doit pas être achevée au moment du dépôt de la demande de financement.

Un accusé de réception automatique est généré et transmis au porteur de projet lors de l'envoi du dossier attestant de sa date de dépôt et de sa transmission au service gestionnaire.

Pour l'axe 2 :

Les porteurs de projets devront déposer une demande de subvention en utilisant le formulaire de demande joint en annexe du présent appel à projets.

La demande doit être transmise par mail à DIHCS-AAP@departement77.fr, **au plus tard le 15 août 2025.**

Pour l'ensemble des axes :

La demande de financement devra détailler :

Méthodologie et contenu du projet :

- La compréhension de l'appel à projets et son contexte ;
- Les caractéristiques du public auquel l'opération s'adresse ;
- Les objectifs de l'opération ;
- La méthodologie proposée pour :

- Le diagnostic d'entrée ;
- Le déroulement pédagogique de différents parcours d'accompagnement, notamment individuel et collectif ;
- L'organisation et la fréquence des rendez-vous ;
- L'articulation des outils pédagogiques et des actions mises en œuvre ;
- Les modalités de contractualisation à chaque étape de parcours ;
- L'articulation des moyens d'insertion mobilisables ;

Organisation dédiée de la prestation :

- La qualité et le nombre des intervenants pressentis dans le cadre de l'accompagnement (curriculum vitae, compétences, expériences, exemples d'intervention dont l'objet est en lien avec l'appel à projets) en distinguant le personnel dédié à l'accompagnement et le personnel dédié aux tâches administratives ;
- Le nombre prévisionnel de personnes pouvant être suivies en file active par mois (répartition par référent). Il sera recherché de se rapprocher d'un niveau de file active de l'ordre de 105 suivis par référent.
- La liste des locaux permettant au porteur d'intervenir sur le département et les territoires d'intervention prévus.

VI. Critères d'appréciation des projets

Les projets seront analysés selon des critères qui permettront d'évaluer la qualité du dossier et la conformité aux objectifs de l'appel à projets ainsi que la capacité du porteur à atteindre les objectifs qu'il s'est fixé, à savoir :

- La qualité technique du projet : contenu pédagogique, modalités de mise en œuvre détaillées (outils pédagogiques …), faisabilité et simplicité de mise en œuvre, caractère innovant de l'action ;
- La capacité d'animation et la qualité des partenariats locaux réunis autour du projet ;
- L'expérience et l'expertise de l'opérateur dans le domaine ciblé (qualification des personnels) ;
- Les moyens matériels mis en œuvre pour la réalisation de l'action (locaux en termes de conditions matérielles et d'accessibilité, outils informatiques, ...)
- La stratégie de communication prévue, respect des logos, les partenaires locaux mobilisés ;
- La capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer une bonne gestion par exemple :
  - Présence d'un calendrier de réalisation réaliste et pertinent,
  - Structuration des actions du projet. Durée de chaque étape, précision des contenus (ex : accompagnement individuel ou collectif, ...),
  - Capacité à réaliser des données statistiques en vue d'une évaluation ;
- La pertinence du budget prévisionnel au regard de l'action ;

VII. Contacts

☞ Sandrine POLVORÉDA – Direction de l'insertion de l'habitat et de la cohésion sociale
06 80 05 83 83 – sandrine.polvoreda@departement77.fr

☞ Louise FEL CHAMPENOIS – Mission Europe
01 64 14 70 66 - louise.fel-champenois@departement77.fr

Annexe – Dispositions spécifiques au cofinancement du Fonds Social Européen

Le Fond Social Européen Plus (FSE+) a pour objectif d'aider les États membres et les régions à atteindre des niveaux d'emploi élevés, à assurer une protection sociale équitable, à disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et résiliente préparée au monde du travail futur et à créer des sociétés inclusives et cohésives visant à éradiquer la pauvreté et à mettre en œuvre les principes énoncés dans le socle européen des droits sociaux.

À l'échelle de l'Union européenne, le FSE+ 2021-2027 est doté de 99,3 milliards d'euros.

En France, la gestion du FSE+ est partagée entre les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes opérationnels régionaux, et l'État dont le Programme national "Emploi Inclusion Jeunesse Compétences" est mis en œuvre par le Ministère du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion via un volet central et des volets déconcentrés.

Ces derniers sont confiés aux Préfets de région qui eux-mêmes délèguent aux Organismes Intermédiaires compétents, dont notre Département, l'essentiel du volet Inclusion.

Les Départements sont des acteurs essentiels de l'aide et de l'action sociale en France puisqu'ils interviennent auprès des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, pour la protection de l'enfance mais aussi pour l'insertion professionnelle et sociale.

En tant que chef de file des solidarités et en particulier en matière d'insertion sociale et professionnelle, les domaines de compétences dévolus par la loi aux Départements correspond à la priorité 1 et en partie à la priorité 2 du nouveau programme national FSE + pour la période 2021-2027.

Le Département de Seine et Marne, en qualité d'organisme intermédiaire, s'est vu confier une enveloppe de crédits délégués d'un montant de 15 346 902,16 euros permettant la sélection d'opérations éligibles déployées sur son territoire sur la programmation FSE+ 2021 2027.

Le Département soutient et accompagne les Seine-et-Marnais en grandes difficultés. En collaboration étroite avec ses partenaires sur tout le territoire, il met en place des actions et des dispositifs d'insertion permettant aux personnes de sortir de la précarité, en particulier par un retour à l'emploi.

Le présent AAP concerne :

- La priorité n°1 du programme national "Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus"
- L'objectif spécifique H : les actions menées au sein des opérations financées doivent favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Il est doté d'une enveloppe d'un montant maximal de 6 300 000,00 €.

A) CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

Priorité d'investissement 1

Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Contexte de l'objectif spécifique

Les crises sanitaire et économique ont révélé des besoins nouveaux en matière d'insertion vers l'emploi. Les politiques de l'insertion au niveau local comme national demandent aujourd'hui une coordination et une approche nouvelle des publics qui se trouvent en marge de la crise sanitaire et économique, affaiblis et plus nombreux aux portes des services publics.

L'enjeu premier est bien, au vu de ces différents constats, de proposer une réponse complète à l'usager quelles que soient ses problématiques ou son lieu de résidence sur le territoire.

Afin de répondre à ces enjeux, le Département de Seine-et-Marne s'est engagé dans une démarche de coordination des acteurs afin d'atteindre une politique de l'insertion plus lisible, plus en complémentarité, plus efficiente, plus réactive face aux nouveaux défis qui ne manqueront pas d' apparaître : crise sanitaire et économique qui impacte l'emploi et grossit le nombre des bénéficiaires de R.S.A., situation de plus en plus préoccupante et précaire du public jeune, difficulté des publics en situation de handicap.

Objectifs

- Soutenir l'accompagnement et l'insertion professionnelle des publics via des dispositifs partenariaux ciblés sur certains territoires dans lesquels des difficultés sociales sont repérées.
- Promouvoir l'emploi dans les filières en tension (difficultés de recrutement)
- Favoriser la mise en situation professionnelle des publics en insertion afin de les insérer plus facilement et de manière progressive
- Favoriser l'accès à l'emploi via des ateliers de remobilisation, de levée des freins à l'emploi et tendant vers l'autonomisation de la personne dans le cadre de ses démarches d'insertion.

Actions visées

- Actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social, pouvant comprendre :
  - Le repérage, l'orientation et l'accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (hors actions de formation) : premier accueil, diagnostic social et professionnel, caractérisation des besoins, définition du projet professionnel, actions de remobilisation, de valorisation des compétences (dont VAE), mise à l'emploi pendant le parcours, suivi durant le parcours notamment grâce à des « référents de parcours », appui intensif, actions de préparation opérationnelle à l'emploi, etc.
  - la levée des freins : soutien et accompagnement dans les domaines de la mobilité, l'accueil /garde collective des jeunes enfants notamment aux horaires atypiques, l'accès aux droits, l'accès aux soins y compris psychologiques, et la prise en charge des addictions, accès au logement et maintien dans le logement, aide matérielle ou financière nécessaire à l'accès à l'emploi ; accompagnement dans l'aptitude à mener des démarches en ligne (insertion numérique). Dans le cadre d'un accompagnement ce soutien peut prendre la forme d'une prise en charge de frais et d'aides financières ponctuelles (hors allocations et hors loyer).

- la coordination des acteurs dans l'accompagnement des personnes suivies, l'animation territoriale, l'ingénierie de projets et de parcours, ainsi que le suivi des parcours, y compris par le développement, le déploiement, la mise en réseau et la mise à jour technologique de systèmes d'information.

❖ Impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources ou d'accompagnement par les partenaires sociaux. Ces actions peuvent notamment concerner les thématiques suivantes :
- évolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi ;
- appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc.), leur capitalisation et leur essaimage ;
- développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et la commande privée (dont clauses sociales) ;
- lutte contre les discriminations ;
- coordination de la relation aux employeurs.

❖ Actions visant à soutenir le développement durable de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant) pouvant comprendre :
- Le développement de l'accompagnement des personnes en insertion dans une structure de l'insertion par l'activité économique vers l'emploi ;
- L'appui aux réseaux, à la professionnalisation, à la consolidation du maillage territorial, à l'amélioration des pratiques et à la formation des salariés encadrants des structures de l'IAE en lien avec le financement des têtes de réseau nationales.

❖ Favoriser l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie de longue durée, notamment l'appui aux entreprises adaptées, à la fluidité des parcours, l'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, l'appui aux entreprises et la coopération des acteurs.

B) RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

Textes de référence

❖ Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

❖ Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

❖ Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1) Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2) Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3) Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l' emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché Page 8 sur 19 du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l' accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est géré à travers des programmes de sept ans, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles…) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs…) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;

Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1) Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2) Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3) Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4) Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important ».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1) L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2) Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029. Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3) […] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme. Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4) Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5) Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6) Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7) Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission. […]

8) Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9) Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants :
    a) soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union ;
    b) soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1) Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l' article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Page 12 sur 19 2. Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2) Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion :
    a) veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme ;
    b) veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante ;
    c) veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs ; […]
    d) vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté ;
    e) s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention ; […]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

C) RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Priorité 1 : Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables ou des exclus. OSH : inclusion active vers l'emploi.

Critères spécifiques de sélection des opérations

Le FSE+ intervient en complément des financements nationaux et ne s'y substitue pas. Les projets sélectionnés peuvent recevoir à la fois un financement national (contreparties nationales) et européen (FSE+).

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le programme national du FSE+ 2021-2027.

Les demandes de subventions doivent être déposées sur la plateforme nationale de gestion des subventions FSE + : Ma démarche FSE +.

Les dossiers déposés complets et recevables seront instruits. Le projet fera l'objet d'un examen sur sa recevabilité (complétude).

Règles d'éligibilité du programme

- Les opérations respectent le principe d'éligibilité temporelle et géographique
- Les dépenses valorisées respectent les règles européennes et nationales ([…], respect des règles de la commande publique, de la règlementation des aides d'Etat, de l'absence de double financement etc.)

Critères locaux de priorisation

- Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire
- L'adéquation entre la capacité financière et l'envergure du projet
- La complémentarité et la cohérence avec la stratégie d'intervention d'un autre service de l'organisme intermédiaire
- Le service gestionnaire pourra solliciter des précisions auprès des candidats.

Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses notamment si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).

Qualification des dépenses directes de personnel

Les dépenses directes de personnel autorisées au titre de l'appel à projets correspondent aux personnels affectés en priorité à temps fixe par mois sur l'opération FSE+, soit que la totalité de leur temps de travail est dédiée à la mise en œuvre du projet (temps plein) soit qu'ils sont affectés sur des plages fixes préalablement identifiées. La justification du temps passé se fait simplement par la fiche de poste ou la lettre de mission spécifiant l'affectation du salarié à temps complet sur le projet FSE+.

Dès lors que le personnel affecté à temps partiel intervient sur un temps mensuellement fixe, la production d'une lettre de mission stipulant la quotité de travail dédiée à la mise en œuvre de l'opération cofinancée en pourcentage et les jours dédiés est suffisante. Pour les personnes à temps

partiel non mensuellement fixes sur l'opération des feuilles de temps décrivant les activités en lien avec l'opération seront exigées.

- affectés au moins à 10 % de leur temps de travail sur l'opération, quelle que soit la quotité de travail prévue au contrat de travail. Hors temps partiel à temps mensuellement fixe, les heures affectées à l'opération doivent être détaillées quotidiennement. La production de fiches temps, récapitulatives des heures datées et signées de façon hebdomadaire ou au minimum mensuellement par le salarié et son responsable hiérarchique ou, des extraits de logiciels de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération, constituent les justificatifs du temps affecté à l'opération.
- assurant des missions opérationnelles ayant un lien immédiat avec l'opération. Les fonctions transversales, fonctions supports ou fonctions de direction (comptabilité, accueil tout public, secrétariat, fonctions managériales, coordination d'équipe, contrôle de gestion, contrôle interne, …) ne seront valorisables en dépenses directes que si elles sont rattachables directement à l'opération via des justificatifs probants.
- ne dépassant pas, en ce qui concerne le niveau de salaire d'un agent affecté à l'opération, un plafond de 100 000 euros de dépenses pour une rémunération en coût brut chargé.

Les dépenses des personnels ne répondant pas à ces quatre conditions sont couvertes dans le cadre des coûts restants pris en charge par le forfait retenu.

- Dépenses directes de fonctionnement : sont éligibles les dépenses directement liées et nécessaires à l'opération, c'est-à-dire qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE+ et doivent faire l'objet d'une mise en concurrence ;
- Dépenses directes de prestations externes : elles doivent obligatoirement faire l'objet d'une mise en concurrence règlementairement adaptée selon le statut de la structure.

Pour les opérations de moins de 200 000 € une OCS est obligatoire selon le principe suivant : « Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel (Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est « aides de minimis ». Concernant les forfaits, le choix du forfait dépend du type de projets :

- pour les projets comportant uniquement des dépenses de personnel, le profil « 15% » doit être sélectionné
- pour les projets pour lesquels les dépenses de prestations constituent le principal poste de dépenses, le profil " 7%" doit être sélectionné
- pour les projets comportant des dépenses de personnel et/ou de fonctionnement, et des dépenses de prestations (sans que ce soit le principal poste de dépenses), le profil "40%" doit être sélectionné

Les porteurs de projets devront annexer à leur demande de subvention une déclaration d'absence de conflits d'intérêt (D.A.C.I.) datée et signée par laquelle ils reconnaissent :

- n'être affecté(e) par aucun conflit d'intérêts dans le cadre du projet. Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs ;
- s'engager à faire connaître à la Mission Europe du Conseil Départemental de Seine et Marne, sans délai, toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts ;
- ne pas avoir consenti, recherché, cherché à obtenir, ou accepter, d'avantage financier ou autre, en faveur ou de la part d'une quelconque personne constituant une pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en tant qu'incitation ou récompense liée au présent projet.

D) OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

- Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :
  a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
  b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
  c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
     i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
     ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
  d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
  e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action.

Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final. Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/04

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_404H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/04**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Fonds Social Européen plus (FSE+) - Dispositifs d'insertion - Retrait de la délibération N° CD-2024/11/15-4/02 concernant des avenants pour l'année 2024 et reprogrammation des actions pour 2024 et 2025 via une nouvelle convention FSE+. Programmation d'autres dispositifs pour l'année 2025.

Pour éviter un problème de non-conformité des procédures d'avenants de prolongation pour l'année 2024 au regard des nouvelles procédures liées au FSE+, il convient de procéder au retrait de la délibération prise le 15 novembre 2024 par l'assemblée départementale et de reprogrammer le cofinancement du FSE + de ces actions pour l'année 2024 mais également de programmer l'année 2025. Les actions concernées relèvent du dispositif d'accompagnement vers l'emploi (AVE) ainsi qu'une action de levée de freins à l'emploi (bilans psycho-sociaux). Par ailleurs, suite à un appel à projets FSE+ concernant d'autres dispositifs d'insertion pour l'année 2025, il vous est proposé d'acter le cofinancement des actions de soutien aux clauses d'insertion, aux plans locaux à l'insertion et l'emploi (PLIE), et aux actions favorisant l'accès à l'emploi direct ou la mise en situation professionnelle pour les personnes bénéficiaires du RSA.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 46, point d), 149, 153, paragraphe 2, point a), 164, 175, paragraphe 3 et 349,

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus,

Vu le Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) no 1296/2013,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article 5,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/04

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), et notamment son article 78,

Vu le Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027,

Vu l'Accord de partenariat France 2021-2027 portant sur les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP du 2 juin 2022,

Vu le classement de la Région Ile-de-France dans la catégorie des régions « les plus développées » de l'Union Européenne avec un taux de cofinancement FSE+ pour la période 2021-2027 plafonné à 40 %,

Vu le courrier de M. le préfet d'Ile-de-France du 1er août 2022, notifiant au Département son statut d'unique organisme intermédiaire du FSE+ 2021-2027, et la dotation du FSE + correspondante,

Vu le Programme national FSE+ validé par la Commission européenne le 28 octobre 2022,

Vu la délibération du Conseil départemental n° du 15 décembre 2022 approuvant la demande de subvention globale FSE+ pour les années 2022 à 2027

Vu la convention de subvention globale FSE+ octroyée au Département de Seine-et-Marne signée par le Préfet de Région le 21 juin 2023,

Vu la délibération du Conseil départemental n° CD-2023/06/23-4/06 B du 23 juin 2023 approuvant la programmation FSE des actions du dispositif AAVE et insertion socio-professionnelle pour 2022 et 2023

VU la délibération du Conseil départemental n° 4/4 en date du 8 décembre 2023 approuvant les avenants à la convention de partenariat relative à la réalisation des actions d'insertion pour les Allocataires du R.S.A. (A.R.S.A.) en Seine-et-Marne au titre de l'année 2024,

VU la délibération du Conseil départemental n° 4/21 en date du 8 décembre 2023 approuvant l'avenant n°3 à la convention relative au dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé pour l'année 2024,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 en date du 21 décembre 2023 approuvant le budget primitif du Département pour l'année 2024,

VU la délibération n° CD-2024/11/15-4/02 en date du 15 novembre 2024 approuvant les Avenants de prolongation relatifs aux conventions du dispositif d'accompagnement vers l'emploi et des actions pour l'insertion professionnelle pour l'année 2024.

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 en date du 3 avril 2025 approuvant le budget primitif du Département pour l'année 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : de procéder au retrait de la délibération n° CD-2024/11/15-4/02 autorisant la programmation des avenants de prolongation du FSE+ et d'approuver l'annulation desdits avenants ainsi que la déprogrammation des

montants du FSE+ correspondants à hauteur de 1 164 612,35 € tels que détaillés en annexe n° 1 à la présente délibération.

Article 2 : d'annuler l'avenant n°6 à la convention entre le Département et l'association « Travail Entraide » dans le cadre de l'action « Rallye Emploi » validé par l'Assemblée départementale du 8 décembre 2023 et d'approuver en lieu et place l'avenant 6 bis tel que joint en annexe n°2 de la présente délibération qui entérine l'absence de cofinancement du FSE+ pour l'année 2024.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département l'avenant 6 bis à la convention visé à l'article ci-dessus.

Article 4 : d'annuler l'avenant n°3 à la convention entre le Département et l'association « ODE » dans le cadre du Dispositif d'accompagnement socio-professionnel territorialisé des allocataires du Revenu de Solidarité Active validé par l'Assemblée départementale du 8 décembre 2023 et d'approuver en lieu et place l'avenant 3 bis tel que joint en annexe n°3 de la présente délibération qui entérine l'absence de cofinancement du FSE+ pour l'année 2024.

Article 5 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département l'avenant 3 bis à la convention visé à l'article ci-dessus.

Article 6 : d'attribuer aux structures retenues, dont les noms figurent en annexe n° 4 de la présente délibération, une subvention du FSE+ d'un montant total de 3 958 428,70 € dont 901 941,20 € au titre de l'année 2024 et de 3 056 487,50 € au titre de l'année 2025. Cette subvention sera prélevée sur le budget départemental selon la répartition suivante :

- Pour l'opération "Plans locaux pour l'insertion et l'emploi" (AE 2024) à hauteur de 393 742,46 €,
- Pour l'opération "Mission accompagnement vers l'emploi" (AE 2024) à hauteur de 809 600 € et (AE 2025) à hauteur de 1 105 615,40 €,
- Pour l'opération "Dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tension" (AE 2025) à hauteur de 269 725,68 €,
- Pour l'opération "Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne" (AE 2025) à hauteur de 680 000 €,
- Pour l'opération "Action d'insertion socioprofessionnelle" (AE 2024) à hauteur de 92 341,20 € et pour l'opération « FSE- Action d'insertion socioprofessionnelle » (AE 2025) à hauteur de 92 341,20 €,
- Pour l'opération « FSE- Combo77 » (AE 2025) à hauteur de 326 894,26 € (dont Combo77),
- Pour l'opération "FSE Dispositif clause d'insertion" (AE 2025) à hauteur de 188 168,50 €.

Article 7 : d'approuver le modèle de convention FSE+ à conclure avec les structures visées à l'article 6 ci-dessus, tel que joint en annexe n°5 de la présente délibération.

Article 8 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département les avenants aux conventions afférentes.

Article 9 : d'approuver, conformément à la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011, la création d'un service d'intérêt économique général (S.I.E.G.) tel que défini à l'article 14 du modèle de convention visé à l'article 7.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 34

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/04

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/04

N'ont pas pris part au débat et au vote : 11

M. Eric BAREILLE en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Stéphane DEVAUCHELLE en sa qualité Vice-président de la CA du Pays de Meaux

Mme Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

M. Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Denis JULLEMIER en sa qualité de représentant du Département au sein de la Maison de l'emploi et de la formation de grand Paris Sud Sénart

Mme Sarah LACROIX en sa Conseillère communautaire de la CA du Pays de Meaux et de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

M. Jean-François PARIGI en sa Conseiller communautaire de la CA du Pays de Meaux

Mme Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

Etait ABSENTE: 1

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_404H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

DEPROGRAMMATION DES AVENANTS DE PROLONGATION DE L'ANNEE 2024

N° d'eppel à projets dans MDFSE+	N° Dossier dans MDFSE+	Porteur de projets	Libellé de l'opération	Dates de réalisation de l'avenant		TOTAL		TAUX DE COFINANCEMENT FSE	Observations	Avis
				Date de début	Date de fin	Budget global	Montant de la subvention FSE			
AUTRES DISPOSITIFS D'INSERTION										
IDF-OI452	202302398	**C.O.S. (Centre d'orientation sociale)**	Bilan de repérage et de mobilisation des atouts de l'insertion	01/01/2024	31/12/2024	230 853,00 €	**92 341,20 €**	**40%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans l'appel à projets**	**FAVORABLE**
IDF-OI452	202302261	**TRAVAIL ENTRAIDE**	Rallye emploi - Appui individuel renforcé vers l'entreprise	01/01/2024	31/12/2024	257 927,87 €	**103 171,15 €**	**40%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans l'appel à projets**	**FAVORABLE**
SOUS-TOTAL opérations "Autres dispositifs d'insertion"						**488 780,87 €**	**195 512,35 €**			
MISSION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI										
IDF-OI450	202302310	**MAISON INTERCOMMUNALE D'INSERTION / EMPLOI DU VAL MAUBUEE**	Accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA	01/01/2024	31/12/2024	391 587,97 €	**134 200,00 €**	**34%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
IDF-OI450	202302260	**TRAVAIL ENTRAIDE**	Accompagnement socio professionnel territorialisé des BRSA	01/01/2024	31/12/2024	187 550,00 €	**68 200,00 €**	**36%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
IDF-OI450	202302247	**ASS AIDE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE**	Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des bénéficiaires du R.S.A 2022/2023	01/01/2024	31/12/2024	665 678,80 €	**233 200,00 €**	**35%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
IDF-OI450	202302246	**ADSEA SAUVEGARDE ENFANCE ET ADOLESCENCE DE SEINE ET MARNE**	Accompagnement socioprofessionnel territorialisé pour les bénéficiaires du RSA en Seine-et-Marne	01/01/2024	31/12/2024	227 118,44 €	**66 000,00 €**	**29%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
IDF-OI450	202302206	**CELLULE AIDE RECH EMPLOI POUR DEFAVORISE**	Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des bénéficiaires du R.S.A	01/01/2024	31/12/2024	517 142,84 €	**184 800,00 €**	**36%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
IDF-OI450	202302146	**DOMICILE SERVICES DE SEINE ET MARNE**	Référent et parcours vers l'emploi sur le territoire de la MDS de Provins	01/01/2024	31/12/2024	224 357,37 €	**66 000,00 €**	**29%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
IDF-OI450	202302122	**ODE**	Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des bénéficiaires du R.S.A	01/01/2024	31/12/2024	489 235,60 €	**159 500,00 €**	**33%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
IDF-OI450	202302115	**EQUALIS**	Accompagnement socioprofessionnel des bénéficiaires du R.S.A	01/01/2024	31/12/2024	160 220,59 €	**57 200,00 €**	**36%**	**Déprogrammation de l'avenant suite à une alerte de la DRIEETS de non-conformité au regard des dates de réalisation initiales mentionnées dans**	**FAVORABLE**
SOUS-TOTAL opérations "MISSION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI"						**2 862 891,61 €**	**969 100,00 €**			
TOTAL GÉNÉRAL						**3 351 672,48 €**	**1 164 612,35 €**	**35%**		

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_404H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n° 2 à la délibération n°4/04

AVENANT N°6 BIS
à la convention de partenariat relative à la réalisation des
« actions d'insertion pour les allocataires du R.S.A. en Seine et Marne ».

ENTRE le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne dûment autorisé par délibération n°4/ 03B en date du 20 juin 2025, ci-après dénommé "le Département"

D'UNE PART

ET l'association TRAVAIL ENTRAIDE
régie par la loi du 1er juillet 1901 et ayant son siège social au 50 allée de la gare 77350 LE MEE SUR SEINE,
représentée par Eric PATERNI, président
ci-après dénommée "l'organisme"

D'AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'annuler l'avenant numéro 6 à la convention validé par l'Assemblée départementale du 8 décembre 2023 et de le remplacer. Il ne remet pas en cause les avenants validés ultérieurement.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS DE L'AVENANT

L'article 2 de la convention initiale relatif aux ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME est complété ainsi :

« Par le présent avenant, l'organisme s'engage à organiser pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 l'action d'insertion intitulée **" Rallye emploi"** sous la forme de sous la forme de **10 sessions de 15 participants soit 150 places et 50 places supplémentaires pour des bénéficiaires pouvant être orientés directement en appui renforcé vers l'entreprise. Cette action propose un accompagnement individualisé et renforcé, l'acquisition de techniques d'accès direct à un emploi, ainsi qu'une mise en relation directe avec l'entreprise. Le rallye emploi construit un réseau de chercheurs d'emploi et d'entreprises sensibilisées à la démarche du recrutement local** pour **favoriser l'insertion directe par l'emploi des allocataires du R.S.A.** Les personnes sont orientées par les prescripteurs (référents R.S.A.) du territoire. »

L'article 3 relatif aux ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT est complété ainsi :

« Pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, le Département s'engage à soutenir les activités de l'organisme dans la réalisation des objectifs fixés à l'article 2 de la convention. A cet effet, le Département attribue une subvention d'un montant total de **257 927,97 €**.

Le mandatement de cette subvention sera effectué selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature de l'avenant,
- le solde sera versé après dépôt et vérification du bilan final »

La subvention départementale pourra être proratisée si les objectifs ne sont pas atteints.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS NON MODIFIÉES

Les dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant ou les précédents demeurent applicables.

ARTICLE 4 - PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne

Pour l'organisme
(nom, qualité du signataire et cachet obligatoires)

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_404H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°3 à la délibération n°4/04

AVENANT N° 3 BIS
à la convention
de partenariat entre le Département de Seine-et-Marne et la structure ODE dans le cadre du
« Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé
des allocataires du R.S.A. en Seine-et-Marne »

ENTRE le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne dûment autorisé par délibération n°….. du Conseil départemental de Seine-et-Marne en date du 20 juin 2025.
ci-après dénommé "le Département"

D'UNE PART,

ET L'Association ODE,
régie par la loi du 1er juillet 1901 et ayant son siège social au 7 rue Marc Jacquet à Dammaries-lès-Lys,
représentée par Antoine FRANZI
ci-après dénommée "l'association"

D'AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'annuler l'avenant numéro 3 à la convention validé par l'Assemblée départementale du 8 décembre 2023 et de le remplacer. Il ne remet pas en cause les avenants validés ultérieurement.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS DE L'AVENANT

L'article 3 de la convention relatif aux engagements du Département est complété ainsi :

« Pour 2024, le Département s'engage à soutenir les activités de l'organisme dans la réalisation des missions fixées à l'article 2 de la présente convention. A cet effet, le Département attribue une subvention d'un montant total de :

- une part proportionnelle au budget réel de l'opération. Ce financement est plafonné à 55 000 € / E.T.P. d'accompagnement. Soit **398 750 €** pour 7,25 E.T.P.
- une bonification de **39 875 € maximum** qui sera conditionnée en fonction de l'atteinte totale ou partielle des valeurs repères posées :
  - 60 rendez-vous individuels prévus / E.T.P. par mois,
  - 1 rendez-vous individuel ou collectif tous les 2 mois en moyenne,
  - un taux d'absentéisme < 30%,
  - un taux de référencement minimum de 95%,
  - un taux de contractualisation minimum de 80%,
  - 70% d'allocataires du R.S.A. ayant signé un contrat d'engagement dans le mois qui suit l'orientation en A.A.V.E.

Le montant de la subvention alloué dans le cadre de l'accompagnement socioprofessionnel s'élève à **438 625 €** au titre de l'année 2024.

A noter, les montants individuels de subvention sont plafonnés à 60 500 € / E.T.P. d'accompagnement (55 000 € + 10% de bonification) dans la limite du montant total de l'opération.

Le mandatement de cette subvention sera effectué selon les modalités suivantes :

- pour la part « proportionnelle aux moyens mis en œuvre » :
  - 80% de la part départementale versés en début d'année 2024,
  - le solde sera versé après dépôt et vérification du bilan final.
- pour la part liée à la bonification :
  - elle sera versée après vérification du bilan final et de l'atteinte totale ou partielle des objectifs.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS NON MODIFIÉES

Les dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant ou les précédents demeurent applicables.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Melun, le

Pour le Département

Pour l'organisme
(nom, qualité du signataire et cachet obligatoire)

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n° 4 à la délibération 4/04

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS DU FSE + ALLOUÉES AUX ACTIONS D'INSERTION RETENUES AU TITRE DES ANNÉES 2024 ET 2025

N° d'eppel à projets dans MDFSE+	Priorité	OS	N° Dossier dans MDFSE+	Porteur de projets	Libellé de l'opération	Dates de réalisation		2024	2025	TOTAL			Observations	Avis
						Date de début	Date de fin	Montant de la subvention FSE	Montant de la subvention FSE	Budget global	Montant de la subvention FSE	TAUX DE COFINANCEMENT FSE		
PLANS LOCAUX A L'INSERTION ET A L'EMPLOI														
IDF-OI451	1	H	202500256	**MISSION EMPLOI INSERTION MELUN VAL DE SEINE**	PLIE Melun Val de Seine	01/01/2025	31/12/2025		**202 901,46 €**	507 253,38 €	**202 901,46 €**	**40%**		**Favorable**
IDF-OI451	1	H	202501436	**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE MEAUX**	PLIE du Pays de Meaux Actions d'accompagnement du public	01/01/2025	31/12/2025		**190 841,00 €**	479 712,37 €	**190 841,00 €**	**40%**		**Favorable**
SOUS-TOTAL opérations "Plans locaux à l'insertion et à l'emploi"									**393 742,46 €**	986 965,75 €	**393 742,46 €**			
MISSION D'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI														
IDF-OI451	1	H	202501881	**C.O.S. (Centre d'orientation sociale)**	Itinéraire Tremplin Interactif (ITI)	01/01/2025	31/12/2025		**176 390,40 €**	448 269,99 €	**176 390,40 €**	**39%**		**Favorable**
IDF-OI592	1	H	202501919	**MAISON INTERCOMMUNALE D'INSERTION / EMPLOI DU VAL MAUBUEE**	Dispositif d'accompagnement vers l'emploi et repérage des freins à l'insertion socio professionnels	01/01/2024	31/12/2025	**134 200,00 €**	**134 200,00 €**	733 606,85 €	**268 400,00 €**	**37%**		**Favorable**
IDF-OI592	1	H	202501865	**TRAVAIL ENTRAIDE**	Accompagnement socioprofessionnel territorialisé des allocataires du RSA	01/01/2024	31/12/2025	**68 200,00 €**	**68 200,00 €**	353 677,42 €	**136 400,00 €**	**39%**		**Favorable**
IDF-OI592	1	H	202501835	**ASS AIDE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE**	Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des bénéficiaires du R.S.A 2024 2025	01/01/2024	31/12/2025	**233 200,00 €**	**233 200,00 €**	1 306 464,05 €	**466 400,00 €**	**36%**		**Favorable**
IDF-OI592	1	H	202501993	**ADSEA SAUVEGARDE ENFANCE ET ADOLESCENCE DE SEINE ET MARNE**	ACCOMPAGNEMENT SOCIOPROFESSIONNEL TERRITORIALISÉ POUR LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN SEINE-ET-MARNE	01/01/2024	31/12/2025	**66 000,00 €**	**66 000,00 €**	455 532,12 €	**132 000,00 €**	**29%**		**Favorable**

N° d'eppel à projets dans MDFSE+	Priorité	OS	N° Dossier dans MDFSE+	Porteur de projets	Libellé de l'opération	Date de début	Date de fin	Montant de la subvention FSE	Montant de la subvention FSE	Budget global	Montant de la subvention FSE	TAUX DE COFINANCEMENT FSE	Observations	Avis
IDF-OI592	1	H	202501777	**CELLULE AIDE RECH EMPLOI POUR DEFAVORISE**	Dispositif d'accompagnement vers l'emploi et repérage des freins à l'insertion socio professionnelle	01/01/2024	31/12/2025	**184 800,00 €**	**184 800,00 €**	1 026 910,60 €	**369 600,00 €**	**36%**		**Favorable**
IDF-OI592	1	H	202501819	**DOMICILE SERVICES DE SEINE ET MARNE**	Dispositif d'accompagnement vers l'emploi et repérage de freins à l'insertion socio professionnelle	01/01/2024	31/12/2025	**66 000,00 €**	**66 000,00 €**	366 972,86 €	**132 000,00 €**	**36%**		**Favorable**
IDF-OI592	1	H	202501908	**EQUALIS**	Accompagnement socioprofessionnel des bénéficiaires du RSA en 2024-2025	01/01/2024	31/12/2025	**57 200,00 €**	**57 200,00 €**	367 906,52 €	**114 400,00 €**	**31%**		**Favorable**
IDF-OI451	1	H	202501205	**MISSION EMPLOI INSERTION MELUN VAL DE SEINE**	Accompagnement ARSA Melun Val de Seine	01/01/2025	31/12/2025		**119 625,00 €**	299 062,50 €	**119 625,00 €**	**40%**		**Favorable**
IDF-OI451	1	H	202500414	**ASS AIDE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE**	Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des bénéficiaires du R.S.A 2025	01/01/2025	31/12/2025		**233 200,00 €**	640 785,25 €	**233 200,00 €**	**36%**	**Opération positionnée sur le mauvais appel à projets**	**Défavorable**
IDF-OI451	1	H	202500587	**CELLULE AIDE RECH EMPLOI POUR DEFAVORISE**	Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé des allocataires du R.S.A.	01/01/2025	31/12/2025		**184 800,00 €**	520 282,00 €	**184 800,00 €**	**36%**	**Opération positionnée sur le mauvais appel à projets**	**Défavorable**
SOUS-TOTAL opérations "Mission d'accompagnement vers l'emploi"								**809 600,00 €**	**1 105 615,40 €**	5 358 402,91 €	**1 915 215,40 €**			
DISPOSITIF DE PREPARATION A L'EMPLOI SUR LES METIERS EN TENSION														
IDF-OI451	1	H	202501529	**BIMBAMJOB**	Coup de Pouce 77 - 2025	01/01/2025	31/12/2025		**269 725,68 €**	829 365,68 €	**269 725,68 €**	**33%**		**Favorable**
SOUS-TOTAL opérations "Dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tension"									**269 725,68 €**	829 365,68 €	**269 725,68 €**			
DEVELOPPEMENT DE PARCOURS D'ACCÈS A L'EMPLOI PERENNE														
IDF-OI451	1	H	202501539	**INITIATIVES 77**	Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne via la mise en situation professionnelle au sein du Département de Seine-et-Marne	01/01/2025	31/12/2025		**680 000,00 €**	1 700 090,90 €	**680 000,00 €**	**40%**		**Favorable**
SOUS-TOTAL opérations "Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne"									**680 000,00 €**	1 700 090,90 €	**680 000,00 €**			
AUTRES DISPOSITIFS D'INSERTION														
IDF-OI451	1	H	202500454	**INITIATIVES 77**	Combo 77	01/01/2025	31/12/2025		**326 894,26 €**	817 237,00 €	**326 894,80 €**	**40%**		**Favorable**

N° d'eppel à projets dans MDFSE+	Priorité	OS	N° Dossier dans MDFSE+	Porteur de projets	Libellé de l'opération	Date de début	Date de fin	Montant de la subvention FSE	Montant de la subvention FSE	Budget global	Montant de la subvention FSE	TAUX DE COFINANCEMENT FSE	Observations	Avis
IDF-OI592	1	H	202501118	**C.O.S. (Centre d'orientation sociale)**	Bilan de repérage et de mobilisation des atouts de l'insertion	01/01/2024	31/12/2025	**92 341,20 €**	**92 341,20 €**	464 438,84 €	**184 682,40 €**	**40%**		**Favorable**
SOUS-TOTAL opérations "Autres dispositifs d'insertion"								**92 341,20 €**	**419 235,46 €**	817 237,00 €	**511 577,20 €**			
DISPOSITIFS D'APPUI AUX CLAUSES D' INSERTION														
IDF-OI451	1	H	202501153	**MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE GRAND PARIS SUD**	Développement des clauses sociales sur Grand Paris Sud 77	01/01/2025	31/12/2025		**28 645,50 €**	71 613,74 €	**28 645,50 €**	**40%**		**Favorable**
IDF-OI451	1	H	202500257	**MISSION EMPLOI INSERTION MELUN VAL DE SEINE**	Faciliter la Clause sociale d'insertion - Melun Val de Seine	01/01/2025	31/12/2025		**62 428,23 €**	156 070,57 €	**62 428,23 €**	**40%**		**Favorable**
IDF-OI451	1	H	202501292	**MAISON INTERCOMMUNALE D'INSERTION / EMPLOI DU VAL MAUBUEE**	Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale grâce aux clauses sociales d'insertion	01/01/2025	31/12/2025		**53 798,17 €**	134 495,42 €	**53 798,17 €**	**40%**		**Favorable**
IDF-OI451	1	H	202501023	**INITIATIVES 77**	Clauses sociales 2025	01/01/2025	31/12/2025		**43 296,60 €**	150 413,20 €	**43 296,60 €**	**29%**		**Favorable**
SOUS-TOTAL opérations "Dispositif d'appui aux clauses d'insertion"									**188 168,50 €**	512 592,93 €	**188 168,50 €**			
TOTAL GÉNÉRAL								**901 941,20 €**	**3 056 487,50 €**	10 204 655,17 €	**3 958 429,24 €**	**39%**		

Publié le 30/06/2025 Délibération du Conseil départemental du 20 juin 2025
077-227700010-20250620-D250620_404H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

[Logo 2]

Ex : Préfecture, autre

[Logo 1]

Ex : DREETS, Conseil départemental, autre

Convention relative à l'octroi d'une subvention [FSE+ FTJ] au titre du [Libellé du programme].

N° Ma Démarche FSE+ : [Numéro de l'opération]

Année(s) : [Années de « Période prévisionnelle de réalisation du projet » de l'opération, exemple : 2021, 2022, 2023]

Nom du bénéficiaire [Raison social de l'établissement bénéficiaire]

Vu le règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas,
Vu le règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant un Fonds social européen plus (FSE +),
Vu le règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 établissant un Fonds pour une transition juste,
Vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012,
Vu le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général, prolongé par le règlement (UE) 2020/1474 jusqu'au 31 décembre 2023,
Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis, prolongé par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020, jusqu'au 31 décembre 2023,
Vu le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, prolongé par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 jusqu'au 31 décembre 2023,

Vu le régime exempté n° SA.58981, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020,
Vu le régime exempté n° SA.59106, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020,
Vu le régime exempté n°SA.58982, relatif aux aides en faveur de l'emploi des travailleurs défavorisés et des travailleurs handicapés pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020,
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 96/46/CE (dit RGPD),
Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, le cas échéant,
Vu la décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 n°C(2019) 3452 portant orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses cofinancées par les fonds structurels et le fonds de cohésion lors du non-respect des règles en matière de marchés publics,
Vu la décision de la Commission européenne du 28 octobre 2022 n°C(2022) 7892 portant adoption du programme FSE+, Ou Vu la décision de la Commission européenne du 28 novembre 2022 n°C(2022) 8795 portant adoption du programme FTJ,
Vu le Code de la commande publique,
Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,
Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et son décret d'application n° 2021-1947 du 31 décembre 2021,
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée,
Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée,
Vu le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027,
Vu l'arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 52 des départements et de leurs établissements publics administratifs,
Vu l'arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif,
Vu l'arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu la convention de subvention globale notifiée en date du xx/xx/XXXX et signée entre [] et [],
Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention [FSE+/FTJ] en date du xx/xx/XXXX,
Vu l'avis du Comité de programmation, réuni le xx/xx/XXXX et la notification de l'attribution de l'aide en date du xx/xx/XXXX,
Vu l'avenant à la convention de subvention globale notifié en date du xx/xx/XXXX et signé entre [] et [],

Identification des parties

Entre,

D'une part, l'[organisme intermédiaire / autorité de gestion déléguée]

Raison sociale : [Raison sociale de l'établissement gestionnaire]

Numéro SIRET [N° de SIRET de l'établissement gestionnaire]

Statut juridique [Statut juridique de l'établissement gestionnaire]

Adresse complète [Adresse complète de l'établissement gestionnaire]

Code postal – Commune [Code postal – Commune de l'établissement gestionnaire]

Code INSEE [Code INSEE de l'établissement gestionnaire]

Représenté(e) par [Civilité Prénom Nom, fonction du représentant légal de l'établissement gestionnaire]

Ci-après dénommé « le service gestionnaire »

Et d'autre part,

Raison sociale [Raison sociale de l'établissement porteur]

N° SIRET [N° de SIRET de l'établissement gestionnaire]

Statut juridique [Statut juridique de l'établissement porteur]

Adresse complète [Adresse complète de l'établissement porteur]

Code postal – Commune [Code postal-Commune de l'établissement porteur]

Code INSEE [Code INSEE de l'établissement porteur]

Représenté(é) par [Civilité Prénom Nom, fonction du représentant légal de l'établissement porteur]

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée [Intitulé de l'opération], ci-après désignée « l'opération ».

Il bénéficie pour cela d'une subvention du [Fonds Social Européen + (FSE+) / Fonds de Transition Juste (FTJ)] dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du [Intitulé du programme], au titre de :

Priorité : [Priorité sur laquelle l'opération est positionnée]

Objectif spécifique : [OS sur lequel l'opération est positionnée]

[Complément d'article]

Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention

Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération

La période de réalisation est comprise entre le [date de début de l'opération] et le [date de fin de l'opération].

Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

La prestation éventuelle d'un commissaire aux comptes pour attester l'acquittement des dépenses déclarées au titre de l'opération peut intervenir postérieurement à la période de réalisation jusqu'à la date de transmission du bilan final.

Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses présentées au réel relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le [date de fin de l'opération + 6 mois], soit 6 mois maximum après la fin de la période de réalisation dans la limite fixée à l'article 63.2 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

Les dépenses relatives aux prestations des commissaires aux comptes pour attester de l'acquittement des dépenses de l'opération doivent être payées par le bénéficiaire avant la transmission du bilan final.

Articles 2.3 : Entrée en vigueur et modification de la convention

La convention signée par les deux parties entre en vigueur à compter de sa notification au bénéficiaire. Toute modification de la présente convention ou de ses annexes fait l'objet d'un avenant.

Toute demande d'avenant modifiant la présente convention ou ses annexes doit avoir été déposée dans Ma Démarche FSE+ au plus tard 12 mois après la fin de réalisation de l'opération et selon les dispositions prévues à l'article 9.

[Complément d'article]

Article 3 : Coût et financement de l'opération

Article 3.1 : Plan de financement de l'opération

Le coût total éligible **prévisionnel** de l'opération est de : [coût total de l'opération] euros.

Le budget prévisionnel de l'opération est décrit dans l'annexe II de la présente convention.

La subvention [FSE+/FTJ] attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération s'élève à un montant de [montant FSE+ / FTJ] euros maximum, soit un taux maximum arrondi à deux décimales de [taux FSE+ / FTJ] % du coût total éligible de l'opération.

Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération

Afin de pouvoir être considérés comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées à partir du 1er janvier 2021 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2 ;
- Être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération et s'inscrire dans un poste de dépenses prévu dans le plan de financement annexé ;
- Être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans les règlements et décrets visés en référence ;
- Ne pas être déclarées dans le cadre d'une autre opération bénéficiant d'un soutien financier de l'Union européenne ;
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire, à l'exception des contributions en nature et des dépenses exposées par des tiers.

[Complément d'article]

Article 4 : Imputation comptable de la subvention du [FSE+ / FTJ]

Rédaction si AGD :

Le versement de l'aide du [FSE+ / FTJ] est effectué à partir du compte de tiers 464.1 de l'État dédié aux Fonds structurels européens hors budget de l'État suivi selon la codification CHORUS :

Axe « Fonds » : FSE00

Axe « Tranche fonctionnelle » : FE2021-2027

Axe « Domaine fonctionnel » : pour le FSE+ : [FSE00-14 - Emploi et Inclusion] / pour le FTJ : [FTJ00-01 - Transition Juste]

Axe « Compte budgétaire » : [menu déroulant] cf référentiel

Axe « Centre financier » : [menu déroulant] cf référentiel

L'ordonnateur de la dépense est [donnée saisies manuellement par le gestionnaire (champ texte)].

Le comptable assignataire est [donnée saisies manuellement par le gestionnaire (champ texte)].

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention [FSE+ / FTJ] conventionnée.

Les crédits [FSE+ / FTJ] sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Rédaction si OI :

Le versement de l'aide du [FSE+/ FTJ] est effectué à partir du compte de [Raison sociale de l'OI], [Saisie du RIB OI manuellement].

Le comptable de la dépense est [donnée saisies manuellement par le gestionnaire (champ texte)].

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention [FSE+ / FTJ] conventionnée.

Les crédits [FSE+ / FTJ] sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

[Complément d'article]

Article 5 : Modalités de versement de la subvention [FSE+ / FTJ]

La subvention [FSE+ / FTJ] peut être versée au bénéficiaire au titre d'une avance ou au titre de demandes de paiement(s) intermédiaire(s) ou finale.

L'avance éventuellement consentie au bénéficiaire est déduite au plus tard lors du versement du solde.

Article 5.1 : Versement d'une avance

La participation [FSE+ / FTJ] est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de [montant à saisir] euros, soit une avance de [montant saisi / montant [FSE+ / FTJ] total] % du montant [FSE+ / FTJ] prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention, sous réserve d'une attestation de démarrage de l'opération.

Article 5.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final

La subvention [FSE+ / FTJ] est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement intermédiaire ou finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Le versement de chaque paiement (intermédiaire ou final) est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention :

Raison sociale du titulaire du compte : [donnée rapatriée de la fiche établissement]

Établissement bancaire : [donnée rapatriée de la fiche établissement]

N°IBAN : [donnée rapatriée de la fiche établissement]

Code BIC : [donnée rapatriée de la fiche établissement]

Tout changement de coordonnées bancaires doit faire l'objet d'un courrier au service gestionnaire.

[Complément d'article]

Article 6 : Obligations comptables

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération.

A cet effet, il met en place une comptabilité analytique pour assurer le suivi des dépenses et ressources liées à l'opération.

A défaut, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre par une codification adéquate une réconciliation des dépenses, ressources et recettes déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

[Complément d'article]

Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire

Article 7.1 : Période de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement

3 cas possibles :

Cas 1 :

Pour les opérations dont la durée de réalisation est inférieure ou égale à 12 mois, le bénéficiaire est tenu de produire un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le [date de fin + 6 mois]. RG1

A défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire, acceptée par le service gestionnaire et en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention. Le service gestionnaire se réserve alors le droit d'arrêter le montant effectif de l'aide du [FSE+ / FTJ] sur la base du dernier bilan intermédiaire transmis et accepté par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire peut aussi, à son initiative, établir un bilan de solde. Ce bilan permet de produire un bilan final avant la date de fin de réalisation de l'opération ou de déposer un bilan final en lieu et place d'un ou plusieurs bilan(s) intermédiaire(s). Un bilan de solde est assimilé à un bilan final. Toutes les dispositions de la convention relatives au bilan final sont applicables à ce type de bilan.

Cas 2 :

Pour les opérations dont la durée de réalisation est supérieure à 12 mois et inférieure ou égale à 36 mois, le bénéficiaire est tenu de produire :

- [menu déroulant pour choisir de créer un ou 2 bilans intermédiaires avec leur date de dépôt] : RG2 obligation de créer au minimum 1 bilan intermédiaire et option possible de créer 2 bilans intermédiaires

- un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le [date de fin + 6 mois] même RG1

A défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire, acceptée par le service gestionnaire et en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention. Le service gestionnaire se réserve alors le droit d'arrêter le montant effectif de l'aide du [FSE+ / FTJ] sur la base du dernier bilan intermédiaire transmis et accepté par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire peut aussi, à son initiative, établir un bilan de solde. Ce bilan permet de produire un bilan final avant la date de fin de réalisation de l'opération ou de déposer un bilan final en lieu et place d'un ou plusieurs bilan(s) intermédiaire(s). Un bilan de solde est assimilé à un bilan final. Toutes les dispositions de la convention relatives au bilan final sont applicables à ce type de bilan.

Cas 3 :

Pour les opérations dont la durée de réalisation est supérieure à 36 mois et inférieure ou égale à 48 mois, le bénéficiaire est tenu de produire :

- [champ libre pour choisir 2 bilans intermédiaires ou 3 avec leur date de dépôt] : RG3 obligation de créer au minimum 2 bilans intermédiaires et option possible de créer 3 bilans intermédiaires

- un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le [date de fin + 6 mois] même RG1

A défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire, acceptée par le service gestionnaire et en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention. Le service gestionnaire se réserve alors le droit d'arrêter le montant effectif de l'aide du [FSE+ / FTJ] sur la base du dernier bilan intermédiaire transmis et accepté par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire peut aussi, à son initiative, établir un bilan de solde. Ce bilan permet de produire un bilan final avant la date de fin de réalisation de l'opération ou de déposer un bilan final en lieu et place d'un ou plusieurs bilan(s) intermédiaire(s). Un bilan de solde est assimilé à un bilan final. Toutes les dispositions de la convention relatives au bilan final sont applicables à ce type de bilan.

Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final.

Pour être recevable, tout bilan d'exécution produit par le bénéficiaire au service gestionnaire à l'appui d'une demande de paiement doit être transmis par voie électronique via l'applicatif « Ma-Démarche-FSE+ ».

La demande de paiement jointe au bilan d'exécution doit être datée et signée électroniquement pour être recevable.

Tout bilan d'exécution doit comprendre les éléments suivants :

- Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le [FSE+ / FTJ] ;
- Les attestations des cofinancements ou les conventions correspondant *a minima* à la période sur laquelle porte le bilan d'exécution et mentionnant l'absence de cofinancement par l'Union européenne de ces subventions ;
- Pour les bilans intermédiaires, les ressources effectivement encaissées et les attestations de paiement afférentes ;
- Pour le bilan final, les ressources définitivement encaissées sur l'opération et les attestations de paiement afférentes accompagnées le cas échéant d'une attestation du cofinanceur indiquant le montant définitivement attribué à l'opération si celui-ci est inférieur au montant figurant dans le budget prévisionnel de l'opération ;
- Un état des réalisations et des modalités de mise en œuvre de l'opération, et des livrables justifiant des réalisations ;
- Les pièces comptables justifiant les dépenses déclarées au réel dans le bilan, conformément aux règles d'éligibilité européennes et nationales applicables ;
- Les pièces non comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
- La justification des valeurs retenues pour les taux d'affectation utilisés au titre des dépenses directes ;
- Les pièces permettant d'attester du respect des dispositions relatives à la mise en concurrence, le cas échéant, pour les dépenses non forfaitisées entrant dans le champ d'application de l'article 15 de la présente convention ;
- Les pièces attestant du nombre d'unités valorisées pour les dépenses présentées sous forme de coûts standard unitaire ;
- Le montant des recettes effectivement générées par l'opération et encaissées par le bénéficiaire à la date du bilan ;
- Le cas échéant, les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants à partir de la liste des participants à l'opération générée automatiquement par Ma Démarche FSE+.

[Complément d'article]

Article 8 : Détermination de la subvention [FSE+ / FTJ] due

Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait

Le service gestionnaire procède à un contrôle de service fait des bilans d'exécution produits, en vue de déterminer le montant de la subvention [FSE+ / FTJ] due au bénéficiaire.

Les vérifications du service gestionnaire peuvent reposer sur l'examen de tout ou partie de :

- La conformité de l'exécution de l'opération, au regard des stipulations de l'annexe technique et financière de la présente convention ;
- L'équilibre du plan de financement ;
- Le montant des ressources perçues par le bénéficiaire en lien avec l'opération cofinancée ;
- Le respect de la réglementation relative aux aides d'État ;
- Le respect des obligations de la publicité liées au cofinancement de l'opération par le [FSE+ / FTJ] ;
- L'absence de surfinancement de l'opération ;
- Le cas échéant, l'éligibilité des participants au regard des éventuelles conditions fixées dans la convention, le programme national ou l'appel à projets. L'inéligibilité de participants conduit à une réfaction de toutes les dépenses à due proportion du taux d'inéligibilité constaté ;
- L'éligibilité des dépenses déclarées au réel et leur rattachement à l'opération ;
- L'acquittement effectif des dépenses déclarées au réel ;
- Le cas échéant, le montant valorisé au titre des contributions en nature ou des dépenses de tiers ;
- Le respect des obligations de mise en concurrence.

Le contrôle de service fait sur un bilan final est conditionné à la production de l'ensemble des justificatifs de l'encaissement définitif des ressources afférentes à l'opération sauf dans le cas où la ressource apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention [FSE+ / FTJ].

Les vérifications du service gestionnaire reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, ainsi que sur le résultat de visites sur place effectuées, le cas échéant, en cours d'exécution de l'opération.

En cas de contrôle réalisé sur un échantillon de dépenses ou de participants et aboutissant au constat d'un écart entre les éléments déclarés par le bénéficiaire et les éléments retenus par le service gestionnaire, une correction extrapolée sera appliquée conformément aux modalités définies dans l'annexe relative aux modalités d'échantillonnage et d'extrapolation de la présente convention.

Article 8.2 : Notification du contrôle de service fait et recours

Les résultats du contrôle de service fait réalisé par le service gestionnaire pour valider une demande de paiement émanant du bénéficiaire sont notifiés avec l'indication du délai dont il dispose pour présenter des observations écrites et des pièces complémentaires. Ce délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours calendaires et supérieur à 30 jours calendaires à compter de la notification, est suspensif du délai mentionné à l'article 74 du règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 susvisé.

La notification des résultats du contrôle de service fait par le service gestionnaire précise le motif et le montant de toute correction ainsi que, le cas échéant, le périmètre de dépenses auquel un taux

extrapolé a été appliqué pour que le bénéficiaire soit en mesure de contester le montant de la correction.

A l'issue de la période contradictoire mentionnée supra les résultats définitifs du contrôle de service fait sont notifiés au bénéficiaire.

Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

Article 8.3 : Détermination des ressources de l'opération

L'ensemble des ressources, conventionnées ou non, concourant à la réalisation de l'opération est pris en compte pour le calcul du montant des crédits [FSE+ / FTJ] dus.

Si une subvention n'est pas affectée en totalité à l'opération cofinancée et que l'acte attributif de ladite subvention ne précise pas la part du financement allouée à l'opération ainsi que le mode de calcul de cette part, le bénéficiaire est tenu de justifier la part d'affectation de cette subvention à l'opération conventionnée.

Le service gestionnaire apprécie le bien-fondé de la justification apportée.

A défaut de justification ou si le service gestionnaire considère la justification insuffisante, la subvention est rapportée en totalité aux ressources affectées à l'opération conventionnée.

Article 8.4 : Modalités de calcul de la subvention [FSE+ / FTJ]

Modalités de détermination du [FSE+ / FTJ] dû au titre d'un bilan intermédiaire

Pour chaque demande de paiement présentée par le bénéficiaire dans le cadre d'un bilan intermédiaire, le montant de l'acompte [FSE+ / FTJ] est calculé par différence entre le montant des dépenses éligibles déclarées et des ressources externes effectivement encaissées par le bénéficiaire ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention [FSE+ / FTJ].

Si les ressources encaissées sont supérieures aux dépenses déclarées, il n'est procédé à aucun paiement [FSE+ / FTJ] à titre d'acompte par le service gestionnaire.

Si les dépenses sont supérieures aux ressources, le montant [FSE+ / FTJ] de l'acompte est limité au montant des dépenses déclarées et justifiées auquel est appliqué le taux de cofinancement [FSE+ / FTJ] conventionné.

Modalités de détermination du [FSE+ / FTJ] dû au titre du bilan final

Le montant [FSE+ / FTJ] dû est calculé par différence entre le montant cumulé des dépenses déclarées et justifiées diminué du montant définitif des ressources externes encaissées au titre de l'opération ou des ressources qui restent à percevoir par le bénéficiaire quand le montant de la ressource nationale apportée par le service gestionnaire est liquidée en même temps que le montant de la subvention [FSE+ / FTJ] dans la limite du montant et du taux de cofinancement [FSE+ / FTJ] conventionnés et des versements déjà opérés au titre de la présente convention.

Si la totalité des financements publics de l'opération (montant [FSE+ / FTJ] dû + total des financements publics nationaux) conduit le bénéficiaire à dépasser les plafonds d'aide autorisés par les règles d'encadrement des aides d'État, la participation européenne est réduite à due concurrence.

[Complément d'article]

Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à informer le service gestionnaire de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur les caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause :

- L'objet et la finalité de l'opération
- Le profil de plan de financement

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du service gestionnaire ou sur demande formelle du bénéficiaire.

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il remplit les conditions ci-après :

- Il est déposé sur Ma Démarche FSE+ au plus tard 12 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération ;
- Il donne lieu à une délibération du Comité de programmation ;
- Il prend la forme d'un accord écrit et doit être signé des deux parties ;

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- La modification du périmètre physique de la convention sans toutefois remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération ;
- La modification du montant [FSE+ / FTJ] total ou du taux de cofinancement [FSE+ / FTJ] prévisionnels pour l'ensemble de l'opération ;
- La modification du coût total éligible de l'opération ;
- La prolongation de la période de réalisation de l'opération ;
- La modification des modalités de versement de la subvention [FSE+ / FTJ].

Par ailleurs, seuls les articles 4 et 14 sont modifiables après production du bilan final.

[Complément d'article]

Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure

Le bénéficiaire ou le service gestionnaire peut suspendre la mise en œuvre de l'opération en cas de force majeure, si cela rend cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement extérieur, irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le service gestionnaire.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2029, sauf si les parties conviennent de résilier la convention.

La participation européenne n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés.

[Complément d'article]

Article 11 : Résiliation de la convention

Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au service gestionnaire au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire

Le service gestionnaire peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé de réception du courrier du service gestionnaire pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le service gestionnaire dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11.3 : Date d'effet de la résiliation

La date d'accusé de réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le service gestionnaire constitue la date effective prise en compte pour le calcul du montant des crédits [FSE+ / FTJ] éventuellement dus au bénéficiaire.

Article 11.4 : Redressement judiciaire et liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention peut être résiliée dans les conditions prévues par l'article L. 641-11-1 du Code de commerce. Dans ce cas, le bénéficiaire doit fournir le jugement rendu par le tribunal compétent.

Le bénéficiaire est dans l'obligation de remettre au service gestionnaire toutes les pièces justificatives relatives au(x) bilan(s) d'exécution déjà transmis.

[Complément d'article]

Article 12 : Reversement de la subvention

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des clauses de la convention, le bénéficiaire reverse les sommes indûment perçues.

[Complément d'article]

Article 13 : obligations de renseignement des données relatives aux participants et aux entités

Article 13.1 : Obligations relatives aux entités

Le bénéficiaire a l'obligation de renseigner au fil de l'eau et au plus tard au bilan final, dans le système d'information Ma Démarche FSE+, les données relatives aux entités de l'opération conventionnée.

La liste des données relatives aux entités, à renseigner, figure en annexe de la présente convention.

Article 13.2 : Obligations relatives aux participants

Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, le bénéficiaire a l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération.

Dans le cadre du bilan intermédiaire, les données obligatoires relevant de l'identification du participant et de sa situation à l'entrée dans l'opération doivent être complètes dans le système d'information Ma Démarche FSE+ afin de pouvoir déposer la demande de paiement.

Dans le cadre d'un bilan final, outre les données obligatoires relevant de l'identification du participant et de sa situation à l'entrée dans l'opération, les données relatives à sa sortie de l'opération doivent être complètes dans le système d'information Ma Démarche FSE+ afin de pouvoir déposer sa demande de paiement.

Le bénéficiaire s'engage à renseigner de manière exhaustive ces données telles que détaillées en annexe de la présente convention. A cette fin, il s'engage à mettre en place un contrôle interne sur la qualité et la fiabilité des saisies des données dans le système d'information Ma Démarche FSE+.

Les données obligatoires sont listées en annexe de la présente convention, certaines données relevant du point 1.2 de l'annexe I du Règlement FSE+ ne sont pas obligatoires pour la comptabilisation d'un participant. Les participants ont la possibilité de ne pas renseigner les deux indicateurs se rapportant à l'origine étrangère et à la situation d'exclusion du logement, en raison du caractère personnel des données.

Par ailleurs, l'indicateur relatif à la résidence en zone rurale est calculé automatiquement par le système d'information Ma Démarche FSE+, via l'adresse du participant qui est une donnée obligatoire.

Conformément à l'annexe I du Règlement FSE+, pour les opérations conventionnées au titre de la priorité 1 objectif spécifique L du programme national FSE+ Emploi – Inclusion – Jeunesse - Compétences, seule la collecte des coordonnées des participants est à renseigner. Les indicateurs de résultat à 6 mois ne s'appliquent pas.

Conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants.

Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnées@emploi.gouv.fr

Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

[Complément d'article]

Article 14 : Réglementation application au regard de l'encadrement des aides

Rédaction qui dépend de celle sélectionnée par le Gestionnaire.

7 cas possibles :

Cas 1 :

Par la présente convention qui constitue le mandat, l'organisme [champs rapatrié nom organisme] s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions comportant les obligations de service public mentionnées à l'annexe technique I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Dans ce cadre, le [FSE+ / FTJ] contribue financièrement à ce service d'intérêt économique général conformément à la décision 2012 /21/UE du 20 décembre 2011.

Le contrôle de service fait, par la vérification que les ressources ne sont pas supérieures aux dépenses, établit du même coup l'absence de surcompensation du service d'intérêt économique général.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement [FSE+ / FTJ] conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits [FSE+ / FTJ] informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la règlementation applicable.

Cas 2 :

Par la présente convention qui constitue le mandat, l'organisme [champs rapatrié nom organisme] s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions comportant les obligations de service public mentionnées à l'annexe technique I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Cette aide publique est allouée au titre du règlement européen n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement [FSE+ / FTJ] conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits [FSE+ / FTJ] informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la règlementation applicable.

Cas 3 :

Compte tenu du caractère non économique de l'activité conventionnée, la réglementation relative aux aides d'Etat ne s'applique pas au titre de la présente convention.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement [FSE+ / FTJ] conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits [FSE+ / FTJ] informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la règlementation applicable.

Cas 4 :

Cette aide publique est allouée au titre du règlement européen n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement [FSE+ / FTJ] conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits [FSE+ / FTJ] informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la règlementation applicable.

Cas 5 :

Cette aide publique est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.58981 pour les formations organisées par les entreprises à destination de leurs salariés (hors intervention d'un OPCO) adopté sur la base du RGEC n°651/2014 (prolongé par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020) et est applicable à compter du 1er janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement [FSE+ / FTJ] conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits [FSE+ / FTJ] informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la règlementation applicable.

Cas 6 :

Cette aide publique est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.59106 pour les services de conseil en faveur des PME relatif adopté sur la base du RGEC n°651/2014 (prolongé par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020) et est applicable à compter du 1er janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement [FSE+ / FTJ] conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits [FSE+ / FTJ] informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la règlementation applicable.

Cas 7 :

Cette aide publique est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.58982 pour les aides destinées à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés et pour les aides destinées à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés, adopté sur la base du RGEC n°651/2014 (prolongé par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020) et est applicable à compter du 1er janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Si les actions mises en œuvre grâce au cofinancement [FSE+ / FTJ] conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire des crédits [FSE+ / FTJ] informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la règlementation applicable.

[Complément d'article]

Article 15 : Procédure d'achat de biens, fournitures et services

Les achats de biens, fournitures et services sont effectués selon les modalités de mise en concurrence détaillées ci-dessous.

En dessous de 40 000 euros HT* :

Les bénéficiaires soumis ou non au Code de la commande publique, doivent fournir les pièces justificatives suivantes :

- En dessous de 15 000 euros HT : un devis ou le résultat de comparaison des prix
- Entre 15 000 euros et 40 000 euros HT : consultation d'au moins 3 candidats = 3 devis (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre).

A partir de 40 000 euros HT* :

Les bénéficiaires non soumis au Code de la commande publique ou aux dispositions de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 appliquent les modalités suivantes : consultation d'au moins 3 candidats = 3 devis (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre).

A partir de 40 000 euros HT, l'absence de mise en concurrence doit rester exceptionnelle et ne peut être justifiée que si ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet de la commande ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.

En cas de manquement aux obligations ci-dessus, une correction de 25% est appliquée au montant des achats concernés déclarés dans une demande de paiement.

Les bénéficiaires assujettis au Code de la commande publique ou aux dispositions de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 appliquent les dispositions de la réglementation nationale.

A partir de 40 000 euros HT, l'absence de mise en concurrence doit rester exceptionnelle et ne peut être justifiée que si ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet de la commande ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.

Les corrections imposées suite au constat d'irrégularités ayant trait aux achats de biens, fournitures ou services, sont déterminées selon les barèmes fixés dans la décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 n°C(2019) 3452.

* Le seuil en-dessous duquel une procédure n'est pas requise est de 40 000 euros HT depuis le 1er janvier 2020. La procédure d'achat s'analyse au regard des seuils fixés par la réglementation applicable à la date de l'achat.

[Complément d'article]

Article 16 : Responsabilité

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutée par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à assurer l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et à tenir compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement du [FSE+ / FTJ] à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai de conservation des pièces relatives à l'opération, pour une période de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat.

Le service gestionnaire ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le service gestionnaire.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

[Complément d'article]

Article 17 : Publicité et communication

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du [FSE+ / FTJ] fixée par la réglementation européenne et par les dispositions nationales conformément en annexe de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du [FSE+ / FTJ] aux cofinanceurs nationaux de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le service gestionnaire n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent, et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, une correction financière déterminée par le service gestionnaire jusqu'à 3% des montants [FSE+ / FTJ] dus peut être appliquée.

Le bénéficiaire autorise le service gestionnaire à publier les informations suivantes :

- Les nom et adresse du bénéficiaire ;
- L'objet et le contenu de l'opération cofinancée par le [FSE+ / FTJ] ;
- Le montant [FSE+ / FTJ] octroyé et le taux de cofinancement [FSE+ / FTJ].

[Complément d'article]

Article 18 : Evaluation de l'opération

Les données relatives aux indicateurs seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du service gestionnaire et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération.

[Complément d'article]

Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service gestionnaire, ou tout autre organisme externe mandaté par le service gestionnaire, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées (comme les participants et les salariés ou agents dont les salaires sont valorisés en dépenses éligibles) de leur production dans le système d'information Ma Démarche FSE+ conformément aux articles 13 et 14 du Règlement général n°2016/679 sur la protection des données.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pour une période de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.

Le montant de l'aide [FSE+ / FTJ] peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service gestionnaire à exiger du bénéficiaire le reversement des sommes indûment perçues.

[Complément d'article]

Article 20 : Propriété et utilisation des résultats

Le service gestionnaire reconnait qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au service gestionnaire et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire concède sur les documents transmis au service gestionnaire, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont concédés gratuitement sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

[Complément d'article]

Article 21 : Confidentialité

Le service gestionnaire et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication et de conservation des pièces.

[Complément d'article]

Article 22 : Recours

Les décisions du service gestionnaire prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

[Complément d'article]

Article 23 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention, de ses éventuels avenants et de l'ensemble des annexes suivantes :

- Annexe I description de l'opération ;
- Annexe II budget prévisionnel de l'opération ;
- Annexe III relative aux obligations de publicité et d'information incombant au bénéficiaire d'un financement [FSE+ / FTJ] ;
- Annexe IV relative au suivi des participants et des entités et des indicateurs [FSE+ / FTJ] ;

- Annexe V relative à l'échantillonnage et à l'extrapolation.

[Complément d'article]

l'Europe s'engage en France
Cofinancé par l'Union européenne

Le bénéficiaire, représenté par [Civilité Prénom Nom, Fonction du représentant légal de l'établissement bénéficiaire]



Le gestionnaire, représenté par [Civilité Prénom Nom, Fonction du représentant légal de l'établissement gestionnaire]



Notifiée et rendu exécutoire le : Voir date de signature par le service gestionnaire

l'Europe s'engage en France
Cofinancé par l'Union européenne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/05

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_405H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/05**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : JULLEMIER Denis

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Politique d'insertion : attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire à Initiatives77 pour l'année 2025.

Depuis 1991, le Département s'appuie sur Initiatives77 pour l'accompagner dans la mise en œuvre de sa politique d'insertion.
Initiatives77 contribue activement à la politique départementale d'insertion, notamment dans le cadre du dispositif du revenu de solidarité active (RSA) dont est chargé le Département. L'association a pour objet la construction, la promotion, l'expérimentation et la mise en œuvre d'actions de nature à favoriser l'insertion des publics en difficulté : insertion par le logement, insertion professionnelle par l'activité économique, l'emploi et la formation.

Du côté du Département, la politique en matière d'insertion et de logement constitue une de ses compétences majeures et s'inscrit dans la lignée de la politique du juste droit, du schéma des solidarités, du Plan départemental d'insertion et de retour vers l'emploi (PDIE) et des priorités fixées pour le mandat.
La feuille de route en la matière s'articule autour de 4 grands axes : conforter la politique du juste droit avec un nouveau PDIE adopté en 2024 ; conforter la politique d'insertion par le logement à travers notamment le Fonds de Solidarité Logement (FSL), la lutte contre les exclusions et le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Populations Défavorisées (PDLAHPD) ; et enfin, inscrire les priorités fixées par l'exécutif que sont la santé, la jeunesse, le handicap et la lutte contre les violences faites aux femmes dans notre politique de cohésion sociale.

Afin d'inscrire dans la durée la collaboration de l'association aux objectifs poursuivis par le Département en termes de politiques d'insertion vers l'emploi et d'insertion par le logement, les parties sont convenues de formaliser cette collaboration. Aussi, dans le cadre des séances du 19 décembre 2024 et du 3 avril 2025, une subvention globale d'un montant de 1 494 000 € a été octroyée à Initiatives77.

Il est proposé l'attribution d'une subvention complémentaire de 25 000 € à l'opérateur, pour l'année 2025.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/05

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 en date du 29 juin 2012, approuvant le règlement budgétaire et financier du Département, modifiée par délibération du Conseil général n° 7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n°4/03 en date du 19 décembre 2024, relative à l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement à Initiatives77 et de la subvention au titre des frais de gestion du Fonds d'aide aux jeunes pour la période du 1er janvier 2025 au 30 avril 2025,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 en date du 3 avril 2025, approuvant le budget primitif du Département pour l'année 2025,

VU la délibération du Conseil départemental n°4/10 en date du 3 avril 2025, relative à l'attribution de la subvention globale de fonctionnement à Initiatives77 et de la subvention au titre des frais de gestion du Fonds d'aide aux jeunes pour la période du 1er mai 2025 au 31 décembre 2025,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/XX en date du 20 juin 2025, approuvant la première décision modificative du budget 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention relative aux subventions accordées pour 2025 par le Département à l'association Initiatives77, tel que joint en annexe de la présente délibération,

Article 2 : d'attribuer à l'association Initiatives77, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, une subvention d'un montant total de **25 000 €,** destinée à lui permettre de réaliser ses activités en matière d'insertion sociale, professionnelle et par le logement de publics en difficultés,

Article 3 : de prélever les crédits nécessaires sur :

- pour l'insertion par le logement, l'opération « Actions d'insertion par le logement (DF25) » de l'action « Actions d'insertion par le logement » :
  - 620 € (frais de structure),
  - 6 626 € (dispositifs spécifiques),
- pour les dispositifs insertion emploi, l'opération « Actions d'insertion et emploi (AE25) » de l'action « Dispositifs d'insertion » :
  - 6 164 € (frais de structure),
  - 11 590 € (dispositifs spécifiques).

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 38

Mme Emma ABREU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/05

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/05

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 8

M. Eric BAREILLE en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

M. Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_405H1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION RELATIVE AUX SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT À CARACTÉRE GÉNÉRAL CONSENTIES PAR LE DÉPARTEMENT À L'ASSOCIATION INITIATIVES77 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025

ENTRE le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, Jean-François PARIGI
dûment autorisé par délibération n°4/04 du Conseil départemental en date du 20 juin 2025
ci-après dénommé « le Département »

D'UNE PART

ET l'association **INITIATIVES77**.
régie par la loi du 1er juillet 1901 et ayant son siège social : 49-51 avenue Thiers – 77000 MELUN.
représentée par sa Présidente, Sandrine SOSINSKI
ci-après dénommée « l'association »

D'AUTRE PART

PRÉAMBULE

L'association Initiatives77 a été créée en 1991. Elle contribue activement à la politique départementale d'insertion, notamment dans le cadre du dispositif du revenu de solidarité (RSA) dont est chargé le Département depuis le 1er juin 2009. Son rôle d'opérateur dans les domaines de l'insertion et de l'emploi s'est trouvé renforcé avec le déploiement de ce dispositif. L'association a pour objet la recherche, la promotion, l'expérimentation et la mise en œuvre d'actions de nature à favoriser les initiatives solidaires porteuses d'insertion pour les publics en difficulté, l'insertion par le logement, l'insertion professionnelle par l'activité économique, l'emploi et la formation.

Initiatives77 impulse et porte de nombreuses actions tant dans le domaine de l'insertion par le logement que dans celui de l'insertion professionnelle en lien avec les Maisons départementales des solidarités (MDS) et de nombreux partenaires locaux. Pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés, Initiatives77 utilise les différents dispositifs impulsés par l'État et la Région Île-de-France en leur apportant sa propre plus-value. A ce titre, elle joue un rôle de recherche de nouveaux créneaux d'intervention et d'expérimentation d'actions nouvelles. Par ailleurs, elle sollicite, autant que faire se peut, des partenariats financiers complémentaires.

Initiatives77 a vocation à intervenir sur l'ensemble du département de Seine-et-Marne. L'association contribue au dynamisme du tissu économique local en développant son offre de service à destination des communes (ingénierie dans le montage de projet) et entreprises (aide au recrutement) du territoire seine-et-marnais.

Du côté du Département, la politique en matière d'insertion et de logement constitue une de ses compétences majeures et s'inscrit dans la lignée de la politique du juste droit, du schéma des solidarités, de la stratégie pour l'insertion vers l'emploi et des nouvelles les priorités fixées pour le mandat.

La feuille de route en la matière s'articule autour de 3 grands axes :

- conforter la politique du juste droit avec un nouveau Plan départemental d'insertion vers l'emploi,
- conforter la politique d'insertion par le logement : FSL, lutte contre les exclusions et du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Populations Défavorisées (PDLAHPD),
- inscrire les priorités fixées par l'exécutif : la santé, la jeunesse, le handicap et la lutte contre les violences faites aux femmes.

A ce titre, le Conseil départemental porte les dispositifs d'accompagnement des publics (Associations d'accompagnement vers l'Emploi, accompagnement à la création d'activité, mesure d'accompagnement social personnalisé, soutien à l'insertion des jeunes), des actions d'insertion socio-professionnelle (autour de la santé, de la levée des freins liés au mode d'accueil des enfants, de la mobilité,…), des mises en situations professionnelles (emploi pérenne, soutien aux structures d'insertion par l'activité économique et cofinancement des contrats aidés) et des actions emploi (Coup de pouce vers les métiers en tension. Cette politique insertion porte également des actions à destination de certaines structures œuvrant pour la cohésion sociale (associations caritatives, structures d'aide et de soutien contre les violences intrafamiliales).

Concernant la politique habitat, les priorités du Département porte sur l'information et l'accompagnement des personnes défavorisées pour le maintien et l'accès dans l'habitat et ayant besoin d'un accès au droit, la politique des gens du voyage avec un schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage signé en 2020 (pour 2020-2026), le soutien au logement des jeunes, les aides pour cofinancer des études habitat auprès des communes ou des intercommunalités le Fonds de Solidarité Logement, véritable outil de lutte contre la précarité des ménages, ainsi que le logement des jeunes.

Afin d'inscrire dans la durée la collaboration de l'association aux objectifs poursuivis par le Département en termes de politiques d'insertion professionnelle et d'insertion par le logement, les parties sont convenues de formaliser cette collaboration.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention détermine, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025, les conditions de la participation financière du Département au fonctionnement de l'association Initiatives77 dans le cadre de l'insertion professionnelle et de l'insertion par le logement, en cohérence avec la politique du Département dans ces domaines.

Elle vient également préciser les modalités de partenariat entre Initiatives77 et le Département.

ARTICLE 2 - ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION SOUTENUES PAR LE DÉPARTEMENT

Conformément à ses statuts, l'association Initiatives77 compte deux secteurs d'activité, celui de l'insertion professionnelle et celui de l'insertion par le logement. Ces deux secteurs visent les publics rencontrant des difficultés de tous ordres mais priorité est donnée aux publics pour lequel le Département a compétence et en tout premier lieu aux allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA).

L'association développe ses activités autour des trois grands domaines suivants :

- emploi, formation et insertion professionnelle :
  - chantiers d'insertion,
  - clauses d'insertion,
  - actions de formation et de préparation à l'emploi,
  - suivi du public en insertion,
  - parcours d'accès à l'emploi pérenne,
  - Combo77,
  - Mobilités77.
- insertion par le logement :
  - baux glissants,
  - conventions hôtelières.
- portage de dispositifs pilotés par le Département :
  - fonds solidarité logement (FSL),
  - fonds d'aide aux jeunes (FAJ).

Initiatives 77 assure également les fonctions transversales suivantes dans les trois domaines précités ci-dessus :

- le conseil et l'expertise,
- le portage d'actions,
- le support pour la gestion de dispositifs.

Certains dispositifs font l'objet de conventions et de financements spécifiques avec le Département :

- les chantiers d'insertion : aide complémentaire au poste, contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI),
- les parcours d'accès à l'emploi pérenne,
- le dispositif Mobilités77,
- l'aide à la médiation locative, prélevée sur le FSL,
- les frais de gestion du FSL,
- les frais de gestion du FAJ,
- Combo77.

ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DU DÉPARTEMENT ATTRIBUÉES A INITIATIVES77 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025

3.1 – Budget prévisionnel de l'association

Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025, le Département s'engage à soutenir financièrement l'association par le versement d'une subvention complémentaire d'un montant total de **25 000 €,** décomposé comme suit :

- Pour le secteur Insertion, Formation et Emploi : 17 754 €
  - Charge administration générale : 6 164 €,
  - Actions Insertion Formation Emploi : 11 590 €.
- Pour le secteur Logement : 7 246 €
  - Charge administration générale : 620 €,
  - Actions Insertion Logement : 6 626 €.

3.2 - Modalités de versement

Les subventions visées à l'article 3.1 ci-dessus, seront versées en une fois à la signature de la convention

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

4.1 - Engagement de l'association

L'association s'engage à utiliser les subventions conformément aux dispositions de la présente convention. Elle produira notamment deux outils donnant une visibilité tant quantitative que qualitative de son activité :

- un tableau de bord, tel que joint en annexe de la présente convention, retraçant le suivi de ses activités ainsi que l'état de consommation des subventions versées par le Département,
- un rapport d'activité explicatif détaillant les actions menées.

Ces deux documents seront produits par l'association sur la base d'un bilan portant sur l'année 2024 et transmis :

- lors des comités de pilotage,
- lors de l'Assemblée générale de l'association.

Les fiches en annexes de la présente convention précisent les différents indicateurs de suivi. Ces fiches, conformément au cadre légal, permettent de flécher les subventions qui doivent être allouées pour des objets déterminés ou projets spécifiques.

4.2 - Obligations comptables

L'association s'engage à se conformer aux prescriptions comptables relatives aux associations recevant des aides publiques définies par les lois et règlements, dans le respect du règlement budgétaire et financier du Département adopté par l'Assemblée départementale du 29 juin 2012.

4.3 - Contrôle de l'utilisation de la subvention

L'association s'engage à accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet. Elle devra notamment mettre à la disposition du Département toutes pièces justificatives et livres comptables.

4.4 - Obligations liées à la cartographie de l'offre d'insertion

Dans le cadre du travail de cartographie de l'offre d'insertion sur le territoire impulsé par le Département, l'association s'engage à participer à l'identification des outils d'insertion mobilisables et dans le cadre des missions portées par la structure. Cela consisterait notamment à collaborer à la réalisation d'une cartographie et d'un moteur de recherche recensant les actions d'insertion sociale et professionnelle comprenant une fiche d'identité du partenaire qui devra être actualisée au moins une fois par trimestre et à chaque changement dans la structure (lieux d'accueil, horaires, numéro de téléphone etc.).

4.5 - Obligation de publicité

La structure s'engage, sous peine d'application des dispositions relatives à la résiliation de la présente convention, à mentionner clairement le concours du Département sur tous ses supports de communication (notamment dans les publications sur les réseaux sociaux et dans les articles valorisant l'action).

Une affiche mentionnant la participation du Département devra être apposée dans les lieux recevant du public et pour laquelle une action financée dans le cadre de la présente convention aura lieu.

4.6 - Contrat d'engagement républicain

Conformément à l'art. 5 du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, « L'association ou la fondation bénéficiaire de la subvention du Département veille à ce que le contrat d'engagement républicain soit respecté.

Sont imputables à l'association ou la fondation les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité, ainsi que tout autre manquement commis par eux et directement lié aux activités de l'association ou de la fondation, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

Les engagements souscrits au titre du contrat d'engagement républicain sont opposables à l'association à compter de la date de souscription du contrat.

Est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du contrat

Le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement. »

4.7 - Règlement européen sur la protection des données

La structure s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/19 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, applicable à compter du 25 mai 2018 (le règlement européen sur la protection des données) et la loi Informatique & Libertés modifiée le 20 juin 2018.

Conformément au règlement RGPD, les structures publiques ou privées doivent mettre en place un mode de stockage et de traitement des données personnelles permettant d'en assurer la protection.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

En considération des activités de l'association, telles que décrites ci-dessus, et de leur intérêt au regard de ses propres missions, le Département s'engage à les soutenir en apportant à l'association son soutien, notamment financier en conformité avec le règlement budgétaire et financier du Département voté par l'Assemblée départementale le 29 juin 2012, sous les formes suivantes :

- attribution de deux subventions annuelles de fonctionnement à caractère général (une pour le secteur emploi, formation, insertion de l'association et une deuxième pour son secteur logement) pour le financement des activités de l'association, objet de la présente convention,
- mise à disposition de moyens et de locaux qui feront l'objet d'une convention spécifique.

ARTICLE 6 - ÉVALUATION ET SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Un comité de pilotage se réunira deux fois par an (à la fin du premier semestre et en fin d'année) et aura notamment pour rôle d'évaluer la mise en œuvre de la présente convention et des conventions spécifiques.

L'association produira à cette occasion le rapport d'activité intermédiaire et final faisant état d'un bilan par action, ainsi que l'état de consommation des subventions indiquant de manière analytique les différents postes de dépenses. Ce comité est composé de représentants de l'administration et de l'association ainsi que des élus.

En parallèle, des réunions en bilatérale avec la direction de la Direction de l'insertion, de l'habitat et de la cohésion sociale sont organisées mensuellement afin de faire un suivi des dossiers sur les aspects stratégiques.

Ces réunions seront élargies une fois par trimestre à d'autres collaborateurs afin d'aborder des sujets opérationnels et/ou techniques, et seront ouvertes à d'autres collaborateurs à une fréquence adaptée en cas de besoin.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION

En cas de manquement à ses obligations par l'une ou l'autre des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de 3 mois, après une mise en demeure restée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du bénéficiaire. La présente convention pourra également être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de 3 mois. Quel que soit le motif de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas de résiliation de la présente convention, le Département pourra demander à l'association de lui restituer tout ou partie de la subvention attribuée. De même, le Département pourra également exiger restitution totale ou partielle des sommes ainsi versées, si l'association ne les utilise pas en totalité.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé entre les parties.
Le report du vote du budget 2025 impliquera peut-être de réviser le financement de certains dispositifs, et donc le montant octroyé au titre de la subvention globale de fonctionnement par voie d'avenant.

ARTICLE 10 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier jusqu'au 31 décembre 2025. Au terme de cette période, la poursuite de la collaboration entre les partenaires devra faire l'objet d'une nouvelle convention.

ARTICLE 11 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne

Pour l'association
(nom, qualité du signataire et cachet obligatoire)

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/06

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_406H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/06**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Individualisation de l'aide complémentaire aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) au titre de l'année 2025.

Le Département de Seine-et-Marne assure l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'insertion pour les personnes Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA), conformément à la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.
Considérant que les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) représentent une étape de parcours clé pour les publics éloignés de l'emploi, notamment les ARSA, le Département soutient financièrement, de manière volontariste, les structures supports d'ateliers et chantiers d'insertion (ACI), les entreprises d'insertion (EI), les entreprises de travail temporaire (ETTI) et les associations intermédiaires (AI) par le versement d'une aide complémentaire à l'encadrement par poste de travail occupé par des allocataires du RSA à temps plein.
Il s'agit pour le Département de permettre un accompagnement soutenu des publics concernés et donc de favoriser la réussite de leurs parcours d'insertion professionnelle. Aussi, le présent rapport concerne l'individualisation de l'aide complémentaire attribuée aux SIAE pour un montant de 1 719 100 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de Solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

VU la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,

VU les articles L.5132-1, L.5132-15-1, L.5121-2, L.5134-19-1 et suivants du Code du travail,

VU le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 instituant un contrat unique d'insertion,

VU le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 a porté sur les modalités d'application de la participation financière des Départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'IAE,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/06

VU le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 a porté généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,

VU l'arrêté du 7 mai 2021 a fixé le montant des aides de l'Etat pour les contrats uniques d'insertion CUI,

VU l'arrêté du 2 janvier 2025 a fixé les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique,

VU la circulaire n° DGEFP/MIP/METH/MPP/2024/14 du 7 février 2024 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification),

VU la délibération du Conseil Départemental n°7/01 en date du 3 avril 2025 approuvant le budget primitif du Département pour l'année 2025,

VU la délibération n°4/ 08 du Conseil Départemental du 3 avril 2025 adoptant la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver la répartition de l'individualisation de l'aide complémentaire et d'attribuer aux structures de l'insertion par l'activité économique (IAE), les subventions afférentes telles que définies en annexe 1 de la présente délibération. Ces subventions seront prélevées sur l'opération « Actions d'insertion par l'activité économique (AE 2025) » de l'action « Actions d'insertion par l'activité économique » pour 1 510 900 € et sur l'opération « Actions d'insertion par l'activité économique (AE 2024) » de l'action « Actions d'insertion par l'activité économique » pour 183 200 € du budget 2025.

Article 2 : d'approuver les projets de conventions types avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE), tel que joint en annexe 2 de la présente délibération et d'autoriser le Président à signer ces conventions.

Article 3 : d'attribuer à la plateforme collaborative des SIAE 77 une subvention d'un montant de **25 000 €,** prélevée sur l'opération « Actions d'insertion par l'activité économique (AE 2024) » de l'action « Actions d'insertion par l'activité économique »

Article 4 : d'approuver la convention avec la plateforme collaborative des SIAE 77, tel que joint en annexe 3 de la présente délibération et d'autoriser le Président à signer cette convention.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/06

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Sara SHORT-FERJULE

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/06

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

M. Eric BAREILLE en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

M. Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Sophie DELOISY en sa qualité de Vice-présidente de la CA Coulommiers Pays de Brie et en tant que membre du CA de la CARED

Mme Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

M. Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

Mme Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

M. Patrick SEPTIERS en sa qualité de Président de la CC Moret Seine et Loing

Mme Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

Etaient ABSENTS: 1

M. Ugo PEZZETTA



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_406H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Annexe 1 à la délibération

RÉCAPITULATIF DE L'AIDE COMPLÉMENTAIRE VERSÉE AUX SIAE

En complémentarité du cofinancement, avec l'Etat, des postes en CDDI, le Département attribue aux structures support d'ateliers et chantiers d'insertion un financement à hauteur de **5 000 € par ETP** occupé par des personnes allocataires du RSA ou des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance (dans la limite de 20% du volume total conventionné).

Nom de la structure porteuse ACI	ETP 2025	Montants 2025
ATELIERS POUR L'INITIATION, LA PRODUCTION ET L'INSERTION (AIPI)	5	25 000 €
ASSOCIATION RÉGIONALE POUR L'INSERTION, LE LOGEMENT ET L'EMPLOI (ARILE)	34	170 000 €
ASSOCIATION AURORE	2	10 000 €
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE	3	15 000 €
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE MORET SEINE ET LOING	2	10 000 €
CROIX ROUGE INSERTION – APPRO77	11	55 000 €
GERMINALE	17	85 000 €
INITIATIVES 77	76	380 000 €
EQUALIS	9	45 000 €
MAISON INTERCOMMUNALE D'INSERTION / EMPLOI DU VAL MAUBUREE (M2IE)	12	60 000 €
ADSEA SAUVEGARDE ENFANCE ET ADOLESCENCE DE SEINE ET MARNE	22	110 000 €
AN&S – ATYPIQUE NATURE ET SOLIDAIRE	2	10 000 €
CENTRE DE FORMATION ET DE PROFESSIONNALISATION GRAND PARIS SUD	2	10 000 €
LA FERME DES COPAINS	1	5 000 €
TOTAL ACI	**198**	**990 000 €**

Le Département attribue aux structures support d'associations intermédiaires un financement à hauteur de **5 500 € par ETP** occupé par des personnes allocataires du RSA, ou occupé par des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance (dans la limite de 20% du volume total conventionné).

Nom de la structure porteuse AI	ETP 2025	Montants 2025
ASSOCIATION REGIONALE POUR L'INSERTION, LE LOGEMENT ET L'EMPLOI (ARILE)	3	16 500 €
CELLULE AIDE RECH EMPLOI POUR DEFAVORISE (CARED)	24	132 000 €
DOMICILE SERVICES DE SEINE ET MARNE	8	44 000 €
PERSPECTIV…EMPLOI	6	33 000 €
TRAVAIL ENTRAIDE	22	121 000 €
TOTAL AI	**63**	**346 500 €**

Le Département attribue aux structures support d'entreprises d'insertion un financement à hauteur de **4 200 € par ETP occupé** par des personnes allocataires du RSA, ou occupé par des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance (dans la limite de 20% du volume total conventionné).

Nom de la structure porteuse EI	ETP 2025	Montants 2025
IN'PACT (INSERTION CITOYENNE)	4	16 800 €
EMPREINTES (AGISSONS)	3	12 600 €
ARES SERVICES	11	46 200 €
AUTEUIL INSERTION	1	4 200 €
VIF TRANSPORT & LOGISTIQUE	1	4 200 €
CYCLEVA	20	84 000 €
LE VILLAGE POTAGER DU PAYS DE NEMOURS	2	8 400 €
RÉGIE DU PAYS DE MEAUX	20	84 000 €
SERVIANETT	5	21 000 €
SERVIAPLUS	1	4 200 €
TOTAL EI	**68**	**285 600 €**

Le Département attribue aux structures support d'entreprises de travail temporaire d'insertion un financement à hauteur de **2 000 € par ETP** occupé par des personnes allocataires du RSA, ou occupé par des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance (dans la limite de 20% du volume total conventionné).

Nom de la structure porteuse ETTI	ETP 2025	Montants 2025
JANUS SAS	3	6 000 €
EUREKA	1	2 000 €
PRO EMPLOI INTERIM	20	40 000 €
XL EMPLOI	12	24 000 €
TOTAL ETTI	**36**	**72 000 €**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION ANNUELLE AVEC UNE STRUCTURE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (SIAE)

ENTRE Le **Département de Seine-et-Marne**, représentée par le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, dûment autorisé par la délibération n°4/06 en date du 20 juin 2025 et désigné ci-après sous le terme "le Département"

D'UNE PART

ET La structure :
dont le siège social est situé :
le cas échéant, adresse de l'établissement concerné :
représentée par :
nature juridique :
désigné(e) ci-après sous le terme « structure »

D'AUTRE PART

VU la délibération n°4/06 du Conseil Départemental du 3 avril 2025 adoptant la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens.
VU l'article 1612 du C.G.C.T.

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de Solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

VU la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée ».

VU les articles L.5132-1, L.5132-15-1, L.5121-2, L.5134-19-1 et suivants du Code du travail.

VU le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 instituant un contrat unique d'insertion

VU le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 a porté sur les modalités d'application de la participation financière des Départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'I.A.E.

VU le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 a porté généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique.

VU l'arrêté du 2 janvier 2025 a fixé les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique.

VU la circulaire n° DGEFP/MIP/METH/MPP/2024/14 du 7 février 2024 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification).

VU la délibération du Conseil Départemental n°7/01 en date du 3 avril 2025 approuvant le budget primitif du Département pour l'année 2025.

PRÉAMBULE

Conformément à l'article L.5132-1 du Code du travail « l'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement. L'insertion par l'activité économique, notamment par la création d'activités économiques, contribue également au développement des territoires ».
A ce titre, les structures de l'insertion par l'activité économique mettent en place un accompagnement global des salariés en insertion, combinant un suivi des problématiques sociales avec une mise en situation de travail dans le cadre d'une activité professionnelle. Le projet d'insertion mis en œuvre est adapté aux besoins des salariés en insertion, à la situation du marché du travail local et à la stratégie d'animation et de pilotage de l'offre d'insertion arrêtée en conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE).

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) accueillent environ 25% de bénéficiaires du revenu de solidarité active dans leurs effectifs. Considérant l'action des SIAE complémentaire à sa politique d'accompagnement des allocataires du revenu de solidarité active (ARSA), le Département a décidé d'attribuer une aide complémentaire à celle de l'État à ces structures.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Département et la structure concernant l'accueil et l'accompagnement socioprofessionnel des ARSA pour l'année 2025.

Par la présente convention, la structure s'engage à mettre en œuvre le projet d'insertion décrit dans le dossier unique de conventionnement qu'elle transmet au Département et à mobiliser tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Elle s'engage par ailleurs à assurer un suivi spécifique du public ARSA. qu'elle accueille au sein de ses effectifs afin d'en rendre compte au Département.

Le Département s'engage à soutenir financièrement la structure dans la mise en œuvre de son projet d'insertion et à l'accompagner lorsqu'elle rencontre des difficultés dans l'accueil et l'accompagnement des publics ARSA.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR LES SIAE PORTANT UN ACI

Dans le cadre de la convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) qu'il signe chaque année avec l'État, le Département s'engage à cofinancer un volume de contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) destinée à l'accueil du public ARSA. au sein des ateliers et chantiers d'insertion. Pour l'année 2025, l'effort du Département va permettre de cofinancer 182 CDDI.

La participation du Département à ces contrats est calculée sur la base de 88% du montant mensuel forfaitaire du R.S.A. (635,71 euros correspondant à la dernière revalorisation d'avril 2024), soit environ 559,42 euros, par mois et par poste occupé à temps plein par des personnes allocataires du RSA.

3.1- Montant de la contribution financière du Département pour les contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) et modalité de paiement

Pour la structure, le montant prévisionnel s'établit à [……..] euros correspondant à […] postes en CDDI.
Ce financement sera versé mensuellement par l'intermédiaire de l'agence de services et paiement (ASP) sous réserve du respect des engagements de la structure.

3.2- Engagements de la structure

- **Vis-à-vis du Département**

La structure s'engage à transmettre au Département le dossier unique de conventionnement ainsi que l'ensemble des pièces complémentaires ainsi que tout autre élément justificatif demandé par le Département (tableaux de suivi, bilans…). Par ailleurs, la structure s'engage à informer le Département en cas d'écart entre son conventionné et son réalisé au cours de l'année.

- **Vis-à-vis de l'agence de service et paiement**

La structure s'engage à renseigner l'extranet de l'ASP.
- la fiche salarié pour chaque salarié agréé lors de son embauche temporaire
- à la fin de chaque mois, un état mensuel de présence des salariés ayant effectivement travaillé au cours du mois ;

La structure s'engage en renseignant l'extranet de l'ASP à :
- réserver le traitement des informations nominatives aux seules finalités de paiement des aides aux postes;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et libertés.

- **Contrat d'engagement républicain**

Conformément à l'art. 5 du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 :
« L'association ou la fondation bénéficiaire de la subvention du Département veille à ce que le contrat d'engagement républicain soit respecté.

Sont imputables à l'association ou la fondation les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité, ainsi que tout autre manquement commis par eux et directement lié aux activités de l'association ou de la fondation, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

Les engagements souscrits au titre du contrat d'engagement républicain sont opposables à l'association à compter de la date de souscription du contrat.

Est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du contrat.

Le retrait porte sur un montant calcule au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement.».

- **Participation à la cartographie de l'offre d'insertion**

Dans le cadre du travail de cartographie de l'offre d'insertion sur le territoire impulsé par le Département, l'association s'engage à participer à l'identification des outils d'insertion mobilisables et dans le cadre des missions portées par la structure. Cela consisterait notamment à collaborer à la réalisation d'une cartographie et d'un moteur de recherche recensant les actions d'insertion sociale et professionnelle comprenant une fiche d'identité du partenaire qui devra être actualisée au moins une fois par trimestre et à chaque changement de la structure (lieux d'accueil, horaires, numéro de téléphone etc.).

- **Obligation de publicité**

La structure s'engage, sous peine d'application des dispositions relatives à la résiliation de la présente convention, à mentionner clairement le concours du Département sur tous ses supports de communication (notamment dans les publications sur les réseaux sociaux et dans les articles valorisant l'action).

Une affiche mentionnant la participation du Département devra être apposée dans les lieux recevant du public et pour laquelle une action financée dans le cadre de la présente convention aura lieu.

Préalablement à la diffusion de sa communication, elle transmettra au Département pour vérification ses projets de supports de communication ou tout autre élément de signalétique ou de promotion.

ARTICLE 4 – MONTANT DE L'AIDE COMPLÉMENTAIRE AU POSTE DU DÉPARTEMENT ET CONDITIONS DE PAIEMENT

En complément des engagements pris dans le cadre de la convention annuelle d'objectifs et de moyens, le Département mène une politique volontariste de soutien à l'IAE. Cette politique se matérialise par l'attribution d'une aide complémentaire pour l'accueil du public ARSA.
La commission permanente a fixé, durant sa séance du 26 septembre 2020, les montants unitaires suivants :

- 5 000 € par ETP pour les ateliers et chantiers d'insertion
- 5 500 € par ETP pour les associations intermédiaires
- 4 200 € par ETP. pour les entreprises d'insertion
- 2 000 € par ETP pour les entreprises de travail temporaire d'insertion

4.1- Montant de la subvention et modalité de versement

Le Département de Seine-et-Marne attribue à la structure un soutien de [……] correspondant à […] ETP.
La subvention départementale pourra être proratisée si les objectifs ne sont pas atteints.
La subvention annuelle est créditée au compte de la structure par le Département selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50% à la signature de la convention
- un deuxième versement interviendra en début d'année N+1, au regard du nombre de postes réellement occupés en équivalent temps plein sur la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année N.

Les versements sont effectués par virement au compte ouvert : joindre un RIB au retour de la convention signée en cas de changement de référence bancaire.

4.2- Engagement de la structure

La structure s'engage à transmettre au Département son dossier de conventionnement ainsi que l'ensemble des éléments justificatifs complémentaires demandés.

Chaque année, la structure transmet au Département un bilan statistique précisant pour les salariés en insertion, les actions mises en œuvre et leurs résultats à l'issue du parcours dans la structure. Ce document précise les réalisations en termes de suivi, accompagnement social et professionnel, d'encadrement des personnes présentant des difficultés sociales et professionnelles particulières comportant notamment les mentions suivantes :

- les moyens humains et matériels affectés à la réalisation de ces actions ;
- les caractéristiques des personnes embauchées et de leur contrat de travail ;
- la nature, l'objet, la durée des actions de suivi individualisé et d'accompagnement social et professionnel des personnes ;
- le cas échéant, les propositions d'action sociale faites à la personne pendant la durée de l'action et avant la sortie de la structure ;
- les propositions d'orientation professionnelle, de formation pré-qualifiante ou qualifiante et d'emploi faites aux personnes ainsi que les suites qui leur auront été données ;
- les résultats en termes d'accès et de retour à l'emploi des personnes sorties de la structure, tels que prévus en annexe.

La structure transmet chaque année au Département, son compte de résultat dès que celui-ci est établi.

ARTICLE 5 – CONTROLE

La structure s'engage à faciliter à tout moment les contrôles et fournir tout élément permettant de vérifier la réalité des actions d'insertion, leurs résultats, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile.

En cas de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par la structure, le montant des versements peut être diminué ou suspendu par avenant, ou le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention peut être exigé.

ARTICLE 6 – AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. L'avenant précisera les éléments modifiés, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause la finalité globale définie à l'article 1.

ARTICLE 7 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, et le cas échéant de ses avenants, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation à l'initiative de la structure, celle-ci reverse les sommes indûment perçues au plus tard dans le mois qui suit la réception du titre de perception émis par l'ASP pour les CDDI et auprès du comptable du Département pour les aides complémentaires au poste.

En cas de résiliation à l'initiative du Département, le reversement total ou parti des sommes versées peut être exigé.

ARTICLE 8 – LITIGE

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Melun, le

Signature du Département	**Signature de la structure**
Nom, qualité du signataire et cachet obligatoires	Nom, qualité du signataire et cachet obligatoires

077-227700010-20250620-D250620_406H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION
visant à formaliser le soutien du Département à la Plateforme collaborative des SIAE 77 au titre de l'année 2025

ENTRE le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne Jean-François PARIGI, dûment autorisé par délibération n°4/05 en date du 20 juin 2025, ci-après dénommé "le Département",

D'UNE PART

ET l'Association Plateforme collaborative des SIAE 77,
régie par la loi du 1er juillet 1901 et ayant son siège social : 21 rue Neuve – 77100 MEAUX,
représentée par sa Présidente, Johana TINAUGUS.
ci-après dénommée "l'association"

D'AUTRE PART

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de Solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

VU les articles L.5132-1, L.5132-15-1, L.5121-2, L.5134-19-1 et suivants du Code du travail.

VU le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 instituant un contrat unique d'insertion

VU le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 a porté sur les modalités d'application de la participation financière des Départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'I.A.E.

VU le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 a porté généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique.

VU l'arrêté du 2 janvier 2025 a fixé les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique.

VU la circulaire n° DGEFP/MIP/METH/MPP/2024/14 du 7 février 2024 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification).

VU la délibération n°4/05 du Conseil départemental du 3 avril 2025 adoptant la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens.

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT

Conformément à l'article L.5132-1 du Code du travail " l'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement. L'insertion par l'activité économique, notamment par la création d'activités économiques, contribue également au développement des territoires". A ce titre, les structures de l'insertion par l'activité économique mettent en place un accompagnement global des salariés en insertion, combinant un suivi des problématiques sociales avec une mise en situation de travail dans le cadre d'une activité professionnelle. Le projet d'insertion mis en œuvre est adapté aux besoins des salariés en insertion, à la situation du marché du travail local et à la stratégie d'animation et de pilotage de l'offre d'insertion arrêtée en conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE).

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) accueillent environ 25% des allocataires du revenu de solidarité active (ARSA) dans leurs effectifs. Considérant l'action des SIAE complémentaire à sa politique d'accompagnement des ARSA, le Département a décidé de cofinancer avec l'Etat le fonctionnement de ces structures.

Créée en 2015 par une dizaine de Structure d'Insertion par l'Activité Economique Seine-et-Marnaise, La plateforme collaborative des SIAE 77 est une plateforme inter-structure dont l'objectif est de promouvoir l'Insertion par l'Activité Economique auprès de divers acteurs Seine-et-Marnais, notamment les collectivités locales et les entreprises. La plateforme est soutenue financièrement par l'Unité Départementale de la Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités (DDETS) depuis sa création. **En 2025, 33 des 42 SIAE** du territoire sont membres de La plateforme collaborative des SIAE 77 et travaillent ensemble pour développer l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) autour de deux axes de travail principaux, le développement économique des structures et leur montée en compétences. A cela, s'ajoute un axe transversal, le développement de partenariats et d'actions mutualisées entre les structures. Le Département considérant que les missions mises en œuvre par la plateforme collaborative des SIAE 77 contribuent au développement du secteur de l'IAE a décidé d'apporter son soutien à La plateforme collaborative des SIAE 77.

IL A ÉTÉ ENSUITE ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Département et la plateforme collaborative des SIAE 77 pour l'année 2025. Par la présente convention, l'association s'engage à mettre en œuvre le plan d'action joint en annexe à la présente convention. Elle s'engage par ailleurs à assurer un suivi spécifique du public ARSA qu'elle accueille au sein de ses actions afin d'en rendre compte au Département. Le Département s'engage à soutenir financièrement la structure dans la mise en œuvre de son plan d'action.

ARTICLE 2 – SOUTIEN DU DÉPARTEMENT

2.1 - Les actions de la plateforme soutenues par le Département

Les actions de la plateforme soutenues par le Département se composent de la façon suivante :
- Communication
- Promotion de l'IAE.
- Amélioration de l'employabilité et l'insertion des salariés en parcours sans fracture ni coupure

2.2. - Engagements du Département

Le Département s'engage à :
- Attribuer son soutien à l'association pour la mise en œuvre du plan d'action tel que défini en annexe à la présente convention.
- Soutenir financièrement l'association selon les modalités définies aux articles 2.3 et 2.4 de la présente convention.

2.3 - La subvention attribuée par le Département

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Plateforme collaborative des SIAE 77 par le versement d'une subvention d'un montant de **25 000 €.**

2.4 - Modalités de versement

Le mandatement de la subvention du Département sera effectué selon les modalités suivantes :
- Un premier versement de 50% à la signature de la convention par les parties :
- Au vu du bilan d'activité, le versement du solde de la subvention dont le montant pourra éventuellement être réajusté selon les modalités définies à l'article 6 de la présente convention.

Les versements sont effectués par virement au compte ouvert dont le RIB a été communiqué par la structure.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

3.1 - Utilisation de la subvention départementale

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément aux dispositions de la présente convention et notamment aux modalités exposées dans l'article 2.

3.2 - Obligations comptables

L'association s'engage à :

- se conformer aux prescriptions comptables relatives aux associations recevant des aides publiques définies par les lois et règlements en vigueur ;
- transmettre dès réception, les comptes approuvés par l'Assemblée Générale de l'année N-1 au Département,

3.3 - Contrôle de l'utilisation de la subvention

L'association s'engage à accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet.

3.4 - Communication

L'association devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication liés à son activité (rapports, affiches, plaquettes, articles de presses, mentions sur sites Internet etc.), avec la mention "action financée par le Département de Seine-et-Marne" et l'apposition du logo départemental.

ARTICLE 4 - SUIVI ET ÉVALUATION

L'association s'engage à réunir le comité de pilotage au minimum une fois par an et de présenter à cette occasion les éléments de bilan concernant les missions définie dans le plan d'action.

ARTICLE 5 - RÉSILIATION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la présente convention sera résiliée à l'expiration d'un délai de 2 mois à compter de la réception d'une mise en demeure de régulariser, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit de l'association. La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment moyennant un préavis de deux mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 6 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au bénéficiaire qui s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le bénéficiaire pour les activités non conformes à celles qui sont définies à l'article 2.1 de la présente convention ou si le bénéficiaire ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention ;
- en cas de sous réalisation par rapport au budget prévisionnel
- en cas de résiliation de la présente convention selon les cas énumérés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. L'avenant précisera les éléments modifiés, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause la finalité globale définie à l'article 1.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les deux parties et prendra fin avec le versement du solde. Elle couvrira la période de réalisation du plan d'action décrit en annexe de la présente convention du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

ARTICLE 9 - RÉGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne
(Nom, qualité du signataire et cachet obligatoires)

Pour l'association
(Nom, qualité du signataire et cachet obligatoires)

Feuille de route la plateforme collaborative des SIAE 77

Objectifs transversaux attendus :

- Animer la plateforme,
- Accompagner les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) du département dans une perspective viabilité.
- Améliorer l'employabilité et l'insertion des salariés en parcours sans fracture ni couture.
- Faire remonter les difficultés et les besoins des structures auprès des financeurs, notamment sur les plans :
  - administratif
  - de l'accompagnement socioprofessionnel.
- Développer des stratégies d'action d'achats socialement responsables coordonnées avec l'IAE régionale.

Objectifs opérationnels attendus :

Le tableau ci-dessous liste les objectifs notamment attendus et hiérarchisés dans l'article 1 de la présente convention. Cette liste et ces indicateurs de suivi ne sont pas exhaustifs. Ils constituent une base nécessaire, qui peut faire l'objet d'une réévaluation si besoin.		**Indicateurs de suivi**
1. Communication	Diffusion du mode d'emploi et du manuel d'utilisation relatif au contrôle a posteriori	Disponible sur le site internet, avec QR code à l'appui Diffusion 1 fois/an (copie CD+DDETS)
	Veille et diffusion des appels d'offre et appels à projets à toutes les structures confondues	Copie CD+DDETS
	Mise en place d'une cartographie annuelle des SIAE du département	Disponible sur le site internet, avec QR code à l'appui Diffusion 1 fois/an (copie CD+DDETS)
2. Promotion de l'IAE	Auprès des entreprises toutes confondues (dont les entreprises adaptées) ; Auprès des collectivités ; Auprès des centres de formation	Nombre de relations Secteurs d'activité concernés
	Par la mise en place d'évènements (lors de semaines dédiées, en lien avec la plateforme de l'inclusion…)	Mise en place d'un groupe de travail Nombre d'actions de sensibilisation et nombre d'actions collaboratives
	Travailler le partenariat IAE / EA	Réponse en « groupement » à des marchés réservés (quantité de réponses)
3. Améliorer l'employabilité et l'insertion des salariés en	Par le développement des compétences : - Formations mutualisées pour les	Nombre de formations et de participants

parcours sans fracture ni couture	permanents (focus manager d'élite de l'IAE 77) et les salariés en parcours (FLE, savoirs de base, SST…) - Echanges de pratiques (pour les salariés en parcours d'insertion en fonction du secteur d'activité) et d'informations (réunions CIP et directeurs) - PMSMP (partenariats avec des structures mises en lien avec les SIAE)	Nombre de réunions Nombre de PMSMP proposées aux SIAE
	Par le développement des activités des SIAE : Aide à l'accompagnement de montage de consortium	Nombre de GME
	Par la levée d'un frein périphérique (au choix)	Diagnostic et solutions proposées
	Par l'innovation sociale	Jeu de cartes dédié à l'IAE Projet de vidéos « vis ma vie » dans l'IAE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/07

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_407H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/07**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Reconduction du partenariat avec les Maisons de l'Emploi Grand Paris Sud et du Val Maubuée autour du dispositif "la Balle au Bond" - Septembre 2025 - Août 2026.

Le Département de Seine-et-Marne assure l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'insertion pour les personnes Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA), conformément à la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

Plus particulièrement, afin de formaliser son ambition en matière d'insertion, le Département s'est doté, conformément au code de l'action sociale et des familles, d'un Plan Départemental d'Insertion et de retour vers l'Emploi (PDIE) pour la période 2024-2028. Ce PDIE vise notamment à travailler à la résolution des principaux freins rencontrés par les allocataires du Revenu de Solidarité Active dans leur parcours d'insertion.

Afin de répondre à cet enjeu, le Département a développé un partenariat avec la Maison de l'Emploi et de la Formation Grand Paris Sud et la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi du Val Maubuée porteuses du dispositif "La Balle au Bond" en 2023. Ce partenariat vise :

- d'une part à accompagner les publics en insertion dans leur recherche de mode d'accueil et permettra à ce titre d'accompagner 600 bénéficiaires par an dont 450 allocataires du RSA.
- d'autre part de contribuer à l'émergence de solution d'accueil sur le territoire en proposant une promotion des métiers de la petite enfance auprès des publics en insertion.

Les deux premières années de fonctionnement du dispositif ayant permis d'obtenir des résultats satisfaisants, il vous est proposé de reconduire ce dispositif pour une nouvelle année et, à ce titre, d'attribuer aux opérateurs une subvention totale de 370 000 € et de conclure un avenant aux conventions de partenariat pour la période allant du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/07

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012, approuvant le règlement budgétaire et financier du Département, modifiée par la délibération du Conseil général n°7/01 en date du 26 avril 2013,

VU la délibération n°4/01 du Conseil départemental du 9 février 2024 approuvant le PDIE pour la période 2024-2028,

VU la délibération du Conseil départemental n°4/09 en date du 23 juin 2023, approuvant le soutien du Département à la recherche de modes d'accueil des jeunes enfants pour les publics en insertion - Septembre 2023 - Aout 2024

VU la délibération du Conseil départemental n°4/05 en date du 21 juin 2024, approuvant le soutien du Département à la recherche de modes d'accueil des jeunes enfants pour les publics en insertion - Septembre 2024 - Aout 2025

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 en date du 3 avril 2025, approuvant le budget primitif du Département pour l'année 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant à la convention de partenariat à conclure avec la Maison de l'Emploi et de la Formation Grand Paris Sud et la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi dans le cadre du dispositif « La Balle au Bond », telle que jointe en annexe à la présente délibération,

Article 2 : d'attribuer à la Maison de l'Emploi et de la Formation Grand Paris Sud et la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi du Val Maubuée une subvention d'un montant total de 370 000 € et qui sera prélevée sur l'opération « dispositif mode de garde (AE25) » de l'action « dispositifs d'insertion » du budget insertion. La subvention entre les deux opérateurs se répartit de la façon suivante :

- 160 000 € pour la Maison de l'Emploi et de la Formation Grand Paris Sud pour le déploiement du dispositif au sud du Département,
- 210 000 € pour la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi du Val Maubuée pour le déploiement du dispositif au nord du Département.

Le versement sera réalisé selon les modalités prévues dans la convention.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer cet avenant au nom du Département,

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 44

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/07

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/07

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Denis JULLEMIER en sa qualité de représentant du Département au sein de la Maison de l'emploi et de la formation Grand Paris Sud

Etait ABSENTE: 1

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_407H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Avenant n°2 à la convention initiale
visant à formaliser les modalités de partenariat entre le Département de Seine-et-Marne, la Maison de l'Emploi et de la Formation Grand Paris Sud et la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi dans le cadre du dispositif « la Balle au Bond »

ENTRE le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,Monsieur Jean-François PARIGI
dûment autorisé par délibération n° xx du Conseil départemental de Seine-et-Marne en date du 20 juin 2025,
ci-après dénommé "le Département"

D'UNE PART

ET **la Maison de l'Emploi et de la Formation Grand Paris Sud**
association régie par la loi du 1er juillet 1901 et ayant son siège social :
9 allée de la Citoyenneté 77127 LIEUSAINT
représentée par son Président, Monsieur Eric BAREILLE.

la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi du Val Maubuée
association régie par la loi du 1er juillet 1901 et ayant son siège social :
Hôtel d'agglomération 5 cours de l'Arche Guédon 77200 TORCY
représentée par son Président, Monsieur Gérard EUDE.

ci-après dénommées "les structures"

D'AUTRE PART

APRÈS AVOIR RAPPELÉ EN PRÉAMBULE

Le Plan Département d'Insertion et de retour vers l'Emploi (PDIE) définit le cadre et les principes de l'action sociale du Département. Le retour à l'emploi des allocataires du revenu de Solidarité Active (ARSA) est en ce sens un des axes forts de la politique d'insertion et passe notamment par la levée des freins à l'insertion socio-professionnelle. Or, et plus particulièrement en Seine-et-Marne, la question des modes d'accueil constitue un frein majeur au retour à l'emploi des bénéficiaires.

Le Département entend agir pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle sur son territoire à travers la poursuite d'un partenariat autour du dispositif « la Balle au Bond ».

L'objet de cette convention est de préciser les modalités de coopération entre le Département et les structures pour la mise en œuvre du dispositif.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DU PRÉSENT AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les articles 3 et 8 de la convention initiale.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS DE L'AVENANT

2.1. L'article 3 « Engagement du Département » est complété ainsi :

« *Le Département s'engage à soutenir financièrement les structures, par le versement d'une subvention d'un montant de* ***370 000 €*** *pour la période allant du 1er septembre 2025 au 31 août 2026 soit :*

- *160 000 € pour la Maison de l'Emploi et de la Formation Grand Paris Sud*
- *210 000 € pour la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi*

La subvention départementale est créditée au compte des structures par le Département selon les modalités suivantes :

- *un acompte 80 % dès signature de la présente convention,*
- *le solde sur production des éléments justificatifs (bilan final de l'action, tableau récapitulatif des résultats) et après analyse du budget réalisé.*

Le versement sera effectué sur le compte dont les coordonnées bancaires seront transmises par les structures au Département. »

2.1. L'article 8 « Date d'effet et durée de la convention » initial :

« La présente convention débute le 1er septembre 2023 et prendra fin au 31 août 2026 et couvrira les actions réalisées durant cette période. »

est modifié ainsi :

« La convention initiale et son premier avenant couvraient la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2025 et les actions réalisées durant cette période. Le présent avenant vient prolonger d'un an la durée de la convention et la période de réalisation des actions jusqu'au 31 août 2026.»

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS INITIALES NON MODIFIÉES PAR LE PRÉSENT AVENANT

L'ensemble des dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne

Pour la Maison de l'Emploi et de la formation Grand Paris Sud
(nom, qualité du signataire et cachet obligatoires)

Pour la Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi
(nom, qualité du signataire et cachet obligatoires)

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/09

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_409H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/09**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Actions et perspectives du soutien départemental au maintien à domicile 2025

Le maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap est une orientation prioritaire du schéma départemental de soutien à l'autonomie (2024-2028).

Dans ce cadre, le Département développe des interventions pour soutenir le secteur du domicile : par la mobilisation de soutiens financiers destinés aux Services Autonomie à Domicile (SAD), par le pilotage d'une offre équitable sur son territoire et de qualité pour les bénéficiaires, par son soutien à une meilleure attractivité des métiers du secteur et à sa modernisation.

Cette orientation est accompagnée par un soutien financier de 945 000 € de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) via son cadre d'intervention 2023-2026.
De plus, le Département maintient en 2025 son intervention à hauteur de 325 000 € en reconduisant des actions majeures et volontaristes telles que l'aide aux gestionnaires des SAD, au développement de la télégestion, télétransmission, ainsi que le mois de l'aidant.

La déclinaison de ces orientations s'appuiera sur des initiatives locales et associera les acteurs qui concourent à la réussite des politiques de l'autonomie.

Après avoir pris connaissance du bilan 2024 des grands chantiers du domicile et les perspectives 2025, il est proposé d'approuver le projet de convention avec la Plateforme des Métiers de l'Autonomie qui assure la mise en œuvre d'une partie des actions.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 en date du 29 juin 2012, approuvant le règlement budgétaire et financier du Département, modifié par la délibération du Conseil général n° 7/01 du 26 avril 2013,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/09

VU la délibération n° CD-2021/07/01 0/01 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Jean-François PARIGI en qualité de Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,

VU la délibération du Conseil départemental n° 4/08 en date du 28 septembre 2023, validant le projet de candidature du Département de Seine-et-Marne à l'appel à manifestation d'intérêt sur les nouvelles modalités de soutien de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) aux Départements dans le cadre de son budget d'intervention 2023-2026 ;

VU la délibération n° CD-2024/04/05-04/01 du 05 avril 2024 adoptant le schéma départemental de l'autonomie 2024-2028,

VU la délibération du Conseil départemental n° 7/01 du 03 avril 2025 approuvant le budget primitif du Département au titre de l'exercice 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention entre le Département et la Plateforme des Métiers de l'Autonomie (PDMA) 77 désignée en annexe à la présente délibération.

Article 2 : d'imputer la dépense d'un montant de 202 350€ au titre de l'année 2025 au programme « aide à domicile et accord-cadre CNSA » et à l'opération «Plateforme départementale des métiers de l'autonomie (PDMA)».

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 44

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/09

M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/09

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 1

M. Denis JULLEMIER en sa qualité de représentant du Département au sein de la Maison de l'emploi et de la formation Grand Paris Sud

Etait ABSENTE: 1

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_409H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Convention
visant à déterminer le soutien du Département à la Plateforme des métiers de l'autonomie (PDMA) 77-91 au titre de la modernisation et la professionnalisation des services de l'autonomie à domicile de Seine-et-Marne

ENTRE :
LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE,
domicilié Hôtel du Département, 77010 MELUN Cedex, représenté par le Président du Conseil départemental, agissant en exécution de la délibération du Conseil départemental du 20 juin 2025.
Ci-après dénommé « le Département »,

D'UNE PART,

ET :
LA MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE GRAND PARIS SUD-PLATEFORME DES METIERS DE L'AUTONOMIE 77-91 domicilié au 462, rue Benjamin DELESSERT- 77 550 MOISSY-CRAMAYEL représentée par son Président, agissant en exécution de la décision du……

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

D'AUTRE PART,

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT

PRÉAMBULE

La Maison de l'Emploi et de la Formation (MDEF) de Grand Paris Sud portant la mission de la Plateforme des métiers de l'autonomie (PDMA) 77-91 a pour but de promouvoir la filière et les métiers des services à la personne, de professionnaliser et de structurer ce secteur.

Dans le cadre de son Schéma départemental de l'autonomie 2024-2028, le Département de Seine-et-Marne souhaite garantir l'équilibre et moderniser l'offre domiciliaire et institutionnelle sur son territoire.

Le Département a été retenu dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de la Caisse Nationale de Solidarités et de l'Autonomie (CNSA) pour la période 2023-2026, visant à donner plus de souplesse et une plus grande équité territoriale.

Le Département intervient pour développer des actions au moyen de crédits qui lui sont délégués par la CNSA ainsi que par des crédits qui lui sont propres.

Pour mener ce programme, le Département s'appuie sur les acteurs pertinents en fonction de leurs compétences et connaissances des services et des personnes concernées par l'autonomie à domicile.

Le Département propose de déléguer des actions à la PDMA permettant de décliner son engagement sur le secteur du maintien à domicile et auprès des proches aidants.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien financier au bénéficiaire au titre de la modernisation et la professionnalisation des services autonomie à domicile et l'accompagnement des proches aidants.

Cette participation vise à améliorer la qualité d'accompagnement des personnes âgées et/ou des personnes en situation de handicap à domicile ainsi que leurs aidants, à accompagner les services autonomie à domicile dans leur évolution vers une offre aide et soin, et à structurer le secteur de l'autonomie à domicile en améliorant l'offre et l'organisation des services. Enfin elle vise à renforcer la qualification et la professionnalisation du personnel.

Plus particulièrement, elle vise à soutenir les actions suivantes :

- l'ingénierie des actions d'accompagnement de la réforme des services autonomie à domicile pour les SAD « aide » selon le soutien financier suivant :
    - 60 demi-journées « auto-diagnostic global des structures » : 27 000 €
    - 20 demi-journées « démarche qualité » : 19 000 €
    - 20 demi-journées « évolution de la gestion des services liée à la réforme autonomie à domicile » : 29 000 €
    - 63 demi-journées «formation et accompagnement des dirigeants et salariés» : 62 550 €

- l'ingénierie des actions visant à l'appui à l'offre et aux structures territoriales selon le soutien financier suivant :
    - 99 demi-journées ateliers individuels et collectifs qualité de vie au travail : 44 550 €
    - la journée des dirigeants : 2 250 €
    - la bientraitance et la nutrition auprès des bénéficiaires : 18 000 €

Le Département facilitera l'accès des acteurs de l'autonomie à domicile à l'offre de la PDMA en l'associant aux initiatives de communication et d'information organisées en direction des acteurs du maintien à domicile et des habitants seine-et-marnais.

ARTICLE 2 : SOUTIEN DU DEPARTEMENT

2-1 : Participation

Le Département s'engage à soutenir financièrement les actions sus mentionnées en versant une participation financière de 202 350 € au titre de l'exercice 2025.

2-2 : Modalités de versement

La participation sera versée au moment de la signature de la présente convention.

Le paiement de la participation sera effectué au compte bancaire indiqué sur le relevé d'identité bancaire ou postal transmis par le bénéficiaire.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

3-1 : Mise en œuvre de la convention

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la participation du Département conformément aux dispositions de l'article 1 et plus particulièrement s'engage à exécuter en intégralité les actions financées dans la limite des montants retenus. A ce titre, le Département s'engage à verser au bénéficiaire le montant de 202 350 € correspondant à la prise en charge de l'ingénierie de projet pour la mise en œuvre d'actions et de communication à destination des SAD afin de les accompagner dans l'organisation et l'amélioration de leur fonctionnement, la modernisation de leur service, la professionnalisation de leur agents et l'accompagnement au titre de la qualité de la prise en charge des personnes vulnérables.

Le bénéficiaire s'engage à informer le Département, tous les 3 mois, sur l'avancée des actions, et à alerter en cas de difficultés. Un dialogue de gestion pourra être réalisé en cours d'année à la demande d'une des parties.

Le bénéficiaire s'engage à fournir un bilan de la mise en œuvre des actions.

3-2 : Obligations comptables

Le bénéficiaire se conformera aux prescriptions comptables relatives à la perception d'aides publiques, telles que définies par les lois et règlements, et notamment à communiquer aux services du Département son bilan, son compte de résultat et son rapport d'activité relatifs au dernier exercice connu.

Le bénéficiaire s'engage à présenter un bilan des actions réalisées au plus tard 3 mois après la fin de réalisation. Le contenu du bilan devra être conforme à celui prévu au titre de la convention conclue avec le Département. Pour ce faire, le Département s'engage à transmettre au bénéficiaire le modèle type de bilan à la signature de la convention.

Le bénéficiaire s'engage également à présenter toutes les factures correspondant à la réalisation du projet, objet de la présente convention, ainsi que le certificat d'engagement, l'attestation de réalisation, le compte financier définitif de l'action au plus tard un an après le versement de la participation.

3-3 : Contrôle de l'utilisation de la participation

Le bénéficiaire accepte et facilite tout contrôle de l'emploi de la participation départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 4 : RESILIATION

La présente convention ne pourra être résilié de plein droit et sans préavis par le Département dans les cas suivants :
- si la participation n'est pas utilisée conformément aux dispositions de l'article 1 et 3-1,
- en cas de dissolution ou disparition de la structure pour quelle que cause que ce soit.

La présente convention pourra également être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de 2 mois.

En aucun cas, la résiliation de la présente convention à l'initiative du Département ne pourra donner lieu à indemnité au profit du bénéficiaire.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA PARTICIPATION

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la participation au bénéficiaire qui s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la participation est utilisée par le bénéficiaire pour les activités non conformes à celles qui sont définies aux articles 1 et suivants de la présente convention ou si le bénéficiaire ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention ;
- en cas de résiliation de la présente convention selon les cas énumérés à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

ARTICLE 7 : DUREE ET PROROGATION DE LA CONVENTION

La présente convention court sur une période d'un an et prendra fin lorsque le bénéficiaire aura exécuté ses obligations prévues à l'article 2.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties de la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires originaux,

À Melun, le

Pour la MDEF Grand Paris Sud
Le Président/Directeur général

Pour le Département de Seine-et-Marne
Le Président du Conseil départemental

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/10

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_410H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/10**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : MUNCH Mireille

OBJET : Conventions d'habilitation partielle à l'aide sociale avec des EHPAD et des Résidences Autonomies (RA).

Au regard de l'évolution juridique et des difficultés financières rencontrées par les établissements, de la projection de la population, le Département est sollicité par des établissements accueillant des personnes âgées pour l'obtention d'une habilitation partielle.
Ce dispositif est autorisé par le Code de l'Action Sociale et des Familles qui l'introduit dans son article L.313-8-1 sous la forme d'une contractualisation, par le biais d'une convention permettant de recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.
Lors de l'adoption du schéma de l'autonomie 2024-2028, le Département a fait le choix de s'engager à transformer son offre en l'ouvrant à l'habilitation partielle.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'action sociale et des familles,

VU la délibération n°CD-2024/04/05-04/01 du 5 avril 2024 adoptant le schéma départemental de l'Autonomie 2024-2028,

VU la délibération n°CD-2024/12/19-4/01 portant actualisation du règlement départemental d'aide sociale – édition 2024,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/10

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les modèles de conventions relatives aux conditions de l'habilitation partielle à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer les conventions individualisées relatives à l'habilitation à l'aide sociale partielle avec les EHPAD et les résidences autonomie entrant dans le dispositif.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/10

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/10

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_410H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°1 à la délibération n°4/10

Modèle de Convention d'habilitation à l'aide sociale partielle

CONVENTION D'HABILITATION PARTIELLE A L'AIDE SOCIALE DEPARTEMENTALE DE L'EHPAD XX (Finess n° à préciser), SITUEE A XXX

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, Jean-François PARIGI dûment autorisé par le Conseil départemental au cours de sa séance n°XXX du **20 juin 2025**.

Ci-après dénommé « le Département »

D'UNE PART,

ET

Nom de l'organisme gestionnaire, située **adresse de l'organisme gestionnaire**, gestionnaire de l'EHPAD **nom de l'EHPAD**, située **adresse de l'EHPAD**, représentée par **fonction**, **nom**.

Ci-après dénommé « l'établissement »

D'AUTRE PART,

II A TOUT D'ABORD ÉTÉ EXPOSE CE QUI SUIT :

L'habilitation à l'aide sociale pour les établissements sociaux et médico sociaux, tels-que les Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) est régie par l'article 313-8 du Code de l'action sociale et des familles (CASF). En application de l''article L313-8-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), cette habilitation peut être assortie d'une convention fixant, entre autres, les conditions d'admission, le financement, le contrôle, et les modalités de sa mise en œuvre. Pour les établissements partiellement habilités, les dispositions sont adaptées en fonction de leur capacité et de leurs particularités.

Cette présente convention est conforme à la Délibération n°CD-2024/04/05-4/01 du Conseil départemental de Seine-et-Marne, adoptant le Schéma Départemental de l'Autonomie 2024-2028, ainsi qu'au Règlement Départemental d'Aide Sociale actuellement en vigueur.

A la demande l'organisme gestionnaire, l'opportunité d'accorder une habilitation partielle à l'aide sociale à EHPAD a été reconnue. Un arrêté portant sur l'habilitation à l'aide sociale partielle à hauteur de **X** places formalise cette décision et précise la capacité totale de l'EHPAD.

Par arrêté d'autorisation n° **à préciser**, **nom de l'organisme gestionnaire** gère un EHPAD comprenant **XX** places, permettant d'accueillir **XX** personnes âgées, située à **adresse complète**.

Aussi, en application de l'article L 313-8-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente convention fixe les conditions de l'habilitation à l'aide sociale départementale des **XX** places de l'EHPAD « **nom de l'EHPAD** ».

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de réserver **XX** places maximum pour des bénéficiaires de l'aide sociale (si nécessaire les **X** places d'hébergement temporaire ne sont pas habilitées à l'aide sociale départementale), au sein l'EHPAD « **X** », située à (adresse complète), dont la gestion est assurée par (**nom du gestionnaire)**.

Le public visé concerne les personnes âgées de plus de 60 ans. Une dérogation du Président du Conseil départemental sera nécessaire en cas d'accueil exceptionnel de personnes de moins de 60 ans.

Le dispositif mis en place par cette convention s'applique à **X** résidents. L'établissement est invité à prioriser sur ces places, l'admission de Seine-et-Marnais, bénéficiant de l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) y compris ceux pouvant bénéficier d'une prise en charge au titre d'une convention individuelle au titre de 1'article L 231-5 du CASF.

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles le Département effectue les versements au titre de l'aide sociale départementale au profit de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées,(**nom de l'EHPAD**.)

ARTICLE 2 : DISPOSITIF MIS EN PLACE PAR L'EHPAD

L'EHPAD X est autorisé depuis le (**date)** et propose à ses résidents un socle de prestations, conformément à l'annexe 2-3-1 de l'article 1 du Décret n°2022-734 du 28 avril 2022 (sauf prestations d'hébergement facultatives). Ces prestations sont susceptibles d'évoluer en fonction des changements législatifs.

Si nécessaire

*Les moyens mis en œuvre par **nom de l'OG** sont ceux prévus au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec l'Agence Régionale de Santé et le Département dont la présente convention constitue une annexe. Ils sont susceptibles d'évoluer en fonction du cadre réglementaire et des développements du projet institutionnel ainsi que de l'évolution future du CPOM.*

Les outils introduits par la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ont été mis en place. Les rapports d'évaluation externe ont été remis dans les délais impartis et jugés satisfaisants, permettant ainsi le renouvellement tacite de l'autorisation de fonctionner pour une nouvelle durée de 15 ans à compter du **date**.

L'objectif principal du gestionnaire est de proposer des logements à des personnes ayant de faibles ressources, dans un cadre sécurisé favorisant le maintien de leur autonomie. Les moyens mobilisés pourront évoluer en fonction du cadre réglementaire (conformément aux décrets d'application de la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015) et du projet institutionnel.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ADMISSION DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

Dans l'objectif de faciliter l'admission des bénéficiaires de l'aide sociale, le gestionnaire s'engage à utiliser l'outil Via Trajectoire, pour l'inscription des personnes, à s'articuler avec le référent de la personne : proche aidant, représentant légal, service social, coordinateur santé, Point d'Autonomie Territorial, services Séniors Aînés Personnes Handicapées Aidants (SAPHA), Centres

Communaux d'Action Sociale (CCAS), Dispositif d'Appui à la Coordination (DAC) et tout autre acteur de la filière gérontologique.

Compte tenu de l'habilitation partielle à l'aide sociale, l'établissement s'engage à garantir l'accueil des personnes âgées de l'aide sociale dans les mêmes conditions d'accès que les résidents payants. Il s'engage par ailleurs à leur offrir des conditions d'accueil et d'hébergement strictement identiques à celles dont bénéficient les autres résidents, sans leur demander de supplément financier.

L'établissement s'engage à accueillir toutes personnes âgées de plus de 60 ans, sans discrimination, conformément au principe de l'article 1 de la Charte des droits et liberté de la personne accueillie (mentionnée à l'article L 311-4 du code l'action sociale et des familles). L'établissement peut à titre dérogatoire et après autorisation du Président du Conseil départemental, recevoir des personnes de moins de 60 ans, ainsi que les personnes porteuses de handicap.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE SEJOUR DU DEPARTEMENT AU PROFIT DES BENEFICIAIRES SEINE-ET-MARNAIS DE L'AIDE SOCIALE

Le Département s'engage à prendre en charge les frais de séjour occasionnés par l'hébergement des X résidents bénéficiaires de l'aide sociale au sein de l'établissement dans les conditions suivantes :

4.1 — Principes de détermination du montant des frais de séjour

Le montant des frais de séjour pris en charge par le Département s'entend déduction faite de la participation du résident :

- pour les personnes âgées, elle représente 90 % de ses ressources, y compris les revenus de capitaux et livrets, qui seront directement versés à l'établissement. La participation des obligés alimentaires, quant à elle, est versée au Département.

Le résident dispose de 10 % de ses ressources, ce montant ne pouvant pas être inférieur à un minimum mensuel égal à 1 % du montant annuel de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA - ex minimum vieillesse).

- pour les personnes en situation de handicap, elle représente 70% de ses ressources y compris les revenus de capitaux et livrets (se référer à l'annexe du RDAS au regard des différentes situations individuelles).

Le résident dispose de 30% de ses ressources, ce motant ne pouvant pas être inférieur à un minimum mensuel égal à 30% du montant de l'Allocation Adulte Handicapé.

L'aide au logement devra être systématiquement demandée auprès de la Caisse d'Allocations Familiales pour être reversée intégralement à l'établissement.

Le Département verse à l'établissement la différence entre la participation journalière payée par le bénéficiaire et le montant du prix de journée (déduction faite de l'allocation logement si un droit est établi).

Le jour d'entrée dans l'établissement du résident est considéré comme jour de présence alors que le jour de sortie ne fait l'objet d'aucun paiement au profit de l'établissement.

4-2- Fixation des prix de journée hébergement pour les bénéficiaires de l'aide sociale

Le prix de journée des **X** places habilitées à l'aide sociale est fixé à **XX, XX** € **TTC.** Ce tarif est fixé par arrêté du Président du Conseil départemental. Pour 2025, ce montant est de **XX, XX** € **TTC.** Chaque année, un nouvel arrêté précisera le tarif applicable.

4-3-Modalités de facturation et de versement

En vertu du Règlement Départemental d'Aide Sociale en vigueur, le principe retenu est le suivant : la personne hébergée ou son représentant légal, s'acquitte elle-même de sa contribution à ses frais de séjour. L'établissement est tenu de tout mettre en œuvre pour récupérer cette contribution.

En vertu des articles L 132-4 et R132-2 du CASF, la perception des revenus, y compris l'allocation de logement à caractère social, des personnes admises dans les établissements sociaux ou médico-sociaux au titre de l'aide sociale aux personnes âgées, peut être assurée par le responsable de l'établissement de statut privé, soit à la demande de l'intéressé ou de son représentant légal, soit à la demande de l'établissement lorsque l'intéressé ne s'est pas acquitté de sa contribution pendant trois mois au moins.

Le responsable de l'établissement privé reverse mensuellement à l'intéressé ou son représentant le montant des revenus qui dépassent la contribution mise à sa charge.

Le Département applique la facturation nette et ne verse que la différence entre les frais de séjour et la participation du résident. Le montant des frais de séjour sera réglé mensuellement à terme échu. Du fait de la présente convention, l'établissement renonce à solliciter toute autre participation financière.

L'établissement récupère auprès des bénéficiaires leurs contributions et informe les services du Département, des périodes d'hospitalisation et/ou décès des résidents.

4-4 Détermination et modalités de versement à la charge du résident

Une part du prix de journée applicable à chaque résident peut être supportée par celui-ci en fonction de ses ressources, conformément aux lois d'aide sociale, aux règles fixées par le Règlement Départemental d'Aide Sociale en vigueur.

Le Département se réserve le droit d'opérer une récupération sur la succession des bénéficiaires.

4-5 Absence des résidents

4.5-1 Absence pour convenance personnelle ou vacances

Lorsque les bénéficiaires de l'aide sociale départementale s'absentent temporairement de l'établissement où ils sont accueillis, le Département est dispensé d'acquitter les frais d'hébergement et le montant du tarif journalier correspondant au GIR 5-6, au-delà de 72 heures.

Dans cette période, l'établissement est tenu de réserver la chambre et la personne âgée conserve la totalité de ses ressources à l'exception de l'aide au logement qui est versée à l'établissement.

Sous réserve du contrat de séjour établi entre le résidant et l'établissement, ce dernier peut mettre à disposition le logement pour un hébergement temporaire le cas échéant.

4.5-2 Absences pour hospitalisation

Pour les absences de moins de 72 heures : le tarif hébergement est facturé par l'établissement au Département déduction faite de la participation du résident qui est reversée à l'établissement. Le montant du tarif journalier correspondant au GIR 5-6 n'est pas facturé au Département dès le 1er jour d'hospitalisation. La chambre continue à être réservée par l'établissement.

La participation du résident et de ses obligés alimentaires aux frais d'hébergement fixée par le Président du Conseil départemental est maintenue pendant l'hospitalisation.

Pour les absences de plus de 72 heures et dans la limite de 30 jours maximum consécutifs : le tarif hébergement facturé est minoré du montant du forfait hospitalier et de la participation du résident reversée à l'établissement ; cette minoration est applicable à compter du 4ème jour d'hospitalisation. Au-delà de trente jours, la prise en charge au titre de l'aide sociale est suspendue.

Il n'est pas fait obligation à l'établissement de conserver vacant le lit ou la chambre de la personne. Le nécessaire sera fait pour accueillir en priorité le résident à son retour.

ARTICLE 5 : FIN DE PRISE EN CHARGE PAR LE DEPARTEMENT

La résiliation du contrat par le gestionnaire de l'établissement ne peut intervenir que dans les cas suivants, moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Conseil départemental et un préavis d'un mois, conformément à l'article L.311-4-1 III du CASF :

- En cas d'inexécution par la personne accueillie d'une obligation lui incombant au titre de son contrat ou de manquement grave ou répété au règlement de fonctionnement de l'établissement, sauf lorsqu'un avis médical constate que cette inexécution ou ce manquement résulte de l'altération des facultés mentales ou corporelles de la personne accueillie ;
- En cas de cessation totale d'activité de l'établissement ;
- Dans le cas où la personne accueillie cesse de remplir les conditions d'admission dans l'établissement, lorsque son état de santé nécessite durablement des équipements ou des soins non disponibles dans cet établissement, après que le gestionnaire s'est assuré que la personne dispose d'une solution d'accueil adaptée.

Dans ce cas, le Département procèdera à la liquidation des frais de séjour dus jusqu'à la date effective de départ du résident.

Le Département cesse toute prise en charge à compter du jour du décès du résident. Le responsable est tenu d'en aviser le Président du Conseil départemental dans les 48 h. Il doit également déclarer les sommes et les valeurs qu'il détient au nom du résident. Dans les 15 jours, le comptable restitue au Président du Conseil départemental les sommes détenues sur le compte de l'intéressé.

Le Département ne prend pas en charge les frais liés à l'inhumation et à la cérémonie qui l'accompagne, ainsi que les frais de rapatriement. En l'absence de prise en charge par la famille ou par l'intermédiaire d'un contrat d'obsèques souscrit par la personne âgée ou son représentant légal, les frais d'obsèques sont à payer en priorité sur le solde des comptes ou les livrets d'épargne du bénéficiaire de l'aide sociale. A défaut, la commune où la personne est décédée, est tenue de prendre en charge les frais d'obsèques.

ARTICLE 6 : CONTROLE ET SUIVI

L'organisme gestionnaire s'engage à accepter et faciliter tout contrôle administratif ou comptable par les agents du Département ou toutes personnes mandatées à cet effet.

L'établissement s'engage ainsi à transmettre au Département, dans les conditions prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment dans les articles L314-1 à L314-9, du CASF relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux, ainsi que dans les articles R 314-1 et suivants du CASF :

- l'Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (ERRD) annuellement

- un état annuel de la prise en charge détaillé pour chaque bénéficiaire. Cet état précisera les dates d'entrée et de sortie, les périodes éventuelles d'absence dans l'année et le nombre de personnes relevant d'une prise en charge par l'aide sociale départementale.

- tout renseignement statistique jugé utile par le Département,

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du XXXXXX, pour une durée de cinq ans (**20xx – 20xx**). La convention pourra être prolongée une fois par tacite reconduction dans la limite de cinq ans.

ARTICLE 8 : RESILIATION, RESTITUTIONS, TRANSFERT DE GESTION

La présente convention d'aide sociale pourra être résiliée de plein droit et sans préavis par le Département en cas de cession de l'autorisation, de fermeture définitive de l'établissement par décision de l'organisme gestionnaire ou pour toute autre cause. Il est fait application des articles R 314-97 et R314-98 du CASF.

Conformément à l'article L 313-9, un retrait de l'habilitation totale à l'aide sociale de l'EHPAD entrainera la résiliation de cette convention et de fait, le remboursement du reliquat (solde non amorti à la date de résiliation) de la ou des subventions attribuées par le Conseil départemental.

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 3 mois.

En aucun cas, la résiliation de la présente convention à l'initiative du Département ne pourra donner lieu à indemnité au profit de l'organisme gestionnaire.

En cas de résiliation de la convention d'habilitation partielle, l'établissement réintègrera le droit commun et devra se conformer au RDAS (limite du seuil de 5% de la capacité de l'établissement pour l'obtention de convention individuelle). Néanmoins, pour garantir la continuité de l'hébergement des résidents déjà accueillis, des conventions individuelles seront établies. En cas de dépassement de ce seuil, l'établissement devra veiller à rééquilibrer progressivement ce delta.

Toute cession d'autorisation de l'établissement au profit d'un autre organisme devra être autorisée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Président du Conseil départemental dans les conditions prévues à l'article L 313-1 alinéa 5 du Code de l'action sociale et des familles et aux décrets pris pour son application. Dans les hypothèses susvisées, un arrêté du

Président du Conseil départemental devra autoriser le transfert de l'habilitation à l'aide sociale. Le Département pourra résilier sans préavis la présente convention et proposer une autre convention au nouvel organisme gestionnaire.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé entre les parties. En cas de cession d'autorisation ou d'habilitation, conformément aux dispositions de l'article précédent, le Département résiliera la présente convention et proposera une nouvelle convention adaptée au nouvel organisme gestionnaire.

ARTICLE 10 : LE REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

L'établissement s'engage à la protection des données personnelles des résidents en respectant les principes clés, tels que la transparence, la sécurité et la limitation des données collectées à leur strict nécessaire. Les individus bénéficient également du droit à l'oubli, le droit à la portabilité des données et le droit d'accès.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

En tout état de cause, seul le Tribunal Administratif de Melun est désigné compétent par les parties à la présente convention pour traiter de tout contentieux relatif à l'application de cette dernière.

Fait à MELUN le

en deux exemplaires originaux

Pour **nom de l'OG**
Nom du Directeur Général

Pour le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION D'HABILITATION PARTIELLE A L'AIDE SOCIALE DE LA RESIDENCE AUTONOMIE XX (FINESS n°), SITUEE A XXX

ENTRE

Le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par son Président Jean-François PARIGI, dûment autorisé par l'Assemblée départementale au cours de sa séance n° XXXX du 20 juin 2025

Ci-après dénommé « le Département »

D'UNE PART,

ET

« **Nom de l'établissement** »/ « **Organisme gestionnaire** »
(Adresse complète)
Représenté par : (Nom et fonction),

Ci-après dénommé « l'Établissement »/ « l'Organisme gestionnaire »

D'AUTRE PART,

IL A D'ABORD ÉTÉ EXPOSE CE QUI SUIT :

L'habilitation à l'aide sociale pour les établissements sociaux et médico sociaux, tels que les résidences autonomie, est régie par l'article 313-8 du Code de l'action sociale et des familles (CASF). En application de l'article L.313-8-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), cette habilitation peut être assortie d'une convention fixant, entre autres, les conditions d'admission, le financement, le contrôle, et les modalités de sa mise en œuvre. Pour les établissements partiellement habilités, les dispositions sont adaptées en fonction de leur capacité et de leurs particularités.

Cette présente convention est conforme à la Délibération n°CD-2024/04/05-4/01 du Conseil départemental de Seine-et-Marne, adoptant le Schéma Départemental de l'Autonomie 2024-2028, ainsi qu'au Règlement Départemental d'Aide Sociale en vigueur.

A la demande du gestionnaire, l'opportunité d'accorder une habilitation partielle à l'aide sociale à cette résidence autonomie a été reconnue. Un arrêté portant sur l'habilitation à l'aide sociale partielle à hauteur de X places formalise cette décision et précise la capacité totale de la résidence autonomie.

Par arrêté d'autorisation n° (à préciser), (Nom de l'organisme) gère une résidence autonomie comprenant XX logements (par exemple : X T1 bis de XX m² et X T2 de XX m²), permettant d'accueillir XX personnes âgées, située à (adresse complète).

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de réserver XX places maximum pour des bénéficiaires de l'aide sociale, au sein de la résidence autonomie « X », située à (adresse complète), dont la gestion est assurée par (nom du gestionnaire).

Le public visé concerne les personnes âgées de plus de 60 ans. Une dérogation du Président du Conseil départemental sera nécessaire en cas d'accueil exceptionnel de personnes de moins de 60 ans.

Le dispositif mis en place par cette convention s'applique à X résidents. L'établissement est invité à prioriser sur ces places, l'admission de seine-et-marnais, bénéficiant de l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) y compris ceux pouvant bénéficier d'une prise en charge au titre d'une convention individuelle au titre de 1'article L. 231-5 du CASF.

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles le Département effectue les versements au titre de l'aide sociale départementale au profit de l'Etablissement XXXX.

ARTICLE 2 : DISPOSITIF MIS EN PLACE PAR LA RÉSIDENCE AUTONOMIE

La résidence autonomie « X » est autorisée depuis le (date) et propose à ses résidents :

- Une redevance (loyer et charges locatives),
- Les prestations minimales obligatoires, conformément au Décret n°2022-734 du 28 avril 2022.

Les outils introduits par la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ont été mis en place. Les rapports d'évaluation externe ont été remis dans les délais impartis et jugés satisfaisants, permettant ainsi le renouvellement tacite de l'autorisation de fonctionner pour une nouvelle durée de 15 ans à compter du (date).

L'objectif principal du gestionnaire est de proposer des logements à des personnes ayant de faibles ressources, dans un cadre sécurisé favorisant le maintien de leur autonomie. Les moyens mobilisés pourront évoluer en fonction du cadre réglementaire (conformément aux décrets d'application de la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015) et du projet institutionnel, notamment grâce au forfait autonomie versé chaque année par le Département à la résidence autonomie.

ARTICLE 3 : LES MODALITES D'ADMISSION DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

Dans l'objectif de faciliter l'admission des bénéficiaires de l'aide sociale, le gestionnaire s'engage à utiliser l'outil Via Trajectoire, pour l'inscription des personnes, à s'articuler avec le référent de la personne : proche aidant, représentant légal, service social, coordinateur santé, Point d'Autonomie Territorial, services Séniors Aînés Personnes Handicapées Aidants (SAPHA), Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS), Dispositif d'Appui à la Coordination (DAC) et tout autre acteur de la filière gérontologique.

Compte tenu de l'habilitation partielle, l'établissement s'engage à garantir :

- L'égalité des conditions d'accès entre les bénéficiaires de l'aide sociale et les résidents payants.
- Des conditions d'accueil et d'hébergement strictement identiques sans supplément financier pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

L'établissement accueille en priorité les personnes âgées de 60 ans et plus, conformément à l'article 1 de la Charte des droits et libertés de la personne accueillie (article L.311-4 du CASF). À titre dérogatoire, et après autorisation du Président du Conseil départemental, des personnes de moins de 60 ans, ainsi que les personnes porteuses de handicap peuvent être admises.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE SEJOUR PAR LE DEPARTEMENT

Le Département s'engage à prendre en charge les frais de redevance et les prestations minimales obligatoires occasionnés par l'hébergement des résidents qui ouvre des droits à l'aide sociale dans les conditions ci-dessous.

4.1 – Principes de détermination des frais de séjour

Le montant des frais de séjour pris en charge par le Département s'entend déduction faite de la participation du résident :

- pour les personnes âgées, elle représente 90 % de ses ressources, y compris les revenus de capitaux et livrets, qui seront directement versés à l'établissement. La participation des obligés alimentaires, quant à elle, est versée au Département.

Le résident dispose de 10 % de ses ressources, ce montant ne pouvant pas être inférieur à un minimum mensuel égal à 1 % du montant annuel de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA - ex minimum vieillesse).

- pour les personnes en situation de handicap, elle représente 70% de ses ressources y compris les revenus de capitaux et livrets (se référer à l'annexe du RDAS au regard des différentes situations individuelles).

Le résident dispose de 30% de ses ressources, ce montant ne pouvant pas être inférieur à un minimum mensuel égal à 30% du montant de l'Allocation Adulte Handicapé.

L'aide au logement devra être systématiquement demandée auprès de la Caisse d'Allocations Familiales pour être reversée intégralement à l'établissement.

Le jour d'entrée dans l'établissement du résident est considéré comme jour de présence alors que le jour de sortie ne fait l'objet d'aucun paiement au profit de l'établissement.

4-2- Montant des frais de séjour

Le tarif journalier des places habilitées à l'aide sociale, correspondant à la redevance et les prestations minimales obligatoires, est fixé par arrêté règlementaire du Président du Conseil départemental. Pour 2025, ce montant est de XX € TTC. Chaque année, un nouvel arrêté précisera le tarif applicable.

4.3 – Modalités de facturation et de versement

En vertu du Règlement Départemental d'Aide Sociale en vigueur, le principe retenu est le suivant : la personne hébergée ou son représentant légal, s'acquitte elle-même de sa contribution à ses frais de séjour. L'établissement est tenu de tout mettre en œuvre pour récupérer cette contribution.

En vertu des articles L 132-4 et R132-2 du CASF, la perception des revenus, y compris l'allocation de logement à caractère social, des personnes admises dans les établissements sociaux ou médico-sociaux au titre de l'aide sociale aux personnes âgées, peut être assurée par le responsable de l'établissement de statut privé, soit à la demande de l'intéressé ou de son représentant légal, soit à la demande de l'établissement lorsque l'intéressé ne s'est pas acquitté de sa contribution pendant trois mois au moins.

Le responsable de l'établissement privé reverse mensuellement à l'intéressé ou son représentant le montant des

revenus qui dépassent la contribution mise à sa charge.

En vertu du Règlement Départemental d'Aide Sociale - annexe à la délibération N°CD-2024/12/19-4/01 votée à l'Assemblée départementale le 19 décembre 2024, le Département applique la facturation nette et ne verse que la différence entre les frais de séjour et la participation du résident (conformément au principe détaillé à l'article 4 alinéa 4-1). Le montant des frais de séjour sera réglé mensuellement à terme échu.

4.4 – Absence des résidents

Pendant la durée de séjour, si le résident s'absente (vacances, hospitalisation…), le décompte des absences démarre du jour de départ et prend fin la veille du retour.

4.4 -1– Absence pour convenance personnelle ou congés

Lorsque les bénéficiaires de l'aide sociale départementale s'absentent temporairement de l'établissement où ils sont accueillis, le Département est dispensé d'acquitter les frais de séjour, au-delà de 72 heures.

Dans cette période, l'établissement est tenu de réserver le logement et la personne âgée conserve la totalité de ses ressources à l'exception de l'aide au logement qui est versée à l'établissement.

Sous réserve du contrat de séjour établi entre le résidant et l'établissement, ce dernier peut mettre à disposition le logement pour un hébergement temporaire le cas échéant.

A compter du 4ème jour d'absence et conformément à l'article R.314-204 du CASF, les prestations minimales obligatoires seront déduites au prorata du nombre de jours d'absence du résident.

4.4-2 Absence pour hospitalisation

Pour les absences de moins de 72 heures : le tarif journalier est facturé par l'établissement au Département déduction faite de la participation du résident qui est reversée à l'établissement. Le montant du tarif journalier n'est pas facturé au Département dès le 1er jour d'hospitalisation. Le logement continue à être réservé par l'établissement.

La participation du résident et de ses obligés alimentaires aux frais d'hébergement fixée par le Président du Conseil départemental est maintenue pendant l'hospitalisation.

Pour les absences de plus de 72 heures et dans la limite de 30 jours maximum consécutifs : le tarif journalier facturé est minoré du montant du forfait hospitalier et de la participation du résident reversée à l'établissement ; cette minoration est applicable à compter du 4ème jour d'hospitalisation. Au-delà de trente jours, la prise en charge au titre de l'aide sociale est suspendue.

ARTICLE 5 : FIN DE PRISE EN CHARGE PAR LE DEPARTEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 311-4-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), une résidence autonomie est autorisée à mettre fin à l'accueil d'un résident. Cette décision doit être notifiée au Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, tout en respectant un préavis d'au moins un mois, sauf en cas d'urgence avérée.

Dans ce cas, le Département procèdera à la liquidation des frais de séjour dus jusqu'à la date effective de départ du résident.

Si le Département décide de mettre un terme à la prise en charge financière d'un résident, il est tenu d'informer la direction de l'établissement avec un préavis d'au moins 1 mois.

En cas de décès du résident, la prise en charge financière par le Département cesse à compter du jour du décès. La direction de l'établissement doit notifier le décès au Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne dans un délai de 48 heures et déclarer les sommes et valeurs détenues au nom du résident dans un délai de 15 jours. Ces montants doivent être restitués par le comptable au Département dans les délais impartis.

Le Département ne prend pas en charge les frais d'inhumation, de cérémonie funéraire ou de rapatriement. En l'absence de prise en charge par la famille ou par un contrat d'obsèques souscrit par le résident ou son représentant légal, ces frais doivent être couverts en priorité par le solde des comptes ou livrets d'épargne du bénéficiaire de l'aide sociale.

ARTICLE 6 : CONTROLE ET SUIVI

Le gestionnaire s'engage à accepter et faciliter tout contrôle administratif ou comptable par les agents du Département ou toutes personnes mandatées à cet effet.

L'établissement s'engage ainsi à transmettre au Département, dans les conditions prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment dans les articles L314-1 à L314-9, du CASF relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux, ainsi que dans les articles R 314-1 et suivants du CASF :

- Un compte administratif;
- Un état de la prise en charge détaillé pour chaque bénéficiaire. Cet état précisera les dates d'entrée et de sortie, les périodes éventuelles d'absence dans l'année, et le nombre de personnes relevant d'une prise en charge par l'aide sociale départementale (au titre de l'habilitation partielle ou au titre des conventions individuelles) ;
- Tout renseignement statistique jugé utile par le Département.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du XXXX, pour une durée de 5 ans, renouvelable par tacite reconduction, dans la limite de cinq ans.

ARTICLE 8 : RESILIATION, RESTITUTION, TRANSFERT DE GESTION

La présente convention d'aide sociale pourra être résiliée de plein droit et sans préavis par le Département en cas de cession de l'autorisation, de fermeture définitive de l'établissement par décision de l'organisme gestionnaire ou pour toute autre cause. Il est fait application des articles R 314-97 et R314-98 du CASF.

Conformément à l'article L 313-9, un retrait de l'habilitation totale à l'aide sociale de l'EHPAD entraînera la résiliation de cette convention et de fait, le remboursement du reliquat (solde non amorti à la date de résiliation) de la ou des subventions attribuées par le Département.

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à tout moment, par lettre recommandée avec avis de réception, sous réserve d'un préavis de trois mois.

En aucun cas, la résiliation de la présente convention à l'initiative du Département ne pourra donner lieu à indemnité au profit de l'organisme gestionnaire.

En cas de résiliation de la convention d'habilitation partielle, l'établissement réintègrera le droit commun et devra se conformer au RDAS (limite du seuil de 5% de la capacité de l'établissement pour l'obtention de conventions individuelles). Néanmoins, en vue de garantir la continuité de l'hébergement des résidents déjà accueillis, des conventions individuelles seront établies. En cas de dépassement de ce seuil, l'organisme gestionnaire devra veiller à rééquilibrer progressivement cette différence.

Toute cession de l'autorisation de l'établissement au profit d'un autre organisme devra être prévue et autorisée par le Président du Conseil départemental, conformément à l'article L.313-1, alinéa 5 du Code de l'Action Sociale et des Familles et aux décrets d'application correspondants. Dans ces hypothèses, un arrêté du Président du Conseil départemental devra autoriser explicitement la cession de l'habilitation à l'aide sociale. En cas de cession, le Département se réserve le droit de résilier sans préavis la présente convention et de proposer une nouvelle convention au nouvel organisme gestionnaire.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties. En cas de cession d'autorisation ou d'habilitation, conformément aux dispositions de l'article précédent, le Département résiliera la présente convention et proposera une nouvelle convention adaptée au nouvel organisme gestionnaire.

ARTICLE 10 : LE REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

L'établissement s'engage à la protection des données personnelles des résidents en respectant les principes clés, tels que la transparence, la sécurité et la limitation des données collectées à leur strict nécessaire. Les individus bénéficient également du droit à l'oubli, le droit à la portabilité des données et le droit d'accès à celles-ci.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

En tout état de cause, seul le Tribunal Administratif de Melun est désigné compétent par les parties à la présente convention pour traiter de tout contentieux relatif à l'application de cette dernière.

Fait à Melun, le
En deux exemplaires originaux

Pour « l'établissement »

ou « l'organisme gestionnaire »

Pour le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/11

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_411H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/11**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : MUNCH Mireille

OBJET : Attribution d'une subvention d'investissement à l'EHPAD "Saint-Aile" à Rebais - année 2025

Suite à de très fortes pluies survenues le 1er août 2024, les rez-de-chaussée et sous-sol de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) public "Saint-Aile" à Rebais ont été inondés. Les dégâts importants occasionnés par ces inondations ont nécessité l'autorisation de financements exceptionnels, en vue de permettre la réalisation rapide de travaux de sécurité de l'établissement. En vue d'accompagner financièrement cet établissement dans la réalisation de ces travaux, du missionnement d'assistances à maîtrise d'ouvrage et de l'achat de nouveaux équipements, il a été proposé, lors de la séance publique du 15 novembre 2024, le versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 600 000 €. Une première convention a été conclue avec l'établissement en 2024, en vue de permettre d'effectuer un premier versement de 300 000 € et une deuxième convention est à conclure en 2025, en vue de permettre le deuxième versement de 300 000 €. Ces deux conventions intègrent le fait qu'il s'agit d'avances financières révisables, dans l'attente du remboursement par l'assureur de l'EHPAD des travaux de réparation.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la délibération de principe du 24 octobre 2008 portant mise à jour de la politique du Département en matière de subventions d'investissement attribuées aux établissements pour personnes âgées et porteuses de handicap,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 du 29 juin 2012, approuvant le règlement budgétaire et financier du Département, modifiée par délibération du Conseil général n°7/01 en date du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n°4/07 du 15 novembre 2024 relative à l'attribution d'une subvention d'investissement à l'EHPAD "Saint-Aile" à Rebais,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/11

VU la délibération du Conseil départemental n° 7/01 du 03 avril 2025, approuvant le budget primitif du Département au titre de l'exercice 2025,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

CONSIDERANT les dégâts techniques importants subis par les rez-de-chaussée et sous-sol de l'EHPAD "Saint-Aile" à Rebais suite à l'inondation de ses locaux le 1er août 2024 et la nécessité de réaliser rapidement des travaux liés à la sécurité du bâtiment (chaufferie, électricité, ascenseur), de remplacer les équipements immobiliers et mobiliers détériorés et de mettre en place des solutions provisoires,

CONSIDERANT l'incapacité de l'établissement à prendre en charge financièrement les dépenses nécessaires à la mise en sécurité des biens et personnes de l'établissement, compte tenu de sa situation financière très dégradée,

CONSIDERANT l'aide financière exceptionnelle apportée par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, sous la forme de crédits non reconductibles, pour un montant équivalent à celui proposé par le Département,

CONSIDERANT le premier versement d'une subvention d'investissement de 300 000 €, sur un montant total plafonné à 600 000 €, autorisé par l'Assemblée Départementale réunie en séance publique du 15 novembre 2024,

CONSIDERANT qu'il s'agit d'avances financières révisables, dans l'attente du remboursement par l'EHPAD au Département, suite au versement des sommes par l'assurance de l'établissement,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 300 000 € au bénéfice de l'EHPAD « Saint-Aile » à Rebais.

Article 2 : d'approuver la convention relative aux conditions et modalités d'attribution d'une subvention d'investissement au profit de l'EHPAD "Saint-Aile".

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département la convention annexée à la présente décision, fixant les conditions et modalités d'attribution de cette subvention.

Article 4 : de prélever les crédits correspondant à la subvention, au programme "Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées à l'opération Rebais - Travaux sécurité".

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 40

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

Mme Isoline GARREAU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/11

M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/11

N'ont pas pris part au débat et au vote : 5

Mme Sophie DELOISY en sa qualité de représentante du Département au sein de l'EHPAD "Saint Aile" à Rebais

M. Yann DUBOSC en sa qualité de représentant du Département au sein de l'EHPAD "Saint Aile" à Rebais

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI en sa qualité de représentante du Département au sein de l'EHPAD "Saint Aile" à Rebais

M. Michel JOZON en sa qualité de représentant du Département au sein de l'EHPAD "Saint Aile" à Rebais

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU en sa qualité de représentante du Département au sein de l'EHPAD "Saint Aile" à Rebais

Etaient ABSENTS: 1

M. Ugo PEZZETTA



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

077-227700010-20250620-D250620_411H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION
RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A L'EHPAD "SAINT-AILE" A REBAIS

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE,
sis Hôtel du Département – 77010 MELUN CEDEX
représenté par le Président du Conseil Départemental, Jean-François PARIGI, agissant en exécution de la décision de l'assemblée départementale en date du 20 juin 2025,

Ci–après dénommé "Le Département"

D'UNE PART,

ET

L'EHPAD Saint-Aile
Situé Rue de Saint-Aile 77510 REBAIS
Représenté par sa Directrice Anne KERAMBELLEC
N° SIRET 26770028400016
Ci-après désigné « Le gestionnaire »

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de préciser les conditions dans lesquelles le Département attribue une subvention d'investissement d'un montant de **300 000 euros** à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « Saint-Aile » à REBAIS, suite à l'inondation de cet établissement le 1er août 2024, ainsi que les droits et obligations en découlant pour chacune des parties.

ARTICLE 2 : NATURE DES DEPENSES

Cette subvention d'investissement a pour objet de contribuer à l'avance des financements des dépenses suivantes, suivant les montants des devis communiqués par l'établissement au Département :

- travaux de sécurité du bâtiment (chaufferie, électricité, ascenseur),
- missionnement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage et d'une maîtrise d'œuvre pour le lancement des marchés publics,
- mise en place de solutions provisoires, telle que la location d'une chaudière,
- achat de nouveaux équipements immobiliers et mobiliers.

ARTICLE 3 : CALENDRIER DES OPERATIONS

Les travaux et acquisitions se déroulent principalement au cours du second semestre 2024 et de l'année 2025.

ARTICLE 4 : SOUTIEN DU DEPARTEMENT

4.1 : Conditions d'octroi

Le versement de cette subvention d'investissement, pour un montant de **300 000 €,** intervient au titre de l'année 2025.

Ce montant constitue une avance financière de la part du Département auprès de l'établissement. Il est révisable en fonction du montant qui sera remboursé par son assureur à l'établissement ou de toute autre forme de financement dont l'établissement pourrait bénéficier, à l'exception des aides octroyées par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France.

Cette subvention d'investissement de nature non transférable ne pourra recevoir aucune autre affectation que celle prévue aux articles 1 et 2.

La subvention ne saurait en aucun cas faire l'objet d'un reversement de la part de l'attributaire à un autre bénéficiaire.

4.2. : Conditions de versement

La subvention d'investissement correspondante fait l'objet d'un versement unique.

4.3. : Modalités de versement

Le versement de la subvention s'effectue sur production de devis certifiés par le gestionnaire dans la limite du montant prévu l'article 1 de la présente convention.

4.4. : Références bancaires

Le gestionnaire s'engage à fournir un relevé d'identité bancaire.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

Le gestionnaire s'engage à :

- utiliser la subvention conformément à l'affectation définie à l'article 2 de la présente convention,
- effectuer les travaux et acquisitions prévus à l'article 2 de la présente convention, en respectant le calendrier prévu à l'article 3,
- informer le Département du déroulement de l'opération prévue à l'article 2 de la présente convention, et produire en temps utile tout justificatif qui lui serait demandé pour le versement de la subvention ; à cet effet, le gestionnaire désignera un interlocuteur pour les services du Département, qui sera le pilote de l'opération et pourra seconder la directrice de l'établissement dans cette mission ;
- maintenir l'affectation de l'établissement objet de l'opération dans les conditions prévues à l'article 6 de la présente convention,
- permettre au Département d'exercer son contrôle, tel que cela est prévu à l'article 5 de la convention,
- fournir au Département un bilan quantitatif des travaux réalisés et des achats effectués à la hauteur de la subvention consentie,
- produire tout compte, document et pièce comptable obligatoire en vertu de la législation et de la réglementation applicables en matière de versement de subvention,
- tenir le Département informé des remboursements par l'assurance et de toute autre forme de financement dont il pourrait bénéficier, à l'exception des aides octroyées par l'ARS,
- fournir annuellement au Département une copie certifiée conforme de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité, tel que cela est prévu par l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Le Département se réserve le droit d'effectuer tous contrôles aux fins de vérifier la réalisation des opérations définies à l'article 2 ci-dessus, l'exactitude des mentions figurant sur les pièces justificatives produites par le gestionnaire. Les pièces justificatives doivent être conservées à la disposition du Département pendant au moins 5 ans.

Les factures acquittées devront être produites au cours de l'année 2025, pour contrôle des devis transmis et ayant permis le versement de la subvention.

Toute demande de prorogation du délai devrait être notifiée par écrit par l'EHPAD.

ARTICLE 7 : AFFECTATION DES BIENS

L'affectation actuelle des équipements à un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sera maintenue pour une durée égale à celle de l'amortissement des biens subventionnés.

En cas de cessation totale ou partielle de son activité par le gestionnaire et donnant lieu à une cession, avant la fin de l'amortissement des biens, les biens ayant fait l'objet du versement de la subvention départementale devront être transférés ou cédés à un organisme poursuivant le même objet, après autorisation du Président du Conseil départemental, en vertu de l'article L.313-1, alinéa 5 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée à la demande expresse et motivée de chacune des parties moyennant le respect d'un préavis de trois mois. Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les parties à la présente convention seront tenues de respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La présente convention peut être résiliée à l'initiative du Département sans préavis si l'établissement ne respecte pas ses obligations.

La présente convention pourra également être résiliée si la subvention n'a pas été utilisée conformément à l'objet énoncé à l'article 1.

A compter de la date de résiliation, la partie non utilisée de la subvention sera restituée par l'établissement du Département, sur demande de celui-ci.

En aucun cas, la résiliation ne pourra donner lieu à indemnités.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Le gestionnaire restituera le montant de la subvention au Département en fonction des éléments de remboursement de l'assurance ou de toute autre forme de financement dont il pourrait bénéficier, à l'exception des aides octroyées par l'ARS.

La restitution partielle des sommes versées pourra être demandée, par le Département, en cas de résiliation de la convention.

La restitution partielle des sommes versées pourra également être demandée en cas de cessation de l'activité du gestionnaire de l'établissement, pour ce qui concerne la part non utilisée de la subvention, ou dans le cas de la non-réalisation partielle ou totale des travaux et achats d'équipements.

En cas de changement de gestionnaire ou de propriétaire, le Département pourra décider par délibération, de l'attribution ou non, de tout ou partie du reliquat de la subvention au nouveau gestionnaire ou au nouveau propriétaire dans l'hypothèse où celui-ci reprendrait le bien subventionné, ou dans l'hypothèse où l'opération donnant lieu au versement de cette subvention serait poursuivie.

Dans un délai de 4 ans maximum et en cas de non transmission des factures acquittées et du bilan détaillé à l'article 4, à hauteur de la subvention attribuée, le Département pourra demander le remboursement du trop-perçu.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : DATE D'EFFET - DUREE

La présente convention prendra effet à la date de sa signature par les parties. Elle est conclue pour une durée équivalente à la durée d'affectation.

ARTICLE 12 : LITIGES

Tout litige survenant dans l'application de la présente convention devra faire l'objet d'une conciliation amiable avant toute saisine de la juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires originaux
A Melun, le

La Directrice de l'EHPAD Saint-Aile

Le Président du Conseil départemental

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/12

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_412H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-4/12**

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : MUNCH Mireille

OBJET : Versement d'une dotation complémentaire à l'EHPAD "La Table ronde" à Provins dans le cadre de l'ouverture d'une unité pour personnes handicapées vieillissantes

Il est proposé le versement d'une dotation complémentaire destinée à contribuer au financement des charges de personnels dédiés au fonctionnement de l'unité pour personnes handicapées vieillissantes de l'EHPAD "La Table ronde" à Provins.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles,

VU l'appel à manifestation d'intérêt lancé en 2018 par l'Agence régionale d'Ile-de-France, portant sur la proposition de projets innovants dans le cadre de l'accompagnement de personnes adultes handicapées,

VU la délibération n° CD-2024/04/05-04/01 du 05 avril 2024 adoptant le schéma départemental de l'autonomie 2024-2028,

VU la délibération du Conseil départemental n° 7/01 du 03 avril 2025, approuvant le budget primitif du Département au titre de l'exercice 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

CONSIDERANT que le projet d'ouverture d'une unité pour personnes handicapées vieillissantes présenté par l'EHPAD "La Table ronde" avait été retenu dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France en 2018 et auquel le Département s'était associé,

CONSIDERANT le report dans la mise en œuvre de ce projet, en raison du retard pris dans la réalisation des travaux de reconstruction de l'EHPAD "La Table ronde", sis 15 route de Bray à Provins,

CONSIDERANT qu'il n'était pas prévu d'octroi de financements complémentaires de la part du Département dans le cadre de cet AMI, en vue de permettre le fonctionnement de cette UPHV,

CONSIDERANT que les deux autres EHPAD "Résidence La Garenne" à La Grande Paroisse et "Les Champs" à Coulommiers, ouvrant une UPHV au sein de leur établissement à la même période, bénéficient de financements complémentaires de la part du Département, dans le cadre d'une contribution financière aux charges de personnels dédiés à l'UPHV,

CONSIDERANT que par souci d'équité de traitement avec ces 2 autres EHPAD, l'octroi de financements complémentaires, correspondant à 7 000 € par place et par an, durant 2 ans, renouvelables une fois pour la même durée, selon les dispositions d'une convention de financement d'une dotation complémentaire avec l'EHPAD "La Table ronde" est sollicité,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le principe de versement d'une dotation complémentaire, d'un montant de 98 000 € par an, pour une durée équivalente à celle de la convention de financement, au bénéfice de l'EHPAD "La Table ronde", dans le cadre de l'ouverture d'une unité de 14 places destinée à des personnes handicapées vieillissantes (UPHV) au sein des locaux de celui-ci.

Article 2 : d'approuver la convention relative aux modalités de financement d'une dotation complémentaire entre le Département de Seine-et-Marne et l'EHPAD "La Table ronde" dans le cadre de l'ouverture d'une UPHV.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention avec l'EHPAD "La Table ronde", relative aux modalités de financement d'une dotation complémentaire dans le cadre de l'ouverture d'une UPHV.

Article 4 : d'imputer la dépense correspondante au programme « Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées », opération « Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/12

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-4/12

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_412H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

UNITÉ POUR PERSONNES HANDICAPÉES VIEILLISSANTES
CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LE DÉPARTEMENT ET L'EHPAD "LA TABLE RONDE"

Entre

D'une part :

LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Hôtel du Département, CS 50377, 77010 MELUN Cedex

Représenté par son Président en exercice, **Monsieur Jean-François PARIGI**, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,

Ci- après désigné « le Département »,

Et

D'autre part :

L'EHPAD LA TABLE RONDE

situé 15, route de Bray 77160 PROVINS

Statut juridique : Privé associatif

N° de Siret : 39246926800156

Représenté par **Madame Samira JIBRIL,** directrice, dûment mandatée,

Ci- après désigné « l'EHPAD »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'EHPAD "La Table ronde" ouvre une unité pour personnes handicapées vieillissantes, au sein des locaux de l'EHPAD "La Table ronde" situés 15, route de Bray à PROVINS (77160), à compter du 1er avril 2025.

L'ouverture de cette UPHV a fait suite à la sélection de la candidature de l'EHPAD "La Table ronde" dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI), lancé par l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France en 2018, portant sur la réalisation de projets innovants en vue de l'accompagnement de personnes adultes handicapées et auquel le Département s'était associé.

Aussi, afin de garantir un accompagnement renforcé et une équité de traitement au niveau des financements complémentaires, portant sur les charges de personnels dédiés à cette UPHV, apportés par le Département aux 2 autres EHPAD ("Les Champs" à Coulommiers, "La Garenne" à La Grande Paroisse) ayant choisi d'ouvrir une UPHV au sein de leurs locaux, le versement annuel de 98 000 € (7 000 € par place et par an) à l'EHPAD "La Table ronde" a été autorisé par les élus du Département réunis en séance publique le 20 juin 2025.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser les engagements réciproques entre le Département de Seine-et-Marne et l'EHPAD "La Table ronde", en vue de la mise en œuvre de celle-ci.

Article 2 – Présentation du projet

L'Unité Personnes Handicapées Vieillissantes (UPHV) au sein de l'EHPAD "La Table ronde" est destiné à accueillir **14** personnes en situation de handicap, dont le profil correspond à l'arrêté d'autorisation et respectant les critères ci-dessous :

- Domicile de secours en Seine-et-Marne pour les nouvelles admissions,
- Ou par dérogation, validée par les services du Département et l'ARS.

Article 3 - Financements

Le Président du Conseil Départemental arrête chaque année un prix de journée sur la base des charges d'exploitation retenues (comprenant les charges inhérentes de l'UPHV) dans le cadre de la procédure budgétaire ou d'un Contrat Pluriannuel des Objectifs et des Moyens (CPOM).

Par ailleurs, le Conseil départemental finance l'UPHV par l'attribution d'une dotation annuelle de **7 000 euros par place** déployée, permettant le financement sur le groupe 2, section hébergement, de **3,5** Equivalent Temps Plein (ETP) médical et social, soit une dotation du groupe 2 de **98 000 €.**

Cette dotation annuelle est proratisée au regard de la date de mise en œuvre du dispositif. La date d'effet est déterminée lors du passage de la visite de conformité.

Article 4 – Modalités de versement de la dotation

Le Département de Seine-et-Marne procèdera au paiement de la dotation en année N.

Le versement de la dotation sera mandaté après signature de ladite convention.

Pour les années suivantes, le mandatement sera effectué en une seule fois, après le contrôle d'effectivité réalisé en N+1 (selon le rapport d'activité annuel précisé à l'article 5)

Les versements interviendront sur le compte bancaire indiqué sur le relevé d'identité bancaire ou postal, qui sera transmis par l'EHPAD. L'EHPAD s'engage à avertir le Département en cas de changement de coordonnées bancaires.

Article 5 – Modalités de contrôle de l'effectivité

Le rapport d'activité annuel de l'UPHV transmis avant le 31 janvier de l'année N+1 devra justifier aux autorités de contrôle et de tarification la bonne utilisation de la dotation.

Il comprendra un bilan de l'accompagnement mis en place (activités, avancement des projets de vie, mouvement du personnel…) et certaines annexes de l'Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses :

- l'annexe TER (personnel)
- l'annexe présentation tarifaire
- l'annexe activité + la liste des résidents (précisant l'entrée/ la sortie/ la provenance)

Article 6 - Contrôles et tarification

Le Département de Seine-et-Marne est chargé de vérifier la bonne utilisation du financement attribué.

Pendant et au terme de la présente convention, le Département se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler, à tout moment sur pièces et sur place, par toute personne désignée à cet effet, le déroulement ou l'effectivité des activités du porteur de projet, en lien avec la réalisation du dispositif, ainsi que tous documents budgétaires et comptables.

L'EHPAD s'engage à :

- effectuer un bilan succinct dans le rapport annuel de l'Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses,
- faciliter l'accès à toute pièce justificative dont la production serait jugée utile pour ce contrôle.

Article 7 : Durée et prise d'effet du contrat

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les contractants, pour une durée de deux ans. La convention sera renouvelée tacitement une fois à l'issue de ces deux ans.

En prévision du terme de ce renouvellement, un bilan conjoint sera effectué 6 mois avant la fin de la convention, afin de déterminer la pérennisation de l'UPHV.

Au regard de l'adéquation de l'accompagnement de l'UPHV, le renouvellement de cette convention se fera par intégration à un CPOM ou dispositif apparenté.

Article 8 – Avenant

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements de la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie dans un délai de deux mois, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 - Règlement des litiges

En cas de contestation ou de différent, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

En cas d'impossibilité, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif compétent.

Fait à Melun, en 2 exemplaires, le ……..

Le Président du Conseil départemental L'EHPAD "La Table ronde"

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/01

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_501H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-5/01**

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles 2025-2037

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) 2025-2037 vise à donner une nouvelle dynamique à la politique Espace Naturel Sensible (ENS) et à fixer des priorités pour une mise en œuvre ciblée. Il répond à deux grandes orientations : garantir un accès à la nature à tous les Seine-et-Marnais et assurer la conservation de la biodiversité remarquable et menacée du territoire. Ce SDENS constituera un outil stratégique d'anticipation, garant d'une meilleure efficience et cohérence de la politique départementale et partenariale en faveur des ENS. Cette feuille de route se déploiera sur une période de 12 ans.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 113-8 et suivants,

VU la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative aux Espaces Naturels Sensibles,

VU la délibération du Conseil général n° 1/04 en date du 17 octobre 2011, instaurant sur l'ensemble du territoire départemental la Taxe d'Aménagement,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 en date du 29 juin 2012 portant Règlement Budgétaire et Financier, modifiée par délibération du Conseil général n° 7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/14 en date du 28 septembre 2017 définissant la politique départementale des Espaces Naturels Sensibles

VU les délibérations du Conseil départemental n° 5/01 et 7/01 en date du 3 avril 2025 relatives au budget du Département pour 2025,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/01

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération du Conseil départemental n°1/14 en date du 28 septembre 2017 définissant la politique départementale des Espaces Naturels Sensibles.

Article 2 : d'approuver le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles 2025-2037, joint en annexe n° 1 de la présente délibération.

Article 3 : d'approuver la Charte des Espaces Naturels Sensibles de Seine-et-Marne, jointe en annexe n° 2 de la présente délibération, et d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la Charte au nom du Département.

Article 4 : d'adopter le règlement des aides financières départementales pour l'acquisition, l'aménagement, la gestion et la valorisation des Espaces Naturels Sensibles locaux, joint en annexe n° 3 de la présente délibération.

Article 5 : d'approuver le contrat d'objectifs type pour la gestion et l'aménagement d'un Espace Naturel Sensible, joint en annexe n° 4 de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/01

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/01

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Publication n°542ds - Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025
Date de publication en ligne le 30 juin 2025

Accusé de réception préfecture
077-227700010-20250620-D250620_501H1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°1 à la délibération n°5/01



Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de Seine-et-Marne

2025 - 2037

SOMMAIRE

I. La politique Espace Naturel Sensible du Département de Seine-et-Marne 5

1. Qu'est-ce qu'un Espace Naturel Sensible (ENS) 5
2. L'histoire des ENS en Seine-et-Marne 5

II. Les ENS de Seine-et-Marne : un réseau stratégique pour la préservation du patrimoine naturel et la sensibilisation du public 7

1. Un réseau des ENS ouvert au public.....8
2. Un degré variable de maîtrise foncière et de gestion du réseau ENS 10
3. La contribution du réseau des ENS au patrimoine naturel départemental.....10

III. Les zones d'intérêt écologique prioritaires pour la nouvelle politique ENS 11

IV. Le SDENS 2025-2037 : une stratégie au service des Seine-et-Marnais et de la biodiversité.....11

Le plan d'actions du SDENS 2025-2037 13

Objectif stratégique 1 : Favoriser la connexion des Seine-et-marnais à la nature. 14

Objectif stratégique 2 : Améliorer et développer le réseau des ENS. 16

Objectif stratégique 3 : Intégrer les ENS au cœur des politiques publiques. 19

Objectif stratégique 4 : Développer la notoriété et la visibilité des ENS. 20

Objectif stratégique 5 : Assurer la gouvernance et le travail partenarial. 22

V. Conclusion : ce qu'il faut retenir du SDENS 2025-2037 25

ANNEXES 26

Annexe 1 : Les enjeux écologiques en Seine-et-Marne : un défi de préservation à relever.....27

Annexe 2 : Cartographie des zones d'intérêt écologique prioritaires de Seine-et-Marne.....31

Annexe 3 : Résumé de la méthodologie mise en œuvre pour la conception du SDENS.....36

Annexe 4 : Règlement des aides financières départementales pour l'acquisition, l'aménagement, la gestion et la valorisation des ENS locaux..... 37

Résumé

Les Espaces Naturels Sensibles sont des sites remarquables ou menacés qui sont protégés pour la biodiversité et mis en valeur pour le public. Cette politique de préservation de la nature est régie par le code de l'urbanisme et menée par l'ensemble des Départements.

En Seine-et-Marne, la politique Espace Naturel Sensible (ENS) est menée depuis 1991, soit près de 35 ans. Elle a permis de créer un réseau d'une centaine de sites dont trente-neuf sont à ce jour ouverts au public[1], grâce à l'action du Département, d'Ile-de-France nature et des collectivités partenaires, en particulier les Communes.

25% des espèces végétales et animales en danger critique en Seine-et-Marne sont abritées au sein de ces ENS et plusieurs milieux naturels à très forte valeur patrimoniale comme les marais tourbeux, les prairies anciennes du Loing et de la Bassée ainsi que des pelouses sèches relictuelles les composent.

Cependant, l'effondrement de la biodiversité se poursuit et s'accélère[2], à toutes les échelles. Cela nécessite de redoubler d'effort collectivement, et de gagner en efficacité pour sauvegarder les milieux naturels, notamment ceux qui possèdent une très forte valeur patrimoniale, et sensibiliser le public à l'intérêt de les préserver. Le Département endosse cette responsabilité à travers sa politique en matière d'ENS.

C'est l'objet de ce second Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) de Seine-et-Marne 2025-2037. Il apporte un nouveau souffle à la politique ENS et priorise l'intervention là où sont les enjeux. Il constitue une feuille de route pour l'action de ces douze prochaines années.

Cet outil permet de construire une politique de long terme. Il oriente dans la durée les démarches d'acquisition foncière, d'ouverture au public et de gestion des sites tout en renforçant l'appui technique et financier aux collectivités dont les ENS sont d'intérêt écologique. En effet, la valeur écologique constitue la boussole de ce nouveau Schéma départemental afin de prioriser et localiser l'action la plus bénéfique pour la biodiversité. Ainsi, la gestion conservatoire sera renforcée et des actions de restauration des milieux les plus menacées seront réalisées.

Avec un réseau de 100 sites, le premier travail consistera en la consolidation de l'existant, en particulier via une amélioration de la maitrise foncière des milieux les plus remarquables sur une dizaine de sites départementaux identifiés comme prioritaires de ce point de vue.

Par ailleurs, la crise Covid et les années qui ont suivi nous ont montré à quel point les Seine-et-marnais étaient en demande de nature et préoccupés par sa préservation. De récents sondages illustrent cette prise de conscience citoyenne qui est une tendance nationale. 86% des Français estiment que leur quotidien et leur avenir dépendent de la biodiversité[3].

[1]Ce chiffre est valable pour 2025, il va évoluer avec la mise en œuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles.
[2] Source : résumé à l'intention des décideurs du rapport de l'évaluation mondiale de la Biodiversité et des services écosystémiques de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), 2019.
[3] Source : Sondage sur la « Perception de la biodiversité par les Français » de l'Institut Harris Interactive et de l'Office français de la biodiversité - Avril 2024

Ce second Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles replace ainsi au cœur de notre intervention la problématique de l'accès à la nature pour tous. La poursuite de la création de nouveaux ENS avec les Communes et établissements publics volontaires en constitue une réponse forte, tout comme l'attention particulière portée vers les territoires qui en sont démunis. Le choix des sites de création d'ENS dépend avant tout des enjeux biodiversité, mais il est important de progresser en faveur d'un meilleur maillage territorial quand cela est possible. Sur la période du SDENS, environ 10 nouveaux sites seront ainsi ouverts au public avec une attention particulière portée sur un rééquilibrage territorial.

En parallèle, ces sites naturels doivent permettre de contribuer à la (re)connexion des habitants avec leur patrimoine de proximité. Un accueil du public optimisé et des parcours visiteurs de qualité y contribueront. Les animations seront densifiées et cibleront davantage de publics (familles, scolaires, personnes en situation de handicap, public éloigné...). Un travail sera également mené en faveur de la prise en compte des handicaps afin de rendre certains sites plus accessibles. Chacun a en effet le droit d'accéder aux bienfaits d'une promenade en nature.

Pour autant, le Département n'enrayera pas seul l'érosion de la biodiversité seine-et-marnaise. C'est donc la mobilisation de l'ensemble des acteurs qu'il faut encourager. C'est pourquoi un axe de ce schéma est dédié au renforcement de la gouvernance et du travail partenarial. Cela se traduit par une rénovation du dispositif d'aides en faveur des ENS ainsi que par la mise en place de deux outils.

Le premier est l'adoption d'une charte des Espaces Naturels Sensibles de Seine-et-Marne. Outil fédérateur de la politique ENS, cette charte rappelle les principaux engagements des porteurs de projets pour mener à bien un projet ENS réussi. Certains engagements insistent sur la nécessaire implication des partenaires, qu'ils soient collectivités, institutionnels, financeurs, gestionnaires, animateurs. En effet, la mise en œuvre effective du SDENS dépend étroitement des acteurs agissant pour l'environnement sur le territoire : Communes et EPCI, Etat et Région, autres établissements publics, associations de protection de la nature, fédérations de chasse et de pêche, etc.

Le deuxième outil a vocation, lui, à faciliter l'ingénierie de projet avec les porteurs de projet lors de la création d'un ENS à enjeu : il s'agit du contrat d'objectifs. Il définira le cadre du partenariat entre le Département et le porteur d'ENS pour la mise en place d'une démarche de projet efficace, à travers la définition d'un programme d'actions pour la conservation et la valorisation de l'ENS créé.

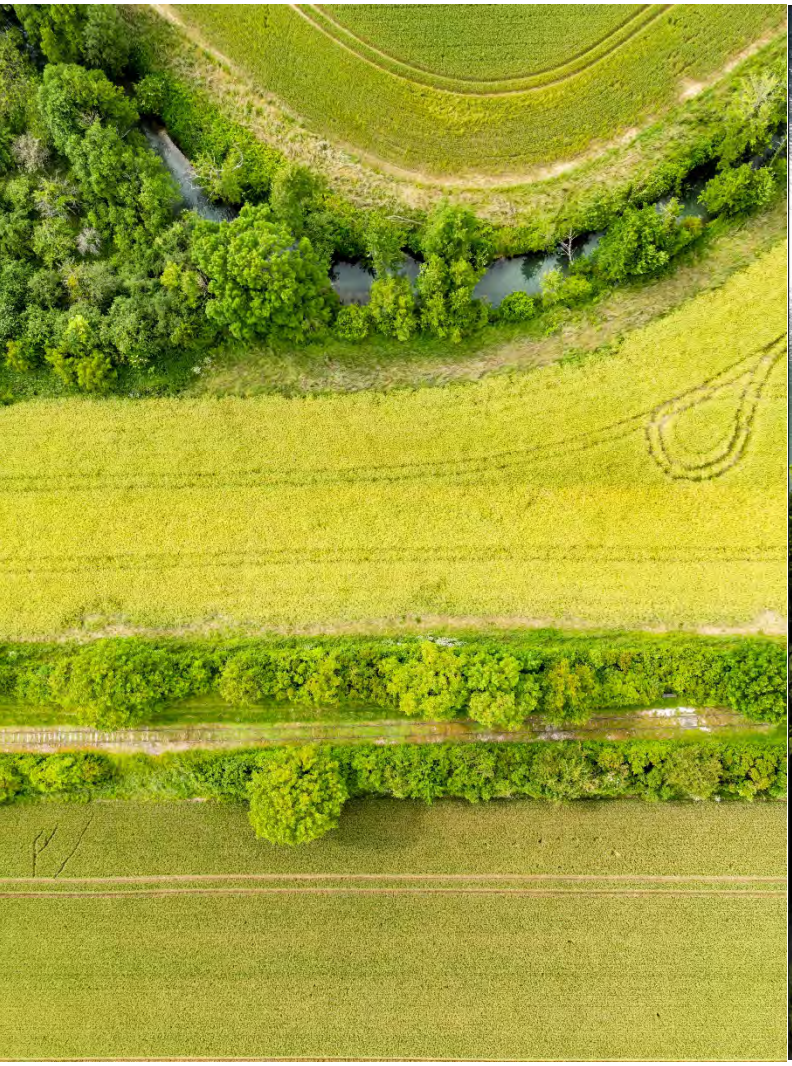
Au-delà de la politique ENS, c'est l'ensemble des politiques et actions menées à toutes les échelles qui peuvent contribuer à la préservation de la biodiversité. Ce nouveau schéma vise donc une complémentarité avec les autres politiques publiques. Par exemple, les ENS contribuent aux stratégies de biodiversité et des aires protégées de l'Etat et de la Région, les mobilités douces sont au service de l'accès à la nature, les ENS peuvent devenir de vrais leviers en faveur de la transition écologique.

Par ailleurs, les ENS méritent d'être mieux connus. Au niveau national, seulement 25% des français connaissent les ENS contre près de 80% pour les parcs nationaux ou régionaux. Ce taux est probablement tout aussi faible en Seine-et-Marne, de prochaines études de notoriété nous éclaireront sur la question. Le SDENS contribuera à développer la visibilité et la fréquentation des ENS sur le territoire, mais aussi à l'extérieur. En effet, la richesse des milieux naturels de Seine-

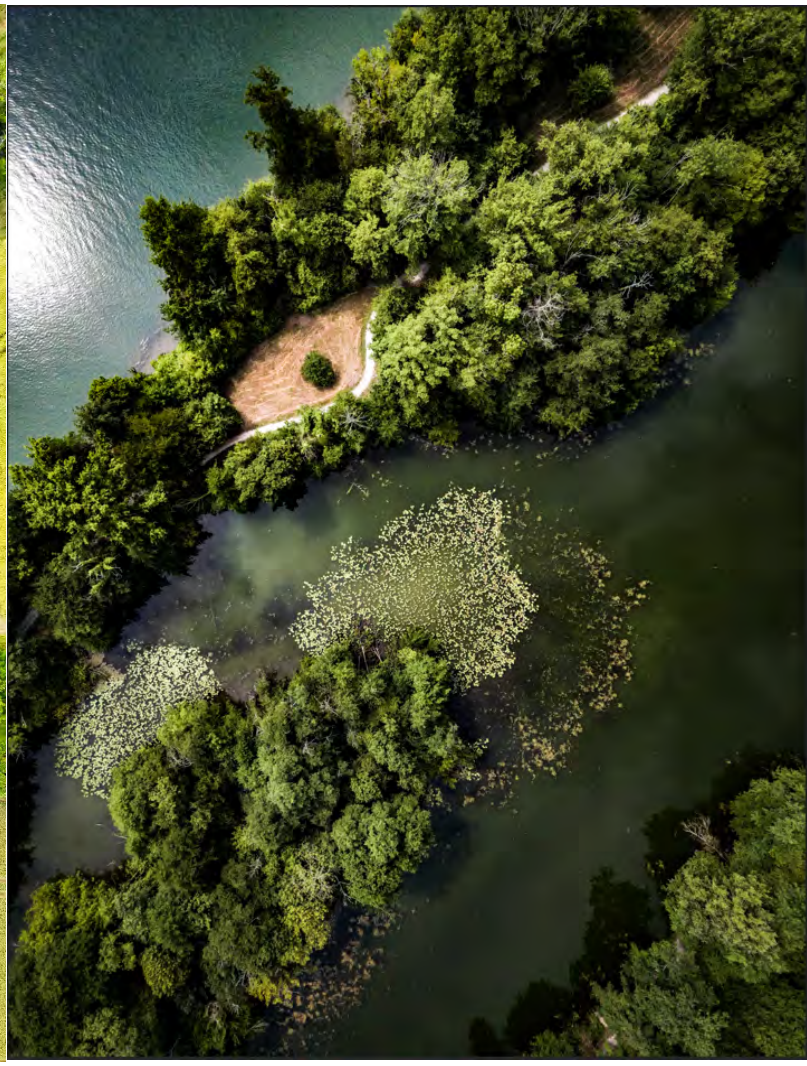
et-Marne constitue indéniablement un atout d'attractivité pour notre département. Dans cette perspective, des campagnes de promotion des ENS et des programmes de sensibilisation à la nature des habitants seront mis en œuvre. Les ENS constitueront un outil efficace de mobilisation pour la nature.

En définitive, la biodiversité c'est une multitude de services rendus (eau potable, air respirable, régulation du climat local, lutte contre les inondations, pollinisation pour l'alimentation, etc.) mais c'est aussi un patrimoine précieux pour les habitants de notre département et pour la jeunesse. Par conséquent, nous avons collectivement la responsabilité d'agir mais aussi d'impliquer tous les Seine-et-marnais, afin d'être à la hauteur de l'enjeu. Du point de vue opérationnel, cette stratégie d'intervention se traduit à travers un plan d'actions qui répond à 5 objectifs stratégiques déclinés en 14 objectifs opérationnels.

La mise en œuvre concertée des 30 actions présentées dans ce document permettra de concentrer et intensifier l'action du Département et de ses partenaires, afin de mieux protéger et valoriser le patrimoine naturel seine-et-marnais.



ENS Le val du Haut Morin



ENS Les basses Godernes

Introduction

En Seine-et-Marne la politique Espace Naturel Sensible (ENS) est menée depuis 1991, soit plus de trois décennies.

La dernière stratégie définie en 2017 a permis d'améliorer la préservation de la nature et l'accueil du public en collaboration avec les acteurs locaux. Ainsi, 22 sites ENS départementaux ouverts au public sont en cours de revalorisation, l'ouverture future de 2 ENS départementaux est à l'étude, des actions de diversification des activités sur les ENS sont déployées, la gestion est optimisée, l'accompagnement technique et financier aux partenaires communaux est développé (dans le cadre de l'ingénierie départementale ID77). La politique ENS a prouvé son intérêt pour préserver et valoriser le patrimoine naturel seine-et-marnais. Le Département porte et assume sa responsabilité en la matière.

Pour autant, cette politique nécessite d'être redéfinie pour donner les capacités au Département d'optimiser son action en faveur de la protection de la biodiversité et ouvrir au public de nouveaux sites ENS.

Le Département est pilote de cette politique ENS dans le cadre de ses compétences règlementaires. Pour autant, la réussite de sa montée en puissance et de sa mise en œuvre reposera également sur la mobilisation des autres acteurs, principalement les collectivités. Ainsi, le Département porte un nouveau Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS) d'une durée de 12 années qui répond à deux grandes orientations : garantir un accès à la Nature à tous les Seine-et-Marnais et assurer la conservation de la biodiversité remarquable et menacée du territoire. Ce schéma constitue un outil stratégique qui orientera dans la durée les démarches foncières pour l'acquisition de sites naturels, leur gestion et ouverture au public et renforcera l'appui aux collectivités pour les ENS locaux à forte valeur écologique.

Il comporte un plan d'actions répondant à 5 objectifs stratégiques déclinés en 14 objectifs opérationnels. La mise en œuvre de la politique ENS à travers les acteurs locaux se traduit par un dispositif d'accompagnement technique et financier, selon la valeur écologique des sites.

Ainsi, le Schéma constitue une feuille de route qui permettra de concentrer et d'intensifier l'action du territoire pour la protection et la valorisation de la biodiversité, mais également pour l'accès à la Nature pour les Seine-et-Marnais.






I. La politique Espace Naturel Sensible du Département de Seine-et-Marne

1. Qu'est-ce qu'un Espace Naturel Sensible (ENS)

Les ENS répondent à un cadre légal précis. En effet, au regard de la loi, chaque Département français dispose de la possibilité de *« mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles boisés ou non [...] afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels* ».

Pour mener à bien cette politique, les Départements disposent de deux outils principaux (cf. articles L.113-8 et suivants du Code de l'urbanisme) :

- Un outil juridique, le droit de préemption (DP-ENS) : le Département peut créer sur son territoire des périmètres de préemption au titre des ENS avec l'accord de la Commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme. La Commune peut exercer ce droit par délégation du Département ou par substitution au Département, si celui-ci ne préempte pas. En Ile-de-France, le droit de préemption des ENS peut également être délégué à l'Agence Régionale Ile-de-France Nature. Les établissements publics en charge de la gestion d'un parc naturel régional ou d'une réserve naturelle peuvent aussi se substituer au Département
- Un outil financier : la part départementale de la taxe d'aménagement destinée à financer les ENS : le Département lève cette taxe dont le taux est fixé à 2 % en Seine-et-Marne. Elle permet de financer l'ensemble des composantes de la politique ENS.

Ces outils sont fléchés pour la préservation de la qualité de sites naturels, des paysages remarquables ou encore des zones d'expansion des crues, ainsi que pour l'aménagement de ces espaces pour l'accueil du public.

2. L'histoire des ENS en Seine-et-Marne

Le Département de Seine-et-Marne met en œuvre une politique dédiée aux ENS depuis 1991. Ces 35 ans de politique ENS ont connu 3 grandes étapes :

- De 1991 à 2010 : Constitution de la base du réseau ENS actuel avec la création de 80 ENS sur 4 000 ha par acquisition amiable et préemption puis ouverture progressive de 18 d'entre eux comme la Plaine de Sorques ou le marais d'Episy, avec une priorisation sur les milieux forestiers, les vallées alluviales, les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique ou floristique (ZNIEFF) et les zones naturelles de la « ceinture verte » régionale.
- De 2011 à 2016 : déploiement d'un premier Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles, ayant conduit à la création de 16 nouveaux sites pour 2 700 ha supplémentaires, parmi lesquels les marais Tourbeux à La Grande-Paroisse et Vernou-la-Celle-sur-Seine, le marais du Refuge à Lesches et

Jablines ou encore la vallée du Fusin à Château-Landon, sur des zones à forts enjeux écologiques non encore ciblées par la politique ENS initiale.

- De 2017 à 2024 : mise en place d'une nouvelle politique ENS basée sur la valorisation des sites existants : revalorisation des 22 ENS départementaux ouverts au public (amélioration de l'accueil du public, renforcement de la visibilité des ENS, liens avec les acteurs du territoire), acquisition, aménagement et ouverture au public de deux périmètre ENS existants, le marais du Lutin et le marais du Refuge, renforcement du réseau des ENS communaux.

En 2025, on dénombre 100 ENS existants pour une surface totale d'environ 7 300 hectares, soit 1,3 % du territoire. Les acquisitions foncières et la gestion des sites sont principalement mises en œuvre par le Département sur 63 sites (1 760 ha acquis), par l'Agence régionale Ile-de-France Nature sur 11 sites (1 360 ha acquis) et par des Communes sur 27 sites (215 ha acquis). Sur ces 100 ENS, 22 ENS départementaux et 7 communaux sont ouverts au public.

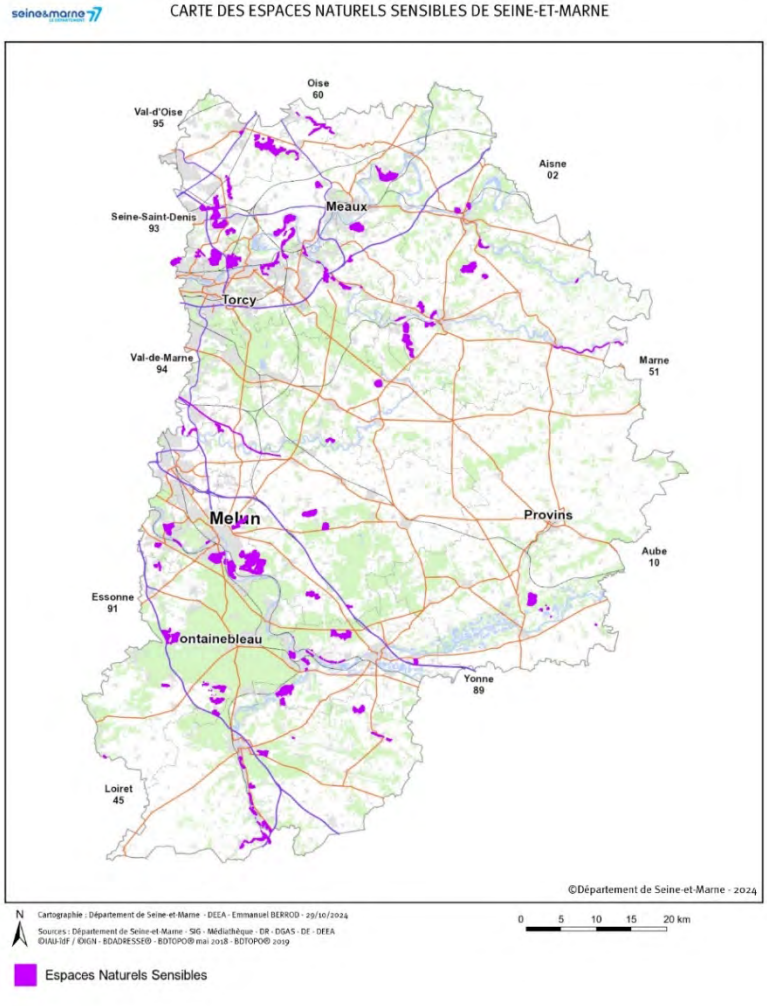


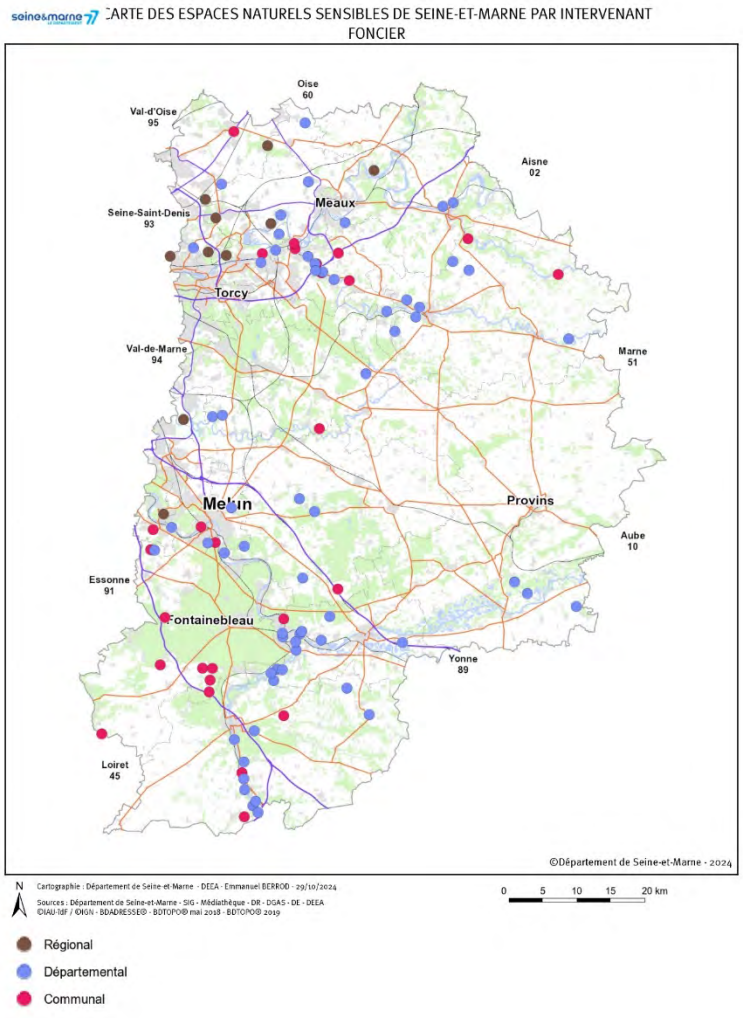
ENS Bois de Doue

II. Les ENS de Seine-et-Marne : un réseau stratégique pour la préservation du patrimoine naturel et la sensibilisation du public

Le réseau des ENS se déploie sur l'ensemble du territoire, avec une répartition toutefois parfois inégale. Un équilibre nord-sud peut être constaté avec cependant un plus grand nombre d'ENS, notamment départementaux, sur le tiers sud du département, et une rupture au centre avec un plateau de Brie moins pourvu en lien avec la mosaïque agricole. On note par ailleurs une densité plus importante à l'ouest du département qu'à l'est.

Composé pour certains de zonages du patrimoine naturel, en particulier les zonages d'inventaire de type ZNIEFF et les sites Natura 2000, le réseau des ENS abrite des milieux naturels très diversifiés. Les ENS ciblent en priorité les milieux ouverts et des sites présentant une mosaïque de milieux (plans d'eau alternant avec des prairies humides par exemple). Ces zones sont souvent menacées à l'échelle du département et représentent un fort enjeu pour la restauration de la biodiversité.

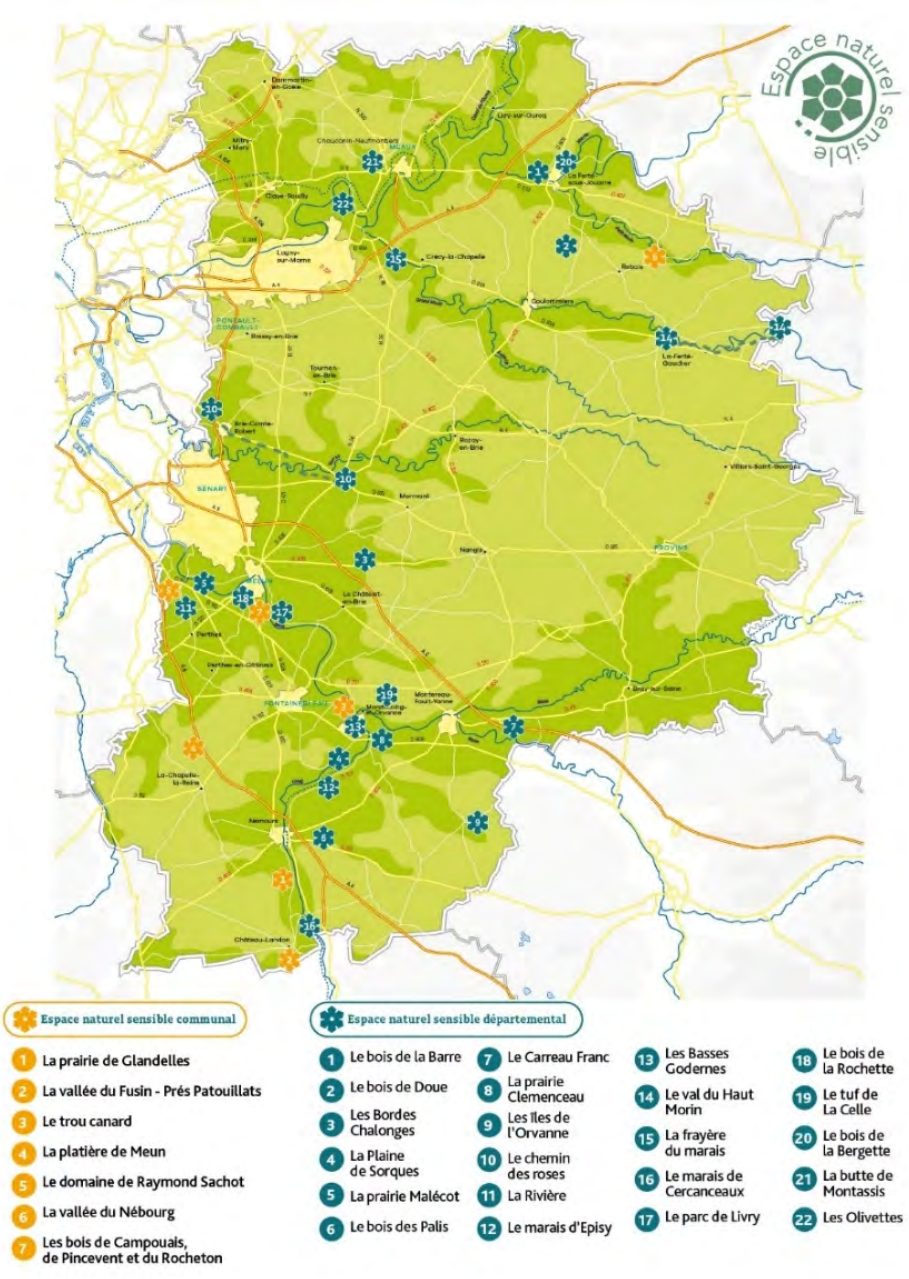




1. Un réseau des ENS ouvert au public

En 2024, 22 ENS départementaux et 7 sites communaux sont ouverts au public.

Un peu moins de la moitié des Seine-et-marnais vivent à proximité d'un ENS, et 1 habitant sur 5 à proximité d'un ENS ouvert au public. Voici une carte des ENS communaux et départementaux actuellement ouverts au public :



La valorisation des ENS se décline en trois volets : l'aménagement, l'interprétation et l'animation. Elle a pour objectifs de faire connaître et faire vivre les sites tout en faisant prendre conscience au public de la fragilité des milieux naturels et de l'importance de les préserver. La valorisation se traduit par l'aménagement des sites en vue de leur ouverture au public et la conception d'un parcours d'interprétation qui l'accompagne afin de sensibiliser et informer le visiteur lors de sa découverte. Des animations complètent les visites, elles sont proposées par les 13 structures associatives animatrices qui sont partenaires du Département.

En outre, la fréquentation des ENS ouverts au public varie de quelques centaines à plus de 20 000 visiteurs par an selon les sites et leur localisation. Elle fluctue au fil des saisons. Le bois de la Rochette à Dammarie-les-Lys et la Plaine de Sorques à Moret-Loing-et-Orvanne sont parmi les ENS les plus visités.

Plus de 2000 participants sont recensés chaque année lors des animations sur les ENS, avec des offres variées (sorties nature, ateliers artistiques, balades contées...). De plus, depuis la création du dispositif « Collège nature » en 2016, près de 3 600 collégiens ont été sensibilisés à la biodiversité au sein des ENS. Enfin, les sites servent ponctuellement de support pour l'organisation de manifestations sportives, dans le respect de la biodiversité. La typologie des usagers des ENS varie. On retrouve communément les amateurs de sport de nature d'un côté et les randonneurs ou les promeneurs occasionnels de l'autre. Certains sites proposant des observatoires ornithologiques sont aussi prisés des naturalistes et photographes.



Animation Collège Nature avec l'association Muziconte

ENS Le Val-du-Haut Morin



Animation Journée Mondiale des Zones Humides avec Seine-et-Marne-Environnement

ENS Le marais de Cercanceaux



Vélorail Ferra-Botanica

ENS Le Val-du-Haut Morin



Sortie familiale

ENS Le marais d'Episy



Animation ornithologie

ENS Les Olivettes



Activité sportive

ENS Le bois de la Rochette

2. Un degré variable de maîtrise foncière et de gestion du réseau ENS

La maîtrise foncière des ENS est variable. Près de 40 % de la surface des ENS départementaux est déjà acquise par le Département. 12 ENS départementaux ont une surface acquise supérieure à 95 % de leur surface totale. Ce sont en général des ENS ouverts au public comme la Plaine de Sorques, les Olivettes, le bois de la Rochette ou encore le marais d'Episy. A l'inverse, 15 ENS départementaux ont une surface acquise inférieure à 5 %. Concernant les ENS communaux, les sites acquis en totalité sont ouverts au public (le domaine de Raymond Sachot à Saint-Fargeau-Ponthierry par exemple, ou encore le Trou canard à Champagne-sur-Seine).

Concernant la gestion des sites ENS, c'est-à-dire les mesures et travaux réalisés pour gérer les milieux naturels et favoriser un maintien pérenne de la biodiversité, un peu plus de la moitié des sites départementaux dispose d'un document de gestion établi (proposition d'actions visant une restauration des milieux pour maintenir un bon état de conservation des sites, ce qui exige en général une bonne maîtrise foncière). La gestion des ENS départementaux est assurée par la régie départementale ainsi que par des entreprises de travaux quand cela le nécessite. Elle s'appuie sur un inventaire précis préalable de la biodiversité des ENS concernés. Les ENS locaux (dont communaux) sont quant à eux gérés par les collectivités locales. Certains sont pourvus de documents de gestion.

Une récente étude menée sur le réseau par le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) souligne l'efficacité de la gestion conservatoire du Département tout en insistant sur la priorité d'intervention à mener au bénéfice des milieux ouverts qui sont à forte valeur patrimoniale et par ailleurs menacés en Seine-et-Marne. Faute parfois de maîtrise foncière et de possibilité d'intervention, ceux-ci tendent à se refermer et donc à disparaître avec la biodiversité spécifique qu'ils abritent.

Le Département s'associe enfin à de nombreux partenaires (associations naturalistes, instances scientifiques, offices de tourisme, parc naturel régional, fédérations et sociétés de chasse et de pêche, exploitants forestiers et agricoles, office national des forêts,...) pour la gestion des sites. Plus de 64 conventions sont en cours.

3. La contribution du réseau des ENS au patrimoine naturel départemental

Les ENS du nord et de l'ouest du département, en contexte périurbain, sont d'une richesse écologique moins importante en moyenne que les autres sites mais ils contribuent à compenser l'urbanisation importante et sont essentiels au réseau local de la Trame verte et bleue. Certains sites intègrent toutefois de forts enjeux locaux (les Olivettes, le marais du Refuge, le domaine régional du Grand Voyeux...) et font l'objet d'une gestion écologique approfondie.

Les sites ENS du sud du département présentent les plus forts enjeux pour la biodiversité et en particulier les prairies de la Bassée, le marais d'Episy ou la Plaine de Sorques. Ces sites et leur gestion conservatoire contribuent à la préservation et valorisation de

territoires à forte richesse écologique et sont complémentaires aux autres mesures de protection mises en place localement (arrêtés de protection de Biotope, Natura 2000, réserves naturelles...).

Globalement, les ENS du département constituent un atout fort pour la biodiversité de Seine-et-Marne. Certains sites présentent une biodiversité exceptionnelle voire unique à l'échelle du département mais aussi à l'échelle régionale voire nationale. Le marais d'Episy, par exemple, est un site inscrit sur la liste verte de l'Union Internationale de la Conservation de la Nature pour sa richesse écologique et son exemplarité dans sa gestion. Le SDENS vise, entre autre, à renforcer cet apport des ENS au réseau des aires protégées et à la préservation des milieux naturels les plus menacés.

III. Les zones d'intérêt écologique prioritaires pour la nouvelle politique ENS

A partir de l'état des lieux écologique du territoire (synthèse disponible en annexe 1) et du diagnostic du réseau des ENS, des secteurs d'intérêt écologique ont été identifiés et hiérarchisés afin de prioriser les actions à venir du SDENS, ce sont les zones d'intérêt écologique prioritaires. Elles recoupent aussi le réseau des ENS.

Les zones d'intérêt écologique sont les secteurs de milieux naturels du territoire hiérarchisés selon leur valeur écologique (de la valeur la plus faible à la plus forte). Certaines de ces zones d'intérêt écologique sont prioritaires car elles représentent une valeur écologique élevée.

Les zones d'intérêt écologique prioritaires représentent 13% du territoire.

Les cartes précises de ces zones figurent en annexe 2 de ce document.

La répartition de ces zonages orientera notamment la politique d'aide aux acteurs locaux désireux de créer ou aménager un ENS. Aussi, l'aide sera renforcée dans les zones d'intérêt écologique prioritaires.

Plus généralement, la méthodologie de conception du SDENS et ayant amenée aux choix détaillés ci-dessous est précisée en annexe 3 de ce document.

IV. Le SDENS 2025-2037 : une stratégie au service des Seine-et-Marnais et de la biodiversité

Fort du diagnostic du territoire et du réseau actuel des ENS, de la localisation des zones d'intérêt écologique, une stratégie territoriale a été établie pour orienter l'action du Département pour les 12 années à venir. Cette politique permettra de consolider le réseau existant et de l'élargir à de nouveaux sites tout en favorisant le maillage territorial.

La stratégie cible les 4 enjeux principaux suivants :

- L'accès des Seine-et-Marnais à des espaces de nature

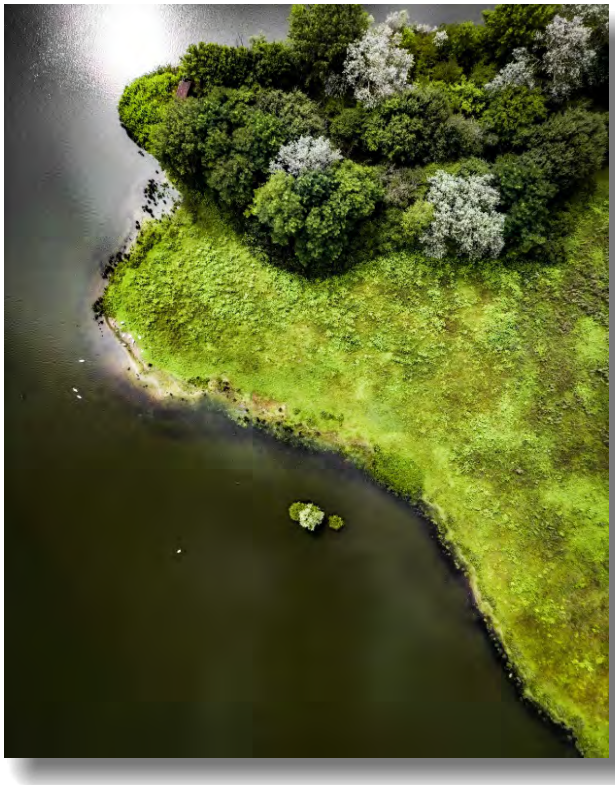
- La préservation des milieux menacés et des espèces emblématiques
- La contribution à la lutte contre le changement climatique
- Le maintien et la restauration de la trame verte et bleue

Deux orientations constituent en outre les piliers du plan d'action du SDENS 2025-2037 :

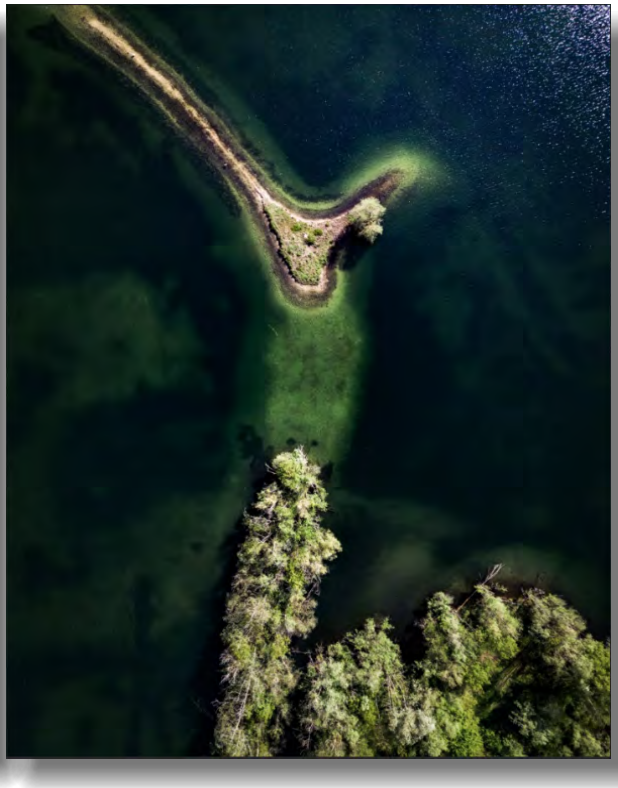
- Garantir un accès à la nature à tous les Seine-et-marnais. L'accueil du public sera développé par une valorisation adéquate des sites, prenant en compte leur fragilité. Le choix des nouveaux sites à aménager pour favoriser l'accès du public prendra en compte leur intérêt écologique, la répartition territoriale et la proximité des bassins de population. Les modalités d'accès qui privilégieront les circulations douces seront encouragées.

- Assurer la conservation de la biodiversité remarquable et menacée du territoire de Seine-et-Marne. Le diagnostic écologique du territoire et la mise en évidence de zones d'intérêt écologique prioritaires serviront de bases aux futures actions du Département en faveur de la création, l'acquisition, la gestion et la valorisation des ENS.

Ce nouveau SDENS a pour ambition de renforcer l'action en faveur des ENS existants et à venir, d'affirmer le leadership du Département pour la préservation du patrimoine naturel et le soutien aux acteurs locaux. Il vise également à offrir la possibilité au plus grand nombre d'accéder facilement à ces habitats naturels remarquables par l'ouverture de nouveaux sites et l'amélioration des aménagements et des animations qui y sont proposés



Le Carreau Franc



La plaine de Sorques

Le plan d'actions du SDENS 2025-2037

Le plan d'actions, basé sur deux orientations repose sur 5 objectifs stratégiques (OS), déclinés en 14 objectifs opérationnels (OP) qui se traduisent par 30 actions.

Objectif stratégique (OS)	Objectif opérationnel (OP)	Numéro action	Action
1 - Favoriser la connexion des Seine-et-Marnais à la nature	**a - Ouvrir au public 10 nouveaux ENS départementaux et communaux**	1	Ouvrir au public des sites départementaux en tenant compte des enjeux écologiques et du maillage territorial
		2	Ouvrir au public des sites locaux en tenant compte des enjeux écologiques
	b - Faire des ENS des sites privilégiés de sensibilisation à la nature	3	Concevoir des aménagements accessibles et attractifs pour l'accueil de tous les publics
		4	Coordonner le réseau des structures animatrices
		5	Suivre et analyser la fréquentation des ENS
	c - Concevoir des programmes innovants pour toucher de nouveaux publics	6	Proposer des offres d'animations à destination du public éloigné ou en situation de handicap
		7	Développer des programmes d'animations pour les publics scolaires
		8	Développer des outils d'animation via de nouvelles offres ludiques et numériques
2 - Améliorer et développer le réseau des ENS	**a - Préserver le réseau des ENS existants**	9	Prioriser les acquisitions dans les ENS pour la conservation de la biodiversité et l'ouverture au public
		10	Favoriser une gestion conservatoire sur le réseau des ENS
		11	Réaliser des projets de restauration des milieux les plus menacés
	b - Favoriser la création d'ENS dans les zones d'intérêt écologique au bénéfice du maillage territorial	12	Créer de nouveaux ENS locaux
		13	Créer deux nouveaux ENS départementaux
	c - Tenir compte de l'évolution des connaissances naturalistes et scientifiques	14	Actualiser les enjeux environnementaux du département en fonction de l'évolution des connaissances
		15	Poursuivre les partenariats scientifiques
3 - Intégrer les ENS au cœur des politiques publiques	**a - Faire des ENS des leviers de la transition écologique**	16	Développer la complémentarité entre la politique ENS et les autres politiques publiques environnementales
	b - Faire des ENS un outil d'attractivité du territoire	17	Intégrer les ENS à la stratégie touristique départementale et au tissu économique local
	c - Développer les mobilités douces au service de l'accès à la nature du territoire	18	Favoriser les accès piétons et vélos aux ENS
4 - Développer la notoriété et la visibilité des ENS	**a - Disposer d'une stratégie de communication et mobiliser sur la préservation de la nature grâce aux ENS**	19	Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication dédiée aux ENS
		20	Mettre en place des campagnes de communication adaptées aux différents publics
	b - Faire du réseau un ensemble structuré avec une identité propre	21	Asseoir la « marque ENS » et mettre en place une identité graphique commune

5 - Optimiser la gouvernance et le travail partenarial	**a - Assurer la gouvernance du Schéma départemental des ENS**	22	Conforter le rôle de la Commission ENS départementale dans la mise en œuvre et le suivi du SDENS
	b - Animer le Schéma départemental des ENS	23	Concevoir une charte traduisant les engagements communs sur les ENS
		24	Favoriser des échanges réguliers avec les acteurs de la biodiversité à compétence foncière (IDFN, CEN…)
		25	Animer un forum des partenaires
		26	Mettre en œuvre des comités locaux de suivi des sites par territoire
	c - Accompagner avec efficience les acteurs locaux	27	Mettre à disposition le Droit de Préemption des ENS pour des projets de territoires pertinents
		28	Proposer un contrat d'objectifs aux collectivités pour la création des nouveaux ENS
		29	Accompagner techniquement et financièrement les ENS locaux
		30	Animer une communauté d'acteurs des ENS (newsletter, informations techniques…)

Objectif stratégique 1 : Favoriser la connexion des Seine-et-marnais à la nature.

Objectif opérationnel (OP) 1 : Ouvrir au public 10 nouveaux ENS départementaux et communaux.

L'accès à la nature est une priorité pour le bien-être et le cadre de vie des Seine-et-Marnais. Ainsi, il est prévu 10 nouvelles ouvertures sur une période de douze ans en complément des deux projets de valorisation déjà engagés à Moret-Loing-et-Orvanne pour le marais du Lutin et à Lesches et Jablines pour le marais du Refuge.

- Action 1 : Ouvrir au public des sites départementaux en tenant compte des enjeux écologiques et du maillage territorial.

Le SDENS prévoit l'ouverture de nouveaux sites ENS afin de garantir un accès à la nature à tous les Seine-et-marnais. Actuellement, 29 ENS départementaux et communaux sont ouverts au public. Le Département prévoit l'ouverture du marais du Refuge et du marais du Lutin d'ici 2028. Au-delà, l'ouverture de 5 autres ENS départementaux environ est planifiée, en tenant compte du maillage territorial. Au sein du réseau existant, les sites priorisés au regard de leur intérêt et de leur localisation sont les suivants : la basse vallée de l'Aubetin à Saint-Augustin et Pommeuse, la butte et le marais de Flagy, le marais et coteau de Voulangis, le marais Tourbeux à Vernou la-Celle-sur-Seine et la Grande-Paroisse, le domaine de La Haye à Everly, etc.

- Action 2 : Ouvrir au public des sites locaux en tenant compte des enjeux écologiques.

Le Département prévoit d'accompagner les communes ou intercommunalités dans l'ouverture d'au moins 5 ENS locaux supplémentaires.

OP 2 : Faire des ENS des sites privilégiés de sensibilisation à la nature.

Dans son ambition de garantir un accès à la nature au plus grand nombre, le SDENS permet d'améliorer l'accessibilité et l'attractivité des ENS ouverts au public. Ainsi, des aménagements et outils seront développés pour que les sites soient adaptés à des

publics variés, et des mesures de suivi de la fréquentation seront mises en place pour évaluer l'efficacité de ces aménagements.

- Action 3 : Concevoir des aménagements accessibles et attractifs pour l'accueil de tous les publics.

Le Département souhaite garantir un accès à la nature à tous les publics. Dans ce but, il prévoit d'améliorer l'accessibilité des sites pour le public en situation de handicap et d'améliorer les équipements pour rendre les ENS plus attractifs. Ainsi, l'ensemble des publics pourra accéder et profiter pleinement de ces espaces naturels et de ce qu'ils ont à offrir (découverte, observation de la nature, espace de récréation, de bien-être, de contemplation, d'apprentissage, d'aventure…), dans la mesure de ce qu'il est techniquement possible de faire à un coût raisonnable

- Action 4 : Coordonner le réseau des structures animatrices.

Le SDENS vise à améliorer l'accueil du public. Cela passe par une facilitation des échanges d'informations et le développement des bonnes pratiques entre les structures partenaires du Département ainsi que le partage d'outils permettant d'enrichir les offres d'animations proposées aux différents publics. En effet, les structures animatrices jouent un rôle clé pour sensibiliser le public, faire vivre le réseau ENS et favoriser son ancrage local.

- Action 5 : Suivre et analyser la fréquentation des ENS.

Le Département suivra la fréquentation des sites afin d'analyser le plus finement possible l'usage des ENS par les visiteurs. Cela permettra d'améliorer les politiques d'aménagement et d'accueil du public et de mieux comprendre les rapports qu'entretiennent les habitants avec leur nature de proximité.

OP 3 : Concevoir des programmes d'animation innovants pour toucher de nouveaux publics.

Le Département souhaite développer davantage les animations sur les sites en diversifiant à la fois les contenus et les publics. Une attention particulière sera portée sur la possibilité de viser de nouveaux publics (handicapés, éloignés, scolaires…) et de nouvelles activités (chantier nature, …).

- Action 6 : Proposer des offres d'animations à destination du public éloigné ou en situation de handicap.

La politique d'animation sera densifiée avec une démarche la plus inclusive possible. Une offre d'animations sera déployée spécifiquement pour le public éloigné et pour le public en situation de handicap dans sa globalité (handicaps moteurs, sensoriels et cognitifs).

- Action 7 : Développer des programmes d'animations pour les publics scolaires.

Le Département cherche à mieux impliquer le milieu scolaire. En complément du dispositif « Collège Nature », qui poursuivra son essor, il souhaite faire des ENS des sites d'éducation à la nature via la mise en place d'animations pour les écoles à proximité. Des aires terrestres éducatives pourront être déployées sur certains ENS afin d'en faire des véritables laboratoires d'écocitoyenneté pour les élèves.

- Action 8 : Développer des outils d'animation via de nouvelles offres ludiques et numériques.

Le SDENS a pour objectif d'enrichir l'expérience des visiteurs et de rendre les ENS plus attractifs en modernisant et diversifiant les supports d'animation. Ainsi, les approches utilisées dans le cadre des parcours visiteurs seront élargies et variées (numériques, ludiques, artistiques, participatives, etc.).

Objectif stratégique 2 : Améliorer et développer le réseau des ENS.

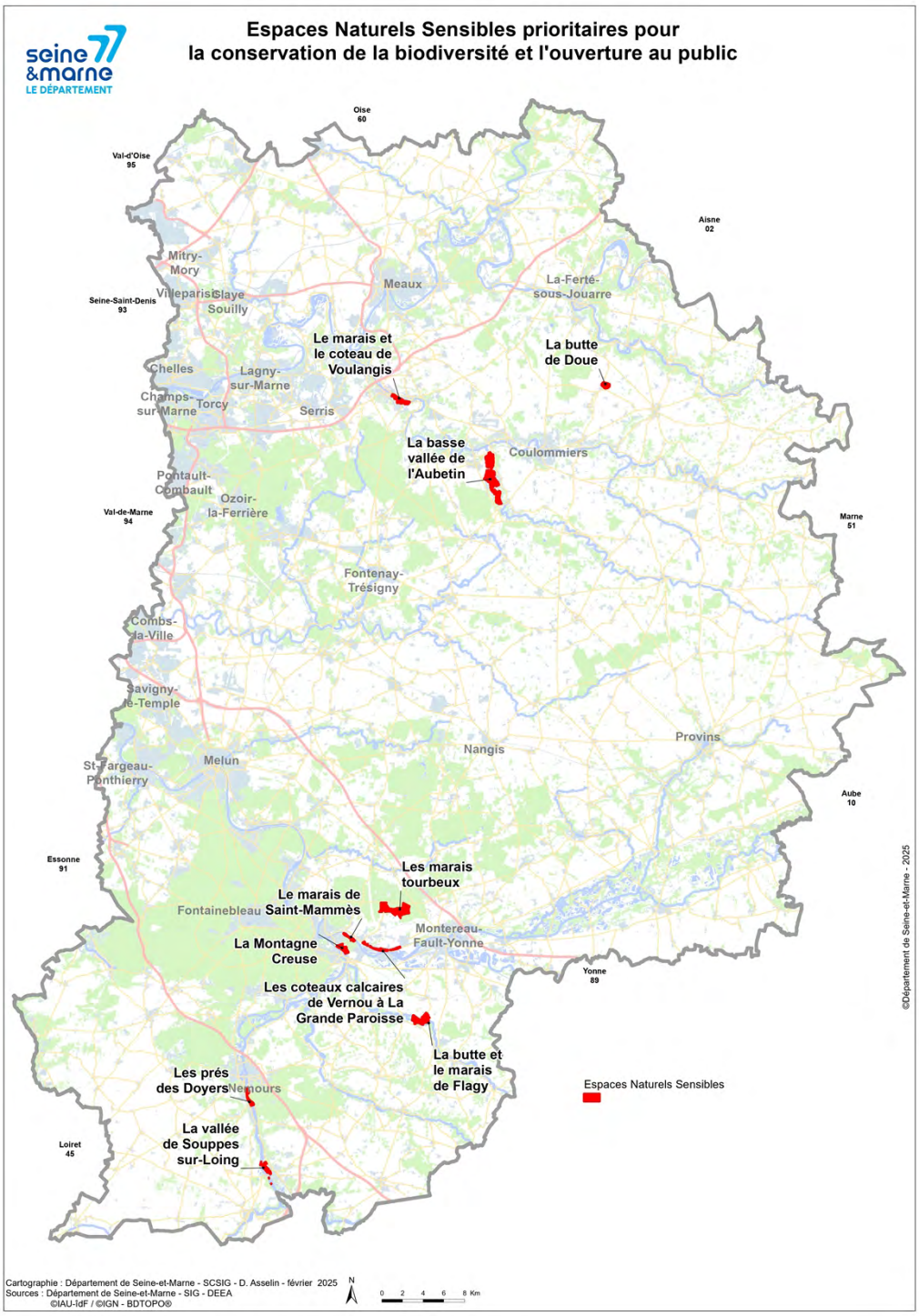
OP 4 : Préserver le réseau des ENS existants.

Le réseau ENS actuel est composé de 100 sites. Il est primordial de renforcer l'existant en choisissant des sites prioritaires pour les actions du Département en termes d'acquisition et de valorisation et de mettre en place une gestion adéquate des milieux les plus fragiles.

- Action 9 : Prioriser les acquisitions dans les ENS pour la conservation de la biodiversité et l'ouverture au public.

En matière de stratégie foncière, 10 ENS existants sont priorisés pour bénéficier d'actions foncières : préemption au gré des ventes, acquisition amiable et prospection foncière pour préparer de futurs projets de restauration de la biodiversité et/ou d'ouverture au public. Les 10 sites sélectionnés sont: la butte et le marais de Flagy, la montagne creuse, les coteaux calcaires de Vernou à la Grande-Paroisse, le marais tourbeux, les prés des Doyers, la vallée de Souppes-sur-Loing, le marais de Saint-Mammès, le marais et le coteau de Voulangis, la basse vallée de l'Aubetin et la butte de Doue. La sélection de ces sites à pris en compte leur valeur écologique (notamment la présence d'habitats naturels patrimoniaux et fortement menacés comme les pelouses calcicoles, prairies humides et bas-marais alcalins), leur contexte et potentialité pour l'ouverture au public (de par leur positionnement géographique, la proximité des populations, le caractère patrimonial des sites, le potentiel de valorisation) et enfin le contexte foncier et d'implication des acteurs locaux (projets déjà amorcés avec des Communes par exemple, attente locale, degré de maîtrise foncière publique dont départementale, reste à acquérir au regard de la qualité écologique des milieux concernés).

L'ensemble de ces critères et l'analyse des services départementaux sur cette base a permis de retenir les 10 sites précités (et représentés ci-dessous) parmi l'ensemble des Espaces naturels sensibles existants non ouverts au public.



En parallèle, certaines acquisitions pourront se faire de manière exceptionnelle sur d'autres sites dans des cas spécifiques justifiés par l'efficience de la gestion, la sécurisation, l'existence de menaces ou la valorisation d'un site déjà ouvert au public. C'est le cas par exemple du Marais de Cercanceaux, site déjà ouvert au public qui ne bénéficie pas d'une maîtrise foncière suffisante pour satisfaire sa pleine découverte et optimiser sa préservation.

L'ensemble des acquisitions foncières se fera dans la limite des enveloppes budgétaires prévues pour les acquisitions.

- Action 10 : Favoriser une gestion conservatoire sur le réseau des ENS.

La préservation du patrimoine naturel est une priorité de cette nouvelle politique. Dans ce but, les acteurs ENS vont développer et optimiser la réalisation des plans de gestion au sein du réseau, dans l'optique de développer encore davantage une gestion conservatoire favorable à la biodiversité. La gestion cynégétique va se poursuivre sur le réseau des ENS à travers un partenariat avec la Fédération départementale des chasseurs de Seine-et-Marne et avec l'appui des sociétés locales de chasse.

- Action 11 : Réaliser des projets de restauration des milieux les plus menacés.

Le Département souhaite préserver le patrimoine naturel du territoire. Ainsi, les sites ENS dont les milieux sont les plus menacés ainsi que les secteurs à plus forts enjeux au sein des ENS seront priorisés afin d'engager des programmes efficaces de restauration écologique. On peut citer par exemple la montagne Creuse, les coteaux calcaires de Vernou à la Grande-Paroisse ou encore le marais tourbeux qui sont des sites où la biodiversité est particulièrement menacée, notamment à cause des dynamiques de fermeture des milieux. La faisabilité de ces projets dépendra cependant des opportunités d'acquisition.

OP 5 : Favoriser la création d'ENS dans les zones d'intérêt écologique prioritaires et au bénéfice du maillage territorial.

Dans un souci de conservation du patrimoine naturel de Seine-et-Marne et d'offre de nature pour les habitants, il s'avère nécessaire de créer de nouveaux ENS. Ces créations doivent prendre en compte les critères d'intérêt écologique, de maillage territorial et d'accès du public.

- Action 12 : Créer de nouveaux ENS locaux.

Le Département souhaite accompagner les Communes et EPCI dans la création de nouveaux ENS locaux. Ceux-ci seraient prioritairement créés dans les zones à forte valeur écologique. Les Communes et EPCI porteurs d'un projet ENS solliciteront le Département pour en engager l'étude. Ce dernier sélectionnera les projets retenus et déterminera le niveau d'accompagnement technique et financier au regard des enjeux écologiques du site.

- Action 13 : Créer deux nouveaux ENS départementaux.

Au regard de sa responsabilité dans la conservation de la biodiversité, le Département créera sur la période du SDENS deux nouveaux ENS départementaux. Ceux-ci seront choisis parmi une liste de secteurs à l'étude dont les enjeux écologiques sont exceptionnels, et en concertation avec les acteurs locaux. Les nouveaux sites seront ainsi sélectionnés selon des critères écologiques, de maillage territorial et en fonction de leur potentiel de valorisation et d'accueil du public.

OP6 : Tenir compte de l'évolution des connaissances naturalistes et scientifiques.

Cet objectif consiste à réaliser une mise à jour à mi-parcours du SDENS afin d'ajuster au besoin les priorités établies.

- Action 14 : Actualiser les enjeux environnementaux du département en fonction de l'évolution des connaissances.

Durant le SDENS et en particulier à mi-parcours, il sera évalué la pertinence d'actualiser les bases de données et les enjeux environnementaux du territoire, afin d'orienter au mieux la politique ENS de Seine-et-Marne dans un but de préservation efficace de la biodiversité.

- Action 15 : Poursuivre les partenariats scientifiques.

Pour orienter au mieux la politique ENS, le Département et ses partenaires doivent enrichir leurs connaissances des enjeux écologiques du territoire. Dans ce but, le SDENS prévoit une poursuite des collaborations avec des partenaires scientifiques tels que le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP).

Objectif stratégique 3 : Intégrer les ENS au cœur des politiques publiques.

OP 7 : Faire des ENS des leviers de la transition écologique.

Cet objectif vise à rattacher le SDENS aux autres politiques publiques environnementales comme la Stratégie nationale et régionale pour la biodiversité, la Stratégie des aires protégées, le Schéma régional de cohérence écologique, la politique Natura 2000 ou encore les déclinaisons locales à venir de la loi européenne pour la restauration de la nature.

- Action 16 : Développer la complémentarité entre la politique ENS et les autres politiques publiques environnementales.

Pour assurer une protection efficace et une mise en valeur durable du patrimoine naturel de Seine-et-Marne, il est indispensable d'associer la politique ENS aux autres politiques publiques environnementales. Cette approche favorisera la cohérence des actions en faveur de la biodiversité et renforcera la politique ENS, notamment via une complémentarité des politiques publiques et de l'action avec l'Etat et la Région. Cela se traduira par exemple par une contribution des ENS au réseau régional des aires protégées et à la définition des réservoirs de biodiversité du Schéma régional de Cohérence écologique. Les politiques Natura 2000 et de restauration de la nature peuvent également être utilement mobilisés pour mettre en place des actions de restauration au sein des ENS. De la même manière, des synergies sont à développer entre les politiques départementales, par exemple avec les projets de zones naturelles d'expansion de crues abordés dans le cadre du Plan départemental de l'eau.

OP 8 : Faire des ENS un outil d'attractivité du territoire.

Accroître la visibilité du réseau ENS et favoriser son ancrage local contribuera à sa valorisation continue.

- Action 17 : Intégrer les ENS à la politique touristique départementale et au tissu économique local.

Cette action reliera la politique ENS aux autres politiques de valorisation du territoire, en particulier touristique en lien avec Seine-et-Marne attractivité et les Offices de tourisme (mise en avant de la richesse naturelle du territoire grâce aux ENS dans l'identité du territoire, offre d'itinéraires nature pour l'attractivité, campagnes de communication ciblées), mais aussi du développement de filières économiques

locales (via l'élevage sur les ENS par exemple, la production de fourrage ou de bois…). En effet, la préservation de la biodiversité seine-et-marnaise et de l'ensemble des services qu'elle rend contribue à favoriser l'attractivité et la résilience du territoire.

OP 9 : Développer les mobilités douces au service de l'accès à la nature du territoire.

Dans un contexte de transition écologique des territoires et de développement des mobilités douces et apaisées, l'accès aux ENS à pied ou à vélo doit être développé.

- Action 18 : Favoriser les accès piétons et vélos aux ENS.

Le SDENS, en cohérence avec le PDIPR de Seine-et-Marne, tissera autant que possible des liens entre les ENS et le réseau de mobilités douces (itinéraires de randonnée, plan vélo…) du territoire, de façon à encourager un accès décarboné aux sites, valoriser localement les politiques départementales et intercommunales de mobilité et relier autant que possible les ENS du réseau entre eux.

Objectif stratégique 4 : Développer la notoriété et la visibilité des ENS.

Cet objectif s'articule avec le précédent afin de mieux faire connaître le réseau des ENS et le valoriser. En effet, plus le réseau sera connu et reconnu et plus la politique ENS aura une assise forte auprès des territoires et du public. Les questions de préservation et d'éducation à la nature doivent concerner l'ensemble des acteurs des ENS. Cet objectif stratégique repose sur deux objectifs opérationnels complémentaires :

OP 10 : Disposer d'une stratégie de communication et mobiliser sur la préservation de la nature grâce aux ENS

Le SDENS a pour objectif de renforcer l'image et de valoriser l'importance des ENS auprès des diverses cibles afin de mobiliser les Seine-et-Marnais sur l'importance de la préservation de la nature.

- Action 19 : Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication dédiée aux ENS.

Une stratégie de communication efficace dédiée aux ENS et à la biodiversité sera établie afin d'en faciliter leur appropriation par le public et les différents acteurs seine-et-marnais. Celle-ci permettra d'insister sur l'importance des ENS et de l'action en faveur de la biodiversité auprès des citoyens.

- Action 20 : Mettre en place des campagnes de communication adaptées aux différents publics.

Par l'entrée ENS, le SDENS vise aussi à sensibiliser plus largement les Seine-et-Marnais à l'importance de connaître et préserver la biodiversité du territoire, la nature ordinaire mais aussi celle qui est remarquable et/ou menacée. Par conséquent, des campagnes seront notamment menées dans la décennie à venir pour faire connaître le patrimoine naturel du territoire et ses sites les plus remarquables mais aussi mobiliser les citoyens à sa préservation.

OP 11 : Faire du réseau un ensemble structuré avec une identité propre.

La mise en place d'une identité commune à l'ensemble du réseau ENS favorisera sa visibilité auprès du public et renforcera les liens entre acteurs des ENS.

- Action 21 : Asseoir la « marque ENS » et mettre en place une identité graphique commune.

Les sites ENS seront clairement identifiés, connus et partageront une signalétique commune. Une identité graphique sera développée pour homogénéiser le réseau et un travail sera mené sur la notoriété de la marque ENS afin d'augmenter sa visibilité auprès du public.













Animations et évènements sur les ENS à travers le territoire

Objectif stratégique 5 : Assurer la gouvernance et le travail partenarial.

La politique ENS est de compétence départementale mais s'appuie sur un réseau d'acteurs riche qui est fondamental pour sa réussite. Celui-ci est composé des autres collectivités (Région, Communes), des services de l'Etat (DDT, DRIEAT...) mais aussi d'établissement publics (Agence de l'eau, EPCI locaux, EPAGE et SAGE, Île-de-France Nature, Parc naturel régional du gâtinais, Syndicat de préfiguration du Parc de la Brie et des deux Morin, Muséum national d'histoire naturelle, Office national des forêts,...) d'associations et de fédérations (structures de protection de la nature, Conservatoires d'espaces naturels d'Ile-de-France et botanique du bassin parisien, fédérations et associations de chasse, de pêche ou de randonnée, réserves naturelles, Réserve de biosphère Fontainebleau-Gâtinais...). Ces partenaires peuvent, selon les cas, acquérir, aménager, valoriser et gérer des sites ENS aux côtés du Département. D'autres contribuent à la connaissance et l'animation des sites ou représentent certains usagers. Il est souhaité que l'ensemble des partenaires du SDENS puissent se rencontrer régulièrement et échanger sur leur vision de terrain afin de coordonner leurs actions pour contribuer efficacement à la mise en œuvre de la politique ENS.

OP12 : Assurer la gouvernance du Schéma départemental des ENS.

De nombreux acteurs intervenant dans la politique ENS départementale, il est nécessaire de mettre en place un organe de pilotage pour assurer la cohérence et l'efficacité de la prise de décisions.

- Action 22 : Conforter le rôle de la Commission ENS départementale dans la mise en œuvre et le suivi du SDENS.

Cette action permet d'expliciter la gouvernance interne du SDENS et notamment de définir le rôle et les attributions de la Commission ENS, composée d'élus du Département. Celle-ci constituera l'instance décisionnaire pour le suivi de la mise en œuvre du SDENS.

OP 13 : Animer le Schéma départemental des ENS.

La politique ENS s'appuie sur un réseau d'acteurs impliqués dans la création, la gestion, la valorisation et l'animation des ENS. Il est essentiel que ces interlocuteurs puissent échanger régulièrement afin de coordonner leurs actions. Il est également nécessaire que ces acteurs agissent dans un cadre d'action commun.

- Action 23 : Adopter une charte traduisant les engagements communs sur les ENS.

La signature d'une charte départementale des ENS permet d'impulser un cadre de collaboration entre les acteurs locaux et le Département pour assurer une gestion et une valorisation cohérente et efficace des ENS. Ainsi, elle permet de relancer une dynamique de travail partenarial et formalise le cadre d'intervention commun aux acteurs phare de la politique ENS. La signature de la charte ENS sera obligatoire pour la création de tout nouveau site ENS.

- Action 24 : Favoriser des échanges réguliers avec les acteurs de la biodiversité à compétence foncière.

Favoriser des échanges réguliers avec les grands acteurs fonciers du territoire (Ile-de-France Nature, Conservatoire d'espaces naturels, SAFER, EPAGE...) permettra de

trouver des synergies et de la complémentarité dans l'intervention foncière de chacun, en particulier dans un objectif commun de conservation et restauration des sites à fort enjeux de biodiversité.

- Action 25 : Animer un forum des partenaires.

Une rencontre régulière plénière des différents acteurs impliqués dans la politique ENS sera organisée par le Département. Elle permettra d'échanger sur les actions réalisées et de mutualiser les ressources et expertises au bénéfice des ENS.

- Action 26 : Mettre en œuvre des comités locaux de suivi des sites.

Des comités locaux de suivi, composés d'élus locaux, d'usagers et d'associations, assureront le suivi de la mise en œuvre des plans de gestion et favoriseront la conciliation des usages au quotidien, en co-animation avec le Département. Non systématiques, ils seront mobilisés quand le besoin se fera ressentir. Ces comités seront pilotés et animés par le Département sur les ENS départementaux, pilotés par les Communes et co-animés avec le Département sur les ENS communaux.

OP 14 : Accompagner avec efficience les acteurs locaux.

Le SDENS vise à encourager les projets ENS de territoire permettant la préservation des secteurs à enjeux écologiques. Dans ce but, il prévoit une évolution des aides techniques et financières apportées aux acteurs locaux, et un cadrage plus clair de l'accompagnement proposé par le Département.

- Action 27 : Mettre à disposition le droit de préemption des ENS pour des projets de territoires pertinents.

Dans le cadre du SDENS, il est proposé que le droit de préemption puisse appuyer les stratégies d'acteurs partenaires. Aussi, sous réserve du respect d'engagements clairs (cf. signature de la charte ENS) et de la compatibilité du projet avec la réglementation ENS, le Département peut valider la création de périmètres de préemption par les Communes et EPCI. De plus, il est proposé aussi de faciliter et renforcer les capacités d'actions des grands porteurs de projets gestionnaires de milieux naturels (Île-de-France Nature, acteurs GEMAPIENS, Conservatoire des espaces naturels, EPCI, PNR…) au service de la préservation de la Trame verte et bleue et des paysages, de la lutte contre l'artificialisation et les constructions illégales ou du développement de zones d'expansion des crues pour réduire les inondations.

- Action 28 : Proposer un contrat d'objectifs aux collectivités pour la création de nouveaux ENS.

Un contrat d'objectifs sera établi avec les collectivités porteuses pour tout nouveau projet de site ENS en zone à fort enjeu écologique. Le contrat vise l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion en lien avec les objectifs de la politique ENS et expose les engagements des parties pour la réussite du projet (gouvernance du projet, actions à engager, modalités d'appui technique et financier départemental, etc.). Le contrat d'objectifs engage le Département et le porteur de projet dans une gestion plus efficace des ENS, en alignant les efforts locaux avec les priorités départementales.

- Action 29 : Accompagner techniquement et financièrement les ENS locaux.

Le Département encouragera les projets locaux en proposant un accompagnement technique et financier des collectivités gradué selon les enjeux écologiques des ENS déterminé prioritairement par la cartographie des zones d'intérêt écologique. A ce titre, cet accompagnement est porté à un taux maximal de 60% pour les aides à l'acquisition, 60% pour les aides aux travaux de restauration écologique et d'aménagement pour l'accueil du public et pour les aides à la gestion et à la valorisation et de valorisation (incluant les études nécessaires à l'élaboration d'un plan de gestion, techniques ou d'interprétation) dans les zones d'intérêt écologique prioritaires. Il sera moindre dans les zones à plus faibles enjeux (taux porté à 30% dans le cas d'ENS déjà existants en 2025, pas d'aides pour les cas post 2025).

Le « règlement des aides financières départementales pour l'acquisition, l'aménagement, la gestion et la valorisation des ENS locaux », en annexe 3 de ce document, en fixe un cadre précis.

- Action 30 : Animer une communauté d'acteurs des ENS.

De nombreux acteurs sont impliqués dans la politique ENS et contribuent à la réussite de sa mise en oeuvre. La mise en place de canaux de communication dédiés permettra de les informer plus rapidement et de favoriser la collaboration par l'échange d'information et d'expériences. Une newsletter de la biodiversité et des ENS sera transmise régulièrement à l'ensemble des partenaires et une boite à outils sera mise à disposition pour faciliter le montage de projets.





V. Conclusion : ce qu'il faut retenir du SDENS 2025-2037

Le Schéma départemental des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne 2025-2037 s'engage résolument à préserver le patrimoine menacé de Seine-et-Marne en consolidant le réseau des ENS existant et en créant de nouveaux sites dans les secteurs à forts enjeux écologiques avec un objectif d'équilibre territorial. Deux orientations stratégiques phares guident cette initiative : « garantir un accès à la nature à tous les Seine-et-marnais » et « assurer la conservation de la biodiversité remarquable et menacée du territoire de Seine-et-Marne ».

Avec ce second SDENS, le Département affirme son ambition de protéger plus efficacement le patrimoine naturel. Pour cela, les acteurs des ENS renforceront la maîtrise foncière des sites à forts enjeux écologiques et optimiseront la gestion des sites existants. De nouveaux périmètres seront également établis dans les zones d'intérêt écologique par la création de nouveaux ENS départementaux et communaux ou intercommunaux.

Assurer l'accès à la nature à tous les habitants de Seine-et-Marne demeure une priorité de ce SDENS. De nouveaux sites seront aménagés en respectant la fragilité des milieux, tout en favorisant une répartition plus équilibrée sur le territoire. L'attractivité des sites sera renforcée par l'amélioration de l'accueil du public avec des aménagements accessibles, des animations diversifiées proposées par les associations du territoire et des accès privilégiés par les mobilités douces.

Parallèlement, une nouvelle gouvernance favorisera le travail partenarial. Elle amplifiera la collaboration des différents acteurs des ENS et leur accompagnement technique et financier par le Département, dans un cadre donné que le Département pilotera en tant que porteur de la politique ENS. Des indicateurs précis de suivi et de résultats garantiront enfin un déploiement efficient des 30 actions du SDENS afin de réussir collectivement sa mise en œuvre.

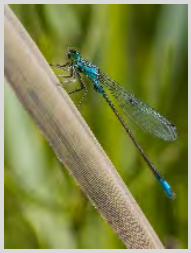


ANNEXES

Annexe 1 : Les enjeux écologiques en Seine-et-Marne : un défi de préservation à relever

Un portrait départemental de territoire a été réalisé dans le cadre de la conception du SDENS, en 2022 et 2023, sur la base d'indicateurs d'état et de pression sur la biodiversité (incluant les autres zonages d'inventaire et de protection, y compris foncière). Ce portrait quantifie et localise précisément la diversité des habitats naturels, des espèces de faune et de flore ainsi que les menaces identifiées sur ces espèces et sur les milieux naturels.

Les résultats ont permis d'identifier des zones du territoire stratégiques pour la biodiversité, puis de croiser ces données avec le réseau des ENS seine-et-marnais. Ce diagnostic sert de base aux orientations du SDENS et son plan d'actions associé.



Agrion élégant



Un paysage de la Trame verte et bleue



Ophrys bourdon



Cerf élaphe

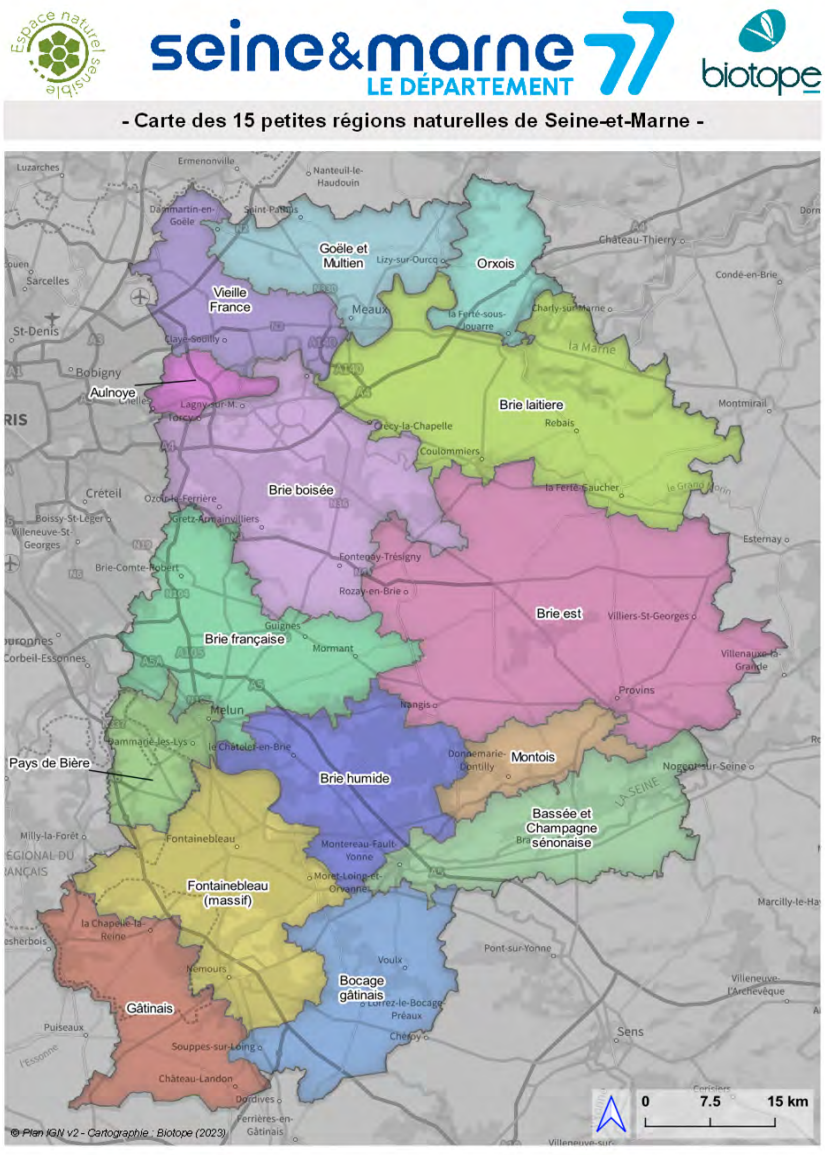
1. Comment se répartissent les principaux enjeux écologiques seine-et-marnais ?

Malgré la proximité de Paris, les paysages seine-et-marnais restent majoritairement ruraux avec 80 % de la surface départementale consacrée aux milieux agricoles et à la forêt. Les végétations naturelles et semi-naturelles s'étendent sur 26 % du territoire. Elles sont principalement localisées au niveau des forêts de plateau et des grandes vallées, et sont ponctuellement présentes dans les grandes plaines agricoles. Le reste du département est constitué de paysages artificiels (60 % de terres agricoles et 14 % d'espaces urbanisés).

Les systèmes forestiers occupent la majeure partie des habitats naturels du département. Ils se composent de systèmes forestiers humides pour 12 % des végétations (fonds de vallées et de vallons) avec des aulnaies-frênaies, des chênaies-charmaies, et au niveau de la Bassée des chênaies-ormaies riveraines des grands fleuves. Le reste des forêts se trouvent sur les plateaux et leurs rebords, les versants des vallées, les buttes de la Goële et de l'Aulnoye sans oublier le massif de Fontainebleau. Elles sont majoritairement représentées par des hêtraies-chênaies et chênaies-charmais, avec au sud du département quelques chênaies pubescentes sur les rebords des plateaux calcaires. Les vallées du nord-est accueillent quelques frênaies dites de ravin frais.

Concernant les milieux naturels ouverts, parmi les plus menacés du département, les principaux secteurs bocagers où les prairies persistent sont les vallées du sud du

département (Essonne, Loing, Lunain, Orvanne, Voulzie, Bassée), le sud de la Brie humide avec quelques prairies humides, ainsi que les vallées du nord du département (Petit et Grand Morin, Aubetin). Quelques prairies humides se situent dans la Brie humide, ainsi que dans les vallées de l'Ourcq, de la Thérouanne, de la Biberonne et de la Beuvronne. La carte des petites régions naturelles de Seine-et-Marne ci-dessous permet de mieux visualiser ces différents territoires.

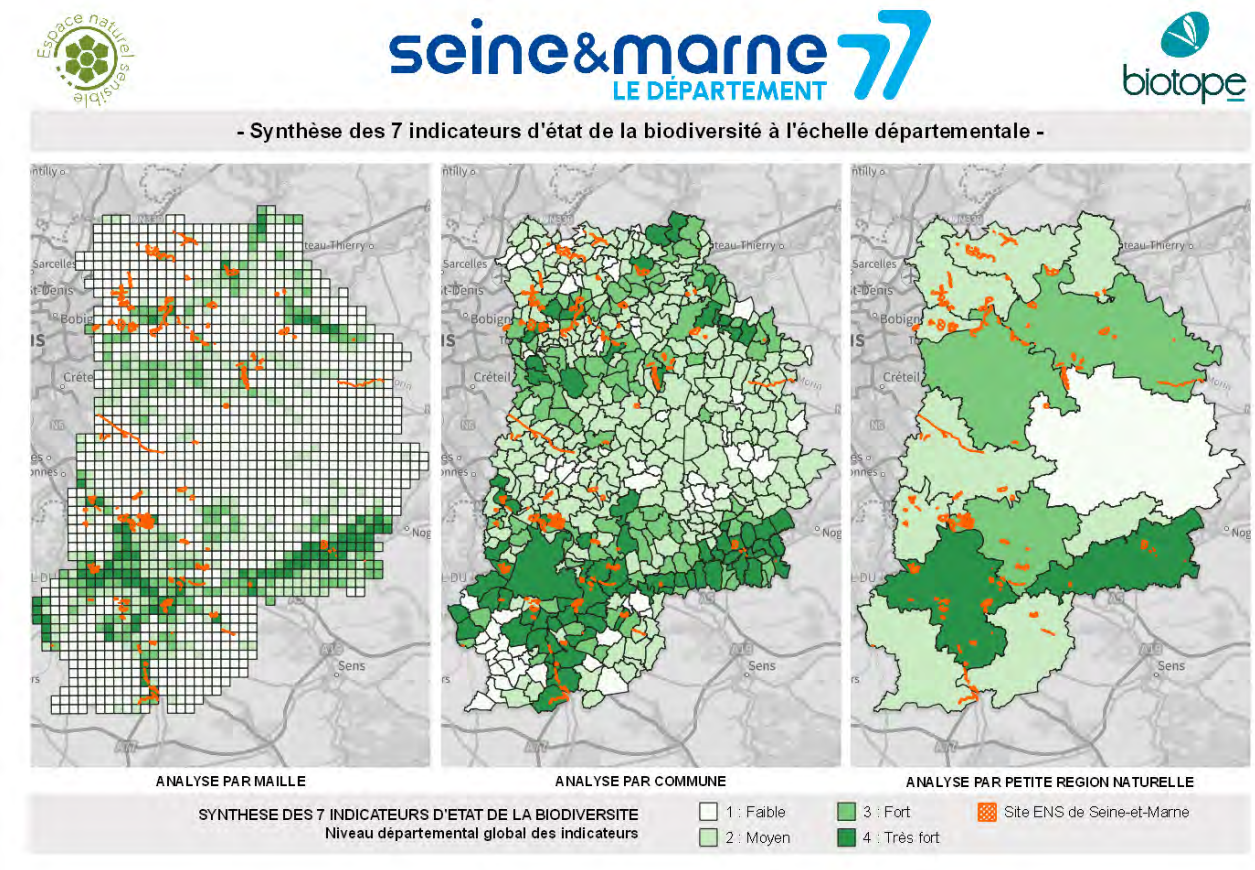


Les végétations aquatiques sont réparties en fonction du réseau hydrographique, des plans d'eau et des marais. Au sud, elles sont présentes dans la Bassée, les vallées de l'Orvanne, du Lunain, du Loing, de l'Essonne, les marais de Larchant, Buthiers et de Baudelut. Au nord, elles se concentrent dans les Boucles de la Marne (Grand-Voyeux, Thérouanne, étang de Rougemont à Oissery) et les plans d'eau de la Brie Boisée.

Le reste des végétations naturelles se compose de milieux rares et menacés :

- Landes sèches, principalement localisées au sud-ouest du département au sein des massifs forestiers (massif de Fontainebleau),
- Pelouses, avec des pelouses calcicoles sur les coteaux calcaires ensoleillés, ainsi que acidiphiles au niveau du massif de Fontainebleau,
- Milieux rocheux observés principalement dans la moitié sud du département avec des pelouses pionnières sur dalle calcaire sur les flancs escarpés des vallées du Loing, de l'Orvanne, de l'Essonne ou de la Bassée,
- Bas marais, tourbières et landes humides qui sont exceptionnels et très localisés dans les vallées de l'Essonne et du Loing ainsi qu'en Brie humide au sein de mares tourbeuses forestières.

Au-delà des végétations à forts enjeux, une représentation cartographique est réalisée ci-dessous pour illustrer la richesse et le potentiel de la biodiversité dans son ensemble, cumulant la richesse et la rareté des végétations de Seine-et-Marne, mais également la diversité et rareté des espèces de flore et de faune ainsi que les constituants (réservoirs et corridors) de la Trame verte et bleue.



Les indicateurs retenus pour cette représentation ont été dans le détail les suivants : proportion d'éléments surfaciques et linéaires du Schéma régional de cohérence écologique (Trame verte et bleue), proportion de zones de protection du patrimoine naturel, proportion et richesse de végétations à fort enjeu, richesse d'espèces de flore et de faune à fort enjeu.

Il est important de rappeler que ces illustrations donnent un portrait de territoire sur la base des données disponibles et selon des critères définis. Les territoires moins pourvus ne sont pas pour autant sans intérêts pour la biodiversité.

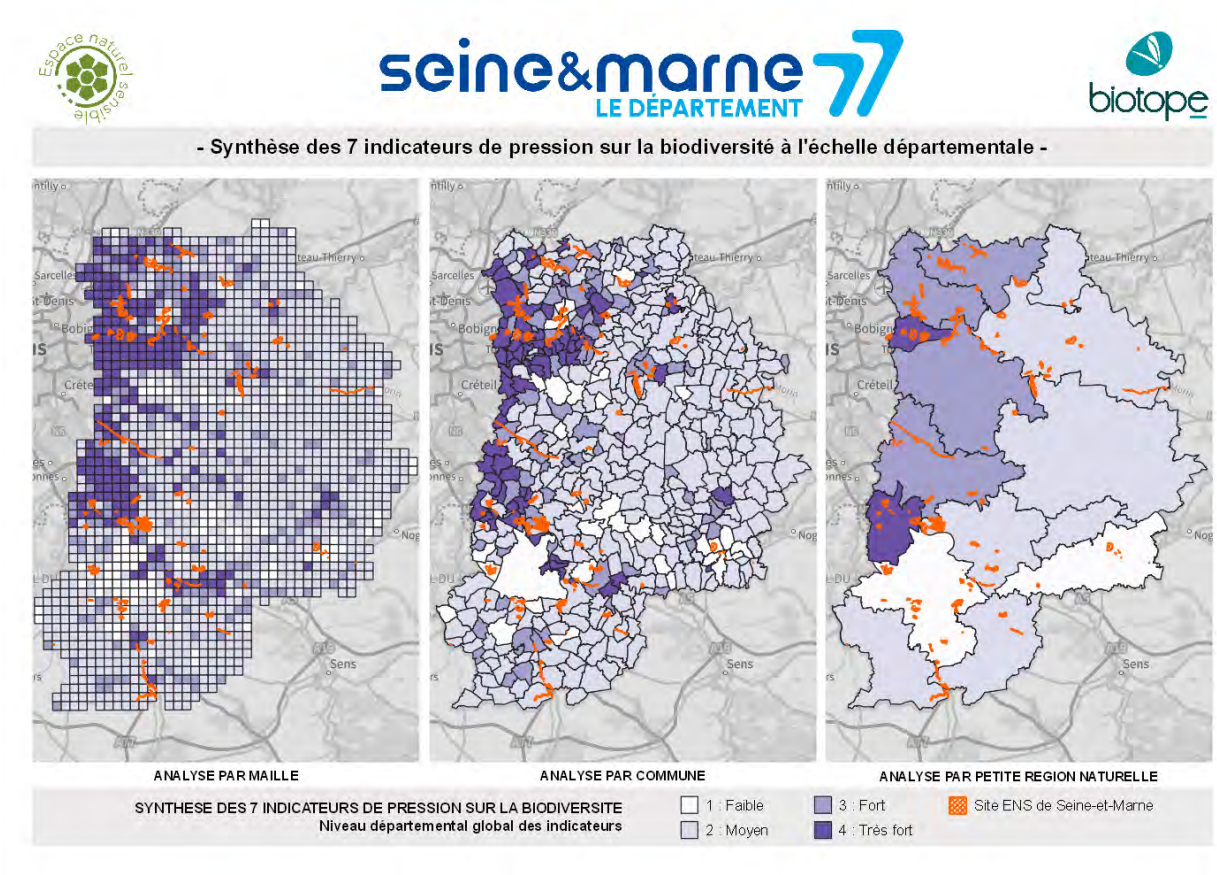
2. Les menaces sur la biodiversité du territoire

Concernant les menaces sur les milieux naturels, différents indicateurs ont été définis pour quantifier les pressions, notamment anthropiques, sur la biodiversité.

Il a été établi que les enjeux liés à la pression exercée sur les milieux naturels sont surtout concentrés dans l'ouest du département où l'urbanisation et les réseaux de transports sont plus développés, du fait de la proximité avec la petite couronne parisienne et de la présence d'axes routiers et ferroviaires névralgiques.

L'est du département, quant à lui, subit une pression anthropique liée notamment à des grandes étendues de cultures agricoles (impact sur l'eau et en partie sur la faune).

Les cartographies ci-dessous illustrent la répartition géographique des indicateurs de pressions sur le territoire seine-et-marnais.



Les indicateurs retenus pour cette représentation sont les suivants : proportion de milieux anthropiques, degré d'artificialisation et de fragmentation, pollution lumineuse, proportion d'espèces exotiques envahissantes, grandes cultures.

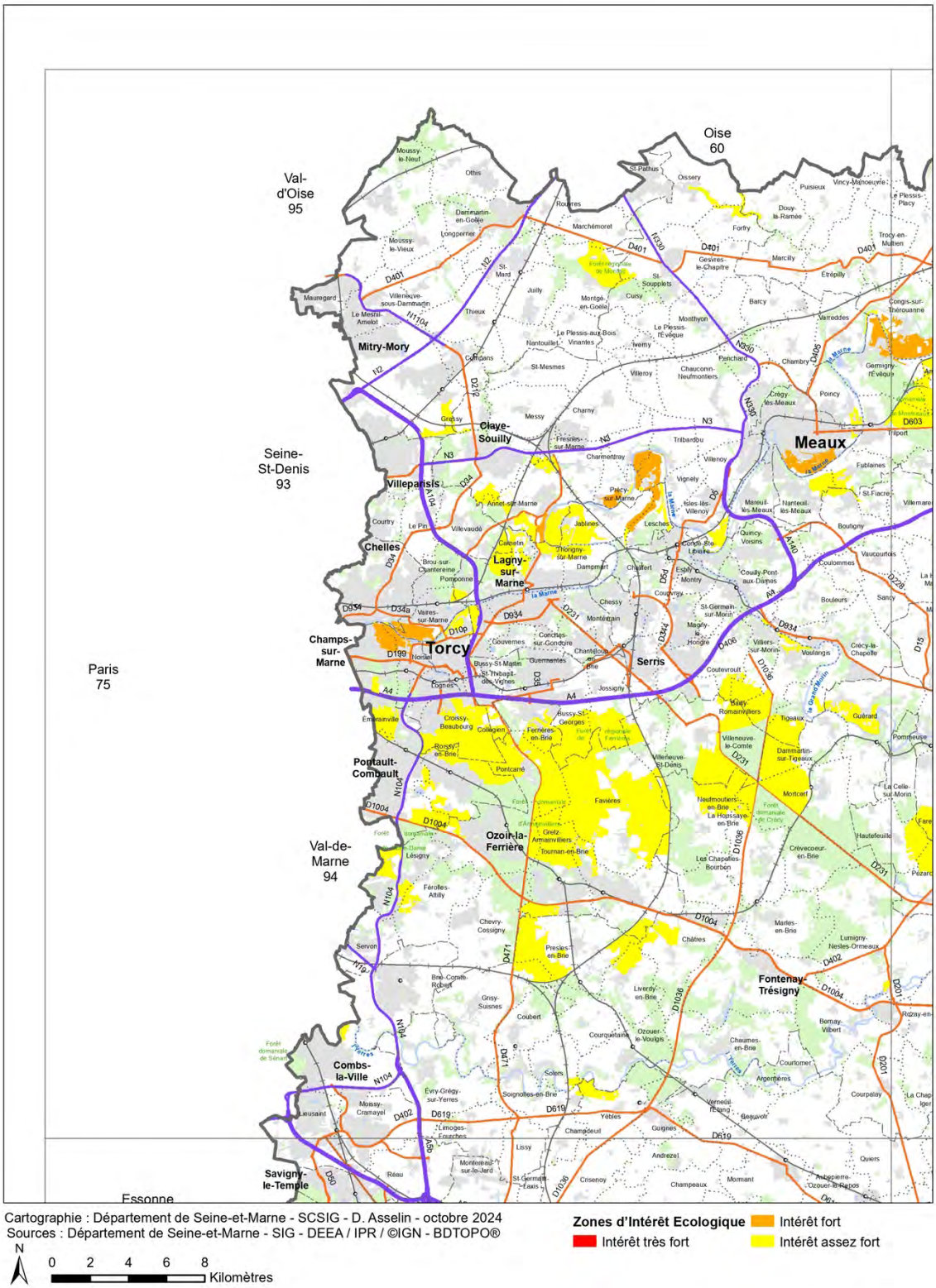
Le cumul de ces indicateurs maintient la mise en évidence de l'ouest du territoire comme plus fortement impacté.

Annexe 2 : Cartographie des zones d'intérêt écologique prioritaires de Seine-et-Marne

Ces secteurs ont été définis en croisant plusieurs indicateurs quantifiant et qualifiant la biodiversité sur l'ensemble des milieux naturels du département (c'est-à-dire en excluant les zones artificielles ou cultivées). Ces indicateurs reprennent ceux utilisés ci-avant pour décrire la richesse écologique du territoire, mais qui étaient alors appliqués à tous les zonages géographiques sans considération de caractéristiques d'occupation des sols.

Aussi, la représentation graphique ci-dessous porte uniquement sur les milieux naturels et délimite des sites naturels non fragmentés, en leur associant une valeur écologique (ici uniquement les intérêts « assez fort », « fort » et « très fort »).

Zones d'intérêt écologique prioritaires
Secteur nord ouest



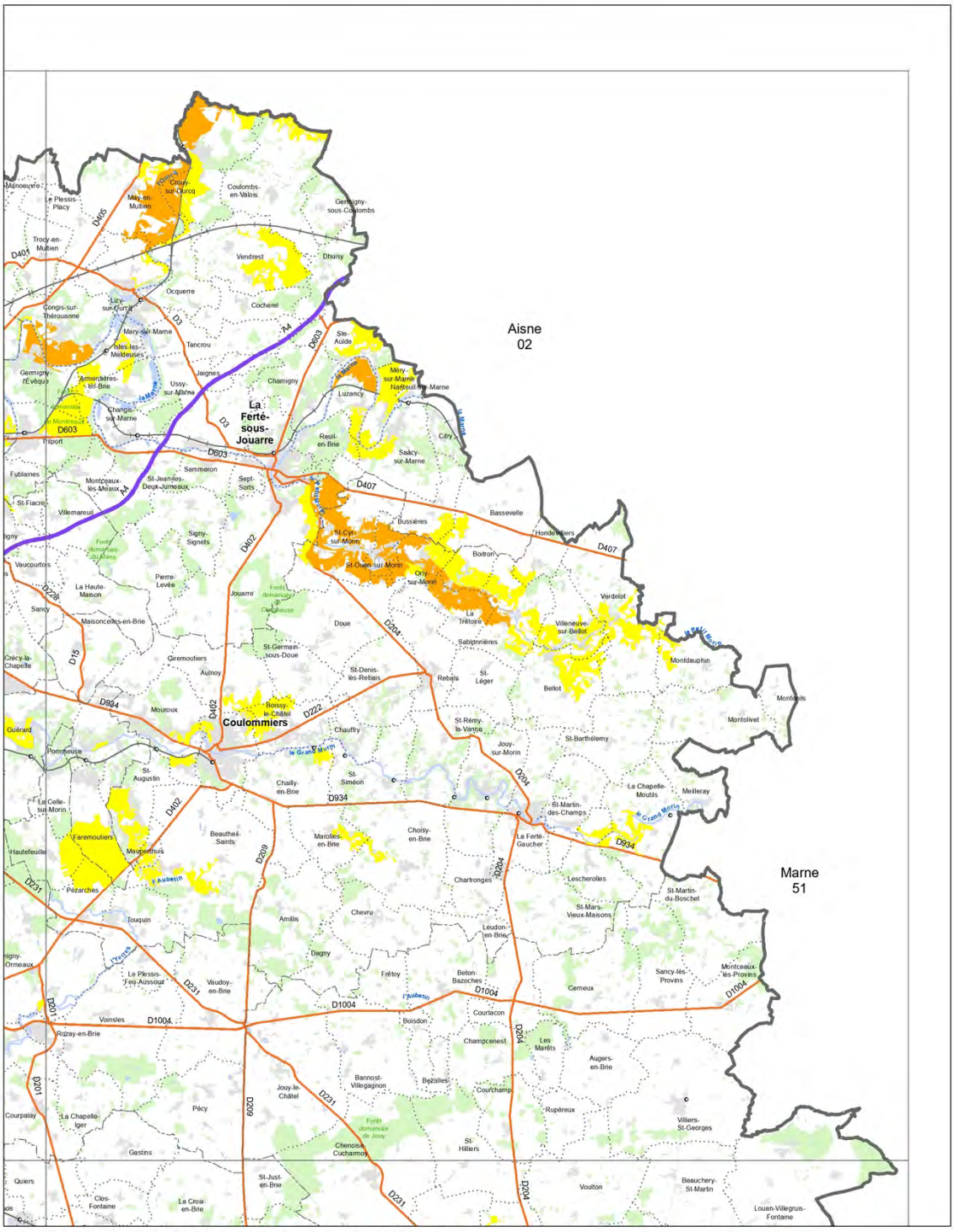
Cartographie : Département de Seine-et-Marne - SCSIG - D. Asselin - octobre 2024
Sources : Département de Seine-et-Marne - SIG - DEEA / IPR / ©IGN - BDTOPO®

N

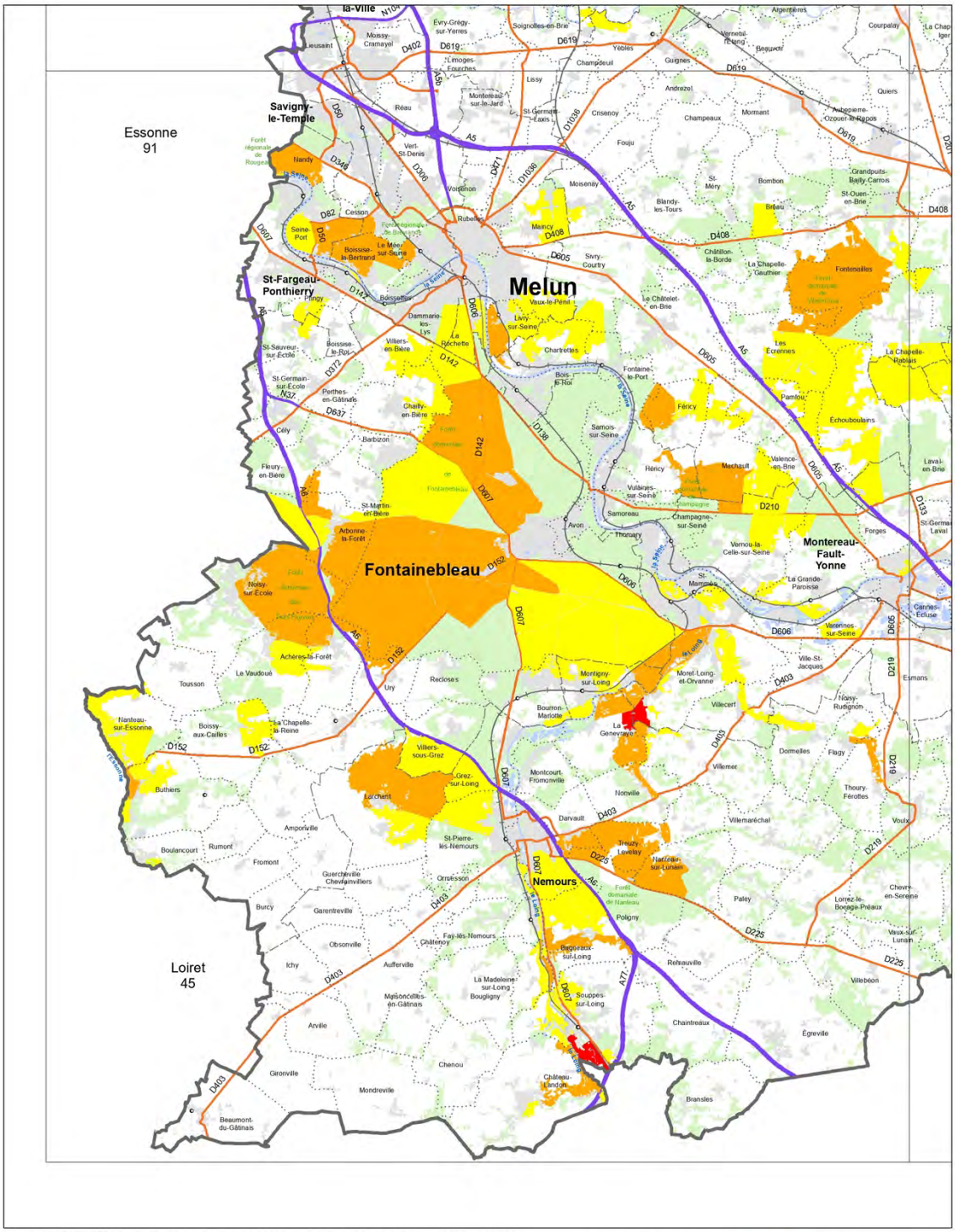
0 2 4 6 8 Kilomètres

Zones d'Intérêt Ecologique
Intérêt très fort
Intérêt fort
Intérêt assez fort

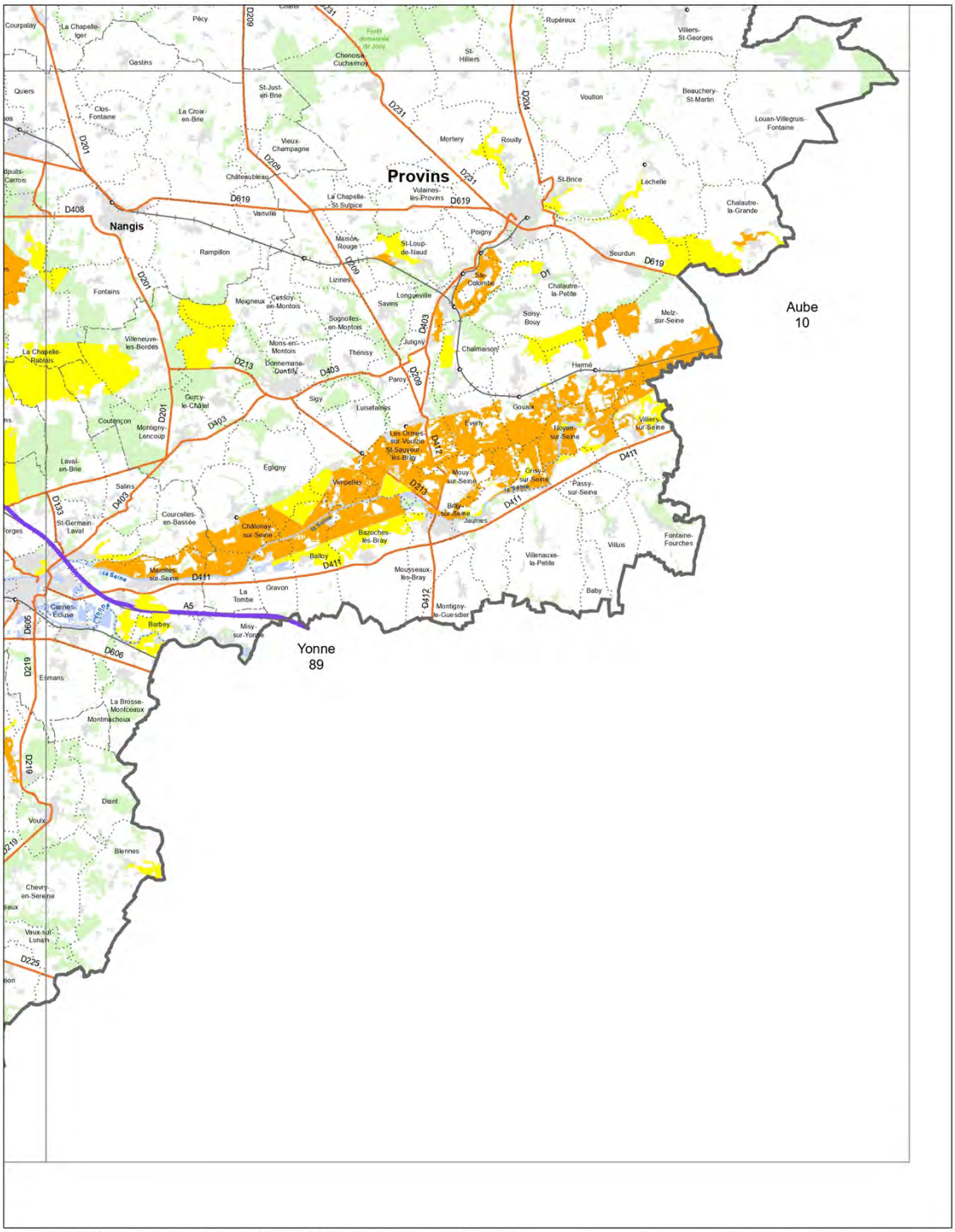
Zones d'intérêt écologique prioritaires
Secteur nord est



Zones d'intérêt écologique prioritaires
Secteur sud ouest



Zones d'intérêt écologique prioritaires
Secteur sud est



Cartographie : Département de Seine-et-Marne - SCSIG - D. Asselin - octobre 2024
Sources : Département de Seine-et-Marne - SIG - DEEA / IPR / ©IGN - BDTOPO®

N

0 2 4 6 8 Kilomètres

Zones d'Intérêt Ecologique

- Intérêt très fort
- Intérêt fort
- Intérêt assez fort

Annexe 3 : Résumé de la méthodologie mise en œuvre pour la conception du SDENS

Avec l'appui du bureau d'études BIOTOPE prestataire du Département pour la réalisation du SDENS, la conception du nouveau schéma s'est déroulée en 4 étapes :

1. Phase d'état des lieux du territoire

Cette phase s'est appuyée sur un ensemble d'indicateurs pertinents pour définir les particularités du territoire, et en particulier ses richesses écologiques et paysagères et les menaces associées. Des représentations cartographiées en sont issues. Ces éléments ont été ensuite croisés puis analysés au regard du réseau ENS existant.

2. Consultation des principaux acteurs du territoire

Dans le cadre de l'élaboration du SDENS, 21 acteurs de l'environnement et principaux partenaires du Département ont été consultés afin de recueillir leurs avis sur l'orientation de la politique ENS. Il s'agissait d'associations[4], d'organismes régionaux[5], de services de l'Etat ou d'agences publiques[6], des Fédérations de chasse et de pêche, de la SAFER, de la Chambre d'agriculture de région et de Communes. Parmi les principales attentes des acteurs consultés citons l'amélioration des connaissances sur la biodiversité du département afin d'appuyer par la politique ENS la préservation des secteurs à enjeux, l'amélioration de la gestion des sites ENS, l'optimisation du dispositif d'appui technique et financier aux communes, la volonté de disposer d'un meilleur maillage territorial de la politique ENS ou encore l'amélioration de sa cohérence et complémentarité avec les autres politiques publiques.

3. Diagnostic des zones d'intérêt écologique et des ENS prioritaires pour le SDENS

Sur la base de la cartographie des enjeux et opportunités du territoire en matière de biodiversité, des zones précises ont été définies afin de prioriser l'action du SDENS. Ces zones aideront à cibler les actions soutenues par le Département et inciteront les parties prenantes à y conduire des actions dans la durée. Par ailleurs, plusieurs ENS ont été identifiés comme prioritaires (pour le foncier, la valorisation…) notamment des sites départementaux à très fort enjeu écologique ou situés dans des secteurs le justifiant.

4. Déclinaison en plan d'actions

Une fois l'ensemble de ces éléments arbitrés, la rédaction du plan d'actions s'est efforcée d'être précise et opérationnelle, permettant pour chaque objectif du SDENS de décliner des actions cadrant le positionnement et l'intervention du Département et de ses partenaires pour les 12 ans du schéma.

---

[4] Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien, Conservatoire d'espaces naturels d'Île-de-France, AQUI'Brie, Association des Naturalistes de la Vallée du Loing et du Massif de Fontainebleau, Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement des Boucles de la Marne, Association de Gestion de la Réserve Naturelle de la Bassée, Seine-et-Marne Environnement.

[5] Ile-de-France Nature, Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France.

[6] Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, Direction départementale des territoires, Agence de l'eau Seine-Normandie, Office national des forêts, EPAGE du Loing.

Annexe 4 : Règlement des aides financières départementales pour l'acquisition, l'aménagement, la gestion et la valorisation des ENS locaux

1/ Bénéficiaires

- Communes

- Établissements publics de coopération intercommunale

2/ Gradation du dispositif d'aides départementales selon les enjeux écologiques

Le Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles de Seine-et-Marne a classé les milieux naturels selon leur niveau d'intérêt écologique établi à l'échelle de la Seine-et-Marne.

Les niveaux d'intérêt écologique TRES FORT, FORT et ASSEZ FORT constituent les Zones d'Intérêt Écologique Prioritaires (ZIEP).

Les ENS existants classés en intérêt écologique TRES FORT, FORT et ASSEZ FORT, peuvent bénéficier d'un soutien financier renforcé.

Les ENS existants classés en intérêt écologique MOYEN, FAIBLE et TRES FAIBLE peuvent bénéficier d'un soutien financier modéré.

L'intérêt écologique des ENS existants est présenté au 6/ du présent règlement.

Les nouveaux ENS créés après l'adoption du présent règlement et situés dans les Zones d'Intérêt Écologiques Prioritaires peuvent bénéficier d'un soutien financier renforcé.

Les nouveaux ENS créés après l'adoption du présent règlement et situés hors des Zones d'Intérêt Écologiques Prioritaires ne bénéficient pas d'aide financière départementale, sauf réévaluation de l'intérêt écologique du site validé par le Département.

Seules les actions en investissement seront éligibles au soutien financier du Département au titre des ENS.

3/ Aides à l'acquisition foncière

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants - hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ 60 % maximum du prix d'achat du terrain Plafond du montant d'aide : Montant estimatif de la valeur vénale du terrain établi par France Domaine.	→ 30 % maximum du prix d'achat du terrain Plafond du montant d'aide : Montant estimatif de la valeur vénale du terrain établi par France Domaine.	Pas d'aide

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants - hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
En cas de refus d'évaluation de la valeur vénale du terrain par le service du Domaine de la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine-et-Marne, le montant de l'aide sera établi par le Département sur instruction du dossier.	En cas de refus d'évaluation de la valeur vénale du terrain par le service du Domaine de la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine-et-Marne, le montant de l'aide sera établi par le Département sur instruction du dossier.	
→ 60 % maximum pour les frais d'actes notariés ou d'actes administratifs. Sans montant plafond	→ 30 % maximum pour les frais d'actes notariés ou d'actes administratifs. Sans montant plafond	
→ 60 % maximum pour des missions d'assistance foncière (étude de prospection foncière, négociation, assistance à la réalisation d'une procédure de biens vacants et sans maîtres). Sans montant plafond	→ 30 % maximum pour des missions d'assistance foncière (étude de prospection foncière, négociation, assistance à la réalisation d'une procédure de biens vacants et sans maîtres). Sans montant plafond	Pas d'aide

4/ Aides aux travaux de restauration écologique et d'aménagement pour l'accueil du public

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ 60 % du montant HT des travaux de restauration écologique des milieux naturels (travaux hydrauliques, travaux forestiers, travaux de réouverture de prairies, travaux de valorisation des paysages,..) et d'aménagement pour l'accueil du public (création/restauration de sentier, équipements divers, dispositif d'interprétation y compris numérique, sécurisation du site, etc.). Plafond du montant d'aide : 70 000 euros	→ 30 % du montant HT des travaux de restauration écologique des milieux naturels (travaux hydrauliques, travaux forestiers, travaux de réouverture de prairies, travaux de valorisation des paysages,..) et d'aménagement pour l'accueil du public (création/restauration de sentier, équipements divers, dispositif d'interprétation y compris numérique, sécurisation du site, etc.). Plafond du montant d'aide : 70 000 euros	Pas d'aide

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ 60 % du montant HT des opérations de démolition de bâtiments Plafond du montant d'aide : 15 000 euros	→ 30 % du montant HT des opérations de démolition de bâtiments Plafond du montant d'aide : 15 000 euros	

5/ Aides à la gestion et la valorisation

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ 60 % du montant HT pour : - une étude d'élaboration d'un plan de gestion conformément à la note de cadrage méthodologique du Département en la matière, - des études techniques (études écologiques, topographiques, hydrauliques, paysagères, etc.) - une étude d'interprétation du site et/ou de conception de supports numériques ou physiques d'interprétation (panneaux, contenu d'applications, etc.) - mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou demaîtrise d'œuvre Plafond du montant d'aide : 50 000 euros	→ 30 % du montant HT pour : - une étude d'élaboration d'un plan de gestion conformément à la note de cadrage méthodologique du Département en la matière, - des études techniques (études écologiques, topographiques, hydrauliques, paysagères, etc.) - une étude d'interprétation du site et/ou de conception de supports numériques ou physiques d'interprétation (panneaux, contenu d'applications, etc.) - mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'œuvre Plafond du montant d'aide : 50 000 euros	Pas d'aide
→ 60 % du montant HT pour : - l'acquisition de matériel spécifique à la gestion des milieux naturels - l'acquisition d'animaux pour le pâturage - l'acquisition de matériel de suivi de la fréquentation Plafond du montant d'aide : 15 000€	→ 30 % du montant HT pour : - l'acquisition de matériel spécifique à la gestion des milieux naturels - l'acquisition d'animaux pour le pâturage - l'acquisition de matériel de suivi de la fréquentation Plafond du montant d'aide : 15 000€	Pas d'aide

6/ Intérêt écologique des ENS existants

TRES FORT (A), FORT (B), ASSEZ FORT (C), MOYEN (D), FAIBLE (E) et TRES FAIBLE (F)

Nom des communes d'un périmètre ENS existant	Nom de l'ENS	Classe d'intérêt écologique
Achères-la-Forêt	La platière de Meun	A
Arbonne-la-Forêt	La plaine et le marais d'Arbonne-la-Forêt	B
Boissise-le-Roi	La prairie Malécot	D
Bombon, Saint-Méry	Les Bordes Chalonges	D
Boulancourt	La noue de Boulancourt	C
Bouleurs	Le bois de Bouleurs	E
Boutigny, Fublaines, Nanteuil-lès-Meaux	Le bois le Comte	C
Brie-Comte-Robert, Coubert, Grisy-Suisnes, Servon, Soignolles-en-Brie, Solers, Yèbles	Le chemin des roses	E
Chalifert	La côte Saint-Jacques	D
Chalifert, Lesches, Jablines, Précy-sur-Marne	Le marais du Refuge	B
Champagne-sur-Seine	Les Basses Godernes	C
Champagne-sur-Seine	Le Trou Canard	D
Charmentray, Trilbardou	Les Olivettes	C
Chartrettes, Livry-sur-Seine	Le parc de Livry	C
Chartrettes, Vaux-le-Pénil	Le Buisson de Massoury	B
Château-Landon	La carrière de Mocpoix	B
Château-Landon	Les buttes de Lorroy	C
Château-Landon	La vallée du Fusin	C
Chauconin-Neufmontiers	La butte de Montassis	E
Chaumes-en-Brie	Les coteaux de l'Yerres à Chaumes-en-Brie	E
Chelles	Le Mont Guichet	D
Chessy, Montévrain	La Marne et le Bicheret	D
Compans, Gressy	les vallées de la Biberonne et de la Beuvronne	D
Couilly-Pont-aux-Dames	Le Petit Pont	E
Couilly-Pont-aux-Dames, Crécy-la-Chapelle	La frayère du marais	C
Coutevroult, Saint-Germain-sur-Morin, Villiers-sur-Morin	Le bois de Misère	E

Nom des communes d'un périmètre ENS existant	Nom de l'ENS	Classe d'intérêt écologique
Crécy-la-Chapelle	La Collégiale	E
Dammarie-les-Lys, La Rochette	Le bois de La Rochette	D
Dammartin-en-Goële	La mare à Salé	E
Dampmart	Les bords de Marne à Dampmart	D
Doue	La butte de Doue	C
Doue, Jouarre	Le bois de Doue	E
Echouboulains, Valence-en-Brie	Etang du Pont Brossard	C
Episy	Les prés de la Trentaine	C
Épisy	Le coteau des Hauts Ramès	C
Esbly	La confluence de la Marne et du Grand Morin	D
Esbly	Le canal de Chalifert	D
Everly, Jaulnes, Mouy-sur-Seine	Les prairies de la Bassée	A
Everly, Les Ormes-sur-Voulzie	Le domaine de la Haye	B
Ferté-Gaucher (La),La Chapelle-Moutils, Lescherolles, Meilleray, Saint-Martin-des-Champs	Le val du Haut Morin	D
Ferté-sous-Jouarre (La)	Le bois de la Barre	D
Ferté-sous-Jouarre (La), Chamigny	Le bois de la Bergette	E
Flagy	La butte et le marais de Flagy	A
Fontaine-Fourches	Le Chemin de Noyen	E
Forfry, Oissery	Les vallées de Forfry	C
Grande-Paroisse (La), Vernou-la-Celle-sur-Seine	Les marais tourbeux	A
Grande-Paroisse (La), Vernou-la-Celle-sur-Seine	Les coteaux calcaires de Vernou à La Grande Paroisse	A
Grisy-Suisnes	Le bas de Verdun	D
Lumigny-Nesles-Ormeaux, Pézarches	Le parc de Lumigny	E
Machault	La vallée Javot	C
Madeleine-sur-Loing (La)	La prairie de Glandelles	C
Maincy	La vallée de l'Almont	E
Marolles-sur-Seine	Le Carreau Franc	C
Mée-sur-Seine (Le)	La prairie du Mée-sur-Seine	E
Montgé-en-Goële, Saint-Soupplets	Le massif de Montgé	D

Nom des communes d'un périmètre ENS existant	Nom de l'ENS	Classe d'intérêt écologique
Montigny-sur-Loing, Moret-Loing-et-Orvanne	La Plaine de Sorques	A
Moret-Loing-et-Orvanne	Le marais d'Épisy	A
Moret-Loing-et-Orvanne	Le marais du Lutin	C
Moret-Loing-et-Orvanne	La prairie Clemenceau	C
Moret-Loing-et-Orvanne, Saint-Mammès	La Montagne Creuse	A
Mouroux	Le bois de Mouroux	D
Mouroux	Le Morin à Mouroux	D
Mouroux	Le coteau de Mouroux	D
Poligny	Le bois des Palis	D
Poligny	Les carrières de l'enfer	A
Pommeuse	Le coteau de Pommeuse	D
Pommeuse, Saint-Augustin	La basse vallée de l'Aubetin	C
Recloses	La platière de Recloses	D
Recloses	Les vergers de Recloses	E
Rochette (La)	Le bois de Campouais, de Pincevent et du Rocheton	C
Saint-Cyr-sur-Morin	Les marais de Courcelles	B
Saint-Fargeau-Ponthierry	Le domaine de Raymond Sachot	E
Saint-Germain-sur-Morin	Les Prés de la Corvée	D
Saint-Germain-sur-Morin	Les Prés des Noues	E
Saint-Mammès	Le marais de Saint-Mammès	C
Saint-Méry, Champeaux	Le val d'Ancoeur	D
Saint-Pierre-lès-Nemours	Les prés des Doyers	B
Saint-Sauveur-sur-École	Les Terres Menues	E
Saint-Sauveur-sur-École	La Rivière	D
Souppes-sur-Loing	Les Polissoirs	C
Souppes-sur-Loing	Le marais de Cercanceaux	B
Souppes-sur-Loing	La vallée de Souppes-sur-Loing	C
Treuzy-Levelay	Le Lunain à Treuzy	D
Vernou-la-Celle-sur-Seine	Le tuf de La Celle	D
Villeneuve-sur-Bellot	La vallée du Nébourg	C

Nom des communes d'un périmètre ENS existant	Nom de l'ENS	Classe d'intérêt écologique
Villiers-sous-Grez	Le Rocher Saint-Etienne	D
Villiers-sous-Grez	Les Rochers de la Vignette	D
Villiers-sur-Morin	Le Pré du Temple	D
Voulangis	Le marais et le coteau de Voulangis	C
Voulx	Les îles de l'Orvanne	D

7/ Pièces à joindre à la demande d'aide

Pour l'acquisition foncière :

- Acte décidant de l'acquisition de terrains situés en ENS et sollicitant l'aide départementale (délibération de l'instance délibérative, arrêté ou décision, selon les délégations de pouvoir établies au sein de la collectivité ou de l'établissement public)
- Copie de la Déclaration d'intention d'aliéner (si acquisition par DIA)
- Estimation de la valeur vénale du terrain établie par France Domaine. En cas de refus, copie de la décision de refus d'estimation de la valeur vénale du terrain établie par France Domaine.
- Estimation des frais notariés ou devis d'une assistance foncière pour la recherche des propriétaires réels et l'établissement d'un acte administratif
- Projet d'acte notarié ou courriers échangés entre le vendeur et l'acquéreur
- Copie de la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne signée du demandeur

Pour les travaux écologiques et d'aménagement pour l'accueil du public :

- Délibération du Conseil municipal ou l'instance délibérative de l'EPCI approuvant les travaux pour un montant HT et sollicitant l'aide départementale
- Relevé de propriété
- Notice explicative synthétisant le projet objet de la demande de l'aide ENS
- Plan de situation
- Devis estimatif détaillé du projet
- Plan de financement
- Echéancier de réalisation
- Copie de la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne signée du demandeur

→ *Cas particuliers pour les travaux de démolition :*

- Copies de l'autorisation de démolition et du diagnostic amiante

Pour la gestion et la valorisation :

- Délibération du Conseil municipal ou l'instance délibérative de l'EPCI approuvant la réalisation des études et/ou des achats mentionnés au 5/ du présent règlement pour un montant HT et sollicitant une aide départementale au titre des ENS.
- Devis détaillé des études ou des achats mentionnés au 5/
- Pour l'aide à la réalisation d'un plan de gestion, le cahier des charges de l'étude
- Copie de la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne signée du demandeur

8/ Conditions de versement des aides

Pièces justificatives à joindre

Pour l'acquisition :

- Copie de l'acte de vente portant les mentions de publications aux hypothèques
- Copie des frais notariés
- Justificatifs des paiements effectués (copie des bordereaux de mandats)

Pour les travaux écologiques et d'aménagement pour l'accueil du public :

- Justificatifs des paiements effectués (copie des bordereaux de mandats) accompagnés des factures détaillées
- Justificatif par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranches. Photos attestant de la fin des travaux
- Exemplaire du plan d'aménagement définitif

Pour la gestion et la valorisation :

- Justificatifs des paiements effectués (copie des bordereaux de mandats) accompagnés des factures détaillées
- Justificatif par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération
- Photos attestant de l'acquisition de matériel ou d'animaux
- Pour le plan de gestion, un exemplaire du rapport final de l'étude

Les modalités de versement des subventions au titre des ENS reprennent les prescriptions établies dans le cadre du règlement budgétaire et financier du Département.

Modalités de versement d'une subvention d'investissement

Un versement unique peut intervenir au terme de l'opération ou de la tranche d'opération, pour toute attribution de subvention d'investissement d'un montant inférieur à 10 000 €. A partir de 10 000 €, des versements fractionnés sont possibles sous forme d'avance(s) (au maximum 30%), d'acompte(s) et d'un solde. Les avances et acomptes cumulés ne peuvent pas excéder 80% de la subvention attribuée.

Règles de caducité des subventions d'investissement

La demande de versement relative à un premier acompte et non à une avance doit intervenir dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Le bénéficiaire d'une subvention d'investissement dispose d'un délai maximum de 4 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente peut décider de le proroger sur demande argumentée du bénéficiaire.

9/ Validation des aides et conventionnement

Toute demande de subvention éligible fera l'objet d'un examen en Commission permanente du Conseil départemental.

Les subventions d'un montant supérieur à 23 000 € feront l'objet de la signature d'une convention relative à l'octroi d'une aide financière départementale.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_501H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°2 à la délibération n°5/01

CHARTE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES DE SEINE-ET-MARNE

Le Département de Seine-et-Marne **est chef de file sur la compétence Espaces Naturels Sensibles (ENS)** avec l'appui de deux outils : le droit de préemption au titre des ENS et la part de la taxe d'aménagement dédiée aux ENS. Ces outils sont utilisés pour la préservation de la qualité écologique et paysagère de sites remarquables, ainsi que l'aménagement de ces espaces pour leur ouverture au public. A ses côtés, les collectivités locales constituent des acteurs clé indispensables pour une mise en œuvre efficace de la politique coordonnée par le Département.

Nous, Département, acteurs du territoire et porteurs de projets d'ENS, estimons qu'il est indispensable de soutenir et d'amplifier l'action en faveur de la biodiversité départementale.

C'est pourquoi nous nous engageons à mettre en œuvre la charte des ENS de Seine-et-Marne.

Cet engagement repose sur les constats suivants :

- **L'effondrement de la biodiversité** concerne la Seine-et-Marne. Tous les acteurs et usagers doivent agir, chacun à leur échelle et en coordination, pour enrayer ce déclin.
- **Les pressions anthropiques croissantes** morcellent le territoire, réduisent la superficie des espaces naturels et impactent fortement la biodiversité.
- **Le réchauffement climatique** est une menace croissante pour les Seine-et-marnais et une pression supplémentaire sur les écosystèmes, qui en subissent les conséquences.
- Les Seine-et-Marnais manifestent un fort besoin **d'accès à la nature** et aux espaces naturels.
- La prise de conscience des **services rendus par la nature** en Seine-et-Marne, de la richesse écologique du territoire mais aussi de sa fragilité reste à développer.
- Le **réseau des sites naturels protégés** en Seine-et-Marne et en particulier des aires de protection forte est insuffisant pour assurer la résilience du territoire (notamment face aux inondations), ainsi que le maintien de la biodiversité.

Ainsi, nous reconnaissons que **les ENS** contribuent directement à sensibiliser le grand public et renforcent le réseau d'aires protégées du territoire. Ils permettent la protection d'espèces, d'écosystèmes et de paysages fortement menacés. Améliorant le cadre de vie des habitants, ils répondent au besoin de (re)connexion à la nature des populations locales.

La charte des ENS de Seine-et-Marne rejoint les objectifs de toute politique ENS à savoir la préservation de la qualité des sites, paysages, milieux naturels et zones naturelles d'expansion des crues, ainsi que l'aménagement de ces espaces pour l'accès au public, sauf exceptions.

Nous, signataires et porteurs de projets ENS, nous mobilisons autour des 10 engagements ci-contre :

Engagement n° 1 : s'inscrire dans la politique départementale en faveur des ENS

Tout ENS devra contribuer à la mise en œuvre du Schéma départemental des ENS de Seine-et-Marne 2025-2037 et répondre à ses deux orientations : « assurer la conservation de la biodiversité remarquable et menacée du territoire » et « garantir un accès à la nature aux Seine-et-Marnais ».

Engagement n° 2 : contribuer à la préservation du patrimoine naturel et paysager et limiter les menaces sur la biodiversité

Tout ENS devra présenter un intérêt pour la biodiversité et/ou les paysages, être inclus dans le réseau local de la Trame verte et bleue, considérer les fragilités des milieux naturels et réduire les menaces locales sur la biodiversité.

Engagement n° 3 : connaître et suivre la biodiversité et les enjeux écologiques

Tout ENS fera l'objet d'un état des lieux initial de la biodiversité, puis d'un suivi régulier des espèces et habitats recensés ainsi que des enjeux associés.

Engagement n° 4 : viser une maîtrise foncière publique

Tout ENS visera une maîtrise foncière publique permettant de conserver, gérer et valoriser les secteurs naturels à forts enjeux écologiques.

Engagement n°5 : engager une gestion favorable à la biodiversité

Tout ENS fera l'objet de mesures planifiées de protection et de gestion pour conserver son intérêt écologique et l'améliorer quand cela est possible.

Engagement n° 6 : organiser l'accueil du public

Tout ENS visera un accueil du public, avec une ouverture inclusive si cela est possible et souhaitable. Les aménagements devront être légers afin de ne pas remettre en cause le caractère naturel du site et sa conservation. Les équipements de mise en valeur des sites le seront à des fins culturelles ou scientifiques et contribueront à informer et éduquer le public aux enjeux environnementaux.

Engagement n° 7 : faire connaître l'ENS aux Seine-et-marnais et l'intégrer à la vie locale

Tout ENS associera les habitants et contribuera au développement local. Il sera un lieu d'information et de sensibilisation pour le public et sera support d'animations, en lien avec le tissu associatif.

Engagement n°8 : assurer une surveillance du site

En cas d'ouverture au public, des mesures devront être prises pour assurer la surveillance du site et la sécurité des promeneurs. Le porteur de projet veillera à ce que les usagers respectent les lieux (accès, activités de loisirs réglementés, pratiques diverses…).

Engagement n° 9 : contribuer à la cohérence et la lisibilité du réseau ENS

Tout ENS adoptera des règles de communication pour garantir l'homogénéité du réseau et assurer sa lisibilité auprès des citoyens. A minima, l'utilisation du logo et la mention de la marque ENS seront obligatoires dans les divers supports de communication.

Engagement n° 10 : rejoindre et participer au réseau d'acteurs des ENS de Seine-et-Marne

Tout ENS sera inclus dans le réseau des ENS de Seine-et-Marne et bénéficiera à ce titre d'échanges réguliers entre les porteurs de projets et d'une valorisation des actions et démarches réalisées.

Je soussigné(e) …

M'engage par cette adhésion
à respecter les engagements de la charte des ENS de Seine-et-Marne et à participer activement à la réalisation des objectifs associés

Fait le :
Pour l'organisme :

à :

Signature (précédée de la mention "Lu et approuvé") :

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_501H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°3 à la délibération n°5/01

REGLEMENT DES AIDES FINANCIERES DÉPARTEMENTALES POUR L'ACQUISITION, L'AMENAGEMENT, LA GESTION ET LA VALORISATION DES ENS LOCAUX

1/ BENEFICIAIRES

- Communes
- Établissements publics de coopération intercommunale

2/ GRADATION DU DISPOSITIF D'AIDES DÉPARTEMENTALES SELON LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

Le Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles de Seine-et-Marne a classé les milieux naturels selon leur niveau d'intérêt écologique établi à l'échelle de la Seine-et-Marne.

Les niveaux d'intérêt écologique TRES FORT, FORT et ASSEZ FORT constituent les **Zones d'Intérêt Écologique Prioritaires (ZIEP)**.

Les ENS existants classés en intérêt écologique TRES FORT, FORT et ASSEZ FORT, peuvent bénéficier d'un soutien financier renforcé.

Les ENS existants classés en intérêt écologique MOYEN, FAIBLE et TRES FAIBLE peuvent bénéficier d'un soutien financier modéré.

L'intérêt écologique **des ENS existants** est présenté au **6/** du présent règlement.

Les nouveaux ENS créés après l'adoption du présent règlement et situés dans les Zones d'Intérêt Écologiques Prioritaires peuvent bénéficier d'un soutien financier renforcé.

Les nouveaux ENS créés après l'adoption du présent règlement et situés hors des Zones d'Intérêt Écologiques Prioritaires ne bénéficient pas d'aide financière départementale, sauf réévaluation de l'intérêt écologique du site validé par le Département.

Seules les actions en investissement seront éligibles au soutien financier du Département au titre des ENS.

3/ AIDES A L'ACQUISITION FONCIERE

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants - hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ 60 % maximum du prix d'achat du terrain **Plafond du montant d'aide :** Montant estimatif de la valeur vénale du terrain établi par France Domaine. En cas de refus d'évaluation de la valeur vénale du terrain par le service du Domaine de la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine-et-Marne, le montant de l'aide sera établi par le Département sur instruction du dossier.	**→ 30 % maximum du prix d'achat du terrain** **Plafond du montant d'aide :** Montant estimatif de la valeur vénale du terrain établi par France Domaine. En cas de refus d'évaluation de la valeur vénale du terrain par le service du Domaine de la Direction Départementale des Finances Publiques de Seine-et-Marne, le montant de l'aide sera établi par le Département sur instruction du dossier.	Pas d'aide
→ 60 % maximum pour les frais d'actes notariés ou d'actes administratifs. **Sans montant plafond**	**→ 30 % maximum pour les frais d'actes notariés ou d'actes administratifs**. **Sans montant plafond**	

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants - hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ **60 % maximum pour des missions d'assistance foncière** (étude de prospection foncière, négociation, assistance à la réalisation d'une procédure de biens vacants et sans maîtres). **Sans montant plafond**	→ **30 % maximum pour des missions d'assistance foncière** (étude de prospection foncière, négociation, assistance à la réalisation d'une procédure de biens vacants et sans maîtres). **Sans montant plafond**	Pas d'aide

4/ AIDES AUX TRAVAUX DE RESTAURATION ECOLOGIQUE ET D'AMÉNAGEMENT POUR L'ACCUEIL DU PUBLIC

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ **60 % du montant HT des travaux** de restauration écologique des milieux naturels (travaux hydrauliques, travaux forestiers, travaux de réouverture de prairies, travaux de valorisation des paysages,..) et d'aménagement pour l'accueil du public (création/restauration de sentier, équipements divers, dispositif d'interprétation y compris numérique, sécurisation du site, etc.). **Plafond du montant d'aide : 70 000 euros** → **60 % du montant HT des opérations de démolition** de bâtiments **Plafond du montant d'aide : 15 000 euros**	→ **30 % du montant HT des travaux** de restauration écologique des milieux naturels (travaux hydrauliques, travaux forestiers, travaux de réouverture de prairies, travaux de valorisation des paysages,..) et d'aménagement pour l'accueil du public (création/restauration de sentier, équipements divers, dispositif d'interprétation y compris numérique, sécurisation du site, etc.). **Plafond du montant d'aide : 70 000 euros** → **30 % du montant HT des opérations de démolition** de bâtiments **Plafond du montant d'aide : 15 000 euros**	Pas d'aide

5/ AIDES A LA GESTION ET LA VALORISATION

ENS existants et nouveaux en ZIEP	ENS existants hors ZIEP	Nouveaux sites hors ZIEP
→ **60 % du montant HT** pour : - une étude d'élaboration d'un plan de gestion conformément à la **note de cadrage méthodologique** du Département en la matière, - des études techniques (études écologiques, topographiques, hydrauliques, paysagères, etc.) - une étude d'interprétation du site et/ou de conception de supports numériques ou physiques d'interprétation (panneaux, contenu d'applications, etc.) - mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou demaîtrise d'œuvre **Plafond du montant d'aide : 50 000 euros**	→ **30 % du montant HT** pour : - une étude d'élaboration d'un plan de gestion conformément à la **note de cadrage méthodologique** du Département en la matière, - des études techniques (études écologiques, topographiques, hydrauliques, paysagères, etc.) - une étude d'interprétation du site et/ou de conception de supports numériques ou physiques d'interprétation (panneaux, contenu d'applications, etc.) - mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'œuvre **Plafond du montant d'aide : 50 000 euros**	Pas d'aide
→ **60 % du montant HT** pour : - l'acquisition de matériel spécifique à la gestion des milieux naturels - l'acquisition d'animaux pour le pâturage - l'acquisition de matériel de suivi de la fréquentation **Plafond du montant d'aide : 15 000€**	→ **30 % du montant HT** pour : - l'acquisition de matériel spécifique à la gestion des milieux naturels - l'acquisition d'animaux pour le pâturage - l'acquisition de matériel de suivi de la fréquentation **Plafond du montant d'aide : 15 000€**	Pas d'aide

6/ INTERET ÉCOLOGIQUE DES ENS EXISTANTS

TRES FORT (A), FORT (B), ASSEZ FORT (C), MOYEN (D), FAIBLE (E) et TRES FAIBLE (F)

Nom des communes d'un périmètre ENS existant	Nom de l'ENS	Classe d'intérêt écologique
Achères-la-Forêt	La platière de Meun	A
Arbonne-la-Forêt	La plaine et le marais d'Arbonne-la-Forêt	B
Boissise-le-Roi	La prairie Malécot	D
Bombon, Saint-Méry	Les Bordes Chalonges	D
Boulancourt	La noue de Boulancourt	C
Bouleurs	Le bois de Bouleurs	E
Boutigny, Fublaines, Nanteuil-lès-Meaux	Le bois le Comte	C
Brie-Comte-Robert, Coubert, Grisy-Suisnes, Servon, Soignolles-en-Brie, Solers, Yèbles	Le chemin des roses	E
Chalifert	La côte Saint-Jacques	D
Chalifert, Lesches, Jablines, Précy-sur-Marne	Le marais du Refuge	B
Champagne-sur-Seine	Les Basses Godernes	C
Champagne-sur-Seine	Le Trou Canard	D
Charmentray, Trilbardou	Les Olivettes	C
Chartrettes, Livry-sur-Seine	Le parc de Livry	C
Chartrettes, Vaux-le-Pénil	Le Buisson de Massoury	B
Château-Landon	La carrière de Mocpoix	B
Château-Landon	Les buttes de Lorroy	C
Château-Landon	La vallée du Fusin	C
Chauconin-Neufmontiers	La butte de Montassis	E
Chaumes-en-Brie	Les coteaux de l'Yerres à Chaumes-en-Brie	E
Chelles	Le Mont Guichet	D
Chessy, Montévrain	La Marne et le Bicheret	D
Compans, Gressy	les vallées de la Biberonne et de la Beuvronne	D
Couilly-Pont-aux-Dames	Le Petit Pont	E
Couilly-Pont-aux-Dames, Crécy-la-Chapelle	La frayère du marais	C
Coutevroult, Saint-Germain-sur-Morin, Villiers-sur-Morin	Le bois de Misère	E
Crécy-la-Chapelle	La Collégiale	E
Dammarie-les-Lys, La Rochette	Le bois de La Rochette	D
Dammartin-en-Goële	La mare à Salé	E
Dampmart	Les bords de Marne à Dampmart	D
Doue	La butte de Doue	C
Doue, Jouarre	Le bois de Doue	E
Echouboulains, Valence-en-Brie	Etang du Pont Brossard	C
Episy	Les prés de la Trentaine	C
Épisy	Le coteau des Hauts Ramès	C
Esbly	La confluence de la Marne et du Grand Morin	D
Esbly	Le canal de Chalifert	D
Everly, Jaulnes, Mouy-sur-Seine	Les prairies de la Bassée	A
Everly, Les Ormes-sur-Voulzie	Le domaine de la Haye	B

Nom des communes d'un périmètre ENS existant	Nom de l'ENS	Classe d'intérêt écologique
Ferté-Gaucher (La),La Chapelle-Moutils, Lescherolles, Meilleray, Saint-Martin-des-Champs	Le val du Haut Morin	D
Ferté-sous-Jouarre (La)	Le bois de la Barre	D
Ferté-sous-Jouarre (La), Chamigny	Le bois de la Bergette	E
Flagy	La butte et le marais de Flagy	A
Fontaine-Fourches	Le Chemin de Noyen	E
Forfry, Oissery	Les vallées de Forfry	C
Grande-Paroisse (La), Vernou-la-Celle-sur-Seine	Les marais tourbeux	A
Grande-Paroisse (La), Vernou-la-Celle-sur-Seine	Les coteaux calcaires de Vernou à La Grande Paroisse	A
Grisy-Suisnes	Le bas de Verdun	D
Lumigny-Nesles-Ormeaux, Pézarches	Le parc de Lumigny	E
Machault	La vallée Javot	C
Madeleine-sur-Loing (La)	La prairie de Glandelles	C
Maincy	La vallée de l'Almont	E
Marolles-sur-Seine	Le Carreau Franc	C
Mée-sur-Seine (Le)	La prairie du Mée-sur-Seine	E
Montgé-en-Goële, Saint-Soupplets	Le massif de Montgé	D
Montigny-sur-Loing, Moret-Loing-et-Orvanne	La Plaine de Sorques	A
Moret-Loing-et-Orvanne	Le marais d'Épisy	A
Moret-Loing-et-Orvanne	Le marais du Lutin	C
Moret-Loing-et-Orvanne	La prairie Clemenceau	C
Moret-Loing-et-Orvanne, Saint-Mammès	La Montagne Creuse	A
Mouroux	Le bois de Mouroux	D
Mouroux	Le Morin à Mouroux	D
Mouroux	Le coteau de Mouroux	D
Poligny	Le bois des Palis	D
Poligny	Les carrières de l'enfer	A
Pommeuse	Le coteau de Pommeuse	D
Pommeuse, Saint-Augustin	La basse vallée de l'Aubetin	C
Recloses	La platière de Recloses	D
Recloses	Les vergers de Recloses	E
Rochette (La)	Le bois de Campouais, de Pincevent et du Rocheton	C
Saint-Cyr-sur-Morin	Les marais de Courcelles	B
Saint-Fargeau-Ponthierry	Le domaine de Raymond Sachot	E
Saint-Germain-sur-Morin	Les Prés de la Corvée	D
Saint-Germain-sur-Morin	Les Prés des Noues	E
Saint-Mammès	Le marais de Saint-Mammès	C
Saint-Méry, Champeaux	Le val d'Ancoeur	D
Saint-Pierre-lès-Nemours	Les prés des Doyers	B
Saint-Sauveur-sur-École	Les Terres Menues	E
Saint-Sauveur-sur-École	La Rivière	D
Souppes-sur-Loing	Les Polissoirs	C
Souppes-sur-Loing	Le marais de Cercanceaux	B
Souppes-sur-Loing	La vallée de Souppes-sur-Loing	C

Nom des communes d'un périmètre ENS existant	Nom de l'ENS	Classe d'intérêt écologique
Treuzy-Levelay	Le Lunain à Treuzy	D
Vernou-la-Celle-sur-Seine	Le tuf de La Celle	D
Villeneuve-sur-Bellot	La vallée du Nébourg	C
Villiers-sous-Grez	Le Rocher Saint-Etienne	D
Villiers-sous-Grez	Les Rochers de la Vignette	D
Villiers-sur-Morin	Le Pré du Temple	D
Voulangis	Le marais et le coteau de Voulangis	C
Voulx	Les îles de l'Orvanne	D

7/ PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AIDE

Pour l'acquisition foncière :

- **Acte décidant de l'acquisition de terrains situés en ENS et sollicitant l'aide départementale** (délibération de l'instance délibérative, arrêté ou décision, selon les délégations de pouvoir établies au sein de la collectivité ou de l'établissement public)
- Copie de la Déclaration d'intention d'aliéner (si acquisition par DIA)
- Estimation de la valeur vénale du terrain établie par France Domaine. En cas de refus, copie de la décision de refus d'estimation de la valeur vénale du terrain établie par France Domaine.
- Estimation des frais notariés ou devis d'une assistance foncière pour la recherche des propriétaires réels et l'établissement d'un acte administratif
- Projet d'acte notarié ou courriers échangés entre le vendeur et l'acquéreur
- Copie de la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne signée du demandeur

Pour les travaux écologiques et d'aménagement pour l'accueil du public :

- Délibération du Conseil municipal ou l'instance délibérative de l'EPCI approuvant les travaux pour un montant HT et sollicitant l'aide départementale
- Relevé de propriété
- Notice explicative synthétisant le projet objet de la demande de l'aide ENS
- Plan de situation
- Devis estimatif détaillé du projet
- Plan de financement
- Echéancier de réalisation
- Copie de la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne signée du demandeur

→ *Cas particuliers pour les travaux de démolition :*

- Copies de l'autorisation de démolition et du diagnostic amiante

Pour la gestion et la valorisation :

- Délibération du Conseil municipal ou l'instance délibérative de l'EPCI approuvant la réalisation des études et/ou des achats mentionnés au 5/ du présent règlement pour un montant HT et sollicitant une aide départementale au titre des ENS.
- Devis détaillé des études ou des achats mentionnés au 5/
- Pour l'aide à la réalisation d'un plan de gestion, le cahier des charges de l'étude
- Copie de la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne signée du demandeur

8/ CONDITIONS DE VERSEMENT DES AIDES

Pièces justificatives à joindre

Pour l'acquisition :

- Copie de l'acte de vente portant les mentions de publications aux hypothèques
- Copie des frais notariés
- Justificatifs des paiements effectués (copie des bordereaux de mandats)

Pour les travaux écologiques et d'aménagement pour l'accueil du public :

- Justificatifs des paiements effectués (copie des bordereaux de mandats) accompagnés des factures détaillées
- Justificatif par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranches. Photos attestant de la fin des travaux
- Exemplaire du plan d'aménagement définitif

Pour la gestion et la valorisation :

- Justificatifs des paiements effectués (copie des bordereaux de mandats) accompagnés des factures détaillées
- Justificatif par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération
- Photos attestant de l'acquisition de matériel ou d'animaux
- Pour le plan de gestion, un exemplaire du rapport final de l'étude

Les modalités de versement des subventions au titre des ENS reprennent les prescriptions établies dans le cadre du règlement budgétaire et financier du Département.

Modalités de versement d'une subvention d'investissement

Un versement unique peut intervenir au terme de l'opération ou de la tranche d'opération, pour toute attribution de subvention d'investissement d'un montant inférieur à 10 000 €. A partir de 10 000 €, des versements fractionnés sont possibles sous forme d'avance(s) (au maximum 30%), d'acompte(s) et d'un solde. Les avances et acomptes cumulés ne peuvent pas excéder 80% de la subvention attribuée.

Règles de caducité des subventions d'investissement

La demande de versement relative à un premier acompte et non à une avance doit intervenir dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Le bénéficiaire d'une subvention d'investissement dispose d'un délai maximum de 4 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente peut décider de le proroger sur demande argumentée du bénéficiaire.

9/ VALIDATION DES AIDES ET CONVENTIONNEMENT

Toute demande de subvention éligible fera l'objet d'un examen en Commission permanente du Conseil départemental.

Les subventions d'un montant supérieur à 23 000 € feront l'objet de la signature d'une convention relative à l'octroi d'une aide financière départementale.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_501H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°4 à la délibération n°5/01

CONTRAT D'OBJECTIFS TYPE ENTRE

LE DÉPARTEMENT ET « NOM DU PORTEUR DE PROJET »

POUR LA GESTION ET L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

« […] »

« Nom du site » à « commune(s) »

Entre

Le Département

Ci-après dénommé **« le Département »,**

Et

[…], (Commune, EPCI), dont le siège social est …., représenté par Monsieur, Madame, …, son (sa) (président(e), maire, directeur,…) en exercice, agissant conformément aux décisions de …….. (l'Assemblée générale et du Conseil d'administration, du Conseil municipal, communautaire, syndical,…) de XXX en date du ….

Ci-après dénommé **« le porteur de projet »**,

- …à modifier et compléter selon chaque projet]

Préambule :

Le Département a élaboré un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de Seine-et-Marne (2025-2037), approuvé par l'Assemblée départementale du 14 février 2025.

Ce SDENS s'inscrit dans les compétences et objectifs définis par le Code de l'Urbanisme pour la protection des milieux naturels et des paysages (articles L.113-8 et suivants). Il est conforme à la charte des Espaces Naturels Sensibles (ENS) de l'Assemblée des Départements de France et mobilise les fonds de la part départementale de la Taxe d'Aménagement.

Deux orientations stratégiques ont été définies afin de guider la politique ENS de Seine-et-Marne. Elles sont les piliers du plan d'action du SDENS 2025-2037 :

- **Garantir un accès à la nature à tous les Seine-et-marnais ;**
- **Assurer la conservation de la biodiversité remarquable et menacée du territoire de Seine-et-Marne.**

En complément de ses actions sur les ENS départementaux, le Département a souhaité mettre en place un dispositif d'appui technique et financier des collectivités ou partenaires locaux qui souhaitent s'engager dans un processus de préservation et de valorisation d'un ENS local situé dans les zones à enjeux écologiques du SDENS.

Considérant,

- la loi N°85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement qui confère compétence au Département pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des Espaces Naturels Sensibles ;

- les articles L.113-8 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

- la délibération du Conseil départemental du 14 février 2025 relative à l'approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de Seine-et-Marne (2025-2037), de la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne, du règlement du dispositif d'aides dédié aux ENS et du contrat d'objectifs pour la gestion et l'aménagement des ENS ;

- la charte des Espaces naturels sensibles de Seine-et-Marne signée par le porteur de projet et rappelant les grands principes des ENS.

EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT ET DESIGNATION DU SITE

Le présent contrat a pour objet de définir les modalités de partenariat pour la connaissance, la gestion, la protection et la valorisation du site « ……. » identifié comme Espace Naturel Sensible. Il contient :

- le présent contrat d'objectifs, comprenant des dispositions générales ;

- l'annexe 1 relative à la cartographie du parcellaire situé dans l'espace naturel sensible.

Description du site et localisation :

Les plans de localisation et de situation cadastrale du site sont présentés en annexe n°1 du présent contrat.

ARTICLE 2 : DEFINITION DU PARTENARIAT

2.1 – Objet du partenariat

Le présent contrat a pour objet de définir les modalités de partenariat à intervenir entre « le porteur de projet » et le Département. **Durant la validité du présent contrat définie à l'article 3 et en cohérence au contenu de la charte des ENS, le Département et « le porteur de projet » s'engagent à mettre en œuvre conjointement un programme d'actions visant l'amélioration de la connaissance de la biodiversité du site désigné à l'article 1, ainsi que sa protection, sa gestion et sa valorisation auprès du public.**

Plus précisément et sans que cette liste d'actions revête un caractère exhaustif :

- les **actions d'amélioration de la connaissance** du site pourront concerner la réalisation d'études, d'inventaires, et de suivis à caractère naturaliste et écologique (faune, flore, habitats…), géologique ou paysager ou encore d'études foncières.

- les **actions de protection des milieux, des espèces et du public** pourront concerner la maîtrise d'usage du site par tous moyens (baux, conventions, acquisitions amiables mais aussi règlement du site, arrêté municipal, usage du pouvoir de police, etc.).

- les **actions de gestion** pourront concerner l'élaboration de documents de gestion (plan, notice…), la réalisation d'études, de travaux de restauration des milieux naturels, de gestion courante (entretien…),

- les **actions d'aménagement** pourront concerner la création d'aménagements destinés à l'accueil du public (sentiers, signalétique équipements divers…).

- les **actions de valorisation** pourront concerner la réalisation d'animations au profit du public ou encore la réalisation de supports de communication et de sensibilisation (plaquettes, brochures, expositions, panneaux, Nouvelle Technologies de l'Information et de la Communication…) ainsi que des articles de presse.

2.2 – Mise en œuvre du partenariat

2.2.1 – Comité de pilotage du site ENS

Le porteur de projet s'engage à créer et animer une instance de pilotage de l'élaboration du plan de gestion, puis, une instance de suivi du site pour la mise en œuvre des actions. Cette instance constitue l'organe de concertation du site ENS et en ce sens associe et réunit périodiquement (au moins une fois par an) les acteurs concernés par la gestion du site. Ce comité de pilotage validera les actions à réaliser annuellement, leur planning et modalités de réalisation ainsi que le plan de financement associé. En complément, des groupes de travail pourront être constitués pour travailler sur des thématiques spécifiques.

2.2.2. Lancement du plan de gestion

Un premier comité de pilotage sera réuni à l'initiative du porteur de projet, dans les deux mois suivants la notification du présent contrat.

Si le plan de gestion de l'ENS […] n'a pas été établi ou n'est pas en cours d'élaboration, le porteur de projet s'engage à définir dans un délai d'un an suivant la date de notification du présent contrat, les modalités d'élaboration de cette étude. Le lancement de l'élaboration du plan de gestion, s'il ne peut se faire en régie, sera concrétisé par la signature d'une convention de partenariat ou d'une lettre de commande entre le porteur de projet et une structure associative ou un cabinet d'étude compétent en la matière, conformément à la note de cadrage méthodologique du Département pour l'élaboration d'un plan de gestion.

Le porteur de projet et le Département fixeront un niveau d'étude adapté aux spécificités du site (inventaires, stratégie et/ou plan d'actions, notice de gestion) afin de ne pas engager une mission sous ou surdimensionnée au regard des enjeux du site.

Le plan de gestion devra permettre de définir, sur une période de cinq à dix ans, un programme d'actions en lien avec les quatre enjeux définis à l'article 2.1 à savoir : l'amélioration de la connaissance de la biodiversité, la protection, la gestion, l'aménagement et la valorisation du site naturel.

Pour la mise en œuvre du document de gestion (plan, notice,…), le porteur de projet remettra au Département un programme d'actions. Ce programme aura une durée d'exécution de cinq à dix années. Le Département apportera l'appui technique nécessaire à l'élaboration de ce programme d'actions.

ARTICLE 3 : DUREE DU CONTRAT

La durée de validité du présent contrat est fixée à **6 ans.**

Il prend effet à compter de sa notification au porteur de projet par le Département.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

L'accompagnement technique et financier départemental s'inscrit dans les offres du GIP ID77. Le Département orientera le porteur de projet vers les offres portées par les partenaires du GIP 77 pouvant appuyer le développement d'un projet ENS. Le Département s'engage également à apporter son soutien technique et financier au porteur de projet pour la mise en œuvre des actions répondant aux objectifs tels que définis à l'article 2 de la présente convention.

Le Département s'engage à fournir au porteur de projet un appui administratif et technique pour l'élaboration d'une feuille de route présentant les différentes étapes qui permettront d'aboutir

notamment au plan de gestion (cahier des charges, délibérations, demande(s) d'aide(s), réalisation des études, etc.).

Sur l'aspect technique, le Département apportera un appui au porteur de projet, dans la limite des moyens humains dédiés (procédure d'acquisition et de préemption, suivi d'étude, conseil à la gestion et pour les projets d'aménagement, conseil à la constitution de dossier de financement,…). Il pourra appuyer la Commune dans ses projets mais ne se positionnera ni en tant que maître d'œuvre, ni en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage. Sur l'aspect financier, le Département accompagnera le porteur de projet sur le programme d'actions du site dans la limite des crédits budgétaires votés annuellement par l'Assemblée départementale et selon l'application du règlement départemental d'attribution d'aide financière pour les Espaces naturels sensibles. Dans la mesure du possible, l'aide financière du Département interviendra en complément d'autres programmes de financement existants. Les dépenses de fonctionnement ne seront pas éligibles aux aides départementales. Dans tous les cas, chaque financement sera soumis au vote de l'Assemblée.

Plus précisément, le soutien du Département pourra porter sur les thématiques suivantes présentées ci-après.

4.1. Soutien aux démarches foncières

En matière de foncier, le Département s'engage à apporter au porteur de projet :

- l'appui technique pour la mise en œuvre de démarches foncières (demande d'estimation auprès de France Domaine pour une opération d'ensemble, biens vacants et sans maîtres, etc.) ;

- une aide financière pour des missions d'assistance foncière à la réalisation d'études de prospection foncière et/ou à la réalisation d'une procédure de biens vacants et sans maître ;

- une aide financière à l'acquisition de terrains situés dans l'ENS ;- la délégation de son droit de préemption des ENS ou la possibilité de l'exercer par substitution au Département ;

- …à modifier et compléter selon chaque site.

4.2. Soutien aux démarches d'inventaires et de plans de gestion du site

Le Département s'engage à apporter au porteur de projet :

- l'appui technique et financier pour le lancement d'études préalables au déploiement du projet (naturalistes, de diagnostics ou suivis écologiques, géologiques, paysagers, hydrologiques, géotechniques, continuités écologiques, etc.) ;

- l'appui technique (méthodologie, éléments de cahiers des charges) et financier pour établir le plan de gestion du site et accompagner sa mise en œuvre ;

- …à modifier et compléter selon chaque site.

4.3. Soutien aux actions de gestion et d'aménagement du site

Le Département s'engage à apporter au porteur de projet :

- l'appui technique (conseils et éléments de cahiers des charges sur des questions hydrauliques, d'aménagements, de restauration et d'entretien d'espaces naturels…) et financier pour le lancement d'études techniques ;

- l'appui technique et financier pour la mise en œuvre de travaux de restauration écologique des milieux naturels (travaux hydrauliques, travaux forestiers, travaux de valorisation des paysages..) ;

- l'appui administratif, technique, juridique et réglementaire pour la définition des modalités d'ouverture au public et leur mise en œuvre (programme, projet d'aménagement…) ;

- l'appui technique et financier pour la réalisation de travaux d'aménagement et/ou d'équipements pour l'accueil du public (mobiliers, signalétique, cheminements, etc.) ;

- l'appui technique sur la gestion (partenariat avec les acteurs locaux susceptibles d'intervenir dans la gestion écologique et la surveillance du site : agriculteurs, société de chasse, AAPPMA, etc.).

- …à modifier et compléter selon chaque site.

4.4. Soutien aux actions de valorisation du site auprès du public

Le Département s'engage à :

- valoriser les actions du porteur de projet au niveau départemental (relais de communication via les supports d'information du Département (site internet, carte des ENS, etc.) ;

- proposer des animations sur le site pour divers publics (scolaires, grand public, etc.) en lien avec les structures associatives partenaires du Département ou d'autres acteurs associatifs locaux qui seraient partenaires du porteur de projet ;

- intégrer le site ENS dans le dispositif d'animation des sites ENS de Seine-et-Marne mise en œuvre par le Département et ses partenaires (Journée mondiale des zones humides, Fête de la Nature, dispositif Collège Nature, etc.) ;

- l'appui technique sur des études pour l'interprétation du site à destination des visiteurs (éléments de cahier des charges pour des études, de recherches historiques, bibliographiques, etc.) ;

- l'appui technique et financier pour la conception et la réalisation de supports de valorisation (panneaux, plaquettes, médias numériques, etc.) ;

- l'appui technique et financier pour la préservation et l'inscription de chemins au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées des chemins qui traversent le projet d'ENS ou le connectent à des itinéraires de promenades et de randonnées (cf. autre offre d'ID77) ;

- l'appui technique pour l'évaluation de la fréquentation du site et aide financière pour l'acquisition d'équipements de suivi de la fréquentation ;

- …à modifier et compléter selon chaque site.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

5.1. Cadre et modalités du partenariat entre le porteur de projet et le Département

Le porteur de projet s'engage à respecter et appliquer les termes et recommandations de la charte des Espaces Naturels Sensibles du Département.

Le porteur de projet prend ainsi acte que le site intègre le réseau des ENS de Seine-et-Marne et y participe.

Le porteur de projet s'engage à adhérer au GIP ID77 afin de pouvoir bénéficier de l'appui technique et financier du Département.

5.2. Connaissance du site

Le porteur de projet s'engage à :

- fournir au Département les informations sur le milieu naturel qu'il collecte sur le site, en particulier celles qui pourraient contribuer aux enjeux de la politique menée par le Département dans le cadre du SDENS ;

- à laisser les personnes mandatées par le Département réaliser les études nécessaires au suivi de la politique menée dans le cadre du SDENS sur le site. Le Département s'engage à associer le porteur de projet le plus en amont possible de ces démarches ;

- à tenir informé le Département de toute évolution du site (surface, mode de gestion, acquisition foncière, …).

5.3. Gestion, aménagement et surveillance du site

Le porteur de projet s'engage à :

- mettre en œuvre les opérations de gestion fixées dans le plan de gestion du site, dans la limite de ses capacités techniques et financières ;

- mettre en œuvre les opérations d'aménagement fixées dans le plan de gestion du site dans la limite de ses capacités techniques et financières ;

- à mettre en œuvre la charte graphique des ENS de Seine-et-Marne dans le cadre de l'ouverture au public du site (panneau d'accueil, panneau titre, panneau d'interprétation, logo ENS et CD77, etc.) ;

- hors opération de sécurisation et d'entretien courant, à ne pas réaliser des opérations de gestion et d'aménagement non prévues au plan de gestion sans concertation préalable avec le Département ;

- à mettre en place les mesures nécessaires à assurer la surveillance du site et la sécurité des promeneurs. Un arrêté municipal est fortement recommandé afin de veiller à ce que les usagers respectent les lieux (accès, activités de loisirs, pratiques, etc.).

5.4. Ouverture au public et valorisation du site

Tout ENS doit être valorisé auprès des publics. Cependant, l'intérêt patrimonial des sites (présence d'espèces ou d'habitats protégés, etc.) peut les rendre particulièrement fragiles et vulnérables à la fréquentation (piétinement, etc.). Aussi, tout projet de valorisation devra être spécifiquement adapté aux caractéristiques propres du site.

Le porteur de projet s'engage à :

- ouvrir le site au public, de façon temporaire ou permanente, avec ou sans aménagements particuliers, sauf s'il est démontré dans le plan de gestion que la sensibilité du milieu est incompatible avec l'ouverture au public. Cette ouverture au public et les aménagements dédiés devront prendre strictement en compte les règles et normes de sécurité en vigueur ;

- à ouvrir au public le site en excluant toute perspective d'utilisation autre que la mise en valeur de l'espace naturel (biodiversité, paysage, patrimoine historique et/ou géologique) ;

- à étudier l'élaboration d'un partenariat avec une structure animatrice compétente en matière d'animation grand public afin de développer des actions de sensibilisation au sein du site ;

- à faire mention de la participation du Département sur tout support de communication (écrit, audio-visuel,…) qu'il élabore dans le cadre du présent contrat départemental ;

- à respecter la charte graphique des ENS seine-et-marnais produite par le Département (panneaux, logo ENS, dénomination du site etc.).

5.5. Mise en œuvre de démarches foncières

Le porteur de projet s'engage :

- dans les six mois suivants la notification du présent contrat, à réaliser une demande d'estimation de la valeur vénale des terrains situés dans l'ENS […] auprès des services de France Domaine en tant qu'opération d'ensemble ;

- dans les six mois suivants la notification du présent contrat, à étudier l'opportunité d'engager une procédure de biens vacants et sans maîtres sur les terrains situés dans l'ENS ;

- dans la mesure de ses capacités financières, et en prenant en compte l'aide départementale au titre des ENS, à mettre en œuvre une démarche proactive d'acquisition foncière au sein de l'ENS dans la perspective de préserver prioritairement les secteurs à enjeux identifiés dans le plan de gestion ;

- dans la limite de ses capacités financières, à se positionner favorablement sur les ventes par préemption situées dans les secteurs à enjeux écologiques identifiés dans le plan de gestion ;

- à démolir les constructions existantes situées sur des terrains acquis au titre des ENS au sein de l'ENS sauf à ce que ces constructions soient affectées à un usage permettant la fréquentation du public et la connaissance des milieux naturels ;

- à ne pas rendre constructibles dans son document d'urbanisme les terrains situées au sein de l'ENS ;

- à ne pas réaliser d'échanges ni de cession de terrains acquis auparavant au sein de l'ENS, sans l'accord du Département

ARTICLE 6 : DENONCIATION OU RESILIATION DU CONTRAT

Il sera mis fin au présent contrat à l'expiration de la durée de validité définie à l'article 3.

Chaque signataire a la possibilité de dénoncer le présent contrat. Il doit en informer, par écrit, les autres parties.

De plus, le contrat pourra être résilié par chacune des parties en cas d'inexécution par l'un des signataires de ses obligations. Pour ce cas, la partie qui demandera la résiliation en informera l'(les) autre(s) par écrit en justifiant les clauses de non-respect du contrat.

La résiliation deviendra effective faute pour la partie défaillante d'y remédier dans un délai d'un mois à compter de la réception du précédent courrier.

Le présent contrat sera résilié de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de dissolution de l'un des signataires et/ou de la disparition de l'objet.

Dans tous les cas de dénonciation, les parties ne pourront prétendre à aucune indemnité. Entre outre, la dénonciation et la résiliation du présent contrat se feront par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat définies d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés du contrat, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans le cadre du présent.

ARTICLE 8 : CLAUSE COMPROMISSOIRE ET DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses pourra être soumis à la compétence juridictionnelle du tribunal administratif de Melun.

Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettent en œuvre la procédure de règlement amiable suivante :

- la partie la plus diligente adresse à l'(les) autre(s)partie(s) par lettre recommandée avec accusé de réception, un mémoire comportant l'énoncé et la motivation du différend ;

- l'(es) autre(s) parties dispose(nt) d'un délai d'un mois à compter de la réception de ce mémoire pour y répondre ;

- à l'issue de ce délai ou à réception du mémoire en réponse, la partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat départemental, chaque partie élit domicile en son siège.

LISTE DES ANNEXES

- Annexe n°1 : Plan de localisation et de délimitation du site ENS « …… »

- Annexe n°2 : Règlement des aides ENS

Fait en XX exemplaires.

À ……., le…….

Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président,	Pour le porteur de projet, Le « xx »,

(à adapter à chaque projet)

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/02

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_502H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-5/02**

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Projet d'aménagement de l'Espace Naturel Sensible « Le marais du Refuge »

L'Espace Naturel Sensible (ENS) « Le marais du Refuge » est l'un des deux sites identifiés dans la politique départementale des ENS comme devant faire l'objet d'une démarche proactive d'acquisitions foncières et d'un aménagement en vue de son ouverture au public. Les études de maîtrise d'œuvre lancées fin 2023 ont abouti à la définition d'un avant-projet assorti d'un coût prévisionnel de l'opération qui sont proposés pour approbation.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment son article L.331-3,

VU la loi n°85-729 en date du 18 juillet 1985 relative aux Espaces naturels sensibles,

VU la délibération du Conseil général n°1/04 en date du 17 octobre 2011, instaurant sur l'ensemble du territoire départemental la Taxe d'Aménagement,

VU la délibération du Conseil général n° 7/07 en date du 6 avril 2001, créant une zone de préemption sur les communes de Lesches et Chalifert,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/14 en date du 28 septembre 2017 définissant la politique départementale des Espaces naturels sensibles,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/02

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le programme d'aménagement de l'Espace Naturel Sensible départemental « Le marais du Refuge » pour son ouverture au public, décrit dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Article 2 : d'approuver le coût prévisionnel des travaux défini à l'issue de la phase avant-projet et joint en annexe à la présente délibération.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à demander au Préfet de Seine-et-Marne le lancement des procédures administratives ou réglementaires nécessaires à la réalisation du projet et notamment les procédures liées à l'Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope, à l'Evaluation Environnementale, à la Loi sur l'eau, au défrichement, aux incidences Natura 2000, aux espèces protégées et au Code de l'urbanisme.

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à solliciter des aides financières auprès de la Région, de l'Agence de l'Eau, de l'Etat et de toute autre financeur potentiel puis à signer les conventions financières correspondantes.

Article 5 : d'imputer la dépense sur l'opération « ENS/Aménagement travaux Marais du Refuge (DI25) » de l'action « Espaces naturels sensibles – Département »

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/02

M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-5/02

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_502H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Maîtrise d'ouvrage :
Département de Seine-et-Marne



AVANT-PROJET D'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE (ENS) « LE MARAIS DU REFUGE »

Département de Seine-et-Marne (77)

Document de présentation - Volets Paysage / Architecture / Interprétation

27 mars 2025

Maîtrise d'œuvre :

Atelier -kosmes
Paysagistes-concepteurs d.p.l.g.

CIAE
BE Hydrologie et écologie

Secousses
Architectes

Atelier Nature et Territoire
BE d'éco-interprétation

SOMMAIRE

Document de présentation

Avant projet d'aménagement de l'Espace Naturel Sensible «Le marais du Refuge»

PARTIE 1 : CONTEXTE ET ENJEUX DU PROJET P.3

Objectifs, programme et périmètre du projet p.4
Régime hydraulique du marais p.5
Synthèse des enjeux écologiques p.6

PARTIE 2 : LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS P.7

Le scénario retenu d'accessibilité p.8
Les périodes d'ouverture des accès à l'ENS p.9
Pont levis (traversée nord) p.10
Portillons d'accès en coeur de marais p.11
L'entrée de l'ENS et la traversée sud du coeur de marais p.12
Le stationnement en entrée p.13
L'abri d'accueil p.16
Les platelages de franchissement p.22
Les belvédères d'interprétation sur platelage p.23
La traversée nord en coeur de marais p.25
L'observatoire p.26

PARTIE 3 : INTERPRÉTATION P.33

Scénario et fil conducteur p.34
Panneaux de réglementation p.35
L'espace d'accueil p.36
Les bornes tactiles p.40
Le choix des espèces d'interprétation p.41
Interprétation sur la traversée sud p.44
Interprétation à l'observatoire p.45

PARTIE 4 : COÛT PRÉVSIONNEL DES TRAVAUX P.48

PARTIE 5 : CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DU PROJET P.50

Synthèse du cadrage des dossiers réglementaires concernés p.51
Calendrier prévisionnel du projet p.52
Contraintes du calendrier de travaux vis-à-vis des enjeux écologiques du marais p.53

1- CONTEXTE ET ENJEUX DU PROJET

Rappel des objectifs et contraintes d’intervention

1 - CONTEXTE DU PROJET

OBJECTIFS, PROGRAMME ET PÉRIMÈTRE DU PROJET

> OBJET DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Dans le cadre de sa politique ENS, le Département de Seine-et-Marne projette l'ouverture au public du marais du Refuge, suite à plusieurs années d'études préalables et de définition concertée des objectifs et du programme d'aménagement.

Le projet vise uniquement l'ouverture au public de l'ENS, il n'y a pas d'action purement écologique ou hydraulique prévue dans le cadre de ce projet.

Cette ouverture au public de l'ENS doit s'inscrire dans les ambitions suivantes :

- **Limiter l'impact des aménagements et préserver les fonctionnalités écologiques et hydrauliques du marais ;**
- Permettre au public de découvrir ce marais exceptionnel et de **vivre une expérience «nature», préservant l'identité naturelle du site** ;
- **Permettre l'accessibilité tous handicaps** sur, à minima, une section de l'itinéraire de découverte (1km env.). Le Département s'est engagé dans un plan d'action ambitieux sur la question de l'accessibilité des sites au travers des **4 types de handicaps : moteur, auditif, visuel et mental**. L'ENS du marais du Refuge a été identifié comme un site prioritaire sur ce plan ;
- Créer des aménagements **en adéquation avec les moyens de gestion du Département.**

Au regard de ce site naturel remarquable et de sa sensibilité environnementale, les propositions d'aménagement tendront à trouver un juste équilibre entre préservation-protection de la singularité des écosystèmes de l'ENS ; valorisation auprès des visiteurs et expérience immersive ; et compatibilité des aménagements projetés avec les usages connexes au site et ses usages (existants et futurs).

> LE PÉRIMÈTRE DU PROJET ET DES OPÉRATIONS :

L'ENS du marais du Refuge s'étend sur le territoire des communes de Chalifert, Jablines, Lesches et Précy-sur-Marne.
Cette vaste zone humide de plus de 124 hectares se situe dans le lit majeur de la Marne. Elle est connectée hydrauliquement par le Ru du Rapinet et par la nappe d'accompagnement de la Marne.

Un périmètre de projet a été prédéfini dans la perspective de l'aménagement du site pour son ouverture au public. Il correspond à la zone «cœur» du marais, globalement délimitée au sud par la route départementale 45a, au nord par le chemin rural dit de Précy à Montigny, à l'ouest par le chemin rural du marais du Refuge à Jablines, et à l'est, par le chemin rural du marais et son prolongement vers le nord à Lesches.

Afin d'aboutir à une maîtrise foncière du périmètre de projet, le Département prévoit de compléter ses acquisitions, par voie amiable.



1 - RAPPEL DES CONTRAINTES D'INTERVENTION

LE RÉGIME HYDRAULIQUE DU MARAIS

Comme son nom l'indique, « Le marais du Refuge » est une zone humide.
Son fonctionnement hydraulique est lié au débordement de la Marne et à la remontée de l'aquifère superficielle, drainée en partie par le ru du Rapinet.
Ce fossé d'origine anthropique traverse le marais du sud au nord. Il présente des hauts fonds à l'aval qui permettent de maintenir un niveau d'eau suffisant dans le marais pendant plusieurs mois. Le marais fonctionne ainsi de façon naturelle sans nécessiter une gestion par un ouvrage hydraulique.

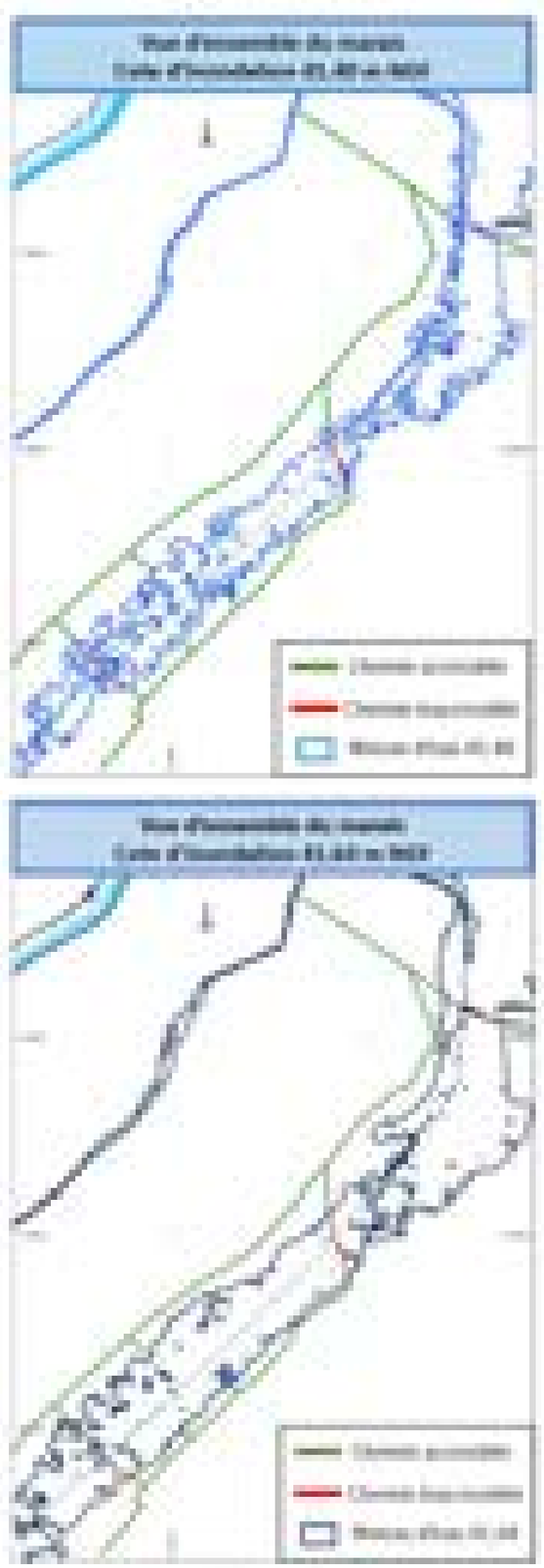
« Le marais du Refuge » se distingue donc par un caractère inondable très marqué avec des niveaux d'eau pouvant empêcher toute fréquentation entre décembre et avril certaines années. À contrario, des assecs très marqués sont habituellement observés dès le mois d'août jusqu'à l'hiver suivant.
Le tableau ci-dessous récapitule les niveaux d'eau observés en année normale (référence 2019) et en année humide (référence 2018) :

Les conditions d'accessibilité du marais dépend donc des niveaux d'eau selon les saisons.
Dans le cadre de l'étude préalable de faisabilité des cheminements sur l'ENS du marais du Refuge réalisé par CIAE (2023), la cote d'accès à un minimum de 41,5 m NGF a été retenue permettant un accès minimal au marais à partir de la fin du mois de mars en année normale (référence 2019). En année humide (référence 2018), cet accès sera possible à partir de juillet-août.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
En année normale (référence 2019)	Cote 41,40										Ensuite remonte Cote hiver : 41,11/ 41,21 env.	
	Cote hiver : 41,11/ 41,21 env.		Cote fin mars : 41,4 Référence accès minimal visiteurs			Cote 40,98		Cote 40,30		Cote 40,25		
En année humide (référence 2018)						Cote la plus haute: 41,64	Cote 41,46	Cote 41,27	Cote 40,81		Cote 40,89	Remonte jusqu'à 41,64 (mai/juin)







Cartes issues de l'étude préliminaire de faisabilité des cheminements sur l'ENS du marais du Refuge (source : CIAE, 2023)

1 - RAPPEL DES CONTRAINTES D'INTERVENTION

SYNTHÈSE DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES

Sur la base des inventaires menés depuis plusieurs années, une zone sanctuaire a été définie comme zone à forte sensibilité écologique : l'objectif est d'éviter les aménagements sur ce secteur, ou, de réduire à minima les aménagements prévus en évitant toute destruction d'habitat/d'espèce.

Zone sanctuaire :

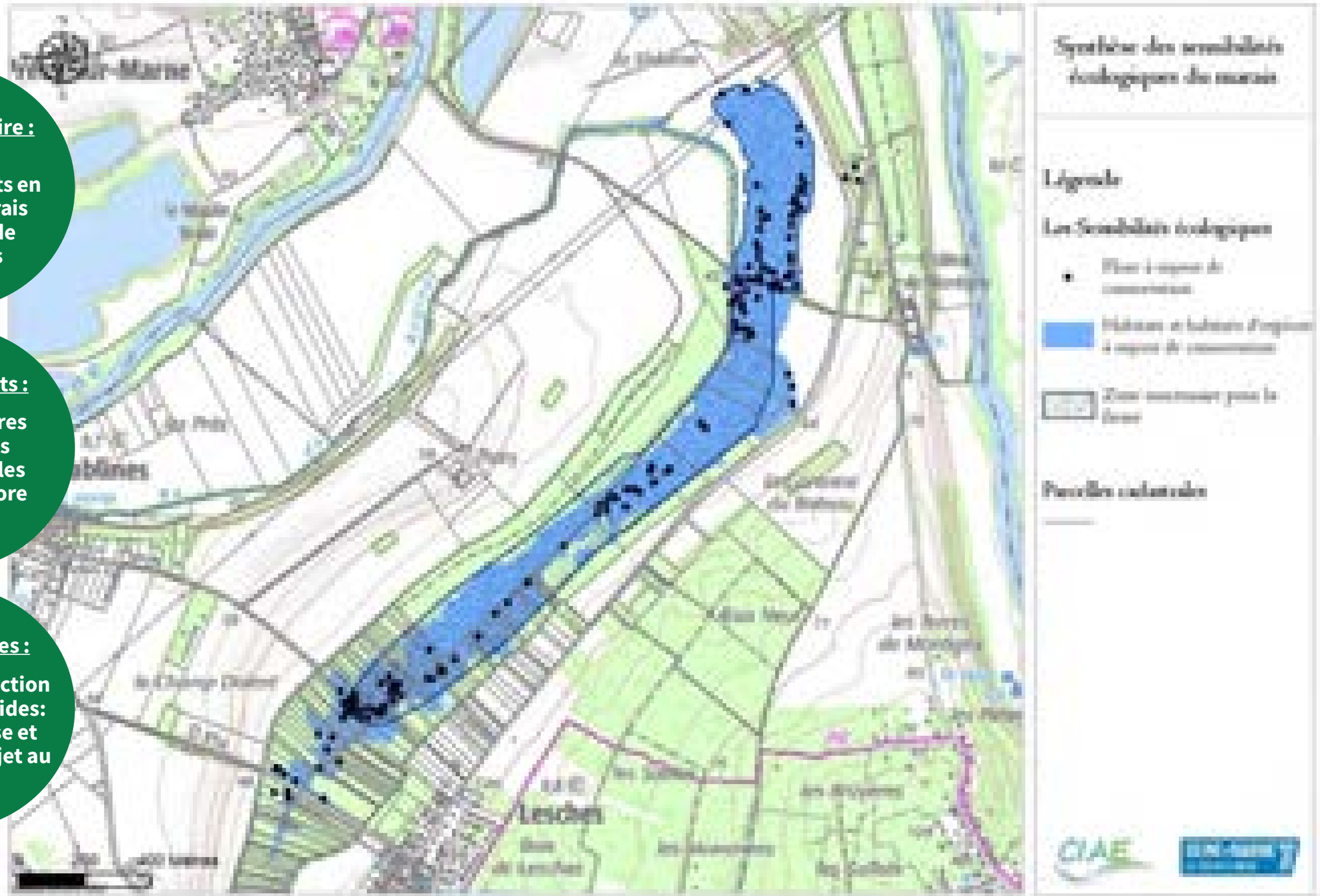
Éviter aménagements en coeur de marais et nombre de traversées

Cheminements :

Éviter les arbres à enjeux, les abattages et les stations de flore protégées

Zones humides :

Éviter la destruction des zones humides: limiter emprise et impacts du projet au sol



2- LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

Le parcours visiteur et les aménagements généraux

2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

LE SCÉNARIO RETENU D'ACCESSIBILITÉ

RAPPEL DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX :

- Éviter zone sanctuaire du cœur de marais et habitats/ espèces à enjeux ;
- Limiter besoins d'abattage, à minima des arbres à cavités et vieux arbres ;
- Zones humides : éviter impacts et emprise des aménagements.

PRINCIPES :

- Maîtrise foncière des parcelles traversées ;
- 1 itinéraire découverte tous handicaps en aller-retour en cœur sud de marais sur platelage avec belvédère et points d'interprétation **(970 ml)** ;
- 2 accès en cœur du marais sur platelage (traversée sud et accès nord à l'observatoire) à une cote d'accès 41,50 m NGF ;
- Traversée nord du marais sur sol naturel afin de maîtriser le coût du projet ;
- 3 boucles possibles :
  - Petite boucle : Parking/ bassins ésocicoles / chemin rural / parking : **800 ml**
  - Moyenne boucle : Parking/ bassins ésocicoles/ chemin rural /observatoire/ parking : **3 km**
  - Grande boucle : parking/ bassins ésocicoles/ observatoire/ gravière/ hameau de Montigny/ Bois de Lesches / Lesches / parking : **7 km**

Station d'accueil de l'ENS
Stationnement et abri d'interprétation

Deux stations principales d'interprétation en cœur de marais
Points de vue d'intérêts sur les milieux herbacés humides et pour l'observation de la petite faune

Panneaux d'interprétation sur platelage bois et à l'entrée de l'observatoire



2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

DÉTAILS DES PÉRIODES D'OUVERTURE DES ACCÈS À L'ENS

La cartographie ci-contre illustre l'accessibilité des cheminements de l'ENS sur une année favorable *(année normale hydraulique et dérogation APPB obtenue).*

Dans ce cas de figure favorable, seule la traversée nord de l'ENS sera obligatoirement fermée 7 mois dans l'année, et cela, chaque année.

Les ouvertures/fermetures des autres cheminements seront à ajuster chaque année/saison selon le régime hydraulique du marais. Un suivi régulier est nécessaire d'être mis en place, ainsi qu'une signalétique sans équivoque pour le public.

TRAVERSÉE NORD /CHEMIN SUR SOL NATUREL :

- **Ouverture de mi-juillet à mi-décembre** *(5 mois)*
- **Fermeture de mi-décembre à mi-juillet** *(7 mois)* **: avifaune et fraie du brochet**

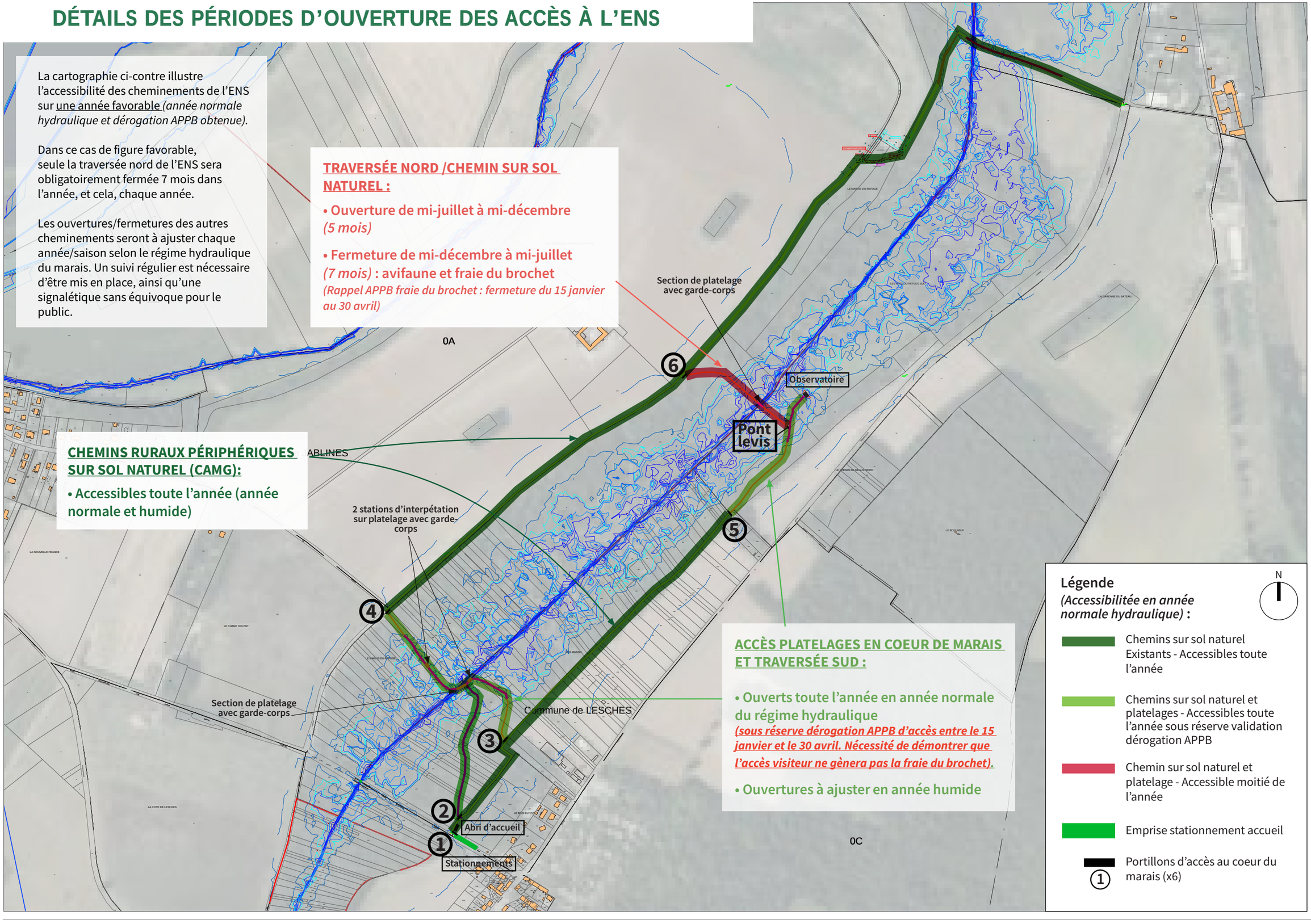
(Rappel APPB fraie du brochet : fermeture du 15 janvier au 30 avril)

CHEMINS RURAUX PÉRIPHÉRIQUES SUR SOL NATUREL (CAMG):

- Accessibles toute l'année (année normale et humide)

ACCÈS PLATELAGES EN COEUR DE MARAIS ET TRAVERSÉE SUD :

- Ouverts toute l'année en année normale du régime hydraulique *(sous réserve dérogation APPB d'accès entre le 15 janvier et le 30 avril. Nécessité de démontrer que l'accès visiteur ne gènera pas la fraie du brochet).*
- Ouvertures à ajuster en année humide



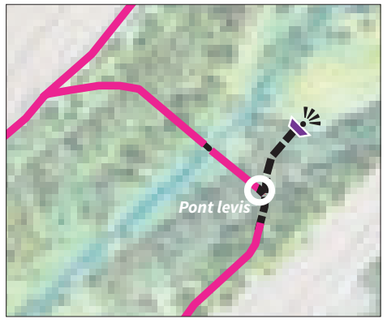
Légende
(Accessibilitée en année normale hydraulique) **:**

N

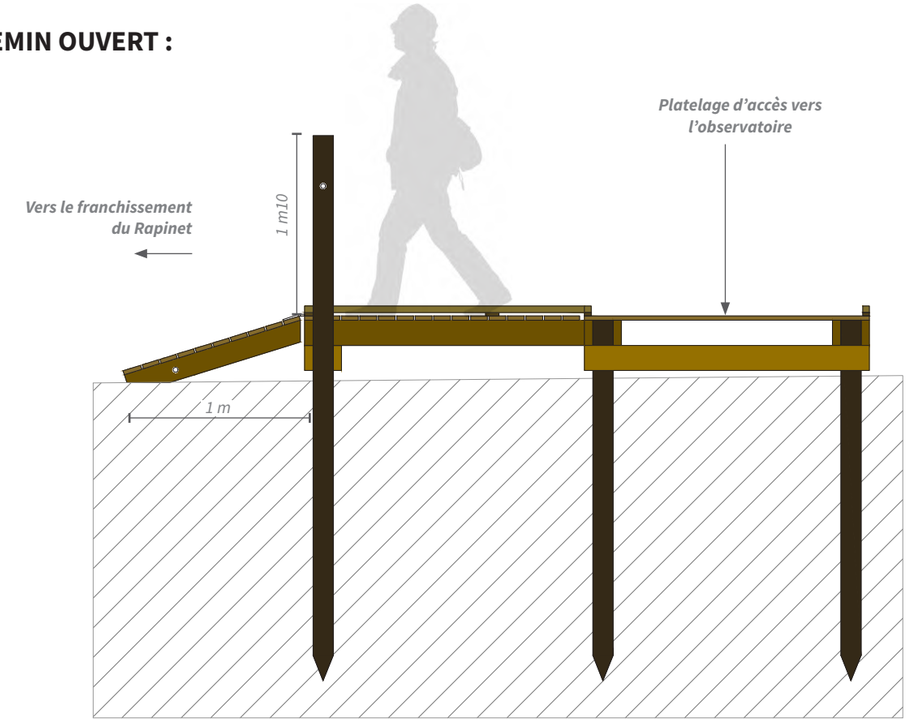
- Chemins sur sol naturel Existants - Accessibles toute l'année
- Chemins sur sol naturel et platelages - Accessibles toute l'année sous réserve validation dérogation APPB
- Chemin sur sol naturel et platelage - Accessible moitié de l'année
- Emprise stationnement accueil
- 1 Portillons d'accès au coeur du marais (x6)

2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

LE PONT LEVIS D'ACCÈS AU FRANCHISSEMENT DU RAPINET (TRAVERSÉE NORD)

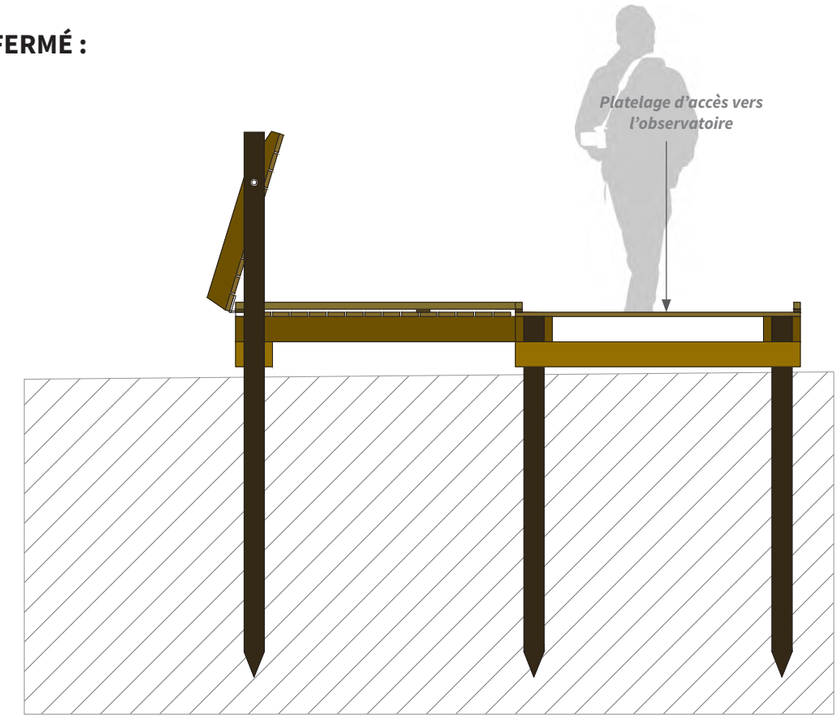


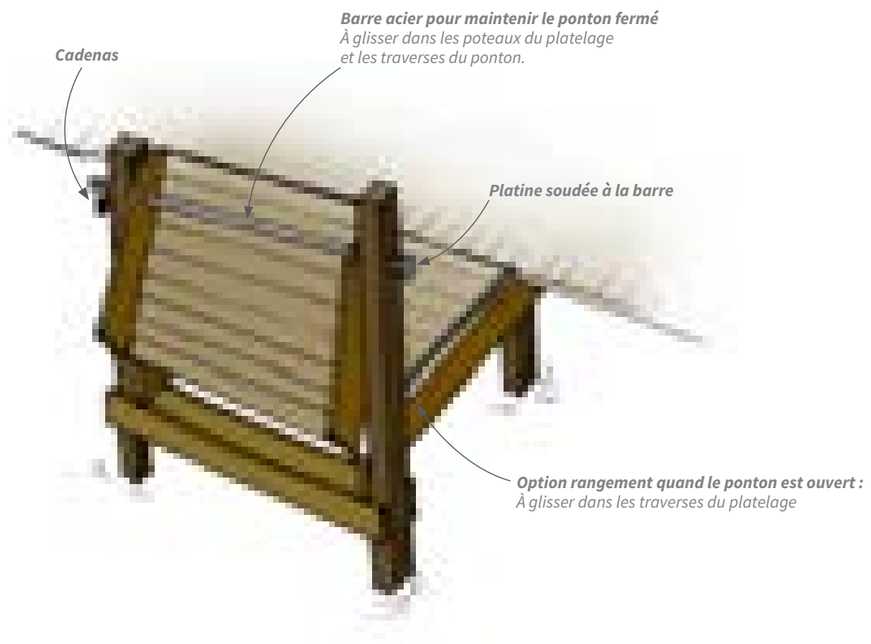
> CHEMIN OUVERT :





> CHEMIN FERMÉ :





2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

LES PORTILLONS D'ACCÈS AU COEUR DE MARAIS

Ces propositions de portillon et de barrières peuvent être intégrées aux platelages sur pilotis ou à implanter parallèlement aux chemins ruraux.
Les poteaux des platelages peuvent correspondre à ceux des pieux du platelage si les portillons sont intégrés sur platelage.

> PORTAIL SIMPLE BATTANT RUSTIQUE TYPE ÉQUESTRE :



AVANTAGES :

- Portail dissuasif et solide
- Fermeture cadenassable
- Position de la porte ouverte à maintenir par ajout d'un poteau à l'arrière = tout le système de fermeture et de verrouillage reste sur place que ce soit en position fermée ou ouverte pour faciliter la gestion

INCONVÉNIENT :

- Option la moins transparente d'un point de vue hydraulique (mais reste un élément ajouré qui est accepté au PPRI)

> PORTIQUE PIVOTANT :



AVANTAGES :

- Fermeture cadenassable
- Position de la porte ouverte à maintenir par ajout d'un poteau à l'arrière et tige à clé cadenassable = tout le système de fermeture et de verrouillage reste sur place que ce soit en position fermée ou ouverte pour faciliter la gestion
- Structure transparente d'un point de vue hydraulique

INCONVÉNIENTS :

- Système sur gonds et verrouillage par tige cadenassable sur un seul côté de la barrière plus fragile
- Barrière peu dissuasive

> BARRIÈRE-LISSE COULISSANTE :



AVANTAGES :

- Structure solide
- Fermeture cadenassable
- En position ouverte, pour conserver la lisse sur place, ajout un poteau à l'arrière d'un des deux côté et mettre en œuvre le même système de glissière cadenassable = tout le système de fermeture et de verrouillage reste sur place que ce soit en position fermée ou ouverte pour faciliter la gestion
- Structure transparente d'un point de vue hydraulique

INCONVÉNIENT :

- Barrière peu dissuasive

2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

L'ACCUEIL DE L'ENS ET VERS LE COEUR DU MARAIS SUD / LES ANCIENS BASSINS ÉSOCICOLES

RAPPEL DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX :

- Éviter zone sanctuaire du cœur de marais et habitats/ espèces à enjeux ;
- Limiter besoins d'abattage, à minima des arbres à cavités et vieux arbres ;
- Zones humides : éviter impacts et emprise des aménagements :
- Périmètre en aléas fort (PPRI) : conformité en termes d'écoulement des eaux et de résistance des platelages

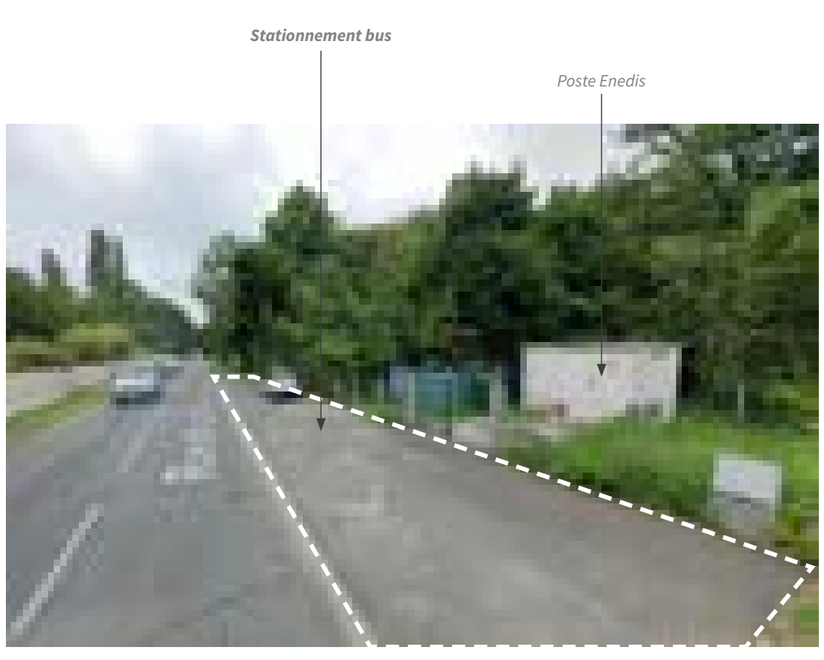
PRINCIPES :

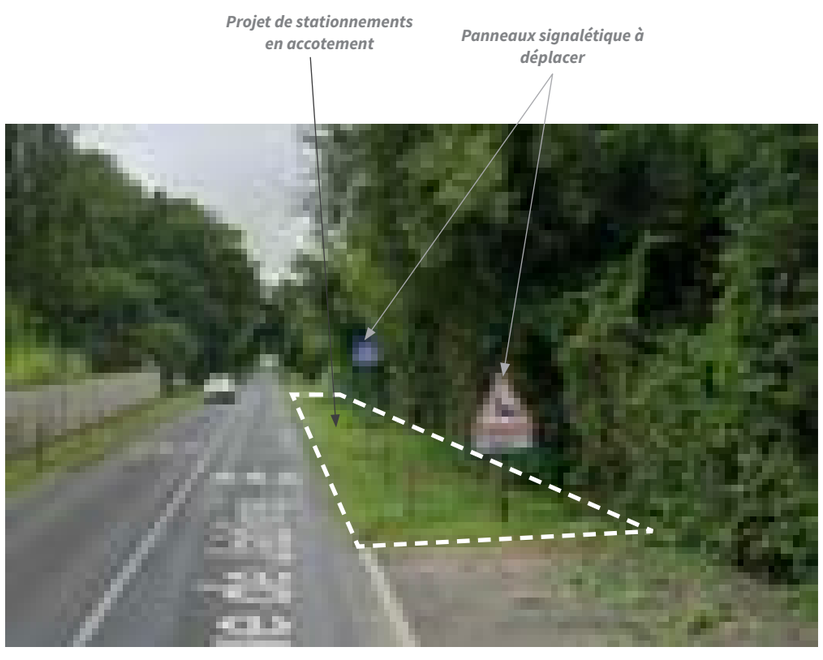
- 1 itinéraire découverte tous handicaps en aller-retour en cœur sud de marais sur platelage avec belvédère et points d'interprétation **(970 ml).** Itinéraire sur platelage bois. L'aller-retour permet de prolonger la découverte en cœur de marais plutôt que de créer une boucle de moindre intérêt en passant par le chemin rural existant ;
- Découverte des anciens bassins ésocicoles et du Ru du Rapinet en lisières *sud* et *est* afin de se mettre en retrait de la zone sanctuaire du cœur de marais et de découvrir sous différents angles cette station ;
- Prolongation du platelage jusqu'à la cote 41,50 pour rejoindre les chemins agricoles en lisières de marais ;
- 2 dilatations du platelage de part et d'autre des bassins ésocicoles : points d'interprétation (dans la perspective des bassins et du Ru du Rapinet) et zone de retournement pour l'itinéraire tous handicaps.

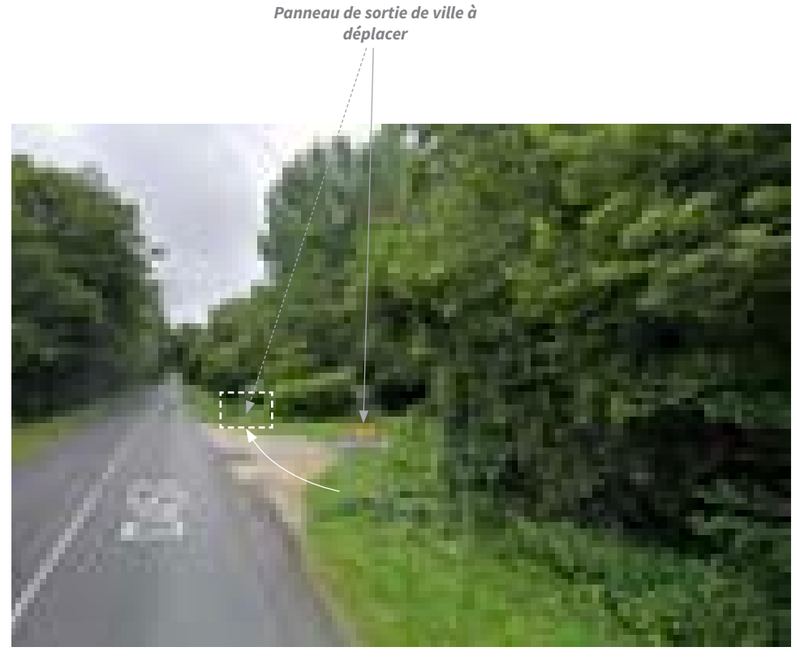


2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

LE STATIONNEMENT D'ACCUEIL EN ENTRÉE D'ENS





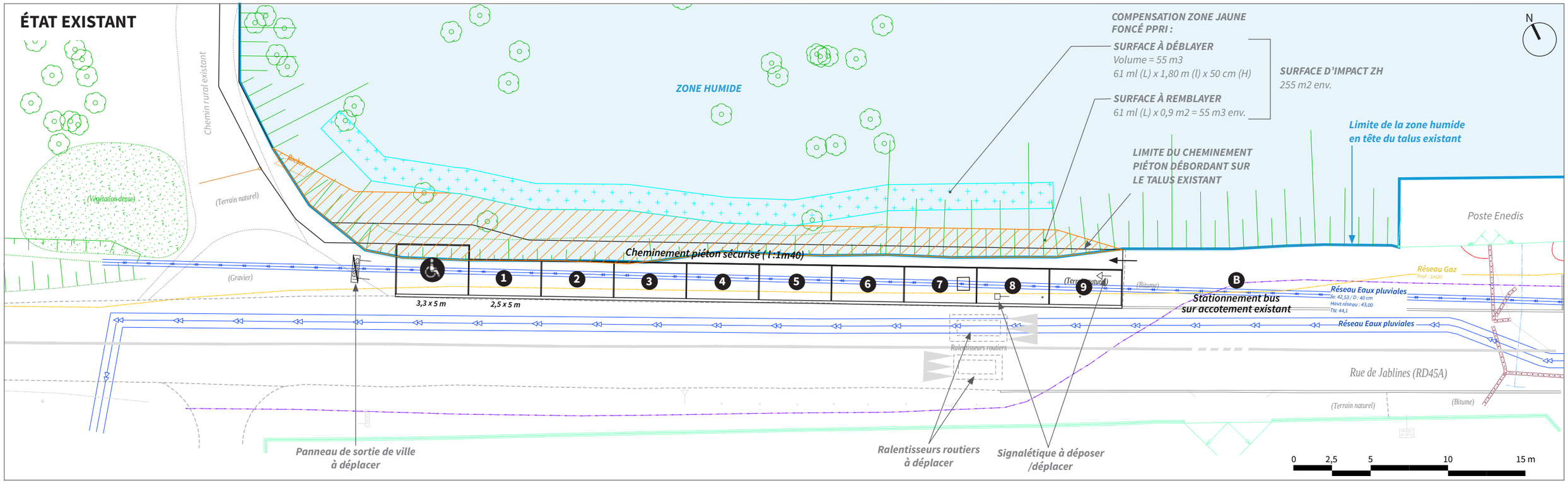


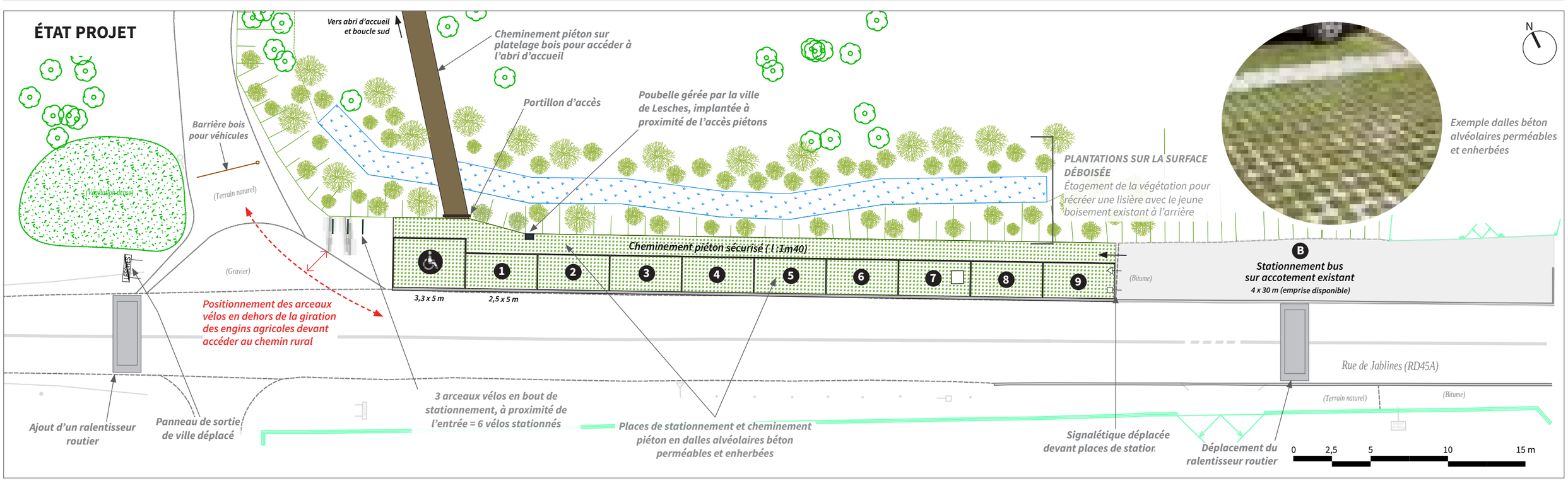




2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

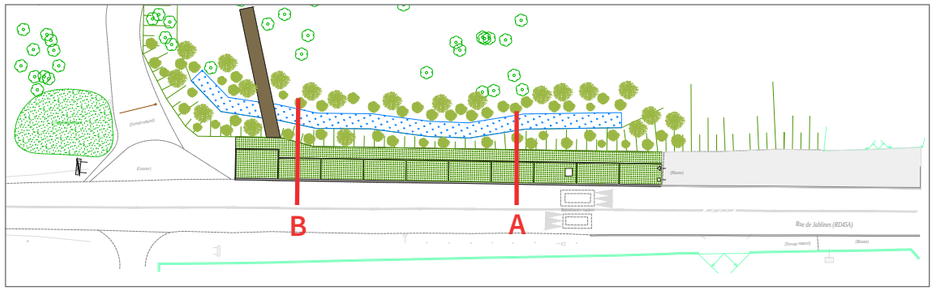
LE STATIONNEMENT D'ACCUEIL EN ENTRÉE D'ENS





2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

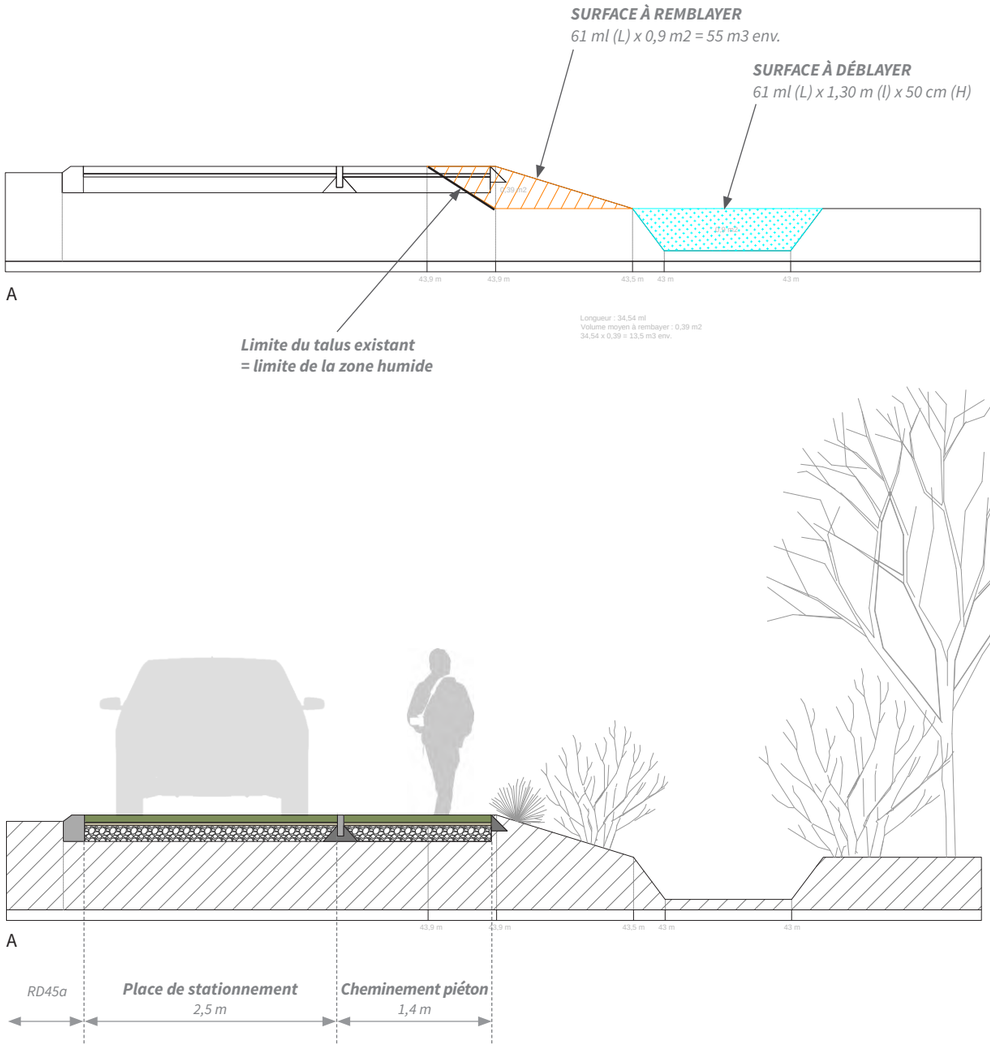
LE STATIONNEMENT D'ACCUEIL EN ENTRÉE D'ENS

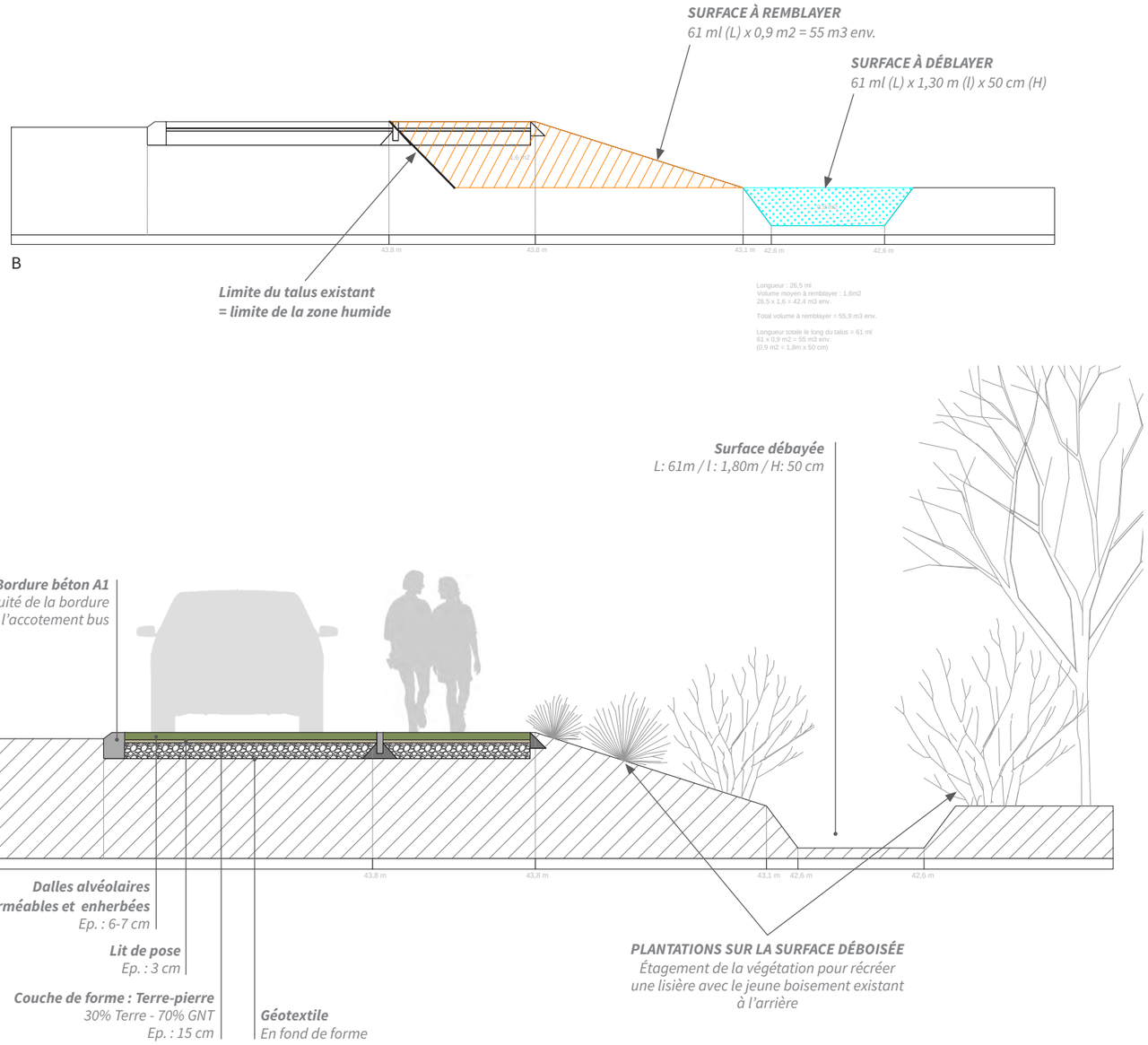


LOCALISATION

La largeur du stationnement en accotement de la RD45a + du cheminement piéton à l'arrière, nécessitent d'étirer le talus existant afin de disposer de la largeur suffisante d'aménagement et de stabiliser naturellement le talus par une pente douce.

Le périmètre de cette opération se situant en zone jaune foncé du PPRI en vigueur, il est nécessaire de compenser le volume remblayé du talus par un déblais de volume équivalent afin d'assurer la bonne expansion des eaux en cas de crue.





2 - L’ABRI D’ACCUEIL

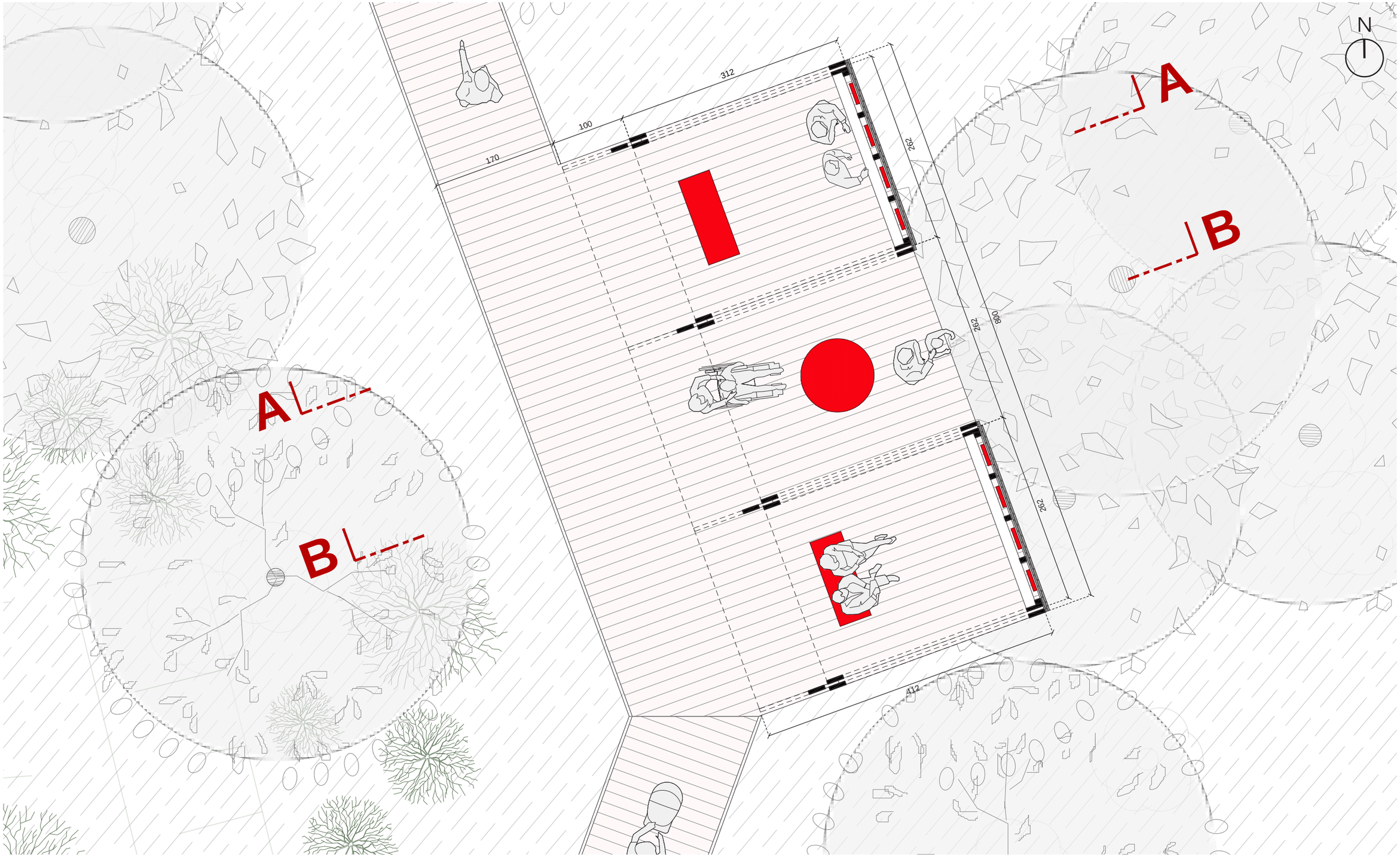
EN ENTRÉE D’ENS



Plan abri d’accueil 1-200

2 - L’ABRI D’ACCUEIL

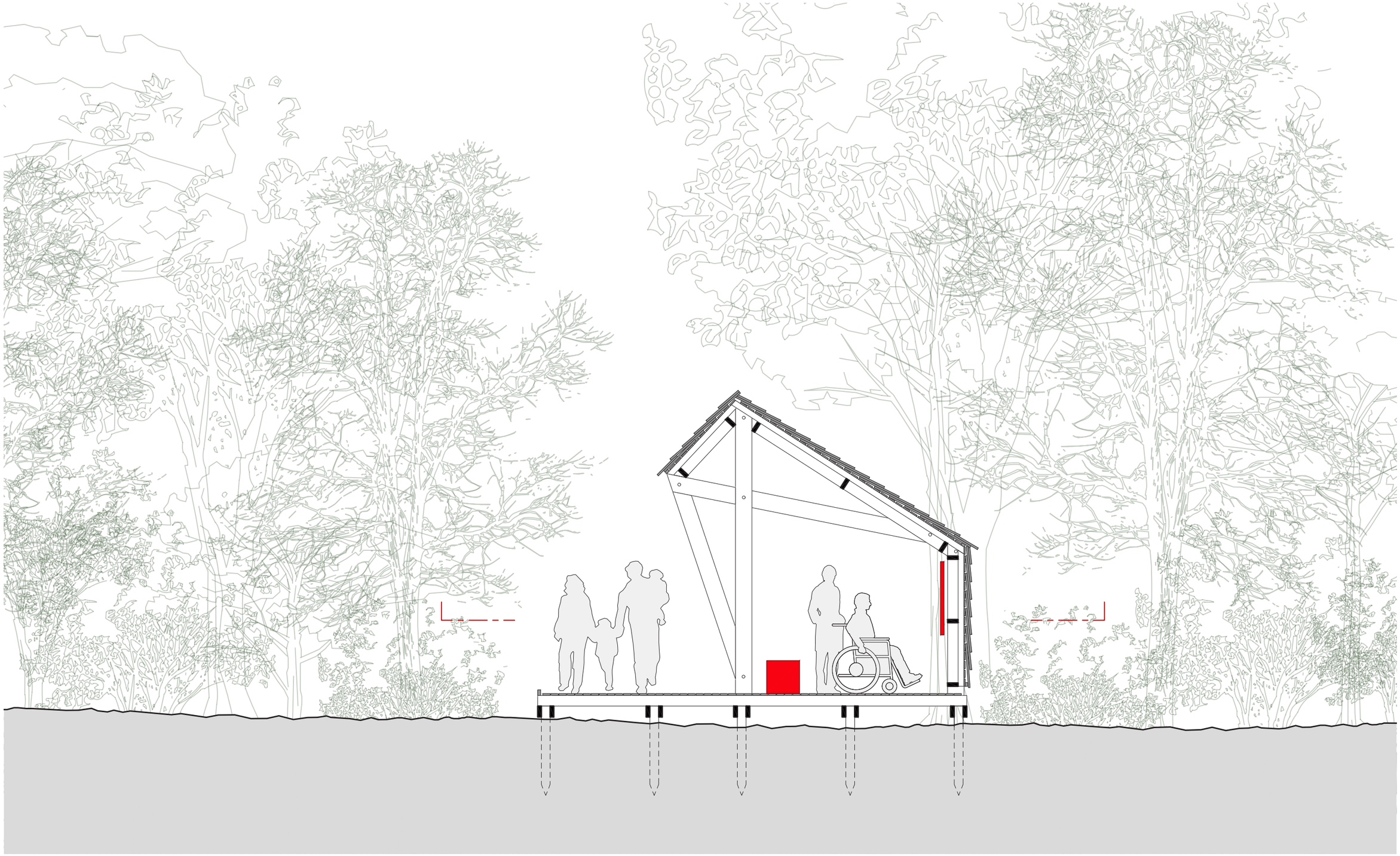
EN ENTRÉE D’ENS



Plan abri d’accueil 1-50

2 - L’ABRI D’ACCUEIL

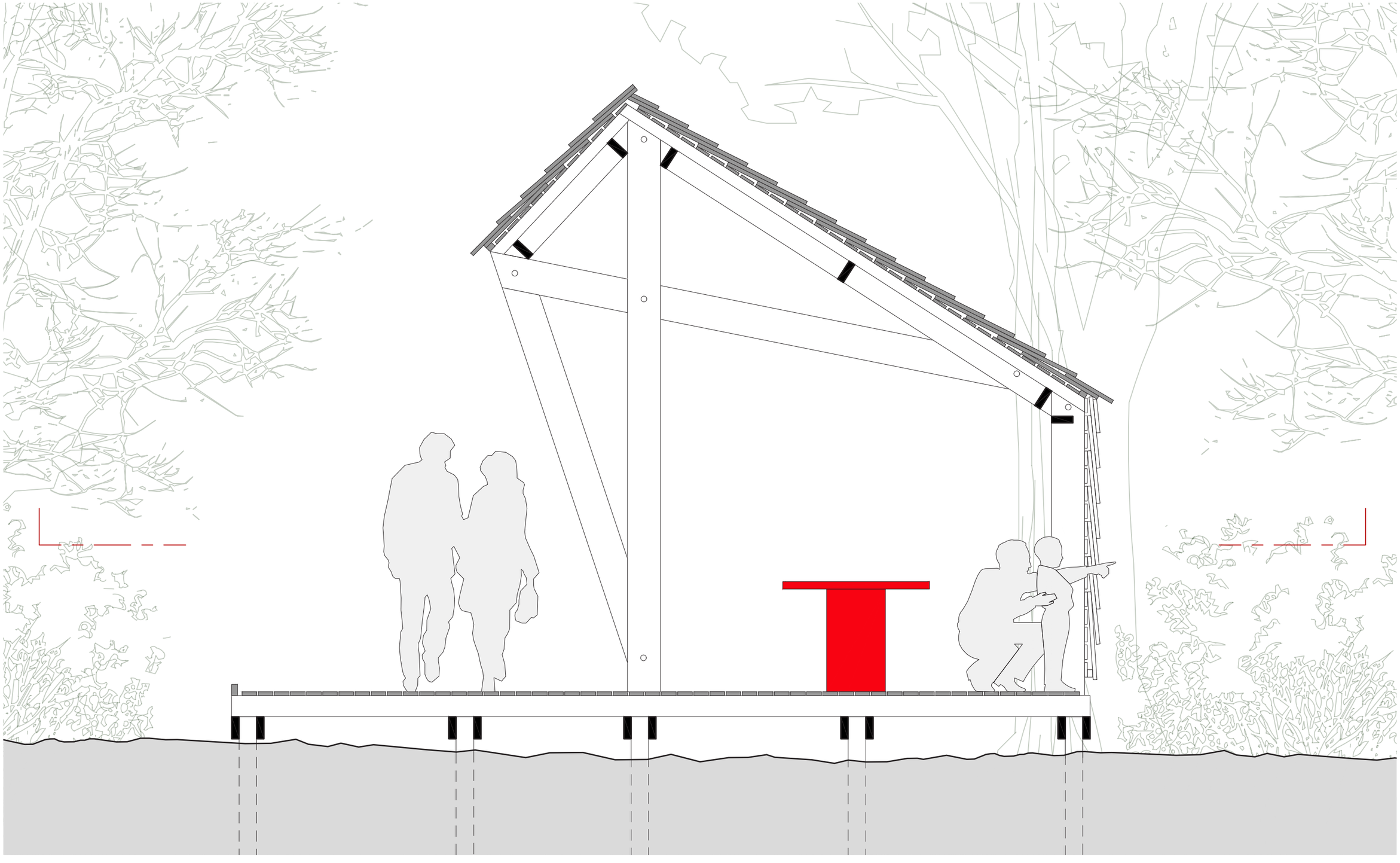
EN ENTRÉE D’ENS



Coupe AA’ abri d’accueil

2 - L’ABRI D’ACCUEIL

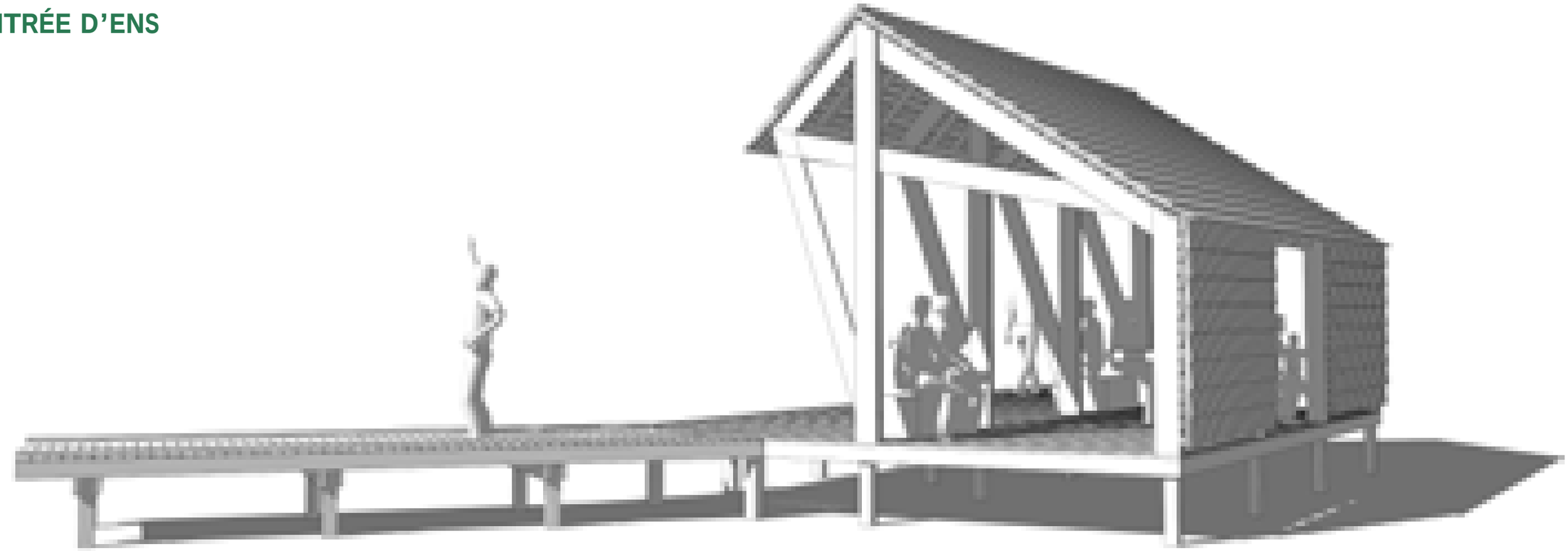
EN ENTRÉE D’ENS

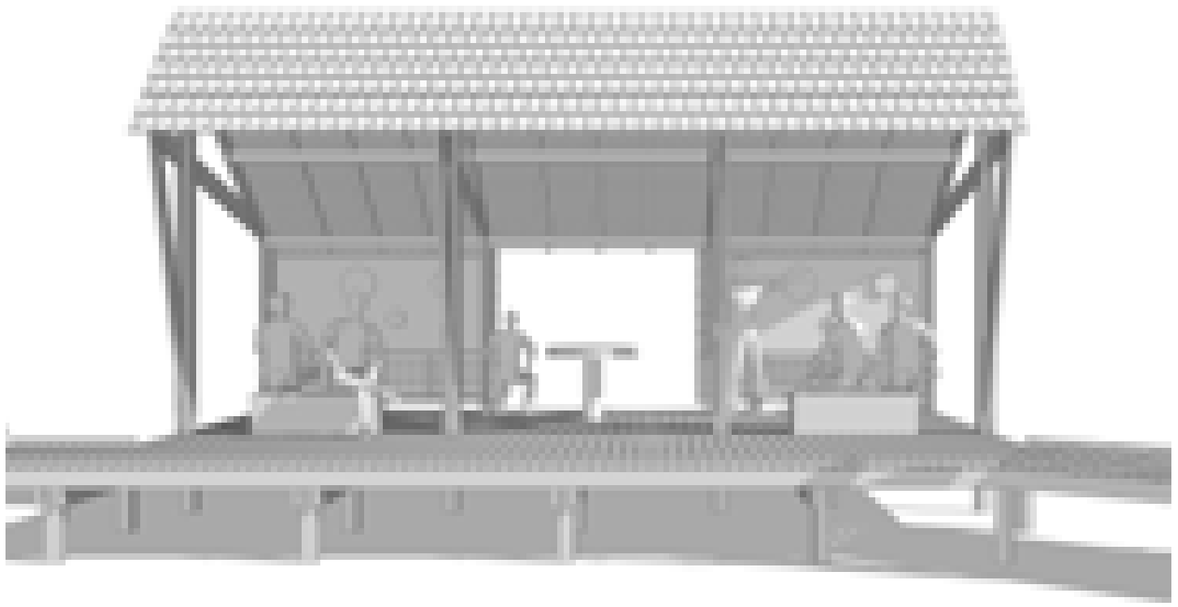


Coupe BB’ abri d’accueil

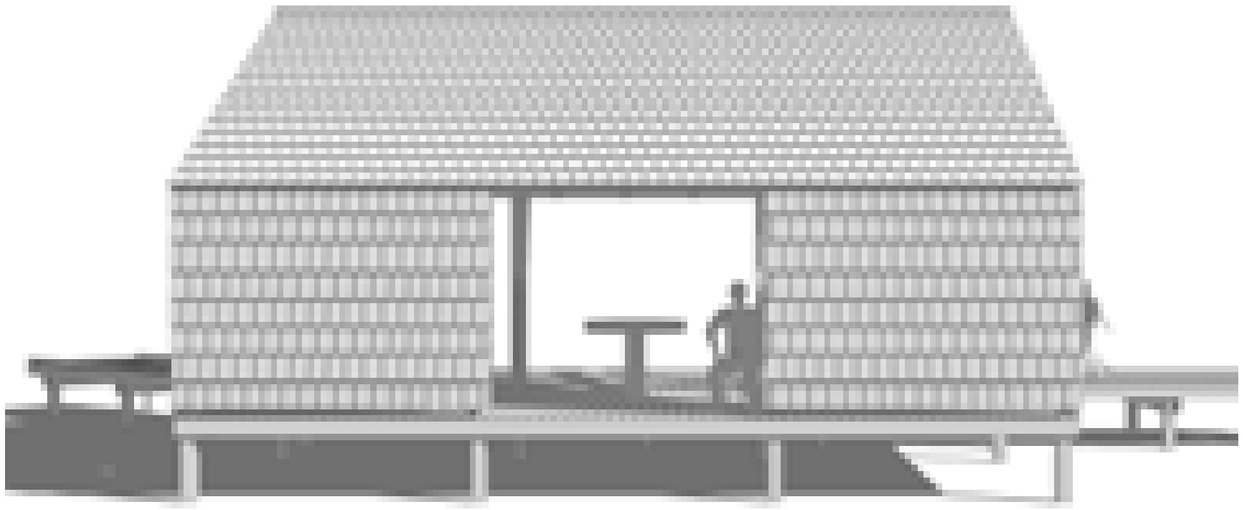
2 - L’ABRI D’ACCUEIL

EN ENTRÉE D’ENS





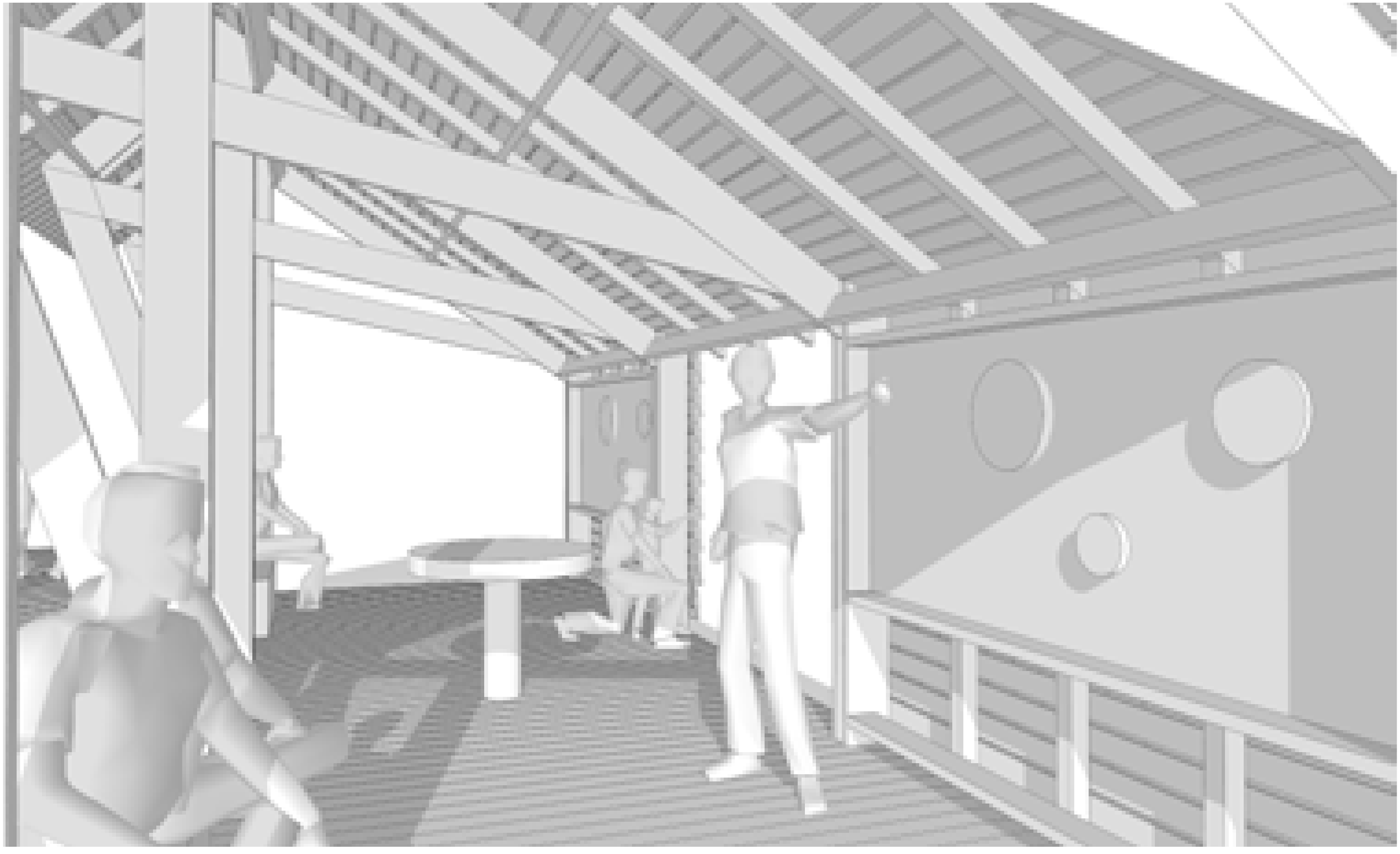
Axonométrie abri d’accueil : façade vers marais



Axonométrie abri d’accueil : façade sur forêt

2 - L’ABRI D’ACCUEIL

EN ENTRÉE D’ENS



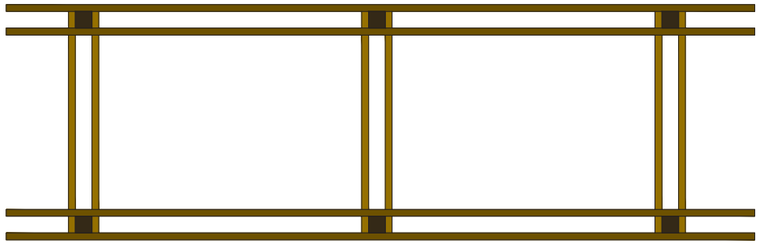
Axonométrie abri d’accueil : vue intérieure

2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

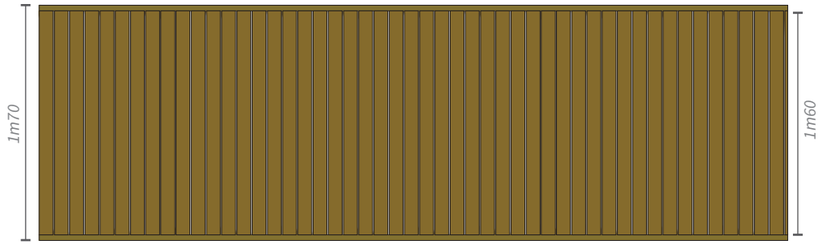
LE PLATELAGE BOIS DES TRAVERSÉES EN COEUR DE MARAIS

> PLATELAGE BOIS SANS GARDE-CORPS :

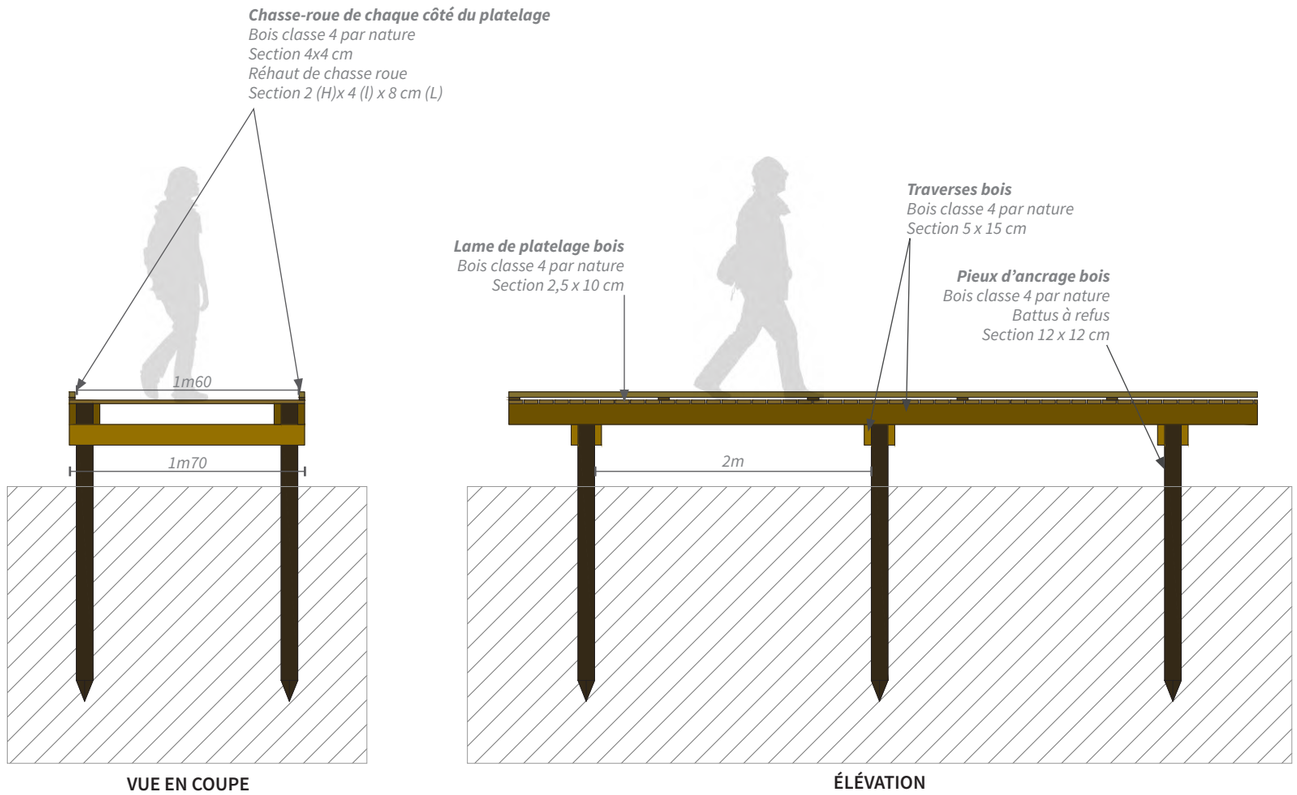




PLAN DE LA STRUCTURE



PLAN DU PLATELAGE



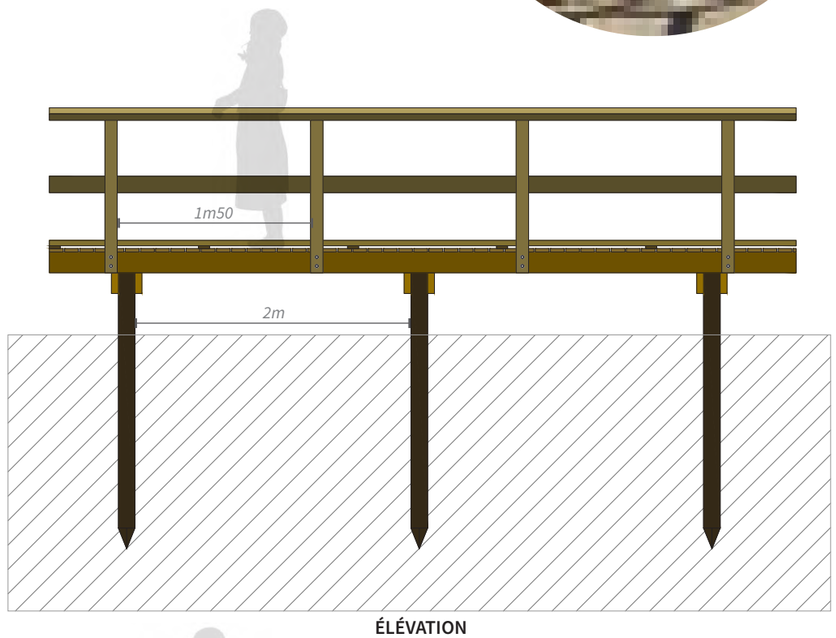
VUE EN COUPE

ÉLÉVATION

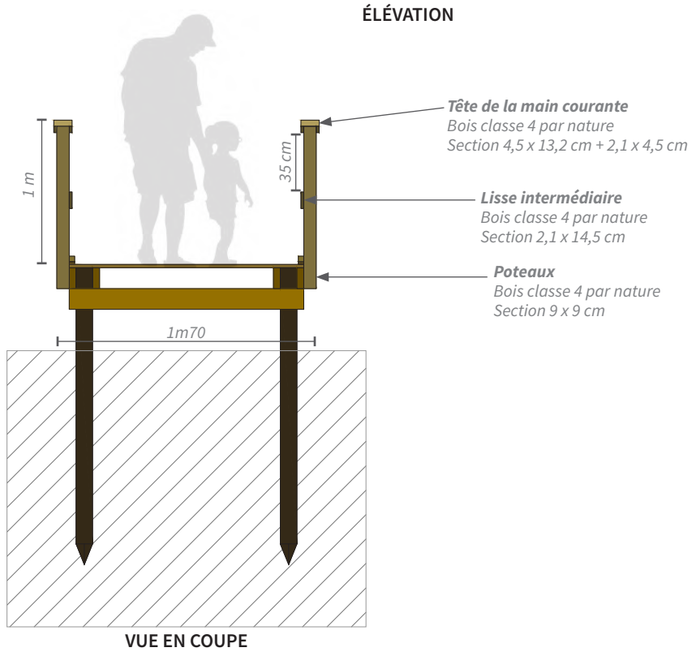
> PLATELAGE BOIS AVEC GARDE-CORPS :



Au regard des différences de niveaux du sol existant et des platelages (<1m), les sections de platelage sur lequelles seront implantées des gardes-corps ne concernent que les franchissements du Rapinet et les deux stations d'interprétation de la traversée sud (93ml au total).



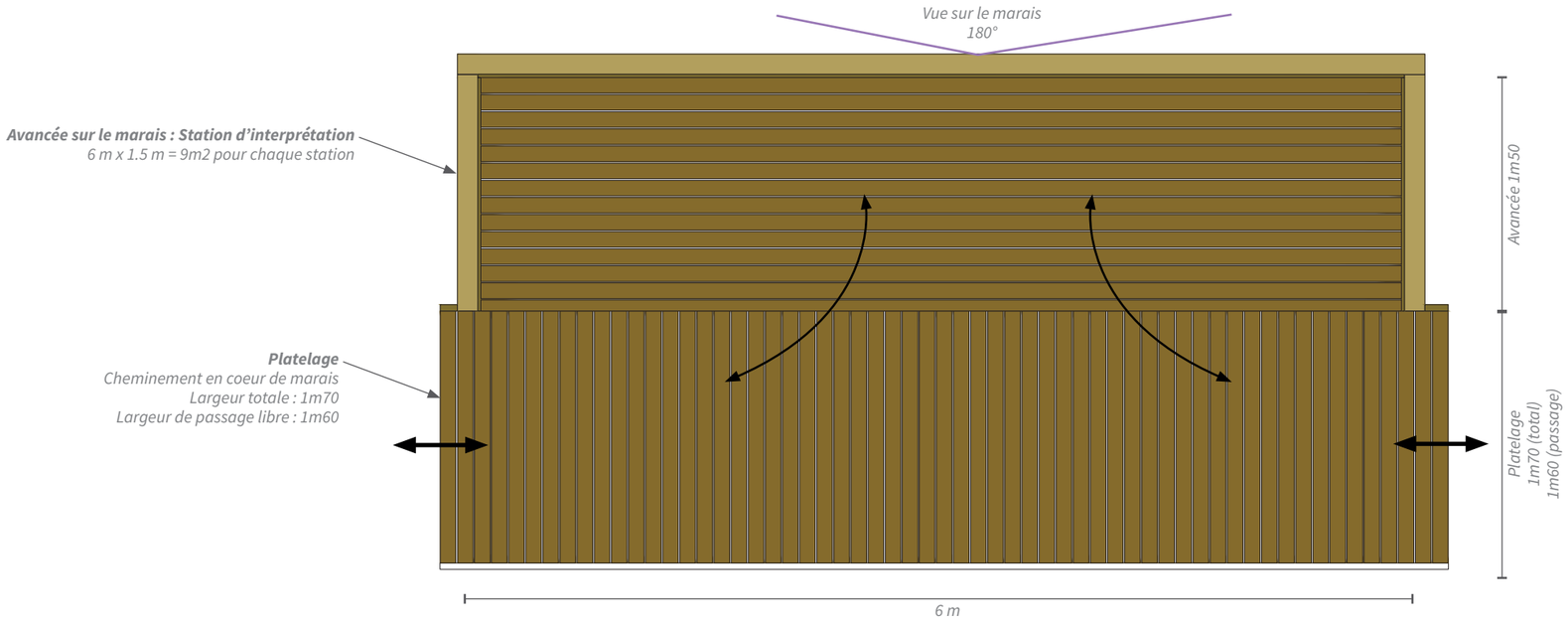
ÉLÉVATION



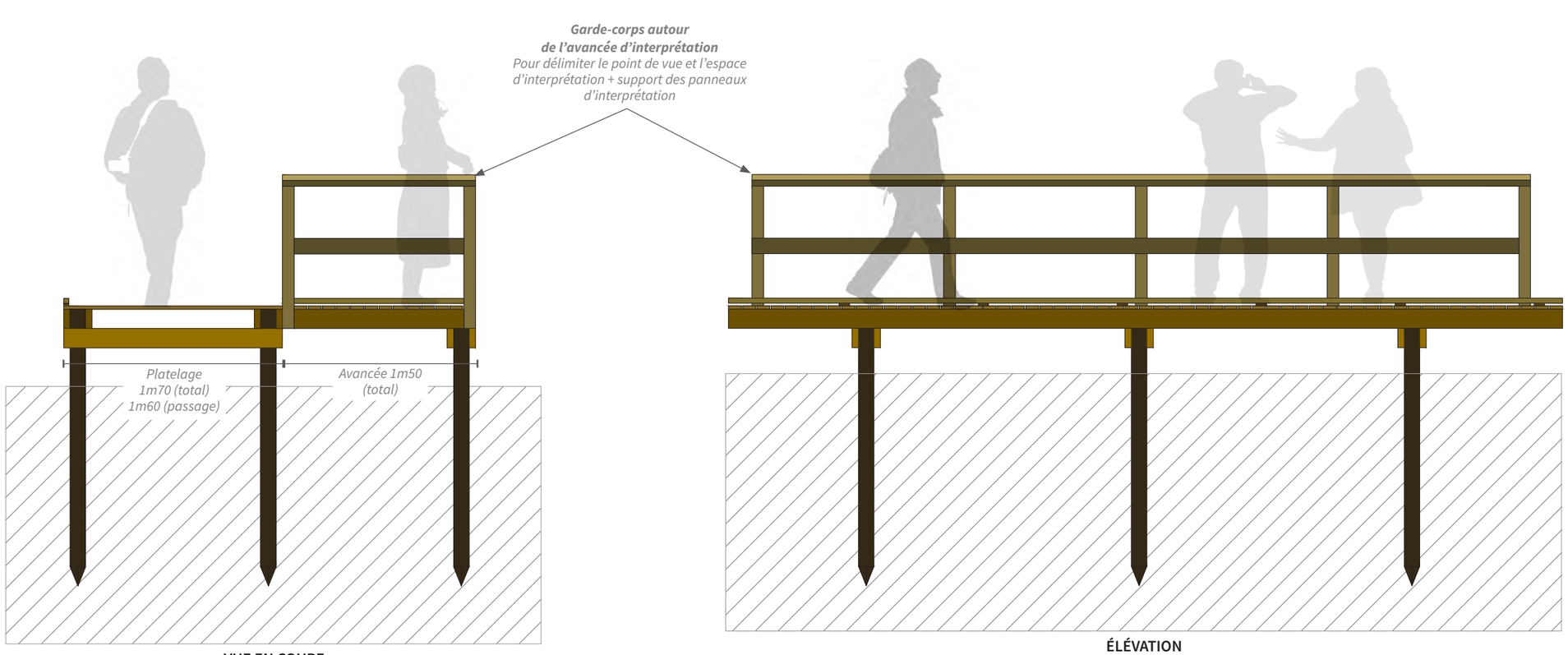
VUE EN COUPE

2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

LES PLATEFORMES D'INTERPRÉTATION AU NIVEAU DES ANCIENS BASSINS ÉSOCICOLES



PLAN DU PLATELAGE ET DU BELVÉDÈRE D'INTERPRÉTATION

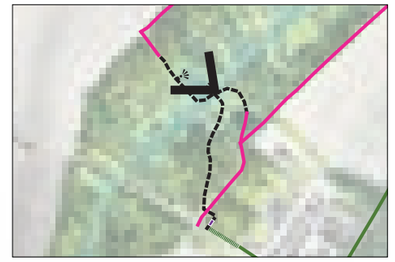


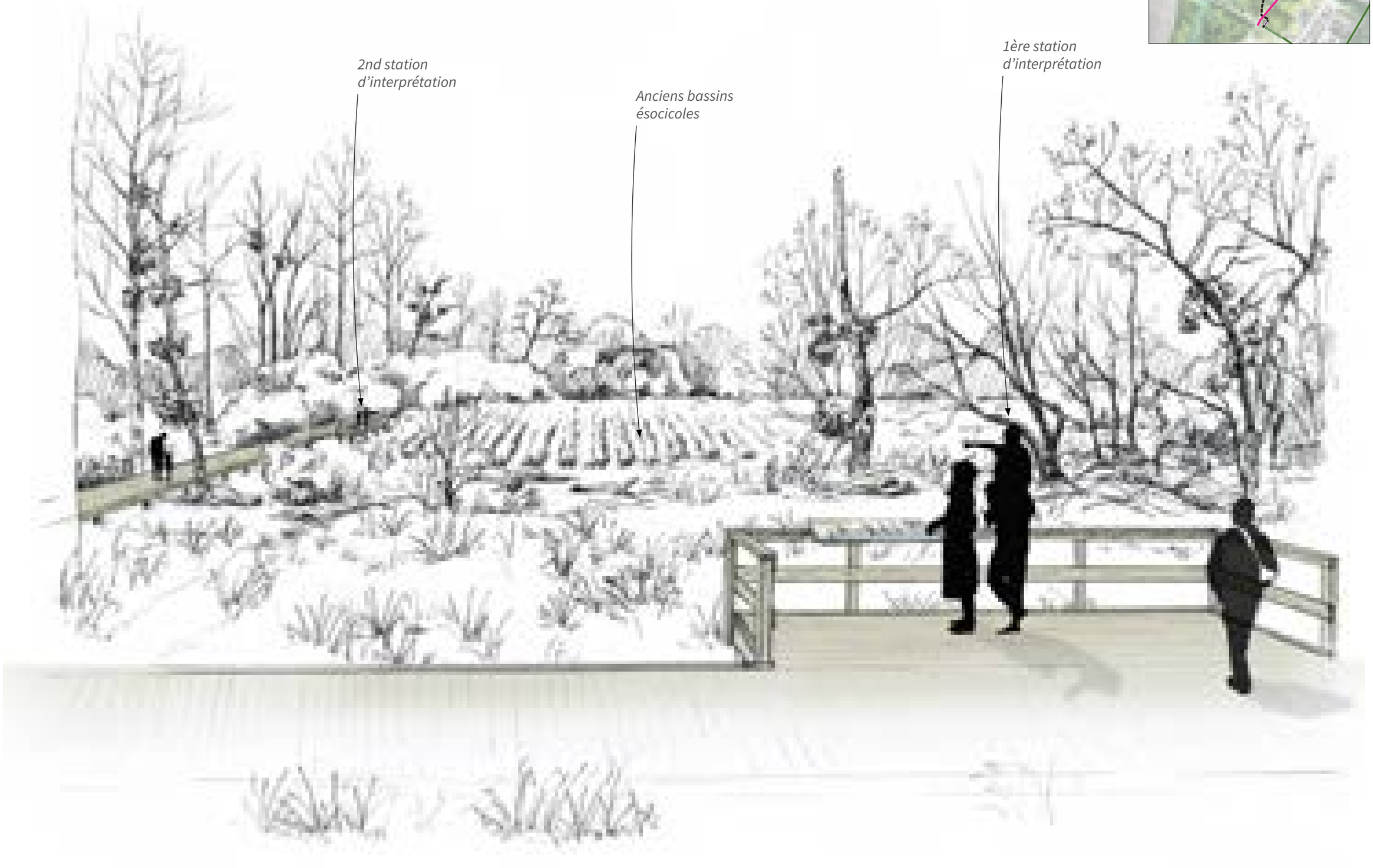
VUE EN COUPE

ÉLÉVATION

2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

LES PLATEFORMES D'INTERPRÉTATION AU NIVEAU DES ANCIENS BASSINS ÉSOCICOLES





2 - LE PROJET D'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS

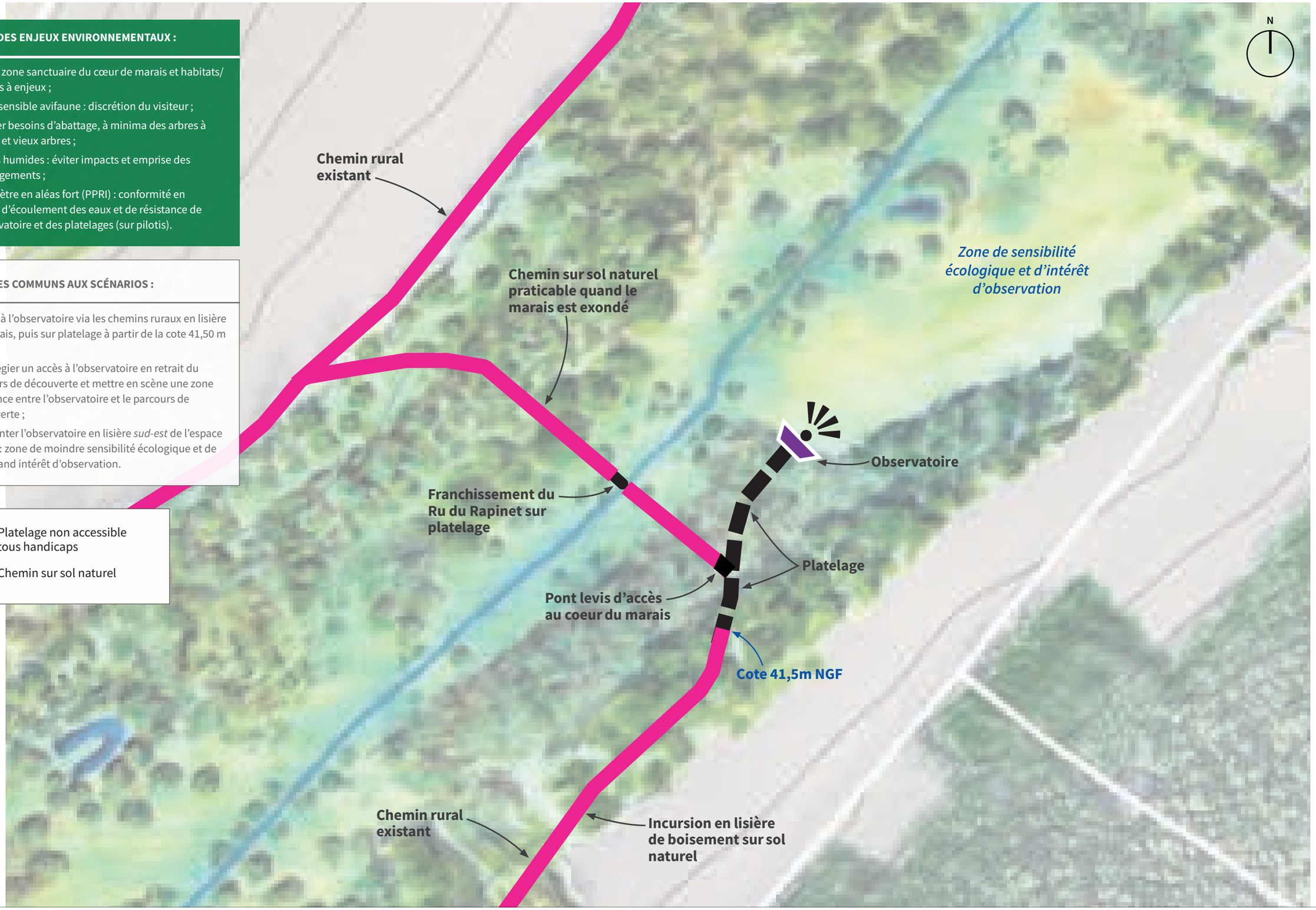
VERS L'OBSERVATOIRE EN CŒUR DU MARAIS ET LA TRAVERSÉE NORD

RAPPEL DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX :

- Éviter zone sanctuaire du cœur de marais et habitats/ espèces à enjeux ;
- Zone sensible avifaune : discrétion du visiteur ;
- Limiter besoins d'abattage, à minima des arbres à cavités et vieux arbres ;
- Zones humides : éviter impacts et emprise des aménagements ;
- Périmètre en aléas fort (PPRI) : conformité en termes d'écoulement des eaux et de résistance de l'observatoire et des platelages (sur pilotis).

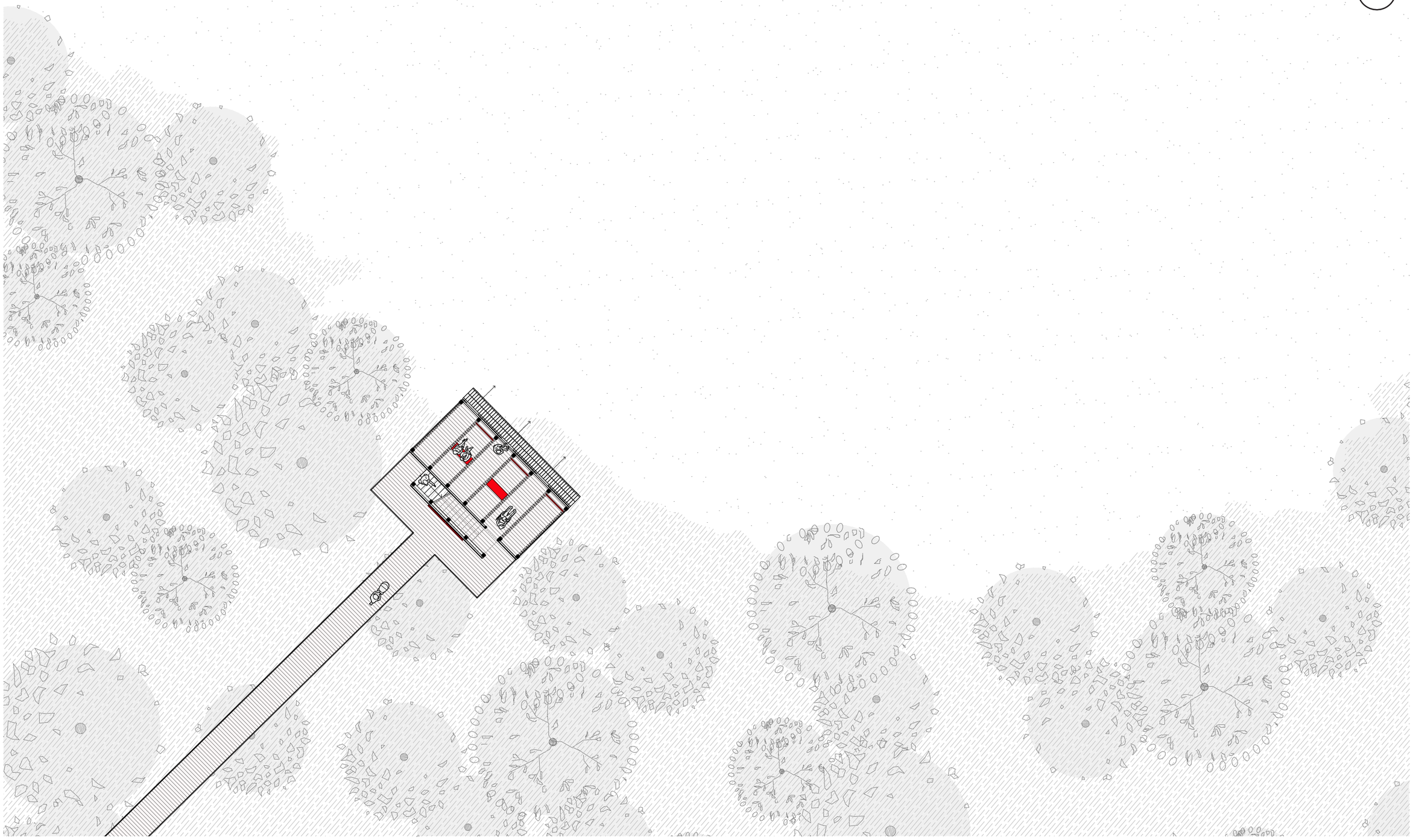
PRINCIPES COMMUNS AUX SCÉNARIOS :

- Accès à l'observatoire via les chemins ruraux en lisière du marais, puis sur platelage à partir de la cote 41,50 m NGF ;
- Privilégier un accès à l'observatoire en retrait du parcours de découverte et mettre en scène une zone de silence entre l'observatoire et le parcours de découverte ;
- Implanter l'observatoire en lisière *sud-est* de l'espace ouvert : zone de moindre sensibilité écologique et de plus grand intérêt d'observation.



2 - L'OBSERVATOIRE

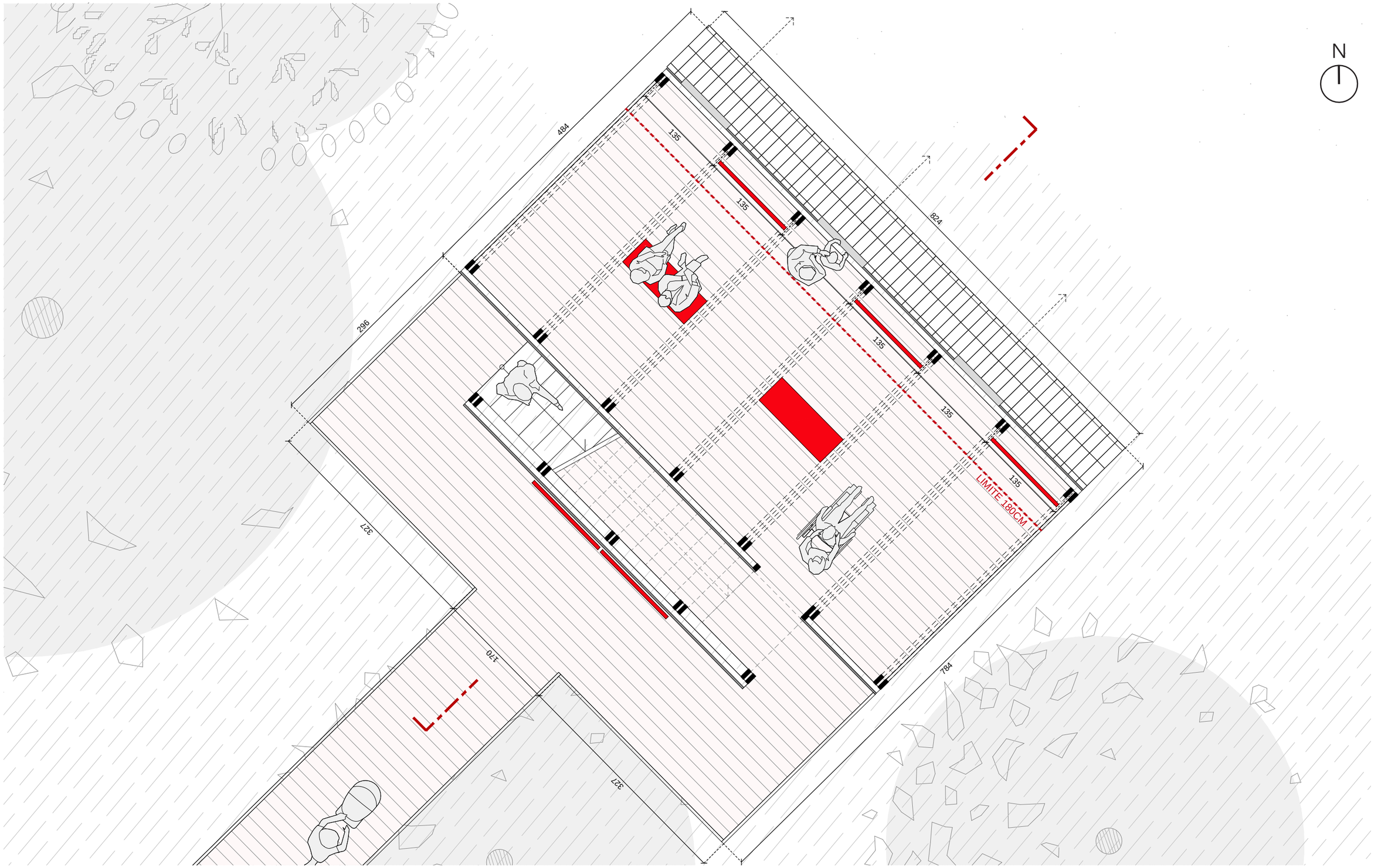
EN COEUR DE MARAIS



Plan observatoire 1-200

2 - L'OBSERVATOIRE

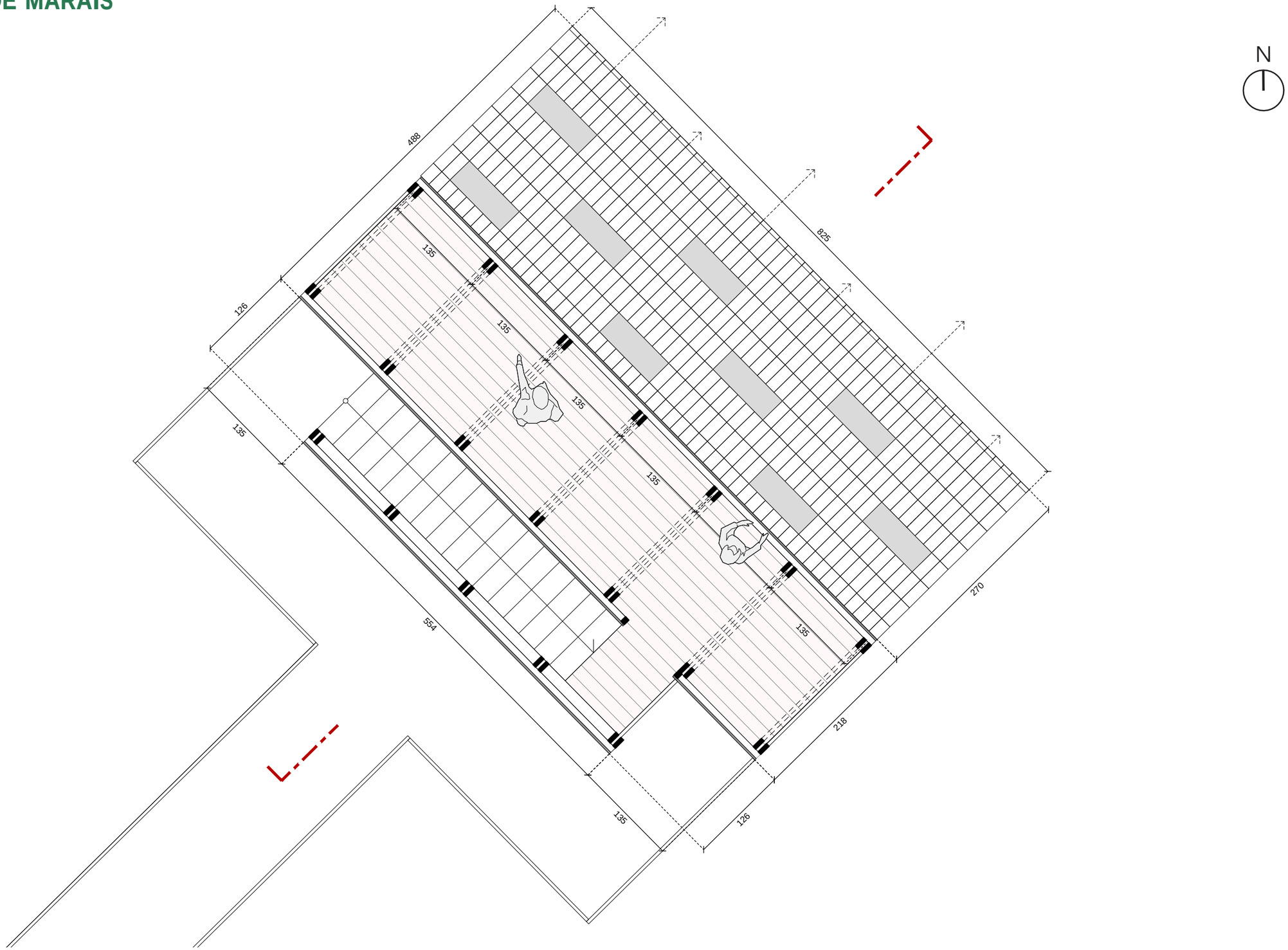
EN COEUR DE MARAIS



Plan observatoire 1-50

2 - L'OBSERVATOIRE

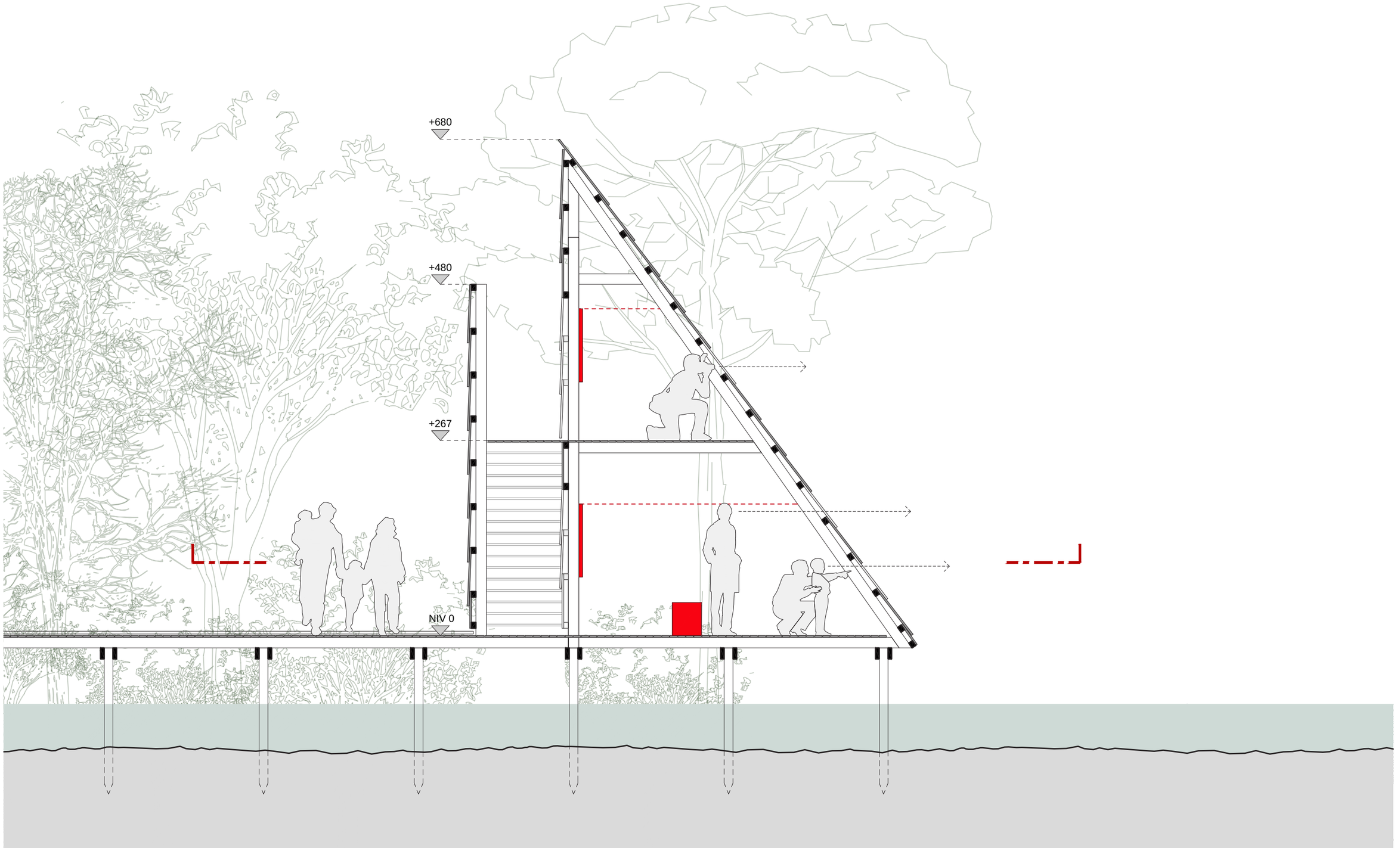
EN COEUR DE MARAIS



Plan observatoire 1-50

2 - L'OBSERVATOIRE

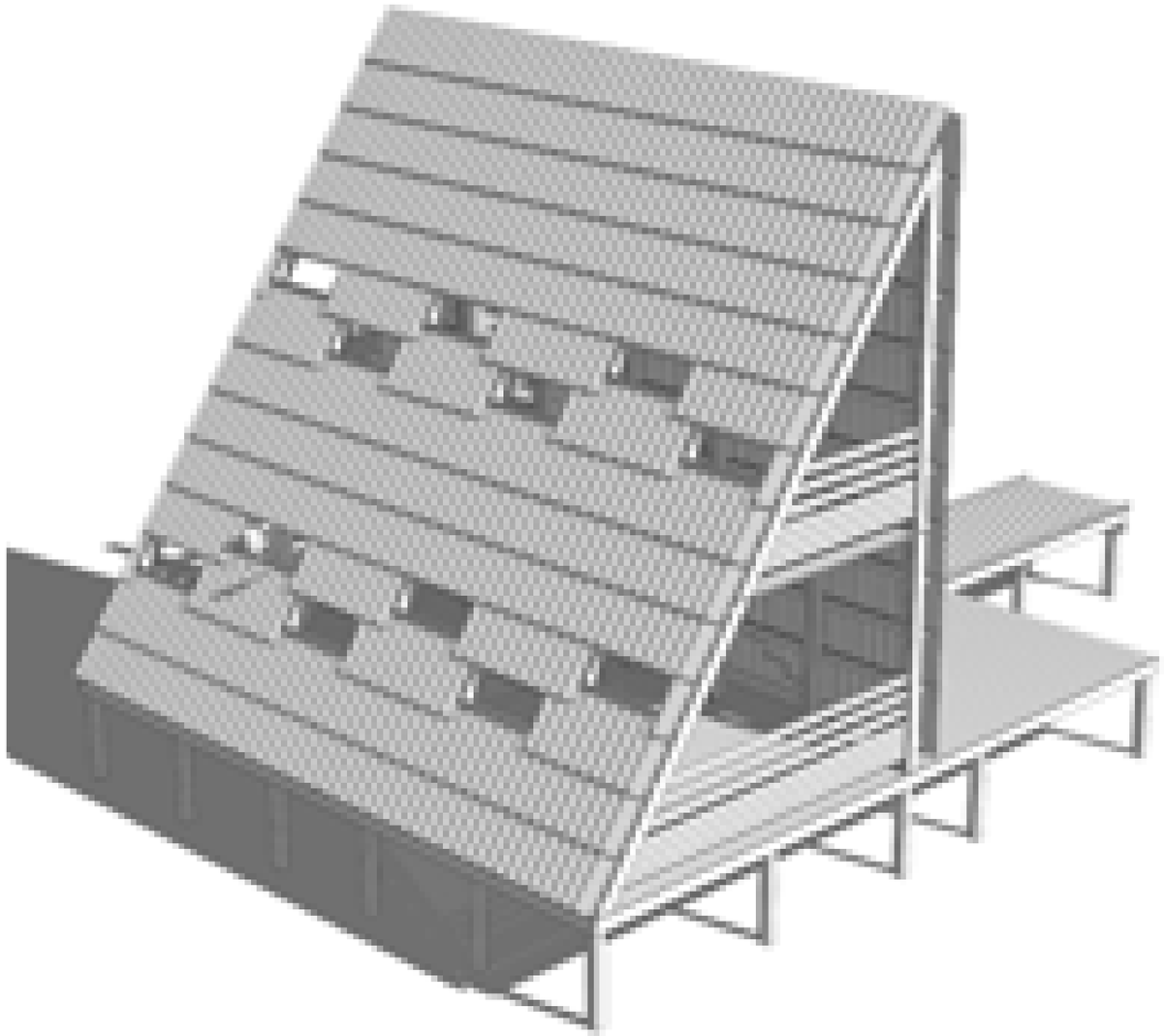
EN COEUR DE MARAIS



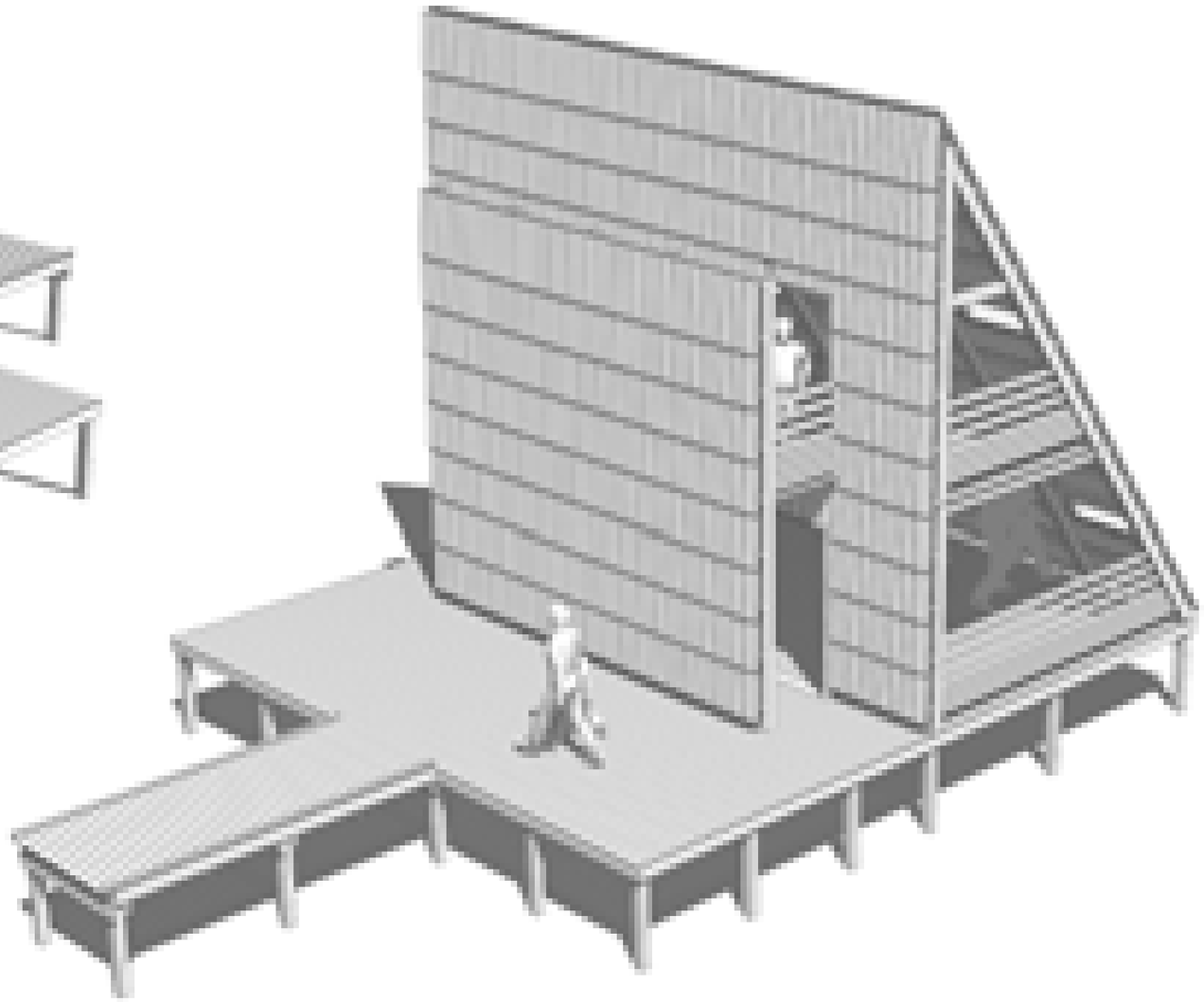
Coupe AA observatoire

2 - L'OBSERVATOIRE

EN COEUR DE MARAIS



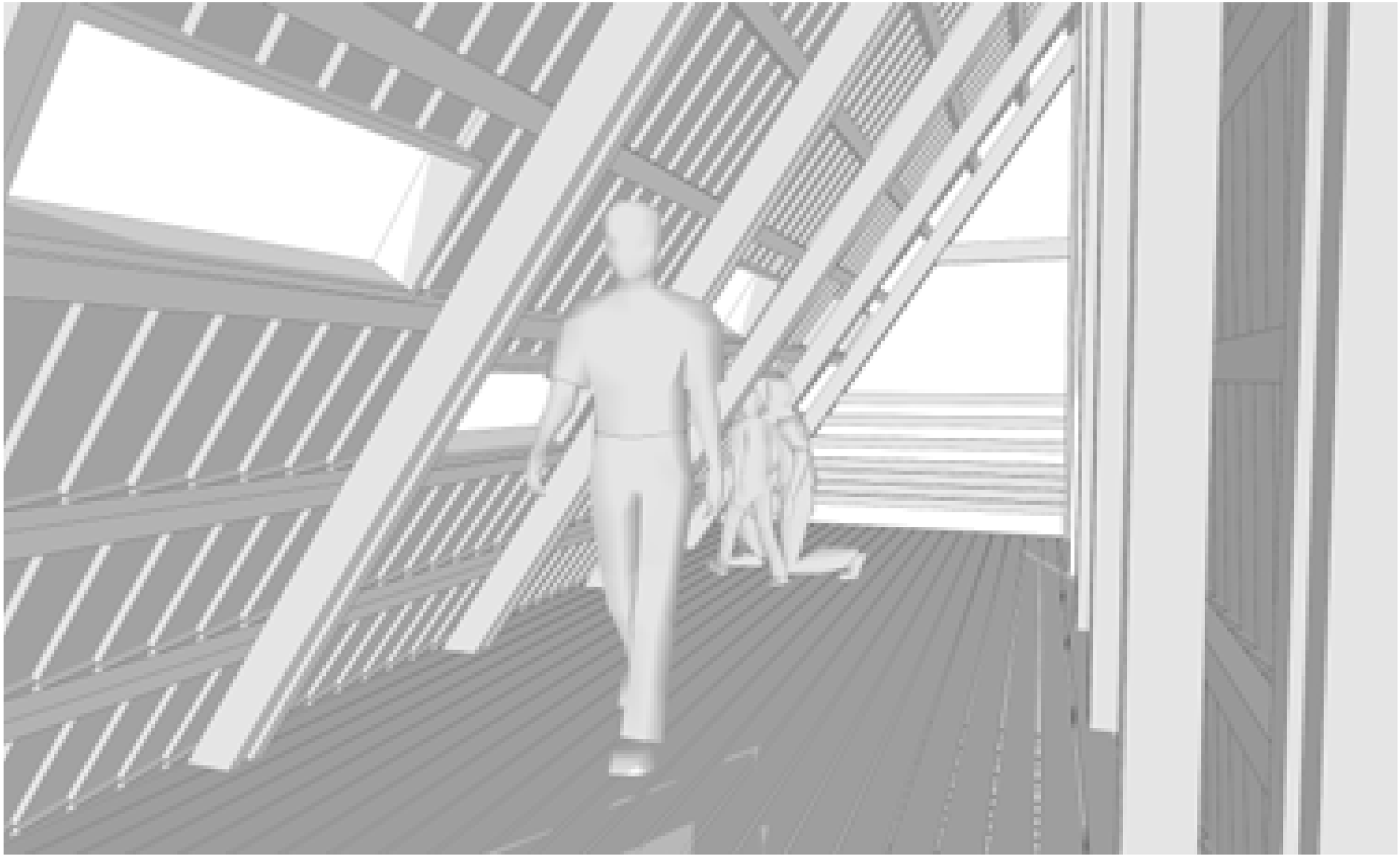
Axonométrie observatoire : vue du marais



Axonométrie observatoire : vue côté forêt

2 - L'OBSERVATOIRE

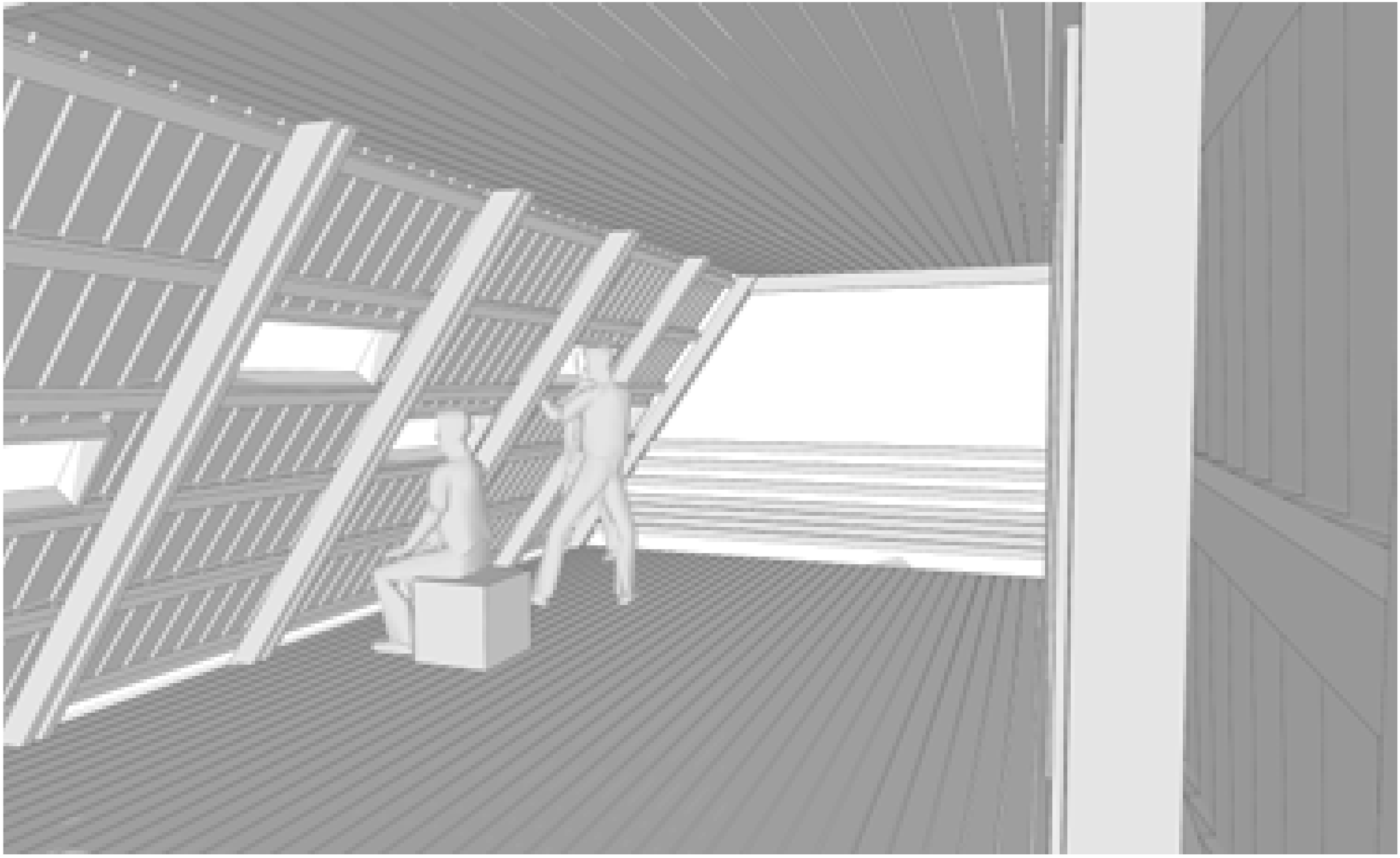
EN COEUR DE MARAIS



Axonométrie observatoire : vue intérieure étage

2 - L'OBSERVATOIRE

EN COEUR DE MARAIS



Axonométrie observatoire : vue intérieure rez-de-chaussée

3- INTERPRÉTATION

Scénario de visite et thématiques d’interprétation

3- Scénario et fil conducteur

LE MARAIS DU REFUGE

UN LIEU CONFIDENTIEL ET MAGIQUE

Un marais est une formation paysagère où le sol est recouvert, en permanence ou par intermittence, d'une couche d'eau stagnante, généralement peu profonde et couvert de végétations.

Offrir aux habitants **un espace de nature aménagé et accessible pour tous les publics** : une balade de proximité



Handicaps moteur, visuel, auditif, psychique et intellectuel



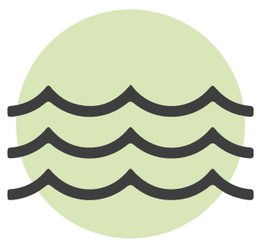
Le MARAIS DU REFUGE se situe dans **une dépression de la vallée de la Marne** (bordée par l'éperon du Platry et la butte d'Esbly) créée suite aux creusements et de la divagation des méandres de la Marne et du Grand-Morin. **Un « PALÉO-MÉANDRE ».**



Une faune et une flore **remarquable** et spécifiques au marais et aux milieux humides.



Une succesion de milieux ouverts et de milieu fermés (lisières boisées, bois alluviaux, prairie d'hélophytes, gravière...)



Un site au **caractère inondable** qui façonne les paysages (crues et décrues)

DÉCOUVERTE SENSORIELLE, ÉMOTIONNELLE ET DIDACTIQUE PAR **LE TOUCHER**

UNE APPROCHE PÉDAGOGIQUE **QUI TOUCHE LE PLUS GRAND NOMBRE, ET S'ADAPTE À TOUS LES PUBLICS** POUR PERMETTRE DE DÉCOUVRIR LA BIODIVERSITÉ ET LES PAYSAGES DU MARAIS SOUS **UN AXE ORIGINAL ET IMMERSIF**

VIGILANCE SUR LE CONTENU (LE FOND)

Méthode FALC et accessibilité

Facile À Lire et à Comprendre (contraste, police d'écriture lisible, **mise en page structurée**, hierachisation de l'information, **vocabulaire adapté)**.

VIGILANCE SUR LA STRUCTURE (LA FORME)

Accessible à tous

Dimensionnement, hauteur de lecture, **accès à l'information,** choix des matériaux, **sécurité.**

>> RELIEF ET TACTILE

3- Aménagements et scénographie

PORTILLONS ET PONT LEVIS D'ACCÈS AU MARAIS

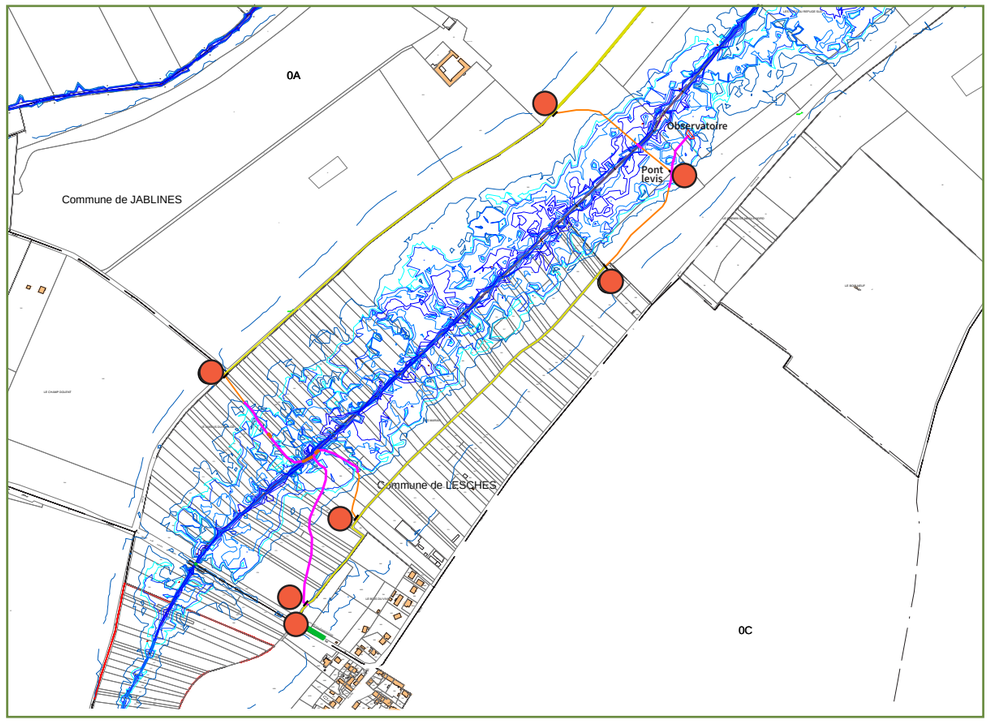
PANNEAUX RÉGLEMENTAIRES COMPLÉMENTAIRES

INFOS PÉDAGOGIQUES

- **Nom du site + ENS**
- Rappel de la r**églementation en vigueu**r sur le marais
- Indications sur **les accès** et les périodes d'ouvertures

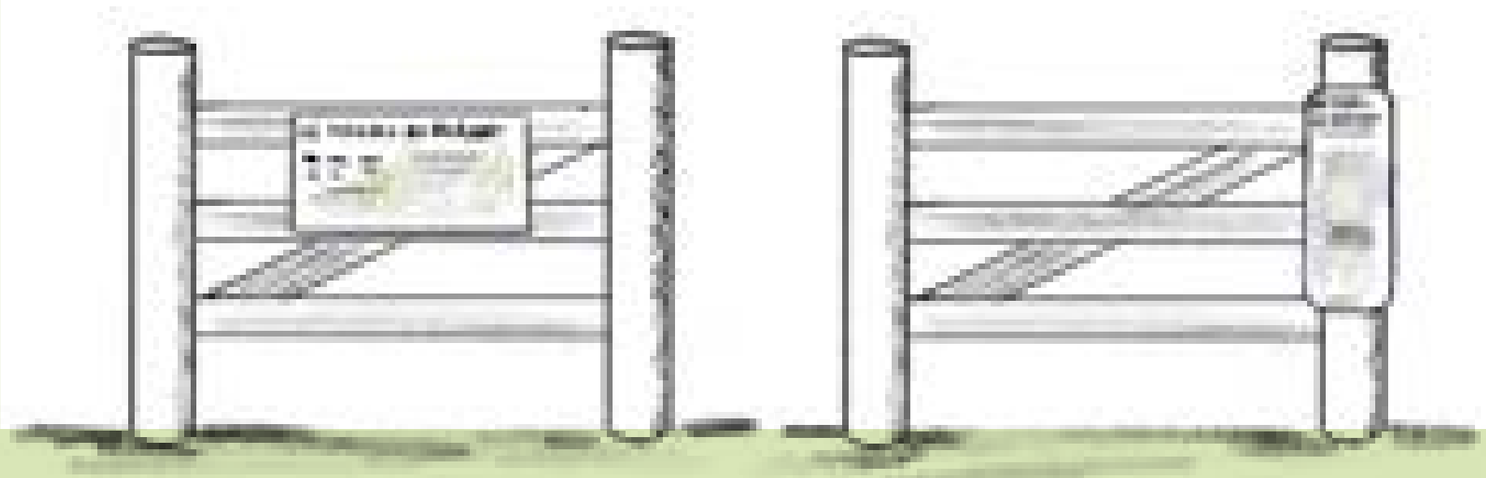
INFOS TECHNIQUES

- 1 panneau en stratimage®
- 500x300 mm
- Épaisseur minimum : 13 mm
- Quantité : 7 panneaux identiques
- Fixation sur portique existant

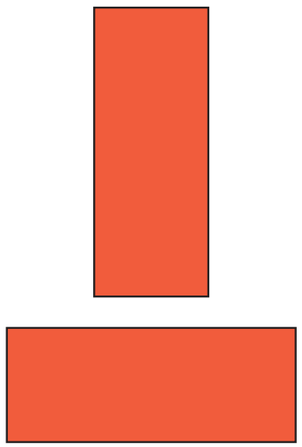








Format et fixation à déterminer selon le type de portail selectionné



CONTENU FALC

3- Aménagements et scénographie

ESPACE D'ACCUEIL

ZOOM SUR LE MARAIS ET SON HISTOIRE

CONTENU PÉDAGOGIQUE

LE MARAIS DE LESCHES : découverte des CAREX
- 1 visuel avec **l'alphabet BRAILLE** (initiation et sensiblisation au braille)
- 1 visuel illustré avec la **présentation des Carex** (les différentes espèces)
- 1 visuel illustré complémentaire : **origine du nom du marais**

L'HISTOIRE DU MARAIS
- 1 visuel illustré sur **l'origine et la formation** du marais (paléo-méandre).
- 1 visuel illustré « le marais au cœur de **l'activité humaine** » (ésociculture, viticulture).
- 1 visuel illustré complémentaire : zoom sur **le brochet.**

INFORMATIONS ET BONNES PRATIQUES
- 1 panneau dédié aux bonnes pratiques dans le marais et aux conseils de visite (dérangement de la faune, réglementation, accès non-permanent, ...)

INFOS TECHNIQUES
- 1 panneau en dibond® (ou équivalent avec impression directe) : Ø300 mm
- 2 panneau en stratimage® : Ø 200 mm
- 1 panneau en stratimage® : Ø 300 mm
- 2 panneau en stratimage® : Ø400 mm

POINT DE VIGILANCE
- S'assurer que l**es panneaux ne soient pas placés au-dessus d'une assise** pour permettre aux visiteurs de s'approcher.
- Panneaux à fixer e**ntre 900 et 1500 mm de hauteur** : visibilité PMR + enfants
- S'assurer que **l'intérieur de l'accueil soit suffisamment lumineux** pour une bonne lisbilité des panneaux pédagogiques



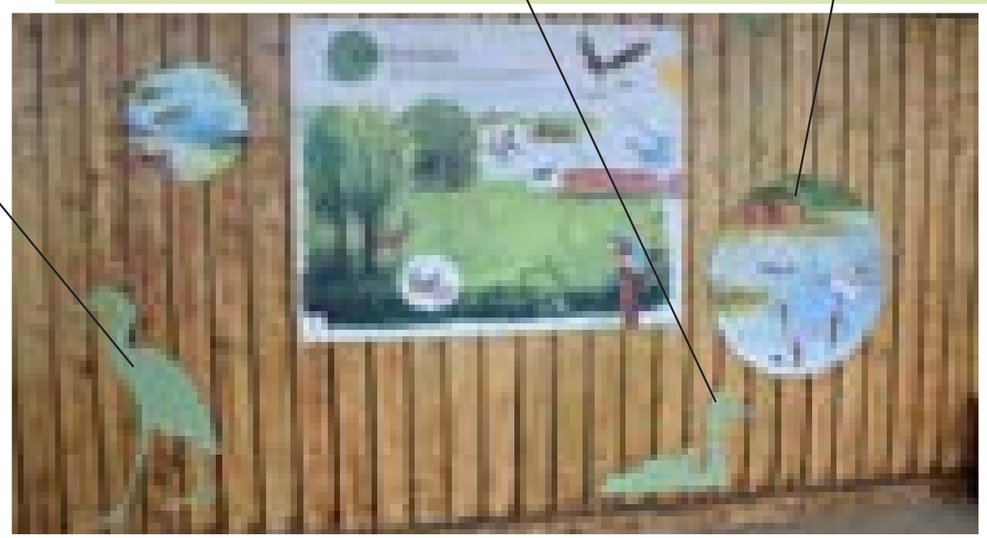
3- Aménagements et scénographie

ESPACE D'ACCUEIL

LES SUPPORTS D'INTERPRÉTATION

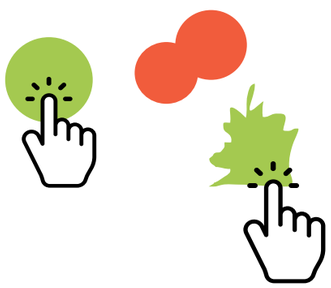






CONTENU FALC

ACCESSIBLE À TOUS

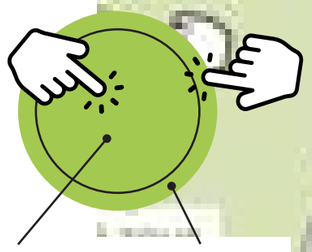




3- Aménagements et scénographie

ESPACE D'ACCUEIL

LA MAQUETTE TACTILE



ACCESSIBLE À TOUS

CONTENU PÉDAGOGIQUE

- Identifier le **ru du rapinet** et la **Marne.**
- Identifier les communes : **Jablines, Lesches, Vignely, et Précy-sur-Marne**
- Marquer la **topographie** du terrain : le marais bordé de part et d'autres par l'éperon du Platry et la butte d'Esbly
- Identifier **les voies douces :** cheminements de randonnée et pistes cyclables alentours
- Échelle et périmètre : 1/3750è
- **Légendes en braille** (sur la bande extérieure) : LE MARAIS DE LESCHES

INFOS TECHNIQUES

- **Support** de diamètre **1000 mm**
- **Maquette** de diamètre **800 mm** (rebord de **100 mm**)
- **Socle (structure) en métal (acier corten ou acier thermolaqué)** pieds soudés.
- La **maquette** doit être disposée **entre 750 et 850 mm du sol.**
- **Repères tactiles** de certains éléments paysagers
- Prévoir **un socle ouvert** permettant à un fauteuil roulant de se rapprocher au maximum de la maquette. **La profondeur** pour passer les jambes doit être au **moins de 300 mm de hauteur et la largeur de 900 mm.**

POINT DE VIGILANCE

- **Durabilité et solidité des matériaux** (météorologie, espace ouvert au grand public donc risque de dégradation et vandalisme...)
- Privilégier les **matériaux à faible inertie thermique** (pour le tactile)
- Le **relief topographique doit être lisse** pour être compréhensible pour un malvoyant, celui-ci perçoit très mal le relief en escalier.

3- Aménagements et scénographie

ESPACE D'ACCUEIL

LA MAQUETTE TACTILE





MAQUETTE POLYURÉTHANE

- Usinage du terrain en mousse de polyuréthane haute densité.
- Application d'un enduit polyester.
- Représentation du Relief, cours d'eaux, limites du Marais, la carrière et les agglomérations.
- Mises en couleur avec peintures PU
- Légendes et Brailles
- Fabrication du socle et fixation de la maquette





MAQUETTE EN ALUMINIUM

- Modélisation 3D & préparation de la maquette à l'impression 3D
- Impression 3D du moule en sable
- Coulée en aluminium
- Peinture de la maquette
- Montage, assemblage et finitions
- Chassis acier pour maquette

3- Aménagements et scénographie

LES BORNES TACTILES

DÉTAILS TECHNIQUES

CONTENU PÉDAGOGIQUE

- **1** texture/motif en relief, **1** texte en braille et **1** texte noir
- **1** illustration, **1** texte descriptif et **1** flèche directionnelle (avec le nombre de mètres qu'il reste à parcourir)

INFOS TECHNIQUES

- **1 plaque en dibon®** (ou équivalent avec impression directe) : **150 x 210 mm**
- **1 plaque en dibon®** (ou équivalent avec impression directe) : **150 x 300 mm**
- **3 mm d'épaisseur** pour les plaques en dibon®.
- **1 poteau en bois : 150 x 150 x 950 mm** (Au-dessus de cette taille de section, il faut passer par du lamellé collé, la structure est donc plus fragile. Poteau monté sur une platine en acier galvanisé à fixer sur le plateage).
- Fixation sur le **plateage en bois**

POINT DE VIGILANCE

- Veiller à ce que la borne ne forme pas un obstacle pour les malvoyants et ne bloque pas non plus le flux des visiteurs.
- **Largeur minimum d'un cheminement pour le passage d'un fauteuil roulant : 1200 mm.**







Description sensorielle et apports pédagogiques : vocabulaire et champs lexical autour des sens (couleurs, formes, sons...)
+ éléments de compréhensions (espèces, données naturalistes)



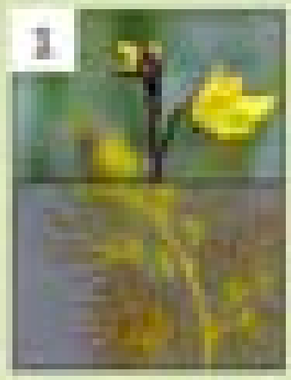
3- Aménagements et scénographie

PLATELAGE PMR, CŒUR DU MARAIS

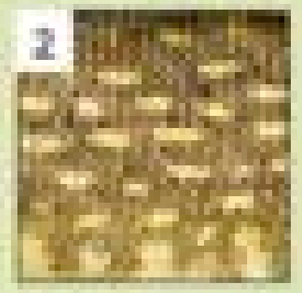
LES BORNES TACTILES

800 m de platelage, 1 borne environ tous les 160 m.





L'UTRICULAIRE COMMUNE
(observation)
- Motifs ronds/plats
- Forme de la fleur



LE BROCHET
- Texture des écailles
- Longueur du poisson (taille)



LA LESTES DRYAS
- Motifs de ses ailes : formes
mosaïques et géométriques



LE PÉLODYTE PONCTUÉ
- Texture granuleuse
- Motifs : petites sphères



LE LÉZARD VIVIPARE
- Texture des écailles
- silhouettes de l'animal

Le choix des espèces est en cours avec les partenaires du projet

3- Aménagements et scénographie

SELECTION DES ESPÈCES
POUR LES SUPPORTS D'INTERPRÉTATION

- 5 espèces pour le cœur du marais
- 1 reptile : le Lézard vivipare
- 1 amphibien : le Pélodyte ponctué
- 1 odonate : le Lestes dryas (Leste dryade)
- 1 plante : l'Utriculaire commune
- 1 poisson : le Brochet

- 6 espèces / sujets pour la moyenne et grande boucle
- 1 chiroptère : le Murin de Daubenton
- 1 rapace : le Faucon hobereau
- 1 papillon : la Grande tortue
- La Ferme de Platry : silhouette du bâtiment
- Le Ru du Rapinet : vague ou un autre poisson ?
- 1 oiseau migrateur : le Milan noir ?

- 2 tables de lecture panoramique cœur de marais
- 1 paysage en eau (hiver)
- 1paysage en décrue (été)

- 2 tables de lecture panoramique à l'observatoire
- 1 paysage en hiver
- 1paysage en été

LES ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE

- **L'intérêt tactil** et la **diversité des motifs** liés à l'espèce sélectionnée

- Des espèces en lien avec **le milieu naturel,** l'endroit **où se situe** le support d'interprétation (lisière de forêt, marais, champs agricoles...)

- **Un équilibre** entre les **espèces emblématiques** du site, et les espèces plus **facilement observables** (ordinaires et protégés)

- Pour le cœur du marais, si possible, **créer une immersion progressive** à travers une sélèction d'espèces évolutives, de la lisière de forêt au cœur du marais.

LISTE DES ANIMAUX INVENTORIÉS

Oiseaux nicheurs centre marais : Garrot à œil d'or, Fuligule milouin, Milan noir et Faucon hobereau.

Oiseaux présents en migration : Héron pourpré, Sarcelle d'été, Bécassine des marais, Bécassine sourde, Aigrette garzette

Mosaïques d'habitats humides : Roselières basses, mégaphorbiaie à pigamon jaune et Saulaies.

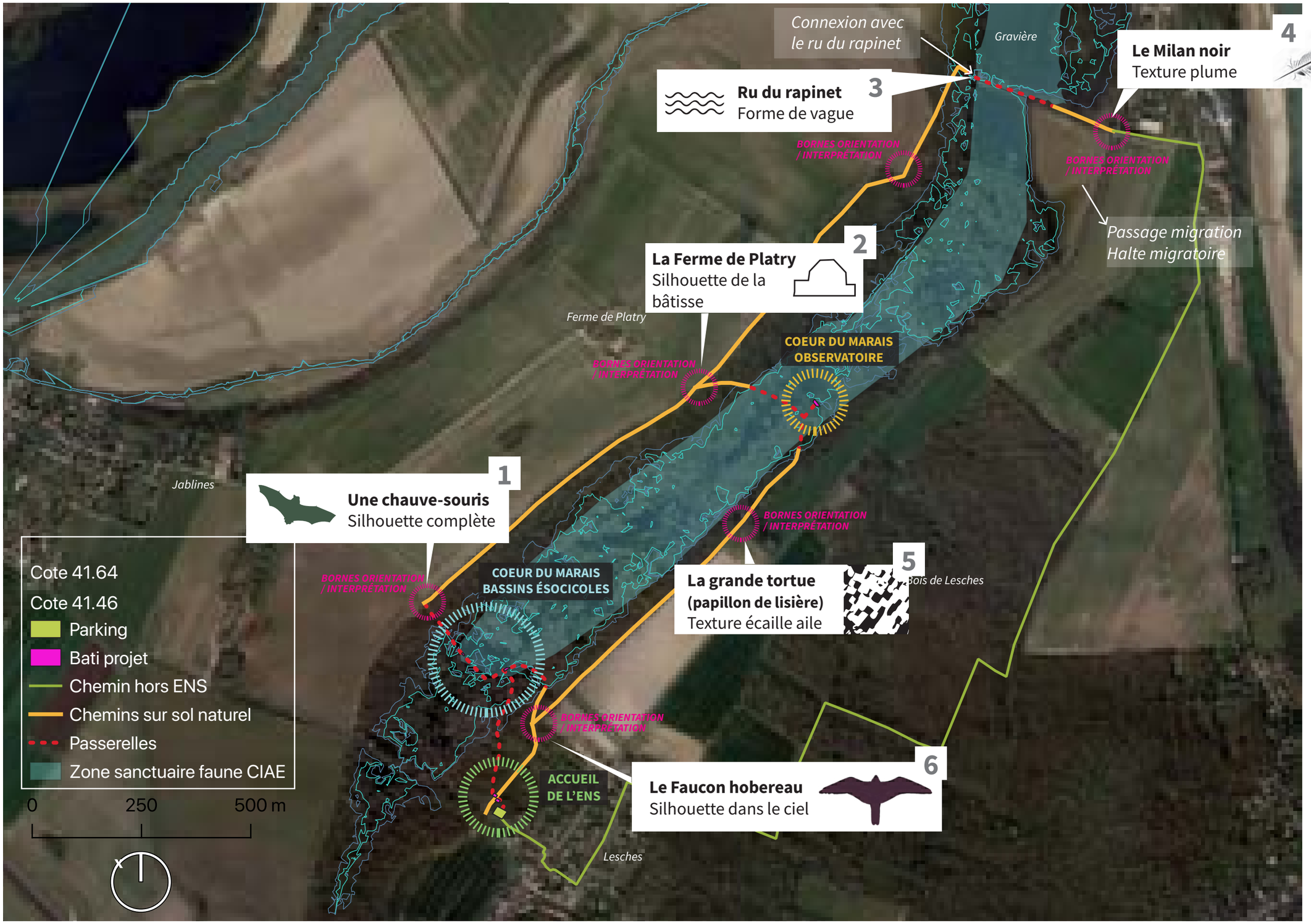
Flore : Butome en ombelle, Germandrée des Marais et Utriculaire commune

Faune : Pélodyte ponctué Lézard vivipare, Murin d'Alcathoé, Murin de Daubenton, Noctule commune, Leste dryas et Chlénie des vasières, Brochet

3- Aménagements et scénographie

GRANDES ET MOYENNES BOUCLES

Le choix des espèces est en cours avec les partenaires du projet



3- Aménagements et scénographie

AVANCÉE AU CŒUR DE MARAIS

2 TABLES DE LECTURE FORMAT PANORAMIQUE

CONTENU PÉDAGOGIQUE

1 paysage d'été et 1 paysage d'hiver (en eau) avec espèces associées

INFOS TECHNIQUES

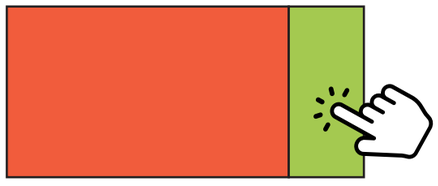
- 1 plaque en Stratimage® : 1000 x 400 mm

Avec superposition de couches pour 4 à 5 éléments du panneau en relief

- 1 plaque en dibon® (ou équivalent avec impression directe) : 300 mm

POINT DE VIGILANCE

- Prévoir 300 mm de profondeur minimum pour qu'une personne PMR puisse passer ses jambes et se rapprocher du visuel
- Le panneau doit être disposée entre 750 et 850 mm du sol.



CONTENU FALC ACCESSIBLE À TOUS







Aménagements et scénographie

VALORISATION DE L'OBSERVATOIRE

SCÉNOGRAPHIE DE LA STRUCTURE

DES SILHOUETTES D'ANIMAUX

Des silhouettes d'animaux observables sur le site, en taille réelle, fixées sur la structure (observatoire)

Proposition : 3 mammifères et 3 oiseaux

INFOS TECHNIQUES

Plaque en Tregal® (ou équivalent)

Épaisseur minimum : 13 mm

RAL à définir par la suite, selon la charte graphique du projet



Croquis d'intention non définitives





3- Aménagements et scénographie

VALORISATION DE L'OBSERVATOIRE

LECTURE DE PAYSAGE : LE MARAIS EN ÉTÉ ET EN HIVER

2 TABLES PANORAMIQUES

- 2 illustrations panoramiques : 1 en été et 1 en hiver qui mettent en scène non seulement des oiseaux mais aussi des mammifères, des insectes...

INFOS TECHNIQUES

- 1 plaque en Stratimage® : 1000 x 400 mm

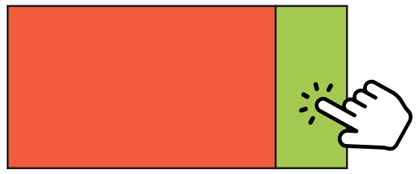
Avec superposition de couches pour 4 à 5 éléments du panneau en relief

- 1 plaque en dibon® (ou équivalent avec impression directe) : 300 mm

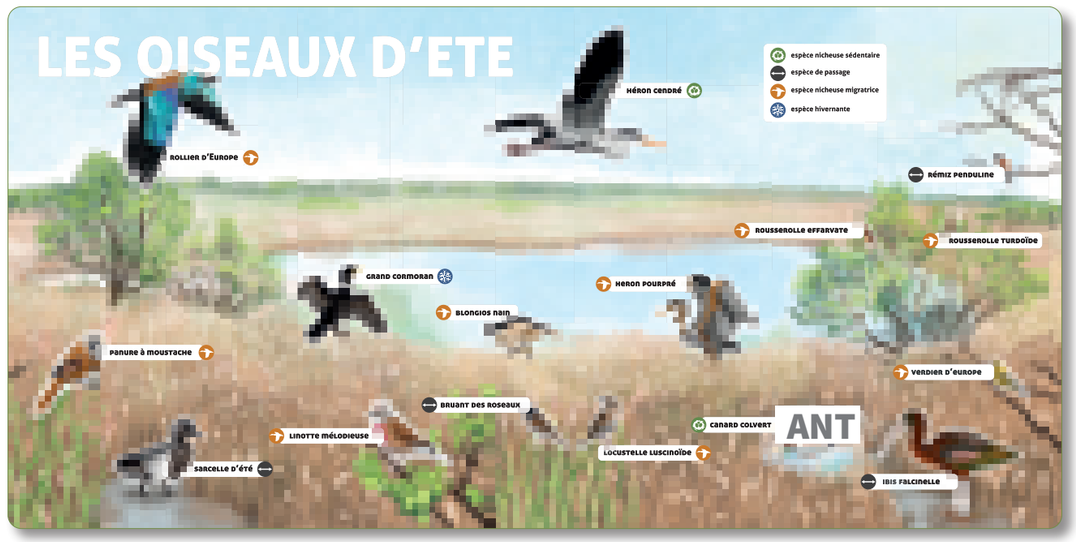
POINT DE VIGILANCE

- Prévoir 300 mm de profondeur minimum pour qu'une personne PMR puisse s'avancer ses jambes et se rapprocher du visuel
- Le panneau doit être disposée entre 750 et 850 mm du sol.
- Incliner les panneaux pour favoriser la lecture

Les panneaux seront disposés à l'avant de l'observatoire pour une meilleure visibilité et ne pas gêner l'observation.



CONTENU FALC ACCESSIBLE À TOUS



LISTES ANIMAUX OBSERVABLES

Le Renard roux, le Chevreuil européen, le Sanglier, l'Écureuil roux, le Hérisson commun, le papillon le « Grand mars changeant », le Pic épeiche ...

DES PAYSAGES ET DES PLANTES

Roselière, utriculaire commune, carex *(Laîche aiguë, Laîche des marais, Laîche cuivrée, Laîche des rives, Laîche des bois et Laîche tomenteuse)*





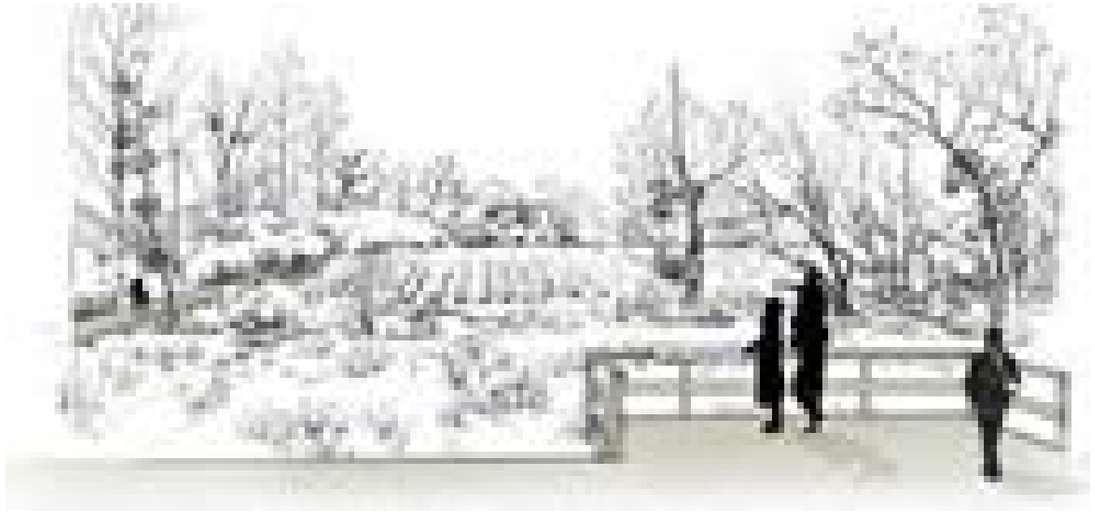
3- Aménagements et scénographie

SELECTION DES ESPÈCES

POUR LES SUPPORTS D'INTERPRÉTATION

- 2 tables de lecture panoramique cœur de marais

- 1 paysage en eau (hiver)
- 1paysage en décrue (été)



- 2 tables de lecture panoramique à l'observatoire

- 1 paysage en hiver
- 1paysage en été



LES ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE

- Des espèces en lien avec **le milieu naturel,** l'endroit **où se situe** le support d'interprétation (cœur de marais et observatoire)

- **Un équilibre** entre les **espèces emblématiques** du site, et les espèces plus **facilement observables** (ordinaires et protégés)

- La présentation **d'espèces variés :** oiseaux, mammifères, insectes...

LISTE DES ANIMAUX INVENTORIÉS

Oiseaux nicheurs centre marais : Garrot à œil d'or, Fuligule milouin, Milan noir et Faucon hobereau.

Oiseaux migrateurs : Héron pourpré, Sarcelle d'été, Bécassine des marais, Bécassine sourde, Aigrette garzette

Mosaïques d'habitats humides : Roselières basses, mégaphorbiaie à pigamon jaune et Saulaies.

Flore : Butome en ombelle, Germandrée des Marais, Roselière, utriculaire commune, carex *(Laîche aiguë, Laîche des marais, Laîche cuivrée, Laîche des rives, Laîche des bois et Laîche tomenteuse)*

Faune : Murin d'Alcathoé, Murin de Daubenton, Noctule commune, le Renard roux, le Chevreuil européen, le Sanglier, l'Écureuil roux, le Hérisson commun, le papillon le « Grand mars changeant », le Pic épeiche ...

4- COÛT PRÉVISONNEL DES TRAVAUX

Phase Avant-Projet (AVP)

4- COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

SYNTHÈSE DES POSTES DE DÉPENSES - PHASE AVP

MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR L'OUVERTURE AU PUBLIC DU MARAIS DU REFUGE - CD77				
PHASE AVP 2 / Estimatif du montant des travaux			**10/03/2025**	
	Unité	**Prix unitaire**	**Quantité**	**Sous- total HT**
1.Généralités				**44 000,00 €**
Installation et repli de chantier + base vie	Ft	13 000,00 €	1	13 000,00 €
Piquetage, plans d'implantation, plans d'exécution, constats d'huissier	Ft	7 000,00 €	1	7 000,00 €
Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	Ft	4 000,00 €	1	4 000,00 €
Provision pour installations de protections environnementales et suivi écologique des travaux	Ft	20 000,00 €	1	20 000,00 €
2.Débroussaillage et sécurisation boisement				**17 394,00 €**
Sécurisation platelages et sentiers sur sol naturel	ml	12,00 €	1449,5	17 394,00 €
3. Platelage bois (l: 1m60) et mobiliers				**531 400,00 €**
Fourniture et pose de platelage bois zone SUD	ml	700,00 €	588	411 600,00 €
Provision pour garde-corps SUD	ml	100,00 €	73	7 300,00 €
Sur-largeur de platelage sud pour station interprétation	m2	400,00 €	18	7 200,00 €
Fourniture et pose de platelage bois zone NORD	ml	700,00 €	119	83 300,00 €
Provision pour garde-corps NORD	ml	100,00 €	20	2 000,00 €
Provision pour mobilier (y/c pont levis)	Ft	20 000,00 €	1	20 000,00 €
4. Stationnement				**53 110,00 €**
Sol drainant type dalle alvéolaire pour places stationnements	m2	170,00 €	142	24 140,00 €
Sol drainant type dalle alvéolaire pour allées piétonnes	m2	170,00 €	106	18 020,00 €
Opérations de déboisements et coupes de sécurisation (y/c export)	m2	10,00 €	295	2 950,00 €
Provision pour mise en œuvre déblais/remblais talus (55m3)	Ft	4 000,00 €	1	4 000,00 €
Plantations	m2	20,00 €	200	4 000,00 €
5. Architecture				**133 790,00 €**
Observatoire	Ft	92 865,00 €	1	92 865,00 €
Abri d'accueil	Ft	40 925,00 €	1	40 925,00 €
6. Interprétation				**54 000,00 €**
Provision pour fabrication interprétation	Ft	42 000,00 €	1	42 000,00 €
Provision pour pose support d'interprétation	Ft	12 000,00 €	1	12 000,00 €
TOTAL MONTANT 1. à 6. H.T				**833 694,00 €**
Divers et imprévus (2%)				**16 673,88 €**
TOTAL MONTANT TRAVAUX 1 à 6 H.T (compris divers et imprévus)				**850 367,88 €**
Montant TVA 20%				170 073,58 €
TOTAL MONTANT TRAVAUX 1 À 6 T.T.C (compris divers et imprévus)				**1 020 441,46 €**
7. Conception Interprétation (T.T.C)				**40 000,00 €**
Prestations de conception des panneaux d'interprétation	Ft	40 000,00 €	1	40 000,00 €
TOTAL MONTANT 1. à 7. T.T.C.				**1 060 441,46 €**

5- LES CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DU PROJET

Cadrage réglementaire et plannings

5 - LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

SYNTHÈSE DU CADRAGE DES DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES CONCERNÉS

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

DOSSIER LOI SUR L'EAU (DLE)

Concerné à minima par la rubrique 3.2.2.0 «Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau»
Surface inférieure à 10 000 m2

RÉGIME DÉCLARATIF

Réglementations adossées au DLE :
• Instruction conformité PPRI
• Évaluation d'incidence Natura 2000 (absence d'impact)

Complément de cadrage de cette réglementation en coordination avec le projet de requalification des chemins ruraux avec la CAMG

ESPÈCES PROTÉGÉES / **DEMANDE DE DÉROGATION APPB**

Évitement des impacts sur les espèces et habitats à démontrer + Séquence ERC (Éviter, Réduire, Compenser)
Pas de compensation pour ce projet mais une demande de dérogation APPB à déposer (procédure similaire à une demande de dérogation espèces protégées).

DEMANDE DE DÉROGATION

Le non impact du projet sur les espèces concernées par l'APPB et les espèces protégées est à démontrer

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE EXAMEN CAS/CAS

Concerné par la rubrique 39.b) «Travaux, constructions et opérations d'aménagements»

Proportionnel au terrain d'assiette du projet

Selon les échanges du stade AVP, il est privilégié de déposer une <u>DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS</u> sur la base d'un calcul de la surface réelle des aménagements projetés au sol et non du cumul des parcelles cadastrales que le projet traverse.

CODE DE L'URBANISME

PERMIS DE CONSTRUIRE

Concerné pour l'abri d'accueil et l'observatoire
Instruction distincte des autres dossiers réglementaires

Autres réglementations vérifiées lors de l'instruction du PC :
• Instruction conformité PPRI + DLE

CODE FORESTIER

AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

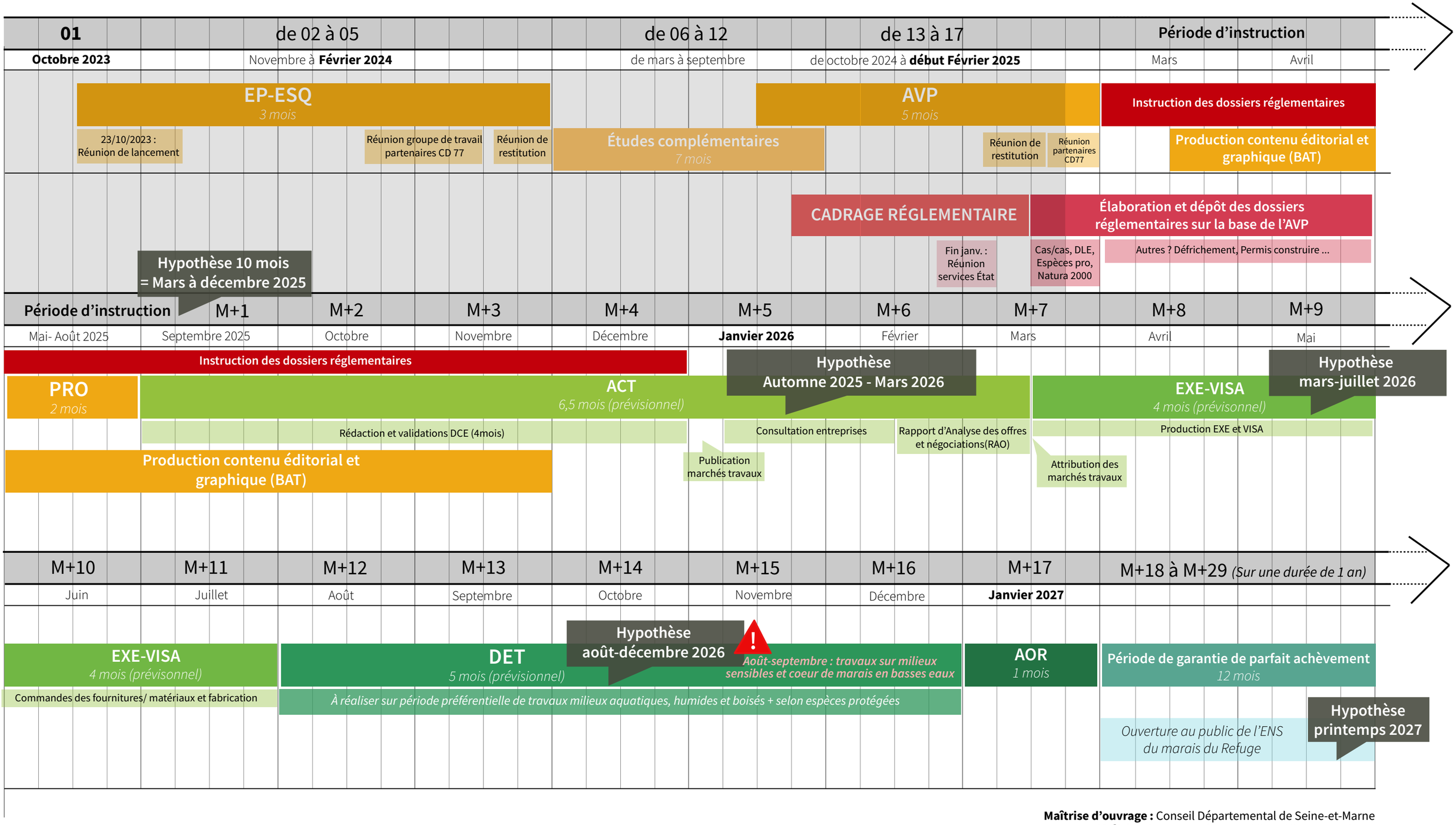
Cadrage de cette réglementation en coordination avec le projet de requalification des chemins ruraux avec la CAMG

PLANNING PRÉVISIONNEL :

	2025											2026
	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct	Nov	Decembre	Janvier
Dossiers réglementaires												
Dossier "Loi sur l'Eau" : **Déclaration**	Cadrage		Rédaction	Pré-Instruction			Compléments		Instruction			
Etude d'incidence (Natura 2000 - Espèces protégées) **Instruit dans le cadre du DLE**	Cadrage		Rédaction	Pré-Instruction			Compléments		Instruction			
Évaluation environnementale **(demande examen au cas par cas)**	Cadrage		Rédaction	Instruction								
Demande de dérogation APPB (processus similaire dérogation espèces protégées)	Cadrage		Rédaction	Instruction								
Permis de construire	Cadrage			Rédaction	Instruction							

5 - LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES ÉTAPES DE LA MISSION



Maîtrise d'ouvrage : Conseil Départemental de Seine-et-Marne
Maîtrise d'oeuvre : -kosmes / CIAE / Secousses / ANT

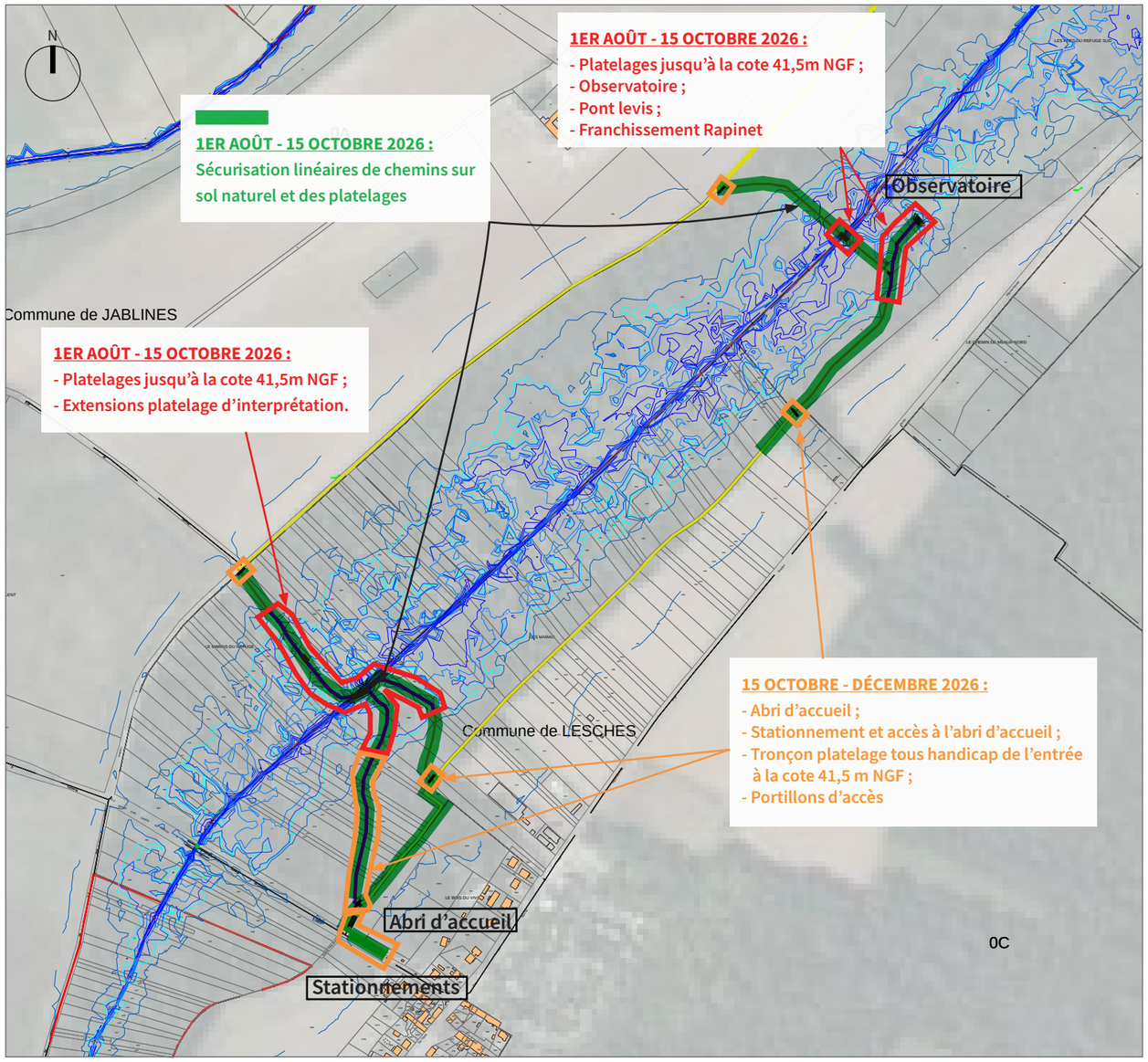
5 - LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

CONTRAINTES DE CALENDRIER DE TRAVAUX VIS-À-VIS DES ENJEUX ÉCOLOGIQUE DU MARAIS

La fiche ERC ci-contre met en avant une période préférentielle de **travaux en milieux aquatique et forestier du 1er août au 15 octobre.**
La carte ci-contre illustre le phasage des emprises de travaux et des opérations concernées selon cette contrainte d'intervention.

Pour réaliser à minima les travaux de création des cheminements (sécurisation), les platelages en cœur de marais et l'observatoire, du 1er août au 15 octobre 2026, il faudra :

- Anticiper les périodes de consultation des entreprises et de commande de fourniture pour démarrer au 1er août ;
- Une intervention concomitante entre les entreprises de travaux.





DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/01

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_601H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-6/01**

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : TCSP Bus Bords de Marne - Convention de financement relative aux études Avant-Projet et aux premières acquisitions foncières

Il est proposé à l'Assemblée départementale d'approuver une convention relative au financement des études d'Avant-Projet (AVP) et des premières acquisitions foncières du Transport en Commun en Site Propre (TCSP) Bus Bords de Marne qui empruntera l'ex-RN34 entre les gares de Nogent-sur-Marne et Chelles. Île-de-France Mobilités assurera la maîtrise d'ouvrage de ces études qui seront financées par la Région Ile-de-France (49%), l'Etat (21%) et les Départements de Seine-et-Marne, du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis (10% chacun). Le montant conventionné s'élève à 14,88 M€ HT courants et la participation du Département à 1,488 M€ HT courants.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code des transports,

VU le Code de l'Environnement,

VU le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région Île-de-France et ses avenants successifs,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/01

Vu la délibération du Conseil départemental n°3/05 en date du 1er février 2019**,** approuvant la convention de financement des études relative au Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) et à la concertation préalable du projet de TCSP sur l'ex-RN34 du 20 janvier 2020 conclue entre l'Etat, la Région Ile-de-France, Ile-de-France Mobilités et les Départements de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne,

VU la délibération du Conseil départemental n°3/05 en date du 24 septembre 2020, approuvant la convention de financement pour la réalisation des études de Schéma de Principe et de l'Enquête Publique du projet de Transport en Commun en Site Propre entre Chelles et Val-de-Fontenay,

VU la délibération n°7/01 du 3 avril 2025 relative au budget primitif 2025 et la demande de crédits supplémentaires formulée en DM1 2025,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver les termes de la convention dont le projet figure en annexe de la présente délibération entre Île-de-France Mobilités, l'Etat, la Région Île-de-France, le Département du Val-de-Marne, le Département de Seine-Saint-Denis et le Département de Seine-et-Marne, relative au financement des études Avant-Projet et des premières acquisitions foncières du projet de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) Bus Bords de Marne (BBM) pour un montant de 14,88 M€ HT courants dont 1,488 M€ HT courants de participation du Département.

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer au nom du Département ladite convention.

Article 3 : Les crédits nécessaires à la réalisation des travaux visés à l'article 1 sont prélevés sur l'action « Infrastructures de Transport » - Opération « 2010P036O145 TCSP Chelles – Val de Fontenay - Etudes AVP (DI 24) ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/01

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_601H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

2024

Bus Bords de Marne

Convention de financement relative aux études d'Avant-Projet et premières acquisitions foncières

Convention n° 24D29617

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

VAL de MARNE
Le Département

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

seine&marne 77
LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

Table des matières

Table des matières 2
0. Préambule 6
0.1. Objectifs du Projet 6
0.2. Historique 6
0.3. Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation 6
0.4. Caractéristiques principales du Projet 6
0.5. Modalités d'actualisation 7
0.6. Rappel des conventions de financement antérieures 7
1. Définitions 8
2. Objet de la convention 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation 9
3. Rôles et engagements des parties 9
3.1. L'autorité organisatrice de la mobilité 9
3.2. La maîtrise d'ouvrage 10
3.2.1. Identification et périmètre du maître d'ouvrage 10
3.2.2. Engagements du maître d'ouvrage 10
3.3. Les financeurs 10
3.3.1. Identification 10
3.3.2. Engagements 10
4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Estimation du coût du Périmètre conventionnel 11
4.2. Coûts détaillés par maitre d'ouvrage 11
4.3. Plan de financement 12
4.4. Modalités de paiement 12
4.4.1. Echéancier des appels de fonds 12
4.4.2. Versement d'acomptes 12
4.4.3. Versement du solde 14
4.4.4. Paiement 16
4.4.5. Bénéficiaire et domiciliation 17
4.5. Caducité des subventions 18
4.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 18
4.5.2. Caducité au titre du décret n° 2018-514 pour l'État t 18
4.5.3. Reversement partiel ou total de la subvention de l'État 18
4.5.4. Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier du conseil départemental de Seine-et-Marne 18
4.5.5. Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier du conseil départemental du Val-de-Marne 19
4.6. Comptabilité du bénéficiaire 19

5. Gestion des écarts 19
6. Modalités de contrôle 19
6.1. Par les financeurs 19
6.2. Par Île-de-France Mobilités 20
6.3. Intervention d'experts 20
7. Organisation et suivi de la convention 20
7.1. Le comité de pilotage 20
7.2. Le comité des financeurs 20
7.3. Le comité technique 21
7.4. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance 21
7.5. Suivi de la communication institutionnelle 21
8. Diffusion des études et propriété intellectuelle 22
9. Confidentialité 22
10. Dispositions générales 23
10.1. Modification de la convention 23
10.2. Règlement des litiges 23
10.3. Résiliation de la convention 24
10.4. Date d'effet et durée de la convention 24
10.5. Date d'éligibilité des dépenses 24
ANNEXES 31
Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds (€) 32
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations 33
Annexe 3 : Contenu type des études AVP 34

Entre,

En premier lieu,

- **L'État**, représenté par le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris,

- **La région Île-de-France**, ci-après désignée par « la Région », représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____/_____/_____,

- **Le département de la Seine-et-Marne**, représenté par le Président du conseil départemental, dûment mandaté par la délibération n°_____ en date du _____/_____/_____ ci-après désigné par « le département de la Seine-et-Marne » ou « le CD77 »,

- Le **département de la Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du conseil départemental, dûment mandaté par la délibération n°_____ en date du _____/_____/_____ci-après désigné par « le département de la Seine-Saint-Denis » ou « le CD93 »,

- Le **département du Val-de-Marne**, représenté par le Président du conseil départemental, dûment mandaté par la délibération n°_____ en date du _____/_____/_____ ci-après désigné par « le département du Val-de-Marne » ou « le CD94 »,

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par son Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°_____ en date du _____/_____/_____,

Ci-après désigné **« Île-de-France Mobilités** », « **l'autorité organisatrice de la mobilité** » ou « **l'AOM** », le « **bénéficiaire** » ou le « **maître d'ouvrage** ».

Ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de la commande publique

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

Vu la délibération n° CR 2024-038 du 26 septembre 2024 adoptant le volet mobilités 2023-2027 du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

Vu la délibération n° _____ du conseil départemental de Seine-et-Marne en date du _____/_____/_____ approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° 2017 -5 - 1.8.8 du conseil départemental du Val-de-Marne en date du 18 décembre 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° 202312076267 du conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilité portant approbation du Schéma de Principe, du dossier d'Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du 7 décembre 2023 ;

Vu la délibération de la commission permanente n° _____ du _____/_____/_____ du conseil régional approuvant la présente convention ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental de Seine Saint Denis n° _____ du _____/_____/_____ approuvant la présente convention ;

Vu la délibération du conseil départemental du Val-de-Marne n° _____ du _____/_____/_____ approuvant la présente convention ;

Vu la délibération du conseil départemental de Seine-et-Marne n° _____ du _____/_____/_____ approuvant la présente convention ;

Vu la délibération du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n° _____ du _____/_____/_____ approuvant la présente convention ;

0. Préambule

Les éléments indiqués dans le préambule sont donnés à titre informatif, non contractuel.

0.1. Objectifs du Projet

Les trois grands objectifs du projet sont :

- Faciliter les déplacements en transports collectifs sur le territoire en offrant un mode de transport en commun performant ;
- Améliorer la qualité des espaces publics pour renforcer l'urbanité de l'axe et contribuer à la progression des modes actifs ;
- Renforcer l'attractivité et accompagner le développement d'un territoire en mutation.

L'ex-RN34, est une radiale importante dans le réseau viaire de l'Est parisien, radiale qui a été transférée aux départements du Val-de-Marne (94), de la Seine-Saint-Denis (93) et de la Seine-et-Marne (77), dans le cadre du transfert des routes nationales aux départements (décret de 2005). Elle dessert un territoire à forte dominante résidentielle avec quelques poches de forte densité : centres anciens, grands ensembles et quartiers autour des gares.

Ce territoire est fortement dépendant du réseau ferré pour l'accès aux emplois du coeur de la métropole. Les lignes de bus du secteur jouent un rôle essentiel pour le rabattement sur le réseau ferré mais elles connaissent des difficultés de circulation, notamment aux heures de pointe. Ces difficultés de circulation impactent la régularité des lignes, notamment pour la ligne 113.

Le projet de ligne nouvelle Bus Bords de Marne (BBM) renforcera efficacement le réseau existant en venant se mailler aux RER A et E, à la ligne P du réseau Transilien, aux futures lignes de métros 15 et 16, et au Tramway T1 prolongé. Il améliorera les conditions de déplacement des voyageurs en offrant aux usagers un transport du quotidien régulier, confortable et facile d'utilisation.

Le réseau de bus sera également réorganisé afin que les secteurs non directement desservis par la future ligne de TCSP puissent continuer à bénéficier d'une offre de transport de qualité et pourra être accompagné d'une modification des plans de circulation afin d'éviter des phénomènes de report dans les voiries des quartiers riverains.

0.2. Historique

Une étude sectorielle a été menée par Île-de-France Mobilités en 2015-2017 afin de définir des scénarios possibles pour une liaison en transports collectifs entre Paris, Nogent-sur-Marne et Chelles.

Le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) réalisé en 2019-2020 a été approuvé en Conseil d'Administration (CA) d'Île-de-France Mobilités d'octobre 2020. Il a servi de support à la concertation préalable dont le bilan a été approuvé en CA d'Île-de-France Mobilités d'avril 2021.

Le schéma de principe et le dossier d'enquête préalable à la déclaration publique ont été approuvés en CA d'Île-de-France Mobilités de décembre 2023. L'enquête publique, en cours d'organisation sous la coordination de la Préfecture du Val-de-Marne, est envisagée à l'automne 2024.

0.3. Inscription du Projet dans les documents de planification et de programmation

Le projet de création d'un TCSP sur l'ex-RN34 est inscrit au SDRIF 2030 et au PDUIF 2010-2020. La ligne « TZen, BHNS et autres TCSP » du volet « mobilités » 2023-2027 du Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2021-2027, dotée d'une enveloppe de 882,7 M€, permet à ce projet de bénéficier de crédits d'études.

0.4. Caractéristiques principales du Projet

Il s'agit d'un projet triple qui prévoit à la fois :

- la création d'une nouvelle offre bus « BBM » sur environ 8,5 km sans correspondance entre Val de Fontenay et Chelles – Gournay, portée par une infrastructure combinant un site propre mono ou bidirectionnel dédié aux bus sur l'essentiel du parcours et une section mixte intégrale de 600 m à Chelles ;

- un aménagement de « façade à façade » sur un linéaire d'environ 8,8 km intégrant des aménagements en faveur des modes actifs, dont la création d'aménagements cyclables intégrés aux axes V4, V9 et V20 du réseau Vélo Île-de-France sur les sections communes au tracé du BBM ;

- et une réorganisation du réseau de bus local pour maintenir la desserte à Nogent-sur-Marne RER et au-delà de la gare de Chelles-Gournay actuellement assurée par la ligne 113.

D'autres lignes de bus pourraient également bénéficier des aménagements réalisés sur une partie du linéaire en fonction de leur itinéraire après restructuration.

0.5. Modalités d'actualisation

S'agissant d'une convention d'études, il n'est pas prévu de modalités d'actualisation.

0.6. Rappel des conventions de financement antérieures

- **2018** : Convention de financement N°18INFRA027, relative au Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) et à la concertation préalable, notifiée le 20 janvier 2020 ;
- **2021** : Convention de financement N°20D06445, relative à la réalisation des études de Schéma de Principe et de l'Enquête Publique, notifiée le 3 juin 2021.

Il est convenu ce qui suit :

1. Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de *l'infrastructure* nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence ;

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement auxquels la présente convention fait référence ;

« **Périmètre conventionnel** » : désigne les étapes de l'Opération et leur financement définis dans le cadre de la présente convention ;

« **Études** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soit la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les « Résultats des Études », dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 2 et en Annexe 3 ; ;

« **Résultats des Études** » : désigne les Dossiers d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) et/ou les Schémas de Principe, et/ou les études d'avant-projet (AVP), réalisés par le maître d'ouvrage comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 3 et qui seront présentés au conseil d'Île-de-France Mobilités.

2. Objet de la convention

La convention a pour objet de :

- définir les conditions et modalités de financement des études d'Avant-Projet et premières acquisitions foncières du projet TCSP Bus Bords de Marne ;
- préciser le contenu et les conditions de suivi de ces Études et acquisitions foncières dans le respect du calendrier général de l'Opération ;
- définir les documents à remettre aux Parties.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au Projet, objet de la convention, la dénomination unique suivante :

« Bus Bords de Marne : Etudes d'Avant-Projet et premières acquisitions foncières ».

L'Annexe 3 de la convention en détaille les éléments constitutifs.

2.1. Périmètre de la convention

Dossier d'Avant-projet (AVP)

La présente convention porte sur le financement des études d'Avant-Projet (AVP) relatives au projet de TCSP Bus Bords de Marne. En complément, et selon les opportunités qui pourraient se présenter pendant cette phase du projet, la présente convention porte également sur des premières acquisitions foncières rendues nécessaires par ce projet pouvant être conclues à l'amiable après l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.

L'ensemble des missions nécessaires à l'élaboration des études d'AVP et au pilotage de l'opération font partie du périmètre de la présente convention, notamment :

- les recueils de données et sondages,
- les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage,
- les missions d'études et expertises techniques,
- les missions relatives à la maîtrise foncière,
- les missions relatives à la concertation continue et la communication.

Dans le cadre de la présente convention, des besoins de prestations complémentaires pourront être définis ultérieurement en fonction de l'évolution du projet.

Dossier d'Avant-projet (AVP)

Fondée sur le Schéma de Principe et tirant partie des enseignements de l'enquête d'utilité publique, les études d'Avant-projet ont vocation à approfondir les éléments suivants :

- les caractéristiques principales du projet : principes guidant les choix des aménagements retenus et la définition des solutions techniques pour chaque élément de programme, eu égard au réseau existant, aux ouvrages d'art existants, aux caractéristiques des projets de développement économique et urbain à desservir et à l'incidence du projet sur l'environnement ;
- une évaluation précise des coûts (investissement et exploitation), du calendrier de réalisation, des impacts et de l'intérêt socio-économique ;

L'ensemble des études associées sera mené dans un cadre de suivi et de maîtrise des coûts du projet.

La présente convention finance la réalisation :

- des études d'avant-projet dit également « AVP technique » ;
- d'un dossier d'avant-projet synthétique dit « AVP administratif », conforme à l'annexe de la délibération du conseil du STIF en date du 6 juillet 2011.

L'ensemble des documents sera remis par Île-de-France Mobilités aux parties signataires de la présente convention sous format numérique.

Acquisitions foncières

Au stade du Schéma de principe, il est estimé un montant total de 30,6 M€ au titre du poste CERTU « acquisitions foncières et libération des emprises » pour réaliser le projet. Ce montant prévisionnel est en cours de révision dans le cadre de l'estimation sommaire et globale réalisée par la DNID.

Compte-tenu du caractère très dynamique du marché foncier dans le périmètre du projet, et du nombre conséquent de parcelles concernées par ces acquisitions, il est prévu au stade AVP une enveloppe de 6 695 000 M€ destinés à acquérir des terrains suite aux négociations foncières qui pourraient être engagées dès l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique envisagée mi-2025.

2.2. Délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage à achever les études et acquisitions foncières du périmètre conventionnel dans un délai de 48 mois à partir de la notification de la convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études objet de la convention figure en Annexe 2.

3. Rôles et engagements des parties

3.1. L'autorité organisatrice de la mobilité

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quels qu'en

soient les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. La maîtrise d'ouvrage

3.2.1. Identification et périmètre du maître d'ouvrage

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément aux articles L.2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Ile-de-France Mobilités est maître d'ouvrage de l'Opération sur l'ensemble du périmètre du Projet, i.e. à la fois le système de transport et les aménagements de voirie de « façade à façade », et ce sur l'ensemble du tracé du TCSP, ainsi que le nouveau centre bus opérationnel à Neuilly-sur-Marne.

3.2.2. Engagements du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur :

- la réalisation des études et acquisitions foncières du périmètre conventionnel ;
- le respect du coût du périmètre conventionnel ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en Annexe 1, mis à jour le cas échéant en comité des financeurs, selon l'avancement du projet ;
- le respect des règles de l'art.

Les tiers ne peuvent se prévaloir du versement de la présente subvention pour engager la responsabilité des financeurs en cas de litige résultant de la réalisation du Projet.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Titre II, Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement du projet est assuré au titre du volet mobilités 2023-2027 du CPER 2021-2027.

Les financeurs sont :

- l'État ;
- la région Île-de-France ;
- le conseil départemental de Seine-et-Marne ;
- le conseil départemental de Seine-Saint-Denis ;
- le conseil départemental du Val-de-Marne.

3.3.2. Engagements

La signature de la convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation du périmètre défini à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé en préambule.

4. Modalités de financement et de paiement

4.1. Estimation du coût du Périmètre conventionnel

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est évalué à 14 880 000 € HT.

L'ensemble des montants de la convention sont exprimés en euros courants hors taxes.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais d'acquisitions foncières, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

4.2. Coûts détaillés par maitre d'ouvrage

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Bus Bords de Marne : Etudes d'Avant-Projet		
Bénéficiaires	**Poste de dépense**	**Estimation des Coûts en € HT courants**
IDFM	Etudes d'AVP	5 172 000 €
	MOA	3 013 000 €
	Acquisitions foncières	6 695 000 €
	Sous-total IDFM	**14 880 000 €**
TOTAL		**14 880 000€**

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale.

.

4.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros HT courants.

Bus Bords de Marne – Etudes d'Avant-Projet Montant € HT et clés de financement						
	Etat	**Région**	**CD77**	**CD93**	**CD94**	**TOTAL**
Île-de-France Mobilités	3 124 800 €	7 291 200 €	1 488 000 €	1 488 000 €	1 488 000 €	**14 880 000 €**
	21%	49%	10%	10%	10%	100%

4.4. Modalités de paiement

4.4.1. Echéancier des appels de fonds

L'annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage, par financeur.

Les financeurs sont avisés des évolutions de l'échéancier prévisionnel par le maître d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, le maître d'ouvrage transmette une version mise à jour de cette annexe au comité des financeurs, tel que défini à l'article 7.2. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, les financeurs se réservent le droit de limiter leurs versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, les financeurs informent le maître d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle des échéanciers d'appels de fonds et proposent une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le comité de pilotage.

4.4.2. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement du Projet sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 2 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour l'État, la Région et le Conseil Départemental de Seine Saint-Denis les états d'acompte sont établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

4.4.2.1. Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

La demande de versement des acomptes comprendra l'état récapitulatif des paiements, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

4.4.2.2. Demande de versement des acomptes auprès de l'État :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la convention ;

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2 daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité d'Île-de-France mobilités;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 4.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

Les factures devront comporter systématiquement les trois informations obligatoires de facturation :
• le numéro SIRET de l'Etat : **110 002 011 00044**
• le code du service exécutant : **CGFB200094** (code du CPCM)
• le **numéro de l'engagement juridique** (EJ) comportant 10 chiffres (réf opération ou bon de commande)
Le non-respect de ces informations est susceptible d'entraîner le rejet de la facture.

Il convient d'informer la DRIEAT par mail dès le dépôt des factures dans Chorus.

4.4.2.3. Demande de versement des acomptes auprès du conseil départemental de Seine-et-Marne :

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement du projet (exprimé en euros courants et en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4B, daté et signé par le Directeur d'opérations ou le représentant légal du maître d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

4.4.2.4. Demande de versement des acomptes auprès du conseil départemental de Seine-Saint-Denis :

La demande de versement des acomptes comprendra l'état récapitulatif des paiements, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

4.4.2.5. Demande de versement des acomptes auprès du conseil départemental du Val-de-Marne :

La demande de versement des acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4B daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie au 4.3.

Pour le Département du Val-de-Marne, le maître d'ouvrage fournira un échéancier prévisionnel affiné fin août de chaque année durant toute la durée du projet.

Cet échéancier établi au cours de l'année « N » est un prérequis pour que le Département puisse inscrire les crédits nécessaires au Budget Primitif de l'année « N+1 ».

Faute de ce renseignement, le Département ne pourra honorer une demande d'acompte du maître d'ouvrage puisqu'il n'aura pas inscrit de crédits de paiement à son budget.

4.4.2.6. Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au volet « mobilités » 2023-2027 du CPER 2021-2027, la Région applique la délibération n° CR 2024-038 du 26 septembre 2024 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du volet « mobilités » du Contrat de Plan 2021-2027 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'État aux bénéficiaires est plafonné à 80% du montant de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement. Il peut être porté à 90 % pour les projets dont le délai de réalisation prévu dans la décision attributive de subvention excède 48 mois.

Pour le département de Seine-et-Marne, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par le Département avant le versement du solde.

Pour le département de Seine-Saint-Denis, les acomptes sont versés dans la limite de 95% de la participation départementale.

Pour le département du Val-de-Marne, conformément à son Règlement budgétaire et financier, le versement acomptes cumulés ne peut pas excéder 80% de la subvention attribuée.

4.4.3. Versement du solde

4.4.3.1. Demande de versement du solde auprès de la Région :

Après achèvement des études couvertes par la convention et sans préjudice du paragraphe 4.4.2 le bénéficiaire transmet un bilan physique et financier constitué des pièces suivantes justifiant l'achèvement de l'opération.

Le versement du solde est subordonné à la production pour chaque bénéficiaire :

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
  - le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'Opération en euros courants ;
  - le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;

- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel.
  Cet état récapitulatif des paiements précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il doit par ailleurs comporter la date de mise en service du bien financé par la Région, le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;
- Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- Les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.2;

Chacun de ces documents est daté et signé par le représentant légal des bénéficiaires.

Sur la base de ces documents, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Les demandes de solde adressées à la Région Ile-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France. Toute demande de solde est ferme et définitive.

4.4.3.2. <u>Demande de versement du solde auprès de l'État :</u>

Conformément aux dispositions de l'article 13 du décret n° 2018-514 du 25 juin relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, le bénéficiaire adresse dans un délai de douze mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement de l'opération mentionné dans la décision attributive éventuellement modifiée :

- Une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées ;

- La liste des aides publiques perçues et de leur montant respectif.

En l'absence de réception de ces documents par l'autorité compétente au terme de cette période de douze mois, aucun paiement ne peut intervenir au profit du ou des bénéficiaires.

4.4.3.3. Demande de versement des acomptes auprès du conseil départemental de Seine-et-Marne :

Pour le département de Seine-et-Marne, et conformément à son Règlement Budgétaire et Financier, le versement du solde interviendra après justification par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération et du paiement intégral sur présentation d'un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité d'Île-de-France Mobilités.

4.4.3.4. Demande de versement du solde auprès du conseil départemental de Seine-Saint-Denis :

Après achèvement des études couvertes par la convention et sans préjudice du paragraphe 4.4.2 le bénéficiaire transmet un bilan physique et financier constitué des pièces suivantes justifiant l'achèvement de l'opération.

Le versement du solde est subordonné à la production pour chaque bénéficiaire :

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
  - le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'Opération en euros courants ;
  - le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;

- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel.

  Cet état récapitulatif des paiements précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il doit par ailleurs comporter la date de mise en service du bien financé par la Région, le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;

- Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- Les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.2;

Chacun de ces documents est daté et signé par le représentant légal des bénéficiaires.

Sur la base de ces documents, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3.5. Demande de versement du solde auprès du conseil départemental du Val-de-Marne :

Le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire d'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :

- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'opération en euros courants ;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel. Ces éléments sont transmis en euros courants. Si la décomposition du coût selon les postes constitutifs a été modifiée par accord entre le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité des financeurs tel que défini à l'article 7 de la présente convention, le maître d'ouvrage rappelle cette nouvelle décomposition ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement, et par les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.2.5

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.4. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le bénéficiaire des dispositions de la convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 4.4.2, 4.4.3et à l'article 4.5 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance des maîtres d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

4.4.5. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
FR76	75000	00001005079	72
IBAN	FR76 1007 1750 0000 0010 0507 972		
BIC	TRPUFRP1		

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Etat	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60	DRIEAT – SPOT – UBSF spot.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE	Pôle Finances – Direction de la comptabilité CelluleNumerisationDirectiondelaComptabilite@iledefrance.fr
Département de Seine-et-Marne	Hôtel du Département CS503777 7010 MELUN CEDEX	Direction des Transports safdt@departement77.fr
Département de Seine-Saint-Denis	Hôtel du Département 93006 Bobigny Cedex	Direction des Territoires de la Coopération et des mobilités.
Département du Val-de-Marne	Hôtel du Département 94054 Créteil cedex	PEPD / DVM / SFM
Île-de-France Mobilités	41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissements

La dématérialisation des factures s'inscrit dans une obligation totale au sein du secteur public depuis le 1er janvier 2020. Toutes les entreprises doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique (cf. ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique). Les entreprises, les collectivités territoriales et les établissements publics doivent utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée "Chorus Pro" : https://chorus-pro.gouv.fr.
Pour toute aide, un accès à la documentation est disponible sur le site.

A titre dérogatoire, les appels de fonds adressés à la région Île-de-France ne pouvant être déposés dans Chorus Pro seront envoyés via le lien dédié, avec l'ensemble des pièces justificatives à l'adresse suivante : « CelluleNumerisationDirectiondelaComptabilite@iledefrance.fr », dans l'attente de l'identification d'une solution technique dans Chorus Pro.

4.5. Caducité des subventions

4.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

L'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.5.2. Caducité au titre du décret n° 2018-514 pour l'État

Conformément aux dispositions de l'article 11, si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la notification de la subvention de l'État, l'Opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'État peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un (1) an.

Conformément aux dispositions de l'article 5, le début d'exécution de l'Opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le maître d'ouvrage et le premier prestataire.

4.5.3. Reversement partiel ou total de la subvention de l'État

L'autorité compétente exige le reversement total ou partiel de la subvention versée dans les cas suivants :

1° Si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation ;

2° Si elle a connaissance ou qu'elle constate un dépassement du montant des aides publiques perçues au sens du III de l'article 10 du code de la commande publique ;

3° Le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné dans la décision attributive éventuellement modifiée ou si le bénéficiaire n'a pas respecté les obligations mentionnées à l'article 13 du décret n°2018-514 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

4.5.4. Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier du conseil départemental de Seine-et-Marne

Conformément aux dispositions de l'article 47 du règlement budgétaire et financier du Département, le bénéficiaire devra adresser sa demande de premier acompte dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, l'absence d'une première demande de versement dans le délai imparti entraînera la caducité de la subvention.

Le bénéficiaire disposera ensuite d'un délai maximum de 4 ans à compter de la date d'émission du mandat relatif au premier acompte pour solliciter le solde de la subvention.

À l'expiration de ce délai, le versement du solde sera considéré caduc et sera annulé.

4.5.5. Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier du conseil départemental du Val-de-Marne

Par dérogation au règlement budgétaire et financier du Département, le bénéficiaire dispose d'un délai de 3 ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention pour débuter les prestations financées et faire un 1er appel de fonds. A défaut, la subvention devient caduque et elle sera annulée ou reversée au Département.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par délibération de la commission permanente, sur demande du bénéficiaire, si les circonstances particulières le justifient ou si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de cinq (5) années pour présenter le solde ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

4.6. Comptabilité du bénéficiaire

Chaque bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Chaque bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toute autre participation financière lui étant attribuée en cours d'exécution de la convention et relative à l'objet de cette dernière.

5. Gestion des écarts

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions qui lui sont attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués en préambule. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.2, les Financeurs sont informés lors du comité des financeurs. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des Financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

6. Modalités de contrôle

6.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

6.2. Par Île-de-France Mobilités

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

6.3. Intervention d'experts

L'Autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice. Le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

7. Organisation et suivi de la convention

La gouvernance s'articule autour des trois instances de gouvernance suivantes, classées par ordre décroissant de niveau de représentation qui permettent de garantir le suivi des Études.

7.1. Le comité de pilotage

Placé sous la présidence de l'autorité organisatrice, le comité est composé des représentants de l'ensemble des signataires de la convention ainsi que des collectivités territoriales concernées par le Projet, représentées par leurs élus.

Le comité de pilotage informe ses membres de l'avancement des Études. Il recueille les avis et observations sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le comité de pilotage est réuni en tant que de besoin.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments doivent être transmis préalablement aux membres de la commission de suivi au plus tard deux (2) semaines avant la réunion par Île-de-France Mobilités.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

7.2. Le comité des financeurs

Ce comité réunit les financeurs et le maître d'ouvrage.

Le comité des financeurs pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect du coût et des délais prévisionnels.

Le comité se prononce et valide :

- l'avancement des études et acquisitions foncières au regard des éléments décrits à l'article 1 de la convention et du calendrier, et les éventuels besoins d'études complémentaires à ce stade ;
- le suivi financier de la convention (le montant des subventions appelées et versées, le prévisionnel des appels de fond mis à jour) et les éventuels écarts constatés ;
- le suivi des estimations du Projet (confirmation des postes prévus au regard du périmètre de l'Opération) ;
- les éléments liés à la communication de l'Opération ;
- le projet de contenu des conventions de financement ultérieures ;

- les éléments présentés lors de la Commission de suivi, le cas échéant ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le comité des financeurs se réunit en tant que de besoin, sur les questions spécifiques relevant du pilotage de l'Opération, notamment son financement, les ajustements techniques et financiers et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être transmis préalablement aux membres du Comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion par Île-de-France Mobilités.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

7.3. Le comité technique

Il réunit les représentants de l'ensemble des Parties ainsi que les représentants des services des collectivités concernées.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments du programme d'études, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- valider les choix techniques si nécessaire ;
- suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche ;
- préparer les différents comités et les éventuelles commissions de suivi sur les aspects techniques.

Le comité technique est convoqué par l'AOM. Il est réuni en tant que besoin et au moins une fois par an.

Les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans l'Opération.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois les documents devront être transmis préalablement aux membres au plus tard sept (7) jours avant la réunion par l'AOM.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

7.4. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance

Pendant toute la durée de validité de la convention, le maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fonds sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

7.5. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du maître d'ouvrage, de l'AOM et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins et au minimum une fois par an, il réunit le maître d'ouvrage, l'AOM et les financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre).

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : État, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le compte-rendu du comité de communication sera assuré par le maître d'ouvrage.

8. Diffusion des études et propriété intellectuelle

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Études et Résultats des Études qu'il réalise dans le cadre de la convention.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par le Projet, après validation en comité.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Autorité organisatrice les Études visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'Autorité organisatrice.

Les résultats des Études pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation du Projet.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage remet à l'autorité organisatrice des mobilités et aux financeurs, en début d'étude puis lors de toute modification ou complément, le tracé du Projet dans un format SIG interopérable de type shapefile (SHP), géo concept (GXT) ou Map info (MIF/MID). Le transmetteur de l'objet SIG devra indiquer le système de projection de la couche de données.

A défaut, il veillera à remettre des éléments cartographiques permettant de reporter précisément le tracé sur le SIG régional.

Les financeurs et Île-de-France Mobilités s'engagent à respecter la confidentialité des documents transmis conformément à l'article 9.

Les Études et les Résultats des Études sont transmis sous format informatique natif et PDF. Un exemplaire papier est transmis sur demande.

9. Confidentialité

Au sens du présent article, les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique listées ci-après sont qualifiées de confidentielles :

- toute information remise par le donneur au bénéficiaire de l'information, directement ou indirectement, par voie écrite ou orale, ne revêtant pas un caractère public avéré et ne tombant pas dans le domaine public pendant la durée du présent accord de confidentialité ;
- tout document, prototype, spécification technique ou plan, savoir-faire ;
- tout matériel décrivant ou faisant référence aux affaires, aux politiques ou aux procédures du donneur, de ses adhérents ou d'un tiers à qui le donneur devrait la confidentialité ;
- toute formule, stratégie, méthode ou processus du donneur ou d'un tiers auquel le donneur devrait la confidentialité ;
- les codes source et objet de logiciels, les programmes, les dossiers, listings ainsi que tout autre matériel informatique, quel que soit son support, auquel le bénéficiaire de l'information aura accès.

Le maître d'ouvrage et les financeurs s'engagent à ce que, jusqu'à la mise en service de l'opération et à l'issue de cinq (5) années qui s'ensuivront, le bénéficiaire des informations confidentielles s'engage :

(i) à ne pas exploiter à titre personnel les informations confidentielles ;
(ii) à ne pas utiliser les informations confidentielles à d'autres fins que celles définies en objet du présent accord ;
(iii) à solliciter l'autorisation préalable du donneur avant toute divulgation, communication, ou utilisation de documents qui intègreraient des informations confidentielles.

Le bénéficiaire des informations s'engage à ce que les informations confidentielles :

(i) soient protégées, conservées dans un lieu sûr et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec les plus extrêmes précautions et protections, notamment par toutes mesures permettant d'empêcher l'accès de personnes non autorisées ;
(ii) ne soient divulguées qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître pour les besoins des discussions et/ou de l'exécution des éventuels contrats entre les Parties sur les sujets définis en objet du présent accord ;
(iii) ne soient ni divulguées ni susceptibles d'être divulguées directement ou indirectement, à tout tiers ou à toute personne autre que celles mentionnées ci-dessus ;
(iv) ne soient ni copiées ni reproduites, ni dupliquées, totalement ou partiellement, pour ses besoins propres, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par le donneur ;

L'absence de mention précisant le caractère confidentiel des documents cités ci-avant ne saurait en aucun cas être interprétée comme une dérogation à ce principe.

Le présent article ne fait pas obstacle aux dispositions relatives aux audits et interventions d'expert prévues dans la présente convention.

Enfin, les financeurs et le maître d'ouvrage ne sont pas soumis à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer le maître d'ouvrage concerné de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

Conformément à l'article 1204 du Code civil, le bénéficiaire des informations se porte fort pour tout son personnel (salariés et collaborateurs, intervenants) et de son (ses) sous-traitant(s) du respect de cette obligation de confidentialité.

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions transmises demeurent la propriété exclusive du donneur de ces informations confidentielles.

A l'issue des cinq (5) ans prévus pour la conservation des informations confidentielles, ces dernières devront être détruites par le bénéficiaire des informations, qui devra fournir au donneur un justificatif de destruction daté et signé.

10. Dispositions générales

10.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.4.5 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

10.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

10.3. Résiliation de la convention

Les parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop- perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

10.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 8 et des stipulations de l'article 9, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.3 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.5 ;
- ou en cas de résiliation de la convention selon les modalités prévues à l'article 10.3.

10.5. Date d'éligibilité des dépenses

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le ……..

Pour l'État,

Marc GUILLAUME
Préfet de la région Île-de-France– Préfet de Paris

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le ……..

Pour la Région Île-de-France,

Valérie PÉCRESSE
Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le ……..

Pour le département de Seine-et-Marne,

Jean-François PARIGI
Président du département de Seine-et-Marne

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le ……..

Pour le Département de Seine-Saint-Denis,

Stéphane TROUSSEL
Président du département de Seine-Saint-Denis

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le ……..

Pour le Département du Val-de-Marne,

Olivier CAPITANIO
Président du département du Val-de-Marne

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le ……..

Pour Île-de-France Mobilités,

Laurent PROBST
Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation
Annexe 3 : Contenu type étude pour les conventions AVP

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds (€)

IDFM	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
Etat	210 000	1 365 000	1 113 000	210 000	122 000	104 800	**3 124 800**
Région Île-de-France	490 000	3 185 000	2 597 000	490 000	284 000	245 200	**7 291 200**
CD77	100 000	650 000	530 000	100 000	58 000	50 000	**1 488 000**
CD93	100 000	650 000	530 000	100 000	58 000	50 000	**1 488 000**
CD94	100 000	650 000	530 000	100 000	58 000	50 000	**1 488 000**
TOTAL	**1 000 000**	**6 500 000**	**5 300 000**	**1 000 000**	**580 000**	**500 000**	**14 880 000**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations

	2025				2026				2027			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Etudes d'avant-projet (y compris recrutement conducteur d'opération et MOE)												
Acquisitions foncières												

Annexe 3 : Contenu type des études AVP

Objectif

L'objectif de l'avant-projet est d'obtenir des études dont le niveau de détail permet d'arrêter le programme détaillé définitif, de définir le plan de financement et le planning des travaux de l'opération puis le dépôt du permis de construire le cas échéant.

Enjeux

- **Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional**

Le contenu de l'avant-projet est compatible avec le SDRIF et le PDU Île-de-France. Il tient compte des conclusions de l'Enquête Publique.

- **Articulation avec la loi MOP**
  - Le contenu de l'avant-projet devra être conforme aux dispositions des articles 4, 13 et 20 du décret 93-1268 précité :
  - « Confirmer, compte tenu des études et reconnaissances complémentaires, la faisabilité de la solution retenue et en déterminer ses principales caractéristiques ;
  - proposer une implantation topographique des principaux ouvrages ;
  - permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme et d'en déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
  - établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
  - permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et autres autorisations administratives nécessaires à ce stade du projet et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction. »

L'article 2 de la loi MOP prévoit que, pour des projets de réutilisation/réhabilitation d'ouvrage existants ou de réalisation d'ouvrages neufs complexes d'infrastructure et de bâtiments, le programme défini avant commencement de l'avant-projet pourra être précisé avant le commencement des études de projet.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre de l'avant-projet pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :

a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,

II. diagnostics Transport des Territoires concernés

a. Rappel du schéma de principe et mises à jour éventuelles,

III. objectifs du Projet / Programme

a. Programme de l'opération arrêté en adéquation avec les objectifs précédents. Justification des changements apportés le cas échéant,

b. Nature et étendue des besoins (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

c. Contraintes et exigences (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

IV. description du Projet

a. Caractéristiques principales (évolutions depuis le schéma de principe),

b. Insertion : tracés, pôles et stations,

c. Définition :

i. fonctionnelle des installations,

ii. périmètre du projet,

iii. consistance des dessertes envisagées,

iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),

v. dimensionnement justifié des installations,

d. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :

i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,

ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,

e. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages et inconvénients techniques,

f. Compatibilité entre l'avant-projet et la déclaration de projet,

g. Pour les projets en souterrain : sondages détaillés permettant d'arrêter les choix des techniques de réalisation,

V. impacts du projet

a. Descriptif de la prise en compte des conclusions de l'Etude d'impact et de l'Enquête Publique, et de leurs effets sur l'opération, en termes de définition, de performances, de coûts, de délais,

VI. management et calendrier du Projet

a. Organisation :

i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) désignés, MOE(s) études, collectivités…,

ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),

iii. méthodes : Schéma Directeur Qualité,

b. Planification :

i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du mois,

ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,

iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec la décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/ gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. économie du Projet

a. Coûts de réalisation :

i. présentation synthétique des coûts : coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 5%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions

foncières, frais de MOA*, présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, enquête publique,…)*

ii. présentation détaillée des coûts : coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières… pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises et des évolutions au regard de l'étape précédente,

iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Gestion des risques

i. coûts : Schéma Directeur Qualité

c. Coûts d'exploitation :

i. bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part,

ii. éléments chiffrés permettant de préparer contrat d'exploitation (ou avenant),

VIII. financement :

a. plan de financement global et annualisé,

b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût,

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Mise à jour du schéma de principe par rapport au programme retenu

X. annexes graphiques selon loi MOP

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement de l'AVP,

b. Avis du commissaire enquêteur,

c. Déclaration de projet,

d. DUP le cas échéant,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Projet de Convention de Financement,

b. *Eventuellement Dossier Préliminaire de Sécurité.*

Une synthèse de l'AVP destinée aux élus et aux services techniques des collectivités concernées devra également être produite.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02A

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-6/02A**

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Approbation des documents supports de la Commission d'Indemnisation Amiable Tzen 2 mis à jour (règlement de la Commission, guide d'information, formulaire de demande d'indemnisation).
Secteur Melun Nord

Le Département s'est engagé sur la mise en œuvre d'une procédure de règlement amiable des litiges liés aux conséquences des travaux du Tzen 2 sur l'activité économique des commerçants. Ce mode alternatif de règlement des conflits a impliqué la mise en place d'une Commission d'Indemnisation Amiable (CIA), chargée de déterminer le montant de l'indemnité allouée, le cas échéant, à un commerçant ou artisan, depuis le 26 septembre 2019. Il convient aujourd'hui d'approuver la mise à jour du règlement de la Commission, du guide d'information et du formulaire de demande d'indemnisation afin d'y intégrer des informations sur le projet et d'y mentionner le périmètre d'indemnisation pour un secteur de travaux défini (secteur Melun Nord, Secteur RD306-606 à Melun, secteur Routoires/Olof Palme à Savigny-le-Temple).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code civil, et notamment son article 2044,

VU l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE EXP 12 du 30 juillet 2014 déclarant d'utilité publique les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'une liaison de transport en site propre, le Tzen 2, entre Sénart et Melun, sur le territoire des communes de Lieusaint, Savigny le Temple, Cesson, Vert-Saint-Denis et Melun et emportant mise en comptabilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Lieusaint, Savigny-le-Temple, Cesson,Vert-Saint-Denis,

VU l'arrêté préfectoral n°2019/20 DCSE BPE EXP du 6 juin 2019 portant prorogation des effets de la Déclaration d'utilité publique mentionnée ci-dessus,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02A

VU les délibérations du STIF n° 2012/0208 et n° 2012/0209 du 11 juillet 2012 respectivement relatives au bilan de la concertation et au schéma de principe, à la désignation du maître d'ouvrage et la convention de financement de l'avant-projet du Tzen 2 Sénart-Melun,

VU la déclaration de projet relative au Tzen 2 Sénart-Melun approuvée par délibération de l'Assemblée départementale n° CG-2014/06/27-3/04 du 27 juin 2014,

VU la délibération du STIF n° 2017/429 du 28 juin 2017 approuvant l'avant-projet du Tzen 2,

VU la délibération n° CD-2019/09/26-3/08 approuvant la création de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2

VU la délibération n° CD-2019/12/19-3/04 approuvant le règlement de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2

VU la délibération n° CD-2021/05/28-3/08 approuvant l'évolution du règlement de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2 sur le Secteur II.

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver les mises à jour des documents relatifs à la Commission d'Indemnisation Amiable (règlement de la Commission, guide d'information et formulaire de demande d'indemnisation) afin de les adopter dans leurs versions consolidées telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser le Président du Département à signer lesdits documents associés à la Commission d'Indemnisation Amiable (règlement de la Commission, guide d'information et formulaire de demande d'indemnisation).

Article 3 : d'imputer les crédits sur l'opération « Indemnisation Amiable secteur 1 et 2 (AE20) » de l'action « Infrastructures de transport ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02A

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602AH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Règlement de la Commission d'Indemnisation Amiable



Station Voisenon à proximité des établissements scolaires Les Capucins et Léonard de Vinci, rue Édouard Branly - Intentions d'aménagements



Boulevard urbain reliant la RD605 à l'avenue Charles Péguy - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne 77 LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

www.tzen2.fr

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne est maître d'ouvrage des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).

Ces travaux consistent principalement en la réalisation d'une voie réservée et de stations dédiées aux véhicules de transport en commun et en l'aménagement sur les espaces connexes, de voiries, carrefours, trottoirs, aménagements cyclables, stationnements, plantations.

Les objectifs de ces travaux sont d'améliorer la mobilité des habitants des agglomérations de Sénart et Melun, de favoriser l'intermodalité, d'accompagner le développement économique et urbain des territoires desservis, de participer au réaménagement de l'espace public.

Malgré toutes les précautions prises durant l'ensemble des travaux, le Département de Seine-et-Marne est conscient des perturbations que les différents chantiers successifs sont susceptibles d'engendrer sur l'activité économique locale. C'est la raison pour laquelle il propose d'accompagner les établissements professionnels touchés par les nuisances inhérentes à l'ensemble de ces travaux, sur une période globale allant du 3 juin 2019 jusqu'à l'achèvement de la totalité des travaux de la liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).

Par délibération en date du 26 septembre 2019, le Conseil Départemental de Seine-et-Marne a donc créé une Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés à l'exécution des travaux réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sur le périmètre des travaux publics du Tzen 2 tel que précisé à l'article 2, et sur la période précitée.

Cette procédure a pour objectif la mise en place d'un dispositif simple et rapide permettant le traitement des demandes d'indemnisation dans les meilleurs délais, en prenant pour base les principes d'indemnisation retenus par les tribunaux administratifs.

La Commission d'indemnisation amiable est chargée d'étudier les demandes d'indemnisation des professionnels riverains qui estiment avoir subi des difficultés économiques sérieuses directement liées aux travaux et entraînant une diminution notable de leur activité.

Si la mise en place de cette Commission permet un traitement plus rapide des dossiers, elle ne garantit aucunement l'attribution systématique d'indemnités.

Organisation et fonctionnement

ARTICLE 1

Objet de la Commission

La Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) a pour objet :

1. d'instruire les dossiers de demandes d'indemnisation des préjudices commerciaux susceptibles d'être causés aux professionnels riverains en raison de l'exécution des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare) sous maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-et-Marne, en s'appuyant sur les éléments techniques, juridiques et financiers ;
2. d'examiner le bienfondé et la recevabilité de la demande d'indemnisation par l'analyse de la réalité et l'étendue du préjudice selon les critères énoncés dans le présent règlement ;
3. d'émettre un avis pour éclairer la décision du Département de Seine-et-Marne, qui le cas échéant, approuvera la transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil et conviendra des modalités de financement de l'indemnisation.

Compte tenu de l'importance des aménagements à réaliser sur un linéaire de 19 km, les travaux du Tzen 2 font l'objet d'un phasage.

Le premier secteur de travaux du Tzen 2 à Melun (n°1) est situé entre la RD 605 (à l'Est du giratoire / Écoquartier Woodi) et la rue Édouard Branly (en son croisement avec la route de Voisenon), en passant par l'avenue Charles Péguy.
Il constituera le critère géographique des premières demandes d'indemnisation susceptibles d'être soumises à la Commission. Les secteurs de travaux suivants seront définis ultérieurement.

Pour chacun des secteurs de travaux, la date retenue pour le commencement du chantier est la date de notification du premier ordre de service prescrivant de démarrer des travaux sur le secteur concerné.
Pour le premier secteur de travaux, cette date est ainsi fixée au 2 avril 2024.

Les critères et les modalités d'indemnisation sont décrits dans les articles suivants. La Commission émettra un avis sur les demandes, en prenant pour base les principes d'indemnisation dégagés par la jurisprudence administrative en matière de réparation des dommages de travaux publics.

ARTICLE 2

Périmètre d'intervention

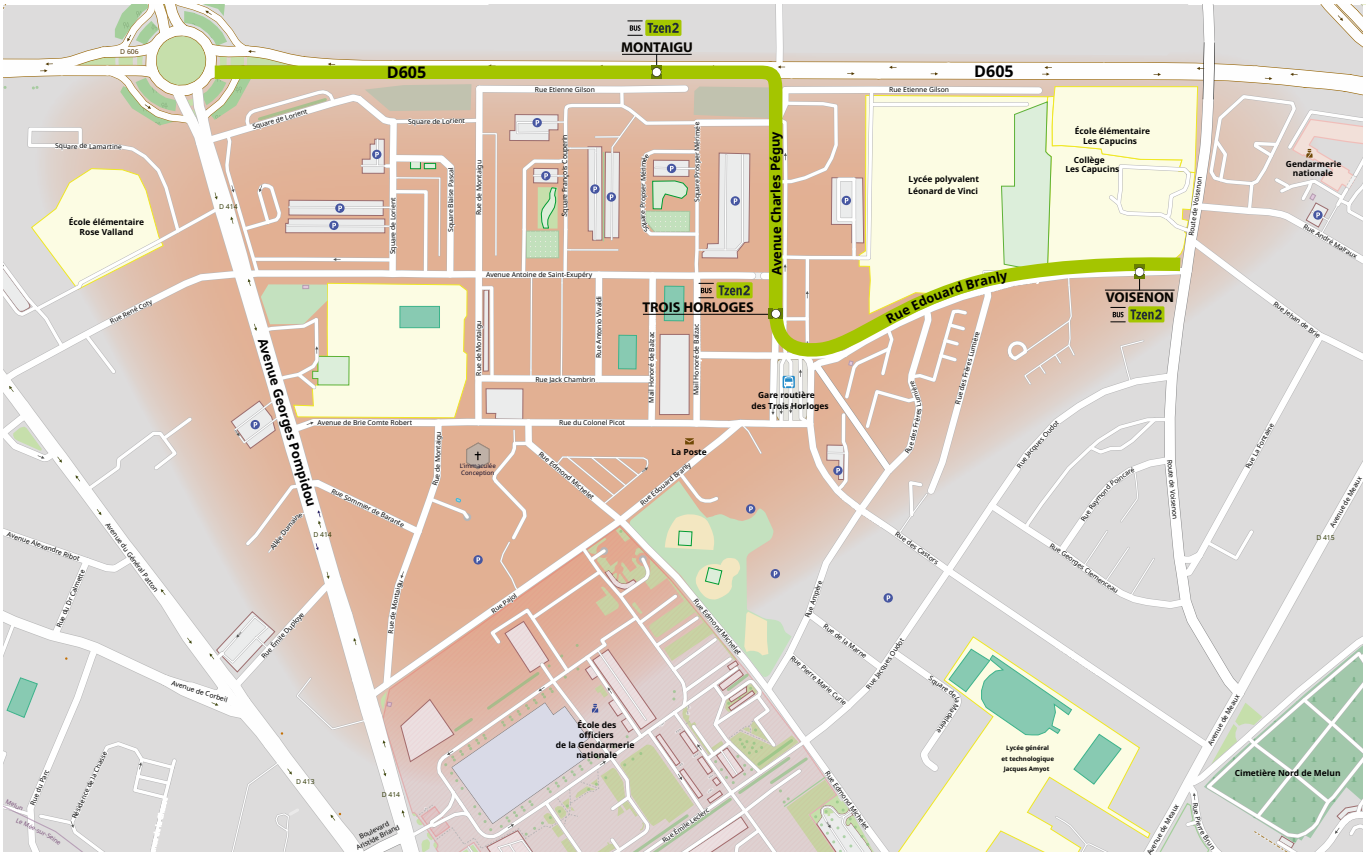
Les professionnels peuvent être victimes de préjudices résultant des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).
Ils consistent principalement en la réalisation d'une voie réservée et de stations dédiées aux véhicules de transport en commun et en l'aménagement sur les espaces connexes, de voiries, carrefours, trottoirs, aménagements cyclables, stationnements, plantations. L'ensemble de ces travaux est réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Département.

Les travaux de dévoiement des réseaux concessionnaires sont exclus du champ de compétence de la présente Commission, sauf dans le cas particulier où leur simultanéité avec les travaux du Tzen 2 ne permet pas de dissocier leur impact propre sur l'activité commerciale de celui des travaux du Tzen 2.

Le premier secteur des travaux de Melun (n°1) est situé entre la RD 605 (à l'Est du giratoire / Écoquartier Woodi) et la rue Édouard Branly (en son croisement avec la route de Voisenon), en passant par l'avenue Charles Péguy. Les professionnels concernés par les demandes d'indemnisation sont indiqués sur le périmètre disponible sur la carte ci-après.

Le présent règlement de la Commission sera mis à jour préalablement au démarrage de chaque nouveau secteur de travaux afin de préciser le périmètre des professionnels riverains éligibles.

La Commission pourra, à titre exceptionnel, instruire des demandes hors périmètre, s'il est clairement identifié que le préjudice est directement lié aux travaux.



Secteur Melun Nord (n°1)

ARTICLE 3

Composition de la Commission

La Commission est présidée par un magistrat de l'ordre administratif. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la présidence de la Commission est assurée par son suppléant. En cas de changement, le Tribunal Administratif de Melun désigne un nouveau magistrat pour la présidence de la Commission.

La Commission est composée comme suit :

- cinq membres avec voix délibérative :
  - le président, vice-président du Tribunal Administratif de Melun désigné par la présidente du Tribunal administratif de Melun ;
  - un élu représentant le Département de Seine-et-Marne ;
  - un élu représentant la commune concernée par le dossier soumis à délibération ;
  - un élu représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne ;
  - un élu représentant la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne ;
- membres avec voix consultative :
  - deux référents techniques du Département de Seine-et-Marne ;
  - un référent technique de la ou les communes concernées par l'ordre du jour ;
  - un référent technique de la CCI de Seine-et-Marne ;
  - un référent technique de la CMA de Seine-et-Marne ;
  - un représentant de la ou les associations de commerçants de la commune concernée, sauf demande contraire du professionnel requérant ;
  - toute personne susceptible d'éclairer la CIA par son expertise ;
  - au cours des réunions, la Commission sera assistée d'un expert-comptable missionné par le Département. Préalablement à la tenue de la réunion, cet expert-comptable aura rédigé une note synthétique sur chacun des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Sont également désignés, par leur entité respective, des membres suppléants au nombre identique à celui des membres titulaires, y compris pour le président de la Commission. En cas d'absence ou

d'empêchement d'un membre titulaire, celui-ci sera remplacé par un suppléant.

Les membres de la Commission ne peuvent participer aux débats et statuer s'ils ont un lien personnel ou professionnel avec l'un des demandeurs. Sur demande motivée du demandeur, le Président peut décider de demander à un membre de la Commission de ne pas siéger lors de l'examen du dossier du demandeur.

Des honoraires sont prévus pour le magistrat président de la Commission et, le cas échéant, pour son suppléant (voir délibération n° CD-2019/09/26-3/08 du 26 septembre 2029).

ARTICLE 4

Siège de la Commission

Le siège de la Commission est situé à :

Hôtel du Département
Direction des Transports
Secrétariat de la Commission d'Indemnisation
CS 50377
77010 Melun cedex

ARTICLE 5

Secrétariat de la Commission

Le secrétariat de la Commission est assuré par le Département de Seine-et-Marne.

Toutes les demandes de renseignements et d'informations doivent être adressées au secrétariat :

- par mail (voie à privilégier) : commerces.tzen2@departement77.fr ;
- par courrier à :

  Département de Seine et Marne
  Direction des Transports
  Secrétariat de la Commission d'Indemnisation
  CS 50377
  77 010 MELUN Cedex
- par téléphone au : 01 64 14 77 77.

ARTICLE 6

Périodicité des séances

Le rythme des réunions de la CIA est défini selon le nombre de dossiers à étudier. Le calendrier des séances est fixé par le Président de la Commission en accord avec le secrétariat et en fonction des demandes.

ARTICLE 7

Durée d'existence de la Commission

La CIA est créée à compter du 26 septembre 2019, date de la délibération de l'Assemblée départementale. Elle est dissoute à l'achèvement de l'examen des dossiers reçus pour le dernier secteur de travaux du Tzen 2.

1 Procédure de saisine de la Commission

ARTICLE 8

Modalités de saisine de la Commission

Tout professionnel riverain, tel que défini à l'article 15, subissant un préjudice du fait de la réalisation des travaux dans le périmètre (défini à l'article 2) peut saisir la Commission, dès lors qu'il constate une baisse significative de son activité par rapport, le cas échéant, aux trois dernières années avant travaux sur le secteur.

Le demandeur est tenu d'établir la réalité du préjudice subi, en faisant éventuellement appel aux services d'un conseil qu'il choisira et rémunérera.

Les éléments financiers doivent, en tout état de cause, être certifiés par un expert-comptable.

Le demandeur peut se procurer le dossier de demande d'indemnisation soit sur le site internet tzen2.com, depuis l'espace dédié, soit par mail à l'adresse électronique suivante : commerces.tzen2@departement77.fr.

Tout recours contentieux formé devant une juridiction prive le demandeur de la possibilité de bénéficier de la procédure amiable.

ARTICLE 9

Dépôt de dossier de demande d'indemnisation

Le dossier de demande d'indemnisation renseigné, accompagné des pièces justificatives demandées, doit être :

- soit transmis par voie électronique à l'adresse électronique visée à l'article 8 ;
- soit envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse visée à l'article 5 ;
- soit remis par le demandeur contre récépissé au secrétariat de la Commission à l'adresse suivante :

  Direction des Transports
  Secrétariat de la Commission d'Indemnisation
  3 rue Barthel
  77 000 MELUN.

Les pièces justificatives complémentaires ou observations éventuelles devront également être envoyées par voie électronique ou par courrier recommandé avec accusé de réception ou remis auprès du secrétariat de la Commission contre récépissé pour être recevables.

Si le dossier est complet, le secrétariat de la CIA adresse un récépissé d'enregistrement de la demande du professionnel concerné.

Si le dossier est incomplet, le secrétariat de la CIA invite le demandeur à fournir les pièces manquantes.

Les dossiers ne pourront être déposés qu'à l'expiration d'un délai minimum de 3 mois après le début de la perte de chiffre d'affaires reliée aux travaux du secteur concerné.

Pour chaque secteur de travaux, les demandes d'indemnisation sont recevables pendant toute la durée des travaux du secteur et dans un délai de 8 mois après la fin des travaux du secteur concerné, sur déclaration de réception des travaux.

Plusieurs demandes d'indemnisation concernant des périodes de travaux successives pourront être déposées par un même demandeur, en respectant toutefois un délai de 3 mois minimum entre deux demandes.

ARTICLE 10

Contenu de dossier de demande d'indemnisation

Chaque demande est présentée selon le modèle joint en annexe au présent règlement. Le dossier est constitué :

- d'une présentation de l'entreprise, des caractéristiques commerciales de l'entreprise (jours et heures d'ouverture, type de produits, de clientèle...) ;
- de l'évolution du chiffre d'affaires, certifiée par un comptable ;
- des éléments de gestion ;
- des éléments de structuration du chiffre d'affaires des 3 dernières années ;
- la mention spécifique pour les secteurs dont les travaux concessionnaires se terminent moins de 3 ans avant le démarrage des travaux Tzen 2 ;
- du descriptif du préjudice ;
- de l'évaluation chiffrée du préjudice commercial par l'entreprise ;
- des pièces justificatives à fournir :
  - un extrait récent K-bis ou extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers ;
  - une attestation comptable de la situation fiscale et sociale ;
  - des copies des bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices ;
  - si possible, une ou plusieurs photos significatives ou bien des témoignages ;
  - un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

La Commission se réserve en outre le droit, au cas par cas, de demander la production de pièces complémentaires de nature à éclairer le dossier, le demandeur pouvant, quant à lui, produire toute pièce qu'il jugera utile pour l'examen de sa demande.

2 Instruction en séance des dossiers soumis à la Commission

ARTICLE 11

Préparation de la séance

Le secrétariat adresse une convocation aux membres de la Commission, au plus tard 20 jours avant la réunion. Le Président approuve l'ordre du jour (liste des dossiers qui seront examinés au cours de la séance). Il est transmis 10 jours avant la séance avec les dossiers des demandeurs aux membres de la CIA ainsi que la fiche synthèse de chaque dossier examiné en séance préparée par le secrétariat accompagnée de la note de l'expert-comptable.

L'envoi des éléments cités peut-être dématérialisé par voie électronique, sur accord de chacun des membres de la Commission.

En cas d'urgence, le Président peut décider l'inscription de dossiers supplémentaires, pour examen en séance. Une séance peut être annulée par le Président 5 jours avant la date fixée, si l'ordre du jour est insuffisant.

ARTICLE 12

Déroulement de la séance

A l'ouverture de la séance, la présence des membres et leur qualité est constatée par le Président qui donne connaissance des absences excusées.

Un quorum d'au moins 3 des membres à voix délibérative concernés est nécessaire à la tenue de la séance et à la validité des avis rendus par la Commission (dont le Président ou son suppléant). Les procurations ne sont pas acceptées.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée aux membres pour la tenue de la séance cette fois-ci sans nécessité de quorum.

Les avis de la Commission sont pris à la majorité simple des voix exprimées. En cas de partage de voix, le Président de la Commission a voix prépondérante.

Le vote a lieu à main levée.

A l'issue de chaque réunion, il est dressé un procès-verbal qui sera soumis à l'approbation du président de la Commission. En cas de demande de rectification, la rédaction du nouveau texte est fixée, en séance, par la Commission.

ARTICLE 13

Tenue et police de séance

La Commission siège à huit clos.

Les séances de la Commission sont confidentielles. Les membres de la Commission déclarent renoncer à assister les demandeurs et s'engagent à respecter la confidentialité des séances.

Le demandeur dont le dossier est examiné est convoqué au moins 8 jours avant la date de la Commission par lettre simple ou par voie électronique. Il devra se présenter à l'horaire mentionné sur la convocation. Il pourra être assisté d'un expert-comptable, d'un avocat ou de la personne de son choix.

Le demandeur est introduit en séance au moment opportun et la quitte immédiatement après son audition.

Toutes les informations, comptables et autres, fournies par les demandeurs ainsi que les prises de position individuelles des membres de la Commission ont un caractère confidentiel.

La Commission peut demander un supplément d'instruction, le dossier étant alors examiné dès qu'il a été satisfait à cette demande.

A la demande du président, la CIA peut procéder à toute demande d'expertise qu'elle jugera utile en complément de celles apportées par les demandeurs.

Elle peut procéder à l'audition, à la demande du Président, de toute personne susceptible d'éclairer ses débats.

Le Président dispose seul de la police de la réunion.

ARTICLE 14

Examen du dossier par la Commission

A l'issue des instructions techniques et économiques, celles-ci sont soumises pour avis à la Commission. Toutes les demandes inscrites dans l'ordre du jour de la séance sont examinées successivement par les membres de la Commission.

Le secrétariat présente en séance chaque dossier en résumant les faits et en rappelant les prétentions du demandeur, lesquels sont contenus dans la fiche de synthèse préparée par le secrétariat et transmise avec l'ordre du jour et le dossier aux membres de la Commission.

Afin d'éclairer les travaux de la Commission, les référents techniques du Département présentent les travaux, leur déroulé et dates, de façon à établir la réalité et l'importance de la gêne causée par le chantier (cause, étendue, effet, durée).

L'expert-comptable visé à l'article 3 du présent règlement présentera en outre, si nécessaire, un bref résumé de son étude. Après audition du demandeur, la Commission détermine, dans un premier temps, au regard des critères visés à l'article 15 du présent règlement et au vu de la localisation de l'activité et des éléments techniques présentés, si la demande entre dans le champ d'application de son intervention et si le demandeur est placé dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnités.

Si tel n'est pas le cas, la Commission propose le rejet de la demande.

Dans le cas contraire et lorsqu'elle considère que la demande est fondée, la Commission, après examen des éléments économiques, évalue le montant de l'indemnité susceptible d'être allouée au demandeur.

ARTICLE 15

Critères d'attribution des indemnités

Pour examiner les dossiers de demandes d'indemnisation, la CIA s'appuie sur les règles dégagées par la jurisprudence en matière de dommage des travaux publics.

La procédure est ouverte aux seuls commerçants de détail, prestataires de service et artisans avec réception de clientèle. Sont exclus du dispositif les commerçants non sédentaires ainsi que ceux ayant déjà perçu une indemnisation dans le cadre d'une procédure d'acquisition foncière lié à ce projet.

Pour être éligible, le professionnel doit remplir les conditions suivantes :

- **secteur d'activité :** le professionnel doit être inscrit au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire de la Chambre de Métiers ;
- **critère d'antériorité :** le professionnel doit être installé dans son point de vente depuis au moins 6 mois avant le démarrage du secteur de travaux le concernant mentionné dans le présent règlement et ses avenants ;
- **critère géographique :** le professionnel doit être riverain d'une des voies publiques inclues dans le périmètre cité à l'article 2 ;
- **critères économiques :** le professionnel doit connaître une baisse significative de son activité en raison des travaux et en apporter la preuve.

Pour donner droit à réparation, le préjudice doit présenter cumulativement les principales caractéristiques dont il revient au professionnel de démontrer l'existence :

- le dommage doit être direct, actuel, certain, anormal et spécial ;
- le demandeur doit apporter la preuve du lien de causalité entre les travaux et le préjudice invoqué.

La fin de la période ouvrant droit à indemnisation interviendra, pour chaque secteur de travaux, 8 mois après l'achèvement des travaux du secteur concerné à l'origine du préjudice.

ARTICLE 16

Modalités de calcul de l'indemnité proposée

Les professionnels dont le chiffre d'affaires, sur la période des travaux Tzen 2, a diminué de 10% ou plus par rapport à la période calendaire précédente prise avant le chantier, sont éligibles au dispositif amiable.

L'indemnité est calculée à partir d'une perte de marge brute moyenne constatée sur la période retenue par la Commission de date à date en comparaison avec la même période sur la moyenne des trois années précédant les travaux.

Les périodes de fermeture pour congés et autres éléments significatifs pourront venir en déduction du montant de l'indemnité proposé.

3 Avis rendus par la Commission

ARTICLE 17

Déliberé de la Commission

Si la Commission constate que le demandeur ne se trouve pas dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnisation, elle émet un avis défavorable.

Si la Commission constate, au contraire, que le demandeur se trouve dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnisation, elle procède alors à l'examen des éléments économiques.
Si ces éléments permettent de considérer que le demandeur a subi, du fait des travaux effectués dans le périmètre défini à l'article 2, un préjudice indemnisable au sens des articles 15 et 16 du présent règlement, elle émet un avis favorable à une indemnisation et détermine le montant à proposer au Département de Seine-et-Marne.

A la fin de chaque séance, le secrétariat de la CIA consigne dans le procès-verbal les montants d'indemnisation proposés pour chaque dossier.

ARTICLE 18

Communication de l'avis

Pour chaque dossier de demande d'indemnisation, le secrétariat communique l'avis motivé de la Commission et le dossier complet de la demande au Département de Seine-et-Marne qui décidera en dernier lieu du caractère indemnisable du préjudice et du montant des indemnisations. Il sera rendu compte à la Commission de la suite donnée à la proposition qu'elle a formulée.

Le secrétariat de la Commission établira à la fin de l'opération un bilan sur lequel figureront le nombre de demandes présentées et les solutions retenues, ainsi que le nombre des indemnisations proposées qui auraient été refusées par le demandeur.

ARTICLE 19

Notification de la décision

Le demandeur reçoit notification de la décision du Département de Seine-et-Marne dans un délai de 30 jours à compter de la séance.

ARTICLE 20

Accord transactionnel

Si le demandeur est d'accord avec la proposition d'indemnisation, il est invité à signer un protocole transactionnel comportant versement de l'indemnité contre renonciation à tout recours contentieux (articles 2044 et suivants du code civil).

La transaction sera conclue entre le demandeur et le Département de Seine-et-Marne

Toute acceptation du protocole d'accord vaut renonciation expresse à tout recours contentieux à l'encontre du maître d'ouvrage pour les travaux mentionnés à l'article 2 du présent règlement.

En l'absence de réponse dans un délai de 30 jours francs, le demandeur sera réputé avoir refusé la proposition.

ARTICLE 21

Paiement

Une fois l'accord signé par les deux parties, le Département de Seine-et-Marne procède au paiement du montant de l'indemnité.

ARTICLE 22

Recours

Si la demande n'est pas acceptée ou si le demandeur refuse la proposition d'indemnisation, il lui reviendra de saisir, s'il le souhaite, les juridictions compétentes pour demander réparation du préjudice qu'il estime avoir subi.

4 Autres dispositions

ARTICLE 23

Suivi de l'activité de la CIA

La Commission établit un rapport d'activité qui est présenté en séance au plus tard 1 an après l'achèvement de chaque secteur de travaux.

ARTICLE 24

Adoption et modification du réglement

Ce règlement est adopté et modifié par délibération de l'Assemblée départementale.

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La Commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16 rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
@ boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16 rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2024
Directeur de publication : Direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

IMPRIM'VERT
Parimage - avril 2024 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602AH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Guide d'information des commerçants et professionnels riverains du Tzen 2



Station Voisenon à proximité des établissements scolaires Les Capucins et Léonard de Vinci, rue Édouard Branly - Intentions d'aménagements



Boulevard urbain reliant la RD605 à l'avenue Charles Péguy - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne 77 LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

www.tzen2.fr

Sommaire

Le Tzen 2 : vers une mobilité durable en Seine-et-Marne 3

La carte du **tracé** 3

Calendrier prévisionnel des travaux 4

Le dispositif d'information 5

La Commission d'indemnisation amiable 6

Qui peut être indemnisé ? 7

Quels préjudices sont indemnisés ? 7

Comment déposer un dossier de demande ? 8

Les étapes de la procédure 9

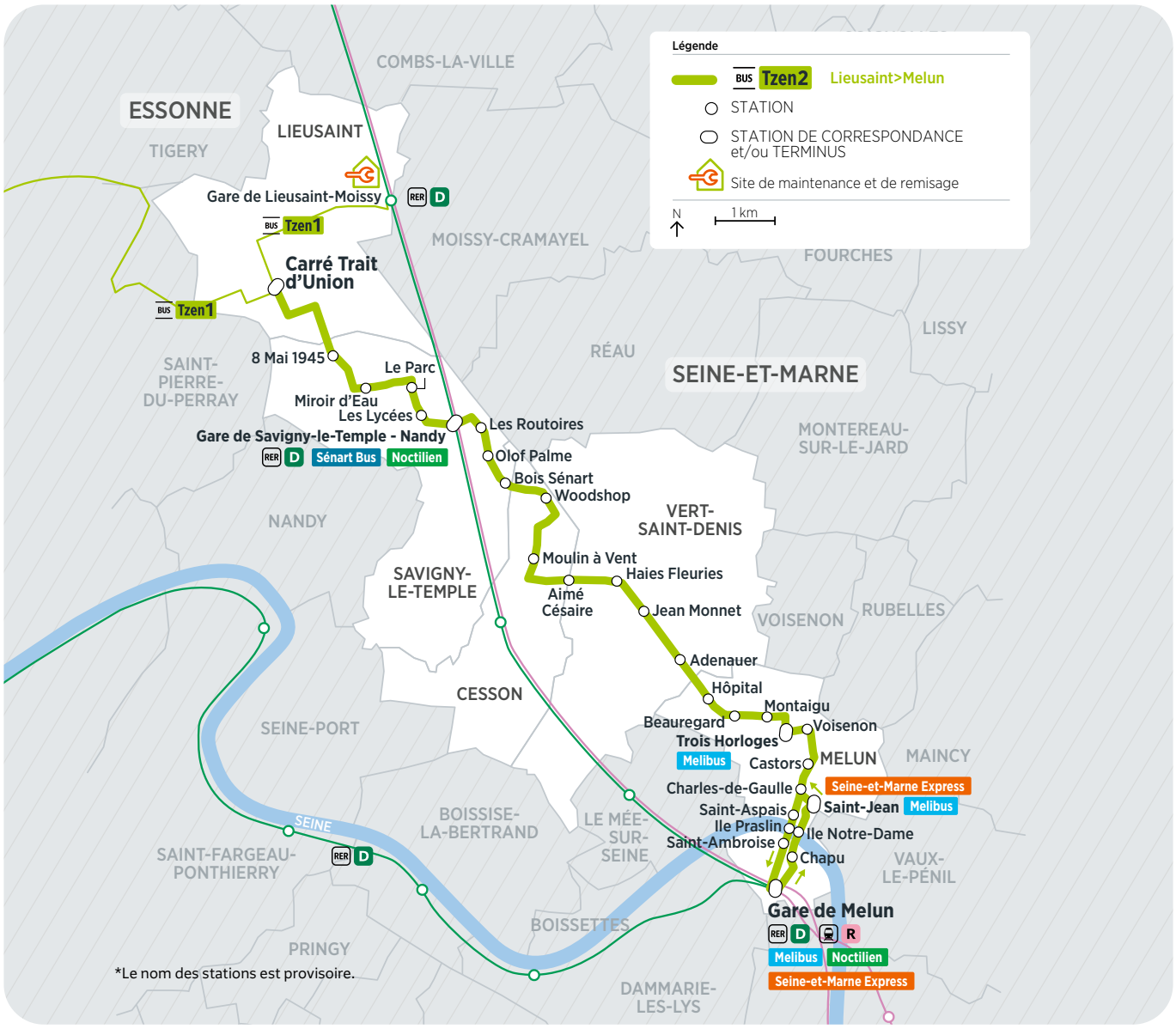
Les périmètres d'éligibilité 11

Le Tzen 2 : vers une mobilité durable en Seine-et-Marne

Ce projet participe aux mutations sociales et économiques positives à l'oeuvre sur le territoire et a pour ambition de les renforcer.

Il apparaît comme une opportunité pour stimuler le développement économique local et dynamiser les quartiers traversés. Cette offre va permettre ainsi un regain d'attractivité non négligeable pour les communes concernées.

La carte du **tracé**



Un tracé de **19 Km** dont **95 %** de **voies dédiées aux bus**

Desservant des habitations, des centres-villes, des bassins d'emploi et des équipements, le Tzen 2 représente avant tout un projet structurant pour le territoire seine-et-marnais.

27 000 voyageurs quotidiens attendus à la mise en service

Autant de transformations qui visent au bien-être des Seine-et-Marnais et pour lesquels le Tzen 2 constitue une réelle plus-value.

6 mn entre chaque bus en heures de pointes et **10 min** en heures creuses

26 stations **modernes et agréables dans chaque sens**

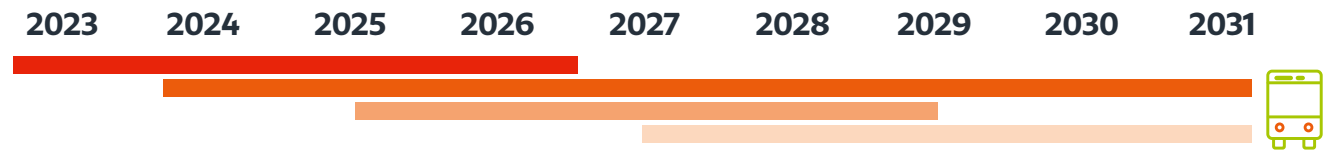
40 000 habitants et **23 000 emplois desservis**

Au-delà de se présenter comme un moyen de transport en commun, il incarne une réelle alternative à la voiture individuelle dans des territoires.

7j/7 de 5h à minuit

2 gares en correspondance Melun et Savigny-le-Temple – Nandy

Calendrier prévisionnel des travaux



- Travaux à Savigny-le-Temple
- Travaux à Melun
- Travaux à Cesson
- Travaux à Vert-Saint-Denis

Mise en service prévisionnelle du Tzen 2

Le dispositif d'information

Pour vous accompagner pendant la période de travaux, le Département de Seine-et-Marne a mis en place un dispositif d'information complet.

Sur site

Des info travaux

Il s'agit de documents distribués dans les boites aux lettres des riverains des chantiers afin de les informer des opérations à venir et leurs éventuels effets.

Stands d'information

Ils peuvent être organisés afin d'informer le public des avancées des chantiers et répondre aux questions en direct.

Des panneaux d'information

Les chantiers du Tzen 2 sont clairement identifiés grâce à une signalétique spécifique.

Un agent de proximité

L'ambassadeur du Tzen 2 est présent sur le terrain et au sein de la Maison du Tzen 2 (16 rue Saint-Etienne à Melun) pour répondre à vos questions et faciliter la transmission d'informations entre le Département de Seine-et-Marne et vous.

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
boris.bouremani@axodyn.com

En ligne

Le site internet du projet https://tzen2.com

Il recense l'ensemble des informations utiles sur le projet et dispose d'une rubrique dédiée aux commerçants.

L'adresse mail dédiée aux commerçants : commerces.tzen2@departement77.fr

Elle vous permet de contacter directement l'équipe projet pour lui adresser vos questions et demandes.

La page Facebook https://www.facebook.com/BusTzen2

Elle vous permet de suivre l'actualité du projet et d'avoir accès aux ressources documentaires du projet.

La Commission d'indemnisation amiable

La Commission d'indemnisation amiable (CIA) est née d'une volonté du Département et de ses partenaires de limiter au maximum les nuisances du chantier Tzen 2 et leurs conséquences sur l'activité économique des commerçants et artisans riverains.
Ce dispositif volontariste permet un traitement plus simple et plus rapide des demandes d'indemnisation qu'une procédure contentieuse auprès du Tribunal administratif.
La Commission est chargée d'étudier les demandes d'indemnisation, d'examiner leur recevabilité et de proposer un montant au Département qui décidera au final d'indemniser ou non le professionnel demandeur.
Son objectif est de faciliter l'indemnisation des professionnels riverains directement impactés par les travaux du bus à haut niveau de service Tzen 2.
Son règlement est librement accessible en téléchargement dans la rubrique « Vous êtes commerçant / artisan ? » du site officiel Tzen2.com.

De qui est-elle composée ?

La CIA est présidée par le vice-président du Tribunal Administratif de Melun.
Elle est composée des personnes suivantes :

Les membres à voix délibératives

- le Président de la CIA, Vice-Président du Tribunal Administratif de Melun ;
- un représentant élu du Département ;
- un représentant élu de la commune concernée ;
- un représentant élu de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) ;
- un représentant élu de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA).

Les membres à voix consultatives

- deux référents techniques du Département ;
- un référent technique de la commune concernée ;
- un référent technique de la CCI ;
- un référent technique de la CMA ;
- un représentant de l'association de commerçants de la commune, sauf demande contraire du professionnel requérant ;
- toute personne susceptible d'éclairer la CIA par son expertise.

Qui peut être indemnisé ?

Sont éligibles les commerçants et artisans riverains avec accueil de la clientèle :

- situés dans la zone de travaux du Tzen 2 (voir détail du périmètre **page 11**) ;
- inscrits au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire de la Chambre des Métiers ;
- installés dans leur point de vente depuis au moins 6 mois avant le début des travaux du secteur concerné ;
- constatant une perte d'au moins 10 % de leur chiffre d'affaires en raison des travaux d'aménagement du Tzen 2 réalisés par le Département.

Sont exclus du dispositif les commerçants non sédentaires ainsi que ceux ayant déjà perçu une indemnisation dans le cadre d'une procédure d'acquisition foncière liée à ce projet.

Quels préjudices sont indemnisés ?

Afin d'être pris en compte par l'indemnisation, le dommage doit être :

- **actuel et certain :** les travaux liés au Tzen 2 doivent être la cause directe du dommage et le professionnel doit pouvoir prouver une baisse réelle de son activité ;
- **direct** : la perte de chiffre d'affaires doit trouver directement sa cause dans l'exécution des travaux ;
- **spécial** : il ne doit concerner qu'un nombre limité de personnes identifiées se trouvant dans une situation particulière et être directement lié à la réalisation des travaux (par exemple, le bruit ou la poussière ne sont pas des natures de dommages subis spécifiquement par quelques riverains) ;
- **anormal :** il présente un degré de gravité tenant compte de la gêne occasionnée, de son intensité.

Les dossiers de demandes sont étudiés au cas par cas mais l'attribution d'une indemnisation n'est pas systématique car elle dépend de la situation particulière de chaque demandeur.

Seuls les travaux sous maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Tzen 2 sont éligibles à une indemnisation par la Commission d'indemnisation amiable.

Comment déposer un dossier de demande ?

Si vous répondez aux critères d'éligibilité et estimez subir un préjudice en raison des travaux du Tzen 2, vous pouvez préparer votre dossier de demande d'indemnisation.

Les pièces justificatives à fournir

- formulaire de demande complété et signé ;
- présentation de l'entreprise et de ses caractéristiques commerciales ;
- évolution du chiffre d'affaires certifiée par un comptable ;
- éléments de gestion de l'entreprise ;
- structuration du chiffre d'affaires des 3 dernières années ;
- descriptif du préjudice ;
- évaluation chiffrée du préjudice commercial par l'entreprise ;
- RIB et extrait récent du K-bis ou immatriculation de l'entreprise au Répertoire des métiers ;
- attestation comptable de la situation fiscale et sociale ;
- copie des bilans et comptes de résultats des 3 dernières années.

Le lien de causalité entre les travaux du Tzen 2 et le préjudice invoqué doit être apporté par le demandeur.

Où vous procurer le formulaire de demande ?

- en téléchargement sur le site internet www.tzen2.com > Vous êtes commerçant/artisan > Demande d'indemnisation – documents téléchargeables
- en scannant le QR code
- auprès du secrétariat de la CIA : commerces.tzen2@departement77.com

Les étapes de la procédure

Étape 1

Quand déposer votre dossier ?

- dès 3 mois consécutifs de perte de chiffre d'affaires constatée;
- au plus tard 8 mois après la fin des travaux sur le secteur concerné ;
- des demandes successives sont possibles, en respectant un délai de 3 mois entre chaque demande.

Étape 2

Constituer votre dossier

- imprimez toutes les pages du formulaire de demande d'indemnisation ;
- remplissez le formulaire de demande d'indemnisation en intégralité et signez aux endroits indiqués ;
- réunissez l'ensemble des pièces justificatives à fournir en appui du dossier ;
- pensez à photocopier l'intégralité du dossier et conserver les photocopies ;
- rassemblez votre dossier et l'ensemble des pièces justificatives et mettez-les dans une enveloppe.

Attention : tout dossier incomplet ne pourra pas être traité.

Étape 3

Déposer votre dossier

- par mail à l'adresse **commerces.tzen2@departement77.com** (voie à privilégier)
- par courrier avec accusé / réception à l'adresse : **Département 77 – Direction des transports – Secrétariat de la CIA CS 50377 – 77010 Melun Cedex**
- en main propre au secrétariat de la Commission à l'adresse **3 rue Barthel 77000 Melun**

Étape 4

L'étude de votre demande

Le secrétariat de la Commission d'indemnisation amiable étudie chaque demande.
Si le dossier est complet, un récépissé vous sera adressé.

Si le dossier est incomplet, il vous sera demandé de fournir les pièces manquantes.

Chaque dossier fait l'objet d'une instruction visant à s'assurer de l'éligibilité de la demande, ainsi que d'une expertise technique et économique.

Étape 5

L'avis rendu par la CIA

La Commission d'indemnisation amiable se réunit afin d'étudier chaque demande d'indemnisation.

Vous êtes invité à présenter oralement votre demande devant la Commission. Vous recevez une convocation au moins 8 jours avant votre audition.

- si la Commission juge la demande recevable : proposition d'indemnisation ;
- si la Commission juge la demande non recevable : proposition de rejet ;
- elle Communique son avis au Département.

Étape 6

La décision d'indemnisation du Département et le versement

La Commission permanente du Département, instance décisionnaire,
se prononce définitivement sur la demande et le montant de l'indemnisation.

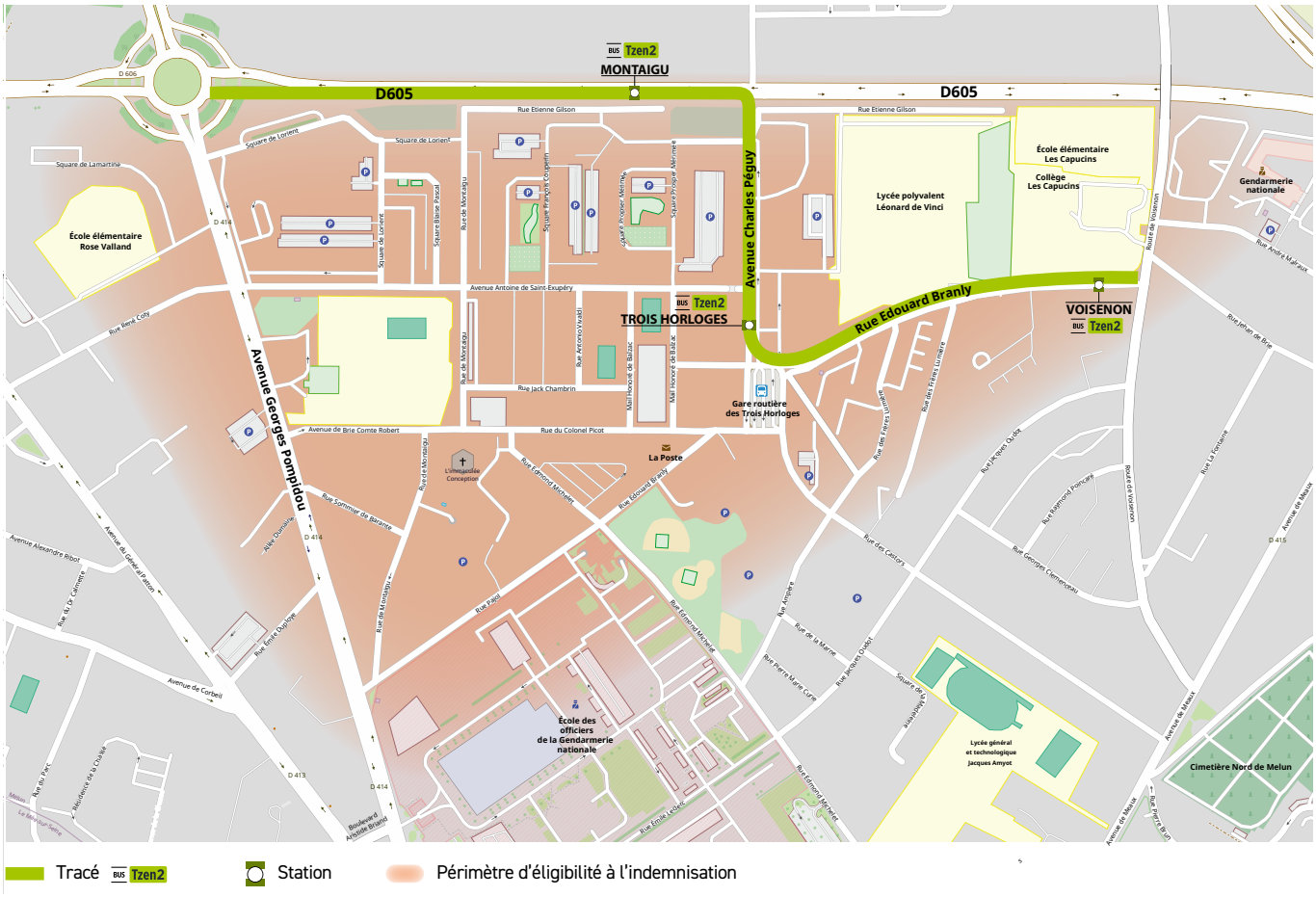
- vous êtes informé de la décision du Département et invité à signer un protocole transactionnel. Vous disposez alors de 30 jours francs pour le signer ;
- après signature du protocole, le Département procède au versement de l'indemnité.

La signature du protocole vous engage à renoncer à tout recours contentieux.

Si vous n'obtenez pas satisfaction dans le cadre de la procédure amiable,
vous avez la possibilité de saisir le Tribunal administratif.

Les périmètres d'éligibilité

Secteur Melun nord (n°1)



Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La Commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16 rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16 rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2024
Directeur de publication : Direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

IMPRIM'VERT
Parimage - avril 2024 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique

Publication en ligne : Deliberations du Conseil départemental du 20 juin 2025
077-227700010-20250620-D250620_602AH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025
Accusé de réception en préfecture
Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°3 à la délibération n°6/02A

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Formulaire de demande d'indemnisation



Station Voisenon à proximité des établissements scolaires Les Capucins et Léonard de Vinci, rue Édouard Branly - Intentions d'aménagements



Boulevard urbain reliant la RD605 à l'avenue Charles Péguy - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

www.tzen2.fr

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

Consignes à suivre

1. Remplir les champs nécessaires à la constitution de votre dossier.
2. Vérifiez les pièces à joindre à votre dossier (page 16).
3. Conservez une copie de votre dossier.
4. Envoyez votre dossier au secrétariat de la Commission d'Indemnisation Amiable. Pour déposer votre dossier, vous devez respecter un délai minimum de 3 mois après le début de la perte de chiffre d'affaires reliée aux travaux Tzen 2 du secteur concerné. La date limite de dépôt du dossier est fixée à 8 mois après la date officielle de la fin des travaux du secteur concerné.

Le dossier est à retourner dûment complété, daté et signé, à l'attention du secrétariat de la Commission amiable, soit :

- par voie électronique à commerces.tzen2@departement77.fr ;
- en recommandé avec accusé de réception à l'adresse postale du secrétariat :

  Département de Seine et Marne
  Direction des Transports
  Secrétariat de la Commission d'Indemnisation
  3 rue Barthel
  CS 50377
  77 010 MELUN Cedex

- ou remis par le demandeur, contre récépissé, à l'adresse ci-dessus (il vous sera demandé de justifier votre identité en cas de dépôt en mains propres).

Pour toute demande de renseignement et d'information, le secrétariat est joignable par email commerces.tzen2@departement77.fr ou par téléphone au 01 64 14 77 77.

Dossier de demande d'indemnisation

Nom, Prénom de l'exploitant : .....

.....

Qualité (propriétaire, gérant ...) : .....

.....

Dénomination commerciale ou Raison sociale : .....

.....

Enseigne ou sigle : .....

.....

Adresse de l'établissement : .....

.....

Commune concernée : .....

.....

Nature de l'activité : .....

.....

Période des travaux de date à date : .....

.....

Type de travaux en cause : .....

.....

.....

.....

Je sollicite une réparation indemnitaire de (indiquer la somme en chiffres et en lettres) : .....

.....

.....

.....

Souhaitez-vous que le représentant de l'association de commerçants de votre commune siège lors de votre audition à la séance de la Commission :

☐ oui ☐ non

1 Fiche d'identité

Siret : .....

Code NAF : .....

Raison sociale ou dénomination sociale : .....

.....

Sigle ou enseigne : .....

Statut de l'établissement :

☐ Siège ☐ Établissement secondaire, précisez la localisation du siège

Adresse (établissement principal) : .....

.....

Nombre d'établissements : .....

Forme juridique :

☐ Entreprise individuelle ☐ SA ☐ SARL ☐ EURL ☐ Société de Fait ☐ SNC

☐ Autres (à préciser) : .....

.....

.....

Date de création de l'établissement objet du présent dossier : ..... / ..... / .....

Date d'implantation de l'établissement objet du présent dossier : ..... / ..... / .....

Vous êtes :

☐ Propriétaire du local commercial ☐ Locataire du local commercial

Numéro de téléphone : .....

Numéro de portable : .....

Numéro de fax : .....

E-mail : .....

Forme juridique : .....

☐ Entreprise individuelle ☐ Société de fait ☐ SA ☐ SNC ☐ SAS ☐ SARL ☐ EURL

Autre (à préciser) : .....

.....

.....

Si société : répartition du capital et date de souscription ou d'acquisition des titres :

Actionnaires	% Capital détenu

Régime fiscal : .....

.....

.....

Imposition des bénéfices : ☐ BIC-IR ☐ IS ☐ BNC-IR

TVA : ☐ Assujel ☐ Non assujel

Date de clôture de l'exercice comptable : ..... / ..... / .....

2 Présentation de l'activité

	Matin	Après-midi
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		

Périodes de fermeture pour congés :

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

Effectif global : ..... dont salariés : .....

À temps plein : ..... À temps partiel : .....

Total équivalent temps plein : .....

Effectif actuel	Effectif année n-1	Effectif n-2	Effectif n-3

Préciser pour chaque personne le statut, le type de contrat pour les salariés, nombre d'heures :

	Statut	Type contrat	Nombre d'heures
Salarié 1			
Salarié 2			
Salarié 3			
Salarié 4			
Salarié 5			

Effectif	Effectif 2021	Effectif 2022	Effectif 2023	Effectif 2024	Effectif 2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
TOTAL					

Effectif	Effectif 2021	Effectif 2022	Effectif 2023	Effectif 2024	Effectif 2025
Salaires*					
Charges salariales*					
TOTAL					

(*) hors Chef d'entreprise, Gérant(e), Président(e)

Nom, adresse et téléphone :

• du comptable : .....

.....

.....

• de l'expert-comptable / Centre de Gestion Agrée : .....

.....

.....

• autre conseil (à préciser) : .....

.....

.....

.....

Modalités d'exploitation du fonds de commerce :

☐ Propriétaire exploitant ☐ Location gérance ☐ Contrat de franchise

☐ Autres : .....

.....

Propriété des murs :

☐ Propriétaire (directement ou par le biais d'une SCI) ☐ Locataire à un tiers

Nombre d'établissements et/ou de succursales :.....

Adresse des autres établissements : .....

.....

.....

.....

3 Caractéristiques commerciales de l'entreprise

Avez-vous procédé à des modifications sur votre activité (commercialisation de nouveaux produits, nouvelles activités ou nouvelles prestations auprès de votre clientèle, abandon de produits, activités ou prestations, travaux dans les locaux professionnels, agrandissement ou réduction de superficie; changement d'activité...) ? Préciser la date des évolutions intervenues et leurs liens éventuels avec les travaux.

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Droit d'occupation du domaine public : ☐ oui ☐ non

Si oui, nature de l'autorisation accordée et date d'obtention : le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

.....

Cette autorisation a-t-elle été modifiée ou retirée à l'occasion des travaux ?

.....

.....

.....

4 Nature de la clientèle

(Préciser, si possible, s'il s'agit d'une clientèle de proximité ou de passage et si vous en disposez, de l'information sur les lieux d'origine de la clientèle)

5 Commercialisation du produit

(Préciser les caractéristiques de commercialisation des produits ou services vendus : vente sur rendez-vous, ventes d'impulsion, ventes liées à une saisonnalité, part des ventes par internet, par téléphone, ventes livrées, ...)

Éléments d'identification du dommage

1 Accès à l'entreprise

(Décrire l'importance, indiquer la durée et préciser la période des difficultés d'accès aux locaux où s'exerce l'activité de l'entreprise). Les plans et photos sont conseillés.

2 Autres nuisances

(Décrire la nature et la durée des nuisances, autres que celles résultant des difficultés d'accès, ayant fait obstacle à la poursuite momentanée de l'exploitation ou ayant profondément affecté les conditions d'exploitation).

3 Mesures prises en raison des difficultés

Gestion des Ressources Humaines

(Si l'entreprise emploie des salariés, précisez notamment si ceux-ci ont été en situation de chômage technique ou s'ils ont été invités à prendre leurs congés annuels durant la période d'inactivité de l'entreprise, ou toute autre mesure)

Autres mesures

(Exemples : investissement réalisé en matière de communication, information clientèle, modification des horaires, des rythmes de livraison, diminution du niveau des commandes, prêt bancaire pour raison de trésorerie, ...)

Incidence des travaux sur le chiffre d'affaires et la marge globale

1 Historique du chiffre d'affaires

Chiffre d'Affaires H.T. en euros	2021	2022	2023	2024	2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
MONTANT TOTAL DE CA ANNUEL					

NB :

- pour les activités multiples (tabac/presse/bimbeloterie...) : produire un tableau des chiffres d'affaires par activité accompagné du taux de commission ;
- pour les activités multi-sites : produire un CA annuel par site + un CA mensuel.

Présentation de justificatifs :

- cas général : copie des déclarations CA3 de TVA relatives à tous les mois indiqués ci-dessus ;
- autres cas : présentation de l'original du livre des recettes ou à défaut la copie, certifiée par votre expert-comptable ou votre centre de gestion agréé, à la commission.

2 Évolution de la marge brute

	2021	2022	2023	2024	2025
Marge brute annuelle en pourcentage du CA					

3 Évolution quantitative de l'activité (facultatif)

	2021	2022	2023	2024	2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
TOTAL					

Récapitulatif général

Perte marge brute	
*Surcoûts divers / Frais engagés	
Total estimé du préjudice (€)	

**Les surcoûts induits par les travaux doivent faire l'objet de justificatifs (factures) et d'une évaluation détaillée. Parmi ceux-ci l'on trouve :*

1. *les surcoûts liés au financement : emprunts, découverts*
2. *les surcoûts liés à l'emploi : licenciements de personnel, mise en chômage technique*
3. *les surcoûts liés à l'échelonnement des encours sociaux et fiscaux*
4. *les surcoûts induits par les aménagements liés aux nuisances des travaux*
5. *les surcoûts liés aux dépenses publicitaires supplémentaires engagées*
6. *les surcoûts liés aux réparations de dégâts liés aux travaux.*
7. *les surcoûts générés par les services d'un expert-comptable (auto-entrepreneur ou micro-entreprise).*

Je certifie l'exactitude des informations contenues dans le présent dossier.

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

Liste des pièces obligatoires à joindre au présent dossier

1. dossier ci-joint de demande d'indemnisation dûment complété ;
2. extrait K-bis ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers ou certificat d'immatriculation URSSAF, datant de moins de 3 mois ;
3. liasses fiscales des 3 dernières années de référence (bilan, compte de résultat et annexes) ;
4. éléments de gestion (solde intermédiaire de gestion des **3** derniers exercices) accompagnés du détail des produits et charges et de tout document de gestion établi par l'entreprise ;
5. éléments de structuration du chiffre d'affaires (chiffres d'affaires «vente au détail», «vente en gros,...») des **3** dernières années ;
6. les attestations de déclaration et de paiement pour l'URSSAF, le RSI, la TVA, l'IR, l'IS ;
7. relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;
8. les deux attestations sur l'honneur à compléter ;
9. justificatif et détail de valorisation des surcoûts.

NB : Les pièces comptables 3, 4 et 5 ou tout élément comptable intermédiaire (CA mensuels notamment) devront être certifiées par votre expert-comptable, par un centre de gestion agréé ou par votre commissaire aux comptesSecrétariat de la Commission d'Indemnisation

Liste des pièces complémentaires facultatives

Photos significatives sur la situation du point de vente pendant les travaux.

Vous pouvez également ajouter, si vous le jugez utile, toutes les pièces de nature à justifier de conditions particulières d'exploitation et de manière générale, toutes les pièces de nature à établir la réalité des préjudices subis sur le fait des travaux et le bien-fondé de la demande d'indemnisation.

1 Attestation sur l'honneur

Je soussigné (e) : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de : .....

.....

Atteste sur l'honneur avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales : déclarations et paiements.

Pour ces derniers, je déclare :

☐ avoir sollicité des délais de paiement

☐ avoir obtenu l'octroi de délais de paiement

☐ ne pas avoir sollicité de délais de paiement

☐ ne pas avoir obtenu de délais de paiement

Auprès de :

☐ Recette des impôts ☐ URSSAF

☐ MSA ☐ Trésor Public

☐ Autre (préciser) : .....

.....

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

2 Attestation sur l'honneur

Je soussigné (e) : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de : .....

.....

Atteste sur l'honneur avoir pris connaissance du règlement de la commission et l'accepter.

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La Commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16 rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
@ boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16 rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2024
Directeur de publication : Direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

IMPRIM'VERT
Parimage - avril 2024 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02B

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-6/02B**

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Approbation des documents supports de la Commission d'Indemnisation Amiable Tzen 2 mis à jour (règlement de la Commission, guide d'information, formulaire de demande d'indemnisation).
Secteur Melun RD306-606

Le Département s'est engagé sur la mise en œuvre d'une procédure de règlement amiable des litiges liés aux conséquences des travaux du Tzen 2 sur l'activité économique des commerçants. Ce mode alternatif de règlement des conflits a impliqué la mise en place d'une Commission d'Indemnisation Amiable (CIA), chargée de déterminer le montant de l'indemnité allouée, le cas échéant, à un commerçant ou artisan, depuis le 26 septembre 2019. Il convient aujourd'hui d'approuver la mise à jour du règlement de la Commission, du guide d'information et du formulaire de demande d'indemnisation afin d'y intégrer des informations sur le projet et d'y mentionner le périmètre d'indemnisation pour un secteur de travaux défini (secteur Melun Nord, Secteur RD306-606 à Melun, secteur Routoires/Olof Palme à Savigny-le-Temple).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code civil, et notamment son article 2044,

VU l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE EXP 12 du 30 juillet 2014 déclarant d'utilité publique les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'une liaison de transport en site propre, le Tzen 2, entre Sénart et Melun, sur le territoire des communes de Lieusaint, Savigny le Temple, Cesson, Vert-Saint-Denis et Melun et emportant mise en comptabilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Lieusaint, Savigny-le-Temple, Cesson,Vert-Saint-Denis,

VU l'arrêté préfectoral n°2019/20 DCSE BPE EXP du 6 juin 2019 portant prorogation des effets de la Déclaration d'utilité publique mentionnée ci-dessus,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02B

VU les délibérations du STIF n° 2012/0208 et n° 2012/0209 du 11 juillet 2012 respectivement relatives au bilan de la concertation et au schéma de principe, à la désignation du maître d'ouvrage et la convention de financement de l'avant-projet du Tzen 2 Sénart-Melun,

VU la déclaration de projet relative au Tzen 2 Sénart-Melun approuvée par délibération de l'Assemblée départementale n° CG-2014/06/27-3/04 du 27 juin 2014,

VU la délibération du STIF n° 2017/429 du 28 juin 2017 approuvant l'avant-projet du Tzen 2,

VU la délibération n° CD-2019/09/26-3/08 approuvant la création de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2

VU la délibération n° CD-2019/12/19-3/04 approuvant le règlement de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2

VU la délibération n° CD-2021/05/28-3/08 approuvant l'évolution du règlement de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2 sur le Secteur II.

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver les mises à jour de forme des documents relatifs à la Commission d'Indemnisation Amiable (règlement de la Commission, guide d'information et formulaire de demande d'indemnisation) afin de les adopter dans leurs versions consolidées telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser le Président du Département à signer lesdits documents associés à la Commission d'Indemnisation Amiable (règlement de la Commission, guide d'information et formulaire de demande d'indemnisation).

Article 3 : d'imputer les crédits sur l'opération « Indemnisation Amiable secteur 1 et 2 (AE20) » de l'action « Infrastructures de transport ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02B

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602BH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Règlement de la commission d'indemnisation amiable

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Carrefour de l'Europe, reliant les RD 306 et 606, Melun - Intentions d'aménagements

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Giratoire de Beauregard, reliant les RD 605 et 606, Melun - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

www.tzen2.fr

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne est maître d'ouvrage des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).

Ces travaux consistent principalement en la réalisation d'une voie réservée et de stations dédiées aux véhicules de transport en commun et en l'aménagement sur les espaces connexes, de voiries, carrefours, trottoirs, aménagements cyclables, stationnements, plantations.

Les objectifs de ces travaux sont d'améliorer la mobilité des habitants des agglomérations de Sénart et Melun, de favoriser l'intermodalité, d'accompagner le développement économique et urbain des territoires desservis, de participer au réaménagement de l'espace public.

Malgré toutes les précautions prises durant l'ensemble des travaux, le Département de Seine-et-Marne est conscient des perturbations que les différents chantiers successifs sont susceptibles d'engendrer sur l'activité économique locale. C'est la raison pour laquelle il propose d'accompagner les établissements professionnels touchés par les nuisances inhérentes à l'ensemble de ces travaux, sur une période globale allant du 3 juin 2019 jusqu'à l'achèvement de la totalité des travaux de la liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).

Par délibération en date du 26 septembre 2019, le Conseil départemental de Seine-et-Marne a donc créé une commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés à l'exécution des travaux réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sur le périmètre des travaux publics du Tzen 2 tel que précisé à l'article 2, et sur la période précitée.

Cette procédure a pour objectif la mise en place d'un dispositif simple et rapide permettant le traitement des demandes d'indemnisation dans les meilleurs délais, en prenant pour base les principes d'indemnisation retenus par les tribunaux administratifs.

La commission d'indemnisation amiable est chargée d'étudier les demandes d'indemnisation des professionnels riverains qui estiment avoir subi des difficultés économiques sérieuses directement liées aux travaux et entraînant une diminution notable de leur activité.

Si la mise en place de cette commission permet un traitement plus rapide des dossiers, elle ne garantit aucunement l'attribution systématique d'indemnités.

Organisation et fonctionnement

ARTICLE 1

Objet de la commission

La commission d'indemnisation amiable (CIA) a pour objet :

1. d'instruire les dossiers de demandes d'indemnisation des préjudices commerciaux susceptibles d'être causés aux professionnels riverains en raison de l'exécution des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare) sous maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-et-Marne, en s'appuyant sur les éléments techniques, juridiques et financiers ;
2. d'examiner le bienfondé et la recevabilité de la demande d'indemnisation par l'analyse de la réalité et l'étendue du préjudice selon les critères énoncés dans le présent règlement ;
3. d'émettre un avis pour éclairer la décision du Département de Seine-et-Marne, qui le cas échéant, approuvera la transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil et conviendra des modalités de financement de l'indemnisation.

Compte tenu de l'importance des aménagements à réaliser sur un linéaire de 19 km, les travaux du Tzen 2 font l'objet d'un phasage.

Le second secteur des travaux de Melun (n° 2) est situé entre le giratoire de Beauregard (jonction entre la RD 605 et la RD 606) et le giratoire de la RD 306 (où se rejoignent la RD 306 et la RD 605) en passant par le rond-point de l'Europe.

Il constituera le critère géographique des premières demandes d'indemnisation susceptibles d'être soumises à la commission. Les secteurs de travaux suivants seront définis ultérieurement.

Pour chacun des secteurs de travaux, la date retenue pour le commencement du chantier est la date de notification du premier ordre de service prescrivant de démarrer des travaux sur le secteur concerné.
Pour le second secteur de travaux, cette date est ainsi fixée au XX mois 2025.

Les critères et les modalités d'indemnisation sont décrits dans les articles suivants. La commission émettra un avis sur les demandes, en prenant pour base les principes d'indemnisation dégagés par la jurisprudence administrative en matière de réparation des dommages de travaux publics.

ARTICLE 2

Périmètre d'intervention

Les professionnels peuvent être victimes de préjudices résultant des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).
Ils consistent principalement en la réalisation d'une voie réservée et de stations dédiées aux véhicules de transport en commun et en l'aménagement sur les espaces connexes, de voiries, carrefours, trottoirs, aménagements cyclables, stationnements, plantations. L'ensemble de ces travaux est réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Département.

Les travaux de dévoiement des réseaux concessionnaires sont exclus du champ de compétence de la présente commission, sauf dans le cas particulier où leur simultanéité avec les travaux du Tzen 2 ne permet pas de dissocier leur impact propre sur l'activité commerciale de celui des travaux du Tzen 2.

Le second secteur des travaux de Melun (n° 2) est situé entre le giratoire de Beauregard (jonction entre la RD 605 et la RD 606) et le giratoire de la RD 306 (où se rejoignent la RD 306 et la RD 605) en passant par le rond-point de l'Europe. Les professionnels concernés par les demandes d'indemnisation sont indiqués sur le périmètre disponible sur la carte ci-après.

Le présent règlement de la commission sera mis à jour préalablement au démarrage de chaque nouveau secteur de travaux afin de préciser le périmètre des professionnels riverains éligibles.

La commission pourra, à titre exceptionnel, instruire des demandes hors périmètre, s'il est clairement identifié que le préjudice est directement lié aux travaux.



BUS Tzen2 Aménagements Tzen 2 en travaux

Aménagements Tzen 2 réalisés

Périmètre d'éligibilité à l'indemnisation

Station

Melun - secteur RD 306/606 (n° 2)

ARTICLE 3

Composition de la commission

La commission est présidée par un magistrat de l'ordre administratif. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la présidence de la commission est assurée par son suppléant. En cas de changement, le tribunal administratif de Melun désigne un nouveau magistrat pour la présidence de la commission.

La commission est composée comme suit :

- cinq membres avec voix délibérative :
  - le président, vice-président du tribunal administratif de Melun désigné par la présidente du tribunal administratif de Melun ;
  - un élu représentant le Département de Seine-et-Marne ;
  - un élu représentant la commune concernée par le dossier soumis à délibération ;
  - un élu représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne ;
  - un élu représentant la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne ;
- membres avec voix consultative :
  - deux référents techniques du Département de Seine-et-Marne ;
  - un référent technique de la ou les communes concernées par l'ordre du jour ;
  - un référent technique de la CCI de Seine-et-Marne ;
  - un référent technique de la CMA de Seine-et-Marne ;
  - un représentant de la ou les associations de commerçants de la commune concernée, sauf demande contraire du professionnel requérant ;
  - toute personne susceptible d'éclairer la CIA par son expertise ;
  - au cours des réunions, la commission sera assistée d'un expert-comptable missionné par le Département. Préalablement à la tenue de la réunion, cet expert-comptable aura rédigé une note synthétique sur chacun des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Sont également désignés, par leur entité respective, des membres suppléants au nombre identique à celui des membres titulaires, y compris pour le président de la commission. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre titulaire, celui-ci sera remplacé par un suppléant.

Les membres de la commission ne peuvent participer aux débats et statuer s'ils ont un lien personnel ou professionnel avec l'un des demandeurs.

Sur demande motivée du demandeur, le président peut décider de demander à un membre de la commission de ne pas siéger lors de l'examen du dossier du demandeur.

Des honoraires sont prévus pour le magistrat président de la commission et, le cas échéant, pour son suppléant (voir délibération n° CD-2019/09/26-3/08 du 26 septembre 2029).

ARTICLE 4

Siège de la commission

Le siège de la commission est situé à :

Hôtel du Département
Direction des transports
Secrétariat de la commission d'indemnisation
CS 50377
77010 Melun cedex

ARTICLE 5

Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est assuré par le Département de Seine-et-Marne.

Toutes les demandes de renseignements et d'informations doivent être adressées au secrétariat :

- par mail (voie à privilégier) : commerces.tzen2@departement77.fr ;
- par courrier à :
  Département de Seine et Marne
  Direction des Transports
  Secrétariat de la commission d'Indemnisation
  CS 50377
  77 010 MELUN cedex
- par téléphone au : 01 64 14 77 77.

ARTICLE 6

Périodicité des séances

Le rythme des réunions de la CIA est défini selon le nombre de dossiers à étudier. Le calendrier des séances est fixé par le président de la commission en accord avec le secrétariat et en fonction des demandes.

ARTICLE 7

Durée d'existence de la commission

La CIA est créée à compter du 26 septembre 2019, date de la délibération de l'Assemblée départementale. Elle est dissoute à l'achèvement de l'examen des dossiers reçus pour le dernier secteur de travaux du Tzen 2.

1 Procédure de saisine de la commission

ARTICLE 8

Modalités de saisine de la commission

Tout professionnel riverain, tel que défini à l'article 15, subissant un préjudice du fait de la réalisation des travaux dans le périmètre (défini à l'article 2) peut saisir la commission, dès lors qu'il constate une baisse significative de son activité par rapport, le cas échéant, aux trois dernières années avant travaux sur le secteur.

Le demandeur est tenu d'établir la réalité du préjudice subi, en faisant éventuellement appel aux services d'un conseil qu'il choisira et rémunérera. Les éléments financiers doivent, en tout état de cause, être certifiés par un expert-comptable.

Le demandeur peut se procurer le dossier de demande d'indemnisation soit sur le site internet tzen2.com, depuis l'espace dédié, soit par mail à l'adresse électronique suivante : commerces.tzen2@departement77.fr.

Tout recours contentieux formé devant une juridiction prive le demandeur de la possibilité de bénéficier de la procédure amiable.

ARTICLE 9

Dépôt de dossier de demande d'indemnisation

Le dossier de demande d'indemnisation renseigné, accompagné des pièces justificatives demandées, doit être :

- soit transmis par voie électronique à l'adresse électronique visée à l'article 8 ;
- soit envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse visée à l'article 5 ;
- soit remis par le demandeur contre récépissé au secrétariat de la commission à l'adresse suivante :

  Direction des transports
  Secrétariat de la commission d'indemnisation
  3 rue Barthel
  77000 MELUN.

Les pièces justificatives complémentaires ou observations éventuelles devront également être envoyées par voie électronique ou par courrier recommandé avec accusé de réception ou remis auprès du secrétariat de la commission contre récépissé pour être recevables.

Si le dossier est complet, le secrétariat de la CIA adresse un récépissé d'enregistrement de la demande du professionnel concerné.

Si le dossier est incomplet, le secrétariat de la CIA invite le demandeur à fournir les pièces manquantes.

Les dossiers ne pourront être déposés qu'à l'expiration d'un délai minimum de 3 mois après le début de la perte de chiffre d'affaires reliée aux travaux du secteur concerné.

Pour chaque secteur de travaux, les demandes d'indemnisation sont recevables pendant toute la durée des travaux du secteur et dans un délai de 8 mois après la fin des travaux du secteur concerné, sur déclaration de réception des travaux.

Plusieurs demandes d'indemnisation concernant des périodes de travaux successives pourront être déposées par un même demandeur, en respectant toutefois un délai de 3 mois minimum entre deux demandes.

ARTICLE 10

Contenu de dossier de demande d'indemnisation

Chaque demande est présentée selon le modèle joint en annexe au présent règlement. Le dossier est constitué :

- d'une présentation de l'entreprise, des caractéristiques commerciales de l'entreprise (jours et heures d'ouverture, type de produits, de clientèle...) ;
- de l'évolution du chiffre d'affaires, certifiée par un comptable ;
- des éléments de gestion ;
- des éléments de structuration du chiffre d'affaires des 3 dernières années ;
- la mention spécifique pour les secteurs dont les travaux concessionnaires se terminent moins de 3 ans avant le démarrage des travaux Tzen 2 ;
- du descriptif du préjudice ;
- de l'évaluation chiffrée du préjudice commercial par l'entreprise ;
- des pièces justificatives à fournir :
  - un extrait récent K-bis ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers ;
  - une attestation comptable de la situation fiscale et sociale ;
  - des copies des bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices ;
  - si possible, une ou plusieurs photos significatives ou bien des témoignages ;
  - un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

La commission se réserve en outre le droit, au cas par cas, de demander la production de pièces complémentaires de nature à éclairer le dossier, le demandeur pouvant, quant à lui, produire toute pièce qu'il jugera utile pour l'examen de sa demande.

2 Instruction en séance des dossiers soumis à la commission

ARTICLE 11

Préparation de la séance

Le secrétariat adresse une convocation aux membres de la commission, au plus tard 20 jours avant la réunion. Le président approuve l'ordre du jour (liste des dossiers qui seront examinés au cours de la séance). Il est transmis 10 jours avant la séance avec les dossiers des demandeurs aux membres de la CIA ainsi que la fiche synthèse de chaque dossier examiné en séance préparée par le secrétariat accompagnée de la note de l'expert-comptable.

L'envoi des éléments cités peut-être dématérialisé par voie électronique, sur accord de chacun des membres de la Commission.

En cas d'urgence, le président peut décider l'inscription de dossiers supplémentaires, pour examen en séance. Une séance peut être annulée par le président 5 jours avant la date fixée, si l'ordre du jour est insuffisant.

ARTICLE 12

Déroulement de la séance

À l'ouverture de la séance, la présence des membres et leur qualité est constatée par le président qui donne connaissance des absences excusées.

Un quorum d'au moins 3 des membres à voix délibérative concernés est nécessaire à la tenue de la séance et à la validité des avis rendus par la commission (dont le président ou son suppléant). Les procurations ne sont pas acceptées.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée aux membres pour la tenue de la séance cette fois-ci sans nécessité de quorum.

Les avis de la commission sont pris à la majorité simple des voix exprimées. En cas de partage de voix, le président de la commission a voix prépondérante.

Le vote a lieu à main levée.

À l'issue de chaque réunion, il est dressé un procès-verbal qui sera soumis à l'approbation du président de la commission. En cas de demande de rectification, la rédaction du nouveau texte est fixée, en séance, par la commission.

ARTICLE 13

Tenue et police de séance

La commission siège à huit clos.

Les séances de la commission sont confidentielles. Les membres de la commission déclarent renoncer à assister les demandeurs et s'engagent à respecter la confidentialité des séances.

Le demandeur dont le dossier est examiné est convoqué au moins 8 jours avant la date de la commission par lettre simple ou par voie électronique. Il devra se présenter à l'horaire mentionné sur la convocation. Il pourra être assisté d'un expert-comptable, d'un avocat ou de la personne de son choix.

Le demandeur est introduit en séance au moment opportun et la quitte immédiatement après son audition.

Toutes les informations, comptables et autres, fournies par les demandeurs ainsi que les prises de position individuelles des membres de la commission ont un caractère confidentiel.

La commission peut demander un supplément d'instruction, le dossier étant alors examiné dès qu'il a été satisfait à cette demande.

À la demande du président, la CIA peut procéder à toute demande d'expertise qu'elle jugera utile en complément de celles apportées par les demandeurs.

Elle peut procéder à l'audition, à la demande du président, de toute personne susceptible d'éclairer ses débats.

Le président dispose seul de la police de la réunion.

ARTICLE 14

Examen du dossier par la commission

À l'issue des instructions techniques et économiques, celles-ci sont soumises pour avis à la commission. Toutes les demandes inscrites dans l'ordre du jour de la séance sont examinées successivement par les membres de la commission.

Le secrétariat présente en séance chaque dossier en résumant les faits et en rappelant les prétentions du demandeur, lesquels sont contenus dans la fiche de synthèse préparée par le secrétariat et transmise avec l'ordre du jour et le dossier aux membres de la commission.

Afin d'éclairer les travaux de la commission, les référents techniques du Département présentent les travaux, leur déroulé et dates, de façon à établir la réalité et l'importance de la gêne causée par le chantier (cause, étendue, effet, durée).

L'expert-comptable visé à l'article 3 du présent règlement présentera en outre, si nécessaire, un bref résumé de son étude. Après audition du demandeur, la commission détermine, dans un premier temps, au regard des critères visés à l'article 15 du présent règlement et au vu de la localisation de l'activité et des éléments techniques présentés, si la demande entre dans le champ d'application de son intervention et si le demandeur est placé dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnités.

Si tel n'est pas le cas, la commission propose le rejet de la demande.

Dans le cas contraire et lorsqu'elle considère que la demande est fondée, la commission, après examen des éléments économiques, évalue le montant de l'indemnité susceptible d'être allouée au demandeur.

ARTICLE 15

Critères d'attribution des indemnités

Pour examiner les dossiers de demandes d'indemnisation, la CIA s'appuie sur les règles dégagées par la jurisprudence en matière de dommage des travaux publics.

La procédure est ouverte aux seuls commerçants de détail, prestataires de service et artisans avec réception de clientèle. Sont exclus du dispositif les commerçants non sédentaires ainsi que ceux ayant déjà perçu une indemnisation dans le cadre d'une procédure d'acquisition foncière lié à ce projet.

Pour être éligible, le professionnel doit remplir les conditions suivantes :

- **secteur d'activité :** le professionnel doit être inscrit au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire de la Chambre des métiers ;
- **critère d'antériorité :** le professionnel doit être installé dans son point de vente depuis au moins 6 mois avant le démarrage du secteur de travaux le concernant mentionné dans le présent règlement et ses avenants ;
- **critère géographique :** le professionnel doit être riverain d'une des voies publiques inclues dans le périmètre cité à l'article 2 ;
- **critères économiques :** le professionnel doit connaître une baisse significative de son activité en raison des travaux et en apporter la preuve.

Pour donner droit à réparation, le préjudice doit présenter cumulativement les principales caractéristiques dont il revient au professionnel de démontrer l'existence :

- le dommage doit être direct, actuel, certain, anormal et spécial ;
- le demandeur doit apporter la preuve du lien de causalité entre les travaux et le préjudice invoqué.

La fin de la période ouvrant droit à indemnisation interviendra, pour chaque secteur de travaux, 8 mois après l'achèvement des travaux du secteur concerné à l'origine du préjudice.

ARTICLE 16

Modalités de calcul de l'indemnité proposée

Les professionnels dont le chiffre d'affaires, sur la période des travaux Tzen 2, a diminué de 10 % ou plus par rapport à la période calendaire précédente prise avant le chantier, sont éligibles au dispositif amiable.

L'indemnité est calculée à partir d'une perte de marge brute moyenne constatée sur la période retenue par la commission de date à date en comparaison avec la même période sur la moyenne des trois années précédant les travaux.

Les périodes de fermeture pour congés et autres éléments significatifs pourront venir en déduction du montant de l'indemnité proposé.

3 Avis rendus par la commission

ARTICLE 17

Délibéré de la commission

Si la commission constate que le demandeur ne se trouve pas dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnisation, elle émet un avis défavorable.

Si la commission constate, au contraire, que le demandeur se trouve dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnisation, elle procède alors à l'examen des éléments économiques.
Si ces éléments permettent de considérer que le demandeur a subi, du fait des travaux effectués dans le périmètre défini à l'article 2, un préjudice indemnisable au sens des articles 15 et 16 du présent règlement, elle émet un avis favorable à une indemnisation et détermine le montant à proposer au Département de Seine-et-Marne.

À la fin de chaque séance, le secrétariat de la CIA consigne dans le procès-verbal les montants d'indemnisation proposés pour chaque dossier.

ARTICLE 18

Communication de l'avis

Pour chaque dossier de demande d'indemnisation, le secrétariat communique l'avis motivé de la commission et le dossier complet de la demande au Département de Seine-et-Marne qui décidera en dernier lieu du caractère indemnisable du préjudice et du montant des indemnisations. Il sera rendu compte à la commission de la suite donnée à la proposition qu'elle a formulée.

Le secrétariat de la commission établira à la fin de l'opération un bilan sur lequel figureront le nombre de demandes présentées et les solutions retenues, ainsi que le nombre des indemnisations proposées qui auraient été refusées par le demandeur.

ARTICLE 19

Notification de la décision

Le demandeur reçoit notification de la décision du Département de Seine-et-Marne dans un délai de 30 jours à compter de la séance.

ARTICLE 20

Accord transactionnel

Si le demandeur est d'accord avec la proposition d'indemnisation, il est invité à signer un protocole transactionnel comportant versement de l'indemnité contre renonciation à tout recours contentieux (articles 2044 et suivants du code civil).

La transaction sera conclue entre le demandeur et le Département de Seine-et-Marne

Toute acceptation du protocole d'accord vaut renonciation expresse à tout recours contentieux à l'encontre du maître d'ouvrage pour les travaux mentionnés à l'article 2 du présent règlement.

En l'absence de réponse dans un délai de 30 jours francs, le demandeur sera réputé avoir refusé la proposition.

ARTICLE 21

Paiement

Une fois l'accord signé par les deux parties, le Département de Seine-et-Marne procède au paiement du montant de l'indemnité.

ARTICLE 22

Recours

Si la demande n'est pas acceptée ou si le demandeur refuse la proposition d'indemnisation, il lui reviendra de saisir, s'il le souhaite, les juridictions compétentes pour demander réparation du préjudice qu'il estime avoir subi.

4 Autres dispositions

ARTICLE 23

Suivi de l'activité de la CIA

La commission établit un rapport d'activité qui est présenté en séance au plus tard 1 an après l'achèvement de chaque secteur de travaux.

ARTICLE 24

Adoption et modification du règlement

Ce règlement est adopté et modifié par délibération de l'Assemblée départementale.

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
@ boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16, rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2025
Directeur de publication : direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

Parimage - avril 2025 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique IMPRIM'VERT

Publication n°4/25 - Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025
077-227700010-20250620-D250620_602BH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Guide d'information des commerçants et professionnels riverains du Tzen 2

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Carrefour de l'Europe, reliant les RD 306 et 606, Melun - Intentions d'aménagements

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Giratoire de Beauregard, reliant les RD 605 et 606, Melun - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

www.tzen2.fr

Sommaire

Le Tzen 2 : vers une mobilité durable en Seine-et-Marne 3

La carte du **tracé** 3

Calendrier prévisionnel des travaux 4

Le dispositif d'information 5

La commission d'indemnisation amiable 6

Qui peut être indemnisé ? 7

Quels préjudices sont indemnisés ? 7

Comment déposer un dossier de demande ? 8

Les étapes de la procédure 9

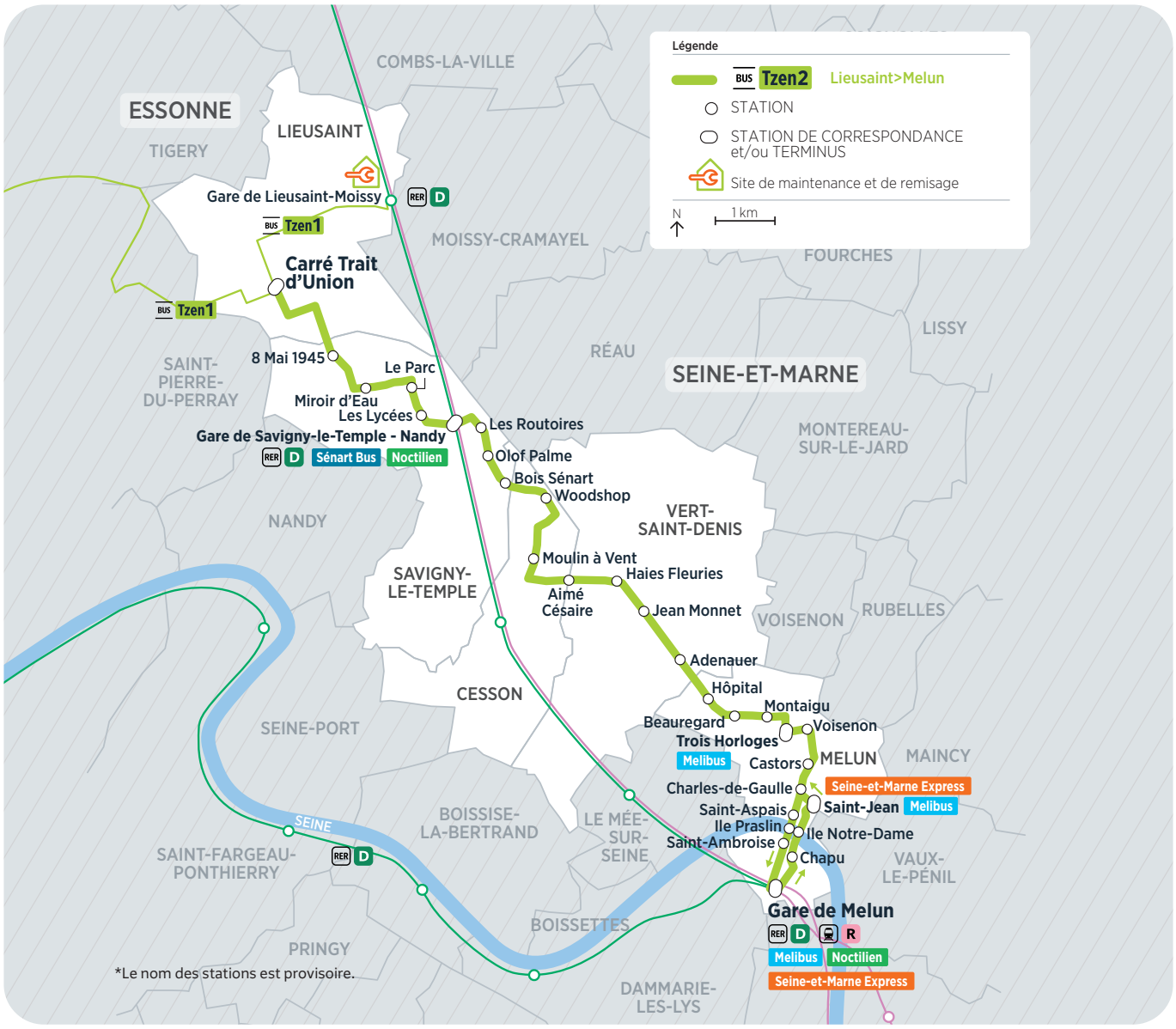
Les périmètres d'éligibilité 11

Le Tzen 2 : vers une mobilité durable en Seine-et-Marne

Ce projet participe aux mutations sociales et économiques positives à l'œuvre sur le territoire et a pour ambition de les renforcer.

Il apparaît comme une opportunité pour stimuler le développement économique local et dynamiser les quartiers traversés. Cette offre va permettre ainsi un regain d'attractivité non négligeable pour les communes concernées.

La carte du **tracé**



Un tracé de **19 km** dont **95 %** de **voies dédiées aux bus**

Desservant des habitations, des centres-villes, des bassins d'emploi et des équipements, le Tzen 2 représente avant tout un projet structurant pour le territoire seine-et-marnais.

27 000 voyageurs quotidiens attendus à la mise en service

Autant de transformations qui visent au bien-être des Seine-et-Marnais et pour lesquels le Tzen 2 constitue une réelle plus-value.

6 min entre chaque bus en heures de pointes et **10 min** en heures creuses

26 stations **modernes et agréables dans chaque sens**

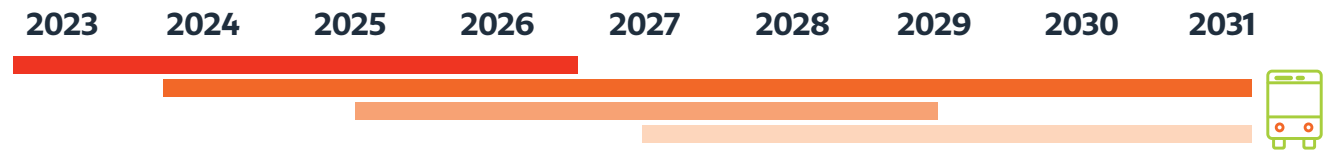
40 000 habitants et **23 000 emplois desservis**

Au-delà de se présenter comme un moyen de transport en commun, il incarne une réelle alternative à la voiture individuelle dans des territoires.

7j/7 de 5 h à minuit

2 gares en correspondance Melun et Savigny-le-Temple – Nandy

Calendrier prévisionnel des travaux



- Travaux à Savigny-le-Temple
- Travaux à Melun
- Travaux à Cesson
- Travaux à Vert-Saint-Denis

Mise en service prévisionnelle du Tzen 2

Le dispositif d'information

Pour vous accompagner pendant la période de travaux, le Département de Seine-et-Marne a mis en place un dispositif d'information complet.

Sur site

Des info travaux

Il s'agit de documents distribués dans les boites aux lettres des riverains des chantiers afin de les informer des opérations à venir et leurs éventuels effets.

Stands d'information

Ils peuvent être organisés afin d'informer le public des avancées des chantiers et répondre aux questions en direct.

Des panneaux d'information

Les chantiers du Tzen 2 sont clairement identifiés grâce à une signalétique spécifique.

Un agent de proximité

L'ambassadeur du Tzen 2 est présent sur le terrain et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne à Melun) pour répondre à vos questions et faciliter la transmission d'informations entre le Département de Seine-et-Marne et vous.

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
boris.bouremani@axodyn.com

En ligne

Le site internet du projet https://tzen2.com

Il recense l'ensemble des informations utiles sur le projet et dispose d'une rubrique dédiée aux commerçants.

L'adresse mail dédiée aux commerçants : commerces.tzen2@departement77.fr

Elle vous permet de contacter directement l'équipe projet pour lui adresser vos questions et demandes.

La page Facebook https://www.facebook.com/BusTzen2

Elle vous permet de suivre l'actualité du projet et d'avoir accès aux ressources documentaires du projet.

La commission d'indemnisation amiable

La commission d'indemnisation amiable (CIA) est née d'une volonté du Département et de ses partenaires de limiter au maximum les nuisances du chantier Tzen 2 et leurs conséquences sur l'activité économique des commerçants et artisans riverains.
Ce dispositif volontariste permet un traitement plus simple et plus rapide des demandes d'indemnisation qu'une procédure contentieuse auprès du tribunal administratif.
La commission est chargée d'étudier les demandes d'indemnisation, d'examiner leur recevabilité et de proposer un montant au Département qui décidera au final d'indemniser ou non le professionnel demandeur.
Son objectif est de faciliter l'indemnisation des professionnels riverains directement impactés par les travaux du bus à haut niveau de service Tzen 2.
Son règlement est librement accessible en téléchargement dans la rubrique « Vous êtes commerçant / artisan ? » du site officiel Tzen2.com.

De qui est-elle composée ?

La CIA est présidée par le vice-président du tribunal administratif de Melun.
Elle est composée des personnes suivantes :

Les membres à voix délibératives

- le président de la CIA, vice-président du tribunal administratif de Melun ;
- un représentant élu du Département ;
- un représentant élu de la commune concernée ;
- un représentant élu de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) ;
- un représentant élu de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA).

Les membres à voix consultatives

- deux référents techniques du Département ;
- un référent technique de la commune concernée ;
- un référent technique de la CCI ;
- un référent technique de la CMA ;
- un représentant de l'association de commerçants de la commune, sauf demande contraire du professionnel requérant ;
- toute personne susceptible d'éclairer la CIA par son expertise.

Qui peut être indemnisé ?

Sont éligibles les commerçants et artisans riverains avec accueil de la clientèle :

- situés dans la zone de travaux du Tzen 2 (voir détail du périmètre **page 11**) ;
- inscrits au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire de la Chambre des Métiers ;
- installés dans leur point de vente depuis au moins 6 mois avant le début des travaux du secteur concerné ;
- constatant une perte d'au moins 10 % de leur chiffre d'affaires en raison des travaux d'aménagement du Tzen 2 réalisés par le Département.

Sont exclus du dispositif les commerçants non sédentaires ainsi que ceux ayant déjà perçu une indemnisation dans le cadre d'une procédure d'acquisition foncière liée à ce projet.

Quels préjudices sont indemnisés ?

Afin d'être pris en compte par l'indemnisation, le dommage doit être :

- **actuel et certain :** les travaux liés au Tzen 2 doivent être la cause directe du dommage et le professionnel doit pouvoir prouver une baisse réelle de son activité ;
- **direct** : la perte de chiffre d'affaires doit trouver directement sa cause dans l'exécution des travaux ;
- **spécial** : il ne doit concerner qu'un nombre limité de personnes identifiées se trouvant dans une situation particulière et être directement lié à la réalisation des travaux (par exemple, le bruit ou la poussière ne sont pas des natures de dommages subis spécifiquement par quelques riverains) ;
- **anormal :** il présente un degré de gravité tenant compte de la gêne occasionnée, de son intensité.

Les dossiers de demandes sont étudiés au cas par cas mais l'attribution d'une indemnisation n'est pas systématique car elle dépend de la situation particulière de chaque demandeur.

Seuls les travaux sous maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Tzen 2 sont éligibles à une indemnisation par la commission d'indemnisation amiable.

Comment déposer un dossier de demande ?

Si vous répondez aux critères d'éligibilité et estimez subir un préjudice en raison des travaux du Tzen 2, vous pouvez préparer votre dossier de demande d'indemnisation.

Les pièces justificatives à fournir

- formulaire de demande complété et signé ;
- présentation de l'entreprise et de ses caractéristiques commerciales ;
- évolution du chiffre d'affaires certifiée par un comptable ;
- éléments de gestion de l'entreprise ;
- structuration du chiffre d'affaires des 3 dernières années ;
- descriptif du préjudice ;
- évaluation chiffrée du préjudice commercial par l'entreprise ;
- RIB et extrait récent du K-bis ou immatriculation de l'entreprise au Répertoire des métiers ;
- attestation comptable de la situation fiscale et sociale ;
- copie des bilans et comptes de résultats des 3 dernières années.

Le lien de causalité entre les travaux du Tzen 2 et le préjudice invoqué doit être apporté par le demandeur.

Où vous procurer le formulaire de demande ?

- en téléchargement sur le site internet www.tzen2.com > Vous êtes commerçant/artisan > Demande d'indemnisation – documents téléchargeables
- en scannant le QR code
- auprès du secrétariat de la CIA : commerces.tzen2@departement77.com

Les étapes de la procédure

Étape 1

Quand déposer votre dossier ?

- dès 3 mois consécutifs de perte de chiffre d'affaires constatée;
- au plus tard 8 mois après la fin des travaux sur le secteur concerné ;
- des demandes successives sont possibles, en respectant un délai de 3 mois entre chaque demande.

Étape 2

Constituer votre dossier

- imprimez toutes les pages du formulaire de demande d'indemnisation ;
- remplissez le formulaire de demande d'indemnisation en intégralité et signez aux endroits indiqués ;
- réunissez l'ensemble des pièces justificatives à fournir en appui du dossier ;
- pensez à photocopier l'intégralité du dossier et conserver les photocopies ;
- rassemblez votre dossier et l'ensemble des pièces justificatives et mettez-les dans une enveloppe.

Attention : tout dossier incomplet ne pourra pas être traité.

Étape 3

Déposer votre dossier

- par mail à l'adresse **commerces.tzen2@departement77.com** (voie à privilégier)
- par courrier avec accusé / réception à l'adresse : **Département 77 – Direction des transports – Secrétariat de la CIA CS 50377 – 77010 Melun cedex**
- en main propre au secrétariat de la commission à l'adresse **3, rue Barthel 77000 Melun**

Étape 4

L'étude de votre demande

Le secrétariat de la commission d'indemnisation amiable étudie chaque demande.
Si le dossier est complet, un récépissé vous sera adressé.

Si le dossier est incomplet, il vous sera demandé de fournir les pièces manquantes.

Chaque dossier fait l'objet d'une instruction visant à s'assurer de l'éligibilité de la demande, ainsi que d'une expertise technique et économique.

Étape 5

L'avis rendu par la CIA

La commission d'indemnisation amiable se réunit afin d'étudier chaque demande d'indemnisation.

Vous êtes invité à présenter oralement votre demande devant la commission. Vous recevez une convocation au moins 8 jours avant votre audition.

- si la commission juge la demande recevable : proposition d'indemnisation ;
- si la commission juge la demande non recevable : proposition de rejet ;
- elle communique son avis au Département.

Étape 6

La décision d'indemnisation du Département et le versement

La commission permanente du Département, instance décisionnaire,
se prononce définitivement sur la demande et le montant de l'indemnisation.

- vous êtes informé de la décision du Département et invité à signer un protocole transactionnel. Vous disposez alors de 30 jours francs pour le signer ;
- après signature du protocole, le Département procède au versement de l'indemnité.

La signature du protocole vous engage à renoncer à tout recours contentieux.

Si vous n'obtenez pas satisfaction dans le cadre de la procédure amiable,
vous avez la possibilité de saisir le tribunal administratif.

Le périmètre d'éligibilité

Melun secteur RD 306/606 (n° 2)



BUS Tzen2 Aménagements Tzen 2 en travaux

Aménagements Tzen 2 réalisés

Périmètre d'éligibilité à l'indemnisation

Station

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16, rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2025
Directeur de publication : direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

Parimage - avril 2025 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique IMPRIM'VERT

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602BH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Formulaire de demande d'indemnisation

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Carrefour de l'Europe, reliant les RD 306 et 606, Melun - Intentions d'aménagements

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Giratoire de Beauregard, reliant les RD 605 et 606, Melun - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

www.tzen2.fr

Consignes à suivre

1. Remplir les champs nécessaires à la constitution de votre dossier.
2. Vérifiez les pièces à joindre à votre dossier (page 16).
3. Conservez une copie de votre dossier.
4. Envoyez votre dossier au secrétariat de la commission d'indemnisation amiable. Pour déposer votre dossier, vous devez respecter un délai minimum de 3 mois après le début de la perte de chiffre d'affaires reliée aux travaux Tzen 2 du secteur concerné. La date limite de dépôt du dossier est fixée à 8 mois après la date officielle de la fin des travaux du secteur concerné.

Le dossier est à retourner dûment complété, daté et signé, à l'attention du secrétariat de la commission amiable, soit :

- par voie électronique à commerces.tzen2@departement77.fr ;
- en recommandé avec accusé de réception à l'adresse postale du secrétariat :

  Département de Seine-et-Marne
  Direction des transports
  Secrétariat de la commission d'indemnisation
  3 rue Barthel
  CS 50377
  77010 MELUN cedex

- ou remis par le demandeur, contre récépissé, à l'adresse ci-dessus (il vous sera demandé de justifier votre identité en cas de dépôt en mains propres).

Pour toute demande de renseignement et d'information, le secrétariat est joignable par email commerces.tzen2@departement77.fr ou par téléphone au 01 64 14 77 77.

Dossier de demande d'indemnisation

Nom, Prénom de l'exploitant : .....

.....

Qualité (propriétaire, gérant, etc.) : .....

.....

Dénomination commerciale ou raison sociale : .....

.....

Enseigne ou sigle : .....

.....

Adresse de l'établissement : .....

.....

Commune concernée : .....

.....

Nature de l'activité : .....

.....

Période des travaux de date à date : .....

.....

Type de travaux en cause : .....

.....

.....

.....

Je sollicite une réparation indemnitaire de (indiquer la somme en chiffres et en lettres) : .....

.....

.....

.....

Souhaitez-vous que le représentant de l'association de commerçants de votre commune siège lors de votre audition à la séance de la Commission :

☐ oui ☐ non

1 Fiche d'identité

Siret : .....

Code NAF : .....

Raison sociale ou dénomination sociale : .....

.....

Sigle ou enseigne : .....

Statut de l'établissement :

☐ Siège ☐ Établissement secondaire, précisez la localisation du siège

Adresse (établissement principal) : .....

.....

Nombre d'établissements : .....

Forme juridique :

☐ Entreprise individuelle ☐ SA ☐ SARL ☐ EURL ☐ Société de Fait ☐ SNC

☐ Autres (à préciser) : .....

.....

.....

Date de création de l'établissement objet du présent dossier : ..... / ..... / .....

Date d'implantation de l'établissement objet du présent dossier : ..... / ..... / .....

Vous êtes :

☐ Propriétaire du local commercial ☐ Locataire du local commercial

Numéro de téléphone : .....

Numéro de portable : .....

Numéro de fax : .....

E-mail : .....

Forme juridique : .....

☐ Entreprise individuelle ☐ Société de fait ☐ SA ☐ SNC ☐ SAS ☐ SARL ☐ EURL

Autre (à préciser) : .....

.....

.....

Si société : répartition du capital et date de souscription ou d'acquisition des titres :

Actionnaires	% Capital détenu

Régime fiscal : .....

.....

.....

Imposition des bénéfices : ☐ BIC-IR ☐ IS ☐ BNC-IR

TVA : ☐ Assujetti ☐ Non assujetti

Date de clôture de l'exercice comptable : ..... / ..... / .....

2 Présentation de l'activité

	Matin	Après-midi
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		

Périodes de fermeture pour congés :

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

Effectif global : ..... dont salariés : .....

À temps plein : ..... À temps partiel : .....

Total équivalent temps plein : .....

Effectif actuel	Effectif année n-1	Effectif n-2	Effectif n-3

Préciser pour chaque personne le statut, le type de contrat pour les salariés, nombre d'heures :

	Statut	Type contrat	Nombre d'heures
Salarié 1			
Salarié 2			
Salarié 3			
Salarié 4			
Salarié 5			

Effectif	Effectif 2021	Effectif 2022	Effectif 2023	Effectif 2024	Effectif 2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
TOTAL					

Effectif	Effectif 2021	Effectif 2022	Effectif 2023	Effectif 2024	Effectif 2025
Salaires*					
Charges salariales*					
TOTAL					

(*) hors chef d'entreprise, gérant(e), président(e)

Nom, adresse et téléphone :

• du comptable : .....

.....

.....

• de l'expert-comptable / Centre de gestion agrée : .....

.....

.....

• autre conseil (à préciser) : .....

.....

.....

.....

Modalités d'exploitation du fonds de commerce :

☐ Propriétaire exploitant ☐ Location gérance ☐ Contrat de franchise

☐ Autres : .....

.....

Propriété des murs :

☐ Propriétaire (directement ou par le biais d'une SCI) ☐ Locataire à un tiers

Nombre d'établissements et/ou de succursales :.....

Adresse des autres établissements : .....

.....

.....

.....

3 Caractéristiques commerciales de l'entreprise

Avez-vous procédé à des modifications sur votre activité (commercialisation de nouveaux produits, nouvelles activités ou nouvelles prestations auprès de votre clientèle, abandon de produits, activités ou prestations, travaux dans les locaux professionnels, agrandissement ou réduction de superficie; changement d'activité...) ? Préciser la date des évolutions intervenues et leurs liens éventuels avec les travaux.

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Droit d'occupation du domaine public : ☐ oui ☐ non

Si oui, nature de l'autorisation accordée et date d'obtention : le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

.....

Cette autorisation a-t-elle été modifiée ou retirée à l'occasion des travaux ?

.....

.....

.....

4 Nature de la clientèle

(Préciser, si possible, s'il s'agit d'une clientèle de proximité ou de passage et si vous en disposez, de l'information sur les lieux d'origine de la clientèle)

5 Commercialisation du produit

(Préciser les caractéristiques de commercialisation des produits ou services vendus : vente sur rendez-vous, ventes d'impulsion, ventes liées à une saisonnalité, part des ventes par internet, par téléphone, ventes livrées, ...)

Éléments d'identification du dommage

1 Accès à l'entreprise

(Décrire l'importance, indiquer la durée et préciser la période des difficultés d'accès aux locaux où s'exerce l'activité de l'entreprise). Les plans et photos sont conseillés.

2 Autres nuisances

(Décrire la nature et la durée des nuisances, autres que celles résultant des difficultés d'accès, ayant fait obstacle à la poursuite momentanée de l'exploitation ou ayant profondément affecté les conditions d'exploitation).

3 Mesures prises en raison des difficultés

Gestion des ressources humaines

(Si l'entreprise emploie des salariés, précisez notamment si ceux-ci ont été en situation de chômage technique ou s'ils ont été invités à prendre leurs congés annuels durant la période d'inactivité de l'entreprise, ou toute autre mesure)

Autres mesures

(Exemples : investissement réalisé en matière de communication, information clientèle, modification des horaires, des rythmes de livraison, diminution du niveau des commandes, prêt bancaire pour raison de trésorerie, ...)

Incidence des travaux sur le chiffre d'affaires et la marge globale

1 Historique du chiffre d'affaires

Chiffre d'Affaires H.T. en euros	2021	2022	2023	2024	2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
MONTANT TOTAL DE CA ANNUEL					

NB :

- pour les activités multiples (tabac/presse/bimbeloterie...) : produire un tableau des chiffres d'affaires par activité accompagné du taux de commission ;
- pour les activités multi-sites : produire un CA annuel par site + un CA mensuel.

Présentation de justificatifs :

- cas général : copie des déclarations CA3 de TVA relatives à tous les mois indiqués ci-dessus ;
- autres cas : présentation de l'original du livre des recettes ou à défaut la copie, certifiée par votre expert-comptable ou votre centre de gestion agréé, à la commission.

2 Évolution de la marge brute

	2021	2022	2023	2024	2025
Marge brute annuelle en pourcentage du CA					

3 Évolution quantitative de l'activité (facultatif)

	2021	2022	2023	2024	2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
TOTAL					

Récapitulatif général

Perte marge brute	
*Surcoûts divers / Frais engagés	
Total estimé du préjudice (€)	

**Les surcoûts induits par les travaux doivent faire l'objet de justificatifs (factures) et d'une évaluation détaillée. Parmi ceux-ci l'on trouve :*

1. *les surcoûts liés au financement : emprunts, découverts*
2. *les surcoûts liés à l'emploi : licenciements de personnel, mise en chômage technique*
3. *les surcoûts liés à l'échelonnement des encours sociaux et fiscaux*
4. *les surcoûts induits par les aménagements liés aux nuisances des travaux*
5. *les surcoûts liés aux dépenses publicitaires supplémentaires engagées*
6. *les surcoûts liés aux réparations de dégâts liés aux travaux.*
7. *les surcoûts générés par les services d'un expert-comptable (auto-entrepreneur ou micro-entreprise).*

Je certifie l'exactitude des informations contenues dans le présent dossier.

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

Liste des pièces obligatoires à joindre au présent dossier

1. dossier ci-joint de demande d'indemnisation dûment complété ;
2. extrait K-bis ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers ou certificat d'immatriculation URSSAF, datant de moins de 3 mois ;
3. liasses fiscales des 3 dernières années de référence (bilan, compte de résultat et annexes) ;
4. éléments de gestion (solde intermédiaire de gestion des **3** derniers exercices) accompagnés du détail des produits et charges et de tout document de gestion établi par l'entreprise ;
5. éléments de structuration du chiffre d'affaires (chiffres d'affaires « vente au détail », « vente en gros,... ») des **3** dernières années ;
6. les attestations de déclaration et de paiement pour l'URSSAF, le RSI, la TVA, l'IR, l'IS ;
7. relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;
8. les deux attestations sur l'honneur à compléter ;
9. justificatif et détail de valorisation des surcoûts.

NB : Les pièces comptables 3, 4 et 5 ou tout élément comptable intermédiaire (CA mensuels notamment) devront être certifiées par votre expert-comptable, par un centre de gestion agréé ou par votre commissaire aux comptes secrétariat de la commission d'indemnisation

Liste des pièces complémentaires facultatives

Photos significatives sur la situation du point de vente pendant les travaux.

Vous pouvez également ajouter, si vous le jugez utile, toutes les pièces de nature à justifier de conditions particulières d'exploitation et de manière générale, toutes les pièces de nature à établir la réalité des préjudices subis sur le fait des travaux et le bien-fondé de la demande d'indemnisation.

1 Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de : .....

.....

Atteste sur l'honneur avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales : déclarations et paiements.

Pour ces derniers, je déclare :

- ☐ avoir sollicité des délais de paiement
- ☐ avoir obtenu l'octroi de délais de paiement
- ☐ ne pas avoir sollicité de délais de paiement
- ☐ ne pas avoir obtenu de délais de paiement

Auprès de :

- ☐ Recette des impôts
- ☐ URSSAF
- ☐ MSA
- ☐ Trésor Public
- ☐ Autre (préciser) : .....

.....

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

2 Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de : .....

.....

Atteste sur l'honneur avoir pris connaissance du règlement de la commission et l'accepter.

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
@ boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16, rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2025
Directeur de publication : direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

Parimage - avril 2025 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique IMPRIM'VERT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02C

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602CH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-6/02C**

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Approbation des documents supports de la Commission d'Indemnisation Amiable Tzen 2 mis à jour (règlement de la Commission, guide d'information, formulaire de demande d'indemnisation).
Secteur Routoires/Olof Palme à Savigny-le-Temple

Le Département s'est engagé sur la mise en œuvre d'une procédure de règlement amiable des litiges liés aux conséquences des travaux du Tzen 2 sur l'activité économique des commerçants. Ce mode alternatif de règlement des conflits a impliqué la mise en place d'une Commission d'Indemnisation Amiable (CIA), chargée de déterminer le montant de l'indemnité allouée, le cas échéant, à un commerçant ou artisan, depuis le 26 septembre 2019. Il convient aujourd'hui d'approuver la mise à jour du règlement de la Commission, du guide d'information et du formulaire de demande d'indemnisation afin d'y intégrer des informations sur le projet et d'y mentionner le périmètre d'indemnisation pour un secteur de travaux défini (secteur Melun Nord, Secteur RD306-606 à Melun, secteur Routoires/Olof Palme à Savigny-le-Temple).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code civil, et notamment son article 2044,

VU l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE EXP 12 du 30 juillet 2014 déclarant d'utilité publique les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'une liaison de transport en site propre, le Tzen 2, entre Sénart et Melun, sur le territoire des communes de Lieusaint, Savigny le Temple, Cesson, Vert-Saint-Denis et Melun et emportant mise en comptabilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Lieusaint, Savigny-le-Temple, Cesson,Vert-Saint-Denis,

VU l'arrêté préfectoral n°2019/20 DCSE BPE EXP du 6 juin 2019 portant prorogation des effets de la Déclaration d'utilité publique mentionnée ci-dessus,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02C

VU les délibérations du STIF n° 2012/0208 et n° 2012/0209 du 11 juillet 2012 respectivement relatives au bilan de la concertation et au schéma de principe, à la désignation du maître d'ouvrage et la convention de financement de l'avant-projet du Tzen 2 Sénart-Melun,

VU la déclaration de projet relative au Tzen 2 Sénart-Melun approuvée par délibération de l'Assemblée départementale n° CG-2014/06/27-3/04 du 27 juin 2014,

VU la délibération du STIF n° 2017/429 du 28 juin 2017 approuvant l'avant-projet du Tzen 2,

VU la délibération n° CD-2019/09/26-3/08 approuvant la création de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2,

VU la délibération n° CD-2019/12/19-3/04 approuvant le règlement de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2,

VU la délibération n° CD-2021/05/28-3/08 approuvant l'évolution du règlement de la Commission Indemnisation Amiable dans le cadre des travaux Tzen 2 sur le Secteur II,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver les mises à jour de forme des documents relatifs à la Commission d'Indemnisation Amiable (règlement de la Commission, guide d'information et formulaire de demande d'indemnisation) ainsi que la mise en forme de fond du guide d'information et du règlement de la Commission d'Indemnisation Amiable afin de les adopter dans leurs versions consolidées telles qu'annexées à la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser le Président du Département à signer lesdits documents associés à la Commission d'Indemnisation Amiable (règlement de la Commission, guide d'information et formulaire de demande d'indemnisation).

Article 3 : d'imputer les crédits sur l'opération « Indemnisation Amiable secteur 1 et 2 (AE20) » de l'action « Infrastructures de transport ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-6/02C

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Publication en ligne - Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025
077-227700010-20250620-D250620_602CH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Règlement de la commission d'indemnisation amiable



Giratoire Olof Palme, Savigny-le-Temple - Intentions d'aménagements

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Giratoire Olof Palme et rue de l'Orée du Bois, Savigny-le-Temple - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

www.tzen2.fr

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne est maître d'ouvrage des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).

Ces travaux consistent principalement en la réalisation d'une voie réservée et de stations dédiées aux véhicules de transport en commun et en l'aménagement sur les espaces connexes, de voiries, carrefours, trottoirs, aménagements cyclables, stationnements, plantations.

Les objectifs de ces travaux sont d'améliorer la mobilité des habitants des agglomérations de Sénart et Melun, de favoriser l'intermodalité, d'accompagner le développement économique et urbain des territoires desservis, de participer au réaménagement de l'espace public.

Malgré toutes les précautions prises durant l'ensemble des travaux, le Département de Seine-et-Marne est conscient des perturbations que les différents chantiers successifs sont susceptibles d'engendrer sur l'activité économique locale. C'est la raison pour laquelle il propose d'accompagner les établissements professionnels touchés par les nuisances inhérentes à l'ensemble de ces travaux, sur une période globale allant du 3 juin 2019 jusqu'à l'achèvement de la totalité des travaux de la liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).

Par délibération en date du 26 septembre 2019, le Conseil départemental de Seine-et-Marne a donc créé une commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés à l'exécution des travaux réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sur le périmètre des travaux publics du Tzen 2 tel que précisé à l'article 2, et sur la période précitée.

Cette procédure a pour objectif la mise en place d'un dispositif simple et rapide permettant le traitement des demandes d'indemnisation dans les meilleurs délais, en prenant pour base les principes d'indemnisation retenus par les tribunaux administratifs.

La commission d'indemnisation amiable est chargée d'étudier les demandes d'indemnisation des professionnels riverains qui estiment avoir subi des difficultés économiques sérieuses directement liées aux travaux et entraînant une diminution notable de leur activité.

Si la mise en place de cette commission permet un traitement plus rapide des dossiers, elle ne garantit aucunement l'attribution systématique d'indemnités.

Organisation et fonctionnement

ARTICLE 1

Objet de la commission

La commission d'indemnisation amiable (CIA) a pour objet :

1. d'instruire les dossiers de demandes d'indemnisation des préjudices commerciaux susceptibles d'être causés aux professionnels riverains en raison de l'exécution des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare) sous maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-et-Marne, en s'appuyant sur les éléments techniques, juridiques et financiers ;
2. d'examiner le bienfondé et la recevabilité de la demande d'indemnisation par l'analyse de la réalité et l'étendue du préjudice selon les critères énoncés dans le présent règlement ;
3. d'émettre un avis pour éclairer la décision du Département de Seine-et-Marne, qui le cas échéant, approuvera la transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil et conviendra des modalités de financement de l'indemnisation.

Compte tenu de l'importance des aménagements à réaliser sur un linéaire de 19 km, les travaux du Tzen 2 font l'objet d'un phasage.

Le secteur de travaux sur Savigny-le-Temple situé sur l'avenue des Routoires, depuis son croisement avec l'avenue de l'Europe jusqu'au giratoire Olof Palme inclus.

Il constituera le critère géographique des premières demandes d'indemnisation susceptibles d'être soumises à la commission. Les secteurs de travaux suivants seront définis ultérieurement.

Pour chacun des secteurs de travaux, la date retenue pour le commencement du chantier est la date de notification du premier ordre de service prescrivant de démarrer des travaux sur le secteur concerné. **Pour ce secteur de travaux, cette date est ainsi fixée au XX mois 2025.**

Les critères et les modalités d'indemnisation sont décrits dans les articles suivants. La commission émettra un avis sur les demandes, en prenant pour base les principes d'indemnisation dégagés par la jurisprudence administrative en matière de réparation des dommages de travaux publics.

ARTICLE 2

Périmètre d'intervention

Les professionnels peuvent être victimes de préjudices résultant des travaux publics pour la réalisation d'une liaison en transport en commun en site propre Tzen 2 entre Lieusaint (Trait d'Union) et Melun (gare).
Ils consistent principalement en la réalisation d'une voie réservée et de stations dédiées aux véhicules de transport en commun et en l'aménagement sur les espaces connexes, de voiries, carrefours, trottoirs, aménagements cyclables, stationnements, plantations. L'ensemble de ces travaux est réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Département.

Les travaux de dévoiement des réseaux concessionnaires sont exclus du champ de compétence de la présente commission, sauf dans le cas particulier où leur simultanéité avec les travaux du Tzen 2 ne permet pas de dissocier leur impact propre sur l'activité commerciale de celui des travaux du Tzen 2.

Le secteur de travaux sur Savigny-le-Temple situé sur l'avenue des Routoires, depuis son croisement avec l'avenue de l'Europe jusqu'au giratoire Olof Palme inclus. Les professionnels concernés par les demandes d'indemnisation sont indiqués sur le périmètre disponible sur la carte ci-après.

Le présent règlement de la commission sera mis à jour préalablement au démarrage de chaque nouveau secteur de travaux afin de préciser le périmètre des professionnels riverains éligibles.

La commission pourra, à titre exceptionnel, instruire des demandes hors périmètre, s'il est clairement identifié que le préjudice est directement lié aux travaux.



BUS Tzen2 Aménagements Tzen 2 en travaux

Aménagements Tzen 2 réalisés

Périmètre d'éligibilité à l'indemnisation

Station

Savigny-le-Temple - secteur Routoires/Olof Palme

ARTICLE 3

Composition de la commission

La commission est présidée par un magistrat de l'ordre administratif. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la présidence de la commission est assurée par son suppléant. En cas de changement, le tribunal administratif de Melun désigne un nouveau magistrat pour la présidence de la commission.

La commission est composée comme suit :

- cinq membres avec voix délibérative :
  - le président, vice-président du tribunal administratif de Melun désigné par la présidente du tribunal administratif de Melun ;
  - un élu représentant le Département de Seine-et-Marne ;
  - un élu représentant la commune concernée par le dossier soumis à délibération ;
  - un élu représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne ;
  - un élu représentant la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne ;
- membres avec voix consultative :
  - deux référents techniques du Département de Seine-et-Marne ;
  - un référent technique de la ou les communes concernées par l'ordre du jour ;
  - un référent technique de la CCI de Seine-et-Marne ;
  - un référent technique de la CMA de Seine-et-Marne ;
  - un représentant de la ou les associations de commerçants de la commune concernée, sauf demande contraire du professionnel requérant ;
  - toute personne susceptible d'éclairer la CIA par son expertise ;
  - au cours des réunions, la commission sera assistée d'un expert-comptable missionné par le Département. Préalablement à la tenue de la réunion, cet expert-comptable aura rédigé une note synthétique sur chacun des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

Sont également désignés, par leur entité respective, des membres suppléants au nombre identique à celui des membres titulaires, y compris pour le président de la commission. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre titulaire, celui-ci sera remplacé par un suppléant.

Les membres de la commission ne peuvent participer aux débats et statuer s'ils ont un lien personnel ou professionnel avec l'un des demandeurs.

Sur demande motivée du demandeur, le président peut décider de demander à un membre de la commission de ne pas siéger lors de l'examen du dossier du demandeur.

Des honoraires sont prévus pour le magistrat président de la commission et, le cas échéant, pour son suppléant (voir délibération n° CD-2019/09/26-3/08 du 26 septembre 2029).

ARTICLE 4

Siège de la commission

Le siège de la commission est situé à :

Hôtel du Département
Direction des transports
Secrétariat de la commission d'indemnisation
CS 50377
77010 Melun cedex

ARTICLE 5

Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est assuré par le Département de Seine-et-Marne.

Toutes les demandes de renseignements et d'informations doivent être adressées au secrétariat :

- par mail (voie à privilégier) : commerces.tzen2@departement77.fr ;
- par courrier à :
  Département de Seine et Marne
  Direction des Transports
  Secrétariat de la commission d'Indemnisation
  CS 50377
  77 010 MELUN cedex
- par téléphone au : 01 64 14 77 77.

ARTICLE 6

Périodicité des séances

Le rythme des réunions de la CIA est défini selon le nombre de dossiers à étudier. Le calendrier des séances est fixé par le président de la commission en accord avec le secrétariat et en fonction des demandes.

ARTICLE 7

Durée d'existence de la commission

La CIA est créée à compter du 26 septembre 2019, date de la délibération de l'Assemblée départementale. Elle est dissoute à l'achèvement de l'examen des dossiers reçus pour le dernier secteur de travaux du Tzen 2.

1 Procédure de saisine de la commission

ARTICLE 8

Modalités de saisine de la commission

Tout professionnel riverain, tel que défini à l'article 15, subissant un préjudice du fait de la réalisation des travaux dans le périmètre (défini à l'article 2) peut saisir la commission, dès lors qu'il constate une baisse significative de son activité par rapport, le cas échéant, aux trois dernières années avant travaux sur le secteur.

Le demandeur est tenu d'établir la réalité du préjudice subi, en faisant éventuellement appel aux services d'un conseil qu'il choisira et rémunérera. Les éléments financiers doivent, en tout état de cause, être certifiés par un expert-comptable.

Le demandeur peut se procurer le dossier de demande d'indemnisation soit sur le site internet tzen2.com, depuis l'espace dédié, soit par mail à l'adresse électronique suivante : commerces.tzen2@departement77.fr.

Tout recours contentieux formé devant une juridiction prive le demandeur de la possibilité de bénéficier de la procédure amiable.

ARTICLE 9

Dépôt de dossier de demande d'indemnisation

Le dossier de demande d'indemnisation renseigné, accompagné des pièces justificatives demandées, doit être :

- soit transmis par voie électronique à l'adresse électronique visée à l'article 8 ;
- soit envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse visée à l'article 5 ;
- soit remis par le demandeur contre récépissé au secrétariat de la commission à l'adresse suivante :

  Direction des transports
  Secrétariat de la commission d'indemnisation
  3 rue Barthel
  77000 MELUN.

Les pièces justificatives complémentaires ou observations éventuelles devront également être envoyées par voie électronique ou par courrier recommandé avec accusé de réception ou remis auprès du secrétariat de la commission contre récépissé pour être recevables.

Si le dossier est complet, le secrétariat de la CIA adresse un récépissé d'enregistrement de la demande du professionnel concerné.

Si le dossier est incomplet, le secrétariat de la CIA invite le demandeur à fournir les pièces manquantes.

Les dossiers ne pourront être déposés qu'à l'expiration d'un délai minimum de 3 mois après le début de la perte de chiffre d'affaires reliée aux travaux du secteur concerné.

Pour chaque secteur de travaux, les demandes d'indemnisation sont recevables pendant toute la durée des travaux du secteur et dans un délai de 8 mois après la fin des travaux du secteur concerné, sur déclaration de réception des travaux.

Plusieurs demandes d'indemnisation concernant des périodes de travaux successives pourront être déposées par un même demandeur, en respectant toutefois un délai de 3 mois minimum entre deux demandes.

ARTICLE 10

Contenu de dossier de demande d'indemnisation

Chaque demande est présentée selon le modèle joint en annexe au présent règlement. Le dossier est constitué :

- d'une présentation de l'entreprise, des caractéristiques commerciales de l'entreprise (jours et heures d'ouverture, type de produits, de clientèle...) ;
- de l'évolution du chiffre d'affaires, certifiée par un comptable ;
- des éléments de gestion ;
- des éléments de structuration du chiffre d'affaires des 3 dernières années ;
- la mention spécifique pour les secteurs dont les travaux concessionnaires se terminent moins de 3 ans avant le démarrage des travaux Tzen 2 ;
- du descriptif du préjudice ;
- de l'évaluation chiffrée du préjudice commercial par l'entreprise ;
- des pièces justificatives à fournir :
  - un extrait récent K-bis ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers ;
  - une attestation comptable de la situation fiscale et sociale ;
  - des copies des bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices ;
  - si possible, une ou plusieurs photos significatives ou bien des témoignages ;
  - un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

La commission se réserve en outre le droit, au cas par cas, de demander la production de pièces complémentaires de nature à éclairer le dossier, le demandeur pouvant, quant à lui, produire toute pièce qu'il jugera utile pour l'examen de sa demande.

2 Instruction en séance des dossiers soumis à la commission

ARTICLE 11

Préparation de la séance

Le secrétariat adresse une convocation aux membres de la commission, au plus tard 20 jours avant la réunion. Le président approuve l'ordre du jour (liste des dossiers qui seront examinés au cours de la séance). Il est transmis 10 jours avant la séance avec les dossiers des demandeurs aux membres de la CIA ainsi que la fiche synthèse de chaque dossier examiné en séance préparée par le secrétariat accompagnée de la note de l'expert-comptable.

L'envoi des éléments cités peut-être dématérialisé par voie électronique, sur accord de chacun des membres de la Commission.

En cas d'urgence, le président peut décider l'inscription de dossiers supplémentaires, pour examen en séance. Une séance peut être annulée par le président 5 jours avant la date fixée, si l'ordre du jour est insuffisant.

ARTICLE 12

Déroulement de la séance

À l'ouverture de la séance, la présence des membres et leur qualité est constatée par le président qui donne connaissance des absences excusées.

Un quorum d'au moins 3 des membres à voix délibérative concernés est nécessaire à la tenue de la séance et à la validité des avis rendus par la commission (dont le président ou son suppléant). Les procurations ne sont pas acceptées.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée aux membres pour la tenue de la séance cette fois-ci sans nécessité de quorum.

Les avis de la commission sont pris à la majorité simple des voix exprimées. En cas de partage de voix, le président de la commission a voix prépondérante.

Le vote a lieu à main levée.

À l'issue de chaque réunion, il est dressé un procès-verbal qui sera soumis à l'approbation du président de la commission. En cas de demande de rectification, la rédaction du nouveau texte est fixée, en séance, par la commission.

ARTICLE 13

Tenue et police de séance

La commission siège à huit clos.

Les séances de la commission sont confidentielles. Les membres de la commission déclarent renoncer à assister les demandeurs et s'engagent à respecter la confidentialité des séances.

Le demandeur dont le dossier est examiné est convoqué au moins 8 jours avant la date de la commission par lettre simple ou par voie électronique. Il devra se présenter à l'horaire mentionné sur la convocation. Il pourra être assisté d'un expert-comptable, d'un avocat ou de la personne de son choix.

Le demandeur est introduit en séance au moment opportun et la quitte immédiatement après son audition.

Toutes les informations, comptables et autres, fournies par les demandeurs ainsi que les prises de position individuelles des membres de la commission ont un caractère confidentiel.

La commission peut demander un supplément d'instruction, le dossier étant alors examiné dès qu'il a été satisfait à cette demande.

À la demande du président, la CIA peut procéder à toute demande d'expertise qu'elle jugera utile en complément de celles apportées par les demandeurs.

Elle peut procéder à l'audition, à la demande du président, de toute personne susceptible d'éclairer ses débats.

Le président dispose seul de la police de la réunion.

ARTICLE 14

Examen du dossier par la commission

À l'issue des instructions techniques et économiques, celles-ci sont soumises pour avis à la commission. Toutes les demandes inscrites dans l'ordre du jour de la séance sont examinées successivement par les membres de la commission.

Le secrétariat présente en séance chaque dossier en résumant les faits et en rappelant les prétentions du demandeur, lesquels sont contenus dans la fiche de synthèse préparée par le secrétariat et transmise avec l'ordre du jour et le dossier aux membres de la commission.

Afin d'éclairer les travaux de la commission, les référents techniques du Département présentent les travaux, leur déroulé et dates, de façon à établir la réalité et l'importance de la gêne causée par le chantier (cause, étendue, effet, durée).

L'expert-comptable visé à l'article 3 du présent règlement présentera en outre, si nécessaire, un bref résumé de son étude. Après audition du demandeur, la commission détermine, dans un premier temps, au regard des critères visés à l'article 15 du présent règlement et au vu de la localisation de l'activité et des éléments techniques présentés, si la demande entre dans le champ d'application de son intervention et si le demandeur est placé dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnités.

Si tel n'est pas le cas, la commission propose le rejet de la demande.

Dans le cas contraire et lorsqu'elle considère que la demande est fondée, la commission, après examen des éléments économiques, évalue le montant de l'indemnité susceptible d'être allouée au demandeur.

ARTICLE 15

Critères d'attribution des indemnités

Pour examiner les dossiers de demandes d'indemnisation, la CIA s'appuie sur les règles dégagées par la jurisprudence en matière de dommage des travaux publics.

La procédure est ouverte aux seuls commerçants de détail, prestataires de service et artisans avec réception de clientèle. Sont exclus du dispositif les commerçants non sédentaires ainsi que ceux ayant déjà perçu une indemnisation dans le cadre d'une procédure d'acquisition foncière lié à ce projet.

Pour être éligible, le professionnel doit remplir les conditions suivantes :

- **secteur d'activité :** le professionnel doit être inscrit au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire de la Chambre des métiers ;
- **critère d'antériorité :** le professionnel doit être installé dans son point de vente depuis au moins 6 mois avant le démarrage du secteur de travaux le concernant mentionné dans le présent règlement et ses avenants ;
- **critère géographique :** le professionnel doit être riverain d'une des voies publiques inclues dans le périmètre cité à l'article 2 ;
- **critères économiques :** le professionnel doit connaître une baisse significative de son activité en raison des travaux et en apporter la preuve.

Pour donner droit à réparation, le préjudice doit présenter cumulativement les principales caractéristiques dont il revient au professionnel de démontrer l'existence :

- le dommage doit être direct, actuel, certain, anormal et spécial ;
- le demandeur doit apporter la preuve du lien de causalité entre les travaux et le préjudice invoqué.

La fin de la période ouvrant droit à indemnisation interviendra, pour chaque secteur de travaux, 8 mois après l'achèvement des travaux du secteur concerné à l'origine du préjudice.

ARTICLE 16

Modalités de calcul de l'indemnité proposée

Les professionnels dont le chiffre d'affaires, sur la période des travaux Tzen 2, a diminué de 10 % ou plus par rapport à la période calendaire précédente prise avant le chantier, sont éligibles au dispositif amiable.

L'indemnité est calculée à partir d'une perte de marge brute moyenne constatée sur la période retenue par la commission de date à date en comparaison avec la même période sur la moyenne des trois années précédant les travaux.

Les périodes de fermeture pour congés et autres éléments significatifs pourront venir en déduction du montant de l'indemnité proposé.

3 Avis rendus par la commission

ARTICLE 17

Délibéré de la commission

Si la commission constate que le demandeur ne se trouve pas dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnisation, elle émet un avis défavorable.

Si la commission constate, au contraire, que le demandeur se trouve dans une situation susceptible d'ouvrir droit à indemnisation, elle procède alors à l'examen des éléments économiques.
Si ces éléments permettent de considérer que le demandeur a subi, du fait des travaux effectués dans le périmètre défini à l'article 2, un préjudice indemnisable au sens des articles 15 et 16 du présent règlement, elle émet un avis favorable à une indemnisation et détermine le montant à proposer au Département de Seine-et-Marne.

À la fin de chaque séance, le secrétariat de la CIA consigne dans le procès-verbal les montants d'indemnisation proposés pour chaque dossier.

ARTICLE 18

Communication de l'avis

Pour chaque dossier de demande d'indemnisation, le secrétariat communique l'avis motivé de la commission et le dossier complet de la demande au Département de Seine-et-Marne qui décidera en dernier lieu du caractère indemnisable du préjudice et du montant des indemnisations. Il sera rendu compte à la commission de la suite donnée à la proposition qu'elle a formulée.

Le secrétariat de la commission établira à la fin de l'opération un bilan sur lequel figureront le nombre de demandes présentées et les solutions retenues, ainsi que le nombre des indemnisations proposées qui auraient été refusées par le demandeur.

ARTICLE 19

Notification de la décision

Le demandeur reçoit notification de la décision du Département de Seine-et-Marne dans un délai de 30 jours à compter de la séance.

ARTICLE 20

Accord transactionnel

Si le demandeur est d'accord avec la proposition d'indemnisation, il est invité à signer un protocole transactionnel comportant versement de l'indemnité contre renonciation à tout recours contentieux (articles 2044 et suivants du code civil).

La transaction sera conclue entre le demandeur et le Département de Seine-et-Marne

Toute acceptation du protocole d'accord vaut renonciation expresse à tout recours contentieux à l'encontre du maître d'ouvrage pour les travaux mentionnés à l'article 2 du présent règlement.

En l'absence de réponse dans un délai de 30 jours francs, le demandeur sera réputé avoir refusé la proposition.

ARTICLE 21

Paiement

Une fois l'accord signé par les deux parties, le Département de Seine-et-Marne procède au paiement du montant de l'indemnité.

ARTICLE 22

Recours

Si la demande n'est pas acceptée ou si le demandeur refuse la proposition d'indemnisation, il lui reviendra de saisir, s'il le souhaite, les juridictions compétentes pour demander réparation du préjudice qu'il estime avoir subi.

4 Autres dispositions

ARTICLE 23

Suivi de l'activité de la CIA

La commission établit un rapport d'activité qui est présenté en séance au plus tard 1 an après l'achèvement de chaque secteur de travaux.

ARTICLE 24

Adoption et modification du règlement

Ce règlement est adopté et modifié par délibération de l'Assemblée départementale.

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
@ boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16, rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2025
Directeur de publication : direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

Parimage - avril 2025 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique IMPRIM'VERT

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602CH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Guide d'information des commerçants et professionnels riverains du Tzen 2



Giratoire Olof Palme, Savigny-le-Temple - Intentions d'aménagements

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Giratoire Olof Palme et rue de l'Orée du Bois, Savigny-le-Temple - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

www.tzen2.fr

Sommaire

Le Tzen 2 : vers une mobilité durable en Seine-et-Marne 3

La carte du **tracé** 3

Calendrier prévisionnel des travaux 4

Le dispositif d'information 5

La commission d'indemnisation amiable 6

Qui peut être indemnisé ? 7

Quels préjudices sont indemnisés ? 7

Comment déposer un dossier de demande ? 8

Les étapes de la procédure 9

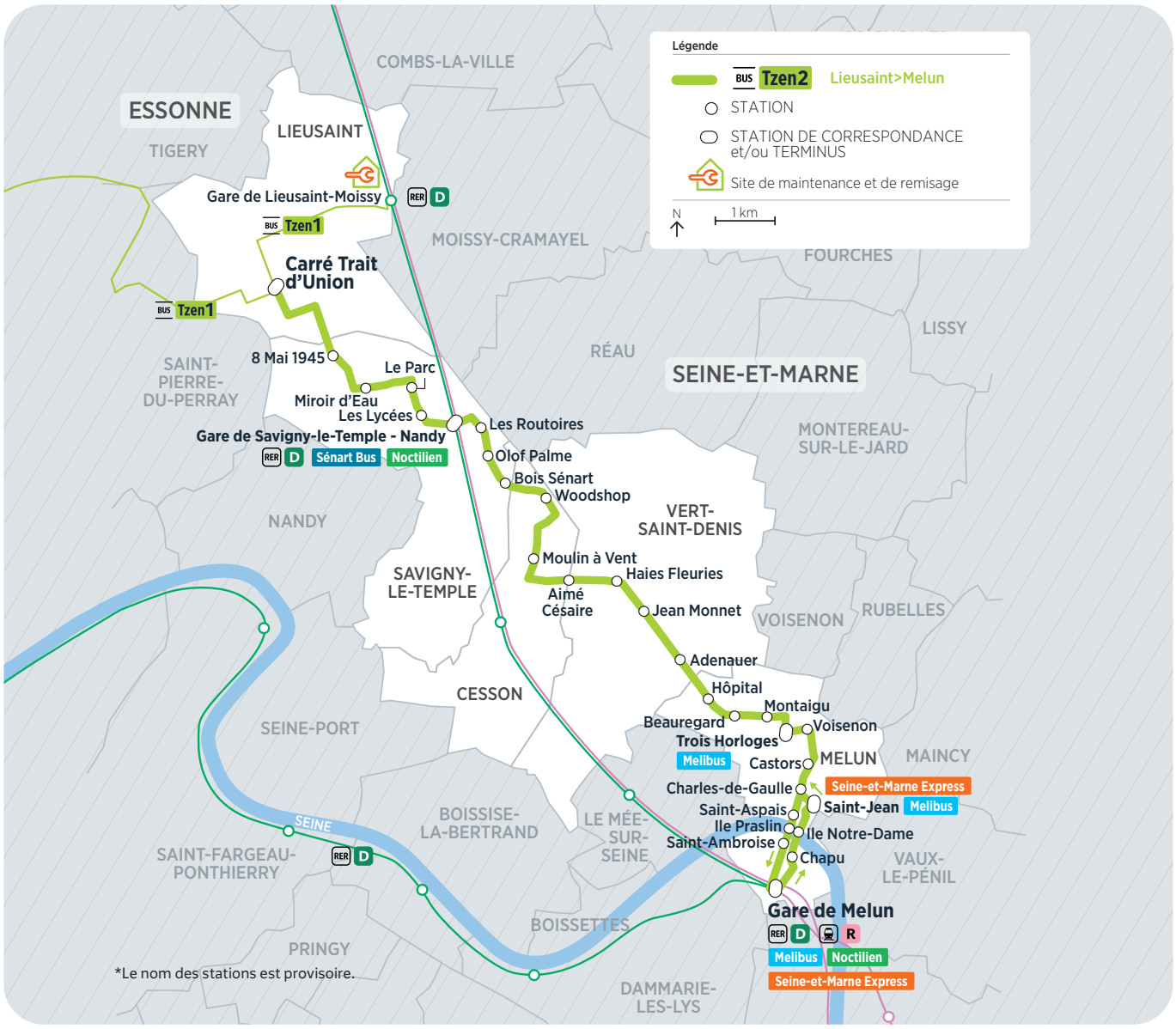
Les périmètres d'éligibilité 11

Le Tzen 2 : vers une mobilité durable en Seine-et-Marne

Ce projet participe aux mutations sociales et économiques positives à l'œuvre sur le territoire et a pour ambition de les renforcer.

Il apparaît comme une opportunité pour stimuler le développement économique local et dynamiser les quartiers traversés. Cette offre va permettre ainsi un regain d'attractivité non négligeable pour les communes concernées.

La carte du **tracé**



Un tracé de **19 km** dont **95 %** de **voies dédiées aux bus**

Desservant des habitations, des centres-villes, des bassins d'emploi et des équipements, le Tzen 2 représente avant tout un projet structurant pour le territoire seine-et-marnais.

27 000 voyageurs quotidiens attendus à la mise en service

Autant de transformations qui visent au bien-être des Seine-et-Marnais et pour lesquels le Tzen 2 constitue une réelle plus-value.

6 min entre chaque bus en heures de pointes et **10 min** en heures creuses

26 stations **modernes et agréables dans chaque sens**

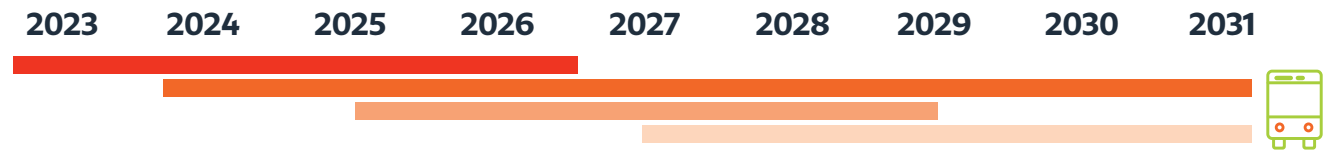
40 000 habitants et **23 000 emplois desservis**

Au-delà de se présenter comme un moyen de transport en commun, il incarne une réelle alternative à la voiture individuelle dans des territoires.

7j/7 de 5 h à minuit

2 gares en correspondance Melun et Savigny-le-Temple – Nandy

Calendrier prévisionnel des travaux



- Travaux à Savigny-le-Temple
- Travaux à Melun
- Travaux à Cesson
- Travaux à Vert-Saint-Denis

Mise en service prévisionnelle du Tzen 2

Le dispositif d'information

Pour vous accompagner pendant la période de travaux, le Département de Seine-et-Marne a mis en place un dispositif d'information complet.

Sur site

Des info travaux

Il s'agit de documents distribués dans les boites aux lettres des riverains des chantiers afin de les informer des opérations à venir et leurs éventuels effets.

Stands d'information

Ils peuvent être organisés afin d'informer le public des avancées des chantiers et répondre aux questions en direct.

Des panneaux d'information

Les chantiers du Tzen 2 sont clairement identifiés grâce à une signalétique spécifique.

Un agent de proximité

L'ambassadeur du Tzen 2 est présent sur le terrain et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne à Melun) pour répondre à vos questions et faciliter la transmission d'informations entre le Département de Seine-et-Marne et vous.

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
boris.bouremani@axodyn.com

En ligne

Le site internet du projet https://tzen2.com

Il recense l'ensemble des informations utiles sur le projet et dispose d'une rubrique dédiée aux commerçants.

L'adresse mail dédiée aux commerçants : commerces.tzen2@departement77.fr

Elle vous permet de contacter directement l'équipe projet pour lui adresser vos questions et demandes.

La page Facebook https://www.facebook.com/BusTzen2

Elle vous permet de suivre l'actualité du projet et d'avoir accès aux ressources documentaires du projet.

La commission d'indemnisation amiable

La commission d'indemnisation amiable (CIA) est née d'une volonté du Département et de ses partenaires de limiter au maximum les nuisances du chantier Tzen 2 et leurs conséquences sur l'activité économique des commerçants et artisans riverains.
Ce dispositif volontariste permet un traitement plus simple et plus rapide des demandes d'indemnisation qu'une procédure contentieuse auprès du tribunal administratif.
La commission est chargée d'étudier les demandes d'indemnisation, d'examiner leur recevabilité et de proposer un montant au Département qui décidera au final d'indemniser ou non le professionnel demandeur.
Son objectif est de faciliter l'indemnisation des professionnels riverains directement impactés par les travaux du bus à haut niveau de service Tzen 2.
Son règlement est librement accessible en téléchargement dans la rubrique « Vous êtes commerçant / artisan ? » du site officiel Tzen2.com.

De qui est-elle composée ?

La CIA est présidée par le vice-président du tribunal administratif de Melun.
Elle est composée des personnes suivantes :

Les membres à voix délibératives

- le président de la CIA, vice-président du tribunal administratif de Melun ;
- un représentant élu du Département ;
- un représentant élu de la commune concernée ;
- un représentant élu de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) ;
- un représentant élu de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA).

Les membres à voix consultatives

- deux référents techniques du Département ;
- un référent technique de la commune concernée ;
- un référent technique de la CCI ;
- un référent technique de la CMA ;
- un représentant de l'association de commerçants de la commune, sauf demande contraire du professionnel requérant ;
- toute personne susceptible d'éclairer la CIA par son expertise.

Qui peut être indemnisé ?

Sont éligibles les commerçants et artisans riverains avec accueil de la clientèle :

- situés dans la zone de travaux du Tzen 2 (voir détail du périmètre **page 11**) ;
- inscrits au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire de la Chambre des Métiers ;
- installés dans leur point de vente depuis au moins 6 mois avant le début des travaux du secteur concerné ;
- constatant une perte d'au moins 10 % de leur chiffre d'affaires en raison des travaux d'aménagement du Tzen 2 réalisés par le Département.

Sont exclus du dispositif les commerçants non sédentaires ainsi que ceux ayant déjà perçu une indemnisation dans le cadre d'une procédure d'acquisition foncière liée à ce projet.

Quels préjudices sont indemnisés ?

Afin d'être pris en compte par l'indemnisation, le dommage doit être :

- **actuel et certain :** les travaux liés au Tzen 2 doivent être la cause directe du dommage et le professionnel doit pouvoir prouver une baisse réelle de son activité ;
- **direct** : la perte de chiffre d'affaires doit trouver directement sa cause dans l'exécution des travaux ;
- **spécial** : il ne doit concerner qu'un nombre limité de personnes identifiées se trouvant dans une situation particulière et être directement lié à la réalisation des travaux (par exemple, le bruit ou la poussière ne sont pas des natures de dommages subis spécifiquement par quelques riverains) ;
- **anormal :** il présente un degré de gravité tenant compte de la gêne occasionnée, de son intensité.

Les dossiers de demandes sont étudiés au cas par cas mais l'attribution d'une indemnisation n'est pas systématique car elle dépend de la situation particulière de chaque demandeur.

Seuls les travaux sous maîtrise d'ouvrage du Département de Seine-et-Marne dans le cadre du Tzen 2 sont éligibles à une indemnisation par la commission d'indemnisation amiable.

Comment déposer un dossier de demande ?

Si vous répondez aux critères d'éligibilité et estimez subir un préjudice en raison des travaux du Tzen 2, vous pouvez préparer votre dossier de demande d'indemnisation.

Les pièces justificatives à fournir

- formulaire de demande complété et signé ;
- présentation de l'entreprise et de ses caractéristiques commerciales ;
- évolution du chiffre d'affaires certifiée par un comptable ;
- éléments de gestion de l'entreprise ;
- structuration du chiffre d'affaires des 3 dernières années ;
- descriptif du préjudice ;
- évaluation chiffrée du préjudice commercial par l'entreprise ;
- RIB et extrait récent du K-bis ou immatriculation de l'entreprise au Répertoire des métiers ;
- attestation comptable de la situation fiscale et sociale ;
- copie des bilans et comptes de résultats des 3 dernières années.

Le lien de causalité entre les travaux du Tzen 2 et le préjudice invoqué doit être apporté par le demandeur.

Où vous procurer le formulaire de demande ?

- en téléchargement sur le site internet www.tzen2.com > Vous êtes commerçant/artisan > Demande d'indemnisation – documents téléchargeables
- en scannant le QR code
- auprès du secrétariat de la CIA : commerces.tzen2@departement77.com

Les étapes de la procédure

Étape 1

Quand déposer votre dossier ?

- dès 3 mois consécutifs de perte de chiffre d'affaires constatée;
- au plus tard 8 mois après la fin des travaux sur le secteur concerné ;
- des demandes successives sont possibles, en respectant un délai de 3 mois entre chaque demande.

Étape 2

Constituer votre dossier

- imprimez toutes les pages du formulaire de demande d'indemnisation ;
- remplissez le formulaire de demande d'indemnisation en intégralité et signez aux endroits indiqués ;
- réunissez l'ensemble des pièces justificatives à fournir en appui du dossier ;
- pensez à photocopier l'intégralité du dossier et conserver les photocopies ;
- rassemblez votre dossier et l'ensemble des pièces justificatives et mettez-les dans une enveloppe.

Attention : tout dossier incomplet ne pourra pas être traité.

Étape 3

Déposer votre dossier

- par mail à l'adresse **commerces.tzen2@departement77.com** (voie à privilégier)
- par courrier avec accusé / réception à l'adresse : **Département 77 – Direction des transports – Secrétariat de la CIA CS 50377 – 77010 Melun cedex**
- en main propre au secrétariat de la commission à l'adresse **3, rue Barthel 77000 Melun**

Étape 4

L'étude de votre demande

Le secrétariat de la commission d'indemnisation amiable étudie chaque demande.
Si le dossier est complet, un récépissé vous sera adressé.

Si le dossier est incomplet, il vous sera demandé de fournir les pièces manquantes.

Chaque dossier fait l'objet d'une instruction visant à s'assurer de l'éligibilité de la demande, ainsi que d'une expertise technique et économique.

Étape 5

L'avis rendu par la CIA

La commission d'indemnisation amiable se réunit afin d'étudier chaque demande d'indemnisation.

Vous êtes invité à présenter oralement votre demande devant la commission. Vous recevez une convocation au moins 8 jours avant votre audition.

- si la commission juge la demande recevable : proposition d'indemnisation ;
- si la commission juge la demande non recevable : proposition de rejet ;
- elle communique son avis au Département.

Étape 6

La décision d'indemnisation du Département et le versement

La commission permanente du Département, instance décisionnaire,
se prononce définitivement sur la demande et le montant de l'indemnisation.

- vous êtes informé de la décision du Département et invité à signer un protocole transactionnel. Vous disposez alors de 30 jours francs pour le signer ;
- après signature du protocole, le Département procède au versement de l'indemnité.

La signature du protocole vous engage à renoncer à tout recours contentieux.

Si vous n'obtenez pas satisfaction dans le cadre de la procédure amiable,
vous avez la possibilité de saisir le tribunal administratif.

Les périmètres d'éligibilité

Savigny-le-Temple - secteur Routoires/Olof Palme



BUS Tzen2 Aménagements Tzen 2 en travaux

Aménagements Tzen 2 réalisés

Périmètre d'éligibilité à l'indemnisation

Station

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16, rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2025
Directeur de publication : direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

Parimage - avril 2025 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique IMPRIM'VERT

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_602CH1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025

BUS Tzen2

NOUVELLE LIGNE

Lieusaint > Melun

Formulaire de demande d'indemnisation



Giratoire Olof Palme, Savigny-le-Temple - Intentions d'aménagements

PERSPECTIVE EN COURS DE CRÉATION

Giratoire Olof Palme et rue de l'Orée du Bois, Savigny-le-Temple - Intentions d'aménagements

Tzen 2 : vers les mobilités de demain

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté Égalité Fraternité

Région îledeFrance

seine&marne LE DÉPARTEMENT

îledeFrance mobilités

www.tzen2.fr

Consignes à suivre

1. Remplir les champs nécessaires à la constitution de votre dossier.
2. Vérifiez les pièces à joindre à votre dossier (page 16).
3. Conservez une copie de votre dossier.
4. Envoyez votre dossier au secrétariat de la commission d'indemnisation amiable. Pour déposer votre dossier, vous devez respecter un délai minimum de 3 mois après le début de la perte de chiffre d'affaires reliée aux travaux Tzen 2 du secteur concerné. La date limite de dépôt du dossier est fixée à 8 mois après la date officielle de la fin des travaux du secteur concerné.

Le dossier est à retourner dûment complété, daté et signé, à l'attention du secrétariat de la commission amiable, soit :

- par voie électronique à commerces.tzen2@departement77.fr ;
- en recommandé avec accusé de réception à l'adresse postale du secrétariat :

  Département de Seine-et-Marne
  Direction des transports
  Secrétariat de la commission d'indemnisation
  3 rue Barthel
  CS 50377
  77010 MELUN cedex

- ou remis par le demandeur, contre récépissé, à l'adresse ci-dessus (il vous sera demandé de justifier votre identité en cas de dépôt en mains propres).

Pour toute demande de renseignement et d'information, le secrétariat est joignable par email commerces.tzen2@departement77.fr ou par téléphone au 01 64 14 77 77.

Dossier de demande d'indemnisation

Nom, Prénom de l'exploitant : .....

.....

Qualité (propriétaire, gérant, etc.) : .....

.....

Dénomination commerciale ou raison sociale : .....

.....

Enseigne ou sigle : .....

.....

Adresse de l'établissement : .....

.....

Commune concernée : .....

.....

Nature de l'activité : .....

.....

Période des travaux de date à date : .....

.....

Type de travaux en cause : .....

.....

.....

.....

Je sollicite une réparation indemnitaire de (indiquer la somme en chiffres et en lettres) : .....

.....

.....

.....

Souhaitez-vous que le représentant de l'association de commerçants de votre commune siège lors de votre audition à la séance de la Commission :

☐ oui ☐ non

1 Fiche d'identité

Siret : .....

Code NAF : .....

Raison sociale ou dénomination sociale : .....

.....

Sigle ou enseigne : .....

Statut de l'établissement :

☐ Siège ☐ Établissement secondaire, précisez la localisation du siège

Adresse (établissement principal) : .....

.....

Nombre d'établissements : .....

Forme juridique :

☐ Entreprise individuelle ☐ SA ☐ SARL ☐ EURL ☐ Société de Fait ☐ SNC

☐ Autres (à préciser) : .....

.....

.....

Date de création de l'établissement objet du présent dossier : ..... / ..... / .....

Date d'implantation de l'établissement objet du présent dossier : ..... / ..... / .....

Vous êtes :

☐ Propriétaire du local commercial ☐ Locataire du local commercial

Numéro de téléphone : .....

Numéro de portable : .....

Numéro de fax : .....

E-mail : .....

Forme juridique : .....

☐ Entreprise individuelle ☐ Société de fait ☐ SA ☐ SNC ☐ SAS ☐ SARL ☐ EURL

Autre (à préciser) : .....

.....

.....

Si société : répartition du capital et date de souscription ou d'acquisition des titres :

Actionnaires	% Capital détenu

Régime fiscal : .....

.....

.....

Imposition des bénéfices : ☐ BIC-IR ☐ IS ☐ BNC-IR

TVA : ☐ Assujetti ☐ Non assujetti

Date de clôture de l'exercice comptable : ..... / ..... / .....

2 Présentation de l'activité

	Matin	Après-midi
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		

Périodes de fermeture pour congés :

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

Effectif global : ..... dont salariés : .....

À temps plein : ..... À temps partiel : .....

Total équivalent temps plein : .....

Effectif actuel	Effectif année n-1	Effectif n-2	Effectif n-3

Préciser pour chaque personne le statut, le type de contrat pour les salariés, nombre d'heures :

	Statut	Type contrat	Nombre d'heures
Salarié 1			
Salarié 2			
Salarié 3			
Salarié 4			
Salarié 5			

Effectif	Effectif 2021	Effectif 2022	Effectif 2023	Effectif 2024	Effectif 2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
TOTAL					

Effectif	Effectif 2021	Effectif 2022	Effectif 2023	Effectif 2024	Effectif 2025
Salaires*					
Charges salariales*					
TOTAL					

(*) hors chef d'entreprise, gérant(e), président(e)

Nom, adresse et téléphone :

• du comptable : .....

.....

.....

• de l'expert-comptable / Centre de gestion agrée : .....

.....

.....

• autre conseil (à préciser) : .....

.....

.....

.....

Modalités d'exploitation du fonds de commerce :

☐ Propriétaire exploitant ☐ Location gérance ☐ Contrat de franchise

☐ Autres : .....

.....

Propriété des murs :

☐ Propriétaire (directement ou par le biais d'une SCI) ☐ Locataire à un tiers

Nombre d'établissements et/ou de succursales :.....

Adresse des autres établissements : .....

.....

.....

.....

3 Caractéristiques commerciales de l'entreprise

Avez-vous procédé à des modifications sur votre activité (commercialisation de nouveaux produits, nouvelles activités ou nouvelles prestations auprès de votre clientèle, abandon de produits, activités ou prestations, travaux dans les locaux professionnels, agrandissement ou réduction de superficie; changement d'activité...) ? Préciser la date des évolutions intervenues et leurs liens éventuels avec les travaux.

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

Droit d'occupation du domaine public : ☐ oui ☐ non

Si oui, nature de l'autorisation accordée et date d'obtention : le ..... / ..... / ..... : .....

.....

.....

.....

Cette autorisation a-t-elle été modifiée ou retirée à l'occasion des travaux ?

.....

.....

.....

4 Nature de la clientèle

(Préciser, si possible, s'il s'agit d'une clientèle de proximité ou de passage et si vous en disposez, de l'information sur les lieux d'origine de la clientèle)

5 Commercialisation du produit

(Préciser les caractéristiques de commercialisation des produits ou services vendus : vente sur rendez-vous, ventes d'impulsion, ventes liées à une saisonnalité, part des ventes par internet, par téléphone, ventes livrées, ...)

Éléments d'identification du dommage

1 Accès à l'entreprise

(Décrire l'importance, indiquer la durée et préciser la période des difficultés d'accès aux locaux où s'exerce l'activité de l'entreprise). Les plans et photos sont conseillés.

2 Autres nuisances

(Décrire la nature et la durée des nuisances, autres que celles résultant des difficultés d'accès, ayant fait obstacle à la poursuite momentanée de l'exploitation ou ayant profondément affecté les conditions d'exploitation).

3 Mesures prises en raison des difficultés

Gestion des ressources humaines

(Si l'entreprise emploie des salariés, précisez notamment si ceux-ci ont été en situation de chômage technique ou s'ils ont été invités à prendre leurs congés annuels durant la période d'inactivité de l'entreprise, ou toute autre mesure)

Autres mesures

(Exemples : investissement réalisé en matière de communication, information clientèle, modification des horaires, des rythmes de livraison, diminution du niveau des commandes, prêt bancaire pour raison de trésorerie, ...)

Incidence des travaux sur le chiffre d'affaires et la marge globale

1 Historique du chiffre d'affaires

Chiffre d'Affaires H.T. en euros	2021	2022	2023	2024	2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
MONTANT TOTAL DE CA ANNUEL					

NB :

- pour les activités multiples (tabac/presse/bimbeloterie...) : produire un tableau des chiffres d'affaires par activité accompagné du taux de commission ;
- pour les activités multi-sites : produire un CA annuel par site + un CA mensuel.

Présentation de justificatifs :

- cas général : copie des déclarations CA3 de TVA relatives à tous les mois indiqués ci-dessus ;
- autres cas : présentation de l'original du livre des recettes ou à défaut la copie, certifiée par votre expert-comptable ou votre centre de gestion agréé, à la commission.

2 Évolution de la marge brute

	2021	2022	2023	2024	2025
Marge brute annuelle en pourcentage du CA					

3 Évolution quantitative de l'activité (facultatif)

	2021	2022	2023	2024	2025
Janvier					
Février					
Mars					
Avril					
Mai					
Juin					
Juillet					
Août					
Septembre					
Octobre					
Novembre					
Décembre					
TOTAL					

Récapitulatif général

Perte marge brute	
*Surcoûts divers / Frais engagés	
Total estimé du préjudice (€)	

**Les surcoûts induits par les travaux doivent faire l'objet de justificatifs (factures) et d'une évaluation détaillée. Parmi ceux-ci l'on trouve :*

1. *les surcoûts liés au financement : emprunts, découverts*
2. *les surcoûts liés à l'emploi : licenciements de personnel, mise en chômage technique*
3. *les surcoûts liés à l'échelonnement des encours sociaux et fiscaux*
4. *les surcoûts induits par les aménagements liés aux nuisances des travaux*
5. *les surcoûts liés aux dépenses publicitaires supplémentaires engagées*
6. *les surcoûts liés aux réparations de dégâts liés aux travaux.*
7. *les surcoûts générés par les services d'un expert-comptable (auto-entrepreneur ou micro-entreprise).*

Je certifie l'exactitude des informations contenues dans le présent dossier.

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

Liste des pièces obligatoires à joindre au présent dossier

1. dossier ci-joint de demande d'indemnisation dûment complété ;
2. extrait K-bis ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers ou certificat d'immatriculation URSSAF, datant de moins de 3 mois ;
3. liasses fiscales des 3 dernières années de référence (bilan, compte de résultat et annexes) ;
4. éléments de gestion (solde intermédiaire de gestion des **3** derniers exercices) accompagnés du détail des produits et charges et de tout document de gestion établi par l'entreprise ;
5. éléments de structuration du chiffre d'affaires (chiffres d'affaires « vente au détail », « vente en gros,... ») des **3** dernières années ;
6. les attestations de déclaration et de paiement pour l'URSSAF, le RSI, la TVA, l'IR, l'IS ;
7. relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;
8. les deux attestations sur l'honneur à compléter ;
9. justificatif et détail de valorisation des surcoûts.

NB : Les pièces comptables 3, 4 et 5 ou tout élément comptable intermédiaire (CA mensuels notamment) devront être certifiées par votre expert-comptable, par un centre de gestion agréé ou par votre commissaire aux comptes secrétariat de la commission d'indemnisation

Liste des pièces complémentaires facultatives

Photos significatives sur la situation du point de vente pendant les travaux.

Vous pouvez également ajouter, si vous le jugez utile, toutes les pièces de nature à justifier de conditions particulières d'exploitation et de manière générale, toutes les pièces de nature à établir la réalité des préjudices subis sur le fait des travaux et le bien-fondé de la demande d'indemnisation.

1 Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de : .....

.....

Atteste sur l'honneur avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales : déclarations et paiements.

Pour ces derniers, je déclare :

- ☐ avoir sollicité des délais de paiement
- ☐ avoir obtenu l'octroi de délais de paiement
- ☐ ne pas avoir sollicité de délais de paiement
- ☐ ne pas avoir obtenu de délais de paiement

Auprès de :

- ☐ Recette des impôts
- ☐ URSSAF
- ☐ MSA
- ☐ Trésor Public
- ☐ Autre (préciser) : .....

.....

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

2 Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de : .....

.....

Atteste sur l'honneur avoir pris connaissance du règlement de la commission et l'accepter.

Fait à : .....

Date : Le ..... / ..... / .....

Signature et cachet

Tout au long des travaux, on vous écoute, on vous informe, on vous répond.

- **Un dispositif de communication de proximité est mis en place :** informations régulières via info travaux, post sur les réseaux, stand d'information et autres.
- **La commission d'indemnisation amiable** instruira les demandes des professionnels et commerçants.
- **L'ambassadeur de terrain du Tzen 2** est présent aux abords des chantiers (notamment à Melun) et au sein de la Maison du Tzen 2 (16, rue Saint-Etienne, Melun) pour répondre à toutes vos questions et vous présenter les actualités du projet. Vous pouvez aussi le contacter par mail ou par téléphone :

Boris BOUREMANI
07 86 82 74 50
@ boris.bouremani@axodyn.com

Le Tzen 2 et vous

tzen2.com
facebook @BusTzen2
Découvrez l'information détaillée, toutes les actualités et les ressources documentaires en ligne.

Une question ?

Pour tous :
tzen2@departement77.fr
Pour les commerçants et artisans :
commerces.tzen2@departement77.fr

La maison du Tzen2

Le Département de Seine-et-Marne et Boris, ambassadeur du Tzen 2, vous invitent au **16, rue Saint-Etienne, à Melun**, au sein de la Maison du Tzen 2, **un local dédié à l'information sur le projet.**

Document édité par le Département de Seine-et-Marne – Avril 2025
Directeur de publication : direction de la communication
Conception–réalisation : Parimage
Crédits photos : Malik Cherif-Zahar

Parimage - avril 2025 - Images non contractuelles - Ne pas jeter sur la voie publique IMPRIM'VERT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/01

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_701H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/01**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Comptes de gestion du comptable public pour l'exercice 2024.

Les comptes de gestion 2024 du Payeur départemental relatifs au budget général et aux budgets annexes, sont soumis à l'approbation de l'Assemblée départementale.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU les articles L 1612-12 et suivants et L 3312-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les comptes de gestion présentés par Madame le Payeur départemental au titre du budget général et de chacun des budgets annexes pour l'exercice 2024,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'admettre les écritures de Madame le Payeur départemental au titre de la gestion 2024 pour le budget général et les budgets annexes « SDAUE », « Restauration Scolaire », « Equipements Culturels » et le budget annexe de dissolution de « GAIA », ainsi que les résultats tels qu'ils apparaissent dans le tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 : d'arrêter les comptes de gestion 2024 tels que présentés en annexes à la présente délibération, qui n'appellent ni observation ni réserve de la part du Conseil départemental de Seine-et-Marne.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/01

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°1 à la délibération n°7/01

RESULTATS DE L'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES - EXERCICE 2024

	RESULTATS EXERCICES ANTERIEURS	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT 2023	RESULTATS DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE*	RESULTATS DE CLOTURE 2024
BUDGET PRINCIPAL					
Investissement	- 112 781 150,61 €	- €	75 206 331,73 €	986 767,14 €	- 36 588 051,74 €
Fonctionnement	210 227 519,55 €	119 944 101,75 €	- 23 105 989,17 €	345 326,18 €	67 522 754,81 €
Total	**97 446 368,94 €**	**119 944 101,75 €**	**52 100 342,56 €**	**1 332 093,32 €**	**30 934 703,07 €**
SDAUE					
Investissement	299 660,20 €	- €	283 696,65 €	9 838,00 €	593 194,85 €
Fonctionnement	840 873,96 €	- €	553 464,05 €		1 394 338,01 €
Total	**1 140 534,16 €**	**- €**	**837 160,70 €**	**9 838,00 €**	**1 987 532,86 €**
RESTAURATION SCOLAIRE					
Investissement	- €	- €	- 705 478,90 €	- €	- 705 478,90 €
Fonctionnement	- €	- €	920 164,49 €	- €	920 164,49 €
Total	**- €**	**- €**	**214 685,59 €**	**- €**	**214 685,59 €**
EQUIPEMENTS CULTURELS					
Investissement	-	- €	-	- €	-
Fonctionnement	1 490 455,70 €	- €	69 003,15 €	- €	1 559 458,85 €
Total	**1 490 455,70 €**	**- €**	**69 003,15 €**	**- €**	**1 559 458,85 €**
GAIA					
Investissement	66 921,14 €	- €	- €	- 66 921,14 €	- €
Fonctionnement	345 326,18 €	- €	- €	- 345 326,18 €	- €
Total	**345 326,18 €**	**- €**	**- €**	**- 345 326,18 €**	**- €**
TOTAL I+II+III+IV	**100 422 684,98 €**	**119 944 101,75 €**	**53 221 192,00 €**	**996 605,14 €**	**34 696 380,37 €**

* Apurement du compte non budgétaire 444 + Reprise au Budget Principal des résultats 2023 du Budget annexe GAIA.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
P.DEP SEINE-ET-MARNE
N° CODIQUE 077090
Date Edition : 01/04/2025
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 02000
N° de SIRET 22770001000019

DEPARTEMENT SEINE ET MARNE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme CHRISTINE SIBLET-BEUVAIN

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 01/04/2025

Population 1438100
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 20
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 24
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 40
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 41
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 90
4EME PARTIE : Page des signatures 91

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	4 219 449,06
Subventions d'investissement versées	471 817,52	Neutralisations et régularisations	-92 890,17
Autres immobilisations incorporelles	36 021,44	Réserves	2 605 472,90
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	90 628,74
Terrains	145 683,21	Résultat de l'exercice	-23 105,99
Constructions	1 354 191,98	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	37 503,58
Réseaux et installations de voirie	4 800 078,42	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**6 837 058,13**
Réseaux divers	35,49	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	23 355,29	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**14 524,43**
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	63 069,74	Emprunts obligataires	160 000,00
Immobilisations corporelles en cours	403 249,30	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	479 931,14
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	87 796,84	Dettes financières et autres emprunts	1 320,78
Immobilisations financières (nettes)	55 047,33	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**641 251,92**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**7 440 346,56**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 679,56
Stocks		Autres dettes non financières	13 309,66
Créances	76 323,87	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**55 989,21**
Trésorerie	44 350,17	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**120 674,04**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**711 765,56**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	12 196,92
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**7 561 020,61**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**7 561 020,61**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

BILAN (en Euros)

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		806 668 190,17	334 850 674,32	471 817 515,85	456 745 471,50
Autres immobilisations incorporelles		74 747 202,40	43 122 451,86	31 624 750,54	36 688 500,03
Immobilisations incorporelles en cours		4 396 693,62		4 396 693,62	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		146 317 479,20	634 267,01	145 683 212,19	141 994 953,42
Constructions		1 847 926 237,50	493 734 253,02	1 354 191 984,48	1 343 739 940,29
Réseaux et installations de voirie		4 800 078 416,41		4 800 078 416,41	4 696 557 856,57
Réseaux divers		189 687,68	154 195,00	35 492,68	47 319,68
Installations techniques, agencements et matériel		60 971 829,71	37 616 537,44	23 355 292,27	20 199 701,23
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		133 146 252,97	70 076 514,23	63 069 738,74	60 306 713,31
Immobilisations corporelles en cours		403 249 302,94		403 249 302,94	355 270 099,24
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		87 796 836,65		87 796 836,65	87 796 836,65
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		55 047 326,85		55 047 326,85	55 881 000,82
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**8 420 535 456,10**	**980 188 892,88**	**7 440 346 563,22**	**7 255 228 392,74**

BILAN (en Euros)

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		61 884 579,71		61 884 579,71	36 050 216,60
Créances sur les redevables et comptes rattachés		3 398 983,79	1 121 865,00	2 277 118,79	810 583,81
Avances et acomptes versés par la collectivité		2 639 676,51		2 639 676,51	1 124 242,05
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		673 721,12		673 721,12	480 245,66
Créances sur budgets annexes		4 361 552,29		4 361 552,29	
Créances sur les autres débiteurs		16 648 144,14	12 160 927,00	4 487 217,14	9 977 456,18
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**89 606 657,56**	**13 282 792,00**	**76 323 865,56**	**48 442 744,30**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		44 350 174,30		44 350 174,30	138 759 353,99
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**44 350 174,30**		**44 350 174,30**	**138 759 353,99**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		2,46		2,46	8 992,47
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**8 554 492 290,42**	**993 471 684,88**	**7 561 020 605,54**	**7 442 439 483,50**

BILAN (en Euros)

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		2 957 709 725,55	2 955 881 458,79
Fonds globalisés		771 816 008,64	734 173 053,03
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		231 381 506,86	206 657 979,51
Rattachées à un actif non amortissable		258 541 821,41	250 331 454,33
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-92 890 171,30	-93 066 839,09
RÉSERVES		2 605 472 897,02	2 484 542 526,36
REPORT A NOUVEAU		90 628 743,98	156 528 259,70
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-23 105 989,17	53 699 259,85
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		37 503 584,02	37 503 584,02
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**6 837 058 127,01**	**6 786 250 736,50**

BILAN (en Euros)

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		4 837 000,00	4 837 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES		9 687 429,38	9 679 729,38
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**14 524 429,38**	**14 516 729,38**
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		160 000 000,00	160 000 000,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		479 931 137,82	405 487 486,99
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		1 320 777,19	6 085 253,48
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**641 251 915,01**	**571 572 740,47**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		42 679 557,60	41 004 306,62
Dettes fiscales et sociales		955 448,05	3 187 549,88
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		114 646,89	938 386,00
Fonds gérés par la collectivité			70 822,30
Dettes sur budgets annexes		4 099 221,23	4 398 670,50
Autres dettes non financières		8 140 341,15	4 100 608,38
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**55 989 214,92**	**53 700 343,68**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**711 765 559,31**	**639 789 813,53**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		12 196 919,22	16 398 933,47
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**7 561 020 605,54**	**7 442 439 483,50**

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	99 142,36	
Participations	116 809,90	
Compensations, autres attributions et autres participations	33 134,56	
Dons et legs		
Impôts et taxes	1 106 933,86	
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	6 145,93	
Produits des cessions d'actifs	258,15	
Autres produits de gestion	26 407,74	
Production stockée et immobilisée	523,86	
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif	12 900,68	
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	43,54	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**1 402 300,60**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	115 272,96	
Charges de personnel	253 088,63	
Indemnités des élus (et membres du CESR)	2 706,27	
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	11 749,64	
Impôts et taxes	1 939,30	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	124 084,81	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	81,49	
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	220,21	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**509 143,31**	

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	850 585,07	
Autres charges	47 536,09	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**898 121,17**	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-4 963,88**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**640,49**	
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**18 782,60**	
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-18 142,11**	
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-23 105,99**	

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		99 142 363,74		
Participations		116 809 900,19		
Compensations, autres attributions et autres participations		33 134 563,17		
Dons et legs				
Impôts et taxes		1 106 933 858,08		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		6 145 934,87		
Produits des cessions d'actifs		258 154,83		
Autres produits de gestion		26 407 744,29		
Production stockée et immobilisée		523 858,02		
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif		12 900 677,00		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		43 542,76		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**1 402 300 596,95**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		115 272 960,16		
Charges de personnel		253 088 630,41		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		174 769 020,11		
Dont charges sociales		78 319 610,30		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		2 706 274,35		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		11 749 637,15		
Impôts et taxes		1 939 301,78		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		124 084 811,27		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		81 487,04		
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		220 210,55		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**509 143 312,71**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		850 585 070,96		
Dont ménages		669 238 188,14		
Dont personnes morales de droit privé		28 293 505,05		
Dont collectivités territoriales		6 054 988,72		

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Dont autres organismes publics		127 862 268,88		
Dont établissements d'enseignement		19 136 120,17		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		47 536 094,42		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**898 121 165,38**		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-4 963 881,14**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts		92 081,79		
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers		548 411,87		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**640 493,66**		
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		18 304 026,82		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières		478 574,87		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**18 782 601,69**		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-18 142 108,03**		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-23 105 989,17**		

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4544-128	40 494,60		16 464,00		56 958,60	
4544-136	7 920,00		11 880,00		19 800,00	
4544-138	70 324,80		19 914,00		90 238,80	
4544-139	58 033,85				58 033,85	
4544-140	33 265,80		9 900,00		43 165,80	
4544-142	744,00				744,00	
4544-143	34 383,00				34 383,00	
4544-145	586,87				586,87	
4544-146	22 905,00		13 404,00		36 309,00	
4544-147	772,16				772,16	
4544-149	459,79				459,79	
4544-150			1 416,00		1 416,00	
4544-151	1,22				1,22	
4544-153			684,31		684,31	
4544-155			735,13		735,13	
4581-2	210 354,57		119 078,02		329 432,59	
4544-228		18 540,00				18 540,00
4544-239				58 033,85		58 033,85
4544-242				744,00		744,00
4544-243				35 509,00		35 509,00
4544-245				586,87		586,87
4544-247				772,16		772,16
4544-249				459,79		459,79
4544-251				1,22		1,22

Résultats budgétaires de l'exercice

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 059 051 763,81	1 512 617 098,84	2 571 668 862,65
Titres de recette émis (b)	552 316 913,71	1 461 344 175,22	2 013 661 088,93
Réductions de titres (c)	1 214 315,08	26 224 106,22	27 438 421,30
Recettes nettes (d = b - c)	551 102 598,63	1 435 120 069,00	1 986 222 667,63
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 059 051 763,81	1 512 617 098,84	2 571 668 862,65
Mandats émis (f)	475 953 126,23	1 508 719 059,10	1 984 672 185,33
Annulations de mandats (g)	56 859,33	50 493 000,93	50 549 860,26
Dépenses nettes (h = f - g)	475 896 266,90	1 458 226 058,17	1 934 122 325,07
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	75 206 331,73		52 100 342,56
(h - d) Déficit		23 105 989,17	

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement	-112 781 150,61		75 206 331,73	986 767,14	-36 588 051,74
Fonctionnement	210 227 519,55	119 944 101,75	-23 105 989,17	345 326,18	67 522 754,81
TOTAL I	**97 446 368,94**	**119 944 101,75**	**52 100 342,56**	**1 332 093,32**	**30 934 703,07**
II - Budgets des services à caractère administratif					
02003-SDAU/FOYER DE L'ENFANCE					
Investissement	299 660,20		283 696,65	9 838,00	593 194,85
Fonctionnement	840 873,96		553 464,05		1 394 338,01
Sous-Total	**1 140 534,16**		**837 160,70**	**9 838,00**	**1 987 532,86**
02005-RESTAURATION SCOLAIRE					
Investissement			-705 478,90		-705 478,90
Fonctionnement			920 164,49		920 164,49
Sous-Total			**214 685,59**		**214 685,59**
TOTAL II	**1 140 534,16**		**1 051 846,29**	**9 838,00**	**2 202 218,45**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
02001-MUSEES DEP SEINE ET MARNE					
Investissement					
Fonctionnement	1 490 455,70		69 003,15		1 559 458,85
Sous-Total	**1 490 455,70**		**69 003,15**		**1 559 458,85**
02004-GAIA DEP SEINE ET MARNE					
Investissement	66 921,14			-66 921,14	
Fonctionnement	345 326,18			-345 326,18	
Sous-Total	**412 247,32**			**-412 247,32**	
TOTAL III	**1 902 703,02**		**69 003,15**	**-412 247,32**	**1 559 458,85**
TOTAL I + II + III	**100 489 606,12**	**119 944 101,75**	**53 221 192,00**	**929 684,00**	**34 696 380,37**

Dissolution GAIA 02004 et transfert vers le 02000 Département du résultat par la délibération N° CD-2023/11/17-2/04 du 1
7 novembre 2023

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES		1 703,30	1 703,30
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	425 000 000,00	50 000,00	425 050 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 538 392,73	-888 160,53	18 650 232,20
204	Subventions d'équipement versées	66 904 381,94	5 869 356,01	72 773 737,95
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 344 699,37	-58 401,12	23 286 298,25
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	210 151 721,17	-7 375 221,47	202 776 499,70
26	PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS		162 000,00	162 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	10 000,00	100 000,00	110 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**744 949 195,21**	**-2 138 723,81**	**742 810 471,40**
4544105	Opération pour compte tiers n° 4544105	20 000,00	-19 000,00	1 000,00
4544128	Opération pour compte tiers n° 4544128	50 000,00	-30 000,00	20 000,00
4544136	Opération pour compte tiers n° 4544136	50 000,00	-28 120,00	21 880,00
4544138	Opération pour compte tiers n° 4544138	35 462,60	-15 462,40	20 000,20
4544140	Opération pour compte tiers n° 4544140	41 312,00	-31 312,00	10 000,00
4544146	Opération pour compte tiers n° 4544146	140 000,00	-125 000,00	15 000,00
4544148	Opération pour compte tiers n° 4544148	30 000,00	-30 000,00	
4544150	Opération pour compte tiers n° 4544150	10 000,00	-5 170,00	4 830,00
4544152	Opération pour compte tiers n° 4544152	17 000,00	-17 000,00	
4544153	Opération pour compte tiers n° 4544153	1 500,00	-500,00	1 000,00
4544155	Opération pour compte tiers n° 4544155	1 500,00		1 500,00
45812	Opération pour compte tiers n° 45812	53 428,26	82 217,17	135 645,43
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**450 202,86**	**-219 347,23**	**230 855,63**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**745 399 398,07**	**-2 358 071,04**	**743 041 327,03**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 863 280,66	2 758 405,76	14 621 686,42
041	Opérations patrimoniales	141 000 000,00	48 594 366,89	189 594 366,89
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**152 863 280,66**	**51 352 772,65**	**204 216 053,31**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		111 794 383,47	111 794 383,47
TOTAL GENERAL		**898 262 678,73**	**160 789 085,08**	**1 059 051 763,81**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	1 703,30	1 703,30		1 703,30	
16	425 050 000,00	97 009 560,68		97 009 560,68	328 040 439,32
20	18 650 232,20	17 493 406,88		17 493 406,88	1 156 825,32
204	72 773 737,95	71 436 385,20	5 850,00	71 430 535,20	1 343 202,75
21	23 286 298,25	21 042 525,55	18 498,78	21 024 026,77	2 262 271,48
23	202 776 499,70	196 206 242,86	32 510,55	196 173 732,31	6 602 767,39
26	162 000,00	162 000,00		162 000,00	
27	110 000,00	3 507,00		3 507,00	106 493,00
SOUS-TOTAL	**742 810 471,40**	**403 355 331,47**	**56 859,33**	**403 298 472,14**	**339 511 999,26**
4544105	1 000,00				1 000,00
4544128	20 000,00	16 464,00		16 464,00	3 536,00
4544136	21 880,00	11 880,00		11 880,00	10 000,00
4544138	20 000,20	19 914,00		19 914,00	86,20
4544140	10 000,00	9 900,00		9 900,00	100,00
4544146	15 000,00	13 404,00		13 404,00	1 596,00
4544148					
4544150	4 830,00	1 416,00		1 416,00	3 414,00
4544152					
4544153	1 000,00	684,31		684,31	315,69
4544155	1 500,00	735,13		735,13	764,87
45812	135 645,43	119 078,02		119 078,02	16 567,41
SOUS-TOTAL	**230 855,63**	**193 475,46**		**193 475,46**	**37 380,17**
TOTAL	**743 041 327,03**	**403 548 806,93**	**56 859,33**	**403 491 947,60**	**339 549 379,43**
040	14 621 686,42	13 545 544,44		13 545 544,44	1 076 141,98
041	189 594 366,89	58 858 774,86		58 858 774,86	130 735 592,03
TOTAL	**204 216 053,31**	**72 404 319,30**		**72 404 319,30**	**131 811 734,01**
001	111 794 383,47				111 794 383,47
TOTAL GENERAL	**1 059 051 763,81**	**475 953 126,23**	**56 859,33**	**475 896 266,90**	**583 155 496,91**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	20 000 000,00	137 625 397,40	157 625 397,40
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	39 792 574,81	11 301 913,21	51 094 488,02
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	580 458 332,43	-77 269 370,93	503 188 961,50
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
204	Subventions d'équipement versées	100,00		100,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		1 636,49	1 636,49
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	194 758,60	437 683,37	632 441,97
024	Produits de cessions (recettes)	105 000,00	1 837 558,01	1 942 558,01
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**640 550 765,84**	**73 934 817,55**	**714 485 583,39**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**640 550 765,84**	**73 934 817,55**	**714 485 583,39**
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	5 212 822,80	15 577 098,56	20 789 921,36
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	111 499 090,09	22 682 802,08	134 181 892,17
041	Opérations patrimoniales	141 000 000,00	48 594 366,89	189 594 366,89
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**257 711 912,89**	**86 854 267,53**	**344 566 180,42**
TOTAL GENERAL		**898 262 678,73**	**160 789 085,08**	**1 059 051 763,81**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	157 625 397,40	157 643 262,43		157 643 262,43	-17 865,03
13	51 094 488,02	47 048 886,51	1 214 315,08	45 834 571,43	5 259 916,59
16	503 188 961,50	164 983 510,01		164 983 510,01	338 205 451,49
20		21 539,52		21 539,52	-21 539,52
204	100,00				100,00
23	1 636,49	412 932,55		412 932,55	-411 296,06
27	632 441,97	991 948,97		991 948,97	-359 507,00
024	1 942 558,01				1 942 558,01
SOUS-TOTAL	**714 485 583,39**	**371 102 079,99**	**1 214 315,08**	**369 887 764,91**	**344 597 818,48**
TOTAL	**714 485 583,39**	**371 102 079,99**	**1 214 315,08**	**369 887 764,91**	**344 597 818,48**
021	20 789 921,36				20 789 921,36
040	134 181 892,17	122 356 058,86		122 356 058,86	11 825 833,31
041	189 594 366,89	58 858 774,86		58 858 774,86	130 735 592,03
TOTAL	**344 566 180,42**	**181 214 833,72**		**181 214 833,72**	**163 351 346,70**
TOTAL GENERAL	**1 059 051 763,81**	**552 316 913,71**	**1 214 315,08**	**551 102 598,63**	**507 949 165,18**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
016	Allocation personnalisée d'autonomie	80 820 950,00	5 742 094,16	86 563 044,16
017	RSA Régularisation de RMI	227 009 536,98	3 956 638,66	230 966 175,64
011	Charges à caractère général	122 950 181,09	-2 922 806,51	120 027 374,58
012	Charges de personnel et frais assimilés	244 161 530,00	8 897 930,86	253 059 460,86
014	Atténuations de produits	25 136 995,00	5 676 863,72	30 813 858,72
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	592 809 584,76	19 207 931,04	612 017 515,80
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	776 100,00		776 100,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	18 920 000,00	2 000 000,00	20 920 000,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	154 382,00	316 923,55	471 305,55
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS		2 030 450,00	2 030 450,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**1 312 739 259,83**	**44 906 025,48**	**1 357 645 285,31**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	5 212 822,80	15 577 098,56	20 789 921,36
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	111 499 090,09	22 682 802,08	134 181 892,17
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**116 711 912,89**	**38 259 900,64**	**154 971 813,53**
TOTAL GENERAL		**1 429 451 172,72**	**83 165 926,12**	**1 512 617 098,84**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
016	86 563 044,16	87 092 368,27	736 697,44	86 355 670,83	207 373,33
017	230 966 175,64	230 621 552,69	1 005 640,26	229 615 912,43	1 350 263,21
011	120 027 374,58	145 487 908,55	32 673 807,97	112 814 100,58	7 213 274,00
012	253 059 460,86	252 406 434,37	958 128,76	251 448 305,61	1 611 155,25
014	30 813 858,72	31 445 203,02	910 565,59	30 534 637,43	279 221,29
65	612 017 515,80	612 946 250,89	9 497 430,06	603 448 820,83	8 568 694,97
6586	776 100,00	386 676,64	422,42	386 254,22	389 845,78
66	20 920 000,00	23 469 611,32	4 687 009,63	18 782 601,69	2 137 398,31
67	471 305,55	476 544,49	23 298,80	453 245,69	18 059,86
68	2 030 450,00	2 030 450,00		2 030 450,00	
TOTAL	**1 357 645 285,31**	**1 386 363 000,24**	**50 493 000,93**	**1 335 869 999,31**	**21 775 286,00**
023	20 789 921,36				20 789 921,36
042	134 181 892,17	122 356 058,86		122 356 058,86	11 825 833,31
TOTAL	**154 971 813,53**	**122 356 058,86**		**122 356 058,86**	**32 615 754,67**
TOTAL GENERAL	**1 512 617 098,84**	**1 508 719 059,10**	**50 493 000,93**	**1 458 226 058,17**	**54 391 040,67**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
016	Allocation personnalisée d'autonomie	26 455 200,00	3 820 400,00	30 275 600,00
017	RSA Régularisation de RMI	3 469 258,87		3 469 258,87
013	Atténuations de charges	727 990,00	170 000,00	897 990,00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	4 754 880,00	97 073,36	4 851 953,36
73	IMPOTS ET TAXES	663 219 932,00	-250 492,00	662 969 440,00
731	Fiscalité locale	517 060 243,00	-43 611 157,00	473 449 086,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	189 938 439,64	24 316 856,16	214 255 295,80
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	11 396 345,00	4 763 936,77	16 160 281,77
76	PRODUITS FINANCIERS	422 653,55		422 653,55
77	PRODUITS SPECIFIQUES	132 950,00	482 159,09	615 109,09
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**1 417 577 892,06**	**-10 211 223,62**	**1 407 366 668,44**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 863 280,66	2 758 405,76	14 621 686,42
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**11 863 280,66**	**2 758 405,76**	**14 621 686,42**
002	Résultat de fonctionnement reporté		90 628 743,98	90 628 743,98
TOTAL GENERAL		**1 429 441 172,72**	**83 175 926,12**	**1 512 617 098,84**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
016	30 275 600,00	37 944 763,17	3 253 193,06	34 691 570,11	-4 415 970,11
017	3 469 258,87	6 474 717,28	58 764,96	6 415 952,32	-2 946 693,45
013	897 990,00	1 664 804,66	20 463,70	1 644 340,96	-746 350,96
70	4 851 953,36	6 511 220,42	365 285,55	6 145 934,87	-1 293 981,51
73	662 969 440,00	644 975 317,00		644 975 317,00	17 994 123,00
731	473 449 086,00	492 502 416,56	9 238,05	492 493 178,51	-19 044 092,51
74	214 255 295,80	234 522 432,35	22 303 949,38	212 218 482,97	2 036 812,83
75	16 160 281,77	20 526 454,49	213 211,52	20 313 242,97	-4 152 961,20
76	422 653,55	640 493,66		640 493,66	-217 840,11
77	615 109,09	2 036 011,19		2 036 011,19	-1 420 902,10
TOTAL	**1 407 366 668,44**	**1 447 798 630,78**	**26 224 106,22**	**1 421 574 524,56**	**-14 207 856,12**
042	14 621 686,42	13 545 544,44		13 545 544,44	1 076 141,98
TOTAL	**14 621 686,42**	**13 545 544,44**		**13 545 544,44**	**1 076 141,98**
002	90 628 743,98				90 628 743,98
TOTAL GENERAL	**1 512 617 098,84**	**1 461 344 175,22**	**26 224 106,22**	**1 435 120 069,00**	**77 497 029,84**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	1 703,30		1 703,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**1 703,30**		**1 703,30**
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	35 000 000,00		35 000 000,00
1641	Emprunts en euros	28 745 027,56		28 745 027,56
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	11 298 316,12		11 298 316,12
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	21 966 217,00		21 966 217,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**97 009 560,68**		**97 009 560,68**
2031	Frais d'études	11 413 495,26		11 413 495,26
2033	Frais d'insertion	30 024,00		30 024,00
2051	Concessions et droits similaires	6 049 887,62		6 049 887,62
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**17 493 406,88**		**17 493 406,88**
2041481	Biens mobiliers, matériel et études	1 166 327,59		1 166 327,59
2041482	Bâtiments et installations	18 754 530,41	5 850,00	18 748 680,41
20415331	Biens mobiliers, matériel et études	20 420 000,75		20 420 000,75
20415332	Bâtiments et installations	1 326 435,38		1 326 435,38
20415342	Bâtiments et installations	275 346,74		275 346,74
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	467 940,22		467 940,22
2041582	Bâtiments et installations	14 817 370,66		14 817 370,66
204181	Biens mobiliers, matériel et études	271 583,00		271 583,00
204182	Bâtiments et installations	202 495,51		202 495,51
20421	Biens mobiliers, matériel et études	221 068,35		221 068,35
20422	Bâtiments et installations	3 983 447,51		3 983 447,51
20431	Biens mobiliers, matériel et études	110 968,59		110 968,59
2324	Subventions d'équipement versées	9 418 870,49		9 418 870,49
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**71 436 385,20**	**5 850,00**	**71 430 535,20**
2111	Terrains nus	2 044 705,22	17 747,50	2 026 957,72
2117	Bois et forêts	110 761,10		110 761,10
21351	Bâtiments publics	17 499,00		17 499,00
2152	Installations de voirie	535 770,12		535 770,12
215731	Matériel roulant	1 555 045,79		1 555 045,79
215738	Autre matériel et outillage de voirie	1 166 116,39	383,04	1 165 733,35
21578	Autre matériel technique	3 468 834,86	197,96	3 468 636,90
21612	Dépenses ultérieures immobilisées	9 540,00		9 540,00
21621	Biens sous-jacents	132 018,12		132 018,12
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	24 488,40		24 488,40
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	105 330,96		105 330,96

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
21828	Autres matériels de transport	2 330 542,40		2 330 542,40
21831	Matériel informatique scolaire	4 802 110,04		4 802 110,04
21838	Autre matériel informatique	2 342 856,39		2 342 856,39
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	1 158 561,69		1 158 561,69
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	673 972,25		673 972,25
2186	Cheptel	9 000,00		9 000,00
2188	Autres	555 372,82	170,28	555 202,54
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**21 042 525,55**	**18 498,78**	**21 024 026,77**
2312	Agencements et aménagements de terrains	653 013,06		653 013,06
2313	Constructions	92 647 290,18	32 510,55	92 614 779,63
2315	Installations, matériel et outillage techniques	89 781 157,96		89 781 157,96
2316	Restauration des biens historiques et culturels	196 637,78		196 637,78
237	Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelles	61 919,24		61 919,24
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	12 866 224,64		12 866 224,64
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**196 206 242,86**	**32 510,55**	**196 173 732,31**
261	Titres de participation	162 000,00		162 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	**PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS**	**162 000,00**		**162 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	3 507,00		3 507,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**	**3 507,00**		**3 507,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**403 355 331,47**	**56 859,33**	**403 298 472,14**
45441	Opération pour compte de tiers n° 45441	74 397,44		74 397,44
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	119 078,02		119 078,02
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**193 475,46**		**193 475,46**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**403 548 806,93**	**56 859,33**	**403 491 947,60**
13911	État et établissements nationaux	252 673,00		252 673,00
13912	Régions	394 368,00		394 368,00
13913	Départements	49 410,00		49 410,00
139148	Autres communes	2 858,00		2 858,00
13916	Autres établissements publics locaux	5 295 646,00		5 295 646,00
139172	FEDER	1 100,00		1 100,00
13918	Autres	44 418,00		44 418,00
1393121	Dotation départementale d'équipement des collèges	6 860 204,00		6 860 204,00
16878	Autres organismes et particuliers	77 466,66		77 466,66
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	43 542,76		43 542,76
2315	Installations, matériel et outillage techniques	523 858,02		523 858,02
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**13 545 544,44**		**13 545 544,44**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	16 982 707,00		16 982 707,00
204411	Biens mobiliers, matériel et études	12 303,00		12 303,00
204412	Bâtiments et installations	96 106,89		96 106,89
2115	Terrains bâtis	80 000,00		80 000,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	320 000,00		320 000,00
215731	Matériel roulant	1 216 000,00		1 216 000,00
21621	Biens sous-jacents	1 257 976,00		1 257 976,00
21828	Autres matériels de transport	63 000,00		63 000,00
21831	Matériel informatique scolaire	936,00		936,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	86 822,52		86 822,52
2313	Constructions	22 549 821,16		22 549 821,16
2315	Installations, matériel et outillage techniques	15 143 102,29		15 143 102,29
261	Titres de participation	1 050 000,00		1 050 000,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**58 858 774,86**		**58 858 774,86**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**72 404 319,30**		**72 404 319,30**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**475 953 126,23**	**56 859,33**	**475 896 266,90**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	37 644 160,68		37 644 160,68
10251	Dons et legs en capital	55 000,00		55 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	119 944 101,75		119 944 101,75
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**157 643 262,43**		**157 643 262,43**
1311	État et établissements nationaux	588 108,00		588 108,00
1316	Autres établissements publics locaux	30 049 369,00		30 049 369,00
1318	Autres	126 523,35		126 523,35
1321	État et établissements nationaux	383 802,70		383 802,70
1322	Régions	3 624 678,81		3 624 678,81
13258	Autres groupements	265 662,64		265 662,64
1326	Autres établissements publics locaux	166 923,45		166 923,45
13272	FEDER	2 257 641,10	1 214 315,08	1 043 326,02
1328	Autres	973 280,00		973 280,00
133121	Dotation départementale d'équipement des collèges	6 860 204,00		6 860 204,00
13413	Dotation de soutien à l'investissement des départements	268 226,66		268 226,66
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	706 734,00		706 734,00
1348	Autres	777 732,80		777 732,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	**47 048 886,51**	**1 214 315,08**	**45 834 571,43**
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	35 000 000,00		35 000 000,00
1641	Emprunts en euros	125 000 000,00		125 000 000,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,01		0,01
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	4 983 510,00		4 983 510,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**164 983 510,01**		**164 983 510,01**
2031	Frais d'études	21 539,52		21 539,52
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**21 539,52**		**21 539,52**
2313	Constructions	3 179,28		3 179,28
2315	Installations, matériel et outillage techniques	58 681,44		58 681,44
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	351 071,83		351 071,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**412 932,55**		**412 932,55**
2741	Prêts aux collectivités et aux groupements	363 212,15		363 212,15
2748	Autres prêts	181 546,45		181 546,45
275	Dépôts et cautionnements versés	9 507,00		9 507,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	437 683,37		437 683,37
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**	**991 948,97**		**991 948,97**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**371 102 079,99**	**1 214 315,08**	**369 887 764,91**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**371 102 079,99**	**1 214 315,08**	**369 887 764,91**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	220 210,55		220 210,55
2111	Terrains nus	1 954,00		1 954,00
2117	Bois et forêts	13 320,00		13 320,00
21828	Autres matériels de transport	58 981,04		58 981,04
261	Titres de participation	7 232,00		7 232,00
28031	Frais d'études	925 047,90		925 047,90
28033	Frais d'insertion	17 764,52		17 764,52
2804111	Biens mobiliers, matériel et études	30 738,34		30 738,34
2804112	Bâtiments et installations	82 624,22		82 624,22
2804113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	125 000,00		125 000,00
2804122	Bâtiments et installations	178 924,06		178 924,06
2804132	Bâtiments et installations	64 500,00		64 500,00
28041481	Biens mobiliers, matériel et études	661 899,05		661 899,05
28041482	Bâtiments et installations	23 383 703,12		23 383 703,12
280415331	Biens mobiliers, matériel et études	16 730 621,29		16 730 621,29
280415332	Bâtiments et installations	3 996 117,29		3 996 117,29
280415341	Biens mobiliers, matériel et études	6 261,00		6 261,00
280415342	Bâtiments et installations	180 875,00		180 875,00
28041581	Biens mobiliers, matériel et études	194 831,75		194 831,75
28041582	Bâtiments et installations	1 730 372,00		1 730 372,00
2804181	Biens mobiliers, matériel et études	304 385,09		304 385,09
2804182	Bâtiments et installations	2 555 571,67		2 555 571,67
280421	Biens mobiliers, matériel et études	212 832,48		212 832,48
280422	Bâtiments et installations	1 586 277,00		1 586 277,00
2804412	Bâtiments et installations	106 460,00		106 460,00
2804422	Bâtiments et installations	133,00		133,00
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires	4 355 045,11		4 355 045,11
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	146,00		146,00
28128	Autres agencements et aménagements	87 989,68		87 989,68
281311	Bâtiments administratifs	1 627 667,00		1 627 667,00
281312	Bâtiments scolaires	22 485 007,00		22 485 007,00
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	207 520,00		207 520,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	371 295,00		371 295,00
281318	Autres bâtiments publics	16 186,00		16 186,00
281328	Autres bâtiments privés	21 102,00		21 102,00
281351	Bâtiments publics	24 775 905,38		24 775 905,38

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
281352	Bâtiments privés	138 682,00		138 682,00
281538	Autres réseaux	11 827,00		11 827,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	631,00		631,00
281578	Autre matériel technique	4 249 194,00		4 249 194,00
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	21 742,00		21 742,00
281828	Autres matériels de transport	1 204 561,60		1 204 561,60
281831	Matériel informatique scolaire	4 150 210,25		4 150 210,25
281838	Autre matériel informatique	3 010 697,28		3 010 697,28
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	1 633 474,29		1 633 474,29
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	342 126,93		342 126,93
28185	Matériel de téléphonie	2 932,40		2 932,40
28186	Cheptel	1 097,00		1 097,00
28188	Autres	264 383,57		264 383,57
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**122 356 058,86**		**122 356 058,86**
10251	Dons et legs en capital	1 657 760,00		1 657 760,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	16 982 707,00		16 982 707,00
2031	Frais d'études	17 212 875,32		17 212 875,32
2033	Frais d'insertion	21 384,00		21 384,00
2186	Cheptel	7 903,00		7 903,00
2188	Autres	4 400,00		4 400,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	21 825 638,65		21 825 638,65
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	1 050 000,00		1 050 000,00
45442	Recettes	96 106,89		96 106,89
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**58 858 774,86**		**58 858 774,86**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**181 214 833,72**		**181 214 833,72**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**552 316 913,71**	**1 214 315,08**	**551 102 598,63**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	215,00		215,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	36 803,50		36 803,50
64111	Rémunération principale	3 015 963,25		3 015 963,25
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	81 584,59		81 584,59
64113	NBI	31 927,92		31 927,92
64118	Autres indemnités.	654 326,54		654 326,54
64131	Rémunérations	631 642,90		631 642,90
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	715 306,31		715 306,31
6453	Cotisations aux caisses de retraite	1 020 733,64		1 020 733,64
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	26 003,27		26 003,27
6488	Autres	3 987,14		3 987,14
6511411	APA	39 283 731,48	612 953,66	38 670 777,82
6511412	APA - Dotation qualité	1 103 789,00		1 103 789,00
651142	APA à domicile versée au bénéficiaire	12 235 586,87	34 375,76	12 201 211,11
651144	APA versée à l'établissement	28 235 908,50	89 368,02	28 146 540,48
6541	Créances admises en non-valeur	10 258,65		10 258,65
6542	Créances éteintes	4 589,38		4 589,38
65888	Autres	10,33		10,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**87 092 368,27**	**736 697,44**	**86 355 670,83**
611	Contrats de prestations de services	1 011,16		1 011,16
6188	Autres frais divers	17 444,57		17 444,57
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	103,33		103,33
62268	Autres honoraires, conseils...	61 416,26	26 640,26	34 776,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	7 944,36		7 944,36
64111	Rémunération principale	605 942,92		605 942,92
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	24 144,25		24 144,25
64113	NBI	3 433,43		3 433,43
64118	Autres indemnités.	164 980,73		164 980,73
64131	Rémunérations	182 249,90		182 249,90
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	163 976,84		163 976,84
6453	Cotisations aux caisses de retraite	217 644,94		217 644,94
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	7 405,75		7 405,75
64731	Versées directement	18 710,00		18 710,00
6488	Autres	952,34		952,34
65171	RSA - Versements pour allocations forfaitaires	177 765 033,19	279 000,00	177 486 033,19
65172	RSA - Versements pour allocations forfaitaires majorées	31 892 264,37		31 892 264,37

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
65181	Primes, dots	35 500,00		35 500,00
6541	Créances admises en non-valeur	602 493,34		602 493,34
6542	Créances éteintes	66 321,98		66 321,98
65671	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	3 115 284,00	700 000,00	2 415 284,00
657348	Autres communes	20 913,90		20 913,90
657358	Autres groupements	21 350,00		21 350,00
65748	Autres personnes de droit privé	15 560 528,25		15 560 528,25
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	64 502,88		64 502,88
SOUS-TOTAL OPERATION n° 017	**RSA Régularisation de RMI**	**230 621 552,69**	**1 005 640,26**	**229 615 912,43**
60611	Eau et assainissement	295 322,63	65 167,53	230 155,10
60612	Énergie - Électricité	14 282 986,97	4 919 560,82	9 363 426,15
60613	Chauffage urbain	283 000,00	215 000,00	68 000,00
60621	Combustibles	21 621 414,25	12 006 719,97	9 614 694,28
60622	Carburants	2 450 248,95	177 996,69	2 272 252,26
60623	Alimentation	78 793,97	7 675,68	71 118,29
60628	Autres fournitures non stockées	1 794 581,50	6 253,45	1 788 328,05
60631	Fournitures d'entretien	305 872,91	43 292,07	262 580,84
60632	Fournitures de petit équipement	410 416,62	32 953,60	377 463,02
60633	Fournitures de voirie	1 884 318,74	240 074,14	1 644 244,60
60636	Habillement et Vêtements de travail	490 067,73	147 291,76	342 775,97
6064	Fournitures administratives	271 684,16	23 052,60	248 631,56
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	186 014,30	78,14	185 936,16
60661	Médicaments	119 176,80	758,56	118 418,24
60662	Vaccins et sérums	204 416,27	11 618,52	192 797,75
60668	Autres produits pharmaceutiques	18 359,64	944,63	17 415,01
6068	Autres matières et fournitures.	769 365,11	56 094,11	713 271,00
6078	Autres marchandises	45 200,79		45 200,79
611	Contrats de prestations de services	14 633 191,82	2 583 542,95	12 049 648,87
6132	Locations immobilières	369 589,02	3 465,32	366 123,70
61351	Matériel roulant	45 724,49	3 382,70	42 341,79
61358	Autres	1 189 859,92	152 011,53	1 037 848,39
614	Charges locatives et de copropriété	443 756,24	60 444,64	383 311,60
61521	Terrains	1 097 810,24	100 223,37	997 586,87
615221	Bâtiments publics	9 879 336,56	1 843 832,13	8 035 504,43
615228	Autres bâtiments	1 284,00		1 284,00
615231	Voiries	3 973 661,53	519 128,34	3 454 533,19

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
61524	Bois et forêts	1 091 982,92	73 750,53	1 018 232,39
61551	Matériel roulant	739 783,06		739 783,06
61558	Autres biens mobiliers	283 837,05	22 772,81	261 064,24
6156	Maintenance	7 222 172,00	1 798 378,52	5 423 793,48
6162	Assurance obligatoire dommage-construction	508 838,91	407 495,67	101 343,24
6168	Autres	1 711 446,18	23 162,63	1 688 283,55
617	Études et recherches	259 790,64	78 509,43	181 281,21
6182	Documentation générale et technique	333 622,77	9 558,30	324 064,47
6183	Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité)	427 286,34	49 798,67	377 487,67
6184	Versements à des organismes de formation	1 745 938,23	223 335,87	1 522 602,36
6185	Frais de colloques et séminaires	44 469,66	20 518,15	23 951,51
6188	Autres frais divers	149 224,36	9 609,42	139 614,94
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	19 910,89		19 910,89
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 178 643,96	81 794,08	1 096 849,88
62268	Autres honoraires, conseils...	492 027,74	141 986,48	350 041,26
6227	Frais d'actes et de contentieux	977 613,20	52 342,71	925 270,49
6228	Divers	52 183,90	29 030,50	23 153,40
6231	Annonces et insertions	475 019,09	25 256,70	449 762,39
6233	Foires et expositions	6 474,19		6 474,19
6234	Réceptions	224 749,71	23 506,50	201 243,21
6236	Catalogues et imprimés	771 260,45	105 129,83	666 130,62
6238	Divers	24 376,00	2 379,50	21 996,50
6241	Transports de biens	242 049,91	53 171,74	188 878,17
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	37 785 342,89	5 295 800,93	32 489 541,96
6248	Divers	393,20		393,20
6251	Voyages, déplacements et missions	2 212 724,73	45 830,61	2 166 894,12
6261	Frais d'affranchissement	846 800,29	97 342,85	749 457,44
6262	Frais de télécommunications	1 140 858,18	258 342,15	882 516,03
627	Services bancaires et assimilés.	268 816,21	160,00	268 656,21
6281	Concours divers (cotisations...)	414 879,75	51 103,07	363 776,68
6282	Frais de gardiennage	459 599,35	20 419,48	439 179,87
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 175 928,78	333 396,75	3 842 532,03
62878	A des tiers	1 262 099,70	114 421,06	1 147 678,64
6288	Autres	67 692,95	4 939,78	62 753,17
63512	Taxes foncières	215 897,45		215 897,45
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	278,00		278,00

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	47 129,79		47 129,79
6358	Autres droits	317 685,62		317 685,62
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	143 625,34		143 625,34
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**145 487 908,55**	**32 673 807,97**	**112 814 100,58**
6218	Autre personnel extérieur	3 238 987,57	109 061,85	3 129 925,72
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	1 169 937,72		1 169 937,72
64111	Rémunération principale	90 630 314,14	6 650,43	90 623 663,71
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	3 078 685,15		3 078 685,15
64113	NBI	1 037 498,89		1 037 498,89
64116	Indemnités de licenciement	25 821,30		25 821,30
64118	Autres indemnités.	27 413 713,90		27 413 713,90
64121	Rémunération principale	15 648 919,15	5 475,76	15 643 443,39
64123	Indemnités d'attente	27 657,48		27 657,48
64126	Indemnités de licenciement	545 525,57		545 525,57
64128	Autres indemnités	4 315 932,56		4 315 932,56
64131	Rémunérations	23 958 145,40	2 246,67	23 955 898,73
6414	Personnel rémunéré à la vacation	283 548,63		283 548,63
64168	Autres emplois aidés	2 355 278,58	1 442,06	2 353 836,52
6417	Rémunérations des apprentis	797 758,67		797 758,67
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	34 776 281,59	720 002,07	34 056 279,52
6453	Cotisations aux caisses de retraite	33 675 195,87	65 409,82	33 609 786,05
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	1 073 749,48		1 073 749,48
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 263 654,45		1 263 654,45
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	1 226,72		1 226,72
6472	Prestations familiales directes	871 919,11	20 768,00	851 151,11
64731	Versées directement	646 943,15	2 086,24	644 856,91
6475	Médecine du travail, pharmacie	61 535,00	7 630,00	53 905,00
6478	Autres charges sociales diverses	4 904 138,55	1 200,00	4 902 938,55
6488	Autres	604 065,74	16 155,86	587 909,88
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**252 406 434,37**	**958 128,76**	**251 448 305,61**
73918	Autres reversements et restitutions sur fiscalité locale	1 275 756,69		1 275 756,69
7392251	Prélèvements au titre du fonds national de péréquation des D.M.T.O. perçus par les départements	23 543 063,00		23 543 063,00
73951	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	3 528 487,00		3 528 487,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	803 886,00		803 886,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	2 294 010,33	910 565,59	1 383 444,74
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**31 445 203,02**	**910 565,59**	**30 534 637,43**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
65111	Famille et enfance	893 193,01	385,00	892 808,01
6511211	Prestation de compensation du handicap - plus de 20 ans	46 236 624,69	203 955,57	46 032 669,12
6511212	Prestation de compensation du handicap - moins de 20 ans	13 788 770,73	7 308,00	13 781 462,73
6511213	Prestation de compensation - Dotation qualité	1 100 000,00		1 100 000,00
651122	Allocation compensatrice tierce personne	5 654 079,75	4 003,36	5 650 076,39
651128	Autres	229 890,06	4 741,33	225 148,73
65113	Personnes âgées	353 439,30	10 222,39	343 216,91
65131	Bourses	63 200,00		63 200,00
65133	Secours d'urgence	1 779 745,29	145 050,00	1 634 695,29
6514	Cotisations, adhésions et autres prestations (pour le compte de tiers)	527,35		527,35
65181	Primes, dots	19 545,21		19 545,21
65188	Autres	5 910,00		5 910,00
65211	Frais de scolarité	28 599,09	1 877,68	26 721,41
65212	Frais périscolaires	684 430,24	37 529,45	646 900,79
6522	Accueil familial	2 734 713,57		2 734 713,57
6523	Frais d'hospitalisation	84 105,00		84 105,00
652411	Foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels	28 214 201,10	303 510,00	27 910 691,10
652412	Maisons d'enfants à caractère social	92 388 164,26	89 714,15	92 298 450,11
652413	Lieux de vie et d'accueil	1 307 361,34	102 476,88	1 204 884,46
652415	Établissements scolaires	14 117,70		14 117,70
652416	Services d'aide éducative en milieu ouvert et à domicile	22 448 543,49	51 057,46	22 397 486,03
652418	Autres	4 662 291,76	47 947,80	4 614 343,96
65242	Frais de séjour en établissements et services pour adultes handicapés	129 070 562,59	390 567,52	128 679 995,07
65243	Frais de séjour en établissements pour personnes âgées	22 384 305,40	462 780,61	21 921 524,79
6525	Frais d'inhumation	6 382,79	1 261,00	5 121,79
6526	Prévention spécialisée	4 996 578,06		4 996 578,06
65311	Indemnités de fonction	1 876 117,91		1 876 117,91
65312	Frais de mission et de déplacement	70 017,07	3 169,70	66 847,37
65313	Cotisations de retraite	152 649,23		152 649,23
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	599 945,96		599 945,96
65315	Formation	6 985,00		6 985,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	3 728,88		3 728,88
6541	Créances admises en non-valeur	4 158,81	7,03	4 151,78
6542	Créances éteintes	8 300,13		8 300,13
655111	Établissements publics	14 511 048,28	1 337 942,49	13 173 105,79
655112	Établissements privés	5 997 737,54	34 723,16	5 963 014,38

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6553	Service d'incendie	117 700 000,00		117 700 000,00
65568	Autres contributions	2 363 000,00		2 363 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	11 995 340,67		11 995 340,67
6561	Organismes de regroupement	148 699,17		148 699,17
6568	Autres participations	35 026 028,92	1 848 275,17	33 177 753,75
65731	État	37 613,50		37 613,50
657348	Autres communes	7 939 881,88	1 905 807,06	6 034 074,82
657358	Autres groupements	4 090 615,60	149 622,50	3 940 993,10
657381	Autres établissements publics locaux	1 870 669,13	355 881,02	1 514 788,11
657382	Organismes publics divers	4 581 825,00	83 000,00	4 498 825,00
65741	Ménages	1 894,59		1 894,59
65748	Autres personnes de droit privé	13 431 986,74	699 009,94	12 732 976,80
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	3 589 164,01	1 024 289,23	2 564 874,78
65818	Autres	233 958,02		233 958,02
65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	5 363 720,87		5 363 720,87
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	20 000,00		20 000,00
6584	Amendes fiscales et pénales	1 399,00	519,00	880,00
65888	Autres	2 170 483,20	190 795,56	1 979 687,64
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**612 946 250,89**	**9 497 430,06**	**603 448 820,83**
65861	Frais de personnel	386 676,64	422,42	386 254,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 6586	**Frais de fonctionnement des groupes d'élus**	**386 676,64**	**422,42**	**386 254,22**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	16 521 334,95		16 521 334,95
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	6 469 701,50	4 687 009,63	1 782 691,87
6688	Autres	478 574,87		478 574,87
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**CHARGES FINANCIÈRES**	**23 469 611,32**	**4 687 009,63**	**18 782 601,69**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	476 544,49	23 298,80	453 245,69
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**CHARGES SPECIFIQUES**	**476 544,49**	**23 298,80**	**453 245,69**
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	2 030 450,00		2 030 450,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS**	**2 030 450,00**		**2 030 450,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**1 386 363 000,24**	**50 493 000,93**	**1 335 869 999,31**
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	81 487,04		81 487,04
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	220 210,55		220 210,55
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	122 054 361,27		122 054 361,27
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**122 356 058,86**		**122 356 058,86**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**122 356 058,86**		**122 356 058,86**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 508 719 059,10**	**50 493 000,93**	**1 458 226 058,17**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
747811	Dotation versée au titre de l'APA	37 849 137,66	3 252 000,00	34 597 137,66
7533	APA	31 355,60	1 193,06	30 162,54
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	64 269,91		64 269,91
SOUS-TOTAL OPERATION n° 016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**37 944 763,17**	**3 253 193,06**	**34 691 570,11**
74718	Autres	2 271 206,47		2 271 206,47
75342	Allocations forfaitaires	3 562 565,34	54 898,32	3 507 667,02
75343	Allocations forfaitaires majorées	551 930,82	3 866,64	548 064,18
7574	Subventions de fonctionnement des personnes, associations et autres organismes privés	43 757,40		43 757,40
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	45 257,25		45 257,25
SOUS-TOTAL OPERATION n° 017	**RSA Régularisation de RMI**	**6 474 717,28**	**58 764,96**	**6 415 952,32**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	1 341 076,40	18 066,22	1 323 010,18
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	293 998,43	2 397,48	291 600,95
6479	Remboursements sur autres charges sociales	16 117,29		16 117,29
65869	Remboursements sur frais de fonctionnement des groupes d'élus	13 612,54		13 612,54
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**1 664 804,66**	**20 463,70**	**1 644 340,96**
7022	Coupes de bois	70 856,00		70 856,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	839 060,45		839 060,45
7037	Contribution pour dégradation des voies et chemins	61 275,88	790,00	60 485,88
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	6 500,00		6 500,00
70641	Taxes d'analyse	491 051,20	7 396,90	483 654,30
7066	Redevances et droits des services à caractère social	1 948 177,05		1 948 177,05
706888	Autres	557 023,05	20 000,00	537 023,05
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	5 592,06		5 592,06
70848	aux autres organismes	1 225 626,88	335 733,98	889 892,90
708721	non dotés de la personnalité morale	1 010 799,13		1 010 799,13
70878	par des tiers	295 258,72	1 364,67	293 894,05
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**6 511 220,42**	**365 285,55**	**6 145 934,87**
73214	Attribution de compensation CVAE - Département - Région	85 671 811,00		85 671 811,00
73221	FNGIR	17 925 606,00		17 925 606,00
732251	Attribution au titre du fonds national de péréquation des D.M.T.O. perçus par les départements	19 570 248,00		19 570 248,00
7324	Frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties	16 312 282,00		16 312 282,00
73332	Départements (FSDRIF)	8 407 711,00		8 407 711,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	404 851 408,00		404 851 408,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	92 236 251,00		92 236 251,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**IMPOTS ET TAXES**	**644 975 317,00**		**644 975 317,00**
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	4 615 599,00		4 615 599,00

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
73118	Autres contributions directes	22 628,00		22 628,00
73121	Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement	201 125 271,04		201 125 271,04
73122	Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement	2 094 640,00		2 094 640,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	10 326 245,61		10 326 245,61
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	16 547 315,91	742,00	16 546 573,91
731421	TICPE - LRL	75 559 201,26		75 559 201,26
731428	TICPE - Autres	6 052 313,37		6 052 313,37
73143	Redevance des mines	2 179 357,00		2 179 357,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	172 248 433,48		172 248 433,48
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	1 731 411,89	8 496,05	1 722 915,84
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Fiscalité locale**	**492 502 416,56**	**9 238,05**	**492 493 178,51**
74121	Dotation forfaitaire des départements	57 296 394,00		57 296 394,00
741222	Dotation de péréquation urbaine des départements	22 082 689,00		22 082 689,00
741223	Dotation de compensation des départements	13 742 986,00		13 742 986,00
744	FCTVA	1 900 287,74		1 900 287,74
74621	DGD	4 120 007,00		4 120 007,00
74718	Autres	8 454 591,81	3 184 293,00	5 270 298,81
7472	Régions	960 799,24	692 290,93	268 508,31
74748	Autres communes	91 304,00		91 304,00
74758	Autres groupements	46 515 158,99	16 205 646,93	30 309 512,06
74771	Fonds social européen	221 362,00		221 362,00
74772	FEDER	1 214 315,08		1 214 315,08
74778	Autres fonds européens	11 400,00	11 400,00	
747812	Dotation versée au titre de la PCH	21 242 399,70	2 194 000,00	19 048 399,70
7478141	Part autonomie	714 701,29		714 701,29
7478142	Part prévention	1 283 479,94		1 283 479,94
747818	Autres	1 935 802,13		1 935 802,13
74783	Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	10 469 234,00		10 469 234,00
747888	Autres	9 114 638,74		9 114 638,74
748312	D.C.R.T.P.	18 288 180,00		18 288 180,00
74835	Dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	2 794 255,00		2 794 255,00
74881	Participation des familles au titre de la restauration et de l'hébergement scolaires	4 585 928,69	16 318,52	4 569 610,17
74888	Autres	7 482 518,00		7 482 518,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**234 522 432,35**	**22 303 949,38**	**212 218 482,97**
7511	Recouvrements sur départements et autres collectivités publiques	772 431,52	34,90	772 396,62
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale et organismes mutualistes	476 719,16	7 371,24	469 347,92

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	6 865 150,97	7 629,14	6 857 521,83
7518	Recouvrements sur autres redevables	350 052,89	2 983,41	347 069,48
752	Revenus des immeubles	258 195,83		258 195,83
7535	PCH	94 735,34		94 735,34
7538	Autres	76 532,13	7 188,26	69 343,87
755	Dédits et pénalités perçus	36 780,26	12 104,44	24 675,82
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,02		0,02
75883	Excédents sur opérations de gestion	8,02		8,02
75888	Autres	11 595 848,35	175 900,13	11 419 948,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**20 526 454,49**	**213 211,52**	**20 313 242,97**
761	Produits de participations	92 081,79		92 081,79
7621	Produits des autres immobilisations financières - encaissés à l'échéance	4 252,55		4 252,55
7688	Autres	544 159,32		544 159,32
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**PRODUITS FINANCIERS**	**640 493,66**		**640 493,66**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	1 777 856,36		1 777 856,36
775	Produits des cessions d'immobilisations	258 154,83		258 154,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**PRODUITS SPECIFIQUES**	**2 036 011,19**		**2 036 011,19**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**1 447 798 630,78**	**26 224 106,22**	**1 421 574 524,56**
722	Immobilisations corporelles	523 858,02		523 858,02
752	Revenus des immeubles	77 466,66		77 466,66
7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	43 542,76		43 542,76
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	12 900 677,00		12 900 677,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**13 545 544,44**		**13 545 544,44**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**13 545 544,44**		**13 545 544,44**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 461 344 175,22**	**26 224 106,22**	**1 435 120 069,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		2 932 195 300,16	-30 926,42	84 580,34			-30 926,42	2 932 279 880,50		2 932 310 806,92
10222	F.C.T.V.A.		672 075 265,89			1 703,30	37 644 160,68	1 703,30	709 719 426,57		709 717 723,27
10228	Autres fonds d'investissement		62 097 787,14		498,23				62 098 285,37		62 098 285,37
1022	**Sous Total compte 1022**		**734 173 053,03**		**498,23**	**1 703,30**	**37 644 160,68**	**1 703,30**	**771 817 711,94**		**771 816 008,64**
10251	Dons et legs en capital		23 686 158,63				1 712 760,00		25 398 918,63		25 398 918,63
1025	**Sous Total compte 1025**		**23 686 158,63**				**1 712 760,00**		**25 398 918,63**		**25 398 918,63**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire		28 667 057,30						28 667 057,30		28 667 057,30
102	**Sous Total compte 102**		**3 718 721 569,12**	**-30 926,42**	**85 078,57**	**1 703,30**	**39 356 920,68**	**-29 223,12**	**3 758 163 568,37**		**3 758 192 791,49**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		2 484 542 526,36		986 268,91		119 944 101,75		2 605 472 897,02		2 605 472 897,02
106	**Sous Total compte 106**		**2 484 542 526,36**		**986 268,91**		**119 944 101,75**		**2 605 472 897,02**		**2 605 472 897,02**
10	**Sous Total compte 10**		**6 203 264 095,48**	**-30 926,42**	**1 071 347,48**	**1 703,30**	**159 301 022,43**	**-29 223,12**	**6 363 636 465,39**		**6 363 665 688,51**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		156 528 259,70	119 944 101,75	54 044 586,03			119 944 101,75	210 572 845,73		90 628 743,98
11	**Sous Total compte 11**		**156 528 259,70**	**119 944 101,75**	**54 044 586,03**			**119 944 101,75**	**210 572 845,73**		**90 628 743,98**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		53 699 259,85	53 871 493,14	172 233,29			53 871 493,14	53 871 493,14		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**53 699 259,85**	**53 871 493,14**	**172 233,29**			**53 871 493,14**	**53 871 493,14**		**0,00**
1311	État et établissements nationaux		37 639 005,78				588 108,00		38 227 113,78		38 227 113,78
1312	Régions		15 838 603,84						15 838 603,84		15 838 603,84
1313	Départements		288 800,71						288 800,71		288 800,71
13148	Autres communes		35 074 881,64						35 074 881,64		35 074 881,64

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1314	**Sous Total compte 1314**		**35 074 881,64**						**35 074 881,64**		**35 074 881,64**
1316	Autres établissements publics locaux		132 441 221,17				30 049 369,00		162 490 590,17		162 490 590,17
13172	FEDER		27 500,00						27 500,00		27 500,00
1317	**Sous Total compte 1317**		**27 500,00**						**27 500,00**		**27 500,00**
1318	Autres		889 037,36	21 000,00			126 523,35	21 000,00	1 015 560,71		994 560,71
131	**Sous Total compte 131**		**222 199 050,50**	**21 000,00**			**30 764 000,35**	**21 000,00**	**252 963 050,85**		**252 942 050,85**
1321	État et établissements nationaux		8 708 882,19				383 802,70		9 092 684,89		9 092 684,89
1322	Régions		132 639 241,55				3 624 678,81		136 263 920,36		136 263 920,36
13248	Autres communes		27 935 664,69						27 935 664,69		27 935 664,69
1324	**Sous Total compte 1324**		**27 935 664,69**						**27 935 664,69**		**27 935 664,69**
13258	Autres groupements		12 340 862,09				265 662,64		12 606 524,73		12 606 524,73
1325	**Sous Total compte 1325**		**12 340 862,09**				**265 662,64**		**12 606 524,73**		**12 606 524,73**
1326	Autres établissements publics locaux		4 168 998,48				166 923,45		4 335 921,93		4 335 921,93
13272	FEDER					1 214 315,08	2 257 641,10	1 214 315,08	2 257 641,10		1 043 326,02
1327	**Sous Total compte 1327**					**1 214 315,08**	**2 257 641,10**	**1 214 315,08**	**2 257 641,10**		**1 043 326,02**
1328	Autres		14 863 730,24				973 280,00		15 837 010,24		15 837 010,24
132	**Sous Total compte 132**		**200 657 379,24**			**1 214 315,08**	**7 671 988,70**	**1 214 315,08**	**208 329 367,94**		**207 115 052,86**
133121	Dotation départementale d'équipement des		48 021 428,00				6 860 204,00		54 881 632,00		54 881 632,00
13312	**Sous Total compte 13312**		**48 021 428,00**				**6 860 204,00**		**54 881 632,00**		**54 881 632,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1331	**Sous Total compte 1331**		**48 021 428,00**				**6 860 204,00**		**54 881 632,00**		**54 881 632,00**
133	**Sous Total compte 133**		**48 021 428,00**				**6 860 204,00**		**54 881 632,00**		**54 881 632,00**
13411	DGE		36 389 466,39						36 389 466,39		36 389 466,39
13413	Dotation de soutien à l'investissement d		3 367 229,70				268 226,66		3 635 456,36		3 635 456,36
1341	**Sous Total compte 1341**		**39 756 696,09**				**268 226,66**		**40 024 922,75**		**40 024 922,75**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		9 917 379,00				706 734,00		10 624 113,00		10 624 113,00
1348	Autres						777 732,80		777 732,80		777 732,80
134	**Sous Total compte 134**		**49 674 075,09**				**1 752 693,46**		**51 426 768,55**		**51 426 768,55**
13911	État et établissements nationaux	7 883 840,99				252 673,00		8 136 513,99		8 136 513,99	
13912	Régions	3 330 507,00				394 368,00		3 724 875,00		3 724 875,00	
13913	Départements	148 230,00				49 410,00		197 640,00		197 640,00	
139148	Autres communes	11 954,00				2 858,00		14 812,00		14 812,00	
13914	**Sous Total compte 13914**	**11 954,00**				**2 858,00**		**14 812,00**		**14 812,00**	
13916	Autres établissements publics locaux	10 890 049,00				5 295 646,00		16 185 695,00		16 185 695,00	
139172	FEDER	4 400,00				1 100,00		5 500,00		5 500,00	
13917	**Sous Total compte 13917**	**4 400,00**				**1 100,00**		**5 500,00**		**5 500,00**	
13918	Autres	132 294,00			21 000,00	44 418,00		176 712,00	21 000,00	155 712,00	
1391	**Sous Total compte 1391**	**22 401 274,99**			**21 000,00**	**6 040 473,00**		**28 441 747,99**	**21 000,00**	**28 420 747,99**	
1393121	Dotation départementale d'équipement des	41 161 224,00				6 860 204,00		48 021 428,00		48 021 428,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139312	**Sous Total compte 139312**	**41 161 224,00**				**6 860 204,00**		**48 021 428,00**		**48 021 428,00**	
13931	**Sous Total compte 13931**	**41 161 224,00**				**6 860 204,00**		**48 021 428,00**		**48 021 428,00**	
1393	**Sous Total compte 1393**	**41 161 224,00**				**6 860 204,00**		**48 021 428,00**		**48 021 428,00**	
139	**Sous Total compte 139**	**63 562 498,99**			**21 000,00**	**12 900 677,00**		**76 463 175,99**	**21 000,00**	**76 442 175,99**	
13	**Sous Total compte 13**	**63 562 498,99**	**520 551 932,83**	**21 000,00**	**21 000,00**	**14 114 992,08**	**47 048 886,51**	**77 698 491,07**	**567 621 819,34**		**489 923 328,27**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (		1 045 000,00						1 045 000,00		1 045 000,00
1511	**Sous Total compte 1511**		**1 045 000,00**						**1 045 000,00**		**1 045 000,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg		3 792 000,00						3 792 000,00		3 792 000,00
1518	**Sous Total compte 1518**		**3 792 000,00**						**3 792 000,00**		**3 792 000,00**
151	**Sous Total compte 151**		**4 837 000,00**						**4 837 000,00**		**4 837 000,00**
1581	Autres provisions pour charges (non budg		9 679 729,38		7 700,00				9 687 429,38		9 687 429,38
158	**Sous Total compte 158**		**9 679 729,38**		**7 700,00**				**9 687 429,38**		**9 687 429,38**
15	**Sous Total compte 15**		**14 516 729,38**		**7 700,00**				**14 524 429,38**		**14 524 429,38**
16311	Emprunts obligataires remboursables in f		160 000 000,00			35 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00	195 000 000,00		160 000 000,00
1631	**Sous Total compte 1631**		**160 000 000,00**			**35 000 000,00**	**35 000 000,00**	**35 000 000,00**	**195 000 000,00**		**160 000 000,00**
163	**Sous Total compte 163**		**160 000 000,00**			**35 000 000,00**	**35 000 000,00**	**35 000 000,00**	**195 000 000,00**		**160 000 000,00**
1641	Emprunts en euros		361 762 173,63			28 745 027,56	125 000 000,00	28 745 027,56	486 762 173,63		458 017 146,07
16441	Opérations afférentes à l'emprunt		43 725 313,36			28 281 023,12	0,01	28 281 023,12	43 725 313,37		15 444 290,25
16449	Opérations afférentes à l'option de tira					21 966 217,00	21 966 217,00	21 966 217,00	21 966 217,00		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1644	**Sous Total compte 1644**		**43 725 313,36**			**50 247 240,12**	**21 966 217,01**	**50 247 240,12**	**65 691 530,37**		**15 444 290,25**
164	**Sous Total compte 164**		**405 487 486,99**			**78 992 267,68**	**146 966 217,01**	**78 992 267,68**	**552 453 704,00**		**473 461 436,32**
165	Dépôts et cautionnements reçus		3 843,77						3 843,77		3 843,77
16878	Autres organismes et particuliers		1 394 400,08			77 466,66		77 466,66	1 394 400,08		1 316 933,42
1687	**Sous Total compte 1687**		**1 394 400,08**			**77 466,66**		**77 466,66**	**1 394 400,08**		**1 316 933,42**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des				6 469 701,50				6 469 701,50		6 469 701,50
16888	Intérêts sur autres emprunts et dettes a		4 687 009,63	4 687 009,63				4 687 009,63	4 687 009,63		0,00
1688	**Sous Total compte 1688**		**4 687 009,63**	**4 687 009,63**	**6 469 701,50**			**4 687 009,63**	**11 156 711,13**		**6 469 701,50**
168	**Sous Total compte 168**		**6 081 409,71**	**4 687 009,63**	**6 469 701,50**	**77 466,66**		**4 764 476,29**	**12 551 111,21**		**7 786 634,92**
16	**Sous Total compte 16**		**571 572 740,47**	**4 687 009,63**	**6 469 701,50**	**114 069 734,34**	**181 966 217,01**	**118 756 743,97**	**760 008 658,98**		**641 251 915,01**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	255 802,01				43 542,76	220 210,55	299 344,77	220 210,55	79 134,22	
193	Autres neutralisations et régularisation		51 560,96						51 560,96		51 560,96
198	Neutralisation des amortissements	92 862 598,04						92 862 598,04		92 862 598,04	
19	**Sous Total compte 19**	**93 118 400,05**	**51 560,96**			**43 542,76**	**220 210,55**	**93 161 942,81**	**271 771,51**	**92 890 171,30**	
	Total classe 1	**156 680 899,04**	**7 520 184 578,67**	**178 492 678,10**	**61 786 568,30**	**128 229 972,48**	**388 536 336,50**	**463 403 549,62**	**7 970 507 483,47**	**169 383 908,25**	**7 676 487 842,10**
2031	Frais d'études	26 489 089,17		-3 500,00	1 194 349,19	11 413 495,26	17 234 414,84	37 899 084,43	18 428 764,03	19 470 320,40	
2033	Frais d'insertion	114 507,90			59 589,52	30 024,00	21 384,00	144 531,90	80 973,52	63 558,38	
203	**Sous Total compte 203**	**26 603 597,07**		**-3 500,00**	**1 253 938,71**	**11 443 519,26**	**17 255 798,84**	**38 043 616,33**	**18 509 737,55**	**19 533 878,78**	
204111	Biens mobiliers, matériel et études	153 689,17			73 326,34			153 689,17	73 326,34	80 362,83	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204112	Bâtiments et installations	1 360 067,18			105 717,22			1 360 067,18	105 717,22	1 254 349,96	
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	5 000 000,00						5 000 000,00		5 000 000,00	
20411	**Sous Total compte 20411**	**6 513 756,35**			**179 043,56**			**6 513 756,35**	**179 043,56**	**6 334 712,79**	
204122	Bâtiments et installations	4 779 925,11			83 541,06			4 779 925,11	83 541,06	4 696 384,05	
20412	**Sous Total compte 20412**	**4 779 925,11**			**83 541,06**			**4 779 925,11**	**83 541,06**	**4 696 384,05**	
204132	Bâtiments et installations	994 900,04			428 539,00			994 900,04	428 539,00	566 361,04	
20413	**Sous Total compte 20413**	**994 900,04**			**428 539,00**			**994 900,04**	**428 539,00**	**566 361,04**	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études			1 303,00				1 303,00		1 303,00	
2041412	Bâtiments et installations			30 840,00				30 840,00		30 840,00	
204141	**Sous Total compte 204141**			**32 143,00**				**32 143,00**		**32 143,00**	
2041481	Biens mobiliers, matériel et études	3 309 492,00		39 120,21	375 192,05	1 166 327,59		4 514 939,80	375 192,05	4 139 747,75	
2041482	Bâtiments et installations	488 401 634,90		375 259,90	39 406 531,12	18 754 530,41	5 850,00	507 531 425,21	39 412 381,12	468 119 044,09	
204148	**Sous Total compte 204148**	**491 711 126,90**		**414 380,11**	**39 781 723,17**	**19 920 858,00**	**5 850,00**	**512 046 365,01**	**39 787 573,17**	**472 258 791,84**	
20414	**Sous Total compte 20414**	**491 711 126,90**		**446 523,11**	**39 781 723,17**	**19 920 858,00**	**5 850,00**	**512 078 508,01**	**39 787 573,17**	**472 290 934,84**	
20415331	Biens mobiliers, matériel et études	83 653 101,68			13 472 188,29	20 420 000,75		104 073 102,43	13 472 188,29	90 600 914,14	
20415332	Bâtiments et installations	72 951 559,59			8 671 534,29	1 326 435,38		74 277 994,97	8 671 534,29	65 606 460,68	
2041533	**Sous Total compte 2041533**	**156 604 661,27**			**22 143 722,58**	**21 746 436,13**		**178 351 097,40**	**22 143 722,58**	**156 207 374,82**	
20415341	Biens mobiliers, matériel et études	31 305,41						31 305,41		31 305,41	
20415342	Bâtiments et installations	5 456 809,27			571 662,00	275 346,74		5 732 156,01	571 662,00	5 160 494,01	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041534	**Sous Total compte 2041534**	**5 488 114,68**			**571 662,00**	**275 346,74**		**5 763 461,42**	**571 662,00**	**5 191 799,42**	
204153	**Sous Total compte 204153**	**162 092 775,95**			**22 715 384,58**	**22 021 782,87**		**184 114 558,82**	**22 715 384,58**	**161 399 174,24**	
2041581	Biens mobiliers, matériel et études	974 166,04			147 425,75	467 940,22		1 442 106,26	147 425,75	1 294 680,51	
2041582	Bâtiments et installations	47 567 412,97		37 573,00		14 817 370,66		62 422 356,63		62 422 356,63	
204158	**Sous Total compte 204158**	**48 541 579,01**		**37 573,00**	**147 425,75**	**15 285 310,88**		**63 864 462,89**	**147 425,75**	**63 717 037,14**	
20415	**Sous Total compte 20415**	**210 634 354,96**		**37 573,00**	**22 862 810,33**	**37 307 093,75**		**247 979 021,71**	**22 862 810,33**	**225 116 211,38**	
204181	Biens mobiliers, matériel et études	1 563 852,63			267 354,09	271 583,00		1 835 435,63	267 354,09	1 568 081,54	
204182	Bâtiments et installations	58 910 320,26		4 600 000,00	335 271,67	202 495,51		63 712 815,77	335 271,67	63 377 544,10	
20418	**Sous Total compte 20418**	**60 474 172,89**		**4 600 000,00**	**602 625,76**	**474 078,51**		**65 548 251,40**	**602 625,76**	**64 945 625,64**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**775 108 236,25**		**5 084 096,11**	**63 938 282,88**	**57 702 030,26**	**5 850,00**	**837 894 362,62**	**63 944 132,88**	**773 950 229,74**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	1 026 293,42			161 855,48	221 068,35		1 247 361,77	161 855,48	1 085 506,29	
20422	Bâtiments et installations	25 497 045,97				3 983 447,51		29 480 493,48		29 480 493,48	
2042	**Sous Total compte 2042**	**26 523 339,39**			**161 855,48**	**4 204 515,86**		**30 727 855,25**	**161 855,48**	**30 565 999,77**	
20431	Biens mobiliers, matériel et études					110 968,59		110 968,59		110 968,59	
2043	**Sous Total compte 2043**					**110 968,59**		**110 968,59**		**110 968,59**	
204411	Biens mobiliers, matériel et études					12 303,00		12 303,00		12 303,00	
204412	Bâtiments et installations	1 930 582,18				96 106,89		2 026 689,07		2 026 689,07	
20441	**Sous Total compte 20441**	**1 930 582,18**				**108 409,89**		**2 038 992,07**		**2 038 992,07**	
204422	Bâtiments et installations	2 000,00						2 000,00		2 000,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
20442	**Sous Total compte 20442**	**2 000,00**						**2 000,00**		**2 000,00**	
2044	**Sous Total compte 2044**	**1 932 582,18**				**108 409,89**		**2 040 992,07**		**2 040 992,07**	
204	**Sous Total compte 204**	**803 564 157,82**		**5 084 096,11**	**64 100 138,36**	**62 125 924,60**	**5 850,00**	**870 774 178,53**	**64 105 988,36**	**806 668 190,17**	
2051	Concessions et droits similaires	49 167 757,50			4 321,50	6 049 887,62		55 217 645,12	4 321,50	55 213 323,62	
205	**Sous Total compte 205**	**49 167 757,50**			**4 321,50**	**6 049 887,62**		**55 217 645,12**	**4 321,50**	**55 213 323,62**	
20	**Sous Total compte 20**	**879 335 512,39**		**5 080 596,11**	**65 358 398,57**	**79 619 331,48**	**17 261 648,84**	**964 035 439,98**	**82 620 047,41**	**881 415 392,57**	
2111	Terrains nus	25 694 936,05		-1 913,60	-1 913,60	2 044 705,22	19 701,50	27 737 727,67	17 787,90	27 719 939,77	
2115	Terrains bâtis	54 552 149,35				80 000,00		54 632 149,35		54 632 149,35	
2117	Bois et forêts	20 861 547,54		607 813,91	1 913,60	110 761,10	13 320,00	21 580 122,55	15 233,60	21 564 888,95	
2118	Autres terrains	17 225,83						17 225,83		17 225,83	
211	**Sous Total compte 211**	**101 125 858,77**		**605 900,31**		**2 235 466,32**	**33 021,50**	**103 967 225,40**	**33 021,50**	**103 934 203,90**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	386 933,90		41 508,15				428 442,05		428 442,05	
2128	Autres agencements et aménagements	1 264 748,08		926 541,17	4 000,04			2 191 289,25	4 000,04	2 187 289,21	
212	**Sous Total compte 212**	**1 651 681,98**		**968 049,32**	**4 000,04**			**2 619 731,30**	**4 000,04**	**2 615 731,26**	
21311	Bâtiments administratifs	112 197 160,67		5 087 196,46				117 284 357,13		117 284 357,13	
21312	Bâtiments scolaires	733 865 919,79		22 873 383,85	-745,26			756 739 303,64	-745,26	756 740 048,90	
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	22 653 522,09						22 653 522,09		22 653 522,09	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	13 765 957,80		4 390,52		320 000,00		14 090 348,32		14 090 348,32	
21318	Autres bâtiments publics	948 648,02						948 648,02		948 648,02	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2131	**Sous Total compte 2131**	**883 431 208,37**		**27 964 970,83**	**-745,26**	**320 000,00**		**911 716 179,20**	**-745,26**	**911 716 924,46**	
21321	Immeubles de rapport	4 356 405,91						4 356 405,91		4 356 405,91	
21328	Autres bâtiments privés	47 555 193,02						47 555 193,02		47 555 193,02	
2132	**Sous Total compte 2132**	**51 911 598,93**						**51 911 598,93**		**51 911 598,93**	
21351	Bâtiments publics	464 746 207,92		31 789 048,86	-3 144,62	17 499,00		496 552 755,78	-3 144,62	496 555 900,40	
21352	Bâtiments privés	2 102 193,20						2 102 193,20		2 102 193,20	
2135	**Sous Total compte 2135**	**466 848 401,12**		**31 789 048,86**	**-3 144,62**	**17 499,00**		**498 654 948,98**	**-3 144,62**	**498 658 093,60**	
213	**Sous Total compte 213**	**1 402 191 208,42**		**59 754 019,69**	**-3 889,88**	**337 499,00**		**1 462 282 727,11**	**-3 889,88**	**1 462 286 616,99**	
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	119 848 834,45						119 848 834,45		119 848 834,45	
214	**Sous Total compte 214**	**119 848 834,45**						**119 848 834,45**		**119 848 834,45**	
2151	Réseaux de voirie	4 693 869 131,31		102 984 789,72				4 796 853 921,03		4 796 853 921,03	
2152	Installations de voirie	2 688 725,26				535 770,12		3 224 495,38		3 224 495,38	
21538	Autres réseaux	189 687,68						189 687,68		189 687,68	
2153	**Sous Total compte 2153**	**189 687,68**						**189 687,68**		**189 687,68**	
215731	Matériel roulant					2 771 045,79		2 771 045,79		2 771 045,79	
215738	Autre matériel et outillage de voirie					1 166 116,39	383,04	1 166 116,39	383,04	1 165 733,35	
21573	**Sous Total compte 21573**					**3 937 162,18**	**383,04**	**3 937 162,18**	**383,04**	**3 936 779,14**	
21578	Autre matériel technique	54 767 800,37			1 201 386,70	3 468 834,86	197,96	58 236 635,23	1 201 584,66	57 035 050,57	
2157	**Sous Total compte 2157**	**54 767 800,37**			**1 201 386,70**	**7 405 997,04**	**581,00**	**62 173 797,41**	**1 201 967,70**	**60 971 829,71**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
215	**Sous Total compte 215**	**4 751 515 344,62**		**102 984 789,72**	**1 201 386,70**	**7 941 767,16**	**581,00**	**4 862 441 901,50**	**1 201 967,70**	**4 861 239 933,80**	
21612	Dépenses ultérieures immobilisées					9 540,00		9 540,00		9 540,00	
2161	**Sous Total compte 2161**					**9 540,00**		**9 540,00**		**9 540,00**	
21621	Biens sous-jacents	28 290 989,01				1 389 994,12		29 680 983,13		29 680 983,13	
21622	Dépenses ultérieures immobilisées					24 488,40		24 488,40		24 488,40	
2162	**Sous Total compte 2162**	**28 290 989,01**				**1 414 482,52**		**29 705 471,53**		**29 705 471,53**	
216	**Sous Total compte 216**	**28 290 989,01**				**1 424 022,52**		**29 715 011,53**		**29 715 011,53**	
21711	Terrains nus	1 902 856,12						1 902 856,12		1 902 856,12	
21715	Terrains bâtis	37 864 687,92						37 864 687,92		37 864 687,92	
2171	**Sous Total compte 2171**	**39 767 544,04**						**39 767 544,04**		**39 767 544,04**	
217312	Bâtiments scolaires	262 603 945,48						262 603 945,48		262 603 945,48	
217314	Bâtiments culturels et sportifs	3 186 840,58						3 186 840,58		3 186 840,58	
21731	**Sous Total compte 21731**	**265 790 786,06**						**265 790 786,06**		**265 790 786,06**	
2173	**Sous Total compte 2173**	**265 790 786,06**						**265 790 786,06**		**265 790 786,06**	
217	**Sous Total compte 217**	**305 558 330,10**						**305 558 330,10**		**305 558 330,10**	
2181	Installations générales, agencements et	841 828,82				105 330,96		947 159,78		947 159,78	
21828	Autres matériels de transport	17 487 156,75			681 243,73	2 393 542,40	58 981,04	19 880 699,15	740 224,77	19 140 474,38	
2182	**Sous Total compte 2182**	**17 487 156,75**			**681 243,73**	**2 393 542,40**	**58 981,04**	**19 880 699,15**	**740 224,77**	**19 140 474,38**	
21831	Matériel informatique scolaire	27 822 635,48			250 189,07	4 803 046,04		32 625 681,52	250 189,07	32 375 492,45	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21838	Autre matériel informatique	36 978 472,95			78 424,76	2 342 856,39		39 321 329,34	78 424,76	39 242 904,58	
2183	**Sous Total compte 2183**	**64 801 108,43**			**328 613,83**	**7 145 902,43**		**71 947 010,86**	**328 613,83**	**71 618 397,03**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	5 273 342,24			1 582 738,29	1 158 561,69		6 431 903,93	1 582 738,29	4 849 165,64	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 715 569,20			229 501,19	673 972,25		3 389 541,45	229 501,19	3 160 040,26	
2184	**Sous Total compte 2184**	**7 988 911,44**			**1 812 239,48**	**1 832 533,94**		**9 821 445,38**	**1 812 239,48**	**8 009 205,90**	
2185	Matériel de téléphonie	1 724 673,25						1 724 673,25		1 724 673,25	
2186	Cheptel					9 000,00	7 903,00	9 000,00	7 903,00	1 097,00	
2188	Autres	1 621 172,55			181 740,99	555 372,82	4 570,28	2 176 545,37	186 311,27	1 990 234,10	
218	**Sous Total compte 218**	**94 464 851,24**			**3 003 838,03**	**12 041 682,55**	**71 454,32**	**106 506 533,79**	**3 075 292,35**	**103 431 241,44**	
21	**Sous Total compte 21**	**6 804 647 098,59**		**164 312 759,04**	**4 205 334,89**	**23 980 437,55**	**105 056,82**	**6 992 940 295,18**	**4 310 391,71**	**6 988 629 903,47**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 650 605,45		-1 056,00	1 572 893,63	739 835,58		2 389 385,03	1 572 893,63	816 491,40	
2313	Constructions	233 506 370,77		2 855,26	59 722 811,15	115 197 111,34	35 689,83	348 706 337,37	59 758 500,98	288 947 836,39	
2315	Installations, matériel et outillage tec	88 731 642,26		-38 827,45	102 529 325,13	105 448 118,27	58 681,44	194 140 933,08	102 588 006,57	91 552 926,51	
2316	Restauration des biens historiques et cu	2 866,80				196 637,78		199 504,58		199 504,58	
231	**Sous Total compte 231**	**323 891 485,28**		**-37 028,19**	**163 825 029,91**	**221 581 702,97**	**94 371,27**	**545 436 160,06**	**163 919 401,18**	**381 516 758,88**	
2324	Subventions d'équipement versées				5 084 096,11	9 418 870,49		9 418 870,49	5 084 096,11	4 334 774,38	
232	**Sous Total compte 232**				**5 084 096,11**	**9 418 870,49**		**9 418 870,49**	**5 084 096,11**	**4 334 774,38**	
237	Avances versées sur commandes d'immobili					61 919,24		61 919,24		61 919,24	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	31 378 613,96		-335 584,06		12 866 224,64	22 176 710,48	43 909 254,54	22 176 710,48	21 732 544,06	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
23	**Sous Total compte 23**	**355 270 099,24**		**-372 612,25**	**168 909 126,02**	**243 928 717,34**	**22 271 081,75**	**598 826 204,33**	**191 180 207,77**	**407 645 996,56**	
2421	de la collectivité territoriale	6 929 707,70						6 929 707,70		6 929 707,70	
242	**Sous Total compte 242**	**6 929 707,70**						**6 929 707,70**		**6 929 707,70**	
248	Autres mises en affectation	80 867 128,95						80 867 128,95		80 867 128,95	
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra		3 745 195,72						3 745 195,72		3 745 195,72
2498	Autres mises en affectation		5 091 331,00						5 091 331,00		5 091 331,00
249	**Sous Total compte 249**		**8 836 526,72**						**8 836 526,72**		**8 836 526,72**
24	**Sous Total compte 24**	**87 796 836,65**	**8 836 526,72**					**87 796 836,65**	**8 836 526,72**	**78 960 309,93**	
261	Titres de participation	8 306 308,21				1 212 000,00	7 232,00	9 518 308,21	7 232,00	9 511 076,21	
26	**Sous Total compte 26**	**8 306 308,21**				**1 212 000,00**	**7 232,00**	**9 518 308,21**	**7 232,00**	**9 511 076,21**	
272	Titres immobilisés (droits de créance)	5 114 600,26						5 114 600,26		5 114 600,26	
2741	Prêts aux collectivités et aux groupemen	1 564 029,66					363 212,15	1 564 029,66	363 212,15	1 200 817,51	
2748	Autres prêts	181 546,45					181 546,45	181 546,45	181 546,45		0,00
274	**Sous Total compte 274**	**1 745 576,11**					**544 758,60**	**1 745 576,11**	**544 758,60**	**1 200 817,51**	
275	Dépôts et cautionnements versés	9 274,00				3 507,00	9 507,00	12 781,00	9 507,00	3 274,00	
2764	Créances sur des particuliers et autres	40 705 242,24					1 487 683,37	40 705 242,24	1 487 683,37	39 217 558,87	
276	**Sous Total compte 276**	**40 705 242,24**					**1 487 683,37**	**40 705 242,24**	**1 487 683,37**	**39 217 558,87**	
27	**Sous Total compte 27**	**47 574 692,61**				**3 507,00**	**2 041 948,97**	**47 578 199,61**	**2 041 948,97**	**45 536 250,64**	
28031	Frais d'études		2 019 462,22	1 194 349,19			925 047,90	1 194 349,19	2 944 510,12		1 750 160,93

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28033	Frais d'insertion		58 395,00	59 589,52			17 764,52	59 589,52	76 159,52		16 570,00
2803	**Sous Total compte 2803**		**2 077 857,22**	**1 253 938,71**			**942 812,42**	**1 253 938,71**	**3 020 669,64**		**1 766 730,93**
2804111	Biens mobiliers, matériel et études		93 376,00	73 326,34			30 738,34	73 326,34	124 114,34		50 788,00
2804112	Bâtiments et installations		781 529,00	105 717,22			82 624,22	105 717,22	864 153,22		758 436,00
2804113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		437 500,00				125 000,00		562 500,00		562 500,00
280411	**Sous Total compte 280411**		**1 312 405,00**	**179 043,56**			**238 362,56**	**179 043,56**	**1 550 767,56**		**1 371 724,00**
2804122	Bâtiments et installations		1 273 209,00	83 541,06			178 924,06	83 541,06	1 452 133,06		1 368 592,00
280412	**Sous Total compte 280412**		**1 273 209,00**	**83 541,06**			**178 924,06**	**83 541,06**	**1 452 133,06**		**1 368 592,00**
2804132	Bâtiments et installations		761 863,00	428 539,00			64 500,00	428 539,00	826 363,00		397 824,00
280413	**Sous Total compte 280413**		**761 863,00**	**428 539,00**			**64 500,00**	**428 539,00**	**826 363,00**		**397 824,00**
28041481	Biens mobiliers, matériel et études		894 491,00	375 192,05			661 899,05	375 192,05	1 556 390,05		1 181 198,00
28041482	Bâtiments et installations		234 100 683,41	39 406 531,12			23 383 703,12	39 406 531,12	257 484 386,53		218 077 855,41
2804148	**Sous Total compte 2804148**		**234 995 174,41**	**39 781 723,17**			**24 045 602,17**	**39 781 723,17**	**259 040 776,58**		**219 259 053,41**
280414	**Sous Total compte 280414**		**234 995 174,41**	**39 781 723,17**			**24 045 602,17**	**39 781 723,17**	**259 040 776,58**		**219 259 053,41**
280415331	Biens mobiliers, matériel et études		29 398 374,00	13 472 188,29			16 730 621,29	13 472 188,29	46 128 995,29		32 656 807,00
280415332	Bâtiments et installations		38 766 191,00	8 671 534,29			3 996 117,29	8 671 534,29	42 762 308,29		34 090 774,00
28041533	**Sous Total compte 28041533**		**68 164 565,00**	**22 143 722,58**			**20 726 738,58**	**22 143 722,58**	**88 891 303,58**		**66 747 581,00**
280415341	Biens mobiliers, matériel et études		6 261,00				6 261,00		12 522,00		12 522,00
280415342	Bâtiments et installations		1 235 549,73	571 662,00			180 875,00	571 662,00	1 416 424,73		844 762,73

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041534	**Sous Total compte 28041534**		**1 241 810,73**	**571 662,00**			**187 136,00**	**571 662,00**	**1 428 946,73**		**857 284,73**
2804153	**Sous Total compte 2804153**		**69 406 375,73**	**22 715 384,58**			**20 913 874,58**	**22 715 384,58**	**90 320 250,31**		**67 604 865,73**
28041581	Biens mobiliers, matériel et études		459 668,00	147 425,75			194 831,75	147 425,75	654 499,75		507 074,00
28041582	Bâtiments et installations		6 067 502,00				1 730 372,00		7 797 874,00		7 797 874,00
2804158	**Sous Total compte 2804158**		**6 527 170,00**	**147 425,75**			**1 925 203,75**	**147 425,75**	**8 452 373,75**		**8 304 948,00**
280415	**Sous Total compte 280415**		**75 933 545,73**	**22 862 810,33**			**22 839 078,33**	**22 862 810,33**	**98 772 624,06**		**75 909 813,73**
2804181	Biens mobiliers, matériel et études		523 447,00	267 354,09			304 385,09	267 354,09	827 832,09		560 478,00
2804182	Bâtiments et installations		16 294 637,00	335 271,67			2 555 571,67	335 271,67	18 850 208,67		18 514 937,00
280418	**Sous Total compte 280418**		**16 818 084,00**	**602 625,76**			**2 859 956,76**	**602 625,76**	**19 678 040,76**		**19 075 415,00**
28041	**Sous Total compte 28041**		**331 094 281,14**	**63 938 282,88**			**50 226 423,88**	**63 938 282,88**	**381 320 705,02**		**317 382 422,14**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		466 351,65	161 855,48			212 832,48	161 855,48	679 184,13		517 328,65
280422	Bâtiments et installations		14 883 752,53				1 586 277,00		16 470 029,53		16 470 029,53
28042	**Sous Total compte 28042**		**15 350 104,18**	**161 855,48**			**1 799 109,48**	**161 855,48**	**17 149 213,66**		**16 987 358,18**
2804412	Bâtiments et installations		373 104,00				106 460,00		479 564,00		479 564,00
280441	**Sous Total compte 280441**		**373 104,00**				**106 460,00**		**479 564,00**		**479 564,00**
2804422	Bâtiments et installations		1 197,00				133,00		1 330,00		1 330,00
280442	**Sous Total compte 280442**		**1 197,00**				**133,00**		**1 330,00**		**1 330,00**
28044	**Sous Total compte 28044**		**374 301,00**				**106 593,00**		**480 894,00**		**480 894,00**
2804	**Sous Total compte 2804**		**346 818 686,32**	**64 100 138,36**			**52 132 126,36**	**64 100 138,36**	**398 950 812,68**		**334 850 674,32**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2805	Concessions et droits similaires, brevet		37 004 997,32	4 321,50			4 355 045,11	4 321,50	41 360 042,43		41 355 720,93
280	**Sous Total compte 280**		**385 901 540,86**	**65 358 398,57**			**57 429 983,89**	**65 358 398,57**	**443 331 524,75**		**377 973 126,18**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		426 335,01				146,00		426 481,01		426 481,01
28128	Autres agencements et aménagements		123 796,36	4 000,04			87 989,68	4 000,04	211 786,04		207 786,00
2812	**Sous Total compte 2812**		**550 131,37**	**4 000,04**			**88 135,68**	**4 000,04**	**638 267,05**		**634 267,01**
281311	Bâtiments administratifs		22 595 501,52				1 627 667,00		24 223 168,52		24 223 168,52
281312	Bâtiments scolaires		162 858 257,45				22 485 007,00		185 343 264,45		185 343 264,45
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux		2 771 940,00				207 520,00		2 979 460,00		2 979 460,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs		5 012 807,00				371 295,00		5 384 102,00		5 384 102,00
281318	Autres bâtiments publics		100 529,00				16 186,00		116 715,00		116 715,00
28131	**Sous Total compte 28131**		**193 339 034,97**				**24 707 675,00**		**218 046 709,97**		**218 046 709,97**
281328	Autres bâtiments privés		193 656,00				21 102,00		214 758,00		214 758,00
28132	**Sous Total compte 28132**		**193 656,00**				**21 102,00**		**214 758,00**		**214 758,00**
281351	Bâtiments publics		248 733 392,55				24 775 905,38		273 509 297,93		273 509 297,93
281352	Bâtiments privés		1 824 805,12				138 682,00		1 963 487,12		1 963 487,12
28135	**Sous Total compte 28135**		**250 558 197,67**				**24 914 587,38**		**275 472 785,05**		**275 472 785,05**
2813	**Sous Total compte 2813**		**444 090 888,64**				**49 643 364,38**		**493 734 253,02**		**493 734 253,02**
281532	Réseaux d'assainissement		142 368,00	142 368,00				142 368,00	142 368,00		0,00
281538	Autres réseaux				142 368,00		11 827,00		154 195,00		154 195,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28153	**Sous Total compte 28153**		**142 368,00**	**142 368,00**	**142 368,00**		**11 827,00**	**142 368,00**	**296 563,00**		**154 195,00**
281572	Matériel technique scolaire		34 568 099,14	34 568 099,14				34 568 099,14	34 568 099,14		0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie						631,00		631,00		631,00
281573	**Sous Total compte 281573**						**631,00**		**631,00**		**631,00**
281578	Autre matériel technique			1 201 386,70	34 568 099,14		4 249 194,00	1 201 386,70	38 817 293,14		37 615 906,44
28157	**Sous Total compte 28157**		**34 568 099,14**	**35 769 485,84**	**34 568 099,14**		**4 249 825,00**	**35 769 485,84**	**73 386 023,28**		**37 616 537,44**
2815	**Sous Total compte 2815**		**34 710 467,14**	**35 911 853,84**	**34 710 467,14**		**4 261 652,00**	**35 911 853,84**	**73 682 586,28**		**37 770 732,44**
28181	Installations générales, agencements et		675 691,69				21 742,00		697 433,69		697 433,69
281828	Autres matériels de transport		12 146 767,27	681 243,73			1 204 561,60	681 243,73	13 351 328,87		12 670 085,14
28182	**Sous Total compte 28182**		**12 146 767,27**	**681 243,73**			**1 204 561,60**	**681 243,73**	**13 351 328,87**		**12 670 085,14**
281831	Matériel informatique scolaire		14 685 907,12	250 189,07			4 150 210,25	250 189,07	18 836 117,37		18 585 928,30
281838	Autre matériel informatique		26 379 013,06	78 424,76			3 010 697,28	78 424,76	29 389 710,34		29 311 285,58
28183	**Sous Total compte 28183**		**41 064 920,18**	**328 613,83**			**7 160 907,53**	**328 613,83**	**48 225 827,71**		**47 897 213,88**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		3 405 915,02	1 582 738,29			1 633 474,29	1 582 738,29	5 039 389,31		3 456 651,02
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		2 315 225,47	229 501,19			342 126,93	229 501,19	2 657 352,40		2 427 851,21
28184	**Sous Total compte 28184**		**5 721 140,49**	**1 812 239,48**			**1 975 601,22**	**1 812 239,48**	**7 696 741,71**		**5 884 502,23**
28185	Matériel de téléphonie		1 719 498,35				2 932,40		1 722 430,75		1 722 430,75
28186	Cheptel						1 097,00		1 097,00		1 097,00
28188	Autres		1 121 108,96	181 740,99			264 383,57	181 740,99	1 385 492,53		1 203 751,54

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2818	**Sous Total compte 2818**		**62 449 126,94**	**3 003 838,03**			**10 631 225,32**	**3 003 838,03**	**73 080 352,26**		**70 076 514,23**
281	**Sous Total compte 281**		**541 800 614,09**	**38 919 691,91**	**34 710 467,14**		**64 624 377,38**	**38 919 691,91**	**641 135 458,61**		**602 215 766,70**
28	**Sous Total compte 28**		**927 702 154,95**	**104 278 090,48**	**34 710 467,14**		**122 054 361,27**	**104 278 090,48**	**1 084 466 983,36**		**980 188 892,88**
	Total classe 2	**8 182 930 547,69**	**936 538 681,67**	**273 298 833,38**	**273 183 326,62**	**348 743 993,37**	**163 741 329,65**	**8 804 973 374,44**	**1 373 463 337,94**	**8 420 535 456,10**	**989 025 419,60**
4011	Fournisseurs		1 952 544,44	440 889 645,72	443 295 720,80			440 889 645,72	445 248 265,24		4 358 619,52
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		416,72	803,64	2 274,82			803,64	2 691,54		1 887,90
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			1 461 824,44	1 694 240,75			1 461 824,44	1 694 240,75		232 416,31
40173	Fournisseurs - Pénalités de retard d'exé		187 704,47	13 200,00	23 985,50			13 200,00	211 689,97		198 489,97
4017	**Sous Total compte 4017**		**188 121,19**	**1 475 828,08**	**1 720 501,07**			**1 475 828,08**	**1 908 622,26**		**432 794,18**
401	**Sous Total compte 401**		**2 140 665,63**	**442 365 473,80**	**445 016 221,87**			**442 365 473,80**	**447 156 887,50**		**4 791 413,70**
4021	Bénéficiaires de l'aide sociale		1 623,23	358 809 146,14	358 813 899,94			358 809 146,14	358 815 523,17		6 377,03
402	**Sous Total compte 402**		**1 623,23**	**358 809 146,14**	**358 813 899,94**			**358 809 146,14**	**358 815 523,17**		**6 377,03**
4041	Fournisseurs d'immobilisations		2 265 789,53	244 017 102,30	256 149 328,06			244 017 102,30	258 415 117,59		14 398 015,29
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		348 692,55	137 808,20	66 608,90			137 808,20	415 301,45		277 493,25
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			20 111 555,68	21 047 507,91			20 111 555,68	21 047 507,91		935 952,23
40473	Fournisseurs - pénalités de retard d'exé		208 758,85	30 459,64	9 000,00			30 459,64	217 758,85		187 299,21
4047	**Sous Total compte 4047**		**557 451,40**	**20 279 823,52**	**21 123 116,81**			**20 279 823,52**	**21 680 568,21**		**1 400 744,69**
404	**Sous Total compte 404**		**2 823 240,93**	**264 296 925,82**	**277 272 444,87**			**264 296 925,82**	**280 095 685,80**		**15 798 759,98**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		36 038 776,83	36 038 776,83	22 083 006,89			36 038 776,83	58 121 783,72		22 083 006,89

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma	1 124 242,05		2 407 528,00	892 093,54			3 531 770,05	892 093,54	2 639 676,51	
40971	Fournisseurs - Avoirs - Amiable	164,73			164,73			164,73	164,73		0,00
40976	Fournisseurs - Avoirs - Contentieux			164,73	164,73			164,73	164,73		0,00
4097	**Sous Total compte 4097**	**164,73**		**164,73**	**329,46**			**329,46**	**329,46**		**0,00**
409	**Sous Total compte 409**	**1 124 406,78**		**2 407 692,73**	**892 423,00**			**3 532 099,51**	**892 423,00**	**2 639 676,51**	
40	**Sous Total compte 40**	**1 124 406,78**	**41 004 306,62**	**1 103 918 015,32**	**1 104 077 996,57**			**1 105 042 422,10**	**1 145 082 303,19**		**40 039 881,09**
411	Redevables	1 208 577,24		5 421 942,19	3 385 003,70			6 630 519,43	3 385 003,70	3 245 515,73	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	78 952,40		258 195,83	274 648,23			337 148,23	274 648,23	62 500,00	
415	Traites de coupe de bois (régime foresti			70 856,00	70 856,00			70 856,00	70 856,00		0,00
4161	Créances douteuses	109 154,04		64 799,26	84 052,52			173 953,30	84 052,52	89 900,78	
416	**Sous Total compte 416**	**109 154,04**		**64 799,26**	**84 052,52**			**173 953,30**	**84 052,52**	**89 900,78**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	314 141,13		1 067,28	314 141,13			315 208,41	314 141,13	1 067,28	
418	**Sous Total compte 418**	**314 141,13**		**1 067,28**	**314 141,13**			**315 208,41**	**314 141,13**	**1 067,28**	
41	**Sous Total compte 41**	**1 710 824,81**		**5 816 860,56**	**4 128 701,58**			**7 527 685,37**	**4 128 701,58**	**3 398 983,79**	
421	Personnel - Rémunérations dues		113 402,26	144 279 514,01	144 292 004,85			144 279 514,01	144 405 407,11		125 893,10
427	Personnel - Oppositions			336 749,91	336 749,91			336 749,91	336 749,91		0,00
4286	Autres charges à payer		20 768,00	20 768,00	177 490,66			20 768,00	198 258,66		177 490,66
4287	Produits à recevoir	7 845,89			7 845,89			7 845,89	7 845,89		0,00
428	**Sous Total compte 428**	**7 845,89**	**20 768,00**	**20 768,00**	**185 336,55**			**28 613,89**	**206 104,55**		**177 490,66**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
42	**Sous Total compte 42**	**7 845,89**	**134 170,26**	**144 637 031,92**	**144 814 091,31**			**144 644 877,81**	**144 948 261,57**		**303 383,76**
431	Sécurité sociale			55 921 773,49	55 921 773,49			55 921 773,49	55 921 773,49		0,00
437	Autres organismes sociaux		18 497,62	50 385 438,23	50 386 713,77			50 385 438,23	50 405 211,39		19 773,16
4386	Autres charges à payer		794 199,43	794 199,43	259 440,64			794 199,43	1 053 640,07		259 440,64
4387	Produits à recevoir			18 113,40				18 113,40		18 113,40	
438	**Sous Total compte 438**		**794 199,43**	**812 312,83**	**259 440,64**			**812 312,83**	**1 053 640,07**		**241 327,24**
43	**Sous Total compte 43**		**812 697,05**	**107 119 524,55**	**106 567 927,90**			**107 119 524,55**	**107 380 624,95**		**261 100,40**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	2 023 936,41		30 269 572,87	4 024 240,28			32 293 509,28	4 024 240,28	28 269 269,00	
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	36 600,08		1 894 615,68	1 836 092,31			1 931 215,76	1 836 092,31	95 123,45	
441	**Sous Total compte 441**	**2 060 536,49**		**32 164 188,55**	**5 860 332,59**			**34 224 725,04**	**5 860 332,59**	**28 364 392,45**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			5 858 527,93	5 858 545,93			5 858 527,93	5 858 545,93		18,00
442	**Sous Total compte 442**			**5 858 527,93**	**5 858 545,93**			**5 858 527,93**	**5 858 545,93**		**18,00**
44311	Dépenses			29 525 778,25	29 525 778,25			29 525 778,25	29 525 778,25		0,00
44312	Recettes - Amiable	10 740 471,44		12 225 136,94	10 972 196,39			22 965 608,38	10 972 196,39	11 993 411,99	
4431	**Sous Total compte 4431**	**10 740 471,44**		**41 750 915,19**	**40 497 974,64**			**52 491 386,63**	**40 497 974,64**	**11 993 411,99**	
44321	Dépenses			2 467 151,38	2 642 096,50			2 467 151,38	2 642 096,50		174 945,12
44322	Recettes - Amiable			919 554,81	880 923,49			919 554,81	880 923,49	38 631,32	
4432	**Sous Total compte 4432**			**3 386 706,19**	**3 523 019,99**			**3 386 706,19**	**3 523 019,99**		**136 313,80**
44331	Dépenses			8 576 924,41	8 576 924,41			8 576 924,41	8 576 924,41		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44332	Recettes - Amiable	525 129,67		798 036,37	890 543,71			1 323 166,04	890 543,71	432 622,33	
44336	Recettes - Contentieux	14 716,20		735 033,33	260 977,04			749 749,53	260 977,04	488 772,49	
4433	**Sous Total compte 4433**	**539 845,87**		**10 109 994,11**	**9 728 445,16**			**10 649 839,98**	**9 728 445,16**	**921 394,82**	
44341	Dépenses		155 000,00	29 216 041,62	29 296 612,62			29 216 041,62	29 451 612,62		235 571,00
44342	Recettes - Amiable	13 212,15		104 520,05	104 520,05			117 732,20	104 520,05	13 212,15	
4434	**Sous Total compte 4434**	**13 212,15**	**155 000,00**	**29 320 561,67**	**29 401 132,67**			**29 333 773,82**	**29 556 132,67**		**222 358,85**
44351	Dépenses			13 336 768,91	13 336 768,91			13 336 768,91	13 336 768,91		0,00
44352	Recettes - Amiable			33 517 306,01	33 308 673,45			33 517 306,01	33 308 673,45	208 632,56	
4435	**Sous Total compte 4435**			**46 854 074,92**	**46 645 442,36**			**46 854 074,92**	**46 645 442,36**	**208 632,56**	
44371	Dépenses			579 548,28	579 548,28			579 548,28	579 548,28		0,00
4437	**Sous Total compte 4437**			**579 548,28**	**579 548,28**			**579 548,28**	**579 548,28**		**0,00**
44381	Dépenses		142 567,80	114 090 982,52	114 162 081,62			114 090 982,52	114 304 649,42		213 666,90
44382	Recettes - Amiable	450 221,85		5 655 593,77	5 558 369,00			6 105 815,62	5 558 369,00	547 446,62	
44386	Recettes - Contentieux	133 030,30		766 602,29	625 307,75			899 632,59	625 307,75	274 324,84	
4438	**Sous Total compte 4438**	**583 252,15**	**142 567,80**	**120 513 178,58**	**120 345 758,37**			**121 096 430,73**	**120 488 326,17**	**608 104,56**	
443	**Sous Total compte 443**	**11 876 781,61**	**297 567,80**	**252 514 978,94**	**250 721 321,47**			**264 391 760,55**	**251 018 889,27**	**13 372 871,28**	
444	Opérations pour le compte de la Communau		919 846,00	919 846,00				919 846,00	919 846,00		0,00
4452	TVA due intracommunautaire		42,54	1 178,11	3 214,92			1 178,11	3 257,46		2 079,35
44551	T.V.A. à décaisser			13 138,00	13 138,00			13 138,00	13 138,00		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4455	**Sous Total compte 4455**			**13 138,00**	**13 138,00**			**13 138,00**	**13 138,00**		**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	15,59		272 809,04	264 459,21			272 824,63	264 459,21	8 365,42	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	2 005 615,00		24 071 532,00	23 922 473,00			26 077 147,00	23 922 473,00	2 154 674,00	
4456	**Sous Total compte 4456**	**2 005 630,59**		**24 344 341,04**	**24 186 932,21**			**26 349 971,63**	**24 186 932,21**	**2 163 039,42**	
44571	T.V.A. collectée		1 383,42	115 569,98	121 453,46			115 569,98	122 836,88		7 266,90
4457	**Sous Total compte 4457**		**1 383,42**	**115 569,98**	**121 453,46**			**115 569,98**	**122 836,88**		**7 266,90**
445	**Sous Total compte 445**	**2 005 630,59**	**1 425,96**	**24 474 227,13**	**24 324 738,59**			**26 479 857,72**	**24 326 164,55**	**2 153 693,17**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim			478 069,46	478 069,46			478 069,46	478 069,46		0,00
4486	Autres charges à payer		2 239 256,61	2 239 256,61	363 486,24			2 239 256,61	2 602 742,85		363 486,24
4487	Produits à recevoir	20 107 267,91		17 360 093,54	20 107 267,91			37 467 361,45	20 107 267,91	17 360 093,54	
448	**Sous Total compte 448**	**20 107 267,91**	**2 239 256,61**	**19 599 350,15**	**20 470 754,15**			**39 706 618,06**	**22 710 010,76**	**16 996 607,30**	
44	**Sous Total compte 44**	**36 050 216,60**	**3 458 096,37**	**336 009 188,16**	**307 713 762,19**			**372 059 404,76**	**311 171 858,56**	**60 887 546,20**	
451001	Compte de rattachement avec... (à subdiv		1 498 859,75	536 315,03	575 856,12			536 315,03	2 074 715,87		1 538 400,84
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv		2 531 355,36	20 228 082,95	20 257 547,98			20 228 082,95	22 788 903,34		2 560 820,39
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv		368 455,39	395 050,39	26 595,00			395 050,39	395 050,39		0,00
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv			9 783 370,48	5 421 818,19			9 783 370,48	5 421 818,19	4 361 552,29	
451	**Sous Total compte 451**		**4 398 670,50**	**30 942 818,85**	**26 281 817,29**			**30 942 818,85**	**30 680 487,79**	**262 331,06**	
452	Deniers des pupilles		253 694,27	68 409,55	25 608,07			68 409,55	279 302,34		210 892,79
4532	Fonds communs des services d'hébergement		70 822,30	376 537,00	305 714,70			376 537,00	376 537,00		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	**Libellé de compte**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**
453	**Sous Total compte 453**		**70 822,30**	**376 537,00**	**305 714,70**			**376 537,00**	**376 537,00**		**0,00**
4544128	Dépenses	40 494,60				16 464,00		56 958,60		56 958,60	
4544136	Dépenses	7 920,00				11 880,00		19 800,00		19 800,00	
4544138	Dépenses	70 324,80				19 914,00		90 238,80		90 238,80	
4544139	Dépenses	58 033,85						58 033,85		58 033,85	
4544140	Dépenses	33 265,80				9 900,00		43 165,80		43 165,80	
4544142	Dépenses	744,00						744,00		744,00	
4544143	Dépenses	34 383,00						34 383,00		34 383,00	
4544145	Dépenses	586,87						586,87		586,87	
4544146	Dépenses	22 905,00				13 404,00		36 309,00		36 309,00	
4544147	Dépenses	772,16						772,16		772,16	
4544149	Dépenses	459,79						459,79		459,79	
4544150	Dépenses					1 416,00		1 416,00		1 416,00	
4544151	Dépenses	1,22						1,22		1,22	
4544153	Dépenses					684,31		684,31		684,31	
4544155	Dépenses					735,13		735,13		735,13	
45441	**Sous Total compte 45441**	**269 891,09**				**74 397,44**		**344 288,53**		**344 288,53**	
4544228	Recettes		18 540,00						18 540,00		18 540,00
4544239	Recettes						58 033,85		58 033,85		58 033,85

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4544242	Recettes						744,00		744,00		744,00
4544243	Recettes						35 509,00		35 509,00		35 509,00
4544245	Recettes						586,87		586,87		586,87
4544247	Recettes						772,16		772,16		772,16
4544249	Recettes						459,79		459,79		459,79
4544251	Recettes						1,22		1,22		1,22
45442	**Sous Total compte 45442**		**18 540,00**				**96 106,89**		**114 646,89**		**114 646,89**
4544	**Sous Total compte 4544**	**269 891,09**	**18 540,00**			**74 397,44**	**96 106,89**	**344 288,53**	**114 646,89**	**229 641,64**	
454	**Sous Total compte 454**	**269 891,09**	**18 540,00**			**74 397,44**	**96 106,89**	**344 288,53**	**114 646,89**	**229 641,64**	
45812	Dépenses (à subdiviser par mandat)	210 354,57				119 078,02		329 432,59		329 432,59	
4581	**Sous Total compte 4581**	**210 354,57**				**119 078,02**		**329 432,59**		**329 432,59**	
458	**Sous Total compte 458**	**210 354,57**				**119 078,02**		**329 432,59**		**329 432,59**	
45	**Sous Total compte 45**	**480 245,66**	**4 741 727,07**	**31 387 765,40**	**26 613 140,06**	**193 475,46**	**96 106,89**	**32 061 486,52**	**31 450 974,02**	**610 512,50**	
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	3 000,00		247 554,83	237 792,43			250 554,83	237 792,43	12 762,40	
462	**Sous Total compte 462**	**3 000,00**		**247 554,83**	**237 792,43**			**250 554,83**	**237 792,43**	**12 762,40**	
4632	Intérêts à payer			256 660,41	256 660,41			256 660,41	256 660,41		0,00
4633	Titres amortis (ou capital) à rembourser			35 000 000,00	35 000 000,00			35 000 000,00	35 000 000,00		0,00
463	**Sous Total compte 463**			**35 256 660,41**	**35 256 660,41**			**35 256 660,41**	**35 256 660,41**		**0,00**
466	Excédents de versement		29 645,39	103 984,46	114 215,57			103 984,46	143 860,96		39 876,50

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46711	Autres comptes créditeurs		113 476,90	176 628 163,89	177 535 435,38			176 628 163,89	177 648 912,28		1 020 748,39
4671	**Sous Total compte 4671**		**113 476,90**	**176 628 163,89**	**177 535 435,38**			**176 628 163,89**	**177 648 912,28**		**1 020 748,39**
46721	Débiteurs divers - Amiable	1 718 242,74		95 904 566,55	95 379 260,95			97 622 809,29	95 379 260,95	2 243 548,34	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	905 838,91		417 927,43	491 140,60			1 323 766,34	491 140,60	832 625,74	
4672	**Sous Total compte 4672**	**2 624 081,65**		**96 322 493,98**	**95 870 401,55**			**98 946 575,63**	**95 870 401,55**	**3 076 174,08**	
467311	Débiteurs d'indus RMI - Amiable	10 635,93			2 911,17			10 635,93	2 911,17	7 724,76	
467316	Débiteurs d'indus RMI - Contentieux	225 383,01			52 004,07			225 383,01	52 004,07	173 378,94	
46731	**Sous Total compte 46731**	**236 018,94**			**54 915,24**			**236 018,94**	**54 915,24**	**181 103,70**	
467331	Débiteurs d'indus APA- Amiable	230 665,75		31 355,60	145 117,05			262 021,35	145 117,05	116 904,30	
467336	Débiteurs d'indus APA- Contentieux	76 841,65		39 488,76	101 228,67			116 330,41	101 228,67	15 101,74	
46733	**Sous Total compte 46733**	**307 507,40**		**70 844,36**	**246 345,72**			**378 351,76**	**246 345,72**	**132 006,04**	
467341	Débiteurs d'indus RSA - Amiable	2 789 082,30		4 114 496,16	4 068 651,82			6 903 578,46	4 068 651,82	2 834 926,64	
467346	Débiteurs d'indus RSA - Contentieux	8 592 717,83		3 521 093,93	1 929 298,41			12 113 811,76	1 929 298,41	10 184 513,35	
46734	**Sous Total compte 46734**	**11 381 800,13**		**7 635 590,09**	**5 997 950,23**			**19 017 390,22**	**5 997 950,23**	**13 019 439,99**	
467351	Débiteurs d'indus PCH - Amiable	79 662,81		86 580,49	138 607,26			166 243,30	138 607,26	27 636,04	
467356	Débiteurs d'indus PCH - Contentieux	82 109,27		21 919,79	59 849,03			104 029,06	59 849,03	44 180,03	
46735	**Sous Total compte 46735**	**161 772,08**		**108 500,28**	**198 456,29**			**270 272,36**	**198 456,29**	**71 816,07**	
467381	Autres débiteurs d'indus - Amiable			76 532,13	61 594,11			76 532,13	61 594,11	14 938,02	
467386	Autres débiteurs d'indus - Contentieux			3 224,20	2 081,76			3 224,20	2 081,76	1 142,44	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46738	**Sous Total compte 46738**			**79 756,33**	**63 675,87**			**79 756,33**	**63 675,87**	**16 080,46**	
4673	**Sous Total compte 4673**	**12 087 098,55**		**7 894 691,06**	**6 561 343,35**			**19 981 789,61**	**6 561 343,35**	**13 420 446,26**	
467	**Sous Total compte 467**	**14 711 180,20**	**113 476,90**	**280 845 348,93**	**279 967 180,28**			**295 556 529,13**	**280 080 657,18**	**15 475 871,95**	
4686	Charges à payer		3 099 552,82	3 099 552,82	5 699 390,04			3 099 552,82	8 798 942,86		5 699 390,04
4687	Produits à recevoir	5 607 366,36		120 648,00	5 607 366,36			5 728 014,36	5 607 366,36	120 648,00	
468	**Sous Total compte 468**	**5 607 366,36**	**3 099 552,82**	**3 220 200,82**	**11 306 756,40**			**8 827 567,18**	**14 406 309,22**		**5 578 742,04**
46	**Sous Total compte 46**	**20 321 546,56**	**3 242 675,11**	**319 673 749,45**	**326 882 605,09**			**339 995 296,01**	**330 125 280,20**	**9 870 015,81**	
4711	Versements des régisseurs			534 603,26	534 603,26			534 603,26	534 603,26		0,00
4712	Virements réimputés		306 671,20	1 549 229,95	1 787 809,16			1 549 229,95	2 094 480,36		545 250,41
47131	Versements sur contributions directes			599 862 659,00	599 862 659,00			599 862 659,00	599 862 659,00		0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct			138 429 466,00	138 429 466,00			138 429 466,00	138 429 466,00		0,00
47133	Fonds d'emprunt			266 878 717,00	266 878 717,00			266 878 717,00	266 878 717,00		0,00
47134	Subventions		588 108,00	588 108,00				588 108,00	588 108,00		0,00
47138	Autres		15 463 382,35	683 511 583,57	679 995 188,09			683 511 583,57	695 458 570,44		11 946 986,87
4713	**Sous Total compte 4713**		**16 051 490,35**	**1 689 270 533,57**	**1 685 166 030,09**			**1 689 270 533,57**	**1 701 217 520,44**		**11 946 986,87**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		1 411,92	40 436,64	74 206,92			40 436,64	75 618,84		35 182,20
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		15 171,82	1 346 589,39	1 392 478,91			1 346 589,39	1 407 650,73		61 061,34
47141	**Sous Total compte 47141**		**16 583,74**	**1 387 026,03**	**1 466 685,83**			**1 387 026,03**	**1 483 269,57**		**96 243,54**
47143	Flux d'encaissements à réimputer		214,41	188 295,83	197 505,30			188 295,83	197 719,71		9 423,88

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4714	**Sous Total compte 4714**		**16 798,15**	**1 575 321,86**	**1 664 191,13**			**1 575 321,86**	**1 680 989,28**		**105 667,42**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra		2 703,88	16 920,00	17 512,37			16 920,00	20 216,25		3 296,25
47172	Recettes relevé BDF - Héra		747,50	747,50				747,50	747,50		0,00
4717	**Sous Total compte 4717**		**3 451,38**	**17 667,50**	**17 512,37**			**17 667,50**	**20 963,75**		**3 296,25**
4718	Autres recettes à régulariser		327 190,50	1 567 893,46	1 381 671,64			1 567 893,46	1 708 862,14		140 968,68
471	**Sous Total compte 471**		**16 705 601,58**	**1 694 515 249,60**	**1 690 551 817,65**			**1 694 515 249,60**	**1 707 257 419,23**		**12 742 169,63**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			61 096 323,27	61 096 323,27			61 096 323,27	61 096 323,27		0,00
47218	Autres dépenses			117 700 000,00	117 700 000,00			117 700 000,00	117 700 000,00		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**			**178 796 323,27**	**178 796 323,27**			**178 796 323,27**	**178 796 323,27**		**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man			434,21	434,21			434,21	434,21		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			22 824 122,20	22 824 122,20			22 824 122,20	22 824 122,20		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**201 620 879,68**	**201 620 879,68**			**201 620 879,68**	**201 620 879,68**		**0,00**
4781	Frais de poursuite rattachés			741,01	741,01			741,01	741,01		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		3,09	10,26	4,71			10,26	7,80	2,46	
478	**Sous Total compte 478**		**3,09**	**751,27**	**745,72**			**751,27**	**748,81**	**2,46**	
47	**Sous Total compte 47**		**16 705 604,67**	**1 896 136 880,55**	**1 892 173 443,05**			**1 896 136 880,55**	**1 908 879 047,72**		**12 742 167,17**
4911	Dépréciations des comptes de redevables		900 241,00		221 624,00				1 121 865,00		1 121 865,00
491	**Sous Total compte 491**		**900 241,00**		**221 624,00**				**1 121 865,00**		**1 121 865,00**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d		10 352 101,00		1 808 826,00				12 160 927,00		12 160 927,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
496	**Sous Total compte 496**		**10 352 101,00**		**1 808 826,00**				**12 160 927,00**		**12 160 927,00**
49	**Sous Total compte 49**		**11 252 342,00**		**2 030 450,00**				**13 282 792,00**		**13 282 792,00**
	Total classe 4	**59 695 086,30**	**81 351 619,15**	**3 944 699 015,91**	**3 915 002 117,75**	**193 475,46**	**96 106,89**	**4 004 587 577,67**	**3 996 449 843,79**	**89 606 660,02**	**81 468 926,14**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	230,00		245 584,45	245 814,45			245 814,45	245 814,45		0,00
51178	Autres valeurs impayées			186 953,84	186 953,84			186 953,84	186 953,84		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**186 953,84**	**186 953,84**			**186 953,84**	**186 953,84**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement		6 673,52	792 331,44	766 651,60			792 331,44	773 325,12	19 006,32	
511	**Sous Total compte 511**	**230,00**	**6 673,52**	**1 224 869,73**	**1 199 419,89**			**1 225 099,73**	**1 206 093,41**	**19 006,32**	
515	Compte au Trésor	138 309 302,34		1 697 549 182,79	1 792 036 128,14			1 835 858 485,13	1 792 036 128,14	43 822 356,99	
517	Livrets d'épargne des pupilles du départ	99 128,99		71 610,00	18 250,00			170 738,99	18 250,00	152 488,99	
51931	Lignes de crédit de trésorerie non liées			50 000 000,00	50 000 000,00			50 000 000,00	50 000 000,00		0,00
51932	Lignes de crédit de trésorerie liées à u			21 966 217,00	21 966 217,00			21 966 217,00	21 966 217,00		0,00
5193	**Sous Total compte 5193**			**71 966 217,00**	**71 966 217,00**			**71 966 217,00**	**71 966 217,00**		**0,00**
519	**Sous Total compte 519**			**71 966 217,00**	**71 966 217,00**			**71 966 217,00**	**71 966 217,00**		**0,00**
51	**Sous Total compte 51**	**138 408 661,33**	**6 673,52**	**1 770 811 879,52**	**1 865 220 015,03**			**1 909 220 540,85**	**1 865 226 688,55**	**43 993 852,30**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	357 016,18		1 130 614,75	1 131 658,93			1 487 630,93	1 131 658,93	355 972,00	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	350,00						350,00		350,00	
541	**Sous Total compte 541**	**357 366,18**		**1 130 614,75**	**1 131 658,93**			**1 487 980,93**	**1 131 658,93**	**356 322,00**	
54	**Sous Total compte 54**	**357 366,18**		**1 130 614,75**	**1 131 658,93**			**1 487 980,93**	**1 131 658,93**	**356 322,00**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
580	Opérations d'ordre budgétaires			194 760 378,16	194 760 378,16			194 760 378,16	194 760 378,16		0,00
584	Encaissement par lecture optique	8 992,47		593 843,36	602 835,83			602 835,83	602 835,83		0,00
586	Opérations financières entre le budget p			5 363 720,87	5 363 720,87			5 363 720,87	5 363 720,87		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			633 695,83	633 695,83			633 695,83	633 695,83		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**633 695,83**	**633 695,83**			**633 695,83**	**633 695,83**		**0,00**
588	Autres virements internes			23 406 510,40	23 406 510,40			23 406 510,40	23 406 510,40		0,00
58	**Sous Total compte 58**	**8 992,47**		**224 758 148,62**	**224 767 141,09**			**224 767 141,09**	**224 767 141,09**		**0,00**
	Total classe 5	**138 775 019,98**	**6 673,52**	**1 996 700 642,89**	**2 091 118 815,05**			**2 135 475 662,87**	**2 091 125 488,57**	**44 350 174,30**	
60611	Eau et assainissement					295 322,63	65 167,53	295 322,63	65 167,53	230 155,10	
60612	Énergie - Électricité					14 282 986,97	4 919 560,82	14 282 986,97	4 919 560,82	9 363 426,15	
60613	Chauffage urbain					283 000,00	215 000,00	283 000,00	215 000,00	68 000,00	
6061	**Sous Total compte 6061**					**14 861 309,60**	**5 199 728,35**	**14 861 309,60**	**5 199 728,35**	**9 661 581,25**	
60621	Combustibles					21 621 414,25	12 006 719,97	21 621 414,25	12 006 719,97	9 614 694,28	
60622	Carburants					2 450 248,95	177 996,69	2 450 248,95	177 996,69	2 272 252,26	
60623	Alimentation					78 793,97	7 675,68	78 793,97	7 675,68	71 118,29	
60628	Autres fournitures non stockées					1 794 581,50	6 253,45	1 794 581,50	6 253,45	1 788 328,05	
6062	**Sous Total compte 6062**					**25 945 038,67**	**12 198 645,79**	**25 945 038,67**	**12 198 645,79**	**13 746 392,88**	
60631	Fournitures d'entretien					305 872,91	43 292,07	305 872,91	43 292,07	262 580,84	
60632	Fournitures de petit équipement					410 416,62	32 953,60	410 416,62	32 953,60	377 463,02	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60633	Fournitures de voirie					1 884 318,74	240 074,14	1 884 318,74	240 074,14	1 644 244,60	
60636	Habillement et Vêtements de travail					490 067,73	147 291,76	490 067,73	147 291,76	342 775,97	
6063	**Sous Total compte 6063**					**3 090 676,00**	**463 611,57**	**3 090 676,00**	**463 611,57**	**2 627 064,43**	
6064	Fournitures administratives					271 684,16	23 052,60	271 684,16	23 052,60	248 631,56	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					186 014,30	78,14	186 014,30	78,14	185 936,16	
60661	Médicaments					119 176,80	758,56	119 176,80	758,56	118 418,24	
60662	Vaccins et sérums					204 416,27	11 618,52	204 416,27	11 618,52	192 797,75	
60668	Autres produits pharmaceutiques					18 359,64	944,63	18 359,64	944,63	17 415,01	
6066	**Sous Total compte 6066**					**341 952,71**	**13 321,71**	**341 952,71**	**13 321,71**	**328 631,00**	
6068	Autres matières et fournitures.					769 365,11	56 094,11	769 365,11	56 094,11	713 271,00	
606	**Sous Total compte 606**					**45 466 040,55**	**17 954 532,27**	**45 466 040,55**	**17 954 532,27**	**27 511 508,28**	
6078	Autres marchandises					45 200,79		45 200,79		45 200,79	
607	**Sous Total compte 607**					**45 200,79**		**45 200,79**		**45 200,79**	
60	**Sous Total compte 60**					**45 511 241,34**	**17 954 532,27**	**45 511 241,34**	**17 954 532,27**	**27 556 709,07**	
611	Contrats de prestations de services					14 634 202,98	2 583 542,95	14 634 202,98	2 583 542,95	12 050 660,03	
6132	Locations immobilières					369 589,02	3 465,32	369 589,02	3 465,32	366 123,70	
61351	Matériel roulant					45 724,49	3 382,70	45 724,49	3 382,70	42 341,79	
61358	Autres					1 189 859,92	152 011,53	1 189 859,92	152 011,53	1 037 848,39	
6135	**Sous Total compte 6135**					**1 235 584,41**	**155 394,23**	**1 235 584,41**	**155 394,23**	**1 080 190,18**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
613	**Sous Total compte 613**					**1 605 173,43**	**158 859,55**	**1 605 173,43**	**158 859,55**	**1 446 313,88**	
614	Charges locatives et de copropriété					443 756,24	60 444,64	443 756,24	60 444,64	383 311,60	
61521	Terrains					1 097 810,24	100 223,37	1 097 810,24	100 223,37	997 586,87	
615221	Bâtiments publics					9 879 336,56	1 843 832,13	9 879 336,56	1 843 832,13	8 035 504,43	
615228	Autres bâtiments					1 284,00		1 284,00		1 284,00	
61522	**Sous Total compte 61522**					**9 880 620,56**	**1 843 832,13**	**9 880 620,56**	**1 843 832,13**	**8 036 788,43**	
615231	Voiries					3 973 661,53	519 128,34	3 973 661,53	519 128,34	3 454 533,19	
61523	**Sous Total compte 61523**					**3 973 661,53**	**519 128,34**	**3 973 661,53**	**519 128,34**	**3 454 533,19**	
61524	Bois et forêts					1 091 982,92	73 750,53	1 091 982,92	73 750,53	1 018 232,39	
6152	**Sous Total compte 6152**					**16 044 075,25**	**2 536 934,37**	**16 044 075,25**	**2 536 934,37**	**13 507 140,88**	
61551	Matériel roulant					739 783,06		739 783,06		739 783,06	
61558	Autres biens mobiliers					283 837,05	22 772,81	283 837,05	22 772,81	261 064,24	
6155	**Sous Total compte 6155**					**1 023 620,11**	**22 772,81**	**1 023 620,11**	**22 772,81**	**1 000 847,30**	
6156	Maintenance					7 222 172,00	1 798 378,52	7 222 172,00	1 798 378,52	5 423 793,48	
615	**Sous Total compte 615**					**24 289 867,36**	**4 358 085,70**	**24 289 867,36**	**4 358 085,70**	**19 931 781,66**	
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi					508 838,91	407 495,67	508 838,91	407 495,67	101 343,24	
6168	Autres					1 711 446,18	23 162,63	1 711 446,18	23 162,63	1 688 283,55	
616	**Sous Total compte 616**					**2 220 285,09**	**430 658,30**	**2 220 285,09**	**430 658,30**	**1 789 626,79**	
617	Études et recherches					259 790,64	78 509,43	259 790,64	78 509,43	181 281,21	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6182	Documentation générale et technique					333 622,77	9 558,30	333 622,77	9 558,30	324 064,47	
6183	Frais de formation (personnel extérieur					427 286,34	49 798,67	427 286,34	49 798,67	377 487,67	
6184	Versements à des organismes de formation					1 745 938,23	223 335,87	1 745 938,23	223 335,87	1 522 602,36	
6185	Frais de colloques et séminaires					44 469,66	20 518,15	44 469,66	20 518,15	23 951,51	
6188	Autres frais divers					166 668,93	9 609,42	166 668,93	9 609,42	157 059,51	
618	**Sous Total compte 618**					**2 717 985,93**	**312 820,41**	**2 717 985,93**	**312 820,41**	**2 405 165,52**	
61	**Sous Total compte 61**					**46 171 061,67**	**7 982 920,98**	**46 171 061,67**	**7 982 920,98**	**38 188 140,69**	
6218	Autre personnel extérieur					3 238 987,57	109 061,85	3 238 987,57	109 061,85	3 129 925,72	
621	**Sous Total compte 621**					**3 238 987,57**	**109 061,85**	**3 238 987,57**	**109 061,85**	**3 129 925,72**	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur					20 229,22		20 229,22		20 229,22	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					1 178 643,96	81 794,08	1 178 643,96	81 794,08	1 096 849,88	
62268	Autres honoraires, conseils...					553 444,00	168 626,74	553 444,00	168 626,74	384 817,26	
6226	**Sous Total compte 6226**					**1 732 087,96**	**250 420,82**	**1 732 087,96**	**250 420,82**	**1 481 667,14**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					977 613,20	52 342,71	977 613,20	52 342,71	925 270,49	
6228	Divers					52 183,90	29 030,50	52 183,90	29 030,50	23 153,40	
622	**Sous Total compte 622**					**2 782 114,28**	**331 794,03**	**2 782 114,28**	**331 794,03**	**2 450 320,25**	
6231	Annonces et insertions					475 019,09	25 256,70	475 019,09	25 256,70	449 762,39	
6233	Foires et expositions					6 474,19		6 474,19		6 474,19	
6234	Réceptions					224 749,71	23 506,50	224 749,71	23 506,50	201 243,21	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6236	Catalogues et imprimés					771 260,45	105 129,83	771 260,45	105 129,83	666 130,62	
6238	Divers					24 376,00	2 379,50	24 376,00	2 379,50	21 996,50	
623	**Sous Total compte 623**					**1 501 879,44**	**156 272,53**	**1 501 879,44**	**156 272,53**	**1 345 606,91**	
6241	Transports de biens					242 049,91	53 171,74	242 049,91	53 171,74	188 878,17	
6245	Transports de personnes extérieures à la					37 785 342,89	5 295 800,93	37 785 342,89	5 295 800,93	32 489 541,96	
6248	Divers					393,20		393,20		393,20	
624	**Sous Total compte 624**					**38 027 786,00**	**5 348 972,67**	**38 027 786,00**	**5 348 972,67**	**32 678 813,33**	
6251	Voyages, déplacements et missions					2 212 724,73	45 830,61	2 212 724,73	45 830,61	2 166 894,12	
625	**Sous Total compte 625**					**2 212 724,73**	**45 830,61**	**2 212 724,73**	**45 830,61**	**2 166 894,12**	
6261	Frais d'affranchissement					846 800,29	97 342,85	846 800,29	97 342,85	749 457,44	
6262	Frais de télécommunications					1 140 858,18	258 342,15	1 140 858,18	258 342,15	882 516,03	
626	**Sous Total compte 626**					**1 987 658,47**	**355 685,00**	**1 987 658,47**	**355 685,00**	**1 631 973,47**	
627	Services bancaires et assimilés.					268 816,21	160,00	268 816,21	160,00	268 656,21	
6281	Concours divers (cotisations...)					414 879,75	51 103,07	414 879,75	51 103,07	363 776,68	
6282	Frais de gardiennage					459 599,35	20 419,48	459 599,35	20 419,48	439 179,87	
6283	Frais de nettoyage des locaux					4 175 928,78	333 396,75	4 175 928,78	333 396,75	3 842 532,03	
62878	A des tiers					1 262 099,70	114 421,06	1 262 099,70	114 421,06	1 147 678,64	
6287	**Sous Total compte 6287**					**1 262 099,70**	**114 421,06**	**1 262 099,70**	**114 421,06**	**1 147 678,64**	
6288	Autres					67 692,95	4 939,78	67 692,95	4 939,78	62 753,17	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
628	**Sous Total compte 628**					**6 380 200,53**	**524 280,14**	**6 380 200,53**	**524 280,14**	**5 855 920,39**	
62	**Sous Total compte 62**					**56 400 167,23**	**6 872 056,83**	**56 400 167,23**	**6 872 056,83**	**49 528 110,40**	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					1 214 685,58		1 214 685,58		1 214 685,58	
633	**Sous Total compte 633**					**1 214 685,58**		**1 214 685,58**		**1 214 685,58**	
63512	Taxes foncières					215 897,45		215 897,45		215 897,45	
6351	**Sous Total compte 6351**					**215 897,45**		**215 897,45**		**215 897,45**	
6354	Droits d'enregistrement et de timbre					278,00		278,00		278,00	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					47 129,79		47 129,79		47 129,79	
6358	Autres droits					317 685,62		317 685,62		317 685,62	
635	**Sous Total compte 635**					**580 990,86**		**580 990,86**		**580 990,86**	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					143 625,34		143 625,34		143 625,34	
63	**Sous Total compte 63**					**1 939 301,78**		**1 939 301,78**		**1 939 301,78**	
64111	Rémunération principale					94 252 220,31	6 650,43	94 252 220,31	6 650,43	94 245 569,88	
64112	Supplément familial de traitement et ind					3 184 413,99		3 184 413,99		3 184 413,99	
64113	NBI					1 072 860,24		1 072 860,24		1 072 860,24	
64116	Indemnités de licenciement					25 821,30		25 821,30		25 821,30	
64118	Autres indemnités.					28 233 021,17		28 233 021,17		28 233 021,17	
6411	**Sous Total compte 6411**					**126 768 337,01**	**6 650,43**	**126 768 337,01**	**6 650,43**	**126 761 686,58**	
64121	Rémunération principale					15 648 919,15	5 475,76	15 648 919,15	5 475,76	15 643 443,39	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64123	Indemnités d'attente					27 657,48		27 657,48		27 657,48	
64126	Indemnités de licenciement					545 525,57		545 525,57		545 525,57	
64128	Autres indemnités					4 315 932,56		4 315 932,56		4 315 932,56	
6412	**Sous Total compte 6412**					**20 538 034,76**	**5 475,76**	**20 538 034,76**	**5 475,76**	**20 532 559,00**	
64131	Rémunérations					24 772 038,20	2 246,67	24 772 038,20	2 246,67	24 769 791,53	
6413	**Sous Total compte 6413**					**24 772 038,20**	**2 246,67**	**24 772 038,20**	**2 246,67**	**24 769 791,53**	
6414	Personnel rémunéré à la vacation					283 548,63		283 548,63		283 548,63	
64168	Autres emplois aidés					2 355 278,58	1 442,06	2 355 278,58	1 442,06	2 353 836,52	
6416	**Sous Total compte 6416**					**2 355 278,58**	**1 442,06**	**2 355 278,58**	**1 442,06**	**2 353 836,52**	
6417	Rémunérations des apprentis					797 758,67		797 758,67		797 758,67	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers					18 066,22	1 341 076,40	18 066,22	1 341 076,40		1 323 010,18
641	**Sous Total compte 641**					**175 533 062,07**	**1 356 891,32**	**175 533 062,07**	**1 356 891,32**	**174 176 170,75**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					35 655 564,74	720 002,07	35 655 564,74	720 002,07	34 935 562,67	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					34 913 574,45	65 409,82	34 913 574,45	65 409,82	34 848 164,63	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					1 107 158,50		1 107 158,50		1 107 158,50	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					1 263 654,45		1 263 654,45		1 263 654,45	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					1 226,72		1 226,72		1 226,72	
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S					2 397,48	293 998,43	2 397,48	293 998,43		291 600,95
645	**Sous Total compte 645**					**72 943 576,34**	**1 079 410,32**	**72 943 576,34**	**1 079 410,32**	**71 864 166,02**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6472	Prestations familiales directes					871 919,11	20 768,00	871 919,11	20 768,00	851 151,11	
64731	Versées directement					665 653,15	2 086,24	665 653,15	2 086,24	663 566,91	
6473	**Sous Total compte 6473**					**665 653,15**	**2 086,24**	**665 653,15**	**2 086,24**	**663 566,91**	
6475	Médecine du travail, pharmacie					61 535,00	7 630,00	61 535,00	7 630,00	53 905,00	
6478	Autres charges sociales diverses					4 904 138,55	1 200,00	4 904 138,55	1 200,00	4 902 938,55	
6479	Remboursements sur autres charges social						16 117,29		16 117,29		16 117,29
647	**Sous Total compte 647**					**6 503 245,81**	**47 801,53**	**6 503 245,81**	**47 801,53**	**6 455 444,28**	
6488	Autres					609 005,22	16 155,86	609 005,22	16 155,86	592 849,36	
648	**Sous Total compte 648**					**609 005,22**	**16 155,86**	**609 005,22**	**16 155,86**	**592 849,36**	
64	**Sous Total compte 64**					**255 588 889,44**	**2 500 259,03**	**255 588 889,44**	**2 500 259,03**	**253 088 630,41**	
65111	Famille et enfance					893 193,01	385,00	893 193,01	385,00	892 808,01	
6511211	Prestation de compensation du handicap -					46 236 624,69	203 955,57	46 236 624,69	203 955,57	46 032 669,12	
6511212	Prestation de compensation du handicap -					13 788 770,73	7 308,00	13 788 770,73	7 308,00	13 781 462,73	
6511213	Prestation de compensation - Dotation qu					1 100 000,00		1 100 000,00		1 100 000,00	
651121	**Sous Total compte 651121**					**61 125 395,42**	**211 263,57**	**61 125 395,42**	**211 263,57**	**60 914 131,85**	
651122	Allocation compensatrice tierce personne					5 654 079,75	4 003,36	5 654 079,75	4 003,36	5 650 076,39	
651128	Autres					229 890,06	4 741,33	229 890,06	4 741,33	225 148,73	
65112	**Sous Total compte 65112**					**67 009 365,23**	**220 008,26**	**67 009 365,23**	**220 008,26**	**66 789 356,97**	
65113	Personnes âgées					353 439,30	10 222,39	353 439,30	10 222,39	343 216,91	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6511411	APA					39 283 731,48	612 953,66	39 283 731,48	612 953,66	38 670 777,82	
6511412	APA - Dotation qualité					1 103 789,00		1 103 789,00		1 103 789,00	
651141	**Sous Total compte 651141**					**40 387 520,48**	**612 953,66**	**40 387 520,48**	**612 953,66**	**39 774 566,82**	
651142	APA à domicile versée au bénéficiaire					12 235 586,87	34 375,76	12 235 586,87	34 375,76	12 201 211,11	
651144	APA versée à l'établissement					28 235 908,50	89 368,02	28 235 908,50	89 368,02	28 146 540,48	
65114	**Sous Total compte 65114**					**80 859 015,85**	**736 697,44**	**80 859 015,85**	**736 697,44**	**80 122 318,41**	
6511	**Sous Total compte 6511**					**149 115 013,39**	**967 313,09**	**149 115 013,39**	**967 313,09**	**148 147 700,30**	
65131	Bourses					63 200,00		63 200,00		63 200,00	
65133	Secours d'urgence					1 779 745,29	145 050,00	1 779 745,29	145 050,00	1 634 695,29	
6513	**Sous Total compte 6513**					**1 842 945,29**	**145 050,00**	**1 842 945,29**	**145 050,00**	**1 697 895,29**	
6514	Cotisations, adhésions et autres prestat					527,35		527,35		527,35	
65171	RSA - Versements pour allocations forfai					177 765 033,19	279 000,00	177 765 033,19	279 000,00	177 486 033,19	
65172	RSA - Versements pour allocations forfai					31 892 264,37		31 892 264,37		31 892 264,37	
6517	**Sous Total compte 6517**					**209 657 297,56**	**279 000,00**	**209 657 297,56**	**279 000,00**	**209 378 297,56**	
65181	Primes, dots					55 045,21		55 045,21		55 045,21	
65188	Autres					5 910,00		5 910,00		5 910,00	
6518	**Sous Total compte 6518**					**60 955,21**		**60 955,21**		**60 955,21**	
651	**Sous Total compte 651**					**360 676 738,80**	**1 391 363,09**	**360 676 738,80**	**1 391 363,09**	**359 285 375,71**	
65211	Frais de scolarité					28 599,09	1 877,68	28 599,09	1 877,68	26 721,41	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65212	Frais périscolaires					684 430,24	37 529,45	684 430,24	37 529,45	646 900,79	
6521	**Sous Total compte 6521**					**713 029,33**	**39 407,13**	**713 029,33**	**39 407,13**	**673 622,20**	
6522	Accueil familial					2 734 713,57		2 734 713,57		2 734 713,57	
6523	Frais d'hospitalisation					84 105,00		84 105,00		84 105,00	
652411	Foyers de l'enfance, centres et hôtels m					28 214 201,10	303 510,00	28 214 201,10	303 510,00	27 910 691,10	
652412	Maisons d'enfants à caractère social					92 388 164,26	89 714,15	92 388 164,26	89 714,15	92 298 450,11	
652413	Lieux de vie et d'accueil					1 307 361,34	102 476,88	1 307 361,34	102 476,88	1 204 884,46	
652415	Établissements scolaires					14 117,70		14 117,70		14 117,70	
652416	Services d'aide éducative en milieu ouve					22 448 543,49	51 057,46	22 448 543,49	51 057,46	22 397 486,03	
652418	Autres					4 662 291,76	47 947,80	4 662 291,76	47 947,80	4 614 343,96	
65241	**Sous Total compte 65241**					**149 034 679,65**	**594 706,29**	**149 034 679,65**	**594 706,29**	**148 439 973,36**	
65242	Frais de séjour en établissements et ser					129 070 562,59	390 567,52	129 070 562,59	390 567,52	128 679 995,07	
65243	Frais de séjour en établissements pour p					22 384 305,40	462 780,61	22 384 305,40	462 780,61	21 921 524,79	
6524	**Sous Total compte 6524**					**300 489 547,64**	**1 448 054,42**	**300 489 547,64**	**1 448 054,42**	**299 041 493,22**	
6525	Frais d'inhumation					6 382,79	1 261,00	6 382,79	1 261,00	5 121,79	
6526	Prévention spécialisée					4 996 578,06		4 996 578,06		4 996 578,06	
652	**Sous Total compte 652**					**309 024 356,39**	**1 488 722,55**	**309 024 356,39**	**1 488 722,55**	**307 535 633,84**	
65311	Indemnités de fonction					1 876 117,91		1 876 117,91		1 876 117,91	
65312	Frais de mission et de déplacement					70 017,07	3 169,70	70 017,07	3 169,70	66 847,37	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65313	Cotisations de retraite					152 649,23		152 649,23		152 649,23	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					599 945,96		599 945,96		599 945,96	
65315	Formation					6 985,00		6 985,00		6 985,00	
653172	Cotisations au fonds de financement de l					3 728,88		3 728,88		3 728,88	
65317	**Sous Total compte 65317**					**3 728,88**		**3 728,88**		**3 728,88**	
6531	**Sous Total compte 6531**					**2 709 444,05**	**3 169,70**	**2 709 444,05**	**3 169,70**	**2 706 274,35**	
653	**Sous Total compte 653**					**2 709 444,05**	**3 169,70**	**2 709 444,05**	**3 169,70**	**2 706 274,35**	
6541	Créances admises en non-valeur					616 910,80	7,03	616 910,80	7,03	616 903,77	
6542	Créances éteintes					79 211,49		79 211,49		79 211,49	
654	**Sous Total compte 654**					**696 122,29**	**7,03**	**696 122,29**	**7,03**	**696 115,26**	
655111	Établissements publics					14 511 048,28	1 337 942,49	14 511 048,28	1 337 942,49	13 173 105,79	
655112	Établissements privés					5 997 737,54	34 723,16	5 997 737,54	34 723,16	5 963 014,38	
65511	**Sous Total compte 65511**					**20 508 785,82**	**1 372 665,65**	**20 508 785,82**	**1 372 665,65**	**19 136 120,17**	
6551	**Sous Total compte 6551**					**20 508 785,82**	**1 372 665,65**	**20 508 785,82**	**1 372 665,65**	**19 136 120,17**	
6553	Service d'incendie					117 700 000,00		117 700 000,00		117 700 000,00	
65568	Autres contributions					2 363 000,00		2 363 000,00		2 363 000,00	
6556	**Sous Total compte 6556**					**2 363 000,00**		**2 363 000,00**		**2 363 000,00**	
6558	Autres contributions obligatoires					11 995 340,67		11 995 340,67		11 995 340,67	
655	**Sous Total compte 655**					**152 567 126,49**	**1 372 665,65**	**152 567 126,49**	**1 372 665,65**	**151 194 460,84**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6561	Organismes de regroupement					148 699,17		148 699,17		148 699,17	
65671	Contrat d'accompagnement dans l'emploi					3 115 284,00	700 000,00	3 115 284,00	700 000,00	2 415 284,00	
6567	**Sous Total compte 6567**					**3 115 284,00**	**700 000,00**	**3 115 284,00**	**700 000,00**	**2 415 284,00**	
6568	Autres participations					35 026 028,92	1 848 275,17	35 026 028,92	1 848 275,17	33 177 753,75	
656	**Sous Total compte 656**					**38 290 012,09**	**2 548 275,17**	**38 290 012,09**	**2 548 275,17**	**35 741 736,92**	
65731	État					37 613,50		37 613,50		37 613,50	
657348	Autres communes					7 960 795,78	1 905 807,06	7 960 795,78	1 905 807,06	6 054 988,72	
65734	**Sous Total compte 65734**					**7 960 795,78**	**1 905 807,06**	**7 960 795,78**	**1 905 807,06**	**6 054 988,72**	
657358	Autres groupements					4 111 965,60	149 622,50	4 111 965,60	149 622,50	3 962 343,10	
65735	**Sous Total compte 65735**					**4 111 965,60**	**149 622,50**	**4 111 965,60**	**149 622,50**	**3 962 343,10**	
657381	Autres établissements publics locaux					1 870 669,13	355 881,02	1 870 669,13	355 881,02	1 514 788,11	
657382	Organismes publics divers					4 581 825,00	83 000,00	4 581 825,00	83 000,00	4 498 825,00	
65738	**Sous Total compte 65738**					**6 452 494,13**	**438 881,02**	**6 452 494,13**	**438 881,02**	**6 013 613,11**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**18 562 869,01**	**2 494 310,58**	**18 562 869,01**	**2 494 310,58**	**16 068 558,43**	
65741	Ménages					1 894,59		1 894,59		1 894,59	
65748	Autres personnes de droit privé					28 992 514,99	699 009,94	28 992 514,99	699 009,94	28 293 505,05	
6574	**Sous Total compte 6574**					**28 994 409,58**	**699 009,94**	**28 994 409,58**	**699 009,94**	**28 295 399,64**	
657	**Sous Total compte 657**					**47 557 278,59**	**3 193 320,52**	**47 557 278,59**	**3 193 320,52**	**44 363 958,07**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					3 589 164,01	1 024 289,23	3 589 164,01	1 024 289,23	2 564 874,78	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65818	Autres					233 958,02		233 958,02		233 958,02	
6581	**Sous Total compte 6581**					**3 823 122,03**	**1 024 289,23**	**3 823 122,03**	**1 024 289,23**	**2 798 832,80**	
65821	Déficit des budgets annexes à caractère					5 363 720,87		5 363 720,87		5 363 720,87	
6582	**Sous Total compte 6582**					**5 363 720,87**		**5 363 720,87**		**5 363 720,87**	
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur mar					20 000,00		20 000,00		20 000,00	
6584	Amendes fiscales et pénales					1 399,00	519,00	1 399,00	519,00	880,00	
65861	Frais de personnel					386 676,64	422,42	386 676,64	422,42	386 254,22	
65869	Remboursements sur frais de fonctionneme						13 612,54		13 612,54		13 612,54
6586	**Sous Total compte 6586**					**386 676,64**	**14 034,96**	**386 676,64**	**14 034,96**	**372 641,68**	
65888	Autres					2 170 493,53	190 795,56	2 170 493,53	190 795,56	1 979 697,97	
6588	**Sous Total compte 6588**					**2 170 493,53**	**190 795,56**	**2 170 493,53**	**190 795,56**	**1 979 697,97**	
658	**Sous Total compte 658**					**11 765 412,07**	**1 229 638,75**	**11 765 412,07**	**1 229 638,75**	**10 535 773,32**	
65	**Sous Total compte 65**					**923 286 490,77**	**11 227 162,46**	**923 286 490,77**	**11 227 162,46**	**912 059 328,31**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					16 521 334,95		16 521 334,95		16 521 334,95	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					6 469 701,50	4 687 009,63	6 469 701,50	4 687 009,63	1 782 691,87	
6611	**Sous Total compte 6611**					**22 991 036,45**	**4 687 009,63**	**22 991 036,45**	**4 687 009,63**	**18 304 026,82**	
661	**Sous Total compte 661**					**22 991 036,45**	**4 687 009,63**	**22 991 036,45**	**4 687 009,63**	**18 304 026,82**	
6688	Autres					478 574,87		478 574,87		478 574,87	
668	**Sous Total compte 668**					**478 574,87**		**478 574,87**		**478 574,87**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66	**Sous Total compte 66**					**23 469 611,32**	**4 687 009,63**	**23 469 611,32**	**4 687 009,63**	**18 782 601,69**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					541 047,37	23 298,80	541 047,37	23 298,80	517 748,57	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					81 487,04		81 487,04		81 487,04	
6761	Différences sur réalisations (positives)					220 210,55		220 210,55		220 210,55	
676	**Sous Total compte 676**					**220 210,55**		**220 210,55**		**220 210,55**	
67	**Sous Total compte 67**					**842 744,96**	**23 298,80**	**842 744,96**	**23 298,80**	**819 446,16**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					122 054 361,27		122 054 361,27		122 054 361,27	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					2 030 450,00		2 030 450,00		2 030 450,00	
681	**Sous Total compte 681**					**124 084 811,27**		**124 084 811,27**		**124 084 811,27**	
68	**Sous Total compte 68**					**124 084 811,27**		**124 084 811,27**		**124 084 811,27**	
	Total classe 6					**1 477 294 319,78**	**51 247 240,00**	**1 477 294 319,78**	**51 247 240,00**	**1 427 691 420,74**	**1 644 340,96**
7022	Coupes de bois						70 856,00		70 856,00		70 856,00
702	**Sous Total compte 702**						**70 856,00**		**70 856,00**		**70 856,00**
70323	Redevance d'occupation du domaine public						839 060,45		839 060,45		839 060,45
7032	**Sous Total compte 7032**						**839 060,45**		**839 060,45**		**839 060,45**
7037	Contribution pour dégradation des voies					790,00	61 275,88	790,00	61 275,88		60 485,88
703	**Sous Total compte 703**					**790,00**	**900 336,33**	**790,00**	**900 336,33**		**899 546,33**
7062	Redevances et droits des services à cara						6 500,00		6 500,00		6 500,00
70641	Taxes d'analyse					7 396,90	491 051,20	7 396,90	491 051,20		483 654,30

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7064	**Sous Total compte 7064**					**7 396,90**	**491 051,20**	**7 396,90**	**491 051,20**		**483 654,30**
7066	Redevances et droits des services à cara						1 948 177,05		1 948 177,05		1 948 177,05
706888	Autres					20 000,00	557 023,05	20 000,00	557 023,05		537 023,05
70688	**Sous Total compte 70688**					**20 000,00**	**557 023,05**	**20 000,00**	**557 023,05**		**537 023,05**
7068	**Sous Total compte 7068**					**20 000,00**	**557 023,05**	**20 000,00**	**557 023,05**		**537 023,05**
706	**Sous Total compte 706**					**27 396,90**	**3 002 751,30**	**27 396,90**	**3 002 751,30**		**2 975 354,40**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)						5 592,06		5 592,06		5 592,06
70848	aux autres organismes					335 733,98	1 225 626,88	335 733,98	1 225 626,88		889 892,90
7084	**Sous Total compte 7084**					**335 733,98**	**1 225 626,88**	**335 733,98**	**1 225 626,88**		**889 892,90**
708721	non dotés de la personnalité morale						1 010 799,13		1 010 799,13		1 010 799,13
70872	**Sous Total compte 70872**						**1 010 799,13**		**1 010 799,13**		**1 010 799,13**
70878	par des tiers					1 364,67	295 258,72	1 364,67	295 258,72		293 894,05
7087	**Sous Total compte 7087**					**1 364,67**	**1 306 057,85**	**1 364,67**	**1 306 057,85**		**1 304 693,18**
708	**Sous Total compte 708**					**337 098,65**	**2 537 276,79**	**337 098,65**	**2 537 276,79**		**2 200 178,14**
70	**Sous Total compte 70**					**365 285,55**	**6 511 220,42**	**365 285,55**	**6 511 220,42**		**6 145 934,87**
722	Immobilisations corporelles						523 858,02		523 858,02		523 858,02
72	**Sous Total compte 72**						**523 858,02**		**523 858,02**		**523 858,02**
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris						4 615 599,00		4 615 599,00		4 615 599,00
73118	Autres contributions directes						22 628,00		22 628,00		22 628,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7311	**Sous Total compte 7311**						**4 638 227,00**		**4 638 227,00**		**4 638 227,00**
73121	Taxe départementale de publicité foncièr						201 125 271,04		201 125 271,04		201 125 271,04
73122	Taxe départementale additionnelle à cert						2 094 640,00		2 094 640,00		2 094 640,00
7312	**Sous Total compte 7312**						**203 219 911,04**		**203 219 911,04**		**203 219 911,04**
73131	Taxe d'aménagement - part départementale						10 326 245,61		10 326 245,61		10 326 245,61
7313	**Sous Total compte 7313**						**10 326 245,61**		**10 326 245,61**		**10 326 245,61**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr					742,00	16 547 315,91	742,00	16 547 315,91		16 546 573,91
731421	TICPE - LRL						75 559 201,26		75 559 201,26		75 559 201,26
731428	TICPE - Autres						6 052 313,37		6 052 313,37		6 052 313,37
73142	**Sous Total compte 73142**						**81 611 514,63**		**81 611 514,63**		**81 611 514,63**
73143	Redevance des mines						2 179 357,00		2 179 357,00		2 179 357,00
7314	**Sous Total compte 7314**					**742,00**	**100 338 187,54**	**742,00**	**100 338 187,54**		**100 337 445,54**
73171	Taxe sur les conventions d'assurance						172 248 433,48		172 248 433,48		172 248 433,48
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour					8 496,05	1 731 411,89	8 496,05	1 731 411,89		1 722 915,84
73172	**Sous Total compte 73172**					**8 496,05**	**1 731 411,89**	**8 496,05**	**1 731 411,89**		**1 722 915,84**
7317	**Sous Total compte 7317**					**8 496,05**	**173 979 845,37**	**8 496,05**	**173 979 845,37**		**173 971 349,32**
731	**Sous Total compte 731**					**9 238,05**	**492 502 416,56**	**9 238,05**	**492 502 416,56**		**492 493 178,51**
73214	Attribution de compensation CVAE - Dépar						85 671 811,00		85 671 811,00		85 671 811,00
7321	**Sous Total compte 7321**						**85 671 811,00**		**85 671 811,00**		**85 671 811,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73221	FNGIR						17 925 606,00		17 925 606,00		17 925 606,00
732251	Attribution au titre du fonds national						19 570 248,00		19 570 248,00		19 570 248,00
73225	**Sous Total compte 73225**						**19 570 248,00**		**19 570 248,00**		**19 570 248,00**
7322	**Sous Total compte 7322**						**37 495 854,00**		**37 495 854,00**		**37 495 854,00**
7324	Frais de gestion de la taxe foncière sur						16 312 282,00		16 312 282,00		16 312 282,00
732	**Sous Total compte 732**						**139 479 947,00**		**139 479 947,00**		**139 479 947,00**
73332	Départements (FSDRIF)						8 407 711,00		8 407 711,00		8 407 711,00
7333	**Sous Total compte 7333**						**8 407 711,00**		**8 407 711,00**		**8 407 711,00**
733	**Sous Total compte 733**						**8 407 711,00**		**8 407 711,00**		**8 407 711,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de						404 851 408,00		404 851 408,00		404 851 408,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE						92 236 251,00		92 236 251,00		92 236 251,00
735	**Sous Total compte 735**						**497 087 659,00**		**497 087 659,00**		**497 087 659,00**
73918	Autres reversements et restitutions sur					1 275 756,69		1 275 756,69		1 275 756,69	
7391	**Sous Total compte 7391**					**1 275 756,69**		**1 275 756,69**		**1 275 756,69**	
7392251	Prélèvements au titre du fonds national					23 543 063,00		23 543 063,00		23 543 063,00	
739225	**Sous Total compte 739225**					**23 543 063,00**		**23 543 063,00**		**23 543 063,00**	
73922	**Sous Total compte 73922**					**23 543 063,00**		**23 543 063,00**		**23 543 063,00**	
7392	**Sous Total compte 7392**					**23 543 063,00**		**23 543 063,00**		**23 543 063,00**	
73951	Fraction compensatoire de la TFPB et de					3 528 487,00		3 528 487,00		3 528 487,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73952	Fraction compensatoire de la CVAE					803 886,00		803 886,00		803 886,00	
7395	**Sous Total compte 7395**					**4 332 373,00**		**4 332 373,00**		**4 332 373,00**	
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen					2 294 010,33	910 565,59	2 294 010,33	910 565,59	1 383 444,74	
739	**Sous Total compte 739**					**31 445 203,02**	**910 565,59**	**31 445 203,02**	**910 565,59**	**30 534 637,43**	
73	**Sous Total compte 73**					**31 454 441,07**	**1 138 388 299,15**	**31 454 441,07**	**1 138 388 299,15**		**1 106 933 858,08**
74121	Dotation forfaitaire des départements						57 296 394,00		57 296 394,00		57 296 394,00
741222	Dotation de péréquation urbaine des dépa						22 082 689,00		22 082 689,00		22 082 689,00
741223	Dotation de compensation des département						13 742 986,00		13 742 986,00		13 742 986,00
74122	**Sous Total compte 74122**						**35 825 675,00**		**35 825 675,00**		**35 825 675,00**
7412	**Sous Total compte 7412**						**93 122 069,00**		**93 122 069,00**		**93 122 069,00**
741	**Sous Total compte 741**						**93 122 069,00**		**93 122 069,00**		**93 122 069,00**
744	FCTVA						1 900 287,74		1 900 287,74		1 900 287,74
74621	DGD						4 120 007,00		4 120 007,00		4 120 007,00
7462	**Sous Total compte 7462**						**4 120 007,00**		**4 120 007,00**		**4 120 007,00**
746	**Sous Total compte 746**						**4 120 007,00**		**4 120 007,00**		**4 120 007,00**
74718	Autres					3 184 293,00	10 725 798,28	3 184 293,00	10 725 798,28		7 541 505,28
7471	**Sous Total compte 7471**					**3 184 293,00**	**10 725 798,28**	**3 184 293,00**	**10 725 798,28**		**7 541 505,28**
7472	Régions					692 290,93	960 799,24	692 290,93	960 799,24		268 508,31
74748	Autres communes						91 304,00		91 304,00		91 304,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7474	**Sous Total compte 7474**						**91 304,00**		**91 304,00**		**91 304,00**
74758	Autres groupements					16 205 646,93	46 515 158,99	16 205 646,93	46 515 158,99		30 309 512,06
7475	**Sous Total compte 7475**					**16 205 646,93**	**46 515 158,99**	**16 205 646,93**	**46 515 158,99**		**30 309 512,06**
74771	Fonds social européen						221 362,00		221 362,00		221 362,00
74772	FEDER						1 214 315,08		1 214 315,08		1 214 315,08
74778	Autres fonds européens					11 400,00	11 400,00	11 400,00	11 400,00		0,00
7477	**Sous Total compte 7477**					**11 400,00**	**1 447 077,08**	**11 400,00**	**1 447 077,08**		**1 435 677,08**
747811	Dotation versée au titre de l'APA					3 252 000,00	37 849 137,66	3 252 000,00	37 849 137,66		34 597 137,66
747812	Dotation versée au titre de la PCH					2 194 000,00	21 242 399,70	2 194 000,00	21 242 399,70		19 048 399,70
7478141	Part autonomie						714 701,29		714 701,29		714 701,29
7478142	Part prévention						1 283 479,94		1 283 479,94		1 283 479,94
747814	**Sous Total compte 747814**						**1 998 181,23**		**1 998 181,23**		**1 998 181,23**
747818	Autres						1 935 802,13		1 935 802,13		1 935 802,13
74781	**Sous Total compte 74781**					**5 446 000,00**	**63 025 520,72**	**5 446 000,00**	**63 025 520,72**		**57 579 520,72**
74783	Fonds de mobilisation départemental pour						10 469 234,00		10 469 234,00		10 469 234,00
747888	Autres						9 114 638,74		9 114 638,74		9 114 638,74
74788	**Sous Total compte 74788**						**9 114 638,74**		**9 114 638,74**		**9 114 638,74**
7478	**Sous Total compte 7478**					**5 446 000,00**	**82 609 393,46**	**5 446 000,00**	**82 609 393,46**		**77 163 393,46**
747	**Sous Total compte 747**					**25 539 630,86**	**142 349 531,05**	**25 539 630,86**	**142 349 531,05**		**116 809 900,19**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
748312	D.C.R.T.P.						18 288 180,00		18 288 180,00		18 288 180,00
74831	**Sous Total compte 74831**						**18 288 180,00**		**18 288 180,00**		**18 288 180,00**
74835	Dotation pour transfert de compensations						2 794 255,00		2 794 255,00		2 794 255,00
7483	**Sous Total compte 7483**						**21 082 435,00**		**21 082 435,00**		**21 082 435,00**
74881	Participation des familles au titre de l					16 318,52	4 585 928,69	16 318,52	4 585 928,69		4 569 610,17
74888	Autres						7 482 518,00		7 482 518,00		7 482 518,00
7488	**Sous Total compte 7488**					**16 318,52**	**12 068 446,69**	**16 318,52**	**12 068 446,69**		**12 052 128,17**
748	**Sous Total compte 748**					**16 318,52**	**33 150 881,69**	**16 318,52**	**33 150 881,69**		**33 134 563,17**
74	**Sous Total compte 74**					**25 555 949,38**	**274 642 776,48**	**25 555 949,38**	**274 642 776,48**		**249 086 827,10**
7511	Recouvrements sur départements et autres					34,90	772 431,52	34,90	772 431,52		772 396,62
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale et or					7 371,24	476 719,16	7 371,24	476 719,16		469 347,92
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa					7 629,14	6 865 150,97	7 629,14	6 865 150,97		6 857 521,83
7518	Recouvrements sur autres redevables					2 983,41	350 052,89	2 983,41	350 052,89		347 069,48
751	**Sous Total compte 751**					**18 018,69**	**8 464 354,54**	**18 018,69**	**8 464 354,54**		**8 446 335,85**
752	Revenus des immeubles						335 662,49		335 662,49		335 662,49
7533	APA					1 193,06	31 355,60	1 193,06	31 355,60		30 162,54
75342	Allocations forfaitaires					54 898,32	3 562 565,34	54 898,32	3 562 565,34		3 507 667,02
75343	Allocations forfaitaires majorées					3 866,64	551 930,82	3 866,64	551 930,82		548 064,18
7534	**Sous Total compte 7534**					**58 764,96**	**4 114 496,16**	**58 764,96**	**4 114 496,16**		**4 055 731,20**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7535	PCH						94 735,34		94 735,34		94 735,34
7538	Autres					7 188,26	76 532,13	7 188,26	76 532,13		69 343,87
753	**Sous Total compte 753**					**67 146,28**	**4 317 119,23**	**67 146,28**	**4 317 119,23**		**4 249 972,95**
755	Dédits et pénalités perçus					12 104,44	36 780,26	12 104,44	36 780,26		24 675,82
7574	Subventions de fonctionnement des person						43 757,40		43 757,40		43 757,40
757	**Sous Total compte 757**						**43 757,40**		**43 757,40**		**43 757,40**
7584	Recouvrement sur créances admises en non						0,02		0,02		0,02
75883	Excédents sur opérations de gestion						8,02		8,02		8,02
75888	Autres					175 900,13	11 595 848,35	175 900,13	11 595 848,35		11 419 948,22
7588	**Sous Total compte 7588**					**175 900,13**	**11 595 856,37**	**175 900,13**	**11 595 856,37**		**11 419 956,24**
758	**Sous Total compte 758**					**175 900,13**	**11 595 856,39**	**175 900,13**	**11 595 856,39**		**11 419 956,26**
75	**Sous Total compte 75**					**273 169,54**	**24 793 530,31**	**273 169,54**	**24 793 530,31**		**24 520 360,77**
761	Produits de participations						92 081,79		92 081,79		92 081,79
7621	Produits des autres immobilisations fina						4 252,55		4 252,55		4 252,55
762	**Sous Total compte 762**						**4 252,55**		**4 252,55**		**4 252,55**
7688	Autres						544 159,32		544 159,32		544 159,32
768	**Sous Total compte 768**						**544 159,32**		**544 159,32**		**544 159,32**
76	**Sous Total compte 76**						**640 493,66**		**640 493,66**		**640 493,66**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						1 887 383,52		1 887 383,52		1 887 383,52

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
775	Produits des cessions d'immobilisations						258 154,83		258 154,83		258 154,83
7761	Différences sur réalisations (négatives)						43 542,76		43 542,76		43 542,76
776	**Sous Total compte 776**						**43 542,76**		**43 542,76**		**43 542,76**
777	Recettes et quote-part des subventions d						12 900 677,00		12 900 677,00		12 900 677,00
77	**Sous Total compte 77**						**15 089 758,11**		**15 089 758,11**		**15 089 758,11**
	Total classe 7					**57 648 845,54**	**1 460 589 936,15**	**57 648 845,54**	**1 460 589 936,15**	**30 534 637,43**	**1 433 475 728,04**
	Total général	**8 538 081 553,01**	**8 538 081 553,01**	**6 393 191 170,28**	**6 341 090 827,72**	**2 012 110 606,63**	**2 064 210 949,19**	**16 943 383 329,92**	**16 943 383 329,92**	**10 182 102 256,84**	**10 182 102 256,84**

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT Balance d'entrée	DEBIT Année en cours	DEBIT TOTAL	CREDIT Balance d'entrée	CREDIT Année en cours	CREDIT TOTAL	SOLDES Débiteurs	SOLDES Créditeurs
861 Portefeuille							0,00	0,00
UAS DEPARTEMENTALES	172 230,00	301 425,00	473 655,00	0,00	382 905,00	382 905,00	90 750,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	172 230,00	301 425,00	473 655,00	0,00	382 905,00	382 905,00	90 750,00	0,00
862 Correspondant							0,00	0,00
UAS DEPARTEMENTALES	36 025,00	380 850,00	416 875,00	0,00	377 975,00	377 975,00	38 900,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	36 025,00	380 850,00	416 875,00	0,00	377 975,00	377 975,00	38 900,00	0,00
863 Prise en charge titre et valeur							0,00	0,00
UAS DEPARTEMENTALES	0,00	378 605,00	378 605,00	208 255,00	300 000,00	508 255,00	0,00	129 650,00
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	378 605,00	378 605,00	208 255,00	300 000,00	508 255,00	0,00	129 650,00
TOTAUX	208 255,00	1 060 880,00	1 269 135,00	208 255,00	1 060 880,00	1 269 135,00	129 650,00	129 650,00

Page des signatures

02000 - DEPARTEMENT SEINE ET MARNE Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ODILE Isabelle (1017758048-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE SEINE-ET-MARNE**, le **04/04/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **DEPARTEMENT SEINE ET MARNE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

SIBLET-BEUVAIN Christine (1007170202-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie A **SEINE-ET-MARNE**, le **04/04/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
P.DEP SEINE-ET-MARNE
N° CODIQUE 077090
Date Edition : 04/03/2025
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 02001
N° de SIRET 22770001000134

MUSEES DEP SEINE ET MARNE
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme CHRISTINE SIBLET-BEUVAIN

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 04/03/2025

Nomenclature M4 spic
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 35
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 36
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 45
4EME PARTIE : Page des signatures 46

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)		Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions		Réserves	
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	1 490,46
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	69,00
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)		Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**1 559,46**
Créances	1 578,06	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités	0,80	Fournisseurs(2)	16,58
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	2,75
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 578,86**	**Total dettes à court terme**	**19,33**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**19,33**
		Comptes de régularisations	**0,07**
TOTAL ACTIF	**1 578,86**	**TOTAL PASSIF**	**1 578,86**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2025

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Constructions mises à disposition				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER				

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I				

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	7 059,35		7 059,35	4 664,00
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres	32 597,37		32 597,37	24 726,98
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	1 538 400,84		1 538 400,84	1 498 859,75
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	800,00		800,00	800,00
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**1 578 857,56**		**1 578 857,56**	**1 529 050,73**

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				1,93
	Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				**1,93**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**1 578 857,56**		**1 578 857,56**	**1 529 052,66**

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

PASSIF		Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	1 490 455,70	1 475 336,92
	Résultat de l'exercice	69 003,15	15 118,78
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**1 559 458,85**	**1 490 455,70**

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

PASSIF		Exercice 2024	Exercice 2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

PASSIF		Exercice 2024	Exercice 2023
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	16 583,45	34 184,34
	Dettes fiscales et sociales	1 623,71	3 197,82
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales (impôts sur bénéfices)		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes	1 126,00	204,00
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**19 333,16**	**37 586,16**

BILAN (en Euros)

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	65,55	1 010,80
	Écart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**65,55**	**1 010,80**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**1 578 857,56**	**1 529 052,66**

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	564,58	457,77
Autres produits	0,94	0,77
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	565,52	458,53
Traitements, salaires, charges sociales	229,65	232,08
Achats et charges externes	265,65	210,48
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges	1,17	0,87
Charges courantes non financières	496,47	443,43
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**69,05**	**15,10**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**69,05**	**15,10**
Produits exceptionnels		0,02
Charges exceptionnelles	0,05	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-0,05**	**0,02**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**69,00**	**15,12**

COMPTE DE RESULTAT 2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	4 124,99	
Prestations de services	414 316,31	328 836,63
Divers	146 135,67	128 932,71
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	944,09	765,01
TOTAL I	**565 521,06**	**458 534,35**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	265 650,49	210 480,82
Impôts et taxes sur rémunérations	1 167,44	870,53
Autres impôts, taxes et versem assimilés		

COMPTE DE RESULTAT 2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	167 273,47	186 204,55
Charges sociales	62 372,40	45 874,13
Dotations amortissements sur immob		
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges	4,11	1,03
TOTAL II	**496 467,91**	**443 431,06**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**69 053,15**	**15 103,29**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		

COMPTE DE RESULTAT 2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV		
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	**69 053,15**	**15 103,29**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		14,00
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital		1,49
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V		**15,49**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	50,00	
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	**50,00**	

COMPTE DE RESULTAT 2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**-50,00**	**15,49**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**565 521,06**	**458 549,84**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	**496 517,91**	**443 431,06**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**69 003,15**	**15 118,78**

Opérations Compte de Tiers

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)		2 088 730,70	2 088 730,70
Titres de recette émis (b)		566 200,06	566 200,06
Réductions de titres (c)		679,00	679,00
Recettes nettes (d = b - c)		565 521,06	565 521,06
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)		598 275,00	598 275,00
Mandats émis (f)		499 033,83	499 033,83
Annulations de mandats (g)		2 515,92	2 515,92
Depenses nettes (h = f - g)		496 517,91	496 517,91
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		69 003,15	69 003,15
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial MUSEES DEP SEINE ET MARNE					
Investissement					
Fonctionnement	1 490 455,70		69 003,15		1 559 458,85
Sous-Total	**1 490 455,70**		**69 003,15**		**1 559 458,85**
TOTAL III	**1 490 455,70**		**69 003,15**		**1 559 458,85**
TOTAL I + II + III	**1 490 455,70**		**69 003,15**		**1 559 458,85**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	358 590,00		358 590,00	268 166,41	2 515,92	265 650,49	92 939,51
012	Charges de personnel et frais assimilés	233 560,00	5 000,00	238 560,00	230 813,31		230 813,31	7 746,69
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	125,00		125,00	4,11		4,11	120,89
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000,00		1 000,00	50,00		50,00	950,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**593 275,00**	**5 000,00**	**598 275,00**	**499 033,83**	**2 515,92**	**496 517,91**	**101 757,09**
TOTAL GENERAL		**593 275,00**	**5 000,00**	**598 275,00**	**499 033,83**	**2 515,92**	**496 517,91**	**101 757,09**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	587 893,00	5 000,00	592 893,00	565 255,97	679,00	564 576,97	28 316,03
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	5 382,00		5 382,00	944,09		944,09	4 437,91
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**593 275,00**	**5 000,00**	**598 275,00**	**566 200,06**	**679,00**	**565 521,06**	**32 753,94**
002	Résultat d'exploitation reporté		1 490 455,70	1 490 455,70				1 490 455,70
TOTAL GENERAL		**593 275,00**	**1 495 455,70**	**2 088 730,70**	**566 200,06**	**679,00**	**565 521,06**	**1 523 209,64**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT

RECETTES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6068	Autres matières et fournitures	67 202,88	1 583,00	65 619,88
611	Sous-traitance générale	151 738,41	252,60	151 485,81
618	Divers	24 651,22	680,32	23 970,90
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	470,00		470,00
6236	Catalogues et imprimés	19 151,36		19 151,36
6257	Réceptions	1 729,23		1 729,23
627	Services bancaires et assimilés	1 767,17		1 767,17
62878	à des tiers	870,31		870,31
6288	Autres	585,83		585,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**268 166,41**	**2 515,92**	**265 650,49**
6336	Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la fonction publique territoriale	1 167,44		1 167,44
6411	Salaires, appointements, commissions de base	118 665,70		118 665,70
6414	Indemnités et avantages divers	47 891,61		47 891,61
6415	Supplément familial	45,80		45,80
6451	Cotisations à l'URSSAF	19 783,27		19 783,27
6453	Cotisations aux caisses de retraite	39 155,74		39 155,74
6478	Autres charges sociales diverses	3 433,39		3 433,39
648	Autres charges de personnel	670,36		670,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**230 813,31**		**230 813,31**
6588	Autres charges diverses de gestion courante	4,11		4,11
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**4,11**		**4,11**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	50,00		50,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**50,00**		**50,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**499 033,83**	**2 515,92**	**496 517,91**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**499 033,83**	**2 515,92**	**496 517,91**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
706	Prestations de services	414 995,31	679,00	414 316,31
707	Ventes de marchandises	4 124,99		4 124,99
7085	Ports et frais accessoires facturés	15,60		15,60
7088	Autres produits d'activités annexes (cessions d'approvisionnements...)	146 120,07		146 120,07
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES**	**565 255,97**	**679,00**	**564 576,97**
7583	Excédents sur opérations de gestion	943,60		943,60
7588	Autres	0,49		0,49
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**944,09**		**944,09**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**566 200,06**	**679,00**	**565 521,06**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**566 200,06**	**679,00**	**565 521,06**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)		1 475 336,92		15 118,78				1 490 455,70		1 490 455,70
11	**Sous Total compte 11**		**1 475 336,92**		**15 118,78**				**1 490 455,70**		**1 490 455,70**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert		15 118,78	15 118,78				15 118,78	15 118,78		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**15 118,78**	**15 118,78**				**15 118,78**	**15 118,78**		**0,00**
	Total classe 1		**1 490 455,70**	**15 118,78**	**15 118,78**			**15 118,78**	**1 505 574,48**		**1 490 455,70**
4011	Fournisseurs		31 668,42	301 574,06	279 863,07			301 574,06	311 531,49		9 957,43
401	**Sous Total compte 401**		**31 668,42**	**301 574,06**	**279 863,07**			**301 574,06**	**311 531,49**		**9 957,43**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		2 515,92	2 515,92	6 626,02			2 515,92	9 141,94		6 626,02
40	**Sous Total compte 40**		**34 184,34**	**304 089,98**	**286 489,09**			**304 089,98**	**320 673,43**		**16 583,45**
411	Clients	4 064,00		38 795,25	37 739,90			42 859,25	37 739,90	5 119,35	
4161	Créances douteuses	600,00		2 570,00	2 840,00			3 170,00	2 840,00	330,00	
416	**Sous Total compte 416**	**600,00**		**2 570,00**	**2 840,00**			**3 170,00**	**2 840,00**	**330,00**	
418	Clients - Produits non encore facturés			1 610,00				1 610,00		1 610,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
41	**Sous Total compte 41**	**4 664,00**		**42 975,25**	**40 579,90**			**47 639,25**	**40 579,90**	**7 059,35**	
421	Personnel - Rémunérations dues			129 572,21	129 572,21			129 572,21	129 572,21		0,00
42	**Sous Total compte 42**			**129 572,21**	**129 572,21**			**129 572,21**	**129 572,21**		**0,00**
431	Sécurité sociale			36 948,93	36 948,93			36 948,93	36 948,93		0,00
437	Autres organismes sociaux			54 847,86	54 847,86			54 847,86	54 847,86		0,00
43	**Sous Total compte 43**			**91 796,79**	**91 796,79**			**91 796,79**	**91 796,79**		**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			7 270,49	7 270,49			7 270,49	7 270,49		0,00
442	**Sous Total compte 442**			**7 270,49**	**7 270,49**			**7 270,49**	**7 270,49**		**0,00**
4452	TVA intracommunautaire due		967,29	2 381,56	1 597,89			2 381,56	2 565,18		183,62
44551	TVA à décaisser			2 381,00	2 381,00			2 381,00	2 381,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**2 381,00**	**2 381,00**			**2 381,00**	**2 381,00**		**0,00**
44566	TVA sur autres biens et services	749,98		24 027,41	23 457,02			24 777,39	23 457,02	1 320,37	
44567	Crédit de TVA à reporter	19 008,00		26 308,00	19 008,00			45 316,00	19 008,00	26 308,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4456	**Sous Total compte 4456**	**19 757,98**		**50 335,41**	**42 465,02**			**70 093,39**	**42 465,02**	**27 628,37**	
44571	TVA collectée		2 230,53	16 157,51	15 367,07			16 157,51	17 597,60		1 440,09
4457	**Sous Total compte 4457**		**2 230,53**	**16 157,51**	**15 367,07**			**16 157,51**	**17 597,60**		**1 440,09**
44581	Acomptes - Régime simplifié d'imposition	4 969,00						4 969,00		4 969,00	
4458	**Sous Total compte 4458**	**4 969,00**						**4 969,00**		**4 969,00**	
445	**Sous Total compte 445**	**24 726,98**	**3 197,82**	**71 255,48**	**61 810,98**			**95 982,46**	**65 008,80**	**30 973,66**	
44	**Sous Total compte 44**	**24 726,98**	**3 197,82**	**78 525,97**	**69 081,47**			**103 252,95**	**72 279,29**	**30 973,66**	
451001	Compte de rattachement avec (à subdivis	1 498 859,75		575 856,12	536 315,03			2 074 715,87	536 315,03	1 538 400,84	
451	**Sous Total compte 451**	**1 498 859,75**		**575 856,12**	**536 315,03**			**2 074 715,87**	**536 315,03**	**1 538 400,84**	
45	**Sous Total compte 45**	**1 498 859,75**		**575 856,12**	**536 315,03**			**2 074 715,87**	**536 315,03**	**1 538 400,84**	
466	Excédents de versement			360,00	1 038,00			360,00	1 038,00		678,00
46711	Autres comptes créditeurs		204,00	4 291,04	4 535,04			4 291,04	4 739,04		448,00
4671	**Sous Total compte 4671**		**204,00**	**4 291,04**	**4 535,04**			**4 291,04**	**4 739,04**		**448,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Débiteurs divers - Amiable			943,60	943,60			943,60	943,60		0,00
4672	**Sous Total compte 4672**			**943,60**	**943,60**			**943,60**	**943,60**		**0,00**
467	**Sous Total compte 467**		**204,00**	**5 234,64**	**5 478,64**			**5 234,64**	**5 682,64**		**448,00**
46	**Sous Total compte 46**		**204,00**	**5 594,64**	**6 516,64**			**5 594,64**	**6 720,64**		**1 126,00**
4711	Versements des régisseurs			539 567,29	539 567,29			539 567,29	539 567,29		0,00
4713	Recettes perçues avant émission des titr		480,00	990,00	575,00			990,00	1 055,00		65,00
471412	Excédents à réimputer - Personnes morale		300,00	1 038,00	738,00			1 038,00	1 038,00		0,00
47141	**Sous Total compte 47141**		**300,00**	**1 038,00**	**738,00**			**1 038,00**	**1 038,00**		**0,00**
4714	**Sous Total compte 4714**		**300,00**	**1 038,00**	**738,00**			**1 038,00**	**1 038,00**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser		230,80	1 174,40	943,60			1 174,40	1 174,40		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**1 010,80**	**542 769,69**	**541 823,89**			**542 769,69**	**542 834,69**		**65,00**
4728	Autres dépenses à régulariser			2 902,36	2 902,36			2 902,36	2 902,36		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**2 902,36**	**2 902,36**			**2 902,36**	**2 902,36**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,93		0,43	2,91			2,36	2,91		0,55
478	**Sous Total compte 478**	**1,93**		**0,43**	**2,91**			**2,36**	**2,91**		**0,55**
47	**Sous Total compte 47**	**1,93**	**1 010,80**	**545 672,48**	**544 729,16**			**545 674,41**	**545 739,96**		**65,55**
	Total classe 4	**1 528 252,66**	**38 596,96**	**1 774 083,44**	**1 705 080,29**			**3 302 336,10**	**1 743 677,25**	**1 578 057,56**	**19 398,71**
5411	Régisseurs d'avances (avances)			1 747,80	1 747,80			1 747,80	1 747,80		0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	800,00						800,00		800,00	
541	**Sous Total compte 541**	**800,00**		**1 747,80**	**1 747,80**			**2 547,80**	**1 747,80**	**800,00**	
54	**Sous Total compte 54**	**800,00**		**1 747,80**	**1 747,80**			**2 547,80**	**1 747,80**	**800,00**	
588	Autres virements internes			2 381,98	2 381,98			2 381,98	2 381,98		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**2 381,98**	**2 381,98**			**2 381,98**	**2 381,98**		**0,00**
	Total classe 5	**800,00**		**4 129,78**	**4 129,78**			**4 929,78**	**4 129,78**	**800,00**	
6068	Autres matières et fournitures					67 202,88	1 583,00	67 202,88	1 583,00	65 619,88	
606	**Sous Total compte 606**					**67 202,88**	**1 583,00**	**67 202,88**	**1 583,00**	**65 619,88**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60	**Sous Total compte 60**					**67 202,88**	**1 583,00**	**67 202,88**	**1 583,00**	**65 619,88**	
611	Sous-traitance générale					151 738,41	252,60	151 738,41	252,60	151 485,81	
618	Divers					24 651,22	680,32	24 651,22	680,32	23 970,90	
61	**Sous Total compte 61**					**176 389,63**	**932,92**	**176 389,63**	**932,92**	**175 456,71**	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur					470,00		470,00		470,00	
622	**Sous Total compte 622**					**470,00**		**470,00**		**470,00**	
6236	Catalogues et imprimés					19 151,36		19 151,36		19 151,36	
623	**Sous Total compte 623**					**19 151,36**		**19 151,36**		**19 151,36**	
6257	Réceptions					1 729,23		1 729,23		1 729,23	
625	**Sous Total compte 625**					**1 729,23**		**1 729,23**		**1 729,23**	
627	Services bancaires et assimilés					1 767,17		1 767,17		1 767,17	
62878	à des tiers					870,31		870,31		870,31	
6287	**Sous Total compte 6287**					**870,31**		**870,31**		**870,31**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6288	Autres					585,83		585,83		585,83	
628	**Sous Total compte 628**					**1 456,14**		**1 456,14**		**1 456,14**	
62	**Sous Total compte 62**					**24 573,90**		**24 573,90**		**24 573,90**	
6336	Cotisations au centre national et aux ce					1 167,44		1 167,44		1 167,44	
633	**Sous Total compte 633**					**1 167,44**		**1 167,44**		**1 167,44**	
63	**Sous Total compte 63**					**1 167,44**		**1 167,44**		**1 167,44**	
6411	Salaires, appointements, commissions de					118 665,70		118 665,70		118 665,70	
6414	Indemnités et avantages divers					47 891,61		47 891,61		47 891,61	
6415	Supplément familial					45,80		45,80		45,80	
641	**Sous Total compte 641**					**166 603,11**		**166 603,11**		**166 603,11**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					19 783,27		19 783,27		19 783,27	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					39 155,74		39 155,74		39 155,74	
645	**Sous Total compte 645**					**58 939,01**		**58 939,01**		**58 939,01**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6478	Autres charges sociales diverses					3 433,39		3 433,39		3 433,39	
647	**Sous Total compte 647**					**3 433,39**		**3 433,39**		**3 433,39**	
648	Autres charges de personnel					670,36		670,36		670,36	
64	**Sous Total compte 64**					**229 645,87**		**229 645,87**		**229 645,87**	
6588	Autres charges diverses de gestion coura					4,11		4,11		4,11	
658	**Sous Total compte 658**					**4,11**		**4,11**		**4,11**	
65	**Sous Total compte 65**					**4,11**		**4,11**		**4,11**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					50,00		50,00		50,00	
67	**Sous Total compte 67**					**50,00**		**50,00**		**50,00**	
	Total classe 6					**499 033,83**	**2 515,92**	**499 033,83**	**2 515,92**	**496 517,91**	
706	Prestations de services					679,00	414 995,31	679,00	414 995,31		414 316,31
707	Ventes de marchandises						4 124,99		4 124,99		4 124,99
7085	Ports et frais accessoires facturés						15,60		15,60		15,60

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7088	Autres produits d'activités annexes (ces						146 120,07		146 120,07		146 120,07
708	**Sous Total compte 708**						**146 135,67**		**146 135,67**		**146 135,67**
70	**Sous Total compte 70**					**679,00**	**565 255,97**	**679,00**	**565 255,97**		**564 576,97**
7583	Excédents sur opérations de gestion						943,60		943,60		943,60
7588	Autres						0,49		0,49		0,49
758	**Sous Total compte 758**						**944,09**		**944,09**		**944,09**
75	**Sous Total compte 75**						**944,09**		**944,09**		**944,09**
	Total classe 7					**679,00**	**566 200,06**	**679,00**	**566 200,06**		**565 521,06**
	Total général	**1 529 052,66**	**1 529 052,66**	**1 793 332,00**	**1 724 328,85**	**499 712,83**	**568 715,98**	**3 822 097,49**	**3 822 097,49**	**2 075 375,47**	**2 075 375,47**

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

02001 - MUSEES DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ODILE Isabelle (1017758048-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE SEINE-ET-MARNE**, le **06/03/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **MUSEES DEP SEINE ET MARNE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

SIBLET-BEUVAIN Christine (1007170202-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie A **SEINE-ET-MARNE**, le **06/03/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
P.DEP SEINE-ET-MARNE
N° CODIQUE 077090
Date Edition : 04/03/2025
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 02005
N° de SIRET 22770001000936

RESTAURATION SCOLAIRE
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme CHRISTINE SIBLET-BEUVAIN

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 04/03/2025

Nomenclature M57
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 19
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 23
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 27
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 28
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 37
4EME PARTIE : Page des signatures 38

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles	274,83	Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	920,16
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**920,16**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	21,60	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	409,06	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**705,48**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 615,67
Stocks		Autres dettes non financières	4 383,29
Créances	11 728,58	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**12 998,97**
Trésorerie	1 553,03	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**13 281,61**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**12 998,97**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	67,96
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**13 987,09**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**13 987,09**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

BILAN (en Euros)

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles		330 937,04	56 109,00	274 828,04	
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel		33 402,64	11 807,00	21 595,64	
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		813 522,22	404 467,00	409 055,22	
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**1 177 861,90**	**472 383,00**	**705 478,90**	

BILAN (en Euros)

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		8 460 832,25		8 460 832,25	
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité		2 567 955,27		2 567 955,27	
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		699 794,80		699 794,80	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**11 728 582,32**		**11 728 582,32**	
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		1 553 026,15		1 553 026,15	
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**1 553 026,15**		**1 553 026,15**	
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**14 459 470,37**	**472 383,00**	**13 987 087,37**	

BILAN (en Euros)

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		920 164,49	
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**920 164,49**	

BILAN (en Euros)

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 615 671,09	
Dettes fiscales et sociales		20 651,87	
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		4 361 552,29	
Autres dettes non financières		1 090,80	
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**12 998 966,05**	
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**12 998 966,05**	
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		67 956,83	
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**13 987 087,37**	

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations	10 698,79	
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	20,41	
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	5 363,72	
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**16 082,93**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	8 495,58	
Charges de personnel	4 845,04	
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	262,21	
Impôts et taxes	26,82	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	472,38	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**14 102,03**	

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	1 060,73	
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**1 060,73**	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**920,16**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**920,16**	

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations		10 698 793,69		
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		20 412,00		
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		5 363 720,95		
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**16 082 926,64**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		8 495 575,31		
Charges de personnel		4 845 040,45		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		3 414 984,20		
Dont charges sociales		1 430 056,25		
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		262 214,73		
Impôts et taxes		26 816,56		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		472 383,00		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**14 102 030,05**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		1 060 732,10		
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Dont autres organismes publics		1 060 732,10		
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**1 060 732,10**		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**920 164,49**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**920 164,49**		

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 395 741,98	20 257 876,98	21 653 618,96
Titres de recette émis (b)	472 383,00	16 082 926,64	16 555 309,64
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	472 383,00	16 082 926,64	16 555 309,64
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 395 741,98	20 257 876,98	21 653 618,96
Mandats émis (f)	1 177 861,90	15 200 910,67	16 378 772,57
Annulations de mandats (g)		38 148,52	38 148,52
Dépenses nettes (h = f - g)	1 177 861,90	15 162 762,15	16 340 624,05
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		920 164,49	214 685,59
(h - d) Déficit	705 478,90		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
RESTAURATION SCOLAIRE					
Investissement			-705 478,90		-705 478,90
Fonctionnement			920 164,49		920 164,49
Sous-Total			**214 685,59**		**214 685,59**
TOTAL II			**214 685,59**		**214 685,59**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III			**214 685,59**		**214 685,59**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		400 000,00	400 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		995 741,98	995 741,98
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**		**1 395 741,98**	**1 395 741,98**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**		**1 395 741,98**	**1 395 741,98**
TOTAL GENERAL			**1 395 741,98**	**1 395 741,98**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
20	400 000,00	330 937,04		330 937,04	69 062,96
21	995 741,98	846 924,86		846 924,86	148 817,12
SOUS-TOTAL	**1 395 741,98**	**1 177 861,90**		**1 177 861,90**	**217 880,08**
TOTAL	**1 395 741,98**	**1 177 861,90**		**1 177 861,90**	**217 880,08**
TOTAL GENERAL	**1 395 741,98**	**1 177 861,90**		**1 177 861,90**	**217 880,08**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE

Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)		734 741,98	734 741,98
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		661 000,00	661 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**		**1 395 741,98**	**1 395 741,98**
TOTAL GENERAL			**1 395 741,98**	**1 395 741,98**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
021	734 741,98				734 741,98
040	661 000,00	472 383,00		472 383,00	188 617,00
TOTAL	**1 395 741,98**	**472 383,00**		**472 383,00**	**923 358,98**
TOTAL GENERAL	**1 395 741,98**	**472 383,00**		**472 383,00**	**923 358,98**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	11 301 827,98	-992 977,98	10 308 850,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	8 000 000,00	-1 793 930,00	6 206 070,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		1 747 215,00	1 747 215,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	600 000,00		600 000,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**19 901 827,98**	**-1 039 692,98**	**18 862 135,00**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)		734 741,98	734 741,98
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		661 000,00	661 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**		**1 395 741,98**	**1 395 741,98**
TOTAL GENERAL		**19 901 827,98**	**356 049,00**	**20 257 876,98**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	10 308 850,00	8 533 723,83	38 148,52	8 495 575,31	1 813 274,69
012	6 206 070,00	4 871 857,01		4 871 857,01	1 334 212,99
65	1 747 215,00	1 322 946,83		1 322 946,83	424 268,17
68	600 000,00				600 000,00
TOTAL	**18 862 135,00**	**14 728 527,67**	**38 148,52**	**14 690 379,15**	**4 171 755,85**
023	734 741,98				734 741,98
042	661 000,00	472 383,00		472 383,00	188 617,00
TOTAL	**1 395 741,98**	**472 383,00**		**472 383,00**	**923 358,98**
TOTAL GENERAL	**20 257 876,98**	**15 200 910,67**	**38 148,52**	**15 162 762,15**	**5 095 114,83**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES			
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	8 400 000,00		8 400 000,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	11 501 827,98	356 049,00	11 857 876,98
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**19 901 827,98**	**356 049,00**	**20 257 876,98**
TOTAL GENERAL		**19 901 827,98**	**356 049,00**	**20 257 876,98**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70		20 412,00		20 412,00	-20 412,00
74	8 400 000,00	10 698 793,69		10 698 793,69	-2 298 793,69
75	11 857 876,98	5 363 720,95		5 363 720,95	6 494 156,03
TOTAL	**20 257 876,98**	**16 082 926,64**		**16 082 926,64**	**4 174 950,34**
TOTAL GENERAL	**20 257 876,98**	**16 082 926,64**		**16 082 926,64**	**4 174 950,34**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2051	Concessions et droits similaires	330 937,04		330 937,04
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**330 937,04**		**330 937,04**
21578	Autre matériel technique	33 402,64		33 402,64
21838	Autre matériel informatique	813 522,22		813 522,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**846 924,86**		**846 924,86**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**1 177 861,90**		**1 177 861,90**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**1 177 861,90**		**1 177 861,90**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 177 861,90**		**1 177 861,90**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires	56 109,00		56 109,00
281578	Autre matériel technique	11 807,00		11 807,00
281838	Autre matériel informatique	404 467,00		404 467,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**472 383,00**		**472 383,00**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**472 383,00**		**472 383,00**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**472 383,00**		**472 383,00**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6027	Alimentation	38 148,52	38 148,52	
60621	Combustibles	420 500,00		420 500,00
60623	Alimentation	7 689 609,98		7 689 609,98
60632	Fournitures de petit équipement	49 884,85		49 884,85
611	Contrats de prestations de services	287 930,78		287 930,78
62268	Autres honoraires, conseils...	47 580,00		47 580,00
627	Services bancaires et assimilés.	46,66		46,66
62878	A des tiers	23,04		23,04
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**8 533 723,83**	**38 148,52**	**8 495 575,31**
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	26 816,56		26 816,56
64111	Rémunération principale	2 374 477,96		2 374 477,96
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	67 307,32		67 307,32
64113	NBI	40 107,34		40 107,34
64118	Autres indemnités.	638 483,68		638 483,68
64131	Rémunérations	279 292,89		279 292,89
64168	Autres emplois aidés	11 027,22		11 027,22
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	503 999,22		503 999,22
6453	Cotisations aux caisses de retraite	807 084,55		807 084,55
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	13 000,73		13 000,73
6472	Prestations familiales directes	19 711,75		19 711,75
6478	Autres charges sociales diverses	86 260,00		86 260,00
6488	Autres	4 287,79		4 287,79
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**4 871 857,01**		**4 871 857,01**
657381	Autres établissements publics locaux	1 060 732,10		1 060 732,10
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	262 213,94		262 213,94
65888	Autres	0,79		0,79
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**1 322 946,83**		**1 322 946,83**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**14 728 527,67**	**38 148,52**	**14 690 379,15**
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	472 383,00		472 383,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**472 383,00**		**472 383,00**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**472 383,00**		**472 383,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**15 200 910,67**	**38 148,52**	**15 162 762,15**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7066	Redevances et droits des services à caractère social	20 412,00		20 412,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**20 412,00**		**20 412,00**
74881	Participation des familles au titre de la restauration et de l'hébergement scolaires	10 698 793,69		10 698 793,69
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**10 698 793,69**		**10 698 793,69**
75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le budget principal	5 363 720,87		5 363 720,87
75888	Autres	0,08		0,08
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**5 363 720,95**		**5 363 720,95**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**16 082 926,64**		**16 082 926,64**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**16 082 926,64**		**16 082 926,64**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2051	Concessions et droits similaires					330 937,04		330 937,04		330 937,04	
205	**Sous Total compte 205**					**330 937,04**		**330 937,04**		**330 937,04**	
20	**Sous Total compte 20**					**330 937,04**		**330 937,04**		**330 937,04**	
21578	Autre matériel technique					33 402,64		33 402,64		33 402,64	
2157	**Sous Total compte 2157**					**33 402,64**		**33 402,64**		**33 402,64**	
215	**Sous Total compte 215**					**33 402,64**		**33 402,64**		**33 402,64**	
21838	Autre matériel informatique					813 522,22		813 522,22		813 522,22	
2183	**Sous Total compte 2183**					**813 522,22**		**813 522,22**		**813 522,22**	
218	**Sous Total compte 218**					**813 522,22**		**813 522,22**		**813 522,22**	
21	**Sous Total compte 21**					**846 924,86**		**846 924,86**		**846 924,86**	
2805	Concessions et droits similaires, brevet						56 109,00		56 109,00		56 109,00
280	**Sous Total compte 280**						**56 109,00**		**56 109,00**		**56 109,00**
281578	Autre matériel technique						11 807,00		11 807,00		11 807,00
28157	**Sous Total compte 28157**						**11 807,00**		**11 807,00**		**11 807,00**
2815	**Sous Total compte 2815**						**11 807,00**		**11 807,00**		**11 807,00**
281838	Autre matériel informatique						404 467,00		404 467,00		404 467,00
28183	**Sous Total compte 28183**						**404 467,00**		**404 467,00**		**404 467,00**
2818	**Sous Total compte 2818**						**404 467,00**		**404 467,00**		**404 467,00**
281	**Sous Total compte 281**						**416 274,00**		**416 274,00**		**416 274,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28	**Sous Total compte 28**						**472 383,00**		**472 383,00**		**472 383,00**
	Total classe 2					**1 177 861,90**	**472 383,00**	**1 177 861,90**	**472 383,00**	**1 177 861,90**	**472 383,00**
4011	Fournisseurs			2 748 198,91	3 592 418,38			2 748 198,91	3 592 418,38		844 219,47
401	**Sous Total compte 401**			**2 748 198,91**	**3 592 418,38**			**2 748 198,91**	**3 592 418,38**		**844 219,47**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			1 177 861,90	1 177 861,90			1 177 861,90	1 177 861,90		0,00
404	**Sous Total compte 404**			**1 177 861,90**	**1 177 861,90**			**1 177 861,90**	**1 177 861,90**		**0,00**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues				7 771 451,62				7 771 451,62		7 771 451,62
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma			2 567 955,27				2 567 955,27		2 567 955,27	
409	**Sous Total compte 409**			**2 567 955,27**				**2 567 955,27**		**2 567 955,27**	
40	**Sous Total compte 40**			**6 494 016,08**	**12 541 731,90**			**6 494 016,08**	**12 541 731,90**		**6 047 715,82**
411	Redevables			20 412,00	20 412,00			20 412,00	20 412,00		0,00
41	**Sous Total compte 41**			**20 412,00**	**20 412,00**			**20 412,00**	**20 412,00**		**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues			2 735 488,14	2 746 729,84			2 735 488,14	2 746 729,84		11 241,70
427	Personnel - Oppositions			919,69	919,69			919,69	919,69		0,00
4286	Autres charges à payer				5 994,87				5 994,87		5 994,87
428	**Sous Total compte 428**				**5 994,87**				**5 994,87**		**5 994,87**
42	**Sous Total compte 42**			**2 736 407,83**	**2 753 644,40**			**2 736 407,83**	**2 753 644,40**		**17 236,57**
431	Sécurité sociale			897 886,02	897 886,02			897 886,02	897 886,02		0,00
437	Autres organismes sociaux			1 116 538,96	1 116 538,96			1 116 538,96	1 116 538,96		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4386	Autres charges à payer				3 415,30				3 415,30		3 415,30
438	**Sous Total compte 438**				**3 415,30**				**3 415,30**		**3 415,30**
43	**Sous Total compte 43**			**2 014 424,98**	**2 017 840,28**			**2 014 424,98**	**2 017 840,28**		**3 415,30**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			58 064,08	58 064,08			58 064,08	58 064,08		0,00
442	**Sous Total compte 442**			**58 064,08**	**58 064,08**			**58 064,08**	**58 064,08**		**0,00**
44381	Dépenses			1 060 732,10	1 060 732,10			1 060 732,10	1 060 732,10		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**			**1 060 732,10**	**1 060 732,10**			**1 060 732,10**	**1 060 732,10**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**			**1 060 732,10**	**1 060 732,10**			**1 060 732,10**	**1 060 732,10**		**0,00**
4487	Produits à recevoir			8 460 832,25				8 460 832,25		8 460 832,25	
448	**Sous Total compte 448**			**8 460 832,25**				**8 460 832,25**		**8 460 832,25**	
44	**Sous Total compte 44**			**9 579 628,43**	**1 118 796,18**			**9 579 628,43**	**1 118 796,18**	**8 460 832,25**	
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv			5 421 818,19	9 783 370,48			5 421 818,19	9 783 370,48		4 361 552,29
451	**Sous Total compte 451**			**5 421 818,19**	**9 783 370,48**			**5 421 818,19**	**9 783 370,48**		**4 361 552,29**
45	**Sous Total compte 45**			**5 421 818,19**	**9 783 370,48**			**5 421 818,19**	**9 783 370,48**		**4 361 552,29**
46711	Autres comptes créditeurs			43 080,66	43 289,46			43 080,66	43 289,46		208,80
4671	**Sous Total compte 4671**			**43 080,66**	**43 289,46**			**43 080,66**	**43 289,46**		**208,80**
46721	Débiteurs divers - Amiable			7 677 979,35	6 978 184,55			7 677 979,35	6 978 184,55	699 794,80	
4672	**Sous Total compte 4672**			**7 677 979,35**	**6 978 184,55**			**7 677 979,35**	**6 978 184,55**	**699 794,80**	
467	**Sous Total compte 467**			**7 721 060,01**	**7 021 474,01**			**7 721 060,01**	**7 021 474,01**	**699 586,00**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4686	Charges à payer				882,00				882,00		882,00
468	**Sous Total compte 468**				**882,00**				**882,00**		**882,00**
46	**Sous Total compte 46**			**7 721 060,01**	**7 022 356,01**			**7 721 060,01**	**7 022 356,01**	**698 704,00**	
47138	Autres				35,85				35,85		35,85
4713	**Sous Total compte 4713**				**35,85**				**35,85**		**35,85**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu				33 549,21				33 549,21		33 549,21
47141	**Sous Total compte 47141**				**33 549,21**				**33 549,21**		**33 549,21**
47143	Flux d'encaissements à réimputer				34 371,77				34 371,77		34 371,77
4714	**Sous Total compte 4714**				**67 920,98**				**67 920,98**		**67 920,98**
471	**Sous Total compte 471**				**67 956,83**				**67 956,83**		**67 956,83**
4722	Commissions bancaires en instance de man			46,66	46,66			46,66	46,66		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			1 344,00	1 344,00			1 344,00	1 344,00		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**1 390,66**	**1 390,66**			**1 390,66**	**1 390,66**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**			**1 390,66**	**69 347,49**			**1 390,66**	**69 347,49**		**67 956,83**
	Total classe 4			**33 989 158,18**	**35 327 498,74**			**33 989 158,18**	**35 327 498,74**	**11 728 582,32**	**13 066 922,88**
5118	Autres valeurs à l'encaissement			1 548 026,15				1 548 026,15		1 548 026,15	
511	**Sous Total compte 511**			**1 548 026,15**				**1 548 026,15**		**1 548 026,15**	
51	**Sous Total compte 51**			**1 548 026,15**				**1 548 026,15**		**1 548 026,15**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)			5 000,00				5 000,00		5 000,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
541	**Sous Total compte 541**			**5 000,00**				**5 000,00**		**5 000,00**	
54	**Sous Total compte 54**			**5 000,00**				**5 000,00**		**5 000,00**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			472 383,00	472 383,00			472 383,00	472 383,00		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**472 383,00**	**472 383,00**			**472 383,00**	**472 383,00**		**0,00**
	Total classe 5			**2 025 409,15**	**472 383,00**			**2 025 409,15**	**472 383,00**	**1 553 026,15**	
6027	Alimentation					38 148,52	38 148,52	38 148,52	38 148,52		0,00
602	**Sous Total compte 602**					**38 148,52**	**38 148,52**	**38 148,52**	**38 148,52**		**0,00**
60621	Combustibles					420 500,00		420 500,00		420 500,00	
60623	Alimentation					7 689 609,98		7 689 609,98		7 689 609,98	
6062	**Sous Total compte 6062**					**8 110 109,98**		**8 110 109,98**		**8 110 109,98**	
60632	Fournitures de petit équipement					49 884,85		49 884,85		49 884,85	
6063	**Sous Total compte 6063**					**49 884,85**		**49 884,85**		**49 884,85**	
606	**Sous Total compte 606**					**8 159 994,83**		**8 159 994,83**		**8 159 994,83**	
60	**Sous Total compte 60**					**8 198 143,35**	**38 148,52**	**8 198 143,35**	**38 148,52**	**8 159 994,83**	
611	Contrats de prestations de services					287 930,78		287 930,78		287 930,78	
61	**Sous Total compte 61**					**287 930,78**		**287 930,78**		**287 930,78**	
62268	Autres honoraires, conseils...					47 580,00		47 580,00		47 580,00	
6226	**Sous Total compte 6226**					**47 580,00**		**47 580,00**		**47 580,00**	
622	**Sous Total compte 622**					**47 580,00**		**47 580,00**		**47 580,00**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
627	Services bancaires et assimilés.					46,66		46,66		46,66	
62878	A des tiers					23,04		23,04		23,04	
6287	**Sous Total compte 6287**					**23,04**		**23,04**		**23,04**	
628	**Sous Total compte 628**					**23,04**		**23,04**		**23,04**	
62	**Sous Total compte 62**					**47 649,70**		**47 649,70**		**47 649,70**	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					26 816,56		26 816,56		26 816,56	
633	**Sous Total compte 633**					**26 816,56**		**26 816,56**		**26 816,56**	
63	**Sous Total compte 63**					**26 816,56**		**26 816,56**		**26 816,56**	
64111	Rémunération principale					2 374 477,96		2 374 477,96		2 374 477,96	
64112	Supplément familial de traitement et ind					67 307,32		67 307,32		67 307,32	
64113	NBI					40 107,34		40 107,34		40 107,34	
64118	Autres indemnités.					638 483,68		638 483,68		638 483,68	
6411	**Sous Total compte 6411**					**3 120 376,30**		**3 120 376,30**		**3 120 376,30**	
64131	Rémunérations					279 292,89		279 292,89		279 292,89	
6413	**Sous Total compte 6413**					**279 292,89**		**279 292,89**		**279 292,89**	
64168	Autres emplois aidés					11 027,22		11 027,22		11 027,22	
6416	**Sous Total compte 6416**					**11 027,22**		**11 027,22**		**11 027,22**	
641	**Sous Total compte 641**					**3 410 696,41**		**3 410 696,41**		**3 410 696,41**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					503 999,22		503 999,22		503 999,22	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6453	Cotisations aux caisses de retraite					807 084,55		807 084,55		807 084,55	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					13 000,73		13 000,73		13 000,73	
645	**Sous Total compte 645**					**1 324 084,50**		**1 324 084,50**		**1 324 084,50**	
6472	Prestations familiales directes					19 711,75		19 711,75		19 711,75	
6478	Autres charges sociales diverses					86 260,00		86 260,00		86 260,00	
647	**Sous Total compte 647**					**105 971,75**		**105 971,75**		**105 971,75**	
6488	Autres					4 287,79		4 287,79		4 287,79	
648	**Sous Total compte 648**					**4 287,79**		**4 287,79**		**4 287,79**	
64	**Sous Total compte 64**					**4 845 040,45**		**4 845 040,45**		**4 845 040,45**	
657381	Autres établissements publics locaux					1 060 732,10		1 060 732,10		1 060 732,10	
65738	**Sous Total compte 65738**					**1 060 732,10**		**1 060 732,10**		**1 060 732,10**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**1 060 732,10**		**1 060 732,10**		**1 060 732,10**	
657	**Sous Total compte 657**					**1 060 732,10**		**1 060 732,10**		**1 060 732,10**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					262 213,94		262 213,94		262 213,94	
6581	**Sous Total compte 6581**					**262 213,94**		**262 213,94**		**262 213,94**	
65888	Autres					0,79		0,79		0,79	
6588	**Sous Total compte 6588**					**0,79**		**0,79**		**0,79**	
658	**Sous Total compte 658**					**262 214,73**		**262 214,73**		**262 214,73**	
65	**Sous Total compte 65**					**1 322 946,83**		**1 322 946,83**		**1 322 946,83**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6811	Dotations aux amortissements des immobil					472 383,00		472 383,00		472 383,00	
681	**Sous Total compte 681**					**472 383,00**		**472 383,00**		**472 383,00**	
68	**Sous Total compte 68**					**472 383,00**		**472 383,00**		**472 383,00**	
	Total classe 6					**15 200 910,67**	**38 148,52**	**15 200 910,67**	**38 148,52**	**15 162 762,15**	
7066	Redevances et droits des services à cara						20 412,00		20 412,00		20 412,00
706	**Sous Total compte 706**						**20 412,00**		**20 412,00**		**20 412,00**
70	**Sous Total compte 70**						**20 412,00**		**20 412,00**		**20 412,00**
74881	Participation des familles au titre de l						10 698 793,69		10 698 793,69		10 698 793,69
7488	**Sous Total compte 7488**						**10 698 793,69**		**10 698 793,69**		**10 698 793,69**
748	**Sous Total compte 748**						**10 698 793,69**		**10 698 793,69**		**10 698 793,69**
74	**Sous Total compte 74**						**10 698 793,69**		**10 698 793,69**		**10 698 793,69**
75822	Prise en charge du déficit du budget ann						5 363 720,87		5 363 720,87		5 363 720,87
7582	**Sous Total compte 7582**						**5 363 720,87**		**5 363 720,87**		**5 363 720,87**
75888	Autres						0,08		0,08		0,08
7588	**Sous Total compte 7588**						**0,08**		**0,08**		**0,08**
758	**Sous Total compte 758**						**5 363 720,95**		**5 363 720,95**		**5 363 720,95**
75	**Sous Total compte 75**						**5 363 720,95**		**5 363 720,95**		**5 363 720,95**
	Total classe 7						**16 082 926,64**		**16 082 926,64**		**16 082 926,64**
	Total général			**36 014 567,33**	**35 799 881,74**	**16 378 772,57**	**16 593 458,16**	**52 393 339,90**	**52 393 339,90**	**29 622 232,52**	**29 622 232,52**

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE

Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

02005 - RESTAURATION SCOLAIRE Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ODILE Isabelle (1017758048-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE SEINE-ET-MARNE**, le **06/03/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **RESTAURATION SCOLAIRE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

SIBLET-BEUVAIN Christine (1007170202-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie A **SEINE-ET-MARNE**, le **06/03/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
P.DEP SEINE-ET-MARNE
N° CODIQUE 077090
Date Edition : 25/03/2025
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 02003
N° de SIRET 22770001000886

SDAU/FOYER DE L'ENFANCE
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme CHRISTINE SIBLET-BEUVAIN

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 25/03/2025

Nomenclature M22

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE :

Bilan ..... Etat A1 Page 3 A Page 9
1. Bilan Actif
2. Bilan Passif
Compte de résultat ..... Etat A2 Page 10 A Page 13
Compte de résultat consolidé ..... Etat A2 Page 14 A Page 16
Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat B1 Page 17 A Page 17
Résultats d'exploitation consolidé ..... Etat B2 Page 18 A Page 18
Affectation des résultats ..... Etat C1 à C3 Page 19 A Page 21
Amortissements comptables excédentaires différés(cpt 116) ... Etat C4 Page 22 A Page 22
Opérations budgétaires d'investissement ..... Etat D1 à D2 Page 23 A Page 25
Opérations budgétaires d'exploitation ..... Etat D3 à D4 Page 26 A Page 33
Consommation des crédits de la section d'investissement ..... Etat D5 Page 34 A Page 35
Consommation des crédits de la section d'exploitation ..... Etat D5 Page 36 A Page 37
Balance des comptes ..... Etat E1 Page 38 A Page 63
Renseignements annexes à la balance ..... Etat E2 Page 64 A Page 65
Situation des valeurs inactives ..... Etat F Page 66 A Page 66
Signature du compte ..... Page 67 A Page 67

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

BILAN (en Euros)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement	18 810,00	14 616,00	4 194,00	9 108,00
	Frais d'études, de recherche et de dével	28 230,00	12 444,00	15 786,00	26 328,00
	Contributions aux investissements commun				
	Concessions et droits similaires, brevet	186 192,92	150 132,89	36 060,03	26 731,53
	Autres immobilisations incorporelles	2 800,00	2 800,00		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains	153 064,89	133 064,89	20 000,00	20 000,00
	Constructions	6 313 722,91	4 678 325,79	1 635 397,12	1 802 068,09
	Instal, matériel et outillage technique	1 465 515,75	1 224 699,58	240 816,17	310 816,58
	Collections, uvres dart ; autres immob	4 402 007,50	3 630 823,10	771 184,40	944 711,88
	Immobilisations reçues en affectation				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immob affectées ou mises à dispo				
	Participations et créances rattachées				
	Titres immobilisés	54 809,15		54 809,15	54 809,15
	Prêts				
	Autres	5 770,00		5 770,00	5 770,00
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**12 630 923,12**	**9 846 906,25**	**2 784 016,87**	**3 200 343,23**

État A1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

BILAN (en Euros)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

ACTIF		Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	. Matières premières				
	. Autres approvisionnements				
	. En cours de production de biens				
	. Produits				
	. Marchandises				
	. Autres stocks				
	. Usagers	13 274,96	14 885,05	-1 610,09	8 227,91
	. Caisse pivot				
	. Autres tiers payants	72 608,02		72 608,02	73 738,90
	. Créances irrécouvrables admises en non				
	. Autres				
	. Avances de frais relatifs à la gestion				
	. Autres	2 571 645,09		2 571 645,09	2 685 807,17
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	37 600,16		37 600,16	42 172,68
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**2 695 128,23**	**14 885,05**	**2 680 243,18**	**2 809 946,66**

État A1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

BILAN (en Euros)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exercic				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser				1 297,47
	Ecarts de conversion Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				**1 297,47**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**15 326 051,35**	**9 861 791,30**	**5 464 260,05**	**6 011 587,36**

État A1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

BILAN (en Euros)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

PASSIF		Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES	Apports	1 253 764,59	1 226 629,62
	Excédents affectés à linvestissement	792 837,03	792 837,03
	Excédents affectés à la couverture du be	402 491,93	402 491,93
	Réserve de compensation des déficits	100 544,02	100 544,02
	Réserve de compensation des charges dam		
	Report à nouveau excédentaire	840 873,96	1 199 317,71
	Excédents affectés au financement de mes		
	Report à nouveau déficitaire		
	Dépenses rejetées par lautorité de tari		
	Dépenses non opposables aux tiers financ		
	Résultat de lexercice (excédent ou défi	553 464,05	-358 443,75
	Subventions dinvestissement	41 427,00	82 852,00
	Provisions réglementées destinées à renf		
	Autres provisions réglementées		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**3 985 402,58**	**3 446 228,56**

État A1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

BILAN (en Euros)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	37 536,00	37 536,00
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II	**37 536,00**	**37 536,00**

État A1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

BILAN (en Euros)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des établissements de cr	756 666,80	843 000,12
	Emprunts et dettes financières divers	480 095,25	512 101,61
	Avances reçues		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	193 055,37	1 159 955,01
	Dettes fiscales et sociales	11 395,00	1 486,43
	Dettes sur immobilisations et comptes ra		2 359,56
	Fonds déposés par les usagers, les héber		
	Autres	109,05	118,64
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**1 441 321,47**	**2 519 021,37**

État A1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

BILAN (en Euros)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
COMPTES DE REGULARISATION	Recettes à classer ou à régulariser		8 801,43
	Ecarts de conversion Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		**8 801,43**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**5 464 260,05**	**6 011 587,36**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

COMPTE DE RESULTAT 2024

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Ventes de marchandises		
- prestations de services	3 866,32	4 120,85
- divers		
Production stockée ou déstockage de prod		
Dotations et produits de la tarification	19 669 061,00	19 207 493,31
Production immobilisée		
Subventions d'exploitations et participa	2 259,62	
Reprises sur amortissements et provision		
Transferts de charges		
Autres produits	91 632,56	130 836,06
TOTAL I	**19 766 819,50**	**19 342 450,22**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et fournitu		
Variation de stocks de matières première		
Achats d'autres approvisionnements		
Variation de stocks d'autres approvision		
Achats non stockés de matières et fourni	180 749,04	890 258,57

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

COMPTE DE RESULTAT 2024

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Services extérieurs et autres	1 574 289,43	2 330 822,74
- sur rémunérations	413 597,00	474 296,75
- autres	12 922,37	11 439,61
- salaires et traitements	11 665 536,53	10 946 680,85
- charges sociales	4 899 406,00	4 525 635,44
- dotations aux amortissements, aux dépr	468 704,27	418 676,50
- dotations aux dépréciations sur actif	9 838,00	5 047,05
- dotations aux amortissements, déprécia		
Autres charges	16,51	84,16
TOTAL II	**19 225 059,15**	**19 602 941,67**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**541 760,35**	**-260 491,45**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations		
Revenus des valeurs mobilières de placem		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mo		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		

État A2

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

COMPTE DE RESULTAT 2024

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations aux amortissements, aux dépréc		
Intérêts et charges assimilées	59 388,61	64 660,65
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs m		
TOTAL IV	**59 388,61**	**64 660,65**
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	**-59 388,61**	**-64 660,65**
A + B - RESULTAT COURANT	**482 371,74**	**-325 152,10**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
- exercice courant	33 809,56	1 216,36
- exercices antérieurs	733,81	7 533,73
Sur opérations en capital	41 425,00	
- reprises sur les provisions reglementé		
- reprises sur les dépréciations excepti		
Transferts de charges		
TOTAL V	**75 968,37**	**8 750,09**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
- exercice courant		1 339,63
- exercices antérieurs	4 876,06	40 702,11
Sur opérations en capital		
- dotation aux provisions réglementées		

État A2

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

COMPTE DE RESULTAT 2024

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
- dotations aux amortissements et aux dé		
TOTAL VI	**4 876,06**	**42 041,74**
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**71 092,31**	**-33 291,65**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**19 842 787,87**	**19 351 200,31**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	**19 289 323,82**	**19 709 644,06**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**553 464,05**	**-358 443,75**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Ventes de marchandises		
- prestations de services	3 866,32	4 120,85
- divers		
Production stockée ou déstockage de prod		
Dotations et produits de la tarification	19 669 061,00	19 207 493,31
Production immobilisée		
Subventions d'exploitations et participa	2 259,62	
Reprises sur amortissements et provision		
Transferts de charges		
Autres produits	91 632,56	130 836,06
TOTAL PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS (I)	**19 766 819,50**	**19 342 450,22**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et fournitu		
Variation de stocks de matières première		
Achats d'autres approvisionnements		
Variation de stocks d'autres approvision		
Achats non stockés de matières et fourni	180 749,04	890 258,57
Services extérieurs et autres	1 574 289,43	2 330 822,74
- sur rémunérations	413 597,00	474 296,75
- autres	12 922,37	11 439,61
- salaires et traitements	11 665 536,53	10 946 680,85
- charges sociales	4 899 406,00	4 525 635,44
- dotations aux amortissements, aux dépr	468 704,27	418 676,50
- dotations aux dépréciations sur actif	9 838,00	5 047,05
- dotations aux amortissements, déprécia		
Autres charges	16,51	84,16
TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES (II)	**19 225 059,15**	**19 602 941,67**
1- RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**541 760,35**	**-260 491,45**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations		
Revenus des valeurs mobilières de placem		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mo		
TOTAL PRODUITS COURANTS FINANCIERS (III)		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréc		
Intérêts et charges assimilées	59 388,61	64 660,65
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs m		
TOTAL CHARGES COURANTES FINANCIERES (IV)	**59 388,61**	**64 660,65**
2- RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-59 388,61**	**-64 660,65**
3- RÉSULTAT COURANT (I-II+III-IV)	**482 371,74**	**-325 152,10**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
- exercice courant	33 809,56	1 216,36
- exercices antérieurs	733,81	7 533,73
Sur opérations en capital	41 425,00	
- reprises sur les provisions reglementé		
- reprises sur les dépréciations excepti		
Transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	**75 968,37**	**8 750,09**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
- exercice courant		1 339,63
- exercices antérieurs	4 876,06	40 702,11
Sur opérations en capital		
- dotation aux provisions réglementées		
- dotations aux amortissements et aux dé		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	**4 876,06**	**42 041,74**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
4- RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	71 092,31	-33 291,65
5- TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	19 842 787,87	19 351 200,31
6- TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	19 289 323,82	19 709 644,06
EXCEDENT OU DEFICIT (5-6)	553 464,05	-358 443,75

État B1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Résultats budgétaires de l'exercice

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	771 242,53	20 691 143,33	21 462 385,86
Titres de recette émis (b)	505 314,25	20 139 545,87	20 644 860,12
Réductions de titres (c)	9 475,01	296 758,00	306 233,01
Recettes nettes (d = b - c)	495 839,24	19 842 787,87	20 338 627,11
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	309 765,00	20 691 143,33	21 000 908,33
Mandats émis (f)	212 142,59	20 400 467,29	20 612 609,88
Annulations de mandats (g)	0,00	1 111 143,47	1 111 143,47
Depenses nettes (h = f - g)	212 142,59	19 289 323,82	19 501 466,41
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	283 696,65	553 464,05	837 160,70
(h - d) Déficit			

État B2

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Résultats d'exploitation consolidés de l'exercice

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

INTITULE DES SUBDIVISIONS	MONTANT DU RESULTAT DE L'EXERCICE
BUDGET PRINCIPAL	553 464,05
BUDGETS ANNEXES	
TOTAL : BUDGET GENERAL + BUDGETS ANNEXES (A)	**553 464,05**

(A) : Montant repris en Balance d'Entrée de l'exercice suivant au compte 12 "Résultat de l'exercice"

État 01 / 1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Détermination du résultat d'exploitation de l'exercice 2023 à affecter au cours de l'exercice 2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° ET INTITULE DES SUBDIVISIONS (1)	RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2023 (2)	RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2023 RETRAITE PAR L'ORDONNATEUR (3)	RESULTAT INCORPORE AU BUDGET DE L'EXERCICE 2023 (4)	RESULTAT A AFFECTER AU TITRE DE L'EXERCICE 2023 (5)
SDAU/FOYER DE L'ENFANCE				
TOTAL				

Colonne 1 : Pour les budgets annexes, une ligne par budget annexe.
Colonne 3 : L'ordonnateur retraite le résultat en retirant les dépenses pour autres droits acquis par les salariés non provisionnées en application de l'art. R.314-45 du CASF
Colonnes 2-3-4-5 : Faire précéder du signe + ou - selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit.
Colonne 5 : (5) = (2) + (4) ou si colonne (3) servie (5) = (3) + (4).

État C2 / 1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Tableau général d'affectation des résultats de l'exercice 2023 au cours de l'exercice 2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

Intitulé des subdivisions (1)	Résultat comptable ou résultat retraité par l'ordonnateur 2023 (2)	Reprise des résultats antérieurs (3)						Compte 10682 Investissement (4)	Compte 10685 "Réserve de trésorerie" (5)	Compte 10686 "Réserve de compensation" (6)	Compte 10687 "Réserve de compensation des charges d'amortissement" (7)	Excédent restant à reporter			Déficit restant à reporter			Compte 1161 "Amortissements comptables excédentaires différés" (14)	Compte 1163 Dépenses pour autres droits acquis par les salariés de l'exercice 2023 non opposables (15)
		Excédents 110...	Excédents 110...	Excédents 111...	Déficits 119...	Déficits 119...	Déficits 119...					Sur l'exercice ... Compte 110... "Report à nouveau (solde créditeur)" (8)	Sur l'exercice ... Compte 111... "Report à nouveau (solde créditeur)" (9)	Sur l'exercice ... Compte 110... "Report à nouveau (solde créditeur)" (10)	Sur l'exercice ... Compte 119... "Report à nouveau (solde débiteur)" (11)	Sur l'exercice ... Compte 119... "Report à nouveau (solde débiteur)" (12)	Sur l'exercice ... Compte 119... "Report à nouveau (solde débiteur)" (13)		
Section d'investissement																			
Section d'exploitation																			
SDAU/FOYER DE L'ENFANCE																			
Total section d'exploitation																			

Colonne 1 : Pour les budgets annexes, une ligne par budget annexe.
Colonne 2 : Pour la section d'investissement: résultat comptable. Pour la section d'exploitation: résultat comptable ou résultat retraité par l'ordonnateur (procédure visant à écarter les dépenses pour autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application de l'art. R.314-45 du CASF) Faire précéder du signe + ou - selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit.
Colonnes 3, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 : Les deux derniers chiffres des comptes 110, 111 et 119 correspondent au millésime.
Colonne 8 : L'excédent est ici affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté".
Colonne 9 : L'excédent est ici affecté "au financement de mesures d'exploitation[.] n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel il a été affecté".
Colonne 10 : L'excédent est ici affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonne 11 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté".
Colonne 12 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonne 13 : "En cas de circonstances exceptionnelles et avec l'accord préalable de l'autorité de tarification concernée, la reprise du déficit peut être étalée sur trois exercices".
Colonne 14 : Part du résultat comptable de N-1 affectée à l'excédent d'amortissements comptables en N
Colonne 15 : cf. état C1 : différence entre colonne (3) et colonne (2)

Situation des comptes 110, 111 et 119 à la clôture de l'exercice 2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

Intitulé des subdivisions	Compte 110 "Report à nouveau (solde créditeur)" Excédent restant à reporter			Compte 111 "Excédent affecté à des mesures d'exploitation non reconductibles" Excédent restant à reporter	Compte 119 "Report à nouveau (solde débiteur)" Déficit restant à reporter					
	Sur l'exercice... 110...	Sur l'exercice... 110...	Sur l'exercice... 110...	Sur l'exercice... 111...	Sur l'exercice... 119...	Sur l'exercice... 119...	Sur l'exercice... 119...	Sur l'exercice... 119...	Sur l'exercice... 119...	Sur l'exercice... 119...
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
SDAU/FOYER DE L'ENFANCE										
Total par compte(a)										

Colonne 1 : Pour les budgets annexes, une ligne par budget annexe.
Colonnes 2 et 4 : Il s'agit de l'excédent affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté ".
Colonne 3 : Il s'agit de l'excédent affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonne5 : Il s'agit de l'excédent affecté "au financement de mesures d'exploitation[.] n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel il a été affecté".
Colonnes 6 et 7 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté".
Colonne 8 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonnes 9, 10 et 11 : "En cas de circonstances exceptionnelles et avec l'accord préalable de l'autorité de tarification concernée, la reprise du déficit peut être étalée sur trois exercices".
Colonnes 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Les deux derniers chiffres des comptes 110, 111 et 119 correspondent au millésime.

(a) : Comptes 110, 111 et 119 : le total doit être égal au montant du poste correspondant au bilan.

État C4

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Tableau de suivi des amortissements comptables excédentaires différés (compte 1161)

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Exercice de reprise de l'amortissement comptable excédentaire différé (= exercice de détermination du résultat)(2)									
		... . (5)	... . (5)	... . (5)	... . (5)	... . (5)	... . (5)	... . (5)	... . (5)	... . (5)	... . (5)
Exercice de constatation de l'amortissement comptable différé (= exercice de détermination du résultat) (1)	2024(3)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										
	... .. (4)										

(1) : L'affectation au compte 1161 s'effectue en N+1 dans le cadre de l'affectation des résultats.
(2) : La reprise du compte 1161 s'effectue en N+1 dans le cadre de l'affectation des résultats.
(3) : Doivent apparaître sur la ligne "2024":
-la régularisation du différentiel entre les amortissements comptabilisés avant le 1er janvier 2024 et ceux qui auraient du être comptabilisés au vu du nouveau plan d'amortissements (régularisation en balance d'entrée)
-les amortissements comptables excédentaires différés constatés au titre de l'exercice 2024 (qui seront enregistrés au compte 1161 en 2025).
(4) Préciser l'exercice de constatation de l'amortissement comptable excédentaire différé.
(5) Préciser l'exercice de reprise de l'amortissement comptable excédentaire différé.

État B1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'INVESTISSEMENT 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif	Décisions modificatives	Virements de crédits (non repris dans une DM)	Prévisions budgétaires totales	Emissions	Annulations	Total des réalisations	Ecart Prévisions / Réalisations
		1	2	3	4 = 1 + 2 + 3	5	6	7 = 5 - 6	8 = 4 - 7
1392	Collectivités et établissements publics		41 425,00		41 425,00	41 425,00		41 425,00	
13	Subv invest		41 425,00		41 425,00	41 425,00		41 425,00	
1641	Emprunts en euros	118 340,00		-32 006,36	86 333,64	86 333,32		86 333,32	0,32
1678	Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières			32 006,36	32 006,36	32 006,36		32 006,36	
16	Emprunts et dettes assimilees	118 340,00			118 340,00	118 339,68		118 339,68	0,32
205	Concessions et droits similaires brevets licences marques procédés logiciels droits et v	30 000,00			30 000,00	26 972,16		26 972,16	3 027,84
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00			30 000,00	26 972,16		26 972,16	3 027,84
2154	Matériel et outillage	60 000,00			60 000,00	13 196,70		13 196,70	46 803,30
2182	Matériel de transport			10 000,00	10 000,00				10 000,00
2184	Mobilier	60 000,00		-10 000,00	50 000,00	12 209,05		12 209,05	37 790,95
21	Immob corporelles	120 000,00			120 000,00	25 405,75		25 405,75	94 594,25
	Total des DEPENSES de la SECTION D'INVESTISSEMENT	**268 340,00**	**41 425,00**		**309 765,00**	**212 142,59**		**212 142,59**	**97 622,41**

État B2

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de recettes - SECTION D'INVESTISSEMENT 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif 1	Décisions modificatives 2	Virements de crédits (non repris dans une DM) 3	Prévisions budgétaires totales 4 = 1 + 2 + 3	Emissions 5	Annulations 6	Total des réalisations 7 = 5 - 6	Ecart Prévisions / Réalisations 8 = 4 - 7
001	Excédt ou déficit invest report		299 660,20		299 660,20				299 660,20
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)					27 134,97		27 134,97	-27 134,97
10	Apports, dotations et réserves					27 134,97		27 134,97	-27 134,97
28012	Amortissements frais de réorganisation		1 440,00		1 440,00	1 440,00		1 440,00	
28013	Amortissements frais d'évaluation	2 226,00	1 248,00		3 474,00	3 474,00		3 474,00	
28032	Amortissements frais de recherche et de développement	1 219,00	9 323,00		10 542,00	10 542,00		10 542,00	
2805	Concessions et droits similaires brevets licences marques procédés logiciels droits et v	8 096,00	9 547,66		17 643,66	17 643,66		17 643,66	
2812	Amortissements agencements et aménagements des terrains plantations à demeure	484,00	-484,00						
28131	Amortissements bâtiments	51 858,00	29 267,00		81 125,00	81 125,00		81 125,00	
28135	Amortissements installations générales agencements aménagements des constructions	59 047,00	27 698,97		86 745,97	86 745,97	1 200,00	85 545,97	1 200,00
28151	Amortissements installations complexes specialisées	67,00	37,00		104,00	104,00		104,00	
28154	Amortissements matériel et outillage	34 762,00	54 333,44	-4 700,00	84 395,44	90 315,02	7 221,91	83 093,11	1 302,33
28181	Amortissements installations générales agencements et aménagements divers	38 619,00	20 998,68		59 617,68	59 617,68		59 617,68	
28182	Amortissements matériel de transport	30 356,00	13 398,13		43 754,13	43 754,13		43 754,13	
28183	Amortissements matériel de bureau et matériel informatique	15 217,00	4 673,94		19 890,94	19 890,94		19 890,94	
28184	Amortissements mobilier	24 975,00	31 171,56	4 700,00	60 846,56	61 523,93	1 053,10	60 470,83	375,73
28185	Amortissements cheptel	163,00	-113,00		50,00	50,00		50,00	

État : BZ

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de recettes - SECTION D'INVESTISSEMENT 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif 1	Décisions modificatives 2	Virements de crédits (non repris dans une DM) 3	Prévisions budgétaires totales 4 = 1 + 2 + 3	Emissions 5	Annulations 6	Total des réalisations 7 = 5 - 6	Ecart Prévisions / Réalisations 8 = 4 - 7
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	1 251,00	701,95		1 952,95	1 952,95		1 952,95	
28	Amort des immobilisations	268 340,00	203 242,33		471 582,33	478 179,28	9 475,01	468 704,27	2 878,06
	Total des RECETTES de la SECTION D'INVESTISSEMENT	**268 340,00**	**502 902,53**		**771 242,53**	**505 314,25**	**9 475,01**	**495 839,24**	**275 403,29**

État B3

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif	Décisions modificatives	Virements de crédits (non repris dans une DM)	Prévisions budgétaires totales	Emissions	Annulations	Total des réalisations	Ecart Prévisions / Réalisations
		1	2	3	4 = 1 + 2 + 3	5	6	7 = 5 - 6	8 = 4 - 7
60611	Eau et assainissement	329 622,00	-3 654,00	-316 520,00	9 448,00				9 448,00
60612	Energie - électricité	58 983,00	-18 000,00	-29 200,00	11 783,00				11 783,00
60613	Chauffage	79 223,00	-31 689,00	-39 299,00	8 235,00	28 500,00	28 500,00		8 235,00
60621	Combustibles et carburants			1 600,00	1 600,00	52 638,45	51 662,75	975,70	624,30
60622	Produits d'entretien	6 848,00		3 400,00	10 248,00	20 099,06	17 427,95	2 671,11	7 576,89
60623	Fournitures d'atelier	548,00		13 900,00	14 448,00	12 987,33	6 232,17	6 755,16	7 692,84
60624	Fournitures administratives	4 602,00		7 100,00	11 702,00	11 844,90	10 048,74	1 796,16	9 905,84
60625	Fournitures scolaires éducatives et de loisirs	22 590,00		46 400,00	68 990,00	56 234,00	42 085,09	14 148,91	54 841,09
606261	Protections, produits absorbants	1 316,00		10 500,00	11 816,00	8 701,32	45,00	8 656,32	3 159,68
606268	Autres fournitures hôtelières	97 922,00		65 484,78	163 406,78	127 036,30	70 404,67	56 631,63	106 775,15
60628	Autres fournitures non stockées	3 945,00		20 000,00	23 945,00	13 915,86	2 666,32	11 249,54	12 695,46
6063	Alimentation	7 013,00		88 308,00	95 321,00	82 756,37	8 679,93	74 076,44	21 244,56
6066	Fournitures médicales	2 574,00		8 800,00	11 374,00	3 820,76	469,26	3 351,50	8 022,50
6068	Autres achats non stockés de matières et fournitures	696,00		100,00	796,00	516,57	80,00	436,57	359,43
61111	Examens de biologie	145,00			145,00	264,87	215,37	49,50	95,50
61112	Examens de radiologie	71,00			71,00	56,01	35,09	20,92	50,08
61118	Autres	14 064,00		500,00	14 564,00	11 787,81	1 792,17	9 995,64	4 568,36

État B3

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif	Décisions modificatives	Virements de crédits (non repris dans une DM)	Prévisions budgétaires totales	Emissions	Annulations	Total des réalisations	Ecart Prévisions / Réalisations
		1	2	3	4 = 1 + 2 + 3	5	6	7 = 5 - 6	8 = 4 - 7
61128	Autres prestations à caractère médico-social	519 733,00		-117 251,00	402 482,00	227 474,78	13 615,00	213 859,78	188 622,22
6241	Transports de biens	102,00			102,00	31,15	9,90	21,25	80,75
62428	Autres transports d'usagers	23 850,00		1 000,00	24 850,00	13 545,36		13 545,36	11 304,64
6251	Voyages et déplacements	39 969,00		-6 108,00	33 861,00	7 882,25	1 531,52	6 350,73	27 510,27
6255	Frais de déménagement					7 330,02	7 330,02		
6256	Missions	669,00		1 100,00	1 769,00	183,04		183,04	1 585,96
6257	Réceptions	510,00			510,00	189,45		189,45	320,55
6261	Frais d'affranchissement	5 272,00			5 272,00	2 562,27	1 090,47	1 471,80	3 800,20
6262	Frais de télécommunications	34 842,00		15 850,00	50 692,00	32 402,78	834,00	31 568,78	19 123,22
6282	Prestations d'alimentation a l'exterieur	565 440,00		173 020,00	738 460,00	771 766,71	55 011,98	716 754,73	21 705,27
6283	Prestation de nettoyage a l'exterieur		-6 657,00	37 000,00	30 343,00	97 582,05	89 286,05	8 296,00	22 047,00
6287	Remboursement de frais	691 387,00	-469 938,00	-58 784,78	162 664,22	793 374,06	644 688,24	148 685,82	13 978,40
6288	Autres			73 100,00	73 100,00	54 214,56	6 097,27	48 117,29	24 982,71
011	Dépenses afférentes exploit courante	2 511 936,00	-529 938,00		1 981 998,00	2 439 698,09	1 059 838,96	1 379 859,13	602 138,87
62113	Personnel medical et paramedical			76 500,00	76 500,00	71 822,50		71 822,50	4 677,50
62118	Autres personnels	104 707,00		-4 000,00	100 707,00	60 276,60	2 954,47	57 322,13	43 384,87
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	3 000,00		1 800,00	4 800,00	1 040,67		1 040,67	3 759,33

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif	Décisions modificatives	Virements de crédits (non repris dans une DM)	Prévisions budgétaires totales	Emissions	Annulations	Total des réalisations	Ecart Prévisions / Réalisations
		1	2	3	4 = 1 + 2 + 3	5	6	7 = 5 - 6	8 = 4 - 7
6226	Honoraires	12 161,00		3 000,00	15 161,00				15 161,00
6228	Divers	10 432,00		4 000,00	14 432,00				14 432,00
6331	Versement mobilité	1 736,00			1 736,00				1 736,00
6333	Participation des employeurs a la formation professionnelle continue	340 495,00		2 500,00	342 995,00	332 828,00		332 828,00	10 167,00
6334	Cotisations au centre national de gestion (CNG)	12 161,00		4 700,00	16 861,00				16 861,00
6336	Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier	81 652,00		1 100,00	82 752,00	80 769,00		80 769,00	1 983,00
6338	Autres impots taxes et versements assimilés sur rémunérations	1 736,00			1 736,00				1 736,00
64111	Rémunération principale	4 179 764,00	230 475,00	-696 421,68	3 713 817,32	3 686 082,33		3 686 082,33	27 734,99
64112	Indemnité de résidence	64 278,00		10 000,00	74 278,00	54 119,34		54 119,34	20 158,66
64113	Prime de service	373 502,00		-127 400,00	246 102,00	231 077,45		231 077,45	15 024,55
64114	Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	66 015,00		3 200,00	69 215,00	51 057,25		51 057,25	18 157,75
64115	Supplément familial de traitement	67 752,00		3 100,00	70 852,00	57 823,91		57 823,91	13 028,09
64116	Indemnites de preavis et de licenciement	1 736,00			1 736,00				1 736,00
641182	Complément de traitement indiciaire (CTI)	514 218,00		-183 500,00	330 718,00	289 144,64		289 144,64	41 573,36
641185	Majoration horaire pour travail de nuit	31 270,00		22 300,00	53 570,00	44 073,53		44 073,53	9 496,47
641186	Indemnités forfaitaires pour travail des dimanches et jours fériés	93 809,00		12 700,00	106 509,00	95 559,71		95 559,71	10 949,29
641188	Autres	145 928,00		53 800,00	199 728,00	185 071,61		185 071,61	14 656,39

État BS

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif 1	Décisions modificatives 2	Virements de crédits (non repris dans une DM) 3	Prévisions budgétaires totales 4 = 1 + 2 + 3	Emissions 5	Annulations 6	Total des réalisations 7 = 5 - 6	Ecart Prévisions / Réalisations 8 = 4 - 7
64131	Rémunération principale	3 021 035,00		620 100,00	3 641 135,00	3 617 642,11		3 617 642,11	23 492,89
64136	Indemnites de preavis et de licenciement	1 736,00			1 736,00				1 736,00
641382	Complément de traitement indiciaire (CTI)	477 736,00		-79 350,00	398 386,00	349 822,31		349 822,31	48 563,69
641385	Majoration horaire pour travail de nuit	60 802,00	128 423,00	-44 500,00	144 725,00	113 328,32		113 328,32	31 396,68
641386	Indemnités forfaitaires pour travail des dimanches et jours fériés	116 395,00	79 444,00	-28 250,00	167 589,00	161 033,58		161 033,58	6 555,42
641388	Autres	161 561,00		132 200,00	293 761,00	268 525,05		268 525,05	25 235,95
64151	Rémunération principale	1 874 467,00		-37 500,00	1 836 967,00	1 801 350,58	1 185,19	1 800 165,39	36 801,61
641582	Complément de traitement indiciaire (CTI)	277 956,00		-64 700,00	213 256,00	190 609,03	146,28	190 462,75	22 793,25
641585	Majoration horaire pour travail de nuit	29 533,00		27 500,00	57 033,00	50 646,74		50 646,74	6 386,26
641586	Indemnités forfaitaires pour travail des dimanches et jours fériés	79 912,00		24 100,00	104 012,00	96 577,15		96 577,15	7 434,85
641588	Autres	130 291,00		52 000,00	182 291,00	173 558,28		173 558,28	8 732,72
6417	Apprentis			35 521,68	35 521,68	17 767,51		17 767,51	17 754,17
6421	Praticiens	1 736,00			1 736,00				1 736,00
6428	Autres	86 861,00		7 000,00	93 861,00	75 331,94		75 331,94	18 529,06
64511	Cotisations à l'URSSAF	2 715 283,00		197 000,00	2 912 283,00	2 875 987,43	3,73	2 875 983,70	36 299,30
64513	Cotisations aux caisses de retraite	297 067,00		25 000,00	322 067,00	316 481,16		316 481,16	5 585,84
64514	Cotisations à l'ASSEDIC	251 898,00		30 200,00	282 098,00	276 204,14		276 204,14	5 893,86

État B3

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif 1	Décisions modificatives 2	Virements de crédits (non repris dans une DM) 3	Prévisions budgétaires totales 4 = 1 + 2 + 3	Emissions 5	Annulations 6	Total des réalisations 7 = 5 - 6	Ecart Prévisions / Réalisations 8 = 4 - 7
64515	Cotisations à la CNRACL	1 299 445,00		-169 200,00	1 130 245,00	1 104 038,04		1 104 038,04	26 206,96
64528	Cotisations aux autres organismes sociaux	34 745,00		4 400,00	39 145,00	30 560,82		30 560,82	8 584,18
6471	Prestations versees pour le compte du FNAL	52 117,00		1 000,00	53 117,00	51 298,98		51 298,98	1 818,02
6473	Allocations chômage	22 584,00		11 400,00	33 984,00	16 452,35		16 452,35	17 531,65
6475	Médecine du travail	83 387,00		2 700,00	86 087,00	53 644,40	192,00	53 452,40	32 634,60
64781	Carte de transport	1 736,00		3 900,00	5 636,00	3 029,50		3 029,50	2 606,50
64784	Oeuvres sociales	180 671,00		1 100,00	181 771,00	171 904,91		171 904,91	9 866,09
64788	Autres	1 736,00			1 736,00				1 736,00
6488	Autres charges diverses de personnel	5 212,00		61 000,00	66 212,00	59 213,37	2 547,74	56 665,63	9 546,37
012	Dépenses afférentes au personnel	17 372 254,00	438 342,00		17 810 596,00	17 115 754,24	7 029,41	17 108 724,83	701 871,17
6132	Locations immobilières	32 640,00		-15 706,00	16 934,00				16 934,00
61352	Équipements	20 521,00		18 400,00	38 921,00	31 567,15		31 567,15	7 353,85
61353	Matériel de transport	74 941,00	40 000,00	-51 961,00	62 980,00	60 698,81	4 375,60	56 323,21	6 656,79
61358	Autres locations mobilières	418,00			418,00				418,00
61521	Bâtiments publics					3 882,99	3 882,99		
61558	Services extérieurs - entretien autres matériels					20 423,11	20 423,11		
61561	Maintenance - part non récupérable	26 831,00	20 000,00	28 714,39	75 545,39	65 634,41	1 477,28	64 157,13	11 388,26

État B3

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif	Décisions modificatives	Virements de crédits (non repris dans une DM)	Prévisions budgétaires totales	Emissions	Annulations	Total des réalisations	Ecart Prévisions / Réalisations
		1	2	3	4 = 1 + 2 + 3	5	6	7 = 5 - 6	8 = 4 - 7
61568	Maintenance - autres	96 547,00		12 072,00	108 619,00	87 157,35	4 481,11	82 676,24	25 942,76
6161	Primes d'assurance - multirisques	9 180,00		-6 122,00	3 058,00	49,99		49,99	3 008,01
61681	Assurance maladie, maternité et accident du travail			5 306,00	5 306,00	5 304,60		5 304,60	1,40
6182	Documentation generale et technique	10 200,00		-3 700,00	6 500,00	4 912,68		4 912,68	1 587,32
6188	Autres frais divers					160,00	160,00		
627	Services bancaires et assimiles	10 200,00		-9 915,00	285,00	3,04		3,04	281,96
6353	Impôts indirects			11 500,00	11 500,00	11 307,09		11 307,09	192,91
6354	Droits d'enregistrement et de timbre			1 550,00	1 550,00	1 440,28		1 440,28	109,72
637	Autres impots taxes et versements assimiles (autres organismes)	10 200,00		-9 800,00	400,00	175,00		175,00	225,00
6583	Déficits sur opérations de gestion			15,00	15,00	12,49		12,49	2,51
6588	Autres	10 200,00		-9 900,00	300,00	4,02		4,02	295,98
6611	Interets des emprunts et dettes	65 089,00		14 646,61	79 735,61	59 388,61		59 388,61	20 347,00
673	Titres annulés exercices antérieurs			4 900,00	4 900,00	4 876,06		4 876,06	23,94
68111	Immobilisations incorporelles		37 319,69	-4 220,03	33 099,66	33 099,66		33 099,66	
68112	Immobilisations corporelles	268 340,00	165 922,64	4 220,03	438 482,67	445 079,62	9 475,01	435 604,61	2 878,06
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants			10 000,00	10 000,00	9 838,00		9 838,00	162,00
016	Dépenses afférentes à la structure	635 307,00	263 242,33		898 549,33	845 014,96	44 275,10	800 739,86	97 809,47

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif 1	Décisions modificatives 2	Virements de crédits (non repris dans une DM) 3	Prévisions budgétaires totales 4 = 1 + 2 + 3	Emissions 5	Annulations 6	Total des réalisations 7 = 5 - 6	Ecart Prévisions / Réalisations 8 = 4 - 7
	Total des DEPENSES de la SECTION D'EXPLOITATION	**20 519 497,00**	**171 646,33**		**20 691 143,33**	**20 400 467,29**	**1 111 143,47**	**19 289 323,82**	**1 401 819,51**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Opérations budgétaires de recettes - SECTION D'EXPLOITATION 2024

BUDGET ANNEXE SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° compte	Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels	Budget primitif	Décisions modificatives	Virements de crédits (non repris dans une DM)	Prévisions budgétaires totales	Emissions	Annulations	Total des réalisations	Ecart Prévisions / Réalisations
		1	2	3	4 = 1 + 2 + 3	5	6	7 = 5 - 6	8 = 4 - 7
002	Résultat de fonctionnement reporté	362 678,00	438 342,00		801 020,00				801 020,00
73332	Prix de journée	19 965 819,00	-308 120,67		19 657 698,33	19 965 819,00	296 758,00	19 669 061,00	-11 362,67
017	Produits de la tarification	19 965 819,00	-308 120,67		19 657 698,33	19 965 819,00	296 758,00	19 669 061,00	-11 362,67
7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	5 000,00			5 000,00	3 866,32		3 866,32	1 133,68
744	FCTVA					2 259,62		2 259,62	-2 259,62
7541	Formation professionnelle	186 000,00			186 000,00	69 925,87		69 925,87	116 074,13
7588	Autres produits divers de gestion courante					21 706,69		21 706,69	-21 706,69
018	Autres produits relatifs à exploitation	191 000,00			191 000,00	97 758,50		97 758,50	93 241,50
7718	Autres					33 809,56		33 809,56	-33 809,56
773	Mandats annules (sur exercices anterieurs) ou atteints par la decheance quadriennale					733,81		733,81	-733,81
777	Quote-part des subventions d'investissement virees au resultat de l'exercice		41 425,00		41 425,00	41 425,00		41 425,00	
019	Prod finan et prod non encaissables		41 425,00		41 425,00	75 968,37		75 968,37	-34 543,37
	Total des RECETTES de la SECTION D'EXPLOITATION	**20 519 497,00**	**171 646,33**		**20 691 143,33**	**20 139 545,87**	**296 758,00**	**19 842 787,87**	**848 355,46**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions 1	Emissions 2	Annulations 3	Dépenses nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4
13	Subv invest		41 425,00	41 425,00	41 425,00		41 425,00	
16	Emprunts et dettes assimilees	118 340,00		118 340,00	118 339,68		118 339,68	0,32
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00		30 000,00	26 972,16		26 972,16	3 027,84
21	Immob corporelles	120 000,00		120 000,00	25 405,75		25 405,75	94 594,25
Total		**268 340,00**	**41 425,00**	**309 765,00**	**212 142,59**		**212 142,59**	**97 622,41**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions 1	Emissions 2	Annulations 3	Recettes nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4
001	Excédt ou déficit invest report		299 660,20	299 660,20				299 660,20
10	Apports, dotations et réserves				27 134,97		27 134,97	-27 134,97
28	Amort des immobilisations	268 340,00	203 242,33	471 582,33	478 179,28	9 475,01	468 704,27	2 878,06
Total		**268 340,00**	**502 902,53**	**771 242,53**	**505 314,25**	**9 475,01**	**495 839,24**	**275 403,29**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Etat Consommation des Crédits

Section D'EXPLOITATION

DEPENSES

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions 1	Emissions 2	Annulations 3	Dépenses nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4
011	Dépenses afférentes exploit courante	2 511 936,00	-529 938,00	1 981 998,00	2 439 698,09	1 059 838,96	1 379 859,13	602 138,87
012	Dépenses afférentes au personnel	17 372 254,00	438 342,00	17 810 596,00	17 115 754,24	7 029,41	17 108 724,83	701 871,17
016	Dépenses afférentes à la structure	635 307,00	263 242,33	898 549,33	845 014,96	44 275,10	800 739,86	97 809,47
Total		**20 519 497,00**	**171 646,33**	**20 691 143,33**	**20 400 467,29**	**1 111 143,47**	**19 289 323,82**	**1 401 819,51**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Etat Consommation des Crédits

Section D'EXPLOITATION

RECETTES

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif	Décision Modificative	Total prévisions 1	Emissions 2	Annulations 3	Recettes nettes 4 = 2 - 3	Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4
002	Résultat de fonctionnement reporté	362 678,00	438 342,00	801 020,00				801 020,00
017	Produits de la tarification	19 965 819,00	-308 120,67	19 657 698,33	19 965 819,00	296 758,00	19 669 061,00	-11 362,67
018	Autres produits relatifs à exploitation	191 000,00		191 000,00	97 758,50		97 758,50	93 241,50
019	Prod finan et prod non encaissables		41 425,00	41 425,00	75 968,37		75 968,37	-34 543,37
Total		**20 519 497,00**	**171 646,33**	**20 691 143,33**	**20 139 545,87**	**296 758,00**	**19 842 787,87**	**848 355,46**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		320,47						320,47		320,47
10222	FCTVA						27 134,97		27 134,97		27 134,97
10228	Autres complt de dotation Etat		320 962,82						320 962,82		320 962,82
	Sous Total compte 1022		**320 962,82**				**27 134,97**		**348 097,79**		**348 097,79**
1023	Complts dotation org autre que Etat		675 939,60						675 939,60		675 939,60
1025	Dons et legs en capital		762,25						762,25		762,25
	Sous Total compte 102		**997 985,14**				**27 134,97**		**1 025 120,11**		**1 025 120,11**
10682	Réserve affectée à l'investissement		792 837,03	840 873,96	840 873,96			840 873,96	1 633 710,99		792 837,03
10685	Excédtents affectés à la couverture BFR		402 491,93						402 491,93		402 491,93
106868	Autres activités art L.312-1 CASF		100 544,02						100 544,02		100 544,02
	Sous Total compte 10686		**100 544,02**						**100 544,02**		**100 544,02**
	Sous Total compte 1068		**1 295 872,98**	**840 873,96**	**840 873,96**			**840 873,96**	**2 136 746,94**		**1 295 872,98**
	Sous Total compte 106		**1 295 872,98**	**840 873,96**	**840 873,96**			**840 873,96**	**2 136 746,94**		**1 295 872,98**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 10		**2 293 858,12**	**840 873,96**	**840 873,96**		**27 134,97**	**840 873,96**	**3 161 867,05**		**2 320 993,09**
1100	Activité principale		1 199 317,71	1 557 761,46	1 199 317,71			1 557 761,46	2 398 635,42		840 873,96
	Sous Total compte 110		**1 199 317,71**	**1 557 761,46**	**1 199 317,71**			**1 557 761,46**	**2 398 635,42**		**840 873,96**
	Sous Total compte 11		**1 199 317,71**	**1 557 761,46**	**1 199 317,71**			**1 557 761,46**	**2 398 635,42**		**840 873,96**
12	Résultat exercice excéd déficit	358 443,75		358 443,75	716 887,50			716 887,50	716 887,50		0,00
	Sous Total compte 12	**358 443,75**		**358 443,75**	**716 887,50**			**716 887,50**	**716 887,50**		**0,00**
1312	Coll et etab pub		82 852,00						82 852,00		82 852,00
	Sous Total compte 131		**82 852,00**						**82 852,00**		**82 852,00**
1392	Coll et etab pub					41 425,00		41 425,00		41 425,00	
	Sous Total compte 139					**41 425,00**		**41 425,00**		**41 425,00**	
	Sous Total compte 13		**82 852,00**			**41 425,00**		**41 425,00**	**82 852,00**		**41 427,00**
1588	Autres provisions pour charges		37 536,00						37 536,00		37 536,00
	Sous Total compte 158		**37 536,00**						**37 536,00**		**37 536,00**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 15		**37 536,00**						**37 536,00**		**37 536,00**
1641	Emprunts en euros		843 000,12			86 333,32		86 333,32	843 000,12		756 666,80
	Sous Total compte 164		**843 000,12**			**86 333,32**		**86 333,32**	**843 000,12**		**756 666,80**
1678	Autres emprunts dettes assortis condit		512 101,61			32 006,36		32 006,36	512 101,61		480 095,25
	Sous Total compte 167		**512 101,61**			**32 006,36**		**32 006,36**	**512 101,61**		**480 095,25**
	Sous Total compte 16		**1 355 101,73**			**118 339,68**		**118 339,68**	**1 355 101,73**		**1 236 762,05**
	Total classe 1	**358 443,75**	**4 968 665,56**	**2 757 079,17**	**2 757 079,17**	**159 764,68**	**27 134,97**	**3 275 287,60**	**7 752 879,70**	**41 425,00**	**4 519 017,10**
2012	Frais de réorganisation	2 160,00			720,00			2 160,00	720,00	1 440,00	
2013	Frais d'évaluation	35 570,00			18 200,00			35 570,00	18 200,00	17 370,00	
	Sous Total compte 201	**37 730,00**			**18 920,00**			**37 730,00**	**18 920,00**	**18 810,00**	
2032	Frais recherche et dev	28 230,00						28 230,00		28 230,00	
	Sous Total compte 203	**28 230,00**						**28 230,00**		**28 230,00**	
205	Concessions droits similaires brevets	161 822,09			2 601,33	26 972,16		188 794,25	2 601,33	186 192,92	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
208	Autres immobilisations incorporelles	2 800,00						2 800,00		2 800,00	
	Sous Total compte 20	**230 582,09**			**21 521,33**	**26 972,16**		**257 554,25**	**21 521,33**	**236 032,92**	
211	Terrains	20 000,00						20 000,00		20 000,00	
212	Agenct amégat terrains plantations	133 064,89						133 064,89		133 064,89	
21311	Bâtiments publics	3 276 827,39						3 276 827,39		3 276 827,39	
	Sous Total compte 2131	**3 276 827,39**						**3 276 827,39**		**3 276 827,39**	
2135	Instal gales agenct amégts const	3 036 895,52						3 036 895,52		3 036 895,52	
	Sous Total compte 213	**6 313 722,91**						**6 313 722,91**		**6 313 722,91**	
2151	Instal complexes spécial	3 642,24						3 642,24		3 642,24	
2153	Instal à caractère spécif	19 800,81						19 800,81		19 800,81	
2154	Mat et outillage	1 456 939,85			28 063,85	13 196,70		1 470 136,55	28 063,85	1 442 072,70	
	Sous Total compte 215	**1 480 382,90**			**28 063,85**	**13 196,70**		**1 493 579,60**	**28 063,85**	**1 465 515,75**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	989 134,65			481,00			989 134,65	481,00	988 653,65	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2182	Mat de transport	778 912,59			219,80			778 912,59	219,80	778 692,79	
2183	Mat bureau mat informatique	749 736,73			1 223,98			749 736,73	1 223,98	748 512,75	
2184	Mobilier	1 772 487,86			18 994,41	12 209,05		1 784 696,91	18 994,41	1 765 702,50	
2185	Cheptel	702,40			202,40			702,40	202,40	500,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	119 945,81						119 945,81		119 945,81	
	Sous Total compte 218	**4 410 920,04**			**21 121,59**	**12 209,05**		**4 423 129,09**	**21 121,59**	**4 402 007,50**	
	Sous Total compte 21	**12 358 090,74**			**49 185,44**	**25 405,75**		**12 383 496,49**	**49 185,44**	**12 334 311,05**	
229	Droits de l'affectant		228 644,48						228 644,48		228 644,48
	Sous Total compte 22		**228 644,48**						**228 644,48**		**228 644,48**
272	Titres immob : droit de créance	54 809,15						54 809,15		54 809,15	
275	Dépôts et cautionnements versés	5 770,00						5 770,00		5 770,00	
	Sous Total compte 27	**60 579,15**						**60 579,15**		**60 579,15**	
28012	Amort frais réorganisation			720,00			1 440,00	720,00	1 440,00		720,00

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28013	Amort frais évalualation		28 622,00	18 200,00			3 474,00	18 200,00	32 096,00		13 896,00
	Sous Total compte 2801		**28 622,00**	**18 920,00**			**4 914,00**	**18 920,00**	**33 536,00**		**14 616,00**
28032	Amort frais recherche et dév		1 902,00				10 542,00		12 444,00		12 444,00
	Sous Total compte 2803		**1 902,00**				**10 542,00**		**12 444,00**		**12 444,00**
2805	Concessions droits similaires brevets		135 090,56	2 601,33			17 643,66	2 601,33	152 734,22		150 132,89
2808	Autres immobilisations incorporelles		2 800,00						2 800,00		2 800,00
	Sous Total compte 280		**168 414,56**	**21 521,33**			**33 099,66**	**21 521,33**	**201 514,22**		**179 992,89**
2812	Amort agenct amégat terr plantations		133 064,89						133 064,89		133 064,89
28131	Amort bâtiments		2 193 084,15				81 125,00		2 274 209,15		2 274 209,15
28135	Amort instal gales agenct amégat constru		2 318 570,67			1 200,00	86 745,97	1 200,00	2 405 316,64		2 404 116,64
	Sous Total compte 2813		**4 511 654,82**			**1 200,00**	**167 870,97**	**1 200,00**	**4 679 525,79**		**4 678 325,79**
28151	Amort instal complexes spécialisées		3 223,12				104,00		3 327,12		3 327,12
28153	Amort instal à caractère spécifique		19 800,81						19 800,81		19 800,81

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28154	Amort mat et outillage		1 146 542,39	28 063,85		7 221,91	90 315,02	35 285,76	1 236 857,41		1 201 571,65
	Sous Total compte 2815		**1 169 566,32**	**28 063,85**		**7 221,91**	**90 419,02**	**35 285,76**	**1 259 985,34**		**1 224 699,58**
28181	Amort instal gal agct amgt divers		610 639,12	481,00			59 617,68	481,00	670 256,80		669 775,80
28182	Amort mat transport		560 582,20	219,80			43 754,13	219,80	604 336,33		604 116,53
28183	Amort mat bureau mat informatique		652 393,53	1 223,98			19 890,94	1 223,98	672 284,47		671 060,49
28184	Amort mobilier		1 528 996,86	18 994,41		1 053,10	61 523,93	20 047,51	1 590 520,79		1 570 473,28
28185	Amort cheptel		352,40	202,40			50,00	202,40	402,40		200,00
28188	Amort autres immob corporelles		113 244,05				1 952,95		115 197,00		115 197,00
	Sous Total compte 2818		**3 466 208,16**	**21 121,59**		**1 053,10**	**186 789,63**	**22 174,69**	**3 652 997,79**		**3 630 823,10**
	Sous Total compte 281		**9 280 494,19**	**49 185,44**		**9 475,01**	**445 079,62**	**58 660,45**	**9 725 573,81**		**9 666 913,36**
	Sous Total compte 28		**9 448 908,75**	**70 706,77**		**9 475,01**	**478 179,28**	**80 181,78**	**9 927 088,03**		**9 846 906,25**
	Total classe 2	**12 649 251,98**	**9 677 553,23**	**70 706,77**	**70 706,77**	**61 852,92**	**478 179,28**	**12 781 811,67**	**10 226 439,28**	**12 630 923,12**	**10 075 550,73**
4011	Fournisseurs		64 354,89	2 554 330,59	2 504 594,31			2 554 330,59	2 568 949,20		14 618,61

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 401		**64 354,89**	**2 554 330,59**	**2 504 594,31**			**2 554 330,59**	**2 568 949,20**		**14 618,61**
4041	Fournis achats immob		2 359,56	54 737,47	52 377,91			54 737,47	54 737,47		0,00
	Sous Total compte 404		**2 359,56**	**54 737,47**	**52 377,91**			**54 737,47**	**54 737,47**		**0,00**
408	Fournis factures non parvenues		1 095 600,12	1 095 600,12	178 436,76			1 095 600,12	1 274 036,88		178 436,76
	Sous Total compte 40		**1 162 314,57**	**3 704 668,18**	**2 735 408,98**			**3 704 668,18**	**3 897 723,55**		**193 055,37**
4111	Usagers - amiable	12 720,54						12 720,54		12 720,54	
4114	Dépt - amiable	530,88		19 965 819,00	19 966 349,88			19 966 349,88	19 966 349,88		0,00
4115	Autres tiers payants - amiable	73 208,02			600,00			73 208,02	600,00	72 608,02	
	Sous Total compte 411	**86 459,44**		**19 965 819,00**	**19 966 949,88**			**20 052 278,44**	**19 966 949,88**	**85 328,56**	
4161	Usagers - contentieux	554,42						554,42		554,42	
	Sous Total compte 416	**554,42**						**554,42**		**554,42**	
	Sous Total compte 41	**87 013,86**		**19 965 819,00**	**19 966 949,88**			**20 052 832,86**	**19 966 949,88**	**85 882,98**	
421	Personnel - rémunérations dues		1 294,43	9 212 337,16	9 211 042,73			9 212 337,16	9 212 337,16		0,00

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4286	Personnel - autres charges à payer				11 395,00				11 395,00		11 395,00
	Sous Total compte 428				**11 395,00**				**11 395,00**		**11 395,00**
	Sous Total compte 42		**1 294,43**	**9 212 337,16**	**9 222 437,73**			**9 212 337,16**	**9 223 732,16**		**11 395,00**
431	Sécurite sociale			4 814 038,83	4 814 038,83			4 814 038,83	4 814 038,83		0,00
437	Autres organismes sociaux			2 180 108,05	2 180 108,05			2 180 108,05	2 180 108,05		0,00
4386	Organismes soc - autres charges à payer		192,00	192,00				192,00	192,00		0,00
	Sous Total compte 438		**192,00**	**192,00**				**192,00**	**192,00**		**0,00**
	Sous Total compte 43		**192,00**	**6 994 338,88**	**6 994 146,88**			**6 994 338,88**	**6 994 338,88**		**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le			247 329,63	247 329,63			247 329,63	247 329,63		0,00
	Sous Total compte 442			**247 329,63**	**247 329,63**			**247 329,63**	**247 329,63**		**0,00**
44321	Etat - dépenses			2 925,40	2 925,40			2 925,40	2 925,40		0,00
443221	Recettes- Amiable			27 134,97	27 134,97			27 134,97	27 134,97		0,00
	Sous Total compte 44322			**27 134,97**	**27 134,97**			**27 134,97**	**27 134,97**		**0,00**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4432			**30 060,37**	**30 060,37**			**30 060,37**	**30 060,37**		**0,00**
44331	Dépt - dépenses			11 470,02	11 470,02			11 470,02	11 470,02		0,00
	Sous Total compte 4433			**11 470,02**	**11 470,02**			**11 470,02**	**11 470,02**		**0,00**
44361	EHESP- Dépenses			15 279,85	15 279,85			15 279,85	15 279,85		0,00
	Sous Total compte 4436			**15 279,85**	**15 279,85**			**15 279,85**	**15 279,85**		**0,00**
44381	Autr coll pub organ internat - dépenses			2 403,92	2 403,92			2 403,92	2 403,92		0,00
	Sous Total compte 4438			**2 403,92**	**2 403,92**			**2 403,92**	**2 403,92**		**0,00**
	Sous Total compte 443			**59 214,16**	**59 214,16**			**59 214,16**	**59 214,16**		**0,00**
4478	Autres impôts et taxes			426 194,37	426 194,37			426 194,37	426 194,37		0,00
	Sous Total compte 447			**426 194,37**	**426 194,37**			**426 194,37**	**426 194,37**		**0,00**
	Sous Total compte 44			**732 738,16**	**732 738,16**			**732 738,16**	**732 738,16**		**0,00**
451003	Cpte rattach avec le budget principal	2 531 355,36		20 257 547,98	20 228 082,95			22 788 903,34	20 228 082,95	2 560 820,39	
	Sous Total compte 451	**2 531 355,36**		**20 257 547,98**	**20 228 082,95**			**22 788 903,34**	**20 228 082,95**	**2 560 820,39**	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 45	**2 531 355,36**		**20 257 547,98**	**20 228 082,95**			**22 788 903,34**	**20 228 082,95**	**2 560 820,39**	
466	Excédt de verSEMent		118,64	296 930,57	296 811,93			296 930,57	296 930,57		0,00
4671	Autr cptes créditeurs-créditeurs divers			119 177,49	119 177,49			119 177,49	119 177,49		0,00
46721	Débiteurs divers - amiable	150 022,29		109 938,89	250 284,32			259 961,18	250 284,32	9 676,86	
46726	Débiteurs divers - contentieux	4 429,52		2 542,40	5 824,08			6 971,92	5 824,08	1 147,84	
	Sous Total compte 4672	**154 451,81**		**112 481,29**	**256 108,40**			**266 933,10**	**256 108,40**	**10 824,70**	
	Sous Total compte 467	**154 451,81**		**231 658,78**	**375 285,89**			**386 110,59**	**375 285,89**	**10 824,70**	
4686	Divers - charges à payer				109,05				109,05		109,05
	Sous Total compte 468				**109,05**				**109,05**		**109,05**
	Sous Total compte 46	**154 451,81**	**118,64**	**528 589,35**	**672 206,87**			**683 041,16**	**672 325,51**	**10 715,65**	
4711	Verst des régisseurs			3 865,70	3 865,70			3 865,70	3 865,70		0,00
4712	Viremts réimputés		3 629,72	5 090,80	1 461,08			5 090,80	5 090,80		0,00
4713	Recettes perçues avant émission titres	12,49		20 022 406,75	20 022 419,24			20 022 419,24	20 022 419,24		0,00

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471411	Excédent à réimputer - pers physiques			53,93	53,93			53,93	53,93		0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			304 539,14	304 539,14			304 539,14	304 539,14		0,00
	Sous Total compte 47141			**304 593,07**	**304 593,07**			**304 593,07**	**304 593,07**		**0,00**
	Sous Total compte 4714			**304 593,07**	**304 593,07**			**304 593,07**	**304 593,07**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser		5 184,20	15 166,91	9 982,71			15 166,91	15 166,91		0,00
	Sous Total compte 471	**12,49**	**8 813,92**	**20 351 123,23**	**20 342 321,80**			**20 351 135,72**	**20 351 135,72**		**0,00**
4721	Dép sans mandatement préalable			190 799,63	190 799,63			190 799,63	190 799,63		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	1 297,47		1 018 379,01	1 019 676,48			1 019 676,48	1 019 676,48		0,00
	Sous Total compte 472	**1 297,47**		**1 209 178,64**	**1 210 476,11**			**1 210 476,11**	**1 210 476,11**		**0,00**
	Sous Total compte 47	**1 309,96**	**8 813,92**	**21 560 301,87**	**21 552 797,91**			**21 561 611,83**	**21 561 611,83**		**0,00**
491	Dépréciat comptes de redevables		5 047,05		9 838,00				14 885,05		14 885,05
	Sous Total compte 49		**5 047,05**		**9 838,00**				**14 885,05**		**14 885,05**
	Total classe 4	**2 774 130,99**	**1 177 780,61**	**82 956 340,58**	**82 114 607,36**			**85 730 471,57**	**83 292 387,97**	**2 657 528,07**	**219 444,47**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	1 940,00		1 320,00	3 200,00			3 260,00	3 200,00	60,00	
	Sous Total compte 511	**1 940,00**		**1 320,00**	**3 200,00**			**3 260,00**	**3 200,00**	**60,00**	
	Sous Total compte 51	**1 940,00**		**1 320,00**	**3 200,00**			**3 260,00**	**3 200,00**	**60,00**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	40 232,68		118 789,09	121 481,61			159 021,77	121 481,61	37 540,16	
	Sous Total compte 541	**40 232,68**		**118 789,09**	**121 481,61**			**159 021,77**	**121 481,61**	**37 540,16**	
	Sous Total compte 54	**40 232,68**		**118 789,09**	**121 481,61**			**159 021,77**	**121 481,61**	**37 540,16**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			529 079,29	529 079,29			529 079,29	529 079,29		0,00
	Sous Total compte 58			**529 079,29**	**529 079,29**			**529 079,29**	**529 079,29**		**0,00**
	Total classe 5	**42 172,68**		**649 188,38**	**653 760,90**			**691 361,06**	**653 760,90**	**37 600,16**	
60613	Chauffage					28 500,00	28 500,00	28 500,00	28 500,00		0,00
	Sous Total compte 6061					**28 500,00**	**28 500,00**	**28 500,00**	**28 500,00**		**0,00**
60621	Combustibles et carburants					52 638,45	51 662,75	52 638,45	51 662,75	975,70	
60622	Produits d'entretien					20 099,06	17 427,95	20 099,06	17 427,95	2 671,11	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60623	Fournitures d'atelier					12 987,33	6 232,17	12 987,33	6 232,17	6 755,16	
60624	Fournitures administratives					11 844,90	10 048,74	11 844,90	10 048,74	1 796,16	
60625	Fournitures scol éduc et loisirs					56 234,00	42 085,09	56 234,00	42 085,09	14 148,91	
606261	Protections, produits absorbants					8 701,32	45,00	8 701,32	45,00	8 656,32	
606268	Autres fournitures hôtelières					127 036,30	70 404,67	127 036,30	70 404,67	56 631,63	
	Sous Total compte 60626					**135 737,62**	**70 449,67**	**135 737,62**	**70 449,67**	**65 287,95**	
60628	Autres fournit non stkées					13 915,86	2 666,32	13 915,86	2 666,32	11 249,54	
	Sous Total compte 6062					**303 457,22**	**200 572,69**	**303 457,22**	**200 572,69**	**102 884,53**	
6063	Alimentation					82 756,37	8 679,93	82 756,37	8 679,93	74 076,44	
6066	Fournitures médicales					3 820,76	469,26	3 820,76	469,26	3 351,50	
6068	Autres achts non stckés matières fournit					516,57	80,00	516,57	80,00	436,57	
	Sous Total compte 606					**419 050,92**	**238 301,88**	**419 050,92**	**238 301,88**	**180 749,04**	
	Sous Total compte 60					**419 050,92**	**238 301,88**	**419 050,92**	**238 301,88**	**180 749,04**	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61111	Examens de biologie					264,87	215,37	264,87	215,37	49,50	
61112	Examens de radiologie					56,01	35,09	56,01	35,09	20,92	
61118	Autres					11 787,81	1 792,17	11 787,81	1 792,17	9 995,64	
	Sous Total compte 6111					**12 108,69**	**2 042,63**	**12 108,69**	**2 042,63**	**10 066,06**	
61128	Autres prestations à caractère médico-so					227 474,78	13 615,00	227 474,78	13 615,00	213 859,78	
	Sous Total compte 6112					**227 474,78**	**13 615,00**	**227 474,78**	**13 615,00**	**213 859,78**	
	Sous Total compte 611					**239 583,47**	**15 657,63**	**239 583,47**	**15 657,63**	**223 925,84**	
61352	Équipements					31 567,15		31 567,15		31 567,15	
61353	Matériel de transport					60 698,81	4 375,60	60 698,81	4 375,60	56 323,21	
	Sous Total compte 6135					**92 265,96**	**4 375,60**	**92 265,96**	**4 375,60**	**87 890,36**	
	Sous Total compte 613					**92 265,96**	**4 375,60**	**92 265,96**	**4 375,60**	**87 890,36**	
61521	Bâtiments publics					3 882,99	3 882,99	3 882,99	3 882,99		0,00
	Sous Total compte 6152					**3 882,99**	**3 882,99**	**3 882,99**	**3 882,99**		**0,00**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61558	Entretien autres matériels					20 423,11	20 423,11	20 423,11	20 423,11		0,00
	Sous Total compte 6155					**20 423,11**	**20 423,11**	**20 423,11**	**20 423,11**		**0,00**
61561	Maintenance - part non récup					65 634,41	1 477,28	65 634,41	1 477,28	64 157,13	
61568	Maintenance-autres					87 157,35	4 481,11	87 157,35	4 481,11	82 676,24	
	Sous Total compte 6156					**152 791,76**	**5 958,39**	**152 791,76**	**5 958,39**	**146 833,37**	
	Sous Total compte 615					**177 097,86**	**30 264,49**	**177 097,86**	**30 264,49**	**146 833,37**	
6161	Primes d'assurances - multirisques					49,99		49,99		49,99	
61681	Assurance maladie, maternité et accident					5 304,60		5 304,60		5 304,60	
	Sous Total compte 6168					**5 304,60**		**5 304,60**		**5 304,60**	
	Sous Total compte 616					**5 354,59**		**5 354,59**		**5 354,59**	
6182	Documentation generale et technique					4 912,68		4 912,68		4 912,68	
6188	Autres frais divers					160,00	160,00	160,00	160,00		0,00
	Sous Total compte 618					**5 072,68**	**160,00**	**5 072,68**	**160,00**	**4 912,68**	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 61					**519 374,56**	**50 457,72**	**519 374,56**	**50 457,72**	**468 916,84**	
62113	Personnel medical et paramedical					71 822,50		71 822,50		71 822,50	
62118	Autres personnels					60 276,60	2 954,47	60 276,60	2 954,47	57 322,13	
	Sous Total compte 6211					**132 099,10**	**2 954,47**	**132 099,10**	**2 954,47**	**129 144,63**	
	Sous Total compte 621					**132 099,10**	**2 954,47**	**132 099,10**	**2 954,47**	**129 144,63**	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					1 040,67		1 040,67		1 040,67	
	Sous Total compte 622					**1 040,67**		**1 040,67**		**1 040,67**	
6241	Transports de biens					31,15	9,90	31,15	9,90	21,25	
62428	Autres transports d'usagers					13 545,36		13 545,36		13 545,36	
	Sous Total compte 6242					**13 545,36**		**13 545,36**		**13 545,36**	
	Sous Total compte 624					**13 576,51**	**9,90**	**13 576,51**	**9,90**	**13 566,61**	
6251	Voyages et déplacements					7 882,25	1 531,52	7 882,25	1 531,52	6 350,73	
6255	Frais de déménagement					7 330,02	7 330,02	7 330,02	7 330,02		0,00

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6256	Missions					183,04		183,04		183,04	
6257	Réceptions					189,45		189,45		189,45	
	Sous Total compte 625					**15 584,76**	**8 861,54**	**15 584,76**	**8 861,54**	**6 723,22**	
6261	Frais d'affranchissement					2 562,27	1 090,47	2 562,27	1 090,47	1 471,80	
6262	Frais de télécommunications					32 402,78	834,00	32 402,78	834,00	31 568,78	
	Sous Total compte 626					**34 965,05**	**1 924,47**	**34 965,05**	**1 924,47**	**33 040,58**	
627	Services bancaires et assimiles					3,04		3,04		3,04	
6282	Prestations d'alimentation a l'exterieur					771 766,71	55 011,98	771 766,71	55 011,98	716 754,73	
6283	Prestation de nettoyage a l'exterieur					97 582,05	89 286,05	97 582,05	89 286,05	8 296,00	
6287	Remboursement de frais					793 374,06	644 688,24	793 374,06	644 688,24	148 685,82	
6288	Autres					54 214,56	6 097,27	54 214,56	6 097,27	48 117,29	
	Sous Total compte 628					**1 716 937,38**	**795 083,54**	**1 716 937,38**	**795 083,54**	**921 853,84**	
	Sous Total compte 62					**1 914 206,51**	**808 833,92**	**1 914 206,51**	**808 833,92**	**1 105 372,59**	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6333	Participation des employeurs a la format					332 828,00		332 828,00		332 828,00	
6336	Cotisation au fonds pour l'emploi hospit					80 769,00		80 769,00		80 769,00	
	Sous Total compte 633					**413 597,00**		**413 597,00**		**413 597,00**	
6353	Impôts indirects					11 307,09		11 307,09		11 307,09	
6354	Droits d'enregistrement et de timbre					1 440,28		1 440,28		1 440,28	
	Sous Total compte 635					**12 747,37**		**12 747,37**		**12 747,37**	
637	Autres impots taxes et verSEMents assim					175,00		175,00		175,00	
	Sous Total compte 63					**426 519,37**		**426 519,37**		**426 519,37**	
64111	Rémunération principale					3 686 082,33		3 686 082,33		3 686 082,33	
64112	Indemnité de résidence					54 119,34		54 119,34		54 119,34	
64113	Prime de service					231 077,45		231 077,45		231 077,45	
64114	Nouvelle bonification indiciaire (NBI)					51 057,25		51 057,25		51 057,25	
64115	Supplément familial de traitement					57 823,91		57 823,91		57 823,91	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
641182	Complément de traitement indiciaire (CTI					289 144,64		289 144,64		289 144,64	
641185	Majoration horaire pour travail de nuit					44 073,53		44 073,53		44 073,53	
641186	Indemnités forfaitaires pour travail des					95 559,71		95 559,71		95 559,71	
641188	Autres					185 071,61		185 071,61		185 071,61	
	Sous Total compte 64118					**613 849,49**		**613 849,49**		**613 849,49**	
	Sous Total compte 6411					**4 694 009,77**		**4 694 009,77**		**4 694 009,77**	
64131	Rémunération principale					3 617 642,11		3 617 642,11		3 617 642,11	
641382	Complément de traitement indiciaire (CTI					349 822,31		349 822,31		349 822,31	
641385	Majoration horaire pour travail de nuit					113 328,32		113 328,32		113 328,32	
641386	Indemnités forfaitaires pour travail des					161 033,58		161 033,58		161 033,58	
641388	Autres					268 525,05		268 525,05		268 525,05	
	Sous Total compte 64138					**892 709,26**		**892 709,26**		**892 709,26**	
	Sous Total compte 6413					**4 510 351,37**		**4 510 351,37**		**4 510 351,37**	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64151	Rémunération principale					1 801 350,58	1 185,19	1 801 350,58	1 185,19	1 800 165,39	
641582	Complément de traitement indiciaire (CTI					190 609,03	146,28	190 609,03	146,28	190 462,75	
641585	Majoration horaire pour travail de nuit					50 646,74		50 646,74		50 646,74	
641586	Indemnités forfaitaires pour travail des					96 577,15		96 577,15		96 577,15	
641588	Autres					173 558,28		173 558,28		173 558,28	
	Sous Total compte 64158					**511 391,20**	**146,28**	**511 391,20**	**146,28**	**511 244,92**	
	Sous Total compte 6415					**2 312 741,78**	**1 331,47**	**2 312 741,78**	**1 331,47**	**2 311 410,31**	
6417	Apprentis					17 767,51		17 767,51		17 767,51	
	Sous Total compte 641					**11 534 870,43**	**1 331,47**	**11 534 870,43**	**1 331,47**	**11 533 538,96**	
6428	Autres					75 331,94		75 331,94		75 331,94	
	Sous Total compte 642					**75 331,94**		**75 331,94**		**75 331,94**	
64511	Cotisations à l'URSSAF					2 875 987,43	3,73	2 875 987,43	3,73	2 875 983,70	
64513	Cotisations aux caisses de retraite					316 481,16		316 481,16		316 481,16	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64514	Cotisations à l'ASSEDIC					276 204,14		276 204,14		276 204,14	
64515	Cotisations à la CNRACL					1 104 038,04		1 104 038,04		1 104 038,04	
	Sous Total compte 6451					**4 572 710,77**	**3,73**	**4 572 710,77**	**3,73**	**4 572 707,04**	
64528	Cotisat autres organismes sociaux					30 560,82		30 560,82		30 560,82	
	Sous Total compte 6452					**30 560,82**		**30 560,82**		**30 560,82**	
	Sous Total compte 645					**4 603 271,59**	**3,73**	**4 603 271,59**	**3,73**	**4 603 267,86**	
6471	Prestations versees pour le compte du f					51 298,98		51 298,98		51 298,98	
6473	Alloc chômage					16 452,35		16 452,35		16 452,35	
6475	Médecine du travail					53 644,40	192,00	53 644,40	192,00	53 452,40	
64781	Carte de transport					3 029,50		3 029,50		3 029,50	
64784	Oeuvres sociales					171 904,91		171 904,91		171 904,91	
	Sous Total compte 6478					**174 934,41**		**174 934,41**		**174 934,41**	
	Sous Total compte 647					**296 330,14**	**192,00**	**296 330,14**	**192,00**	**296 138,14**	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6488	Autres charges diverses de personnel					59 213,37	2 547,74	59 213,37	2 547,74	56 665,63	
	Sous Total compte 648					**59 213,37**	**2 547,74**	**59 213,37**	**2 547,74**	**56 665,63**	
	Sous Total compte 64					**16 569 017,47**	**4 074,94**	**16 569 017,47**	**4 074,94**	**16 564 942,53**	
6583	Déficits sur opérations de gestion					12,49		12,49		12,49	
6588	Autres					4,02		4,02		4,02	
	Sous Total compte 658					**16,51**		**16,51**		**16,51**	
	Sous Total compte 65					**16,51**		**16,51**		**16,51**	
6611	Interets des emprunts et dettes					59 388,61		59 388,61		59 388,61	
	Sous Total compte 661					**59 388,61**		**59 388,61**		**59 388,61**	
	Sous Total compte 66					**59 388,61**		**59 388,61**		**59 388,61**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					4 876,06		4 876,06		4 876,06	
	Sous Total compte 67					**4 876,06**		**4 876,06**		**4 876,06**	
68111	Immobilisations incorpo					33 099,66		33 099,66		33 099,66	

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	**Libellé du compte**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**
68112	Immob corporelles					445 079,62	9 475,01	445 079,62	9 475,01	435 604,61	
	Sous Total compte 6811					**478 179,28**	**9 475,01**	**478 179,28**	**9 475,01**	**468 704,27**	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					9 838,00		9 838,00		9 838,00	
	Sous Total compte 681					**488 017,28**	**9 475,01**	**488 017,28**	**9 475,01**	**478 542,27**	
	Sous Total compte 68					**488 017,28**	**9 475,01**	**488 017,28**	**9 475,01**	**478 542,27**	
	Total classe 6					**20 400 467,29**	**1 111 143,47**	**20 400 467,29**	**1 111 143,47**	**19 289 323,82**	
7081	Produits des services exploités dans l'i						3 866,32		3 866,32		3 866,32
	Sous Total compte 708						**3 866,32**		**3 866,32**		**3 866,32**
	Sous Total compte 70						**3 866,32**		**3 866,32**		**3 866,32**
73332	Prix de journée					296 758,00	19 965 819,00	296 758,00	19 965 819,00		19 669 061,00
	Sous Total compte 7333					**296 758,00**	**19 965 819,00**	**296 758,00**	**19 965 819,00**		**19 669 061,00**
	Sous Total compte 733					**296 758,00**	**19 965 819,00**	**296 758,00**	**19 965 819,00**		**19 669 061,00**
	Sous Total compte 73					**296 758,00**	**19 965 819,00**	**296 758,00**	**19 965 819,00**		**19 669 061,00**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
744	FCTVA						2 259,62		2 259,62		2 259,62
	Sous Total compte 74						**2 259,62**		**2 259,62**		**2 259,62**
7541	Formation professionnelle						69 925,87		69 925,87		69 925,87
	Sous Total compte 754						**69 925,87**		**69 925,87**		**69 925,87**
7588	Autres produits divers de gestion couran						21 706,69		21 706,69		21 706,69
	Sous Total compte 758						**21 706,69**		**21 706,69**		**21 706,69**
	Sous Total compte 75						**91 632,56**		**91 632,56**		**91 632,56**
7718	Autres						33 809,56		33 809,56		33 809,56
	Sous Total compte 771						**33 809,56**		**33 809,56**		**33 809,56**
773	Mandats annules (sur exercices anterieur						733,81		733,81		733,81
777	Quote-part des subv d'investisSEM						41 425,00		41 425,00		41 425,00
	Sous Total compte 77						**75 968,37**		**75 968,37**		**75 968,37**
	Total classe 7					**296 758,00**	**20 139 545,87**	**296 758,00**	**20 139 545,87**		**19 842 787,87**

Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé du compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total général	**15 823 999,40**	**15 823 999,40**	**86 433 314,90**	**85 596 154,20**	**20 918 842,89**	**21 756 003,59**	**123 176 157,19**	**123 176 157,19**	**34 656 800,17**	**34 656 800,17**

État : E2/1

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Renseignements annexes à la balance

SECTION D'INVESTISSEMENT : EXÉCUTION DU BUDGET

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

COMPTES	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (1)		RESULTAT DE L'EXERCICE (2)		RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (3)	
	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT	DEFICIT	EXCEDENT
1-2-39-481-49-59 (budget principal)		299 660,20		283 696,65		583 356,85

(1) [BE soldes créditeurs - BE soldes débiteurs des comptes : 1-2-39-481-49-59] - [BE soldes créditeurs - BE soldes débiteurs des comptes non budgétaires : 10685, 10686, 10687, 110, 111,114, 1163, 119, 12, 1412, 1688, 2768]
(2) Solde des opérations budgétaires de l'année
(3) Somme algébrique des colonnes (1) et (2)

État E2/2

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 077090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP SEINE-ET-MARNE ETABLISSEMENT : SDAU/FOYER DE L'ENFANCE

Renseignements annexes à la balance

SECTION D'INVESTISSEMENT : EXÉCUTION DU BUDGET

RAPPROCHEMENT DE LA BALANCE ET DU RÉSULTAT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

CLASSES 1, 2 COMPTES 39, 481, 49, 59 (4)		DIFFERENCE BRUTE (5)
SOLDES DEBITEURS	SOLDES CREDITEURS	
12 672 348,12	14 609 452,88	1 937 104,76

(4) Soldes débiteurs et soldes créditeurs de la balance de sortie des comptes CLASSES 1, 2 COMPTES 39, 481, 49, 59
(5) = Soldes créditeurs - Soldes débiteurs

COMPTE 10685 (6)	COMPTE 10686 (7)	COMPTE 10687 (8)	COMPTE 110 (9)	COMPTE 111 (10)	COMPTE 119 (11)	COMPTE 114 (12)	COMPTE 1163 (13)	COMPTE 1412 (14)	COMPTE 1688 (15)	COMPTE 2768 (16)	RESULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE (17)
402 491,93	100 544,02		840 873,96								593 194,85

(6) à (16) : Soldes créditeurs (+) ou débiteurs (-) des comptes à la balance de sortie
(17) : Identité du résultat : (17) = (3) = (5) - somme algébrique des colonnes (6) à (16)

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2024

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Natures des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille							0,00	0,00
ALIZE HAMEAU DU MOULIN REPAS	0,00	7 750,00	7 750,00	0,00	4 650,00	4 650,00	3 100,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	0,00	7 750,00	7 750,00	0,00	4 650,00	4 650,00	3 100,00	0,00
862 Correspondant							0,00	0,00
ALIZE HAMEAU DU MOULIN REPAS	158,10	4 650,00	4 808,10	0,00	4 160,20	4 160,20	647,90	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	158,10	4 650,00	4 808,10	0,00	4 160,20	4 160,20	647,90	0,00
863 Prise en charge titre et valeur							0,00	0,00
ALIZE HAMEAU DU MOULIN REPAS	0,00	4 160,20	4 160,20	158,10	7 750,00	7 908,10	0,00	3 747,90
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	4 160,20	4 160,20	158,10	7 750,00	7 908,10	0,00	3 747,90
TOTAUX	158,10	16 560,20	16 718,30	158,10	16 560,20	16 718,30	3 747,90	3 747,90

Page des signatures

02003 - SDAU/FOYER DE L'ENFANCE Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

ODILE Isabelle (1017758048-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE SEINE-ET-MARNE**, le **26/03/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **SDAU/FOYER DE L'ENFANCE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

SIBLET-BEUVAIN Christine (1007170202-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie A **SEINE-ET-MARNE**, le **28/03/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
P.DEP SEINE-ET-MARNE
N° CODIQUE 077090
Date Edition : 10/06/2024
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 02004
N° de SIRET 22770001000092

GAIA DEP SEINE ET MARNE
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme CHRISTINE SIBLET-BEUVAIN

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 10/06/2024

Nomenclature M4 spic
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 34
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 39
4EME PARTIE : Page des signatures 40

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)		Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions		Réserves	
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)		Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	
Créances		**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités		Fournisseurs(2)	
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	
TOTAL ACTIF CIRCULANT		**Total dettes à court terme**	
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF		**TOTAL PASSIF**	

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2025

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Constructions mises à disposition				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER				

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I				

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés				
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres				7 979,00
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP				368 455,39
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances				49 395,00
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II				**425 829,39**

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				1,41
	Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				**1,41**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)				**425 830,80**

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

PASSIF		Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		66 422,91
	Report à nouveau		173 092,89
	Résultat de l'exercice		172 233,29
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés		498,23
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I		**412 247,32**

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		7 700,00
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		**7 700,00**

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes fiscales et sociales		5 883,48
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales (impôts sur bénéfices)		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III		**5 883,48**

BILAN (en Euros)

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		
	Écart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		**425 830,80**

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services		0,71
Autres produits		333,27
Transfert de charges		
Produits courants non financiers		333,98
Traitements, salaires, charges sociales		94,21
Achats et charges externes		55,11
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		5,51
Autres charges		0,46
Charges courantes non financières		155,28
RESULTAT COURANT NON FINANCIER		**178,70**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT		**178,70**
Produits exceptionnels		4,92
Charges exceptionnelles		11,39
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-6,47**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE		**172,23**

COMPTE DE RESULTAT 2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Prestations de services		714,00
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits		333 270,90
TOTAL I		**333 984,90**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes		55 108,50
Impôts et taxes sur rémunérations		453,42
Autres impôts, taxes et versem assimilés		

COMPTE DE RESULTAT 2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements		75 259,91
Charges sociales		18 952,08
Dotations amortissements sur immob		5 507,38
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges		2,70
TOTAL II		**155 283,99**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		**178 700,91**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		

COMPTE DE RESULTAT 2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV		
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT		**178 700,91**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital		4 921,00
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V		**4 921,00**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		4 902,00
Valeur comptable des immo cédées		6 486,62
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI		**11 388,62**

COMPTE DE RESULTAT 2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		**-6 467,62**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		**338 905,90**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)		**166 672,61**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE		**172 233,29**

Opérations Compte de Tiers

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE

Exercice 2024

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)			
Titres de recette émis (b)			
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)			
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)			
Mandats émis (f)			
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)			
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent			
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
GAIA DEP SEINE ET MARNE					
Investissement	66 921,14			-66 921,14	
Fonctionnement	345 326,18			-345 326,18	
Sous-Total	**412 247,32**			**-412 247,32**	
TOTAL III	**412 247,32**			**-412 247,32**	
TOTAL I + II + III	**412 247,32**			**-412 247,32**	

Dissolution GAIA 02004 et transfert vers le 02000 Département du résultat par la délibération N° CD-2023/11/17-2/04 du 17 novembre 2023

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10228	Autres fonds		498,23	498,23				498,23	498,23		0,00
1022	**Sous Total compte 1022**		**498,23**	**498,23**				**498,23**	**498,23**		**0,00**
102	**Sous Total compte 102**		**498,23**	**498,23**				**498,23**	**498,23**		**0,00**
1068	Autres réserves		66 422,91	66 422,91				66 422,91	66 422,91		0,00
106	**Sous Total compte 106**		**66 422,91**	**66 422,91**				**66 422,91**	**66 422,91**		**0,00**
10	**Sous Total compte 10**		**66 921,14**	**66 921,14**				**66 921,14**	**66 921,14**		**0,00**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		173 092,89	173 092,89				173 092,89	173 092,89		0,00
11	**Sous Total compte 11**		**173 092,89**	**173 092,89**				**173 092,89**	**173 092,89**		**0,00**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert		172 233,29	172 233,29				172 233,29	172 233,29		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**172 233,29**	**172 233,29**				**172 233,29**	**172 233,29**		**0,00**
1581	Autres provisions pour risques et charge		7 700,00	7 700,00				7 700,00	7 700,00		0,00
158	**Sous Total compte 158**		**7 700,00**	**7 700,00**				**7 700,00**	**7 700,00**		**0,00**
15	**Sous Total compte 15**		**7 700,00**	**7 700,00**				**7 700,00**	**7 700,00**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1		**419 947,32**	**419 947,32**				**419 947,32**	**419 947,32**		**0,00**
44566	TVA sur autres biens et services	7 979,00			7 979,00			7 979,00	7 979,00		0,00
4456	**Sous Total compte 4456**	**7 979,00**			**7 979,00**			**7 979,00**	**7 979,00**		**0,00**
44571	TVA collectée		5 883,48	5 883,48				5 883,48	5 883,48		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**		**5 883,48**	**5 883,48**				**5 883,48**	**5 883,48**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**	**7 979,00**	**5 883,48**	**5 883,48**	**7 979,00**			**13 862,48**	**13 862,48**		**0,00**
44	**Sous Total compte 44**	**7 979,00**	**5 883,48**	**5 883,48**	**7 979,00**			**13 862,48**	**13 862,48**		**0,00**
451004	Compte de rattachement avec (à subdivis	368 455,39		26 595,00	395 050,39			395 050,39	395 050,39		0,00
451	**Sous Total compte 451**	**368 455,39**		**26 595,00**	**395 050,39**			**395 050,39**	**395 050,39**		**0,00**
45	**Sous Total compte 45**	**368 455,39**		**26 595,00**	**395 050,39**			**395 050,39**	**395 050,39**		**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	49 395,00			49 395,00			49 395,00	49 395,00		0,00
4672	**Sous Total compte 4672**	**49 395,00**			**49 395,00**			**49 395,00**	**49 395,00**		**0,00**
467	**Sous Total compte 467**	**49 395,00**			**49 395,00**			**49 395,00**	**49 395,00**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46	**Sous Total compte 46**	**49 395,00**			**49 395,00**			**49 395,00**	**49 395,00**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser			75 990,00	75 990,00			75 990,00	75 990,00		0,00
471	**Sous Total compte 471**			**75 990,00**	**75 990,00**			**75 990,00**	**75 990,00**		**0,00**
4728	Autres dépenses à régulariser			26 595,00	26 595,00			26 595,00	26 595,00		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**26 595,00**	**26 595,00**			**26 595,00**	**26 595,00**		**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,41			1,41			1,41	1,41		0,00
478	**Sous Total compte 478**	**1,41**			**1,41**			**1,41**	**1,41**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**	**1,41**		**102 585,00**	**102 586,41**			**102 586,41**	**102 586,41**		**0,00**
	Total classe 4	**425 830,80**	**5 883,48**	**135 063,48**	**555 010,80**			**560 894,28**	**560 894,28**		**0,00**
588	Autres virements internes			446 542,32	446 542,32			446 542,32	446 542,32		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**446 542,32**	**446 542,32**			**446 542,32**	**446 542,32**		**0,00**
	Total classe 5			**446 542,32**	**446 542,32**			**446 542,32**	**446 542,32**		**0,00**
	Total général	**425 830,80**	**425 830,80**	**1 001 553,12**	**1 001 553,12**			**1 427 383,92**	**1 427 383,92**		**0,00**

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2024

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

02004 - GAIA DEP SEINE ET MARNE Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

BABAZY Nathalie (1018209988-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DDFiP DE SEINE-ET-MARNE**, le **18/06/2024**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **GAIA DEP SEINE ET MARNE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

SIBLET-BEUVAIN Christine (1007170202-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie A **SEINE-ET-MARNE**, le **10/02/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02A

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_702AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/02A**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération Budget général

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestions établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02A

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du « **Budget principal »** du Département de Seine-et -Marne pour l'exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le « **Budget principal** » les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		**FONCTIONNEMENT**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur	111 794 383,47	119 944 101,75		90 628 743,98
Réalisé de l'exercice 2024	475 896 266,90	431 158 496,88	1 458 226 058,17	1 435 120 069,00
TOTAL	**587 690 650,37**	**551 102 598,63**	**1 458 226 058,17**	**1 525 748 812,98**
RESULTAT A AFFECTER	**36 588 051,74**			**67 522 754,81**
Reste à réaliser	6 598 420,09	-	-	-
Résulat définitif	**43 186 471,83**			**67 522 754,81**

Article 3 : d'affecter, pour le budget principal, le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

En section d'investissement, le besoin de financement du compte principal après restes à réaliser s'établit à **43 186 471,83 €.** Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **67 522 754,81 €** sera affecté à hauteur du besoin de financement global. Le solde disponible de **24 336 282,98** sera repris en report à nouveau créditeur à la DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2025.

Lors de la DM1 2025, une correction du déficit d'investissement de **+ 30 926,42 €** vous sera proposée afin de traduire un mouvement comptable de restitution des retenues de garanties initialement constituées par le Payeur départemental dans le cadre du transfert des RN4 et RN36 au Département. Ce mouvement impactera également le résultat reporté en fonctionnement.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2024 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Article 5 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations de programme présentée en annexe 2 de la présente délibération.

Article 6 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations d'engagement présentée en annexe 3 de la présente délibération.

Article 7 : d'acter l'état des provisions au 31 décembre 2024 tel que figurant en annexe 4 de la présente délibération.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02A

Article 8 : d'informer des virements de crédits effectués entre chapitres en 2024 (annexe 5) en application de l'autorisation donnée au Président par la délibération de DM1 2024 n°CD-2024/06/21-7/03A, article 9.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02A

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_702AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°1 à la délibération n°7/02A

PROJET

Rapport sur le

COMPTE ADMINISTRATIF 2024 :

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **SERVICES À COMPTABILITÉ DISTINCTE**
- **BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE ENS ET AFFECTATION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT**

SEINE & MARNE
LE DÉPARTEMENT

SOMMAIRE

1-1 - Introduction....3
1-2 - Présentation Générale....5
1-2.A - Les ouvertures de crédits....5
1-2.B – L'exécution du budget....6
1-2.C – Les résultats....7
1-3 - La section d'investissement....8
1-3.A - Les dépenses d'investissement....8
1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement....16
1-3.C – Les recettes d'investissement....16
1-4 – La section de fonctionnement....18
1-4.A – Les dépenses de fonctionnement....18
1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement....27
1-4.C – Les recettes de fonctionnement....28
1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)....38
1-6 – Situation financière....42
1-7 – Affectation du résultat....43
2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte....43
2-1 – Equipements culturels....43
2-2 – S.D.A.U.E....43
2-3 - Restauration scolaire....43
3 - Bilan financier de la politique relative aux espaces naturels sensibles et de l'affectation de la taxe d'aménagement/ens - exercice 2024 -....44

1-1 - Introduction

Le compte administratif 2024 du Département de Seine-et-Marne a répondu à une ambition claire : faire face aux besoins des seine-et-marnais, de plus en plus nombreux, dans un contexte économique sous contrainte marqué par une crise immobilière, se traduisant par une baisse inexorable de nos ressources dynamiques (DMTO).

Les actions entreprises par la BCE pour une maîtrise de l'inflation ont entraîné une forte augmentation des taux d'intérêts, impactant nos dépenses de fonctionnement et accroissant ainsi le coût de nos investissements.

Dans ce contexte particulièrement difficile, le Département de Seine-et-Marne a pu aborder l'exercice 2024 fort de certains atouts acquis au fil des années.

Parmi ceux-ci la gestion budgétaire et financière rigoureuse conduite par la majorité départementale depuis 2015, qui a permis une progression plus rapide des recettes par rapport aux dépenses, contribuant ainsi à réduire significativement l'endettement de la collectivité (- 40 % depuis 2015), tout en préservant les dépenses d'équipement.

La politique financière responsable menée depuis 2015 et la préservation de nos capacités d'actions ont permis d'amortir la diminution des recettes de DMTO en 2024.

Ainsi, l'encours de dette de la collectivité nous a offert la possibilité de recourir à de l'emprunt nouveau de manière responsable, avec une crédibilité reconnue auprès des institutions, pour maintenir un niveau élevé d'investissement essentiel pour l'avenir du territoire, à hauteur de 403,5 millions d'euros.

Pour atteindre un niveau de dépenses d'équipement de plus de 320 millions d'euros en 2024, et pour couvrir nos dépenses obligatoires, nous avons maitrisé notre endettement, augmentant et stabilisant ainsi notre stock de dette.

Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 85,7 M€, (- 3,9 % par rapport à 2023), la Seine-et-Marne reste toujours parmi les départements les moins endettés (633,5 M€).

LES PRIORITÉS DU BUDGET

Les **dépenses de fonctionnement** présentent une légère progression en 2024 avec une augmentation de 2,2 %, principalement portée par les hausses décidées par l'État dans le secteur des solidarités. Elles sont toutefois contenues par une gestion efficiente et raisonnée de la part des services sous la direction de l'exécutif départemental.

La mission **Solidarité** présente une progression de ses dépenses par rapport à celles de 2023 (+ 46,6 M€ pour un montant global de 755,8 M€), due notamment à la hausse du RSA décidée par l'État sans compensation (+ 4,6 M€) et à une augmentation du nombre de dossiers déposés auprès des services sociaux du Département.

Les dépenses de la mission **Aménagement** ont légèrement progressé pour atteindre le montant de 201 M€ soit + 0,8 %. Elles sont portées par l'entretien du réseau routier départemental, la sécurité des usagers de la route est et restera une priorité. Les aides aux communes via le Bouclier de sécurité ont également bénéficié d'une hausse de 1,8 M€.

La mission du **développement socio-éducatif et culturel** est en diminution de 5,6 % (soit - 3,9 M€) pour un montant global de 66,8 M€ dont plus de 79 % des dépenses concernent l'éducation car l'apprentissage de nos collégiens dans les meilleures conditions possibles est un engagement majeur pour le Président Parigi et sa majorité.

La diminution des dépenses de la **mission fonctionnelle** à 264,4 M€ n'est toutefois qu'apparente puisqu'elle résulte du décalage en 2023 de règlement de frais de personnel suite à la cyberattaque.

Les crédits d'investissements

La relance des **dépenses d'équipement** se poursuit cette année avec une progression de + 3,5 %, soit + 10,4 M€ pour atteindre le montant de 306,5 M€ (contre 296 M€ en 2023) car nous ne pouvons bâtir l'avenir du Département sans investir dans ses infrastructures.

Les dépenses en faveur de l'éducation, dans les collèges (102,6 M€) demeurent le premier poste d'investissement avec une priorité donnée à la construction de nouveaux collèges et à l'accessibilité de ceux existants. Les investissements routiers se traduisent par une dépense totale de 83,7 M€. Le secteur des transports s'élève à 14 M€ porté par les dépenses liées au TZEN, dont la portion de Savigny-le-Temple s'est achevée en 2024. Les réalisations en matière de développement local représentent le troisième poste pour un volume de 34,4 M€ en privilégiant l'aménagement de notre territoire pour le bien-être des Seine-et-marnais.

Le niveau de l'épargne brute

Elle nous a permis de couvrir une partie des dépenses d'investissement. Son niveau (elle s'élève à 85,7 M€ au compte administratif) a garanti notre capacité à investir.

En 2024, le Département de Seine et Marne, comme bon nombre de départements, a dû faire face à un important effet ciseau résultant de la diminution ou de la non indexation sur l'inflation (dotations) de recettes majeures et la hausse de dépenses dont la majorité a été imposée par l'État sans compensation financière (rémunération, dépenses sociales…)

1-2 - Présentation Générale

Il a été ouvert, au titre de 2024 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **2 571 323 622,30 €**, investissement et fonctionnement confondus, y compris les mouvements d'ordre et la reprise des résultats antérieurs qui étaient :

- Un déficit d'investissement 2023 de **111 794 383,47 €**,
- Un solde déficitaire des reports d'investissement de **18 770 995,95 €,**
- Un excédent de fonctionnement 2023 disponible de **90 628 743,98 €** après affectation du résultat 2023 à la couverture d'une part du déficit d'investissement et d'autre part du solde déficitaire des reports d'investissement ci-dessus rappelés.

1-2.A - Les ouvertures de crédits

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	854 835 710,50	1 357 645 285,31	2 212 480 995,81
Dépenses d'ordre	204 172 510,55	154 670 115,94	358 842 626,49
Total dépenses	**1 059 008 221,05**	**1 512 315 401,25**	**2 571 323 622,30**
Déficit	111 794 383,47		111 794 383,47
Autofinancement complémentaire		20 789 921,36	20 789 921,36
Crédits reportés	6 598 420,09		6 598 420,09
Total dépenses hors déficit, autofinancement complémentaire et crédits reportés	**940 615 417,49**	**1 491 525 479,89**	**2 432 140 897,38**
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	714 743 738,22	1 497 737 257,59	2 212 480 995,81
Recettes d'ordre	344 264 482,83	14 578 143,66	358 842 626,49
Total recettes	**1 059 008 221,05**	**1 512 315 401,25**	**2 571 323 622,30**
Excédent	144 090 860,01	90 628 743,98	234 719 603,99
Autofinancement complémentaire	20 789 921,36		20 789 921,36
Total recettes hors excédent, autofinancement complémentaire et crédits reportés	**894 127 439,68**	**1 421 686 657,27**	**2 315 814 096,95**

1-2.B – L'exécution du budget

L'exécution du budget, hors reprise de l'excédent 2023 et couverture du déficit, s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 934 122 325,07 €**, pour des recettes de **1 866 278 565,88 €**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	403 491 947,60	1 335 869 999,31	1 739 361 946,91
Dépenses d'ordre	72 404 319,30	122 356 058,86	194 760 378,16
Total dépenses	**475 896 266,90**	**1 458 226 058,17**	**1 934 122 325,07**
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	249 943 663,16	1 421 574 524,56	1 671 518 187,72
Recettes d'ordre	181 214 833,72	13 545 544,44	194 760 378,16
Total recettes	**431 158 496,88**	**1 435 120 069,00**	**1 866 278 565,88**

Les taux d'exécution du budget 2024 peuvent, dans un premier temps, être mesurés hors reprise des résultats et hors autofinancement sur les montants réels et d'ordre, périmètre qui correspond à la détermination des résultats comptables de clôture propres à l'exercice.

Montants réels et d'ordre	**2024**		
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation
Fonctionnement			
Dépenses	1 491 525 479,89	1 458 226 058,17	97,77%
Recettes	1 421 686 657,27	1 435 120 069,00	100,94%
Solde	**- 69 838 822,62**	**- 23 105 989,17**	
Investissement			
Dépenses	947 213 837,58	475 896 266,90	50,24%
Recettes	894 127 439,68	431 158 496,88	48,22%
Solde	**- 53 086 397,90**	**- 44 737 770,02**	

Si les taux de réalisation de la section de fonctionnement ont d'ores et déjà un sens sur les montants réels et d'ordre, les taux de réalisation en investissement ne sont pas significatifs : en effet, il est ouvert en dépenses et en recettes des crédits pour 350 M€ afin de comptabiliser des opérations de refinancement de dette (100 M€) et les mouvements en cours d'exercice de tirage et de remboursement sur les emprunts à encours variable du Département (250 M€). Ces crédits étant peu utilisés dans le contexte financier actuel, les taux de réalisation en investissement apparaissent faibles mais ne reflètent pas la mobilisation des crédits pour les dépenses d'équipement.

La réalisation fait ressortir en fonctionnement un solde négatif **(- 23,1 M€)** supérieur de **46,7 M€** à la prévision. Cet écart se répartit entre une non réalisation de dépenses pour **33,3 M€** et un dépassement de la réalisation des recettes pour **13,4 M€**.

Dès lors pour une approche plus fine des taux de réalisation du budget 2024 des crédits ouverts en faveur des politiques départementales, il est nécessaire de soustraire les mouvements d'ordre ainsi que les opérations financières effectuées en fonctionnement et en investissement.

Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76, 66 et 16)	2024			2023	2022	2021
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation	% réalisation	% réalisation	% réalisation
Fonctionnement						
Dépenses	1 336 725 285,31	1 317 087 397,62	98,5%	98,3%	96,4%	97,8%
Recettes (avec cessions)	1 408 886 572,90	1 420 934 030,90	100,9%	102,9%	102,9%	103,1%
Investissement						
Dépenses	317 891 327,03	306 482 386,92	96,4%	93,0%	77,0%	93,4%
Recettes (hors cessions)	89 409 962,13	84 960 153,15	95,0%	94,2%	97,6%	29,4%

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement atteint **98,5 %.** Les recettes de fonctionnement, toujours prudemment estimées, présentent un taux de réalisation supérieur à 100 % : **100,9 %**. Par ailleurs, au niveau de l'investissement, le taux de réalisation des dépenses est égal à **96,4 %**. En recette hors cessions, le taux de réalisation est de **95 %**.

1-2.C – Les résultats

On distingue trois niveaux de résultats :

- **le résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),
- **le résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **le résultat définitif** (après restes à réaliser)

Réel + ordre	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses			
Déficit reporté (1)	111 794 383,47		111 794 383,47
Réalisées (2)	475 896 266,90	1 458 226 058,17	1 934 122 325,07
Restant à réaliser (3)	6 598 420,09		6 598 420,09
Total (4) = (1) + (2) + (3)	**594 289 070,46**	**1 458 226 058,17**	**2 052 515 128,63**
Recettes			
Excédent reporté (5)	119 944 101,75	90 628 743,98	210 572 845,73
Réalisées (6)	431 158 496,88	1 435 120 069,00	1 866 278 565,88
Restant à réaliser (7)			0,00
Total (8) = (5) + (6) + (7)	**551 102 598,63**	**1 525 748 812,98**	**2 076 851 411,61**
Résultat propre à 2024 (6) - (2)	-44 737 770,02	-23 105 989,17	-67 843 759,19
Résultat cumulé {(5) + (6)} - {(1) + (2)}	-36 588 051,74	67 522 754,81	30 934 703,07
Résultat définitif (8) - (4)	**-43 186 471,83**	**67 522 754,81**	**24 336 282,98**

En investissement, les dépenses reportées s'élèvent à **6,6 M€** et concernent principalement les transports **(4,9 M€)**.

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exécution des seules opérations de 2024 (c'est-à-dire avant intégration des résultats antérieurs) est donc un déficit de **67,8 M€**.

1-3 - La section d'investissement

1-3.A - Les dépenses d'investissement

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **403,5 M€** en augmentation de **8,3 %** par rapport à 2023.

Sur ce total de **403,5 M€**, on distingue :

- Les dépenses d'équipement proprement dites dont le montant s'élève en 2024 à **306,5 M€** et dont le contenu est détaillé dans le paragraphe suivant pour chaque secteur d'intervention du Département. Ce montant était de **296** M€ au CA 2023 (soit + 3,5 %).
- Les opérations financières pour un total de **97 M€** en 2024 dont **92 M€** de remboursement d'emprunts.

Les dépenses d'équipement 2024, sont toujours portées par les politiques « Education et Formation » **(33,5 %)** et « Routes départementales » **(27,3 %)**. Le troisième secteur est celui du développement territorial avec **11,2 %** des dépenses totales.

1-3.A 1 – Répartition des investissements 2024 par grands secteurs

Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

Politiques	CA 2023	Crédits inscrits 2024	CA 2024	Evolution 2024/2023
Développement territorial	28 915 199,43	35 035 721,38	34 439 784,91	19,1%
Protection de l'environnement	15 245 810,88	11 740 912,63	11 001 313,13	-27,8%
Routes départementales	86 517 150,65	84 213 632,87	83 716 496,41	-3,2%
Sécurité	5 658 758,92	5 678 243,15	5 652 867,53	-0,1%
Transports	7 779 913,18	19 600 991,62	13 958 274,22	79,4%
Mission aménagement et développement du territoire	**144 116 833,06**	**156 269 501,65**	**148 768 736,20**	**3,2%**
Culture et patrimoine	2 156 568,43	3 229 737,58	2 452 286,32	13,7%
Education formation	96 007 403,19	103 212 590,57	102 561 529,62	6,8%
Jeunesse, sports et loisirs	2 400 533,00	3 172 433,60	3 131 809,71	30,5%
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**100 564 504,62**	**109 614 761,75**	**108 145 625,65**	**7,5%**
Habitat	230 720,00	444 031,11	384 287,50	66,6%
Personnes âgées	3 139 750,00	1 429 450,00	1 429 450,00	-54,5%
Personnes handicapées	150 000,00	371 250,00	371 250,00	147,5%
Santé publique	115 710,00	127 000,00	92 000,00	-20,5%
Mission solidarité	**3 636 180,00**	**2 371 731,11**	**2 276 987,50**	**-37,4%**
Conduite des politiques départementales	20 534,33	79 187,85	77 081,60	NS
Direction de l'action départ.	19 387 274,00	20 603 540,00	19 947 243,30	2,9%
Moyens généraux	28 201 421,04	28 773 584,29	27 133 700,51	-3,8%
Ressources humaines	117 850,08	179 020,38	133 012,16	12,9%
Mission fonctionnelle	**47 727 079,45**	**49 635 332,52**	**47 291 037,57**	**-0,9%**
Total dépenses d'équipement	**296 044 597,13**	**317 891 327,03**	**306 482 386,92**	**3,5%**
Amortissement de la dette et autres engagements financiers	76 344 940,96	425 050 000,00	97 009 560,68	27,1%
Opérations financières	87 727,82	100 000,00	-	NS
Total général (hors déficit reporté)	**372 477 265,91**	**743 041 327,03**	**403 491 947,60**	**8,3%**

MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
148 768 736 € (48,5 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Développement territorial » : 34 439 785 €

Le domaine « **Développement local** » (**25,4 M€**), représente **73,4 %** de la politique développement territorial mise en œuvre dans le cadre des dispositifs contractuels (CID, FAC et FER) et du développement du réseau numérique.

Le premier type d'aides, le **« Fonds d'Aménagement Communal »,** à destination des communes de plus de 2 000 habitants, a été créé en 2019 pour répondre aux besoins d'aménagement et d'équipement de ces communes. Ce contrat a bénéficié, pour un montant global de **9,9 M€,** à 45 projets dont la construction d'un complexe footballistique à Mitry-Mory **(0,8 M€)**, la construction d'un stade omnisports à Montévrain (**0,7 M€**), la phase 3 de la requalification du centre-ville de Dammarie-les-Lys **(0,5 M€)** et la construction d'un restaurant scolaire et d'un accueil périscolaire à Trilport (**0,5 M€**).

Le deuxième type d'aides à destination des intercommunalités, dénommé « **Contrat Intercommunal de Développement** », a mobilisé **5,3 M€** et a concerné une vingtaine de contrats dont ceux des communautés de communes des Plaines et Monts de France **(1,1 M€** pour la construction d'un gymnase**)**, de la communauté d'agglomération du Pays de Meaux **(0,5 M€** au titre d'un pôle d'enseignement musical**)** ou encore de la communauté de communes de Montereau **(0,4 M€** pour la tranche 1 de la réfection de voirie**)**.

Le troisième type d'aides, **les contrats communaux** ont généré en 2024 une dépense de **4,5 M€**. Cette enveloppe a été répartie entre 70 communes ou structures intercommunales, au nombre desquelles on peut mentionner les communes de Montcourt-Fromonville, Quiers, Villemaréchal, Voisenon ou encore le SI de regroupement pédagogique des écoles de Montmogis-Saint Rémy de la Vanne et Saint Siméon.

Les « **Fonds d'Equipement Rural** » ont représenté **3,6 M€** au bénéfice de plus de 172 projets de communes ou de structures intercommunales pour des aides pouvant atteindre **50 000 €**.

Une dépense de **1,9 M€** a été consacrée à l'action **Développement du réseau** pour la poursuite de la réalisation du réseau FTTH par l'intermédiaire de Seine-et-Marne Numérique.

Les contrats intercommunaux et le **fonds d'aménagement** ont mobilisé **57 820 € et 88 258 €** en 2024.

Le domaine **« Aménagements routiers et liaisons douces » (7,6 M€)** comptabilise d'une part les études et travaux pour les liaisons douces (**6,3 M€**), une passerelle piétons/ cycles à Esbly (**0,5 M€**), des subventions pour la passerelle de Bussy-Ferrières (**0,3 M€**) ou encore des liaisons du PlanVélo77 **(0,4 M€)**.

Le domaine **« Promotion du territoire »,** pour un montant de **1,2 M€**, a permis, au titre du fonds de développement touristique, de faire bénéficier de l'aide départementale, une trentaine de projets.

Sur le domaine « **Agriculture** », **0,3 M€** ont été réalisés. Cette somme a été versée à la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France et aux agriculteurs pour la mise en œuvre des investissements environnementaux, des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et aux investissements forestiers.

Politique publique « Protection de l'environnement » : 11 001 313 €

Rattachées au domaine de « **l'Eau** » **(9,6 M€)**, les mesures en faveur de **« l'assainissement »**

représentent une dépense de **5,4 M€.** Elles ont bénéficié à une cinquantaine de collectivités ou structures intercommunales notamment la Communauté de communes de la Brie des rivières et châteaux **(0,8 M€)**, ou encore la Communauté d'agglomération du Val d'Europe **(0,7 M€).**

L'action relative à **« l'eau potable »**, pour un montant global de **4 M€** a concerné 32 bénéficiaires, essentiellement le syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais (**2,3 M€)** et la Communauté d'agglomération de Coulommiers (**1 M€**). Il faut aussi mentionner l'enveloppe dédiée aux aides pour l'acquisition de matériel pour le désherbage thermique ou mécanique (**52 612 €**).

Toujours sur ce domaine, les aides à l'aménagement des **« cours d'eau »** ont mobilisé **0,2 M€** et les dépenses liées au **« laboratoire départementale d'analyses »** ont représenté **0,1 M€**.

Sur le domaine de **« l'Environnement »** (**1,45 M€),** l'action **« Espaces Naturels Sensibles »** représente la part la plus importante **(1,36 M€)**. Le Département a financé pour **0,6 M€** de nouvelles acquisitions ou de travaux de terrains et/ou de matériel ainsi que la poursuite d'études d'aménagement de plusieurs sites **(0,3 M€).** Une vingtaine d'organismes ou communes a reçu la somme totale de **0,5 M€** pour financer leurs propres projets (acquisitions, aménagements, créations de chemins de randonnées …) dont **0,2 M€** pour l'O.N.F.

« L'aménagement foncier » a représenté **76 454 €** en 2024 et **9 243 €** a été consacré à « **l'environnement et au développement durable** ».

En annexe du présent rapport, figure le bilan financier 2024 sur les dépenses et recettes ENS.

Politique publique « Routes départementales » : 83 716 496 €

L'essentiel des dépenses de cette politique a été consacré aux **« Aménagements du réseau routier » (77,6 M€)** et plus particulièrement à la **« conservation, à la sécurité et l'innovation du réseau » (56,8 M€),** avec une dépense de **24,9 M€** pour financer les travaux sur les routes en traverses d'agglomération ou en rase campagne et sur les ouvrages d'art **(5,1 M€**), les études liées à la reprise des RD1004 et RD1036 **(12,7 M€),** la réhabilitation des ouvrages 3U **(1,8 M€)** ou encore les études du viaduc de Moret (**0,5 M€**). Par ailleurs, **3,3 M€** ont été consacrés aux aménagements de carrefours, **5,5 M€** à la conservation, la sécurité et l'adaptation du réseau, **1,6 M€** à l'aménagement du carrefour de l'Obélisque de Villeneuve-le-Comte et **0,9 M€** aux travaux de réhabilitation des ponts Freyssinet sur la Marne. Le reste des dépenses **(0,5 M€**) a concerné les pistes cyclables, l'innovation et l'information routière et les déclassements de voiries.

14 M€ ont été consacrés au **« développement économique et local »,** principalement en faveur des travaux réalisés pour la déviation de Guignes **(7,6 M€),** ceux liant l'A4 et la RN36 **(3,1 M€)** et la déviation Nord de Melun **(1,7 M€)**.

Sur l'action **« Raccorder les pôles »**, l'enveloppe de **2,4 M€** a été réalisée pour la dernière phase de travaux de la liaison sud de Chelles, en particulier le franchissement du canal de Chelles, au moment des Jeux Olympiques.

L'enveloppe ouverte pour les **« acquisitions foncières »** a été réalisée pour **1,7 M€** afin de régler les acquisitions foncières de la liaison sud de Chelles, de la liaison Routière de l'Est Francilien – barreau RD 212 – RN 3, du contournement de Guignes, des aménagements ponctuels et des régularisations foncières.

L'action **Etudes de voirie** a permis de régler des dépenses engagées antérieurement et de poursuivre des études déjà initiées, dont celles relatives à divers contournements et à la desserte du Sympav – Paris / Villaroche pour un total de **1,4 M€**.

Les crédits consacrés à **« l'amélioration des liaisons entre les pôles »** se sont élevés à **0,5 M€.** Les **actions « aux paysages et environnement »** et à **« l'aménagement pour la sécurité routière »** ont représenté chacun **0,4 M€**.

Enfin, une enveloppe globale de **6,1 M€** a permis **« l'Entretien et l'exploitation du réseau routier »**. Elle est répartie entre les **« moyens du Parc Départemental » (3,9 M€** pour l'acquisition de véhicules et engins destinés à l'accomplissement des missions d'entretien routier : véhicules de liaisons, fourgons, poids lourds, tracteurs …**)**, les **« aménagements extérieurs des Agences Routières Départementales » (0,5 M€)** et la **« signalisation routière » (1,7 M€).**

Politique publique « Sécurité » : 5 652 868 €

Trois opérations sont rattachées à cette politique : la première en faveur du SDIS, conformément à la convention qui lie le Département à l'établissement public, prévoit une aide directe, distincte de celle accordée au fonctionnement, pour les dépenses d'équipement du SDIS **(4,6 M€)** et la seconde est dédiée au Bouclier sécurité (**1 M€).** Le dernier dispositif finance le fonds de soutien à l'équipement des associations agréées de sécurité civile pour **56 251 €**.

Politique publique « Transports » : 13 958 274 €

86 % des dépenses en crédits de paiement du domaine **« Transports publics »** ont été consacrés aux **« Infrastructures de transport »** dont **10,3 M€** au financement des études liées à l'aménagement du TZEN, complétées des enveloppes allouées à l'électrification de la ligne Paris-Troyes **(0,3 M€)** et aux études de conception détaillées liées aux transports en site propre **(1,5 M€).**

Le **« Plan de déplacements urbains » (1 M€)** a permis la poursuite de nos participations aux aménagements de stations multimodales de covoiturage Le Département permet aux seine-et-marnais de disposer d'aménagements de points de regroupement pour les covoitureurs et investit donc en travaux et en études sur les stations multimodales.

Enfin, il faut mentionner les crédits alloués aux **« Points d'arrêt » (1 M€).** Malgré un entretien performant, le parc de 775 abris voyageurs du Département est vieillissant. Aussi, il a été convenu de procéder au renouvellement de ce parc sur 8 ans à raison de 90 abris par an au maximum.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
108 145 625 € (35,3 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Culture et patrimoine » : 2 452 286 €

Les dépenses réalisées en 2024 sur le domaine « **Patrimoine** » ont représenté **1,7 M€** dont une part essentielle a été allouée au **« patrimoine monumental » (1,2 M€)** pour une cinquantaine de bénéficiaires. Sur ce même domaine, les aménagements au Château de Blandy ont coûté **0,4 M€** et les aides au titre des **« antiquités et objets d'art »** ont été attribuées à 10 bénéficiaires pour un montant total de **60 370 €**.

Le domaine « **Développement culturel** » a mobilisé **0,4 M€** en 2024, en faveur de la ferme du Buisson, du Théâtre de Sénart et des équipements cinématographiques.

L'enveloppe réalisée au titre des « **Musées »** départementaux s'élève à **0,2 M€**. Elle a permis l'acquisition de plusieurs tableaux, photographies, meubles et équipements de sécurité.

Concernant le domaine « **Développement de la lecture publique » (0,2 M€)**, l'essentiel des réalisations a concerné les achats de livres ou de CD ou d'aides d'acquisitions d'équipements mobiliers et informatiques d'une quinzaine de communes.

Les autres dépenses réalisées sur cette politique relèvent du domaine « **Archives** » **(0,08 M€).**

Politique publique « Education formation » : 102 561 530 €

En 2024, le domaine « **Bâtiments des collèges »** représente **92,1 M€** de crédits de paiement. **L'entretien et les grosses réparations** dans les collèges se sont élevés à **45,8 M€** de dépenses, réparties principalement en travaux **(31,5 M€** dont **3,3 M€** de mise en sécurité**)**, en acquisitions de bâtiments démontables **(6,3 M€),** en actions pour l'amélioration énergétique des bâtiments et de chauffage **(0,9 M€**), en réalisation d'abris dans les demi-pensions **(1,2 M€)** et en travaux d'accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite **(5,4 M€)**. Les études et crédits divers représentent **0,2 M€** de dépenses en 2024.

Les études et les travaux relatifs aux **« constructions, extensions et réhabilitations de collèges »** ont généré **46,3 M€** de dépenses principalement sur les constructions des collèges de Moussy-le-neuf (**12,7 M€**), de Jouy-le-Chatel **(9,9 M€**), de Faremoutiers **(5,3 M€)** et de Brou **(3,2 M€**). S'y ajoutent les travaux dans les demi-pensions dont **4,8 M€** pour celle du collège de Dammartin et **1,3 M€** pour celle du collège Le Montois à Donnemarie-Dontilly ainsi que **1,4 M€** concernant le projet de mutualisation de la médiathèque du collège Villiers-Saint-Georges.

Les crédits réalisés sur le domaine **« Vie des Collèges »** ont atteint **10,5 M€** en 2024. Ces crédits ont financé essentiellement les équipements en nouvelles technologies éducatives **(5,6 M€)**. Les crédits consommés pour le **« matériel et mobilier des collèges » (1,6 M€)** concernent les dotations de premier équipement (**0,5 M€**) et le complément et le renouvellement des équipements (**1,1 M€**). Les équipements nécessaires à la **« Restauration scolaire »** ont mobilisé **2,1 M€**, dont **2 M€** pour l'achat du gros matériel de cuisine, le reste des dépenses ayant permis l'achat de mobilier (**0,1 M€**). Il faut aussi mentionner les aides apportées aux collèges privés pour **1,1 M€** et le fonds commun – Projets collèges pour **0,1 M€**.

Politique publique : « Jeunesse, sports et loisirs » : 3 131 810 €

Le Département soutient les communes et leurs groupements pour la construction, l'extension et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs en accompagnement de collèges. Un montant de **0,2 M€** a permis d'aider 6 bénéficiaires et notamment la construction d'un gymnase en accompagnement du collège "Des

Remparts" à Rozay en Brie.

Par ailleurs, **2,6 M€** ont été réalisés dans le cadre du projet « Paris 2024 - Team 77 » : notamment au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Fontainebleau pour la rénovation du Grand Parquet **(0,6 M€)**, de la Fédération française de Canoé Kayak **(0,9 M€)** et de la commune de Lagny-sur-Marne pour la reconstruction de la base nautique (**0,3 M€**).

MISSION SOLIDARITE
2 276 988 € (0,7 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Habitat » : 384 288 €

Dans le cadre des **« aides apportées au parc privé »** (**0,2 M€),** les aides à l'autonomie et au maintien dans le logement ont concerné des personnes retraités de plus de 60 ans et/ou en situation de handicap dans leur projet d'amélioration de leur habitat (installation d'un siège monte-escalier, adaptation de la salle de bain, etc…). De plus, des aides ont été apportées à la création de logements à loyer conventionné.

Une prise de participation à la SEM Habitat s'est élevée à **162 000 €.**

Politique publique « Personnes âgées » : 1 429 450 €

Les dépenses réalisées en faveur de la politique **Personnes âgées** ont concerné 5 structures dont les EHPAD Mathurin Fouquet à Samois-sur-Seine (**0,5 M€**), à Rebais (**0,3 M€**) et à Provins (**0,3 M€**).

Politique publique « Personnes handicapées » : 371 250 €

Seul, le foyer d'hébergement de Provins a bénéficié d'une participation en 2024.

Politique publique « Santé » : 92 000 €

Ces crédits ont permis de concrétiser, dans un premier temps, l'installation de nouvelles cabines de téléconsultation sur des territoires ruraux du Département et également de subventionner les projets « innovation en santé ».

MISSION FONCTIONNELLE
47 291 038 € (15,4 % des dépenses totales d'équipement)

Politique « Conduite des politiques départementales » : 77 082 €

L'essentiel de l'enveloppe concerne le développement des services et des usages **(59 188 €)**, complété de **17 894 €** pour l'acquisition de matériels photographiques.

Politique publique « Direction de l'action départementale » : 19 947 243 €

Sur le domaine **« Finances »** figure la participation du Département de Seine-et-Marne au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I) ainsi qu'un reversement minima FCTVA (1 703 €).

Politique publique « Moyens Généraux » : 27 133 701 €

Première composante de cette politique, les **« Bâtiments départementaux »** représentent **56 %** des réalisations de dépenses (soit **15,2 M€)**. Les bâtiments des services administratifs et les bâtiments sociaux ont mobilisé respectivement **4,1 M€** et **9 M€**. Par ailleurs, des travaux ont été réalisés sur les

bâtiments affectés à la voirie (**1,8 M€**) et les bâtiments culturels (**0,5 M€).**

Pour un montant de **7,7 M€**, la politique en faveur des **« Systèmes d'information »** a financé **3,7 M€** d'infrastructures, **1 M€** d'acquisition de matériels et logiciels et **2,9 M€** de projets informatiques.

Les **« Moyens logistiques »** **(3,8 M€**) ont concerné la gestion de la flotte automobile (**2,3 M€**) et l'acquisition de matériel et de mobilier **(1,5 M€**).

De plus, le domaine **« Gestion du patrimoine immobilier »** a nécessité **0,2 M€** de crédits de paiement et le domaine **« Etudes et prévention des risque »**, **0,1 M€**.

Politique publique « Ressources humaines » : 133 012 €

Ces crédits ont permis l'aménagement de postes de travail. Les autres dépenses financent des mesures d'hygiène et de sécurité et des prestations sociales.

1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette

Opérations en capital : 92 043 253 €

Les opérations en capital relatives à la dette se sont élevées, en 2024, à **97 M€** contre 76,3 M€ en 2023.

Cette variation (+ 25,5 %) correspond à une variation d'une année sur l'autre du profil d'amortissement de la dette du Département, soit en 2024, un remboursement contractuel de 75 M€ et un remboursement sur les CLTR de 16,9 M€.

1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement

Après le vote de la deuxième décision modificative 2024, les engagements du Département en autorisations de programme non réalisés au 31 décembre 2024 s'élevaient à **828,1 M€**, selon le détail qui figure ci-dessous :

Politique	Montant des AP à fin 2024	Réalisations à fin 2024	Reste à financer (au delà de 2024)
Développement territorial	779 570 206	672 093 558	107 476 648
Protection de l'environnement	326 385 397	302 444 092	23 941 305
Routes départementales	1 723 589 022	1 522 740 862	200 848 160
Sécurité	96 098 118	91 730 707	4 367 411
Transports	195 435 919	88 988 246	106 447 673
1 - Mission aménagement et développement du territoire	**3 121 078 662**	**2 677 997 465**	**443 081 198**
Culture et patrimoine	69 878 231	62 809 603	7 068 628
Education formation	1 987 618 826	1 697 920 433	289 698 394
Jeunesse, sports et loisirs	68 002 222	66 826 633	1 175 589
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**2 125 499 280**	**1 827 556 669**	**297 942 610**
Enfance et famille	3 136 888	3 136 888	0
Habitat	75 760 861	75 365 782	395 079
Insertion	219 270	219 270	0
Personnes âgées	56 108 185	54 634 185	1 474 000
Personnes handicapées	22 335 766	21 642 016	693 750
Santé publique	2 541 047	2 456 047	85 000
3 - Mission solidarité	**160 102 019**	**157 454 189**	**2 647 829**
Conduite des politiques départementales	5 412 031	5 409 925	2 106
Direction et animation de l'action départementale	101 900 979	100 065 023	1 835 957
Moyens généraux	438 534 180	355 997 822	82 536 357
Ressources humaines	2 865 721	2 819 713	46 008
4 - Mission fonctionnelle	**548 712 911**	**464 292 482**	**84 420 429**
total général	**5 955 392 871**	**5 127 300 806**	**828 092 066**

A fin 2024 le stock des autorisations de programme nécessitant des crédits de paiement représente 2,7 années de crédits de paiement (sur la base des CP consommés en 2024 **soit 306,5 M€**).

Le secteur de l'éducation représente 35 % de ce stock, les routes 24 % et le développement territorial 13 %.

1-3.C – Les recettes d'investissement

D'un montant de **249,9 M€** (contre **150 M€** en 2023), les recettes d'investissement 2024 se présentent de la manière suivante :

Nature de recettes	CA 2023	CA 2024	% évol.
Fonds de compensation de la TVA	25 347 264	37 644 161	48,5%
Fonds de Solidarité et d'Investissement Interdépartementale (FS2I)	27 380 000	30 049 369	9,7%
Dotation départementale d'équipement des collèges	6 860 204	6 860 204	0,0%
DSID	1 351 239	268 227	-80,1%
Fonds vert		777 733	
Subventions et participations	7 748 831	7 172 305	-7,4%
Autres recettes (amendes de radars, créances financières …)	1 693 377	2 188 155	29,2%
Totale des recettes définitives d'investissement	**70 380 915**	**84 960 153**	**20,7%**
Emprunt	79 974 317	164 983 510	106,3%
Total recettes d'investissement (hors opérations de restructuration de dette)	**150 355 232**	**249 943 663**	**66,2%**

Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** d'un montant de **37,6 M€** en 2024 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2023, dont le montant est en augmentation par rapport à celles de 2022.

Le Département a perçu en 2024 **30,0 M€** au titre du **Fonds de solidarité et d'investissement (FS2I),** pour une participation de 19,5 M€, soit un bénéfice net du FS2I de 10,5 M€ pour 2024.

Tandis que la **Dotation Départementale d'Equipement des Collèges (DDEC)** reste gelée au montant de **6,9 M€**.

Créé en 2019 en remplacement de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements, la dotation de soutien à l'investissement départemental (DSID) est constituée de deux parts : une première part destinée au soutien de projet d'investissement des départements (77 %) et seconde part répartie selon des critères de péréquation (23 %). Afin d'harmoniser et de simplifier la gestion de la DSID, la LFI 2022 a supprimé la seconde part péréquation et privilégie un mode unique d'attribution, sur appel à projets.
La **Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)** s'est élevée en 2024 à **0,3 M€** au regard de l'avancée des projets d'investissements retenus.

Crée en Loi de finances pour 2023, le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ou « fonds vert » a été pérennisé par la Loi de finances initiale pour 2024. Complémentaire aux dotations d'investissement déjà existantes, il a pour objectif d'accompagner les collectivités territoriales dans la lutte contre la crise climatique et contre l'effondrement de la biodiversité. Le Département a perçu en 2024 au titre du **fonds vert** le montant de **0,8 M€**.

L'essentiel des **autres subventions (7,2 M€)** concerne principalement les investissements routiers (**4,2 M€)** et les investissements en matière de transports **(1,9 M€)**.

Le poste des autres recettes s'élève à **2,2 M€** en 2024 et comprend pour l'essentiel le produit des amendes de radars (**0,7 M€**), les créances détenues des particuliers et autres personnes de droit privé et autres prêts (**1,4 M€**).

En 2024, le recours à l'emprunt est en augmentation avec un volume de **160 M€** contre **80 M€** en 2023.

1-4 – La section de fonctionnement

1-4.A – Les dépenses de fonctionnement

Au total, les dépenses de fonctionnement sont arrêtées en 2024 à **1 335,9 M€** contre **1 306,9 M€** en 2023. La progression entre 2023 et 2024 **(+ 29 M€)** soit **+ 2,2 %** en masse correspond à un taux de réalisation (rapport entre crédits ouverts et crédits réalisés) de **98,4 %**.

Hors frais financiers (qui progressent de 13,7 %) et contributions à des fonds de péréquation et provisions (en diminution de 21,1 %), les dépenses opérationnelles augmentent de 2,8 % entre 2023 et 2024, soit + **34,5 M€**.

On observe que les dépenses de la mission « Solidarité» **(+ 46,6 M€)** expliquent prioritairement cette hausse.

1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement

Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante (en €uros) :

Missions / Politiques	CA 2023	Crédits inscrits 2024	CA 2024	Taux de réalisation	Evolution 2024/ 2023	Part dépenses 2024
Développement territorial	7 212 371,29	6 876 907,32	6 198 646,26	90,1%	-14,1%	0,5%
Protection de l'environnement	3 133 247,70	3 318 763,30	3 030 262,06	91,3%	-3,3%	0,2%
Routes départementales	12 408 918,65	13 549 067,65	13 536 948,01	99,9%	9,1%	1,1%
Sécurité	116 070 649,09	118 171 655,59	117 828 706,55	99,7%	1,5%	9,1%
Transports	60 534 055,13	62 102 122,04	60 406 529,33	97,3%	-0,2%	4,7%
Mission aménagement et développement du territoire	**199 359 241,86**	**204 018 515,90**	**201 001 092,21**	**98,5%**	**0,8%**	**15,6%**
Culture et patrimoine	8 149 451,13	8 152 863,83	7 829 826,37	96,0%	-3,9%	0,6%
Education formation	56 906 728,80	61 879 200,23	52 813 782,48	85,3%	-7,2%	4,1%
Jeunesse, sports et loisirs	5 658 564,44	6 382 549,00	6 142 083,49	96,2%	8,5%	0,5%
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**70 714 744,37**	**76 414 613,06**	**66 785 692,34**	**87,4%**	**-5,6%**	**5,2%**
Enfance et famille	192 774 992,47	206 717 816,50	205 150 780,48	99,2%	6,4%	15,9%
Habitat	3 483 860,50	3 545 450,00	3 526 510,00	99,5%	1,2%	0,3%
Insertion	225 277 775,32	235 557 520,03	234 158 958,85	99,4%	3,9%	18,2%
Personnes âgées	102 204 664,69	113 437 576,05	113 317 715,96	99,9%	10,9%	8,8%
Personnes handicapées	185 046 359,76	199 288 473,95	199 277 087,79	100,0%	7,7%	15,5%
Santé publique	320 814,14	437 002,77	319 477,20	73,1%	-0,4%	0,0%
Mission solidarité	**709 108 466,88**	**758 983 839,30**	**755 750 530,28**	**99,6%**	**6,6%**	**58,7%**
Conduite des politiques départ.	1 357 884,16	1 495 500,00	1 250 634,50	83,6%	-7,9%	0,1%
Direction de l'action départ. (hors frais fin. et reversements de fiscalité réels ou provisionnés)	1 407 280,89	5 987 724,22	1 272 508,56	21,3%	-9,6%	0,1%
Moyens généraux	26 970 622,39	29 901 926,97	28 482 449,74	95,3%	5,6%	2,2%
Ressources humaines	244 504 682,41	235 104 346,17	233 393 297,30	99,3%	-4,5%	18,1%
Mission fonctionnelle	**274 240 469,85**	**272 489 497,36**	**264 398 890,10**	**97,0%**	**-3,6%**	**20,5%**
Total dépenses opérationnelles	**1 253 422 922,96**	**1 311 906 465,62**	**1 287 936 204,93**	**98,2%**	**2,8%**	**100,0%**
Reversement Fonds de péréquation DMTO	33 318 687,00	23 543 063,00	23 543 063,00	100,0%	-29,3%	
Reversement sur autres impôts locaux	3 624 749,00	1 275 756,69	5 608 129,69	439,6%	54,7%	
Total des contributions à des fonds de péréquation et provision	**36 943 436,00**	**24 818 819,69**	**29 151 192,69**	**117,5%**	**-21,1%**	
Total dépenses de gestion	**1 290 366 358,96**	**1 336 725 285,31**	**1 317 087 397,62**	**98,5%**	**2,1%**	
Frais financiers	16 514 029,70	20 920 000,00	18 782 601,69	89,8%	13,7%	
Total Général	**1 306 880 388,66**	**1 357 645 285,31**	**1 335 869 999,31**	**98,4%**	**2,2%**	

MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
201 001 092 € (15,6 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Développement territorial » : 6 198 646 €

Premier poste des dépenses réalisées au titre du développement territorial, la **« Promotion du territoire »** a mobilisé en 2024, **3,8 M€** dont **2,9 M€** destinés au financement des missions de service public conduites par Seine-et-Marne Attractivité, conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Département et **0,4 M€** de reversement de taxe de séjour à S.M.A dans le cadre de ses activités touristiques. Les subventions et autres dépenses s'élèvent à **0,54 M€** et concernent la mission S&M 2040 **(0,34 M€),** la mission marketing territorial liée notamment aux JO **(0,13 M€)** et le GIP Emploi Roissy **(0,06 M€).**

Le domaine du **« Développement local »** est le deuxième poste de dépenses de cette politique **(1,6 M€).** En 2024, **1 M€** da taxe d'aménagement ont été reversés au CAUE. L'enveloppe ouverte au titre du développement du réseau est liée au fonctionnement du Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » **(0,3 M€).** Les contrats intercommunaux ont généré une dépense de **92 256 M€**, pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français. Enfin le soutien au développement local à travers divers partenariats a représenté **(0,2 M€)**.

L'**« Agriculture »**, représente **0,7 M€** de dépenses en 2024, dont une subvention annuelle de **0,5 M€** pour la Chambre d'Agriculture. Il faut également mentionner **0,2 M€** de subventions diverses. Les **« Affaires internationales et européennes » (0,1 M€)** regroupent les partenariats internationaux **(60 408 €)** et le montage des dossiers de demandes d'aides européennes avec la cotisation à « Ile de France Europe » **(65 000 €).**

Politique publique « Protection de l'environnement » : 3 030 262 €

Les « espaces naturels sensibles » représentent au sein du domaine **« Environnement » (2,1 M€)**, une dépense de **1,3 M€** en 2024. **0,3 M€** ont été versés à l'Office National des Forêts pour l'entretien des forêts domaniales, **0,4 M€** en subventions, (dont **0,1 M€** à Seine-et-Marne Environnement) et **0,6 M€** en frais d'entretien et de fonctionnement. On peut y ajouter les crédits de l'action **« environnement et développement durable » (0,8 M€)** avec les services d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) de **0,5 M€** et une subvention de **0,2 M€** versée à Seine-et-Marne Environnement.

Sur le domaine de **« l'Eau »**, une enveloppe de **0,9 M€** a été réalisée en 2024 et cela majoritairement pour le fonctionnement du **« laboratoire Départemental d'Analyses » (0,5 M€)**. Les autres dépenses du domaine concernent les **« cours d'eau » (0,2 M€)**, **« l'eau potable » (0,2 M€)** et pour les frais d'analyses et le petit matériel du SATESE **(9 888 €)**.

Politique publique « Routes départementales » : 15 536 948 €

L'essentiel des dépenses de cette politique concerne **« l'Entretien du réseau départemental »** qui a mobilisé **12,3 M€** en 2024. Il s'agit essentiellement de l'achat de fournitures de voirie (granulats, sel de déneigement, peintures…), de carburant, de prestations d'entretien et de réparations. A cette action s'ajoutent l'entretien des plantations **(0,76 M€)** et les études de voirie **(0,24 M€)** ou encore les aménagements extérieurs des ARD **(16 579 €)** et **l'aménagement du réseau routier (1,2 M€)**.

Politique publique « Sécurité » : 118 828 707 €

La participation départementale au budget de fonctionnement du SDIS, fixée par la convention, s'est élevée en 2024 à **117,7 M€** dont **25 000 €** pour la section des jeunes sapeurs-pompiers.

Enfin, les autres dépenses de cette politique concernent les **« opérations de sensibilisation à la sécurité routière » (103 707 €)**.

Politique publique « Transports » : 60 406 529 €

Le 1er domaine de cette politique concerne les **« Transports scolaires »** avec **39,75 M€** de crédits consommés en 2024.

En 2024, les circuits spéciaux ont généré **9,6 M€** de dépenses**.** L'aide au forfait Imagine R pour les élèves de primaire et les collégiens, l'aide pour les élèves seine-et-marnais scolarisés en internat et l'aide au salaire des accompagnateurs scolaires ont mobilisé **10,9 M€**. Enfin, pour le **« transport des élèves et étudiants handicapés »**, le Département a dépensé **17,9 M€** en 2024.

Les réalisations du 2ème domaine de cette politique, les **« Transports publics »**, s'élèvent à **20,7 M€.** Le premier poste de dépenses en volume est la « **participation au fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités » (9,6 M€).** Une enveloppe de **3,9 M€** a été nécessaire au fonctionnement du dispositif « **améthyste et autres** ». Le troisième poste correspond aux versements effectués à notre délégataire de service public du réseau « **PAM77 »** à hauteur de **3 M€**. Les autres dépenses du domaine concernent les « **lignes express »** pour **2,2 M€**, les « **points d'arrêt »** et plus précisément la maintenance des abris voyageurs, la conception des supports de communication et leur affichage **(0,6 M€)**, ainsi que le « **transport à la demande » (1 M€)**. Ce dernier poste finance notre soutien aux collectivités pour le fonctionnement des services de transport à la demande Proxi'bus ainsi que Filéo. Enfin, diverses opérations « **d'infrastructures de transport »,** d'études et d'adhésions ont nécessité **276 255 €** de crédits en 2024.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
66 785 692 € (5,2 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Culture et Patrimoine » : 7 829 826 €

Représentant **64 %** des dépenses de cette politique, le **« Développement culturel »** a mobilisé **5,1 M€** en 2024. Une enveloppe de **1 M€** a été allouée à Act'Art. Les subventions versées en matière « **d'actions culturelles »** ont représenté **2,6 M€**. Au sein de cette enveloppe, les scènes nationales ont mobilisé **0,6 M€** et les aides aux équipements culturels **1,7 M€** (la Ferme du Buisson à Noisiel **(0,5 M€)** et le théâtre de Sénart à Lieusaint **(0,4 M€))**. « **L'enseignement artistique et les pratiques amateurs»** ont mobilisé quant à eux, un montant global de **0,8 M€** tandis qu'une enveloppe de **0,14 M€** a permis de soutenir les « **compagnies professionnelles ».** Pour un montant de **0,55 M€**, des crédits ont financés les **« festivals et manifestations culturelles »**. Pour le reste, les dépenses relevant du domaine développement culturel ont été consacrées principalement aux **« contrats triennaux de développement culturel » (32 500 €)** et aux **« anciens combattants » (68 936 €).**

Le domaine **« Patrimoine »** a mobilisé **1,2 M€** dont **0,6 M€** pour le **château de Blandy-les-Tours** (spectacle nocturne estival et noël à Blandy) et **0,3 M€** pour plusieurs manifestations dans le cadre du **festival du patrimoine**.

Les actions en faveur du **« Développement de la lecture publique » (0,7 M€)** se sont essentiellement traduites par le **« développement de l'offre documentaire » (0,3 M€)**. A cela, s'ajoute le « **développement culturel »** avec le prix départemental de la nouvelle policière, et les actions culturelles pour la lecture **(0,3 M€)**. Enfin, l'enveloppe consacrée à diverses animations dans les médiathèques, à des formations ou encore à des éditions a représenté **0,1 M€**.

Les crédits alloués aux autres domaines ont permis de poursuivre la valorisation des collections départementales en matière **« d'Archives » (0,3 M€)** et en faveur des **« Musées » (0,5 M€)**.

Politique publique « Education et formation » : 52 813 782 €

L'enveloppe consacrée à la **« Vie des collèges »** représente **80 %** de la politique de **L'EDUCATION ET DE LA FORMATION**, soit un montant global de **42,5 M€**. Au premier rang de ces dépenses, il faut citer la participation du Département aux « **budgets des collèges publics et privés »** (respectivement **29 M€** et **6 M€** intégrant le forfait d'externat versé aux collèges privés). Au sein de cette enveloppe de 29 M€, **15,1 M€** sont consacrés au dépenses concernant les fluides des collèges publics. Vient ensuite, la **« restauration scolaire »** pour un montant global de **5,9 M€** dont **5,3 M€** de participation au budget annexe « Restauration scolaire » et **0,6 M€** pour les analyses bactériologiques, la gestion des déchets et la poursuite de la mise en œuvre de la politique d'achat. Enfin, les « **équipements et matériel TICE »** complète cette enveloppe pour un montant global de **1,2 M€**. S'y ajoute, les dépenses d'équipement et de suppléance des personnels ATTEE **(0,1 M€)** et les « **autres dépenses »** liées à la vie des collèges pour **0,4 M€** (AMO de la direction, événements liés à l'éducation).

Au sein du domaine **« Bâtiments des collèges » (7,7 M€)**, « **l'entretien et les grosses réparations »** ont mobilisé une enveloppe de **6,9 M€**. La « **construction, l'extension et la réhabilitation »** des collèges nécessitent **0,7 M€** pour la location de bâtiments démontables, les dépenses d'assurances et les sinistres.

Les **« Actions éducatives et d'appui à la scolarité »** ont mobilisé **2,3 M€** dont **1,5 M€** en « **aides à la restauration scolaire »**. Il faut y ajouter les aides aux projets éducatifs **(0,8 M€)**, notamment les actions d'orientation et de découverte des métiers.

Enfin l'**« Enseignement supérieur »** a représenté **0,4 M€** en 2024.

Politique publique « Jeunesse et sport » : 6 142 084 €

Une part essentielle des dépenses relatives aux **« Activités sportives » (5,6 M€)** a concerné le « **soutien au sport civil » (2 M€)**. Sur ce montant, **1,1 M€** a bénéficié à des associations sportives civiles tandis que les aides apportées aux manifestations sportives s'élevaient à **0,3 M€**. Toujours en faveur du sport civil, les écoles multisports **(0,2 M€)**, les comités départementaux et leurs projets sportifs **(0,4 M€)** et le dispositif en faveur du para-sport **(21 000 €)** ont été soutenus. L'aide au « **sport scolaire » (0,6 M€)** s'est traduite en dotations au bénéfice de 99 collèges et en subventions pour 74 associations. Parallèlement, le « **sport de haut niveau »** a représenté une dépense de **1,5 M€**, essentiellement dans le cadre de contrats d'objectifs et d'aides directes à des clubs de très haut niveau. S'y ajoute une enveloppe de **0,7 M€** concernant les « **sports nature »** et plus particulièrement les Iles de loisirs. Enfin, la **Rando des 3 châteaux** et les **autres évènements sportifs** ont généré **0,8 M€** en 2024.

Les actions du Département en direction de la **« Jeunesse » (0,6 M€)** visent à faciliter et soutenir l'autonomie des jeunes. Une première enveloppe a été consacrée aux « **aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire »**. Elle a permis de verser **0,4 M€** à 14 organismes ou fédérations de jeunesse et d'éducation populaire. Ces actions sont complétées par les « **aides aux projets et initiatives jeunes » (0,2 M€)** qui ont pour objectif de soutenir les jeunes par le biais de 2 dispositifs : les bourses B.A.F.A. **(29 400 €)**, le financement de projets jeunes **(0,12 M€)** et le prix des jeunes talents **(17 000 €)**.

MISSION SOLIDARITE
755 750 530 € (58,7 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Enfance et famille » : 205 150 780 €

Représentant **82 %** des dépenses de cette politique, les **« Frais d'hébergement des enfants »** ont mobilisé **169 M€**. Ces frais sont répartis entre « **l'accueil en établissement » (126,9 M€)**, « **l'accueil familial » (36,9 M€)** et les « **prestations en faveur des enfants » (5,2 M€)**. Sur ce dernier poste, on trouve principalement les prestations destinées aux enfants accueillis **(2,6 M€)**, les dépenses relatives aux visites médiatisées permettant de maintenir les liens parents-enfants **(1,4 M€)** et des frais divers **(0,9 M€)**.

Les dépenses de **« Protection et de prévention des enfants à domicile »** ont représenté **28 M€**, dont la « **protection en milieu ouvert » (17,2 M€)** qui regroupe les crédits relatifs aux Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), aux Aides Educatives en Milieu Ouvert Renforcées (AEMO R) ainsi que l'allocation « Contrat Autonomie Jeunes Majeurs » (CAJM), et la « **prévention spécialisée » (5 M€)**. A cela s'ajoutent, au titre du « **soutien et de la prévention en milieu ouvert** », l'action éducative à domicile et l'action éducative à domicile renforcée **(5 M€)**, les allocations d'aides aux familles **(0,5 M€)** et les subventions et participations **(0,3 M€).**

Le dernier domaine de cette politique concerne les **« Aides à la fonction parentale et à l'enfant »**. Ces dépenses d'un montant global de **8,2 M€** se déclinent principalement en subventions pour le « **fonctionnement des modes d'accueil de la petite enfance » (5,5 M€)**. Par ailleurs, **1,8 M€** a été consacré aux « **actions de PMI ».** A ce domaine sont rattachés, les frais de « **formation des assistants maternels » (0,4 M€)**, les participations au fonctionnement des centres de « **planification familiale » (0,2 M€)** ainsi que des versements effectués aux associations œuvrant dans le « **soutien à la parentalité » (0,3 M€)**.

Politique publique « Habitat » : 3 526 510 €

La part essentielle des dépenses liées à l'habitat correspond à la participation du Département au « **fonds de Solidarité Logement** » (**2 M€**). Cette dernière permet de financer notamment des aides individuelles, sous forme de prêts remboursables ou de secours, pour l'accès ou le maintien dans le logement, la résorption des dettes liées aux fluides (eau, gaz, électricité) ainsi que certaines mesures d'accompagnement social.

Les « **autres actions d'insertion par le logement** » (**1,3 M€**) participent au financement des missions de nos partenaires, tels que INITIATIVES77, Relais Jeunes 77, ADIL 77 ou la gestion des aires de grands passages des gens du voyage.

Politique publique « Insertion » : 234 158 959 €

Les allocations RSA représentent **90 %** des dépenses de cette politique et augmentent de **+ 2,2 %** par rapport à 2023 soit un montant réalisé de **211,9 M€**. Toujours au sein du domaine **« Dispositif RSA »**, il faut mentionner trois autres actions : les **« cofinancements des dispositifs emplois » (2,4 M€)**, **« l'accompagnement des bénéficiaires du RSA »** pour **4,7 M€** et les mesures **« d'insertion par l'activité économique » (2,4 M€)** ou par **« l'emploi » (7,7 M€).**

Le domaine des **« Autres dispositifs d'insertion »** a représenté **5 M€** de dépenses en 2024. Il regroupe les **fonds d'aide d'urgence (1,3 M€)**, les **actions d'insertion sociale et médico-sociale** (**1,8 M€** principalement en faveur des secteurs caritatif ou humanitaire) et les **dispositifs d'insertion des jeunes (1 M€)**. Les dépenses restantes concernent les **Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (0,7 M€** cofinancés par le FSE), les services en prestations juridiques, accompagnement et soutien **(0,2 M€)** et les dépenses liées au soutien des MDS **(8 091 €)**.

Politique publique « Personnes âgées » : 113 317 716 €

« L'hébergement des Personnes âgées » (50,4 M€), se répartit entre les frais d'hébergement proprement dits **(22,3 M€)** et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), versée aux établissements ou aux bénéficiaires **(28,2 M€)**.

Les dépenses liées au **« Maintien à domicile des personnes âgées »** ont représenté **62,9 M€** dont **54,6 M€** destinés au frais liés au maintien à domicile des personnes âgées (52 M€ pour l'APA). Par ailleurs, les participations liées aux Pôles Autonomie Territoriaux et aux accords cadre passés avec la CNSA s'élèvent à **7,9 M€** et les actions extra légales menées en faveur des personnes âgées à **0,4 M€**.

Politique publique « Personnes handicapées » : 199 277 088 €

« L'hébergement des personnes handicapées » s'élève à **132 M€** dont **113,2 M€** pour les frais liés à l'hébergement proprement dit, **10 M€** pour le financement des services d'accompagnement et **2,3 M€** pour les frais liés à la dépendance répartis entre la Prestation de Compensation du Handicap (**2 M€**) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (**0,3 M€**). Le coût de la revalorisation salariale (Prime Ségur) pour les professionnels éligibles travaillant dans les établissements et services médico sociaux financés principalement par le Département est de **5,5 M€**. **« L'accueil familial »** a mobilisé, quant à lui, **0,8 M€.**

Les aides au **« Maintien à domicile »** se sont élevées à **67,2 M€.** La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.) a représenté **59 M€** et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (A.C.T.P.) **5,3 M€.** La **« maison départementale des personnes handicapées (MDPH) »** a perçu **2,5 M€** pour son fonctionnement. Les crédits restants ont permis de financer des **« actions extra-légales »** (**0,2 M€**).

Politique publique « Santé publique » : 319 477 €

L'action **« démographie médicale »** qui est dédiée à la poursuite des engagements du Département à destination des étudiants par le financement des bourses aux étudiants en professions de santé, à l'aide au fonctionnement des maisons de santé pluri professionnelles et universitaires, et aux projets « Innovation en sante », a représenté **319 477 €.**

MISSION FONCTIONNELLE
264 398 890 € (20,5 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 1 250 635 €

Les dépenses de cette politique concernent principalement le domaine de la **« Communication »** avec une enveloppe consommée de **1 M€**. Elle finance d'une part, les éditions de « Seine et Marne Magazine » et d'autres documents d'information locale plus ciblée ainsi que les achats d'espaces dans la presse locale, le fonctionnement du site internet, les relations de presse ou encore la communication interne. D'autre part, l'enveloppe communication prend en charge le versement de subventions **(17 500 €)**.

Au domaine **« Présidence et cabinet »** (**0,2 M€**) sont rattachées plusieurs cotisations et subventions à des associations d'élus locaux (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de Seine-et-Marne ou Association des maires ruraux de Seine-et-Marne).

Politique publique « Direction et animation de l'action départementale » : 1 272 509 €

La première enveloppe de cette politique concerne l'ensemble des dépenses financières autres que les frais financiers comme les services bancaires et les prestations de conseils **(0,9 M€)**. La seconde enveloppe **(0,4 M€)** finance les **« études diverses »** dont la signalétique de certaines opérations de travaux mais aussi les dépenses liées à la **« documentation »** (documentation générale et technique, documentation informatisée, gestion de documents « presse », droits de copiage…).

Politique publique « Moyens généraux » : 28 482 450 €

Premier poste de dépense de cette politique, les **« Systèmes d'information »** ont représenté une dépense de **8,3 M€** répartie en entretien et maintenance (**2 M€**), en frais d'infrastructures téléphoniques (**0,9 M€**) et en prestations et fournitures (**5,4 M€**).

Deuxième poste, la **« Gestion du patrimoine immobilier »** a généré **6,5 M€** de dépenses principalement sur les fluides **(4,1 M€**), les loyers et charges locatives (**0,9 M€**), les impôts et taxes foncières (**1 M€**) et le gardiennage (**0,4 M€**).

La « **Logistique »** a mobilisé **5,8 M€** dont les fournitures et services divers (**2,4 M€**), l'entretien des locaux (**1,8 M€**), la gestion de la flotte automobile (**1,5 M€**) et le matériel et mobilier (**89 893 €**).

Enfin, il faut mentionner, les **« Etudes et la prévention des risques »**, dépenses liées aux primes d'assurance, aux sinistres et aux conseils juridiques (**4,5 M€)** et les dépenses d'entretien et de réparations des **« Bâtiments départementaux »** (**3,4 M€)** dont **1,3 M€** au titre des bâtiments sociaux, **1,6 M€** pour l'Hôtel du Département et ses annexes et **0,5 M€** pour les Agences Routières Territoriales.

Politique publique « Ressources humaines » : 233 393 297 €

L'ensemble des dépenses de cette politique atteint **233,4 M€** dont **94 %** concernent la **« masse salariale » (218,9M€)**.

Par ailleurs, une enveloppe de **6,8 M€** a été consacrée aux actions en faveur du personnel : elle finance notamment la subvention au COS (**1,3 M€**) et les prestations sociales diverses **(5,8 M€)**. Viennent s'y ajouter les **« frais de formation »** et de **« recrutement »** (**1,6 M€** et **0,3 M€**) ainsi que les frais liés aux déplacements (**1 M€**), aux assurances (**1,3 M€**) et à l'intérim (**3 M€**).

1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales

Frais financiers : 18 782 601,69 €

En 2024, les frais financiers ont représenté une charge de **18,8 M€** pour le Département qui se décompose de la façon suivante :

- les intérêts résultant de la dette à long terme pour **16,5 M€**,
- les charges financières liées aux instruments de couverture ou « swaps » pour **0,48 M€** soit un montant légèrement inférieur à 2023 due à l'amortissement progressif du capital couvert par ce contrat,
- l'augmentation des intérêts courus non échus **(+ 1,8 M€)** de **4,6 M€** en 2023 à **6,4 M€** en 2024.

L'augmentation des frais financiers de 0,49 M€ (hors indemnité de remboursement anticipé, à caractère ponctuel) entre le CA 2023 et le CA 2024 est dû d'une part au contexte financier de 2024 qui s'est caractérisé par des taux restés haut durant l'année 2024 et d'autre part, à la diversification de la structure de dette départementale où 50% des emprunts conclus disposent d'un taux variable.

Dans un contexte où les taux restaient haut en 2024, la stratégie portée par le Département en 2024 a consisté à favoriser les taux variables avec 4 emprunts d'un montant global de 125 M€, puisque à terme les taux variables ne peuvent que diminuer lorsqu'ils ont été conclus en période où ils sont hauts (contrairement à un taux fixe élevé qui le reste durant toute la durée du contrat).

En 2024, le taux moyen de la dette long terme du Département après couverture ressort à 3,06 % contre 2,85 % en 2023 et 1,88 % en 2022.

Prélèvements du fonds national de péréquation des DMTO: 23 543 063 €

Depuis 2020, un seul fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois anciens fonds de péréquation basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) crée en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Ce fonds est alimenté par deux prélèvements :

- le premier prélèvement est égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO de droit commun n-1 de l'ensemble des Départements (et de la Ville de Paris et de la Métropole de Lyon)
- le second prélèvement, d'un montant de 750 M€, concerne les départements dont l'assiette par habitant des DMTO est supérieure à 75 % de l'assiette par habitant de l'ensemble des départements. Ce second prélèvement est réparti en trois tranches. Le montant prélevé au titre de ce second prélèvement ne peut excéder 12 % du produit des DMTO n-1 du Département.

Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 1,6 Mds€, le Comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie de l'excédent.

En 2024, le montant total du prélèvement s'est élevé à 1 639,6 M€ contre 1 907,9 M€ en 2023. Le CFL a décidé de ne constituer aucune nouvelle mise en réserve mais a libéré l'intégralité du montant mis en

réserve disponible en 2024, soit 248,7 M€. Le Département a subi en 2024 un prélèvement de 23,5 M€ en faveur du fonds national de péréquation des droits de mutation (FNPDMTO) contre 33,3 M€ en 2023. Ce prélèvement enregistre une baisse de - 29,3 % entre 2023 et 2024 en raison d'une diminution du produit des DMTO du Département (- 27,6 %) plus importante que celle de l'ensemble des Départements (- 22,1 %).

Reversements sur autres impôts locaux : 5 608 130 €

Reprise en dépenses au titre de la TVA : 4 332 373 €

Le versement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 2024 doit être diminué d'une reprise en dépenses effectuée au titre de la TVA 2023 définitive qui s'est révélée inférieure au montant encaissé en 2023 sur la base des prévisions de l'Etat. La TVA a ainsi enregistré une évolution de + 2,8 % entre 2022 et 2023 contre + 3,7 % prévu en PLF 2023 et encaissé en 2023 par le Département. Cette reprise s'est élevée en 2024 à 3,6 M€ pour la fraction compensant la part départementale de la TFPB et 0,8 M€ pour la fraction compensant la CVAE, soit au total 4,3 M€.

Reversement des indus de taxe d'aménagement : 1 275 757 €

Le reversement des indus de taxe d'aménagement s'est élevé à 1 275 757 € en 2024.

1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement

Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2024 à **14,3 M€**. Ce montant reste marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2024 en fonctionnement.

Missions / Politiques	Montant des Autorisations d'engagement à fin 2024	Réalisations à fin 2024	Reste à financer (au delà de 2024)
Développement territorial	10 605 122	10 242 132	362 990
Protection de l'environnement	3 855 900	3 571 383	284 517
Routes départementales	84 112	84 112	0
Sécurité	548 997	473 973	75 024
Transports	4 635 979	3 957 501	678 478
1 - Mission aménagement et développement du territoire	**19 730 110**	**18 329 102**	**1 401 008**
Culture et patrimoine	8 994 248	8 484 148	510 100
Education formation	7 732 303	6 706 099	1 026 204
Jeunesse, sports et loisirs	621 727	621 727	0
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**17 348 278**	**15 811 974**	**1 536 304**
Habitat	2 037 730	2 009 500	28 230
Insertion	160 821 263	150 476 569	10 344 695
Personnes âgées	468 949	468 949	0
3 - Mission solidarité	**163 327 942**	**152 955 017**	**10 372 925**
Direction et animation de l'action départementale	1 834 689	834 689	1 000 000
Moyens généraux	785 097	784 512	585
4 - Mission fonctionnelle	**2 619 786**	**1 619 201**	**1 000 585**
	203 026 116	**188 715 294**	**14 310 823**

Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements dont l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

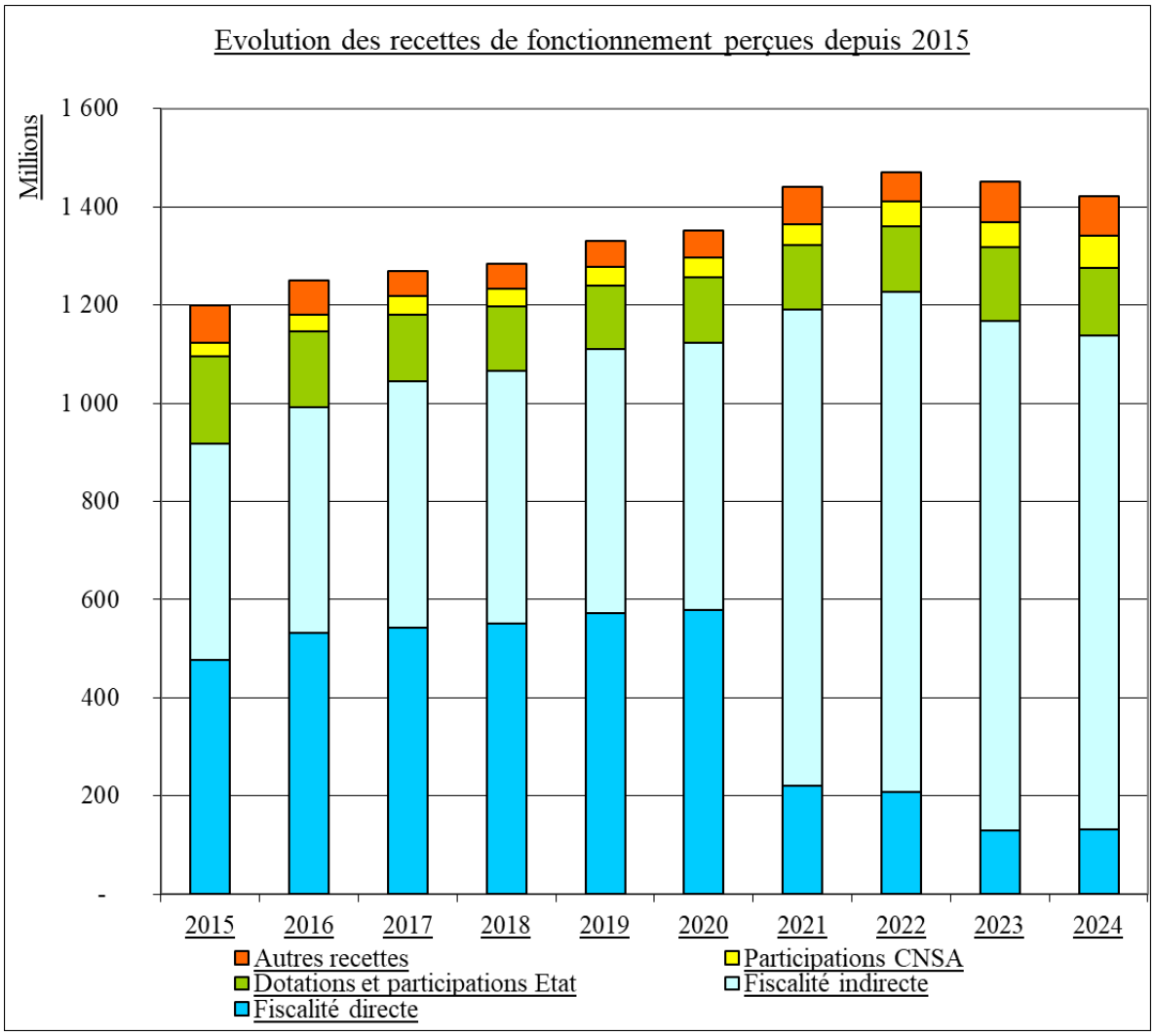
Il concerne principalement le domaine de l'insertion **(10,3 M€)** avec des programmes de formation qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile.

1-4.C – Les recettes de fonctionnement

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leur montant s'élève à **1 421,6 M€** au CA 2024 contre **1 451,1 M€** en 2023, soit une diminution de **– 2 %**.

Les principales recettes se ventilent de la façon suivante :

Nature de recettes	CA 2023	Crédits inscrits 2024	CA 2024	Taux de réalisation	% évol
Reversement part régionale CVAE	85 671 811	85 671 811	85 671 811	100,0%	0,0%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	4 317 898	4 366 756	4 638 227	106,2%	7,4%
Fonds national de garantie individuelle des ressources	17 925 606	17 925 606	17 925 606	100,0%	0,0%
Reversement du Fonds de solidarité des Départements de la Région IDF	8 673 822	8 407 711	8 407 711	100,0%	-3,1%
Frais de gestion de la Taxe foncière sur les propriétés bâties	14 200 093	16 312 282	16 312 282	100,0%	14,9%
Fiscalité directe	**130 789 230**	**132 684 166**	**132 955 637**	**100,2%**	**1,7%**
Droits de mutation à titre onéreux	246 145 378	190 000 000	203 219 911	107,0%	-17,4%
Reversement du Fonds national de péréquation des DMTO	19 026 230	19 570 248	19 570 248	100,0%	2,9%
TVA	497 233 600	515 081 782	497 087 659	96,5%	0,0%
dont part reçue en compensation de la TFPB	*404 970 269*	*419 506 662*	*404 851 408*	*96,5%*	*0,0%*
dont part reçue en compensation de la CVAE	*92 263 331*	*95 575 120*	*92 236 251*	*96,5%*	*0,0%*
Taxe d'aménagement	17 368 789	12 000 000	10 326 246	86,1%	-40,5%
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	161 447 303	178 142 141	172 248 433	96,7%	6,7%
Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité	16 694 880	17 294 187	16 546 574	95,7%	-0,9%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	75 449 010	68 046 002	81 611 515	119,9%	8,2%
Redevances des mines	2 177 832	2 100 000	2 179 357	103,8%	0,1%
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	1 675 165	1 500 000	1 722 916	114,9%	2,9%
Fiscalité indirecte	**1 037 218 187**	**1 003 734 360**	**1 004 512 859**	**100,1%**	**-3,2%**
Dotation globale de fonctionnement	92 230 170	93 122 069	93 122 069	100,0%	1,0%
Allocations compensatrices	21 575 385	21 082 435	21 082 435	100,0%	-2,3%
Dotation générale de décentralisation	4 120 007	4 120 007	4 120 007	100,0%	0,0%
Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	10 203 936	10 000 000	10 469 234	104,7%	2,6%
FCTVA (Part.fonc.)	1 413 432	1 902 547	1 900 288	99,9%	34,4%
Autres participations de l'Etat	19 995 157	12 812 715	7 541 505	58,9%	-62,3%
sous-total Etat	*149 538 086*	*143 039 773*	*138 235 538*	*96,6%*	*-7,6%*
Participation versée au titre de l'APA 1	23 874 803	24 320 400	27 303 029	112,3%	14,4%
Participation versée au titre de l'APA 2 (Loi ASV)	6 713 705	5 900 000	7 294 109	123,6%	8,6%
Participation versée au titre de l'APA 2 (Conférence des financeurs)	2 031 324	1 781 390	1 998 181	112,2%	-1,6%
Participation versée au titre de la PCH	18 903 736	17 212 800	19 048 400	110,7%	0,8%
Participation versée au titre de la MDPH					
Autres participations CNSA (accord cadre, Ségur, habitats partagés, soutien aux professionnels)	6 770 292	9 500 000	9 883 612	104,0%	*46,0%*
sous-total CNSA	*58 293 859*	*58 714 590*	*65 527 330*	*111,6%*	*12,4%*
Autres participations	43 373 979	44 180 491	45 323 959	102,6%	4,5%
Dotations et participations	**251 205 925**	**245 934 855**	**249 086 827**	**101,3%**	**-0,8%**
Produits du domaine et gestion courante	7 244 118	14 666 825	19 536 861	133,2%	169,7%
Recouvrts dép. aide sociale et indus	11 382 647	9 303 450	12 696 309	136,5%	11,5%
Produits financiers	463 043	422 654	640 494	151,5%	38,3%
Produits exceptionnels	9 966 165	362 204	2 145 538	592,4%	-78,5%
Reprises sur provisions	2 880 220	0	0	NS	-100,0%
Autres recettes	**31 936 194**	**24 755 133**	**35 019 202**	**141,5%**	**9,7%**
Total Recettes de fonctionnement	**1 451 149 536**	**1 407 108 514**	**1 421 574 525**	**101,0%**	**-2,0%**



Après la mise en œuvre de la réforme fiscale suite à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour les collectivités territoriales en 2023, le panier de ressources du Département résultant des réformes fiscales successives est désormais composé à 70,7 % de produits de fiscalité indirecte en 2024. Il est devenu, à l'issue des réformes, plus dépendant à la conjoncture économique et plus déconnectée du territoire et de ses évolutions.

L'année 2024 est marquée par la poursuite de la baisse du produit des droits de mutation et par une stagnation du produit de Taxe sur la valeur ajoutée.

Les recettes réelles de fonctionnement présentent, entre 2023 et 2024, une baisse globale de **- 29,6 M€** succédant à une diminution de – 19,1 M€ entre 2022 et 2023**.** Cette baisse provient, comme en 2023, pour l'essentiel de la diminution du produit des droits de mutation qui a enregistré une baisse de **- 17,4 %** entre 2023 et 2024.

Les **produits de la fiscalité directe** ont augmenté en 2024 de **+ 1,7 %** par rapport à 2023, passant de **130,8 M €** à **133,0 M€**.

L'augmentation du poste « fiscalité directe » résulte de la hausse de + 14,9 % du **reversement du produit des frais de gestion de la TFPB** au Département de Seine-et-Marne qui s'est élevé en 2024 à **16,3 M€.** Les Départements se sont vus transférer à compter de 2014 le produit des frais de gestion de la TFPB en vue d'un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité. Ce produit (1 168 M€ en 2024), est réparti entre les Départements en deux parts, l'une de 70 % sur la base des

restes à charge des Départements au titre des trois AIS et l'autre de 30 % en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Le produit de ces deux parts est ensuite pondéré par le revenu par habitant.

La Loi de finances pour 2016 a réduit la part départementale de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) de 48,5 % à 23,5 %, celle des Régions passant de 25 % à 50 % à compter de 2017. Cette nouvelle répartition de la CVAE entre Régions et Départements visait à compenser aux Régions les charges nouvelles résultant du transfert de compétences en matière de transports interurbains routiers de voyageurs et de transports scolaires opéré par l'article 15 de la Loi NOTRe du 7 août 2015.
En Île-de-France, ces compétences relevaient déjà de l'échelon régional à travers le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), en application des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France.
La Région Île-de-France doit par conséquent reverser au Département de Seine-et-Marne une attribution de compensation financière égale à 51,5 % (25/48,5èmes) du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée perçue par le Département en 2016 et ce montant est figé dans le temps selon les termes de la Loi de finances pour 2016.
Le reversement de la Région au Département n'a pas été modifié malgré la suppression de la part régionale de la CVAE (50 % de la CVAE) à compter de 2021, et son remplacement pour les Régions par une part de TVA égale à la CVAE 2020 d'une part et la suppression de la part départementale de la CVAE à compter de 2023 d'autre part.
Le **reversement de la part de CVAE transférée à la Région** s'est ainsi élevé en 2024 au montant figé de **85,7 M€**.

Le rendement de **l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)** s'est élevé à **4,6 M€** en 2024 enregistrant une progression de + 7,4 %. Cet impôt concerne essentiellement les centrales électriques et les stations radio- électriques.

Comptabilisé dans une subdivision de la fiscalité directe (puisqu'il est alimenté par un prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales qui ont bénéficié d'un gain dans le cadre de la réforme de 2010), le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** s'est élevé au montant désormais figé de **17,9 M€** en 2024.

Créé à compter de 2014, le fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France dispose d'un montant global de 60 M€. Son fonctionnement repose sur un indice synthétique de ressources et de charges. Bénéficiaire du **Fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France (FSDRIF**), le Département de Seine-et-Marne a reçu une attribution d'un montant de **8,4 M€** en 2024 contre 8,7 M€ en 2023.

Les **recettes de fiscalité indirecte** ont diminué en 2024 de **- 3,2 %** par rapport à 2023 passant de **1 037,2 M€** à **1 004,5 M€**. Cette diminution provient pour l'essentiel de la forte baisse constatée du produit des droits de mutation et, dans une moindre mesure, de la diminution du produit de la taxe d'aménagement.

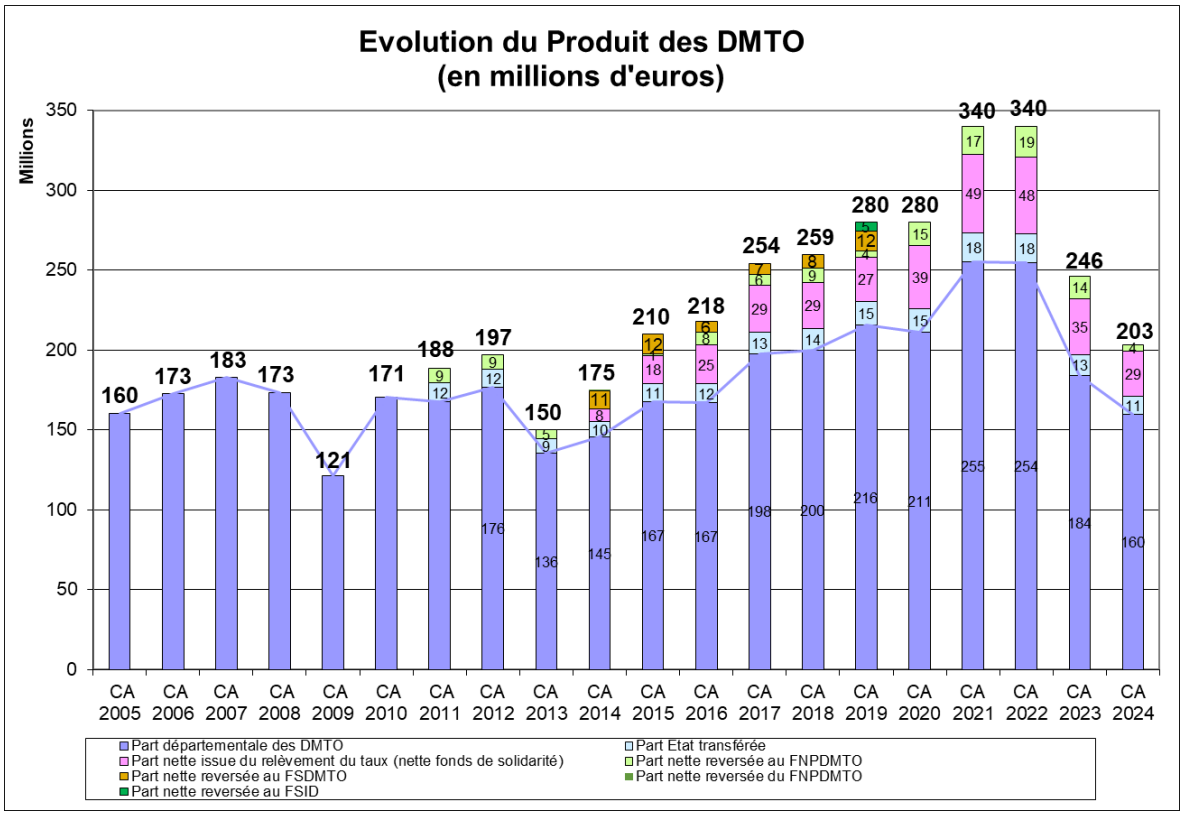
En complément du transfert du produit des frais de gestion de la TFPB pour permettre aux Départements de financer leur reste à charge sur les allocations individuelles de solidarité, l'Etat les a autorisés à relever le taux plafond des droits de mutation à compter 1er mars 2014 de 3,80 % à 4,50 %. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues depuis le 1er mars 2014 en Seine-et-Marne.

Le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) a diminué de – 17,4 % en 2024 passant de 246,1 M€ à **203,2 M€**. Cette diminution provient de la diminution du nombre de transactions.

Pour comparer le produit des DMTO depuis 2005, le produit 2024 doit être corrigé :

- de la part Etat transférée pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle (évaluée à 10,8 M€),
- du produit issu de la hausse du taux (évalué à 28,6 M€),
- de la contribution nette au fonds national de péréquation des DMTO (4,0 M€),

Le graphique ci-dessous illustre ainsi l'évolution réelle du produit des droits de mutation depuis 2005.



Sur proposition de l'ADF, la péréquation horizontale sur les DMTO a été réformée en Loi de finances pour 2020. Depuis 2020, le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.
Les ressources du fonds de péréquation sont réparties en trois enveloppes :

- la première enveloppe, égale à 250 M€, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSID actuel
- la deuxième enveloppe, égale à 52 % du solde, est répartie entre les Départements selon des modalités analogues à celles du FNPDMTO.
- la troisième enveloppe, égale à 48 % du solde, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSDMTO.

Le montant total mis en répartition en 2024 s'est élevé à 1,9 Md€ avec une libération intégrale par le comité des finances locales du montant mis en réserve disponible en 2024, soit 248,7 M€.
Pour le Département de Seine-et-Marne, le **reversement du fonds national de péréquation des droits de mutation** a atteint un montant de **19,6 M€** en 2024 contre 19,0 M€ en 2023. Le Département a bénéficié d'une attribution au titre de la deuxième et troisième enveloppe en raison de son potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen des Départements. Parallèlement, le Département a contribué au fonds de péréquation des droits de mutation à hauteur de **23,5 M€** ce qui aboutit à une contribution nette du Département au fonds de **4,0 M€** en 2024 contre 14,3 M€ en 2023.

En compensation de deux recettes de fiscalité directe, le Département s'est vu attribuée successivement deux parts de Taxe sur la valeur des entreprises : la première compensant la perte de la taxe foncière sur les propriétés bâties et la seconde compensant la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.
Depuis 2021, la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été remplacée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le cadre de la réforme fiscale supprimant la taxe d'habitation sur les résidences principales. La **fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de la TFPB** du Département s'est élevée à **404,9 M€** en 2024 contre 405,0 M€ en 2023. Cette fraction doit être diminuée, comme en 2023, d'une reprise en dépenses effectuée au titre de la TVA 2023 définitive qui s'est révélée inférieure au montant encaissé en 2023 sur la base des prévisions de l'Etat. Cette reprise s'est élevée à 3,6 M€ en 2024 comme en 2023.
Depuis 2023, la part départementale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a été remplacée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) évoluant de façon uniforme sur le territoire. **La fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de CVAE** perçue par le Département en 2024 s'est élevée à **92,2 M€** contre 92,3 M€ en 2023. Cette fraction doit être diminuée d'une reprise en dépenses effectuée au titre de la TVA 2023 définitive qui s'est révélée inférieure au montant encaissé en 2023 sur la base des prévisions de l'Etat. Cette reprise s'est élevée à 0,8 M€ en 2024.
Le produit total de TVA perçu en 2024 a augmenté, conformément au projet de loi finances 2025 de + 0,8 % par rapport au produit perçu au titre de 2023 (produits corrigés des reprises encaissées en n+1) contre + 4,5 % prévue initialement en Loi de finances pour 2024.

Instituée en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des CAUE (TDCAUE) depuis le 1er mars 2012, le produit de la **Taxe d'aménagement** (TA) a enregistré une baisse de – 40,5 %, passant de 17,4 M€ en 2023 à **10,3 M€** en 2024. Cette diminution du produit résulte d'un ralentissement du rythme d'encaissement lié à la tension sur les prix et à l'application de la réforme adoptée en Loi de finances pour 2021. Depuis le 1er septembre 2022, la gestion des taxes d'urbanisme est transférée des Directions Départementales des Territoires (DDT) à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) qui n'en assurait jusqu'alors que le recouvrement. Les modifications adoptées en LFI pour 2021 relatives à la date d'exigibilité et au délai de versement de la TA sont également entrées en vigueur au 1er septembre 2022. La taxe d'aménagement est désormais versée en un versement unique, si le montant est inférieur à 1 500 €, trois mois après la date d'achèvement des travaux ou en deux versements trois et six mois après la date d'achèvement des travaux. Pour rappel, le délai de versement de la TA et la date d'exigibilité en vigueur jusqu'au 31 août 2022 étaient de 12 et 24 mois après la date de délivrance de l'autorisation de construire ou d'aménager.
Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, 0,2 % du taux voté de 2,2 % de la taxe d'aménagement est reversé au CAUE au cours de l'exercice d'encaissement.

La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) destinée à couvrir, d'une part, les charges relatives au SDIS et, d'autre part, les transferts de compétences intervenus en 2004, s'élève pour chacune de ces parts respectivement à **27,7 M€** (+ 7,2 % par rapport à 2023), et à **68,0 M€** en 2024 (+ 6,9 % par rapport à 2023).
Depuis 2011, la TSCA comprend également une nouvelle part accordée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale pour compenser, en partie, la suppression de la taxe professionnelle. Cette part a atteint en 2024 le montant de **76,5 M€** enregistrant une hausse de **+ 6,4 %** par rapport à 2023. Au total, le produit 2023 de la TSCA a été de **172,2 M€**.
La TSCA s'étant révélée insuffisante à couvrir l'intégralité des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004, une part complémentaire de TICPE est affectée aux Départements depuis 2008. Cette part s'est élevée à **12,5 M€** en 2024 (+ 0,9% par rapport à 2023) et porte la compensation des transferts de compétences de 2004 à **80,5 M€** (+ 5,9 % par rapport à 2023).

Le produit de la **Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)** s'est élevé au montant total à **81,6 M€** en 2024, enregistrant une hausse de + 8,2 % entre 2023 et 2024. Cette croissance est la conséquence directe de la perception par le Département, en compensation du transfert

de deux routes nationales depuis le 1er janvier 2024, d'une nouvelle part de Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE). Cette nouvelle part de TICPE s'est élevée en 2024 au montant de **6,1 M€.**
Les autres parts de TICPE sont restées globalement stables entre 2023 et 2024. Outre la part complémentaire à la compensation des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004 (**12,5 M€**), cet impôt indirect vise à compenser également à hauteur de **63,1 M€** pour 2024 les charges du Département au titre du RSA. Ce montant de compensation du RSA de 63,1 M€ est figé depuis 2014.

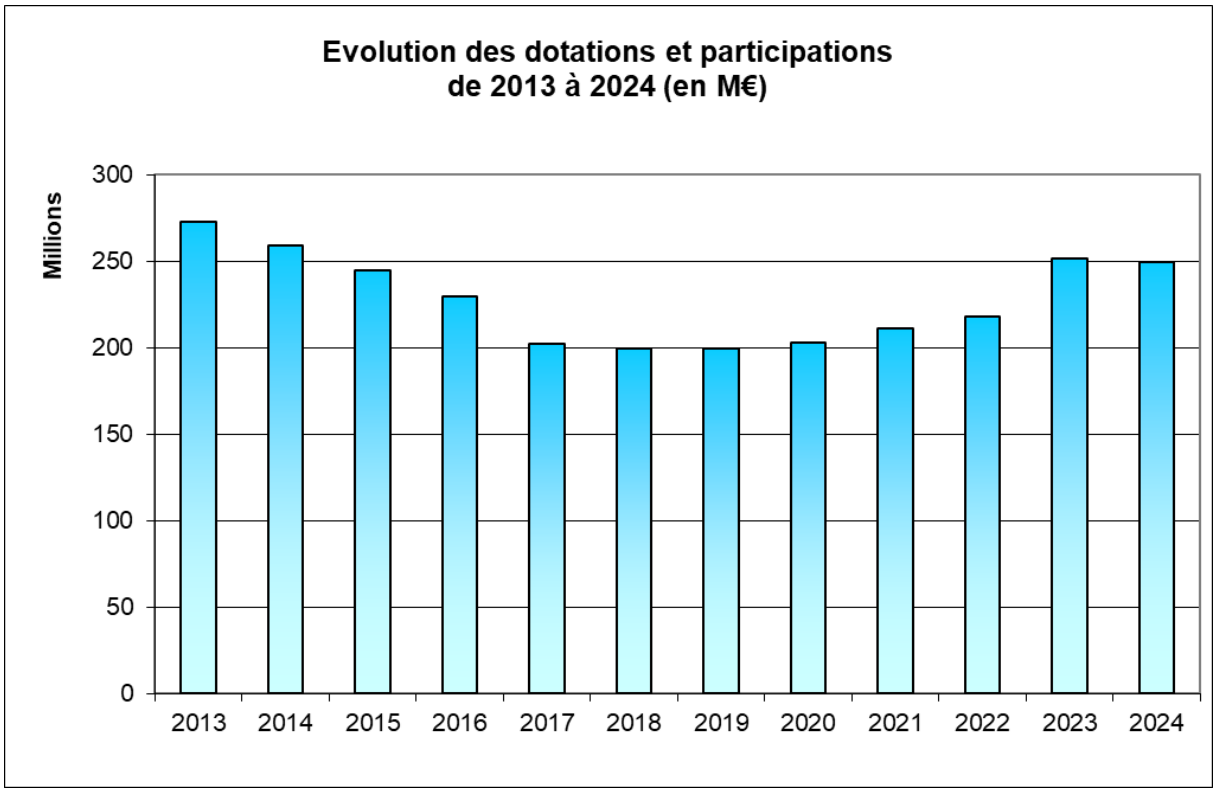
En compensation du transfert de deux routes nationales depuis le 1er janvier 2024, le Département a perçu une nouvelle part de Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) qui s'est élevée en 2024 au montant de **6,1 M€**.

Le produit de la **Taxe d'Électricité** perçu par le Département en 2024 a atteint le montant de **16,5 M€** contre 16,7 M€ en 2023 enregistrant une évolution de - 0,9 %. Cette diminution s'explique par la mise en place de la réforme introduite par la Loi de finances initiale pour 2021.
Dans un double objectif de simplification et d'harmonisation, la Loi de finances initiale pour 2021 a fusionné les taxes sur la consommation finale d'électricité et nationalisé leur gestion. Après l'alignement dès le 1er janvier 2021 des dispositifs juridiques et notamment les tarifs, les taxes communales et départementales sur la consommation finale d'électricité sont remplacées par une quote-part de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité sans pouvoir de taux depuis le 1er janvier 2022 pour la taxe départementale (TDCFE) et depuis le 1er janvier 2023 pour la taxe communale (TCCFE). Au motif que les fournisseurs n'auront plus qu'à effectuer une déclaration unique, le prélèvement de 1,5 % du produit de la taxe dont bénéficiaient les fournisseurs d'électricité pour la délivrance des déclarations trimestrielles et du paiement de la taxe est supprimé et sera réattribué aux collectivités bénéficiaires.
En 2023, le Département a perçu un montant de 16,4 M€ au titre de la taxe intérieure sur la consommation d'électricité (TICFE) enregistrant une croissance de + 10,7 % par rapport à 2022 et un montant de 0,3 M€ de reliquats de TDCFE.
En 2024, le Département a perçu un montant de 16,5 M € au titre de la TICFE enregistrant une croissance de + 0,8 % par rapport à 2023 et un montant de reliquats de TDCFE de 1 283 € diminuant de – 99,6 % par rapport à 2023. La faible croissance de la part départementale de TICFE résulte de l'inflation et des aléas résultant de l'élargissement de l'assiette accompagnant la fusion des taxes. Cette fusion a modifié de fait la dynamique de la recette qui est plus sensible à l'activité économique du territoire, la consommation n'étant plus ciblée sur les petits et moyens consommateurs.

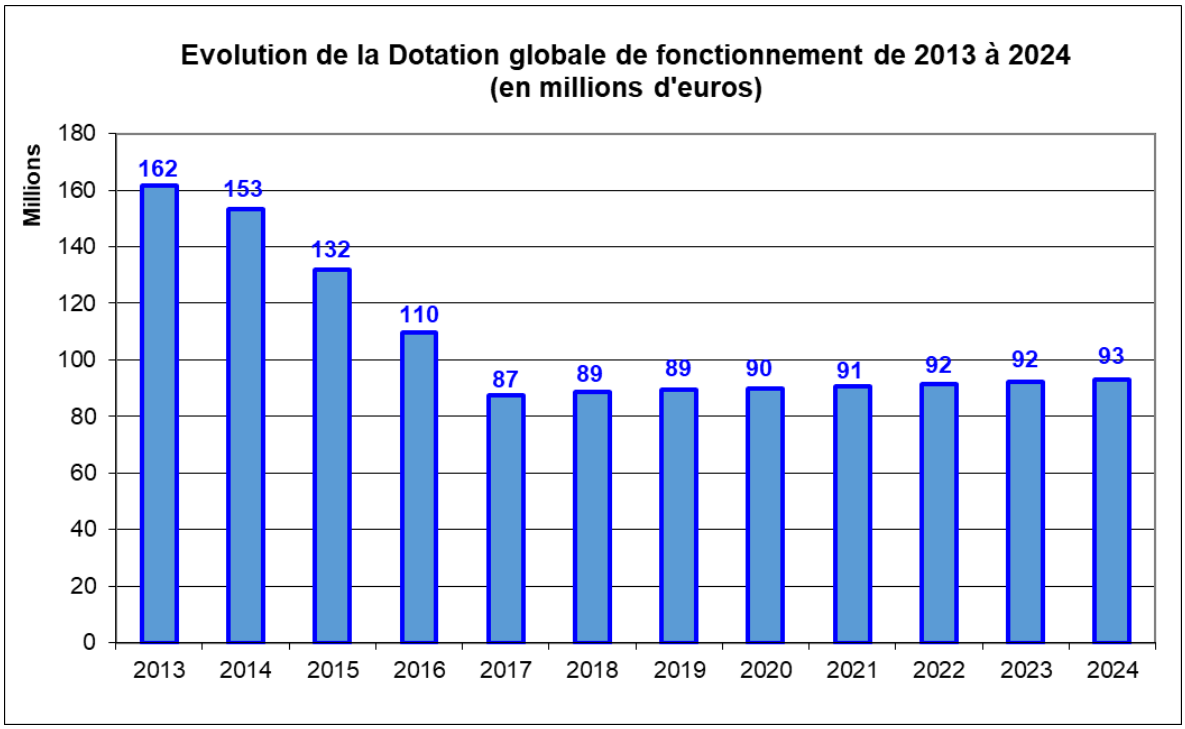
Le produit de la **redevance des mines** s'est élevé en 2024 à **2,2 M€** comme en 2023, la diminution des tonnages extraits a été compensée par la hausse des tarifs.

Le produit de **la taxe additionnelle à la taxe de séjour** a augmenté de **+ 2,9 %** en 2024 pour atteindre **1,7 M€**.

Les recettes liées aux dotations et participations diminuent de **- 0,8 %** entre 2023 et 2024. Elles se sont élevées à **249,1 M€** en 2024 contre **251,2 M€** en 2023.



Le montant global de la **Dotation Globale de Fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne a enregistré en 2024 une croissance de + 1,0 %, après de faibles progressions annuelles depuis 2018 (+ 0,7 % en 2023 et + 0,8 % en 2022). Ces faibles évolutions font suite à quatre années de baisses successives dues aux contributions au redressement des finances publiques appliquées de 2014 à 2017. La DGF du Département a été réduite sur la période de 79,2 M€.
Cette croissance de la DGF en 2024 résulte de la progression de + 0,7 M€ de la part dynamique de la population et de l'augmentation de + 0,1 M€ de la dotation de péréquation urbaine. La LFI pour 2024 avait prévu une augmentation des dotations de péréquation de la DGF des Départements de + 10 M€ comme chaque année depuis 2018.
Le montant global de la DGF s'est ainsi élevé en 2024 à **93,1 M€** contre **92,2 M€** en 2023 (soit près de + 0,9 M€ entre 2023 et 2024).



Pour respecter le maintien en valeur de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, les allocations compensatrices de fiscalité directe servent de variables d'ajustement. Depuis 2017, la Loi de finances a intégré la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions, les allocations compensatrices de TH et les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.
En 2024, seule la DCRTP du bloc communal, des Départements et des Régions ont fait l'objet d'une minoration. Les autres variables ont été maintenues à leur niveau 2023. La minoration des variables d'ajustement a été effectuée au prorata des recettes réelles de fonctionnement des bénéficiaires.

Le poste des **allocations compensatrices** du Département de Seine-et-Marne (dont la DCRTP) s'est élevé au montant global de 21,1 M€ en 2024 contre 21,6 M€ en 2023.
Après un montant diminué de – 0,5 % en 2023, la **Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** a diminué de - 2,2 % en 2024 et s'est élevée au montant de **18,3 M€**.
Les **allocations compensatrices de fiscalité directe** sont restées stables au montant de **2,8 M€** en 2024.
Aucunes allocations compensatrices pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou taxe de publicité foncière n'a été enregistrées en 2024 contre **0,1 M€** en 2023.

La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) est figée en 2024 au montant de **4,1 M€.**

Créé en 2006 en vue de réduire l'écart entre la compensation et les charges induites par le RSA, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) a été pérennisé par la LFI pour 2017. Les attributions à la Seine-et-Marne du **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI)** se sont élevées au montant global de **10,5 M€** en 2024 contre 10,2 M€ en 2023.

Versée pour la première fois en 2017 par l'Etat, le Département a perçu en 2024 une **part de FCTVA en section de fonctionnement** d'un montant de **1,9 M€**. La LFI 2016 et la LFR 2015 ont élargi l'assiette des dépenses éligibles aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie à compter du 1er janvier 2016.

Les autres participations de l'Etat passent de 20,0 M€ en 2023 à **7,5 M€** en 2024.

En 2024, dans le secteur de l'enfance, les participations de l'Etat s'élèvent à **2,5 M€**. En matière d'insertion, les recettes liées à la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi et à la revalorisation du RSA ont représenté **3,6 M€.** Les recettes de personnel se sont élevé en 2024 à **1,3 M€,** alors que dans le secteur culturel, musées et lecture publique, les aides de l'Etat ont représenté **0,2 M€.**

Les recettes de la CNSA enregistrent en 2024 une croissance globale de + **12,4 %** pour atteindre le montant de **65,5 M€** contre **58,3** M€ en 2023. Cette progression provient pour l'essentiel de la hausse de la première part du concours APA (27,3 M€ soit + 14,4 % par rapport à 2023) et des autres participations CNSA comprenant les compensations liées au Segur, aux tarifs planchers et au soutien aux professionnels (9,9 M€, soit + 46,0 %). Dans une moindre mesure, la seconde part du concours APA a enregistré une progression de + 8,6 % (7,3 M€) et le concours PCH une augmentation de + 0,8 % (19,0 M€).

Les **autres participations** augmentent de + **4,5 %** de 2023 à 2024 et s'élèvent en 2024 à **45,3 M€** contre 43,4 M€ en 2023.

Elles comprennent les participations **d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** en faveur des transports scolaires d'un montant de **29,4 M€** en 2024. Cette participation se décompose entre celle au titre des **circuits spéciaux scolaires** pour **10,3 M€** et celle en faveur des **transports des élèves et étudiants handicapés** pour **19,1 M€**. Figurent également dans ce poste, la participation de la Région et de IDFM au **dispositif PAM 77** pour **0,6 M€** en 2024 et la **participation des familles à la restauration scolaire** pour **4,6 M€**. Une participation exceptionnelle de **7,5 M€** a été perçue par le département au titre des dépenses d'énergie. On trouve également dans ce poste les participations du **FSE (1,4 M€)**.

Le poste des **autres recettes** augmente de **+ 9,7 %** pour un volume de **35,0 M€** en 2024 contre **31,9 M€** en 2023.

Cette forte hausse s'explique pour l'essentiel par la forte augmentation du poste des **produits du domaine et de gestion courante** dont le montant a atteint **19,5 M€** en 2024 contre 7,2 M€ en 2023.

Les recouvrements sur les dépenses d'aides sociales ont augmenté de + 11,5 % en 2024 pour atteindre le montant de 12,7 M€. De même, le montant des **produits financiers** est passé de 0,5 M€ en 2023 à **0,6 M€** en 2024.

Le montant des **produits exceptionnels** a fortement diminué en 2024 et s'est élevé à **2,1 M€** en 2024 contre 10,0 M€ en 2023.

Aucune **reprise sur provisions** n'a été enregistrée en 2024 contrairement à 2023 (2,9 M€ en 2023).

1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)

A l'issue de l'exécution 2024, il vous est rendu compte de la situation du financement pour le Département de Seine-et-Marne des trois allocations individuelles de solidarité que sont :

- l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
- le revenu de solidarité active (RSA),
- et la prestation de compensation du handicap (PCH).

Pour respecter les principes constitutionnels en cas de transferts de charges, l'Etat a attribué des **recettes de compensation pour chacune des trois allocations individuelles des solidarités**.

Pour le RMI confié aux Départements en 2003 devenu RSA Socle en 2009, l'Etat a compensé ces dépenses avec le transfert :

- d'une fraction de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers renommée Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)
- complétée, à partir de 2009, suite au transfert aux Départements de la charge de l'API (allocation de parent isolé) dans le RSA, par une fraction supplémentaire de TICPE.

Dans l'objectif d'améliorer le financement des dépenses d'insertion, l'Etat a créé, en 2006, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI). Ce fonds a été reconduit chaque année depuis 2006 puis pérennisé en Loi de finances initiale pour 2017.

Pour l'APA versé depuis 2002, les dépenses n'ont pas été accompagnées d'un droit à compensation mais d'un financement apporté pour 1/3 par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et pour les 2/3 par les Départements. Le concours de la CNSA de la part d'APA historique dite « APA 1 » est complétée en 2016 par un concours de la CNSA « APA 2 » suite à la création de la seconde part d'APA crée par la loi d'adaptation de la société au vieillissement.

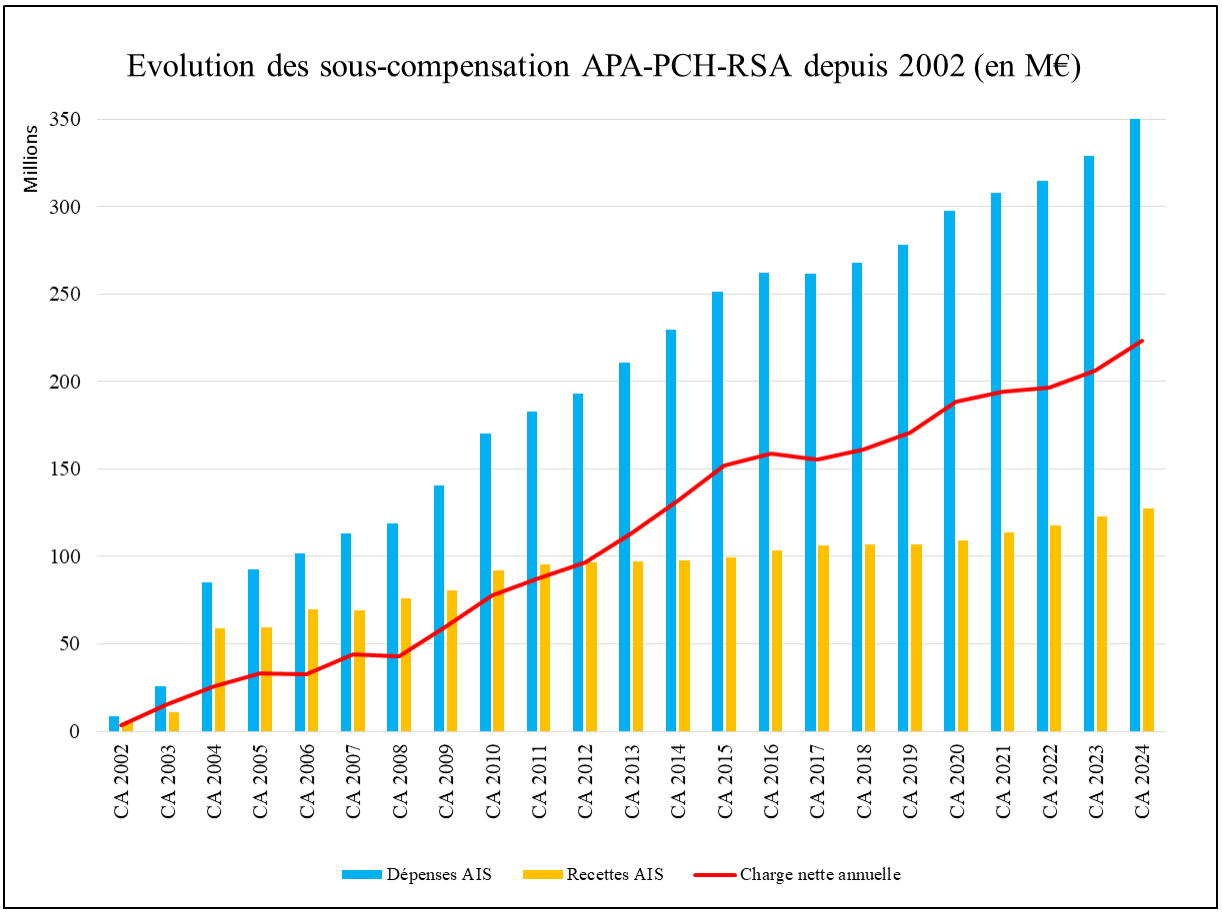
Enfin, s'agissant de la PCH, créée en 2005, elle a donné lieu à la mise en place d'un concours financier versé par la CNSA aux Départements.

Depuis 2002, le Département est confronté à un reste à charge croissant résultant, d'une part, de la croissance continue de ses dépenses consacrées aux trois allocations individuelles de solidarité et, d'une part, des compensations insuffisantes.

En 2024, les compensations accordées par l'Etat au titre des trois allocations couvrent 36,3 % du coût des allocations. La charge nette pour le Département atteint 223,2 M€ au titre de la seule année 2024.

En euros	Charge	Compensation	Taux de couverture (%)	Charge nette pour le Département
APA	80 122 318	34 597 138	43,2%	45 525 181
PCH	60 914 132	19 048 400	31,3%	41 865 732
RMI/RSA	209 378 298	73 568 336	35,1%	135 809 961
Total	**350 414 748**	**127 213 873**	**36,3%**	**223 200 874**

En cumulé pour le Département de Seine-et-Marne depuis 2002, le reste à charge des trois AIS atteint le montant de 2 571,2 M€ en 2024, impactant lourdement les équilibres financiers de notre Département à l'instar de ce que subissent tous les Départements.
Le graphique ci-dessous montre l'évolution des restes charges depuis 2002.



Face à ses restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, l'Etat a accordé aux Départements des **recettes complémentaires**.

Suite au Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 et dans l'objectif d'assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, la Loi de finances pour 2014 a allouée aux Départements, à compter de 2014, deux nouvelles recettes départementales :

- le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties
- et le relèvement du taux plafond des DMTO de 3,8 % à 4,5 % offrant la possibilité aux Départements d'augmenter leurs recettes. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1er mars 2014 en Seine-et-Marne.

Parallèlement, la LFI pour 2014 a augmenté la péréquation horizontale entre Départements en créant le fonds de solidarité sur les DMTO à compter de 2014.

En 2020, deux modifications législatives notables ont été introduites.

En premier lieu, la LFI pour 2020 a réformé la péréquation horizontale sur les DMTO. Le FSDMTO a fait l'objet en 2020 d'une fusion avec les deux autres fonds de péréquation existants sur les DMTO. Son suivi au sein des compensations des AIS n'est ainsi plus possible à compter de 2020.

En second lieu, sous couvert de « clarifier l'intention initiale du législateur » lors du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013, la Loi de finances pour 2020 a codifié en tant que mécanismes de compensations allouées au seul financement des revalorisations exceptionnelles de RSA, les recettes allouées aux Départements en 2014 dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité. Cette disposition a été adoptée dans le contexte du contentieux relatif à la compensation des décrets de revalorisation du RSA engagé par trois départements, de la reprise en

charge par l'Etat du financement des dépenses de RSA en Outre-Mer ainsi que dans l'optique d'une éventuelle recentralisation du RSA.

Ces recettes complémentaires ont représenté, en 2024, pour le Département un montant de 44,9 M€ réduisant le reste à charge au titre des trois AIS à **178,3 M€** en 2024 et portant le taux de couverture à 49,1 %. En cumulé sur la période 2002 – 2024, le reste à charge atteint, avec ces recettes complémentaires, le montant de **2 099,0 M€** portant le taux de couverture à 54,3 %.

Confronté à des restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, la question de la **recentralisation du RSA** s'est posée.

En 2015 et 2016, en réponse à la demande des Départements, le Gouvernement avait proposé à l'Assemblée des Départements de France (ADF), une reprise en charge par l'Etat du financement du RSA, à condition que les départements s'engagent à renforcer l'accompagnement de ses bénéficiaires vers l'insertion et l'emploi. Les négociations s'étaient achevées sur un désaccord entre l'Etat et l'ADF. L'ADF avait refusé l'année de référence proposée par le Gouvernement particulièrement défavorable aux Départements.

Financé à l'origine par l'ensemble des Départements qui attribuent le droit au RSA, le revenu de solidarité active (RSA) ou le revenu de solidarité (RSO) a été recentralisé dans les Départements ou collectivités d'Outre-Mer :

- à compter du 1er janvier 2019 pour le RSA de la collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte.
- à compter du 1er janvier 2020 pour le RSA et le RSO du Département de la Réunion pour le RSO de la Guyane.

A la faveur de la crise sanitaire et économique et de la croissance du nombre des allocataires et des dépenses de RSA en résultant, l'Etat a proposé en octobre 2020 au Département de Seine-Saint-Denis d'expérimenter la reprise en charge du financement du RSA et d'ouvrir des négociations pour en déterminer les modalités financières notamment. Le Département de Seine-Saint-Denis et l'Etat ont signé le 19 octobre 2021 un protocole d'accord prévoyant son expérimentation à partir de 2022. En contrepartie de la recentralisation, le Département s'est engagé à doubler les crédits consacrés à l'insertion des allocataires.

Traduisant l'engagement de l'Etat, la Loi de finances pour 2022 a offert la **possibilité** aux Départements et collectivités à statut particulier **d'expérimenter**, dès le 1er janvier 2022, le transfert à l'Etat de l'instruction administrative, de la décision d'attribution, du contrôle administratif et du financement de ces allocations. Il précise que « cette expérimentation doit concourir au renforcement des politiques d'insertion des conseils départementaux qui s'engageraient dans cette voie ». L'expérimentation prendra fin au plus tard le 31 décembre 2026.

Pour compenser la recentralisation de ces dépenses de RSA estimées sur la base de leur moyenne annuelle sur trois ans (2018-2020), la LFI pour 2022 dispose que l'Etat procèdera, parallèlement à la reprise des ressources suivantes :

- des financements historiques tels que les fractions de TICPE socle et API
- et des recettes d'accompagnement que sont le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) et le dispositif de compensation péréquée (DCP ou frais de gestion de la TFPB).

Au nom du principe de neutralité financière des transferts, le solde non couvert par les recettes historiques et les recettes d'accompagnement est compensé par la reprise complémentaire, dans l'ordre :

- d'une fraction maximum de 20 % du produit des DMTO,
- d'un montant fixe prélevé dur la dotation de compensation de la DGF,
- d'un montant fixe prélevé sur la dotation forfaitaire de la DGF
- et, en dernier ressort, d'un montant fixe prélevé sur le produit de la TVA.

Le décret du 26 octobre 2022 est venu préciser les trois critères cumulatifs d'éligibilité à l'expérimentation du RSA suivants :

- Un reste à charge par habitant du Département supérieur à 1,2 fois le reste à charge national moyen par habitant,
- Une proportion de bénéficiaires du RSA dans la population du département supérieure à 1,2 fois cette même proportion dans l'ensemble des départements
- Et un revenu moyen par habitant du département inférieur à 0,9 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

Au regard, de ces critères, le Département de Seine-et-Marne n'est pas éligible à ce dispositif.

Trois Départements participent à l'expérimentation de la recentralisation du RSA : le Département de Seine-Saint-Denis et le Département des Pyrénées Orientales depuis le 1er janvier 2022 et le Département de l'Ariège depuis le 1er janvier 2023.

Si le Département de Seine-et-Marne ne participe pas à l'expérimentation, il en subit, au même titre que les autres Départements non expérimentateurs, les impacts indirects sur les potentiels financiers, les dotations et la péréquation de l'ensemble des départements.

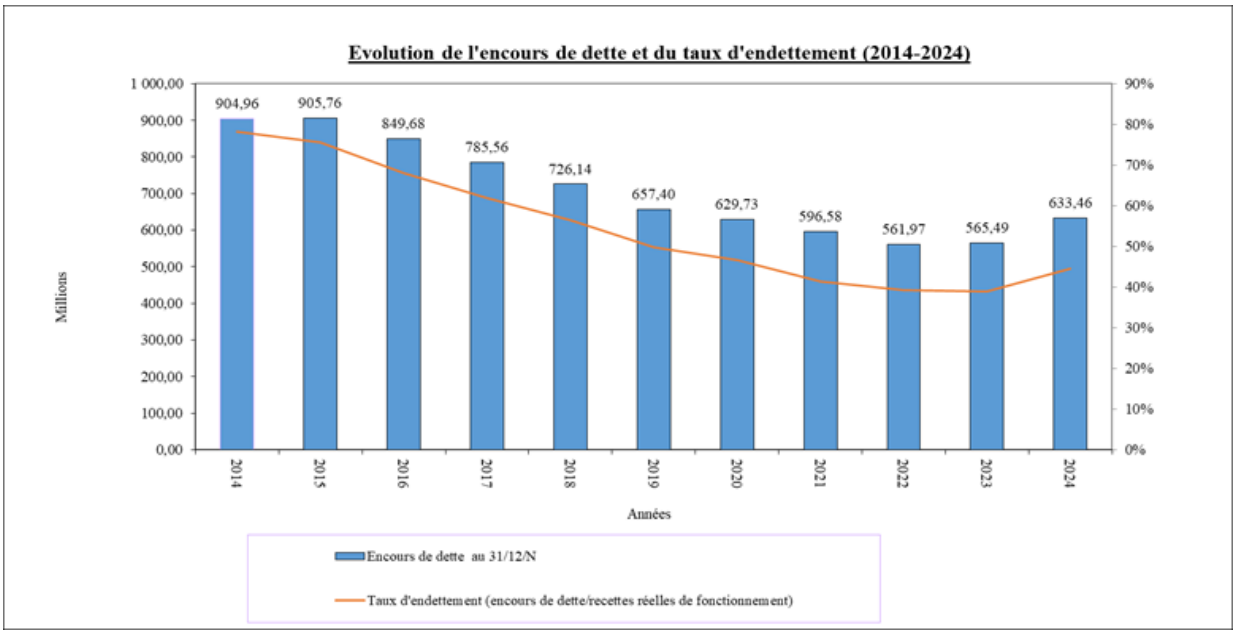
Cette expérimentation et les reprises de ressources correspondantes posent des questions d'égalité entre les Départements expérimentateurs et les autres en matière de potentiel financier notamment et, par suite, dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation. Le produit des DMTO (moyenne sur 5 ans), les dotations de compensation et forfaitaire de la DGF sont des composantes du calcul du potentiel financier. Par conséquent, le potentiel financier des Départements expérimentateurs est considérablement réduit au détriment des autres Départements, qui peuvent alors voir leurs reversements aux fonds de péréquation diminuer, voire perdre leur éligibilité à certains fonds.

Le potentiel fiscal ou financier est utilisé dans la répartition de nombreuses dotations ou fonds de péréquation tels que la DGF (écrêtement et dotation de péréquation), le FMDI, le Fonds National de Péréquation sur les DMTO (FNPDMTO), le Fonds de Solidarité des Départements d'Île-de-France (FSDRIF), le Fonds National de Péréquation de la CVAE (FNPCVAE) ou les concours APA, PCH et MDPH.

Par ailleurs, la LFI pour 2022 a modifié la répartition du FNPDMTO dans un objectif affiché de neutralisation des effets de la recentralisation du RSA. Elle prévoit que, pour les Départements expérimentant la recentralisation du RSA, l'assiette des DMTO utilisée pour le calcul des prélèvements est minorée du pourcentage des DMTO repris dans le cadre de la recentralisation au motif qu'ils ne perçoivent pas ce produit. Le prélèvement des Départements expérimentateurs est ainsi diminué et leur reversement augmenté.

L'expérimentation de la recentralisation du RSA et ses conséquences indirectes apparait en effet particulièrement injuste pour les Départements qui n'expérimentent pas la recentralisation du RSA, et qui doivent par ailleurs continuer à assumer les dépenses de RSA sous compensées.

1-6 – Situation financière



Le stock de dette long terme du Département au 31/12/2024 s'établit à 633,5 M€, soit en augmentation de 68 M€ par rapport à 2023. Le taux d'endettement (correspondant à l'encours de dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement) s'élève au 31/12/2024 à 44,6 %. Ce niveau est ainsi en dégradation par rapport à celui de 2023 (39 %) suite à une hausse du numérateur, ce qui indique une dégradation de la capacité de désendettement du Département.

En 2024, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 92 M€ d'emprunt et a souscrit un montant de 160 M€ de dette nouvelle. Cela représente une augmentation de son encours de dette de 68 M€ (soit + 12 %).

La capacité de désendettement (c'est-à-dire le nombre d'années dont aurait besoin le Département pour rembourser intégralement son stock de dette s'il y consacrait l'ensemble de l'épargne dégagé par la section de fonctionnement), représente 7,39 années d'épargne brute. Ce niveau est en dégradation par rapport à l'exercice précédent 2023 (3,92 années).

Début 2024, le Département disposait d'un encours de tirage de 50 M€ sur le contrat pluriannuel d'emprunt signé en décembre 2020 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Aucune mobilisation n'a été effectuée en 2024.

A cela s'ajoutait, une disponibilité de 16,9 M€ sur les 3 contrats dit « revolving » (ou à encours variable) remboursés au cours de l'exercice 2024. Ces contrats permettent de réaliser des mobilisations et des remboursements de dette de long terme dans la limite d'un plafond annuel.

Le besoin de financement long terme a été couvert à hauteur de 119 % grâce aux emprunts bancaires (125 M€) et aux émissions obligataires (35 M€).

1-7 – Affectation du résultat

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant :

Résultat propre à la gestion 2023	Résultat antérieur	Résultat à affecter
- 23 105 989,17	90 628 743,98	67 522 754,81

Après intégration des restes à réaliser d'un montant de **6 598 420,09 €**, le besoin de financement de la section d'investissement du budget principal s'établit à **43 186 471,83 €.** C'est donc ce montant que je vous propose de prélever sur le résultat de fonctionnement, pour l'affecter à la couverture de ce besoin de financement.

A l'issue de cette affectation, il subsiste un reliquat de **24 336 292,98 €,** qui sera repris en section de fonctionnement lors de la DM1 2025.

2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte

2-1 – Equipements culturels

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'Ecole de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2024, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, un excédent d'exploitation de **1 559 458,85 €.** Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent lors de la DM1 2025 (budget supplémentaire).

2-2 – S.D.A.U.E.

Ce budget annexe a été créé en 2023 par l'unification et la reprise en régie de l'activité de deux foyers publics autonomes : Alizé et le Foyer de Meaux. Cette décision montre l'engagement du Département et sa volonté de s'impliquer encore plus fortement et directement au cœur de la politique de prévention et de protection de l'enfance.

Le résultat à affecter du compte administratif 2024 est de **1 970 342,08 €** après couverture des reports à hauteur de 7 352,78 €.

2-3 - Restauration scolaire

Ce budget annexe créé en 2024 est à l'équilibre fin 2024, suite au versement de la participation départementale à hauteur de 11 857 876,98 € et après couverture des reports de 214 685,59 €

3 - Bilan financier de la politique relative aux espaces naturels sensibles et de l'affectation de la taxe d'aménagement/ens - exercice 2024 -

La loi du 18 juillet 1985 a donné la possibilité aux Départements d'exercer une compétence volontaire pour « la préservation de la qualité des sites, paysages et milieux naturels » situés sur leur territoire. En Seine-et-Marne, la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles est mise en œuvre depuis 1991 grâce à deux outils :

- foncier avec la création de périmètres, dans lesquels le Département exerce un droit de préemption,
- financier avec la mise en place et la perception de la Taxe d'Aménagement (TA) anciennement Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Cette taxe a été décidée par l'Assemblée départementale le 17 octobre 2011, et son taux a été fixé à 2 % pour les Espaces Naturels Sensibles.

Le présent rapport rend compte, pour l'année 2024, de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement, pour sa part dédiée aux ENS.

A - BILAN FONCIER 2024

La maîtrise foncière, par acquisition à l'amiable ou par droit de préemption d'espaces naturels, permet au Département et aux Collectivités territoriales partenaires, d'engager les mesures nécessaires à leur préservation, tout en garantissant leur accès au public.

LES SITES CLASSÉS ESPACES NATURELS SENSIBLES

La surface totale de sites classés en Espaces Naturels Sensibles est de 7 021,73 ha, répartis sur 100 sites au 31 décembre 2024.

Au sein de ces sites classés, la surface soumise au droit de préemption des ENS est de 5 752,67 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 2 897,67 ha avec un droit de préemption départemental,
- 786,3 ha avec un droit de préemption communal,
- 26,1 ha avec un droit de préemption intercommunal,
- 1 948,7 ha avec un droit de préemption régional,
- 93,9 ha avec un droit de préemption revenant à l'État.

Parmi les 7 021,73 ha de sites classés en Espaces Naturels Sensibles, la surface restante non soumise au droit de préemption des ENS, acquise par procédure d'acquisition amiable, est de 1 269,6 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 1 188,80 ha acquis par le Département,
- 80,80 ha acquis par des Communes.

LE FONCIER DÉPARTEMENTAL ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les acquisitions départementales par voie de préemption ou par voie amiable :

Au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 un dossier de préemption a été traité, pour un total de 11 690 m² sur l'ENS départemental « La butte, le marais de Flagy ». Deux dossiers d'acquisition amiables ont été traités, pour un total de 156 293 m² sur l'ENS départemental « Le marais du Refuge » dont 136 093 m² en dehors du périmètre de préemption et 20 200 m² au sein du périmètre de préemption.

BILAN

Au 31 décembre 2023, le Département était propriétaire de 1 760,91 ha de terrains au titre des ENS.

Ainsi, au 31 décembre 2024, le Département est propriétaire de 1 777,69 ha répartis de la façon suivante :

- 588,89 ha dans les périmètres de préemption ;
- 1 188,80 ha acquis hors périmètre de préemption.

Les Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public

On compte à ce jour 22 Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public, soit environ 1 170 ha.

CONCLUSION

La surface totale concernée par la politique ENS sous maîtrise d'ouvrage départementale (périmètres de préemption départementaux et acquisitions amiables départementales) couvre près de 0,70 % du territoire seine-et-marnais et les propriétés départementales au titre des Espaces Naturels Sensibles (actes notariés signés et promesses de vente confondues) couvrent 0,29% du territoire seine-et-marnais.

B - BILAN D'UTILISATION DE LA TAXE DEPARTEMENTALE DES ENS / TAXE D'AMÉNAGEMENT

Le tableau ci-après fait apparaître, par année, depuis l'instauration de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles en 1992, et de la Taxe d'Aménagement dédiée aux ENS depuis mars 2012, l'ensemble des dépenses réalisées et des recettes effectivement perçues (décompte arrêté au 31 décembre 2024).

	Dépenses	Dépenses de	Total	Recettes	Disponible	Autres
Année	d'Investissement	Fonctionnement	des dépenses	TDENS/TA	TDENS/TA	recettes
	en €	en €	en €	en €		en €
1992	109 001,05	26 651,54	135 652,59	111 065,49	-24 587,10	0
1993	395 640,92	159 615,56	555 256,48	851 567,90	296 311,42	32 776,54
1994	1 323 040,29	481 787,51	1 804 827,80	1 498 656,84	-306 170,96	50 765,52
1995	402 224,01	492 870,90	895 094,91	1 380 774,11	485 679,20	119 367,58
1996	238 221,44	466 782,14	705 003,58	1 369 598,69	664 595,11	170 819,43
1997	1 641 873,21	685 748,33	2 327 621,54	1 615 845,26	-711 776,28	160 071,47

	Dépenses	Dépenses de	Total	Recettes	Disponible	Autres
Année	d'Investissement	Fonctionnement	des dépenses	TDENS/TA	TDENS/TA	recettes
	en €	en €	en €	en €		en €
1998	2 021 276,98	788 043,81	2 809 320,79	2 273 174,46	-536 146,33	40 094,09
1999	2 220 707,97	1 436 177,60	3 656 885,57	3 886 714,07	229 828,50	0
2000	3 314 275,81	2 854 959,00	6 169 234,81	4 592 538,23	-1 576 696,58	112 293,95
2001	2 037 614,21	1 918 488,64	3 956 102,85	4 601 300,54	645 197,69	78 732,29
2002	2 529 624,59	2 009 137,65	4 538 762,24	5 186 000,48	647 238,24	6 562,25
2003	2 632 231,27	3 392 005,65	6 024 236,92	5 302 670,17	-721 566,75	123 417,52
2004	4 256 305,12	3 046 833,50	7 303 138,62	6 192 545,22	-1 110 593,40	214 187,25
2005	4 656 396,76	3 657 048,55	8 313 445,31	3 966 086,17	-4 347 359,14	21 177,80
2006	3 359 361,70	3 479 397,31	6 838 759,01	4 512 232,83	-2 326 526,18	54 243,72
2007	6 114 413,98	4 151 397,42	10 265 811,40	4 934 683,10	-5 331 128,30	61 650,00
2008	7 578 373,92	4 310 158,01	11 888 531,93	6 249 701,00	-5 638 830,93	770 371,23
2009	4 962 953,60	3 321 072,31	8 284 025,91	6 465 856,81	-1 818 169,10	435 463,94
2010	3 266 030,18	3 035 618,43	6 301 648,61	5 905 211,00	-396 437,61	46 108,38
2011	12 316 110,78	3 122 021,07	15 438 131,85	9 797 823,00	-5 640 308,85	441 263,79
2012	10 342 112,76	3 006 431,73	13 348 544,49	9 748 386,00	-3 600 158,49	204 902,92
2013	10 937 124,56	3 219 716,95	14 156 841,51	9 873 354,38	-4 283 487,13	87 373,76
2014	8 278 243,89	2 886 310,66	11 164 554,55	7 824 947,29	-3 339 607,26	127 346,48
2015	8 861 496,17	2 898 260,01	11 759 756,18	12 477 731,31	717 975,13	326 002,65
2016	7 562 341,92	2 805 981,07	10 368 322,99	14 259 225,51	3 890 902,52	135 642,12
2017	5 256 702,07	2 725 292,03	7 981 994,10	15 282 285,80	7 300 291,70	21 419,32
2018	4 802 970,59	3 086 528,96	7 889 499,55	16 727 181,02	8 837 681,47	55 782,72
2019	4 983 350,48	2 977 996,39	7 961 346,87	15 927 037,20	7 965 690,33	33 898,49
2020	10 169 835,34	3 423 890,24	13 593 725,58	15 696 412,87	2 102 687,29	7 413,17
2021	12 839 635,23	3 482 921,28	16 322 556,51	13343 230,62	-2 979 325,89	59 831,20
2022	8 896 181,37	3 631 704,02	12 527 885,39	15 923 697,51	3 395 812,12	1 161 660,22
2023	14 983 667,65	4 048 733,11	19 032 400,76	15 443 442,50	-3 588 958,26	475 289,00
Sous-totaux	173 289 339,82	81 029 581,38	254 318 921,20	243 220 977,38	-11 097 943,82	5 636 019,80
2024	**10 885 609,76**	**3 912 080,62**	**14 797 690.38**	**8 227 717,20**	**-6 569 973,18**	**569 869,85**
TOTAL	**184 174 949,58**	**84 941 662,00**	**269 116 611,58**	**251 448 694,58**	**-17 667 917,00**	**6 205 889,65**

1 - Les recettes

La Taxe d'Aménagement instituée depuis le 1er mars 2012 en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale destinée au financement du CAUE (TDCAUE), s'élève en 2024 à 10 326 245,61 €. Ce produit diminué des indus de taxe d'aménagement restitués en 2024 atteint le montant de 9 050 488,92 €. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des Espaces Naturels Sensibles et le financement du CAUE, une première part est reversée au CAUE pour un montant de 822 771,72 €. Le montant restant est affecté aux ENS, soit 8 227 717,20 €.

A ces recettes issues de la fiscalité sur les autorisations d'urbanisme s'ajoutent 566 362,85 € de recettes issues de la section de Fonctionnement. Elles concernent principalement des participations pour la protection en eau.

De 1992 à 2024, les recettes liées seulement à la TDENS/TA se sont élevées à 251 448 694,58 €, les autres recettes représentant un peu plus de 6,20 millions d'euros.

2 - Les dépenses de fonctionnement

La part des dépenses de fonctionnement s'élève au total pour l'année 2024 à **3 912 080,62 €.** Elle représente à la fois des dépenses directes (travaux d'entretien, études, subventions) et indirectes (moyens de fonctionnement, frais de personnel).

La dépense directe concernant l'entretien courant des ENS départementaux (hors frais de personnel) est à hauteur de 341 023,94 €. S'ajoutent des frais d'études pour un total de 115 738,22 € pour des inventaires intégrés dans les plans de gestion.

Le Département participe également à l'accueil du public dans les forêts domaniales et communales, à la gestion des espaces naturels communaux et intercommunaux et à la gestion durable des forêts privées pour un montant global de 335 765,40 €. Ces aides sont accordées sous forme de subventions prélevées sur les crédits des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, divers partenariats relatifs à l'animation des Espaces Naturels Sensibles et ceux participant à la valorisation du territoire représentent une dépense d'un montant de 400 616,50 €.

Les dépenses indirectes concernent d'une part les frais de personnel qui correspondent aux postes rattachés à cette politique, soit 1 268 396,24 € en 2024 (22 agents et 2 apprentis), et d'autre part les dépenses de fonctionnement pour 307 405,98 € (acquisition de petit matériel, prestations, frais de communication, frais de véhicules, fluides ou carburants, habillement, fournitures diverses).

Les dépenses directes et indirectes relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 410 814,82 €. Celles liées aux arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue seine-et-Marnaise s'élèvent à 732 319,52 €.

3 - Les dépenses d'investissement

La part des dépenses d'investissement s'élève au total pour l'année 2024 à 10 885 609,76 € et concerne en partie :

- des études pour les ENS : « Marais du Lutin » (poursuite des études de maîtrise d'œuvre), « Marais du Refuge » (étude de maîtrise d'œuvre et d'assistance foncière, levés topographiques, étude géotechnique), ENS « Le marais de Cercanceaux », « Le marais d'Episy » et « Les Olivettes » (conception de panneaux), ENS « La prairie Clemenceau » (partie conception du projet artistique), « La Frayère du Marais » (plan de gestion), « Le marais d'Episy (suivi des indicateurs entomologiques du plan de gestion), « Le bois de Doue » (étude des zones humides). Aussi des études inhérentes à l'élaboration d'un nouveau Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles, pour une nouvelle politique ENS visant la protection du patrimoine naturel et l'accueil du public sur les sites.

  Pour un total de 285 298,71 €.

- des travaux pour les ENS : pose de mobiliers et de panneaux d'orientation et d'interprétation pour la revalorisation de l'ENS les Basses Godernes, réfection de voirie et pose de panneaux pour l'amélioration de l'accessibilité sur les ENS le marais d'Episy et les Olivettes. Il est dénombré également en matière de travaux : sur « La Plaine de Sorques », la réfection des voiries d'accès et sortie du parking ainsi que le remplacement de la clôture en bord de route ; sur « Les Olivettes », des travaux de réfection de la voirie du parking ; sur « Le bois de la Bergette », des travaux de création d'une place de circulation pour grumier ; sur « Le marais d'Episy », des travaux de renforcement de

l'étanchéité de la digue de l'étang ; sur « Les carrières de l'Enfer », la mise en place de revers d'eau métallique pour la gestion des eaux de pluie ; sur « La prairie Clemenceau », l'abattage de peupliers et leur évacuation du site ; sur « Le bois le comte », l'abattage d'arbres dangereux et l'évacuation des bois ; sur « La prairie Malécot », le renforcement d'un chemin piéton ; sur « Le val du Haut Morin », la poursuite de la restauration de deux ouvrages d'art a été nécessaire ; et les travaux de pose de blocs de roche sur les sites du « Bois des Palis » et du « Marais de Saint-Mammès »

Pour un total de 354 207,26 €.

- Le paiement des acquisitions s'élève à 114 268,10 € pour les parcelles dans les ENS départementaux, le Marais de Refuge et le Marais de Flagy.

Des aides aux collectivités territoriales sont également versées pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion d'ENS mais aussi de chemins de randonnée dans le cadre de la politique du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée. En 2024, leur montant atteint 322 030,68 €. S'ajoutent les dépenses d'aménagement en forêts domaniales et autre subvention exceptionnelle (207 495,51 €), l'achat de matériels, outillage technique (52 311,10 €) et de véhicule (90 177,89 €). Enfin, les dépenses relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 9 459 820,51 €. Les arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue seine-et-marnaise n'ont pas fait l'objet de dépense d'investissement en 2024.

C – CONCLUSION

L'année 2024 présente des recettes qui ont chuté de 46,72 %. Par différence entre les recettes relevant spécifiquement de la TA (8 227 717,20 €) et la somme des dépenses réalisées (14 797 690,38 €), il se dégage un solde négatif d'un montant de -6 569 973,18 € par rapport au bilan de l'année précédente.

Globalement pour l'année 2024, les dépenses dédiées aux ENS (hors trame verte et bleue) représentent 4 194 735,53 € soit 28,35% du montant total de la dépense, celles dédiées à la protection de la ressource en eau (9 870 635,33 €) représentent 66,70 %, celles dédiées à la trame verte et bleue (732 319,52 €) représentent 4,95 %.

Les dépenses relatives aux ENS, connaissent une baisse de -6,78 % et celles concernant la protection de la ressource en eau traduisent une baisse de -28,37 %.

Enfin, le bilan global entre 1992 et 2024 pour la TDENS/TA s'élève à un déficit de - 17 667 917 €.

CA 2024 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2014	1,67	-19 199,57	19 197,90		-19 197,90	0,00	0,00	0,00
				2019	94 959,00	-113 105,00	134 710,60		-18 146,60	116 564,00	0,00	116 564,00
				2020	250 000,00	-3 657,54	3 657,54	250 000,00	-3 657,54	250 000,00	250 000,00	0,00
				2021	32 820,48	-32 820,48	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	416 510,00	0,00	22 971,00	37 873,00		60 844,00	60 844,00	0,00
				2024	0,00	300 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Agriculture		**794 291,15**	**131 217,41**	**180 537,04**	**287 873,00**	**-41 002,04**	**427 408,00**	**310 844,00**	**116 564,00**
		Domaine Agriculture			**794 291,15**	**131 217,41**	**180 537,04**	**287 873,00**	**-41 002,04**	**427 408,00**	**310 844,00**	**116 564,00**
		Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	2014	0,00	0,00	2 819,21			2 819,21	0,00	2 819,21
				2015	0,00	0,00	1 249,11			1 249,11	0,00	1 249,11
				2016	0,00	0,00	1 337,71			1 337,71	0,00	1 337,71
				2017	0,00	0,00	25 612,10			25 612,10	0,00	25 612,10
				2018	0,00	0,00	387 268,65			387 268,65	0,00	387 268,65
				2019	16 812,21	0,00	525 000,00	10 000,00		535 000,00	0,00	535 000,00
				2020	13 970,98	0,00	499 722,10	18 000,00	-5 000,00	512 722,10	22 677,04	490 045,06
				2021	360 099,66	-360 000,00	880 411,29		-11 574,28	868 837,01	325 051,37	543 785,64
				2022	736 326,33	-260 875,00	1 502 883,71	440 000,00	-105 000,00	1 837 883,71	1 624 709,96	213 173,75
				2023	3 380 000,00	86 235,40	2 704 213,24	3 242 634,20	-212 000,00	5 734 847,44	4 533 690,52	1 201 156,92
				2024	0,00	4 663 764,60	0,00	2 221 000,00		2 221 000,00	1 071 051,80	1 149 948,20
			Liaisons douces		**4 507 209,18**	**4 129 125,00**	**6 530 517,12**	**5 931 634,20**	**-333 574,28**	**12 128 577,04**	**7 577 180,69**	**4 551 396,35**
		Domaine Aménagements routiers et liaisons douces			**4 507 209,18**	**4 129 125,00**	**6 530 517,12**	**5 931 634,20**	**-333 574,28**	**12 128 577,04**	**7 577 180,69**	**4 551 396,35**
		Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	2016	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2018	301 248,00	-301 248,00	878 970,81		-21 782,09	857 188,72	86 468,72	770 720,00
				2019	59 472,55	-63 020,15	1 478 458,94		-3 547,60	1 474 911,34	462 770,89	1 012 140,45
				2020	15 926,51	-63 513,96	1 878 050,85		-47 587,45	1 830 463,40	912 734,61	917 728,79
				2021	0,00	0,00	2 143 867,12		-41 503,10	2 102 364,02	440 890,42	1 661 473,60
				2022	4 834 861,25	-3 919 351,40	5 961 971,12	919 151,05	-3 641,20	6 877 480,97	2 729 250,82	4 148 230,15
				2023	13 396 474,33	-2 000 892,00	4 545 657,00	8 751 438,68	-677 746,00	12 619 349,68	578 326,35	12 041 023,33
				2024	0,00	14 244 261,70	0,00	2 821 601,70		2 821 601,70	72 229,92	2 749 371,78
			Contrat Intercommunal de Développement		**18 607 982,64**	**7 896 236,19**	**16 886 975,84**	**12 492 191,43**	**-795 807,44**	**28 583 359,83**	**5 282 671,73**	**23 300 688,10**
			Contrats communaux	2016	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2018	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2019	11 935,64	-11 935,64	207 273,39		-10 413,12	196 860,27	63 660,27	133 200,00
				2020	10 874,19	-31 272,60	293 456,13		-20 398,41	273 057,72	161 003,20	112 054,52
				2021	65 595,76	-6 344,10	1 167 569,56	21 157,74	-959,46	1 187 767,84	750 205,64	437 562,20
				2022	0,02	0,00	4 544 391,27		-42 243,52	4 502 147,75	2 043 547,90	2 458 599,85
				2023	829 520,93	-236 374,93	6 375 614,59	593 145,60	-12 902,79	6 955 857,40	1 419 886,55	5 535 970,85
				2024	0,00	6 165 185,59	0,00	4 781 393,93		4 781 393,93	106 939,01	4 674 454,92
			Contrats communaux		**917 926,54**	**5 879 258,32**	**12 588 304,94**	**5 395 697,27**	**-86 917,30**	**17 897 084,91**	**4 545 242,57**	**13 351 842,34**
			Contrats intercommunaux	2018	0,00		0,00			0,00		0,00
				2019	0,00		0,00			0,00		0,00
				2020	0,50	-0,50	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	-4 228,75	30 009,37		-4 228,75	25 780,62	25 780,62	0,00
				2022	0,00	0,00	87 993,71			87 993,71	24 598,80	63 394,91
				2023	0,00	0,00	137 907,50			137 907,50	37 878,14	100 029,36
				2024	0,00	143 000,00	0,00	143 000,00		143 000,00	0,00	143 000,00
			Contrats intercommunaux		**0,50**	**138 770,75**	**255 910,58**	**143 000,00**	**-4 228,75**	**394 681,83**	**88 257,56**	**306 424,27**
			Développement du réseau	2022	0,00		0,00			0,00		0,00
				2023	0,00	0,00	1 746 432,74			1 746 432,74	891 733,71	854 699,03
				2024	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00		3 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00
			Développement du réseau		**0,00**	**3 000 000,00**	**1 746 432,74**	**3 000 000,00**		**4 746 432,74**	**1 891 733,71**	**2 854 699,03**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Fonds Aménagement Communal	2019	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	0,00	564 930,77			564 930,77	35 694,00	529 236,77
				2021	176 590,62	-163 495,40	5 618 700,04	94 495,68	-158 235,32	5 554 960,40	3 240 114,63	2 314 845,77
				2022	117 008,27	-117 008,27	9 115 818,60			9 115 818,60	3 271 151,99	5 844 666,61
				2023	7 288 553,77	-56 745,73	5 216 969,48	7 432 983,53	-201 175,49	12 448 777,52	2 907 976,19	9 540 801,33
				2024	0,00	11 344 908,42	0,00	9 527 083,14		9 527 083,14	421 035,55	9 106 047,59
			Fonds Aménagement Communal		**7 582 152,66**	**11 007 659,02**	**20 516 418,89**	**17 054 562,35**	**-359 410,81**	**37 211 570,43**	**9 875 972,36**	**27 335 598,07**
			Fonds d'aménagement	2019	140,00	-140,00	239 904,00			239 904,00	0,00	239 904,00
				2021	0,00	0,00	700 000,00			700 000,00	0,00	700 000,00
				2022	0,00	0,00	840 000,00			840 000,00	57 820,00	782 180,00
				2023	500 000,00	-500 000,00	420 000,00			420 000,00	0,00	420 000,00
				2024	0,00	1 100 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Fonds d'aménagement		**500 140,00**	**599 860,00**	**2 199 904,00**			**2 199 904,00**	**57 820,00**	**2 142 084,00**
			Fonds d'Equipement Rural	2019	43 285,77	-43 285,77	0,00			0,00	0,00	0,00
				2020	21 665,68	-37 101,85	377 951,01	27 432,54	-44 085,05	361 298,50	322 709,11	38 589,39
				2021	19 200,98	-56 087,48	543 631,12	1 891,25	-95 865,00	449 657,37	300 800,25	148 857,12
				2022	61 548,05	-87 196,19	1 832 508,96	6 191,14	-77 789,51	1 760 910,59	1 151 928,78	608 981,81
				2023	1 232 070,49	-1 104 623,13	3 194 329,33	134 113,43	-56 571,53	3 271 871,23	1 488 895,75	1 782 975,48
				2024	0,00	5 083 000,00	0,00	3 313 495,37	-22 079,87	3 291 415,50	367 565,94	2 923 849,56
			Fonds d'Equipement Rural		**1 377 770,97**	**3 754 705,58**	**5 948 420,42**	**3 483 123,73**	**-296 390,96**	**9 135 153,19**	**3 631 899,83**	**5 503 253,36**
			Soutien au développement local - divers	2021	0,00	0,00	173 085,18			173 085,18	0,00	173 085,18
			utien au développement local - divers partenariats		**0,00**	**0,00**	**173 085,18**			**173 085,18**	**0,00**	**173 085,18**
		Domaine Développement local			**28 985 973,31**	**32 276 489,86**	**60 315 452,59**	**41 568 574,78**	**-1 542 755,26**	**100 341 272,11**	**25 373 597,76**	**74 967 674,35**
		Promotion du territoire	Attractivité du territoire	2019	0,00	0,00	305 717,43	3 000,00	-30 133,90	278 583,53	127 102,12	151 481,41
				2020	0,00	0,00	468 566,90			468 566,90	27 626,00	440 940,90
				2021	0,00	0,00	1 920 207,47		-2 250,06	1 917 957,41	314 285,34	1 603 672,07
				2022	450 136,72	-150 000,00	1 070 992,00	203 000,00		1 273 992,00	709 149,00	564 843,00
			Attractivité du territoire		**450 136,72**	**-150 000,00**	**3 765 483,80**	**206 000,00**	**-32 383,96**	**3 939 099,84**	**1 178 162,46**	**2 760 937,38**
		Domaine Promotion du territoire			**450 136,72**	**-150 000,00**	**3 765 483,80**	**206 000,00**	**-32 383,96**	**3 939 099,84**	**1 178 162,46**	**2 760 937,38**
	Politique Développement territorial				**34 737 610,36**	**36 386 832,27**	**70 791 990,55**	**47 994 081,98**	**-1 949 715,54**	**116 836 356,99**	**34 439 784,91**	**82 396 572,08**
	Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2016	63 660,50	-63 660,50	0,00			0,00	0,00	0,00
				2017	6 486,93	-17 207,33	11 727,60	1 007,20	-11 765,70	969,10	969,10	0,00
				2018	44 294,25	-56 151,37	202 024,48		-93 286,18	108 738,30	17 469,13	91 269,17
				2019	35 788,79	-46 100,79	245 102,83		-18 742,75	226 360,08	133 955,39	92 404,69
				2020	29 159,56	-32 510,52	1 445 431,77		-33 360,31	1 412 071,46	757 588,04	654 483,42
				2021	5 781,63	-5 781,63	1 492 558,11	116 512,00	-149 855,49	1 459 214,62	840 981,21	618 233,41
				2022	0,00	0,00	3 771 688,78		-15 850,82	3 755 837,96	1 497 349,01	2 258 488,95
				2023	105,39	0,84	5 425 588,35		-10 577,60	5 415 010,75	2 005 666,66	3 409 344,09
				2024	0,00	5 505 205,00	0,00	5 504 905,96		5 504 905,96	103 396,31	5 401 509,65
			Assainissement		**185 277,05**	**5 283 793,70**	**12 594 121,92**	**5 622 425,16**	**-333 438,85**	**17 883 108,23**	**5 357 374,85**	**12 525 733,38**
			Cours d'eau	2017	1 076,70	-4 211,70	9 655,80		-3 135,00	6 520,80	0,00	6 520,80
				2018	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2019	0,00	0,00	18 000,00			18 000,00	3 933,00	14 067,00
				2020	80,32	-80,32	85 591,22			85 591,22	5 761,63	79 829,59
				2021	1 777,17	-1 777,17	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	0,00	0,00	91 161,68		-1 389,14	89 772,54	71 623,08	18 149,46
				2023	138 441,00	0,00	211 559,00	137 319,00	-3 247,00	345 631,00	44 206,35	301 424,65
				2024	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00		350 000,00	39 366,85	310 633,15
			Cours d'eau		**141 375,19**	**343 930,81**	**415 967,70**	**487 319,00**	**-7 771,14**	**895 515,56**	**164 890,91**	**730 624,65**
			Eau potable	2015	27 092,57	-27 092,57	20 650,00			20 650,00	0,00	20 650,00
				2016	2 036,20	-2 036,20	0,00			0,00	0,00	0,00
				2017	4 574,36	-7 632,36	58 697,19		-3 058,96	55 638,23	27 894,63	27 743,60
				2018	3 551,99	-3 551,99	562 158,42			562 158,42	0,00	562 158,42
				2019	0,90	-0,90	381 860,47			381 860,47	368 278,80	13 581,67
				2020	97 686,61	-97 686,61	727 941,59		-10 494,40	717 447,19	698 680,89	18 766,30
				2021	0,59	0,00	906 536,01		-6 589,53	899 946,48	282 673,66	617 272,82
				2022	58,10	-10 533,20	1 555 333,72		-14 237,60	1 541 096,12	507 535,78	1 033 560,34

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2023	730 239,57	-468 600,55	3 061 838,63	261 588,82	-3 853,80	3 319 573,65	1 962 025,48	1 357 548,17
				2024	0,00	2 969 000,00	0,00	2 918 320,90		2 918 320,90	90 465,51	2 827 855,39
			Eau potable		**865 240,89**	**2 351 865,62**	**7 275 016,03**	**3 179 909,72**	**-38 234,29**	**10 416 691,46**	**3 937 554,75**	**6 479 136,71**
			Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	2020	123 845,63	-123 845,63	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	70 000,00	-70 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	70,40	-70,40	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	605,73	-788,23	31 791,70		-182,50	31 609,20	0,00	31 609,20
				2024	0,00	100 000,00	0,00	125 000,00	-25 000,00	100 000,00	96 477,73	3 522,27
			Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti		**194 521,76**	**-94 704,26**	**31 791,70**	**125 000,00**	**-25 182,50**	**131 609,20**	**96 477,73**	**35 131,47**
		Domaine Eau			**1 386 414,89**	**7 884 885,87**	**20 316 897,35**	**9 414 653,88**	**-404 626,78**	**29 326 924,45**	**9 556 298,24**	**19 770 626,21**
		Environnement	Aménagement foncier	2019	157 953,40	0,00	4 464,00	118 340,00		122 804,00	16 464,00	106 340,00
				2020	76 974,95	-46 975,00	34 280,60	29 914,00	-0,60	64 194,00	41 694,00	22 500,00
				2022	462 417,20	-3 133,20	4 136,00	55 320,48	-4 136,00	55 320,48	13 404,00	41 916,48
				2023	410 000,00	-246 764,99	2 538,99	12 488,00	-9 366,99	5 660,00	2 360,00	3 300,00
				2024	0,00	402 500,00	0,00	3 766,33	-153,60	3 612,73	2 532,17	1 080,56
			Aménagement foncier		**1 107 345,55**	**105 626,81**	**45 419,59**	**219 828,81**	**-13 657,19**	**251 591,21**	**76 454,17**	**175 137,04**
			Environnement et développement durable	2019	8 680,00	-12 670,00	9 573,00		-3 990,00	5 583,00	5 583,00	0,00
				2020	3 600,00	-3 600,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	51 654,76	-17 799,44	1 293,00	31 958,00	-74,84	33 176,16	3 494,16	29 682,00
				2023	36 500,00	-28 834,52	0,00	200,00	-34,52	165,48	165,48	0,00
				2024	0,00	55 500,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Environnement et développement durable		**100 434,76**	**-7 403,96**	**10 866,00**	**32 158,00**	**-4 099,36**	**38 924,64**	**9 242,64**	**29 682,00**
			Espaces naturels sensibles - autres	2010	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2018	12 690,00	-12 690,00	8 125,96			8 125,96	0,00	8 125,96
				2019	0,00	-26 966,10	47 873,57		-26 966,10	20 907,47	0,00	20 907,47
				2020	169,88	-11 835,88	19 666,00		-11 666,00	8 000,00	0,00	8 000,00
				2021	0,00	-3 223,00	126 829,15		-4 163,57	122 665,58	100 814,58	21 851,00
				2022	41 937,68	-41 937,68	255 218,01		-616,00	254 602,01	108 775,01	145 827,00
				2023	198 098,00	0,00	199 052,00	82 250,00		281 302,00	201 167,08	80 134,92
				2024	0,00	440 000,00	0,00	341 494,00		341 494,00	47 980,24	293 513,76
			Espaces naturels sensibles - autres		**252 895,56**	**343 347,34**	**656 764,69**	**423 744,00**	**-43 411,67**	**1 037 097,02**	**458 736,91**	**578 360,11**
			Espaces naturels sensibles - Département	2019	0,00	-1 123,69	1 123,69		-1 123,69	0,00	0,00	0,00
				2020	100 687,64	-2 446,00	3 647,60		-446,00	3 201,60	3 201,60	0,00
				2021	10 319,23	0,00	0,00	10 319,23		10 319,23	5 686,43	4 632,80
				2022	444 931,86	-46 403,48	95 790,47	56 426,05	-34 368,63	117 847,89	112 406,39	5 441,50
				2023	989 456,62	-71 858,20	124 736,57	483 441,25	-97 570,29	510 607,53	374 608,33	135 999,20
				2024	0,00	1 122 500,00	0,00	448 471,77		448 471,77	404 678,42	43 793,35
			Espaces naturels sensibles - Département		**1 545 395,35**	**1 000 668,63**	**225 298,33**	**998 658,30**	**-133 508,61**	**1 090 448,02**	**900 581,17**	**189 866,85**
		Domaine Environnement			**3 006 071,22**	**1 442 238,82**	**938 348,61**	**1 674 389,11**	**-194 676,83**	**2 418 060,89**	**1 445 014,89**	**973 046,00**
	Politique Protection de l'environnement				**4 392 486,11**	**9 327 124,69**	**21 255 245,96**	**11 089 042,99**	**-599 303,61**	**31 744 985,34**	**11 001 313,13**	**20 743 672,21**
	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	2011	2 115,88	0,00	0,00	2 115,88		2 115,88	0,00	2 115,88
				2012	0,00	0,00	1 636,60			1 636,60	0,00	1 636,60
				2014	0,00	0,00	94 386,89	26 038,88	-26 191,80	94 233,97	13 326,08	80 907,89
				2015	0,00	0,00	134 229,31			134 229,31	59 630,00	74 599,31
				2016	0,00	0,00	316 099,39			316 099,39	0,00	316 099,39
				2017	0,00	0,00	81 285,48			81 285,48	81 285,48	0,00
				2018	0,00	0,00	201 910,00			201 910,00	140 420,50	61 489,50
				2019	78,46	0,00	242 000,21	22 728,46	-22 650,00	242 078,67	48 264,29	193 814,38
				2020	0,00	0,00	60 000,00			60 000,00	1 369,50	58 630,50
				2021	0,00	0,00	58 275,40			58 275,40	58 275,40	0,00
				2022	0,00	0,00	1 563 743,20	100 774,00	-100 774,00	1 563 743,20	786 967,38	776 775,82
				2023	0,00	0,00	1 000 000,00	131 500,00	-131 500,00	1 000 000,00	212 685,37	787 314,63
				2024	0,00	6 500 000,00	0,00	723 000,00	-9 400,78	713 599,22	342 783,74	370 815,48
			Acquisitions foncières.		**2 194,34**	**6 500 000,00**	**3 753 566,48**	**1 006 157,22**	**-290 516,58**	**4 469 207,12**	**1 745 007,74**	**2 724 199,38**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Améliorer les liaisons entre les pôles	2006	25 831,48	0,00	61 932,89			61 932,89	0,00	61 932,89
				2013	0,00	0,00	139,15			139,15	0,00	139,15
				2017	13 255,21	0,00	591 264,35			591 264,35	68 544,89	522 719,46
				2020	13 705 000,00	0,00	2 791 539,64			2 791 539,64	313 738,57	2 477 801,07
				2021	2 300 000,00	0,00	3 597 767,75			3 597 767,75	0,00	3 597 767,75
				2022	17 000 000,00	0,00	1 945 264,12			1 945 264,12	114 587,02	1 830 677,10
				2023	13 500 000,00	0,00	911 858,27			911 858,27	318,04	911 540,23
				2024	0,00	16 830 000,00	0,00	1 270 000,00	-19 000,00	1 251 000,00	42 635,05	1 208 364,95
			Améliorer les liaisons entre les pôles		**46 544 086,69**	**16 830 000,00**	**9 899 766,17**	**1 270 000,00**	**-19 000,00**	**11 150 766,17**	**539 823,57**	**10 610 942,60**
			Aménagements pour la sécurité routière	2013	0,00	0,00	364,80			364,80	0,00	364,80
				2014	5 408,71	0,00	16 213,47	300,00		16 513,47	0,00	16 513,47
				2015	0,00	0,00	8 461,19		-8 461,19	0,00	0,00	0,00
				2016	0,00	0,00	65 831,01			65 831,01	9 756,00	56 075,01
				2017	7 624,32	0,00	345 371,39	4 500,00		349 871,39	115 993,19	233 878,20
				2018	90 000,00	0,00	1 542 368,98	8 000,00		1 550 368,98	36 200,15	1 514 168,83
				2019	12 950,46	0,00	736 660,51	25 949,40	-220 410,09	542 199,82	194 271,63	347 928,19
				2020	0,00	0,00	684 907,53	30 000,00	-30 000,00	684 907,53	22 561,38	662 346,15
			Aménagements pour la sécurité routière		**115 983,49**	**0,00**	**3 400 178,88**	**68 749,40**	**-258 871,28**	**3 210 057,00**	**378 782,35**	**2 831 274,65**
			Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2017	0,00	0,00	1 756,54			1 756,54	1 523,88	232,66
				2018	500 515,92	0,00	1,46	341,45		342,91	341,45	1,46
				2019	0,00	0,00	15 661,33	14 455,59	-15 661,33	14 455,59	14 455,59	0,00
				2020	38 000,00	0,00	115 278,26			115 278,26	1 507,72	113 770,54
				2021	1 693 648,04	0,00	2 270 634,36	1 403 247,55	-173 619,01	3 500 262,90	1 793 859,44	1 706 403,46
				2022	1 772 334,44	-350 000,01	6 534 385,28	869 629,21	-824 186,38	6 579 828,11	2 305 287,73	4 274 540,38
				2023	8 410 576,22	-1 635 000,00	10 296 204,70	11 450 878,64	-5 615 767,89	16 131 315,45	10 680 938,58	5 450 376,87
				2024	0,00	72 580 875,00	0,00	70 012 613,63	-5 259 982,92	64 752 630,71	42 031 614,92	22 721 015,79
			servation Sécurité et Innovation du réseau routier		**12 415 074,62**	**70 595 874,99**	**19 233 921,93**	**83 751 166,07**	**-11 889 217,53**	**91 095 870,47**	**56 829 529,31**	**34 266 341,16**
			Etudes voirie.	2014	35 969,80	0,00	2 916,66			2 916,66	0,00	2 916,66
				2016	5 968,77	0,00	21 312,20	27 261,15	-21 346,19	27 227,16	26 880,56	346,60
				2017	17 730,58	0,00	11 165,93	33 568,31	-16 410,85	28 323,39	27 125,12	1 198,27
				2018	0,00	0,00	296 461,26	150 000,00	-150 000,00	296 461,26	69 514,23	226 947,03
				2019	1 219,54	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2020	1 081 591,60	0,00	224 466,44	13 815,88	-4 000,00	234 282,32	32 168,58	202 113,74
				2021	0,00	0,00	18 657,26	1 295,60	-1 295,60	18 657,26	5 920,57	12 736,69
				2022	40 027,06	0,00	5 738,13	3 144,56	-3 136,02	5 746,67	4 338,00	1 408,67
				2023	355 730,20	0,00	750 767,03	718 613,09	-363 282,05	1 106 098,07	808 365,19	297 732,88
				2024	0,00	1 000 000,00	0,00	972 678,30	-3 000,00	969 678,30	406 825,12	562 853,18
			Etudes voirie.		**1 538 237,55**	**1 000 000,00**	**1 331 484,91**	**1 920 376,89**	**-562 470,71**	**2 689 391,09**	**1 381 137,37**	**1 308 253,72**
			Favoriser le développement économique et local	2003	0,00	0,00	30 840,94			30 840,94	0,00	30 840,94
				2007	118,62	0,00	4 965 289,14			4 965 289,14	3 107 827,17	1 857 461,97
				2008	78 382,25	0,00	1 986 108,27	620 000,00	-570 000,00	2 036 108,27	469 916,39	1 566 191,88
				2009	700 000,00	0,00	456 912,54			456 912,54	0,00	456 912,54
				2010	243 263,39	0,00	702 479,50			702 479,50	0,00	702 479,50
				2011	0,00	0,00	6 200 000,00		-230 000,00	5 970 000,00	0,00	5 970 000,00
				2013	0,00	0,00	925,67			925,67	0,00	925,67
				2014	933 283,35	0,00	129 732,37	200 000,00		329 732,37	23 310,98	306 421,39
				2016	7 164,62	0,00	1 868 969,94	7 164,62		1 876 134,56	1 109 759,95	766 374,61
				2017	0,00	0,00	161 177,16			161 177,16	122 229,92	38 947,24
				2018	948 161,16	0,00	34 221,14			34 221,14	0,00	34 221,14
				2019	13 296 524,29	0,00	1 420 956,54	1 069 000,00		2 489 956,54	357 061,46	2 132 895,08
				2020	0,00	0,00	17 868 504,45			17 868 504,45	6 629 749,56	11 238 754,89
				2021	1 280,88	0,00	139 104,12			139 104,12	0,00	139 104,12
				2022	8 659 588,10	-5 250 000,00	4 644 991,66	2 004 808,81		6 649 800,47	1 610 524,88	5 039 275,59
				2023	8 700 000,00	0,00	1 666 136,59			1 666 136,59	585 792,29	1 080 344,30
				2024	0,00	5 525 000,00	0,00	310 000,00	-60 000,00	250 000,00	0,00	250 000,00
			Favoriser le développement économique et local		**33 567 766,66**	**275 000,00**	**42 276 350,03**	**4 210 973,43**	**-860 000,00**	**45 627 323,46**	**14 016 172,60**	**31 611 150,86**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Paysage et environnement - Aménagement	2013	0,00	0,00	665,67			665,67	0,00	665,67
				2014	15 883,97	0,00	21 851,83	36 256,97	-20 373,00	37 735,80	21 010,03	16 725,77
				2019	420,73	0,00	26 756,86	26 420,73	-26 154,65	27 022,94	19 700,52	7 322,42
				2020	392,40	0,00	44 898,99			44 898,99	0,00	44 898,99
				2021	82 773,29	0,00	203 982,36	270 000,00	-188 641,21	285 341,15	225 915,00	59 426,15
				2022	370 000,00	0,00	61 860,39	224 177,21	-20 000,00	266 037,60	92 530,30	173 507,30
				2023	500 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	300 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Paysage et environnement - Aménagement		**969 470,39**	**300 000,00**	**360 016,10**	**556 854,91**	**-255 168,86**	**661 702,15**	**359 155,85**	**302 546,30**
			Raccorder les pôles.	2002	0,00	0,00	25 219,91			25 219,91	3 927,96	21 291,95
				2021	2 000 000,00	0,00	94 233,51	2 000 000,00		2 094 233,51	1 996 218,81	98 014,70
				2022	5 250 000,00	-4 000 000,00	-21 512,88	1 200 000,00		1 178 487,12	399 993,21	778 493,91
			Raccorder les pôles.		**7 250 000,00**	**-4 000 000,00**	**97 940,54**	**3 200 000,00**		**3 297 940,54**	**2 400 139,98**	**897 800,56**
		Domaine Aménagement du réseau routier			**102 402 813,74**	**91 500 874,99**	**80 353 225,04**	**95 984 277,92**	**-14 135 244,96**	**162 202 258,00**	**77 649 748,77**	**84 552 509,23**
		Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	2020	0,00	0,00	21 152,87			21 152,87	6 818,60	14 334,27
				2021	0,00	0,00	8 861,62			8 861,62	7 572,60	1 289,02
				2022	0,00	0,00	98 895,62	473,21	-473,21	98 895,62	98 422,41	473,21
				2023	64 838,00	0,00	238 052,20	10 000,00		248 052,20	108 082,80	139 969,40
				2024	0,00	600 000,00	0,00	309 748,57		309 748,57	246 328,31	63 420,26
			Aménagement extérieur des ARD		**64 838,00**	**600 000,00**	**366 962,31**	**320 221,78**	**-473,21**	**686 710,88**	**467 224,72**	**219 486,16**
			Moyens du parc départemental	2021	0,00	-0,02	0,02		-0,02	0,00	0,00	0,00
				2022	386,07	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	5 700,65	0,00	1 220 860,61	1 358 983,74	-1 431 008,13	1 148 836,22	1 148 752,15	84,07
				2024	0,00	3 730 000,00	0,00	7 008 866,52	-3 364 966,52	3 643 900,00	2 706 834,95	937 065,05
			Moyens du parc départemental		**6 086,72**	**3 729 999,98**	**1 220 860,63**	**8 367 850,26**	**-4 795 974,67**	**4 792 736,22**	**3 855 587,10**	**937 149,12**
			Signalisation	2021	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	0,00	0,00	88 954,66	23 541,83	-23 541,83	88 954,66	88 954,65	0,01
				2023	951 314,82	0,00	278 737,30	1 111 542,61	-162 844,62	1 227 435,29	1 142 114,44	85 320,85
				2024	0,00	3 000 000,00	0,00	1 411 062,07		1 411 062,07	512 866,73	898 195,34
			Signalisation		**951 314,82**	**3 000 000,00**	**367 691,96**	**2 546 146,51**	**-186 386,45**	**2 727 452,02**	**1 743 935,82**	**983 516,20**
		Domaine Entretien et exploitation du réseau routier			**1 022 239,54**	**7 329 999,98**	**1 955 514,90**	**11 234 218,55**	**-4 982 834,33**	**8 206 899,12**	**6 066 747,64**	**2 140 151,48**
	Politique Routes départementales				**103 425 053,28**	**98 830 874,97**	**82 308 739,94**	**107 218 496,47**	**-19 118 079,29**	**170 409 157,12**	**83 716 496,41**	**86 692 660,71**
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	2021	0,00	0,00	40 000,00		-5 076,32	34 923,68	14 923,68	20 000,00
				2022	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	1 653 439,54	-1 636 667,00	33 227,46			33 227,46	31 594,71	1 632,75
				2024	0,00	4 630 000,00	0,00	4 627 715,64		4 627 715,64	4 609 732,39	17 983,25
			Incendie et secours		**1 653 439,54**	**2 993 333,00**	**73 227,46**	**4 627 715,64**	**-5 076,32**	**4 695 866,78**	**4 656 250,78**	**39 616,00**
			Sécurité	2022	343 789,16	-30 989,86	850 883,35	14 500,00	-5 653,79	859 729,56	454 328,44	405 401,12
				2023	3 716 135,88	-3 000 000,00	920 459,54	725 170,08	-24 520,73	1 621 108,89	533 311,84	1 087 797,05
				2024	0,00	2 500 000,00	0,00	764 913,92	-1 106,78	763 807,14	8 976,47	754 830,67
			Sécurité		**4 059 925,04**	**-530 989,86**	**1 771 342,89**	**1 504 584,00**	**-31 281,30**	**3 244 645,59**	**996 616,75**	**2 248 028,84**
		Domaine Sécurité des biens et des personnes			**5 713 364,58**	**2 462 343,14**	**1 844 570,35**	**6 132 299,64**	**-36 357,62**	**7 940 512,37**	**5 652 867,53**	**2 287 644,84**
	Politique Sécurité				**5 713 364,58**	**2 462 343,14**	**1 844 570,35**	**6 132 299,64**	**-36 357,62**	**7 940 512,37**	**5 652 867,53**	**2 287 644,84**
	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2014	482 236,31	0,00	41 047,85			41 047,85	0,00	41 047,85
				2015	5 018 782,52	0,00	565 134,55	634 921,64	-98 850,72	1 101 205,47	675 272,45	425 933,02
				2016	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2018	300 000,00	0,00	103 337,50			103 337,50	0,00	103 337,50
				2019	41 505,95	0,00	1 063 715,67		-440,03	1 063 275,64	199 059,97	864 215,67
				2020	0,00	0,00	223 461,54			223 461,54	0,00	223 461,54
				2021	12 670 000,00	-4 630 000,00	104 671,00			104 671,00	44 859,00	59 812,00
				2022	27 055 463,57	0,00	4 275 161,51	12 178 837,21	-1 603 459,06	14 850 539,66	9 360 911,43	5 489 628,23
				2023	3 650 000,08	0,00	1 627 131,92	3 884 094,00	-504 049,82	5 007 176,10	1 631 642,84	3 375 533,26
				2024	0,00	56 426 100,00	0,00	224 867,14	-42 917,70	181 949,44	117 281,50	64 667,94
			Infrastructures de transport		**49 217 988,43**	**51 796 100,00**	**8 003 661,54**	**16 922 719,99**	**-2 249 717,33**	**22 676 664,20**	**12 029 027,19**	**10 647 637,01**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Plan de déplacement urbain.	2014	871,47	0,00	0,80			0,80	0,00	0,80
				2015	50 314,84	0,00	139 240,58			139 240,58	0,00	139 240,58
				2016	5 667,60	0,00	85 079,49	5 667,60		90 747,09	68 692,34	22 054,75
				2017	74 447,10	0,00	86 559,94			86 559,94	60 252,90	26 307,04
				2018	633,44	0,00	45 753,57		-142,33	45 611,24	1 044,13	44 567,11
				2019	0,00	-5 460,40	319 745,47		-5 460,40	314 285,07	314 285,07	0,00
				2020	105 610,00	0,00	327 498,46	166 610,00	-61 000,00	433 108,46	183 580,71	249 527,75
				2021	0,00	-13 043,00	167 785,39	10 341,59	-23 384,59	154 742,39	86 699,78	68 042,61
				2022	280 000,00	0,00	192 873,91	109 000,00		301 873,91	243 342,66	58 531,25
				2023	200 000,00	0,00	441 875,00	20 000,00		461 875,00	11 766,96	450 108,04
				2024	0,00	4 345 110,00	0,00	50 000,00		50 000,00	0,00	50 000,00
			Plan de déplacement urbain.		**717 544,45**	**4 326 606,60**	**1 806 412,61**	**361 619,19**	**-89 987,32**	**2 078 044,48**	**969 664,55**	**1 108 379,93**
			Points d'arrêt	2016	653 575,32	0,00	172 648,37	596 052,48		768 700,85	410 840,06	357 860,79
				2019	0,00	0,00	0,01			0,01	0,00	0,01
				2023	3 536 520,00	0,00	174 890,05	631 000,00	-1 807,00	804 083,05	548 742,42	255 340,63
			Points d'arrêt		**4 190 095,32**	**0,00**	**347 538,43**	**1 227 052,48**	**-1 807,00**	**1 572 783,91**	**959 582,48**	**613 201,43**
		Domaine Transports publics			**54 125 628,20**	**56 122 706,60**	**10 157 612,58**	**18 511 391,66**	**-2 341 511,65**	**26 327 492,59**	**13 958 274,22**	**12 369 218,37**
	Politique Transports				**54 125 628,20**	**56 122 706,60**	**10 157 612,58**	**18 511 391,66**	**-2 341 511,65**	**26 327 492,59**	**13 958 274,22**	**12 369 218,37**
1 - Mission aménagement et développement du territoire					**202 394 142,53**	**203 129 881,67**	**186 358 159,38**	**190 945 312,74**	**-24 044 967,71**	**353 258 504,41**	**148 768 736,20**	**204 489 768,21**
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2020	0,00	-63,00	63,00		-63,00	0,00	0,00	0,00
				2021	8 915,97	-12,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	6 255,02	0,00	9 369,00			9 369,00	142,47	9 226,53
				2023	59 060,00	0,00	8 462,00	46 164,00		54 626,00	44 403,92	10 222,08
				2024	0,00	80 000,00	0,00	65 952,82		65 952,82	30 381,70	35 571,12
			publics des Archives et valorisation des collections		**74 230,99**	**79 925,00**	**17 894,00**	**112 116,82**	**-63,00**	**129 947,82**	**74 928,09**	**55 019,73**
		Domaine Archives			**74 230,99**	**79 925,00**	**17 894,00**	**112 116,82**	**-63,00**	**129 947,82**	**74 928,09**	**55 019,73**
		Développement culturel	Actions culturelles.	2020	0,00	-10 428,00	10 428,00		-10 428,00	0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	0,00	90 430,00			90 430,00	68 430,00	22 000,00
				2022	244,00	-244,00	103 756,00			103 756,00	96 756,00	7 000,00
				2023	40 000,00	-40 000,00	180 000,00			180 000,00	160 000,00	20 000,00
				2024	0,00	244 295,00	0,00	244 295,00		244 295,00	38 660,75	205 634,25
			Actions culturelles.		**40 244,00**	**193 623,00**	**384 614,00**	**244 295,00**	**-10 428,00**	**618 481,00**	**363 846,75**	**254 634,25**
			Enseignement artistique et pratiques amateurs	2020	0,00	0,00	46 104,20			46 104,20	46 104,20	0,00
				2021	0,00	0,00	12 637,08			12 637,08	12 637,08	0,00
				2023	77 360,00	-77 360,00	2 640,00			2 640,00	2 640,00	0,00
				2024	0,00	83 334,00	0,00	83 334,00		83 334,00	0,00	83 334,00
			Enseignement artistique et pratiques amateurs		**77 360,00**	**5 974,00**	**61 381,28**	**83 334,00**		**144 715,28**	**61 381,28**	**83 334,00**
		Domaine Développement culturel			**117 604,00**	**199 597,00**	**445 995,28**	**327 629,00**	**-10 428,00**	**763 196,28**	**425 228,03**	**337 968,25**
		Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	2022	53,36	-1 058,18	1 004,82		-1 004,82	0,00	0,00	0,00
				2023	3 120,00	-3 219,24	99,24		-99,24	0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	20 000,00	0,00	6 844,00	-144,16	6 699,84	6 699,84	0,00
			Autres - développement de la lecture publique		**3 173,36**	**15 722,58**	**1 104,06**	**6 844,00**	**-1 248,22**	**6 699,84**	**6 699,84**	**0,00**
			Développement de l'offre documentaire	2022	0,00	-0,05	0,05		-0,05	0,00	0,00	0,00
				2023	0,00	-977,96	977,96		-977,96	0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	90 000,00	0,00	94 078,84	-8 033,00	86 045,84	84 760,48	1 285,36
			Développement de l'offre documentaire		**0,00**	**89 021,99**	**978,01**	**94 078,84**	**-9 011,01**	**86 045,84**	**84 760,48**	**1 285,36**
			Développement du réseau - Médiathèque	2020	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	4 670,18	-4 670,18	7 982,25		-3 489,36	4 492,89	4 492,89	0,00
				2022	21 251,39	-21 251,39	40 319,00		-46,55	40 272,45	18 442,76	21 829,69
				2023	83 182,65	-83 182,65	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	383 382,65	0,00	354 689,93	-15 259,75	339 430,18	33 885,80	305 544,38
			Développement du réseau - Médiathèque		**109 104,22**	**274 278,43**	**48 301,25**	**354 689,93**	**-18 795,66**	**384 195,52**	**56 821,45**	**327 374,07**
		Domaine Développement de la lecture publique			**112 277,58**	**379 023,00**	**50 383,32**	**455 612,77**	**-29 054,89**	**476 941,20**	**148 281,77**	**328 659,43**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
		Musées	Développement et valorisation des collections - musées	2020	1 217 921,60	0,00	17 712,82	179 118,92	-9 946,62	186 885,12	89 911,28	96 973,84
				2022	73 320,00	-120 962,00	100 660,00	1 390,00	-94 312,00	7 738,00	7 018,00	720,00
				2023	12 673,20	-25 357,20	69 940,00	22 140,00	-34 824,00	57 256,00	27 565,45	29 690,55
				2024	0,00	236 219,20	0,00	236 219,20		236 219,20	27 217,60	209 001,60
			oppement et valorisation des collections - musées		**1 303 914,80**	**89 900,00**	**188 312,82**	**438 868,12**	**-139 082,62**	**488 098,32**	**151 712,33**	**336 385,99**
			Domaine Musées		**1 303 914,80**	**89 900,00**	**188 312,82**	**438 868,12**	**-139 082,62**	**488 098,32**	**151 712,33**	**336 385,99**
		Patrimoine	Antiquités et objets d'art	2019	0,00	0,00	35 827,80			35 827,80	4 064,57	31 763,23
				2020	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	-236,46	3 390,46		-236,46	3 154,00	3 154,00	0,00
				2022	0,00	-254,93	20 017,00		-254,93	19 762,07	16 148,07	3 614,00
				2023	2 588,00	-2 588,00	77 412,00			77 412,00	35 633,00	41 779,00
				2024	0,00	60 000,00	0,00	31 697,00		31 697,00	1 370,00	30 327,00
			Antiquités et objets d'art		**2 588,00**	**56 920,61**	**136 647,26**	**31 697,00**	**-491,39**	**167 852,87**	**60 369,64**	**107 483,23**
			Archéologie - recherche et valorisation	2023	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00		50 000,00	2 899,57	47 100,43
			Archéologie - recherche et valorisation		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**		**50 000,00**	**2 899,57**	**47 100,43**
			Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	2018	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2019	0,00	0,00	436 687,23			436 687,23	103 628,50	333 058,73
				2022	14 172,55	-14 172,55	106 167,00		-7,20	106 159,80	98 109,00	8 050,80
				2023	203 160,80	-3 258,80	349 448,00	130 120,00	-498,00	479 070,00	148 360,00	330 710,00
				2024	0,00	367 431,35	0,00	54 279,58		54 279,58	38 782,46	15 497,12
			ement des publics du château de Blandy-les-Tours		**217 333,35**	**350 000,00**	**892 302,23**	**184 399,58**	**-505,20**	**1 076 196,61**	**388 879,96**	**687 316,65**
			Patrimoine monumental	2017	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2018	0,00	0,00	18 000,00			18 000,00	18 000,00	0,00
				2019	0,00	0,00	34 962,50			34 962,50	34 943,31	19,19
				2020	0,00	-76 889,00	267 666,48		-76 889,00	190 777,48	124 836,16	65 941,32
				2021	0,00	-2 730,20	525 934,69		-13 231,30	512 703,39	263 845,82	248 857,57
				2022	300 000,00	-300 116,20	799 767,22	116,20	-232,40	799 651,02	271 148,55	528 502,47
				2023	410 932,00	-212 067,31	946 582,85	200 000,00	-1 135,31	1 145 447,54	421 787,29	723 660,25
				2024	0,00	1 455 894,00	0,00	1 021 929,00		1 021 929,00	35 885,00	986 044,00
			Patrimoine monumental		**710 932,00**	**864 091,29**	**2 592 913,74**	**1 222 045,20**	**-91 488,01**	**3 723 470,93**	**1 170 446,13**	**2 553 024,80**
			Valorisation du patrimoine	2022	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	542 275,60	-42 275,60	36 926,00			36 926,00	29 540,80	7 385,20
				2024	0,00	51 201,60	0,00	40 000,00		40 000,00	0,00	40 000,00
			Valorisation du patrimoine		**542 275,60**	**8 926,00**	**36 926,00**	**40 000,00**		**76 926,00**	**29 540,80**	**47 385,20**
		Domaine Patrimoine			**1 523 128,95**	**1 279 937,90**	**3 658 789,23**	**1 528 141,78**	**-92 484,60**	**5 094 446,41**	**1 652 136,10**	**3 442 310,31**
	Politique Culture et patrimoine				**3 131 156,32**	**2 028 382,90**	**4 361 374,65**	**2 862 368,49**	**-271 113,11**	**6 952 630,03**	**2 452 286,32**	**4 500 343,71**
	Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	2022	3 000,00	-3 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	10 000,00	-10 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	10 000,00	0,00	1,00		1,00	1,00	0,00
			Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires		**13 000,00**	**-3 000,00**	**0,00**	**1,00**		**1,00**	**1,00**	**0,00**
			Constructions extensions réhabilitations	2002	0,00	0,00	27 187,28			27 187,28	0,00	27 187,28
				2005	0,00	-5 293,37	6 682,39		-5 293,37	1 389,02	668,02	721,00
				2007	0,00	0,00	30 000,00			30 000,00	0,00	30 000,00
				2008	0,00	-20 000,00	189 417,53		-20 000,00	169 417,53	25 080,04	144 337,49
				2009	0,00	0,00	293 879,97			293 879,97	53 619,86	240 260,11
				2011	0,00	0,00	460 124,71			460 124,71	4 651,19	455 473,52
				2013	0,00	0,00	85 911,15			85 911,15	0,00	85 911,15
				2014	0,00	0,00	1 144 789,57			1 144 789,57	103 460,07	1 041 329,50
				2015	0,00	0,00	1 753 398,12			1 753 398,12	108 933,29	1 644 464,83
				2016	0,00	1 000 000,00	7 126 721,39	1 000 000,00		8 126 721,39	4 753 173,40	3 373 547,99
				2017	0,00	-1 363,67	5 213 532,51		-1 363,67	5 212 168,84	1 338 571,44	3 873 597,40
				2018	0,00	0,00	16 523 739,96	18 500,00	-18 500,00	16 523 739,96	10 068 408,43	6 455 331,53
				2019	0,00	20 000,00	31 700 643,16	20 000,00		31 720 643,16	2 826 640,45	28 894 002,71
				2020	0,00	440 360,61	22 289 173,44	500 000,00	-59 639,39	22 729 534,05	3 909 421,70	18 820 112,35
				2021	0,00	57 619,39	3 861 773,48	58 579,39	-960,00	3 919 392,87	1 128 310,41	2 791 082,46
				2022	94 773,95	100,00	41 357 028,29			41 357 028,29	15 850 843,71	25 506 184,58
				2023	0,00	28 800 000,00	40 442 604,89	34 500 000,00	-5 700 000,00	69 242 604,89	2 854 481,49	66 388 123,40

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2024	0,00	37 450 000,00	0,00	65 550 000,00	-28 100 000,00	37 450 000,00	3 237 274,72	34 212 725,28
			Constructions extensions réhabilitations		**94 773,95**	**67 741 422,96**	**172 506 607,84**	**101 647 079,39**	**-33 905 756,43**	**240 247 930,80**	**46 263 538,22**	**193 984 392,58**
			Entretien et grosses réparations	2014	0,00	-4 938,31	4 938,31		-4 938,31	0,00	0,00	0,00
				2015	0,00	-99 715,24	99 715,24	4 501,46	-104 216,70	0,00	0,00	0,00
				2016	0,00	-91 490,80	94 344,52		-91 490,80	2 853,72	2 853,72	0,00
				2017	0,00	-189 993,96	889 362,98	519 101,48	-709 095,44	699 369,02	331 352,86	368 016,16
				2018	0,00	-303 113,59	1 593 726,30	92 945,61	-396 059,20	1 290 612,71	400 447,02	890 165,69
				2019	0,00	-19 752,10	3 192 407,39	57 218,84	-76 970,94	3 172 655,29	807 072,41	2 365 582,88
				2020	0,00	75 716,81	14 777 211,95	671 563,21	-595 846,40	14 852 928,76	10 027 576,57	4 825 352,19
				2021	0,00	-279 197,35	17 323 538,21	8 789,54	-287 986,89	17 044 340,86	6 794 242,64	10 250 098,22
				2022	229 902,00	3 930 914,93	17 342 982,94	4 119 653,25	-188 738,32	21 273 897,87	4 615 298,53	16 658 599,34
				2023	0,00	5 686 949,52	27 410 608,49	9 339 391,25	-3 652 441,73	33 097 558,01	10 020 330,54	23 077 227,47
				2024	0,00	42 052 297,13	0,00	52 509 190,74	-10 456 893,61	42 052 297,13	12 791 313,56	29 260 983,57
			Entretien et grosses réparations		**229 902,00**	**50 757 677,04**	**82 728 836,33**	**67 322 355,38**	**-16 564 678,34**	**133 486 513,37**	**45 790 487,85**	**87 696 025,52**
		Domaine Bâtiments des collèges			**337 675,95**	**118 496 100,00**	**255 235 444,17**	**168 969 435,77**	**-50 470 434,77**	**373 734 445,17**	**92 054 027,07**	**281 680 418,10**
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	2020	88,19	-88,19	800 000,00			800 000,00	0,00	800 000,00
			Enseignement supérieur et recherche.		**88,19**	**-88,19**	**800 000,00**			**800 000,00**	**0,00**	**800 000,00**
		Domaine Enseignement supérieur et recherche			**88,19**	**-88,19**	**800 000,00**			**800 000,00**	**0,00**	**800 000,00**
		Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	2015	0,00	0,00	380 603,11			380 603,11	79 419,92	301 183,19
				2020	0,00	-6 269,20	6 269,20		-6 269,20	0,00	0,00	0,00
				2021	233 675,82	-248 975,66	254 770,15		-18 421,75	236 348,40	236 348,38	0,02
				2022	0,00	-52 611,42	67 262,79		-52 611,42	14 651,37	11 863,41	2 787,96
				2023	0,00	-106 284,54	2 369 045,18		-106 284,54	2 262 760,64	2 261 471,57	1 289,07
				2024	0,00	5 810 030,00	0,00	5 711 739,06	-2 566 330,06	3 145 409,00	2 996 968,58	148 440,42
			Equipement et matériel TICE		**233 675,82**	**5 395 889,18**	**3 077 950,43**	**5 711 739,06**	**-2 749 916,97**	**6 039 772,52**	**5 586 071,86**	**453 700,66**
			Matériel et mobilier des collèges	2020	2 038,21	-2 038,21	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	-2 332,92	8 401,64		-6 729,35	1 672,29	472,29	1 200,00
				2022	62 276,56	-67 514,46	39 719,84		-10 350,59	29 369,25	28 547,47	821,78
				2023	156 472,89	-9 173,88	377 992,88	275 222,00	-131 450,08	521 764,80	447 200,06	74 564,74
				2024	0,00	1 900 000,00	0,00	1 836 979,20	-565 894,02	1 271 085,18	1 102 000,30	169 084,88
			Matériel et mobilier des collèges		**220 787,66**	**1 818 940,53**	**426 114,36**	**2 112 201,20**	**-714 424,04**	**1 823 891,52**	**1 578 220,12**	**245 671,40**
			Participation au budget des collèges privés	2019	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	6 600,00	0,00	1 793 400,00			1 793 400,00	974 000,00	819 400,00
				2024	0,00	310 000,00	0,00	306 676,00		306 676,00	150 000,00	156 676,00
			Participation au budget des collèges privés		**6 600,00**	**310 000,00**	**1 793 400,00**	**306 676,00**		**2 100 076,00**	**1 124 000,00**	**976 076,00**
			Participations au budget des EPLE	2024	0,00	1 870 735,00	0,00	227 164,54		227 164,54	116 195,97	110 968,57
			Participations au budget des EPLE		**0,00**	**1 870 735,00**	**0,00**	**227 164,54**		**227 164,54**	**116 195,97**	**110 968,57**
			Restauration scolaire	2022	35 738,75	-35 738,75	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	7 356,70	-7 356,70	366 610,00			366 610,00	366 610,00	0,00
				2024	0,00	1 870 000,00	0,00	1 949 692,40	-81 184,50	1 868 507,90	1 736 404,60	132 103,30
			Restauration scolaire		**43 095,45**	**1 826 904,55**	**366 610,00**	**1 949 692,40**	**-81 184,50**	**2 235 117,90**	**2 103 014,60**	**132 103,30**
		Domaine Vie des collèges			**504 158,93**	**11 222 469,26**	**5 664 074,79**	**10 307 473,20**	**-3 545 525,51**	**12 426 022,48**	**10 507 502,55**	**1 918 519,93**
	Politique Education formation				**841 923,07**	**129 718 481,07**	**261 699 518,96**	**179 276 908,97**	**-54 015 960,28**	**386 960 467,65**	**102 561 529,62**	**284 398 938,03**
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2019	0,00	-28 194,00	1 137 989,00		-28 194,00	1 109 795,00	1 109 795,00	0,00
				2020	0,00	0,00	1 053 399,00			1 053 399,00	1 053 399,00	0,00
				2021	88 615,00	-88 615,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	142 500,00	-126 077,00	592 937,00	139 999,96	-123 577,00	609 359,96	559 192,96	50 167,00
				2023	943 818,00	-60 000,00	401 027,00	152 076,00		553 103,00	217 888,75	335 214,25
				2024	0,00	250 000,00	0,00	191 534,00		191 534,00	191 534,00	0,00
			Equipements sportifs		**1 174 933,00**	**-52 886,00**	**3 185 352,00**	**483 609,96**	**-151 771,00**	**3 517 190,96**	**3 131 809,71**	**385 381,25**
		Domaine Activités sportives			**1 174 933,00**	**-52 886,00**	**3 185 352,00**	**483 609,96**	**-151 771,00**	**3 517 190,96**	**3 131 809,71**	**385 381,25**
	Politique Jeunesse, sports et loisirs				**1 174 933,00**	**-52 886,00**	**3 185 352,00**	**483 609,96**	**-151 771,00**	**3 517 190,96**	**3 131 809,71**	**385 381,25**
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					**5 148 012,39**	**131 693 977,97**	**269 246 245,61**	**182 622 887,42**	**-54 438 844,39**	**397 430 288,64**	**108 145 625,65**	**289 284 662,99**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	2017	100,00	0,00	34 372,50			34 372,50	34 372,50	0,00
				2020	0,00	0,00	28 318,50			28 318,50	28 318,50	0,00
				2021	0,00	0,00	7 389,50			7 389,50	7 389,50	0,00
				2022	0,00	0,00	8 417,00			8 417,00	0,00	8 417,00
				2023	455,00	-1 362,00	51 159,00		-908,00	50 251,00	41 451,50	8 799,50
				2024	0,00	230 117,00	0,00	185 613,00		185 613,00	110 755,50	74 857,50
			loppement et amélioration de l'offre du parc privé		**555,00**	**228 755,00**	**129 656,50**	**185 613,00**	**-908,00**	**314 361,50**	**222 287,50**	**92 074,00**
			Développement et amélioration de l'offre du parc social	2021	0,00		0,00			0,00		0,00
				2023	192 000,00	-30 000,00	0,00	162 000,00		162 000,00	162 000,00	0,00
				2024	0,00	30 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			loppement et amélioration de l'offre du parc social		**192 000,00**	**0,00**	**0,00**	**162 000,00**		**162 000,00**	**162 000,00**	**0,00**
		Domaine Développement et amélioration de l'offre de logement			**192 555,00**	**228 755,00**	**129 656,50**	**347 613,00**	**-908,00**	**476 361,50**	**384 287,50**	**92 074,00**
		Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2007	0,00	0,00	69 000,00			69 000,00	0,00	69 000,00
				2009	0,00	0,00	64 400,00			64 400,00	0,00	64 400,00
				2022	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	95 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Actions d'insertion par le logement		**0,00**	**95 000,00**	**133 400,00**			**133 400,00**	**0,00**	**133 400,00**
		Domaine Insertion par le logement			**0,00**	**95 000,00**	**133 400,00**			**133 400,00**	**0,00**	**133 400,00**
	Politique Habitat				**192 555,00**	**323 755,00**	**263 056,50**	**347 613,00**	**-908,00**	**609 761,50**	**384 287,50**	**225 474,00**
	Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	2017	0,00	0,00	202 500,00			202 500,00	152 500,00	50 000,00
				2018	0,00	0,00	668 750,00			668 750,00	618 750,00	50 000,00
				2020	0,00		0,00			0,00		0,00
				2021	0,00	0,00	97 200,00			97 200,00	97 200,00	0,00
				2022	0,00	0,00	435 000,00	870 000,00	-870 000,00	435 000,00	261 000,00	174 000,00
				2023	60 000,00	-60 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	1 500 000,00	0,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00	0,00
			bergement en établissement des personnes âgées		**60 000,00**	**1 440 000,00**	**1 403 450,00**	**1 170 000,00**	**-870 000,00**	**1 703 450,00**	**1 429 450,00**	**274 000,00**
		Domaine Hébergement des personnes âgées			**60 000,00**	**1 440 000,00**	**1 403 450,00**	**1 170 000,00**	**-870 000,00**	**1 703 450,00**	**1 429 450,00**	**274 000,00**
	Politique Personnes âgées				**60 000,00**	**1 440 000,00**	**1 403 450,00**	**1 170 000,00**	**-870 000,00**	**1 703 450,00**	**1 429 450,00**	**274 000,00**
	Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	2019	0,00	0,00	607 500,00			607 500,00	303 750,00	303 750,00
				2021	0,00		0,00			0,00		0,00
				2022	39 000,00	-39 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	60 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	397 500,00	0,00	67 500,00		67 500,00	67 500,00	0,00
			nent en établissement des personnes handicapées		**99 000,00**	**358 500,00**	**607 500,00**	**67 500,00**		**675 000,00**	**371 250,00**	**303 750,00**
		Domaine Hébergement des personnes handicapées			**99 000,00**	**358 500,00**	**607 500,00**	**67 500,00**		**675 000,00**	**371 250,00**	**303 750,00**
	Politique Personnes handicapées				**99 000,00**	**358 500,00**	**607 500,00**	**67 500,00**		**675 000,00**	**371 250,00**	**303 750,00**
	Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	2020	0,00	-49 560,82	49 560,82		-49 560,82	0,00	0,00	0,00
				2022	400 000,00	-358 000,00	0,00	42 000,00		42 000,00	42 000,00	0,00
				2024	0,00	135 000,00	0,00	85 000,00		85 000,00	50 000,00	35 000,00
			Démographie médicale		**400 000,00**	**-272 560,82**	**49 560,82**	**127 000,00**	**-49 560,82**	**127 000,00**	**92 000,00**	**35 000,00**
		Domaine Santé publique			**400 000,00**	**-272 560,82**	**49 560,82**	**127 000,00**	**-49 560,82**	**127 000,00**	**92 000,00**	**35 000,00**
	Politique Santé publique				**400 000,00**	**-272 560,82**	**49 560,82**	**127 000,00**	**-49 560,82**	**127 000,00**	**92 000,00**	**35 000,00**
3 - Mission solidarité					**751 555,00**	**1 849 694,18**	**2 323 567,32**	**1 712 113,00**	**-920 468,82**	**3 115 211,50**	**2 276 987,50**	**838 224,00**
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Communication.	2023	0,00	-1 288,47	1 288,47		-1 288,47	0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	20 000,00	0,00	35 048,38	-15 048,38	20 000,00	17 893,75	2 106,25
			Communication.		**0,00**	**18 711,53**	**1 288,47**	**35 048,38**	**-16 336,85**	**20 000,00**	**17 893,75**	**2 106,25**
			Développement des services et usages	2020	0,00	-0,01	59 187,86		-0,01	59 187,85	59 187,85	0,00
			Développement des services et usages		**0,00**	**-0,01**	**59 187,86**		**-0,01**	**59 187,85**	**59 187,85**	**0,00**
		Domaine Communication			**0,00**	**18 711,52**	**60 476,33**	**35 048,38**	**-16 336,86**	**79 187,85**	**77 081,60**	**2 106,25**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
	Politique Conduite des politiques départementales				**0,00**	**18 711,52**	**60 476,33**	**35 048,38**	**-16 336,86**	**79 187,85**	**77 081,60**	**2 106,25**
	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	2023	834 726,00	-834 726,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	1 837 660,00	0,00	1 703,30		1 703,30	1 703,30	0,00
			Autres opérations financières		**834 726,00**	**1 002 934,00**	**0,00**	**1 703,30**		**1 703,30**	**1 703,30**	**0,00**
			Dépenses/Recettes d'investissement.	2022	0,00		0,00			0,00		0,00
				2023	0,00		0,00			0,00		0,00
				2024	0,00	19 945 540,00	0,00	19 945 540,00		19 945 540,00	19 945 540,00	0,00
			Dépenses/Recettes d'investissement.		**0,00**	**19 945 540,00**	**0,00**	**19 945 540,00**		**19 945 540,00**	**19 945 540,00**	**0,00**
		Domaine Finances			**834 726,00**	**20 948 474,00**	**0,00**	**19 947 243,30**		**19 947 243,30**	**19 947 243,30**	**0,00**
	Politique Direction et animation de l'action départementale				**834 726,00**	**20 948 474,00**	**0,00**	**19 947 243,30**		**19 947 243,30**	**19 947 243,30**	**0,00**
	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	2020	0,00	0,00	38 966,01			38 966,01	4 274,47	34 691,54
				2024	0,00	900 000,00	0,00	900 000,00		900 000,00	0,00	900 000,00
			Culture et patrimoine - construction		**0,00**	**900 000,00**	**38 966,01**	**900 000,00**		**938 966,01**	**4 274,47**	**934 691,54**
			Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	2018	0,00	-335 974,22	335 974,22		-335 974,22	0,00	0,00	0,00
				2019	0,00	-825,53	78 683,24		-825,53	77 857,71	0,00	77 857,71
				2020	0,00	0,00	158 390,21			158 390,21	40 282,11	118 108,10
				2021	0,00	0,00	396 967,44			396 967,44	41 157,83	355 809,61
				2022	0,00	0,00	266 942,33	1 946,45	-1 946,45	266 942,33	37 591,52	229 350,81
				2023	0,00	825,53	414 520,33	1 365,44	-539,91	415 345,86	101 498,03	313 847,83
				2024	0,00	893 474,22	0,00	902 974,22	-9 500,00	893 474,22	230 143,50	663 330,72
			re et patrimoine - entretien et grosses réparations		**0,01**	**557 500,00**	**1 651 477,77**	**906 286,11**	**-348 786,11**	**2 208 977,77**	**450 672,99**	**1 758 304,78**
			Services départementaux - construction	2020	0,00	0,00	342 001,51			342 001,51	0,00	342 001,51
				2021	0,00	0,00	34 189 713,07			34 189 713,07	474 616,70	33 715 096,37
				2023	0,00	0,00	803 300,00			803 300,00	15 369,07	787 930,93
				2024	0,00	400 000,00	0,00	100 000,00		100 000,00	0,00	100 000,00
			Services départementaux - construction		**0,00**	**400 000,00**	**35 335 014,58**	**100 000,00**		**35 435 014,58**	**489 985,77**	**34 945 028,81**
			Services départementaux - entretien et grosses réparations	2014	0,00	-8 000,00	43 000,00	53,60	-8 053,60	35 000,00	35 000,00	0,00
				2015	0,00	0,00	237 771,69	99 316,91	-99 316,91	237 771,69	119 468,56	118 303,13
				2016	0,00	737 660,11	3 811 961,58	768 995,55	-31 335,44	4 549 621,69	1 004 426,10	3 545 195,59
				2017	0,00	-31 063,02	340 137,56		-31 063,02	309 074,54	35 883,68	273 190,86
				2018	0,00	-33 557,03	63 978,63	1 566,54	-35 123,57	30 421,60	30 421,60	0,00
				2019	0,00	-109 962,80	820 329,34	10 169,00	-120 131,80	710 366,54	58 826,50	651 540,04
				2020	0,00	0,00	566 348,24	15 345,47	-15 345,47	566 348,24	181 279,39	385 068,85
				2021	0,00	0,00	258 836,48	109,65	-109,65	258 836,48	154 859,82	103 976,66
				2021	0,00	158 042,87	273 887,50	158 042,87		431 930,37	59 728,87	372 201,50
				2022	0,00	827 553,60	3 363 142,87	887 643,49	-60 089,89	4 190 696,47	903 962,13	3 286 734,34
				2023	0,00	-513 577,94	1 831 493,34	37 402,44	-550 980,38	1 317 915,40	410 228,02	907 687,38
				2024	0,00	6 003 558,01	0,00	6 972 553,56	-968 995,55	6 003 558,01	583 217,52	5 420 340,49
			épartementaux - entretien et grosses réparations		**0,00**	**7 030 653,80**	**11 610 887,23**	**8 951 199,08**	**-1 920 545,28**	**18 641 541,03**	**3 577 302,19**	**15 064 238,84**
			Solidarité - construction	2019	0,00	0,00	216 904,48			216 904,48	14 833,69	202 070,79
				2020	0,00	0,00	10 295 937,00			10 295 937,00	5 850 042,57	4 445 894,43
				2022	0,00	1 500 000,00	1 428 639,70	1 500 000,00		2 928 639,70	40 132,94	2 888 506,76
				2023	0,00	-285 653,80	375 653,80		-285 653,80	90 000,00	82 926,82	7 073,18
				2024	0,00	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00		3 100 000,00	2 748,30	3 097 251,70
			Solidarité - construction		**0,00**	**4 314 346,20**	**12 317 134,98**	**4 600 000,00**	**-285 653,80**	**16 631 481,18**	**5 990 684,32**	**10 640 796,86**
			Solidarité - entretien et grosses réparations	2016	0,00	-49 938,79	49 938,79	1 502,72	-51 441,51	0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	0,00	135 645,43			135 645,43	119 078,02	16 567,41
				2018	0,00	-30 659,35	95 712,27	1 844,43	-32 503,78	65 052,92	48 318,81	16 734,11
				2019	0,00	-74 696,49	184 186,26		-74 696,49	109 489,77	17 193,98	92 295,79
				2020	0,00	-14 763,47	309 902,99	1 070,50	-15 833,97	295 139,52	69 392,65	225 746,87
				2021	0,00	-354 650,54	693 649,19	3 319,22	-357 969,76	338 998,65	95 970,13	243 028,52
				2022	0,00	0,00	584 596,81	2 313,79	-2 313,79	584 596,81	143 349,98	441 246,83
				2023	0,00	74 696,49	3 027 891,89	76 295,36	-1 598,87	3 102 588,38	1 363 792,72	1 738 795,66
				2024	0,00	2 905 012,15	0,00	2 935 709,38	-30 697,23	2 905 012,15	1 106 757,58	1 798 254,57
			Solidarité - entretien et grosses réparations		**0,00**	**2 455 000,00**	**5 081 523,63**	**3 022 055,40**	**-567 055,40**	**7 536 523,63**	**2 963 853,87**	**4 572 669,76**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Voirie - construction	2019	0,00	-47 644,39	47 644,39		-47 644,39	0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	0,00	587 607,79			587 607,79	451 261,30	136 346,49
				2022	0,00	47 644,39	635 892,80	47 644,39		683 537,19	180 452,01	503 085,18
				2023	0,00	1 908 908,48	1 690 656,81	1 908 908,48		3 599 565,29	182 299,92	3 417 265,37
				2024	0,00	1 091,52	0,00	1 910 000,00	-1 908 908,48	1 091,52	1 091,52	0,00
			Voirie - construction		**0,00**	**1 910 000,00**	**2 961 801,79**	**3 866 552,87**	**-1 956 552,87**	**4 871 801,79**	**815 104,75**	**4 056 697,04**
			Voirie - entretien et grosses réparations	2016	0,00	-23 360,62	23 360,62		-23 360,62	0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	-182 512,54	182 512,54	191,78	-182 704,32	0,00	0,00	0,00
				2018	0,00	-56 293,30	56 293,30		-56 293,30	0,00	0,00	0,00
				2019	0,00	-29 409,38	181 245,29	81,80	-29 491,18	151 835,91	21 453,27	130 382,64
				2020	0,00	-100,00	281 659,55	7 428,18	-7 528,18	281 559,55	132 428,17	149 131,38
				2021	0,00	0,00	643 747,49	312,00	-312,00	643 747,49	229 103,40	414 644,09
				2022	0,00	0,00	440 695,98	1 513,41	-1 513,41	440 695,98	116 777,32	323 918,66
				2023	0,00	23 360,62	831 245,09	23 452,98	-92,36	854 605,71	147 942,98	706 662,73
				2024	0,00	1 366 215,22	0,00	1 366 215,22		1 366 215,22	300 020,08	1 066 195,14
			Voirie - entretien et grosses réparations		**0,00**	**1 097 900,00**	**2 640 759,86**	**1 399 195,37**	**-301 295,37**	**3 738 659,86**	**947 725,22**	**2 790 934,64**
		Domaine Bâtiments départementaux			**0,01**	**18 665 400,00**	**71 637 565,85**	**23 745 288,83**	**-5 379 888,83**	**90 002 965,85**	**15 239 603,58**	**74 763 362,27**
		Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	2023	0,00	-34 595,08	35 912,92		-34 595,08	1 317,84	0,00	1 317,84
				2024	0,00	249 240,00	0,00	294 665,28	-46 275,10	248 390,18	145 805,93	102 584,25
			Assurances et sinistres		**0,00**	**214 644,92**	**35 912,92**	**294 665,28**	**-80 870,18**	**249 708,02**	**145 805,93**	**103 902,09**
		Domaine Etude et prévention du risque			**0,00**	**214 644,92**	**35 912,92**	**294 665,28**	**-80 870,18**	**249 708,02**	**145 805,93**	**103 902,09**
		Gestion du patrimoine immobilier	Services départementaux - acquisitions et cessions	2019	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	0,00		0,00			0,00		0,00
				2024	0,00	2 973 000,00	0,00	379 289,71	-141 754,32	237 535,39	233 289,71	4 245,68
			ervices départementaux - acquisitions et cessions		**0,00**	**2 973 000,00**	**0,00**	**379 289,71**	**-141 754,32**	**237 535,39**	**233 289,71**	**4 245,68**
		Domaine Gestion du patrimoine immobilier			**0,00**	**2 973 000,00**	**0,00**	**379 289,71**	**-141 754,32**	**237 535,39**	**233 289,71**	**4 245,68**
		Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	2021	0,00	0,00	23 709,85	7 389,80	-7 389,80	23 709,85	16 320,05	7 389,80
				2022	0,00	-0,07	461 623,33		-0,07	461 623,26	453 661,95	7 961,31
				2023	0,00	-4 910,43	1 799 394,50	15 300,00	-20 210,43	1 794 484,07	1 769 251,06	25 233,01
				2024	0,00	1 319 871,01	0,00	2 509 583,96	-1 647 931,95	861 652,01	61 034,55	800 617,46
			Gestion de la flotte des véhicules		**0,00**	**1 314 960,51**	**2 284 727,68**	**2 532 273,76**	**-1 675 532,25**	**3 141 469,19**	**2 300 267,61**	**841 201,58**
			Matériel et mobilier	2018	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2019	0,00	-2 409,76	2 409,76		-2 409,76	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	-3 074,90	3 074,90		-3 074,90	0,00	0,00	0,00
				2022	46 559,68	-9 791,78	52 572,45	46 559,68	-9 791,78	89 340,35	41 185,59	48 154,76
				2023	0,00	-115,65	722 812,18	454 980,68	-455 096,33	722 696,53	669 896,17	52 800,36
				2024	0,00	1 373 167,67	0,00	1 612 443,50	-289 275,83	1 323 167,67	818 722,66	504 445,01
			Matériel et mobilier		**46 559,68**	**1 357 775,58**	**780 869,29**	**2 113 983,86**	**-759 648,60**	**2 135 204,55**	**1 529 804,42**	**605 400,13**
		Domaine Logistique			**46 559,68**	**2 672 736,09**	**3 065 596,97**	**4 646 257,62**	**-2 435 180,85**	**5 276 673,74**	**3 830 072,03**	**1 446 601,71**
		Système d'information	Etudes et solutions logicielles	2017	0,00	-303,47	89 591,59		-303,47	89 288,12	84 387,08	4 901,04
				2021	166 546,02	55 924,99	0,01	256 546,02	-34 075,01	222 471,02	222 256,71	214,31
				2022	974 131,39	-360 191,49	143 128,00	1 076 854,23	-464 087,85	755 894,38	742 594,25	13 300,13
				2023	212,74	346 586,43	725 699,73	352 250,50	-5 451,33	1 072 498,90	900 446,81	172 052,09
				2024	0,00	1 827 688,00	0,00	1 205 728,60	-178 902,60	1 026 826,00	969 478,37	57 347,63
			Etudes et solutions logicielles		**1 140 890,15**	**1 869 704,46**	**958 419,33**	**2 891 379,35**	**-682 820,26**	**3 166 978,42**	**2 919 163,22**	**247 815,20**
			Infrastructures	2017	11 632,84	-87 082,32	87 082,32		-87 082,32	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	280 240,30	-49 043,10	10 518,36	560 480,60	-419 283,40	151 715,56	126 608,38	25 107,18
				2022	0,00	-142,44	184 406,43		-142,44	184 263,99	184 263,99	0,00
				2023	0,00	-5 327,21	85 965,53		-5 327,21	80 638,32	61 647,76	18 990,56
				2024	0,00	4 514 999,00	0,00	4 978 313,00	-1 038 756,49	3 939 556,51	3 369 252,22	570 304,29
			Infrastructures		**291 873,14**	**4 373 403,93**	**367 972,64**	**5 538 793,60**	**-1 550 591,86**	**4 356 174,38**	**3 741 772,35**	**614 402,03**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Matériels et logiciels clients	2021	0,00	0,00	1 036,14			1 036,14	1 036,14	0,00
				2022	0,00	-81,66	12 207,66		-81,66	12 126,00	12 126,00	0,00
				2023	98,40	-165,62	124 935,77		-67,22	124 868,55	121 518,96	3 349,59
				2024	0,00	1 218 347,00	0,00	1 345 524,00	-397 177,00	948 347,00	889 312,59	59 034,41
			Matériels et logiciels clients		**98,40**	**1 218 099,72**	**138 179,57**	**1 345 524,00**	**-397 325,88**	**1 086 377,69**	**1 023 993,69**	**62 384,00**
		Domaine Système d'information			**1 432 861,69**	**7 461 208,11**	**1 464 571,54**	**9 775 696,95**	**-2 630 738,00**	**8 609 530,49**	**7 684 929,26**	**924 601,23**
	Politique Moyens généraux				**1 479 421,38**	**31 986 989,12**	**76 203 647,28**	**38 841 198,39**	**-10 668 432,18**	**104 376 413,49**	**27 133 700,51**	**77 242 712,98**
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	2022	0,00	-4 900,73	4 900,73		-4 900,73	0,00	0,00	0,00
				2023	0,00	-178 519,73	185 040,11		-178 519,73	6 520,38	6 520,38	0,00
				2024	0,00	172 500,00	0,00	248 700,00	-76 700,00	172 000,00	126 491,78	45 508,22
			Santé		**0,00**	**-10 920,46**	**189 940,84**	**248 700,00**	**-260 120,46**	**178 520,38**	**133 012,16**	**45 508,22**
		Domaine Santé, actions sociales, relations sociales			**0,00**	**-10 920,46**	**189 940,84**	**248 700,00**	**-260 120,46**	**178 520,38**	**133 012,16**	**45 508,22**
	Politique Ressources humaines				**0,00**	**-10 920,46**	**189 940,84**	**248 700,00**	**-260 120,46**	**178 520,38**	**133 012,16**	**45 508,22**
4 - Mission fonctionnelle					**2 314 147,38**	**52 943 254,18**	**76 454 064,45**	**59 072 190,07**	**-10 944 889,50**	**124 581 365,02**	**47 291 037,57**	**77 290 327,45**
				Somme :	**210 607 857,30**	**389 616 808,00**	**534 382 036,76**	**434 352 503,23**	**-90 349 170,42**	**878 385 369,57**	**306 482 386,92**	**571 902 982,65**

CA 2024 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2023	70 000,00	-70 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00		60 000,00	30 000,00	30 000,00
		Domaine Agriculture			**70 000,00**	**-10 000,00**	**0,00**	**60 000,00**		**60 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
		Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective	2023	19 000,00	-19 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	65 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Contrats intercommunaux	2023	0,00	0,00	96 845,82	14 000,00	-31 090,00	79 755,82	79 755,82	0,00
				2024	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00		100 000,00	12 500,00	87 500,00
			Soutien au développement local - divers partenariats	2023	163 400,00	-163 400,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	163 400,00	0,00			0,00	0,00	0,00
		Domaine Développement local			**182 400,00**	**146 000,00**	**96 845,82**	**114 000,00**	**-31 090,00**	**179 755,82**	**92 255,82**	**87 500,00**
	Politique Développement territorial				**252 400,00**	**136 000,00**	**96 845,82**	**174 000,00**	**-31 090,00**	**239 755,82**	**122 255,82**	**117 500,00**
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2021	0,00	-12 000,00	12 000,00		-12 000,00	0,00	0,00	0,00
				2022	0,91	-0,91	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	75 000,00	-107 168,00	223 441,30		-55 171,87	168 269,43	168 269,43	0,00
				2024	0,00	200 000,00	0,00	57 449,00		57 449,00	0,00	57 449,00
			Eau potable	2023	42 000,00	61 530,00	0,00	88 530,00		88 530,00	88 530,00	0,00
		Domaine Eau			**117 000,91**	**142 361,09**	**235 441,30**	**145 979,00**	**-67 171,87**	**314 248,43**	**256 799,43**	**57 449,00**
		Environnement	Environnement et développement durable	2023	12 432,49	-12 432,49	0,01		-0,01	0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	62 432,49	0,00	52 350,00		52 350,00	24 400,00	27 950,00
			Espaces naturels sensibles - autres	2023	17 824,00	-17 824,00	6 569,00			6 569,00	6 569,00	0,00
				2024	0,00	20 000,00	0,00	13 477,40		13 477,40	11 519,40	1 958,00
		Domaine Environnement			**30 256,49**	**52 176,00**	**6 569,01**	**65 827,40**	**-0,01**	**72 396,40**	**42 488,40**	**29 908,00**
	Politique Protection de l'environnement				**147 257,40**	**194 537,09**	**242 010,31**	**211 806,40**	**-67 171,88**	**386 644,83**	**299 287,83**	**87 357,00**
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2022	23 947,49	-23 947,49	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	47 600,00	0,00	0,00	47 600,00	-27 423,63	20 176,37	20 176,37	0,00
				2024	0,00	47 600,00	0,00	47 600,00		47 600,00	0,00	47 600,00
		Domaine Sécurité des biens et des personnes			**71 547,49**	**23 652,51**	**0,00**	**95 200,00**	**-27 423,63**	**67 776,37**	**20 176,37**	**47 600,00**
	Politique Sécurité				**71 547,49**	**23 652,51**	**0,00**	**95 200,00**	**-27 423,63**	**67 776,37**	**20 176,37**	**47 600,00**
	Transports	Transports publics	Etudes	2022	90 000,00	0,00	0,00	46 630,00	-17 020,00	29 610,00	29 610,00	0,00
			Infrastructures de transport	2015	473 079,70	0,00	49 544,12	189 547,18	-56 898,49	182 192,81	181 436,81	756,00
				2017	0,00	0,00	8 825,00			8 825,00	1 825,00	7 000,00
				2020	126 000,00	0,00	0,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00	0,00
				2021	0,00	-5 233,10	88 660,00	83 426,90	-88 660,00	83 426,90	27 840,00	55 586,90
				2023	20 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			PAM77	2021	30 000,00	-26 488,50	7 988,50	30 000,00	-29 711,50	8 277,00	8 277,00	0,00
		Domaine Transports publics			**739 079,70**	**-31 721,60**	**155 017,62**	**369 604,08**	**-192 289,99**	**332 331,71**	**268 988,81**	**63 342,90**
		Transports scolaires	Transport scolaire	2021	62 500,00	0,00	13 000,00	55 500,00	-37 519,77	30 980,23	27 535,03	3 445,20
			Transport scolaire des élèves et étudiants	2021	121 638,94	-87 826,94	26 188,00	50 000,00	-24 010,60	52 177,40	22 874,19	29 303,21
		Domaine Transports scolaires			**184 138,94**	**-87 826,94**	**39 188,00**	**105 500,00**	**-61 530,37**	**83 157,63**	**50 409,22**	**32 748,41**
	Politique Transports				**923 218,64**	**-119 548,54**	**194 205,62**	**475 104,08**	**-253 820,36**	**415 489,34**	**319 398,03**	**96 091,31**
1 - Mission aménagement et développement du territoire					**1 394 423,53**	**234 641,06**	**533 061,75**	**956 110,48**	**-379 505,87**	**1 109 666,36**	**761 118,05**	**348 548,31**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	2022	120 700,00	0,00	58 000,00	75 000,00	-18 000,00	115 000,00	115 000,00	0,00
				2024	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
		Domaine Développement culturel			**120 700,00**	**0,00**	**58 000,00**	**75 000,00**	**-18 000,00**	**115 000,00**	**115 000,00**	**0,00**
		Patrimoine	Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	2022	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2023	600 000,00	69 600,00	0,00	669 600,00		669 600,00	223 200,00	446 400,00
		Domaine Patrimoine			**600 000,00**	**69 600,00**	**0,00**	**669 600,00**		**669 600,00**	**223 200,00**	**446 400,00**
	Politique Culture et patrimoine				**720 700,00**	**69 600,00**	**58 000,00**	**744 600,00**	**-18 000,00**	**784 600,00**	**338 200,00**	**446 400,00**
	Education formation	Action éducative et	Projets éducatifs: actions en faveur de la	2022	241 443,01	121 075,12	105 060,89	190 000,00	-24 475,89	270 585,00	270 348,00	237,00
		Domaine Action éducative et appui à la scolarité			**241 443,01**	**121 075,12**	**105 060,89**	**190 000,00**	**-24 475,89**	**270 585,00**	**270 348,00**	**237,00**
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	2021	0,00	0,00	100 000,00			100 000,00	50 000,00	50 000,00
				2022	0,00	0,00	150 000,00			150 000,00	50 000,00	100 000,00
				2023	420 000,00	-290 000,00	510 000,00	60 000,00		570 000,00	210 000,00	360 000,00
		Domaine Enseignement supérieur et recherche			**420 000,00**	**-290 000,00**	**760 000,00**	**60 000,00**		**820 000,00**	**310 000,00**	**510 000,00**
		Vie des collèges	Autres - vie des collèges	2018	330 000,00	99 999,99	0,01	597 587,64	-321 069,32	276 518,33	276 518,33	0,00
			Equipement et suppléance des ATTEE	2022	220 000,00	-40 000,01	0,01	109 504,70	-24 946,69	84 558,02	84 508,35	49,67
			Restauration scolaire	2023	3 541 709,67	-3 541 709,67	0,00			0,00	0,00	0,00
		Domaine Vie des collèges			**4 091 709,67**	**-3 481 709,69**	**0,02**	**707 092,34**	**-346 016,01**	**361 076,35**	**361 026,68**	**49,67**
	Politique Education formation				**4 753 152,68**	**-3 650 634,57**	**865 060,91**	**957 092,34**	**-370 491,90**	**1 451 661,35**	**941 374,68**	**510 286,67**
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Autres - activités sportives	2024	0,00	145 965,00	0,00	145 965,00		145 965,00	145 965,00	0,00
		Domaine Activités sportives			**0,00**	**145 965,00**	**0,00**	**145 965,00**		**145 965,00**	**145 965,00**	**0,00**
	Politique Jeunesse, sports et loisirs				**0,00**	**145 965,00**	**0,00**	**145 965,00**		**145 965,00**	**145 965,00**	**0,00**
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					**5 473 852,68**	**-3 435 069,57**	**923 060,91**	**1 847 657,34**	**-388 491,90**	**2 382 226,35**	**1 425 539,68**	**956 686,67**
3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2020	0,00	-2 112,00	2 112,00		-2 112,00	0,00	0,00	0,00
				2022	0,00	0,00	30 520,00			30 520,00	17 290,00	13 230,00
				2023	7 000,00	-7 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2024	0,00	15 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
		Domaine Insertion par le logement			**7 000,00**	**5 888,00**	**32 632,00**		**-2 112,00**	**30 520,00**	**17 290,00**	**13 230,00**
	Politique Habitat				**7 000,00**	**5 888,00**	**32 632,00**		**-2 112,00**	**30 520,00**	**17 290,00**	**13 230,00**
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	2021	41 676,00	-41 676,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2022	569 835,00	-278 521,00	-251 414,00	291 314,00		39 900,00	39 900,00	0,00
				2023	800 000,00	0,00	-43 687,00	189 983,00		146 296,00	590 737,00	-444 441,00
				2024	0,00	426 623,80	0,00	326 623,80		326 623,80	263 623,80	63 000,00
				2024	0,00	700 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)	2022	77,32	0,00	686 209,93		-20 556,87	665 653,06	665 653,06	0,00
				2024	0,00	1 200 000,00	0,00	385 369,77		385 369,77	0,00	385 369,77
		Domaine Autres dispositifs d'insertion			**1 411 588,32**	**2 006 426,80**	**391 108,93**	**1 193 290,57**	**-20 556,87**	**1 563 842,63**	**1 559 913,86**	**3 928,77**
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2022	118 313,45	-301 143,17	283 854,55		-182 829,72	101 024,83	101 024,83	0,00
				2023	4 512,00	-4 512,00	1 722 593,00		-181 635,63	1 540 957,37	1 516 964,37	23 993,00
				2024	0,00	4 187 303,00	0,00	4 156 001,00		4 156 001,00	3 070 980,80	1 085 020,20
			Actions d'insertion par l'activité économique	2022	24 584,42	-44 584,42	24 175,00	4 175,00	-24 175,00	4 175,00	4 175,00	0,00
				2023	49 961,00	-24 961,00	1 208 069,50	40 925,00	-49 101,92	1 199 892,58	1 199 892,58	0,00
				2024	0,00	2 415 500,00	0,00	2 372 100,00		2 372 100,00	1 186 050,00	1 186 050,00
			Dispositifs d'insertion	2020	62,77	-62,77	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	9 832,78	-9 306,36	519 866,92			519 866,92	519 866,92	0,00
				2022	678 972,52	-91 883,96	1 137 853,88	994 151,01	-535 718,28	1 596 286,61	1 596 286,60	0,01
				2023	1 255 649,82	362 999,88	3 345 301,71	1 808 504,35	-316 340,00	4 837 466,06	3 523 942,70	1 313 523,36
				2024	0,00	6 035 600,00	0,00	3 235 082,72		3 235 082,72	2 093 884,35	1 141 198,37
		Domaine Dispositifs RSA			**2 141 888,76**	**12 524 949,20**	**8 241 714,56**	**12 610 939,08**	**-1 289 800,55**	**19 562 853,09**	**14 813 068,15**	**4 749 784,94**
	Politique Insertion				**3 553 477,08**	**14 531 376,00**	**8 632 823,49**	**13 804 229,65**	**-1 310 357,42**	**21 126 695,72**	**16 372 982,01**	**4 753 713,71**
3 - Mission solidarité					**3 560 477,08**	**14 537 264,00**	**8 665 455,49**	**13 804 229,65**	**-1 312 469,42**	**21 157 215,72**	**16 390 272,01**	**4 766 943,71**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
4 - Mission fonctionnelle	Direction et animation de l'action	Finances	Autres opérations financières	2024	0,00	1 000 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
		Domaine Finances			**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Politique Direction et animation de l'action départementale				**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Moyens généraux	Système	Prestations et fournitures	2023	0,00	-6 466,20	206 466,20		-6 466,20	200 000,00	199 414,67	585,33
		Domaine Système d'information			**0,00**	**-6 466,20**	**206 466,20**		**-6 466,20**	**200 000,00**	**199 414,67**	**585,33**
	Politique Moyens généraux				**0,00**	**-6 466,20**	**206 466,20**		**-6 466,20**	**200 000,00**	**199 414,67**	**585,33**
4 - Mission fonctionnelle					**0,00**	**993 533,80**	**206 466,20**		**-6 466,20**	**200 000,00**	**199 414,67**	**585,33**
				Somme :	**10 428 753,29**	**12 330 369,29**	**10 328 044,35**	**16 607 997,47**	**-2 086 933,39**	**24 849 108,43**	**18 776 344,41**	**6 072 764,02**

Budget Général - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES - CA 2024

Compte d'imputation	Objet de la provision	Date de la constitution de la provision (délibération)	Montant de la Provision au 1er janvier 2024	Montant des constitutions proposées en 2024	Montant des reprises proposées en 2024	Solde
6815	Provision Gestion de la dette	24/11/2017	10 451,67			10 451,67
6815	Provision complémentaire Gestion de la dette	15/06/2018	9 000,00			9 000,00
6815	Provision complémentaire Gestion de la dette	16/11/2018	12 000,00			12 000,00
6815	Provision Fermeturedu Club de Prévention Marne la Vallée	15/11/2019	388 277,71			388 277,71
6815	Provision Litiges sté Régnault	19/12/2019	100 000,00			100 000,00
6815	Provision BEA	13/11/2020	660 000,00			660 000,00
6815	Provision Sécurité des biens et des personnes	13/11/2020	500 000,00			500 000,00
6815	Provision complémentaire BEA	19/11/2021	8 000 000,00			8 000 000,00
6817	Provisions pour créances douteuses	19/11/2021	860 876,00			860 876,00
6817	Provision Indus du RSA	19/11/2021	8 715 395,28			8 715 395,28
6817	Provision complémentaires Indus du RSA	17/06/2022	598 359,72			598 359,72
6817	Provision complémentaires pour créances douteuses	18/11/2022	341 046,00			341 046,00
6817	Provision complémentaires Indus du RSA	18/11/2022	426 263,00			426 263,00
6815	Provision contentieux SMACL	18/11/2022	920 000,00			920 000,00
6815	Provision régularisation des cotisations chômage (assFam)	18/11/2022	3 792 000,00			3 792 000,00
6815	Provision contentieux NBI	18/11/2022	125 000,00			125 000,00
6817	Provisions pour créances douteuses	23/06/2023	310 402,00			310 402,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers41)	21/06/2024		204 938,00		204 938,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers46)	21/06/2024		16 686,00		16 686,00
6817	Provision complémentaires Indus du RSA	21/06/2024		1 808 826,00		1 808 826,00
			25 769 071,38	**2 030 450,00**	**-**	**27 799 521,38**

077-227700010-20250620-D250620_702AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

État des virements entre chapitres sur l'exercice 2024

Virements entre chapitres n°1- 2024 – Contrôle de légalité le 02-10-2024

Fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
06/08/2024	1 000,00 €	011	6288	313	65	65818	313
04/07/2024	1 330,00 €	67	673	428	65	65888	420
04/07/2024	2 000,00 €	65	65133	021	011	611	020
04/07/2024	4 000,00 €	65	65133	021	011	611	020
26/01/2024	366 049,72 €	65	6568	01	014	7398	633
29/01/2024	366 049,72 €	014	7398	633	65	6568	01
30/05/2024	50 000,00 €	65	6568	01	011	6168	020
24/06/2024	8 599,00 €	011	611	020	65	6568	020
26/06/2024	200,00 €	65	65888	020	67	673	020
26/06/2024	719 968,06 €	011	6245	81	65	657348	843
26/06/2024	373 075,64 €	011	6245	81	65	657358	843
26/06/2024	2 500,00 €	65	65748	76	011	611	76
27/06/2024	121 271,38 €	011	615231	843	65	657348	843
03/07/2024	326 733,88 €	011	6245	81	67	673	821
04/07/2024	6 000,00 €	011	611	62	65	657348	348
30/08/2024	9 436,00 €	011	611	62	65	65748	348
30/08/2024	11 000,00 €	011	611	62	65	657348	348
30/08/2024	1 000,00 €	011	611	62	65	657358	201
	2 370 213,40 €						

Crédits réels votés après DM1 2024	1 340 877 146,23
limite 7,5 %	**100 565 785,97**

Investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
07/08/2024	546,00 €	23	2313	020	21	21578	020
25/07/2024	53 000,00 €	23	238	843	21	215731	843
05/09/2024	107 000,00 €	23	2313	01	21	2115	020
	160 546,00 €						

Crédits réels votés après DM1 2024	853 621 653,76
limite 7,5 %	**64 021 624,03**

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

Virements entre chapitres n°2- 2024 – Contrôle de légalité le 16-10-2024

Fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
04/07/2024	60 000,00 €	65	65748	62	022	022	01
10/09/2024	60 000,00 €	022	022	01	65	6568	01
10/09/2024	300 000,00 €	65	6568	01	011	615221	221
10/09/2024	45 000,00 €	65	6568	01	011	614	020
	465 000,00 €						

Crédits réels votés après DM1 2024	1 340 877 146,23
limite 7,5 %	**100 565 785,97**
Décision N°1	2 370 213,40
Décision N°2	465 000,00
Solde	**97 730 572,57**

Investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
26/03/2024	162 000,00 €	23	2313	01	26	261	01
18/06/2024	1 703,30 €	23	2313	01	10	10222	01
08/07/2024	4 499,74 €	23	2313	020	21	21848	020
16/07/2024	10 000,00 €	204	2041582	313	21	21848	313
16/07/2024	10 000,00 €	204	2041482	313	21	21848	313
09/08/2024	2 623,05 €	23	2313	020	21	21838	020
13/08/2024	30 520,00 €	21	21848	313	23	238	313
23/08/2024	316 005,00 €	21	21838	020	20	2051	020
11/09/2024	48 000,00 €	23	238	843	21	215731	843
	585 351,09 €						

Crédits réels votés après DM1 2024	740 907 424,00
limite 7,5 %	**55 568 056,80**
Décision N°1	160 546,00
Décision N°2	585 351,09
Solde	**54 822 159,71**

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

Virements entre chapitres n°3- 2024 – Contrôle de légalité le 06-11-2024

Investissement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
23/10/2024	30 000,00 €	20	2031	020	23	2313	221
23/10/2024	15 000,00 €	20	2031	020	23	2313	221
23/10/2024	30 000,00 €	20	2031	420	23	2313	221
23/10/2024	120 000,00 €	20	2031	420	23	2313	221
23/10/2024	175 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	30 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	60 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	50 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	50 000,00 €	204	204112	020	23	2313	221
23/10/2024	30 000,00 €	204	20415332	221	23	2313	221
23/10/2024	100 000,00 €	21	21351	221	23	2313	221
23/10/2024	50 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	230 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	130 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	50 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	40 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	740 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	60 000,00 €	20	2031	221	23	2313	221
23/10/2024	30 000,00 €	20	2031	020	23	2313	221
	2 020 000,00 €						

Crédits réels votés après DM1 2024	740 907 424,00
limite 7,5 %	**55 568 056,80**
Décision N°1	160 546,00
Décision N°2	585 351,09
Décision N°3	2 020 000,00
Solde	**52 802 159,71**

Virements entre chapitre n°4-2024 - Contrôle de légalité le 19-11-2024

Fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
14/11/2024	56 449,99 €	11	61358	221	67	673	221
	56 449,99 €						

Crédits réels votés après DM1 2024	1 340 877 146,23
limite 7,5 %	**100 565 785,97**
Décision N°1	2 370 213,40
Décision N°2	465 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	56 449,99
Solde	**97 674 122,58**

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

Virements entre chapitres n°5-2024 - Contrôle de légalité le 27-11-2024

Fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
21/11/2024	373 075,64 €	65	657358	843	011	6245	81
21/11/2024	719 968,06 €	65	657348	843	011	6245	81
22/11/2024	121 271,38 €	65	657348	843	011	615231	843
22/11/2024	5 935,85 €	011	6288	312	65	65818	312
22/11/2024	1 623,09 €	011	60632	312	65	65818	312
22/11/2024	1 086,05 €	011	6234	312	65	65818	312
22/11/2024	2 261,46 €	011	6068	312	65	65818	312
22/11/2024	365,52 €	011	60636	312	65	65818	312
22/11/2024	1 895,50 €	011	6236	312	65	65818	312
22/11/2024	1 825,80 €	011	6251	312	65	65818	312
	1 229 308,35 €						

Crédits réels votés après DM1 2024	1 340 877 146,23
limite 7,5 %	**100 565 785,97**
Décision N°1	2 370 213,40
Décision N°2	465 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	56 449,99
Décision N°5	1 229 308,35
Solde	**96 444 814,23**

Virements entre chapitre n°6-2024 - Contrôle de légalité le 06-12-2024

Fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
27/11/2024	330 000,00 €	65	6568	1	011	615221	221
28/11/2024	190 811,74 €	65	65888	843	011	615231	843
28/11/2024	20 000,00 €	011	611	412	65	65748	412
28/11/2024	28 163,00 €	011	611	412	65	657381	412
28/11/2024	18 647,70 €	011	611	412	65	657348	412
	587 622,44 €						

Crédits réels votés après DM2 2024	1 357 645 285,31
limite 7,5 %	**101 823 396,40**
Décision N°1	2 370 213,40
Décision N°2	465 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	56 449,99
Décision N°5	1 229 308,35
Décision N°6	587 622,44
Solde	**97 702 424,66**

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

Virements entre chapitre n°7-2024 - Contrôle de légalité le 20-12-2024

Fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
03/12/2024	40 000,00 €	65	65888	420	11	615221	221
04/12/2024	636,00 €	011	6231	4238	65	65242	425
04/12/2024	1 260,00 €	011	6184	4238	65	65242	425
04/12/2024	850,00 €	011	6183	4238	65	65242	425
04/12/2024	500,00 €	011	62878	4238	65	65242	425
04/12/2024	1 000,00 €	011	6281	4238	65	65242	425
04/12/2024	4 000,00 €	011	611	4238	65	65242	425
04/12/2024	9 240,00 €	011	611	4238	65	65242	425
04/12/2024	5 000,00 €	011	611	4238	65	65242	425
05/12/2024	7 000,00 €	011	6227	4238	65	65242	425
05/12/2024	40 000,00 €	011	611	4238	65	65242	425
05/12/2024	2 480,00 €	011	611	4238	65	65242	425
05/12/2024	18 000,00 €	67	673	4238	65	65242	425
05/12/2024	9 690,00 €	011	6184	425	65	65242	425
05/12/2024	1 000,00 €	011	611	425	65	65242	425
05/12/2024	10 700,00 €	011	611	425	65	6568	4238
05/12/2024	90 000,00 €	011	611	4238	65	6568	4238
06/12/2024	600,00 €	011	6132	4238	65	65181	4232
09/12/2024	3 500,00 €	011	611	315	65	65748	315
09/12/2024	1 500,00 €	011	6288	315	65	65748	315
11/12/2024	20 310,00 €	011	611	4238	65	65242	425
11/12/2024	9 697,00 €	011	611	4238	65	65242	425
11/12/2024	12 925,00 €	011	6068	4238	65	65242	425
11/12/2024	2 500,00 €	011	6132	4238	65	65242	425
11/12/2024	16 000,00 €	011	611	425	65	65242	425
11/12/2024	5 625,00 €	011	611	425	65	65242	425
11/12/2024	4 800,00 €	011	62878	425	65	65242	425
11/12/2024	172 112,00 €	011	611	4238	65	65242	425
12/12/2024	15 763,00 €	011	615221	221	65	6568	020
12/12/2024	13 797,00 €	016	651142/3	431	65	6511211	425
12/12/2024	96 211,00 €	016	6511412/3	431	65	6511211	425
12/12/2024	10 000,00 €	016	673/3	430	65	6511211	425
13/12/2024	10 000,00 €	67	673	4213	65	652412	4213
13/12/2024	2 500,00 €	67	673	4213	65	652412	4213
13/12/2024	94 094,55 €	011	6251	4213	65	652418	4214
13/12/2024	1 905,45 €	011	62261	4214	65	652418	4214
13/12/2024	11 000,00 €	011	615221	221	65	6568	020
13/12/2024	3 000,00 €	011	62878	425	65	65242	425
13/12/2024	500,00 €	011	62261	4214	65	65212	4213
13/12/2024	50 599,24 €	20	2051	020	23	237	020
17/12/2024	217,00 €	016	651142/3	431	65	65113	4238
17/12/2024	193,27 €	65	651128	425	016	651144/3	433
17/12/2024	2 211,68 €	65	65243	4238	016	651144/3	433
17/12/2024	248,49 €	011	6183	425	65	65242	425
17/12/2024	1 200,00 €	011	611	425	65	65242	425
17/12/2024	675,00 €	011	611	4238	016	651144/3	433
17/12/2024	44 584,40 €	65	6511211	425	016	6511411/3	431
18/12/2024	12 000,00 €	016	6511411/3	431	65	6511211	425
18/12/2024	2 812,54 €	016	6511411/3	431	65	6511211	425

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

18/12/2024	320,00 €	65	6522	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	200,00 €	011	611	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	1 920,00 €	011	6227	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	150,00 €	011	62878	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	100,00 €	011	627	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	3 000,00 €	65	6577	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	3 381,56 €	65	65748	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	103,00 €	65	6568	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	54,79 €	65	65181	4232	016	651144/3	433
18/12/2024	249,00 €	011	611	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	3 389,00 €	67	673	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	100,00 €	011	6288	4238	016	651144/3	433
18/12/2024	20 000,00 €	65	6542	425	016	651144/3	433
18/12/2024	10 000,00 €	65	6577	425	016	651144/3	433
18/12/2024	6 500,00 €	65	65748	425	016	651144/3	433
18/12/2024	1 241,32 €	67	673	4213	65	6522	4213
18/12/2024	27 000,00 €	65	65133	428	011	611	428
18/12/2024	12,11 €	011	6245	4213	65	65133	4213
	942 158,40 €						

Crédits réels votés après DM2 2024	1 357 645 285,31
limite 7,5 %	**101 823 396,40**
Décision N°1	2 370 213,40
Décision N°2	465 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	56 449,99
Décision N°5	1 229 308,35
Décision N°6	587 622,44
Décision N°7	942 158,40
Solde	**97 702 424,66**

Investissement :

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
09/12/2024	793,55 €	23	2313	020	21	21848	020
09/12/2024	19 272,40 €	23	2315	843	21	2111	843
09/12/2024	10 000,00 €	23	2315	843	21	2111	843
10/12/2024	923,54 €	20	2031	76	23	2312	76
10/12/2024	14 400,00 €	20	2031	314	21	21578	314
11/12/2024	400,00 €	20	2031	314	21	21578	314
12/12/2024	15 260,25 €	23	238	313	21	21848	313
12/12/2024	1 681,82 €	20	2031	76	23	2312	76
17/12/2024	6 000,00 €	20	2031	314	21	21612	314
18/12/2024	300,00 €	20	2031	314	21	61622	314
	69 031,56 €						

Crédits réels votés après DM2 2024	743 041 327,03
limite 7,5 %	**55 728 099,53**
Décision N°1	160 546,00
Décision N°2	585 351,09
Décision N°3	2 020 000,00
Décision N°4	-
Décision N°5	-
Décision N°6	-
Décision N°7	69 031,56
Solde	**52 893 170,88**

Virements entre chapitre n°8-2024 - Contrôle de légalité le 15-01-2025

Fonctionnement :

Date de la demande	Montant du virement	Chapitre source	Article source	Fonction source	Chapitre cible	Article cible	Fonction cible
24/12/2024	2 270,00 €	65	65818	20	011	615221	221
31/12/2024	10 188,62 €	011	6227	4214	65	6522	4213
31/12/2024	3 892,97 €	011	6227	4213	65	6522	4213
31/12/2024	98,06 €	011	6245	4213	65	6522	4213
	16 449,65 €						

Crédits réels votés après DM2 2024	1 357 645 285,31
limite 7,5 %	**101 823 396,40**
Décision N°1	2 370 213,40
Décision N°2	465 000,00
Décision N°3	-
Décision N°4	56 449,99
Décision N°5	1 229 308,35
Décision N°6	587 622,44
Décision N°7	942 158,40
Décision N°8	16 449,65
Solde	**96 156 194,17**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02B

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_702BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/02B**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération Equipements culturels

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départmental,,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02B

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les comptes administratifs du budget annexe **« Equipements culturels »** pour l'exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le budget annexe **« Equipements culturels »**les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		**FONCTIONNEMENT**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				1 490 455,70
Réalisé de l'exercice 2024			496 517,91	565 521,06
TOTAL			**496 517,91**	**2 055 976,76**
RESULTAT A AFFECTER				**1 559 458,85**
Reste à réaliser			-	-
Résulat définitif				**1 559 458,85**

Article 3 : d'approuver l'affectation de l'excédent d'exploitation 2024 qui sera repris en report à nouveau créditeur à la DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2024.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02B

M. Olivier LAVENKA
Mme Daisy LUCZAK
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
Mme Véronique PASQUIER
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10
M. Smaïl DJEBARA
Mme Julie GOBERT
M. Anthony GRATACOS
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nathalie MOINE
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Virginie THOBOR
M. Mathieu VISKOVIC
M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl
Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1
M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02B

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02C

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_702CH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/02C**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération Restauration Scolaire

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02C

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du budget annexe **Restauration scolaire** pour l'exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le **budget annexe « Restauration scolaire »** les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		**FONCTIONNEMENT**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				
Réalisé de l'exercice 2024	1 177 861,90	472 383,00	15 162 762,15	16 082 926,64
TOTAL	**1 177 861,90**	**472 383,00**	**15 162 762,15**	**16 082 926,64**
RESULTAT A AFFECTER	**705 478,90**			**920 164,49**
Reste à réaliser	214 685,59	-	-	-
Résulat définitif	**920 164,49**			**920 164,49**

Article 3 : d'acter le résultat de **214 685,59 €** intégralement consacré à la couverture des reports 2024.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02C

M. Olivier LAVENKA
Mme Daisy LUCZAK
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
Mme Véronique PASQUIER
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10
M. Smaïl DJEBARA
Mme Julie GOBERT
M. Anthony GRATACOS
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nathalie MOINE
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Virginie THOBOR
M. Mathieu VISKOVIC
M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl
Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1
M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02C

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02D

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_702DH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/02D**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération SDAUE

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:
- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02D

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les comptes administratifs du budget annexe **« SDAUE »** pour l'exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le budget annexe **« SDAUE »** les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		**FONCTIONNEMENT**	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		299 660,20		840 873,96
Réalisé de l'exercice 2024	212 142,59	495 839,24	19 289 323,82	19 842 787,87
TOTAL	212 142,59	795 499,44	19 289 323,82	20 683 661,83
RESULTAT A AFFECTER		**583 356,85**		**1 394 338,01**
Restes à réaliser	7 352,78			
Résultat définitif		**576 004,07**		**1 394 338,01**

Article 3 : d'approuver le report de l'excédent d'investissement 2024 à hauteur de son intégralité, soit 583 356,85 € sur la section d'investissement du budget annexe dans le cadre de la DM1 2025**.**

Article 4 : d'approuver l'affectation de l'excédent d'exploitation 2024 à hauteur de 1 394 338,01 € sur la section d'exploitation du budget annexe dans le cadre de la DM1 2025.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02D

Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Daisy LUCZAK
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
Mme Véronique PASQUIER
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10
M. Smaïl DJEBARA
Mme Julie GOBERT
M. Anthony GRATACOS
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nathalie MOINE
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Virginie THOBOR
M. Mathieu VISKOVIC
M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl
Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/02D

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03A

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_703AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/03A**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports
Rapporteur(s) : LACROIX Sarah

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

OBJET : Première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes
Délibération Budget général

La première décision modificative pour 2025, vaut budget supplémentaire puisqu'elle reprend les résultats de gestion 2024. Elle présente une augmentation des recettes réelles de fonctionnement (hors excédent antérieur disponible reporté) de + 26,7 M€ (+ 1,9 % par rapport au BP). Cette augmentation est due au transfert du DILICO (+ 12,7 M€), au réajustement de la TSCA sur la base du réalisé 2024 (+ 6,8 M€) et à la mise à niveau de l'accord cadre APA 2 et de la conférence des financeurs (+ 4,4 M€).

Les dépenses réelles de fonctionnement sont augmentées de + 43 M€ (+ 3,2 % par rapport au BP), les augmentations concernent essentiellement le secteur de la direction et de l'animation de de l'action Départementale (+17,4 M€) et des personnes handicapées (+ 13,2 M€).

Au total, grâce à la reprise de l'excédent de fonctionnement, l'épargne est améliorée de + 8 M€.

En investissement, hors reports équilibrées par l'affectation du résultat antérieur de 2024 (6,6 M€), les dépenses diminuent de -5,1 M€ tandis que les recettes définitives progressent de + 7,9 M€.

Ainsi le besoin budgétaire d'emprunt peut être diminué de 20,9 M€, passant de 215,8 M€ au BP 2025 à 194,8 M€ (- 9,7 % par rapport au BP 2025).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.5217-10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance,

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106,

VU l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 03 avril 2025, relative au Budget Primitif 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03A

Article 1 : d'adopter le projet de la première décision modificative du budget départemental pour l'exercice 2025, présenté par Monsieur le Président du Conseil départemental. Les crédits admis à cette décision modificative n° 1 sont arrêtés et votés par chapitre budgétaire. Les dotations complémentaires, ou les réductions de crédits, par chapitre budgétaire, sont les suivantes :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
CHAP.	**INTITULE**	**DEPENSES**	**RECETTES**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement	36 618 978,16	
018	Revenu de Solidarité Active		
021	Virement de la section de fonctionnement		8 002 361,75
024	Produits des cessions d'immobilisations		1 533 678,84
040	Opérations d'ordre – Transfert entre sections		
041	Opérations patrimoniales	8 000,00	8 000,00
10	Dotations, fonds divers		43 217 398,25
13	Subventions d'investissement		5 934 490,00
16	Emprunts et dettes		-20 948 066,05
20	Immobilisations incorporelles	-195 026,56	
204	Subventions d'équipement versées	-1 347 096,74	
21	Immobilisations corporelles	1 067 203,69	
23	Immobilisations en cours	2 204 457,98	
26	Participations et créances rattachées à des participatio	0,00	
27	Immobilisations financières	15 000,00	386 020,65
45	Opérations pour comptes de tiers	-237 633,09	
	TOTAL	**38 133 883,44**	**38 133 883,44**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03A

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
CHAP.	**INTITULE**	**DEPENSES**	**RECETTES**
002	Résultat de fonctionnement reporté		24 305 356,56
011	Charges à caractère général	157 359,57	
012	Charges de personnel et frais assimilés	-799 479,00	
013	Atténuation de charges		
014	Atténuation de produits	14 881 231,55	
016	APA	1 150 000,00	761 200,00
017	RSA	803 379,37	
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement	8 002 361,75	
042	Opérations d'ordre – Transfert entre sections		
65	Autres charges d'activité	22 203 413,33	
66	Charges financières	2 500 000,00	
67	Charges spécifiques	638 570,25	
68	Dotations aux provisions	1 428 070,00	
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses		141 068,88
73	Impôts et taxes (sauf impôts locaux)		15 412 446,00
731	Impôts directs		6 906 154,00
74	Dotations, participations et subventions		2 183 542,14
75	Autres produits d'activité		233 046,24
76	Produits financiers		
77	Produits spécifiques		152 345,00
78	Reprises sur provisions		869 748,00
	TOTAL	**50 964 906,82**	**50 964 906,82**

Article 2 : de corriger le déficit d'investissement repris dans le cadre de la DM1 de **+ 30 926,42 €** soit un montant total de **36 618 978,16 €.** Cette augmentation permettra de prendre en compte les mouvements d'ordre effectués par la paierie départementale pour la restitution des retenues de garanties sur les marchés de la DRIF suite au transfert des routes RD1004/RD1036.

Le besoin de financement du compte principal après restes à réaliser s'établit maintenant à **43 217 398,25 €.**

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **67 522 754,81 €** sera affecté à hauteur de ce besoin de financement global. Le solde disponible de **24 305 356,56 €** est repris en report à nouveau créditeur dans le cadre de cette DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2025.

Article 3 : d'approuver la création ou la révision, en investissement, des autorisations de programme et des opérations de dépenses qui leur sont rattachées et qui figurent en **annexe 1** à la présente délibération.

Article 4 : d'approuver la création ou la révision, en fonctionnement, des autorisations d'engagement et des opérations de dépenses qui leur sont rattachées et qui figurent en **annexe 2** à la présente délibération.

Article 5 : d'approuver la création ou la révision des enveloppes de subventions figurant dans l'**annexe 3**, jointe à la présente délibération.

Article 6 : de compléter de **1 428 070 €** la provision constituée en DM3 2021 pour faire face aux indus du RSA mais également de reprendre sur cette même provision la somme **740 000 €** qui permettra de compenser le mandatement des admissions en non-valeur des indus irrécouvrables transférés par la paierie départementale, (**12 236 914 €** après DM1 2025) (**annexe n°4**).

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03A

Article 7 : de reprendre pour **129 748 €** la provision constituée en DM3 2021 pour faire face aux créances douteuses (**1 604 200 €** après DM1 2025) (**annexe n°4**).

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 36

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03A

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10

M. Eric BAREILLE

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Marie-Line PICHERY

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)

DM1 2025

Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	7 446 346	0	7 446 346	2 251 145	4 485 000	360 202	350 000
			Domaine: Agriculture	**7 446 346**	**0**	**7 446 346**	**2 251 145**	**4 485 000**	**360 202**	**350 000**
		Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	26 774 125	0	26 774 125	14 434 454	5 417 000	3 938 483	2 984 188
			Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces	**26 774 125**	**0**	**26 774 125**	**14 434 454**	**5 417 000**	**3 938 483**	**2 984 188**
		Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	70 775 262	-3 385 175	67 390 087	18 666 739	4 858 354	10 606 747	33 258 247
			Contrats communaux	34 828 423	997 112	35 825 535	16 488 176	3 485 175	4 041 101	11 811 083
			Contrats intercommunaux	963 594	0	963 594	514 170	200 006	177 918	71 500
			Développement du réseau	10 500 000	0	10 500 000	5 645 301	1 709 664	1 645 035	1 500 000
			Fonds Aménagement Communal	57 020 664	2 747 125	59 767 789	20 790 405	5 997 512	9 667 566	23 312 306
			Fonds d'aménagement	5 409 860	0	5 409 860	2 017 776	963 600	1 512 433	916 051
			Fonds d'Equipement Rural	26 262 588	-339 891	25 922 697	14 813 590	2 777 214	2 351 053	5 980 839
			Soutien au développement local - divers partenariats	261 618	0	261 618	88 533	111 470	61 616	0
			Domaine: Développement local	**206 022 008**	**19 172**	**206 041 179**	**79 024 690**	**20 102 994**	**30 063 470**	**76 850 025**
		Promotion du territoire	Attractivité du territoire	6 405 400	0	6 405 400	3 517 942	541 337	1 160 000	1 186 121
			Domaine: Promotion du territoire	**6 405 400**	**0**	**6 405 400**	**3 517 942**	**541 337**	**1 160 000**	**1 186 121**
	Politique: Développement territorial			**246 647 879**	**19 172**	**246 667 051**	**99 228 231**	**30 546 331**	**35 522 155**	**81 370 334**
	Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	43 742 925	-101 070	43 641 855	27 032 107	5 107 153	5 425 725	6 076 871
			Cours d'eau	1 880 909	243 479	2 124 388	544 526	438 409	380 741	760 712
			Eau potable	35 896 579	-197 211	35 699 368	27 088 011	1 626 113	3 029 307	3 955 937
			Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	392 209	0	392 209	337 078	55 131	0	0
			Domaine: Eau	**81 912 622**	**-54 801**	**81 857 820**	**55 001 722**	**7 226 806**	**8 835 772**	**10 793 520**
		Environnement	Aménagement foncier	1 829 089	-250 891	1 578 198	366 390	187 279	444 662	579 867
			Environnement et développement durable	212 290	0	212 290	77 636	115 288	19 366	0
			Espaces naturels sensibles - autres	2 748 357	-117 698	2 630 659	1 564 086	368 384	422 748	275 441
			Espaces naturels sensibles - Département	6 356 392	-120 795	6 235 597	2 992 611	975 446	277 047	1 990 493
			Domaine: Environnement	**11 146 128**	**-489 383**	**10 656 744**	**5 000 722**	**1 646 398**	**1 163 823**	**2 845 801**
	Politique: Protection de l'environnement			**93 058 749**	**-544 185**	**92 514 565**	**60 002 444**	**8 873 204**	**9 999 595**	**13 639 321**
	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	19 889 539	0	19 889 539	10 878 786	350 857	491 627	8 168 269
			Améliorer les liaisons entre les pôles	128 610 000	1 000	128 611 000	27 995 971	4 382 000	15 562 432	80 670 597
			Aménagements pour la sécurité routière	42 242 317	0	42 242 317	39 104 936	2 236 940	189 880	710 560
			Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	426 136 798	2 389	426 139 186	317 971 456	53 928 567	35 442 118	18 797 045
			Etudes voirie.	8 228 000	0	8 228 000	4 739 415	1 274 940	1 069 534	1 144 111
			Favoriser le développement économique et local	135 233 855	-2 389	135 231 467	71 245 923	7 935 735	4 535 327	51 514 482
			Paysage et environnement - Aménagement	2 240 000	0	2 240 000	969 669	120 000	500 533	649 798
			Raccorder les pôles.	41 550 000	0	41 550 000	40 602 199	133 000	30 000	784 801
			Domaine: Aménagement du réseau routier	**804 130 509**	**1 000**	**804 131 509**	**513 508 356**	**70 362 040**	**57 821 452**	**162 439 662**
		Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	3 850 000	0	3 850 000	2 635 424	500 000	609 541	105 035
			Moyens du parc départemental	13 660 000	0	13 660 000	8 928 640	3 786 901	828 889	115 571
			Signalisation	10 500 000	0	10 500 000	5 924 929	1 500 000	1 375 071	1 700 000
			Domaine: Entretien et exploitation du réseau routier	**28 010 000**	**0**	**28 010 000**	**17 488 993**	**5 786 901**	**2 813 501**	**1 920 606**

Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	Politique: Routes départementales			**832 140 509**	**1 000**	**832 141 509**	**530 997 349**	**76 148 940**	**60 634 952**	**164 360 268**

Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	9 479 867	0	9 479 867	4 686 118	4 734 000	39 874	19 876
			Sécurité	7 939 010	-19 172	7 919 839	2 135 349	2 427 506	1 214 030	2 142 954
		Domaine: Sécurité des biens et des personnes		**17 418 877**	**-19 172**	**17 399 706**	**6 821 467**	**7 161 506**	**1 253 904**	**2 162 830**
	Politique: Sécurité			**17 418 877**	**-19 172**	**17 399 706**	**6 821 467**	**7 161 506**	**1 253 904**	**2 162 830**
	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	152 242 423	-3 959 897	148 282 526	43 281 701	25 379 909	33 781 471	45 839 446
			Plan de déplacement urbain.	11 900 897	9 447	11 910 344	5 369 997	1 366 606	1 933 139	3 240 601
			Points d'arrêt	5 141 306	0	5 141 306	1 563 255	628 586	300 000	2 649 465
		Domaine: Transports publics		**169 284 626**	**-3 950 451**	**165 334 176**	**50 214 953**	**27 375 101**	**36 014 609**	**51 729 513**
	Politique: Transports			**169 284 626**	**-3 950 451**	**165 334 176**	**50 214 953**	**27 375 101**	**36 014 609**	**51 729 513**
1 - Mission aménagement et développement du territoire				**1 358 550 641**	**-4 493 635**	**1 354 057 006**	**747 264 443**	**150 105 082**	**143 425 215**	**313 262 265**
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	343 630	-1 961	341 669	168 508	90 793	33 612	48 756
		Domaine: Archives		**343 630**	**-1 961**	**341 669**	**168 508**	**90 793**	**33 612**	**48 756**
		Développement culturel	Actions culturelles.	1 020 549	0	1 020 549	645 915	111 000	223 634	40 000
			Enseignement artistique et pratiques amateurs	279 974	0	279 974	116 640	51 159	67 075	45 100
		Domaine: Développement culturel		**1 300 523**	**0**	**1 300 523**	**762 555**	**162 159**	**290 709**	**85 100**
		Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	54 789	0	54 789	36 489	18 300	0	0
			Développement de l'offre documentaire	282 828	0	282 828	207 588	45 240	30 000	0
			Développement du réseau - Médiathèque	471 367	-5 366	466 001	66 504	335 549	30 000	33 947
		Domaine: Développement de la lecture publique		**808 984**	**-5 366**	**803 618**	**310 582**	**399 089**	**60 000**	**33 947**
		Musées	Développement et valorisation des collections - musées	3 913 500	-29 691	3 883 809	433 085	2 355 842	213 000	881 883
		Domaine: Musées		**3 913 500**	**-29 691**	**3 883 809**	**433 085**	**2 355 842**	**213 000**	**881 883**
		Patrimoine	Antiquités et objets d'art	352 577	-19	352 558	156 790	96 097	55 381	44 289
			Archéologie - recherche et valorisation	50 000	0	50 000	2 900	20 819	26 281	0
			Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	1 976 000	-102	1 975 898	765 244	214 975	174 401	821 277
			Patrimoine monumental	8 976 064	-53 092	8 922 972	3 938 573	751 793	1 093 464	3 139 142
			Valorisation du patrimoine	663 128	-11 202	651 926	29 541	77 385	111 166	433 834
		Domaine: Patrimoine		**12 017 768**	**-64 415**	**11 953 353**	**4 893 048**	**1 161 070**	**1 460 693**	**4 438 542**
	Politique: Culture et patrimoine			**18 384 404**	**-101 432**	**18 282 972**	**6 567 777**	**4 168 952**	**2 058 015**	**5 488 229**
	Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	20 000	-9 999	10 001	1	10 000	0	0
			Constructions extensions réhabilitations	597 412 418	-44 731	597 367 687	370 383 151	58 034 586	55 634 290	113 315 660
			Entretien et grosses réparations	349 710 881	300 000	350 010 881	207 064 953	32 201 224	37 677 970	73 066 733
		Domaine: Bâtiments des collèges		**947 143 299**	**245 270**	**947 388 569**	**577 448 106**	**90 245 811**	**93 312 260**	**186 382 393**
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	3 000 000	0	3 000 000	2 200 000	0	100 000	700 000
		Domaine: Enseignement supérieur et recherche		**3 000 000**	**0**	**3 000 000**	**2 200 000**	**0**	**100 000**	**700 000**
		Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	42 785 968	-23 541	42 762 427	34 079 739	3 897 047	4 019 977	765 664
			Matériel et mobilier des collèges	8 571 830	-118 631	8 453 199	6 556 208	1 866 991	30 000	0
			Participation au budget des collèges privés	2 110 000	0	2 110 000	1 124 000	380 000	606 000	0
			Participations au budget des EPLE	1 870 735	0	1 870 735	116 196	320 969	280 000	1 153 570
			Restauration scolaire	4 989 677	-1 492	4 988 185	3 236 082	1 432 103	320 000	0
		Domaine: Vie des collèges		**60 328 210**	**-143 665**	**60 184 545**	**45 112 224**	**7 897 110**	**5 255 977**	**1 919 234**
	Politique: Education formation			**1 010 471 509**	**101 605**	**1 010 573 115**	**624 760 330**	**98 142 921**	**98 668 237**	**189 001 627**
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	8 406 465	-53 422	8 353 043	7 100 876	492 047	710 120	50 000
		Domaine: Activités sportives		**8 406 465**	**-53 422**	**8 353 043**	**7 100 876**	**492 047**	**710 120**	**50 000**

Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	Politique: Jeunesse, sports et loisirs			**8 406 465**	**-53 422**	**8 353 043**	**7 100 876**	**492 047**	**710 120**	**50 000**
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**1 037 262 379**	**-53 249**	**1 037 209 130**	**638 428 983**	**102 803 920**	**101 436 372**	**194 539 856**
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	915 546	-112	915 434	615 827	249 607	50 000	0
			Développement et amélioration de l'offre du parc social	200 380	-30 000	170 380	170 380	0	0	0
		Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement		**1 115 926**	**-30 112**	**1 085 814**	**786 207**	**249 607**	**50 000**	**0**
		Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	781 300	-228 400	552 900	552 900	0	0	0
		Domaine: Insertion par le logement		**781 300**	**-228 400**	**552 900**	**552 900**	**0**	**0**	**0**
	Politique: Habitat			**1 897 226**	**-258 512**	**1 638 714**	**1 339 107**	**249 607**	**50 000**	**0**
	Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	9 218 500	-16 000	9 202 500	6 012 500	1 180 000	630 000	1 380 000
		Domaine: Hébergement des personnes âgées		**9 218 500**	**-16 000**	**9 202 500**	**6 012 500**	**1 180 000**	**630 000**	**1 380 000**
	Politique: Personnes âgées			**9 218 500**	**-16 000**	**9 202 500**	**6 012 500**	**1 180 000**	**630 000**	**1 380 000**
	Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	1 578 000	-60 000	1 518 000	513 750	633 750	126 000	244 500
		Domaine: Hébergement des personnes handicapées		**1 578 000**	**-60 000**	**1 518 000**	**513 750**	**633 750**	**126 000**	**244 500**
	Politique: Personnes handicapées			**1 578 000**	**-60 000**	**1 518 000**	**513 750**	**633 750**	**126 000**	**244 500**
	Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	1 217 439	0	1 217 439	1 042 439	175 000	0	0
		Domaine: Santé publique		**1 217 439**	**0**	**1 217 439**	**1 042 439**	**175 000**	**0**	**0**
	Politique: Santé publique			**1 217 439**	**0**	**1 217 439**	**1 042 439**	**175 000**	**0**	**0**
3 - Mission solidarité				**13 911 165**	**-334 512**	**13 576 653**	**8 907 796**	**2 238 357**	**806 000**	**1 624 500**
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Communication.	51 930	0	51 930	36 605	13 218	0	2 106
			Développement des services et usages	380 000	0	380 000	380 000	0	0	0
		Domaine: Communication		**431 930**	**0**	**431 930**	**416 605**	**13 218**	**0**	**2 106**
	Politique: Conduite des politiques départementales			**431 930**	**0**	**431 930**	**416 605**	**13 218**	**0**	**2 106**
	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	2 837 660	-1 835 957	1 001 703	1 703	0	1 000 000	0
			Dépenses/Recettes d'investissement.	57 584 540	0	57 584 540	57 584 540	0		
		Domaine: Finances		**60 422 200**	**-1 835 957**	**58 586 243**	**57 586 243**	**0**	**1 000 000**	**0**
	Politique: Direction et animation de l'action départementale			**60 422 200**	**-1 835 957**	**58 586 243**	**57 586 243**	**0**	**1 000 000**	**0**
	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	1 650 000	-34 692	1 615 308	515 308	29 000	200 000	871 000
			Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	6 169 359	-183 308	5 986 051	3 584 304	561 992	567 175	1 272 579
			Services départementaux - construction	43 927 043	0	43 927 043	1 232 014	2 032 604	7 332 887	33 329 538
			Services départementaux - entretien et grosses réparations	34 917 882	218 000	35 135 882	15 486 643	4 779 942	4 952 761	9 916 536
			Solidarité - construction	20 696 215	0	20 696 215	9 755 418	4 422 891	1 324 000	5 193 906
			Solidarité - entretien et grosses réparations	16 201 444	0	16 201 444	8 956 774	2 422 510	1 687 071	3 135 088
			Voirie - construction	10 140 145	0	10 140 145	6 083 448	1 815 670	1 464 350	776 678
			Voirie - entretien et grosses réparations	9 017 485	0	9 017 485	5 069 250	890 192	1 159 572	1 898 471
		Domaine: Bâtiments départementaux		**142 719 572**	**0**	**142 719 572**	**50 683 159**	**16 954 800**	**18 687 817**	**56 393 795**
		Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	334 245	-75 398	258 847	207 493	51 354	0	0
		Domaine: Etude et prévention du risque		**334 245**	**-75 398**	**258 847**	**207 493**	**51 354**	**0**	**0**
		Gestion du patrimoine immobilier	Services départementaux - acquisitions et cessions	3 004 006	0	3 004 006	264 296	0	50 000	2 689 710
		Domaine: Gestion du patrimoine immobilier		**3 004 006**	**0**	**3 004 006**	**264 296**	**0**	**50 000**	**2 689 710**
		Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	7 429 761	-881 952	6 547 808	4 416 340	843 468	1 288 000	0
			Matériel et mobilier	4 042 146	208 457	4 250 603	3 045 893	828 710	376 000	0
		Domaine: Logistique		**11 471 907**	**-673 495**	**10 798 412**	**7 462 233**	**1 672 179**	**1 664 000**	**0**

Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
		Système d'information	Etudes et solutions logicielles	15 057 977	177 896	15 235 873	11 865 946	1 578 653	1 219 889	571 385
			Infrastructures	17 525 381	-213 808	17 311 573	12 164 151	3 293 217	1 758 494	95 711
			Matériels et logiciels clients	9 512 271	-3 350	9 508 921	7 641 887	1 592 484	270 000	4 551
		Domaine: Système d'information		**42 095 628**	**-39 261**	**42 056 367**	**31 671 984**	**6 464 353**	**3 248 383**	**671 646**
	Politique: Moyens généraux			**199 625 357**	**-788 154**	**198 837 203**	**90 289 165**	**25 142 686**	**23 650 200**	**59 755 152**
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	405 555	-45 008	360 547	280 047	80 500	0	0
		Domaine: Santé, actions sociales, relations sociales		**405 555**	**-45 008**	**360 547**	**280 047**	**80 500**	**0**	**0**
	Politique: Ressources humaines			**405 555**	**-45 008**	**360 547**	**280 047**	**80 500**	**0**	**0**
4 - Mission fonctionnelle				**260 885 042**	**-2 669 119**	**258 215 923**	**148 572 060**	**25 236 404**	**24 650 200**	**59 757 258**
			TOTAL GENERAL:	**2 670 609 227**	**-7 550 515**	**2 663 058 711**	**1 543 173 282**	**280 383 763**	**270 317 787**	**569 183 879**

Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)

DM1 2025

AP 2002

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2002	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Raccorder les pôles.	32 300 000	0	32 300 000	32 278 708	21 292	0	0
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**32 300 000**	**0**	**32 300 000**	**32 278 708**	**21 292**	**0**	**0**
				Politique : Routes départementales	**32 300 000**	**0**	**32 300 000**	**32 278 708**	**21 292**	**0**	**0**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**32 300 000**	**0**	**32 300 000**	**32 278 708**	**21 292**	**0**	**0**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	1 947 382	0	1 947 382	1 920 195	76	0	27 112
				Domaine: Bâtiments des collèges	**1 947 382**	**0**	**1 947 382**	**1 920 195**	**76**	**0**	**27 112**
				Politique : Education formation	**1 947 382**	**0**	**1 947 382**	**1 920 195**	**76**	**0**	**27 112**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**1 947 382**	**0**	**1 947 382**	**1 920 195**	**76**	**0**	**27 112**
				Somme AP 2002	**34 247 382**	**0**	**34 247 382**	**34 198 903**	**21 367**	**0**	**27 112**

AP 2003

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2003	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Favoriser le développement économique et local	8 180 000	0	8 180 000	8 149 159	30 841	0	0
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**8 180 000**	**0**	**8 180 000**	**8 149 159**	**30 841**	**0**	**0**
				Politique : Routes départementales	**8 180 000**	**0**	**8 180 000**	**8 149 159**	**30 841**	**0**	**0**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**8 180 000**	**0**	**8 180 000**	**8 149 159**	**30 841**	**0**	**0**
				Somme AP 2003	**8 180 000**	**0**	**8 180 000**	**8 149 159**	**30 841**	**0**	**0**

AP 2005

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2005	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	25 183 273	-23	25 183 251	25 182 552	697	0	1
				Domaine: Bâtiments des collèges	**25 183 273**	**-23**	**25 183 251**	**25 182 552**	**697**	**0**	**1**
				Politique : Education formation	**25 183 273**	**-23**	**25 183 251**	**25 182 552**	**697**	**0**	**1**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**25 183 273**	**-23**	**25 183 251**	**25 182 552**	**697**	**0**	**1**
				Somme AP 2005	**25 183 273**	**-23**	**25 183 251**	**25 182 552**	**697**	**0**	**1**

AP 2006

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2006	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Améliorer les liaisons entre les pôles	12 000 000	0	12 000 000	11 912 236	27 764	60 000	0
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**12 000 000**	**0**	**12 000 000**	**11 912 236**	**27 764**	**60 000**	**0**
				Politique : Routes départementales	**12 000 000**	**0**	**12 000 000**	**11 912 236**	**27 764**	**60 000**	**0**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**12 000 000**	**0**	**12 000 000**	**11 912 236**	**27 764**	**60 000**	**0**
				Somme AP 2006	**12 000 000**	**0**	**12 000 000**	**11 912 236**	**27 764**	**60 000**	**0**

AP 2007

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2007	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Favoriser le développement économique et local	18 100 000	0	18 100 000	16 242 431	38 842	50 651	1 768 076
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**18 100 000**	**0**	**18 100 000**	**16 242 431**	**38 842**	**50 651**	**1 768 076**
				Politique : Routes départementales	**18 100 000**	**0**	**18 100 000**	**16 242 431**	**38 842**	**50 651**	**1 768 076**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**18 100 000**	**0**	**18 100 000**	**16 242 431**	**38 842**	**50 651**	**1 768 076**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	654 041	0	654 041	624 041	1 610	0	28 390
				Domaine: Bâtiments des collèges	**654 041**	**0**	**654 041**	**624 041**	**1 610**	**0**	**28 390**
				Politique : Education formation	**654 041**	**0**	**654 041**	**624 041**	**1 610**	**0**	**28 390**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**654 041**	**0**	**654 041**	**624 041**	**1 610**	**0**	**28 390**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	460 900	-69 000	391 900	391 900	0	0	
				Domaine: Insertion par le logement	**460 900**	**-69 000**	**391 900**	**391 900**	**0**	**0**	
				Politique : Habitat	**460 900**	**-69 000**	**391 900**	**391 900**	**0**	**0**	
				3 - Mission solidarité	**460 900**	**-69 000**	**391 900**	**391 900**	**0**	**0**	
				Somme AP 2007	**19 214 941**	**-69 000**	**19 145 941**	**17 258 372**	**40 452**	**50 651**	**1 796 466**

AP 2008

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2008	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Favoriser le développement économique et local	8 200 000	0	8 200 000	6 605 426	225 238	1 113 217	256 119
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**8 200 000**	**0**	**8 200 000**	**6 605 426**	**225 238**	**1 113 217**	**256 119**
				Politique : Routes départementales	**8 200 000**	**0**	**8 200 000**	**6 605 426**	**225 238**	**1 113 217**	**256 119**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**8 200 000**	**0**	**8 200 000**	**6 605 426**	**225 238**	**1 113 217**	**256 119**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	7 163 349	-44 708	7 118 641	7 019 012	3 625	0	96 005
				Domaine: Bâtiments des collèges	**7 163 349**	**-44 708**	**7 118 641**	**7 019 012**	**3 625**	**0**	**96 005**
				Politique : Education formation	**7 163 349**	**-44 708**	**7 118 641**	**7 019 012**	**3 625**	**0**	**96 005**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**7 163 349**	**-44 708**	**7 118 641**	**7 019 012**	**3 625**	**0**	**96 005**
				Somme AP 2008	**15 363 349**	**-44 708**	**15 318 641**	**13 624 437**	**228 863**	**1 113 217**	**352 124**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs

AP 2009

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2009	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Favoriser le développement économique et local	3 700 000	0	3 700 000	2 543 087	131 300	0	1 025 613
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**3 700 000**	**0**	**3 700 000**	**2 543 087**	**131 300**	**0**	**1 025 613**
				Politique : Routes départementales	**3 700 000**	**0**	**3 700 000**	**2 543 087**	**131 300**	**0**	**1 025 613**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**3 700 000**	**0**	**3 700 000**	**2 543 087**	**131 300**	**0**	**1 025 613**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	14 116 542	0	14 116 542	13 876 282	66 366	103 880	70 014
				Domaine: Bâtiments des collèges	**14 116 542**	**0**	**14 116 542**	**13 876 282**	**66 366**	**103 880**	**70 014**
				Politique : Education formation	**14 116 542**	**0**	**14 116 542**	**13 876 282**	**66 366**	**103 880**	**70 014**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**14 116 542**	**0**	**14 116 542**	**13 876 282**	**66 366**	**103 880**	**70 014**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	225 400	-64 400	161 000	161 000	0	0	0
				Domaine: Insertion par le logement	**225 400**	**-64 400**	**161 000**	**161 000**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Habitat	**225 400**	**-64 400**	**161 000**	**161 000**	**0**	**0**	**0**
				3 - Mission solidarité	**225 400**	**-64 400**	**161 000**	**161 000**	**0**	**0**	**0**
				Somme AP 2009	**18 041 942**	**-64 400**	**17 977 542**	**16 580 370**	**197 666**	**103 880**	**1 095 627**

AP 2010

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2010	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Favoriser le développement économique et local	4 000 000	0	4 000 000	3 054 257	5 270	0	940 473
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**4 000 000**	**0**	**4 000 000**	**3 054 257**	**5 270**	**0**	**940 473**
				Politique : Routes départementales	**4 000 000**	**0**	**4 000 000**	**3 054 257**	**5 270**	**0**	**940 473**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**4 000 000**	**0**	**4 000 000**	**3 054 257**	**5 270**	**0**	**940 473**
				Somme AP 2010	**4 000 000**	**0**	**4 000 000**	**3 054 257**	**5 270**	**0**	**940 473**

AP 2011

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2011	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	989 539	0	989 539	987 423	2 116	0	0
				Favoriser le développement économique et local	6 200 000	0	6 200 000	0	10 000	0	6 190 000
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**7 189 539**	**0**	**7 189 539**	**987 423**	**12 116**	**0**	**6 190 000**
				Politique : Routes départementales	**7 189 539**	**0**	**7 189 539**	**987 423**	**12 116**	**0**	**6 190 000**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**7 189 539**	**0**	**7 189 539**	**987 423**	**12 116**	**0**	**6 190 000**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	4 456 184	0	4 456 184	4 000 710	99 190	50 000	306 284
				Domaine: Bâtiments des collèges	**4 456 184**	**0**	**4 456 184**	**4 000 710**	**99 190**	**50 000**	**306 284**
				Politique : Education formation	**4 456 184**	**0**	**4 456 184**	**4 000 710**	**99 190**	**50 000**	**306 284**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**4 456 184**	**0**	**4 456 184**	**4 000 710**	**99 190**	**50 000**	**306 284**
				Somme AP 2011	**11 645 723**	**0**	**11 645 723**	**4 988 133**	**111 306**	**50 000**	**6 496 284**

AP 2012

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2012	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	500 000	0	500 000	498 363	1 637	0	0
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**500 000**	**0**	**500 000**	**498 363**	**1 637**	**0**	**0**
				Politique : Routes départementales	**500 000**	**0**	**500 000**	**498 363**	**1 637**	**0**	**0**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**500 000**	**0**	**500 000**	**498 363**	**1 637**	**0**	**0**
				Somme AP 2012	**500 000**	**0**	**500 000**	**498 363**	**1 637**	**0**	**0**

AP 2013

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2013	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Améliorer les liaisons entre les pôles	3 000 000	0	3 000 000	2 999 861	93	46	0
				Aménagements pour la sécurité routière	6 000 000	0	6 000 000	5 999 635	0	365	0
				Favoriser le développement économique et local	7 000 000	0	7 000 000	6 999 074	0	0	926
				Paysage et environnement - Aménagement	130 000	0	130 000	129 334	666	0	0
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**16 130 000**	**0**	**16 130 000**	**16 127 905**	**759**	**411**	**926**
				Politique : Routes départementales	**16 130 000**	**0**	**16 130 000**	**16 127 905**	**759**	**411**	**926**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**16 130 000**	**0**	**16 130 000**	**16 127 905**	**759**	**411**	**926**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	749 482	0	749 482	663 571	0	0	85 911
				Domaine: Bâtiments des collèges	**749 482**	**0**	**749 482**	**663 571**	**0**	**0**	**85 911**
				Politique : Education formation	**749 482**	**0**	**749 482**	**663 571**	**0**	**0**	**85 911**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**749 482**	**0**	**749 482**	**663 571**	**0**	**0**	**85 911**
				Somme AP 2013	**16 879 482**	**0**	**16 879 482**	**16 791 476**	**759**	**411**	**86 837**

AP 2014

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2014	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	465 645	0	465 645	465 645	0	0	0
				Domaine: Agriculture	**465 645**	**0**	**465 645**	**465 645**	**0**	**0**	**0**
			Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	500 000	0	500 000	497 181	66	2 753	0
				Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces	**500 000**	**0**	**500 000**	**497 181**	**66**	**2 753**	**0**
				Politique : Développement territorial	**965 645**	**0**	**965 645**	**962 826**	**66**	**2 753**	**0**
		Routes départementales		Acquisitions foncières.	3 000 000	0	3 000 000	2 918 939	40 028	5 406	35 627

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Aménagement du réseau routier	Aménagements pour la sécurité routière	6 000 000	0	6 000 000	5 978 378	17 775	3 847	0
				Etudes voirie.	203 000	0	203 000	164 114	38 886	0	0
				Favoriser le développement économique et local	2 500 000	0	2 500 000	1 460 295	69 159	30 985	939 561
				Paysage et environnement - Aménagement	130 000	0	130 000	113 274	16 726	0	0
			Domaine: Aménagement du réseau routier		**11 833 000**	**0**	**11 833 000**	**10 635 000**	**182 574**	**40 238**	**975 187**
		Politique : Routes départementales			**11 833 000**	**0**	**11 833 000**	**10 635 000**	**182 574**	**40 238**	**975 187**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	4 164 000	0	4 164 000	3 640 716	523 284	0	0
				Plan de déplacement urbain.	700 000	0	700 000	699 128	0	0	872
			Domaine: Transports publics		**4 864 000**	**0**	**4 864 000**	**4 339 844**	**523 284**	**0**	**872**
		Politique : Transports			**4 864 000**	**0**	**4 864 000**	**4 339 844**	**523 284**	**0**	**872**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**17 662 645**	**0**	**17 662 645**	**15 937 669**	**705 925**	**42 991**	**976 059**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	29 795 000	0	29 795 000	28 753 671	7 550	248 930	784 850
				Entretien et grosses réparations	310 062	0	310 062	310 062	0	0	0
			Domaine: Bâtiments des collèges		**30 105 062**	**0**	**30 105 062**	**29 063 732**	**7 550**	**248 930**	**784 850**
		Politique : Education formation			**30 105 062**	**0**	**30 105 062**	**29 063 732**	**7 550**	**248 930**	**784 850**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**30 105 062**	**0**	**30 105 062**	**29 063 732**	**7 550**	**248 930**	**784 850**
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Services départementaux - entretien et grosses réparations	583 735	0	583 735	583 735	0	0	0
			Domaine: Bâtiments départementaux		**583 735**	**0**	**583 735**	**583 735**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Moyens généraux			**583 735**	**0**	**583 735**	**583 735**	**0**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle				**583 735**	**0**	**583 735**	**583 735**	**0**	**0**	**0**
				Somme AP 2014	**48 351 442**	**0**	**48 351 442**	**45 585 137**	**713 475**	**291 921**	**1 760 909**

AP 2015

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2015	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	500 000	0	500 000	498 751	1 249	0	0
			Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces		**500 000**	**0**	**500 000**	**498 751**	**1 249**	**0**	**0**
		Politique : Développement territorial			**500 000**	**0**	**500 000**	**498 751**	**1 249**	**0**	**0**
		Protection de l'environnement	Eau	Eau potable	3 562 136	0	3 562 136	3 541 486	0	20 650	0
			Domaine: Eau		**3 562 136**	**0**	**3 562 136**	**3 541 486**	**0**	**20 650**	**0**
		Politique : Protection de l'environnement			**3 562 136**	**0**	**3 562 136**	**3 541 486**	**0**	**20 650**	**0**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	2 000 000	0	2 000 000	1 925 401	41 066	0	33 533
				Aménagements pour la sécurité routière	6 000 000	0	6 000 000	5 991 539	0	8 461	0
			Domaine: Aménagement du réseau routier		**8 000 000**	**0**	**8 000 000**	**7 916 940**	**41 066**	**8 461**	**33 533**
		Politique : Routes départementales			**8 000 000**	**0**	**8 000 000**	**7 916 940**	**41 066**	**8 461**	**33 533**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	27 649 896	0	27 649 896	22 741 251	2 545 336	1 192 000	1 171 309
				Plan de déplacement urbain.	700 000	0	700 000	510 445	37 510	12 010	140 035
			Domaine: Transports publics		**28 349 896**	**0**	**28 349 896**	**23 251 696**	**2 582 846**	**1 204 010**	**1 311 344**
		Politique : Transports			**28 349 896**	**0**	**28 349 896**	**23 251 696**	**2 582 846**	**1 204 010**	**1 311 344**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**40 412 032**	**0**	**40 412 032**	**35 208 872**	**2 625 161**	**1 233 121**	**1 344 877**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	31 085 000	500 000	31 585 000	29 440 535	569 570	261 555	1 313 340
				Entretien et grosses réparations	3 068 763	0	3 068 763	3 068 763	0	0	0

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
				Domaine: Bâtiments des collèges	**34 153 763**	**500 000**	**34 653 763**	**32 509 298**	**569 570**	**261 555**	**1 313 340**
			Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	11 836 575	0	11 836 575	11 535 391	170 305	50 000	80 878
				Domaine: Vie des collèges	**11 836 575**	**0**	**11 836 575**	**11 535 391**	**170 305**	**50 000**	**80 878**
				Politique : Education formation	**45 990 338**	**500 000**	**46 490 338**	**44 044 689**	**739 875**	**311 555**	**1 394 218**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**45 990 338**	**500 000**	**46 490 338**	**44 044 689**	**739 875**	**311 555**	**1 394 218**
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	1 094 706	0	1 094 706	1 094 706	0		
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	658 013	-575	657 437	539 709	56 611	50 000	11 117
				Domaine: Bâtiments départementaux	**1 752 719**	**-575**	**1 752 143**	**1 634 415**	**56 611**	**50 000**	**11 117**
				Politique : Moyens généraux	**1 752 719**	**-575**	**1 752 143**	**1 634 415**	**56 611**	**50 000**	**11 117**
				4 - Mission fonctionnelle	**1 752 719**	**-575**	**1 752 143**	**1 634 415**	**56 611**	**50 000**	**11 117**
				Somme AP 2015	**88 155 088**	**499 425**	**88 654 513**	**80 887 977**	**3 421 647**	**1 594 676**	**2 750 213**

AP 2016

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2016	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	500 000	0	500 000	498 662	441	897	0
				Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces	**500 000**	**0**	**500 000**	**498 662**	**441**	**897**	**0**
				Politique : Développement territorial	**500 000**	**0**	**500 000**	**498 662**	**441**	**897**	**0**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	500 000	0	500 000	183 901	10 000	290 000	16 099
				Aménagements pour la sécurité routière	6 000 000	0	6 000 000	5 943 925	55 236	839	0
				Etudes voirie.	100 000	0	100 000	99 600	0	400	0
				Favoriser le développement économique et local	8 000 000	0	8 000 000	7 233 625	758 018	0	8 357
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**14 600 000**	**0**	**14 600 000**	**13 461 051**	**823 254**	**291 239**	**24 457**
				Politique : Routes départementales	**14 600 000**	**0**	**14 600 000**	**13 461 051**	**823 254**	**291 239**	**24 457**
		Transports	Transports publics	Plan de déplacement urbain.	700 000	0	700 000	677 945	0	22 055	0
				Points d'arrêt	1 200 000	0	1 200 000	784 616	132 443	0	282 940
				Domaine: Transports publics	**1 900 000**	**0**	**1 900 000**	**1 462 562**	**132 443**	**22 055**	**282 940**
				Politique : Transports	**1 900 000**	**0**	**1 900 000**	**1 462 562**	**132 443**	**22 055**	**282 940**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**17 000 000**	**0**	**17 000 000**	**15 422 274**	**956 138**	**314 191**	**307 397**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	27 100 000	0	27 100 000	23 726 452	2 026 540	595 514	751 494
				Entretien et grosses réparations	6 871 556	0	6 871 556	6 871 556	0	0	0
				Domaine: Bâtiments des collèges	**33 971 556**	**0**	**33 971 556**	**30 598 008**	**2 026 540**	**595 514**	**751 494**
				Politique : Education formation	**33 971 556**	**0**	**33 971 556**	**30 598 008**	**2 026 540**	**595 514**	**751 494**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**33 971 556**	**0**	**33 971 556**	**30 598 008**	**2 026 540**	**595 514**	**751 494**
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Services départementaux - entretien et grosses réparations	7 967 995	1 000 000	8 967 995	4 422 800	1 201 353	1 437 836	1 906 006
				Solidarité - entretien et grosses réparations	646 061	0	646 061	646 061	0	0	
				Voirie - entretien et grosses réparations	43 139	0	43 139	43 139	0	0	0
				Domaine: Bâtiments départementaux	**8 657 196**	**1 000 000**	**9 657 196**	**5 112 000**	**1 201 353**	**1 437 836**	**1 906 006**
				Politique : Moyens généraux	**8 657 196**	**1 000 000**	**9 657 196**	**5 112 000**	**1 201 353**	**1 437 836**	**1 906 006**
				4 - Mission fonctionnelle	**8 657 196**	**1 000 000**	**9 657 196**	**5 112 000**	**1 201 353**	**1 437 836**	**1 906 006**
				Somme AP 2016	**59 628 752**	**1 000 000**	**60 628 752**	**51 132 283**	**4 184 031**	**2 347 541**	**2 964 896**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs

AP 2017

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2017	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	500 000	0	500 000	474 388	25 612	0	0
				Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces	**500 000**	**0**	**500 000**	**474 388**	**25 612**	**0**	**0**
				Politique : Développement territorial	**500 000**	**0**	**500 000**	**474 388**	**25 612**	**0**	**0**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2 523 896	-38	2 523 857	2 523 857	0	0	0
				Cours d'eau	26 488	-6 521	19 968	19 968	0	0	0
				Eau potable	4 273 814	-1 940	4 271 874	4 246 070	0	25 805	0
				Domaine: Eau	**6 824 198**	**-8 499**	**6 815 699**	**6 789 895**	**0**	**25 805**	**0**
				Politique : Protection de l'environnement	**6 824 198**	**-8 499**	**6 815 699**	**6 789 895**	**0**	**25 805**	**0**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	500 000	0	500 000	500 000	0	0	0
				Améliorer les liaisons entre les pôles	12 000 000	0	12 000 000	11 464 025	501 147	30 689	4 139
				Aménagements pour la sécurité routière	5 000 000	0	5 000 000	4 762 997	106 059	130 944	0
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2 700 000	0	2 700 000	2 699 767	0	233	0
				Etudes voirie.	200 000	0	200 000	198 229	1 600	171	0
				Favoriser le développement économique et local	1 575 000	0	1 575 000	1 536 053	36 457	2 490	0
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**21 975 000**	**0**	**21 975 000**	**21 161 071**	**645 263**	**164 526**	**4 139**
				Politique : Routes départementales	**21 975 000**	**0**	**21 975 000**	**21 161 071**	**645 263**	**164 526**	**4 139**
		Transports	Transports publics	Plan de déplacement urbain.	700 000	0	700 000	599 246	6 720	6 130	87 904
				Domaine: Transports publics	**700 000**	**0**	**700 000**	**599 246**	**6 720**	**6 130**	**87 904**
				Politique : Transports	**700 000**	**0**	**700 000**	**599 246**	**6 720**	**6 130**	**87 904**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**29 999 198**	**-8 499**	**29 990 699**	**29 024 600**	**677 595**	**196 461**	**92 043**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	56 207 012	0	56 207 012	52 333 415	2 258 878	640 093	974 627
				Entretien et grosses réparations	30 031 017	-171 199	29 859 818	29 663 001	56 614	0	140 204
				Domaine: Bâtiments des collèges	**86 238 029**	**-171 199**	**86 066 830**	**81 996 415**	**2 315 491**	**640 093**	**1 114 831**
				Politique : Education formation	**86 238 029**	**-171 199**	**86 066 830**	**81 996 415**	**2 315 491**	**640 093**	**1 114 831**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**86 238 029**	**-171 199**	**86 066 830**	**81 996 415**	**2 315 491**	**640 093**	**1 114 831**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	284 964	-100	284 864	284 864	0	0	0
				Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement	**284 964**	**-100**	**284 864**	**284 864**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Habitat	**284 964**	**-100**	**284 864**	**284 864**	**0**	**0**	**0**
		Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	1 350 000	0	1 350 000	1 300 000	50 000	0	0
				Domaine: Hébergement des personnes âgées	**1 350 000**	**0**	**1 350 000**	**1 300 000**	**50 000**	**0**	**0**
				Politique : Personnes âgées	**1 350 000**	**0**	**1 350 000**	**1 300 000**	**50 000**	**0**	**0**
				3 - Mission solidarité	**1 634 964**	**-100**	**1 634 864**	**1 584 864**	**50 000**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Services départementaux - entretien et grosses réparations	946 115	0	946 115	672 924	145 192	26 566	101 433
				Solidarité - entretien et grosses réparations	346 000	0	346 000	329 433	7 842	8 725	0
				Voirie - entretien et grosses réparations	532 487	0	532 487	532 487	0	0	0
				Domaine: Bâtiments départementaux	**1 824 602**	**0**	**1 824 602**	**1 534 844**	**153 034**	**35 291**	**101 433**
			Système d'information	Etudes et solutions logicielles	5 331 300	-4 901	5 326 399	5 326 399	0	0	0
				Infrastructures	1 125 676	-11 633	1 114 043	1 114 043	0	0	0
				Domaine: Système d'information	**6 456 976**	**-16 534**	**6 440 442**	**6 440 442**	**0**	**0**	**0**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
		Politique : Moyens généraux			**8 281 578**	**-16 534**	**8 265 044**	**7 975 286**	**153 034**	**35 291**	**101 433**
	4 - Mission fonctionnelle				**8 281 578**	**-16 534**	**8 265 044**	**7 975 286**	**153 034**	**35 291**	**101 433**
				Somme AP 2017	**126 153 769**	**-196 332**	**125 957 437**	**120 581 165**	**3 196 121**	**871 845**	**1 308 306**

AP 2018

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2018	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	500 000	0	500 000	112 731	30 053	357 215	0
			Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces		**500 000**	**0**	**500 000**	**112 731**	**30 053**	**357 215**	**0**
			Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	1 723 070	-21 782	1 701 287	930 567	467 878	302 842	0
				Contrats communaux	3 359 156	0	3 359 156	3 359 156			
				Contrats intercommunaux	125 657	0	125 657	125 657			
			Domaine: Développement local		**5 207 882**	**-21 782**	**5 186 100**	**4 415 380**	**467 878**	**302 842**	**0**
		Politique : Développement territorial			**5 707 882**	**-21 782**	**5 686 100**	**4 528 112**	**497 931**	**660 057**	**0**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	5 040 527	0	5 040 527	4 867 829	23 629	149 069	0
				Eau potable	2 013 847	0	2 013 847	1 451 689	157 778	404 381	0
			Domaine: Eau		**7 054 374**	**0**	**7 054 374**	**6 319 517**	**181 407**	**553 450**	**0**
			Environnement	Espaces naturels sensibles - autres	163 968	0	163 968	155 842	2 188	5 938	0
			Domaine: Environnement		**163 968**	**0**	**163 968**	**155 842**	**2 188**	**5 938**	**0**
		Politique : Protection de l'environnement			**7 218 342**	**0**	**7 218 342**	**6 475 360**	**183 594**	**559 388**	**0**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	400 000	0	400 000	338 511	60 884	606	0
				Aménagements pour la sécurité routière	4 000 000	0	4 000 000	2 403 831	1 312 111	27 135	256 922
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	34 500 000	0	34 500 000	33 999 824	0	500 176	0
				Etudes voirie.	500 000	0	500 000	273 053	85 000	141 947	
				Favoriser le développement économique et local	1 200 000	0	1 200 000	217 618	0	0	982 382
			Domaine: Aménagement du réseau routier		**40 600 000**	**0**	**40 600 000**	**37 232 836**	**1 457 995**	**669 864**	**1 239 305**
		Politique : Routes départementales			**40 600 000**	**0**	**40 600 000**	**37 232 836**	**1 457 995**	**669 864**	**1 239 305**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2 366 731	-174 175	2 192 556	1 963 394	229 163	0	0
				Plan de déplacement urbain.	860 000	0	860 000	814 657	44 443	900	0
			Domaine: Transports publics		**3 226 731**	**-174 175**	**3 052 556**	**2 778 051**	**273 605**	**900**	**0**
		Politique : Transports			**3 226 731**	**-174 175**	**3 052 556**	**2 778 051**	**273 605**	**900**	**0**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**56 752 956**	**-195 957**	**56 556 999**	**51 014 358**	**2 413 126**	**1 890 210**	**1 239 305**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Patrimoine	Patrimoine monumental	735 317	0	735 317	735 317	0	0	0
			Domaine: Patrimoine		**735 317**	**0**	**735 317**	**735 317**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Culture et patrimoine			**735 317**	**0**	**735 317**	**735 317**	**0**	**0**	**0**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	55 659 489	2 800 000	58 459 489	49 204 157	7 302 756	1 210 455	742 121
				Entretien et grosses réparations	24 492 044	-14 406	24 477 638	23 601 878	290 777	85 762	499 220
			Domaine: Bâtiments des collèges		**80 151 532**	**2 785 594**	**82 937 126**	**72 806 035**	**7 593 533**	**1 296 217**	**1 241 342**
		Politique : Education formation			**80 151 532**	**2 785 594**	**82 937 126**	**72 806 035**	**7 593 533**	**1 296 217**	**1 241 342**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**80 886 850**	**2 785 594**	**83 672 444**	**73 541 353**	**7 593 533**	**1 296 217**	**1 241 342**
	3 - Mission solidarité	Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	2 145 000	0	2 145 000	2 095 000	50 000	0	0
			Domaine: Hébergement des personnes âgées		**2 145 000**	**0**	**2 145 000**	**2 095 000**	**50 000**	**0**	**0**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
		Politique : Personnes âgées			**2 145 000**	**0**	**2 145 000**	**2 095 000**	**50 000**	**0**	**0**
	3 - Mission solidarité				**2 145 000**	**0**	**2 145 000**	**2 095 000**	**50 000**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	416 026	0	416 026	416 026	0	0	0
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	646 542	0	646 542	646 542	0	0	0
				Solidarité - entretien et grosses réparations	698 309	-16 734	681 575	681 575	0	0	0
				Voirie - entretien et grosses réparations	703 707	0	703 707	703 707	0	0	
			Domaine: Bâtiments départementaux		**2 464 583**	**-16 734**	**2 447 849**	**2 447 849**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Moyens généraux			**2 464 583**	**-16 734**	**2 447 849**	**2 447 849**	**0**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle				**2 464 583**	**-16 734**	**2 447 849**	**2 447 849**	**0**	**0**	**0**
				Somme AP 2018	**142 249 389**	**2 572 903**	**144 822 292**	**129 098 560**	**10 056 658**	**3 186 427**	**2 480 646**

AP 2019

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2019	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	396 895	0	396 895	280 330	51 391	65 174	0
			Domaine: Agriculture		**396 895**	**0**	**396 895**	**280 330**	**51 391**	**65 174**	**0**
			Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	1 250 000	0	1 250 000	708 188	16 812	5 740	519 260
			Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces		**1 250 000**	**0**	**1 250 000**	**708 188**	**16 812**	**5 740**	**519 260**
			Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	5 537 017	0	5 537 017	4 524 877	416 249	595 385	506
				Contrats communaux	3 133 408	-10 413	3 122 994	2 989 794	92 400	40 800	0
				Contrats intercommunaux	127 166	0	127 166	127 166			
				Fonds d'aménagement	1 359 860	0	1 359 860	1 119 956	115 467	124 437	0
			Domaine: Développement local		**10 157 450**	**-10 413**	**10 147 037**	**8 761 793**	**624 115**	**760 623**	**506**
			Promotion du territoire	Attractivité du territoire	908 211	0	908 211	729 595	42 608	4 252	131 756
			Domaine: Promotion du territoire		**908 211**	**0**	**908 211**	**729 595**	**42 608**	**4 252**	**131 756**
		Politique : Développement territorial			**12 712 556**	**-10 413**	**12 702 143**	**10 479 906**	**734 926**	**835 788**	**651 522**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	4 112 838	0	4 112 838	4 012 002	48 981	51 855	0
				Cours d'eau	165 496	0	165 496	151 429	14 067	0	0
				Eau potable	3 045 680	0	3 045 680	3 032 098	13 582	0	0
			Domaine: Eau		**7 324 013**	**0**	**7 324 013**	**7 195 529**	**76 629**	**51 855**	**0**
			Environnement	Aménagement foncier	202 912	0	202 912	63 383	50 000	56 662	32 867
				Environnement et développement durable	73 770	0	73 770	73 770	0	0	0
				Espaces naturels sensibles - autres	355 673	0	355 673	334 766	14 035	6 872	0
				Espaces naturels sensibles - Département	155 869	0	155 869	155 869	0	0	0
			Domaine: Environnement		**788 224**	**0**	**788 224**	**627 787**	**64 035**	**63 534**	**32 867**
		Politique : Protection de l'environnement			**8 112 238**	**0**	**8 112 238**	**7 823 317**	**140 664**	**115 389**	**32 867**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	500 000	0	500 000	306 186	20 954	27 120	145 740
				Aménagements pour la sécurité routière	4 142 317	0	4 142 317	3 586 978	536 940	18 289	110
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	36 499 252	0	36 499 252	36 498 046	0	1 206	0
				Etudes voirie.	400 000	0	400 000	398 780	1 220	0	0
				Favoriser le développement économique et local	16 816 655	-1	16 816 655	2 456 236	779 014	64 908	13 516 497
				Paysage et environnement - Aménagement	90 000	0	90 000	82 523	7 477	0	0
			Domaine: Aménagement du réseau routier		**58 448 224**	**-1**	**58 448 224**	**43 328 749**	**1 345 604**	**111 524**	**13 662 347**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
				Politique : Routes départementales	**58 448 224**	**-1**	**58 448 224**	**43 328 749**	**1 345 604**	**111 524**	**13 662 347**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2 422 918	-30 440	2 392 478	1 516 756	575 394	238 000	62 327
				Plan de déplacement urbain.	844 455	0	844 455	844 455	0	0	0
				Points d'arrêt	41 306	0	41 306	41 306	0	0	0
				Domaine: Transports publics	**3 308 679**	**-30 440**	**3 278 239**	**2 402 517**	**575 394**	**238 000**	**62 327**
				Politique : Transports	**3 308 679**	**-30 440**	**3 278 239**	**2 402 517**	**575 394**	**238 000**	**62 327**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**82 581 696**	**-40 854**	**82 540 843**	**64 034 489**	**2 796 589**	**1 300 701**	**14 409 064**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Patrimoine	Antiquités et objets d'art	59 817	0	59 817	28 054	25 000	6 763	0
				Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	500 000	0	500 000	166 941	26 000	30 000	277 059
				Patrimoine monumental	562 238	0	562 238	562 219	0	0	19
				Domaine: Patrimoine	**1 122 055**	**0**	**1 122 055**	**757 214**	**51 000**	**36 763**	**277 078**
				Politique : Culture et patrimoine	**1 122 055**	**0**	**1 122 055**	**757 214**	**51 000**	**36 763**	**277 078**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	54 288 058	2 000 000	56 288 058	25 394 055	14 293 743	13 551 300	3 048 960
				Entretien et grosses réparations	23 564 740	0	23 564 740	21 199 157	1 045 396	1 027 745	292 441
				Domaine: Bâtiments des collèges	**77 852 798**	**2 000 000**	**79 852 798**	**46 593 212**	**15 339 139**	**14 579 045**	**3 341 401**
				Politique : Education formation	**77 852 798**	**2 000 000**	**79 852 798**	**46 593 212**	**15 339 139**	**14 579 045**	**3 341 401**
		Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2 984 756	0	2 984 756	2 984 756	0	0	0
				Domaine: Activités sportives	**2 984 756**	**0**	**2 984 756**	**2 984 756**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Jeunesse, sports et loisirs	**2 984 756**	**0**	**2 984 756**	**2 984 756**	**0**	**0**	**0**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**81 959 609**	**2 000 000**	**83 959 609**	**50 335 182**	**15 390 139**	**14 615 808**	**3 618 479**
	3 - Mission solidarité	Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	675 000	0	675 000	371 250	303 750		
				Domaine: Hébergement des personnes handicapées	**675 000**	**0**	**675 000**	**371 250**	**303 750**		
				Politique : Personnes handicapées	**675 000**	**0**	**675 000**	**371 250**	**303 750**		
				3 - Mission solidarité	**675 000**	**0**	**675 000**	**371 250**	**303 750**		
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	339 606	-77 309	262 297	261 748	549	0	0
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	3 430 952	0	3 430 952	2 779 412	115 000	155 000	381 540
				Solidarité - construction	250 000	0	250 000	47 929	32 000	75 000	95 071
				Solidarité - entretien et grosses réparations	1 332 003	0	1 332 003	1 239 708	23 992	11 097	57 207
				Voirie - construction	529 143	0	529 143	529 143	0	0	0
				Voirie - entretien et grosses réparations	1 272 166	0	1 272 166	1 141 784	7 317	36 543	86 523
				Domaine: Bâtiments départementaux	**7 153 870**	**-77 309**	**7 076 561**	**5 999 723**	**178 858**	**277 639**	**620 340**
			Logistique	Matériel et mobilier	278 602	0	278 602	278 602	0	0	0
				Domaine: Logistique	**278 602**	**0**	**278 602**	**278 602**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Moyens généraux	**7 432 473**	**-77 309**	**7 355 164**	**6 278 326**	**178 858**	**277 639**	**620 340**
				4 - Mission fonctionnelle	**7 432 473**	**-77 309**	**7 355 164**	**6 278 326**	**178 858**	**277 639**	**620 340**
				Somme AP 2019	**172 648 778**	**1 881 837**	**174 530 615**	**121 019 247**	**18 669 337**	**16 194 149**	**18 647 883**

AP 2020

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2020	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	1 383 806	0	1 383 806	1 383 806	0	0	0
				Domaine: Agriculture	**1 383 806**	**0**	**1 383 806**	**1 383 806**	**0**	**0**	**0**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	1 485 000	0	1 485 000	993 984	47 163	92 353	351 500
			Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces		**1 485 000**	**0**	**1 485 000**	**993 984**	**47 163**	**92 353**	**351 500**
			Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	7 599 941	0	7 599 941	6 682 212	513 444	404 285	0
				Contrats communaux	3 719 758	-43 975	3 675 783	3 607 704	63 479	4 601	0
				Fonds Aménagement Communal	2 335 128	-145 988	2 189 140	1 805 891	383 249	0	0
				Fonds d'Equipement Rural	4 862 514	-1 216	4 861 298	4 822 708	24 601	13 989	0
			Domaine: Développement local		**18 517 341**	**-191 179**	**18 326 161**	**16 918 515**	**984 772**	**422 875**	**0**
			Promotion du territoire	Attractivité du territoire	971 022	0	971 022	530 081	25 600	307 144	108 197
			Domaine: Promotion du territoire		**971 022**	**0**	**971 022**	**530 081**	**25 600**	**307 144**	**108 197**
		Politique : Développement territorial			**22 357 169**	**-191 179**	**22 165 990**	**19 826 386**	**1 057 535**	**822 371**	**459 697**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	5 167 466	0	5 167 466	4 482 974	193 635	485 678	5 180
				Cours d'eau	220 633	0	220 633	140 804	45 126	34 703	0
				Eau potable	3 799 525	-10 494	3 789 031	3 770 265	15 380	3 387	0
			Domaine: Eau		**9 187 625**	**-10 494**	**9 177 131**	**8 394 042**	**254 141**	**523 768**	**5 180**
			Environnement	Aménagement foncier	233 825	-186	233 639	233 639	0	0	0
				Espaces naturels sensibles - autres	93 273	0	93 273	85 273	3 627	4 373	0
				Espaces naturels sensibles - Département	873 175	-29 717	843 459	774 488	4 813	19 390	44 768
			Domaine: Environnement		**1 200 273**	**-29 903**	**1 170 370**	**1 093 399**	**8 440**	**23 763**	**44 768**
		Politique : Protection de l'environnement			**10 387 898**	**-40 397**	**10 347 501**	**9 487 441**	**262 581**	**547 530**	**49 948**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	500 000	0	500 000	441 370	0	58 631	0
				Améliorer les liaisons entre les pôles	17 000 000	0	17 000 000	817 199	2 541 894	4 553 609	9 087 298
				Aménagements pour la sécurité routière	5 100 000	0	5 100 000	4 437 654	208 819	0	453 527
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	47 400 000	0	47 400 000	47 248 229	120 117	31 653	0
				Etudes voirie.	2 025 000	0	2 025 000	751 111	83 862	154 682	1 035 345
				Favoriser le développement économique et local	19 705 000	0	19 705 000	8 466 245	3 949 569	475 441	6 813 745
				Paysage et environnement - Aménagement	90 000	0	90 000	44 709	45 291	0	0
			Domaine: Aménagement du réseau routier		**91 820 000**	**0**	**91 820 000**	**62 206 516**	**6 949 552**	**5 274 016**	**17 389 916**
			Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	400 000	0	400 000	385 666	0	14 334	0
			Domaine: Entretien et exploitation du réseau routier		**400 000**	**0**	**400 000**	**385 666**	**0**	**14 334**	**0**
		Politique : Routes départementales			**92 220 000**	**0**	**92 220 000**	**62 592 182**	**6 949 552**	**5 288 350**	**17 389 916**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	287 500	0	287 500	64 038	152 254	62 065	9 143
				Plan de déplacement urbain.	600 000	-2 000	598 000	350 472	117 742	3 622	126 164
			Domaine: Transports publics		**887 500**	**-2 000**	**885 500**	**414 511**	**269 996**	**65 687**	**135 307**
		Politique : Transports			**887 500**	**-2 000**	**885 500**	**414 511**	**269 996**	**65 687**	**135 307**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**125 852 567**	**-233 577**	**125 618 990**	**92 320 520**	**8 539 665**	**6 723 938**	**18 034 868**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	4 846	0	4 846	4 846	0	0	0
			Domaine: Archives		**4 846**	**0**	**4 846**	**4 846**	**0**	**0**	**0**
			Développement culturel	Actions culturelles.	4 572	0	4 572	4 572	0	0	0
				Enseignement artistique et pratiques amateurs	80 000	0	80 000	80 000	0	0	0
			Domaine: Développement culturel		**84 572**	**0**	**84 572**	**84 572**	**0**	**0**	**0**
			Musées	Développement et valorisation des collections - musées	1 400 000	0	1 400 000	254 277	249 095	125 000	771 628
			Domaine: Musées		**1 400 000**	**0**	**1 400 000**	**254 277**	**249 095**	**125 000**	**771 628**
			Patrimoine	Patrimoine monumental	950 307	0	950 307	884 365	65 941	0	0
			Domaine: Patrimoine		**950 307**	**0**	**950 307**	**884 365**	**65 941**	**0**	**0**
		Politique : Culture et patrimoine			**2 439 725**	**0**	**2 439 725**	**1 228 060**	**315 036**	**125 000**	**771 628**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	70 042 374	4 995 005	75 037 379	51 222 262	3 811 274	9 319 447	10 684 396

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Bâtiments des collèges	Entretien et grosses réparations	36 945 868	0	36 945 868	32 120 515	2 865 952	1 392 259	567 142
				Domaine: Bâtiments des collèges	**106 988 242**	**4 995 005**	**111 983 246**	**83 342 777**	**6 677 225**	**10 711 706**	**11 251 538**
			Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	3 000 000	0	3 000 000	2 200 000	0	100 000	700 000
				Domaine: Enseignement supérieur et recherche	**3 000 000**	**0**	**3 000 000**	**2 200 000**	**0**	**100 000**	**700 000**
			Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	6 749 806	0	6 749 806	6 749 806	0	0	0
				Domaine: Vie des collèges	**6 749 806**	**0**	**6 749 806**	**6 749 806**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Education formation	**116 738 048**	**4 995 005**	**121 733 053**	**92 292 583**	**6 677 225**	**10 811 706**	**11 951 538**
		Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2 154 856	0	2 154 856	2 154 856	0	0	0
				Domaine: Activités sportives	**2 154 856**	**0**	**2 154 856**	**2 154 856**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Jeunesse, sports et loisirs	**2 154 856**	**0**	**2 154 856**	**2 154 856**	**0**	**0**	**0**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**121 332 628**	**4 995 005**	**126 327 633**	**95 675 499**	**6 992 261**	**10 936 706**	**12 723 166**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	56 637	0	56 637	56 637	0	0	0
				Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement	**56 637**	**0**	**56 637**	**56 637**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Habitat	**56 637**	**0**	**56 637**	**56 637**	**0**	**0**	**0**
		Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	1 935 000	0	1 935 000	1 935 000			
				Domaine: Hébergement des personnes âgées	**1 935 000**	**0**	**1 935 000**	**1 935 000**			
				Politique : Personnes âgées	**1 935 000**	**0**	**1 935 000**	**1 935 000**			
		Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	950 439	0	950 439	950 439	0	0	0
				Domaine: Santé publique	**950 439**	**0**	**950 439**	**950 439**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Santé publique	**950 439**	**0**	**950 439**	**950 439**	**0**	**0**	**0**
	3 - Mission solidarité				**2 942 076**	**0**	**2 942 076**	**2 942 076**	**0**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Développement des services et usages	380 000	0	380 000	380 000	0	0	0
				Domaine: Communication	**380 000**	**0**	**380 000**	**380 000**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Conduite des politiques départementales	**380 000**	**0**	**380 000**	**380 000**	**0**	**0**	**0**
		Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	550 000	-34 692	515 308	515 308	0	0	0
				Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	749 594	0	749 594	631 486	38 009	31 824	48 275
				Services départementaux - construction	373 743	0	373 743	31 741	0	46 798	295 203
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	1 579 925	-34 575	1 545 350	1 194 856	178 550	40 857	131 088
				Solidarité - construction	13 331 869	-87 898	13 243 971	8 885 974	3 909 691	200 000	248 305
				Solidarité - entretien et grosses réparations	1 485 159	0	1 485 159	1 259 412	97 509	42 978	85 259
				Voirie - entretien et grosses réparations	808 250	0	808 250	659 118	47 569	28 551	73 012
				Domaine: Bâtiments départementaux	**18 878 539**	**-157 165**	**18 721 374**	**13 177 896**	**4 271 328**	**391 008**	**881 142**
				Politique : Moyens généraux	**18 878 539**	**-157 165**	**18 721 374**	**13 177 896**	**4 271 328**	**391 008**	**881 142**
	4 - Mission fonctionnelle				**19 258 539**	**-157 165**	**19 101 374**	**13 557 896**	**4 271 328**	**391 008**	**881 142**
				Somme AP 2020	**269 385 811**	**4 604 264**	**273 990 074**	**204 495 992**	**19 803 254**	**18 051 653**	**31 639 176**

AP 2021

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2021	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	3 500 000	0	3 500 000	2 944 540	295 154	181 943	78 363
				Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces	**3 500 000**	**0**	**3 500 000**	**2 944 540**	**295 154**	**181 943**	**78 363**
				Contrat Intercommunal de Développement	2 775 660	-41 503	2 734 157	1 072 683	191 410	1 470 064	0

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Développement local	Contrats communaux	2 864 634	-54 172	2 810 463	2 388 019	286 566	135 878	0
				Contrats intercommunaux	138 771	0	138 771	138 771	0	0	0
				Fonds Aménagement Communal	12 773 765	-76 835	12 696 931	10 382 085	1 403 689	375 897	535 260
				Fonds d'aménagement	1 000 000	0	1 000 000	300 000	198 364	501 636	0
				Fonds d'Equipement Rural	4 054 426	-57 087	3 997 338	3 848 481	86 099	11 633	51 125
				Soutien au développement local - divers partenariats	261 618	0	261 618	88 533	111 470	61 616	0
				Domaine: Développement local	**23 868 875**	**-229 597**	**23 639 278**	**18 218 572**	**2 277 598**	**2 556 722**	**586 385**
			Promotion du territoire	Attractivité du territoire	3 077 602	0	3 077 602	1 471 680	278 129	502 511	825 283
				Domaine: Promotion du territoire	**3 077 602**	**0**	**3 077 602**	**1 471 680**	**278 129**	**502 511**	**825 283**
				Politique : Développement territorial	**30 446 476**	**-229 597**	**30 216 879**	**22 634 792**	**2 850 881**	**3 241 176**	**1 490 031**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	4 251 499	0	4 251 499	3 599 922	195 033	331 325	125 219
				Eau potable	2 841 275	-27 171	2 814 103	2 217 412	75 009	521 683	0
				Domaine: Eau	**7 092 774**	**-27 171**	**7 065 603**	**5 817 334**	**270 043**	**853 007**	**125 219**
			Environnement	Espaces naturels sensibles - autres	452 380	-941	451 439	429 588	6 249	15 602	0
				Espaces naturels sensibles - Département	164 998	0	164 998	160 365	4 633	0	0
				Domaine: Environnement	**617 378**	**-941**	**616 437**	**589 954**	**10 882**	**15 602**	**0**
				Politique : Protection de l'environnement	**7 710 152**	**-28 112**	**7 682 040**	**6 407 288**	**280 924**	**868 609**	**125 219**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	500 000	0	500 000	500 000	0	0	0
				Améliorer les liaisons entre les pôles	6 400 000	0	6 400 000	502 232	649 019	5 248 748	0
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	58 841 671	0	58 841 671	56 671 248	1 331 711	509 665	329 047
				Etudes voirie.	400 000	0	400 000	387 263	0	0	12 737
				Favoriser le développement économique et local	200 000	0	200 000	59 615	0	140 385	
				Paysage et environnement - Aménagement	500 000	0	500 000	439 159	29 506	31 335	0
				Raccorder les pôles.	8 000 000	0	8 000 000	7 901 985	69 890	0	28 125
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**74 841 671**	**0**	**74 841 671**	**66 461 503**	**2 080 126**	**5 930 133**	**369 909**
			Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	500 000	0	500 000	498 711	643	646	0
				Moyens du parc départemental	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0
				Domaine: Entretien et exploitation du réseau routier	**3 500 000**	**0**	**3 500 000**	**3 498 711**	**643**	**646**	**0**
				Politique : Routes départementales	**78 341 671**	**0**	**78 341 671**	**69 960 214**	**2 080 768**	**5 930 779**	**369 909**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	69 867	0	69 867	44 791	0	20 678	4 398
				Domaine: Sécurité des biens et des personnes	**69 867**	**0**	**69 867**	**44 791**	**0**	**20 678**	**4 398**
				Politique : Sécurité	**69 867**	**0**	**69 867**	**44 791**	**0**	**20 678**	**4 398**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	8 339 060	-1 500 000	6 839 060	239 248	2 309 118	4 290 694	0
				Plan de déplacement urbain.	659 457	-10 666	648 791	591 414	36 396	20 980	0
				Domaine: Transports publics	**8 998 517**	**-1 510 666**	**7 487 851**	**830 662**	**2 345 514**	**4 311 674**	**0**
				Politique : Transports	**8 998 517**	**-1 510 666**	**7 487 851**	**830 662**	**2 345 514**	**4 311 674**	**0**
				1 - Mission aménagement et développement du territoire	**125 566 683**	**-1 768 375**	**123 798 308**	**99 877 747**	**7 558 088**	**14 372 917**	**1 989 556**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	27 718	0	27 718	18 814	0	0	8 904
				Domaine: Archives	**27 718**	**0**	**27 718**	**18 814**	**0**	**0**	**8 904**
			Développement culturel	Actions culturelles.	151 926	0	151 926	129 926	6 000	16 000	0
				Enseignement artistique et pratiques amateurs	34 000	0	34 000	34 000	0	0	0
				Domaine: Développement culturel	**185 926**	**0**	**185 926**	**163 926**	**6 000**	**16 000**	**0**
			Développement de la lecture publique	Développement du réseau - Médiathèque	9 235	-3 489	5 746	5 746	0	0	0
				Domaine: Développement de la lecture publique	**9 235**	**-3 489**	**5 746**	**5 746**	**0**	**0**	**0**
			Patrimoine	Antiquités et objets d'art	45 586	0	45 586	45 586	0	0	0
				Patrimoine monumental	940 896	-22 331	918 565	681 537	46 985	107 921	82 122

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Domaine: Patrimoine		**986 481**	**-22 331**	**964 150**	**727 123**	**46 985**	**107 921**	**82 122**
		Politique : Culture et patrimoine			**1 209 361**	**-25 820**	**1 183 540**	**915 609**	**52 985**	**123 921**	**91 026**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	33 420 358	0	33 420 358	30 629 276	1 196 138	374 393	1 220 552
				Entretien et grosses réparations	41 055 781	64 646	41 120 427	30 805 683	4 240 533	4 268 422	1 805 788
			Domaine: Bâtiments des collèges		**74 476 139**	**64 646**	**74 540 785**	**61 434 958**	**5 436 671**	**4 642 815**	**3 026 340**
			Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	5 249 723	-3 122	5 246 601	5 246 601	0	0	0
				Matériel et mobilier des collèges	1 471 266	-5 596	1 465 670	1 465 670	0	0	0
			Domaine: Vie des collèges		**6 720 989**	**-8 718**	**6 712 271**	**6 712 271**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Education formation			**81 197 128**	**55 927**	**81 253 055**	**68 147 229**	**5 436 671**	**4 642 815**	**3 026 340**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**82 406 489**	**30 107**	**82 436 595**	**69 062 837**	**5 489 656**	**4 766 736**	**3 117 366**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	14 779	0	14 779	14 779	0	0	0
				Développement et amélioration de l'offre du parc social	8 380	0	8 380	8 380			
			Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement		**23 159**	**0**	**23 159**	**23 159**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Habitat			**23 159**	**0**	**23 159**	**23 159**	**0**	**0**	**0**
		Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	121 500	0	121 500	121 500	0	0	0
			Domaine: Hébergement des personnes âgées		**121 500**	**0**	**121 500**	**121 500**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Personnes âgées			**121 500**	**0**	**121 500**	**121 500**	**0**	**0**	**0**
		Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	75 000	0	75 000	75 000			
			Domaine: Hébergement des personnes handicapées		**75 000**	**0**	**75 000**	**75 000**			
		Politique : Personnes handicapées			**75 000**	**0**	**75 000**	**75 000**			
	3 - Mission solidarité				**219 659**	**0**	**219 659**	**219 659**	**0**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	725 271	0	725 271	369 461	36 115	53 839	265 855
				Services départementaux - construction	34 900 000	6 457 889	41 357 889	1 184 904	1 774 800	6 404 839	31 993 345
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	1 867 934	-81 693	1 786 241	1 391 756	42 303	77 371	274 811
				Solidarité - entretien et grosses réparations	1 175 776	0	1 175 776	932 747	79 500	55 841	107 687
				Voirie - construction	744 329	0	744 329	607 983	0	50 000	86 346
				Voirie - entretien et grosses réparations	1 230 984	-5 065	1 225 919	816 340	103 877	131 197	174 505
			Domaine: Bâtiments départementaux		**40 644 294**	**6 371 131**	**47 015 425**	**5 303 191**	**2 036 596**	**6 773 087**	**32 902 551**
			Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	782 000	-7 390	774 610	774 610	0	0	0
				Matériel et mobilier	441 910	0	441 910	441 910	0	0	0
			Domaine: Logistique		**1 223 910**	**-7 390**	**1 216 521**	**1 216 521**	**0**	**0**	**0**
			Système d'information	Etudes et solutions logicielles	1 286 925	-214	1 286 711	1 286 711	0	0	0
				Infrastructures	1 786 539	0	1 786 539	1 671 432	4 913	90 000	20 194
				Matériels et logiciels clients	1 820 593	0	1 820 593	1 820 593	0	0	0
			Domaine: Système d'information		**4 894 057**	**-214**	**4 893 842**	**4 778 735**	**4 913**	**90 000**	**20 194**
		Politique : Moyens généraux			**46 762 261**	**6 363 526**	**53 125 788**	**11 298 447**	**2 041 509**	**6 863 087**	**32 922 745**
	4 - Mission fonctionnelle				**46 762 261**	**6 363 526**	**53 125 788**	**11 298 447**	**2 041 509**	**6 863 087**	**32 922 745**
				Somme AP 2021	**254 955 092**	**4 625 258**	**259 580 350**	**180 458 690**	**15 089 253**	**26 002 740**	**38 029 667**

AP 2022

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2022	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	500 000	0	500 000	121 363	108 609	270 028	0
				Domaine: Agriculture	**500 000**	**0**	**500 000**	**121 363**	**108 609**	**270 028**	**0**
			Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	2 139 125	0	2 139 125	1 785 500	247 464	106 161	0
				Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces	**2 139 125**	**0**	**2 139 125**	**1 785 500**	**247 464**	**106 161**	**0**
			Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	8 954 073	0	8 954 073	4 805 843	1 590 265	2 557 965	0
				Contrats communaux	5 078 221	-37 940	5 040 282	2 577 378	1 332 273	1 127 189	3 441
				Contrats intercommunaux	143 000	0	143 000	79 605	63 395	0	0
				Développement du réseau	3 500 000	0	3 500 000	3 500 000			
				Fonds Aménagement Communal	11 118 085	-9 109	11 108 976	5 273 418	1 281 103	3 188 824	1 365 631
				Fonds d'aménagement	1 200 000	0	1 200 000	417 820	91 929	674 200	16 051
				Fonds d'Equipement Rural	4 520 386	-50 587	4 469 799	3 865 454	486 971	100 065	17 310
				Domaine: Développement local	**34 513 765**	**-97 635**	**34 416 130**	**20 519 518**	**4 845 936**	**7 648 243**	**1 402 433**
			Promotion du territoire	Attractivité du territoire	1 448 566	0	1 448 566	786 586	195 000	346 094	120 886
				Domaine: Promotion du territoire	**1 448 566**	**0**	**1 448 566**	**786 586**	**195 000**	**346 094**	**120 886**
				Politique : Développement territorial	**38 601 456**	**-97 635**	**38 503 821**	**23 212 967**	**5 397 009**	**8 370 526**	**1 523 318**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	6 779 785	0	6 779 785	4 505 445	1 600 085	674 255	0
				Cours d'eau	168 291	0	168 291	148 752	11 993	7 546	0
				Eau potable	6 907 007	-3 762	6 903 245	5 869 684	66 854	620 469	346 238
				Domaine: Eau	**13 855 083**	**-3 762**	**13 851 321**	**10 523 882**	**1 678 932**	**1 302 269**	**346 238**
			Environnement	Aménagement foncier	510 617	-250 016	260 601	60 601	40 000	160 000	0
				Environnement et développement durable	35 355	0	35 355	3 701	19 788	11 866	0
				Espaces naturels sensibles - autres	438 062	-909	437 153	291 619	56 093	81 575	7 866
				Espaces naturels sensibles - Département	1 264 521	-21 854	1 242 667	882 608	139 359	152 620	68 080
				Domaine: Environnement	**2 248 555**	**-272 779**	**1 975 776**	**1 238 529**	**255 240**	**406 061**	**75 946**
				Politique : Protection de l'environnement	**16 103 637**	**-276 541**	**15 827 097**	**11 762 411**	**1 934 172**	**1 708 330**	**422 184**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	2 500 000	0	2 500 000	1 723 224	42 945	9 864	723 967
				Améliorer les liaisons entre les pôles	19 000 000	0	19 000 000	169 323	121 960	1 008 717	17 700 000
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	57 250 000	0	57 250 000	51 598 568	2 073 127	2 586 918	991 387
				Etudes voirie.	400 000	0	400 000	358 573	0	0	41 427
				Favoriser le développement économique et local	11 947 200	-2 388	11 944 812	5 503 145	937 948	152 250	5 351 469
				Paysage et environnement - Aménagement	500 000	0	500 000	160 670	10 000	300 000	29 330
				Raccorder les pôles.	1 250 000	0	1 250 000	421 506	41 819	30 000	756 675
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**92 847 200**	**-2 388**	**92 844 812**	**59 935 009**	**3 227 799**	**4 087 749**	**25 594 256**
			Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	500 000	0	500 000	499 527	0	473	0
				Moyens du parc départemental	80 000	0	80 000	79 614	0	386	0
				Signalisation	3 500 000	0	3 500 000	3 500 000	0	0	0
				Domaine: Entretien et exploitation du réseau routier	**4 080 000**	**0**	**4 080 000**	**4 079 141**	**0**	**859**	**0**
				Politique : Routes départementales	**96 927 200**	**-2 388**	**96 924 812**	**64 014 150**	**3 227 799**	**4 088 608**	**25 594 256**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Sécurité	2 289 010	-3 685	2 285 325	1 579 656	319 181	386 488	0
				Domaine: Sécurité des biens et des personnes	**2 289 010**	**-3 685**	**2 285 325**	**1 579 656**	**319 181**	**386 488**	**0**
				Politique : Sécurité	**2 289 010**	**-3 685**	**2 285 325**	**1 579 656**	**319 181**	**386 488**	**0**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	33 337 087	0	33 337 087	11 367 373	13 736 353	5 741 993	2 491 368
				Plan de déplacement urbain.	500 000	0	500 000	270 469	30 755	198 776	
				Domaine: Transports publics	**33 837 087**	**0**	**33 837 087**	**11 637 842**	**13 767 108**	**5 940 769**	**2 491 368**
				Politique : Transports	**33 837 087**	**0**	**33 837 087**	**11 637 842**	**13 767 108**	**5 940 769**	**2 491 368**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**187 758 390**	**-380 249**	**187 378 141**	**112 207 025**	**24 645 269**	**20 494 721**	**30 031 126**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	37 604	0	37 604	22 122	150	0	15 332
				Domaine: Archives	**37 604**	**0**	**37 604**	**22 122**	**150**	**0**	**15 332**
			Développement culturel	Actions culturelles.	159 756	0	159 756	152 756	7 000	0	0
				Domaine: Développement culturel	**159 756**	**0**	**159 756**	**152 756**	**7 000**	**0**	**0**
			Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	18 008	0	18 008	18 008	0	0	0
				Développement de l'offre documentaire	53 806	0	53 806	53 806	0	0	0
				Développement du réseau - Médiathèque	48 749	-1 876	46 872	26 872	10 000	10 000	0
				Domaine: Développement de la lecture publique	**120 563**	**-1 876**	**118 687**	**98 687**	**10 000**	**10 000**	**0**
			Musées	Développement et valorisation des collections - musées	129 465	0	129 465	83 465	13 000	13 000	20 000
				Domaine: Musées	**129 465**	**0**	**129 465**	**83 465**	**13 000**	**13 000**	**20 000**
			Patrimoine	Antiquités et objets d'art	49 762	0	49 762	46 148	3 614	0	0
				Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	391 827	-7	391 820	383 769	8 051	0	0
				Patrimoine monumental	1 104 975	-761	1 104 214	576 472	195 779	259 002	72 961
				Domaine: Patrimoine	**1 546 564**	**-768**	**1 545 796**	**1 006 390**	**207 444**	**259 002**	**72 961**
				Politique : Culture et patrimoine	**1 993 952**	**-2 644**	**1 991 308**	**1 363 420**	**237 594**	**282 002**	**108 292**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	45 594 874	0	45 594 874	19 993 815	16 665 149	3 250 000	5 685 909
				Entretien et grosses réparations	41 156 545	4 070 098	45 226 643	24 268 044	4 678 153	6 956 769	9 323 677
				Domaine: Bâtiments des collèges	**86 751 419**	**4 070 098**	**90 821 517**	**44 261 859**	**21 343 303**	**10 206 769**	**15 009 586**
			Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	4 061 333	-2 788	4 058 545	4 058 545	0	0	0
				Matériel et mobilier des collèges	1 634 738	-5 934	1 628 803	1 628 803	0	0	0
				Participation au budget des collèges privés	1 800 000	0	1 800 000	974 000	300 000	526 000	0
				Domaine: Vie des collèges	**7 496 071**	**-8 722**	**7 487 348**	**6 661 348**	**300 000**	**526 000**	**0**
				Politique : Education formation	**94 247 490**	**4 061 376**	**98 308 865**	**50 923 207**	**21 643 303**	**10 732 769**	**15 009 586**
		Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	1 596 853	0	1 596 853	1 546 686	50 167	0	0
				Domaine: Activités sportives	**1 596 853**	**0**	**1 596 853**	**1 546 686**	**50 167**	**0**	**0**
				Politique : Jeunesse, sports et loisirs	**1 596 853**	**0**	**1 596 853**	**1 546 686**	**50 167**	**0**	**0**
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**97 838 295**	**4 058 731**	**101 897 026**	**53 833 313**	**21 931 063**	**11 014 771**	**15 117 878**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	16 834	0	16 834	8 417	8 417	0	0
				Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement	**16 834**	**0**	**16 834**	**8 417**	**8 417**	**0**	**0**
				Politique : Habitat	**16 834**	**0**	**16 834**	**8 417**	**8 417**	**0**	**0**
		Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	435 000	0	435 000	261 000	174 000	0	0
				Domaine: Hébergement des personnes âgées	**435 000**	**0**	**435 000**	**261 000**	**174 000**	**0**	**0**
				Politique : Personnes âgées	**435 000**	**0**	**435 000**	**261 000**	**174 000**	**0**	**0**
		Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	42 000	0	42 000	42 000	0	0	0
				Domaine: Santé publique	**42 000**	**0**	**42 000**	**42 000**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Santé publique	**42 000**	**0**	**42 000**	**42 000**	**0**	**0**	**0**
				3 - Mission solidarité	**493 834**	**0**	**493 834**	**311 417**	**182 417**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Dépenses/Recettes d'investissement.	18 255 000	0	18 255 000	18 255 000			
				Domaine: Finances	**18 255 000**	**0**	**18 255 000**	**18 255 000**			
				Politique : Direction et animation de l'action départementale	**18 255 000**	**0**	**18 255 000**	**18 255 000**			
		Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	613 107	0	613 107	383 756	96 452	46 633	86 265
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	5 409 691	268 000	5 677 691	2 122 957	1 421 504	860 164	1 273 067
				Solidarité - construction	3 000 000	0	3 000 000	111 493	376 000	724 000	1 788 507
				Solidarité - entretien et grosses réparations	1 476 427	0	1 476 427	1 035 180	175 638	76 440	189 169
				Voirie - construction	5 256 673	0	5 256 673	4 753 587	146 410	155 000	201 676
				Voirie - entretien et grosses réparations	849 875	0	849 875	525 956	67 673	105 119	151 126

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Domaine: Bâtiments départementaux		**16 605 773**	**268 000**	**16 873 773**	**8 932 930**	**2 283 677**	**1 967 356**	**3 689 810**
			Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	1 600 000	-7 961	1 592 039	1 592 039	0	0	0
				Matériel et mobilier	625 191	-12 507	612 684	577 036	35 648	0	0
			Domaine: Logistique		**2 225 191**	**-20 468**	**2 204 723**	**2 169 075**	**35 648**	**0**	**0**
			Système d'information	Etudes et solutions logicielles	1 971 757	-5 698	1 966 059	1 957 283	8 776	0	0
				Infrastructures	1 421 958	0	1 421 958	1 421 958	0	0	0
				Matériels et logiciels clients	2 908 915	0	2 908 915	2 908 915	0	0	0
			Domaine: Système d'information		**6 302 629**	**-5 698**	**6 296 931**	**6 288 155**	**8 776**	**0**	**0**
		Politique : Moyens généraux			**25 133 592**	**241 834**	**25 375 427**	**17 390 160**	**2 328 101**	**1 967 356**	**3 689 810**
		Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	48 980	0	48 980	48 980	0	0	0
			Domaine: Santé, actions sociales, relations sociales		**48 980**	**0**	**48 980**	**48 980**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Ressources humaines			**48 980**	**0**	**48 980**	**48 980**	**0**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle				**43 437 572**	**241 834**	**43 679 407**	**35 694 140**	**2 328 101**	**1 967 356**	**3 689 810**
				Somme AP 2022	**329 528 091**	**3 920 317**	**333 448 408**	**202 045 895**	**49 086 850**	**33 476 849**	**48 838 814**

AP 2023

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2023	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	6 486 235	0	6 486 235	4 849 477	1 109 944	357 056	169 759
			Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces		**6 486 235**	**0**	**6 486 235**	**4 849 477**	**1 109 944**	**357 056**	**169 759**
			Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	15 941 239	-3 321 890	12 619 350	578 326	1 417 884	1 874 068	8 749 071
				Contrats communaux	7 008 061	-6 389	7 001 672	1 459 187	801 408	1 010 232	3 730 845
				Contrats intercommunaux	143 000	0	143 000	42 971	65 111	34 918	0
				Développement du réseau	2 000 000	0	2 000 000	1 145 301	854 664	35	0
				Fonds Aménagement Communal	12 448 778	0	12 448 778	2 907 976	1 728 772	3 425 556	4 386 474
				Fonds d'aménagement	600 000	0	600 000	180 000	357 840	62 160	0
				Fonds d'Equipement Rural	3 742 262	-66 871	3 675 391	1 909 381	965 582	614 660	185 768
			Domaine: Développement local		**41 883 339**	**-3 395 149**	**38 488 190**	**8 223 142**	**6 191 261**	**7 021 629**	**17 052 158**
		Politique : Développement territorial			**48 369 575**	**-3 395 149**	**44 974 425**	**13 072 619**	**7 301 205**	**7 378 685**	**17 221 916**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	6 356 709	0	6 356 709	2 936 681	2 089 318	943 303	387 407
				Cours d'eau	350 000	0	350 000	44 206	117 223	111 368	77 203
				Eau potable	4 230 295	-3 843	4 226 452	2 868 843	376 169	270 889	710 551
				Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	272 209	0	272 209	240 600	31 609	0	0
			Domaine: Eau		**11 209 213**	**-3 843**	**11 205 370**	**6 090 330**	**2 614 319**	**1 325 560**	**1 175 161**
			Environnement	Aménagement foncier	166 235	0	166 235	6 235	0	28 000	132 000
				Environnement et développement durable	7 665	0	7 665	165	0	7 500	0
				Espaces naturels sensibles - autres	415 000	-115 848	299 152	219 017	69 930	10 205	0
				Espaces naturels sensibles - Département	1 282 329	-23 016	1 259 313	614 602	308 874	30 037	305 800
			Domaine: Environnement		**1 871 229**	**-138 864**	**1 732 366**	**840 020**	**378 804**	**75 742**	**437 800**
		Politique : Protection de l'environnement			**13 080 442**	**-142 707**	**12 937 736**	**6 930 350**	**2 993 123**	**1 401 302**	**1 612 961**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	1 000 000	0	1 000 000	212 685	74 981	0	712 334
				Améliorer les liaisons entre les pôles	14 500 000	0	14 500 000	88 460	211 498	3 300 042	10 900 000
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	53 615 000	0	53 615 000	47 224 158	955 035	4 680 311	755 496

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Aménagement du réseau routier	Etudes voirie.	2 000 000	0	2 000 000	1 701 868	272 958	20 468	4 706
				Favoriser le développement économique et local	10 500 000	0	10 500 000	719 656	743 713	700 000	8 336 632
				Paysage et environnement - Aménagement	500 000	0	500 000	0	9 334	100 000	390 666
			Domaine: Aménagement du réseau routier		**82 115 000**	**0**	**82 115 000**	**49 946 826**	**2 267 519**	**8 800 821**	**21 099 834**
			Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	1 200 000	0	1 200 000	1 005 193	170 246	24 562	0
				Moyens du parc départemental	3 220 000	0	3 220 000	3 142 191	47 534	514	29 762
				Signalisation	2 000 000	0	2 000 000	1 912 062	87 938	0	0
			Domaine: Entretien et exploitation du réseau routier		**6 420 000**	**0**	**6 420 000**	**6 059 446**	**305 717**	**25 076**	**29 762**
		Politique : Routes départementales			**88 535 000**	**0**	**88 535 000**	**56 006 272**	**2 573 235**	**8 825 897**	**21 129 595**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	50 000	0	50 000	31 595	4 000	0	14 405
				Sécurité	1 650 000	-15 487	1 634 513	546 716	520 810	35 033	531 954
			Domaine: Sécurité des biens et des personnes		**1 700 000**	**-15 487**	**1 684 513**	**578 311**	**524 810**	**35 033**	**546 359**
		Politique : Sécurité			**1 700 000**	**-15 487**	**1 684 513**	**578 311**	**524 810**	**35 033**	**546 359**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	5 277 132	-50 000	5 227 132	1 631 643	2 114 041	1 143 983	337 465
				Plan de déplacement urbain.	641 875	0	641 875	11 767	280 374	281 501	68 233
				Points d'arrêt	3 900 000	0	3 900 000	737 332	496 143	300 000	2 366 525
			Domaine: Transports publics		**9 819 007**	**-50 000**	**9 769 007**	**2 380 742**	**2 890 557**	**1 725 484**	**2 772 223**
		Politique : Transports			**9 819 007**	**-50 000**	**9 769 007**	**2 380 742**	**2 890 557**	**1 725 484**	**2 772 223**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**161 504 024**	**-3 603 343**	**157 900 681**	**78 968 295**	**16 282 931**	**19 366 401**	**43 283 055**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	115 462	0	115 462	92 344	5 535	0	17 583
			Domaine: Archives		**115 462**	**0**	**115 462**	**92 344**	**5 535**	**0**	**17 583**
			Développement culturel	Actions culturelles.	340 000	0	340 000	320 000	10 000	10 000	0
				Enseignement artistique et pratiques amateurs	2 640	0	2 640	2 640	0	0	0
			Domaine: Développement culturel		**342 640**	**0**	**342 640**	**322 640**	**10 000**	**10 000**	**0**
			Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	11 781	0	11 781	11 781	0	0	0
				Développement de l'offre documentaire	69 022	0	69 022	69 022	0	0	0
			Domaine: Développement de la lecture publique		**80 803**	**0**	**80 803**	**80 803**	**0**	**0**	**0**
			Musées	Développement et valorisation des collections - musées	97 816	-29 691	68 125	68 125	0	0	0
			Domaine: Musées		**97 816**	**-29 691**	**68 125**	**68 125**	**0**	**0**	**0**
			Patrimoine	Antiquités et objets d'art	77 412	0	77 412	35 633	20 000	18 618	3 161
				Archéologie - recherche et valorisation	50 000	0	50 000	2 900	20 819	26 281	0
				Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	576 741	0	576 741	175 751	23 749	62 195	315 046
				Patrimoine monumental	1 186 437	0	1 186 437	462 776	139 114	230 288	354 258
				Valorisation du patrimoine	536 926	0	536 926	29 541	7 385	76 166	423 834
			Domaine: Patrimoine		**2 427 516**	**0**	**2 427 516**	**706 601**	**211 068**	**413 549**	**1 096 299**
		Politique : Culture et patrimoine			**3 064 237**	**-29 691**	**3 034 546**	**1 270 513**	**226 603**	**423 549**	**1 113 882**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Constructions extensions réhabilitations	69 550 000	254 995	69 804 995	3 161 877	7 590 099	22 410 607	36 642 412
				Entretien et grosses réparations	45 442 209	9 000 000	54 442 209	22 364 981	6 152 587	8 502 320	17 422 320
			Domaine: Bâtiments des collèges		**114 992 209**	**9 254 995**	**124 247 204**	**25 526 858**	**13 742 686**	**30 912 928**	**54 064 732**
			Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	3 493 715	-1 289	3 492 426	3 492 426	0	0	0
				Matériel et mobilier des collèges	2 437 826	-3 527	2 434 299	2 359 734	74 565	0	0
				Restauration scolaire	1 499 677	0	1 499 677	1 499 677	0	0	0
			Domaine: Vie des collèges		**7 431 219**	**-4 816**	**7 426 403**	**7 351 838**	**74 565**	**0**	**0**
		Politique : Education formation			**122 423 428**	**9 250 179**	**131 673 607**	**32 878 696**	**13 817 251**	**30 912 928**	**54 064 732**
		Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	1 290 000	-753 422	536 578	223 044	128 414	185 120	0
			Domaine: Activités sportives		**1 290 000**	**-753 422**	**536 578**	**223 044**	**128 414**	**185 120**	**0**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
		Politique : Jeunesse, sports et loisirs			**1 290 000**	**-753 422**	**536 578**	**223 044**	**128 414**	**185 120**	**0**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**126 777 664**	**8 467 066**	**135 244 730**	**34 372 253**	**14 172 268**	**31 521 597**	**55 178 614**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	149 175	-1	149 174	140 375	8 800	0	0
				Développement et amélioration de l'offre du parc social	162 000	0	162 000	162 000	0	0	0
			Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement		**311 175**	**-1**	**311 174**	**302 375**	**8 800**	**0**	**0**
		Politique : Habitat			**311 175**	**-1**	**311 174**	**302 375**	**8 800**	**0**	**0**
		Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	60 000	0	60 000	0	60 000		
			Domaine: Hébergement des personnes handicapées		**60 000**	**0**	**60 000**	**0**	**60 000**		
		Politique : Personnes handicapées			**60 000**	**0**	**60 000**	**0**	**60 000**		
	3 - Mission solidarité				**371 175**	**-1**	**371 174**	**302 375**	**68 800**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Communication.	18 712	0	18 712	18 712	0	0	0
			Domaine: Communication		**18 712**	**0**	**18 712**	**18 712**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Conduite des politiques départementales			**18 712**	**0**	**18 712**	**18 712**	**0**	**0**	**0**
		Direction et animation de l'action départementale	Finances	Dépenses/Recettes d'investissement.	19 384 000	0	19 384 000	19 384 000			
			Domaine: Finances		**19 384 000**	**0**	**19 384 000**	**19 384 000**			
		Politique : Direction et animation de l'action départementale			**19 384 000**	**0**	**19 384 000**	**19 384 000**			
		Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	510 826	0	510 826	196 978	140 702	76 198	96 948
				Services départementaux - construction	803 300	242 111	1 045 411	15 369	75 073	421 250	533 719
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	1 456 422	0	1 456 422	548 735	186 016	273 226	448 445
				Solidarité - construction	714 346	20 000	734 346	707 273	24 000	0	3 073
				Solidarité - entretien et grosses réparations	3 464 696	0	3 464 696	1 725 901	796 950	512 226	429 620
				Voirie - construction	3 608 908	0	3 608 908	191 643	1 669 260	1 259 350	488 656
				Voirie - entretien et grosses réparations	1 053 361	0	1 053 361	346 698	382 365	212 377	111 921
			Domaine: Bâtiments départementaux		**11 611 859**	**262 111**	**11 873 971**	**3 732 596**	**3 274 365**	**2 754 628**	**2 112 381**
			Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	63 005	0	63 005	61 687	1 318	0	0
			Domaine: Etude et prévention du risque		**63 005**	**0**	**63 005**	**61 687**	**1 318**	**0**	**0**
			Gestion du patrimoine immobilier	Services départementaux - acquisitions et cessions	31 006	0	31 006	31 006			
			Domaine: Gestion du patrimoine immobilier		**31 006**	**0**	**31 006**	**31 006**			
			Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	2 013 890	-60	2 013 830	1 988 657	25 173	0	0
				Matériel et mobilier	982 422	-32 057	950 365	929 622	20 744	0	0
			Domaine: Logistique		**2 996 311**	**-32 117**	**2 964 195**	**2 918 278**	**45 917**	**0**	**0**
			Système d'information	Etudes et solutions logicielles	2 498 127	0	2 498 127	2 326 075	667	0	171 385
				Infrastructures	4 606 457	0	4 606 457	4 587 467	0	0	18 991
				Matériels et logiciels clients	2 026 417	-3 350	2 023 067	2 023 067	0	0	0
			Domaine: Système d'information		**9 131 001**	**-3 350**	**9 127 651**	**8 936 608**	**667**	**0**	**190 375**
		Politique : Moyens généraux			**23 833 182**	**226 645**	**24 059 827**	**15 680 176**	**3 322 267**	**2 754 628**	**2 302 757**
		Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	104 575	0	104 575	104 575	0	0	0
			Domaine: Santé, actions sociales, relations sociales		**104 575**	**0**	**104 575**	**104 575**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Ressources humaines			**104 575**	**0**	**104 575**	**104 575**	**0**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle				**43 340 469**	**226 645**	**43 567 114**	**35 187 462**	**3 322 267**	**2 754 628**	**2 302 757**
				Somme AP 2023	**331 993 332**	**5 090 368**	**337 083 700**	**148 830 384**	**33 846 265**	**53 642 626**	**100 764 425**

AP 2024

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2024	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	300 000	0	300 000	0	0	0	300 000
				Domaine: Agriculture	**300 000**	**0**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**300 000**
			Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	4 663 765	0	4 663 765	1 071 052	2 688 706	657 936	246 071
				Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces	**4 663 765**	**0**	**4 663 765**	**1 071 052**	**2 688 706**	**657 936**	**246 071**
			Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	14 244 262	0	14 244 262	72 230	261 225	2 859 038	11 051 769
				Contrats communaux	6 165 186	0	6 165 186	106 939	909 049	1 022 401	4 126 797
				Contrats intercommunaux	143 000	0	143 000	0	71 500	71 500	
				Développement du réseau	3 000 000	0	3 000 000	1 000 000	855 000	1 145 000	
				Fonds Aménagement Communal	11 344 908	-99 987	11 244 921	421 036	1 200 699	2 177 290	7 445 897
				Fonds d'aménagement	1 100 000	0	1 100 000	0	200 000	150 000	750 000
				Fonds d'Equipement Rural	5 083 000	-764 129	4 318 871	367 566	1 213 960	710 707	2 026 637
				Domaine: Développement local	**41 080 356**	**-864 116**	**40 216 239**	**1 967 770**	**4 711 434**	**8 135 936**	**25 401 099**
				Politique : Développement territorial	**46 044 120**	**-864 116**	**45 180 004**	**3 038 822**	**7 400 140**	**8 793 872**	**25 947 170**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	5 505 205	-1 031	5 504 174	103 396	351 472	2 090 240	2 959 065
				Cours d'eau	350 000	0	350 000	39 367	150 000	77 124	83 509
				Eau potable	2 969 000	0	2 969 000	90 466	794 841	694 545	1 389 149
				Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	100 000	0	100 000	96 478	3 522	0	0
				Domaine: Eau	**8 924 205**	**-1 031**	**8 923 174**	**329 706**	**1 299 836**	**2 861 909**	**4 431 723**
			Environnement	Aménagement foncier	402 500	-689	401 811	2 532	89 279	195 000	115 000
				Environnement et développement durable	55 500	0	55 500	0	55 500		
				Espaces naturels sensibles - autres	440 000	0	440 000	47 980	162 126	158 183	71 711
				Espaces naturels sensibles - Département	1 122 500	-46 209	1 076 291	404 678	146 768	0	524 845
				Domaine: Environnement	**2 020 500**	**-46 897**	**1 973 603**	**455 191**	**453 673**	**353 183**	**711 556**
				Politique : Protection de l'environnement	**10 944 705**	**-47 929**	**10 896 776**	**784 897**	**1 753 509**	**3 215 092**	**5 143 279**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	6 500 000	0	6 500 000	342 784	50 000	0	6 107 216
				Améliorer les liaisons entre les pôles	16 830 000	1 000	16 831 000	42 635	250 000	356 390	16 181 975
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	72 580 875	0	72 580 875	42 031 615	20 170 325	6 615 259	3 763 676
				Etudes voirie.	1 000 000	0	1 000 000	406 825	553 427	39 748	0
				Favoriser le développement économique et local	5 525 000	0	5 525 000	0	219 105	1 805 000	3 500 895
				Paysage et environnement - Aménagement	300 000	0	300 000	0	1 000	69 198	229 802
				Domaine: Aménagement du réseau routier	**102 735 875**	**1 000**	**102 736 875**	**42 823 859**	**21 243 857**	**8 885 595**	**29 783 564**
			Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	600 000	0	600 000	246 328	112 912	215 724	25 035
				Moyens du parc départemental	3 730 000	0	3 730 000	2 706 835	909 367	27 989	85 809
				Signalisation	3 000 000	0	3 000 000	512 867	1 312 062	1 175 071	0
				Domaine: Entretien et exploitation du réseau routier	**7 330 000**	**0**	**7 330 000**	**3 466 030**	**2 334 341**	**1 418 785**	**110 844**
				Politique : Routes départementales	**110 065 875**	**1 000**	**110 066 875**	**46 289 889**	**23 578 198**	**10 304 380**	**29 894 409**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	4 630 000	0	4 630 000	4 609 732	16 351	2 845	1 072
				Sécurité	2 500 000	0	2 500 000	8 976	1 582 515	297 509	611 000
				Domaine: Sécurité des biens et des personnes	**7 130 000**	**0**	**7 130 000**	**4 618 709**	**1 598 865**	**300 354**	**612 072**
				Politique : Sécurité	**7 130 000**	**0**	**7 130 000**	**4 618 709**	**1 598 865**	**300 354**	**612 072**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	56 426 100	-6 263 165	50 162 935	117 282	2 765 019	16 707 748	30 572 886
				Plan de déplacement urbain.	4 345 110	0	4 345 110	0	812 665	1 247 877	2 284 568
				Domaine: Transports publics	**60 771 210**	**-6 263 165**	**54 508 045**	**117 282**	**3 577 684**	**17 955 625**	**32 857 455**
				Politique : Transports	**60 771 210**	**-6 263 165**	**54 508 045**	**117 282**	**3 577 684**	**17 955 625**	**32 857 455**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**234 955 910**	**-7 174 211**	**227 781 700**	**54 849 599**	**37 908 396**	**40 569 321**	**94 454 384**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	80 000	-1 961	78 039	30 382	35 720	5 000	6 938
				Domaine: Archives	**80 000**	**-1 961**	**78 039**	**30 382**	**35 720**	**5 000**	**6 938**
			Développement culturel	Actions culturelles.	244 295	0	244 295	38 661	68 000	137 634	0
				Enseignement artistique et pratiques amateurs	83 334	0	83 334	0	31 159	37 075	15 100
				Domaine: Développement culturel	**327 629**	**0**	**327 629**	**38 661**	**99 159**	**174 709**	**15 100**
			Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	20 000	0	20 000	6 700	13 300	0	0
				Développement de l'offre documentaire	90 000	0	90 000	84 760	5 240	0	0
				Développement du réseau - Médiathèque	383 383	-43 947	339 435	33 886	305 549	0	0
				Domaine: Développement de la lecture publique	**493 383**	**-43 947**	**449 435**	**125 346**	**324 089**	**0**	**0**
			Musées	Développement et valorisation des collections - musées	236 219	-25 960	210 259	27 218	68 747	50 000	64 295
				Domaine: Musées	**236 219**	**-25 960**	**210 259**	**27 218**	**68 747**	**50 000**	**64 295**
			Patrimoine	Antiquités et objets d'art	60 000	-19	59 981	1 370	37 483	10 000	11 128
				Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	367 431	-95	367 336	38 782	157 175	44 955	126 424
				Patrimoine monumental	1 455 894	-430 000	1 025 894	35 885	199 974	176 253	613 782
				Valorisation du patrimoine	51 202	-11 202	40 000	0	20 000	20 000	0
				Domaine: Patrimoine	**1 934 527**	**-441 316**	**1 493 211**	**76 037**	**414 632**	**251 207**	**751 334**
				Politique : Culture et patrimoine	**3 071 758**	**-513 184**	**2 558 574**	**297 644**	**942 347**	**480 917**	**837 666**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	10 000	-9 999	1	1	0	0	0
				Constructions extensions réhabilitations	37 450 000	700 000	38 150 000	3 237 275	1 791 326	2 858 117	30 263 283
				Entretien et grosses réparations	42 052 297	16 050 861	58 103 158	12 791 314	9 543 212	12 154 692	23 613 941
				Domaine: Bâtiments des collèges	**79 512 297**	**16 740 862**	**96 253 159**	**16 028 589**	**11 334 538**	**15 012 808**	**53 877 224**
			Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	5 810 030	-16 342	5 793 688	2 996 969	2 314 719	482 000	0
				Matériel et mobilier des collèges	1 900 000	-10 573	1 889 427	1 102 000	787 427	0	0
				Participation au budget des collèges privés	310 000	0	310 000	150 000	80 000	80 000	
				Participations au budget des EPLE	1 870 735	0	1 870 735	116 196	320 969	280 000	1 153 570
				Restauration scolaire	1 870 000	-1 492	1 868 508	1 736 405	132 103	0	0
				Domaine: Vie des collèges	**11 760 765**	**-28 408**	**11 732 357**	**6 101 569**	**3 635 218**	**842 000**	**1 153 570**
				Politique : Education formation	**91 273 062**	**16 712 454**	**107 985 516**	**22 130 159**	**14 969 755**	**15 854 808**	**55 030 794**
		Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	250 000	0	250 000	191 534	28 466	30 000	
				Domaine: Activités sportives	**250 000**	**0**	**250 000**	**191 534**	**28 466**	**30 000**	
				Politique : Jeunesse, sports et loisirs	**250 000**	**0**	**250 000**	**191 534**	**28 466**	**30 000**	
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**94 594 820**	**16 199 270**	**110 794 090**	**22 619 336**	**15 940 568**	**16 365 725**	**55 868 460**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	230 117	-11	230 106	110 756	119 351	0	0
				Développement et amélioration de l'offre du parc social	30 000	-30 000	0	0	0	0	0
				Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement	**260 117**	**-30 011**	**230 106**	**110 756**	**119 351**	**0**	**0**
			Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	95 000	-95 000	0	0	0	0	0
				Domaine: Insertion par le logement	**95 000**	**-95 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
				Politique : Habitat	**355 117**	**-125 011**	**230 106**	**110 756**	**119 351**	**0**	**0**
		Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	1 500 000	0	1 500 000	300 000	570 000	630 000	
				Domaine: Hébergement des personnes âgées	**1 500 000**	**0**	**1 500 000**	**300 000**	**570 000**	**630 000**	
				Politique : Personnes âgées	**1 500 000**	**0**	**1 500 000**	**300 000**	**570 000**	**630 000**	
		Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	397 500	-60 000	337 500	67 500	270 000		
				Domaine: Hébergement des personnes handicapées	**397 500**	**-60 000**	**337 500**	**67 500**	**270 000**		
				Politique : Personnes handicapées	**397 500**	**-60 000**	**337 500**	**67 500**	**270 000**		
		Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	135 000	0	135 000	50 000	85 000	0	0

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Domaine: Santé publique		**135 000**	**0**	**135 000**	**50 000**	**85 000**	**0**	**0**
		Politique : Santé publique			**135 000**	**0**	**135 000**	**50 000**	**85 000**	**0**	**0**
	3 - Mission solidarité				**2 387 617**	**-185 011**	**2 202 606**	**528 256**	**1 044 351**	**630 000**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Communication.	20 000	0	20 000	17 894	0	0	2 106
			Domaine: Communication		**20 000**	**0**	**20 000**	**17 894**	**0**	**0**	**2 106**
		Politique : Conduite des politiques départementales			**20 000**	**0**	**20 000**	**17 894**	**0**	**0**	**2 106**
		Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	1 837 660	-1 835 957	1 703	1 703	0	0	0
				Dépenses/Recettes d'investissement.	19 945 540	0	19 945 540	19 945 540			
			Domaine: Finances		**21 783 200**	**-1 835 957**	**19 947 243**	**19 947 243**	**0**	**0**	**0**
		Politique : Direction et animation de l'action départementale			**21 783 200**	**-1 835 957**	**19 947 243**	**19 947 243**	**0**	**0**	**0**
		Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	900 000	0	900 000	0	14 000	175 000	711 000
				Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	893 474	112 001	1 005 475	230 144	93 518	145 130	536 683
				Services départementaux - construction	400 000	300 000	700 000	0	182 730	150 000	367 270
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	6 003 558	416 843	6 420 401	583 218	987 913	1 465 742	3 383 529
				Solidarité - construction	3 100 000	67 898	3 167 898	2 748	81 200	165 000	2 918 950
				Solidarité - entretien et grosses réparations	2 905 012	16 734	2 921 746	1 106 758	789 578	469 764	555 647
				Voirie - construction	1 092	0	1 092	1 092	0	0	0
				Voirie - entretien et grosses réparations	1 366 215	5 065	1 371 280	300 020	116 891	320 785	633 584
			Domaine: Bâtiments départementaux		**15 569 351**	**918 541**	**16 487 892**	**2 223 979**	**2 265 831**	**2 891 420**	**9 106 663**
			Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	249 240	-75 398	173 842	145 806	28 036	0	0
			Domaine: Etude et prévention du risque		**249 240**	**-75 398**	**173 842**	**145 806**	**28 036**	**0**	**0**
			Gestion du patrimoine immobilier	Services départementaux - acquisitions et cessions	2 973 000	0	2 973 000	233 290	0	50 000	2 689 710
			Domaine: Gestion du patrimoine immobilier		**2 973 000**	**0**	**2 973 000**	**233 290**	**0**	**50 000**	**2 689 710**
			Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	1 319 871	-460 541	859 330	61 035	798 295	0	0
				Matériel et mobilier	1 373 168	-122 979	1 250 188	818 723	431 466	0	0
			Domaine: Logistique		**2 693 039**	**-583 521**	**2 109 518**	**879 757**	**1 229 761**	**0**	**0**
			Système d'information	Etudes et solutions logicielles	1 827 688	8 652	1 836 340	969 478	66 000	400 862	400 000
				Infrastructures	4 514 999	-5 409	4 509 590	3 369 252	508 369	575 442	56 526
				Matériels et logiciels clients	1 218 347	0	1 218 347	889 313	54 484	270 000	4 551
			Domaine: Système d'information		**7 561 034**	**3 243**	**7 564 277**	**5 228 043**	**628 853**	**1 246 304**	**461 077**
		Politique : Moyens généraux			**29 045 664**	**262 866**	**29 308 529**	**8 710 875**	**4 152 481**	**4 187 724**	**12 257 450**
		Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	172 500	-45 008	127 492	126 492	1 000	0	0
			Domaine: Santé, actions sociales, relations sociales		**172 500**	**-45 008**	**127 492**	**126 492**	**1 000**	**0**	**0**
		Politique : Ressources humaines			**172 500**	**-45 008**	**127 492**	**126 492**	**1 000**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle				**51 021 364**	**-1 618 099**	**49 403 264**	**28 802 503**	**4 153 481**	**4 187 724**	**12 259 556**
				Somme AP 2024	**382 959 711**	**7 221 949**	**390 181 660**	**106 799 694**	**59 046 795**	**61 752 770**	**162 582 401**

AP 2025

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2025	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	4 400 000	0	4 400 000		4 325 000	25 000	50 000
			Domaine: Agriculture		**4 400 000**	**0**	**4 400 000**		**4 325 000**	**25 000**	**50 000**
			Aménagements routiers et liaisons douces	Liaisons douces	4 750 000	0	4 750 000		954 335	2 176 430	1 619 235

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Domaine: Aménagements routiers et liaisons douces		**4 750 000**	**0**	**4 750 000**		**954 335**	**2 176 430**	**1 619 235**
			Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	14 000 000	0	14 000 000		0	543 100	13 456 900
				Contrats communaux	3 500 000	1 150 000	4 650 000		0	700 000	3 950 000
				Contrats intercommunaux	143 000	0	143 000		0	71 500	71 500
				Développement du réseau	2 000 000	0	2 000 000		0	500 000	1 500 000
				Fonds Aménagement Communal	7 000 000	3 079 044	10 079 044		0	500 000	9 579 044
				Fonds d'aménagement	150 000	0	150 000		0	0	150 000
				Fonds d'Equipement Rural	4 000 000	600 000	4 600 000		0	900 000	3 700 000
			Domaine: Développement local		**30 793 000**	**4 829 044**	**35 622 044**		**0**	**3 214 600**	**32 407 444**
		Politique : Développement territorial			**39 943 000**	**4 829 044**	**44 772 044**		**5 279 335**	**5 416 029**	**34 076 679**
		Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	4 005 000	-100 000	3 905 000		605 000	700 000	2 600 000
				Cours d'eau	600 000	250 000	850 000		100 000	150 000	600 000
				Eau potable	2 254 000	-150 000	2 104 000		126 500	467 500	1 510 000
				Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	20 000	0	20 000		20 000		
			Domaine: Eau		**6 879 000**	**0**	**6 879 000**		**851 500**	**1 317 500**	**4 710 000**
			Environnement	Aménagement foncier	313 000	0	313 000		8 000	5 000	300 000
				Environnement et développement durable	40 000	0	40 000		40 000	0	
				Espaces naturels sensibles - autres	390 000	0	390 000		54 136	140 000	195 864
				Espaces naturels sensibles - Département	1 493 000	0	1 493 000		371 000	75 000	1 047 000
			Domaine: Environnement		**2 236 000**	**0**	**2 236 000**		**473 136**	**220 000**	**1 542 864**
		Politique : Protection de l'environnement			**9 115 000**	**0**	**9 115 000**		**1 324 636**	**1 537 500**	**6 252 864**
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	500 000	0	500 000		6 248	100 000	393 752
				Améliorer les liaisons entre les pôles	27 880 000	0	27 880 000		78 625	1 004 191	26 797 184
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	62 750 000	2 389	62 752 389		29 278 252	20 516 698	12 957 438
				Etudes voirie.	1 000 000	0	1 000 000		237 987	712 117	49 896
				Favoriser le développement économique et local	1 885 000	0	1 885 000		1 262	0	1 883 738
			Domaine: Aménagement du réseau routier		**94 015 000**	**2 389**	**94 017 389**		**29 602 373**	**22 333 007**	**42 082 009**
			Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	650 000	0	650 000		216 200	353 800	80 000
				Moyens du parc départemental	3 630 000	0	3 630 000		2 830 000	800 000	0
				Signalisation	2 000 000	0	2 000 000		100 000	200 000	1 700 000
			Domaine: Entretien et exploitation du réseau routier		**6 280 000**	**0**	**6 280 000**		**3 146 200**	**1 353 800**	**1 780 000**
		Politique : Routes départementales			**100 295 000**	**2 389**	**100 297 389**		**32 748 574**	**23 686 807**	**43 862 009**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	4 730 000	0	4 730 000		4 713 650	16 351	
				Sécurité	1 500 000	0	1 500 000		5 000	495 000	1 000 000
			Domaine: Sécurité des biens et des personnes		**6 230 000**	**0**	**6 230 000**		**4 718 650**	**511 351**	**1 000 000**
		Politique : Sécurité			**6 230 000**	**0**	**6 230 000**		**4 718 650**	**511 351**	**1 000 000**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	11 972 000	4 057 883	16 029 883		429 947	4 404 988	11 194 948
				Plan de déplacement urbain.	650 000	22 113	672 113		0	139 288	532 825
			Domaine: Transports publics		**12 622 000**	**4 079 996**	**16 701 996**		**429 947**	**4 544 276**	**11 727 773**
		Politique : Transports			**12 622 000**	**4 079 996**	**16 701 996**		**429 947**	**4 544 276**	**11 727 773**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**168 205 000**	**8 911 429**	**177 116 429**		**44 501 141**	**35 695 962**	**96 919 325**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	78 000	0	78 000		49 388	28 612	0
			Domaine: Archives		**78 000**	**0**	**78 000**		**49 388**	**28 612**	**0**
			Développement culturel	Actions culturelles.	120 000	0	120 000		20 000	60 000	40 000
				Enseignement artistique et pratiques amateurs	80 000	0	80 000		20 000	30 000	30 000
			Domaine: Développement culturel		**200 000**	**0**	**200 000**		**40 000**	**90 000**	**70 000**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	5 000	0	5 000		5 000		
				Développement de l'offre documentaire	70 000	0	70 000		40 000	30 000	
				Développement du réseau - Médiathèque	30 000	43 947	73 947		20 000	20 000	33 947
			Domaine: Développement de la lecture publique		**105 000**	**43 947**	**148 947**		**65 000**	**50 000**	**33 947**
			Musées	Développement et valorisation des collections - musées	2 050 000	25 960	2 075 960		2 025 000	25 000	25 960
			Domaine: Musées		**2 050 000**	**25 960**	**2 075 960**		**2 025 000**	**25 000**	**25 960**
			Patrimoine	Antiquités et objets d'art	60 000	0	60 000		10 000	20 000	30 000
				Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	140 000	0	140 000		0	37 251	102 749
				Patrimoine monumental	2 040 000	400 000	2 440 000		104 000	320 000	2 016 000
				Valorisation du patrimoine	75 000	0	75 000		50 000	15 000	10 000
			Domaine: Patrimoine		**2 315 000**	**400 000**	**2 715 000**		**164 000**	**392 251**	**2 158 749**
		Politique : Culture et patrimoine			**4 748 000**	**469 907**	**5 217 907**		**2 343 388**	**585 863**	**2 288 656**
		Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	10 000	0	10 000		10 000		
				Constructions extensions réhabilitations	32 950 000	-11 250 000	21 700 000		350 000	760 000	20 590 000
				Entretien et grosses réparations	54 720 000	-28 700 000	26 020 000		3 328 000	3 290 000	19 402 000
			Domaine: Bâtiments des collèges		**87 680 000**	**-39 950 000**	**47 730 000**		**3 688 000**	**4 050 000**	**39 992 000**
			Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	5 584 786	0	5 584 786		1 412 023	3 487 977	684 786
				Matériel et mobilier des collèges	1 128 000	-93 000	1 035 000		1 005 000	30 000	0
				Participations au budget des EPLE	0	0	0		0	0	0
				Restauration scolaire	1 620 000	0	1 620 000		1 300 000	320 000	
			Domaine: Vie des collèges		**8 332 786**	**-93 000**	**8 239 786**		**3 717 023**	**3 837 977**	**684 786**
		Politique : Education formation			**96 012 786**	**-40 043 000**	**55 969 786**		**7 405 023**	**7 887 977**	**40 676 786**
		Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	130 000	700 000	830 000		285 000	495 000	50 000
			Domaine: Activités sportives		**130 000**	**700 000**	**830 000**		**285 000**	**495 000**	**50 000**
		Politique : Jeunesse, sports et loisirs			**130 000**	**700 000**	**830 000**		**285 000**	**495 000**	**50 000**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**100 890 786**	**-38 873 093**	**62 017 693**		**10 033 411**	**8 968 840**	**43 015 442**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	163 040	0	163 040		113 040	50 000	0
				Développement et amélioration de l'offre du parc social	0	0	0		0	0	0
			Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement		**163 040**	**0**	**163 040**		**113 040**	**50 000**	**0**
		Politique : Habitat			**163 040**	**0**	**163 040**		**113 040**	**50 000**	**0**
		Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	1 732 000	-16 000	1 716 000		336 000	0	1 380 000
			Domaine: Hébergement des personnes âgées		**1 732 000**	**-16 000**	**1 716 000**		**336 000**	**0**	**1 380 000**
		Politique : Personnes âgées			**1 732 000**	**-16 000**	**1 716 000**		**336 000**	**0**	**1 380 000**
		Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	370 500	0	370 500		0	126 000	244 500
			Domaine: Hébergement des personnes handicapées		**370 500**	**0**	**370 500**		**0**	**126 000**	**244 500**
		Politique : Personnes handicapées			**370 500**	**0**	**370 500**		**0**	**126 000**	**244 500**
		Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	90 000	0	90 000		90 000	0	
			Domaine: Santé publique		**90 000**	**0**	**90 000**		**90 000**	**0**	
		Politique : Santé publique			**90 000**	**0**	**90 000**		**90 000**	**0**	
	3 - Mission solidarité				**2 355 540**	**-16 000**	**2 339 540**		**539 040**	**176 000**	**1 624 500**
	4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Communication.	13 218	0	13 218		13 218		
			Domaine: Communication		**13 218**	**0**	**13 218**		**13 218**		
		Politique : Conduite des politiques départementales			**13 218**	**0**	**13 218**		**13 218**		
		Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	1 000 000	0	1 000 000		0	1 000 000	
				Dépenses/Recettes d'investissement.	0	0	0		0		

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations de Programme	Montant des AP votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AP après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Domaine: Finances		**1 000 000**	**0**	**1 000 000**		**0**	**1 000 000**	
		Politique : Direction et animation de l'action départementale			**1 000 000**	**0**	**1 000 000**		**0**	**1 000 000**	
		Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	200 000	0	200 000		15 000	25 000	160 000
				Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	826 750	-218 000	608 750		156 648	213 550	238 552
				Services départementaux - construction	7 450 000	-7 000 000	450 000		0	310 000	140 000
				Services départementaux - entretien et grosses réparations	4 367 000	-1 350 000	3 017 000		445 500	566 000	2 005 500
				Solidarité - construction	300 000	0	300 000		0	160 000	140 000
				Solidarité - entretien et grosses réparations	2 672 000	0	2 672 000		451 500	510 000	1 710 500
				Voirie - entretien et grosses réparations	1 157 300	0	1 157 300		164 500	325 000	667 800
			Domaine: Bâtiments départementaux		**16 973 050**	**-8 568 000**	**8 405 050**		**1 233 148**	**2 109 550**	**5 062 352**
			Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	22 000	0	22 000		22 000		
			Domaine: Etude et prévention du risque		**22 000**	**0**	**22 000**		**22 000**		
			Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	1 714 000	-406 000	1 308 000		20 000	1 288 000	
				Matériel et mobilier	340 853	376 000	716 853		340 853	376 000	
			Domaine: Logistique		**2 054 853**	**-30 000**	**2 024 853**		**360 853**	**1 664 000**	
			Système d'information	Etudes et solutions logicielles	2 142 180	180 057	2 322 237		1 503 210	819 027	0
				Infrastructures	4 069 752	-196 766	3 872 986		2 779 934	1 093 052	0
				Matériels et logiciels clients	1 538 000	0	1 538 000		1 538 000	0	0
			Domaine: Système d'information		**7 749 932**	**-16 709**	**7 733 223**		**5 821 144**	**1 912 079**	**0**
		Politique : Moyens généraux			**26 799 835**	**-8 614 709**	**18 185 126**		**7 437 144**	**5 685 629**	**5 062 352**
		Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	79 500	0	79 500		79 500		
			Domaine: Santé, actions sociales, relations sociales		**79 500**	**0**	**79 500**		**79 500**		
		Politique : Ressources humaines			**79 500**	**0**	**79 500**		**79 500**		
	4 - Mission fonctionnelle				**27 892 553**	**-8 614 709**	**19 277 844**		**7 529 862**	**6 685 629**	**5 062 352**
				Somme AP 2025	**299 343 879**	**-38 592 373**	**260 751 506**		**62 603 454**	**51 526 431**	**146 621 620**

Récapitulatif des opérations CREEES sur une Autorisation de Programme

DM1 2025

Mission	Politique	Domaine	Action	Opérations créées	Montant Pluriannuel
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	Dispositif 100 terrains de basket 3x3 (DI25)	640 000
				2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	**640 000**
3 - Mission solidarité	Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	Etude EHPAD Crécy la Chapelle (DI25)	153 000
				Etude EHPAD Le marais - La ferté Gaucher (DI25)	144 000
				3 - Mission solidarité	**297 000**
				TOTAL TOUTES MISSIONS:	**937 000**

Récapitulatif des opérations REVISEES sur une Autorisation de Programme

DM1 2025

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Contrat Intercommunal de Développement	2018	CID - CC Pays de Coulommiers (solde) (DI18)	1 723 069,56	-21 782,09	1 701 287,47
				2021	CID 2 - CA Coulommiers Pays de Brie solde (DI21)	2 085 659,94	-1 476,27	2 084 183,67
				2021	CID 2 - CA Pays de Fontainebleau (DI21)	360 000,00	-40 026,83	319 973,17
				2023	CID 2 - CA Paris-Vallée de la Marne (DI23)	4 969 525,00	-42 994,32	4 926 530,68
				2023	CID 2 - CA Pays de Meaux (DI23)	2 000 000,00	-2 000 000,00	0,00
				2023	CID 2 - CC Pays de Nemours (DI23)	648 318,00	-648 318,00	0,00
				2023	CID 2 - CC Val Briard (DI23)	630 577,33	-630 577,33	0,00
			Contrat Intercommunal de Développement				**-3 385 174,84**	
			Contrats communaux	2019	Contrats ruraux (DI19)	3 133 407,53	-10 413,12	3 122 994,41
				2020	Contrats ruraux (DI20)	3 719 758,16	-43 974,98	3 675 783,18
				2021	Contrats ruraux (DI21)	2 864 634,39	-54 171,68	2 810 462,71
				2022	Contrats ruraux (DI22)	5 078 221,16	-37 939,52	5 040 281,64
				2023	Contrats ruraux (DI23)	7 008 060,59	-6 388,66	7 001 671,93
				2025	Contrats ruraux (DI25)	3 500 000,00	1 150 000,00	4 650 000,00
			Contrats communaux				**997 112,04**	
			Fonds Aménagement Communal	2020	Fonds Aménagement Communal (DI20)	2 335 127,59	-145 988,00	2 189 139,59
				2021	Fonds Aménagement Communal (DI21)	12 773 765,36	-76 834,86	12 696 930,50
				2022	Fonds d'aménagement communal (DI22)	11 118 084,76	-9 108,72	11 108 976,04
				2024	Fonds Aménagement Communal (DI24)	11 344 908,42	-99 987,08	11 244 921,34
				2025	Fonds d'Aménagement Communal (DI25)	7 000 000,00	3 079 043,81	10 079 043,81
			Fonds Aménagement Communal				**2 747 125,15**	
			Fonds d'Equipement Rural	2020	Fonds Equipement Rural (DI20)	4 862 513,89	-1 216,34	4 861 297,55
				2021	Fonds d'équipement rural (DI21)	4 054 425,64	-57 087,25	3 997 338,39
				2022	Fonds d'Equipement Rural (DI22)	4 520 385,98	-50 586,65	4 469 799,33
				2023	Fonds d'Equipement Rural (DI23)	3 742 262,01	-66 871,09	3 675 390,92
				2024	Fonds d'Equipement Rural (DI24)	5 083 000,00	-764 129,40	4 318 870,60
				2025	Fonds d'Equipement Rural (DI25)	4 000 000,00	600 000,00	4 600 000,00
			Fonds d'Equipement Rural				**-339 890,73**	
		Domaine: Développement local					**19 171,62**	
	Politique: Développement territorial						**19 171,62**	
	Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2017	Assainissement (FS2I) (DI17)	2 523 895,52	-38,10	2 523 857,42
				2024	SATESE - Acquisition de matériel (DI24)	27 310,00	-1 031,42	26 278,58
				2025	Assainissement (DI25)	4 000 000,00	-100 000,00	3 900 000,00
			Assainissement				**-101 069,52**	
			Cours d'eau	2017	Aménagement rivières (FS2I) (DI17)	26 488,30	-6 520,80	19 967,50
				2025	Inondations et milieux aquatiques (DI25)	600 000,00	250 000,00	850 000,00
			Cours d'eau				**243 479,20**	
			Eau potable	2017	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI17)	4 273 814,46	-1 940,00	4 271 874,46

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
				2020	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI20)	3 799 525,39	-10 494,40	3 789 030,99
				2021	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI21)	2 789 995,00	-27 171,22	2 762 823,78
				2022	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI22)	6 842 062,90	-3 761,99	6 838 300,91
				2023	Eau potable sub. aux communes (DI23)	4 180 295,00	-3 843,09	4 176 451,91
				2023	Matériel de désherbage thermique ou mécanique (DI23)	50 000,00	-0,33	49 999,67
				2025	Eau potable sub. aux communes (DI25)	2 200 000,00	-150 000,00	2 050 000,00
					Eau potable		**-197 211,03**	
					Domaine: Eau		**-54 801,35**	
		Environnement	Aménagement foncier	2020	AFAF/Etudes échanges amiables multilatéraux (DI20)	214 025,00	-186,20	213 838,80
				2022	AFAF/Communes (DI22)	180 000,00	-155 708,00	24 292,00
				2022	AFAF/Etudes échanges amiables multilatéraux (DI22)	330 617,00	-94 308,00	236 309,00
				2024	AFAF/Déplacements CDAF (DI24)	1 000,00	-315,69	684,31
				2024	AFAF/Hypothèques diverses (DI24)	1 500,00	-372,87	1 127,13
					Aménagement foncier		**-250 890,76**	
			Espaces naturels sensibles - autres	2021	ENS/ONF Aménagement forêts domaniales (DI21)	200 000,00	-940,57	199 059,43
				2022	ENS/Subventions acquisition ou aménagement (DI22)	57 636,00	-616,00	57 020,00
				2022	ENS/Subv randonnée et biodiversité (DI22)	214 970,00	-293,00	214 677,00
				2023	ENS/Subventions acquisition ou aménagement (DI23)	90 000,00	-5 338,00	84 662,00
				2023	ENS/Subv randonnée et biodiversité (DI23)	155 000,00	-110 510,00	44 490,00
					Espaces naturels sensibles - autres		**-117 697,57**	
			Espaces naturels sensibles - Département	2020	ENS/Acquisitions (DI20)	90 575,22	-29 716,80	60 858,42
				2022	ENS/Etudes Aménag. (PAO panneaux d'entrée sites ou revalorisation ENS) (DI22)	114 624,12	-524,40	114 099,72
				2022	ENS/Etudes Carreau franc (DI22)	100 080,00	-13 332,36	86 747,64
				2022	ENS/Schéma départ. des ENS (DI22)	119 108,00	-7 997,00	111 111,00
				2023	ENS/Matériels et véhicules (DI23)	100 000,00	-2 401,71	97 598,29
				2023	ENS/Restauration des ouvrages d'art Val du Haut Morin (DI23)	350 000,00	-20 613,80	329 386,20
				2024	ENS/Acquisitions (DI24)	50 000,00	-45 137,00	4 863,00
				2024	ENS/Etudes et travaux (DI24)	135 500,00	-9,90	135 490,10
				2024	ENS/Matériels (DI24)	40 000,00	-1 062,00	38 938,00
					Espaces naturels sensibles - Département		**-120 794,97**	
					Domaine: Environnement		**-489 383,30**	
					Politique: Protection de l'environnement		**-544 184,65**	
		Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Améliorer les liaisons entre les pôles	2024	Aménagement foncier Messy (LREF-ex Liaison Meaux Roissy)DI24	270 000,00	1 000,00	271 000,00
						Améliorer les liaisons entre les pôles		**1 000,00**	
				Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2025	Conserv. et adapt. du réseau - rase campagne/traverse (DI25)	26 000 000,00	2 388,70	26 002 388,70
						Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier		**2 388,70**	
				Favoriser le développement	2019	Doublement boulevard circulaire Sud Ouest C0D0 (DI19)	896 961,83	-0,60	896 961,23
					2022	RD 471 - ZAC de Lamirault - giratoire (DI22)	90 000,00	-2 388,10	87 611,90
						Favoriser le développement économique et local		**-2 388,70**	

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
		Domaine: Aménagement du réseau routier					**1 000,00**	
	Politique: Routes départementales						**1 000,00**	
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Sécurité	2022	Bouclier sécurité aide aux collectivités (FS2I) (DI22)	1 966 510,14	-3 685,09	1 962 825,05
				2023	Bouclier Sécurité aide aux collectivités (DI23)	1 650 000,00	-15 486,53	1 634 513,47
				2024	Bouclier Sécurité aide aux collectivités (DI24)	1 500 000,00	-100 000,00	1 400 000,00
				2024	Fonds d'Aides Violences Urbaines (DI24)	1 000 000,00	100 000,00	1 100 000,00
			Sécurité				**-19 171,62**	
		Domaine: Sécurité des biens et des personnes					**-19 171,62**	
	Politique: Sécurité						**-19 171,62**	
	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2018	Electrification lignes Paris Troyes Phase 1 - Tranche 2 (FS2I) (DI18)	2 366 731,00	-174 175,00	2 192 556,00
				2019	Participation études PRO gare SNCF Bry-Villiers-Champigny (FS2I) (DI19)	1 660 000,00	-30 440,03	1 629 559,97
				2021	DR - Travaux accotements RD 605 (FS2I) (DI21)	8 040 000,00	-1 500 000,00	6 540 000,00
				2023	Etude AVP- Pro Meaux - Roissy (DI23)	50 000,00	-50 000,00	0,00
				2024	CONV 6 - Travaux Melun et Sénart - Secteur orange (DI24)	48 053 000,00	-1 000 000,00	47 053 000,00
				2024	Electrification Paris-Troyes Phase 2 - Tranche 2 - Travaux (DI24)	2 393 100,00	-771 165,39	1 621 934,61
				2024	Participation travaux gare SNCF Bry-Villiers-Champigny (FS24) (DI24)	4 630 000,00	-4 630 000,00	0,00
				2024	TCSP Chelles-Val de Fontenay - Etudes AVP (DI24)	1 350 000,00	138 000,00	1 488 000,00
				2025	Aménagements ponctuels TC études SME (DI25)	300 000,00	-210 000,00	90 000,00
				2025	Electrification Paris-Troyes Phase 2 - Tranche 3 Travaux (DI25)	1 302 000,00	150 754,00	1 452 754,00
				2025	Part études PRO COMPLEMENTAIRES gare SNCF Bry-Villiers-Champigny (DI25)	295 114,00	-70 114,00	225 000,00
				2025	Participation Travaux gare de Bry-Villiers-Champigny (DI25)	10 074 886,00	4 187 243,00	14 262 129,00
			Infrastructures de transport				**-3 959 897,42**	
			Plan de déplacement urbain.	2020	Participation PRO - périmètre ferroviaire pôle Melun (DI20)	100 000,00	-2 000,00	98 000,00
				2021	Participation études et enquête publique Pôle de Melun (DI21)	22 500,00	-10 666,25	11 833,75
				2025	Participation travaux pôle de Melun Périmètre Intermodal Réa 2 (DI25)	450 000,00	22 113,16	472 113,16
			Plan de déplacement urbain.				**9 446,91**	
		Domaine: Transports publics					**-3 950 450,51**	
	Politique: Transports						**-3 950 450,51**	
1 - Mission aménagement et développement du territoire							**-4 493 635,16**	

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2024	Accroissement des collections (DI24)	20 000,00	-1 961,00	18 039,00
			Développement des publics des Archives et valorisation des collections				**-1 961,00**	
		Domaine: Archives					**-1 961,00**	
		Développement de la lecture publique	Développement du réseau - Médiathèque	2021	Subv d'inv aide à l'informatisation (DI21)	9 235,48	-3 489,36	5 746,12
				2022	Sub inv équipement mobilier (DI22)	28 189,11	-1 876,24	26 312,87
				2024	Subv d'inv aide à l'informatisation et à l'équipement mobilier (DI24)	78 182,65	-43 947,47	34 235,18
				2025	Subv d'inv aide à l'informatisation et à l'équipement mobilier (DI25)	30 000,00	43 947,47	73 947,47
			Développement du réseau - Médiathèque				**-5 365,60**	
		Domaine: Développement de la lecture publique					**-5 365,60**	

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
		Musées	Développement et valorisation des collections - musées	2023	Accroissement des collections des musées (DI23)	97 816,00	-29 690,55	68 125,45
				2024	Accroissement des collections Musées (DI24)	75 737,20	-25 960,00	49 777,20
				2025	Accroissement et restauration des collections Musées (DI25)	50 000,00	25 960,00	75 960,00
			Développement et valorisation des collections - musées				**-29 690,55**	
		Domaine: Musées					**-29 690,55**	
		Patrimoine	Antiquités et objets d'art	2024	Subventions patrimoine mobilier (DI24)	60 000,00	-19,00	59 981,00
			Antiquités et objets d'art				**-19,00**	
			Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	2022	Plan de développement et de valorisation du Château de Blandy (DI22)	391 827,45	-7,20	391 820,25
				2024	Conservation des collections (DI24)	53 658,80	-95,17	53 563,63
			Développement des publics du château de Blandy-les-Tours				**-102,37**	
			Patrimoine monumental	2021	Entretien et restauration du patrimoine public (DI21)	873 775,80	-22 331,10	851 444,70
				2022	Entretien et restauration du patrimoine privé (DI22)	179 267,00	-760,99	178 506,01
				2024	Entretien et restauration de jardins remarquables (DI24)	30 000,00	-30 000,00	0,00
				2024	Patrimoine remarquable (DI24)	400 000,00	-400 000,00	0,00
				2025	Entretien et restauration du patrimoine privé (DI25)	70 000,00	38 817,00	108 817,00
				2025	Entretien et restauration du patrimoine public (DI25)	950 000,00	-38 817,00	911 183,00
				2025	Patrimoine remarquable (CPER Meaux) (DI25)	1 000 000,00	400 000,00	1 400 000,00
			Patrimoine monumental				**-53 092,09**	
			Valorisation du patrimoine	2024	Etude, restauration et création de jardins (DI24)	50 000,00	-10 000,00	40 000,00
				2024	Signalétique Villages de caractère (DI24)	1 201,60	-1 201,60	0,00
			Valorisation du patrimoine				**-11 201,60**	
		Domaine: Patrimoine					**-64 415,06**	
	Politique: Culture et patrimoine						**-101 432,21**	
	Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires	2024	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires (DI24)	10 000,00	-9 999,00	1,00
			Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires				**-9 999,00**	
			Constructions extensions réhabilitations	2005	Travaux SEGPA Phase 1 (DI05)	25 183 273,35	-22,56	25 183 250,79
				2008	Extension Réhab collège L Cézard à Fontainebleau (études) (BEI) (DI08)	2 144 122,74	-44 707,95	2 099 414,79
				2015	rehabilitation 1/2 p wiener champs etudes (BEI) (DI15)	1 500 000,00	500 000,00	2 000 000,00
				2018	Construction d'un collège à Jouy le Chatel MGP (FS2I) (BEI) (DI18)	18 000 000,00	2 800 000,00	20 800 000,00
				2019	Construction collège Saint Fargeau Ponthierry (MPGP) (BEI) (DI19)	31 857 283,84	2 000 000,00	33 857 283,84
				2020	credits d etudes (DI20)	483 650,69	-4 995,23	478 655,46
				2020	Réhabilitation 1/2 p Champs WIENER et rénovation du collège (travaux) (BEI) (DI20)	10 500 000,00	5 000 000,00	15 500 000,00
				2023	Crédits d'études (DI23)	250 000,00	254 995,23	504 995,23
				2024	Mise à niveau plans suite cyber attaque (DI24)	700 000,00	700 000,00	1 400 000,00
				2025	Crédit d'études (DI25)	250 000,00	-250 000,00	0,00
				2025	Mise à niveau plans collèges suite cyber attaque (DI25)	700 000,00	-700 000,00	0,00

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
				2025	Recalage AP's de stock (DI25)	19 800 000,00	-10 300 000,00	9 500 000,00
			Constructions extensions réhabilitations				**-44 730,51**	
			Entretien et grosses réparations	2017	Accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (DI17)	3 000 000,00	-64 890,50	2 935 109,50
				2017	Travaux de sécurité dans les collèges (DI17)	2 100 000,00	-106 308,52	1 993 691,48
				2018	accessibilite des colleges aux personnes à mobilité reduite (DI18)	2 380 811,48	-5 284,81	2 375 526,67
				2018	Travaux d'amélioration énergétique des CPE/MTI-S4E (DI18)	3 293 961,63	-9 121,03	3 284 840,60
				2021	Accessibilité des collèges aux personnes à mobilité reduite (DI21)	10 312 572,23	70 175,31	10 382 747,54
				2021	Travaux amélioration énergétique des collèges-S4E (DI21)	747 499,47	-5 529,54	741 969,93
				2022	Accessibilité des collèges aux personnes à mobilité reduite (DI22)	9 007 912,60	4 000 000,00	13 007 912,60
				2022	Consolidation remparts col lorgne de savigny PROVINS (DI22)	1 251 969,34	300 000,00	1 551 969,34
				2022	Subvention pour kit GSM ascenseurs (DI22)	160 000,00	-160 000,00	0,00
				2022	travaux de securisation des abords des colleges (DI22)	95 000,00	-69 902,00	25 098,00
				2023	Acquisition de batiments industrialisés (DI23)	12 608 677,04	9 000 000,00	21 608 677,04
				2024	Contrats Performance Energétiques des collèges - CPE2 Vague 1-S4E DI24	16 500 000,00	15 714 650,57	32 214 650,57
				2024	Mise en place d'onduleurs suite fin RTC (DI24)	50 000,00	-50 000,00	0,00
				2024	Travaux de sécurité dans les collèges (DI24)	3 865 572,37	386 210,52	4 251 782,89
				2025	Accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (DI25)	4 000 000,00	-4 000 000,00	0,00
				2025	Acquisition de batiments industrialisés (DI25)	9 000 000,00	-9 000 000,00	0,00
				2025	Contrats Performance Energétiques des collèges - CPE2 Vague 2-S4E (DI25)	16 000 000,00	-15 700 000,00	300 000,00
			Entretien et grosses réparations				**300 000,00**	
		Domaine: Bâtiments des collèges					**245 270,49**	
		Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	2021	Espace numérique de travail ENT (DI21)	1 272 004,18	-3 121,93	1 268 882,25
				2022	Renouvellement équipement, mat, Infra, logiciel (DI22)	3 488 792,06	-2 787,96	3 486 004,10
				2023	Renouvellement équipement, mat, Infra, logiciel (DI23)	3 493 715,46	-1 289,06	3 492 426,40
				2024	Equipement mobiles collèges (DI24)	1 220 000,00	-238,92	1 219 761,08
				2024	Espace numérique de travail ENT (DI24)	450 030,00	-7 223,30	442 806,70
				2024	Renouvellement équipement, materiel, Infra, logiciel (DI24)	3 940 000,00	-8 879,91	3 931 120,09
			Equipement et matériel TICE				**-23 541,08**	
			Matériel et mobilier des collèges	2021	Complément d'équipement mobiliers et matériels (DI21)	448 814,51	-1 852,19	446 962,32
				2021	Ouvertures/ Extensions/ Réhabilitations (DI21)	567 784,83	-1 685,82	566 099,01
				2021	Renouvellement d'équipement mobiliers et matériels (DI21)	454 666,81	-2 058,42	452 608,39
				2022	Complément d'équipement mobiliers et matériels (DI22)	447 985,51	-5 112,69	442 872,82
				2022	Ouvertures/ Extensions/ Réhabilitations (DI22)	714 138,14	-821,78	713 316,36
				2023	Complément d'équipement mobiliers et matériels (DI23)	471 335,57	-3 527,09	467 808,48

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
				2023	Ouvertures/ Extensions/ Réhabilitations (DI23)	1 466 640,07	-0,02	1 466 640,05
				2024	Complément d'équipement mobiliers et matériels (DI24)	412 200,00	-344,09	411 855,91
				2024	Ouvertures/ Extensions/ Réhabilitations (DI24)	967 800,00	-10 074,43	957 725,57
				2024	Renouvellement d'équipement mobiliers et matériels (DI24)	520 000,00	-154,65	519 845,35
				2025	Ouvertures/ Extensions/ Réhabilitations (DI25)	598 000,00	-93 000,00	505 000,00
			Matériel et mobilier des collèges				**-118 631,18**	
			Participations au budget des EPLE	2024	Fonds commun - Projets collèges - Subvention (DI24)	815 507,62	-0,46	815 507,16
			Participations au budget des EPLE				**-0,46**	
			Restauration scolaire	2024	Gros matériel de cuisine (DI24)	1 750 000,00	-1 149,85	1 748 850,15
				2024	Mobilier de demi-pensions (DI24)	120 000,00	-342,43	119 657,57
			Restauration scolaire				**-1 492,28**	
		Domaine: Vie des collèges					**-143 665,00**	
	Politique: Education formation						**101 605,49**	

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2023	Développement du parasport (DI23)	260 000,00	-101 623,25	158 376,75
				2023	Dispositif 100 terrains de basketball 3x3 (DI23)	1 000 000,00	-651 799,00	348 201,00
				2025	Développement du parasport (DI25)	30 000,00	60 000,00	90 000,00
			Equipements sportifs				**-693 422,25**	
		Domaine: Activités sportives					**-693 422,25**	
	Politique: Jeunesse, sports et loisirs						**-693 422,25**	
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif							**-693 248,97**	

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	2017	Développement offre de logement parc privé (DI17)	284 964,00	-100,00	284 864,00
				2023	Développement offre de logement parc privé (DI23)	17 600,00	-1,00	17 599,00
				2024	Aides à l'autonomie et au maintien dans le logement (DI24)	201 817,00	-11,00	201 806,00
			Développement et amélioration de l'offre du parc privé				**-112,00**	
			Développement et amélioration de l'offre du parc social	2024	Développement offre de logement Parc social (DI24)	30 000,00	-30 000,00	0,00
			Développement et amélioration de l'offre du parc social				**-30 000,00**	
		Domaine: Développement et amélioration de l'offre de logement					**-30 112,00**	
		Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2007	Sub. d'invest. communes création et réhabilitation d'aires (DI07)	460 900,00	-69 000,00	391 900,00
				2009	Sub. d'invest. communes création et réhabilitation d'aires (DI09)	225 400,00	-64 400,00	161 000,00
				2024	Sub. d'invest. Communes ou SI création d'aires Grands Passages GDV (DI24)	95 000,00	-95 000,00	0,00
			Actions d'insertion par le logement				**-228 400,00**	
		Domaine: Insertion par le logement					**-228 400,00**	
	Politique: Habitat						**-258 512,00**	
	Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des	2025	Arbonne - La forestière (DI25)	60 000,00	-60 000,00	0,00
				2025	Moret sur Loing - Source Nadon (DI25)	253 000,00	-253 000,00	0,00
			Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées				**-313 000,00**	
		Domaine: Hébergement des personnes âgées					**-313 000,00**	
	Politique: Personnes âgées						**-313 000,00**	
	Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	2024	SERRIS - Domaine du Saule AEDE (DI24)	60 000,00	-60 000,00	0,00
			Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées				**-60 000,00**	
		Domaine: Hébergement des personnes handicapées					**-60 000,00**	
	Politique: Personnes handicapées						**-60 000,00**	
3 - Mission solidarité							**-631 512,00**	

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
4 - Mission fonctionnelle	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	2024	Dépenses imprévues (DI24)	998 296,70	-998 296,70	0,00
				2024	Dépenses imprévues en AP (DI24)	837 660,00	-837 660,00	0,00
					Autres opérations financières		**-1 835 956,70**	
			Domaine: Finances				**-1 835 956,70**	
			Politique: Direction et animation de l'action départementale				**-1 835 956,70**	
	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	2020	Restauration des façades des bâtiments du Jardin-Musée Dufet-Bourdelle (Egreville) (DI20)	550 000,00	-34 691,54	515 308,46
					Culture et patrimoine - construction		**-34 691,54**	
			Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	2019	Travaux musées départementaux (DI19)	315 431,57	-77 309,15	238 122,42
				2024	Travaux musées départementaux (DI24)	865 974,22	112 000,69	977 974,91
				2025	Travaux de sécurité incendie dans les musées départementaux (DI25)	270 250,00	-218 000,00	52 250,00
					Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations		**-183 308,46**	
			Services départementaux - construction	2021	Crédits d'études (DI21)	100 000,00	-42 111,45	57 888,55
				2021	DAD Extens archives et rempl centrales trait air (travaux) - Phase 1 (BEI) (DI21)	34 800 000,00	6 500 000,00	41 300 000,00
				2023	Crédits d'études (DI23)	103 300,00	242 111,45	345 411,45
				2024	Crédits d'etudes (DI24)	100 000,00	-100 000,00	0,00
				2024	Mise à niveau des plans suite cyber attaque (DI24)	300 000,00	400 000,00	700 000,00
				2025	Crédits d'études (DI25)	100 000,00	-100 000,00	0,00
				2025	DAD Extens archives et rempl centrales trait air (travaux) - (BEI) (DI25)	6 500 000,00	-6 500 000,00	0,00
				2025	Mise à niveau des plans suite cyber attaque (DI25)	400 000,00	-400 000,00	0,00
					Services départementaux - construction		**0,00**	
			Services départementaux - entretien et grosses réparations	2015	Amélioration de la sécurité dans les bât départementaux (DI15)	212 803,37	-575,36	212 228,01
				2016	Accessibilité aux personnes handicapees (DI16)	7 672 792,66	1 000 000,00	8 672 792,66
				2020	Travaux de performance énergétique dans les batiments départementaux-S4E (DI20)	370 000,00	-34 574,99	335 425,01
				2021	Travaux dans les bâtiments départementaux et bâtiments divers (DI21)	1 213 891,53	-81 692,96	1 132 198,57
				2022	Participation travaux bat A (DI22)	464 081,81	50 000,00	514 081,81
				2022	Travaux d'aménagement (DI22)	2 780 549,77	218 000,00	2 998 549,77
				2024	Contrat de Performance Energétique des bâtiments - CPE2 Vague 1-S4E DI24	4 000 000,00	334 574,99	4 334 574,99
				2024	Travaux dans les bâtiments départementaux et bâtiments divers (DI24)	1 397 511,67	82 268,32	1 479 779,99
				2025	Accessibilité aux personnes handicapées (DI25)	1 000 000,00	-1 000 000,00	0,00
				2025	Contrat de Performance Energétique des bâtiments - CPE2 Vague 1-S4E (DI25)	500 000,00	-350 000,00	150 000,00
				2025	P3 des MGP Bâtiments-S4E (DI25)	150 000,00	50 000,00	200 000,00
				2025	Participation travaux bat A (DI25)	50 000,00	-50 000,00	0,00
					Services départementaux - entretien et grosses réparations		**218 000,00**	

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
			Solidarité - construction	2020	Refection façades MDS Fontainebleau (DI20)	141 371,72	-87 897,98	53 473,74
				2023	Démolition EPAHD de Provins (DI 23)	714 346,20	20 000,00	734 346,20
				2024	réfection toiture Bâts sociaux études et travaux (DI24)	100 000,00	67 897,98	167 897,98
					Solidarité - construction		**0,00**	
			Solidarité - entretien et grosses réparations	2018	travaux batiments sociaux (DI18)	698 308,65	-16 734,11	681 574,54
				2024	Travaux batiments sociaux (DI24)	1 552 198,14	16 734,11	1 568 932,25
					Solidarité - entretien et grosses réparations		**0,00**	
			Voirie - entretien et grosses réparations	2021	Mise en conformite du parc GNV (DI21)	200 000,00	-5 065,05	194 934,95
				2024	Travaux batiments DR (DI24)	1 278 215,22	5 065,05	1 283 280,27
					Voirie - entretien et grosses réparations		**0,00**	
		Domaine: Bâtiments départementaux					**0,00**	
		Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	2024	Ass. / Sinistres bâts trx et mob. (DI24)	142 400,00	-13 203,86	129 196,14
				2024	Ass./sinistres immobiliers collèges (DI24)	5 000,00	-5 000,00	0,00
				2024	Ass./sinistres mobiliers collèges (DI24)	101 840,00	-57 194,26	44 645,74
					Assurances et sinistres		**-75 398,12**	
		Domaine: Etude et prévention du risque					**-75 398,12**	
		Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	2021	Acquisition de véhicules (DI21)	782 000,00	-7 389,80	774 610,20
				2022	Acquisition de véhicules (DI22)	1 599 999,93	-7 961,31	1 592 038,62
				2023	Acquisition véhicules (DI23)	1 860 199,34	-60,00	1 860 139,34
				2024	Acquisition véhicules DMGS (DI24)	855 802,73	-412 538,06	443 264,67
				2024	Acquisition véhicules SDAUE (DI24)	230 000,00	-48 003,12	181 996,88
				2025	Acquis véhicule SDAUE (DI25)	84 000,00	-84 000,00	0,00
				2025	Acquis véhicules DMGS (DI25)	1 630 000,00	-322 000,00	1 308 000,00
					Gestion de la flotte des véhicules		**-881 952,29**	
			Matériel et mobilier	2022	Matériel et mobilier (DI22)	427 998,98	-12 506,68	415 492,30
				2023	Matériel et mobilier (DI23)	499 884,35	-29 404,28	470 480,07
				2023	Matériel et mobilier SDAUE (DI23)	150 000,00	-2 652,40	147 347,60
				2024	Acquis matériel et mobilier (DI24)	1 008 167,67	-43 573,36	964 594,31
				2024	Acquis mat et mob SDAUE (DI24)	315 000,00	-79 406,01	235 593,99
				2025	Matériel et mobilier (DI25)	115 853,00	376 000,00	491 853,00
					Matériel et mobilier		**208 457,27**	
		Domaine: Logistique					**-673 495,02**	
		Système d'information	Etudes et solutions logicielles	2017	Projets Fonctionnels Schéma directeur 2017-2020 (DI17)	5 331 299,83	-4 901,03	5 326 398,80
				2021	Projets fonctionnels Schéma directeur (DI21)	1 286 924,99	-214,31	1 286 710,68
				2022	Projets fonctionnels Schéma directeur (DI22)	1 784 863,98	-4 524,11	1 780 339,87
				2022	Sécurité projets (DI22)	186 893,00	-1 173,52	185 719,48
				2024	Accompagnement des bénéficiaires RSA vers l'emploi DI24)	251 155,30	-1 377,89	249 777,41
				2024	Projets fonctionnels Schéma directeur (DI24)	1 546 032,70	10 030,26	1 556 062,96
				2025	Projets fonctionnels Schéma directeur (DI25)	1 840 000,00	180 056,77	2 020 056,77
					Etudes et solutions logicielles		**177 896,17**	
			Infrastructures	2017	Projets Techniques Schéma directeur 2017-2020 (DI17)	1 125 675,84	-11 632,84	1 114 043,00
				2024	Réseaux (DI24)	235 000,00	-2 940,71	232 059,29

Mission	Politique	Domaine	Action	AP	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant opération après révision
				2024	Sécurité infrastructures (DI24)	670 000,00	-2 468,59	667 531,41
				2025	Sécurité infrastructures (DI25)	500 000,00	-196 765,72	303 234,28
			Infrastructures				**-213 807,86**	
			Matériels et logiciels clients	2023	Matériels et logiciels clients (DI23)	2 026 416,62	-3 349,59	2 023 067,03
			Matériels et logiciels clients				**-3 349,59**	
		Domaine: Système d'information					**-39 261,28**	
	Politique: Moyens généraux						**-788 154,42**	
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	2024	Aménagement de postes (DI24)	163 800,00	-42 347,48	121 452,52
				2024	Hygiène et Sécurité (DI24)	8 700,00	-2 660,74	6 039,26
			Santé				**-45 008,22**	
		Domaine: Santé, actions sociales, relations sociales					**-45 008,22**	
	Politique: Ressources humaines						**-45 008,22**	
4 - Mission fonctionnelle							**-2 669 119,34**	
					TOTAL TOUTES MISSIONS		**-8 487 515,47**	

Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement actives et des crédits de paiement afférents (fonctionnement)

DM1 2025

Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	120 000	0	120 000	30 000	60 000	30 000	
			Agriculture	**120 000**	**0**	**120 000**	**30 000**	**60 000**	**30 000**	
		Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective	65 000	0	65 000	0	0	65 000	
			Contrats intercommunaux	270 000	-17 090	252 910	95 410	56 846	80 654	20 000
			Soutien au développement local - divers partenariats	256 900	0	256 900	0	24 000	232 900	
			Développement local	**591 900**	**-17 090**	**574 810**	**95 410**	**80 846**	**378 554**	**20 000**
	Développement territorial			**711 900**	**-17 090**	**694 810**	**125 410**	**140 846**	**408 554**	**20 000**
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	564 442	-66 701	497 741	341 438	156 303	0	0
			Eau potable	166 530	0	166 530	151 530	15 000		
			Eau	**730 972**	**-66 701**	**664 271**	**492 968**	**171 303**	**0**	**0**
		Environnement	Environnement et développement durable	91 737	0	91 737	33 705	34 855	23 177	0
			Espaces naturels sensibles - autres	45 176	-6 523	38 653	23 695	9 958	5 000	0
			Environnement	**136 913**	**-6 523**	**130 391**	**57 400**	**44 813**	**28 177**	**0**
	Protection de l'environnement			**867 885**	**-73 223**	**794 662**	**550 368**	**216 116**	**28 177**	**0**
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	143 200	0	143 200	20 176	62 280	60 640	104
			Sécurité des biens et des personnes	**143 200**	**0**	**143 200**	**20 176**	**62 280**	**60 640**	**104**
	Sécurité			**143 200**	**0**	**143 200**	**20 176**	**62 280**	**60 640**	**104**
	Transports	Transports publics	Etudes	105 000	-20 190	84 810	44 610	40 200	0	0
			Infrastructures de transport	1 089 617	0	1 089 617	559 843	291 862	161 825	76 087
			PAM77	160 693	-3 223	157 470	157 470	0	0	0
			Transports publics	**1 355 309**	**-23 413**	**1 331 896**	**761 922**	**332 062**	**161 825**	**76 087**
		Transports scolaires	Transport scolaire	140 000	0	140 000	92 035	33 000	14 965	0
			Transport scolaire des élèves et étudiants handicapés	112 173	0	112 173	75 047	22 000	15 126	0
			Transports scolaires	**252 173**	**0**	**252 173**	**167 082**	**55 000**	**30 091**	**0**
	Transports			**1 607 482**	**-23 413**	**1 584 069**	**929 005**	**387 062**	**191 916**	**76 087**
1 - Mission aménagement et développement du territoire				**3 330 468**	**-113 726**	**3 216 741**	**1 624 959**	**806 304**	**689 287**	**96 190**
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	500 000	-700	499 300	436 300	58 000	5 000	0
			Développement culturel	**500 000**	**-700**	**499 300**	**436 300**	**58 000**	**5 000**	**0**
		Patrimoine	Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	669 600	0	669 600	223 200	223 200	223 200	
			Patrimoine	**669 600**	**0**	**669 600**	**223 200**	**223 200**	**223 200**	
	Culture et patrimoine			**1 169 600**	**-700**	**1 168 900**	**659 500**	**281 200**	**228 200**	**0**
	Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	1 172 815	-197 231	975 584	975 584	0	0	0
			Action éducative et appui à la scolarité	**1 172 815**	**-197 231**	**975 584**	**975 584**	**0**	**0**	**0**
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	1 260 000	-70 000	1 190 000	680 000	244 000	155 000	111 000
			Enseignement supérieur et recherche	**1 260 000**	**-70 000**	**1 190 000**	**680 000**	**244 000**	**155 000**	**111 000**
		Vie des collèges	Autres - vie des collèges	1 223 678	-153 482	1 070 196	1 070 196	0	0	0
			Equipement et suppléance des ATTEE	425 000	-95 492	329 508	329 508	0	0	0

Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
		Vie des collèges		**1 648 678**	**-248 973**	**1 399 704**	**1 399 704**	**0**	**0**	**0**
	Education formation			**4 081 493**	**-516 204**	**3 565 288**	**3 055 288**	**244 000**	**155 000**	**111 000**
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Autres - activités sportives	145 965	0	145 965	145 965			
		Activités sportives		**145 965**	**0**	**145 965**	**145 965**			
	Jeunesse, sports et loisirs			**145 965**	**0**	**145 965**	**145 965**			
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**5 397 058**	**-516 904**	**4 880 153**	**3 860 753**	**525 200**	**383 200**	**111 000**
3 - Mission solidarité	Enfance et famille	Protection et prévention des enfants à domicile	Soutien et Prévention en Milieu Ouvert	0	471 000	471 000		154 000	157 000	160 000
		Protection et prévention des enfants à domicile		**0**	**471 000**	**471 000**		**154 000**	**157 000**	**160 000**
	Enfance et famille			**0**	**471 000**	**471 000**		**154 000**	**157 000**	**160 000**
	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	45 520	-28 230	17 290	17 290	0	0	0
		Insertion par le logement		**45 520**	**-28 230**	**17 290**	**17 290**	**0**	**0**	**0**
	Habitat			**45 520**	**-28 230**	**17 290**	**17 290**	**0**	**0**	**0**
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	4 130 123	-31 176	4 098 947	1 391 310	1 556 490	772 547	378 600
			Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)	2 145 000	0	2 145 000	924 366	400 000	400 000	420 634
		Autres dispositifs d'insertion		**6 275 123**	**-31 176**	**6 243 947**	**2 315 676**	**1 956 490**	**1 172 547**	**799 234**
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	14 164 701	-227 907	13 936 794	8 897 722	2 981 205	1 642 372	415 495
			Actions d'insertion par l'activité économique	8 683 615	-58 177	8 625 438	5 910 088	1 959 900	755 450	0
			Dispositifs d'insertion	28 271 061	-2 122 357	26 148 703	15 326 289	5 850 057	3 965 733	1 006 624
		Dispositifs RSA		**51 119 376**	**-2 408 441**	**48 710 935**	**30 134 099**	**10 791 162**	**6 363 555**	**1 422 119**
	Insertion			**57 394 499**	**-2 439 617**	**54 954 882**	**32 449 775**	**12 747 651**	**7 536 103**	**2 221 353**
3 - Mission solidarité				**57 440 019**	**-1 996 847**	**55 443 172**	**32 467 065**	**12 901 651**	**7 693 103**	**2 381 353**
4 - Mission fonctionnelle	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	2 000 000	0	2 000 000	0	0	2 000 000	
		Finances		**2 000 000**	**0**	**2 000 000**	**0**	**0**	**2 000 000**	
	Direction et animation de l'action départementale			**2 000 000**	**0**	**2 000 000**	**0**	**0**	**2 000 000**	
	Moyens généraux	Système d'information	Prestations et fournitures	393 534	-585	392 948	392 948	0	0	0
		Système d'information		**393 534**	**-585**	**392 948**	**392 948**	**0**	**0**	**0**
	Moyens généraux			**393 534**	**-585**	**392 948**	**392 948**	**0**	**0**	**0**
4 - Mission fonctionnelle				**2 393 534**	**-585**	**2 392 948**	**392 948**	**0**	**2 000 000**	**0**
		TOTAL GENERAL:		**68 561 078**	**-2 628 063**	**65 933 015**	**38 345 726**	**14 233 156**	**10 765 590**	**2 588 543**

Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement actives et des crédits de paiement afférents (fonctionnement)

DM1 2025

AE 2015

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2015	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	785 000	0	785 000	443 813	172 187	150 000	19 000
			Transports publics		**785 000**	**0**	**785 000**	**443 813**	**172 187**	**150 000**	**19 000**
		Transports			**785 000**	**0**	**785 000**	**443 813**	**172 187**	**150 000**	**19 000**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**785 000**	**0**	**785 000**	**443 813**	**172 187**	**150 000**	**19 000**
				Somme AE 2015	**785 000**	**0**	**785 000**	**443 813**	**172 187**	**150 000**	**19 000**

AE 2017

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2017	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	33 850	0	33 850	26 850	3 675	1 825	1 500
			Transports publics		**33 850**	**0**	**33 850**	**26 850**	**3 675**	**1 825**	**1 500**
		Transports			**33 850**	**0**	**33 850**	**26 850**	**3 675**	**1 825**	**1 500**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**33 850**	**0**	**33 850**	**26 850**	**3 675**	**1 825**	**1 500**
				Somme AE 2017	**33 850**	**0**	**33 850**	**26 850**	**3 675**	**1 825**	**1 500**

AE 2018

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2018	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Vie des collèges	Autres - vie des collèges	1 223 678	-153 482	1 070 196	1 070 196	0	0	0
			Vie des collèges		**1 223 678**	**-153 482**	**1 070 196**	**1 070 196**	**0**	**0**	**0**
		Education formation			**1 223 678**	**-153 482**	**1 070 196**	**1 070 196**	**0**	**0**	**0**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**1 223 678**	**-153 482**	**1 070 196**	**1 070 196**	**0**	**0**	**0**
				Somme AE 2018	**1 223 678**	**-153 482**	**1 070 196**	**1 070 196**	**0**	**0**	**0**

AE 2020

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2020	1 - Mission aménagement et	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	126 000	0	126 000	20 000	96 000	10 000	0

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	développement du territoire		**Transports publics**		**126 000**	**0**	**126 000**	**20 000**	**96 000**	**10 000**	**0**
		Transports			**126 000**	**0**	**126 000**	**20 000**	**96 000**	**10 000**	**0**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**126 000**	**0**	**126 000**	**20 000**	**96 000**	**10 000**	**0**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	0	0	0	0	0	0	0
			Insertion par le logement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Habitat			**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	3 - Mission solidarité				**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
				Somme AE 2020	**126 000**	**0**	**126 000**	**20 000**	**96 000**	**10 000**	**0**

AE 2021

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2021	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	103 491	0	103 491	103 491	0	0	0
			Eau		**103 491**	**0**	**103 491**	**103 491**	**0**	**0**	**0**
		Protection de l'environnement			**103 491**	**0**	**103 491**	**103 491**	**0**	**0**	**0**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	124 767	0	124 767	69 180	0	0	55 587
				PAM77	160 693	-3 223	157 470	157 470	0	0	0
			Transports publics		**285 459**	**-3 223**	**282 236**	**226 650**	**0**	**0**	**55 587**
			Transports scolaires	Transport scolaire	140 000	0	140 000	92 035	33 000	14 965	0
				Transport scolaire des élèves et étudiants handicapés	112 173	0	112 173	75 047	22 000	15 126	0
			Transports scolaires		**252 173**	**0**	**252 173**	**167 082**	**55 000**	**30 091**	**0**
		Transports			**537 632**	**-3 223**	**534 409**	**393 732**	**55 000**	**30 091**	**55 587**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**641 123**	**-3 223**	**637 900**	**497 222**	**55 000**	**30 091**	**55 587**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Education formation	Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	250 000	0	250 000	200 000	50 000	0	
			Enseignement supérieur et recherche		**250 000**	**0**	**250 000**	**200 000**	**50 000**	**0**	
		Education formation			**250 000**	**0**	**250 000**	**200 000**	**50 000**	**0**	
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**250 000**	**0**	**250 000**	**200 000**	**50 000**	**0**	
	3 - Mission solidarité	Insertion	Dispositifs RSA	Dispositifs d'insertion	3 059 135	-526	3 058 608	3 058 608	0	0	0
			Dispositifs RSA		**3 059 135**	**-526**	**3 058 608**	**3 058 608**	**0**	**0**	**0**
		Insertion			**3 059 135**	**-526**	**3 058 608**	**3 058 608**	**0**	**0**	**0**
	3 - Mission solidarité				**3 059 135**	**-526**	**3 058 608**	**3 058 608**	**0**	**0**	**0**
				Somme AE 2021	**3 950 258**	**-3 749**	**3 946 508**	**3 755 831**	**105 000**	**30 091**	**55 587**

AE 2022

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
Millésime	**Mission**	**Politique**	**Domaine**	**Action - Autorisations d'Engagement**	**Montant des AE votées**	**Variation proposée en DM1 2 025**	**Montant des AE après vote de la DM1**	**CP antérieurs**	**CP 2 025 après étape en cours**	**CP 2 026**	**CP ultérieurs**
2022	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Transports	Transports publics	Etudes	105 000	-20 190	84 810	44 610	40 200	0	0
				Transports publics	**105 000**	**-20 190**	**84 810**	**44 610**	**40 200**	**0**	**0**
		Transports			**105 000**	**-20 190**	**84 810**	**44 610**	**40 200**	**0**	**0**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**105 000**	**-20 190**	**84 810**	**44 610**	**40 200**	**0**	**0**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	500 000	-700	499 300	436 300	58 000	5 000	0
				Développement culturel	**500 000**	**-700**	**499 300**	**436 300**	**58 000**	**5 000**	**0**
		Culture et patrimoine			**500 000**	**-700**	**499 300**	**436 300**	**58 000**	**5 000**	**0**
		Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse sei	1 172 815	-197 231	975 584	975 584	0	0	0
				Action éducative et appui à la scolarité	**1 172 815**	**-197 231**	**975 584**	**975 584**	**0**	**0**	**0**
			Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	250 000	0	250 000	150 000	50 000	50 000	
				Enseignement supérieur et recherche	**250 000**	**0**	**250 000**	**150 000**	**50 000**	**50 000**	
			Vie des collèges	Equipement et suppléance des ATTEE	425 000	-95 492	329 508	329 508	0	0	0
				Vie des collèges	**425 000**	**-95 492**	**329 508**	**329 508**	**0**	**0**	**0**
		Education formation			**1 847 815**	**-292 723**	**1 555 092**	**1 455 092**	**50 000**	**50 000**	**0**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**2 347 815**	**-293 423**	**2 054 392**	**1 891 392**	**108 000**	**55 000**	**0**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	30 520	-13 230	17 290	17 290	0	0	0
				Insertion par le logement	**30 520**	**-13 230**	**17 290**	**17 290**	**0**	**0**	**0**
		Habitat			**30 520**	**-13 230**	**17 290**	**17 290**	**0**	**0**	**0**
		Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	493 262	0	493 262	493 262	0	0	0
				Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)	945 000	0	945 000	924 366	0	0	20 634
				Autres dispositifs d'insertion	**1 438 262**	**0**	**1 438 262**	**1 417 628**	**0**	**0**	**20 634**
			Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	3 146 857	0	3 146 857	3 146 857	0		
				Actions d'insertion par l'activité économique	2 291 676	0	2 291 676	2 291 676	0	0	0
				Dispositifs d'insertion	4 415 862	-128 656	4 287 206	4 287 206	0	0	0
				Dispositifs RSA	**9 854 394**	**-128 656**	**9 725 738**	**9 725 738**	**0**	**0**	**0**
		Insertion			**11 292 656**	**-128 656**	**11 164 000**	**11 143 366**	**0**	**0**	**20 634**
	3 - Mission solidarité				**11 323 176**	**-141 886**	**11 181 290**	**11 160 656**	**0**	**0**	**20 634**
				Somme AE 2022	**13 775 991**	**-455 499**	**13 320 493**	**13 096 658**	**148 200**	**55 000**	**20 634**

AE 2023

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2023	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Contrats intercommunaux	100 000	-17 090	82 910	82 910	0	0	0
			Développement local		**100 000**	**-17 090**	**82 910**	**82 910**	**0**	**0**	**0**
		Développement territorial			**100 000**	**-17 090**	**82 910**	**82 910**	**0**	**0**	**0**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
		Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	260 951	-23 004	237 947	237 947	0	0	0
				Eau potable	166 530	0	166 530	151 530	15 000		
				Eau	**427 481**	**-23 004**	**404 477**	**389 477**	**15 000**	**0**	**0**
			Environnement	Environnement et développement durable	9 305	0	9 305	9 305	0	0	0
				Espaces naturels sensibles - autres	12 176	0	12 176	12 176	0	0	0
				Environnement	**21 481**	**0**	**21 481**	**21 481**	**0**	**0**	**0**
			Protection de l'environnement		**448 962**	**-23 004**	**425 958**	**410 958**	**15 000**	**0**	**0**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	47 600	0	47 600	20 176	0	27 320	104
				Sécurité des biens et des personnes	**47 600**	**0**	**47 600**	**20 176**	**0**	**27 320**	**104**
			Sécurité		**47 600**	**0**	**47 600**	**20 176**	**0**	**27 320**	**104**
		Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	20 000	0	20 000	0	20 000	0	0
				Transports publics	**20 000**	**0**	**20 000**	**0**	**20 000**	**0**	**0**
		Transports			**20 000**	**0**	**20 000**	**0**	**20 000**	**0**	**0**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**616 562**	**-40 094**	**576 468**	**514 044**	**35 000**	**27 320**	**104**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Patrimoine	Développement des publics du château de Blandy-les	669 600	0	669 600	223 200	223 200	223 200	
				Patrimoine	**669 600**	**0**	**669 600**	**223 200**	**223 200**	**223 200**	
		Culture et patrimoine			**669 600**	**0**	**669 600**	**223 200**	**223 200**	**223 200**	
		Education formation	Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	760 000	-70 000	690 000	330 000	144 000	105 000	111 000
				Enseignement supérieur et recherche	**760 000**	**-70 000**	**690 000**	**330 000**	**144 000**	**105 000**	**111 000**
		Education formation			**760 000**	**-70 000**	**690 000**	**330 000**	**144 000**	**105 000**	**111 000**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**1 429 600**	**-70 000**	**1 359 600**	**553 200**	**367 200**	**328 200**	**111 000**
	3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	0	0	0	0			
				Insertion par le logement	**0**	**0**	**0**	**0**			
		Habitat			**0**	**0**	**0**	**0**			
		Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	800 000	-46 376	753 624	634 424	119 200	0	0
				Autres dispositifs d'insertion	**800 000**	**-46 376**	**753 624**	**634 424**	**119 200**	**0**	**0**
			Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2 885 513	-205 629	2 679 884	2 679 884	0	0	0
				Actions d'insertion par l'activité économique	2 465 539	-33 177	2 432 362	2 432 362	0	0	0
				Dispositifs d'insertion	7 326 600	-112 411	7 214 189	5 886 591	1 327 598	0	0
				Dispositifs RSA	**12 677 652**	**-351 216**	**12 326 436**	**10 998 838**	**1 327 598**	**0**	**0**
		Insertion			**13 477 652**	**-397 592**	**13 080 060**	**11 633 262**	**1 446 798**	**0**	**0**
	3 - Mission solidarité				**13 477 652**	**-397 592**	**13 080 060**	**11 633 262**	**1 446 798**	**0**	**0**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Système d'information	Prestations et fournitures	393 534	-585	392 948	392 948	0	0	0
				Système d'information	**393 534**	**-585**	**392 948**	**392 948**	**0**	**0**	**0**
		Moyens généraux			**393 534**	**-585**	**392 948**	**392 948**	**0**	**0**	**0**
	4 - Mission fonctionnelle				**393 534**	**-585**	**392 948**	**392 948**	**0**	**0**	**0**
				Somme AE 2023	**15 917 348**	**-508 271**	**15 409 076**	**13 093 454**	**1 848 998**	**355 520**	**111 104**

AE 2024

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2024	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	60 000	0	60 000	30 000	30 000		
				Agriculture	**60 000**	**0**	**60 000**	**30 000**	**30 000**		
			Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective	65 000	0	65 000	0	0	65 000	
				Contrats intercommunaux	100 000	0	100 000	12 500	56 846	30 654	0
				Soutien au développement local - divers partenariats	163 400	-163 400	0	0	0	0	
				Développement local	**328 400**	**-163 400**	**165 000**	**12 500**	**56 846**	**95 654**	**0**
		Développement territorial			**388 400**	**-163 400**	**225 000**	**42 500**	**86 846**	**95 654**	**0**
		Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	200 000	-43 697	156 303	0	156 303	0	0
				Eau	**200 000**	**-43 697**	**156 303**	**0**	**156 303**	**0**	**0**
			Environnement	Environnement et développement durable	62 432	0	62 432	24 400	32 855	5 177	0
				Espaces naturels sensibles - autres	20 000	-6 523	13 477	11 519	1 958	0	0
				Environnement	**82 432**	**-6 523**	**75 910**	**35 919**	**34 813**	**5 177**	**0**
		Protection de l'environnement			**282 432**	**-50 220**	**232 213**	**35 919**	**191 116**	**5 177**	**0**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	47 600	0	47 600	0	47 600	0	0
				Sécurité des biens et des personnes	**47 600**	**0**	**47 600**	**0**	**47 600**	**0**	**0**
		Sécurité			**47 600**	**0**	**47 600**	**0**	**47 600**	**0**	**0**
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**718 432**	**-213 620**	**504 813**	**78 419**	**325 562**	**100 832**	**0**
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	0	0	0	0	0	0	
				Développement culturel	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
		Culture et patrimoine			**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
		Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Autres - activités sportives	145 965	0	145 965	145 965			
				Activités sportives	**145 965**	**0**	**145 965**	**145 965**			
		Jeunesse, sports et loisirs			**145 965**	**0**	**145 965**	**145 965**			
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				**145 965**	**0**	**145 965**	**145 965**	**0**	**0**	
	3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	15 000	-15 000	0	0	0	0	0
				Insertion par le logement	**15 000**	**-15 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
		Habitat			**15 000**	**-15 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	1 126 624	15 200	1 141 824	263 624	743 500	134 700	0
				Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)	1 200 000	0	1 200 000	0	400 000	400 000	400 000
			Autres dispositifs d'insertion		**2 326 624**	**15 200**	**2 341 824**	**263 624**	**1 143 500**	**534 700**	**400 000**
			Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	4 187 303	-22 278	4 165 025	3 070 981	683 005	210 000	201 039
				Actions d'insertion par l'activité économique	2 415 500	-25 000	2 390 500	1 186 050	1 204 450	0	0
				Dispositifs d'insertion	6 035 600	-1 619 765	4 415 835	2 093 884	1 732 227	589 500	224
			Dispositifs RSA		**12 638 403**	**-1 667 043**	**10 971 360**	**6 350 915**	**3 619 682**	**799 500**	**201 263**
		Insertion			**14 965 027**	**-1 651 843**	**13 313 184**	**6 614 539**	**4 763 182**	**1 334 200**	**601 263**
	3 - Mission solidarité				**14 980 027**	**-1 666 843**	**13 313 184**	**6 614 539**	**4 763 182**	**1 334 200**	**601 263**
	4 - Mission fonctionnelle	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	1 000 000	0	1 000 000	0	0	1 000 000	
			Finances		**1 000 000**	**0**	**1 000 000**	**0**	**0**	**1 000 000**	
		Direction et animation de l'action départementale			**1 000 000**	**0**	**1 000 000**	**0**	**0**	**1 000 000**	
	4 - Mission fonctionnelle				**1 000 000**	**0**	**1 000 000**	**0**	**0**	**1 000 000**	
				Somme AE 2024	**16 844 424**	**-1 880 462**	**14 963 962**	**6 838 923**	**5 088 744**	**2 435 032**	**601 263**

AE 2025

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
2025	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	60 000	0	60 000		30 000	30 000	
				Agriculture	**60 000**	**0**	**60 000**		**30 000**	**30 000**	
			Développement local	Contrats intercommunaux	70 000	0	70 000		0	50 000	20 000
				Soutien au développement local - divers partenariats	93 500	163 400	256 900		24 000	232 900	
				Développement local	**163 500**	**163 400**	**326 900**		**24 000**	**282 900**	**20 000**
		Développement territorial			**223 500**	**163 400**	**386 900**		**54 000**	**312 900**	**20 000**
		Protection de l'environnement	Environnement	Environnement et développement durable	20 000	0	20 000		2 000	18 000	0
				Espaces naturels sensibles - autres	13 000	0	13 000		8 000	5 000	
				Environnement	**33 000**	**0**	**33 000**		**10 000**	**23 000**	**0**
		Protection de l'environnement			**33 000**	**0**	**33 000**		**10 000**	**23 000**	**0**
		Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	48 000	0	48 000		14 680	33 320	
				Sécurité des biens et des personnes	**48 000**	**0**	**48 000**		**14 680**	**33 320**	
		Sécurité			**48 000**	**0**	**48 000**		**14 680**	**33 320**	
	1 - Mission aménagement et développement du territoire				**304 500**	**163 400**	**467 900**		**78 680**	**369 220**	**20 000**
	3 - Mission solidarité	Enfance et famille	Protection et prévention des enfants à domicile	Soutien et Prévention en Milieu Ouvert	0	471 000	471 000		154 000	157 000	160 000

Millésime	Mission	Politique	Domaine	Action - Autorisations d'Engagement	Montant des AE votées	Variation proposée en DM1 2 025	Montant des AE après vote de la DM1	CP antérieurs	CP 2 025 après étape en cours	CP 2 026	CP ultérieurs
			Protection et prévention des enfants à domicile		**0**	**471 000**	**471 000**		**154 000**	**157 000**	**160 000**
		Enfance et famille			**0**	**471 000**	**471 000**		**154 000**	**157 000**	**160 000**
		Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	1 710 237	0	1 710 237		693 790	637 847	378 600
			Autres dispositifs d'insertion		**1 710 237**	**0**	**1 710 237**		**693 790**	**637 847**	**378 600**
			Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	3 945 028	0	3 945 028		2 298 200	1 432 372	214 456
				Actions d'insertion par l'activité économique	1 510 900	0	1 510 900		755 450	755 450	
				Dispositifs d'insertion	7 433 865	-261 000	7 172 865		2 790 232	3 376 233	1 006 400
			Dispositifs RSA		**12 889 793**	**-261 000**	**12 628 793**		**5 843 882**	**5 564 055**	**1 220 856**
		Insertion			**14 600 030**	**-261 000**	**14 339 030**		**6 537 671**	**6 201 903**	**1 599 456**
	3 - Mission solidarité				**14 600 030**	**210 000**	**14 810 030**		**6 691 671**	**6 358 903**	**1 759 456**
	4 - Mission fonctionnelle	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	1 000 000	0	1 000 000		0	1 000 000	
			Finances		**1 000 000**	**0**	**1 000 000**		**0**	**1 000 000**	
		Direction et animation de l'action départementale			**1 000 000**	**0**	**1 000 000**		**0**	**1 000 000**	
	4 - Mission fonctionnelle				**1 000 000**	**0**	**1 000 000**		**0**	**1 000 000**	
				Somme AE 2025	**15 904 530**	**373 400**	**16 277 930**		**6 770 351**	**7 728 123**	**1 779 456**

Récapitulatif des opérations CREES sur une Autorisation d'Engagement

DM1 2025

Mission	Politique	Domaine	Action	Opérations créées	Montant de l'enveloppe
1 - Mission aménagement et développement du	Développement territorial	Développement local	Soutien au développement local - divers partenariats	Participations aux études EPA Sénart (PPA VILLAROCHE AE 2025)	163 400
1 - Mission aménagement et développement du territoire					**163 400**
3 - Mission solidarité	Enfance et famille	Protection et prévention des enfants à domicile	Soutien et Prévention en Milieu Ouvert	La Touline M.E. (AE25)	471 000
	Insertion	Dispositifs RSA	Dispositifs d'insertion	Allocation départementale de retour à l'emploi (DF25)	50 000
3 - Mission solidarité					**521 000**
				TOTAL TOUTES MISSIONS	**684 400**

Récapitulatif des opérations REVISEES sur une Autorisation d'Engagement

DM1 2025

Mission	Politique	Domaine	Action	Millésime	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant de l'opération après révision
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Contrats intercommunaux	2023	Fonctionnement Parcs Naturels Régionaux (AE23)	100 000	-17 090	82 910
					Somme Action:		**-17 090**	
			Soutien au développement local - divers partenariats	2024	Participations aux études EPA Sénart (PPA Villaroche AE 2024)	163 400	-163 400	0
					Somme Action:		**-163 400**	
					Somme Domaine:		**-180 490**	
	Somme Politique:						**-180 490**	
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2023	Entretien des rivières (AE23)	260 951	-23 004	237 947
				2024	Aides aux communes victimes d'inondations (AE24)	100 000	-43 697	56 303
					Somme Action:		**-66 701**	
					Somme Domaine:		**-66 701**	
		Environnement	Espaces naturels sensibles - autres	2024	ENS/Subventions entretien et biodiversité (AE24)	20 000	-6 523	13 477
					Somme Action:		**-6 523**	
					Somme Domaine:		**-6 523**	
	Somme Politique:						**-73 223**	
	Transports	Transports publics	Etudes	2022	Etude générale de transport (AE22)	65 000	4 810	69 810
				2022	Etude Partenariat (AE22)	40 000	-25 000	15 000
					Somme Action:		**-20 190**	
			PAM77	2021	Contrôle qualité marché PAM (AE21)	160 693	-3 223	157 470
					Somme Action:		**-3 223**	
					Somme Domaine:		**-23 413**	
	Somme Politique:						**-23 413**	
Somme Mission:							**-277 126**	
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement culturel	Actions culturelles.	2022	Plan de soutien exceptionnel à la création (partenariat DRAC) AE22	500 000	-700	499 300
					Somme Action:		**-700**	
					Somme Domaine:		**-700**	
	Somme Politique:						**-700**	
	Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	2022	Autres dispositifs d'accompagnement (AE22)	513 108	-180 000	333 108
				2022	Parcours Collègiens - Subventions (AE22)	659 707	-17 231	642 476
					Somme Action:		**-197 231**	
					Somme Domaine:		**-197 231**	
		Enseignement supérieur et	Enseignement supérieur et recherche.	2023	Campus digital des formations (AE23)	760 000	-70 000	690 000

Mission	Politique	Domaine	Action	Millésime	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant de l'opération après révision
		recherche			**Somme Action:**		**-70 000**	
					Somme Domaine:		**-70 000**	
		Vie des collèges	Autres - vie des collèges	2018	Assitance à maîtrise d'ouvrage de la direction (AE18)	1 223 678	-153 482	1 070 196
					Somme Action:		**-153 482**	

Mission	Politique	Domaine	Action	Millésime	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant de l'opération après révision
			Equipement et suppléance des ATTEE	2022	Vêtements de travail des agents départementaux des collèges (AE22)	425 000	-95 492	329 508
					Somme Action:		**-95 492**	
					Somme Domaine:		**-248 973**	
	Somme Politique:						**-516 204**	
Somme Mission:							**-516 904**	
3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2022	MOUS et Etudes préalables à la création d'aires d'accueil (AE22)	30 520	-13 230	17 290
				2024	MOUS et Etudes préalables à la création d'aires d'accueil (AE24)	15 000	-15 000	0
					Somme Action:		**-28 230**	
					Somme Domaine:		**-28 230**	
	Somme Politique:						**-28 230**	
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	2023	Mesures d'accompagnement social personnalisé 2 (AE23)	800 000	-46 376	753 624
				2024	Mesures d'accompagnement social personnalisé 2 (AE24)	700 000	15 200	715 200
					Somme Action:		**-31 176**	
					Somme Domaine:		**-31 176**	
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2023	Mission accompagnement vers l'emploi (AE23)	2 885 513	-205 629	2 679 884
				2024	France Travail_Renforcement Accompt socioprof (AE24)	1 072 278	-22 278	1 050 000
					Somme Action:		**-227 907**	
			Actions d'insertion par l'activité économique	2023	Actions d'insertion par l'activité économique (AE23)	2 365 200	-3 050	2 362 150
				2023	Expérimentation Insertion par l'activité économique (AE23)	100 339	-30 127	70 212
				2024	Dispositif Premières heures (DF24)	25 000	-25 000	0
					Somme Action:		**-58 177**	
			Dispositifs d'insertion	2021	Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE21)	533 535	-465	533 069
				2021	Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne (AE21)	2 525 600	-61	2 525 539
				2022	Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE22)	547 500	-128 468	419 032
				2022	Dispositif spécialisé Travailleurs non salariés (AE22)	573 250	-188	573 062
				2023	Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE23)	730 000	-11 860	718 140
				2023	Dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tension (AE23)	950 000	-100 000	850 000
				2023	Dispositif spécialisé Travailleurs non salariés (AE23)	358 000	-551	357 449
				2024	Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE24)	730 000	-295 000	435 000
				2024	Allocation départementale de retour à l'emploi (DF24)	90 000	-54 500	35 500
				2024	Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne (AE24)	2 200 000	-1 180 000	1 020 000
				2024	Dispositif d'accès à la mobilité (AE24)	252 000	-15 000	237 000

DM1 2025 Etat des AE

Conseil départemental du 20 juin 2025

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°2 à la délibération n°7/03

Mission	Politique	Domaine	Action	Millésime	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant de l'opération après révision
				2024	Dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tension (AE24)	500 000	-75 265	424 735

DM1 2025 Etat des AE

Conseil départemental du 20 juin 2025

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°2 à la délibération n°7/03

Mission	Politique	Domaine	Action	Millésime	Opérations révisées	Montant de l'opération	Révision proposée	Montant de l'opération après révision
				2025	Actions d'insertion et emploi (AE25)	1 109 600	25 000	1 134 600
				2025	Dispositif Mode de garde (AE25)	400 000	-30 000	370 000
				2025	FSE Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE25)	100 000	94 000	194 000
				2025	FSE Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne (AE25)	1 760 000	-400 000	1 360 000
					Somme Action:		**-2 172 357**	
					Somme Domaine:		**-2 458 441**	
	Somme Politique:						**-2 489 617**	
Somme Mission:							**-2 517 847**	
4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Système d'information	Prestations et fournitures	2023	AMO-Demat.dossiers accompagnement social et insertion (AE23)	393 534	-585	392 948
					Somme Action:		**-585**	
					Somme Domaine:		**-585**	
	Somme Politique:						**-585**	
Somme Mission:							**-585**	
TOTAL TOUTES MISSIONS							**-3 312 463**	

Mission	Politique	Domaine	Action	Enveloppe de subvention	Crédits inscrits	DM en cours	Crédits inscrits après étape en cours
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Affaires internationales et européennes	Affaires internationales	Autres subventions exceptionnelles	20 000,00	0,00	20 000,00
		Agriculture	Agriculture	Agriculture/subventions partenaires agricoles	518 030,00	0,00	518 030,00
				Partenariat filière bois	30 000,00	0,00	30 000,00
				Partenariats filière bois	30 000,00	0,00	30 000,00
		Développement local	Contrats intercommunaux	Fonctionnement Parcs Naturels Régionaux	56 845,82	0,00	56 845,82
			Développement du réseau	Subvention fonctionnement SMN	206 500,00	0,00	206 500,00
			Soutien au développement local - divers partenariats	Partenariat chambre consulaire	15 000,00	0,00	15 000,00
		Promotion du territoire	Attractivité du territoire	Marketing territorial subv	65 500,00	0,00	65 500,00
				Mission Seine & Marne 2040 subv	30 000,00	0,00	30 000,00
				Seine-et-Marne attractivité subv	2 200 000,00	110 000,00	2 310 000,00
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	Aides aux communes victimes d'inondations	50 000,00	6 303,00	56 303,00
				Entretien des rivières	100 000,00	0,00	100 000,00
			Eau potable	DEEA - Subvention Eau	65 000,00	0,00	65 000,00
		Environnement	Environnement et développement durable	DEEA - Subventions animation environnement	222 230,00	0,00	222 230,00
				Envt et DD / CapMétha 77 - subvention	10 385,00	0,00	10 385,00
				Rénov. Energétique SARE	300 000,00	0,00	300 000,00
			Espaces naturels sensibles - autres	ENS/Autres participations, partenariats	87 300,00	0,00	87 300,00
				ENS/Subventions entretien et biodiversité	0,00	1 958,00	1 958,00
				ENS/Subventions entretien et biodiversité	8 000,00	0,00	8 000,00
			Espaces naturels sensibles - Département	ENS/Département subventions partenariats	235 830,00	-9 000,00	226 830,00
				ENS/Partenariat "biodiversité"	30 780,00	0,00	30 780,00
				ENS/Partenariat écoles - collèges subvention	38 500,00	0,00	38 500,00
				ENS/Partenariat plan handicap - Subvention	10 500,00	0,00	10 500,00
				ENS/Sub. entretien Chemin des roses	27 900,00	0,00	27 900,00
	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	Reversement CA - JO 2024	209 000,00	0,00	209 000,00
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	Sub de fonctionnement diverses Incendie et Secours	25 000,00	0,00	25 000,00
			Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	Subvention usagers A4 - Coutevroult/St Jean	5 000,00	0,00	5 000,00

Mission	Politique	Domaine	Action	Enveloppe de subvention	Crédits inscrits	DM en cours	Crédits inscrits après étape en cours
			routière	Subv. Sécurité routière DR	47 600,00	0,00	47 600,00
				Subv. Sécurité routière DR	14 680,00	0,00	14 680,00
	Transports	Transports publics	Etudes	Etude Partenariat	5 000,00	-5 000,00	0,00
			Infrastructures de transport	CONV3 - DT - participation étude strategie commerciale	3 675,00	0,00	3 675,00
1 - Mission aménagement et développement du territoire					**4 668 255,82**	**104 261,00**	**4 772 516,82**
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	Aide au fonctionnement des associations Archives	10 000,00	0,00	10 000,00
				Aide aux projets des associations Archives	43 000,00	0,00	43 000,00
				Partenariat Cineam	5 000,00	0,00	5 000,00
				Partenariat Ville de Provins/ Université NYC Columbia	6 000,00	0,00	6 000,00
		Développement culturel	Actions culturelles.	Aide aux équipements culturels (Diffusion + Lieux de proximit	1 551 250,00	-33 000,00	1 518 250,00
				Collège au cinéma action en faveur de la jeunesse seine-et-marn	65 000,00	0,00	65 000,00
				EAC actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	60 500,00	0,00	60 500,00
				Plan de soutien exceptionnel à la création (partenariat DRAC)	58 700,00	-700,00	58 000,00
			Anciens combattants	Anciens combattants	25 000,00	0,00	25 000,00
			Compagnies artistiques professionnelles	Soutien aux compagnies artistiques (résidences et création)	100 000,00	0,00	100 000,00
			Contrats triennaux de développement culturel	Contrats triennaux de développement culturel	40 000,00	0,00	40 000,00
			Enseignement artistique et pratiques amateurs	Aide à l'enseignement artistique	602 237,00	-15 100,00	587 137,00
				Aide en faveur des pratiques amateurs	56 363,00	0,00	56 363,00
			Festivals et manifestations artistiques	Aide en faveur des festivals et manifestations	444 500,00	0,00	444 500,00
			Opérateurs	ACT ART	450 000,00	0,00	450 000,00
		Développement de la lecture publique	Développement culturel	Contractualisation lecture publique	93 000,00	0,00	93 000,00
				Sub de fonc actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	30 000,00	-5 000,00	25 000,00
			Développement du réseau - Médiathèque	Sub de fonc Aide à l'emploi	60 000,00	0,00	60 000,00
				Sub de fonc autres subventions	10 000,00	0,00	10 000,00
		Patrimoine	Antiquités et objets d'art	Protection et mise en valeur d'objets d'arts	10 000,00	0,00	10 000,00
			Patrimoine monumental	Entretien des monuments	5 000,00	0,00	5 000,00
			Valorisation du patrimoine	Associations patrimoniales à rayonnement départemental	30 000,00	0,00	30 000,00

Mission	Politique	Domaine	Action	Enveloppe de subvention	Crédits inscrits	DM en cours	Crédits inscrits après étape en cours
				Associations patrimoniales et archéologiques	60 000,00	0,00	60 000,00
				Politique de valorisation Parcs et Jardins	16 000,00	-5 238,00	10 762,00
	Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Aides à la restauration scolaire	Subventions compensation SRH	265 000,00	0,00	265 000,00
			Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	Parcours Collègiens - Subventions	242 000,00	0,00	242 000,00
		Bâtiments des collèges	Entretien et grosses réparations	Entretien subventions au collèges	295 850,00	0,00	295 850,00
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	Accompagnement au développement des formations supérieure	70 000,00	-50 000,00	20 000,00
				Campus digital des formations	144 000,00	0,00	144 000,00
				Cartographie des établissements de formation subv	20 000,00	0,00	20 000,00
		Vie des collèges	Autres - vie des collèges	Subventions diverses Vie des collèges	14 200,00	-269,00	13 931,00
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Autres - activités sportives	Grands événements sportifs nationaux/internationaux-subventio	155 000,00	0,00	155 000,00
			Soutien au sport civil	Associations sportives civiles	1 145 000,00	0,00	1 145 000,00
				Centre de ressources sport	6 000,00	0,00	6 000,00
				Dispositif en faveur du para-sport	250 000,00	0,00	250 000,00
				Ecoles multisports	250 000,00	0,00	250 000,00
				Manifestations et évènements sportifs	240 000,00	0,00	240 000,00
				Soutien aux comités départementaux et projets sportifs spécifiq	390 000,00	0,00	390 000,00
			Soutien au sport scolaire	Parcours sportif des collègiens - subventions	180 000,00	0,00	180 000,00
				Soutien natation scolaire en faveur de la jeunesse seine-et-marn	90 000,00	0,00	90 000,00
				Sport scolaire en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	150 000,00	0,00	150 000,00
			Sport de haut niveau	Contrats d'objectifs de Haut Niveau	915 000,00	0,00	915 000,00
		Jeunesse et loisirs	Aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire	Convention d'objectifs OJEP en faveur de la jeunesse seine-et-n	113 000,00	0,00	113 000,00
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					**8 766 600,00**	**-109 307,00**	**8 657 293,00**
3 - Mission solidarité	Enfance et famille	Prévention et protection - Hébergement ASE	Accueil des enfants en établissement	Subvention à l'association Amicale du Nid	300 000,00	0,00	300 000,00
				Subvention convention UAPED	60 000,00	0,00	60 000,00
			Prestations en faveur des enfants accueillis	Parrainages	260 000,00	0,00	260 000,00
				Subvention convention AVIH	64 900,00	0,00	64 900,00
		Prévention médico-soc. aide à la fonction parentale et à	Subventions et participations aux associations	Subventions aide à la parentalité	6 000,00	0,00	6 000,00

Mission	Politique	Domaine	Action	Enveloppe de subvention	Crédits inscrits	DM en cours	Crédits inscrits après étape en cours
		l'enfant	Subventions et participations pour l'accueil de la petite enfance	Subventions et aide au fonctionnement modes d'accueil EAJE	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00
		Protection et prévention des enfants à domicile	Soutien et Prévention en Milieu Ouvert	La TOULINE - FSE	160 000,00	50 000,00	210 000,00
				La Touline M.E.	0,00	154 000,00	154 000,00
				Subventions ADEPAPE - EFA	17 500,00	0,00	17 500,00
	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	722 110,00	0,00	722 110,00
				Aide au fonctionnement pour les aires de grands passages	63 000,00	0,00	63 000,00
				GIP Gens du voyage_Fct	20 000,00	0,00	20 000,00
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion des jeunes	Subvention E2C	260 000,00	0,00	260 000,00
				Subventions Missions locales	358 000,00	0,00	358 000,00
			Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	Actions de cohésion sociale	646 040,00	0,00	646 040,00
				Cartographie des offres d'insertion	50 000,00	0,00	50 000,00
				COMBO77	445 273,76	0,00	445 273,76
				Dispositif d'accès au numérique	60 000,00	0,00	60 000,00
				FSE COMBO77	261 515,84	0,00	261 515,84
				Intervenant social en commissariat et gendarmerie	140 000,00	0,00	140 000,00
				Soutien à la lutte contre les violences intrafamiliales_AAP	178 950,00	4 500,00	183 450,00
			Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)	Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi FSE (PLIE)	400 000,00	0,00	400 000,00
			Services et partenaires	sub de fonct divers partenaires	4 860,00	0,00	4 860,00
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	France Travail_Renforcement Accompt socioprof	214 455,60	-154 455,60	60 000,00
				FSE Mission accompagnement vers l'emploi	919 280,00	0,00	919 280,00
				Mission accompagnement vers l'emploi	2 001 925,00	0,00	2 001 925,00
			Actions d'insertion par l'activité économique	Actions d'insertion par l'activité économique	1 950 700,00	9 200,00	1 959 900,00
			Dispositifs d'insertion	Actions d'insertion et emploi	1 109 600,00	25 000,00	1 134 600,00
				Actions d'insertion socioprofessionnelle	567 500,00	53 000,00	620 500,00
				Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne	1 256 000,00	88 000,00	1 344 000,00
				Dispositif Clause d'insertion FSE	196 809,67	72 298,68	269 108,35
				Dispositif d'accès à la mobilité_AAP	126 000,00	0,00	126 000,00

Mission	Politique	Domaine	Action	Enveloppe de subvention	Crédits inscrits	DM en cours	Crédits inscrits après étape en cours
				Dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tension	604 022,25	104 336,49	708 358,74
				Dispositif Mode de garde	400 000,00	-24 000,00	376 000,00
				Dispositif spécialisé Travailleurs non salariés	385 600,00	-110,20	385 489,80
				FSE Actions d'insertion socioprofessionnelle	0,00	47 000,00	47 000,00
				FSE Développement de parcours d'accès à l'emploi pérenne	704 000,00	-160 000,00	544 000,00
				FSE Dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tensi	220 000,00	0,00	220 000,00
	Personnes âgées	Maintien à domicile des personnes âgées	Actions extra légales en faveur des personnes âgées	Subvention PA	294 000,00	0,00	294 000,00
	Personnes handicapées	Maintien à domicile des personnes handicapées	Actions extra légales en faveur des adultes handicapés	Subvention / Dispositif de soutien aux communes actions autou	10 000,00	0,00	10 000,00
				Subventions PH	110 000,00	0,00	110 000,00
	Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	Actions innovantes	0,00	70 000,00	70 000,00
				Démographie médicale / Centres de santé	20 000,00	0,00	20 000,00
				Démographie médicale / MSPU	100 000,00	0,00	100 000,00
				Démographie médicale / Subv fonctionnement	50 000,00	0,00	50 000,00
3 - Mission solidarité					**17 518 042,12**	**338 769,37**	**17 856 811,49**
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Parrainage et partenariats divers	Parrainages et partenariats (subventions)	85 000,00	0,00	85 000,00
		Présidence et cabinet	Autres - Présidence et cabinet	Sub. aux assoc. d'Elus locaux	28 000,00	3 000,00	31 000,00
				Subventions diverses	48 000,00	0,00	48 000,00
	Direction et animation de l'action départementale	Direction générale	Etudes et divers	Ingénierie territoriale	2 000,00	0,00	2 000,00
				Observation et stratégie territoriale	60 000,00	0,00	60 000,00
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Actions sociales	Fédération syndicale des salariés	60 000,00	0,00	60 000,00
				Subventions DRH	1 259 451,00	0,00	1 259 451,00
4 - Mission fonctionnelle					**1 542 451,00**	**3 000,00**	**1 545 451,00**
Subventions de fonctionnement					**32 495 348,94**	**336 723,37**	**32 832 072,31**

Conseil départemental du 20 juin 2025

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°4 à la délibération n°7/03

Budget Général - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES - DM1 2025

Compte d'imputation	Objet de la provision	Date de la constitution de la provision (délibération)	Montant de la Provision après vote du BP 2025	Montant des constitutions proposées à la DM1	Montant des reprises proposées à la DM1	Solde
6815	**Provision complémentaire BEA**	19/11/2021	**6 560 000,00**			**6 560 000,00**
6815	Provision Gestion de la dette	24/11/2017	10 451,67			10 451,67
6815	Provision complémentaire Gestion de la dette	15/06/2018	9 000,00			9 000,00
6815	Provision complémentaire Gestion de la dette	16/11/2018	12 000,00			12 000,00
	Provision Gestion de la dette		**31 451,67**			**31 451,67**
6817	Provision Indus du RSA	19/11/2021	8 715 395,28		740 000,00	7 975 395,28
6817	Provision complémentaire Indus du RSA	17/06/2022	598 359,72			598 359,72
6817	Provision complémentaire Indus du RSA	18/11/2022	426 263,00			426 263,00
6817	Provision complémentaire Indus du RSA	21/06/2024	1 808 826,00			1 808 826,00
6817	Provision complémentaire Indus du RSA	20/06/2025		1 428 070,00		1 428 070,00
	Provision Indus du RSA		**11 548 844,00**	**1 428 070,00**	**740 000,00**	**12 236 914,00**
6817	Provisions pour créances douteuses	19/11/2021	860 876,00		129 748,00	731 128,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses	18/11/2022	341 046,00			341 046,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses	23/06/2023	310 402,00			310 402,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers41)	21/06/2024	204 938,00			204 938,00
6817	Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers46)	21/06/2024	16 686,00			16 686,00
	Provisions pour créances douteuses		**1 733 948,00**		**129 748,00**	**1 604 200,00**
6815	**Provision contentieux NBI**	18/11/2022	**125 000,00**			**125 000,00**
6815	**Provision contentieux SMACL**	18/11/2022	**920 000,00**			**920 000,00**
6815	**Provision Fermeture du Club de Prévention Marne la Vallée**	15/11/2019	**388 277,71**			**388 277,71**
6815	**Provision Litiges sté Régnault**	19/12/2019	**100 000,00**			**100 000,00**
6815	**Provision régularisation des cotisations chômage (assFam)**	18/11/2022	**3 792 000,00**			**3 792 000,00**
6815	**Provision Sécurité des biens et des personnes**	13/11/2020	**500 000,00**			**500 000,00**
			25 699 521,38	**1 428 070,00**	**869 748,00**	**26 257 843,38**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03B

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_703BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/03B**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports
Rapporteur(s) : LACROIX Sarah

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

OBJET : Première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes
Délibération Equipements culturels

La première décision modificative pour 2025, vaut budget supplémentaire puisqu'elle reprend les résultats de gestion 2024. Elle présente une augmentation des recettes réelles de fonctionnement (hors excédent antérieur disponible reporté) de + 26,7 M€ (+ 1,9 % par rapport au BP). Cette augmentation est due au transfert du DILICO (+ 12,7 M€), au réajustement de la TSCA sur la base du réalisé 2024 (+ 6,8 M€) et à la mise à niveau de l'accord cadre APA 2 et de la conférence des financeurs (+ 4,4 M€).

Les dépenses réelles de fonctionnement sont augmentées de + 43 M€ (+ 3,2 % par rapport au BP), les augmentations concernent essentiellement le secteur de la direction et de l'animation de de l'action Départementale (+17,4 M€) et des personnes handicapées (+ 13,2 M€).

Au total, grâce à la reprise de l'excédent de fonctionnement, l'épargne est améliorée de + 8 M€.

En investissement, hors reports équilibrées par l'affectation du résultat antérieur de 2024 (6,6 M€), les dépenses diminuent de -5,1 M€ tandis que les recettes définitives progressent de + 7,9 M€.

Ainsi le besoin budgétaire d'emprunt peut être diminué de 20,9 M€, passant de 215,8 M€ au BP 2025 à 194,8 M€ (- 9,7 % par rapport au BP 2025).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.5217-10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance,

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106,

VU l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 03 avril 2025, relative au Budget Primitif 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03B

DÉCIDE

Article 1 : d'adopter la première décision modificative de l'exercice 2025 du budget annexe, **« Equipements culturels »** conformément au tableau de répartition par chapitre ci-après :

SECTION D'EXPLOITATION			
CHAP.	**INTITULE**	**DEPENSES**	**RECETTES**
002	Résultat de fonctionnement reporté		1 559 458,85
011	Charges à caractère général	20 000,00	
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses		20 000,00
	TOTAL	**20 000,00**	**1 579 458,85**

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 36

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03B

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10

M. Eric BAREILLE

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Marie-Line PICHERY

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03B

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03C

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_703CH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/03C**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports
Rapporteur(s) : LACROIX Sarah

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

OBJET : Première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes
Délibération Restauration Scolaire

La première décision modificative pour 2025, vaut budget supplémentaire puisqu'elle reprend les résultats de gestion 2024. Elle présente une augmentation des recettes réelles de fonctionnement (hors excédent antérieur disponible reporté) de + 26,7 M€ (+ 1,9 % par rapport au BP). Cette augmentation est due au transfert du DILICO (+ 12,7 M€), au réajustement de la TSCA sur la base du réalisé 2024 (+ 6,8 M€) et à la mise à niveau de l'accord cadre APA 2 et de la conférence des financeurs (+ 4,4 M€).

Les dépenses réelles de fonctionnement sont augmentées de + 43 M€ (+ 3,2 % par rapport au BP), les augmentations concernent essentiellement le secteur de la direction et de l'animation de de l'action Départementale (+17,4 M€) et des personnes handicapées (+ 13,2 M€).

Au total, grâce à la reprise de l'excédent de fonctionnement, l'épargne est améliorée de + 8 M€.

En investissement, hors reports équilibrées par l'affectation du résultat antérieur de 2024 (6,6 M€), les dépenses diminuent de -5,1 M€ tandis que les recettes définitives progressent de + 7,9 M€.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03C

Ainsi le besoin budgétaire d'emprunt peut être diminué de 20,9 M€, passant de 215,8 M€ au BP 2025 à 194,8 M€ (- 9,7 % par rapport au BP 2025).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.5217-10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance,

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106,

VU l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 03 avril 2025, relative au Budget Primitif 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03C

DÉCIDE

Article 1 : d'adopter la première décision modificative de l'exercice 2025 du budget annexe, **« Restauration scolaire »** conformément au tableau de répartition par chapitre ci-après :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
CHAP.	**INTITULE**	**DEPENSES**	**RECETTES**
021	Virement de la section de fonctionnement		214 685,59
20	Immobilisations incorporelles	66 780,00	
21	Immobilisations corporelles	147 905,59	
	TOTAL	**214 685,59**	**214 685,59**

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
CHAP.	**INTITULE**	**DEPENSES**	**RECETTES**
011	Charges à caractère général	65 100,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	253 456,22	
023	Virement à la section d'investissement	214 685,59	
65	Autres charges d'activité	635 000,00	
67	Charges spécifiques	-50 000,00	
68	Dotations aux provisions	650 000,00	
74	Dotations, participations et subventions		-900 000,00
75	Autres produits d'activité		2 667 241,81
77	Produits spécifiques		1 000,00
	TOTAL	**1 768 241,81**	**1 768 241,81**

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 36

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03C

M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Daisy LUCZAK
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10
M. Eric BAREILLE
M. Smaïl DJEBARA
Mme Julie GOBERT
M. Anthony GRATACOS
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nathalie MOINE
Mme Marie-Line PICHERY
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Virginie THOBOR
M. Mathieu VISKOVIC

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03C

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03D

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_703DH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/03D**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports
Rapporteur(s) : LACROIX Sarah

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

OBJET : Première décision modificative 2025 pour le budget général et les budgets annexes
Délibération SDAUE

La première décision modificative pour 2025, vaut budget supplémentaire puisqu'elle reprend les résultats de gestion 2024. Elle présente une augmentation des recettes réelles de fonctionnement (hors excédent antérieur disponible reporté) de + 26,7 M€ (+ 1,9 % par rapport au BP). Cette augmentation est due au transfert du DILICO (+ 12,7 M€), au réajustement de la TSCA sur la base du réalisé 2024 (+ 6,8 M€) et à la mise à niveau de l'accord cadre APA 2 et de la conférence des financeurs (+ 4,4 M€).

Les dépenses réelles de fonctionnement sont augmentées de + 43 M€ (+ 3,2 % par rapport au BP), les augmentations concernent essentiellement le secteur de la direction et de l'animation de de l'action Départementale (+17,4 M€) et des personnes handicapées (+ 13,2 M€).

Au total, grâce à la reprise de l'excédent de fonctionnement, l'épargne est améliorée de + 8 M€.

En investissement, hors reports équilibrées par l'affectation du résultat antérieur de 2024 (6,6 M€), les dépenses diminuent de -5,1 M€ tandis que les recettes définitives progressent de + 7,9 M€.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03D

Ainsi le besoin budgétaire d'emprunt peut être diminué de 20,9 M€, passant de 215,8 M€ au BP 2025 à 194,8 M€ (- 9,7 % par rapport au BP 2025).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.5217-10-6 du CGCT, « dans une limite fixée à l'occasion du vote du Budget et ne pouvant dépasser 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits lors de sa plus proche séance,

VU la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 106,

VU l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 et arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,

VU l'arrêté NOR : INTB1632673A du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 21 décembre 2023, relative à la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 du 03 avril 2025, relative au Budget Primitif 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'adopter la première décision modificative de l'exercice 2025 du budget annexe, **« SDAUE »** conformément au tableau de répartition par chapitre ci-après :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
CHAP.	**INTITULE**	**DEPENSES**	**RECETTES**
15	Provisions pour risques et charges		100 000,00
20	Immobilisations incorporelles	1 087,84	
21	Immobilisation corporelles	6 264,94	
28	Amortissements des immobilisations		-72 931,00
49	Provisions pour dépréciations des comptes de tiers		70 148,00
001	Excédent de la section d'investissement reporté		593 194,85
	TOTAL	**7 352,78**	**690 411,85**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03D

SECTION D'EXPLOITATION			
CHAP.	**INTITULE**	**DEPENSES**	**RECETTES**
I	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	155 000,00	
II	Dépenses afférentes au personnel	400 000,00	
III	Dépenses afférentes à la structure	97 217,00	
I	Produits de la tarification		
II	Autres produits relatifs à l'exploitation		
III	Produits financiers et non encaissables		-742 121,01
002	Excédent de la section d'exploitation reporté		1 394 338,01
	TOTAL	**652 217,00**	**652 217,00**

Article 2 : L'excédent de la section d'investissement reporté dégagé sur l'exercice 2024 d'un montant de 583 356,85 € doit être majoré de + 9 838 € pour prendre en compte l'inscription d'une recette d'investissement de provision par le comptable public, dans son compte de gestion, sur ce même exercice 2024. Le montant repris dans le cadre de la DM1 2025 est de **593 194,85 €.**

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 36

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03D

M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10
M. Eric BAREILLE
M. Smaïl DJEBARA
Mme Julie GOBERT
M. Anthony GRATACOS
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nathalie MOINE
Mme Marie-Line PICHERY
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Virginie THOBOR
M. Mathieu VISKOVIC

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/03D

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/04

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_704H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/04**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigible sur les mutations à titre onéreux en faveur des communes de moins de 5 000 habitants. Répartition du solde 2024.

Il est proposé de répartir entre les 440 communes de moins de 5 000 habitants éligibles au fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigible sur les mutations à titre onéreux, le solde des produits 2024.
Ce solde s'élève à la somme de 6 341 842,00 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 47-2359 en date du 22 décembre 1947, notamment dans son article 9 portant création des fonds de péréquation des droits de mutation,

VU l'article 1595 bis du code général des impôts,

VU la délibération de l'assemblée départementale du 25 mai 2007, modifiant le barème de répartition du fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement et à la taxe de publicité foncière sur les mutations à titre onéreux,

VU la délibération de l'assemblée départementale du 15 novembre 2024, répartissant l'acompte 2024 du fonds départemental de péréquation de la taxe additionnelle aux droits de mutations en faveur des communes de moins de 5 000 habitants

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/04

DÉCIDE

Article 1 : d'adopter, selon le barème en vigueur, la répartition du solde de l'année 2024 du fonds départemental de péréquation des droits de mutation au profit des communes seine-et-marnaises éligibles de moins de 5 000 habitants.

Article 2 : de demander à la Préfecture de Seine-et-Marne de procéder au mandatement de ce solde de **6 341 842,00 €** selon la répartition qui figure en annexe à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 33

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

Mme Virginie THOBOR

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/04

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 11

M. Thierry CERRI en sa qualité de Maire de la commune de Coupvray

M. Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de Maire de la commune de Grisy-Suisnes

M. Stéphane DEVAUCHELLE en sa qualité de Maire de la commune de Saint-Soupplets

Mme Isoline GARREAU en sa qualité de Maire de la commune de Diant

M. Pascal GOUHOURY en sa qualité de Maire de la commune de Samoreau

M. Anthony GRATACOS en sa qualité de Conseiller municipal de la commune de Moussy le Neuf

M. Michel JOZON en sa qualité de Maire de la commune de La Ferté Gaucher

Mme Daisy LUCZAK en sa qualité de Maire de la commune de Courquetaine

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU en sa qualité de 1ère adjointe de la commune de Lizy sur Ourcq

Mme Mireille MUNCH en sa qualité de Maire de la commune de Ferrières en Brie

M. Jean-Louis THIERIOT en sa qualité de Conseiller municipal de la commune de Beauvoir

Etaient ABSENTS: 2

Mme Nolwenn LE BOUTER

M. Ugo PEZZETTA



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

077-227700010-20250620-D250620_704H1-DE
TDDPDM-2024

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Fonds départemental de péréquation des droits de mutation en faveur des communes de moins de 5 000 habitants

Répartition du solde 2024

Répartition du solde 2024

Canton	Nom Commune	Solde 2024
CHAMPS-SUR-MARNE	CROISSY-BEAUBOURG	**27 478,50**
CLAYE-SOUILLY	ANNET-SUR-MARNE	**36 240,09**
	BARCY	**7 503,04**
	CHAMBRY	**12 644,30**
	CHARMENTRAY	**6 237,65**
	CHARNY	**25 499,42**
	CUISY	**10 134,23**
	FORFRY	**4 570,97**
	FRESNES-SUR-MARNE	**12 414,11**
	GESVRES-LE-CHAPITRE	**4 624,15**
	GRESSY	**8 489,80**
	ISLES-LÈS-VILLENOY	**14 013,67**
	IVERNY	**9 189,34**
	MAREUIL-LÈS-MEAUX	**29 613,47**
	MESSY	**12 514,92**
	MONTHYON	**21 727,28**
	CHAUCONIN-NEUFMONTIERS	**50 262,81**
	OISSERY	**26 299,58**
	PENCHARD	**17 274,48**
	PLESSIS-AUX-BOIS	**5 279,36**
	PLESSIS-L'EVEQUE	**7 117,61**
	PRÉCY-SUR-MARNE	**12 262,08**
	SAINT-MESMES	**9 019,32**
	SAINT-SOUPPLETS	**28 658,92**
	TRILBARDOU	**10 765,67**
	VARREDDES	**22 996,05**
	VIGNELY	**6 009,24**
	VILLEROY	**9 316,34**
COMBS-LA-VILLE	RÉAU	**20 579,66**
COULOMMIERS	AMILLIS	**11 777,55**
	AULNOY	**7 588,20**
	BELLOT	**13 781,18**
	BOISSY-LE-CHÂTEL	**34 245,58**
	BOITRON	**7 049,43**
	CELLE-SUR-MORIN	**15 478,04**
	CHAILLY-EN-BRIE	**23 731,41**
	CHAPELLE-MOUTILS	**10 767,92**
	CHARTRONGES	**6 931,83**
	CHAUFFRY	**13 801,79**
	CHEVRU	**13 384,13**
	CHOISY-EN-BRIE	**18 850,64**
	DAGNY	**6 465,14**
	DOUE	**15 487,53**
	FERTÉ-GAUCHER	**46 426,85**
	GIREMOUTIERS	**6 596,52**
	HAUTEFEUILLE	**6 090,06**

FDPDM 2024
Répartition du solde 2024

Conseil Départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
COULOMMIERS	HONDEVILLIERS	**6 120,24**
	JOUY-SUR-MORIN	**26 360,49**
	LESCHEROLLES	**8 848,72**
	LEUDON-EN-BRIE	**6 677,33**
	MAISONCELLES-EN-BRIE	**14 529,99**
	MAROLLES-EN-BRIE	**7 975,46**
	MAUPERTHUIS	**11 366,43**
	MEILLERAY	**9 812,21**
	MONTDAUPHIN	**7 410,85**
	MONTENILS	**2 560,37**
	MONTOLIVET	**6 924,26**
	ORLY-SUR-MORIN	**12 146,70**
	PÉZARCHES	**7 822,22**
	REBAIS	**25 802,65**
	SABLONNIÈRES	**12 645,10**
	SAINT-AUGUSTIN	**22 669,96**
	SAINT-BARTHÉLEMY	**7 685,69**
	SAINT-CYR-SUR-MORIN	**24 387,75**
	SAINT-DENIS-LÈS-REBAIS	**17 107,87**
	SAINT-GERMAIN-SOUS-DOUE	**9 849,13**
	SAINT-LÉGER	**5 456,66**
	SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS	**6 190,46**
	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS	**10 338,96**
	SAINT-OUEN-SUR-MORIN	**9 845,33**
	SAINT-RÉMY-DE-LA-VANNE	**12 847,37**
	BEAUTHEIL-SAINTS	**26 550,90**
	SAINT-SIMÉON	**12 857,62**
	TOUQUIN	**13 277,60**
	LA TRÉTOIRE	**9 102,20**
	VERDELOT	**12 903,28**
	VILLENEUVE-SUR-BELLOT	**15 391,51**
FONTAINEBLEAU	ACHÈRES-LA-FORÊT	**12 529,28**
	AMPONVILLE	**6 644,71**
	ARBONNE-LA-FORÊT	**16 294,94**
	BOISSY-AUX-CAILLES	**7 559,72**
	BOULANCOURT	**6 923,82**
	BOURRON-MARLOTTE	**29 298,31**
	BURCY	**4 732,82**
	BUTHIERS	**11 097,42**
	CÉLY-EN-BIÈRE	**14 352,69**
	CHAILLY-EN-BIÈRE	**25 732,99**
	CHAPELLE-LA-REINE	**27 400,77**
	FLEURY-EN-BIÈRE	**12 868,51**
	FROMONT	**5 126,65**
	GUERCHEVILLE	**5 317,78**
	HÉRICY	**26 627,30**
	NANTEAU-SUR-ESSONNE	**7 704,77**
	NOISY-SUR-ÉCOLE	**24 138,76**
	PERTHES-EN-GÂTINAIS	**25 382,43**
	RECLOSES	**10 182,29**

FDPDM 2024 Conseil Départemental du 20 juin 2025

Répartition du solde 2024 Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
FONTAINEBLEAU	RUMONT	**4 343,54**
	SAINT-GERMAIN-SUR-ÉCOLE	**6 455,67**
	SAINT-MARTIN-EN-BIÈRE	**9 280,14**
	SAINT-SAUVEUR-SUR-ÉCOLE	**14 454,92**
	SAMOIS-SUR-SEINE	**23 108,56**
	SAMOREAU	**23 037,92**
	TOUSSON	**5 673,13**
	URY	**14 346,08**
	LE VAUDOUÉ	**11 609,83**
	VILLIERS-EN-BIÈRE	**6 866,73**
	VILLIERS-SOUS-GREZ	**10 649,05**
	VULAINES-SUR-SEINE	**28 199,29**
FONTENAY-TRÉSIGNY	BERNAY-VILBERT	**13 720,59**
	CHAPELLE-IGER	**5 300,73**
	CHAPELLES-BOURBON	**7 323,40**
	CHÂTRES	**15 276,71**
	CHAUMES-EN-BRIE	**36 317,36**
	COUBERT	**18 769,03**
	COURPALAY	**18 408,86**
	COURQUETAINE	**3 374,88**
	CRÈVECOEUR-EN-BRIE	**9 264,91**
	DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX	**18 711,29**
	ÉVRY-GRÉGY-SUR-YERRES	**33 373,54**
	FAREMOUTIERS	**28 252,38**
	GRISY-SUISNES	**31 112,15**
	GUÉRARD	**32 286,01**
	HOUSSAYE-EN-BRIE	**22 821,87**
	LIMOGES-FOURCHES	**8 006,48**
	LISSY	**7 180,42**
	LIVERDY-EN-BRIE	**19 688,88**
	LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX	**18 332,21**
	MARLES-EN-BRIE	**19 822,29**
	MORTCERF	**17 428,52**
	NEUFMOUTIERS-EN-BRIE	**16 867,07**
	OZOUËR-LE-VOULGIS	**21 990,74**
	PÉCY	**10 858,32**
	PLESSIS-FEU-AUSSOUX	**10 705,46**
	POMMEUSE	**32 308,79**
	PRESLES-EN-BRIE	**16 118,42**
	ROZAY-EN-BRIE	**24 648,86**
	SOIGNOLLES-EN-BRIE	**22 165,54**
	SOLERS	**14 320,80**
	VAUDOY-EN-BRIE	**16 849,12**
	VOINSLES	**7 522,00**
LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE	ARMENTIÈRES-EN-BRIE	**15 115,00**
	BASSEVELLE	**9 171,80**
	BUSSIÈRES	**10 159,28**
	CHAMIGNY	**20 486,72**
	CHANGIS-SUR-MARNE	**17 130,04**
	CITRY	**13 033,79**

FDPDM 2024 Conseil Départemental du 20 juin 2025

Répartition du solde 2024 Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE	COCHEREL	**10 223,37**
	CONGIS-SUR-THÉROUANNE	**20 685,28**
	COULOMBS-EN-VALOIS	**8 312,84**
	CROUY-SUR-OURCQ	**19 464,67**
	DHUISY	**6 562,63**
	DOUY-LA-RAMÉE	**8 065,43**
	ÉTRÉPILLY	**12 801,04**
	FUBLAINES	**16 570,45**
	GERMIGNY-L'ÉVÊQUE	**15 787,38**
	GERMIGNY-SOUS-COULOMBS	**4 558,99**
	ISLES-LES-MELDEUSES	**10 218,84**
	JAIGNES	**6 664,46**
	JOUARRE	**45 337,14**
	LIZY-SUR-OURCQ	**34 752,20**
	LUZANCY	**13 415,78**
	MARCILLY	**8 129,04**
	MARY-SUR-MARNE	**13 136,06**
	MAY-EN-MULTIEN	**11 822,63**
	MÉRY-SUR-MARNE	**11 684,94**
	MONTCEAUX-LÈS-MEAUX	**9 669,76**
	NANTEUIL-SUR-MARNE	**7 751,03**
	OCQUERRE	**8 408,20**
	PIERRE-LEVÉE	**9 771,40**
	PLESSIS-PLACY	**5 726,44**
	POINCY	**8 727,74**
	PUISIEUX	**6 916,18**
	REUIL-EN-BRIE	**11 333,03**
	SAÂCY-SUR-MARNE	**23 501,28**
	SAINTE-AULDE	**11 048,38**
	SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	**16 369,76**
	SAMMERON	**14 701,19**
	SEPT-SORTS	**8 764,47**
	SIGNY-SIGNETS	**10 130,52**
	TANCROU	**7 249,98**
	TROCY-EN-MULTIEN	**5 486,04**
	USSY-SUR-MARNE	**13 524,79**
	VENDREST	**11 146,74**
	VINCY-MANOEUVRE	**6 871,10**
LAGNY-SUR-MARNE	CARNETIN	**6 955,03**
	CHALIFERT	**18 341,44**
	CHANTELOUP-EN-BRIE	**43 266,30**
	CONCHES-SUR-GONdOIRE	**20 411,92**
	DAMPMART	**43 706,12**
	GOUVERNES	**13 607,85**
	GUERMANTES	**13 797,84**
	JABLINES	**10 491,81**
	LESCHES	**9 755,40**
	POMPONNE	**45 137,99**
MELUN	LIVRY-SUR-SEINE	**24 473,50**

FDPDM 2024 Conseil Départemental du 20 juin 2025

Répartition du solde 2024 Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
MELUN	MAINCY	**20 470,69**
	MONTEREAU-SUR-LE-JARD	**9 429,63**
	ROCHETTE	**44 573,43**
	RUBELLES	**37 465,97**
	SAINT-GERMAIN-LAXIS	**9 980,97**
	VOISENON	**17 129,36**
MITRY-MORY	COMPANS	**13 813,43**
	JUILLY	**18 272,02**
	LONGPERRIER	**36 558,96**
	MARCHÉMORET	**9 562,60**
	MAUREGARD	**11 654,48**
	MESNIL-AMELOT	**37 247,30**
	MONTGÉ-EN-GOËLE	**9 920,11**
	MOUSSY-LE-NEUF	**35 059,62**
	MOUSSY-LE-VIEUX	**13 324,28**
	NANTOUILLET	**5 610,26**
	ROUVRES	**12 897,27**
	SAINT-MARD	**41 376,81**
	THIEUX	**12 681,12**
	VILLENEUVE-SOUS-DAMMARTIN	**8 578,55**
	VINANTES	**5 557,57**
MONTEREAU-FAULT-YONNE	BARBEY	**4 565,58**
	BROSSE-MONTCEAUX	**11 393,05**
	CANNES-ÉCLUSE	**27 905,72**
	COURCELLES-EN-BASSÉE	**4 376,75**
	ESMANS	**15 002,33**
	FORGES	**9 857,91**
	GRANDE-PAROISSE	**30 538,32**
	LAVAL-EN-BRIE	**7 393,46**
	MAROLLES-SUR-SEINE	**18 001,66**
	MISY-SUR-YONNE	**12 253,62**
	SAINT-GERMAIN-LAVAL	**32 980,45**
	SAINT-MAMMÈS	**32 345,27**
	SALINS	**15 384,10**
	THOMERY	**37 652,93**
	VARENNES-SUR-SEINE	**39 882,46**
	VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE	**27 888,85**
	VILLECERF	**9 517,72**
	VILLE-SAINT-JACQUES	**10 599,19**
NANGIS	ANDREZEL	**6 697,58**
	ARGENTIÈRES	**6 719,96**
	AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS	**14 015,07**
	BEAUVOIR	**7 256,17**
	BLANDY-LES-TOURS	**10 390,73**
	BOMBON	**12 784,65**
	BRÉAU	**6 902,72**
	CHAMPDEUIL	**10 075,34**
	CHAMPEAUX	**10 306,78**
	CHAPELLE-GAUTHIER	**20 086,70**
	CHAPELLE-RABLAIS	**12 601,76**
	CHARTRETTES	**28 791,76**

FDPDM 2024 Conseil Départemental du 20 juin 2025

Répartition du solde 2024 Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
NANGIS	CHÂTEAUBLEAU	**7 838,65**
	CHÂTELET-EN-BRIE	**38 188,59**
	CHÂTILLON-LA-BORDE	**5 896,64**
	CLOS-FONTAINE	**5 773,41**
	COURTOMER	**8 776,57**
	CRISENOY	**8 638,21**
	LA CROIX-EN-BRIE	**9 192,88**
	ÉCHOUBOULAINS	**9 047,78**
	ECRENNES	**9 310,66**
	FÉRICY	**10 845,56**
	FONTAINE-LE-PORT	**12 374,95**
	FONTAINS	**6 125,05**
	FONTENAILLES	**17 644,01**
	FOUJU	**11 132,84**
	GASTINS	**11 321,53**
	GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS	**11 608,51**
	GUIGNES	**41 799,67**
	MACHAULT	**9 315,16**
	MOISENAY	**15 352,98**
	PAMFOU	**15 386,23**
	QUIERS	**12 708,91**
	RAMPILLON	**12 338,31**
	SAINT-JUST-EN-BRIE	**6 183,04**
	SAINT-MÉRY	**6 955,23**
	SAINT-OUEN-EN-BRIE	**11 001,90**
	SIVRY-COURTRY	**14 713,34**
	VALENCE-EN-BRIE	**12 153,20**
	VANVILLÉ	**5 384,97**
	VERNEUIL-L'ÉTANG	**34 561,10**
	VIEUX-CHAMPAGNE	**5 826,30**
	YÈBLES	**12 946,84**
NEMOURS	ARVILLE	**3 846,56**
	AUFFERVILLE	**8 688,75**
	BAGNEAUX-SUR-LOING	**16 270,64**
	BEAUMONT-DU-GÂTINAIS	**15 820,29**
	BLENNES	**10 564,84**
	BOUGLIGNY	**10 813,23**
	BRANSLES	**9 546,46**
	CHAINTREAUX	**12 878,23**
	CHÂTEAU-LANDON	**31 832,50**
	CHÂTENOY	**4 166,88**
	CHENOU	**6 858,01**
	CHEVRAINVILLIERS	**5 184,09**
	CHEVRY-EN-SEREINE	**10 041,70**
	DARVAULT	**19 792,23**
	DIANT	**6 904,79**
	DORMELLES	**13 339,55**
	ÉGREVILLE	**26 014,61**
	FAY-LÈS-NEMOURS	**10 865,19**
	FLAGY	**9 935,16**

FDPDM 2024 Conseil Départemental du 20 juin 2025

Répartition du solde 2024 Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
NEMOURS	GARENTREVILLE	**4 153,13**
	GENEVRAYE	**11 434,28**
	GIRONVILLE	**5 593,34**
	GREZ-SUR-LOING	**16 372,10**
	ICHY	**4 952,67**
	LARCHANT	**11 203,47**
	LORREZ-LE-BOCAGE-PRÉAUX	**16 199,61**
	MADELEINE-SUR-LOING	**7 339,92**
	MAISONCELLES-EN-GÂTINAIS	**5 152,97**
	MONDREVILLE	**6 688,15**
	MONTCOURT-FROMONVILLE	**23 266,58**
	MONTIGNY-SUR-LOING	**28 516,27**
	MONTMACHOUX	**4 706,14**
	NANTEAU-SUR-LUNAIN	**9 956,28**
	NOISY-RUDIGNON	**9 717,80**
	NONVILLE	**9 428,93**
	OBSONVILLE	**5 082,36**
	ORMESSON	**5 404,72**
	PALEY	**8 820,80**
	POLIGNY	**11 493,84**
	REMAUVILLE	**9 179,68**
	THOURY-FERROTTES	**10 205,17**
	TREUZY-LEVELAY	**7 002,36**
	VAUX-SUR-LUNAIN	**5 748,65**
	VILLEBÉON	**9 237,54**
	VILLEMARÉCHAL	**14 381,63**
	VILLEMER	**11 442,31**
	VOULX	**18 977,52**
OZOIR-LA-FERRIÈRE	CHEVRY-COSSIGNY	**36 580,55**
	FAVIÈRES-EN-BRIE	**16 304,22**
	FÉROLLES-ATTILLY	**14 557,64**
	FERRIÈRES-EN-BRIE	**44 825,92**
	PONTCARRÉ	**23 310,47**
	SERVON	**35 428,89**
	VILLENEUVE-LE-COMTE	**25 214,56**
	VILLENEUVE-SAINT-DENIS	**18 547,63**
PROVINS	AUGERS-EN-BRIE	**6 271,75**
	BABY	**4 452,51**
	BALLOY	**7 132,58**
	BANNOST-VILLEGAGNON	**10 490,89**
	BAZOCHES-LÈS-BRAY	**14 064,44**
	BEAUCHERY-SAINT-MARTIN	**6 487,08**
	BETON-BAZOCHES	**13 185,57**
	BEZALLES	**6 337,71**
	BOISDON	**5 238,05**
	BRAY-SUR-SEINE	**23 808,74**
	CERNEUX	**5 966,33**
	CESSOY-EN-MONTOIS	**5 731,08**
	CHALAUTRE-LA-GRAndE	**11 389,73**
	CHALAUTRE-LA-PETITE	**9 767,59**

FDPDM 2024 Conseil Départemental du 20 juin 2025

Répartition du solde 2024 Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
PROVINS	CHALMAISON	**12 090,54**
	CHAMPCENEST	**5 702,68**
	CHAPELLE-SAINT-SULPICE	**7 379,55**
	CHÂTENAY-SUR-SEINE	**14 558,98**
	CHENOISE-CUCHARMOY	**22 223,68**
	COURCHAMP	**4 449,33**
	COURTACON	**5 835,58**
	COUTENÇON	**6 428,09**
	DONNEMARIE-DONTILLY	**27 945,98**
	ÉGLIGNY	**7 541,86**
	ÉVERLY	**8 545,08**
	FONTAINE-FOURCHES	**7 429,33**
	FRÉTOY-LE-MOUTIER	**5 425,61**
	GOUAIX	**16 164,28**
	GRAVON	**4 761,46**
	GRISY-SUR-SEINE	**4 993,97**
	GURCY-LE-CHÂTEL	**8 071,48**
	HERMÉ	**12 776,83**
	JAULNES	**7 005,29**
	JOUY-LE-CHÂTEL	**20 020,17**
	JUTIGNY	**9 606,49**
	LÉCHELLE	**9 606,65**
	LIZINES	**6 145,18**
	LONGUEVILLE	**21 747,34**
	LOUAN-VILLEGRUIS-FONTAINE	**9 342,18**
	LUISETAINES	**5 846,24**
	MAISON-ROUGE-EN-BRIE	**11 767,85**
	MARETS	**6 007,99**
	MEIGNEUX	**7 232,77**
	MELZ-SUR-SEINE	**6 915,32**
	MONS-EN-MONTOIS	**9 313,32**
	MONTCEAUX-LÈS-PROVINS	**6 187,84**
	MONTIGNY-LE-GUESDIER	**5 968,95**
	MONTIGNY-LENCOUP	**18 969,82**
	MORTERY	**4 032,13**
	MOUSSEAUX-LÈS-BRAY	**9 555,31**
	MOUY-SUR-SEINE	**6 552,28**
	NOYEN-SUR-SEINE	**8 103,86**
	ORMES-SUR-VOULZIE	**12 221,36**
	PAROY	**5 433,67**
	PASSY-SUR-SEINE	**2 480,65**
	POIGNY	**8 958,44**
	ROUILLY	**8 826,36**
	RUPÉREUX	**4 163,25**
	SAINT-BRICE	**11 054,33**
	SAINTE-COLOMBE	**27 175,77**
	SAINT-HILLIERS	**11 588,40**
	SAINT-LOUP-DE-NAUD	**12 185,10**
	SAINT-MARTIN-DU-BOSCHET	**5 536,43**
	SAINT-SAUVEUR-LÈS-BRAY	**7 580,17**
	SANCY-LÈS-PROVINS	**7 622,24**

FDPDM 2024 Conseil Départemental du 20 juin 2025

Répartition du solde 2024 Annexe à la délibération n°7/04

Canton	Nom Commune	Solde 2024
PROVINS	SAVINS	**10 271,88**
	SIGY	**2 948,23**
	SOGNOLLES-EN-MONTOIS	**7 015,91**
	SOISY-BOUY	**13 667,54**
	SOURDUN	**27 783,76**
	THÉNISY	**8 471,40**
	TOMBE	**5 142,76**
	VILLENAUXE-LA-PETITE	**9 129,01**
	VILLENEUVE-LES-BORDES	**11 440,62**
	VILLIERS-SAINT-GEORGES	**16 365,58**
	VILLIERS-SUR-SEINE	**6 730,35**
	VILLUIS	**6 952,03**
	VIMPELLES	**10 090,55**
	VOULTON	**7 560,03**
	VULAINES-LÈS-PROVINS	**3 519,98**
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	BOISSISE-LE-ROI	**39 549,81**
	PRINGY	**39 552,31**
	SEINE-PORT	**22 467,87**
SAVIGNY-LE-TEMPLE	BOISSETTES	**7 130,68**
	BOISSISE-LA-BERTRAnd	**12 831,30**
SERRIS	BOULEURS	**21 693,60**
	BOUTIGNY	**10 349,16**
	CONDÉ-SAINTE-LIBIAIRE	**20 993,02**
	COUILLY-PONT-AUX-DAMES	**22 114,45**
	COULOMMES	**9 742,81**
	COUPVRAY	**29 319,18**
	COUTEVROULT	**15 217,81**
	CRÉCY-LA-CHAPELLE	**52 023,07**
	HAUTE-MAISON	**8 287,84**
	MONTRY	**45 914,98**
	SAINT-FIACRE	**8 980,65**
	SAINT-GERMAIN-SUR-MORIN	**39 488,34**
	SANCY-LÈS-MEAUX	**8 657,66**
	TIGEAUX	**8 104,62**
	VAUCOURTOIS	**6 181,69**
	VILLEMAREUIL	**7 267,35**
	VILLIERS-SUR-MORIN	**30 149,23**
	VOULANGIS	**23 235,04**
TORCY	BUSSY-SAINT-MARTIN	**8 730,93**
	COLLÉGIEN	**33 431,04**
	JOSSIGNY	**8 128,21**
VILLEPARISIS	PIN	**20 458,81**
	VILLEVAUDÉ	**23 824,90**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/05

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_705H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/05**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports
Rapporteur(s) : LACROIX Sarah

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

Commission n° 5 - Environnement
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

OBJET : Rapport d'Activité des services 2024

Conformément à l'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Conseil départemental présente en assemblée le rapport sur l'activité des services du Département sur l'année écoulée.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/05

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

De prendre acte du rapport sur l'activité des services du Département en 2024, tel que présenté en annexe de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/05

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/05

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_705H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°7/05





RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES









2024

seine &marne
LE DÉPARTEMENT

SOMMAIRE

p.6 Présentation de l'exécutif
Zoom

p.11 Direction générale des services

p.17 Direction générale adjointe de l'administration et des ressources

p.27 Direction générale adjointe de la solidarité

p.35 Direction générale adjointe de l'environnement, des déplacements et de l'aménagement du territoire

p.45 Direction générale adjointe de l'éducation, de l'attractivité et des stratégies départementales



JEAN-FRANÇOIS PARIGI
Président du Département
de Seine-et-Marne

2024 fut une année très riche en projets, en défis et en challenges pour notre institution départementale. La mobilisation quotidienne de tous les agents départementaux a permis de répondre aux enjeux de notre territoire et aux attentes des Seine-et-Marnais, tout en préparant l'avenir.

À cet égard, le Sport pour Tous avec les Jeux olympiques et paralympiques a rythmé une bonne partie de l'année et fait rayonner aussi bien la Seine-et-Marne que renforcer la cohésion territoriale.

À travers cet événement international, nous avons ainsi réaffirmé notre attachement au développement de la pratique sportive en valorisant les différentes politiques publiques départementales. Que ce soit dans l'accompagnement des clubs, de l'UNSS, du parasport ou encore dans le financement des infrastructures grâce à nos politiques contractuelles et le plan de basket 3x3, l'héritage des jeux est désormais au service de tous les Seine-et-Marnais.

Le sport est un outil d'intégration et d'inclusion indispensable, au même titre que la culture que nous avons eu à cœur de soutenir dans nos musées départementaux et aux côtés des communes. Des collectivités locales que nous avons accompagnées dans l'aménagement de leur territoire, afin d'améliorer le cadre de vie de tous les Seine-et-Marnais.

La reprise des routes nationales 36 et 4 a aussi marqué l'action départementale. Devenues les RD 1036 et RD 1004, nous avons accéléré le programme de rénovation de ces deux axes routiers structurants pour la mobilité de tous.

Enfin, l'année 2024 s'est achevée par l'incertitude budgétaire liée à un contexte politique instable. Toutefois, la synergie et l'abnégation de chaque direction et service du Département ont permis de maintenir la dynamique des projets impulsée depuis le début du mandat. Un budget départemental qui a veillé à sanctuariser nos compétences obligatoires notamment en matière de solidarités et entretien, construction de collèges.

Grâce à l'engagement sans faille des agents du Département, nous poursuivons ainsi l'ambition de faire de la Seine-et-Marne un territoire plus sûr, plus durable, solidaire et fier de son histoire.

De l'année 2024, nous nous souviendrons de grandes étapes franchies ensemble, des difficultés surmontées et de nos réussites collectives. Elles illustrent la résilience et l'ingéniosité des services départementaux.

De l'engagement sans faille des femmes et des hommes qui œuvrent au service des Seine-et-Marnais, nous pouvons retenir quelques projets. Le plus connu d'entre eux, mondialement, reste la formidable épopée des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. La Seine-et-Marne y a largement été mise à l'honneur par le passage de la Flamme olympique ou par l'organisation des épreuves d'aviron et de canoë-kayak. Ce fut une immense réussite collective grâce au concours de tous, notamment via la mobilisation de la direction des sports, de la communication, des routes mais aussi par le rôle déterminant du laboratoire départemental des analyses pour la tenue des épreuves aquatiques.

2024, c'est aussi la jeunesse avec la reprise en régie de la restauration scolaire et la mise en service de la plateforme d'approvisionnement Approv'Halles. Certes, des difficultés de départ ont mis les équipes à l'épreuve. Cependant, grâce à la réactivité et la mobilisation totale des agents départementaux, elles ont été surmontées pour proposer à tous les collégiens seine-et-marnais une alimentation fraiche, de qualité et composée de produits locaux.

Travailler au quotidien pour la Seine-et-Marne, c'est également préparer son avenir. En concrétisant des projets multiples mais tous complémentaires, nous avons œuvré à la protection de l'environnement tout en continuant à développer les services publics. C'est ainsi qu'a été adoptée la stratégie de lutte contre les dépôts sauvages, qu'ont été élaborés le Schéma départemental des espaces naturels sensibles ou le Plan départemental de l'eau 2025-2030. Ainsi, le Département est mobilisé sur tous les fronts pour répondre aux défis d'avenir. Au travers du Conseil départemental des jeunes, les binômes élus dans les collèges pour y siéger l'ont bien compris.

Le Département travaille également pour les plus fragiles avec la volonté de développer, moderniser ou encore rendre plus visible l'offre de services qui leur est destinée. L'adoption du deuxième Schéma de l'autonomie 2024-2028 en est une forte illustration.

Dans ce document, vous verrez donc que les services départementaux ont œuvré sans relâche pour leur territoire. Je tiens à tous les féliciter pour le travail accompli, leur engagement et leur professionnalisme, largement reconnus par les Seine-et-Marnais. En un mot simple mais porteur de sens : merci.



CHRISTOPHE DENIOT
Directeur général
des services

Présentation de l'exécutif

Élu président du Département de Seine-et-Marne le 1er juillet 2021, Jean-François Parigi a fait le choix de s'entourer de 13 vice-présidents :



Jean-François PARIGI

Président du Département de Seine-et-Marne



Olivier LAVENKA

1er vice-président
en charge de l'aménagement du territoire, des routes, des politiques contractuelles et de l'agriculture



Daisy LUCZAK

2e vice-présidente
en charge des finances, des ressources humaines et de la commande publique



Brice RABASTE

3e vice-président
en charge des transports et des mobilités



Anne GBIORCZYK

4e vice-présidente
en charge de l'enfance, de la famille, de la présence médicale



Bernard COZIC

5e vice-président
en charge des solidarités



Sarah LACROIX

6e vice-présidente
en charge de la jeunesse, de la réussite éducative et de l'innovation pédagogique



Xavier VANDERBISE

7e vice-président
en charge des collèges



Béatrice RUCHETON

8e vice-présidente
en charge de l'environnement



Denis JULLEMIER

9e vice-président
en charge de l'habitat, du logement, du renouvellement urbain et de la politique de la ville



Véronique VEAU

10e vice-présidente
en charge de la culture et du patrimoine



Christian ROBACHE

11e vice-président
en charge de la sécurité et des bâtiments départementaux



Nathalie BEAULNES-SERENI

12e vice-présidente
en charge de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle



Bouchra FENZAR-RIZKI

13e vice-présidente
en charge des sports

LES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX DÉLÉGUÉS :



Jean-Marc CHANUSSOT

Eau, assainissement



Olivier MORIN

Attractivité, tourisme et développement



Nolwenn LE BOUTER

JO Paris 2024



Sandrine SOSINSKI

Affaires européennes relations internationales



Emma ABREU

Patrimoine culturel



Majdoline BOURGEAIS-EL ABIDI

Politique départementales en territoire urbain



Thierry CERRI

Seine-et-Marne 2040

L'assemblée départementale est composée de 46 conseillers départementaux élus pour six ans au scrutin binominal majoritaire. Le Conseil départemental constitue ainsi une assemblée délibérante strictement paritaire, chaque canton étant représenté par un binôme « femme-homme ».

ZOOM

Projets phares

L'année 2024 a été marquée par de nombreux défis auxquels notre collectivité a dû faire face.

Face aux enjeux majeurs et cumulés, conflits politiques et changement climatique, le Département de Seine et Marne a répondu présent.

Tout au long de l'année, nous avons concrétisé nos intentions par des actions fortes articulées conformément à nos engagements politiques autour de 3 grands axes :

- protéger et soutenir les plus fragiles en les accompagnants ;
- préserver la santé et la qualité de vie ;
- relier les territoires et les personnes.

En 2024 et au-delà nous resterons déterminés à convaincre en étant à l'écoute de tous dans le respect de la diversité de nos territoires.

La Seine-et-Marne, Département des possibles, continuera à répondre aux priorités qui sont les nôtres qu'il s'agisse des solidarités, de la modernisation et de la construction des collèges, de l'environnement, de l'éducation, ou de la valorisation de nos ressources humaines, etc.

De nombreuses autres actions sont détaillées dans ce rapport qui réaffirment notre détermination à poursuivre notre engagement pour le bien être des Seine-et-Marnais.

Lutte contre la surexposition aux écrans

La surexposition aux écrans est un enjeu majeur de santé publique, et le Président Parigi, accompagné de l'exécutif départemental, a placé la protection de l'enfance au cœur de ses priorités. Depuis le début de son mandat, le Département a déployé plusieurs initiatives pour accompagner les familles face aux risques liés à l'omniprésence des technologies.

En 2024, quinze puéricultrices spécialisées en santé numérique ont été formées et offrent désormais des consultations gratuites dans tous les services de PMI du Département pour aider les enfants jusqu'à 6 ans surexposés aux écrans. Cette initiative volontariste vise à sensibiliser et accompagner les familles pour un usage encadré et équilibré des écrans. Le Département met en place des dispositifs innovants et structurants pour répondre à ce défi problématique.



Campagne de recrutement des Assistants familiaux

Le Département a lancé une nouvelle campagne de recrutement pour renforcer les équipes d'assistants familiaux, un métier clé pour l'accompagnement des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE).

Le Président Parigi et l'exécutif départemental ont souhaité valoriser ces métiers. Le recrutement s'adresse à toutes les personnes, quel que soit leur statut familial ou professionnel, désireuses de s'investir dans l'accueil des enfants. Le

ZOOM

Département propose, dans ce cadre, un accompagnement personnalisé avec formation, agrément et soutien continu, garantissant une prise en charge affective, éducative et de santé, pour l'épanouissement des enfants.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans la volonté de la majorité de faire du soutien à l'enfance une priorité absolue.

La poursuite du plan collège

L'éducation reste au cœur des priorités de l'exécutif départemental : en ce sens plusieurs projets d'envergure viennent marquer une nouvelle étape dans la modernisation de nos établissements scolaires. Les travaux du collège Joséphine Baker s'inscrivent dans une politique ambitieuse de rénovation du patrimoine scolaire, visant à offrir à chaque jeune un cadre propice à la réussite.

Pour répondre aux besoins démographiques de la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry, les travaux du second collège ont été lancés. Cette construction est ainsi conforme aux engagements de campagne de la majorité. En 2024, le Département a également poursuivi les travaux des collèges Louise Michel et Stéphane Mallarmé.

La stratégie de lutte contre les dépôts sauvages

Soucieux de lutter contre les dépôts sauvages et de préserver notre environnement et la qualité de vie des Seine-et-Marnais, le Département s'est mobilisé pour mettre en œuvre une stratégie de lutte contre les dépôts sauvages. C'est un budget d'un million d'euros qui a été voté pour collecter et traiter plus de 900 tonnes de déchets. Le renforcement de la coopération avec la justice et les forces de l'ordre permet de mieux sanctionner les contrevenants, pour préserver notre territoire, « poumon vert de l'Île-de-France ».

Jeux olympiques et paralympiques

Les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 ont marqué un tournant majeur pour la Seine-et-Marne. Le Département s'est imposé comme un acteur central de cette dynamique mondiale, porté par une ambition politique forte : faire du sport est un levier d'inclusion, de cohésion et de rayonnement territorial. Porté par l'impulsion de l'exécutif départemental, le territoire a su rassembler ses forces vives – collectivités, partenaires, associations et citoyens – pour faire de cet événement une réussite collective.

Le Département a fait le choix clair d'un engagement total : faire des Jeux une fête populaire, accessible à tous. La mobilisation exemplaire de la Team77, les performances remarquables de nos 17 athlètes – dont 5 paralympiques – et les trois médailles remportées traduisent la vitalité et le talent du territoire.



Restauration scolaire

Offrir aux collégiens de Seine-et-Marne une alimentation saine, locale et de qualité est un engagement fort de l'exécutif départemental. Avec Seine-et-Marne Fraîcheur et la plateforme Approv'Halles, le Département engage une transformation de la restauration scolaire au service des 74 000 collégiens du territoire.

En favorisant les circuits courts, la saisonnalité, la qualité et l'ancrage territorial, cette politique incarne notre ambition : une alimentation saine qui participe à la réussite des élèves.

Le Département a fait du bien-être des collégiens une priorité en mettant l'accent sur l'éducation au goût.

C'est aussi une restauration scolaire plus responsable, plus juste et pleinement au service de notre jeunesse qui a pour ambition de dynamiser les filières agricoles du territoire.



SEINE & MARNE
FRAÎCHEUR
Restauration Scolaire
Responsable & Locale

80 ans de la Libération

À l'occasion des 80 ans de la Libération de la Seine-et-Marne, l'exécutif départemental renouvelle son engagement en soutenant les valeurs de liberté et de solidarité. En honorant les résistants comme Valentin Abeille et François de Tessan, le Département affirme une conviction profonde : notre mémoire est un levier d'engagement républicain.

À travers un soutien constant aux initiatives mémorielles, un travail historique ambitieux et des actions pédagogiques dans nos collèges, l'exécutif départemental démontre sa volonté de transmettre aux jeunes générations les leçons du passé pour éclairer l'avenir.

Politiques RH

Le Département place sa politique RH au cœur de ses préoccupations dans un double objectif d'attractivité et de reconnaissance de l'investissement des agents. Conformément à nos engagements, les politiques de ressources humaines, en matière de recrutement, d'évolution professionnelle et d'environnement de travail soient fondées sur trois facteurs : attractivité, valorisation, fidélisation.

Pour être attractif sur le marché de l'emploi, le Département a fait évoluer sa stratégie de recrutement en étant pro-actif.

Nos différents dispositifs de valorisation des ressources internes ont aussi participé à la construction de la marque employeur du Conseil départemental de Seine-et-Marne .

Ainsi, le Département a lancé la démarche d'une école de cuisine interne, une initiative inédite pour faire face à la pénurie de cuisiniers dans les collèges en offrant de nouvelles opportunités professionnelles au sein de la collectivité.

L'objectif de ce projet sera de développer les compétences internes, de favoriser la mobilité, de valoriser les talents de nos agents et d'anticiper les départs en retraite.

Ce cycle offrira donc une opportunité unique d'évoluer et de contribuer à un service public de qualité.

Nos agents publics, parce qu'ils sont au service de l'intérêt général, ont un devoir d'exemplarité. Dans cette perspective, la déontologie recouvre l'ensemble des règles relatives à ce qu'ils doivent faire et ne pas faire, à ce qui les oblige tous, en particulier dans le cadre de leur pratiques professionnelles.

La loi déontologie est venue rappeler les obligations qui pèsent sur tout fonctionnaire. Le Département, outre ses obligations, s'est engagé à poursuivre ses actions de prévention avec une attention particulière en décidant de mettre en œuvre un référentiel des bonnes pratiques.





DGS
DIRECTION GÉNÉRALE DES **SERVICES**

2024 marque une année charnière en matière de production, de lancement et de gestion des projets départementaux. En effet, malgré l'impact désormais atténué de la cyberattaque subie en 2022, le Département a vu se poursuite la chute du volume des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçu (-42,9 M€ par rapport à 2023).

Pour autant, l'administration départementale a fait preuve d'une grande résilience, notamment en adaptant ses pratiques, en renforçant ses liens avec le territoire ou en se formant plus avant à la gestion de crise. Avec le soutien de tous, elle a su contenir ses dépenses de fonctionnement pour conforter sa section d'investissement et sanctuariser ses politiques publiques volontaristes, en matière d'éducation ou d'équipement par exemple. La réalisation des projets développés au service des Seine-et-Marnais est donc restée au cœur de l'action départementale.

Dans ce contexte, ont été développés de nouveaux outils, tant dans la gestion des instances départementales avec la mise en place de la nouvelle application de gestion « Actes77 », le renforcement des actions transversales de l'observatoire départemental avec les collaborations menées dans toutes les directions ou encore les missions d'audit réalisées, structurantes pour le financement adéquat des structures telles que le SDIS de Seine-et-Marne.



Accords de coopération

Le Département et la chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne partagent la volonté commune d'ancrer leurs actions en faveur du développement de l'activité économique au cœur des territoires par leur valorisation et le renforcement des dynamiques locales au service de la Seine-et-Marne et de ses habitants.

Dans ce contexte, un accord de coopération a été formalisé autour de quatre grandes thématiques :

- attractivité du territoire ;
- enseignement et formation ;
- emploi et insertion ;
- transition écologique et énergétique.

L'année 2024 aura également été riche pour l'ensemble des autres accords de coopération signés avec les partenaires structurants du territoire tels que Disneyland Paris, Villages Nature, Aéroports de Paris, Orange, le château de Fontainebleau, la chambre des métiers et de l'artisanat ou encore la société Autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

Tous les services, par une dynamique transversale, pluridisciplinaire et des objectifs partagés ont œuvré au service des Seine-et-Marnais avec des actions en faveur de l'insertion par l'emploi, de la préservation de l'environnement ou encore de l'attractivité du territoire.

C'est dans le même esprit que le Département, la Gendarmerie nationale et la Police nationale, notamment dans un contexte olympique inédit, ont travaillé à la sécurisation des espaces naturels sensibles départementaux avec des patrouilles régulières sur l'ensemble du territoire et destinées à accompagner les usagers, à faire respecter les bonnes pratiques et prévenir toute atteinte à la loi.



Appréhender les crises

Parce que les crises, de par leur ampleur et leur récurrence, inscrivent l'impermanence comme une donne nouvelle à laquelle sont confrontés les services départementaux, les managers du Département ont été accompagnés tout au long de l'année 2024 dans l'appréhension de possibles crises. Le séminaire des managers du 1er février a permis à tous d'échanger sur les différentes méthodes et points de vue tout en bénéficiant du regard d'experts aguerris dans ce domaine. Entre autres événements destinés à acculturer les managers aux bonnes pratiques à adopter en cas de crise, les directeurs de la collectivité ont pu bénéficier, le 12 septembre, du module « Impact » dispensé par le SDIS77. Mis en situation face à des enjeux multiples et dans un contexte anxiogène, ils ont pu tester leurs réflexes et renforcer leur esprit de coopération.



Observatoire départemental

Des études et analyses territoriales à destination des agents et du grand public

L'année 2024 a permis à l'observatoire départemental de confirmer son rôle stratégique et transversal à travers l'analyse et la production d'études scientifiques sur les dynamiques du territoire seine-et-marnais.

Les travaux de l'observatoire départemental s'inscrivent toujours au service de la population seine-et-marnaise en informant aussi bien le grand public que les acteurs du territoire (élus locaux, maires, EPCI, etc.).

En 2024, cinq études ont été produites pour analyser des thématiques d'actualité au format « revue » ou « cahier thématique » *(Profils des bénéficiaires du RSA et évolution post COVID, Les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, Les dynamiques démographiques de la Seine-et-Marne, L'état de santé des Seine-et-Marnais, L'état des lieux des équipements sportifs)*.

La publication de la newsletter de l'observatoire a été maintenue en 2024 avec 7 numéros. Ce format très court à destination de l'ensemble des agents permet de présenter un indicateur socio-démographique illustré par une carte, de promouvoir la culture de la donnée en interne et de favoriser les sollicitations de l'observatoire départemental.

L'expertise autour des données au service de la collectivité

En 2024, les sollicitations directes de l'observatoire départemental se sont multipliées. L'observatoire a développé son rôle transversal au sein de la collectivité à travers 62 collaborations (28 en 2023) avec les différentes directions :

- études et analyses de données ;
- fourniture de chiffres clés ;
- soutien méthodologique ;
- soutien technique, recherche et fiabilisation de données ;
- définition d'indicateurs et mise en place d'observatoires.

Le logiciel de datavisualisation de l'observatoire, Geoclip, intègre toujours un nombre croissant d'indicateurs. Un réseau de 80 utilisateurs référents permet d'accompagner la diffusion de ces données mais aussi de contribuer à l'amélioration de l'outil.

Un travail partenarial avec l'Institut Paris région (IPR)

Porté par la réussite des précédents travaux, le Département a fait le choix de renouveler le partenariat avec l'Institut Paris région pour la période 2022-2024. En 2024, l'observatoire a soutenu l'IPR dans le cadre de l'étude sur la connectivité et le devenir des friches ainsi que sur les enjeux liés à la mise en œuvre du ZAN.



Secrétariat général aux assemblées (SGA)

Gestion post-cyberattaque

2024 fut une année importante pour le secrétariat général aux assemblées dans la gestion post-cyberattaque des instances départementales.

Après une année 2023 consacrée à l'élaboration d'un nouvel outil de gestion des assemblées adapté à l'organisation fonctionnelle du Département de Seine-et-Marne et à son processus de décision, cette nouvelle application, dénommée ACTES77, a été déployée aux utilisateurs début 2024 pour la préparation de la séance de la commission permanente du 17 mai 2024.

Le SGA a accompagné les services dans ce développement avec la mise en place de sessions de formations spécifiques. Ainsi, depuis avril 2024, 600 dossiers d'assemblées et 694 délibérations ont été générés depuis cette nouvelle application métier.

Activité du SGA

En 2024, les élus se sont réunis à 55 reprises en instances départementales (Conseil départemental, commission permanente, commissions thématiques).

CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

Le binôme en charge du suivi des instances du Conseil départemental et de la commission permanente a été renouvelé. Dans ce cadre, la SGA a accueilli deux nouvelles collaboratrices en juin et octobre 2024. Également, la mission de gestion de la prévention des conflits d'intérêts dans les actes administratifs a été centralisée au sein du secrétariat.

CHIFFRES DE L'ACTIVITÉ

Les 6 séances du Conseil départemental et les 8 séances de la commission permanente ont représenté une durée totale de près de 40 heures de réunions sur l'année 2024. 2 479 actes administratifs ont été gérés par le SGA, dont 213 décisions du Président et 923 délibérations (577 délibérations du Conseil départemental et 346 délibérations de la commission permanente), ainsi que 116 publications officielles sur le site du Département.



Direction du contrôle de gestion, de l'audit, d'évaluation des politiques publiques et mission Europe (DCGAE)

Audit

En 2024, la DCGAE a réalisé de nombreux audits sur Seine-et-Marne Attractivité, Seine-et-Marne Environnement, l'île de loisirs de Buthiers mais s'il faut en retenir un, c'est celui qui a été réalisé sur le SDIS77.

Le Département est le principal financeur du SDIS, service départemental d'incendie et de secours, à hauteur de 80 % de son budget, son financement était de 120,6 M€ en 2023. C'est un axe majeur de la politique de sécurité du Département.

Cela représente près de 9 % des dépenses de fonctionnement du Département.

Les demandes de financement du SDIS étaient très dynamiques pour les années à venir, +6 à 7 M€ par an, et non compatibles avec la trajectoire financière du Département.

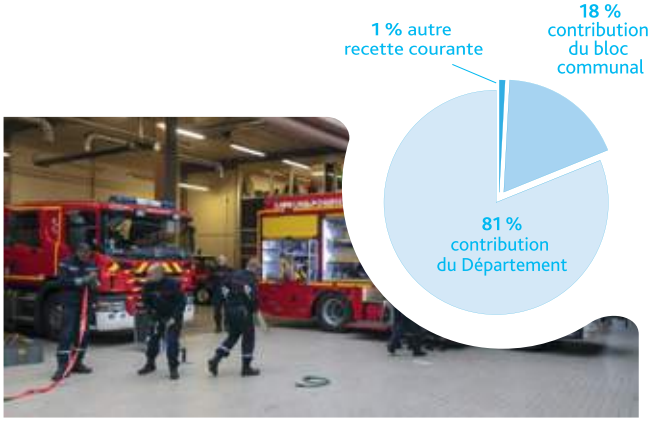
Compte tenu de ces éléments, un audit a été réalisé par la DCGAE avec un prestataire spécialiste des SDIS pour pouvoir aboutir à des recommandations et un projet de convention.

Cette convention 2024-2026 permet :

- le **développement contenu des effectifs** et la maîtrise de la trajectoire des charges de personnel ;
- de **préserver le maillage des implantations** territoriales ;
- de **soutenir les investissements à venir**, en limitant la dynamique de la subvention du Département au SDIS.

Elle témoigne ainsi du soutien du Département au SDIS en consacrant **près de 375 M€** (fonctionnement et investissement) **sur 3 ans** à la politique publique départementale de sécurité civile.

Répartition du poids dans la croissance des recettes courantes de fonctionnement entre 2019 et 2023



Mission Europe

BILAN PROGRAMMATION FSE 2015-2023

2024 permet de faire un bilan très positif du FSE, Fonds social européen, pour le Département sur la période 2014-2021 et React-EU, programme suite au COVID-19.

- Une **enveloppe initiale de 13,5 M€** allouée en 2014, abondée plusieurs fois par l'État.
- Une **enveloppe finale de 29,1 M€.**
- Des **remboursements de 28,9 M€** soit un taux de réalisation de **99,2 %.**
- Un nombre de **participants** dans les opérations cofinancées d'environ **25 000**, essentiellement des bénéficiaires du RSA.
- Une **centaine de dossiers traités** (conventionnés) pour 167 contrôles de service fait effectués (bilans intermédiaires et bilans finaux).

FINANCEMENT DES MOBILITÉS DOUCES AVEC LE FEDER



Le Département de Seine-et-Marne a répondu à un appel à projets de la Région Île-de-France pour cofinancer à hauteur de 40 % des travaux liés aux mobilités douces avec des fonds européens FEDER, Fonds européen de développement régional.

Dans le cadre de ce projet, le Département de Seine-et-Marne a répondu en tant que chef de file avec les communes de Meaux, Fontainebleau, Othis et la communauté d'agglomération de Melun Val-de-Seine.

Ces travaux ont financé des pistes cyclables et des ouvrages d'art dont celui de Perthes-en-Gâtinais.

Au total, 5,8 M€ de travaux ont été financés pour un montant de cofinancement FEDER de 2,27 M€ perçu en 2024. Bravo également à la direction des routes et à la sous-direction des politiques et de la programmation pour son implication dans ce dossier.

Finances départementales

Après la nette chute du taux d'épargne constatée en 2023 à 9,9 % (contre 20 % en 2022, 19,3 % en 2021 et 15,9 % en 2020), la diminution se poursuit en 2024 avec un taux d'épargne de 6 %.

Les dépenses réelles de fonctionnement présentent une augmentation de 29 M€ soit +2,2 %, alors que les recettes réelles de fonctionnement diminuent cette année encore de 29,6 M€ (soit -2 %).

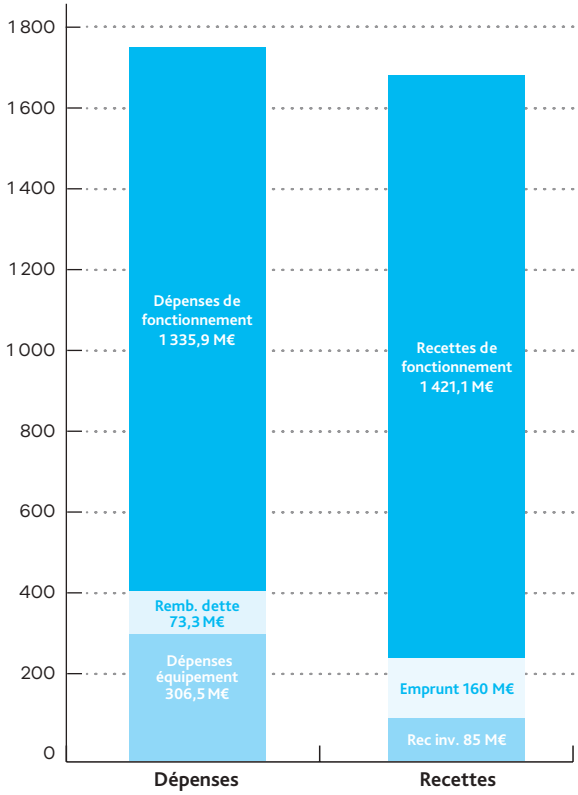
Dès lors, l'épargne dégagée sur la section de fonctionnement passe de 144,3 M€ au CA 2023 à 85,7 M€ au CA 2024.

Au total, le déficit de 2024 de 67,5 M€, se cumule avec l'excédent antérieur de 98,8 M€ pour conduire au résultat net disponible repris au budget supplémentaire 2025 à hauteur de 30,9 M€ soit 24,3 M€ après couverture des reports de 6,6 M€ (contre une affectation à 90,6 M€ en 2024, après couverture des 7,2 M€ de reports).

Dans le même temps, le stock de dette à long terme du Département a augmenté de 68 M€ en 2024, les remboursements (92 M€) étant inférieurs aux mobilisations d'emprunts à long terme (160 M€). Ce stock de dette à long terme s'établit à 633,5 M€ à fin 2024 (contre 565,5 M€ à fin 2023).

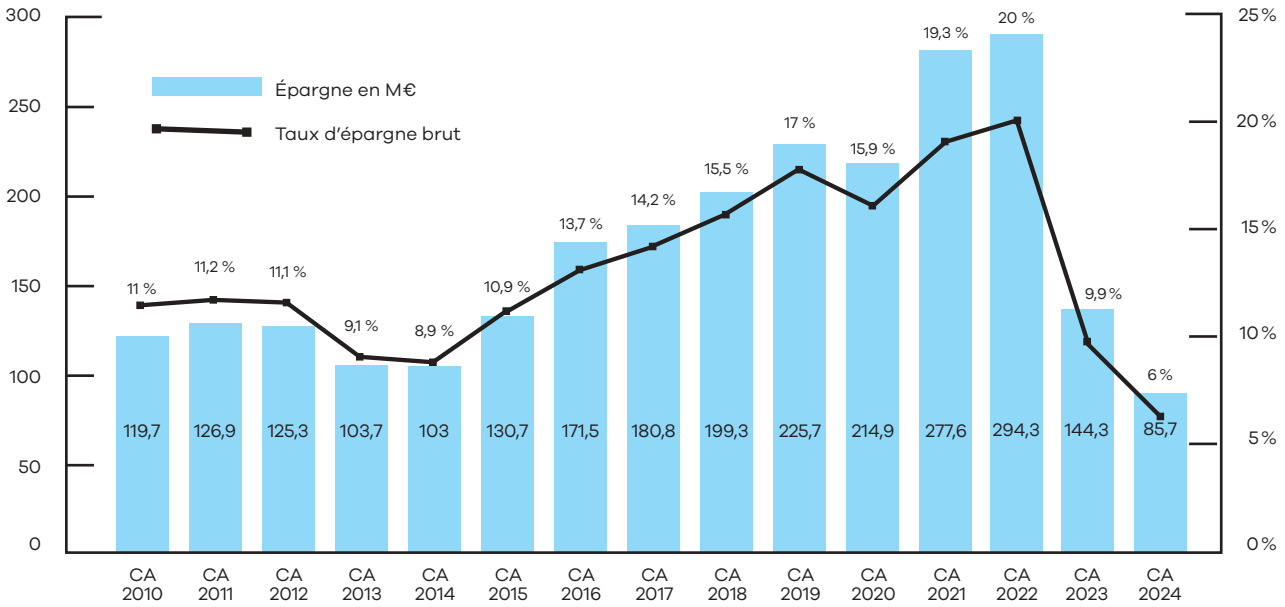
Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 85,7 M€, le ratio de solvabilité (rapport entre le stock de dette à long terme et l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement) se dégrade à 7,4 ans, après 3,9 ans en 2023, 1,9 an en 2022 et 2,2 en 2021.

Équilibre du CA 2024

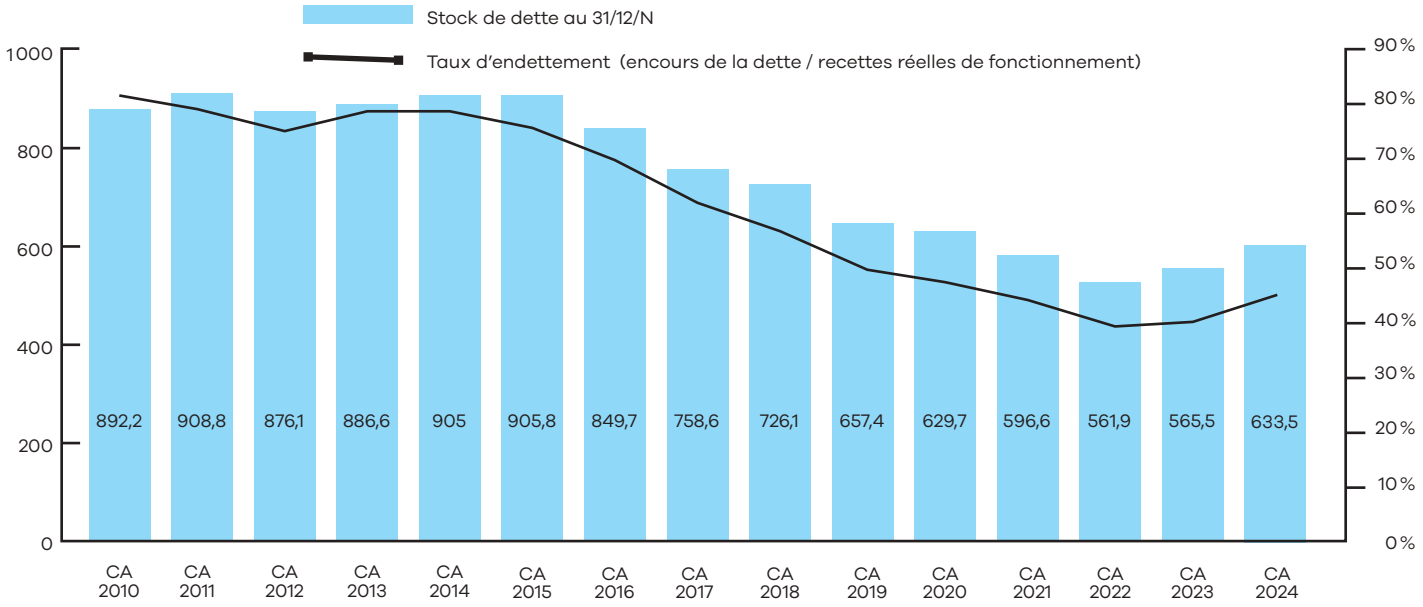


Évolution de l'épargne

hors recettes exceptionnelles en 2012



Évolution de l'encours de dette (en M€) et du taux d'endettement



La diminution des **recettes de fonctionnement** en 2024, se poursuit. Elle est globalement de -2 % avec la chute des DMTO (perte de 42,9 M€ par rapport à 2023 et de 136,8 M€ en cumul par rapport à 2022) et l'absence de dynamique de la TVA transférée pour le foncier bâti et la CVAE.

La progression des **dépenses de fonctionnement** reste contenue, +2,2 % au total, avec des dépenses opérationnelles (hors fonds de péréquation et frais financiers) qui ont évolué de +2,8 % (contre +11 % en 2023). La hausse de 2023 était due au décalage sur 2023 des dépenses non réalisées notamment en matière de personnel suite à la cyberattaque intervenue fin 2022.

La **mission Solidarité** présente une progression de ses dépenses par rapport à celles de 2023 de 6,6 % (+46,6 M€ pour un montant global de 755,8 M€).
Les dépenses destinées du **secteur enfance et famille** ont progressé de 6,4 % soit +12,4 M€.
Les dépenses du **secteur autonomie** ont également nettement progressé : pour les personnes handicapées (+7,7 % soit +14,2 M€) et pour les personnes âgées (+10,9 % soit +11,1 M€).
De même les dépenses réalisées dans **le secteur de l'insertion** sont en hausse de 3,9 % (soit +8,9 M€). Sur ce poste les allocations RSA expliquent cette hausse à hauteur de +2,4 M€.

Les dépenses de la **mission Aménagement** sont quasi-ment stables avec un montant de 201 M€ soit +0,8 % (en volume +1,6 M€). Le secteur du développement territorial diminue de 1 M€ (soit –14,1 %) et ceux des transports et de la protection de l'environnement de 0,1 M€ chacun. À l'inverse, les secteurs des routes +1,1 M€ (soit +9,1 %) et de la sécurité +1,8 M€ (+1,5 %) progressent en 2024.

Les crédits de la mission du **développement socio-éducatif et culturel** diminuent de 3,9 M€ (-5,6 %) pour un montant global de 66,8 M€ dont près de 80 % concerne l'éducation (52,8 M€). À signaler dans ce secteur la mise en place pour la première année du budget annexe dédiée à la restauration scolaire.

Les crédits de la **mission fonctionnelle** s'élèvent à 293,6 M€ et sont en diminution de -5,7 % (-17,6 M€). Cette diminution n'est qu'apparente, elle est la conséquence du décalage en 2023 de règlement de frais de personnel suite à la cyberattaque.

Après plusieurs années de diminution et de stabilisation, les **frais financiers** progressent de 2,3 M€ (+13,7 %) pour atteindre 18,8 M€ (contre 16,5 M€ en 2023).

La forte relance des **dépenses d'équipement** qui avait repris en 2023 se poursuit en 2024 pour atteindre le niveau de 306,5 M€, niveau historiquement élevé.

Les dépenses en faveur de l'**éducation**, dans les collèges (102,6 M€) demeurent le premier poste d'investissement, avec 33 % des dépenses totales.

Les **investissements routiers** se traduisent dans le compte administratif 2024 par une dépense totale de 83,7 M€ (soit 27 % des dépenses totales).

Le **secteur des transports** s'élève à 14 M€ porté par les dépenses liées au TZEN.

Les **réalisations en matière de développement local** représentent le troisième poste pour un volume de 34,4 M€.

Il faut mentionner une contribution de 19,9 M€ au **Fonds de solidarité interdépartemental d'investissement (FS2I)** (mais en contrepartie de cette dépense, le Département a perçu de ce même fonds 30 M€ en 2024).


DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
VAL D'EUROPE AGGLOMÉRATION
seine &marne
LE DÉPARTEMENT



DGAR

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
DE **L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES**

Cette année encore, la DGAR s'est attachée à mettre à disposition de l'ensemble des directions du Département ses ressources et ses expertises, dans un souci d'accompagnement, de conseil, de proximité et d'efficience.

Au-delà de ses missions quotidiennes de bonne gestion des ressources, la DGAR a continué à faire évoluer son offre et s'est appliquée à mettre en œuvre la ligne stratégique forte de protection des agents du Département.

Au titre de l'accompagnement des autres DGA, la DGAR a participé activement aux projets structurants menés cette année, parmi lesquels la reprise des RN 4 et 36, l'événementiel organisé autour des Jeux olympiques, la consolidation du service d'accueil d'urgence des enfants, la création d'une plateforme d'approvisionnement à destination des collèges et plus largement le projet restauration scolaire. Ce dernier a fait l'objet d'un soutien technique et opérationnel au long cours de la part de l'ensemble des directions de la DGA, de l'organisation d'une task force départementale à la veille de la rentrée scolaire, au développement d'outils informatiques dédiés en passant par la mise à disposition des ressources de la plateforme téléphonique, la sécurisation du cadre juridique et des achats et l'allocation des renforts humains nécessaires au bon déroulement du projet.

Direction de l'achat, du patrimoine et des affaires juridiques (DAPAJ)

Achat

En adoptant son premier Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsable (SPASER) en septembre 2024 à l'issue d'un travail de co-construction inter-directions, le Département poursuit ses engagements en faisant de ses achats un puissant levier en faveur de la transition écologique, de l'insertion sociale et du développement économique du territoire.





C'est au Safran à Brie-Comte-Robert que la 3e édition du salon de l'achat co-organisée avec le SDIS et Habitat 77 a rencontré un vif succès avec le soutien de nombreux partenaires (Maximilien, Initiatives77, UGAP, chambres consulaires, fédérations professionnelles) et la présence d'une quinzaine d'acheteurs du territoire qui ont ainsi pu nouer des contacts avec les entreprises. Le Département y a présenté la programmation de ses achats, son SPASER et signé la charte relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) en présence du médiateur des entreprises P. PELOUZET et du Conseil national des achats représenté par M. AUGE.

Sur la première année d'activité de la DAPAJ, de nouveaux outils structurants ont été mis en place pour à la fois répondre à la nécessaire sécurité juridique des procédures et à la rationalisation des process (circuits de validation et signatures internes, fiche contrôle RAO et organisation des CAO, conformité des fournisseurs, modalités de gestion des marchés en exclusivité DSIN, démarrage des paramétrages d'un SI achat, etc.).



Déontologie – démarche anti-corruption

Depuis juin 2024, les managers bénéficient du nouveau module de formation obligatoire sur la prévention des risques d'atteintes à la probité. À raison de deux sessions mensuelles, l'ensemble des managers sont ainsi formés afin de mieux maîtriser le cadre et accompagner leurs équipes.

Juridique - Assurances

En lien étroit avec la DRH, le service juridique et assurances a contribué à la refonte du formulaire de signalement en cas d'acte de violence, discrimination, suspicion d'harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes. Les juristes ont également actualisé le flyer dépôt de plainte afin de mieux accompagner les agents confrontés à cette démarche.

Sur le volet assuranciel, l'année 2024 a été marquée par les sinistres bâtimentaires liés aux évènements climatiques qui n'ont pas épargné la Seine-et-Marne. Plusieurs collèges ont subi de lourds dégâts suite aux inondations. Comme de nombreuses collectivités, le Département a en conséquence vu son contrat d'assurance évoluer avec un avenant d'augmentation de 40 %.



Patrimoine

Des locaux départementaux situés à Villenoy, initialement gérés par une association dans le cadre d'un bail à construction, ont fait l'objet d'une mobilisation importante du service gestion du patrimoine afin de dénoncer le bail et en élaborer un nouveau avec le CNFPT afin d'y accueillir un centre de formation des policiers municipaux.

Direction des moyens généraux et de la sécurité (DMGS)

Des matériels d'impression plus performants au service de nos clients internes

En décembre 2024, les 4 machines Konica Minolta ont été remplacées par 3 machines Ricoh. Ce nouveau matériel permet de bénéficier des évolutions technologiques dans les métiers de l'imprimerie (support de grammages de papier plus élevés, formats, résolution d'impression, modules de finition en ligne, 5e couleur) et d'élargir en conséquence l'offre de service de l'imprimerie (impression en régie des calendriers 2025 et des cartes de vœux par exemple).



La plateforme téléphonique en soutien aux Seine-et-Marnais

Après plusieurs mois de difficultés techniques suite à la cyberattaque de 2022, les outils de pilotage de la téléphonie ont été renouvelés en 2024 avec le passage à Zoom Call center (au lieu de Cisco auparavant). Cela se traduit par une très nette amélioration du volume d'appels pris en charge par la plateforme téléphonique d'accueil, sur l'ensemble des sujets portés par le Département, avec un taux de décroché moyen de 80 %, stabilisé depuis septembre 2024.

Renouvellement des prestations de service

Deux marchés phares du pôle services ont été renouvelés en 2024 : les marchés de nettoyage pour plus de 100 sites départementaux avec 5 lots dont 3 attribués à de nouveaux prestataires ainsi que les marchés de gardiennage humain et à distance avec un nouveau prestataire.



L'accompagnement des déménagements

Avec 43 déménagements pris en charge en régie et 14 opérations externalisées en 2024, le pôle services et les pôles évènementiel et technique sont intervenus dans le cadre de travaux de rafraîchissement et de déménagements de plus grande ampleur, dont la DSIN pour le réaménagement de ses locaux, ou encore la préparation du déménagement des 80 agents de la MDS de Coulommiers dans leur nouveau bâtiment.





Déménagement externalisé de la MDS de Coulommiers

Le soutien de la logistique événementielle sur les JOP 24

Trois temps forts ont mobilisé l'équipe événementiel de la DMGS sur les JOP 2024 avec les relais de la flamme olympique à Meaux puis à Trilport et Fontainebleau mais également sur la fan zone de Chelles. Son savoir-faire s'est exprimé sur le montage des stands dédiés à l'installation d'un espace réception avec sonorisation ou encore avec le pavoisement de l'Hôtel du Département.

Consolidation des relations de travail pour les équipements du SDAUE

Avec une réunion de suivi tous les deux mois, les équipes de la DMGS et du SDAUE ont mis en place des relations de travail efficaces pour assurer l'équipement des différents sites des foyers de l'enfance répartis sur toute la Seine-et-Marne. Sujet nouveau pour la DMGS, ces échanges permettent de développer de nouvelles prestations au service de ce public (équipement en hébergement, cuisine, etc.).

Direction des systèmes d'information et du numérique (DSIN)

Un réseau renforcé pour une administration plus efficace

Pour répondre aux besoins croissants en connectivité, la DSIN a engagé une refonte des infrastructures télécoms avec la migration vers un nouvel opérateur et le remplacement des anciennes liaisons ADSL par la fibre optique. Cette modernisation, qui concerne 84 sites, a permis d'augmenter considérablement les débits. Elle optimise également l'accès aux outils collaboratifs et aux services cloud, garantissant une meilleure continuité de service aux agents.

Des infrastructures modernisées pour un SI agile et sécurisé

Afin d'améliorer la gestion des données, la DSIN a renouvelé les baies de stockage centrales, offrant une capacité de 360 To avec un accès plus rapide aux fichiers et aux applications. Ces nouveaux équipements, plus compacts et économes en énergie, optimisent aussi la compression des données. La modernisation de la passerelle de sécurité du Département a renforcé la protection des flux de données échangés entre le réseau interne et Internet. La DSIN a migré les centres d'appels du Département vers la solution cloud Zoom Call Center. Cet outil unifié facilite la gestion des appels, améliore le suivi des interactions avec les usagers et propose des statistiques détaillées.



La cybersécurité renforcée par la sensibilisation et la formation

La protection des systèmes ne repose pas uniquement sur les infrastructures, mais aussi sur la sensibilisation des agents. Lors du Cyber-mois d'octobre 2024, la DSIN a déployé la solution Kamaé, permettant aux agents de se former aux bonnes pratiques en matière de cybersécurité de manière interactive. Une cyber-olympiade, combinant escape game virtuel, challenges chronométrés et webinaires, a mobilisé de nombreux participants.

Kamaé cyber dojo



Un SI ouvert aux partenaires

Dans une démarche d'ouverture et de simplification des parcours administratifs, la DSIN a élargi l'accès au système d'information départemental à plusieurs partenaires clés. Depuis juillet 2024, les agents des points d'accès territoriaux (PAT) peuvent désormais accéder aux applications Solis SIGMAS, facilitant ainsi la gestion des dossiers et l'accompagnement des usagers. De la même manière, en septembre 2024, les associations aide vers l'emploi (AAVE) ont bénéficié d'un accès sécurisé aux applications Solis autonomie et MDPH, permettant de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires.

Modernisation des équipements numériques dans les collèges

La DSIN a accompagné la modernisation des équipements liés à la restauration scolaire, avec l'installation de distributeurs de plateaux et la mise à jour des systèmes Turboself. Les chefs de cuisine ont été équipés de tablette pour optimiser la gestion des commandes et des stocks. Un vaste plan de renouvellement du matériel informatique a permis le remplacement de 705 vidéoprojecteurs interactifs, ainsi que de 5100 PC fixes et 1800 portables, arrivés en fin de cycle. Par ailleurs, 20000 des 30000 postes du parc informatique ont été migrés vers la nouvelle Windows 11.

Direction des ressources humaines (DRH)

Mise en œuvre des bilans de parcours professionnels (BPP)

Le bilan de parcours professionnel a été déployé au Département courant 2024. Réalisé sur le temps de service de l'agent, il s'adresse aux fonctionnaires et contractuels sur poste permanent.
Alternant séances collectives et entretiens individuels, le BPP poursuit les mêmes finalités et objectifs que le bilan de compétences : permettre à l'agent d'analyser son parcours professionnel et ses motivations et l'aider à élaborer et mettre en œuvre son projet professionnel (et un projet de formation le cas échéant). Il est réalisé en interne par les conseillers en évolution professionnelle (CEP) de la DRH. Une première session a eu lieu à l'automne 2024 réunissant 8 agents de différentes directions. Elle a été évaluée très positivement.

Partenariat avec la DPMIPS pour accueillir des internes en médecine

En complément des actions menées par la DGAS pour garantir aux Seine-et-Marnais une offre de soins complète et de qualité dans un contexte de désertification médicale, la DRH a participé à un forum dédié aux internes de médecine générale en juin 2024, à la faculté de santé de la Sorbonne, et forme désormais ses médecins afin qu'ils bénéficient du statut de praticien agréé–maître de stage des universités et puissent accueillir des internes de médecine générale pour des stages de 6 mois. Quatre médecins sont formés à ce jour.

Refonte de la journée d'accueil des encadrants

Afin de rendre la journée d'accueil des encadrants plus dynamique, le format préexistant a été repensé : présence des intervenants au long cours pour favoriser les échanges, proposition de quizz et d'une étude de cas sur la mise en place d'un nouveau projet. Cette nouvelle formule participative a été grandement appréciée au même titre que l'atelier collaboratif proposé dans l'après-midi sur le thème du maintien de la continuité en situation de crise.

Mise en place de la prévoyance

Tout au long de l'année 2024, la DRH a travaillé à la mise en place d'un contrat à adhésion obligatoire pour la protection sociale complémentaire, pour le risque prévoyance. Élaboration d'un cahier des charges, analyse des offres, sélection du prestataire, ce chantier a mobilisé plusieurs services de la DRH et des services RH déconcentrés. Ces travaux ont fait l'objet de présentations régulières aux organisations syndicales, en instances ainsi qu'auprès des directeurs. Depuis le 1er janvier 2025, les agents sont couverts par ce contrat, pour les risques incapacité et invalidité, avec la possibilité de souscrire à des options pour améliorer le niveau de garanties. Une participation employeur de 50 % du montant de la cotisation est versée mensuellement aux agents.

Mise en œuvre des bilans de parcours professionnels (BPP)

Le bilan de parcours professionnel a été déployé au Département courant 2024. Réalisé sur le temps de service de l'agent, il s'adresse aux fonctionnaires et contractuels sur poste permanent.
Alternant séances collectives et entretiens individuels, le BPP poursuit les mêmes finalités et objectifs que le bilan de compétences : permettre à l'agent d'analyser son parcours professionnel et ses motivations et l'aider à élaborer et mettre en œuvre son projet professionnel (et un projet de formation le cas échéant). Il est réalisé en interne par les conseillers en évolution professionnelle (CEP) de la DRH. Une première session a eu lieu à l'automne 2024 réunissant 8 agents de différentes directions. Elle a été évaluée très positivement.



DAPAJ

JURIDIQUE-ASSURANCES

67 CONTENTIEUX ACTIFS (hors DGAS)

- 14 CONTENTIEUX DITS « GÉNÉRAUX »
- 41 EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES DITS « RH »

76 % des contentieux généraux et RH sont gérés en interne

- 12 CONTENTIEUX ASSURANCES (pris en charge par la PNAS, assureur responsabilité civile)

271 SINISTRES BÂTIMENTAIRES

- 67 DANS LES BÂTIMENTS
- 181 DANS LES COLLÈGES
- 123 DANS LES SITES DU SERVICES DÉPARTEMENTAL D'ACCUEIL D'URGENCE

4 524 €
COÛT MOYEN D'UN SINISTRE

ACHATS

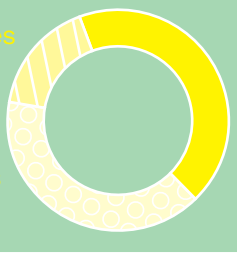
31,56 %
FOURNISSEURS 77
50,18 %

MONTANT DES ACHATS
réalisés auprès d'entreprises 77
soit 173,81 M€

40 % DE CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

74 % DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

214 MARCHÉ LANCÉS
SUR 249 MARCHÉS NOTIFIÉS



DMGS

5 098 IMPRIMÉS COMMANDÉS

2,9 M DE COPIES
(noir et blanc et couleur)

420 CONTRÔLES QUALITÉ DES PRESTATIONS DE NETTOYAGES

159 000 APPELS PRIS EN CHARGE

DSIN

INFRA

8 300 SONDES DE SURVEILLANCE

500 To DE STOCKAGE DE DONNÉES

ÉQUIPEMENTS DES AGENTS

1 940 TÉLÉPHONES MOBILES

354 PC FIXES

2 859 PC PORTABLES



ZOOM

1 049 519
messages tchat échangés

45 587 réunions organisées,
soit une moyenne de 125 réunions par jour

HOTLINE - ASSISTANCE EN LIGNE



24 815
nombre d'appels à la hotline

21 493
nombre d'appels terminés

DRH

INSTANCES DU DIALOGUE SOCIAL

31 INSTANCES PARITAIRES

44 RÉUNIONS DE TRAVAIL
et temps d'échanges avec les organisations syndicales

799 RECRUTEMENTS

54 NOUVEAUX APPRENTIS

712 ENTRETIENS RÉALISÉS
par les conseillers en évolution professionnelle (CEP)

15 932
JOURS DE FORMATION RÉALISÉS

3 759 AGENTS PARTIS AU MOINS UNE FOIS EN FORMATION

8,46 % TAUX D'EMPLOI DES BOETH (bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés)





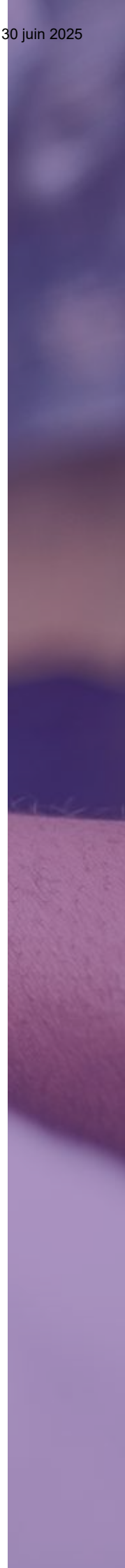
DGAS

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
DE LA **SOLIDARITÉ**

La direction générale adjointe de la solidarité (DGAS) joue un rôle central dans l'accompagnement des populations les plus vulnérables. Sa mission repose sur la mise en œuvre de politiques publiques adaptées à l'autonomie, à la protection de l'enfance, à la protection maternelle et infantile (PMI), à l'insertion sociale et à la lutte contre les exclusions. La solidarité est au cœur de notre quotidien, elle est développée dans chaque action et dans chaque service apporté à ceux qui en ont besoin.

Dans un contexte complexe et difficile, marqué par des défis économiques et sociaux, il est essentiel de saluer l'engagement des équipes de la DGAS, qui continuent de mener leurs missions avec un dévouement constant.

En 2024, nous pouvons souligner quelques actions saillantes de la politique de solidarité menée par le Département : le lancement du dossier unique de maintien à domicile, facilitant la reconnaissance des évaluations de la perte d'autonomie des seniors, en collaboration avec la CNAV et la MSA, le développement de l'offre de services en PMI, à travers le plan écran, la consultation écrans, et l'élargissement de l'IVG médicamenteuse, l'application de la Loi plein emploi pour favoriser l'insertion professionnelle ou encore la campagne de recrutement des assistants familiaux, indispensable pour accompagner les enfants et adolescents. Ces actions témoignent de notre volonté de répondre toujours mieux aux besoins de nos concitoyens.



Direction de l'autonomie (DA)

L'adoption par l'assemblée départementale du deuxième *Schéma de l'autonomie 2024-2028* a été suivie de plusieurs actions favorisant tant le maintien à domicile que l'entrée en établissement des personnes en perte d'autonomie.

La programmation des « habitats adaptés-partagés-inclusifs » est déjà devenue une réalité pour 383 personnes en différents points du territoire. D'autres projets sont encore attendus pour les années à venir.

Le Département a engagé la « dotation qualité » pour 29 services d'aide à domicile, un accompagnement qui sera reconduit sur plusieurs années auprès des professionnels s'engageant sur des actions nouvelles, notamment en accompagnement des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités, des interventions sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés ou encore contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire, ou de soutien aux aidants des personnes accompagnées, d'amélioration de la qualité de vie au travail des intervenants et de lutte contre l'isolement des personnes accompagnées. Cette dotation qualité fait l'objet d'une compensation financière intégrale par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Pour favoriser une meilleure coordination entre les professionnels qui œuvrent pour le maintien à domicile de la personne âgée, une convention entre la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAV) et le Département de Seine-et-Marne a renouvelé notre dispositif de reconnaissance mutuelle des évaluations du besoin d'aide des personnes âgées sur les territoires des maisons départementales des solidarités (MDS). Ce dispositif demeure inédit à cette échelle en Île-de-France. Dans le cadre du nouveau formulaire national de demande du maintien à domicile, que la demande soit traitée par le Département ou par une caisse de retraite partenaire (CNAV, MSA, fonction publique), une seule visite est nécessaire.

Acteur du Plan régional « inclus'IF 2030 », le Département a autorisé 3 des 7 projets retenus en début d'année. Ce sont déjà 15 places supplémentaires de foyers de vie ouvertes en 2024 et 18 autres places en structures médicalisées.

Et pour prendre en compte le vieillissement des personnes en situation de handicap, le Département, avec l'agence régionale de santé, a financé la création d'unités dédiées aux personnes handicapées vieillissantes au sein d'EHPAD (établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes) afin de proposer une prise en charge adaptée à ces publics. Ces 27 premières places seront suivies d'autres ouvertures à compter de 2025 dans le cadre du schéma de l'autonomie.





Direction de la protection maternelle infantile et de la promotion de la santé (DPMIPS)

En 2024, la direction de la PMI et de la promotion de la santé (DPMIPS) a travaillé avec ses 14 services de PMI et santé sexuelle (PMI2S) en MDS afin de développer, moderniser, harmoniser et rendre plus visible son offre de services.

Sur le volet pédiatrie, la formalisation de la consultation de puéricultrice, démarrée en 2022 est aboutie. Lors de cette consultation, les puéricultrices rencontrent les enfants de 0 à 6 ans pour un examen préventif complet. Les enfants peuvent alors être orientés vers un médecin en cas de trouble médical repéré et pour les vaccinations. Ce fonctionnement a une double plus-value : d'une part, faire bénéficier un maximum d'enfants d'un examen complet et répondre aux questions et inquiétudes des parents liées à la vie quotidienne et au développement physiologique de leur enfant et d'autre part optimiser les ressources médicales sur les situations complexes.

Pour répondre toujours mieux aux besoins exprimés par les familles, les services de PMI ont mis en place, cette année, une consultation de puéricultrice dédiée à la lutte contre la surexposition des jeunes enfants aux écrans (0-6 ans). Dans chaque MDS, une puéricultrice spécifiquement formée sur cette problématique, peut recevoir les enfants, repérer et prendre en charge les troubles provoqués par les écrans sur les tout-petits et accompagner les familles. C'est une première en France. La DPMIPS est à disposition pour proposer aux partenaires de la petite enfance des actions de sensibilisation des professionnels et du grand public.

Sur le volet santé sexuelle, l'année 2024 a permis la poursuite de la mise en place de l'IVG médicamenteuse dans les services de PMI2S. La mise en œuvre sur le département a débuté en 2015 à la PMI de Noisiel, puis en 2022, dans celles de Lagny-sur-Marne et Chelles. En 2024, le projet prend forme dans les PMI de Coulommiers, Nemours et Meaux, grâce au recrutement de conseillères conjugales et familiales sur les postes vacants et suite à la formation des professionnels médicaux à la pratique de l'échographie d'aide au diagnostic (datation et localisation de la grossesse). D'autres PMI sont en cours de réflexion, afin d'étendre cette offre de soin pour les femmes souhaitant recourir à une IVG médicamenteuse.

Pour mémoire, les consultations de PMI et santé sexuelle sont gratuites pour tous les usagers.





Direction de l'insertion de l'habitat et de la cohésion sociale (DIHCS)

La mise en œuvre de la *Loi pour le plein emploi*

La *Loi pour le plein emploi* promulguée le 18 décembre 2023 vise à améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi, dont les allocataires du RSA, et à permettre l'accès ou le retour à l'emploi à chacun grâce à une inscription automatique pour tous à France travail effective depuis janvier 2025.

Les ambitions de cette loi se traduisent sur le terrain par une entrée dans le parcours plus rapide, un accompagnement intensifié des demandeurs d'emploi ainsi qu'une coopération renforcée entre les acteurs de l'insertion emploi (conseils départementaux, France Travail, Cap emploi, missions locales, etc.).

Les équipes de la DIHCS se sont mobilisées tout au long de l'année 2024 pour mettre en œuvre d'ici 2027, les exigences de cette loi qui impacte l'organisation et les pratiques des services sur différents points :

Les modalités d'orientation

De nouvelles procédures ont été mises en place afin d'orienter les personnes vers les organismes référents les plus adaptés (France Travail, les associations d'accompagnement vers l'emploi et les maisons des solidarités). Pour le Département, cette inscription généralisée représente environ 200 personnes supplémentaires par mois.



L'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi, dont les allocataires du RSA

Les accompagnements professionnel, socioprofessionnel et social continuent d'être proposés aux demandeurs d'emploi via la mobilisation d'heures d'activités dont le volume peut varier selon la situation de la personne suivie.

De nouveaux outils sont à disposition des professionnels pour accompagner les demandeurs d'emploi : un diagnostic global socioprofessionnel basé sur un référentiel commun à tous les organismes d'insertion emploi et un nouveau contrat d'engagement qui remplace l'ensemble des contrats existants à signer dans un délai d'un mois après l'orientation ou le diagnostic. Le parcours de l'allocataire du RSA est dorénavant réinterrogé tous les 6 mois. L'accès aux informations relatives aux personnes suivies se fera via le système d'information commun à venir.

Un système de sanctions graduées

En cas de non-respect des droits et devoirs de la part de l'allocataire du RSA, la loi prévoit, les sanctions graduées suivantes : un suspension-remobilisation, une suppression et une radiation de la liste des demandeurs d'emploi. Néanmoins, le Département a la possibilité d'émettre des sanctions plus souples ou plus sévères. Des décrets précisant les modalités de ces sanctions sont attendus pour le mois de juin 2025.

La gouvernance multi-partenariale dédiée en cours d'installation

La nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi organisée sous la forme de comités de pilotage coprésidés par l'État et les collectivités territoriales à chaque échelon territorial, est en cours d'installation en Seine-et-Marne. Ainsi, le premier comité départemental pour l'emploi s'est tenu le 1er avril 2025.

Direction de la protection de l'enfance et de la famille (DPEF)

Le Conseil départemental de Seine-et-Marne lance une campagne de recrutement pour renforcer les équipes d'assistants familiaux.

Pour assurer un accompagnement de qualité aux enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE), le Conseil départemental de Seine-et-Marne lance une campagne de recrutement destinée aux particuliers souhaitant devenir assistants familiaux. Cette initiative vise à renforcer les équipes et à garantir un cadre familial bienveillant pour les enfants et les jeunes accueillis.

Être assistant(e) familial(e) est bien plus qu'un emploi ; c'est un engagement au service des enfants et des jeunes. Ces professionnels accueillent à leur domicile, de façon permanente ou temporaire, des mineurs et jeunes majeurs jusqu'à 21 ans qui ne peuvent rester dans leur famille.

Pour devenir assistant(e) familial(e), il suffit d'obtenir un agrément délivré par le Département et de suivre une formation obligatoire. Le Département accompagne chaque nouvel assistant familial en lui fournissant les outils et le soutien nécessaires pour bien accueillir les enfants, en lien avec une équipe de professionnels (travailleurs médico-sociaux, psychologues) dédiée à l'accompagnement de l'enfant et de sa famille d'accueil.

Les personnes intéressées doivent être prêtes à s'investir pleinement dans l'accueil des enfants. Ce métier demande une disponibilité importante, un logement adapté, ainsi qu'un sens de l'écoute et de la bienveillance. L'assistant familial joue un rôle central dans le parcours de vie des enfants accueillis, tout en bénéficiant d'un accompagnement personnalisé pour assurer sa mission.

La campagne de recrutement a eu lieu tout au long de l'année par différents modes de communication : 200 spots de radio sur Évasion FM, des articles dans *Diapason* et *La République de Seine-et-Marne*, des affiches sur les abris bus du Département, des diffusions d'une vidéo d'un couple d'assistants familiaux sur les réseaux sociaux comme LinkedIn, Instagram, Facebook et TikTok, et de la publicité sur les sacs à pain avec 230 boulangeries partenaires qui ont distribué 115 000 sacs à pain.

L'objectif de cette campagne est le recrutement de 70 assistants familiaux sur l'ensemble du territoire afin d'accompagner au mieux les enfants de l'aide sociale à l'enfance.





DPMIPS

PÉDIATRIE

5 642 enfants en consultation **MÉDICALE DE PÉDIATRIE**

11 812 enfants en consultation **PUÉRICULTRICE**

4 691 **ACTES DE VACCINATION EFFECTUÉS**

SANTÉ DE LA FEMME SANTÉ SEXUELLE

2 997 **ENTRETIENS EN SANTÉ SEXUELLE**

1 162 **ENTRETIENS PRÉNATAUX PRÉCOCES**

10 **ACTIONS DE DÉPISTAGE**

157 **IVG MÉDICAMENTEUSES RÉALISÉES**

563 **INTERVENTIONS DE SENSIBILISATION** à la vie affective et sexuelle auprès de collégiens et adolescents

ASSISTANTS MATERNELS

7 227 **AM SUIVIS** dont **400** nouvellement agréés

EAJE

18 **VISITES D'ACCOMPAGNEMENT**

158 **VISITES DE SUIVI**

11 **VISITES D'ENCADREMENT**

17 **VISITES DE CONTRÔLE**

207 **EAJE SUBVENTIONNÉS**

7 401 **PLACES SUVENTIONNÉES**

238 **ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP**

21 **EAJE LABÉLISÉS « AVIP »**



DIHCS

RSA

STABILISATION MOYENNE
DU NOMBRE DE FOYERS ALLOCATAIRES
DU **RSA**
29 923 FOYERS

210 M€ BUDGET ALLOCATION

HABITAT

6 611 PERSONNES AIDÉES
dans le cadre du FSL
dont **56 %** pour l'acquittement de factures d'énergie

173 MÉNAGES AIDÉS
au titre de l'amélioration de l'habitat

INSERTION

196 833 €
AIDES INDIVIDUELLES
attribuées dans le cadre du FAJ

1,19 million €
investis pour
L'INSERTION DES JEUNES

441 PERSONNES ACCOMPAGNÉES
vers la mobilité

599 PERSONNES ACCOMPAGNÉES
dans leur recherche d'un mode d'accueil

DA

377
SIGNALEMENTS PLATEFORME
PERSONNES MAJEURES VULNÉRABLES

BÉNÉFICIAIRES :

PCH	5882
APA-E	6138
APA-D	12146
ASH PA/PH	3914

DPEF

383 ASSISTANTS FAMILIAUX
pour **745** accueils

6 849 ENFANTS BÉNÉFICIANT D'UNE MESURE DE L'ASE

3 505 ENFANTS CONFIÉS À L'ASE
dont **789** MNA

2 828 JEUNES ENTRÉS DANS L'ASE





DGAA

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE **DE L'ENVIRONNEMENT, DES DÉPLACEMENTS ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

En 2024, la direction générale adjointe de l'environnement, des déplacements et de l'aménagement du territoire (DGAA) a poursuivi son action au service des politiques publiques de développement des territoires : déploiement du Plan collège, livraison d'une nouvelle maison départementale des solidarités à Coulommiers, appui aux collectivités via une politique contractuelle dynamique, rénovation des RD 1004 et 1036 intégrées au réseau routier départemental le 1er janvier 2024, adoption d'une stratégie de lutte contre les dépôts sauvages…

La DGAA s'est également illustrée aux Jeux olympiques et paralympiques 2024 ! La réalisation de la Liaison Sud de Chelles a permis un meilleur accès à la base de Vaires-sur-Marne ; et nous sommes fiers que le laboratoire départemental d'analyses de Seine-et-Marne ait joué un rôle de premier plan en assurant le suivi de la qualité de l'eau du bassin olympique de Vaires-sur-Marne, de la Seine et de la Marne à Paris.

Au cœur des mutations structurelles du territoire avec les travaux du TZEN2 ou le travail d'élaboration de schémas structurants pour les espaces naturels sensibles (SDENS) et le Plan départemental de l'eau (PDE), la DGAA œuvre plus que jamais à dessiner la Seine-et-Marne de demain : attractive et résiliente.

Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges (DABC)

Poursuite du Plan collège

LA LIVRAISON DES TRAVAUX DE CONFORTATION DU COLLÈGE « JOSÉPHINE BAKER » DE BUSSY-SAINT-GEORGES

Ce collège a fait l'objet de travaux de confortation suite à sa fermeture en 2017 pour des raisons structurelles. Des travaux pour en améliorer le fonctionnement, lui redonner une nouvelle identité et l'adapter aux évolutions réglementaires ont également été intégrés. Livré en septembre 2024, il accueillera des élèves à partir de septembre 2025.

15 mois de travaux
11,5 M€

Pilotage de l'opération :
Vincent Perrino, adjoint au chef du service des constructions et des réhabilitations



LE LANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DU DEUXIÈME COLLÈGE DE SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY

Les études démographiques ont fait apparaître le besoin de construire un collège d'une capacité de 800 élèves sur la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry. Les travaux ont démarré en septembre 2024 pour une ouverture du collège dès la rentrée de septembre 2026.

31,85 M€

Chargé d'opération pilote :
François Le Gall



Perspective du futur collège de Saint-Fargeau-Ponthierry

LE DÉPARTEMENT POURSUIT ÉGALEMENT DES OPÉRATIONS IMPORTANTES DANS LES COLLÈGES EXISTANTS

- **L'extension du collège « Louise Michel »** à Faremoutiers (6,3 M€) pour ouvrir 300 places supplémentaires.
- **Le programme de rénovation du collège « Fernand Gregh »** à Champagne-sur-Seine a été approuvé en séance du 5 avril 2024.
- **L'extension de la salle des professeurs**, des aménagements intérieurs pour accueillir une division UEE et une classe ULIS, la construction d'un nouveau CDI et d'une salle de permanence du collège « Stéphane Mallarmé » à Fontenay-Trésigny (1,5 M€).



Extension du collège Louise Michel à Faremoutiers

La reprise des contrats de maintenance sécurité des collèges par le Département

Les contrats de maintenance sécurité étaient gérés directement par les collèges. Après une expérimentation réalisée ces dernières années, le Département a décidé de généraliser la reprise de ces contrats sur tous les collèges dès le 1er janvier 2025.

L'année 2024 a permis de préparer les dispositions de ces contrats, de communiquer et d'accompagner les collèges. Ce projet est piloté par David Rischard, chef du service de la sécurité.

Une nouvelle maison départementale des solidarités (MDS) à Coulommiers

La MDS de Coulommiers était installée depuis 1993 dans les locaux d'une ancienne gendarmerie. Le site, devenu trop exigu et inadapté à l'accueil du public, a nécessité la reconstruction de la MDS sur un nouveau site afin de l'agrandir.

Livraison : décembre 2024
13,19 M€

Chargée d'opérations pilote : Sandra Antunes

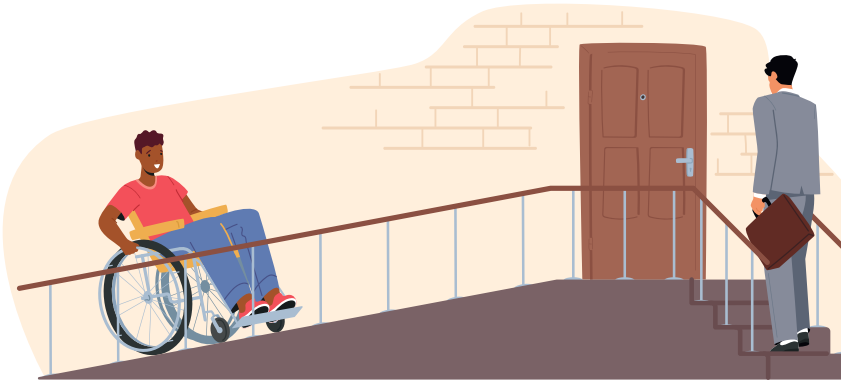






Poursuite des travaux d'accessibilité des bâtiments recevant du public aux personnes handicapées

156 établissements recevant du public (ERP) sont inscrits dans l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap) prévu jusqu'en décembre 2027. Fin 2024, 56 % des ERP sont accessibles.



Direction de l'aménagement et du développement des territoires (DADT)

Politique contractuelle et bouclier de sécurité

Le Département propose plusieurs dispositifs à destination des communes et intercommunalités afin de les accompagner dans la réalisation de leurs projets d'investissement :

- le FER et le Contrat rural (CoR) cofinancé par la Région Île-de-France, pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- le Fonds d'aménagement communal (FAC) à l'attention des communes de plus de 2 000 habitants ;
- le Contrat intercommunal de développement, pour les 23 EPCI seine-et-marnais.

À cela s'ajoute le « Bouclier de sécurité » créé en 2022, afin d'aider les collectivités dans leurs projets d'équipement des polices municipales et de vidéo-protection. En 2024, 88 dossiers ont été attribués au titre du bouclier de sécurité pour un montant total de 1,49 M€ :

- 39 dossiers pour l'installation de vidéo-protection pour 1,11 M€ ;
- 21 dossiers pour l'acquisition de véhicules pour 0,30 M€ ;
- 28 dossiers pour les équipements de polices municipales et intercommunales pour 0,08 M€.



Année record pour le Fonds d'équipement rural (FER)

Le FER est un dispositif départemental, créé en 2016, destiné à soutenir les près de 370 communes rurales de moins de 2 000 habitants et les syndicats de moins de 2 000 habitants dans leurs projets d'investissement.

À raison d'une demande par an et par commune, cet outil leur permet de réaliser des projets à court terme comme l'acquisition de matériels, mais également d'accompagner des projets de plus grande envergure telle que des aménagements d'espace public, en lien par exemple avec un contrat rural. L'aide départementale s'élève de 30 à 50 %, en fonction de la nature des travaux, d'un montant d'opération plafonné à 100 000 €.

Depuis son lancement, 1822 projets ont été adoptés pour un montant total de subvention de 40,49 M€.

252 dossiers ont été déposés lors de la campagne FER 2024 dont :

- 219 dossiers adoptés pour 4,29 M€ ;
- 29 dossiers adoptés financés au titre des amendes de police pour 0,7 M€ ;
- 4 dossiers abandonnés.

Répartition des thématiques des 248 dossiers adoptés

Thématiques	Nbre dossiers	Montant
Voirie	62	1,61 M€
Espace public	58	1,10 M€
Bâtiment scolaire	51	0,86 M€
Bâtiment public	50	0,94 M€
Équipement sportif	10	0,19 M€
Logement	6	0,10 M€
Patrimoine	6	0,05 M€
Santé	3	0,10 M€
Commerce rural	2	0,04 M€

Direction des transports (DT)

TZEN2 dans Melun

Plusieurs travaux préparatoires (réseaux concessionnaires assainissement, gaz, télécom, etc.) débutés en 2023 sont terminés et font place à la création de la nouvelle voie pour la ligne de bus à haut niveau de service.

- **RD 605 :** les travaux lancés en avril 2024 entre Beauregard et l'échangeur de Rubelles, se poursuivront jusqu'en février/mars 2025.



- **Rue Branly :** les travaux ont démarré mi-mai suite aux travaux préparatoires.
- **Rue Péguy :** les travaux ont débuté fin 2024.

Dans le centre-ville.

- **Le réaménagement de la place Saint-Jean** mené par la ville de Melun depuis septembre 2024 s'accompagne de la création de la plateforme Tzen 2, avec une maîtrise d'ouvrage déléguée à la Commune. La fin des travaux est prévue en septembre 2025.



- **Le projet d'aménagement de l'avenue Thiers** a été repris en 2024 pour intégrer des pistes cyclables. Le calendrier de démarrage des travaux a été revu, pour un lancement en avril 2026.



Rencontres intercommunales sur le Transport à la demande (TàD)

En 2023, la Seine-et-Marne comptait 30 services de TàD dont 12 soutenus ou subventionnés par, le Département pour environ 0,6 M€.

Souhaitant recueillir l'avis des territoires sur le fonctionnement du service, les rencontres bilatérales ont fait ressortir 4 besoins majeurs :

- amélioration de l'offre vers les pôles de santé ;
- clarification des rôles entre acteurs locaux, opérateurs et autorité organisatrice ;
- amélioration de la communication et de la fiabilité du service ;
- adaptabilité du service aux besoins spécifiques de soirée et de week-end.

PAM régional



Le service de mobilité PAM se transforme avec une régionalisation visant à harmoniser les critères d'éligibilité, élargir l'accès, réduire les coûts pour les usagers et améliorer la qualité de service. Cependant, des défis persistent en matière de ponctualité et d'organisation des courses, nécessitant un dialogue constant avec les usagers et associations.

Le PAM77 a été régionalisé en février 2024. Dès le 1er mois, le service a enregistré +2,52 % d'usagers seine-et-marnais. Fin 2024, 2505 Seine-et-Marnais étaient inscrits, dont 15 % de nouveaux usagers, attirés par la stabilisation des critères d'éligibilité, la couverture de besoins non pris en charge jusqu'alors et une tarification permettant à certaines franges de population d'accéder au service.

750 000 courses réalisées à l'échelle régionale en 2024, dont 72 % d'usagers occasionnels
Coût = 54 M€
Participation du Département = 1,95 M€/an

Direction de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture (DEEA)

Le laboratoire départemental d'analyses mobilisé pour les JO



Lors des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, le laboratoire départemental d'analyses de Seine-et-Marne a joué un rôle important en assurant le suivi de la qualité de l'eau du bassin olympique de Vaires-sur-Marne, site des compétitions de canoë-kayak et d'aviron, ainsi que de la Seine et de la Marne à Paris pour les épreuves de Triathlon et de nage marathon.

Adoption de la stratégie de lutte contre les dépôts sauvages



Le Conseil départemental a adopté le 21 juin 2024, sa stratégie départementale de lutte contre les dépôts sauvages en Seine-et-Marne qui s'articule autour de trois axes principaux : **observation** ciblée via un observatoire partagé ; **sensibilisation et répression** en partenariat avec les forces de l'ordre et les institutions judiciaires ; **résorption des dépôts** grâce à des conventions facilitant l'accès aux déchetteries.

Le service public de la rénovation de l'habitat (SPRH)

En décembre 2024, le Conseil départemental a acté son nouveau rôle de coordinateur du Service public de la rénovation de l'habitat (SPRH), succédant au programme national d'accompagnement à la rénovation énergétique et qui sera effectif à partir du 1er janvier 2025. Cette nouvelle coopération avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et les intercommunalités permettra une harmonisation des actions de rénovation énergétique et sociale de l'habitat sur le territoire. Le Département veillera à l'accompagnement et l'animation des guichets uniques France Rénov', à la mobilisation des professionnels et au partage des données relatives à la rénovation de l'habitat.

Élaboration du Schéma départemental des espaces naturels sensibles (SDENS)

La rédaction du 2nd Schéma départemental des espaces naturels sensibles (SDENS) de Seine-et-Marne 2025-2037 a été engagée en 2024 et sera approuvée en 2025. Il orientera dans la durée les démarches d'acquisition foncière, d'ouverture au public et de gestion des sites naturels tout en renforçant l'appui technique et financier aux collectivités dont les ENS sont d'intérêt écologique majeur.



Élaboration de la stratégie 2025-2030 du *Plan départemental de l'eau* (PDE)

Depuis 2006, le Département de Seine-et-Marne et ses partenaires se mobilisent pour préserver la ressource en eau à travers trois Plans départementaux de l'eau (PDE) successifs. En 2024, un nouveau plan a été élaboré, sous pilotage du Département pour la période 2025-2030, visant à renforcer la collaboration entre les acteurs concernés et à définir des objectifs et une gouvernance adaptés aux enjeux actuels, notamment les impacts du changement climatique déjà palpables sur notre territoire, en témoignent les terribles inondations de 2024 sur les bassins versants des Petit et Grand Morin.

Direction des routes départementales (DR)

Réfection RD 1004/1036
ex-RN 4 et RN 36

Les routes nationales 4 et 36 sont devenues départementales le 1er janvier 2024.

Le Département a engagé d'importants travaux sur ces deux axes majeurs du territoire rebaptisés RD 1004 et 1036, pour la sécurité et le confort des usagers. Face à un trafic poids lourds particulièrement important ayant engendré de lourdes dégradations, le renforcement et la réfection de ces nouvelles routes départementales ont été définis comme prioritaire.

En 2024, les efforts se sont concentrés sur la réfection de plusieurs sections. Au total, près de 27 km de routes ont été rénovées entre les mois d'avril et novembre 2024 sur les cantons de Provins, Fontenay-Trésigny, Serris et d'Ozoir-la-Ferrière. Sur le canton de Melun, des travaux de renforcement et de sécurisation ont également été réalisés entre Crisenoy et Saint-Germain-Laxis.

Liaison Sud de Chelles

La dernière étape du projet a vu la réalisation d'un nouveau barreau de 500 mètres entre le chemin du Corps de Garde (RD 34a) et le chemin des Carriers. Achevée en avril 2024, cette nouvelle route, incluant la création d'un pont de franchissement du canal de Chelles, a permis un meilleur accès à la base de loisirs de Vaires-sur-Marne durant les JOP 2024. La phase optionnelle, comprenant la reconversion de la ruelle aux Loups en voie verte, a débuté en octobre 2024 et s'achèvera en mars 2025.

Coût total opération = 8,2 M€
Financement : Département, Communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne, Ville de Chelles et Région Île-de-France



Barreau A 4-RD 96

Le barreau routier A 4-RD 96 a été créé pour soulager la voirie locale, notamment la RD 406 qui traverse la commune de Bailly-Romainvilliers et pour améliorer la circulation autour de l'échangeur n° 18 (accès A 4 et « Villages Nature »). Après un démarrage du chantier en août 2023, le demi-barreau a été mis en service le 13 décembre 2024. Une seconde phase de travaux reliant la RD 96 à la RD 1036 sera réalisée ultérieurement.

Coût opération = 6,4 M€
Financement : Département, État et Région Île-de-France.



Réparation du pont de Luzancy, premier pont en béton précontraint au monde !

Véritable richesse du patrimoine Seine-et-Marnais, le pont de franchissement de la Marne situé sur la RD 402 à Luzancy a subi une cure de jouvence.

Conçu par Eugène Freyssinet et construit entre 1941 et mai 1946 par l'entreprise Campenon Bernard, il est emblématique de l'histoire des ponts car « on utilise pour la première fois, de manière globale et révolutionnaire, les avantages du béton précontraint (béton comprimé par des câbles tendus) dans le projet et dans l'exécution ». Rendus nécessaires au regard des pathologies observées, les travaux ont permis de « recaler » le tablier du pont et de réduire les surcharges routières. Une voie verte a été créée pour laisser plus d'espace aux mobilités actives et les conditions de circulation ont été modifiées au profit d'un alternat avec feux tricolores.

Coût total opération = 923 000 €
Financement : 100 % Département de Seine-et-Marne

DT

148 CIRCUITS SCOLAIRES SPÉCIAUX
pour 8 250 élèves
pour 10,65 M€

42 352 BÉNÉFICIAIRES DU FORFAIT IMAGINE'R SUBVENTIONNÉS
36 728 collégiens et
5 624 boursiers collégiens et lycéens
pour 10,9 M€

17 758 CARTES AMÉTHYSTE
+32 % par rapport à 2023
pour 3,9 M€ +3 % par rapport à 2023

Budget de **2,3 M€** 14 LIGNES SEINE-ET-MARNE EXPRESS ET LE CITALIEN

2 456
ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP TRANSPORTÉS
année scolaire 2024-2025 pour 20 M€
1400 circuits transport scolaire adapté

DR

92,5 M€
BUDGET D'INVESTISSEMENT

13,9 M€
BUDGET DE FONCTIONNEMENT

253 km
COUCHES DE ROULEMENT RÉHABILITÉES

886 000 m²
SURFACE ENDUITE

90 OUVRAGES D'ART RÉHABILITÉS

79 TONNES DE PEINTURE
pour marquage au sol

3163 INTERVENTIONS
sur le réseau routier départemental dans le cadre des astreintes

900 000 €
DÉPENSÉ POUR LES DÉCHETS RAMASSÉS
le long des routes départementales

TRANSFERT RN 4 / RN 36

1 CENTRE ROUTIER
supplémentaire

26 NOUVEAUX AGENTS

108 KM DE ROUTES
récupérées :
RN 4 : 69 KM + RN 39 : 39 KM

62 JOURS DE TRAVAUX

11 M€ D'INVESTISSEMENT
sur ces opérations en 2024

1900 PANNEAUX
de signalisation remplacés

230 PANNEAUX
directionnels installés

58 000 TONNES
d'enrobés appliquées,
dont **20 %** de matériaux recyclés

DEEA

337
SUIVIS DE STATIONS D'ÉPURATION DE L'EAU

8 252
ANALYSES RÉALISÉES PAR LE LABORATOIRE DONT 712 POUR LES JO

18 COMMUNES ACCOMPAGNÉES POUR LA DÉSIMPERMÉABILISATION DE LEURS ESPACES

157 ANIMATIONS SUR LES ENS ET
771 collégiens ayant participé au dispositif Collège Nature

DADT

POLITIQUE CONTRACTUELLE

ont été adoptés et signés :

4 **CID** pour un total de 4,9 M€

23 **FAC** pour un total de 13 M€

219 **FER** pour un total de 4,29 M€

45 **CONTRATS RURAUX** pour un total de 5,94 M€

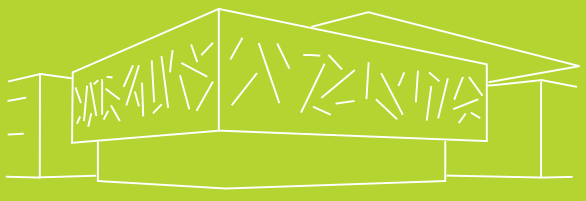
88 **DOSSIERS** au titre du Bouclier de sécurité pour un montant de 1,49 M€

39 dossiers pour l'installation de vidéo-protection pour 1,11 M€

21 dossiers pour l'acquisition de véhicules pour 0,30 M€

28 dossiers pour les équipements de polices municipales et intercommunales pour 0,08 M€

DABC



133 COLLÈGES

100 BÂTIMENTS DÉPARTEMENTAUX

137,8 M€
POUR LES COLLÈGES ET BÂTIMENTS

8 000
INTERVENTIONS EN MOYENNE PAR AN


PARIS 2024
Coca-Cola



DGAE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
DE **L'ÉDUCATION, DE L'ATTRACTIVITÉ**
ET DES STRATÉGIES DÉPARTEMENTALES

L'année 2024 aura été marquée par l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024, ainsi que par la mise en place de la régie départementale de gestion de la restauration scolaire dans le cadre de l'ouverture de la plateforme d'approvisionnement Approv'Halles.

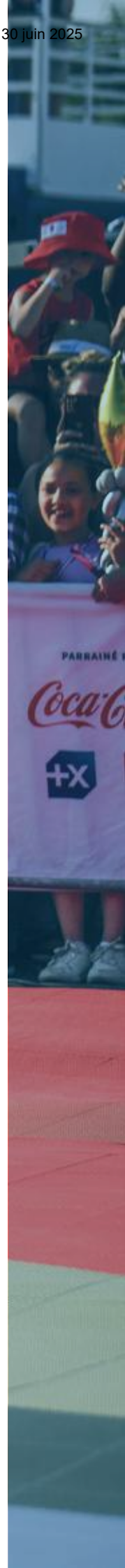
Au-delà de l'engagement quotidien des agents de la DGAE, ces deux rendez-vous exceptionnels auront marqué les esprits sur notre territoire.

Il n'est effectivement pas commun de contribuer à l'organisation d'un événement planétaire de cette ampleur qui a largement dépassé les frontières du sport pour mobiliser toutes les équipes de la DGAE dans un même élan.

Quant au marathon de la DCEJ sur la restauration scolaire, il aura appelé d'autres types de performances avec agilité, engagement et détermination pour surmonter les aléas inhérents aux grandes opérations de transformation de l'action publique. Une véritable aventure humaine et technique pour favoriser le circuit court et la qualité des assiettes de nos collégiens.

D'autres sujets poursuivent leur développement comme les missions mécénat et Seine-et-Marne 2040 qui continue sa réflexion prospective sur l'avenir du territoire et des politiques publiques.

À l'heure du bilan, il faut saluer l'engagement des agents de la DGAE au service des Seine-et-Marnais et du rayonnement de notre territoire.



Mission ressources financières et mécénat

En 2024, le Département de Seine-et-Marne poursuit et renforce sa politique de mécénat, affirmant ainsi son engagement pour l'attractivité et le dynamisme de son territoire. Avec de nouveaux partenariats, il continue de mobiliser les acteurs économiques autour de projets d'intérêt général.

Patrimoine, culture, éducation, inclusion des personnes en situation de handicap, soutien aux événements sportifs : autant de domaines où cette démarche permet de créer des synergies et d'amplifier son impact au service du territoire et de ses habitants.

- En 2024, la **Caisse d'Épargne Île-de-France** devient le deuxième mécène du projet aux côtés de l'entreprise **MyMobility,** apportant un soutien financier au Département pour favoriser l'inclusion sportive des personnes en situation de handicap.
- La maison, dite Corot, attenante au musée des peintres de Barbizon, est annexée à ce dernier depuis 2023. L'ajout de ce nouveau bâtiment et de son jardin offre au Département l'opportunité de répondre aux problématiques de fonctionnement du musée.
- L'expertise de l'entreprise **Sogéfra**, géomètres-experts, a permis la réalisation de plans et d'une maquette 3D des espaces intérieurs musée des peintres de Barbizon et de la maison attenante, la maison Corot.
- En fin d'année, une convention de mécénat a été signée avec l'entreprise **Wiame TP** qui apporte un soutien financier au projet de « développement de la muséographie du château de Blandy ».
- Le Département a mis en place, à la rentrée de septembre 2024, le Conseil départemental des Jeunes. Cette nouvelle instance, composée de 23 binômes de collégiens, a pu se réunir lors de la première séance inaugurale le 4 décembre 2024 grâce au soutien, en mécénat de compétence, des entreprises **Viabus, Transdev et Allô VTC 77 Melun,** qui ont transporté gracieusement les collégiens en provenance de toute la Seine-et-Marne jusqu'à l'Hôtel du Département.
  Le soutien pluriannuel de ces trois mécènes facilitera les transports des élèves pour les séances plénières durant les deux années de leur mandat.



Mécénat



Mission « Seine-et-Marne 2040 »



Au terme de deux ans d'existence, la mission a évolué et se définit aujourd'hui comme une équipe au service des intercommunalités sur le volet de l'attractivité économique et de l'accompagnement dans leurs stratégies de développement local, mais également au service des entreprises grâce à la mobilisation d'outils et de ressources relevant de l'intelligence économique territoriale.

La mission se caractérise aujourd'hui par deux grands axes :

1. **l'ingénierie d'observation** et de connaissance du territoire, de ses acteurs, de ses enjeux et de son potentiel de développement au niveau économique ;
2. **la prospective territoriale**.

Direction des archives départementales (DAD)

La Grande collecte des archives du sport en Seine-et-Marne : un archivage gagnant

La **Grande collecte des archives du sport** s'inscrit dans une opération nationale déclinée par le réseau territorial des services d'archives. Qu'il s'agisse de documents d'ordre personnel, associatif ou en lien avec des établissements publics, les archives du sport reflètent la vivacité des pratiques à l'échelle de la Seine-et-Marne. La Grande collecte des archives du sport a été engagée, en Seine-et-Marne, à l'occasion de la coupe du monde de kayak slalom au stade nautique de Vaires-sur-Marne. Le bilan des fonds collectés illustre la variété des disciplines sportives (athlétisme, sports de pleine nature en forêt de Fontainebleau, judo – jiu-jitsu, handball ou encore skateboard) et des supports collectés (papier, photographies, audiovisuel).

La collecte s'est accompagnée d'une dynamique de valorisation, favorisant les contacts avec les associations et le monde éducatif : un projet d'« Olympiades des archives départementales » a été imaginé en partenariat avec la ville de Dammarie-lès-Lys (conseil municipal des jeunes et service des sports), et le club d'athlétisme de La Rochette et Dammarie-lès-Lys (ASRD). Enfin, les archives du sport ont été placées sous le feu des projecteurs avec une exposition itinérante : *Le sport en Seine-et-Marne*, qui retrace l'histoire des infrastructures qui ont contribué à l'épanouissement des pratiques sportives dans le département ainsi que les palmarès d'athlètes enracinés dans notre territoire.



Cette expérience inédite, croisant les « savoir-faire » traditionnels de l'archiviste avec des enjeux de rayonnement culturel a considérablement renforcé les transversalités existantes ainsi que la visibilité de notre métier dans les territoires.

Commémorer le 80e anniversaire de la Libération : Hommage à François de Tessan et aux résistants seine-et-marnais.

Le Département a rendu hommage à l'ancien Président du Conseil général de Seine-et-Marne François de Tessan, mort en déportation à Buchenwald en 1944. Cet hommage a été rendu par une délégation d'élus départementaux, sur les lieux de cet ancien camp de la mort situé en Thuringe le 13 avril. Un second temps fort s'est joué le 26 avril à l'Hôtel du Département, comprenant un dépôt de gerbe, la présentation d'une exposition sur les grandes figures de la Libération en Seine-et-Marne (réseaux et actions de résistance à travers une dizaine de portraits), ainsi qu'un temps d'échange avec des collégiens melunais et meldois.



Les commémorations ont été soutenues par un dispositif départemental de subventions spécifique, par la publication d'une brochure historique intitulée *1944 la Seine-et-Marne libérée* ainsi qu'une collecte des archives de la Libération.

Direction des affaires culturelles (DAC)

Culture - Sport : JO 2024

Dans le cadre des JO 2024, le Département a porté des projets artistiques et culturels exceptionnels dans le cadre des olympiades culturelles.

Olympicorama, cycle de conférences humoristiques créé par la compagnie seine-et-marnaise « Vertical Détour » autour de 15 disciplines olympiques a donné lieu à une tournée départementale du 2 juin au 13 septembre, déployée sur des territoires ruraux et accueillant plus de 1000 spectateurs.
Chacune des conférences a donné lieu à un échange entre Frédéric Ferrer, directeur artistique de la compagnie, et un sportif du territoire invité sur la discipline olympique traitée.

Le Département a également fêté le **passage de la flamme olympique** à Lagny-sur-Marne avec la création *Olympia* de la compagnie « Pôle K », le 20 juillet et le passage de la flamme paralympique le 27 août à Trilport avec le spectacle « A 2 mètres » de la compagnie ADM.

Les établissements culturels ont quant à eux participé à la valorisation du sport à travers les siècles. Différentes expositions ont célébré les Jeux olympiques en présentant les multiples facettes du phénomène olympique.



Blandy enchanté, un Noël en péril du 30 novembre 2024 au 5 janvier 2025



À l'occasion des fêtes de fin d'année, le château de Blandy a offert à ses visiteurs un spectacle de théâtre immersif inédit : *Blandy enchanté, un Noël en péril*, produit par « Deathscape Productions ». Plus de 9000 visiteurs ont été accueillis dans ce cadre.

L'expérience visiteur était au cœur du projet avec pour objectif de plonger le public dans une aventure palpitante mêlant histoire et magie de Noël.

Le projet a mis en avant la pratique de théâtre amateur : plus de 200 volontaires ont répondu présent et côtoyé les comédiens professionnels.

Le Totem vert

La médiathèque départementale propose des actions de sensibilisation aux enjeux de la bio-diversité et de la transition écologique.

Un groupe de travail interne a imaginé, avec le prestataire « L'Âge du faire », un outil permettant aux bibliothèques et aux collèges de s'emparer de cette thématique.

Le module « Totem vert » consiste en une structure en bois de 4 panneaux, complété par diverses ressources (livres, jeux, arrosoir, pelle, râteau, corbeille en osier, boîte à curiosités, tubes à essai, loupe, etc.). Il est empruntable gratuitement et s'adapte à tous types de lieux.

Articulé autour de 3 axes de médiation (jardiner, comprendre et agir), il permet d'échanger et partager des graines, des boutures ou des bulbes, d'informer et sensibiliser sur les thématiques environnementales et de promouvoir des pratiques vertueuses.



Direction des sports (DS)

Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024

L'année 2024 aura été marquée par la concrétisation de l'ensemble des actions menées autour de la préparation des Jeux olympiques et paralympiques

Ainsi, plus de 20 centres de préparation aux Jeux, soutenus par le Département, ont permis d'accueillir des délégations étrangères en préparation comme l'équipe australienne de gymnastique féminine à Combs-la-Ville, l'équipe roumaine de gymnastique féminine à Meaux, l'équipe irlandaise d'athlétisme à Fontainebleau, l'équipe hong-kongaise masculine d'escrime à Melun, l'équipe japonaise de skate-board à Chelles, ou encore l'équipe de France d'escrime fauteuil à Bailly-Romainvilliers.

88 volontaires de la Team 77 ont eu le plaisir d'être retenus par Paris 2024 pour œuvrer sur l'ensemble des missions autour des Jeux, en accueil de site, en accompagnement des athlètes, des délégations, sur les stades, etc.

Sur les 24 athlètes de la Team 77 2024, 17 seront finalement qualifiés, dont 5 pour les Jeux paralympiques, avec des fortunes diverses, mais surtout 3 médailles de bronze, en fleuret par équipe masculin, en épée escrime fauteuil par équipe, et en 4 de couple mixte en para-aviron.

Le samedi 20 juillet, plus de 95 000 Seine-et-Marnais étaient dans les rues pour acclamer le relais de la flamme olympique dans les 12 communes traversées. Le même engouement s'est retrouvé le mardi 27 août autour du relais de la flamme paralympique à Trilport et au CNSD de Fontainebleau.

Au travers du dispositif « En route vers les Jeux », du site Internet spécifique ou encore des événementiels J-365, J-200, J-100, J-77, le Département a tenté de mobiliser l'ensemble du territoire vers la liesse populaire qui s'est développée tout au long de l'été.

Les olympiades culturelles mises en place avec les collèges, la tournée *Olympicorama* ou encore l'exposition Paris 1924/2024 ont constitué des temps forts permettant de jumeler le sport et la culture. Il en est de même avec la grande collecte du sport organisée par la direction des archives au court de cette année, permettant de disposer d'un nouveau fonds mémoriel conséquent.

Permettre aux Seine-et-Marnais de profiter pleinement des Jeux sera un objectif atteint avec l'achat par le Département de plus de 6 000 billets pour chacune des sessions olympiques et paralympiques, et attribués aléatoirement à proportion sur chacun des 23 cantons.

La fan zone de Chelles aura permis de s'imprégner de l'esprit des Jeux autour d'animations sportives, culturelles, mais également de vivre en communion les exploits de nos sportifs français.

Enfin, le stade nautique olympique et paralympique a vibré du premier jour des JO jusqu'au dernier jour des JP, avec des ambiances de folie, à l'image de cet été 2024.





Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse (DCEJ)

Mise en œuvre de Seine-et-Marne Fraîcheur

Afin de proposer aux jeunes Seine-et-Marnais des produits locaux, frais et de qualité, le Département a mis en place à la rentrée de septembre 2024 sa nouvelle politique de restauration scolaire, **Seine-et-Marne Fraîcheur**, qui s'appuie entre autres sur la plateforme d'approvisionnement **Approv'Halles**. Cette plateforme **- *unique en France* -** a pour missions de collecter, transformer, conditionner et livrer des produits locaux dans les collèges, notamment les fruits, les légumes, la volaille et les produits laitiers (hors crèmerie).

Pour répondre à cette ambition, la DCEJ a repris en régie **119 services de restauration** et pour faire face à ces nouvelles missions, un nouveau service a été créé : **la régie de la restauration scolaire.**

Les tarifs des repas ont également évolué, cette tarification s'inscrit dans une démarche plus générale de restauration responsable et durable, répondant aux objectifs de clarté et d'équité fixés par le Département. La facturation envoyée aux familles est à présent mensuelle et forfaitaire.



Les évolutions de l'ENT77 – Collèges connectés

ENT77 by neo
Collèges Connectés

La rentrée de septembre 2024 a également été marquée par le lancement de la nouvelle application mobile de **l'ENT77 – Collèges connectés** et d'une page d'accueil modernisée.

Le Département œuvre davantage pour rendre l'École plus inclusive. Pour répondre à cet objectif, l'ENT77 – Collèges connectés s'est doté d'une nouvelle application : Cantoo Web.

Elle aide à pallier aux difficultés de lecture des utilisateurs en adaptant le texte aux besoins spécifiques de chacun et en proposant des outils d'assistance vocale.

En parallèle, une action autour du regard porté sur le Handicap a été développée avec cinq établissements du territoire. Le projet consistait en la conception et la production de podcasts thématiques, résultats de plusieurs semaines de recherches, de rencontres et d'échanges entre les élèves, des personnes en situation de handicap et des experts.

Ces initiatives ont été récompensées le 13 novembre 2024 lors du salon Educatech par le Grand prix AFINEF des collectivités innovantes dans la catégorie inclusion.

La politique jeunesse et l'éducation

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES JEUNES

23 binômes paritaires d'élèves de 4e ont été élus dans les collèges pour représenter leurs camarades et donner de la voix à leurs idées.

Les conseillers départementaux jeunes se réunissent deux fois par an en assemblée plénière et trois fois en commission thématique. Tout au long de l'année, les jeunes élaborent des projets qui seront ensuite soumis au vote lors de la prochaine séance organisée en juin 2025. Le Département développera le projet plébiscité par l'ensemble des jeunes.

LE TOUR DES MÉTIERS 77

Le tour 77 des Métiers

Pour faciliter la découverte des métiers, le Département a déployé un dispositif innovant, flexible et mobile. Le **tour des métiers 77** sillonne la Seine-et-Marne, avec à son bord deux conseillers métiers, pour rencontrer les jeunes et les actifs et leur offrir un accompagnement en s'appuyant sur des outils pédagogiques et numériques.



LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES JEUNES

Direction des sports

ÉCOLES MULTISPORTS

8 429 ENFANTS DE 4 À 12 ANS

accueillis par **57** écoles

montant global de 244 386 €



ASSOCIATION SPORTIVES

746 ASSOCIATIONS SPORTIVES

1 075 SECTIONS

soit 147 000 **LICENCIÉS**

pour un soutien de **1 133 405 €**

MANIFESTATIONS SPORTIVES

275 613 €

pour **190** manifestations soutenues

290 000 €

pour 8 grands événements

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

+ de 6 000 BILLETS ACHETÉS

pour les Jeux paralympiques

Pour un montant de **145 965 €**

6 000 BILLETS ACHETÉS

pour les Jeux olympiques

pour un montant de **437 007 €**

180 000 €

POUR LE PASSAGE DU RELAIS DE LA FLAMME en Seine-et-Marne

devant plus de **95 000 PERSONNES**

le 20 juillet 2024.

24 ATHLÈTES SOUTENUS

dans le cadre de la Team athlètes

pour un montant de 134 000 €

17 ATHLÈTES QUALIFIÉS

aux jeux soit 34 000 €

3 MÉDAILLES DE BRONZE

par équipes : Enzo Lefort en escrime, Yohan Peter en escrime fauteuil et Margot Boulet en para-aviron

+ de 200 000 SPECTATEURS

Mécénat

4 PROJETS

7 MÉCÈNES

1 ÉVÉNEMENT ANNUEL



Direction des affaires culturelles

5 110 000 €
SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS



9 400 VISITEURS
pour la première édition des «Noël enchanté»

COLLÈGE AU CINÉMA

6 000 COLLÈGIENS
pour un montant de
65 000 €

RÉSIDENCES EAC

8 RÉSIDENCES
mises en place sur l'année scolaire 2023/2024

Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse

35 000 €
EN MÉCÉNAT FINANCIER

11 900 €
EN MÉCÉNAT DE COMPÉTENCE

2 100 €
EN MÉCÉNAT EN NATURE

7 850 000 €
MONTANT GLOBAL DE LA DGFC

116 200 €
MONTANT DU FONDS COMMUN DES COLLÈGES

216 550 €
REVALORISATION DES BIODÉCHETS
pour **84** collèges concernés

84 600 €
pour le renouvellement de la **DOTATION EN VÊTEMENT DE TRAVAIL DES AGENTS DES COLLÈGES**

1 054 000 €
investis pour **L'AMÉNAGEMENT MOBILIER DES COLLÈGES**

2 040 500 €
investis dans **L'AMÉNAGEMENT DES RESTAURANTS SCOLAIRES**

135 PROJETS LOCAUX FINANCÉS
pour l'année scolaire 2024-2025,
59 collèges concernés pour un montant total de 88 006,51 €

173 501 COMPTES ENT77-COLLÈGES CONNECTÉS ACTIVÉS

seine &marne
LE DÉPARTEMENT

Département de Seine-et-Marne
Hôtel du Département
CS 50377
77010 Melun cedex
01 64 14 77 77

seine-et-marne.fr

Département de Seine-et-Marne - simp - 05/2025

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/06

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_706H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/06**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Personnel départemental : modification, suppression et création d'emplois, mise à jour du tableau des emplois.

La mise à jour du tableau des emplois par la modification et la création d'emplois permanents et non-permanents est soumise à l'approbation de l'Assemblée. Il est ainsi proposé de modifier vingt-deux emplois permanents, de créer quarante-quatre emplois non-permanents et de supprimer huit emplois permanents. Aucune modification n'est apportée au tableau des emplois du service départemental d'accueil d'urgence de l'enfance (SDAUE).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code général de la Fonction Publique,

VU les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application des articles L. 411-1 et suivants du code général de la fonction publique,

VU l'avis du Comité Social Territorial réuni le 12 juin 2025,

VU le tableau des emplois,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/06

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver la modification de vingt-deux emplois permanents selon les modalités suivantes :

- DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Secrétariat général

Suppression d'un emploi **d'administrateur territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'attaché territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, cet emploi **d'attaché territorial** pourra être pourvu par un agent contractuel titulaire d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de ceux-ci.

- DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ENVIRONNEMENT, DES DÉPLACEMENTS ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction de l'Eau, de l'Environnement et de l'Agriculture

Suppression d'un emploi **de technicien de laboratoire** (ancienne appellation) à temps complet et création d'un emploi **de technicien territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, cet emploi **de technicien territorial** pourra être pourvu par un agent contractuel titulaire d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de celui-ci.

Direction des Routes

Suppression d'un emploi **d'ingénieur territorial** à temps complet et création d'un emploi **de technicien territorial ou d'ingénieur territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, cet emploi **de technicien territorial ou d'ingénieur territorial** pourra être pourvu par un agent contractuel titulaire d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de celui-ci.

Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges

Suppression d'un emploi **de technicien territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'adjoint technique territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, cet emploi **d'adjoint technique territorial** pourra être pourvu par un agent contractuel titulaire d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de celui-ci.

- DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'EDUCATION, DE L'ATTRACTIVITE ET DES STRATEGIES DEPARTEMENTALES

Direction des Affaires Culturelles

Suppression d'un emploi **d'adjoint technique territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'attaché territorial de conservation du patrimoine** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service au sein de la direction.

Suppression d'un emploi **d'animateur territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'attaché territorial de conservation du patrimoine** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service au sein de la direction.

Suppression d'un emploi **d'adjoint technique territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'attaché territorial de conservation du patrimoine** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service au sein de la direction.

Suppression d'un emploi **d'adjoint technique territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'attaché territorial de conservation du patrimoine** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service au sein de la direction.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, ces emplois d'attaché territorial de conservation du patrimoine pourront être pourvus par des agents contractuels titulaires d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunérés par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de ceux-ci.

Direction Départementale des Archives et de la Mémoire

Suppression d'un emploi **d'agent de maîtrise territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service suite à une réorganisation au sein de la direction.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, cet emploi **d'assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques** pourra être pourvu par un agent contractuel titulaire d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de ceux-ci.

Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse

Suppression de deux emplois **de rédacteur territorial** à temps complet et création de deux emplois **d'adjoint technique territorial des établissements d'enseignement** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service.

Suppression d'un emploi **d'agent de maîtrise territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'adjoint technique territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, ces emplois **d'adjoint technique territorial des établissements d'enseignement et d'adjoint technique**

territorial pourront être pourvus par des agents contractuels titulaires d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunérés par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de ceux-ci.

• DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES

Direction des ressources humaines

Suppression d'un emploi **de rédacteur territorial** à temps complet et création d'un emploi **de rédacteur territorial ou de moniteur éducateur territorial et intervenant familial** à temps complet, requalification du cadre d'emploi des postes stocks afin de faciliter les recrutements de la collectivité.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, cet emploi **de rédacteur territorial ou de moniteur éducateur territorial** pourra être pourvu par un agent contractuel titulaire d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de celui-ci.

Direction des systèmes d'information et du numérique

Suppression d'un emploi **d'ingénieur territorial** à temps complet et création d'un emploi **de technicien territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, cet emploi **de technicien territorial** pourra être pourvu par un agent contractuel titulaire d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de celui-ci.

• DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES

Suppression d'un emploi **d'adjoint administratif territorial** à temps complet et création d'un emploi **de rédacteur territorial** à temps complet, au sein de la maison départementale des solidarités de Coulommiers, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Suppression d'un emploi **de rédacteur territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'assistant territorial socio-éducatif** à temps complet, au sein de la maison départementale des solidarités de Lagny-sur-Marne, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Suppression d'un emploi **d'agent social territorial** à temps complet et création d'un emploi **de moniteur éducateur territorial et intervenant familial** à temps complet, au sein de la maison départementale des solidarités de Provins, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, ces emplois **de rédacteur territorial**, **d'assistant territorial socio-éducatif et de moniteur éducateur territorial et intervenant familial** pourront être pourvus par des agents contractuels titulaires d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunéré par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de ceux-ci.

Direction de la protection de l'enfance et des familles

Suppression de deux emplois **d'assistants territoriaux socio-éducatifs** à temps complet et création de deux emplois **d'attaché territorial** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service et suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Suppression d'un emploi **d'assistant territorial socio-éducatif** à temps complet et création d'un emploi **de psychologue territorial** à temps complet, requalification du poste pour tenir compte des besoins du service suite à une réorganisation au sein de la direction.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, ces emplois **d'attachés territoriaux et de psychologues territoriaux** pourront être pourvus par des agents contractuels titulaires d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunérés par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de ceux-ci.

Service Projets et Applications Métiers du Social

Suppression d'un emploi **d'assistant territorial socio-éducatif territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'attaché territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Suppression d'un emploi **de rédacteur territorial** à temps complet et création d'un emploi **d'attaché territorial** à temps complet, suite au départ de l'agent en poste, évolution du cadre d'emploi pour la cible de recrutement.

Pour les besoins du service, et si aucun fonctionnaire ne peut être recruté dans les conditions prévues par la loi, ces emplois **d'attachés territoriaux** pourront être pourvus par des agents contractuels titulaires d'un diplôme exigé pour l'accès à ce cadre d'emploi et rémunérés par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de ceux-ci.

Article 2 : d'approuver la création de quarante-et-un emplois occasionnels d'un mois non renouvelable dans le cadre d'accroissements temporaires d'activités au sein des différents services de la collectivité, par des agents non titulaires rémunérés en référence aux cadres d'emplois suivants :

- attaché, ingénieur, assistant socio-éducatif, attaché de conservation du patrimoine ;
- rédacteur, technicien, assistant de conservation du patrimoine ;
- adjoint administratif, adjoint technique, adjoint technique des établissements d'enseignement agent de maitrise, adjoint du patrimoine.

Article 3 : d'approuver la création de trois emplois non-permanent (contrat de projet) à temps complet, selon les modalités suivantes, à pourvoir par des agents contractuels titulaires d'un diplôme exigé pour l'accès au cadre d'emploi cité et rémunérés par référence à la grille indiciaire et au régime indemnitaire de celui-ci :

- La création de trois emplois non-permanents à temps complet, de dix-huit mois renouvelables, pour exercer les fonctions de chef de projet, d'éducateur de jeunes enfants et de puéricultrice au sein de la direction de la protection maternelle et infantile et de la promotion santé (DPMIPS).

Dans le cadre de la fiche action "Santé mentale et bien-être du jeune enfant" du contrat départemental de la prévention et de la protection de l'enfance (CDPPE), des emplois non permanents avaient été créés et financés par l'ARS pour mettre en œuvre des actions de sensibilisation et prévention. L'ensemble des actions n'ayant pas été réalisé, une nouvelle contractualisation avec l'ARS a été initiée dans le cadre de la renégociation du CDPPE pour maintenir ces 3 emplois.

Article 4 : d'approuver la suppression de huit emplois permanents :

Direction de l'Achat, du Patrimoine et des Affaires Juridiques

La suppression **d'un emploi permanent** d'adjoint technique territorial suite au départ à la retraite de l'agent précédemment en poste.

Habitat 77

La suppression **de trois emplois** pour la filière administrative :
1 emploi d'adjoint administratif
1 emploi d'adjoint administratif 1ère classe
1 emploi de rédacteur principal 1ère classe

La suppression **de quatre emplois** pour la filière technique :
1 emploi d'adjoint technique principal 2ème classe
2 emplois d'adjoint technique principal 1ère classe
1 emploi de technicien principal 2ème classe

Article 5 : d'imputer les dépenses liées aux transformations d'emplois sur les crédits ouverts à cet effet, au budget départemental sur le domaine « Gestion des Ressources Humaines », à l'action « Masse salariale ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/06

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/06

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Annexe tableau des emplois permanents - Assemblée délibérante du 20/06/2025

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Catégorie de grade	Cadre d'emploi	Grade	Nombre de poste budgétaires AD 20/06/2025	*dont postes à temps non complet*	Nombre de postes pourvus par un titulaire	Nombre de postes pourvus par un contractuel	**Total nombre de postes pourvus**
COLLABORATEUR DE CABINET		COLLABORATEUR DE CABINET	10		3	7	10
Total COLLABORATEUR DE CABINET			10	*0*	3	7	10
EMPLOI FONCTIONNEL		DIR. GEN. ADJOINT DEPT +900 000H	4		3	1	4
		DIR.GEN. DEPT. +900 000 HABTS	1		1		1
Total EMPLOI FONCTIONNEL			5	*0*	4	1	5
A	**ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX**	ADMINISTRATEURS	10		4	3	7
		ADMINISTRATEURS GENERAUX	1		1	0	1
		ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	5		5	0	5
	Total ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX		16	*0*	10	3	13
	ATTACHES TERRITORIAUX	ATTACHE HORS CLASSE	39		39	0	39
		ATTACHE PRINCIPAL	78		68	9	77
		ATTACHE TERRITORIAL	288	*1*	98	146	244
		DIRECTEUR TERRITORIAL	2		0	1	1
	Total ATTACHES TERRITORIAUX		407	*1*	205	156	361
Total A			423	*1*	215	159	374
B	**REDACTEURS TERRITORIAUX**	REDACTEUR	190		108	64	172
		REDACTEUR PRINCIPAL. 1ERE CL	75		69	0	69
		REDACTEUR PRINCIPAL. 2EME CL	42		40	0	40
	Total REDACTEURS TERRITORIAUX		307	*0*	217	64	281
Total B			307	*0*	217	64	281
C	**ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRI.**	ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 2E	147		132	2	134
		ADJOINT ADMINIS. TER. PL. 1E	256		230	0	230
		ADJOINT ADMINIS. TER.	237	*1*	186	26	212
	Total ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRI.		640	*1*	548	28	576
Total C			640	*1*	548	28	576
Total FILIERE ADMINISTRATIVE			1370	*2*	980	251	1231
A	**ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT**	ATTACHE CONSERV .PAT	9		5	1	6
		ATTACHE PPAL CONS. PAT	7		7	0	7
	Total ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT		16	*0*	12	1	13
	BIBLIOTHECAIRE TERRITORIAUX	BIBLIOTHECAIRE	4		3	0	3
		BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL	4		4	0	4
	Total BIBLIOTHECAIRES TERRITORAIUX		8	*0*	7	0	7
	CONSERVATEUR TERR. DE BIBLIOTHEQUE	CONSERVATEUR BIB EN CHEF	2		1	1	2
		CONSERVATEUR TERR. BIBLIO	0		0	0	0
	Total CONSERVATEURS TERR. DE BIBLIOTHEQUE		2	*0*	1	1	2
	CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	CONSERVATEUR CHEF PATRIMOINE	2		2	0	2
		CONSERVATEUR PATRIMOINE	4		2	1	3
	Total CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE		6	*0*	4	1	5
Total A			32	*0*	24	3	27
B	**ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.**	ASSISTANT CONS PPL. 1ERE CL	18		18	0	18
		ASSISTANT CONS PPL. 2EME CL	4		4	0	4
		ASSISTANT DE CONSERVATION	20		2	13	15

	Total ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.		42	*0*	24	13	37
Total B			42	*0*	24	13	37
C	**ADJOINTS TERRITORAUX DU PATRIMOINE**	ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 2E	6		14	2	16
		ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	2		2	0	2
		ADJOINTS TERRITORAUX DU PATRIMOINE	19	*2*	6	0	6
	Total ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE		27	*2*	22	2	24
Total C			27	*2*	22	2	24
Total FILIERE CULTURELLE			101	*2*	70	18	88
A	**CADRES TERRITORIAUX SANTE PARAMEDIC**	CADRE DE SANTE	9		9	0	9
		CADRE SUPERIEUR DE SANTE	15		10	0	10
	Total CADRES TERRITORIAUX SANTE PARAMEDIC		24	*0*	19	0	19
	INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	INFIRMIER SOINS GENERAUX	27		19	4	23
		INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	29		29	0	29
	Total INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX		56	*0*	48	4	52
	MEDECINS TERRITORIAUX	MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	2		1	1	2
		MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	28	*10*	0	1	1
		MEDECIN TERR.HORS CLASSE	13		12	1	13
	Total MEDECINS TERRITORIAUX		43	*10*	13	3	16
	PSYCHOLOGUE TERRITORIAUX	PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	24		7	11	18
		PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	18		18	0	18
	Total PSYCHOLOGUES TERRITORIAUX		42	*0*	25	11	36
	PUERICULTRICE TERRITORIALE	PUERICULTRICE	63		52	9	61
		PUERICULTRICE HORS CLASSE	77		77	0	77
	Total PUERICULTRICE TERRITORIALE		140	*0*	129	9	138
	SAGES FEMMES TERRITORIALES	SAGE-FEMME TERR.HORS CLASSE	18		1	2	3
		SAGE-FEMME TERR.CLASSE NORMALE	5		18	0	18
	Total SAGES FEMMES TERRITORIALES		23	*0*	19	2	21
Total A			328	*10*	253	29	282
Total FILIERE MEDICO-SOCIALE			328	*10*	253	29	282
A	**BIOLOGISTE, VETERINAIRE, PHARMAC.TER**	BIOL, VET, PHARM CL. NORMALE	0		0	0	0
	Total BIOLOGISTE, VETERINAIRE, PHARMAC. TER		0	*0*	0	0	0
	PED ERGO PSY ORT TECLAB MAN PREP DI	PED ERGO PSY ORTHO MANIP HC	3		2	0	2
		PED ERGO PSY ORTHO MANIP	0		0	0	0
	Total PED ERGO PSY ORT TECLAB MAN PREP DI		3	*0*	2	0	2
Total A			3	0	2	0	2
B	**TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRIT**	TECHNICIEN PARAMEDICAL CN	0		0	0	0
		TECHNICIEN PARAMEDICAL CL SUP	0		0	0	0
	Total TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRIT		0	*0*	0	0	0
Total B			0	*0*	0	0	0
Total FILIERE MEDICO-TECHNIQUE			3	*0*	2	0	2
A	**ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIFS**	ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	225		225	0	225
		ASSISTANT SOC EDUCATIF	287	*1*	153	90	243
	Total ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIFS		512	*1*	378	90	468
	CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	CONSEILLER HORS CLASSE SOC-ED	3		3	0	3
		CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	9		8	1	9
		CONSEILLER SUPERIEUR SOCIO-EDU	2		2	0	2
	Total CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS		14	*0*	13	1	14
	EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	12		5	4	9
		EDUCATEUR JEUNES ENF CL. EXCEP	10		10	0	10
	Total EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS		22	*0*	15	4	19
Total A			548	*1*	406	95	501

B	**MONITEURS EDUC ET INTERV FAMILIAUX**	MONIT-EDUC INT FAMILIAL PPL	3		3	0	3
		MONITEUR-EDUC ET INT FAMILIAL	18		11	5	16
	Total MONITEURS EDUC ET INTERV FAMILIAUX		21	*0*	14	5	19
Total B			21	*0*	14	5	19
C	**AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX**	AGENT SOCIAL	10		9	1	10
		AGENT SOCIAL PPAL DE 1E CLASSE	3		2	0	2
		AGENT SOCIAL PPAL DE 2E CLASSE	2		3	0	3
	Total AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX		15	*0*	14	1	15
Total C			15	*0*	14	1	15
Total FILIERE SOCIALE			584	*1*	434	101	535
A	**CONSEILLERS TERR.ACT.PHYS. ET SPORT.**	CONSEILLER TERRITORIAL APS	1		1	0	1
	Total CONSEILLER TERR.ACT.PHYS. ET SPORT		1	*0*	1	0	1
Total A			1	*0*	1	0	1
B	**EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT**	EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	0		0	0	0
	Total EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT		0	*0*	0	0	0
Total B			0	*0*	0	0	0
Total FILIERE SPORTIVE			1	*0*	1	0	1
B	**ANIMATEURS TERRITORIAUX**	ANIMATEURS	9		0	9	9
	Total ANIMATEURS TERRITORIAUX		9	*0*	0	9	9
Total B			9	*0*	0	9	9
Total FILIERE ANIMATION			9	*0*	0	9	9
A	**INGENIEURS TERRITORIAUX**	INGENIEUR	149		34	92	126
		INGENIEUR HORS CLASSE	15		14	1	15
		INGENIEUR PRINCIPAL	70		62	7	69
	Total INGENIEURS TERRITORIAUX		234	*0*	110	100	210
	INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	INGENIEUR CHEF HORS CLASSE	4		3	1	4
		INGENIEUR EN CHEF	4		1	2	3
	Total INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX		8	*0*	4	3	7
Total A			242	*0*	114	103	217
B	**TECHNICIEN TERRITORIAUX**	TECHNICIEN	120		56	49	105
		TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	41		38	2	40
		TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	41		34	5	39
	Total TECHNICIENS TERRITORIAUX		202	*0*	128	56	184
Total B			202	*0*	128	56	184
C	**ADJOINTS TECHNIQUES TER. ETB ENS**	ADT TEC TER PL 1E CL ET ENS	498		498	0	498
		ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	299		266	33	299
		ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	463		311	30	341
	Total ADJOINTS TECHNIQUES TER. ETB ENS		1260	*0*	1075	63	1138
	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	125		111	0	111
		ADJOINT TECH. TER.PPAL 2E CL	110		89	0	89
		ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	174		161	4	165
	Total ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		409	*0*	361	4	365
	AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	AGENT DE MAITRISE	53		43	2	45
		AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	53		51	0	51
	Total AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		106	*0*	94	2	96
Total C			1775	*0*	1530	69	1599
Total FILIERE TECHNIQUE			2219	*0*	1772	228	2000
Total général			**4630**	*15*	3519	644	4163

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/07

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_707H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/07**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Plan d'Adaptation et de Développement des Compétences.

Le plan de formation du Département évolue pour devenir un Plan d'Adaptation et de Développement des Compétences (PADC) dont la finalité est de valoriser les compétences et de les adapter aux besoins et enjeux stratégiques de la collectivité dans un contexte social et territorial en constante évolution tout en permettant aux agents d'accéder à des formations favorisant les possibilités d'évolution professionnelle.
Comme le prévoient les textes, le PADC 2025-2027 des agents du Département est soumis à l'approbation de l'assemblée départementale.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L115-4, L115-5, L421-1 à L421-8, L422-8 à L422-19, L422-21 à L422-35 et L423-10 ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la circulaire du 10 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique ;

VU l'avis du comité social territorial lors de sa réunion du 02 avril 2025 ;

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/07

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le plan d'adaptation et de développement des compétences des agents du Département de Seine-et-Marne, joint en annexe 1.

Article 2 : d'imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet sur l'action « Formation ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/07

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/07

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_707H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025



PLAN D'ADAPTATION ET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

2025 - 2027

INTRODUCTION

L'élaboration d'un plan de formation par l'ensemble des collectivités territoriales, au profit de leurs agents, constitue une obligation au sens de l'article L423-3 du Code Général de la Fonction Publique.

Il fixe le programme prévisionnel des actions de formation de la collectivité territoriale, ceci dans le but de développer les compétences individuelles et collectives des agents et ainsi de maintenir leur adéquation avec les projets et évolutions de l'institution.

Le plan de formation du Département s'intègre dans un plan global d'adaptation et développement des compétences (PADC), qui, depuis la loi n°2019-828 du 6 août 2019, s'inscrit dans la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines définies par la collectivité.

Le PADC est le document de référence de la "politique compétences" au sein du Conseil départemental, à destination des agents et des directions de la collectivité.

Il a vocation à définir les grandes orientations dans ce domaine et à préciser les priorités, les objectifs de mise en œuvre en termes d'actions à réaliser, sur une période donnée.

Il s'agit d'un document pluriannuel répondant à l'obligation réglementaire d'élaboration d'un plan de formation dont la finalité est de :

- Recenser l'ensemble des besoins en compétences de la collectivité, individuels et collectifs
- Identifier les réponses susceptibles d'être apportées en termes d'effectifs et de formation.

Tout en prenant en compte les évolutions prévues ou prévisibles de chaque direction et de la collectivité.

Le PADC n'est donc pas un catalogue d'actions "prêtes à l'emploi", il implique une ingénierie postérieure fondée sur un travail en étroite coopération pour chaque projet avec les services, directions et directions générales adjointes concernés. Toutefois, afin de permettre les ajustements nécessaires, tant sur le plan réglementaire qu'institutionnel, le PADC fera l'objet de réactualisations annuelles :

- Par le biais du recensement des besoins individuels de formation, issus des entretiens annuels d'évaluation
- Et grâce au recueil des projets de services portés par les directions de la collectivité.

Pour la période 2025-2027, le PADC sera l'un des outils d'accompagnement des changements de pratiques et de métiers induits par la prise en compte de nouveaux sujets réglementaires, sociaux et environnementaux.
Il se structurera également autour d'une offre de formation, qui devra continuer de répondre aux besoins collectifs et transversaux mais également s'ouvrir à une plus grande individualisation des parcours et une diversification des modes d'apprentissage

Le PADC est soumis à l'avis du Comité social territorial (CST), présenté à l'assemblée délibérante et transmis à la délégation régionale compétente du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Le présent plan se complète également du Guide de la Formation, qui recense les règles de fonctionnement de la collectivité en matière de formation professionnelle.

SOMMAIRE

I- ELABORATION DU PLAN.....

II – PRINCIPALES ORIENTATIONS.....

III – BUDGET DE LA FORMATION .....

IV – PLAN D'ADAPTATION ET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES 2025-2027 .....

LES AXES DU PLAN .....

AXE 1 – RENFORCER LA CULTURE COMMUNE ET LES COMPÉTENCES TRANSVERSALES .....

1.1. Projets stratégiques du Département.....
1.2. Compétences transverses .....
1.3. Formations d'intégration .....

AXE 2 – DÉVELOPPER L'EXPERTISE MÉTIER AU SERVICE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DES AGENTS .....

2.1. Parcours et récurrents métiers .....
2.1.1 Parcours des agents des collèges.....
2.1.2 Parcours et récurrents métiers des agents des routes.....
2.1.3 Parcours des métiers du social.....
2.2. Accompagnement des Projets de services et directions .....
2.2.1 Cabinet du Président et Direction Générale des Services.....
2.2.2 Direction Générale Adjointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement du Territoire (DGAA).....
2.2.3 Direction Générale Adjointe de l'Education, de l'Attractivité et des Stratégies Départementales (DGAE).....
2.2.4 Direction Générale Adjointe de l'Administration et des Ressources (DGAR).....
2.2.5 Direction Générale Adjointe de la Solidarité (DGAS).....
2.3. Formations individuelles .....

AXE 3 – PRESERVER LA SANTÉ,SÉCURITÉ ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL .....

AXE 4 – ACCOMPAGNER LES PARCOURS PROFESSIONNELS .....

4.1.Les formations statutaires obligatoires d' .....
4.2. Les formations non obligatoires liées à l'évolution de carrière.....
4.3. Actions de formations liées à une évolution professionnelle via le CPF.....
4.4. Accompagnement des projets d'évolution ou de reconversion professionnelles .....
4.5. Politique d'insertion professionnelle et de relève .....

AXE 5 – ACCELERER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET LA TRANSITION ECOLOGIQUE .....

5.1.Transformation numérique .....
5.2. Transition écologique et développement durable.....

AXE 6 – TRANSMETTRE SON EXPERTISE VIA L'ECOLE DES METIERS .....

ANNEXE .....

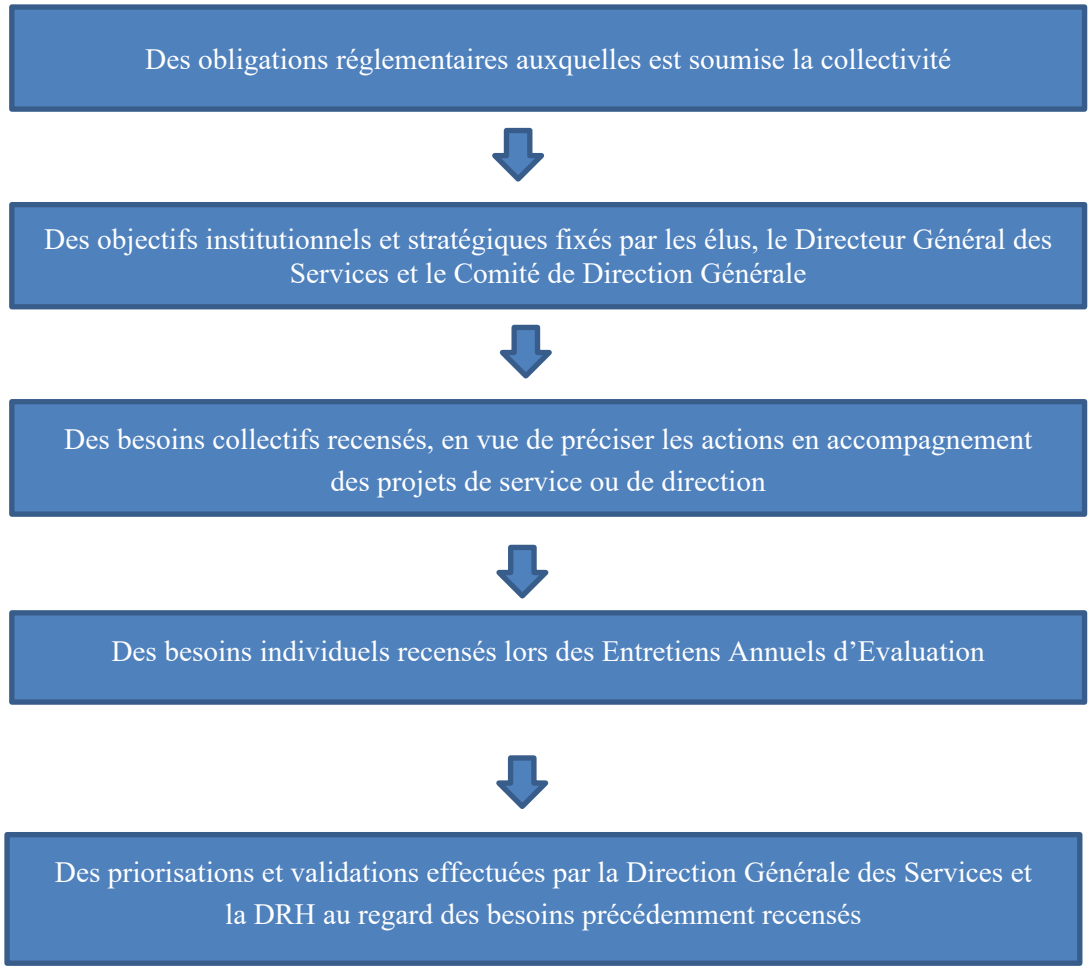
PADC 2025-2027

ELABORATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION DES COMPETENCES

Le PADC présente les orientations stratégiques et formatives pour les années 2025 à 2027, afin de de répondre aux besoins de formation individuels et collectifs du Département.

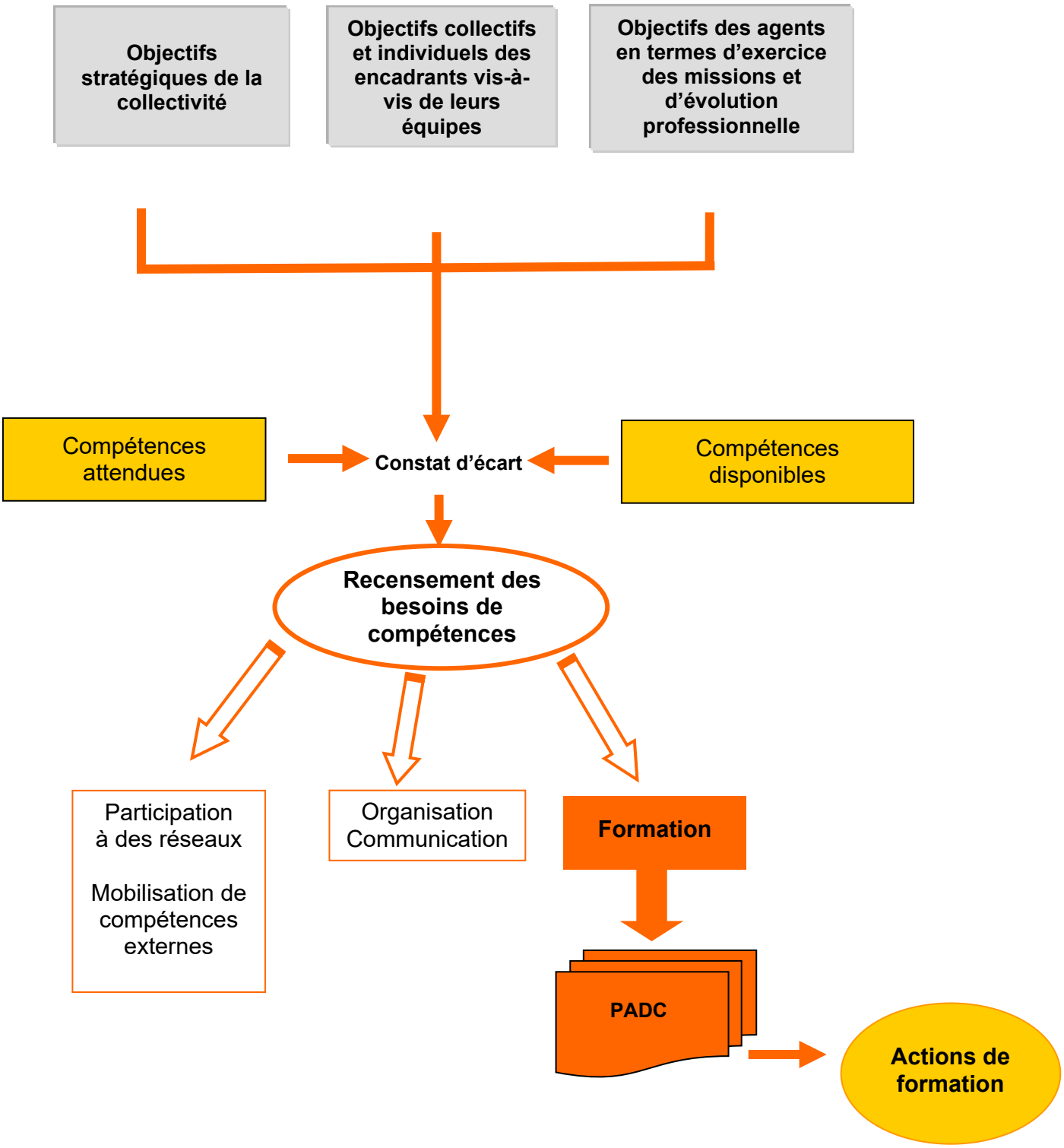
Il constitue, pour la collectivité, l'opportunité d'une meilleure gestion et anticipation de ses ressources humaines. Il permet d'ajuster les écarts entre les compétences requises pour assurer les missions de service public et les compétences mobilisées par les services et les agents. Il fera par conséquent l'objet d'une réactualisation annuelle.

Le PADC est construit à partir :



PADC 2025-2027

SCHEMA D'ELABORATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION DES COMPETENCES



PRINCIPALES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

PADC 2025-2027

Dans un contexte de changement et de mutation permanents, riche de nouveaux enjeux, la formation des agents constitue un levier majeur et stratégique pour répondre aux défis actuels et futurs des missions exercées par le Département.

Le plan de formation 2022-2024 a accompagné les évolutions de la collectivité, au travers la mise en place des dispositifs d'accompagnement à l'innovation managériale, l'accompagnement des transitions numériques et écologiques, la prévention des risques professionnels et la qualité de vie au travail.

Le plan d'adaptation et de développement des compétence (PADC) 2025-2027 s'inscrit de façon prioritaire dans la poursuite de l'accompagnement aux évolutions de la collectivité. Il confirme ainsi le recours à de nouvelles modalités d'apprentissage (distanciel, mooc, webinaire…), de manière complémentaire à l'offre de formation collective (animations de sessions par les formateurs internes de la collectivité, le CNFPT ou des organismes externes pour les stages Intras organisés au sein de la collectivité).

Le PADC vise l'adaptation de l'offre de formation au plus près des besoins collectifs et individuels ainsi qu'un accès toujours plus facilité aux formations : en ce sens, l'information des agents et l'évaluation des actions menées (présentéisme, investissement des apports de formation, …) seront renforcés lors de la mise en œuvre du nouveau plan triennal.

Les grandes orientations de ce plan portent en particulier sur :

ORIENTATION 1 : ACCOMPAGNER LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET D'ADMINISTRATION POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ

- **PRINCIPES ET VALEURS DE LA REPUBLIQUE**
  Suite à la sensibilisation à la laïcité des agents des collèges en octobre 2023, le déploiement du dispositif pour le reste des agents du Département est prévu sur l'année 2025 : formation à distance (module CNFPT), atelier pour les managers (création d'une charte et proposition d'actions de sensibilisation et/ou de formation des agents sur cette thématique), agents en contact avec le public (sensibilisation par le biais d'actions adaptées).

- **DROITS ET OBLIGATIONS DES AGENTS PUBLICS**
  La sensibilisation à la probité, initiée par la DAPAJ en 2024 auprès des encadrants afin de sécuriser l'exercice de leurs missions sera poursuivie, de même que les formations internes liées à la culture territoriale et au statut.

- **PILOTAGE, FINANCES ET MARCHES PUBLICS**
  Ces formations visent à développer une culture commune en matière de gestion financière, budgétaire et de marchés publics.

- **CONSTRUCTION D'UNE CULTURE PROFESSIONNELLE COMMUNE**
  Le développement de la cohésion des équipes départementales et de l'attractivité sont recherchées à travers le développement d'une culture commune.
  Les actions de formations concourant à cet objectif sont notamment : les demi-journées d'accueil des nouveaux agents, les formations d'intégration à la Fonction Publique Territoriale (pour les agents titulaires mais également pour les agents contractuels), les séminaires annuels organisés par les directions, la formation continue des formateurs internes/maîtres d'apprentissage et tuteurs, la poursuite de la structuration des réseaux métiers, …

Les échanges entre pairs sont également favorisés par la reprise du séminaire des formateurs internes et la création d'un temps d'échange pour les maîtres d'apprentissage et les tuteurs. Le cadre de l'Ecole des Métiers (incluant également les animateurs réseaux métiers, les facilitateurs, les coachs internes, ...) sera refondu en 2025 afin de tenir compte des spécificités des contributeurs et valoriser l'implication de ces derniers.

ORIENTATION 2 : FAVORISER LA PERFORMANCE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE AU SERVICE DES USAGERS : LES PLANS D'ACTIONS COMPÉTENCES PAR DIRECTION

Le renforcement des compétences métiers est favorisé par un meilleur accès aux formations, et par le développement de nouvelles modalités d'échanges de pratiques.

- **Pôle DGAR**
  Administration et ressources (systèmes d'information, ressources humaines, moyens généraux, affaires juridiques)

  Afin d'adapter les compétences aux évolutions organisationnelles, notamment dans le domaine informatique, les formations concourant à développer la maîtrise des outils bureautique et numérique seront privilégiées. De même, l'inclusion numérique des agents les plus éloignés de ces outils sera renforcée afin de prévenir les situations d'illectronisme. Enfin le déploiement de formations de perfectionnement, correspondant aux besoins des services (OneNote, …) sera encouragé. La sensibilisation des agents à la cyber sécurité via le déploiement du dispositif Kamaé sera intensifiée, de même que des actions de sensibilisation sur l'archivage numérique seront initiées.

  La formation des agents à la plateforme des marchés publics du Département (Maximilien), ainsi que la continuité des modules e-learning Grand Angle pour les agents des finances, sont également prévues.
  Côté ressources humaines, un effort continu est porté sur la politique de l'apprentissage, la gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP) et la poursuite de la professionnalisation des agents sur le secteur carrière-paie et recrutement-formation (connaissances statutaires, systèmes d'information…).

- **Pôle DGAA**
  Les grandes orientations de ce secteur concernent :
  - la future réorganisation de la direction des Transports,
  - l'aménagement du territoire
    Dans le cadre d'ID77, le Département, via la DADT, accompagne et sensibilise les communes et intercommunalités aux enjeux du ZAN, son fonctionnement ainsi que sa déclinaison territoriale au travers du SDRIF-E
  - la transition énérgétique
    Le Schéma directeur de l'énergie (SDE) regroupe les actions qui permettront au Département d'atteindre les obligations du décret tertiaire, également appelé Eco-énergie Tertiaire (DEET). Ce schéma constitue la matrice de la politique départementale en matière énergéique du patrimoine bâti. Les actions déclinables s'augurent jusqu'en 2050.

  Infrastructures et déplacements
  Les formations prévues dans ces domaines d'interventions et concourant à cet objectif sont notamment :
  - les parcours de formation post-recrutement destinés aux agents d'exploitation et du parc : viabilité hivernale, signalisation de chantier, entretien des chaussées,…
  - les parcours dédiés aux mécaniciens,
  - les parcours des responsables d'exploitation,

- l'introduction d'un nouveau logiciel métier pour la direction des Routes,
- les formations liées aux autorisations de conduite d'engins en sécurité, permis…

Environnement et aménagement du territoire

Les formations prévues dans ces domaines d'interventions relèvent notamment :

- des procédés et matériaux innovants liés aux nouvelles approches environnementales,
- du développement d'un schéma directeur de l'energie (réglementation thermique des bâtiments, acoustique,…),
- de la qualité de l'air intérieur,
- du perfectionnement dans les logiciels métiers afférents,…

- **Pôle DGAE**

Education et jeunesse

Les grandes orientations de ce secteur concernent la mise en œuvre de parcours professionnels qualifiants ou certifiants pour les agents des collèges. Ainsi, le parcours de formation diplômant en vue de l'obtention du « Titre Professionnel de Cuisinier en restauration collective » sera initié sur l'année 2025 afin de permettre aux agents du secteur restauration de se professionnaliser dans le cadre d'une Ecole de Cuisine interne.

En fonction du succès rencontré, cette première édition serait susceptible d'être reconduite les années suivantes et pourrait donner lieu à une future organisation apprenante, au regard des autres secteurs professionnels « en tension » (maintenance des bâtiments, …).

Les formations prévues dans ce domaine d'intervention sont notamment :

- cycle d'une à deux conférences territoriales annuelles,
- modules de formations liés à l'hygiène et à l'équilibre alimentaire,
- règles d'utilisation des produits d'entretien et techniques de nettoyage,
- prévention des troubles musculo-squelettiques,
- formations transverses des chefs des cuisine…

Sports et culture

Les formations prévues dans ce domaine d'intervention sont notamment :

- Pour les agents du domaine culturel : classement et analyse des fonds d'archives, système d'information des archives, politique documentaire en bibliothèque, …

- **Pôle DGAS**

Les formations liées au pôle solidarité sont marquées par l'incertitude de la poursuite du Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance (dispositif contractuel avec l'Etat pour les formations relevant des métiers du social). Toutefois, les grandes orientations du secteur de la solidarité pour les années 2025 à 2027 se concentreront sur les domaines suivants :

- les parcours destinés aux travailleurs sociaux (violences intra familiales, insertion professionnelle,…),
- les formations-actions des professionnels de la protection de l'enfance dans le cadre du plan nationnal de lutte contre les violences faites aux enfants (2023/2027),
- le cycle de formation des cadres en charge de la protection de l'enfance (CNFPT), les modules de formation des puéricultrices,
- la sensibilisation au handicap,
- la supervision et l'analyse des pratiques,
- les formations transverses (accueil des usagers, …),
- le parcours de formation obligatoire des assistants familiaux, …

PADC 2025-2027

ORIENTATION 3 : CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS PROFESSIONNELLES

- **LE CONSEIL EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE**

Cet axe concerne les agents ayant un souhait de moblité professionnelle et permet un accompagnement de leur démarche :

- **Des ateliers de la mobilité :** cycle de 4 ateliers, basés sur une alternance d'apports théoriques et des mises en pratique (rédiger son CV, sa lettre de motivation, réussir son entretien de recrutement, …)

- **Des bilans de Parcours Professionnels réalisés par les Conseillers en Evolution Professionnelle (CEP) :** dispositif annuel permettant aux agents de réfléchir à leur projet d'évolution ou de reconversion, dans le cadre de séances collectives et d'entretiens individuels. Les bilans de parcours professionnel poursuivent les mêmes objectifs et finalité que les bilans de compétences.

- **L'ACCOMPAGNEMENT DES EVOLUTIONS PROFESSIONNELLES**

- **Actions spécifiques pour les agents ciblés « prioritaires » dans le cadre de l'article L.422-3 du Code Général de la Fonction Publique**
  - Accès privilégié aux formations liées aux compétences de base pour les agents de catégorie C non diplômés, en situation d'usure professsionnelle et/ou porteur d'une reconnaissance handicap : Projet Voltaire (Français, grammaire, orthographe, …) ou CNFPT (ateliers de remise à niveau, dispositif tremplin)
  - Reprise des ateliers de transition professionnelle destinés aux agents suivant une période de préparation au reclassement (PPR), animés par le CNFPT et couplés à des périodes d'immersions professionnelles
  - Construction de nouveaux itinéraires professionnels par l'accès à des formations diplômantes, qualifiantes ou certifiantes, dans le cadre de la mobilisation du Compte Personnel de Formation (CPF) et de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

- **Préparations concours et examens professionnels**

L'accès aux préparations concours ou examens professionnels organisées par le CNFPT est encouragé par la collectivité, soucieuse de favoriser les évolutions de carrière.
Dans le cadre du CPF, les agents ayant échoué de peu au test de positionnement d'entrée en préparation du CNFPT ou aux épreuves écrites ou orales, après avoir suivi une préparation au CNFPT, pourront bénéficier de formations pour développer leur maitrise de l'expression écrite et d'accompagnement individualisé pour la réussite des écrits et/oraux.

- **Diversification des modalités pédagogiques**

Au-delà des formations classiques en présentiel, les agents peuvent se former par le biais de diverses modalités pédagogiques :

- Formations à distance (organisées avec des prestataires ou construites par des formateurs internes, webinaires, …)
- Capsules courtes de formation sur des sujets précis (plateforme d'apprentissage IdealCo par exemple),
- Echanges de pratiques (sessions de co-développement, matinée des managers par exemple),
- Colloques, conférences et séminaires,
- Stages de découverte métiers sur une ou plusieurs journée (« dispositif « Vis mon job » ou périodes d'immersion professionnelle interne ou externe).

- **Mobilisation du Compte Personnel de Formation dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle**

Lorsque les formations souhaitées visent à accéder à une qualification ou à développer des compétences dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle, elles sont mises en oeuvre dans le cadre du CPF des agents. Une commission CPF se réunit plusieurs fois par an afin d'examiner ces demandes, qui restent toutefois soumises aux disponibilités budgétaires de la collectivité.

ORIENTATION 4 : CONTRIBUER AUX ENJEUX SOCIÉTAUX ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR UNE DÉMARCHE RESPONSABLE DE LA COLLECTIVITÉ

- **MANAGEMENT RESPONSABLE**

Dans le cadre du parcours de formation des encadrants « Profession manager », et au regard des formations mises en œuvre depuis 2019, l'accent sera mis sur :

- de nouvelles thématiques de formation (Intelligence Artificielle, management par objectifs et par l'innovation, maîtrise des risques…)
- et la poursuite des actions complémentaires d'accompagnement liées aux apports méthodologiques et échanges de pratiques : ateliers du management, sessions de co-développement…

L'accompagnement personnalisé des encadrants sera également renforcé par l'intervention de nouveaux coachs internes.
De même, les managers seront invités à participer à la rédaction d'une charte de la Laïcité et co-signer une charte d'engagement des valeurs managériales portées par la collectivité.

- **PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS**

Les formations liées à cet objectif, au-delà de leur caractère obligatoire, permettent de développer une culture de prévention des risques et de sensibilisation des agents afin qu'ils effectuent leurs tâches avec les connaissances nécessaires pour assurer leur sécurité ainsi que celle de leurs collègues (formation des assistants de prévention, gestes de premiers secours, sécurité incendie, habilitations électriques, …).
De même, cet objectif recouvre également les formations propres à améliorer les conditions de travail (gestion des émotions, du stress, santé mentale…) afin de prévenir les risques psychosociaux.

- **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

- Le plan de prévention des violences sexistes et sexuelles au travail (VSST) de la collectivité entame sa dernière phase de déploiement, après la formation des encadrants (2022), puis celle des agents des collèges et des routes (2023), notamment pour les nouveaux arrivants.
- Déploiement de la formation sur les risques psychosociaux à l'ensemble des agents dans la continuité de la formation des managers entamée en 2021.
- Un module e-learning, dédié à l'accueil des agents en situation de handicap, sera mis à disposition des managers. De même, un projet de module d'information lié à l'accueil d'un agent en situation de PPR est à l'étude pour 2025.
- Plus généralement, les formations de prévention des discriminations et la promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle seront valorisées.

- **SENSIBILISATION A LA STRATEGIE « BAS CARBONE » ET TRANSITION ECOLOGIQUE**

Au regard de la nécessité d'une adaptation collective face au changement climatique, il apparait esentiel de poursuivre la formation des agents aux notions d'écogestes, d'écoconduites, à l'adaptation du territoire face aux canicules et à l'accès à l'énergie. Les formations liées à la maintenance et aux actions d'économie d'énergie dans les bâtiments, de même que l'implication dans une démarche écoresponsable en collectivité seront poursuivies. La collectivité valorisera également les achats et marchés publics responsables.

PADC 2025-2027

Ces orientations sont autant de priorités pour inscrire l'action du Département dans la proximité et l'innovation attendues. A travers le PADC, le Département réaffirme également son engagement volontariste pour la formation et le développement des compétences de ses agents.

La diversification des modalités de transmission des savoirs, l'encouragement au développement de la formation interne, par le biais de l'Ecole des Métiers et la mise en place de projets pluriannuels avec le CNFPT, concourent au renforcement et à l'enrichissement des formations dont bénéficient les agents.

La programmation des priorités de formation pour les années 2025 à 2027 figure dans ce plan triennal. Ces projets de formation sont toutefois susceptibles d'évoluer en cours de mise en oeuvre du plan, en fonction des priorités identifiées et dans la limite des crédits alloués à la formation professionnelle.

PRINCIPALES ORIENTATIONS EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES

La politique des ressources humaines formalisée dans le projet d'administration de la collectivité s'articule autour des axes ci-dessous :

- La qualité du service rendu aux usagers grâce notamment à la formation des agents,
- L'attachement au statut, à la lutte contre les discriminations, au respect des conditions de travail et à la qualité de vie au travail des agents,
- L'accompagnement au changement et à la modernisation de l'administration,
- La conduite d'un dialogue social de qualité.

Et autour des orientations prioritaires suivantes :

- L'adaptation des compétences des agents, pour répondre notamment aux besoins de la collectivité, et la poursuite d'une politique de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP),
- La préservation des conditions et de la qualité de vie au travail des agents,
- Le renforcement du pilotage de la masse salariale.

En matière de gestion des emplois et desparcours professionnels , il s'agit de :

ANTICIPER LES ÉVOLUTIONS DES MÉTIERS ET DES EFFECTIFS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES POLITIQUES PUBLIQUES

La mise en oeuvre d'une gestion des emplois et parcours professionnels (GEPP) est une démarche de gestion prospective des ressources humaines qui permet d'accompagner le changement. Elle vise à adapter les emplois, les effectifs et les compétences aux modifications de l'environnement économique, technologique, social et juridique.
La GEPP vise ainsi à développer notre capacité d'anticipation pour proposer le moment venu des plans d'actions permettant de répondre aux grands enjeux RH de notre collectivité : gestion des âges, travail sur les métiers en tension, accompagnement à la mobilité constituent ainsi des sujets prioritaires en la matière.

DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DE LA COLLECTIVITÉ POUR ATTIRER LES PROFILS RECHERCHÉS

La collectivité connait des difficultés de recrutement depuis plusieurs années sur certains profils dits en tension sur le marché de l'emploi. Travailleurs sociaux, médecins, professionnels de l'informatique, experts juridiques ou achats, agents de maintenance, … sont autant de profils pour lesquels le Département rencontre des difficultés à attirer et à fidéliser. Cette situation s'est par ailleurs accentuée, suite à la crise sanitaire, avec l'émergence de nouvelles attentes et aspirations des candidats.

L'enjeu est donc de développer la visibilité du Département auprès des écoles de formation pour attirer les jeunes professionnels (médecins notamment) et favoriser l'accueil de stagiaires et apprentis. Il s'agit également de diversifier les canaux de recherche des candidats par le biais des réseaux sociaux et de la participation à des forums et salons de l'emploi.
Au-delà, l'accompagnement par le biais de la formation professionnelle continue, permettant d'offrir aux agents une évolution professionnelle, est recherchée grâce aux dispositifs de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) et de la future « Ecole de Cuisine » interne (acquisition d'un titre professionnel pour les agents de restauration scolaire).

PADC 2025-2027

FAVORISER LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, SOUTENIR LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ ET L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Le Département s'inscrit depuis plusieurs années dans une démarche volontariste en faveur des agents en situation de handicap et de lutte contre les discriminations.

Cet engagement se traduit en matière de handicap, par le conventionnement avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHP) qui fixe une série d'actions adaptées en fonction du contexte de la collectivité, en matière de recrutement, d'aménagement de postes, de reclassement, de reconversion, de formation, ou encore de communication.

Des actions de formation et de sensibilisation sur la lutte contre les discriminations, en collaboration avec le CNFPT ou autre organisme, sont également des priorités ainsi que les mesures favorisant l'égalité femmes-hommes dans l'administration.

FAVORISER LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI DES PERSONNELS DÉPARTEMENTAUX

Dans un contexte d'allongement de la durée de carrière des agents, de vieillissement des effectifs et de pénibilité de certains métiers, l'enjeu du maintien dans l'emploi devient une problématique centrale.
La direction des Ressources Humaines accompagne les agents départementaux rencontrant des problèmes de santé ou de handicap pour préserver leur emploi dans des conditions compatibles avec leur état de santé : aménagements des postes de travail, des modalités du temps de travail ou reclassement professionnel sont quelques-unes des solutions qui existent et qu'il convient de renforcer.
L'accompagnement du dispositif « Période Préparatoire au Reclassement » (PPR) ainsi que l'ensemble des mesures visant à prévenir les risques professionnels s'inscrivent également dans cet enjeu.

VALORISER ET ACCOMPAGNER LES PARCOURS PROFESSIONNELS

Face aux évolutions des métiers, des besoins de l'organisation ainsi que des attentes des personnels en matière de développement de leurs trajectoires professionnelles, la collectivité doit, en complément des mesures favorisant l'accès aux concours et l'évolution de carrière, proposer des outils efficaces d'accompagnement des parcours professionnels.
Bilans de parcours professionnels, bilans de compétence, projets de formation en vue de favoriser la mobilité professionnelle sont autant de dispositifs existants qui seront complétés par ceux induits par la mise en oeuvre du décret n° 2022-1043du 22 juillet 2022 relatif à la formation et à l'accompagnement personnalisé des agents publics, tels que les périodes d'immersion professionnelle, le congé de transition professionnel, le plan individuel de développement des compétences, …

DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES TOUT AU LONG DE LA VIE PROFESSIONNELLE

A travers l'offre de formation proposée dans le plan d'adaptation et de développement des compétences de la collectivité.

PADC 2025-2027

PRINCIPALES ORIENTATIONS EN MATIERE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

ENRICHIR LE PARTENARIAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE AVEC LE CNFPT

Partenaire privilégié de la collectivité en matière de formation professionnelle, le CNFPT assure notamment les préparations aux concours et examens professionnels, les formations obligatoires d'intégration et de professionnalisation, mais également des besoins plus spécifiques du Département, tels que les modules liés aux fondamentaux du management, les formations transversales et les formations métiers (Assistants familiaux par exemple).
Le concours du CNFPT est également sollicité pour développer une offre de stage liée aux orientations réglementaires ou stratégiques : sensibilisation à la laïcité, premiers secours en santé mentale (PSSM), transition écologique, …

METTRE EN OEUVRE LES MESURES INDUITES PAR LE DÉCRET N°2022-1043 DU 22 JUILLET 2022 RELATIF À LA FORMATION ET À L'ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ DES AGENTS PUBLICS EN VUE DE FAVORISER LEUR ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Le décret du 22 juillet 2022 relatif à la formation et à l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle, vient notamment modifier le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale.
Ce décret comporte ainsi des mesures applicables à l'ensemble des agents publics et des droits renforcés pour les agents les moins qualifiés, en situation de handicap ou d'usure professionnelle.
Il s'inscrit dans le cadre de l'article L.422-3 du Code Général de la Fonction Publique.
Ainsi, les agents, fonctionnaires ou contractuels,

- de catégorie C ne disposant pas d'un diplôme ou titre professionnel classé au moins au niveau 4 (niveau bac) ou d'une qualification reconnue comme équivalente ;
- bénéficiaires d'une reconnaissance handicap ;
- les plus exposés compte tenu de leur situation professionnelle individuelle aux risques d'usure professionnelle

bénéficient d'une priorité d'accès aux actions de formation et bénéficient d'un aménagement de certains congés (congé de formation professionnelle, pour bilan de compétences, pour validation des acquis de l'expérience, congé de transition professionnelle).

DÉFINIR UNE OFFRE DE FORMATION DÉDIÉE POUR LES PUBLICS DITS « PRIORITAIRES » ET EN INSTANCE DE RECLASSEMENT PROFESSIONNEL

En complément des dispositions réglementaires susvisées, la collectivité souhaite formaliser un parcours de formation pour les personnels en instance de reclassement professionnel suite à une situation d'inaptitude et/ou pour les agents les moins qualifiés.
Ce parcours collectif visera, pour les personnels concernés, l'acquisition des fondamentaux liés à leur catégorie d'emplois et des outils de valorisation de leur parcours afin de développer leurs capacités à évoluer au sein de la collectivité.

POURSUIVRE LES FORMATIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES À LA SÉCURITÉ DES PERSONNELS ET PRESERVER LA SANTE ET LA QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

Afin d'assurer la santé et la sécurité au travail des personnels et répondre aux obligations de formation correspondante, la collectivité consacre un pan important de son budget formation à cet axe.
Dans une logique de développement de la politique de prévention des risques professionnels, ce volet constituera une priorité en termes de programmation.

PADC 2025-2027

PROPOSER DE NOUVELLES SOLUTIONS FORMATIVES ET D'ACCOMPAGNEMENT MANAGÉRIAL

De nouveaux modules de formation, associés à des modes d'apprentissage diversifiés seront proposés (webinaires Expert, …). De même, pour répondre au besoin d'échanges entre pairs, les ateliers des managers s'enrichiront de nouvelles thématiques, tout en conservant leur format d'une journée.
Le réseau de formateurs internes sera mobilisé afin d'enrichir et de contextualiser les formations proposées par la collectivité sur des besoins en formation transversaux.
Par ailleurs, l'enrichissement des pratiques managériales restant une priorité en matière de gestion des ressources humaines, ce réseau de formateurs occasionnels sera susceptible d'être complété par des facilitateurs et des coachs internes dont l'intervention, coordonnée par la DRH, permettra d'appuyer les services dans l'animation d'ateliers, de réunions, de séminaires ou dans la conduite de projets sur un temps donné.

ETENDRE L'OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'ACCÈS À LA FORMATION

Afin d'encourager l'accès à la formation et l'offre proposée par la collectivité, la direction des Ressources Humaines s'appuiera sur une nouvelle version du logiciel NEEVA (déployée fin 2024) ainsi que l'introduction du nouvel intranet, prévue sur l'année 2025.
Cette solution, susceptible d'offrir de nouvelles potentialités et configurations, figure parmi l'une des priorités du plan triennal.
Le recours à de nouveaux applicatifs (Zoom, …) permettra en outre de dématérialiser certains supports (tels que les questionnaires d'évaluation) et proposer des capsules de formation sur des thématiques clés (laïcité, handicap, …).

INITIER UNE REFONTE DU CADRE DE L'ECOLE DES METIERS

Depuis septembre 2016, les formateurs internes de la collectivité se sont regroupés au sein de l'Ecole des Métiers, afin de partager et transmettre leurs connaissances dans différents domaines d'expertise auprès de leurs collègues. Ce réseau a accueilli les maîtres d'apprentissage en 2018 et plus récemment les coachs internes et les facilitateurs.
Une refonte du cadre de l'Ecole des Métiers est envisagée afin d'améliorer l'efficacité, la convivialité et le partage des connaissances au sein du réseau, notamment au regard du contexte institutionnel (déploiement du futur Intranet), du cadre d'exercice de la formation (nouveaux modes d'apprentissage, …) et de la diversité des contributeurs.

PADC 2025-2027

BUDGET

La prise en charge financière des actions de formation des agents départementaux est composée de deux postes distincts :

- La cotisation obligatoire CNFPT : 0,9 % de la masse salariale, soit 1 236 145 € en 2024.
- Le budget propre de la collectivité :
  Budget prévisionnel 2025 : 1 811 000 €

BUDGET PREVISIONNEL POUR L'ANNEE 2025	
AXE 1 : Renforcer les compétences transversales	**210 000 €**
Axe 2 : Développer l'expertise métier	**676 500 €**
Axe 3 : Transmettre son expertise : l'Ecole des métiers	**90 000 €**
Axe 4 : Innover, dématérialiser par les outils numériques	**85 000 €**
Axe 5 : Préserver la santé et la sécurité au travail	**210 000 €**
Axe 6 : Accompagner la carrière et l'évolution professionnelle	**334 600 €**
Frais annexes	**204 900 €**
	1 811 000 €

A savoir :

Le budget dévolu à la formation professionnelle, hors budget annexe restauration scolaire et apprentissage, s'élève à **1 516 000 €.**

PADC 2025/2027

LA DECLINAISON DU PLAN EN AXES OPERATIONNELS

Le plan 2025-2027 se décline selon les **6 axes opérationnels suivants** :

Axe 1	**LE RENFORCEMENT DE LA CULTURE COMMUNE ET DES COMPETENCES TRANSVERSES**
	Principaux objectifs : - Accompagner la mise en œuvre des orientations stratégiques de la collectivité : conduite et transformation de l'action publique, diffusion d'une culture managériale commune, consolidation des pratiques dialogue social, … ; - Fédérer les agents autour des valeurs de la République (laïcité, égalité, lutte contre les discriminations, handicap...) et des grands principes du service public (déontologie, éthique, …) ; - Permettre de développer les compétences des agents dans les formations transversales : mode projet, culture territoriale et pratiques administratives, écrits professionnels, accueil des usagers, conduite innovante et efficiente des politiques publiques…
Axe 2	**LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES METIERS AU SERVICE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DES AGENTS**
	Principaux objectifs : - Professionnaliser les agents par le développement continu des compétences métier afin d'assurer un service public de qualité ; - Développer des actions de formation concourant à renforcer les connaissances théoriques et pratiques nécessaires aux agents pour l'exercice de leur métier, en tenant compte des évolutions technologiques, réglementaires et organisationnelles ; - Initier des parcours ou récurrents métiers spécifiques, des formations en accompagnement des projets de services ou de directions et des formations métiers individuelles.
Axe 3	**LA PRESERVATION DE LA SANTE, DE LA SECURITE ET DE LA QUALITE DE VIE AU TRAVAIL**
	Principaux objectifs : - Etre en conformité avec les obligations réglementaires de sécurité ; - Accompagner les agents à exercer leurs missions en toute sécurité, en s'inscrivant dans une démarche de prévention des risques et de protection de leur santé physique et mentale.

PADC 2025/2027

Axe 4	**L'ACCOMPAGNEMENT DE LA CARRIERE ET DE L'EVOLUTION PROFESSIONNELLE**
	Principaux objectifs : - Veiller au respect du suivi des formations obligatoires statutaires ; - Permettre aux agents d'évoluer tout au long de leur carrière, et d'assurer la réussite de leurs projets professionnels ; - Mobiliser les outils de la formation pour accompagner les transitions professionnelles de celles et ceux en situation d'usure ou d'inaptitude professionnelle.
Axe 5	**L'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE**
	Principaux objectifs : - Développer les compétences bureautiques et numériques des agents (outils bureautiques et logiciels métiers) ; - S'appuyer sur la formation en ligne pour développer une dynamique d'hybridation de l'offre de formation ; - Améliorer l'accessibilité de l'offre de formation des agents sur l'ensemble du territoire seine-et-marnais ; - Poursuivre la mise en œuvre d'une politique de développement durable efficiente.
Axe 6	**LA TRANSMISSION DE SON EXPERTISE VIA L'ECOLE DES METIERS**
	Principaux objectifs : - Permettre aux développeurs de compétences réunis au sein de l'Ecole des Métiers d'acquérir l'ensemble des savoirs et connaissances nécessaires à leurs missions ; - Favoriser le recours aux contributeurs de l'Ecole des Métiers afin de renforcer l'offre de formation interne et garantir la qualité des formations internes mises en œuvre ; - Consolider une culture commune et ouvrir un espace d'échanges professionnels et de partage d'expérience entre les agents de la collectivité.

PADC 2025/2027

AXE 1 : LE RENFORCEMENT DE LA CULTURE COMMUNE ET DES COMPETENCES TRANSVERSES

Les formations mises en œuvre dans l'axe 1 visent un double objectif :

- Accompagner la mise en œuvre des orientations stratégiques de la collectivité ;
- Permettre le développement des compétences des agents dans les formations transversales afin de développer leurs connaissances et employabilité.

Orientations du plan 2025/2027 pour l'axe 1 :

- Le renforcement de la culture commune :
  - Accompagner les managers dans le cadre rénové des parcours de formation « Profession Manager »,
  - Favoriser la connaissance de l'institution et maîtriser les différents aspects de la culture territoriale,
  - Fédérer les agents autour des valeurs de la République et des grands principes du service public,
  - Favoriser la transversalité et la connaissance inter-services,
- Le développement des compétences transverses :
  - Développer les connaissances de base dans les domaines partagés,
  - Optimiser les savoir-faire transversaux et favoriser l'efficacité professionnelle.

TYPOLOGIE DES FORMATIONS	CIBLE	PRESTATAIRES
1. Renforcement de la culture commune par le biais des projets stratégiques	Selon les projets	Formateurs internes CNFPT Prestataires externes Formations à distance
2. Consolidation des compétences transverses	Agents de toutes directions	

1.1. Projets stratégiques du Département

ENCOURAGER L'EVOLUTION DES PRATIQUES MANAGERIALES

Depuis 2019, le Département met en œuvre un parcours de formation obligatoire, entièrement dédié aux thématiques du management, pour les encadrants nouvellement recrutés et les managers confirmés.
Destiné à professionnaliser les pratiques et diffuser une culture commune, le parcours « Profession Manager » a fait l'objet d'une refonte début 2024, afin d'étendre l'offre d'accompagnement managérial et répondre au manque de disponibilité des managers.

PADC 2025/2027

L'enjeu est aujourd'hui de réussir à réinventer certaines pratiques collaboratives, mieux adaptées aux besoins de la collectivité et aux attentes des agents (fonctionnement en mode projet, …) et d'étendre l'offre de formation destinée aux encadrants (formations à distance, webinaires EXPERT, …).

Les nouveaux parcours de formation sont basés sur les principes suivants :

- **Obligation de suivi pour les nouveaux managers** (encadrants nouvellement recrutés, ceux découvrant des fonctions d'encadrement ou ayant bénéficié d'une évolution de carrière dans le cadre d'une mobilité) ;

- **Connexion à d'autres dispositifs d'accompagnement managérial** (sur la base du volontariat et sur demande auprès de la DRH) :

    - **L'enrichissement des pratiques managériales :**
        - Matinées des Managers : 4 matinées par an, sous format distanciel (« webinaires expert ») les encadrants du Département peuvent s'enrichir de conseils et bonnes pratiques d'un expert sur une problématique managériale particulière ;
        - Coaching : à l'occasion d'une prise de fonctions, de la conduite d'un changement ou dans le cadre d'une amélioration des pratiques managériales, les encadrants de la collectivité peuvent solliciter la mise en œuvre d'un accompagnement individuel de type coaching ;
    - **Le partage entre pairs :**
        - Ateliers de co-développement (analyse de pratiques par le dispositif du co-développement) : les encadrants peuvent engager une démarche réflexive à partir de situations managériales vécues et co-construire entre encadrants des solutions adaptées à des situations particulières ou difficiles (ateliers de 6 séances d'une ½ journée, par groupes de 8 à 10 encadrants maximum) ;
        - Séminaires ou workshop des directions générales adjointes : une fois par an, ces séminaires rassemblent les encadrants d'une DGA donnée afin de faire circuler les bonnes pratiques, sur une thématique particulière, sous un format ludique et participatif ;
    - **La conduite et l'accompagnement au changement**
        - Accès aux ressources de facilitation/réorganisation : ces actions d'accompagnement collectif d'une équipe de travail interviennent en appui de situations de changement ;
        - Actions de tutorat/mentorat : être guidé par un modèle qui a de l'expérience et du savoir, à l'occasion d'une prise de fonctions, d'un changement de poste ou dans le cadre d'une amélioration de ses pratiques managériales ;
    - **Les appuis à l'évolution professionnelle :**
        - Bilans de parcours professionnels (par l'intermédiaire des Conseillers d'Evolution Professionnelle de la collectivité) ou bilans de compétences (externe) : ces bilans permettent aux encadrants d'analyser leurs compétences professionnelles et personnelles afin de définir un projet d'évolution et/ou de formation ;
        - Immersions professionnelles (externes ou internes Département : « Vis mon job ») : elles permettent de découvrir de nouveaux environnements de travail, rencontrer ses pairs, mieux se connaître pour mieux collaborer ensemble ;
        - Rendez-vous conseils : les CEP de la DRH accompagnent les encadrants en souhait de mobilité et/ou d'évolution professionnelle.

- **Personnalisation des parcours,** selon les profils des managers :

  - **Nouveaux managers (moins de 5 ans de pratique managériale)**
    8 modules de formation sur 18 mois maximum :
    - socle commun de 5 modules liés aux fondamentaux du management sur 12 mois ;
    - 3 modules optionnels liés aux compétences comportementales sur 6 mois (à choisir parmi l'offre Intra proposée, auprès du CNFPT ou parmi l'offre de formation à distance).

A savoir :

La formation des nouveaux encadrants est obligatoire depuis la promulgation de la loi du 6 août 2019 (article 22).

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> FONDAMENTAUX DU MANAGEMENT
- Socle commun de 5 modules obligatoires :
• Management et gestion d'équipe
• Statut de la Fonction Publique et gestion des ressources humaines
• Gestion comptable, budgétaire et commande publique
• Fondamentaux DLRH (déontologie, probité, laïcité, handicap, risques psycho-sociaux, VSST)
• Conduite de projet et management transversal
- 3 Modules complémentaires : à choisir parmi l'offre Intra proposée, auprès du CNFPT ou parmi l'offre de formation à distance
Exemples de thématiques de formation (liste non exhaustive) :
• Identifier les enjeux et les missions d'un manager dans l'organisation
• L'intelligence émotionnelle
• Comprendre le rôle et les fonctions d'un manager
• Identifier les styles de management
• Innover par le design thinking, …
Public/ durée : Agent en prise de fonctions d'encadrant, dont l'expérience managériale est inférieure à 5 ans (tous statuts) ; 8 modules de formation sur 18 mois maximum.

> ENTRETIENS ANNUELS D'EVALUATION (EAE)
Objectifs de formation :
• Formation des nouveaux encadrants aux éléments clés de l'EAE et à leurs application dans la collectivité : Préparer les entretiens de ses agents ; S'approprier les techniques d'entretien.
• Suivi d'ateliers d'approfondissement pour les managers confirmés
Public/ durée : Formation de sensibilisation obligatoire pour les nouveaux évaluateurs, de ½ journée à 1 journée

  - **Managers confirmés (plus de 5 ans de pratique managériale)**
    5 actions de formation sur 12 mois :
    - « Ateliers du Management » (4 ateliers/an d'une durée de 1 journée) ;
    - 1 module optionnel lié aux compétences comportementales.
      (à choisir parmi l'offre Intra proposée, auprès du CNFPT ou parmi l'offre de formation à distance).

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> 4 ATELIERS ANNUELS DU MANAGEMENT
Objectif de formation : Professionnalisation des méthodes managériales par le biais d'ateliers d'échanges de pratiques entre pairs.

PADC 2025/2027

Exemples de thématiques de formations mises en œuvre en 2024 :
• Exercer une autorité managériale ajustée aux personnes et aux contextes
• La gestion de l'urgence et de l'impermanence
• Comment stimuler la créativité au sein de son équipe
• L'intégration des nouveaux agents au sein de l'équipe
Public/ durée : Encadrants confirmés souhaitant performer leurs pratiques managériales, présentiel 1 journée.

> MODULE DE FORMATION COMPLEMENTAIRE
Objectifs de formation : Acquisition de nouvelles compétences et connaissances managériales
Exemples de thématiques de formations : à choisir parmi l'offre Intra proposée, auprès du CNFPT ou parmi l'offre de formation à distance
• Identifier son potentiel d'encadrant
• Se former à l'intelligence collective
• Se former à la facilitation
• Manager en mode projet
• Le management transversal
• Le manager coach
• Le rôle du cadre dans la prévention des risques psychosociaux
• Favoriser la qualité de vie et conditions de travail dans son service • Savoir déléguer
• Savoir animer une réunion
• Le management inclusif
• Management et télétravail
• Management intergénérationnel
• La communication non violente,…
Public/ durée : Encadrants confirmés, présentiel 2 journées maximum ou distanciel.

> INNOVATION ET CREATIVITE
- Développer l'innovation managériale
Objectifs de formation :
• Innover dans ses pratiques managériales pour répondre aux enjeux opérationnels avec l'appui de ses équipes
• Analyser ses propres pratiques et prendre du recul pour faciliter l'accompagnement des transformations organisationnelles
• S'approprier les processus d'innovation et les conditions de développement de l'innovation
• Développer ses pratiques managériales pour favoriser et promouvoir l'innovation en s'appuyant sur des pratiques collaboratives et en valorisant la créativité des agents
Public/ durée : Encadrants confirmés, 2 jours en moyenne
- Manager, développer le travail collaboratif et l'intelligence collective sur un projet opérationnel
Objectifs de formation :
• Identifier les enjeux, les principes et les conditions de mise en oeuvre du management collaboratif
• Définir son projet de travail collaboratif.
• Faire vivre au quotidien le travail collaboratif.
Public/ durée : Cadres en responsabilité d'une équipe, 2 journées
- Favoriser la créativité au sein de son équipe
Objectifs de formation :
• Connaitre les techniques usuelles de créativité : brainstorming, post-it, world café, mind map, techniques analogiques et de détour,...
• Développer sa propre capacité créative ainsi que la créativité en groupe
• Savoir exploiter et évaluer les idées formulées
Public/ durée : Encadrants confirmés, 2 journées

> CONDUITE DE PROJET ET TRAVAIL EN RESEAU
- Le pilotage d'un projet AGILE
Objectifs de formation :
• Comprendre le pilotage d'un projet en mode AGILE
• Acquérir et développer les outils de la méthode AGILE pour plus de réactivité et d'adaptation au changement.
Public/ durée : chefs de projets confirmés, 2 journées
- Maitriser la communication de son projet
Objectifs de formation :
• Connaître les fondamentaux de la communication en mode projet

• Définir le « pitch » de son projet, sur le fond et la forme
• Définir un plan de communication projet
• Mettre en place une communication efficace tout au long du projet
• Communiquer à la clôture du projet
Public/ durée : Cadres ou chefs de projet, 2 journées

- Travail en partenariat et en réseau
Objectifs de formation :
• Acquérir des repères théoriques et pratiques sur le partenariat et la méthodologie de travail en réseau
• Réfléchir aux modalités de travail en commun et à la mise en synergie des partenaires
• Identifier des perspectives de travail en partenariat et en réseau à définir selon les contextes d'intervention des participants
Public/ durée : Encadrants, 2 journées

> DIAGNOSTIC ET STRATEGIE DE TERRITOIRE

- Évaluation de l'action et des politiques publiques
Objectifs de formation :
• Identifier les enjeux de l'évaluation des politiques publiques
• Ordonnancer les étapes de la mise en oeuvre
• Connaître les méthodes utilisées en travail d'évaluation de politiques
• Discerner les éléments pertinents à exploiter en vue de la communication
Public/ durée : Encadrants en charge de l'évaluation des politiques publiques, de 2 à 3 journées

- Traitement et analyse de données chiffrées
Objectifs de formation :
• Maîtriser les techniques d'analyse statistiques descriptives
• Appréhender l'analyse multidimensionnelle des données statistiques
• Proposer une restitution graphique dynamique des résultats d'analyse
Public/ durée : Encadrants chargés d'analyser, de traiter et de synthétiser des données statistiques, de 2 à 3 journées

> CULTURE NUMERIQUE
- Les outils du numérique et les usages pour un management collaboratif
Objectifs de formation :
• Appréhender les enjeux du management collaboratif à l'ère du numérique
• Connaître les outils numériques collaboratifs en fonction de leurs usages
• Savoir les intégrer dans ses pratiques managériales
Public/ durée : Encadrants, de 2 à 3 journées

- **Encadrants stratégiques de la collectivité (DG, DGA, SGA, Directeurs)**
  4 actions annuelles de formations d'une durée de 2 heures.

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> WORKSHOP « TEMPS INSPIRANTS »
Objectifs de formation : apport d'un expert sur des thématiques d'actualité et/ou stratégiques pour la collectivité
Public/ durée : Encadrants stratégiques de la collectivité (DG, DGA, SGA, Directeurs), 2 heures, 1 fois par trimestre

- **Chefs de cuisine et Responsables d'Exploitation**
  5 actions de formation sur 12 mois :
  - 4 modules de formations communs (voir infra) ;
  - 1 module optionnel lié aux compétences comportementales.

PADC 2025/2027

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> PARCOURS COMMUN

- Socle commun de 4 modules obligatoires :
• S'approprier les politiques RH de la collectivité
• Intégrer les notions de diversité et de handicap dans ses pratiques managériales
• Sensibilisation aux risques psycho-sociaux
• Le rôle du manager en matière de probité

- Modules complémentaires : à choisir parmi l'offre Intra proposée, auprès du CNFPT ou parmi l'offre de formation à distance

Exemples de thématiques de formation :
• L'animation d'une équipe
• La maîtrise du temps
• La gestion de son stress et celle de son équipe
• L'intelligence émotionnelle
• Les outils de l'organisation du travail d'une équipe, …
Public/durée : Chefs de cuisine et responsables d'exploitation en prise de fonctions ; 5 modules de formation sur 12 mois maximum.

SOUTENIR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LES PRINCIPES DU SERVICE PUBLIC

Principe de Laïcité et obligation de neutralité des agents publics

La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 a rendu obligatoire la désignation d'un référent laïcité et la formation de l'ensemble des agents publics au principe de laïcité d'ici le 31 décembre 2025.
Le Département réaffirme son engagement pour promouvoir et faire vivre la laïcité, au sein de la collectivité et à l'école.
Un premier acte de ce projet a été initié en octobre 2023 par le biais de deux conférences théâtralisées permettant à plus de 900 agents des collèges d'être sensibilisés aux principes de laïcité et de neutralité du service public.
Le travail a été approfondi courant 2024, par le déploiement d'un module de formation à distance proposé par le CNFPT (1 400 agents concernés) et se poursuivra en 2025 par des formations présentielles ciblées pour les agents du Département en lien avec les usagers (agents d'accueil, agents des musées, travailleurs sociaux, …) et pour les encadrants.
Les managers seront conviés à élaborer une charte des bonnes pratiques par le biais d'un atelier d'une demi-journée, afin de prévenir, anticiper ou résoudre les éventuels problèmes liés à des situations issues de cas concrets.

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> FONDAMENTAUX DE LA LAÏCITE ET OBLIGATION DE NEUTRALITE DES AGENTS PUBLICS
Objectifs de formation :
• Adopter un positionnement adapté face aux problématiques liées à la laïcité, envers les agents territoriaux, le public, les partenaires
• Apporter des réponses aux demandes et situations rencontrées par les agents dans l'exercice de leurs fonctions, fondées sur le respect des principes de laïcité et de non discrimination, dans une logique de dialogue.
Public/ durée : Nouveaux arrivants/encadrants/ personnels en charge de l'accueil du public/tous les agents, en distanciel ou présentiel, 1/2 journée ou 1 journée

PADC 2025/2027

> SENSIBILISATION A LA PREVENTION DE LA RADICALISATION
Objectifs de formation :
• Acquérir des éléments de connaissance et de compréhension d'un phénomène complexe aux causes multiples
• Repérer les signaux et participer à la prévention des risques.
Public/ durée : Encadrement - Prioritairement personnels en charge de l'accueil du public, de ½ journée à 1 journée

Droits et obligations des agents publics

Dans le cadre de leurs fonctions, tous les agents publics qu'ils soient fonctionnaires, stagiaires ou contractuels, ont des obligations en contrepartie desquelles ils bénéficient de certains droits fondamentaux.
Ces garanties et obligations sont définies dans le livre 1er du code général de la fonction publique, rénové par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.
Le Département a souhaité sensibiliser les agents, notamment les encadrants de la collectivité, à ces obligations professionnelles et déontologiques, par le déploiement fin 2024, de formations présentielles d'une demi-journée, assurées par des formateurs internes de la Direction des achats, du patrimoine et des affaires juridiques (DAPAJ).

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> SENSIBILISATION A LA SECURITE ET A LA SÛRETE DES BIENS ET DES PERSONNES
Objectifs de formation :
• Connaître et appliquer les mesures et consignes de sécurité et de sûreté
Formation assurée en interne par un représentant de la direction des Moyens Généraux et Sécurité (DMGS) et/ou un assistant de prévention
Public/ durée : Tous les agents nouvellement recrutés, 2 heures environ

> SENSIBILISATION A LA DEONTOLOGIE
Objectifs de formation :
• Connaître le nouveau cadre institutionnel de la déontologie et ses implications dans le fonctionnement des services
• Appréhender les règles déontologiques et ses enjeux pour sécuriser ses pratiques au quotidien.
Formation assurée en interne par la direction des achats, du patrimoine et des affaires juridiques (DAPAJ)
Public/ durée : Encadrants, ½ journée

> ANTICIPER ET MAÎTRISER LES RISQUES DE CORRUPTION DANS LA GESTION PUBLIQUE LOCALE
Objectif de formation : Connaitre la réglementation, les risques, les dispositifs liés à la lutte contre la corruption.
Public/ durée : Cadres en poste à responsabilité de directions et de services, présentiel ou distanciel, ½ journée.

> SENSIBILISATION A LA REGLEMENTATION GENERALE DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD)
Objectifs de formation :
• Sensibiliser les agents à la réglementation RGPD (définition, cadre légal, obligations…)
Formation assurée en interne par la direction des achats, du patrimoine et des affaires juridiques (DAPAJ) et/ou la direction des Systèmes d'Information et du numérique (DSIN)
Public/durée : Tous les agents, encadrants, à définir selon les besoins identifiés

PADC 2025/2027

FAVORISER L'EGALITE PROFESSIONNELLE ET LE « VIVRE ENSEMBLE »

La loi du 6 août 2019 portant transformation de la Fonction Publique a consacré son dernier volet à l'égalité professionnelle. Ses dispositions concernent tant l'égalité professionnelle femmes-hommes que celle en faveur des agents en situation de handicap.
En matière d'égalité professionnelle en faveur des travailleurs handicapés, l'obligation des employeurs publics en termes de parcours professionnel et de déroulement de carrière des agents en situation de handicap a été notamment renforcée.
Dans cet objectif, le droit de consulter un référent handicap, chargé d'accompagner l'agent tout au long de son parcours professionnel, et la portabilité, en cas de mobilité professionnelle, des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail sont inscrits dans le statut général de la loi.
Le Département, particulièrement engagé dans la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle, a établi un plan d'action pluriannuel comportant des mesures et formations visant à :

- évaluer, prévenir et traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- garantir leur égal accès aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
- favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, le harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

Pour ce dernier point, des actions de sensibilisation et de formation ont accompagné la mise en œuvre du plan de formation 2022/2024, par le biais de conférences destinées aux agents des collèges, d'ateliers pour les agents des routes et de ½ journées de sensibilisation pour les encadrants dans le cadre du plan de prévention des violences sexuelles et sexistes au travail (VSST) de la collectivité.
Le PADC 2025/2027 s'attachera également à promouvoir toutes les actions favorisant la qualité de vie au travail, c'est-à-dire l'ensemble des mesures permettant de concilier l'amélioration des conditions de travail, le bien-être des agents et l'efficacité de l'organisation de travail.
Dans ce cadre, des actions significatives seront amorcées pour agir sur les facteurs permettant de réduire les risques professionnels (dont les risques psycho-sociaux) et sur le développement d'un environnement de travail favorable et constructif : recours à l'intelligence collective, mode projet...

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> SENSIBILISATION AUX SITUATIONS DE HANDICAP
Objectifs de formation :
• Bien accueillir un collègue en situation de handicap
• Management de la diversité
Public/durée : Tous les agents, et plus spécifiquement les encadrants, en distanciel ou présentiel, de ½ journée à 1 journée

> EGALITE FEMMES-HOMMES DANS LES RELATIONS PROFESSIONNELLES
Objectifs de formation
• Égalité professionnelle et lutte contre les stéréotypes de genre et discriminations dans la fonction publique
Public/durée : Tous les agents, et plus spécifiquement les encadrants, en distanciel ou présentiel, de ½ journée à 1 journée

> SENSIBILISATION A LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS
Objectifs de formation :
• Aborder les dynamiques individuelles et collectives conduisant à la production de discriminations
• Distinguer les diverses formes de discriminations et reconnaitre les éléments prohibés par la loi.
Public/ durée : Tous les agents, et plus spécifiquement les encadrants, en distanciel ou présentiel, de ½ journée à 1 journée

> LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES AU TRAVAIL (VSST)
Objectifs de formation :
• Découvrir les principaux mécanismes des dynamiques individuelles et collectives conduisant aux VSST
• Apprendre à reconnaitre les VSST
• Savoir réagir face à des situations de VSST
Public/ durée : Tous les agents, et plus spécifiquement les encadrants, en distanciel ou présentiel, de ½ journée à 1 journée

1.2. Compétences transverses

Les compétences transverses regroupent un ensemble de savoirs, d'expertises et de qualités personnelles applicables à divers métiers et différents contextes professionnels.

L'offre de formation du Département relative aux compétences transverses est structurée selon les thématiques ci-dessous :

- Fondamentaux de gestion : l'objectif de ces modules est d'apporter aux agents des connaissances et savoir-faire sur les spécificités de l'environnement territorial (pour les nouveaux arrivants notamment).
  Cette thématique couvre également un champ de compétences très large en proposant des modules sur l'achat public, le cycle budgétaire de la collectivité, les compétences du Département, le statut de la FPT ou encore les obligations induites par le respect du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD). Ces formations sont dispensées par le CNFPT et/ou les formateurs internes de la collectivité.

- Efficacité professionnelle et personnelle : cette thématique regroupe l'ensemble des formations destinées à permettre d'acquérir ou perfectionner :

  - Des compétences techniques nécessaires dans le cadre de l'exercice de certaines missions (écrits professionnels, accueil des usagers, process administratifs et budgétaires, collaboration en mode projet,…) ;

  - Des compétences comportementales (gestion du stress, prise de parole en public, gestion du temps, conduite de réunion...).

  Ces formations sont majoritairement dispensées par le CNFPT.

FONDAMENTAUX DE GESTION

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> CULTURE TERRITORIALE
Objectifs de formation : Comprendre et décrypter l'environnement territorial (enjeux, caractéristiques et principes).
Public/ durée : Agents en situation de prise de poste – Agents contractuels intégrant la collectivité, de 1 à 2 journées.

> STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
Objectifs de formation :
• Maîtriser les éléments fondamentaux du statut
• Disposer d'une vision générale de la fonction publique territoriale et des principales règles statutaires.
Public/ durée : Agents en situation de prise de poste – Encadrants, 1 journée

> DROIT ADMINISTRATIF
Objectifs de formation : Donner les bases sur les finalités du droit public des collectivités territoriales.
Public/ durée : Agents en situation de prise de poste – Encadrants, 1 journée

PADC 2025/2027

> GESTION ET POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES
Objectifs de formation : Donner les bases sur les finalités des règles de gestion statutaires et RH au sein du Département.
Public/ durée : Agents en situation de prise de poste – Encadrants, de 1 à 2 journées

> COMMANDE PUBLIQUE
Objectifs de formation : S'initier aux fondamentaux de la commande publique
Public/ durée : Agents en situation de prise de poste – Encadrants, 1 journée

> MARCHES PUBLICS
Objectifs de formation et exemples de thématiques :
Marchés publics – dimension juridique
• Sensibiliser les encadrants sur les principes fondamentaux de la commande publique, les risques administratifs et pénaux et la prévention des risques de contentieux
• Les étapes de la passation d'un marché public, principes déontologiques et identification des risques contentieux
• L'analyse des candidatures et des offres
• L'achèvement de la procédure et la gestion des évolutions du marché
• Le suivi d'exécution des marchés publics
Marchés publics – dimension achat
• La définition du besoin dans le cadre de la rédaction d'un cahier des charges
• La négociation
Public/ durée : Encadrants, référents marchés des directions opérationnelles, agents DAPAJ, agents en situation de prise de poste, de 1 à 2 journées par thématique

> FINANCES LOCALES
Objectifs de formation :
• Définir les principes généraux des finances publiques locales
• Identifier les finalités et contraintes de la gestion budgétaire et financière d'une collectivité locale.
Public/ durée : Agents en situation de prise de poste - Encadrants, de 1 à 2 journées

> ELABORATION ET EXECUTION DU BUDGET D'UN SERVICE
Objectifs de formation :
• Maitriser l'élaboration et l'organisation d'un budget (principes, documents budgétaires, nomenclature, calendrier, vote et contrôle du budget,…)
• Savoir exécuter un budget (rôle de l'ordonnateur et du comptable, exécution des dépenses et des recettes,…)
• Traduire ces connaissances et principes à l'échelle d'un service.
Public/ durée : Agents en charge de la préparation, du suivi ou de l'exécution d'un budget, encadrants, de 2 à 3 journées

EFFICACITE PROFESSIONNELLE ET PERSONNELLE

Techniques d'expression orales et écrites

Ces formations annuelles visent à perfectionner les capacités d'expression et de communication écrite des agents via des thématiques ciblées.

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> ACCUEIL DU PUBLIC (GENERALISTE OU SPECIFIQUE)
Objectifs de formation :
• Assurer l'accueil physique et téléphonique
• Gérer le stress et les situations difficiles à l'accueil
• Organisation du travail et gestion des urgences en situation d'accueil
• Accueil du public en situation de handicap, …
Public/ durée : Agents en situation d'accueil, agents PPR, de 1 à 2 journées selon les thématiques

PADC 2025/2027

> DEMARCHE QUALITE ACCUEIL
Objectifs de formation :
• Sensibiliser à la démarche qualité de l'accueil
• Infocentre/téléphonie.
Public/ durée : Nouvel arrivant et autres agents impliqués dans la démarche, ½ journée

> ECRITS PROFESSIONNELS
Exemples de thématiques :
• Prise de notes et rédaction de comptes-rendus
• Rédaction d'une lettre administrative et d'un courriel
• Techniques pour une rédaction claire et efficace
• Méthodologie des écrits d'aide à la décision
Public/ durée : Tous les agents, agents PPR, de 2 à 3 journées selon thématiques

> COMMUNICATION
Exemples de thématiques :
• Communiquer de manière efficace en situation professionnelle
• Comprendre les leviers de la communication non violente (CNV)
• Maîtriser son argumentation orale
• Communication et relations professionnelles
• La prise de parole en public
Public/ durée : Tous les agents, de 2 à 3 journées selon thématiques.

> ANGLAIS PROFESSIONNEL
Objectifs de formation :
• Maîtriser les fondamentaux de la langue anglaise dans son usage professionnel
• Développer la compréhension et son expression orale de manière à pouvoir répondre aux sollicitations du public étranger.
Public / durée : agents en situation d'accueil du public, format présentiel et/ou distanciel (tout agent souhaitant perfectionner son anglais à des fins professionnelles est invité à se connecter sur la plateforme QIOZ de la région Ile de France), durée variable selon parcours.

> SENSIBILISATION A LA LANGUE DES SIGNES
Objectifs de formation :
• Appréhender l'environnement de la surdité pour mieux orienter le public sourd et malentendant
• Pouvoir réaliser une conversation visant à accueillir et renseigner une personne atteinte de déficiente auditive
Public / durée : tout agent souhaitant acquérir des connaissances en langue des signes est invité à se connecter sur la plateforme QIOZ de la région Ile de France ou s'inscrire auprès du service Formation pour bénéficier d'une inscription au Projet Voltaire, durée variable selon parcours.

Techniques d'organisation

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> METHODES ET OUTILS DE L'ORGANISATION
Exemples de thématiques :
• Organisation et gestion du temps
• Réunions productives
• Groupes de travail, réunions, projets : s'approprier les techniques créatives
• Travailler en mode projet
• Gagner en efficacité en améliorant son organisation
• Outils organisationnels
Public/ durée : Tous les agents, de 2 à 3 journées selon thématiques

PADC 2025/2027

> ORGANISATION PERSONNELLE
Objectifs de formation :
• Répartir son temps de manière optimale dans la gestion de sa charge de travail
• Gestion des échanges interpersonnels
• Gérer et archiver ses documents
Public/ durée : Tous les agents, de 2 à 3 journées selon thématiques

Compétences comportementales

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> DEVELOPPEMENT PERSONNEL (« SOFT SKILLS »)
Exemples de thématiques (liste non exhaustive) :
• Affirmation de soi et assertivité dans le contexte professionnel
• Gérer ses émotions
• La prévention et la régulation des situations conflictuelles en situation de travail
• La gestion du stress
• Groupes de travail, réunions, projets : s'approprier les techniques créatives
• Lecture rapide et efficace
• Adapter sa communication dans ses relations professionnelles
Public/ durée : Tous les agents, de 2 à 3 journées selon thématiques

PADC 2025/2027

AXE 2 : LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES METIERS AU SERVICE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DES AGENTS

Cet axe vise à professionnaliser les agents par le développement continu des compétences métier, en tenant compte des évolutions technologiques, réglementaires et organisationnelles, afin d'assurer un service public de qualité.

Il comprend les quatre domaines suivants :

- Les **parcours métiers** mis en place par le Département, qui permettent de développer les compétences métier dans une logique de parcours professionnel et offrent une montée en compétence cohérente et adaptée au cadre stratégique de la collectivité ;

- Les **récurrents métiers,** qui constituent une offre de formation métier régulière, qu'il est possible de suivre module par module, « à la carte » ;

- Les **projets de service,** qui répondent aux besoins de formation des Directions et services dans la mise en œuvre de leurs projets structurants ;

- Les **formations individuelles**, qui sont dispensées tout au long de la carrière, à la demande de l'employeur ou de l'agent. Elles ont pour objectif de développer les compétences métiers des agents. Les formations de perfectionnement doivent donc être en lien avec les fonctions exercées par l'agent, sauf en cas de préparation à une mobilité interne.

Orientations du plan 2025/2027 pour l'axe 2 :

- **Accompagner les actions de formation correspondant à des projets de service,** permettant d'accompagner les équipes dans la mise en oeuvre d'une nouvelle mission ou d'un nouveau projet, dans l'application d'une évolution réglementaire, ou encore dans la montée en puissance d'une thématique particulière ;

- **Assurer la montée en compétence individuelle des agents** afin de répondre aux besoins métiers d'un ou plusieurs professionnels de la collectivité, lorsque le nombre d'agents concernés ne permet pas de constituer un groupe Intra. Un budget est alloué annuellement à chaque DGA, qui est en charge de prioriser les demandes dans le cadre de son enveloppe budgétaire.

TYPOLOGIE DES FORMATIONS	CIBLE	PRESTATAIRES
1. Parcours et récurrents métiers spécifiques	Selon Direction visée	Formateurs internes CNFPT Prestataires externes E-learning
2. Formations en accompagnement des projets de services ou de directions	Agents de toutes directions et services	
3. Formations métiers individuelles	Agents de toutes directions et services	

PADC 2025/2027

2.1. Cabinet du Président et Direction Générale des Services

CABINET DU PRESIDENT

- **Direction du Protocole et des Manifestations**

> Orientations Formation
• Développer les expertises professionnelles
• Favoriser la polyvalence des agents
• Se former à la rédaction des cahiers des charges propres à l'évènementiel, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

- **Direction de la Communication**

> Orientations Formation
• Renforcer les expertises professionnelles (RGPD, communication digitale, …)
• Favoriser la polyvalence des agents
• Favoriser l'internalisation des missions de la Direction
• Développer le mode projet dans les pratiques et penser l'activité de la Direction dans la transversalité
• Maîtriser les logiciels métiers utilisés dans le cadre de l'élaboration de supports graphiques ou digitaux (Photoshop, In design,…)
• Se perfectionner en écriture journalistique et en écriture numérique sur les réseaux sociaux, articles sur le Web, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

SECRETARIAT GENERAL AUX ASSEMBLEES

> Orientations Formation
• Développer les expertises professionnelles
• Poursuivre la dématérialisation de la communication institutionnelle (logiciel Actes77)
• Approfondir les règles du droit administratif, le respect des principes de déontologie/probité et de prévention des conflits d'intérêt des élus …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES FINANCES

> Orientations Formation
• Améliorer les procédures budgétaires ainsi que la qualité comptable et le suivi de l'exécution
• Développer les sources de financement et consolider les dispositifs de traitement des risques
• Appliquer les réformes portant sur la fiscalité locale et mettre à jour les connaissances
• Maîtriser les logiciels métiers
• Maîtriser les règles portant sur les natures de dépenses, les méthodes et outils budgétaires, les nomenclatures, les règles et techniques de la comptabilité
• Se former à la méthodologie et au mode d'application du contrôle des dépenses publiques
• Techniques d'organisation du travail (processus métiers, tableaux de suivi des dépenses et des recettes, …)
• Traitement et analyse de données chiffrées et des risques
• Maitriser les règles de passation et d'exécution des marchés
• Maitriser les mécanismes des marchés financiers, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

CONTRÔLE DE GESTION, AUDIT ET EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES, MISSION EUROPE

> Orientations Formation
• S'adapter au contexte institutionnel et réglementaire visant une plus grande transparence de la gestion publique et une obligation de contrôle de la maîtrise des risques de corruption
• Participer aux démarches de performance et de qualité
• Poursuivre les démarches d'évaluation internes des politiques publiques (normes et techniques d'audit, pilotage mode projets, …)
• Développer l'expertise professionnelle des agents, …
• Mission Europe : favoriser le rayonnement du Département, améliorer l'instruction des projets de structures sollicitant le soutien du Conseil départemental, développer le suivi en matière d'attribution de subventions, capter les fonds européens, logiciels Métiers, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

2.2. Direction Générale Adjointe de l'Administration et des Ressources (DGAR)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)

> Orientations Formation
• Répondre aux besoins des directions et services en se rapprochant au plus près de leurs attentes
• Optimiser la communication interne et la diffusion de l'information au sein de la collectivité, …
• Appliquer le projet d'administration et plans d'actions en matière de RH
• Maintenir la technicité des services de la DRH (techniques d'entretien de recrutement et sourcing, gestion comptable de la paie, gestion des contractuels, aspects juridiques et pratiques du dialogue social, ingénierie formation, …) en développant l'expertise statutaire et la connaissance du statut RH
• Mettre en œuvre les différentes réformes réglementaires et optimiser certains process RH existants
• Favoriser l'intervention des experts de la DRH auprès des directions et services (animation de modules de formation auprès des primo-encadrants, mise en œuvre des ressources de médiation et de facilitation, …)
• Sécuriser et améliorer les processus RH grâce à la dématérialisation et l'optimisation des procédures internes et des outils informatiques afférents, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DE L'ACHAT, DU PATRIMOINE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES (DAPAJ)

> Orientations Formation
• Répondre aux besoins des directions et services en se rapprochant au plus près de leurs attentes
• Optimiser la communication interne et la diffusion de l'information au sein de la collectivité
• Poursuivre le programme anticorruption au sein de la collectivité
• Mettre à jour les connaissances sur la règlementation liée à la protection des données personnelles
• Développer les expertises professionnelles (actualités juridiques et jurisprudentielles)
• Maîtriser la procédure administrative contentieuse ; approches des juridictions judiciaires, prévention des risques contentieux : exécution des contraintes de la commande publique
• Gestion immobilière
• Développer les connaissances juridiques sur les évolutions réglementaires dans le domaine des énergies et du développement durable

• Logiciels Métiers et plateforme Maximilien
• Promouvoir la culture achat auprès des directions prescriptrices, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DU NUMERIQUE (DSIN)

> Orientations Formation
• Répondre aux besoins des directions et services en se rapprochant au plus près de leurs attentes
• Optimiser la communication interne et la diffusion de l'information au sein de la collectivité
• Poursuivre les sensibilisations à la cybersécurité (protection des données, bons réflexes, …) : KAMAE
• Initier une stratégie numérique responsable afin de réduire l'empreinte environnementale du numérique (loi REEN du 15/11/2021)
• Initier une sensibilisation à l'Intelligence Artificielle auprès des agents
• Poursuivre le pilotage des différents projets associés
• Développer des projets techniques permettant de développer et sécuriser les accès
• Développer les expertises professionnelles, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES MOYENS GENERAUX ET DE LA SECURITE (DMGS)

> Orientations Formation
• Répondre aux besoins des directions et services en se rapprochant au plus près de leurs attentes
• Identifier des pistes d'économie de gestion (dématérialisation des process, gestion éco-responsable de la flotte automobile, stocks de mobiliers,…)
• Optimiser la communication interne et la diffusion de l'information au sein de la collectivité
• Développer et adapter les expertises professionnelles
• Optimisation des prestations de maintenance des bâtiments et des véhicules, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

2.3. Direction Générale Adjointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement du territoire (DGAA)

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES (DADT)

> Orientations Formation
• Accompagner les projets qui contribuent à l'attractivité du territoire
• Porter les stratégies en matière d'environnement et d'aménagement du territoire
• Contribuer à la connaissance et à la promotion du territoire
• Contribuer à la politique publique du tourisme
• Poursuivre l'agenda environnemental
• Logiciels Métiers
• Développer et adapter les expertises professionnelles,…

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

PADC 2025/2027

DIRECTION DE L'EAU, ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE (DEEA)

> Orientations Formation
• Préserver la biodiversité
• Développer et consolider les connaissances sur le milieu naturel et la réglementation environnementale afférente
• Maîtriser les dispositions réglementaires applicables dans le domaine agricole
• Contribuer au maintien et au développement de l'activité agricole sur le territoire
• Contribuer à l'entretien durable et raisonné des espaces agricoles ou naturels fragilisés
• Logiciels Métiers
• Développer et adapter les expertises professionnelles,…

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, BÂTIMENTS ET COLLEGES (DABC)

> Orientations Formation
• Assurer et superviser la construction et la rénovation des collèges et des bâtiments départementaux (équipements culturels, MDS…)
• Maintenir la technicité et actualiser les connaissances des agents dans le domaine de la réglementation de la construction
• Poursuivre la politique de développement durable en bâtiments (neuf et réhabilitation) : règlementation thermique, amiante, bâtiments performants, …
• Logiciels Métiers
• Marchés publics
• Développer et adapter les expertises professionnelles,…

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES TRANSPORTS (DT)

A noter : la DT fait actuellement l'objet d'un projet de réorganisation (transfert de certaines compétences auprès d'Ile de France mobilité).

> Orientations formation
• Contribuer à la mise en œuvre de la politique transport, dans les domaines du transport public et du transport scolaire
• Mise à jour des données réglementaires
• Actualité des politiques de mobilité/transport
• Territoire et mobilité : approche générale, état des lieux, aménagement, évaluation et prospectives, …
• Logiciels Métiers
• Développer et adapter les expertises professionnelles,…

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES ROUTES (DR)

> Orientations Formation
• Contribuer à l'aménagement et au développement durable du territoire (pérenniser les projets routiers et leur réalisation)
• Accompagner l'intégration des routes départementales 1004 et 1036

• Renforcer et développer les dispositifs de sécurité routière et de sécurité au travail pour les agents
• Contribuer à l'entretien du réseau routier
• Logiciels Métiers
• Développer et adapter les expertises professionnelles,…

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027
FORMATIONS DES AGENTS DE LA DIRECTION DES ROUTES : PARCOURS ET RECURRENTS METIERS

1/ PARCOURS METIERS

Parcours agents d'exploitation de la route et agents du parc
Objectif de formation :
Acquérir les connaissances de base dans le cadre des travaux d'entretien et d'exploitation routiers, en intégrant les préoccupations de sécurité et d'hygiène
Itinéraire de formation :
• Présentation des outils et applications métiers
• Viabilité hivernale
• Santé et Sécurité au travail
• Travailler ensemble et gérer les situations difficiles avec les usagers
• Feuille de travail
• Utilisation d'une tronçonneuse
• Signalisation permanente
• Signalisation temporaire et balisage
• Entretien des chaussées, des dépendances vertes et bleues
• Gestes et postures
• Statut, Déontologie, Responsabilité pénale
• Connaissance du domaine public routier départemental
• Référentiel routier partagé : localisation et mesures
Public/ durée : Agents nouvellement recrutés – Durée variable

Parcours Mécaniciens
Objectif de formation : Perfectionner les connaissances dans le cadre de la réparation et de l'entretien des véhicules
• Découverte de l'hydraulique mobile
• Technologie de l'hydraulique mobile
• GNC niveau 1 & 2 : opérateur après-vente
• Soudage MIG MAG
• Initiation aux technologies hybrides (TECH HYB 2)
• Habilitation électrique : B2XL opération batterie - Recyclage
• Contrôleur VGP – Recyclage
• Actualisation des qualifications électriques sur les véhicules électriques et hybrides (RECY B2L)
• Référentiel routier partagé : localisation et mesures (0,5 journée)
Public/ durée : Agents nouvellement recrutés – Durée variable

2/ RECURRENTS METIERS

Récurrents métiers agents d'exploitation
• Entretien des dépendances bleues (2 journées)
• Signalisation temporaire et balisage (1,5 journées)
• Signalisation permanente (1 journé)
• FLR (2 journées)
• Localis (1 journée)
• Entretien des ouvrages d'arts (1.5 journées)
• Entretien des arbres (1 journée)
• Entretien et réparation du petit matériel (1 journée)

PADC 2025/2027

• Travailler ensemble et gérer les situations difficiles avec les usagers (2 journées)

Récurrents métiers Responsables au sein des centres routiers
• Renouvellement de chaussée dans le cadre de l'entretien routier (1 journée)
• Préparation, conduite d'un chantier et réception des ouvrages
• Surveillance des ouvrages d'arts - Niveau 1 (2 journées)
• Budget : Mise en œuvre et conséquences comptables (1 journée)
• Avant métré/métré (2 journées)
• Organisation, préparation d'un chantier (1,5 journées)
• Contrôle et entretien des dépendances bleues (2 journées)
• Signalisation temporaire de chantier 2x2 voies (2 journées)
• Gestion du domaine public routier départemental (3 journées)

3/ AUTRES THEMATIQUES

Construction et entretien des chaussées
Exemples de formations :
• Conduite de projets (2 journées)
• Tracé Routier (1 journée)
• Construction de chaussées (2 journées)
• La route et l'eau (2 journées)
• Connaissances et entretien des chaussées (2 journées)

Sécurisation des infrastructures
Exemples de formations :
• Signalisation directionnelle (1 journée)
• Dispositifs de retenue : Nouvelle réglementation (1 journée)
• Aménagement cyclables (1 journée)
• Lisibilité de la route (1 journée)
• Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (1 journée)

Conduite de véhicules /engins : durée variable
Exemples de formations :
• Autorisations de conduite (CACES, permis poids lourds, permis super lourds)
• Eco-conduite

Entretien et exploitation de la route : durée variable
Exemples de formations :
• Connaissances techniques concernant la route
• Protection des agents et usagers de la route
• Fondamentaux viabilité hivernale (VH responsables d'intervention – 1.5 journées)
• Débroussaillage
• Utiliser la tronçonneuse en toute sécurité
• AIPR : autorisation d'intervention à proximité des réseaux

Prévention des risques professionnels : durée variable
Exemples de formations :
• PSC1 : savoir alerter les secours et effectuer les gestes de premiers secours
• Expositions aux bruits et vibrations
• Ergonomie
• Manipulations extincteurs
• Sauveteur Secouriste du Travail (SST)
• Prévention des troubles musculosquelettiques

4/ PROFESSION MANAGER
Itinéraire de formation obligatoire pour les **responsables d'exploitation** comprenant 4 modules obligatoires et un module complémentaire en 12 mois (voir axe 1). Ces formations de professionnalisation ont pour objectif de perfectionner les savoirs-faire managériaux.
Exemples de formations complémentaires : positionnement du cadre de proximité, organiser le travail d'une équipe technique, gestion des conflits, ...

2.4. Direction Générale Adjointe de l'Education, de l'Attractivité et des Stratégies départementales (DGAE)

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES (DAC)

> Orientations Formation
• Déployer de nouveaux outils numériques dans les établissements culturels (accueil, billetterie, médiation culturelle)
• Initier une stratégie de mécénat culturel
• Développer la visibilité de l'action départementale sur les réseaux et actions de communication
• Valoriser et améliorer l'attractivité et la visibilité des musées
• Accompagner le monde associatif
• Logiciels Métiers
• Développer les expertises professionnelles des agents, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES (DAD)

> Orientations Formation
• Perfectionnnement en conservation préventive et restauration des fonds
• Gestion des mouvements d'œuvre et des collections
• Logiciels Métiers
• Développer les expertises professionnelles des agents,…

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES SPORTS

> Orientations Formation
• S'inscrire dans des actions sportives exemplaires en matière de para-sports
• Poursuivre les projets en direction de la jeunesse sur les thématiques d'accès aux loisirs
• Développer des projets autour de la mobilité et de l'environnement
• Développer les expertises professionnelles, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DES COLLEGES, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE (DCEJ)

DCEJ HORS Agents des Collèges

> Orientations Formation
• Poursuivre les démarches liées à l'introduction de la plateforme Approv'Halles (Seine et Marne fraicheur)
• Analyser les évolutions démographiques et les capacités d'accueil des collèges (tableaux de bord partagés, travail en mode projet et transversalité, …)
• Logiciels Métiers
• Participations aux projets éducatifs des collèges
• Sécurisation des collèges (contrôle d'accès, …)
• Développer les expertises professionnelles par des formations ciblées et les conférences territoriales annuelles des collèges, …

PADC 2025/2027

DCEJ Agents des collèges

> Orientations Formation

• Poursuivre la professionnalisation des agents en valorisant leur technicité et expertise, par des formations métiers dédiées et/ou sur des fondamentaux
• Poursuivre une stratégie RH pour le personnel des collèges (évolutions de carrière, reconversions professionnelles pour inaptitude physique, …)
• Prévenir les risques professionnels au sein des collèges et veiller aux conditions de travail des personnels
• Développer les parcours professionnels des agents : accès encouragé aux dispositifs de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), préparation aux concours, formations aux socles de connaissance de base, formations de prévention à l'usure professionnelle (troubles musculosquelettiques, …) afin de mieux accompagner les éventuelles reconversions professionnelles
• Encourager les bonnes pratiques en matière de développement durable (gestion des déchets, gaspillage alimentaire

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels

• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

A savoir :

Le Département s'est engagé dans une politique volontariste de promotion des parcours professionnels pour les années 2025 à 2027. Ces dispositifs de formation permettent d'acquérir des compétences liées à un métier, une fonction, une réglementation et répondent à différents objectifs (tels que la formation continue, le maintien dans l'emploi, l'évolution professionnelle, la mobilité ou la reconversion professionnelle).
Mis en œuvre auprès du CNFPT ou d'organismes extérieurs, par le biais de la formation professionnelle continue ou de la validation des acquis de l'expérience (VAE), ces parcours permettront aux agents d'obtenir une attestation de réussite, une certification ou un diplôme au terme de leur apprentissage.
Dans le cadre de cette politique, il a été souhaité qu'une première expérimentation soit initiée, auprès des agents des collèges. Initié par le biais de la formation professionnelle continue, ce parcours professionnel permettra aux agents d'obtenir le titre professionnel de « Cuisinier en restauration collective » (voir annexe 2).

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027
FORMATIONS DES AGENTS DES COLLEGES

1/ PARCOURS METIERS

Parcours « Restauration scolaire »
Objectif de formation : Acquérir les connaissances de base dans le cadre de l'hygiène alimentaire, des techniques culinaires, de l'organisation du travail, de l'alimentation durable et de l'accueil des collegiens.
Public/ durée : Agents de restauration scolaire nouvellement recrutés – durée variable
Itinéraire de formation :
• Hygiène alimentaire en restauration scolaire (HACCP, sensibilisation à la légionnelle, …)
• Règlementation relative à l'hygiène applicable en restauration collective
• Équilibre alimentaire en restauration collective
• Recyclage quinquennal

Parcours « Entretien des locaux»
Objectif de formation : Permettre aux agents d'acquérir les connaissances de base en matière d'hygiène, d'entretien des locaux et de techniques de nettoyage, afin d'intervenir en toute sécurité, et adopter les bons gestes en matière de bio-développement, tout en préservant leur santé.

Public/ durée : Agents d'entretien nouvellement recrutés – durée variable
Itinéraire de formation :
• Règles d'utilisation des produits d'entretien
• Prévention des troubles musculosquelettiques
• Nouvelles techniques de nettoyage par le biais d'outils mécanisés : monobrosse, autolaveuse…
• Sensibilisation au risque électrique.

2/ RECURRENTS METIERS

Sécurité : répondre aux obligations réglementaires et aux préconisations en matière de formation sécurité au travail
• HACCP 1 et 2 préconisé tous les 3 ans pour les personnels intervenant en restauration
• Gestes qui sauvent : tous les agents (atelier de deux heures)
• Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) : assistants de prévention
• Habilitations électriques (BS, BE Manœuvre / BE Manœuvre) : Formation obligatoire pour les agents polyvalents intervenant en maintenance, les agents d'accueil et chefs de cuisine ayant vocation à diagnostiquer voire intervenir en cas de panne technique en demi-pension ; les assistants de prévention et les agents logés
• Habilitations électriques BR : les agents de maintenance
• Manipulations extincteurs : Tous les agents, prioritairement agents d'accueil, agents polyvalents intervenant à l'accueil, assistants de prévention et agents logés
• Gestes et postures : tous les agents
Public/ durée : tous les agents selon leurs missions – durée variable

Restauration : poursuivre les formations métiers destinées aux personnels intervenant en restauration : tronc commun et stages (techniques culinaires, équilibre nutritionnel, communication, développement durable, …).

Maintenance générale : maintenir et développer la technicité des agents de maintenance (projet de cycle de formation « maintenance générale » - tous corps d'état).

Accueil : Appliquer les techniques d'accueil de façon adaptée selon les situations et spécificités des publics : accueil physique et téléphonique, gestion des situations agressives, … (agents d'accueil).

3/ PROFESSION MANAGER
Itinéraires de formation obligatoire pour les chefs de cuisine comprenant 4 modules obligatoires et un module complémentaire en 12 mois (voir axe 1). Ces formations de professionnalisation ont pour objectif de perfectionner les savoir-faire managériaux.
Exemples de formations complémentaires : positionnement du cadre de proximité, organiser le travail d'une équipe technique, gestion des conflits, ...

2.5. Direction Générale Adjointe de la Solidarité (DGAS)

DIRECTION DE L'INSERTION, DE L'HABITAT ET DE LA COHESION SOCIALE (DIHCS)

Insertion

> Orientations Formation
• Permettre le retour à l'emploi du plus grand nombre, en renforçant les partenariats locaux et nationaux notamment dans le secteur de l'insertion par l'activité économique
• Positionner le bénéficiaire du RSA au coeur du dispositif et le rendre acteur de son propre parcours, à travers notamment la co-construction de projets en lien avec le référent de parcours
• Repenser de nouvelles approches des accompagnants, s'inscrivant dans la globalité et la proximité, et ainsi optimiser le partage d'information entre professionnels, développer de nouveaux outils numériques, favoriser les groupes d'échange…
• Formations d'expertises professionnelles
• Logiciels métiers…

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants

• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

Action sociale

> Orientations Formation

• S'inscrire dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et les exclusions dans le cadre du plan pauvreté, afin de garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans différents domaines tels que l'emploi, le logement, la santé, la protection de la famille et de l'enfance…)
• Favoriser le développement social en réponse aux évolutions sociétales et technologiques, via, notamment, le développement d'interventions collectives et la mise en oeuvre de modalités d'accueil numérique
• Être en capacité de garantir un accueil social inconditionnel généraliste de qualité et favoriser le développement de compétences des référents de parcours dans le cadre d'un accompagnement social global de l'usager
• Soutenir et décliner les engagements institutionnels relatifs à la prévention de la radicalisation et à la lutte contre les violences faites aux femmes, via notamment l'instauration de relais d'information et de prévention sur les territoires
• S'adapter aux évolutions réglementaires en développant les pratiques professionnelles des agents.

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels

• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET DES FAMILLE (DPEF)

> Orientations Formation

• Mieux appréhender le cadre juridique et le contexte non juridique de la prévention et de la protection de l'enfance
• Renforcer le suivi du processus d'adoption, de l'évaluation dans le cadre de l'agrément au suivi d'intégration
• Favoriser une meilleure prise en charge des enfants confiés par une compréhension partagée des enjeux du placement familial
• Consolider la prise en charge et le suivi des mineurs non accompagnés sur le territoire via, notamment, la création d'un service dédié, répondant à l'augmentation constatée du nombre de situations entrantes
• Parcours de formation obligatoire des assistants familiaux visant à améliorer leurs connaissances pour l'accueil des enfants placés
• Parcours de formation des agents du SDAU
• Améliorer l'expertise et la technicité des agents.

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels

• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE LA PROMOTION DE LA SANTE (DPMIPS)

> Orientations Formation

• Assurer un accueil inconditionnel des jeunes en PMISS afin que tout enfant bénéficie des soins nécessaires à un développement physique, psychomoteur, affectif et social harmonieux, dans son cadre de vie, en favorisant une action globale de la PMISS accessible à tous les territoires
• Développer le travail partenarial en réseau pour une meilleure visibilité de la protection maternelle et de la planification
• Participer à la lutte contre les violences faites aux femmes et violences intrafamiliales à travers un meilleur repérage et des orientations plus ciblées
• Garantir le respect des règles d'éthique médicale et des droits individuels (RGPD), dans le cadre de la mise en oeuvre du dispositif de prévention périnatale
• Améliorer l'expertise et la technicité des agents dans le périmètre de leurs missions (ex : écrits professionnels en PMISS, évaluation dans le cadre de l'information préoccupante, actualités juridiques et jurisprudentielles, lutte contre les violences intrafamiliales, …).

PADC 2025/2027

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

> Orientations Formation
• Poursuivre les politiques en faveur des personnes handicapées et âgées
• Adapter les pratiques professionnelles aux évolutions induites par les réformes réglementaires
• Améliorer l'expertise et la technicité des agents.
• Techniques de contrôle des ESMS sur le champ des personnes
• Expertise en matière financière dans le domaine de la tarification des établissements, …

> Orientations Gestion des Emplois et Parcours Professionnels
• Stabilisation des effectifs
• Pourvoi des postes vacants
• Anticipation des départs en retraite (apprentissage, …)

AXE 3 : LA PRESERVATION DE LA SANTE, DE LA SECURITE ET DE LA QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

L'autorité territoriale est chargée de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité. Le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale définit les règles applicables.

Ces mesures comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail : mise à disposition de locaux et de matériels adaptés, mise en place de protection collective…
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés : nomination d'assistants de prévention, réalisation du document unique d'évaluation des risques, registre santé et sécurité au travail, contrôles et vérifications périodiques…
- des actions d'information et de formation.

Pour ce dernier point, deux types de formations peuvent être distingués :

- les formations générales : accueil sécurité, prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1), sauveteurs secouristes du travail (SST), assistants de prévention, …
- les formations spécifiques : services de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP), conduite en sécurité, …

Les principaux objectifs sont d'informer l'agent sur les risques spécifiques de son poste de travail, sur les mesures de prévention à respecter au sein de la collectivité ainsi que de la conduite à tenir en cas d'accident.

Ces formations sont dispensées sur le temps de travail et des « recyclages » (remise à jour des connaissances) doivent être réalisés régulièrement. Pour certains types de formations, des périodicités minimales obligatoires doivent être respectées.

Les agents ont, quant à eux, l'obligation de suivre ces formations et de respecter les consignes qui leur sont données, notamment en fonction des missions exercées (agents du domaine technique par exemple).

TYPOLOGIE DES FORMATIONS	CIBLE	PRESTATAIRES
1. Formation des acteurs hygiène et sécurité	Selon les projets	Formateurs internes Prestataires externes CNFPT
2. Prévention des risques	Selon les projets	
3. Conduite, transport et réseaux	Agents de la Direction des Routes	Prestataires externes

PADC 2025/2027

Orientations du plan 2025/2027 pour l'axe 3 :

- Accompagner les agents à exercer leurs missions en toute sécurité :
  - Mobilisation des formateurs internes sur les formations hygiène et sécurité afin de développer une culture commune de la prévention des risques professionnels (Sauveteurs et secouristes au travail – SST par exemple) ;
  - Mise en oeuvre des formations CACES, autorisations de conduite et permis poids lourds pour les agents de la direction des Routes, en corrélation des recrutements effectués ;

- S'inscrire dans une démarche de prévention des risques et de protection de la santé physique et mentale des agents :
  - Mise en œuvre de formations de Gestes et postures pour l'ensemble des agents ;
  - Poursuite des formations liées aux premiers secours en santé mentale (PSSM), débutées auprès des agents de la DRH et des travailleurs sociaux, afin d'acquérir des connaissances de base concernant les troubles de santé mentale et de mieux y faire face ;
  - Déploiement de formations à la prévention des relations agressives avec les usagers afin de privilégier la mise en place de nouveaux comportements et de formaliser des "bonnes pratiques" pour les métiers en lien avec le public ;
  - Accompagnement des projets de prévention des risques psychosociaux (RPS) menés par la Sous-Direction de la qualité de vie au travail de la DRH : poursuite de la formation à la prévention des RPS pour les encadrants, pour les membres du FSSSCT / CST et pour l'ensemble des agents ;
  - Poursuite des formations de sensibilisation et de prévention aux Violences Sexuelles et Sexistes au Travail (VSST).

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> Former aux risques professionnels et accompagner la démarche de prévention
Objectifs de formation : développer une culture de prévention, savoir identifier et prévenir les risques auxquels sont soumis les personnels, en vue de mettre en place des actions de prévention pertinentes et améliorer les conditions de travail
Axes de formations :
- Habilitations électriques
- Conduite : Conduite préventive, conduite des personnalités, véhicules électriques, …
- Prévention des risques : Ergonomie, risques liés à l'activité physique, travail en hauteur, bruits et vibrations, amiante, AIPR,...
- Autres : PSC1, SSIAP1 et 2, manipulation extincteurs, SST, formation aux gestes qui sauvent,…
Public/ durée : Formation obligatoire pour les agents concernés (personnels techniques, …), durée variable selon les formations.

> Conduite et transport
Objectifs de formation : apporter aux agents les compétences nécessaires pour conduire un engin ou un véhicule en toute sécurité.
Exemples de thématiques de formation :
• CACES
• formations liées à la délivrance d'autorisations de conduite
• PEMP
• Permis C, …
Public/ durée : Agents techniques et agents d'exploitation, durée variable selon les formations.

PADC 2025/2027

> Prévenir les risques psychosociaux et préserver la santé et qualité de vie au travail
Objectifs de formation : mettre en place des actions de formation et de sensibilisation qui contribuent à la santé physique et mentale des agents.
Exemples de thématiques de formation :
• Comprendre et analyser les situations de souffrance au travail
• Repérer les situations professionnelles stressantes, les différents profils de personnes en situation de stress et leurs zones de fragilité, mettre en place des points de repères et de vigilance
• Accompagner le volet humain du changement et la transformation
• Gérer une situation de crise
• Premiers secours en santé mentale
Public/ durée : Agents de la DRH, autres agents, durée variable selon les formations.

> PREVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX (RPS) - ENCADRANTS
Objectifs de formation :
• Définir les composantes du bien-être au travail et les différents facteurs de risques psychosociaux
• Décrypter les situations de souffrance au travail et identifier les pistes d'action
• Développer les relations de travail de qualité au sein de son équipe
• Animer avec l'intelligence collective
• Identifier les interlocuteurs adaptés et les acteurs de prévention
Public/ durée : Encadrants, en distanciel ou présentiel, de ½ journée à 2 jours selon approfondissement

AXE 4 : L'ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS PROFESSIONNELS

La politique ressources humaines de la collectivité privilégie un double objectif :

- d'une part, offrir aux agents des parcours professionnels permettant l'acquisition de nouvelles compétences, un déroulement ou une évolution de carrière, consécutivement au suivi des formations statutaires obligatoires ;
- et d'autre part, accompagner les transitions professionnelles de celles et ceux en situation d'usure ou d'inaptitude professionnelle.

A cette fin, elle s'appuie sur les dispositifs créés par le décret du 22/07/2022, mais également sur l'ensemble des outils favorisant l'évolution professionnelle, comme les préparations aux concours et examens professionnels, la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), les bilans de parcours professionnels ou de compétences ou encore la Période Préparatoire au Reclassement (PPR) prévue par le décret n°2019-172 du 5 mars 2019 pour les agents en situation d'inaptitude.

De même, afin de valoriser les parcours professionnels et encourager la mobilité, la direction des Ressources Humaines, par le biais des CEP et des chargés de recrutement, offre à chaque agent de se faire assister par un conseiller spécialisé en évolution professionnelle et participer aux « Ateliers de la Mobilité » afin de refondre son CV, performer des entretiens, mais également découvrir les métiers internes de la collectivité grâce aux immersions d'une journé « Vis mon Job » organisées par la DGAR.

Orientations du plan 2025/2027 pour l'axe 4 :

- Développer les compétences tout au long de la vie professionnelle :
  - Des formations d'intégration aux formations de perfectionnement, permettre aux agents d'accéder à une offre de formation plurielle (présentielle, distancielle, immersive, ...) et les rendre acteur de leur parcours ;
  - Offrir aux agents une professionnalisation continue par le biais de dispositifs innovants : création d'une « Ecole de Cuisine » interne en 2025 afin de permettre à une dizaine d'agents d'obtenir le Titre Professionnel de Cuisinier en Restauration Collective ;

- Favoriser le maintien dans l'emploi des agents départementaux :
  - Définir une offre de formation dédiée aux publics dits prioritaires et en instance de reclassement professionnel : mise en œuvre de formations individuelles et collectives ciblées (parcours CNFPT et formations spécifiques prises en charge via le conventionnement FIPHFP) pour les agents suivant une PPR ;

- Accompagner le développement de l'apprentissage dans les services et favoriser l'intégration de ces publics au sein de la collectivité à l'issue de leurs contrats ;

- Valoriser les parcours professionnels :
  - Déploiement des outils et dispositifs d'accompagnement des parcours professionnels : bilans de parcours professionnels, validation des acquis de l'expérience, plans individuels de développement des compétences, formations d'expertises, immersions professionnelles (découvertes métiers en vue de faciliter la mobilité), … ;
  - Permettre la réalisation des actions de formations liées au Compte Personnel de Formation (CPF), dans le cadre des crédits budgétaires disponibles.

TYPOLOGIE DES FORMATIONS	CIBLE	PRESTATAIRES
1. Formations statutaires obligatoires : - Formation d'intégration - Formations de professionnalisation (premier emploi, tout au long de la carrière et suite à l'affectation sur un poste à responsabilité)	- Fonctionnaires stagiaires - Agents titulaires - Agents contractuels recrutés sur poste permanent pour une durée égale ou supérieure à une année	CNFPT
2. Formations non obligatoires liées à l'évolution de carrière : - Formations de perfectionnement - Formations de préparation aux concours et examens professionnels - Formations de lutte contre l'illettrisme (apprentissage des savoirs de base) - Formations personnelles : o Formations diplômantes ou qualifiantes o Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) o Bilan de parcours professionnel ou bilan de compétences o Congé de Formation Professionnelle (CFP)	Tous les agents	CNFPT Prestataires externes E-learning
3. Actions de formation liées à une évolution professionnelle via le Compte Personnel de Formation (CPF)	Tous les agents	CNFPT Prestataires externes E-learning
4. Accompagnement des projets d'évolution ou de reconversion professionnelle	Tous les agents	DRH/CEP CNFPT Prestataires externes

4.1. Formations statutaires obligatoires d'intégration et de professionnalisation

FORMATION D'INTEGRATION

La formation d'intégration concerne les fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale, ainsi que les agents recrutés sur un emploi permanent pour une durée d'au moins un an, en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Elle constitue la première étape de la construction du parcours professionnel de l'agent, et conditionne la titularisation des agents stagiaires.

FORMATIONS D'INTEGRATION

Organisée de manière exclusive par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), la formation d'intégration vise à sensibiliser l'agent à son nouvel environnement professionnel, l'aider à appréhender les valeurs du service public et acquérir des savoir-faire transversaux. Les contenus sont similaires pour tous les agents de la même catégorie d'emploi, quel que soit leur métier.

Depuis 2023, le nombre de sessions ouvertes par le CNFPT couvre difficilement les besoins recensés en matière de formations d'intégration des fonctionnaires stagiaires, rendant complexe l'accès en formation des agents contractuels. De manière palliative, la collectivité propose des formations internes sur le statut de la Fonction Publique afin que les agents puissent appréhender le cadre juridique relatif à l'environnement territorial et au déroulement de carrière.

FORMATIONS DE PROFESSIONNALISATION

Les formations de professionnalisation accompagnent les agents tout au long de leur carrière et sont réparties entre trois types de formations :

- **La formation de professionnalisation au premier emploi**

Elle vise à l'adaptation de l'agent à son nouvel emploi en lui permettant d'acquérir les connaissances et les compétences lui permettant de remplir avec succès ses missions.
La durée d'une formation de professionnalisation au premier emploi est fixée par le statut particulier du cadre d'emplois sur lequel est nommé l'agent (entre 3 et 10 jours) ;

- **La formation de professionnalisation tout au long de la carrière**

Elle vise à permettre à l'agent de maintenir à jour ses connaissances et ses compétences.
Cette formation s'organise suivant un cycle de 5 ans au cours duquel l'agent doit cumuler entre 2 et 10 jours de formation (durée déterminée par le statut particulier du cadre d'emplois auquel appartient l'agent) ;

- **La formation de professionnalisation à la suite de l'affectation sur un poste à responsabilité**

Ce dernier type de formation de professionnalisation s'impose, dans un délai de six mois, dès la prise de certains postes à haute responsabilité, tels que les emplois fonctionnels, les emplois éligibles à certaines NBI, ou encore les emplois qualifiés comme tels par l'autorité territoriale (après avis du CST).
La durée de la formation de professionnalisation à la suite de l'affectation sur un poste à responsabilité est comprise entre 3 et 10 jours. Cette formation est prise en compte au titre du nombre de jours de formation de professionnalisation tout au long de la carrière.

4.2. Formations non obligatoires liées à l'évolution de carrière

PREPARATIONS AUX CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

Les préparations aux concours et examens professionnels sont majoritairement organisées par le CNFPT et sont ouvertes à tous les agents du Département titulaires ou contractuels, occupant un emploi permanent et remplissant les conditions d'accès définies par la collectivité.

La participation à ces préparations est toujours conditionnée par l'accord préalable de la collectivité.

Sauf exception, l'accès aux préparations reste soumis à la réussite d'un test d'orientation préalable réalisé à distance.

Les préparations elles-mêmes peuvent également être proposées à distance, partiellement ou en totalité.

A savoir :
Plan d'accompagnement à la réussite aux concours et examens professionnels

- **Préparation** : la direction des Ressources Humaines a engagé une réflexion afin d'offrir aux agents souhaitant passer des concours et ayant échoué au test de positionnement d'entrée en préparation du CNFPT ou aux épreuves écrites ou orales, après avoir suivi une préparation au CNFPT, le bénéfice de formations pour développer leur maitrise de l'expression écrite et d'accompagnement individualisé pour la réussite des oraux.

- **Inscriptions** : les concours et examens sont organisés par le Centre de Gestion de Seine-et-Marne (CDG77) ou le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite ou grande couronne. Il revient aux agents de s'inscrire directement auprès du centre organisateur.

- **Révision** : Les agents inscrits à un concours ou examen professionnel peuvent, dans la limite d'un total de 5 jours par année civile, utiliser leur Compte Personnel de Formation (CPF) ou leur Compte Epargne Temps (CET) pour disposer d'un temps de préparation personnel.

LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME ET APPRENTISSAGE DES SAVOIRS DE BASE

Offre de formation du CNFPT en matière de compétences de base

Les actions de formation en vue de favoriser l'apprentissage des savoirs de base sont intégrées dans le système de formation tout au long de la vie professionnelle (article L.422-21 du CGFP).

Elles visent à favoriser le développement des compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification professionnelle, permettre l'adaptation aux évolutions techniques et contribuer à l'intégration et la promotion sociale.

Le CNFPT propose une offre de formations aux compétences de base autour des 4 degrés. Chaque degré correspond aux besoins de l'agent en formation. Ces degrés s'inscrivent aussi dans un parcours :

- **Acquisition** :

Les degrés 1 et 2 correspondent à des formations d'acquisition des compétences de base : bien qu'ayant été scolarisé, l'agent ne maîtrise pas la lecture et/ou l'écriture d'un texte simple : il s'agit pour l'agent de réapprendre, de renouer avec la culture de l'écrit.

- Degré 1 : d'une durée de 25 jours renouvelables, ce degré vise à permettre l'acquisition de compétences permettant de se repérer dans l'univers de l'écrit, des nombres, dans l'espace et dans le temps, de participer à des échanges oraux avec des questions/réponses simples ;

- Degré 2 : d'une durée de 25 jours, ce degré vise à permettre à l'agent de lire, d'écrire des phrases simples, de trouver des documents courants, de donner et de prendre des informations orales lors d'une entretien, de résoudre des problèmes de calculs simples ;

Les agents sont orientés vers le dispositif le plus adapté à leur situation et leur niveau de compétences au travers d'une session comprenant un test de positionnement (lecture, écriture, mathématiques) ainsi qu'un entretien individualisé.

- **Remise à niveau (pré-requis : l'agent sait lire et écrire)**

- Degré 3 : d'une durée de 10 à 15 jours, ce degré vise l'acquisition de compétences permettant de lire et d'écrire des textes courts, d'argumenter, de résoudre des problèmes plus complexes, d'utiliser plus largement des supports numériques ;

- Degré 4 : d'une durée de 8 jours, ce dernier degré mobilise l'ensemble des compétences nécessaires pour être à l'aise en français à l'écrit et à l'oral en situation professionnelle.

Projet Voltaire

Parallèlement à l'offre de formation du CNFPT, le Département ouvre aux agents la possibilité de suivre les enseignements de la plateforme à distance « Projet Voltaire ».

Cette formation en ligne, dédiée à la maîtrise de la langue française, permet aux agents inscrits, quel que soit le niveau détenu, de pouvoir s'entraîner à leur rythme avec un programme entièrement personnalisé afin de progresser en orthographe, grammaire et expression écrite.

A savoir :

Depuis l'introduction de la plateforme au sein du Département en 2022, plus de 600 agents ont bénéficié d'une inscription sur les apprentissages de « Projet Voltaire ».

FORMATIONS PERSONNELLES

Ce type de formation vise à permettre aux agents de réaliser un projet professionnel ou personnel (en dehors des projets d'évolution professionnelle qui relèvent du Compte Personnel de Formation), en mobilisant différents dispositifs tels que la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), la réalisation de bilans professionnels, le congé de formation professionnelle (CFP), ...

4.3. Actions de formation liées à une évolution professionnelle via le Compte Personnel de Formation (CPF)

L'utilisation du CPF porte sur toutes les actions de formation ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement de compétences nécessaires à la mise en oeuvre d'un **projet d'évolution professionnelle** (mobilité, promotion ou reconversion professionnelle par exemple).

La mobilisation du CPF est à l'initiative de l'agent, qui en fait la demande par écrit (formulaire disponible sur Sésame rubrique « Ressources Humaines - Se former). Son acceptation est soumise aux nécessités de service.

Les demandes de mobilisation du CPF sont analysées par la commission CPF de la collectivité, 4 fois par an, selon les critères de sélection fixés par délibération et selon le budget annuel alloué.

4.4. Accompagnement des projets d'évolution ou de reconversion professionnelles

Au-delà du CPF précité, le législateur a introduit, par le biais du décret n°2022-1043 du 22 juillet 2022 et de l'arrêté du 01/08/2023, de nouveaux outils et dispositifs afin de favoriser l'évolution professionnelle des agents publics.

Le décret du 22 juillet 2022 ouvre ainsi des droits renforcés, pour certains agents publics, en matière de :

- Congé de formation professionnelle (CFP),
- Réalisation de bilans de compétences et de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE),
- Reconversion professionnelle, par la création d'un congé de transition professionnelle.

De nouveaux dispositifs sont également créés tels que le bilan de parcours professionnel, le plan individuel de développement des compétences et la période d'immersion professionnelle (se reporter au guide de la formation professionnelle).

En application des textes réglementaires, l'offre du Département en matière d'accompagnement à l'évolution professionnelle prévoit des droits renforcés pour les agents publics :

- appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie C et n'ayant pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou un titre professionnel enregistré et classé au niveau 4 (baccalauréat) au sens du répertoire national des certifications professionnelles ;
- en situation de handicap ;
- pour lequels il est constaté, après avis du médecin du travail compétent, qu'ils sont particulièrement exposés, compte tenu de leurs situations professionnelles individuelles, à un risque d'usure professionnelle.

Afin d'accompagner les agents dans leur évolution professionnelle, le Département met à leur disposition plusieurs dispositifs leur permettant de construire et confirmer leur projet :

- **Entretiens individualisés et confidentiels** avec un Conseiller en Evolution Professionnelle référent (CEP) ;

- **Ateliers thématiques** :
  - « Ateliers de la Mobilité » : perfectionner les outils de candidatures (CV, lettre de motivation, entretien de recrutement…) et construire un plan d'actions précis grâce aux CEP et aux chargés de recrutement ;
  - « Ateliers Bilans de parcours professionnel » : identifier ses potentiels et ses aspirations, dans une démarche d'évolution ou de mobilité professionnelle ;

- **Actions ciblées** : stages d'observation, immersions professionnelles (dispositif « Vis mon Job », …) ;

- **Accompagnement au reclassement** : les agents présentant une inaptitude aux fonctions correspondant aux emplois de leur grade par le comité médical peuvent bénéficier d'une période de préparation au reclassement (PPR) permettant d'anticiper une reconversion professionnelle.

La PPR a pour objectif de préparer l'agent pour de nouveaux emplois compatibles avec son état de santé. Elle vise à accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement et comporte des périodes de formation, alternant avec des périodes d'observation et de mise en situation sur un ou plusieurs postes.
Un dispositif d'accompagnement en formation, combinant des formations collectives et individuelles est instauré durant cette période.

PADC 2025/2027

DISPOSITIFS DE FORMATIONS MOBILISES DURANT LE PARCOURS PPR	PRESTATAIRE
Tests de positionnement pré-formation	CNFPT Prestataires externes
Acquisition ou Remise à niveau des compétences de base (français / mathématiques)	CNFPT Prestataires externes (Projet Voltaire)
SOCLE COMMUN COMPETENCES TECHNIQUES ET COMPORTEMENTALES : - Connaissances de l'environnement territorial (statut) - Connaissances administratives (accueil physique et téléphonique, compte-rendus, écrits professionnels, redaction d'une note, …) - Connaissances interpersonnelles (prise de parole en public, gestion du temps, travailler en équipe, …) - Connaissances bureautique et numérique (découverte de l'environnement windows, outlook, excel, word, …) et des logiciels métiers	CNFPT Prestataires externes Formateurs Internes
Accompagnement des besoins individuels (en fonction des projets et niveaux de chaque agent concerné) par des immersions professionnelles ciblées et des formations "transversales" ciblées	Pour les immersions : Directions et services du Département et collectivités externes Pour les formations complémentaires : CNFPT Prestataires externes
Evaluation des Compétences Professionnelles acquises à l'issue du parcours ; Ateliers de recherche d'emplois, accompagnement à la prise de nouvelles fonctions par de nouvelles formations le cas échéant	DRH/CEP CDG77

A savoir :

Après attache du Conseiller en Evolution Professionnelle (CEP) référent, le service Formation contacte directement l'agent concerné par le dispositif, afin de le recevoir en entretien et déterminer un parcours de formation personnalisé et adapté à ses besoins de compétences.

A savoir :
Accompagnement formatif des agents en reclassement professionnel

Pour la période 2025/2027, la direction des Ressources Humaines mène une réflexion sur une prise en charge hybride des accompagnements au reclassement, alternant parcours collectif de formation et immersions individuelles. Cette hybridation permettrait aux agents de suivre un parcours complet de formation (délivré par le CNFPT prioritairement ou autre organisme extérieur) sous format collectif de 15 personnes, avant d'engager par la suite des immersions professionnelles variées (stages d'observation de quelques jours, immersions plus longues dans les directions et services de la collectivité ou en externe…).

4.5. Politique d'insertion professionnelle et de relève

Le Département a favorisé, au cours de ces dernières années, plusieurs dispositifs RH à destination des jeunes, afin de leur permettre de découvrir le fonctionnement de la collectivité, d'acquérir une première expérience professionnelle et de développer leurs compétences ou employabilité.

- **L'accueil des apprentis**

Le Département a accueilli près de 50 apprentis en 2024. Le dispositif de l'apprentissage a été renforcé ces dernières années afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes mais également s'inscrire dans une perspective de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (départs en retraite annoncés, métiers dits « en tension », métiers en développement…).
S'agissant des diplômes préparés, la collectivité a souhaité poursuivre sa politique d'accueil de jeunes apprenti(e)s préparant des Certificats d'Aptitude Professionnelle (CAP) ou de Brevets d'Etudes Professionnelles (BEP), notamment pour des métiers techniques (secteur de la restauration scolaire par exemple).
La sélection des apprentis accueillis repose sur les besoins émanant des directions ainsi que le diplôme préparé, conformément aux exigences du CNFPT (métiers en tension, niveaux de diplômes, …).
Dans le cadre du projet pluriannuel d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap liant le Département au Fonds d'Insertion des Personnes Handicapés dans la Fonction Publique (FIPHFP), une attention particulière est portée aux apprentis reconnus travailleurs handicapés, quelle que soit la nature du handicap.
Enfin, un accent est porté sur la valorisation des maîtres d'apprentissage, qui consacrent du temps à l'accompagnement et la montée en compétences de ces jeunes.
Conformément à la règlementation, les agents titulaires bénéficient d'une NBI de 20 points (et 500 € bruts annuels pour les agents contractuels) et d'un accompagnement par la Direction des ressources humaines (formation à la fonction de maître d'apprentissage, rencontres individuelles et collectives…).

- **L'accueil des stagiaires**

La politique d'accueil des stagiaires vise à élargir et diversifier le public accueilli (collégiens et lycéens en stages d'observation de quelques jours, étudiants se destinant aux métiers d'éducateurs spécialisés, de moniteurs éducateurs et intervenants familiaux, de conseillers en économie sociale et familiale ou d'assistants de service social, étudiants en master, étudiants en instituts d'études politiques, élèves administrateurs territoriaux de l'institut national des études territoriales – INET, …), tout en conservant une logique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences pour de futurs recrutements.

PADC 2025/2027

- **L'accueil de volontaires en Service Civique**

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme (étendu jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap).
Cet engagement permet de se rendre utile aux autres, expérimenter le monde professionnel et gagner en compétences. Il existe 9 domaines d'action dans le service civique : solidarité, environnement, sport, culture, éducation, santé, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté, aide humanitaire.
Dans le cadre de son volontariat, le jeune perçoit une indemnité forfaitaire mensuelle, dont le montant est revalorisé chaque année.
Le Département accueille tous les ans des jeunes en volontariat, principalement au sein de la DCEJ.

- **L'accueil des personnels en Contrat Unique d'Insertion (CUI)**

Le Département s'est engagé dans la formation des personnels qu'il recrute dans le cadre des CUI. Ce dispositif est principalement mobilisé par la Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse (DCEJ). Le partenariat entre l'association Initiatives 77 et le Département prévoit :

- des formations bureautiques et informatiques,
- un accompagnement individualisé renforcé pour accompagner les agents dans la connaissance de leur environnement professionnel et dans l'apprentissage de leurs missions.

FORMATIONS	NB SESSIONS	PRESTATAIRES
FRAIS DE FORMATION DES APPRENTI(E)S	Selon nombre d'apprenti(e)s recruté(e)s	Organismes et Ecole de formation externes
CUI – FONDAMENTAUX DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL	Inclus dans le Parcours collèges	Formateurs internes
CUI – FORMATIONS BUREAUTIQUES ET INFORMATIQUES	10 par an en moyenne	Initiatives 77

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

> PREPARATIONS AUX CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS CNFPT
Objectifs de formation :
• Actualiser ses connaissances, s'approprier la méthodologie
• S'entrainer aux épreuves écrites et orales
Public/ durée : Agents souhaitant préparer un avancement de grade ou un changement de cadre d'emplois, durée variable selon les résultats des tests d'évaluation.

> PLAN D'ACCOMPAGNEMENT A LA REUSSITE AUX CONCOURS/EXAMENS PROFESSIONNELS
Objectifs de formation :
• Perfectionnement des connaissances et de la méthodologie des épreuves écrites et/ou orales
• Accompagnement individualisé aux épreuves écrites et/ou orales
Public/ durée : Agents souhaitant s'engager dans la préparation d'un concours ou examen, durée variable selon les formations suivies.

PADC 2025/2027

> RECONNAISSANCE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (REP/CONCOURS CNFPT)

Objectif de formation :

• Valoriser son expérience professionnelle et la faire reconnaître comme équivalente à un diplôme pour accéder à un concours de la fonction publique (concours externes, concours sur titres)

Public/ durée : Principalement : agents n'ayant pas le titre requis pour présenter un concours, agents disposant d'un diplôme étranger souhaitant une équivalence. Délai d'examen de la demande de REP : 3 mois environ.

> VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE

Obtenir une certification (diplôme, titre, certificat de qualification) pouvant permettre :

• d'accéder à une formation de niveau supérieur ou de s'inscrire à un concours (concours externe ou concours sur titre).

• de reconnaitre les compétences acquises dans le cadre de son activité professionnelle par l'obtention du diplôme.

• d'accéder à certains emplois (titre requis).

Public/ durée : Tout agent bénéficiant d'un an au moins d'activité professionnelle en rapport direct avec la certification visée, durée d'une VAE comprise entre 6 et 12 mois, nécessitant un fort investissement personnel.

> REALISER UN BILAN DE PARCOURS PROFESSIONNEL (EN LIEN AVEC LA DRH/CEP) OU UN BILAN DE COMPETENCES (AVEC UN PRESTATAIRE EXTERNE)

Objectif de formation :

• Permettre à l'agent d'analyser ses compétences professionnelles et personnelles, aptitudes et motivations en vue de définir un projet professionnel et, le cas échéant, un projet de formation.

Public/ durée : 24 h réparties sur 3 mois maximum

- Bilan professionnel : agents souhaitant évoluer au sein de la collectivité, réalisé sous forme de séances collectives et individuelles
- Bilan de compétences : agents titulaires et non titulaires occupant un emploi permanent, réalisé via la mobilisation du CPF.

> MOBILISER SON COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)

Objectif de formation :

• Accéder à une qualification ou développer ses compétences dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle (mobilité, promotion ou reconversion professionnelle)

Public/ durée : Tout agent public, sous réserve du crédit d'heures de formation disponibles sur le compte CPF de l'agent et de l'examen du projet par la commission CPF de la collectivité.

> CONDUIRE SON PROJET D'EVOLUTION PROFESSIONNELLE :

« ATELIERS DE LA MOBILITE »

Objectifs de formation :

• Identifier et comprendre les enjeux d'une candidature du point de vue du candidat et du recruteur
• Savoir élaborer un CV efficace – retravailler son CV actuel
• Maitriser les techniques de rédaction de la lettre de motivation
• Réussir son entretien de recrutement

Public/ durée : Agents souhaitant préparer son projet de mobilité au sein de la collectivité, ateliers réalisés par la DRH (CEP et chargés de recrutement) sous format de 3 ½ journées (2 animations par semestre).

« ATELIERS BILANS DE PARCOURS PROFESSIONNEL »

Objectifs de formation :

• Réfléchir sur ses compétences professionnelles et personnelles
• Prendre de la hauteur et de la distance sur son parcours professionnel afin de mieux connaître son profil professionnel
• Analyser ses aptitudes et motivations en vue de réfléchir à un projet professionnel et/ou projet de formation

Public/ durée : Agents souhaitant préparer un projet d'évolution professionnelle au sein de la collectivité, ateliers réalisés par la DRH/CEP d'une durée de 24 heures réparties sur une période de 3 mois maximum (4 séances collectives et 3 entretiens individuels).

PADC 2025/2027

> PARCOURS COLLECTIF D'ACCOMPAGNEMENT AUX TRANSITIONS PROFESSIONNELLES (CNFPT/FI)

Objectifs de formation :

• Atelier de reconversion et de changement professionnel
• Atelier de construction de son projet d'évolution professionnelle
• Formations de base : connaissance de l'environnement territorial, statut (1 journée), …
• Formations métiers : accueil physique et téléphonique, …

Public/ durée : Agents souhaitant construire un projet de mobilité suite à situation d'usure professionnelle ou inaptitude physique déclarée - Agents en période préparatoire au reclassement (PPR)
Durée à définir, en lien avec des périodes d'immersions professionnelles.

AXE 5 : L'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Cet axe vise un double objectif :

- accélérer la transformation numérique de la collectivité en favorisant :
  - le développement des compétences bureautiques et numériques des agents (outils bureautiques, applicatifs et logiciels métiers) ;
  - le recours à la formation en ligne pour développer une dynamique d'hybridation de l'offre de formation ;
  - l'accessibilité de l'offre de formation des agents sur l'ensemble du territoire seine-et-marnais ;
- contribuer aux enjeux de développement durable par une démarche responsable de la collectivité.

Orientations du plan 2025/2027 pour l'axe 5 :

- Bureautique :
  - Formations assurées par les formateurs internes de la collectivité, en présentiel (fourniture de PC portable aux agents non équipés) ;
  - Mise en œuvre de sessions de formations spécifiquement dédiées aux agents PPR (environnement windows, word, excel, outlook, …) afin de favoriser la cohésion des groupes d'apprenants

- Logiciels Métiers et usages numériques :
  - Maintien des modules de formations du logiciel Grand Angle sur la plateforme 360°Learning (jusqu'au déploiement du nouvel Intranet), complétés le cas échéant par des webinaires afin de répondre aux interrogations des agents dans leur utilisation quotidienne de l'outil ;
  - Formations aux logiciels métiers assurées par les formateurs internes de la collectivité

- Formations à distance :
  - Partenariat avec IdéalCo, la plateforme collaborative de la sphère publique : doublement du nombre des communautés mises à disposition des directions et services (22 abonnements au lieu de 11) ;
  - Poursuite des formats asynchrone mis en œuvre au sein du Département : webinaires (DRH à votre écoute, …), MOOC (modules de formations à distance), SPOC (cours en ligne), …

- Développement durable :
  - Formations de sensibilisation sur les enjeux climatiques et la transition énergétique ;
  - Formations d'implication dans une démarche écoresponsable en collectivité.

TYPOLOGIE DES FORMATIONS	CIBLE	MODALITES
1. Bureautique	Agents de toutes directions	Formateurs internes Prestataires externes E-learning

2. Logiciels Métiers, applicatifs et usages numériques	Agents de toutes directions	Formateurs internes
3. Formations à distance	Agents de toutes directions	CNFPT Prestataires externes E-learning
4. Transition écologique et démarche de développement durable	Agents de toutes directions	CNFPT Prestataires externes

5.1. La transformation numérique

L'essor du numérique a profondément impacté la relation des collectivités locales avec les usagers, conduisant ces dernières à se moderniser, développer de nouveaux services ou à améliorer les services existants. Au-delà, l'impulsion du numérique impacte les processus et l'organisation du travail et par voie de conséquence transforme progressivement les métiers.

La direction des Ressources Humaines, dans le cadre de la stratégie numérique déployée par la direction des Systèmes d'Information et Numériques (DSIN), est au coeur de cette transformation pour les volets accompagnement au changement, adaptation des pratiques et formation, notamment par l'intégration numérique des personnels les plus éloignés de l'outil et la lutte contre l'illectronisme.

BUREAUTIQUE

Les formations bureautique sont majoritairement assurées par des formateurs internes et se déroulent en présentiel, dans une salle interne de la collectivité.

Afin de favoriser l'accès en formation de l'ensemble des agents, le service Formation dispose de 10 PC portables permettant aux agents non équipés de suivre les formations prévues dans les meilleures conditions possibles.

LOGICIELS METIERS, APPLICATIFS ET USAGES NUMERIQUES

La collectivité dispose de différents logiciels métiers et applicatifs présents sur l'ensemble des secteurs administratifs, sociaux et techniques :

INTITULÉ DU LOGICIEL	NOMBRE DE SESSIONS ANNUELLES ESTIME	MODALITE
Métiers administratifs et de la culture		
Actes 77	**3**	**Formateur interne**
Elise utilisateur	**5**	
Elise Iparapheur	**3**	
Eudonet	**3**	
Métiers de la gestion budgétaire et comptable		
Grand Angle – Ergonomie (à distance)	**4**	**Formateur interne**
Grand Angle – Consultation (à distance)	**4**	
Grand Angle Exécution budgétaire (à distance)	**2**	
Grand Angle Idossier (à distance)	**2**	
Grand Angle Marchés (à distance)	**1**	

Grand Angle Patrimoine	**1**	
Grand Angle Préparation budgétaire	**1**	
Arégie administrateur	**3**	
Arégie - régie de dépenses	**6**	
Métiers du technique		
Géoserveur Présentation	**6**	**Formateur interne**
Geoserveur CIRI	**1**	
Géoserveur Arbre gestionnaire	**1**	
Geoserveur CASIER	**1**	
Autocad	**1**	
ID77	**1**	
Pégase	**1**	**Prestataire externe**
Maximilien	**12**	
Métiers de l'informatique et de l'administration de logiciels et bases de données		
Screenpresso	**1**	**Formateur interne**
Qlickview	**4**	
Adobe illustrator	**2**	**Prestataire Externe**
Qliksense	**1**	
Astre initiation	**1**	**Formateur interne**
Astre perfectionnement	**1**	
BO dans l'univers de Astre initiation	**1**	**Prestataire Externe**
BO dans l'univers de Astre perfectionnement	**1**	
SOLIS	**60**	
Central Test	**1**	
Total annuel estimé	**75**	

Au-delà de ces logiciels métiers, la collectivité souhaite également proposer aux agents un accès à des formations plus spécifiques sur des logiciels « grand public », tels que : Photoshop, In Design, Business Object, …

Des sessions de formations sur l'outil « ZOOM » sont également prévues dès 2025 par la DSIN auprès de l'ensemble des agents.

Enfin, dans le cadre de la stratégie cybersécurité développée par la collectivité, une sensibilisation à l'application KAMAE a été déployée courant 2024 auprès de l'ensemble des agents par la DSIN.

FORMATIONS A DISTANCE

L'essor des formations à distance représente une nouvelle donne dans l'accès aux contenus formatifs et au perfectionnement des compétences.

L'objectif de ces formations est de couvrir des besoins spécifiques, prolonger ou accentuer l'efficacité des formations présentielles et s'adapter aux contraintes temporelles et géographiques des agents.

PADC 2025/2027

- L'offre à distance du CNFPT

Le CNFPT, premier partenaire du Département en matière de formation professionnelle, propose une offre de formation distancielle de plus en plus étendue, par le biais de nombreux webinaires, MOOC, SPOC,…
Afin de rendre accessible au plus grand nombre les formations numériques, le CNFPT dispense également certaines sessions de formations obligatoires d'intégration à distance.

Depuis la rentrée 2024, près de 3 500 agents ont été inscrits auprès de la plateforme FORMADIST du CNFPT afin de suivre à distance le module de formation obligatoire « Laïcité » (cours en ligne de 3 heures).

- Les organismes externes

Au-delà du CNFPT, la collectivité a noué, avec des organismes extérieurs, différents partenariats en matière de formation à distance.

- **IDEAL CO**

L'abonnement annuel du Département à la plateforme numérique Ideal Co permet aux agents de bénéficier de nombreuses formations en ligne, participer à des événements et échanger en temps réel avec d'autres collectivités sur une dizaine de communautés métiers.



Le partenariat conclu entre le Département et la plateforme IdéalCo s'enrichit en 2025 de nouvelles communautés afin de répondre aux besoins des directions et services : le nombre d'abonnements passe ainsi de 11 communautés en 2024 à 22 pour l'année 2025 et suivantes.

- **360°LEARNING**

Depuis 2022, le Département a conclu un abonnement à la plateforme 360°Learning, afin de permettre l'hébergement de divers modules de formations (« violences sexuelles et sexistes au travail – VSST », logiciel Métier « Grand Angle »…) ainsi qu'auprès de la société Skillsdays pour l'accès à des contenus formatifs. Ce partenariat sera reconduit en 2025 jusqu'au déploiement du nouvel Intranet.

5.2. La transition écologique et le développement durable

Les formations liées à la transition écologique sont corrélées à l'agenda départemental en matière de développement durable.

Selon les directions et services, les actions de formations peuvent prendre la forme :

- d'une sensibilisation aux thématiques de transition énergétique et de démarche écoresponsable en collectivité par le biais d'ateliers ou de webinaires ;
- de formations ciblées liées à la rénovation énergétique des bâtiments publics, des écomatériaux, des démarches et méthodes pour des routes et voiries durables, des pratiques alternatives aux traitements phytosanitaires chimiques, des achats et marchés publics responsables, du développement durable en restauration collective, …

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

TRANSFORMATION NUMERIQUE

> Bureautique
Objectifs de formation :
• Savoir utiliser les logiciels de l'environnement bureautique standard, sous format initiation et/ou perfectionnement et maîtrise
Exemples de thématiques :
Environnement Windows, Word, Excel, Outlook, internet, intranet, PowerPoint, One Note…
Public/ durée : Agent désirant découvrir ou se perfectionner dans l'utilisation d'un logiciel – Agent PPR 2 jours en moyenne

> Applicatifs et logiciels métiers
Objectifs de formation :
• Savoir utiliser les logiciels et applicatifs ayant cours au sein du Département
• Savoir utiliser les logiciels "grand public" (Photoshop, In design, BI…)
Public/ durée : Agent désirant découvrir ou se perfectionner dans l'utilisation d'un logiciel ou d'un applicatif – Agents en prise de fonctions, de ½ journée à 2 jours

> Usages numériques
Objectifs de formation :
• Se familiariser avec les nouveaux usages numériques, en lien avec la stratégie numérique de la collectivité liée à la cybersécurité (Kamaé)
Public/ durée : Tous les agents

TRANSITION ECOLOGIQUE

> Sensilisation aux enjeux climatiques et à la transition énergétique
Objectifs de formation :
• Comprendre le fonctionnement du système climatique ainsi que les causes et conséquences de son dérèglement
• Faire prendre conscience de la complexité du changement climatique
• Fournir des clés de compréhension pour agir efficacement
Public/ durée : Tous les agents, encadrants – Ateliers/webinaires – Durée variable

> L'implication dans une démarche écoresponsable en collectivité
Objectifs de formation :
• Appréhender la notion de développement durable et d'écoresponsabilité
• Connaitre les caractéristiques et les principales démarches écoresponsables et identifier les leviers et les écueils à éviter
• Se familiariser avec les écogestes collectifs et individuels
Public/ durée : Tous les agents, encadrants – Durée variable

PADC 2025/2027

> Actions de formations selon les directions et services
Exemples de thématiques :
- La rénovation énergétique des bâtiments publics
Public/ durée : Cadres et techniciens du bâtiment – Durée variable
- Les écomatériaux dans les bâtiments
Public/ durée : Cadres et techniciens du bâtiment – Durée variable
- Le contrat de performance énergétique
Public/ durée : Agents en charge de ces thématiques – Durée variable
- Les démarches et méthodes pour des routes et voiries durables
Public/ durée : Encadrants des infrastructures routières – Durée variable
- Achats et marchés publics responsables
Public/ durée : Encadrants chargés d'achats, agents chargés des commandes – Durée variable
- Le développement durable en restauration collective
Public/ durée : chefs de cuisine – Durée variable

AXE 6 : LA TRANSMISSION DE SON EXPERTISE VIA L'ECOLE DES METIERS

Cet axe vise à accompagner la montée en compétences de l'ensemble des membres du réseau de l'Ecole des Métiers et soutenir la dynamique de coopération et d'animation du réseau. Créée en septembre 2016 l'Ecole des Métiers comprend de multiples contributeurs tels que : les formateurs internes, les animateurs réseaux métiers, les coachs internes, les facilitateurs, les maîtres d'apprentissage et les tuteurs.

Orientations du plan 2025/2027 pour l'axe 6 :

- Renouveau de l'Ecole des Métiers, par des temps d'échanges de pratiques et de retours d'expériences, ainsi que rendez-vous formatifs « flash » (formats courts et ciblés mutualisant les compétences).

- Mise à disposition de l'Ecole des Métiers des futures fonctionnalités de l'Intranet : gestion des apprentissages et des formations en ligne, intégration de nouvelles technologies et tendances digitales, espaces collaboratifs, ….

- Formateurs internes :
  - Intégration de nouvelles thématiques de formations : digitalisation des formations, gestion de groupe, nouvelles techniques d'animation,...
  - Poursuite des formations de perfectionnement : ludo-pédagogie, co-animer une session de formation, …
  - Pérennisation des rendez-vous annuels du réseau des FI : séminaire présentiel, workshop distanciel, …

- Autres développeurs de compétences :
  - Création d'un séminaire annuel, sur le modèle de celui des FI, rassemblant les maîtres d'apprentissage et les tuteurs ;
  - Poursuite de la formation continue des maîtres d'apprentissage et des tuteurs ;
  - Mise en œuvre d'un module de formation pour les tuteurs d'agents PPR ;
  - Formations de perfectionnement des animateurs réseaux, des coachs internes et des facilitateurs, selon les besoins d'expertise recensés ;
  - Formation d'un deuxième coach interne.

6.1. Devenir développeur de compétences

LES FORMATEURS INTERNES

Véritables acteurs de la formation, reconnus pour leurs compétences dans leur spécialité, les formateurs internes conçoivent et animent des formations collectives pour les agents du Département.

Le recours aux agents de la collectivité pour assurer certaines formations en interne favorise la transmission des savoirs, valorise le potentiel et les compétences des agents et concourt au sentiment d'appartenance.

Au-delà, la formation interne permet de mieux répondre aux spécificités propres au Département, notamment l'adaptation des contenus de formation au contexte et à la culture de la collectivité. Elle implique davantage les encadrants et les agents dans la formation et offre plus de souplesse dans les modalités de mise en oeuvre.

La formation interne emporte également une optimisation des ressources formation (par rapport au recours à un prestataire externe notamment).

Afin de garantir la qualité des formations dispensées, la collectivité a mis en oeuvre un ensemble de process visant à :

- développer le vivier des formateurs internes, par le biais d'un recensement annuel (EAE),
- contractualiser le cadre de leur intervention, par la signature annuelle d'un agrément et d'un contrat d'intervention (formalisation de l'ingénierie de formation mise en œuvre par le FI et la délivrance d'un CIA de 200 € bruts pour 5 journées d'intervention minimum),
- former les FI, par le biais d'un parcours de formation spécifique, et les accompagner sur l'ingénierie pédagogique,
- animer le réseau des formateurs, par le biais de deux rendez-vous annuels, le séminaire des FI en présentiel et une séance de workshop en distanciel.

A savoir :

Pour la période 2025/2027, la direction des Ressources Humaines mène une réflexion sur une refonte de l'Ecole des Métiers, par le biais de nouveaux cadres d'intervention, une catégorisation plus lisible des différents membres, ainsi qu'une refonte du statut de formateur interne (process de recrutement, modalités d'exercice de leurs fonctions, …).

L'enjeu est par conséquent de poursuivre la mobilisation et la capitalisation des ressources en interne, afin de répondre aux besoins ciblés de la collectivité, tout en conservant l'esprit de coopération et de partage sur lequel repose ce réseau.

LES AUTRES CONTRIBUTEURS INTERNES

Ces agents ont en charge la transmission de leurs savoirs et savoir-faire dans une relation pédagogique duelle ou collective. Ils participent au développement de la coopération intergénérationnelle et à la transmission des valeurs de la Fonction Publique Territoriale.

Les **maîtres d'apprentissage** accompagnent les apprentis dans leur formation par l'encadrement de leurs activités quotidiennes. Ils assurent la cohérence entre les enseignements théoriques délivrés par le Centre de Formation des Apprentis (CFA) et l'expérience pratique acquise en entreprise.

Les **tuteurs de volontaires du service civique** assurent l'accompagnement des jeunes dans leur professionnalisation et leur formation. Les jeunes suivent un parcours de formation dispensé par des formateurs internes et l'organisme UNICITE.

Les **tuteurs des agents en Période Préparatoire au Reclassement (PPR)** accompagnent ces agents dans toutes les périodes de stage pour l'apprentissage des savoir-faire professionnels pendant la durée du parcours prévu par la convention PPR.

A savoir :
Formation des tuteurs

Pour la période 2025/2027, les tuteurs bénéficieront d'un module de formation, sur un format similaire à celui des maîtres d'apprentissage, afin de créer une communauté de tuteurs par le biais d'un réseau d'échanges de pratiques et favoriser le renouvèlement de leur engagement en faveur de l'accueil d'agents en reclassement notamment.

Les **coachs internes** accompagnent individuellement les managers dans la prise de recul et l'identification de leviers d'amélioration de leurs pratiques professionnelles.

Les **facilitateurs internes** accompagnent les services dans la résolution collective de problématiques par le biais de l'utilisation de méthodes réflexion et de production d'idées innovantes.

Les **animateurs de réseaux métiers internes** ont en charge la coordination et l'animation de communautés professionnelles d'entraide et d'échanges de pratiques.

A savoir :

Depuis novembre 2022, 7 réseaux métiers se sont constitués ou sont en cours de constitution au sein de la collectivité :
- Chefs de cuisine,
- Culture projet,
- Référentes Administratives Protection de l'Enfance,
- Assistant(e)s de direction,
- Juristes,
- Arbres,
- Ouvrages d'Art.

Ces réseaux se construisent et se pérennisent sur la base du volontariat et sur l'envie des membres de travailler ensemble et d'échanger. L'impulsion de la démarche et la coordination de l'activité du réseau est fédérée par un ou deux animateurs réseaux métiers.

LES RESEAUX METIERS EXTERNES

Le Département finance l'adhésion à des réseaux externes ayant une vocation affirmée d'apprentissage et d'échanges de pratiques formatifs.

Dans le même esprit, afin de faciliter les échanges de pratiques entre collègues, la collectivité finance des actions d'accompagnement (appel à un expert par exemple) dans le cadre des réseaux métiers internes.

PRESTATAIRES	Cible
AGIR	Agents de la direction des Transports
CAP COM	Agents de la direction de la Communication
IdéalCo (voir axe 5)	Tous les agents concernés par les différentes communautés
Actions d'accompagnement des membres de l'Ecole des Métiers par des organismes extérieurs	Tous les agents membres du réseau

PADC 2025/2027

PLANS D'ACTIONS DU PADC 2025-2027

TRAVAIL PARTENARIAL ET EN RÉSEAU

> Se former au travail en partenariat et en réseau
Objectifs de formation :
• Acquérir des repères théoriques et pratiques sur le partenariat et la méthodologie de travail en réseau
• Réfléchir aux modalités de travail en commun et à la mise en synergie des partenaires
• Identifier des perspectives de travail en partenariat et en réseau à définir selon les contextes d'intervention des participants
Public/ durée : Tout agent amené à travailler avec différents partenaires, à œuvrer au sein du réseau de l'Ecole des Métiers, 2 journées

> Enrichir et animer son réseau professionnel
Objectifs de formation :
• Comprendre le concept de réseau
• Identifier les facteurs clés de réussite de l'animation de réseau
• Développer et organiser ses relations professionnelles grâce à une bonne gestion de son réseau
Public/ durée : Tout agent devant animer un réseau professionnel, 2 journées

TRANSFERTS DE SAVOIRS

> Formation de formateurs
Objectifs de formation :
• Concevoir des formations présentielles ou à distance
• Animer des formations.
• Se constituer une «boîte à outils» de techniques pédagogiques efficaces et faciles à mettre en oeuvre.
Public/ durée : Cadre ou agent amené à devenir FI et animer des sessions de formation collective, 4 journées

> Formation des tuteurs / maitres d'apprentissage
Objectifs de formation :
• Bien se positionner en tant que tuteur/ maitre d'apprentissage
• Proposer des situations de travail adaptées à la personne tutorée
• Partager ses connaissances et son savoir-faire
Public/ durée : Tout agent amené à exercer une fonction de tuteur d'un apprenti, d'un stagiaire, d'un service civique, 2 journées pour les MA, 1 journée minimum pour les tuteurs

> Capitaliser et transmettre son savoir-faire métier
Objectifs de formation :
• Appréhender les enjeux de la transmission
• Identifier ses compétences clés et savoir les modéliser
• Savoir transmettre (les règles de communication)
Public/ durée : Tout agent amené à transmettre son expérience (tutorat, mentorat, …), 2 journées

PADC 2025/2027

ANNEXE 1 : EXEMPLES DE PARCOURS PROFESSIONNELS (LISTE NON EXHAUSTIVE)

DCEJ

> Parcours des agents de restauration scolaire : « Ecole de Cuisine »

- **Ce parcours a débuté le 08/01/2025, en partenariat avec le GRETA 91**

Objectif de formation : Acquérir le titre professionnel de « Cuisinier en restauration collective » (connaissances réglementaires et techniques) :
• Cuisiner les entrées, les plats chauds et les desserts
• Appliquer les règles d'hygiène et de sécurité
• Elaborer des menus et exécuter le plan de maîtrise sanitaire
• Réceptionner et stocker les produits en assurant la traçabilité et en respectant les règles d'hygiène et de sécurité
• Réaliser ou faire réaliser le nettoyage des locaux et des matériels.
Public/ durée : Agents de restauration scolaire - cycle de formation de 350 heures environ réparties sur l'année 2025.

> Parcours « Maintenance des bâtiments »
Objectif de formation : Acquérir le titre professionnel de « Agent de maintenance des bâtiments » (connaissances réglementaires et techniques) :
• Marchés publics, évolutions réglementaires dans le domaine du bâtiment, …
• Pathologie des bâtiments, techniques, procédés et matériaux innovants liés au bâtiment, maintenance et exploitation, …
• Maintenance courante des aménagements intérieurs, de l'installation et des équipements électriques, thermiques et sanitaires d'un bâtiment.
Public/ durée : Techniciens - agents en reconversion professionnelle – Durée variable
Type de dispositif : Formation professionnelle continue

DGAS

> Parcours « Métiers de l'accueil et de l'accompagnement social »
Objectifs de formation : Acquérir le titre professionnel de « Agent d'accueil dans le domaine social » (connaissances réglementaires et techniques)
• Maîtrise des techniques d'accueil et des conditions d'exercice, au regard des spécificités du public
• Accueil et gestion de la demande sociale,
• Maîtrise des fondamentaux de l'accompagnement social (référent de parcours)
Public/ durée : Agents en situation d'accueil, acteurs de l'accompagnement social, agents en reconversion professionnelle - durée variable
Type de dispositif : Formation professionnelle continue

DSIN

> Parcours « Informatique »
Objectif de formation : Acquérir le titre de « Ingénieur informatique »
Public/ durée : techniciens informatiques de la DSIN - durée variable au regard du process VAE
Type de dispositif : validation des acquis de l'expérience (VAE)

PADC 2025/2027

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/08

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_708H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/08**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Avenant n° 1 à la convention avec la MNT relative à la protection sociale complémentaire des agents - risque prévoyance

Avenant à la convention de participation en matière de protection sociale complémentaire "prévoyance" en faveur du personnel du Département de Seine-et-Marne permettant l'adhésion des agents en situation de congé maladie pris de manière fractionnée et des agents à temps partiel thérapeutique à la date d'effet du contrat.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L827-4 à L827-12,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

VU le décret n°2022-518 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'accord collectif national portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux signé le 11 juillet 2023 pour les employeurs territoriaux et les organisations syndicales représentatives au Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale,

VU la délibération du Conseil départemental de Seine-et-Marne n°2024/12/19-7/05 en date du 19 décembre 2024 approuvant la convention de participation relative à la protection sociale complémentaire « prévoyance » et fixant la participation financière départementale à 50% de la cotisation mensuelle des agents,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/08

DÉCIDE

D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de participation tel que joint en annexe à la présente délibération et d'autoriser le Président du Conseil départemental à le signer au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/08

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

AVENANT N°1 AU CONTRAT DE PREVOYANCE COLLECTIVE

Entre : **Conseil Départemental de Seine-et-Marne**

Adresse : Hôtel du Département – CS50377
77010 MELUN CEDEX

Ci-après dénommé(e) le Souscripteur,
d'une part,

Et : **La Mutuelle Nationale Territoriale**
Mutuelle régie par le Livre II du Code de la Mutualité
immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro SIREN 775 678 584
Siège social : 4, rue d'Athènes - 75009 PARIS

Ci-après dénommée la Mutuelle Nationale Territoriale,
d'autre part,

Suite à la décision portant sur le choix de la Mutuelle Nationale Territoriale pour la conclusion de la convention de participation en matière de protection sociale complémentaire « Prévoyance » en faveur du personnel du Conseil Départemental de Seine-et-Marne.

Vu la convention de participation signée à date d'effet du 1er janvier 2025 entre le Conseil Départemental de Seine-et-Marne et la Mutuelle Nationale Territoriale pour une durée de six ans,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités locales au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : CONDITIONS D'ADHESION

L'article 3 des Conditions d'adhésion des Conditions Générales est remplacé par :

3.1 Garanties collectives obligatoires :

L'adhésion au contrat est obligatoire pour tous les agents en activité de service auprès du souscripteur, sauf cas de dispense.

Les agents en arrêt de travail pour maladie ou accident à la date d'effet du contrat ne seront affiliés au contrat qu'à l'issue de la reprise effective de leur activité.

Les agents à temps partiel pour raison thérapeutique à la date de prise d'effet du contrat peuvent adhérer au contrat. Toutefois, le contrat ne couvrira que les conséquences d'une nouvelle pathologie (maladie ou accident de vie privé). Les conséquences de la maladie en cours à la souscription du contrat ne seront pas prises en charge au titre du contrat. A cette fin, lors de l'adhésion, l'agent devra communiquer au médecin conseil de la Mutuelle Nationale Territoriale un certificat médical de son médecin traitant faisant mention des pathologies à l'origine de l'arrêt de travail.

Les agents en situation d'activité pendant un congé de longue maladie pris de manière fractionnée ou de congé de longue durée pris de manière fractionnée ou de congé de grave maladie pris de manière fractionnée à la date d'effet du contrat et qui ne sont pas inscrits à celui-ci peuvent adhérer au contrat. Toutefois, le contrat ne couvrira que les conséquences d'une nouvelle pathologie (maladie ou accident de vie privé). Les conséquences de la maladie en cours à la souscription du contrat ne seront pas prises en charge au titre du contrat. A cette fin, lors de l'adhésion, l'agent devra communiquer au médecin conseil de la MNT un certificat médical de son médecin traitant faisant mention des pathologies à l'origine de l'arrêt de travail.

3.2 Garanties optionnelles à adhésion individuelle :

Les agents adhérant au contrat au jour de la prise d'effet de celui-ci sont admis sans condition, sous réserve de compléter le bulletin d'adhésion remis par la MNT.

Les agents qui ne sont pas en arrêt de travail à la date d'effet du contrat et qui ne sont pas inscrits à celui-ci peuvent y adhérer sous réserve que leur inscription intervienne pendant les six premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat. Ces adhésions doivent être formalisées à l'aide d'un bulletin d'adhésion. Passé ce délai, un délai de stage de six mois sera appliqué à compter de la date d'effet de l'adhésion.

Les agents embauchés postérieurement à la date de prise d'effet du contrat peuvent y adhérer sans condition sous réserve que leur inscription intervienne dans les six premiers mois qui suivent la date d'embauche. Ces adhésions doivent être formalisées à l'aide d'un bulletin d'adhésion. Passé ce délai, un délai de stage de six mois sera appliqué à compter de la date d'effet de l'adhésion.

Les agents à temps partiel pour raison thérapeutique à la date de prise d'effet du contrat peuvent adhérer au contrat.sous réserve que leur inscription intervienne pendant les six premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat. Ces adhésions doivent être formalisées à l'aide d'un bulletin d'adhésion. Passé ce délai, un délai de stage de six mois sera appliqué à compter de la date d'effet de l'adhésion.Toutefois, le contrat ne couvrira que les conséquences d'une nouvelle pathologie (maladie ou accident de vie privé). Les conséquences de la maladie en cours à la souscription du contrat ne seront pas prises en charge au titre du contrat. A cette fin, lors de l'adhésion, l'agent devra communiquer au médecin conseil de la Mutuelle Nationale Territoriale un certificat médical de son médecin traitant faisant mention des pathologies à l'origine de l'arrêt de travail.

Les agents en situation d'activité pendant un congé de longue maladie pris de manière fractionnée ou de congé de longue durée pris de manière fractionnée ou de congé de grave maladie pris de manière fractionnée à la date d'effet du contrat et qui ne sont pas inscrits à celui-ci peuvent y adhérer sous réserve que leur inscription intervienne pendant les six premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat. Ces adhésions doivent être formalisées à l'aide d'un bulletin d'adhésion. Passé ce délai, un délai de stage de six mois sera appliqué à compter de la date d'effet de l'adhésion. Toutefois, le contrat ne couvrira que les conséquences d'une nouvelle pathologie (maladie ou accident de vie privé). Les conséquences de la maladie en cours à la souscription du contrat ne seront pas prises en charge au titre du contrat. A cette fin, lors de l'adhésion, l'agent devra communiquer au médecin conseil de la MNT un certificat médical de son médecin traitant faisant mention des pathologies à l'origine de l'arrêt de travail.

Les agents en arrêt de travail (autre que congé de longue maladie pris de manière fractionnée, congé de longue durée pris de manière fractionnée et congé de grave maladie pris de manière fractionnée) pour maladie ou accident à la date d'effet du contrat, ne peuvent pas adhérer au contrat. Ils ne peuvent y adhérer qu'à l'issue d'une reprise effective de leur activité pour autant qu'ils en aient fait la demande moins de six mois après leur reprise. Ces adhésions doivent être formalisées à l'aide d'un bulletin d'adhésion. Passé ce délai, un délai de stage de six mois sera appliqué à compter de la date d'effet de l'adhésion.

L'agent en arrêt de travail à la date d'effet du contrat et précédemment garanti par un contrat présentant les mêmes garanties et qui demanderait à adhérer au contrat dans les six mois suivant sa mise en place, bénéficierait des garanties du contrat le jour de la reprise effective de son activité. Passé ce délai, un délai de stage de six mois sera appliqué à compter de la date d'effet de l'adhésion.

Les agents en congé parental ou en disponibilité pour d'autres raisons que celles liées à la santé à la date d'effet du contrat peuvent y adhérer à leur retour dans la collectivité sous réserve que leur inscription intervienne dans les douze mois qui suivent leur date de retour. Ce délai prend effet le 1er jour du mois qui suit la reprise d'activité. Ces adhésions doivent être formalisées à l'aide d'un bulletin d'adhésion. Passé ce délai, un délai de stage de six mois sera appliqué à compter de la date d'effet de l'adhésion.

Les garanties optionnelles ne peuvent être souscrites que par les agents en activité de service ayant adhéré aux garanties collectives obligatoires (Indemnités journalières et Invalidité). Les conditions d'adhésion sont celles mentionnées ci-dessus.

A la mise en place du contrat, le souscripteur fournit par l'intermédiaire d'un fichier :

- la liste nominative des agents en activité de service, leur sexe, leur date et département de naissance, leur numéro de sécurité sociale, leur adresse postale, email et numéro de téléphone, leur date d'embauche, matricule et position statutaire, les salaires et primes servant de base de calcul des cotisations, les éventuelles garanties optionnelles retenues par les agents.

En cours de contrat, le souscripteur fournit les informations suivantes, via l'espace collectivité :

- Pour les nouveaux embauchés, sauf s'ils justifient d'un cas de dispense : la liste nominative des agents en activité de service, leur sexe, leur date et département de naissance, leur numéro de sécurité sociale, leur adresse postale, email et numéro de téléphone, leur date d'embauche, matricule et position statutaire, les salaires et primes servant de base de calcul des cotisations, les éventuelles garanties optionnelles retenues par les agents.
- Pour les départs : la liste nominative des agents concernés, leur numéro de sécurité sociale.

Cas de dispense :

- Les agents en arrêt de travail et les agents à temps partiel pour raison thérapeutique à la date de mise en place du contrat
- Les agents contractuels de droit public - affiliation au 13ème mois de présence si les contrats sont d'une durée inférieure à 12 mois (les contractuels disposant d'un contrat d'une durée minimum de 12 mois ne sont pas dispensés)
- Les apprentis – contrat aidé – CUI (Contrat unique d'insertion)
- Les agents de droit privé
- Les agents adhérant à un contrat de prévoyance complémentaire et ne pouvant pas résilier leur adhésion à la date de mise en place du contrat. Ils pourront donc poursuivre leur adhésion jusqu'à la date anniversaire du contrat de prévoyance complémentaire individuel et seront affiliés au contrat le lendemain de cette date anniversaire. S'ils font le choix de prendre des options, elles ne seront pas soumises au délai de stage, si l'adhésion intervient dans les 6 mois qui suivent l'affiliation.
- Les agents adhérant à un contrat de prévoyance complémentaire sur les mêmes garanties de base que le contrat ici proposé. Ils pourront donc poursuivre leur adhésion et présenter annuellement une attestation à leur employeur portant mention de leur contrat individuel.

-

Article 2 : DATE D'EFFET

Le présent avenant prend effet au **1er janvier 2025**.

Toutes les dispositions du contrat non modifiées par un avenant précédent ou par le présent avenant demeurent inchangées.

FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES

A , A Paris,

le le 13 mai 2025

Pour le Souscripteur
(cachet et signature)

Pour la Mutuelle Nationale Territoriale

Le Directeur Général Adjoint Proximité et Développement



Frédéric SAUVAGE

Mutuelle Nationale Territoriale
Mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité
4 rue d'Athènes 75009 PARIS
N° SIREN 775 678 584 / LEI 9695000Q8HEMSMEPFF29
Tél : 01 42 47 23 45

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/09

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_709H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/09**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Convention avec le Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation et le Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche relative au remboursement des indemnités de service fait

Convention avec le Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation et le Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche relative au remboursement des indemnités de service fait

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général de la Fonction Publique,

VU le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 81,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, notamment ses articles 38 et 151,

Vu le décret n° 2023-1091 du 24 novembre 2023 relatif à la convention type de mise à disposition de services ou parties de service de l'Etat chargés des compétences de l'Etat transférées aux départements, à la métropole de Lyon et aux métropoles en application de l'article 38 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu l'arrêté 2023-DIRIF-1 du 27 avril 2023 du préfet de Seine-et-Marne constatant le transfert au département de Seine-et-Marne de la RN4 et de la RN36 classées dans le domaine public routier,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/01 en date du 23 septembre 2021, relative au transfert des Routes Nationales (RN) 4 et 36 dans le réseau routier départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/09

VU la délibération du Conseil départemental n°1/14 en date du 8 avril 2022, relative au transfert des Routes Nationales (RN) 4 et 36 dans le réseau routier départemental,

VU la délibération du conseil départemental n°1/16 du 21 décembre 2023, relative à la convention de gestion temporaire relative au transfert des routes nationales RN4 et RN36,

VU la délibération du conseil départemental n°7/03 du 09 février 2024, relative à la convention de mise à disposition du personnel de l'Etat dans le cadre de la reprise en régie des RN4 et RN36

Vu l'avis du comité social d'administration de la DIRIF en date du XXXXX,

VU l'avis du Comité social territorial du 12 juin 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention à conclure avec le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, le ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, relative au remboursement des indemnités de service fait, pour les agents mis à disposition par l'Etat, dans le cadre de la reprise en régie des RN4 et RN36,

Article 2 : que ce versement prendra la forme d'un fonds de concours du Département à l'Etat.

Article 3 : que les dépenses liées au remboursement des indemnités de service fait seront imputées sur le programme : « Masse salariale », à l'opération « Masse salariale / Réseaux & Infras ».

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne à signer ladite convention au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/09

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/09

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Insérer ici le logo de la collectivité concernée

MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

CONVENTION ENTRE LE MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION, LE MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER ET DE LA PECHE

ET LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

RELATIVE AU REMBOURSEMENT DES INDEMNITES DE SERVICE FAIT

ENTRE :

L'Etat, représenté par Madame Anne DEBBAR, directrice des ressources humaines, agissant au nom du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, du ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (MATTE) ;

d'une part, et

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par Monsieur Jean-François PARIGI, président, agissant au nom de celle-ci et dûment habilité par délibération du Conseil départemental n° 0/01 du 1er juillet 2021

d'autre part,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles 80 et suivants ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, notamment son article 38 ;

Vu le décret n° 2024-544 du 13 juin 2024 relatif à la date et aux modalités de transfert définitif à certains départements et métropoles des services ou parties de service de l'Etat exerçant les compétences de l'Etat en matière routière qui leur sont transférées ;

Vu la circulaire du 12 août 2024 relative aux modalités et au calendrier de versement des compensations financières relatives aux transferts de services consécutifs au transfert des routes nationales à certains départements et métropoles dans le cadre de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu la convention de mise à disposition de services et parties de services de la Direction des Routes (DIR) d'Ile de France chargées d'exercer mes compétences transférées au Département de Seine-et-Marne en date du 21 mars 2024;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Les transferts de compétences aux collectivités territoriales s'accompagnent du transfert des ressources équivalentes à celles consacrées par l'État à l'exercice de ces compétences.

Ainsi, les ressources liées au financement des indemnités de service fait (ISF) - indemnités de sujétion horaire, indemnités d'astreintes et indemnités horaires pour travaux supplémentaires - sont transférées aux départements dès le transfert de service, les départements devenant responsables, à partir de cette date, du niveau d'activité des unités de travail et de leur organisation, à la place de l'Etat.

Toutefois, dès le transfert de service, les agents mis à disposition des départements n'auront pas encore fait valoir leur droit d'option et, de ce fait, l'Etat devra continuer à verser à ces agents l'intégralité de leur rémunération, dont les ISF (principe d'unicité de la rémunération) au vu d'états descriptifs mensuels certifiant la réalité du service fait et signés de monsieur le président du Département de Seine-et-Marne ou de tout élu ou fonctionnaire habilité ; ces états seront transmis aux services de l'Etat afin d'en permettre la liquidation.

Cette situation nécessite que la collectivité rembourse à l'Etat le coût des ISF générées à partir de novembre 2024 (indemnisation en paye de janvier 2025) par les agents transférés, pendant la période transitoire du droit d'option. Ce versement prendra la forme d'un fonds de concours de la collectivité à l'Etat.

Article 1
Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement d'un fonds de concours du Département de Seine-et-Marne à l'Etat pour procéder au remboursement des dépenses réelles d'ISF que l'Etat aura dû verser aux agents, dans l'attente de l'effectivité de leur droit d'option.

Le montant du fonds de concours du Département de Seine-et-Marne à l'Etat est fonction des dépenses générées par les agents transférés et qui restent rémunérés par l'Etat. Ces dépenses sont fonction des organisations du travail et du niveau de service qui deviennent de la responsabilité du département dès le transfert du service.

Article 2
Modalités de rattachement et de versement des crédits du département à l'Etat

Les ISF sont versées aux agents deux mois après l'exécution du service. De ce fait, les remboursements sont distingués par année selon les modalités suivantes :

Année 2025

En 2025, les sommes à rattacher par voie de fonds de concours concerneront :

1. Le remboursement à l'Etat des indemnités de service fait exécutées en novembre et décembre 2024 par l'ensemble des agents mis à disposition qui auront généré ces dépenses, y compris ceux qui auront opté avant le 31 août 2024. L'Etat procède au paiement des ISF en paye de janvier et février 2025 puis reçoit, par voie de fonds de concours, le remboursement correspondant à ces deux mois ;
2. Le remboursement à l'Etat des indemnités de service fait exécutées du 1er janvier au 31 octobre 2025 par les agents n'ayant pas fait valoir leur droit d'option avant le 31 août 2024. L'Etat procède au paiement des ISF en paye de mars à décembre 2025 puis reçoit, par voie de fonds de concours, le remboursement correspondant à ces dix mois.

Année 2026

En 2026, les sommes à rattacher par voie de fonds de concours concerneront :

1. Le remboursement à l'Etat des indemnités de service fait exécutées en novembre et décembre 2025 par les agents n'ayant pas fait valoir leur droit d'option avant le 31 août 2024 (ISF versées aux agents en janvier et février 2026) ;
2. Le remboursement à l'Etat des indemnités de service fait exécutées du 1er janvier au 31 octobre 2026 par les agents n'ayant pas fait valoir leur droit d'option avant le 31 août 2025 (ISF versées à ces agents du 1er mars au 31 décembre 2026).

Année 2027

En 2027, les sommes à rattacher par voie de fonds de concours ne concerneront que Le remboursement à l'Etat des indemnités de service fait exécutées en novembre et décembre 2026 par les agents n'ayant pas fait valoir leur droit d'option avant le 31 août 2025 (ISF versées aux agents en janvier et février 2027).

Article 3
Montant du fonds de concours à verser par la collectivité à l'Etat

Pour l'année 2025, le montant prévisionnel du fonds de concours est évalué à 49 688,83 €.

L'évaluation des montants est réalisée par la Direction des Ressources Humaines des ministères Territoire, Ecologie et Logement (Bureau du pilotage du budget de personnel (2BP) de la Direction des Ressources Humaines des MATTE – 2bp.prems.drh.sg@developpement-durable.gouv.fr) en concertation avec la sous-direction des ressources et du numérique de la Direction des routes du Département de Seine-et-Marne (simon.demeret@departement77.fr).

Pour 2026, le montant fera l'objet d'une évaluation en janvier 2026 et tiendra compte des ajustements à opérer au titre de l'année 2025.

Cette procédure est applicable aux années ultérieures.

Article 4
Échéancier de versement

La collectivité versera un fonds de concours (n°1-2-00313 Participation des collectivités locales à la rémunération des personnels au titre des transferts de services) à l'Etat sur le programme 217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (CPPEDMD), titre II, selon l'échéancier suivant :

Année 2025

A la date du 15 septembre 2025, le premier versement sera effectué :

- sur la base du réel pour la période de janvier à août 2025 ;
- sur le base d'une estimation pour la période de septembre à décembre 2025.

Un ajustement de l'année 2025 sera opéré en année 2026 et inclus dans le fonds de concours à verser cette même année.

Année 2026

1. 50% du montant estimé au 15 mai et ajustement au titre de l'année antérieure ;
2. 50% du montant estimé au 15 septembre.

Année 2027

En mars 2027, le solde comprendra l'ajustement de l'année 2026 et le remboursement des ISF versées en janvier et février 2027.

Un avenant à la présente convention viendra préciser le montant estimé du fonds de concours pour chacune des annuités suivantes : un avenant en 2026 et un avenant en 2027.

Article 5
Modalités de versement

Le titre de perception afférent au versement du fonds de concours sera émis par le Bureau du pilotage du budget de personnel (2BP) de la Direction des Ressources Humaines des MATTE.

Une fois émis, le titre est validé par les services de la Direction départementale des finances publiques et transmis au Département de Seine-et-Marne.

Une fois le paiement effectué, l'encaissement est réalisé par le comptable public et les crédits sont rattachés sur le programme 217 par arrêté publié au Journal Officiel

Fait à

Le

Le Président du Département de Seine-et-Marne

Pour les ministres l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation et de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Par délégation, la directrice des ressources humaines

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/10

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_710H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/10**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Convention services civiques avec l'Association Unis-cités

Le service civique institué par la loi du 10 mars 2010, offre aux jeunes de 16 à 25 ans l'opportunité de s'engager dans une action de volontariat au service d'un besoin d'intérêt général porté par une collectivité publique. Le service civique constitue, à ce titre, une politique en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes. Il est proposé de poursuivre l'accueil des volontaires du service civique au sein des services départementaux à compter de 2025, en renouvelant la convention avec l'association Unis-cité, dans le cadre de l'intermédiation.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code du service national, notamment les articles L120-1 à L120-36,

VU le Code de la sécurité sociale, notamment l'article D412-98-1,

VU l'avis du comité social territorial du 02 avril 2025

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'attribuer une contrepartie financière à l'association Unis-cité détaillée comme suit :

- Intermédiation : portage administratif, suivi tuteurs/jeunes : 850 € par jeune
- Prestation de subsistance (à verser à Unis-Cité, reversement aux volontaires chaque mois) : 114,85 € par volontaire et par mois
- Recrutement des jeunes : 250 € par jeune

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/10

Article 2 : d'adopter le projet de convention avec l'association Unis-cité, tel que joint en annexe de la présente délibération et d'autoriser le Président du Conseil départemental à la signer, au nom du Département.

Article 3 : d'imputer les crédits nécessaires au financement de cette contrepartie estimés à 33 000 € au titre de l'action « Autres- logistique » opération « Autres dépense de fonctionnement ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/10

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

077-227700010-20250620-D250620_710H1-DE

Accusé de réception en préfecture

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE ET UNIS-CITE ANNÉE 2025

ENTRE

LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
Hôtel du Département – 77010 MELUN Cedex
Représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI, agissant en exécution de la délibération
Ci-après dénommé « Le Département ».

D'UNE PART,

ET

L'association UNIS-CITE

- Association loi 1901, agréée « Jeunesse Éducation Populaire »
- Siège social : 21 boulevard NEY – 75018 PARIS
- **N° SIRET :** 390 191 569 00 209
- **Code APE :** 8899A

Représentée par Madame Marie TRELLU KANE en sa qualité de Présidente,

Ci-après dénommée "L'Association".

D'AUTRE PART,

IL A D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Institué par la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010, le service civique a pour objectif de renforcer la cohésion et la mixité sociale. Il offre aux jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de nationalité, l'opportunité de s'engager de 6 à 12 mois dans une action de volontariat définie comme une rencontre entre un projet personnel d'engagement citoyen et un besoin d'intérêt général porté par une collectivité publique ou une association à but non lucratif. Il est accessible sans condition de diplôme.
Depuis août 2015, le service civique est élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.

Dix domaines, qualifiés comme "prioritaires pour la Nation" sont éligibles au service civique : solidarité (personnes âgées, en situation de handicap..., santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence, citoyenneté européenne Les missions confiées aux volontaires ne peuvent en aucune façon concerner des tâches liées au fonctionnement courant de la structure.

Le Département souhaite offrir à 30 jeunes du territoire la possibilité de réaliser une mission de service civique au sein de ses services. Cette expérience d'engagement citoyen est doublement bénéfique pour le volontaire qui, d'une part, en participant à une mission d'intérêt général développe son sentiment d'utilité sociale, et, d'autre part, en s'insérant dans un environnement professionnel, approfondit des compétences et des connaissances qui faciliteront son intégration sur le marché du travail.

Pour accompagner le Département, une convention avec l'association Unis-Cité, pionnière dans le domaine, permet de disposer de son expertise et de son soutien dans la mise en œuvre de cet engagement.

IL A ENSUITE ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
La présente convention a pour objet d'établir un partenariat entre le Département et l'association Unis-Cité, pour l'accompagnement des services départementaux et la gestion de l'accueil de volontaires du service civique à compter du 3 juillet 2025.

Unis-Cité réalise une mission d'accompagnement du Département en matière de service civique pour lui permettre de développer une offre de missions de service civique de qualité et d'améliorer la compréhension et l'appropriation du dispositif par les services départementaux.

ARTICLE 2 : PROJET DE L'ASSOCIATION :

Faire vivre et développer l'engagement citoyen, la mixité sociale et le respect des différences.
Animer et développer des programmes de service volontaire pour les jeunes, en proposant à des jeunes de toutes cultures, milieux sociaux, niveaux d'études et croyances de mener en équipe pendant une période d'environ 6 à 9 mois des projets de service à la collectivité tout en leur apportant une aide matérielle, un soutien individualisé dans l'élaboration d'un projet d'avenir et une ouverture sur la citoyenneté.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

3.1 L'association s'engage à *:*
Accompagner le département dans la mise en place de missions de service civique dans les établissements scolaires et services départementaux :

- **Accompagner en amont le département à l'accueil des volontaires en service civique**
  - Appui à la préfiguration de l'accueil des volontaires (2h30 en présentiel ou en visio) *Information collective pour les tuteurs/tutrices et personnes référentes sur les modalités de mise en œuvre du partenariat pour l'accueil de volontaires et apport outils cadrage général du dispositif*
  - Accompagner le département dans l'accueil des volontaires en service civique
  - Publier les annonces
  - Recruter les volontaires (30 volontaires) : en cas de démission après un mois de mission d'un jeune volontaire (période d'essai) et si le Département demande le remplacement, Unis-Cité facturera ce nouveau recrutement d'un montant de 250€.
  - Rédaction et mise à jour du guide à destination des tuteurs du Département
- **Apporter un soutien opérationnel**
  - Mise à disposition d'une hotline : répondre uniquement aux questions des tuteurs (salariés du Département)
  - Accompagnement renforcé des tuteurs dont une FOA obligatoire pour tous les nouveaux tuteurs (2 journées),
  - Accompagnement des volontaires de l'après service civique
- **Accompagner le département dans l'accueil des volontaires en service civique**
  - Co-construction des missions à adapter en fonction des territoires si nouvelle mission (1 jour)
  - Diffusion sur le site de l'agence du service civique (2 jours)
  - Relais auprès des prescripteurs jeunesse (1 jour)
  - Organisation des séances d'information et d'entretiens collectifs (10 jours : communication, traitement des candidatures, suivi des inscriptions aux séances collectives…)
  - Dispenser les journées d'accompagnement et de formation « JAF » dont les formations civiques et citoyennes (1 jour par mois)
  - Formations civiques et citoyennes,
  - Accompagnement aux projets d'avenir en lien avec le tuteur désigné par le département

- Inscription au PSC1

- **Assurer le suivi des volontaires** (1 jour par mois)
  - Relais auprès des prescripteurs jeunesse
  - Organisation des séances d'information
  - Portage juridique et administratif des contrats de volontaires en service civique
  - Gestion des indemnités financières (suivi des indemnités mensuelles versées par l'Etat et versement des prestations obligatoires de subsistance)
  - Lien avec l'Agence du Service Civique et l'Agence de Services de Paiement
  - Création des contrats des volontaires en service et des conventions tripartites et organisation de réunions de démarrage collectives.

3.2 Bilan
L'association remettra au Département, au cours du premier trimestre de chaque année, un bilan quantitatif, qualitatif et financier de l'ensemble de sa mission mentionnée à l'article 3, couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

3.3 Obligations comptables et contrôle :
L'association s'engage à utiliser la contrepartie financière versée par le Département conformément aux engagements décrits à l'article 3.
L'Association s'engage à travailler en collaboration et en concertation avec le Département.
L'Association s'engage à respecter les obligations comptables et administratives et à produire dans le cadre de la présente convention le compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de l'aide dans le courant du premier trimestre de l'année suivante.
L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux règlements relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
L'Association s'engage à communiquer sans délai au Département, copie des déclarations relatives aux changements survenus dans son administration, sa direction et ses statuts y compris tout évènement relatif à son agrément (suspension, retrait).
L'Association s'engage à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux, et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

3.4 Communication :
Afin de faire connaître l'aide apportée par le Département, l'Association s'engage à faire apparaître le soutien départemental dans ses actions de communication et publications liées à l'objet de la présente convention tel que présenté à l'article 2.
L'information relative à ce soutien prendra la forme :

- Dans les courriers et actions-presse, de la mention : Projet mené en partenariat avec Unis-Cité « *association et/ou projet subventionné(e) par le Département de Seine-et-Marne* ».
- Dans les publications, cartons d'invitation, « flyers » ou tracts, affiches, plaquettes, sites internet et autres supports, de l'apposition du logo du Département, conformément à la charte graphique établie (ce logo pouvant être demandé auprès de la Direction des Ressources Humaines du Département). Un exemplaire de chaque support devra être communiqué au Département.
- Sur le lieu de la ou des manifestations organisées en lien avec la présente convention, par la mise en place d'au moins une banderole du Département, et/ou de tout autre moyen matériel de communication déterminé en accord avec le Département.
- D'une communication au Département quant aux événements programmés en rapport avec la présente convention, au moins 45 jours avant la date envisagée.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT :

Dans le cadre de la présente convention, le Département s'engage à verser une contrepartie financière à l'Association pour la mission décrite à l'article 3.

4.1 Montant de la contrepartie financière

Dans le cadre de la mission d'accompagnement, la contrepartie financière du département à destination d'Unis-Cité le montant global de la contrepartie sera calculée de la manière suivante :

• Intermédiation : portage administratif, gestion administrative et juridique de la mission de Service Civique, journées mensuelles de rassemblement avec les volontaires, support aux tuteurs de la structure d'accueil, suivi tuteurs/jeunes : 850€/jeune**.**

• Prestation de subsistance pour 30 volontaires en mission de 8 mois (reversement aux volontaires chaque mois) : 114,85€ par mois et par volontaire

• Recrutement des jeunes : diffusion de l'offre sur le site de l'Agence du Service Civique, diffusion de l'offre sur des réseaux partenaires, information de la mission en séances d'information collectives, recueil et traitement des candidatures, entretien puis sélection des jeunes, participation de la structure aux entretiens 250€ / jeune recruté

4.2 Modalités de versement de la contrepartie financière :
Le versement de la contrepartie financière du Département concernant la mission d'accompagnement interviendra, sur présentation par l'association Unis-Cité des factures pour les prestations effectuées tel que l'accompagnement des tuteurs, l'intermédiation, les prestations de subsistance et le recrutement des jeunes.
Pour le remboursement des « prestations obligatoires de subsistance », et le recrutement des jeunes il se fera sur production de factures à l'issue du service civique.

4.3 Autres engagements du Département :
Par ailleurs, le Département s'engage à mobiliser l'ensemble du personnel départemental et des élus nécessaires à la réussite du projet objet de la présente convention.

Notamment, il s'engage à :
- nommer un interlocuteur de la Direction des Ressources Humaines pour être le référent de l'association pour le suivi de ce partenariat,
- nommer un interlocuteur opérationnel en tant qu'interface technique et opérationnelle quotidien du chef de projet qui sera désigné par l'association,
- mobiliser ses services pour la bonne réalisation de la mission d'accompagnement d'Unis-Cité,
- contribuer à la mobilisation des jeunes par une mise à disposition des outils de communication du Département,
- apporter le soutien logistique et matériel nécessaire à la bonne intégration des jeunes dans les services du Département.

ARTICLE 5 : EVALUATION
Les parties conviennent de se rencontrer au minimum une fois par trimestre pour vérifier la bonne réalisation des engagements spécifiés à l'article 3.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention prend effet dès la signature des parties pour l'année en cours. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction deux fois maximum.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION
Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION
La présente convention pourra être résiliée de plein droit et sans préavis par le Département dans les cas suivants :

- En cas de dissolution ou de liquidation judiciaire de l'Association,
- En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles ; ou si la subvention n'est pas utilisée conformément aux objectifs de la présente convention définis à l'article 2, la convention sera résiliée à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter d'une mise en

demeure de régulariser, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du bénéficiaire.

La présente convention pourra également être résiliée par l'une ou l'autre des parties pour tout autre motif et à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 1 mois. La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 1 mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait à Melun en deux exemplaires originaux, le ……2025

POUR LE DÉPARTEMENT LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL OU SON REPRÉSENTANT	POUR L'ASSOCIATION LA PRÉSIDENTE OU SON REPRÉSENTANT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/11

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_711H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-7/11**

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

Commission n° 4 - Solidarités
Rapporteur(s) : COZIC Bernard

OBJET : Etat des travaux de la Commission consultative des services publics (CCSPL) pour l'année 2024
Délibération

Ainsi que le prévoit le Code général des collectivités territoriales en son article L.1413-1, un état des travaux réalisés par la Commission consultative des services publics locaux est présenté à l'Assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

De prendre acte du rapport présenté par le Président du Conseil départemental, Président de la Commission consultative des services publics locaux, sur l'état des travaux réalisés par cette Commission en 2024.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/11

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-7/11

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne